UNIVERSITE DES ANTILLES ET DE LA GUYANE

Faculté des Sciences juridiques et économiques

Ecole doctorale pluridisciplinaire

Thèse pour le doctorat en Sciences de Gestion

Sandra NICOLLE

Les espaces naturels protégés en forêt amazonienne. Des doctrines de gestion aux dispositifs : quelle efficacité pour la protection de l'environnement ?

Etude comparative France (Guyane) / Brésil (Amapá)

Sous la direction de Françoise GRENAND et Maya LEROY

Soutenue le 24 septembre 2014 à Montpellier

N : [0000AGUY0000]

JURY :
Directeurs de thèse :
Françoise GRENAND, Directrice de recherche émérite en Anthropologie au CNRS
Maya LEROY, Enseignant-chercheur en Sciences de Gestion à AgroParisTech
Rapporteurs :
Florence PALPACUER, Professeur des Universités en Sciences de gestion, Université Montpellier I
Hervé THÉRY, Directeur de recherche en Géographie au CNRS, Professeur-visitant à l'USP, São Paulo, Brésil
Examinateurs :
Eric MARCON, Enseignant-chercheur en écologie forestière à l'UMR Ecofog, AgroParisTech
Gutemberg VILENHA SILVA, Enseignant-chercheur en Géographie, UNIFAP, Macapá, Brésil.

REMERCIEMENTS

Écrire des remerciements est un moment très agréable mais toujours délicat. N'oublier personne, parmi tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à ce travail au cours des trois années et demi qui viennent de s'écouler, est une tâche presque impossible. Je m'y attelle néanmoins avec un plaisir indicible … en demandant d'avance pardon pour les inévitables oublis.

Mes pensées vont bien sûr en premier lieu à mes directrices, dont l'amitié a été à l'origine de cette belle aventure. À Maya, passionnée, exigeante mais avant tout avec elle-même, toujours présente, même au cœur de la tourmente, humaine. Cette thèse n'existerait pas sans elle. À Françoise – et Pierre bien sûr – pour leur soutien sans faille. Ils m'ont ouvert les portes de la Guyane d'aujourd'hui, mais aussi celle de la Guyane d'hier, par leur mille et une histoires passionnantes, contées dans le nuage de la fumée d'une pipe ou d'un cigare.

J'adresse ensuite d'immenses remerciements à toutes les personnes qui ont accepté de prendre de leur temps pour me recevoir, parfois à l'improviste, souvent à plusieurs reprises, et ont patiemment répondu à mes questions, réfléchi avec moi… ou qui m'ont gentiment emmenée avec eux sur leur lieu de travail, la forêt. Des pensées particulière pour l'équipe du parc du Cabo Orange à Oiapoque (en particulier Ricardo et Ivan) qui m'ont permis d'accrocher mon hamac dans leurs locaux, pourtant exigus, et qui m'ont fait partager leur vision de leur métier, leur passion, leurs doutes. Aux professionnels, enfin, qui se sont spécifiquement intéressés à mon travail et m'ont soutenue dans cette voie : Romain, Julien, Christian, Nyls, Johan, Pedro, Ricardo…

Des remerciements chaleureux également à toutes les personnes qui ont soutenu scientifiquement ce travail. Aux membres des comités de thèse, pour leurs orientations et leurs conseils, à la fois pertinents et bienveillants, qui ont permis de faire mûrir peu à peu les réflexions ;
à l'équipe de l'OHM « Oyapock » et tout particulièrement à Damien pour son soutien quotidien, pour les journées de terrain partagées, et pour toutes les discussions passionnantes;
aux membres des autres laboratoires (CNRS-Guyane, UMR Ecofog, MRM) pour leurs contributions scientifiques, parfois informelles, à ce travail.

Un grand merci également à tous ceux qui ont eu les mains dans le camboui avec moi et qui, pour certains, ont contribué à produire les données et les analyses contenues dans ce mémoire :
Les stagiaires de master, Joris, probablement le premier belge à avoir marché sur le pont de l'Oyapock, et surtout Antoine, pour le terrain partagé et l'amitié construite dans les abattis de Guyane et d'Amapá.
Les étudiants du FTH, toujours enthousiastes et dynamiques, qui endossent avec la plus grande motivation le rôle de détectives de la gestion environnementale … ouvrant des pistes de réflexion souvent passionnantes.
Les amis doctorants, compagnons de galère quelle que soit la discipline (de l'ethno-écologie à la robotique médicale, en passant par *caenorhabditis elegans*), pour les échanges d'expériences, les coups de pouce, les remontages de moral : Madeleine, Pauline et Isabelle, très chères compagnes de l'Oyapock, Claudia, Symphorien, Amandine, Tom's, Tony, Laurent, Kenji, Marie (bientôt)…
Les collègues et amies brésiliennes, Christianni et Marta, pour leur grande hospitalité, et pour les longues discussions qui m'ont permis de chaque fois mieux comprendre les enjeux de ce territoire voisin de la Guyane… et d'améliorer progressivement mon portugais.
A mes relecteurs enfin, pour leur patience et leur assiduité : Nicole, Chri, Did, Alizée, Rafiki, Antoine, Isabelle.

Et puis parce que la thèse ne s'arrête pas à la thèse, qu'il y a aussi la vie autour, et les gens avec qui la partager, j'aimerais ajouter quelques remerciements particulièrement importants …

Pour mes parents, toujours présents quelle que soit la distance et quel que soit le chemin emprunté, avec qui je continue aujourd'hui à partager, bien que trop peu souvent, de magnifiques aventures peuplées d'imprévu, d'imagination et de magie.

Pour mes grand-mères, et tout particulièrement Rolande pour ses encouragements permanents, ses bonnes relations avec le ciel, et pour les discussions positives qui remettent la vie à l'endroit.

Pour les habitants du Château de Tourniac perché sur le causse au dessus de la mer de nuages, qui savent ménager à tout moment un refuge plein de bonne humeur, de promenades et de chansons.

Pour les habitants (nombreux) du défunt 23 bis, leur bonne humeur au quotidien, leur complicité, leurs coinches infinies, les repas partagés, les discussions de rebord de balcon...
mais aussi pour ceux de la rue Cyrano de Bergerac (et tout particulièrement Fred), pour leur joie de vivre, leur hospitalité sans bornes et leur amour de la nature.

Pour les amis, plus nombreux que je ne saurais les citer, qui ont suivi (subi) de près ou de loin ces avancées, parfois avec quelque impatience que cela se termine ...

Enfin, il y a des lieux spéciaux qui méritent d'être cités ... les paysages qui apaisent, les maisons où l'on se sent bien... la forêt amazonienne, ses fleuves et ses criques, son chant permanent, et ses habitants ; le carbet de l'Orapu, celui de Camopi ; le Cuvage et sa cheminée ; le noyer-bureau dans la colline ; Tourniac et son âne ; l'Engref et ses oliviers ; la ponctuelle colocation parisienne...

Merci finalement aux producteurs de thés et tisanes en tout genre ;

au beau Paolo Soprani de Nicole ;

aux petites étoiles bleues,

aux rencontres d'un jour.

RESUME

Les espaces naturels protégés sont aujourd'hui à l'échelle mondiale l'une des principales politiques publiques mises en œuvre pour faire face à la destruction des écosystèmes. Leur nombre a beaucoup augmenté ces dernières années et les modes d'action qu'ils recouvrent se sont considérablement diversifiés. Pour autant, les écosystèmes continuent à se dégrader, et l'efficacité de ces dispositifs est souvent remise en cause. Cette thèse vise à analyser les facteurs influant sur l'efficacité des espaces protégés pour la conservation d'écosystèmes amazoniens encore peu dégradés. Elle étudie pour cela la mise en œuvre de dispositifs relevant de doctrines de gestion de l'environnement différentes, basées sur (i) la limitation réglementaire maximale des activités humaines impactantes pour les écosystèmes, (ii) la gestion des ressources par des populations locales ou traditionnelles ou (iii) la mise en place d'une gestion forestière durable sur des terres publiques. Nous nous plaçons dans une posture comparative entre la Guyane (France) et l'Amapá (Brésil), territoires partageant une frontière commune, principalement matérialisée par le fleuve Oyapock. La comparaison internationale entre ces deux régions présentant une couverture exceptionnelle en espaces protégés, dans des conditions écologiques et géographiques relativement similaires, nous permet d'observer l'influence du contexte historique et sociopolitique sur les modes de prise en charge de la gestion de l'environnement par les aires protégées. Nous nous sommes basés sur une approche constructiviste, appuyée sur une production de données principalement qualitatives (entretiens semi-directifs, analyse de documents, observation participante…). Nous avons ainsi procédé à une déconstruction critique des dispositifs « aires protégées », permettant de mettre en lisibilité les enjeux environnementaux qu'ils portent, et d'analyser l'efficacité environnementale des stratégies mises en œuvre. Cette analyse s'est articulée autour d'une lecture à la fois diachronique et multiscalaire des processus de gestion.

Nous montrons que la mise en place des espaces protégés de Guyane et d'Amapá a été portée par des coalitions d'acteurs structurées autour de doctrines de gestion, c'est à dire de conceptions partagées des conditions de mise en œuvre d'une « bonne gestion environnementale ». Les dispositifs créés ont hérité des ressources stratégiques d'action et de la légitimité de ces coalitions. Les coalitions porteuses de la création des espaces protégés en Amapá sont fortement articulées aux mouvements sociaux et environnementaux plus généraux de l'Amazonie brésilienne, notamment pour les revendications socio-environnementales émergeant à la sortie de la période dictatoriale. En Guyane française, les espaces naturels protégés sont principalement la résultante de compromis entre d'une part une volonté d'exemplarité de l'action de la France en Amazonie, et d'autre part une recherche de minimisation des conflits avec les acteurs politiques locaux.

Dans les deux cas, les aires strictement protégées sont investies de cadres législatifs solides, mais de relativement peu de moyens humains. Elles représentent des superficies plus importantes en Amapá qu'en Guyane, mais les stratégies de gestion mises en place sont similaires. Les aires protégées créées au bénéfice des populations locales, résultant des mouvements socio-environnementaux des années 1980-1990, reconnaissent plus clairement au Brésil les compétences gestionnaires de ces populations. En Guyane, l'autonomie gestionnaire de ces populations est peu portée par les aires protégées, car la spécificité « amérindienne » entre en contradiction avec la constitution. En revanche, la gestion forestière durable des espaces publics est plus outillée et prudente en Guyane, au travers de l'action de l'État central porteur des logiques historiques de la gestion forestière française, qu'elle ne l'est en Amapá, où un système de concessions forestières publiques vient tout juste d'être mis en place.

Les types de stratégies de gestion mis en œuvre dans les espaces protégés dépendent fortement de la doctrine gestionnaire mobilisée et des ressources disponibles (lois, ressources humaines et financières, partenariats, données,…) héritées de la phase de mise en place des dispositifs. Elles évoluent néanmoins dans le temps pour répondre à des changements du contexte, ou s'adapter à l'entrée de nouveaux acteurs dans les coalitions. Les performances environnementales concrètes des espaces protégés sont la résultante (i) de la structuration du dispositif et des enjeux qu'il porte, largement liés aux coalitions ayant conduit à sa mise en place ; (ii) des ressources (ressources techniques, alliances…) mobilisables (et mobilisées) ; (iii) des stratégies de gestion mises en œuvre ; et (iv) de l'intensité des pressions auxquelles les écosystèmes sont soumis.

Nos analyses font ressortir de grandes logiques stratégiques propres aux contextes nationaux. Au Brésil, les ONG d'environnement jouent un rôle important, en permettant de maintenir une pression sur l'État et en soutenant ainsi l'action des services publics porteurs des questions environnementales. En Guyane, les enjeux environnementaux sont principalement pris en charge par les services ou établissements publics en charge de ces questions, ce qui leur confère des moyens plus importants, mais limite les ressources externes pour les négociations intersectorielles. Dans les deux cas, on observe un glissement progressif des revendications environnementales vers une logique d'intégration des enjeux environnementaux et socio-économiques.

Finalement, la mise en œuvre conjointe des différentes aires protégées sur les territoires permet, non pas la « mises sous cloche » des ressources et des territoires, mais avant tout l'émergence de propositions alternatives de gestion territoriale allant à l'encontre des modèles de développement destructeurs prévalant aujourd'hui.

ABSTRACT

Nowadays, natural protected areas are one of the main public policies implemented at the international level in order to prevent the destruction of ecosystems. During the last decades, they became very numerous, and mobilized more and more diversified modes of action. However, natural ecosystems continue to deteriorate, and the effectiveness of protected areas is often questioned.

The aim of this thesis was to analyse the factors influencing the effectiveness of protected areas in a context of Amazonian ecosystems that are still well preserved. We observed the implementation of environmental management arrangement (protected areas) that are based on various doctrines: (i) the strong limitation of all harmful human activities through legislation; (ii) the management of resources by local or traditional populations; and (iii) the implementation of sustainable forest management on public lands. We adopted a comparative approach between Guyana (France) and Amapá (Brazil), territories that share a common border, mainly identifiable by the Oyapock River. These two territories present quite similar ecological and geographical conditions, and both have an exceptional coverage of protected areas. Therefore this international comparison allowed us to observe the influence of the historical and socio-political context on the implementation of protected areas.

We used a constructivist approach, mainly based on qualitative data (semi-structured interviews, document analysis, participant observation...). We effected a critical deconstruction of "protected areas" management arrangements in order to make their environmental objectives intelligible, and we analysed the environmental effectiveness of the strategies implemented. This analysis was based on a diachronic and multiscalar lecture of management processes.

We show that the establishment of protected areas in Guiana and Amapá was led by coalitions of actors structured around management doctrines, i.e. shared conceptions of "good environmental management". Management arrangements created inherited the strategic resources of action and the legitimacy of these coalitions.

In Amapá, coalitions were strongly articulated with wider social and environmental movements of the Brazilian Amazon, especially in the case of socio-environmental claims rising at the end of the dictatorship. In French Guiana, the natural protected areas are mainly the result of compromise between the French willingness to serve as an example in the Amazon region, and the minimisation of conflicts with local politicians.

In both cases, strictly protected areas have strong legislative frameworks, but little human resources. They represent a more important area in Amapá than in Guiana, but management strategies implemented are quite similar. Protected areas established for local people are a result of socio-environmental movements in the years 1980-1990. In Brazil, environmental managerial skills of these people are clearly recognized. In French Guiana, the managerial autonomy of these populations is little mobilised in protected areas, as the recognition of Amerindian ethnic specificity contradicts the French Constitution. Sustainable forest management of public areas is more advanced technically and more prudent in Guiana than in Amapá, thanks to the action of the French state that benefits from a long forest management history. In Amapá a system of concessions in public forest has just been set up.

The management strategies implemented in protected areas heavily depend on the doctrine mobilized by managers, and on the resources inherited (laws, human and financial resources, partnerships, data...) from the construction phase of the management arrangements. However, they evolve over time in response to changes in the environment, or adapt to the entry of new actors in the coalition. Finally, the environmental performance of protected areas is the result of (i) the structure of the management arrangement and the doctrine it is based on; (ii) the resources (technical, alliances...) available (and mobilized); (iii) the management strategies implemented; and (iv) the intensity of the pressures on the ecosystems.

However, we show that some broad strategies are specific to each national context. In Brazil, environmental NGOs play an important role by maintaining a pressure on the State and thereby supporting the activities of environmental institutions. In French Guiana, the main actors in charge of environmental issues are public institutions. It provides more resources to the protected areas, but very limited possibilities for intersectoral negotiations. In both cases, there is a gradual shift from environmental claims towards a greater integration of both environmental and socioeconomic stakes.

Finally, the joint implementation of the various protected areas in the territories is not conducive to a total freeze of resources and territories, but enables the emergence of alternative land management proposals that go against destructive models of development prevailing today.

RESUMO

As áreas protegidas são hoje uma das principais políticas públicas implementadas a nível mundial para enfrentar a destruição dos ecossistemas. O número delas aumentou muito nos últimos anos e os modos de ação mobilizados se diversificaram bastante. Porém, os ecossistemas continuam a se degradar e a eficiência das áreas protegidas é frequentemente questionada. Este doutorado analisa quais são os fatores que influenciam a eficiência das áreas protegidas para a preservação de ecossistemas amazônicos ainda pouco degradados.

Para isto, estudou-se a implementação de dispositivos que mobilizam diferentes doutrinas de gestão ambiental. As doutrinas estudadas estão baseadas em: i) a limitação legislativa máxima das atividades humanas predatórias para os ecossistemas, ii) a gestão dos recursos naturais por populações locais ou tradicionais ou iii) a implementação de uma exploração sustentável da floresta em terras públicas.

Fez-se uma comparação entre a Guiana francesa (França) e o Amapá (Brasil), territórios que compartilham uma fronteira comum, principalmente materializada pelo rio Oiapoque. Estas duas regiões têm condições ecológicas e geográficas bastante semelhantes e ambas apresentam uma cobertura excepcional por áreas protegidas. Assim, a comparação internacional permite observar a influência do contexto histórico e sociopolítico nos modos de gestão ambiental pelas áreas protegidas.

A base do trabalho é construtivista, com uma produção de dados principalmente qualitativos (entrevistas semi-diretivas, análise de documentos, observação participativa). Procede-se assim uma desconstrução crítica das "áreas protegidas", o que permite observar em detalhe os vários objetivos de gestão ambiental, e analisar a eficiência ambiental das estratégias implementadas. Esta análise dos processos de gestão é feita ao mesmo tempo de forma diacrônica e multiescalar.

Mostra-se que a criação das áreas protegidas da Guiana e do Amapá foi permitida por coalizões de atores, estruturadas ao redor de doutrinas de gestão ambiental, ou seja, de visões comuns em relação ás condições de implementação de uma "boa gestão ambiental". Os dispositivos criados herdaram os recursos estratégicos de ação e a legitimidade destas coalizões. As coalizões na origem da criação de áreas protegidas no Amapá eram fortemente articuladas com os movimentos sociais e ambientais mais gerais da Amazônia brasileira, em particular no contexto do fim do período ditatorial. Na Guiana francesa, as áreas protegidas são principalmente o resultado de compromissos entre a necessidade de demostrar a exemplaridade da ação da França na Amazônia por um lado, e a vontade de minimizar os conflitos com os atores políticos locais por outro lado.

Em ambos os casos, as áreas de uso indireto são investidas com quadros jurídicos sólidos, mas com poucos recursos humanos. Eles representam superfícies mais importantes no Amapá que na Guiana, mas as estratégias de gestão são bastante parecidas. As áreas protegidas criadas para o benefício das populações locais são o resultado dos movimentos socioambientais dos anos 1980-1990, reconhecendo mais claramente as capacidades gestoras destas populações no Brasil. Na Guiana, a autodeterminação destas populações tem pouca força nas áreas protegidas, porque o reconhecimento da especificidade étnica dos ameríndios entra em contradição com a constituição francesa. No entanto, a gestão sustentável das florestas públicas é mais desenvolvida e cuidadosa na Guiana, com uma ação forte do Estado baseada na lógica da gestão florestal francesa histórica, do que é no Amapá onde um sistema de concessões florestais foi criada há poucos anos nas florestas públicas.

As estratégias de gestão implementadas nas áreas protegidas dependem fortemente da doutrina mobilizada e dos recursos disponíveis (leis, recursos humanos e financeiros, parceiros, dados) herdados da fase de implementação dos dispositivos. Elas evoluem não obstante para responder ás mudanças do contexto, ou se adaptar à entrada de novos atores nas coalizões. Os resultados concretos das áreas protegidas a nível ambiental são a resultante (i) da estruturação do dispositivo e dos seus objetivos, vinculado com as coalizões na origem da sua criação; (ii) dos recursos (recursos técnicos, alianças...) disponíveis e efetivamente mobilizados; (iii) das estratégias de gestão implementadas; e (iv) da intensidade das pressões sobre os ecossistemas.

As analises mostram a existência de grandes lógicas estratégicas específicas aos contextos nacionais. No Brasil, as ONG ambientais desempenham um papel importante, permitindo manter uma pressão no Estado e apoiar assim a ação dos serviços públicos encarregados das questões ambientais. Na Guiana, os assuntos ambientais são principalmente gerados pelas instituições públicas. Assim, tem mais recursos pela gestão, mas a possibilidade de ter negociações intersectoriais é mais limitada. Em ambos os casos, observamos uma mudança geral desde as reivindicações ambientais até uma lógica de integração dos objetivos ambientais e socioeconômicos.

Finalmente, a implementação conjunta das várias áreas protegidas nos territórios não resulta em um bloqueio do acesso aos territórios e recursos mas na emergência de propostas alternativas de gestão territorial, em contraposição aos modelos de desenvolvimento destrutivo hoje prevalecente.

SOMMAIRE

INTRODUCTION **3**

PARTIE I **11**
LA DEMARCHE DE RECHERCHE - CADRES THEORIQUES ET METHODOLOGIQUES

CHAPITRE 1 13
LES ESPACES PROTEGES, UN ENGAGEMENT PUBLIC TERRITORIALISE EN FAVEUR DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

CHAPITRE 2 41
ANALYSER L'EFFICACITE DES AIRES PROTEGEES : UNE ENTREE PAR LES DISPOSITIFS DE GESTION.

CHAPITRE 3 73
METHODOLOGIE DE RECHERCHE

CHAPITRE 4 89
ABORDER L'EFFICACITE DES ESPACES PROTEGES AMAZONIENS AU TRAVERS D'UNE APPROCHE COMPARATIVE FRANCO-BRESILIENNE : UNE APPROCHE EXPLORATOIRE EN GUYANE ET EN AMAPA.

PARTIE II **159**
LA CONSTRUCTION DES DISPOSITIFS DE GESTION ENVIRONNEMENTALE : DES PROCESSUS MULTISCALAIRES

CHAPITRE 5 163
APPROCHE STRATEGIQUE DE LA MISE EN PLACE DES ESPACES STRICTEMENT PROTEGES EN GUYANE ET EN AMAPA

CHAPITRE 6 203
APPROCHE STRATEGIQUE DE LA CONSTRUCTION DES ESPACES PROTEGES BASES SUR LES PRATIQUES DE GESTION DES POPULATIONS LOCALES

CHAPITRE 7 275
APPROCHE STRATEGIQUE DE LA MISE EN PLACE DE LA GESTION DURABLE DES FORETS PUBLIQUES DE GUYANE ET D'AMAPA

CHAPITRE 8 327
DES DOCTRINES DE GESTION A LEUR TRADUCTION EN DISPOSITIFS CONCRETS

PARTIE III : **371**
EVALUER L'EFFICACITE ENVIRONNEMENTALE DES DISPOSITIFS

CHAPITRE 9 377
SUR QUELLES DONNEES BASER L'EVALUATION DE L'EFFICACITE ENVIRONNEMENTALE DES ESPACES PROTEGES CONSIDERES

CHAPITRE 10 447
ANALYSE DE L'EFFICACITE ENVIRONNEMENTALE DES STRATEGIES MISES EN ŒUVRE PAR LES GESTIONNAIRES D'ESPACES PROTEGES

CHAPITRE 11 552
LA MISE EN RESEAU DES ESPACES PROTEGES

CONCLUSION GENERALE **596**

INTRODUCTION

Le fonctionnement des écosystèmes terrestres repose sur des mécanismes extrêmement complexes et diversifiés, qui sont encore aujourd'hui loin d'être intégralement compris et élucidés par l'homme. L'expérience nommée Biosphère 2, menée entre 1992 et 1994, illustre particulièrement bien cela. Il s'agissait de reconstituer en miniature les différents écosystèmes terrestres et marins, sous une serre installée en Arizona, de façon à y recréer les conditions nécessaires à la vie humaine. Une forêt tropicale, des savanes, un désert, des ruisseaux, un océan y avaient été créés, et plus de 4000 espèces animales y avaient été introduites. Huit scientifiques se sont portés volontaires pour participer au projet et vivre de façon permanente dans cette biosphère reconstituée. Ces derniers ont néanmoins été obligés de sortir prématurément de la serre, suite à une baisse trop importante du taux d'oxygène, rendant la poursuite de l'expérience dangereuse pour leur vie (Severinghaus et al. 1994).

Si, malgré son échec, ce projet a permis la réalisation d'avancées scientifiques considérables, il permet également de poser quelques pistes de réflexions un peu plus générales sur l'importance des écosystèmes naturels dans la Biosphère 1, à savoir la Terre (Avise 1994).

D'une part, l'expérience montre que, dans l'état actuel des connaissances, l'homme n'est pas en mesure de recréer techniquement les conditions nécessaires à sa propre survie. D'autre part, la reproduction artificielle de conditions permettant la vie humaine dans biosphère 2 s'est révélée extrêmement coûteuse : plus de 150 millions de dollars ont été investis pour permettre la survie de 8 humains. Face à une telle expérience, revaloriser les écosystèmes naturels dans leur milieu peut sembler particulièrement pertinent, d'autant qu'ils permettent d'assurer gratuitement des conditions adéquates à la vie de l'ensemble de l'espèce humaine.

Ces constats sont particulièrement préoccupants dans le contexte actuel de dégradation rapide des écosystèmes naturels. Au cours des quarante dernières années, les milieux scientifiques, puis l'opinion publique ont progressivement pris conscience des impacts des activités anthropiques sur les écosystèmes : phénomènes de pluies acides, trou dans la couche d'ozone, réchauffement climatique, désertification, disparition ou raréfaction d'espèces animales à l'échelle globale ; mais aussi, à des échelles plus locales, des épisodes omniprésents de pollution de l'eau, d'épuisement des sols et des ressources, de déforestation massive, etc. Les constats du *Millenium ecosystem assessment*, issus d'une synthèse des connaissances scientifiques disponibles ayant mobilisé plus de 2000 scientifiques, réalisée entre 2001 et 2005, confirment la dégradation rapide de la biodiversité mondiale et l'augmentation simultanée des pressions anthropiques sur les écosystèmes.

> *« Au cours des 50 dernières années, l'Homme a généré des modifications au niveau des écosystèmes de manière plus rapide et plus extensive que sur aucune autre période comparable de l'histoire de l'humanité, en grande partie pour satisfaire une demande en nourriture, en eau douce, en bois de construction, en fibre, et en énergie en croissance*

rapide. Ceci a eu pour conséquence une perte substantielle de la diversité biologique sur la Terre, dont une forte proportion de manière irréversible.» (MEA 2005, p. 18)

Les besoins humains et les demandes adressées aux écosystèmes sont ainsi en croissance constante et inégalée.

« Entre 1960 et 2000, la demande en services d'origine écosystémique a progressé de manière significative du fait du doublement de la population mondiale, passant à six milliards d'individus et de la multiplication par six de la croissance de l'économie mondiale. Pour satisfaire cette demande, la production de nourriture s'est accrue d'environ deux fois et demi, l'usage de l'eau a doublé, la coupe de bois pour la production de pâte à papier et de papier a triplé, la capacité d'hydro-électricité installée a doublé, et la production du bois de construction a augmenté de plus de la moitié. » (MEA 2005, p. 20)

Les conséquences environnementales de ces évolutions sont extrêmement importantes et d'autant plus préoccupantes que les négociations internationales sont particulièrement ardues sur ces thématiques.

« Plus des deux tiers de la superficie de deux des quatorze principaux biomes terrestres (forêt méditerranéenne et forêt de steppe tempérée) et plus de la moitié des superficies couvertes par quatre autres biomes (forêts tempérées forêts sèches tropicales et subtropicales, savanes et prairies inondées, savanes), étaient déjà converties en 1990, principalement en terres agricoles.[…]Le nombre d'espèces sur la planète est en déclin. Au cours des quelques siècles écoulés récemment, l'Homme a provoqué une augmentation du taux d'extinction des espèces par un facteur de 1.000 fois les taux typiques relatifs à l'histoire de la planète (certitude moyenne). Quelques 10 à 30 % des espèces de mammifères, d'oiseaux, et d'amphibiens sont actuellement menacées d'extinction (certitude moyenne à élevée). » (Ibid., p. 19)

Face à ces pressions, l'une des principales réponses apportée dans un très grand nombre de pays du monde, a été en la mise en place de mesures de protection *in situ*, permettant de conserver les écosystèmes à l'endroit où ils sont. La logique générale de ces espaces protégés est d'assurer ainsi le maintien des écosystèmes et de leurs fonctionnalités, à l'échelle locale comme à l'échelle globale.

Mettre en place une aire protégée, c'est-à-dire un espace donné où le maintien de l'écosystème et de ses fonctionnalités est une finalité première, n'est qu'une des solutions possibles pour protéger les écosystèmes. Elle nous semble néanmoins particulièrement intéressante à étudier pour plusieurs raisons. D'une part, l'écosystème est placé au centre de la réflexion, c'est-à-dire que la promesse faite par la mise en place de l'aire protégée n'est pas de limiter au mieux les impacts humains, d'adapter les pratiques etc., mais de préserver les qualités d'un écosystème donné. Les aires protégées sont depuis plus de 20 ans la pierre angulaire des politiques de conservation dans la majeure partie des pays du monde. En 2006, elles couvraient 12 % des terres émergées, pour plus de 117 900 unités et une superficie de plus de 19,6 millions de km ^{2} (Depraz 2008). D'autre part c'est leur diversité qui nous interpelle. En effet, la notion d'espace protégé regroupe un ensemble extrêmement hétéroclite de dispositifs de gestion environnementale. On retrouve ainsi de grandes disparités dans les tailles, les types d'écosystèmes concernés, l'échelle d'action envisagée, les modes de gouvernance associés, les objectifs et les moyens assignés, etc. Si cette diversité à fait

l'objet d'un classement de la part de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), l'analyse environnementale de ces espaces protégés n'est qu'ébauchée. Enfin, la violence des critiques dont ces aires protégées font l'objet tant sur leur pertinence que sur leur efficacité, nous incite à observer de plus près ce que cette approche de protection de la nature, sous ses différentes formes, semble pouvoir apporter comme résultats concrets d'un point de vue environnemental.

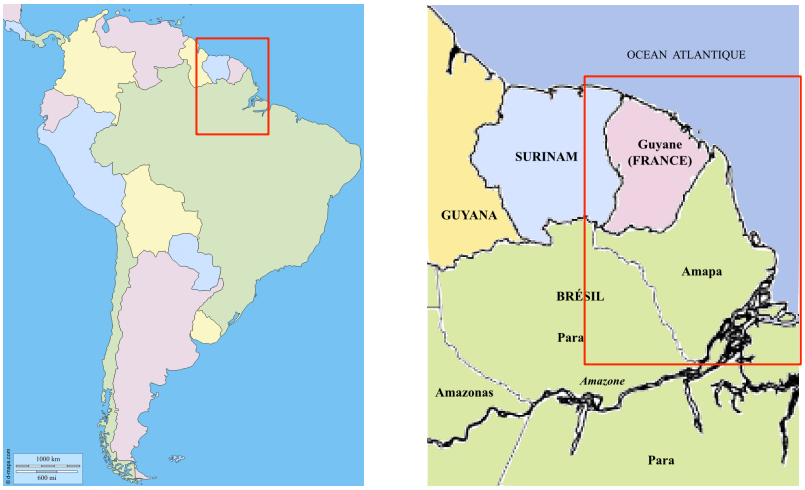
Forts de ces quelques constats, notre question de recherche la plus générale est la suivante.

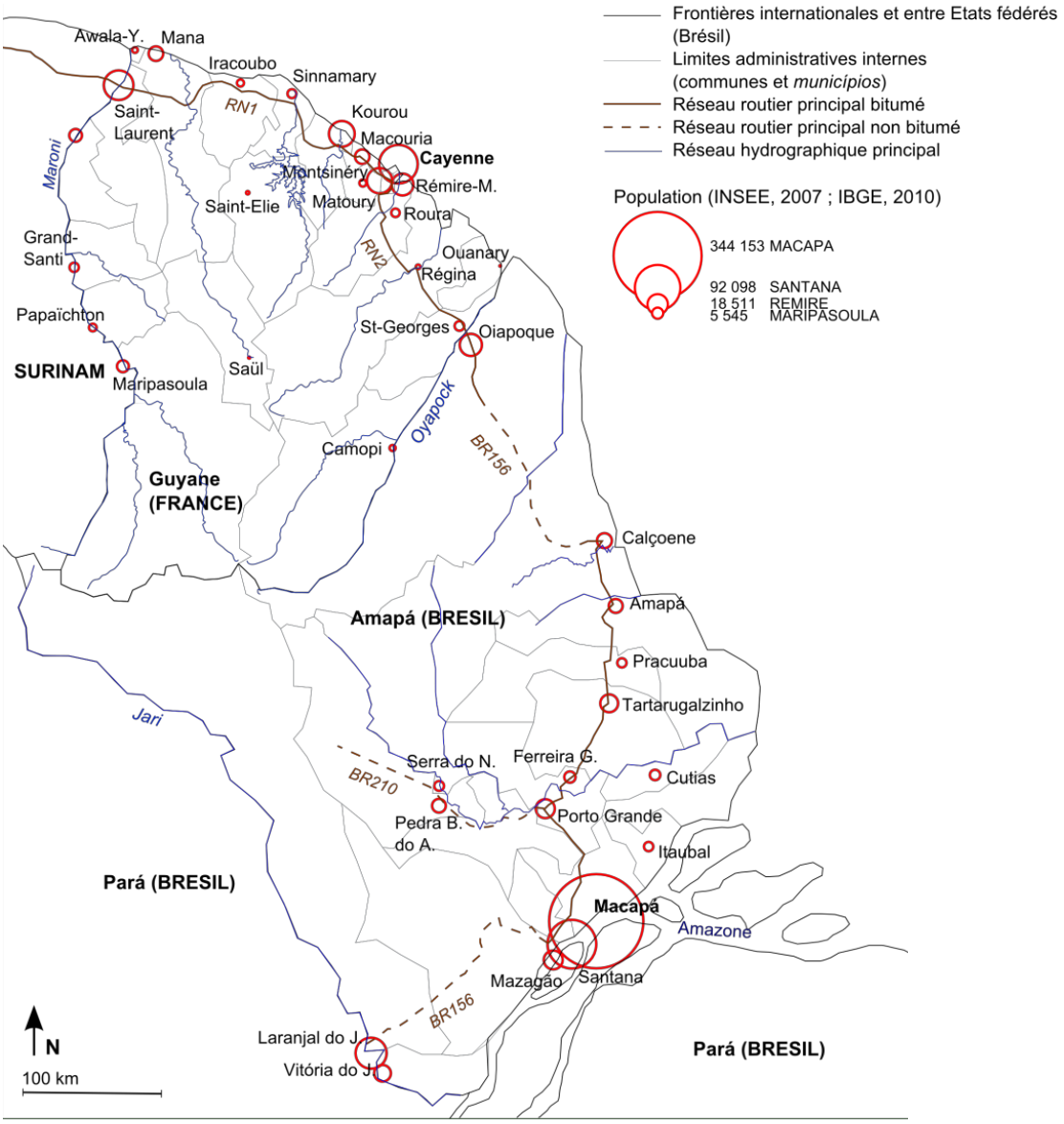
Quelle efficacité environnementale est-on en mesure d'attendre des différents modèles d'espaces protégés créés au cours des dernières décennies ?

Face à une telle question, la lecture quasi-linéaire suivante de l'évolution des philosophies de gestion environnementale est fréquemment proposée. Les aires protégées mises en place répondent à des paradigmes dominants de la conservation, qui se répandent au travers des arènes internationales d'environnement et s'imposent, de façon toujours inadaptée, aux territoires locaux. Ainsi, à une conception esthétique de la protection de la Nature a succédé une approche préservationniste opposant fortement l'Homme et la Nature, paradigme à son tour remplacé par des approches intégrées, visant à protéger l'environnement tout en permettant le développement économique des populations (Aubertin, Pinton, and Rodary 2008; Depraz 2008). À ces approches nous pourrions ajouter celles proposant une financiarisation de la nature, par l'intégration des externalités environnementales dans le système économique plus général. Chacun de ces nouveaux paradigmes relayés au niveau international est construit en réponse à l'échec apparent du modèle précédent. La diversification des espaces protégés peut être analysée selon cette grille de lecture, mettant en avant l'évolution séquentielle des modes de gestion : à des espaces mettant en avant la préservation de sites à la beauté exceptionnelle succèdent des espaces de préservation d'espèces endémiques, aux dépends des populations locales, puis des approches territoriales de la conservation intégrant les attentes des différents acteurs locaux (Depraz 2008), puis des propositions de mise en place de paiements de services environnementaux.

Les espaces protégés héritant de ces différents paradigmes coexistent-ils sur les mêmes territoires ? Se superposent-ils ? Se remplacent-ils ? Les effets concrets de cette situation sur la gestion des écosystèmes n'est en tous cas que rarement traitée, raison pour laquelle il nous semble important de les étudier de façon contextualisée.

Pour ancrer notre étude, nous avons choisi de nous intéresser à un espace emblématique : la forêt amazonienne, dans l'une de ses portions spécifiques, peu anthropisée, à savoir la frontière entre la Guyane française, région monodépartementale française implantée en Amazonie, et l'Amapá, État fédéré de l'extrême nord du Brésil.





Sources : IGN, 1995 ; IBGE, 2007 et 2010 ; INSEE, 2007 ; DNIT, 2009 ; MEDD, 2009
Réalisation : M. B. d'Hautefeuille, 2011
Réalisé avec Philcarto

Figure 1 : Présentation de la zone d'étude.
Sources : Boudoux d'Hautefeuille, 2012 ; http://www.d-maps.com (carte Amérique Latine)

De façon paradoxale, si l'on se réfère aux déforestations massives que l'on a en tête en imaginant l'Amazonie brésilienne, ce qui marque l'esprit lorsque l'on survole pour la première fois ces territoires, est avant tout l'immensité de la forêt sous nos pieds, succédant immédiatement à l'immensité de l'océan que l'on vient de quitter. On est décidément loin des immenses pâturages du Pará et la forêt semble là extrêmement bien conservée.

Le Plateau des Guyanes, situé au nord-est du bassin amazonien et s'étendant de l'Amazone à l'Orénoque comprend le Surinam, la Guyana, une partie du Venezuela, la Guyane française, et une partie du Brésil (principalement l'État fédéré d'Amapá). Ce large territoire est jusqu'à aujourd'hui épargné par la dynamique de front pionnier. La forêt y est remarquablement bien conservée et peu fragmentée, ce qui en fait un territoire exceptionnel pour la région amazonienne. Les densités de population sont très faibles, et principalement réparties sur la bande littorale.

Biodiversité exceptionnelle, écosystèmes remarquablement bien préservés, lieu de vie de populations traditionnelles, stocks de ressources primaires importantes, services écosystémiques, les arguments ont été nombreux pour justifier la mise en place d'espaces protégés. Ils recouvrent d'ailleurs d'ores et déjà plus de 60 % des superficies de ces territoires et la conservation constitue l'un des axes de la coopération franco-brésilienne (Sarkozy et Lula 2008). Mais parallèlement, les taux de croissance démographique y sont parmi les plus élevés au monde et des programmes de développement importants sont mis en place (ouvertures de routes, construction de barrages hydroélectriques, ouverture de complexes miniers, exploitation d'hydrocarbures…).

Il s'agit donc d'un contexte particulièrement intéressant pour analyser l'efficacité environnementale de différents types d'espaces protégés existant sur des écosystèmes amazoniens dont l'importance écologique et sociale est largement médiatisée au niveau international.

Nous proposons donc de mener une analyse comparative des politiques environnementales mises en œuvre par la France et le Brésil sur le Plateau des Guyanes, en étudiant spécifiquement les logiques de conservation mobilisées en Guyane française et en Amapá. La comparaison permettra de mettre en exergue la façon dont, sur des territoires relativement semblables du point de vue écologique, les différentiels de contextes historiques, politiques et socio-économiques entre la France et le Brésil sont susceptibles d'induire des différences importantes dans les modalités de gestion environnementale des espaces protégés, et par conséquent dans leur capacité à effectivement conserver les écosystèmes. Cela implique de mener une analyse multiscalaire des stratégies mises en œuvre. Pour cela, plutôt qu'une approche en termes de politiques publiques, nous avons choisi d'ancrer notre recherche en sciences de gestion. Nous mobiliserons une approche critique nous permettant de déconstruire les logiques gestionnaires à l'œuvre dans la gestion de ces espaces protégés, et en particulier d'analyser leur efficacité environnementale.

La thèse vise ainsi à comprendre, de façon comparative, quels sont les ressorts de l'efficacité environnementale des dispositifs publics de gestion de l'environnement de type « espaces protégés » en contexte amazonien français et brésilien.

Il s'agit donc d'une démarche d'évaluation de l'action publique menée au regard des engagements environnementaux pris par la France et le Brésil en ce qui concerne la forêt amazonienne, et mobilisant des méthodologies propres aux sciences de gestion.

Cette contextualisation de la problématique de la thèse peut se décliner en plusieurs questions sous-jacentes.

1) Quelles est la diversité d'espaces protégés sur les territoires de Guyane et d'Amapá ? Répondent-t-ils aux mêmes logiques gestionnaires ?

2) Dans quels contextes ont-ils émergé ? Par qui et pour quelles raisons ont-ils été construits ?

3) Au regard de quels engagements, et sur quels critères est-il envisageable d'évaluer leur efficacité pour la préservation des écosystèmes naturels ?

Dans la première partie, nous déploierons le cadre théorique de la recherche, et la démarche méthodologique mise en œuvre. Après une présentation plus approfondie de la notion d'aire protégée et des travaux les concernant (Chapitre 1), nous expliciterons notre ancrage dans une démarche évaluative en sciences de gestion menée au regard d'exigences en termes de résultats environnementaux, et la façon dont est mobilisé et adapté pour cela le cadre de l'Analyse stratégique de la gestion environnementale développé par Mermet *et al.* (2005) (Chapitre 2). Nous abordons ainsi les espaces protégés en tant que dispositifs de gestion de l'environnement (Barbier, 2004, Leroy, 2006), que l'on propose d'analyser de façon critique pour mettre en lumière les présupposés gestionnaires sur lesquels ils se basent, et leur conception d'une « bonne gestion environnementale ». Nous détaillerons notre méthodologie et la démarche de recherche mise en œuvre (Chapitre 3). Enfin, nous mettrons en exergue les éléments justifiant la pertinence de l'approche comparative France/Brésil. Nous valoriserons pour cela les résultats de la phase exploratoire de la recherche, mettant en évidence les caractères communs et les différences propres aux deux territoires d'un point de vue écologique, historique, mais également socio-économique. Ces caractéristiques permettent d'éclairer les choix stratégiques et politiques réalisés pour la mise en place des aires protégées, et leur influence en termes de gestion environnementale (Chapitre 4).

La deuxième partie vise à analyser, au regard des pressions environnementales exercées sur les écosystèmes, les dynamiques de construction des espaces protégés en Guyane et en Amapá. Pour cela, nous nous interesserons successivement aux espaces strictement protégés (Chapitre 5), aux espaces basés sur la prise en compte des pratiques des populations traditionnelles et locales (Chapitre 6), et aux espaces de gestion forestière durable (Chapitre 7). Nous observerons dans chaque cas quels sont les acteurs qui ont identifié un problème environnemental et s'en sont saisis,

et quelles ressources stratégiques multiscalaires ils ont mobilisé pour aboutir à la création de dispositifs concrets de gestion. Nous décrirons les caractéristiques institutionnelles de ces derniers, et les ressources qu'ils présentent pour prendre en charge la gestion des écosystèmes. Nous reviendrons dans le Chapitre 8 de façon transversale sur ces résultats, en mobilisant le cadre théorique des coalitions de cause.

Dans la continuité directe de ces analyses diachroniques, nous proposons d'analyser dans une troisième partie comment les structurations (acteurs, données, règles, …) en dispositifs divers d'aires protégées, contribuent aujourd'hui à la gestion environnementale de ces territoires. Nous soulignerons la différence entre les approches françaises et brésiliennes, dans un contexte évoluant rapidement.

Nous nous baserons pour cela sur des études de cas comparatives situées à la frontière entre Guyane et Amapá. Le Chapitre 9 nous permettra d'identifier les données environnementales mobilisables pour alimenter notre démarche d'évaluation de la mise en œuvre de la gestion des espaces protégés considérés. Sur cette base, nous analysons dans le Chapitre 10 les différentes stratégies gestionnaires mobilisées dans ces espaces et leur portée environnementale réelle, ainsi que leurs limites, rapportées aux pressions existantes pour chaque dispositif. Enfin, le Chapitre 11 vise à prendre un certain recul et à analyser les interactions entre les différents espaces protégés considérés, au sein de chaque territoire, mais également à l'échelle transfrontalière.

PARTIE I : LA DEMARCHE DE RECHERCHE

CADRES THEORIQUES ET METHODOLOGIQUES

« Il n'y a pas de gestion sans objectif, ni responsabilités. Voir une situation environnementale en termes de gestion, c'est projeter sur un système (biologique, technique, économique et social) complexe une référence simple, conserver ou rétablir les qualités désirables de l'environnement, qui recouvre à la fois un but que la gestion vise à atteindre, et une responsabilité qui incombe, nolens volens, à ceux qui ont quelque pouvoir dans le cadre de cette situation » (Mermet 2006 [1998], p. 188).

L'objectif de cette partie est de développer un cadre analytique de la gestion environnementale en forêt amazonienne française et brésilienne. En mobilisant l'analyse stratégique de la gestion environnementale, on souhaite se donner les moyens d'observer (i) par quelles actions stratégiques les acteurs visant à préserver l'environnement réussissent à mettre en place des espaces protégés et (ii) en quoi ces dernières constituent par la suite des leviers pour l'efficacité de la préservation des écosystèmes. C'est ainsi une analyse de déconstruction et d'évaluation de l'action publique environnementale par les aires protégées que l'on souhaite mener, de façon comparative entre la France et le Brésil.

La démarche adoptée vise à analyser les situations de gestion concrète, via une approche compréhensive et interactionniste, centrée sur les acteurs. La recherche s'appuie ainsi sur un travail de terrain important mené pendant trois ans en Guyane française et en Amapá, mobilisant les outils de la socio-anthropologie.

CHAPITRE 1

LES ESPACES PROTEGES, UN ENGAGEMENT PUBLIC TERRITORIALISE EN FAVEUR DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Au cours de l'histoire humaine, les exemples de mise en défens de certains espaces, ou l'application de critères restrictifs sur l'utilisation de certaines espèces sont omniprésents. Que ce soit pour respecter des principes magico-religieux, pour une mise en gestion communautaire de certains espaces, pour préserver une ressource à fonction économique ou sociale, ou pour le loisir de certaines portions de la population, les sociétés humaines ont souvent été amenées à définir des règles de comportement sur certains espaces (Charlez, 2001; Chape et al., 2005; Bonnin, 2008).

> *« Comme McNeely (1998, p. 189) l'a remarqué, "les aires protégées sont une réponse culturelle face à des menaces envers la nature. Comme la société change constamment, les objectifs sociétaux des aires protégées changent aussi, ainsi que les valeurs qu'elles visent à conserver. » (Chape et al., 2005, p.444)**

Les espaces protégés pour la protection de la nature sont une forme spécifique de ces mises en défens en ce qu'ils constituent une réponse à la disparition accélérée d'espèces et à la dégradation de milieux à l'échelle locale, nationale ou planétaire. Emérit (2007) montre comment ce phénomène s'est structuré en France à partir du XIX^{e} siècle à partir de conceptions paysagistes et esthétiques de la nature, mais également sous la pression des chasseurs et des acteurs forestiers. C'est à partir des années 1950 et jusqu'à la fin des années 1970 que l'on assiste à une vague importante de traductions institutionnelles des préoccupations environnementales, avec notamment la mise en place des ministères de l'environnement et des institutions en charge de la gestion des espaces protégés.

> *« Ces entités, reflet d'un État fort et de politiques très affirmées, ont une forte charge symbolique, où la territorialité se manifeste comme expression de la souveraineté nationale. Elles sont nouvelles, pionnières et ne s'appuient ni sur des expériences antérieures, ni sur des savoir-faire éprouvés, ce que la nouveauté du contexte impose. Cette construction institutionnelle est le fruit d'une audace juridique dont la caractéristique est d'inscrire le territoire d'action dans des limites réglementaires strictes et établies une fois pour toutes. La perspective est d'instituer et d'encadrer une réalité soumise à un pilotage autoritaire centralisé. » (Charles et Kalaora 2007, p.124).*

Ce même processus se retrouve dans de nombreux États où des espaces de protection commencent à se mettre en place. Mais à partir des années 1970, et tout particulièrement à partir de la conférence de Stockholm en 1972, la question environnementale prend une envergure internationale. Ce mouvement se met en place à l'initiative de l'ONU et sur proposition de la Suède, face au constat que les problèmes environnementaux (pluies acides, couche d'ozone, marées noires, etc.) dépassent la capacité de gestion des États pris individuellement. L'approche principalement mise en avant est une approche de planification des activités, pour une bonne gestion des ressources naturelles. Les quelques principes suivants issus de la convention montrent

en quoi celle-ci a pu effectivement être à l'origine du renforcement de l'institutionnalisation environnementale des pays et soutenir une logique de mise en place d'aires protégées :

> *« **Principe 2** - Les ressources naturelles du globe, y compris l'air, l'eau, la terre, la flore et la faune, et particulièrement les échantillons représentatifs des écosystèmes naturels, doivent être préservés dans l'intérêt des générations présentes et à venir par une planification ou une gestion attentive selon que de besoin.*
>
> ***Principe 4** - L'homme a une responsabilité particulière dans la sauvegarde et la sage gestion du patrimoine constitué par la flore et la faune sauvages et leur habitat, qui sont aujourd'hui gravement menacés par un concours de facteurs défavorables. La conservation de la nature, et notamment de la flore et de la faune sauvages, doit donc tenir une place importante dans la planification pour le développement économique.*
>
> ***Principe 17** - Il convient que des institutions nationales appropriées soient chargées de planifier, de gérer ou de réglementer l'utilisation des ressources de l'environnement dont disposent les États, en vue d'améliorer la qualité de l'environnement. »*

Le modèle de l'aire protégée devient alors, au travers de l'institutionnalisation de la gestion environnementale, l'un des modes d'action publique en faveur de l'environnement les plus répandus.

Dans les années 1980 et 1990, les phénomènes de destruction massive d'écosystèmes entiers sous l'effet de l'action humaine, et notamment la déforestation de la forêt tropicale, constituent des vecteurs d'alarme puissant de la part d'ONG internationales. Les engagements pris à Rio en 1992 sont empreints de ce contexte. Dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB 1992), la création d'aires protégées constitue l'une des principales recommandations faites aux États pour atteindre l'objectif qui consiste à *« assurer d'ici à 2010 une forte réduction du rythme actuel de perte de biodiversité au niveau mondial, régional et national, […]* ». Le texte de la convention enjoint par ailleurs les États à mettre en place des stratégies nationales d'implantation d'aires protégées.

Cet engagement est par ailleurs confirmé en 2004 dans le plan de travail mis en place par le secrétariat de la CDB, pour guider les efforts nationaux dans la poursuite de cet objectif.

> *« Les aires protégées constituent la pierre angulaire de la conservation* in situ *de la diversité biologique. Leur importance, qui s'étend de la conservation de la diversité biologique, au stockage du matériel génétique, à la fourniture des services essentiel au bien-être humain dispensés par les écosystèmes et à la contribution au développement durable, a été reconnue à des niveaux multiples, des organismes internationaux aux gouvernements nationaux, communautés et groupements locaux. » (CDB 2004)*

En 2010, l'objectif de base de la CDB n'ayant pas été atteint, un « plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 », également appelé « objectifs d'Aïchi »[1], est défini lors de la conférence des parties de la CDB. Les objectifs en termes de couverture en espaces protégés sont ambitieux.

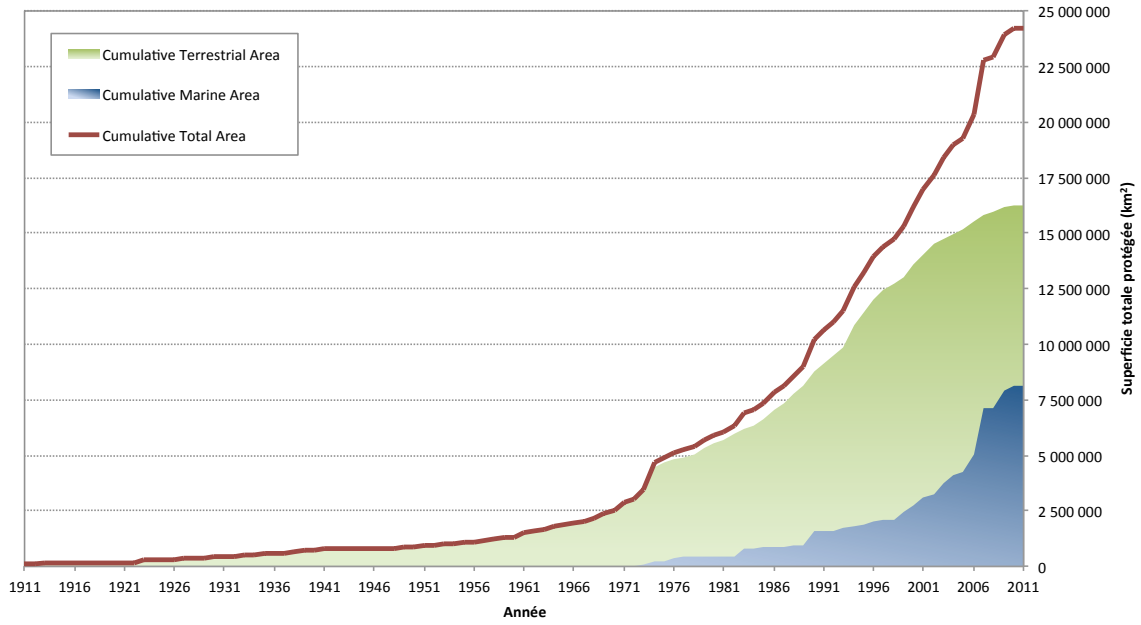
> *« D'ici à 2020, au moins 17 % des zones terrestres et d'eaux intérieures et 10 % des zones marines et côtières, y compris les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes, sont conservées au moyen de*

[1] Du nom de la préfecture où s'est tenue la conférence des parties de la CDB, au Japon.

réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés d'aires protégées, gérées efficacement et équitablement et d'autres mesures de conservation efficaces par zone, et intégrées dans l'ensemble du paysage terrestre et marin ». (CDB, 2011, p.6)

On a ainsi à la fois des objectifs quantitatifs en termes de superficie couverte, et des objectifs qualitatifs définissant certaines caractéristiques que doivent présenter les aires protégées créées : elles doivent notamment être connectées, organisées en réseaux, représentatives de l'ensemble des écosystèmes et efficaces.

La couverture mondiale en espaces protégés a ainsi effectivement augmenté de façon exponentielle au cours des deux dernières décennies. Le *World Conservation Monitoring Center* (WCMC) tient une base de données mondiale sur les aires protégées, qui permet de donner une idée de l'évolution de la superficie couverte au cours du siècle dernier (Figure 2).



Source: IUCN and UNEP-WCMC (2012) The World Database on Protected Areas (WDPA): February 2012. Cambridge, UK: UNEP-WCMC.

Figure 2 : Evolution de la superficie d'aires protégées dans le monde entre 1911 et 2011.
(aires protégées terrestres en vert, marines en bleu, et courbe de superficie cumulée en rouge)
NB : sur ce graphe ne sont pris en compte que les aires protégées publiques pour lesquelles la date de création est renseignée dans la base de données du WCMC.

Comme nous l'avons souligné en introduction, cet effort croissant de protection trouve son pendant dans les destructions observées sur les écosystèmes mondiaux : le *Millenium ecosystem assessment (2005)* estime ainsi que plus de terres ont été converties à des fins agricoles durant les cinquante dernières années qu'au cours des XVIII^{e} et XIX^{e} siècles cumulés. Dans les forêts tropicales par exemple, la déforestation cumulée estimée entre 1700 et 1920 est de 1 790 000 km^2, tandis qu'entre 1920 et 1995, elle est de 7 730 000 km^2 (Leroy *et al.,* 2013, p. 26). La mise sous protection d'espaces de plus en plus importants va ainsi de pair avec une dégradation accélérée des espaces forestiers.

Au-delà de cette importante croissance, les aires protégées se sont largement diversifiées dans les objectifs qu'elles se donnent et dans les modalités d'action et de gouvernance qui y sont associées. En outre, ces espaces restant dans la majeure partie des cas définis au niveau national, les dénominations, les objectifs et modalités de gestion sont spécifiques à chaque État. Seuls certains types d'espaces, comme les sites Ramsar (du nom de la convention de même nom sur les zones humides), ou les zones *Man and biosphere* font exception.

Face à ce phénomène, l'Union internationale pour la Nature (UICN), ONG internationale créée en 1948 ayant beaucoup œuvré à la diffusion du concept de l'aire protégée, a établi une typologie internationale des espaces protégés, basée sur leurs objectifs de gestion et sur les modalités de gouvernance mises en œuvre (Tableau 1).

Tableau 1: Typologie UICN des espaces protégés.

Tableau des catégories d'aires protégées (classification mondiale UICN)	
Ia : Réserve naturelle intégrale	Recherche scientifique
Ib : Zone de nature sauvage	Protection de ressources sauvages
II : Parc national	Protection d'écosystèmes et récréation
III : Monument ou élément naturel	Préservation d'éléments naturels spécifiques
IV : Aire de gestion des habitats ou des espèces	Conservation avec intervention au niveau de la gestion
V : Paysage terrestre ou marin protégé	Conservation de paysages marins ou terrestres et récréation
VI : Aire protégée pour l'utilisation durable des ressources naturelles	Utilisation durable d'écosystèmes naturels

A. Gouvernance par gouvernement	Ministère fédéral ou national ou organisme responsable
	Ministère sous-national ou organisme responsable
	Gestion déléguée par le Gouvernement (p. ex. à une ONG)
B. Gouvernance partagée	Gestion transfrontalière
	Gestion collaborative (diverses formules d'influence pluraliste)
	Gestion conjointe (comité de gestion pluraliste)
C. Gouvernance privée	Institué et géré par un propriétaire individuel
	...par des organisations sans but lucratif (p.ex. des ONG, universités)
	...par des organisations commerciales (p.ex. des sociétés, des coopératives)
D. Gouvernance par peuples autochtones et communautés locales	Aires et territoires protégés par les peuples autochtones, créés et gérés par eux
	Aires conservées par la communauté – déclarées et gérées par les communautés locales

Dans cette partie, nous souhaitons ainsi définir plus précisément notre objet d'étude en abordant les différentes facettes selon lesquelles nous nous proposons d'étudier les espaces protégés.

1. Sur un territoire donné, un objectif de « protection de l'environnement »

En 1992, la Convention pour la diversité biologique (CDB), reconnue à l'international, définit une aire protégée comme *« toute zone géographiquement délimitée qui est désignée ou réglementée et gérée en vue d'atteindre des objectifs spécifiques de conservation» (CDB 1992)*. En 1994, l'Union internationale pour la conservation de la Nature (UICN) précise cette définition et définit ce concept comme *« une portion de terre et/ou de mer vouée spécialement à la protection et au maintien de la diversité biologique, ainsi que des ressources naturelles et culturelles associées et gérées par des moyens efficaces, juridiques ou autres»* (UICN 1994). Cette définition a largement été utilisée, notamment comme base pour le programme des Nations Unies, le World Conservation Monitoring Centre (UNEP-WCMC).

Face à la diversification des objectifs poursuivis par les espaces définis comme tels, l'UICN a revu la définition utilisée en 2008, et définit aujourd'hui une aire protégée comme :

> *« un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associées » (Dudley 2008).*

Chacun des termes de la définition sont définis précisément dans ce même rapport (Tableau 2). Par rapport à la première définition, les objets supports de la conservation ont été élargis et que le concept d'aire protégée peut recouvrir des modalités de gestion très variées. Néanmoins, l'objet premier de l'aire protégée reste bien d'assurer la conservation de la nature sur un territoire donné, et ce de façon efficace, quels que soient les moyens mis en œuvre pour y arriver.

Tableau 2 : Définition de l'aire protégée selon l'UICN

Phrase	Explication
Espace géographique clairement défini	Inclut les aires terrestres, marines et côtières, d'eau douce ou une combinaison de deux ou plusieurs d'entre elles. L'« espace » a trois dimensions. « Clairement défini » implique une aire définie dans l'espace avec des limites reconnues et marquées. Ces limites peuvent parfois être définies par des caractéristiques physiques qui se déplacent avec le temps (p. ex. berges de rivières) ou par des activités de gestion (p. ex. zones de non-prélèvement convenues).
reconnu	Implique que la protection peut inclure toute une gamme de types de gouvernance déclarés par la population ainsi que ceux identifiés par l'État, mais que de tels sites doivent être reconnus d'une certaine façon (en particulier en étant repris sur la liste de la Base de données mondiale sur les aires protégées – BDMAP).
consacré	Implique un certain engagement contraignant envers la conservation à long terme (par exemple : Conventions et accords internationaux ; Loi nationale, provinciale et locale ; Droit coutumier ; Engagements des ONG ; Fiducies privées et politiques des sociétés ; Programmes de certification)
géré	Suppose quelques démarches actives pour conserver les valeurs naturelles (et éventuellement d'autres) pour lesquelles l'aire protégée fut créée ; notons que « géré » peut inclure la décision de laisser l'aire intacte si c'est la meilleure stratégie de conservation.
par tout moyen efficace, juridique ou autre	Signifie que les aires protégées doivent être soit enregistrées, (c'est-à-dire reconnues dans le cadre de la loi civile statutaire), soit reconnues par une convention ou un accord international, ou encore gérées par d'autres moyens efficaces mais non enregistrés, comme les réglementations traditionnelles reconnues selon lesquelles fonctionnent les aires du patrimoine communautaire ou les politiques d'organisations non gouvernementales confirmées.
afin d'assurer	Implique une certaine efficacité. C'est un nouvel élément qui n'était pas présent dans la définition de 1994 mais qui a été fermement requis, entre autres, par de nombreux gestionnaires d'aires protégées. Bien que la catégorie soit toujours déterminée par les objectifs, l'efficacité de gestion sera progressivement notée dans la Base de données mondiale sur les aires protégées et, avec le temps, elle deviendra un critère important qui contribuera à l'identification et à la reconnaissance des aires protégées.
à long terme	Les aires protégées doivent être gérées dans la durée et non comme une stratégie de gestion temporaire
la conservation	Dans le contexte de cette définition, la conservation fait référence au maintien *in-situ* d'écosystèmes et d'habitats naturels et semi- naturels et de populations viables d'espèces dans leurs environnements naturels et, dans le cas d'espèces domestiquées ou cultivées, dans l'environnement où elles ont développé leurs propriétés distinctives.
de la nature	Dans ce contexte, la nature fait *toujours* référence à la biodiversité aux niveaux génétique, de l'espèce et de l'écosystème et aussi, souvent, à la géodiversité, le modelé, et d'autres valeurs naturelles plus générales.
et les services écosystémiques qui lui sont associés	Signifie ici les services de l'écosystème qui sont liés mais n'interfèrent pas avec les objectifs de la conservation de la nature. Ils peuvent comprendre des services d'approvisionnement comme l'eau et la nourriture ; des services de régulation comme celles des inondations, des sécheresses, de la dégradation des sols et des maladies ; des services de soutien comme la formation des sols et le cycle des nutriments ; et des services culturels comme les avantages récréatifs, spirituels, religieux et autres avantages non matériels.

En outre, dans de nombreux pays, les aires protégées ont une définition juridique précise, et souvent plus restreinte que celle de l'UICN car adossée à des bases juridiques spécifiques. Par exemple, le Brésil définit les aires protégées de la façon suivante.

> *« Espaces naturels et semi-naturels définis géographiquement, réglementés, administrés et / ou gérés avec des objectifs de conservation et d'usage durable de la biodiversité. Elles concernent essentiellement le Système national des unités de conservation, les terres indigènes et quilombolas. Les autres aires protégées, comme les aires de préservation permanente et les réserves légales sont prises en compte dans la planification du paysage, selon une approche écosystémique, avec une fonction stratégique de connectivité entre des fragments naturels et les aires protégées proprement dites. »* (MMA, 2006, p.38).*

On voit ainsi qu'elles correspondent à des catégories bien définies d'espaces législatifs et qu'au delà de la définition générale, c'est sur ces catégories que la définition est construite.

En France, le concept globalisateur « d'espace protégé » n'existe pas d'un point de vue législatif. Nous utiliserons néanmoins le terme pour désigner l'ensemble des catégories législatives françaises définissant des espaces voués au moins en partie à la conservation de la nature (Guignier and Prieur 2010).

Pour notre part, nous nous intéresserons uniquement aux espaces protégés qui sont reconnus officiellement par les pouvoirs publics, ce qui passe le plus souvent par la définition de règles législatives s'appliquant à l'intérieur des limites de ces espaces, ainsi que par la définition de procédures visant à leur création.

Ce choix se justifie par le fait que l'on souhaite étudier ici les stratégies des pouvoirs publics en lien avec la préservation de l'environnement par la création d'espaces protégés. En effet, malgré l'ensemble des incitations internationales, la majeure partie des politiques d'environnement utilisant des aires protégées est mise en œuvre au niveau national, notamment en vertu du principe de souveraineté des États généralement établi par les Nations Unies (1972)[2].

Conclusion

Les espaces protégés recouvrent une superficie de plus en plus importante et se diversifient largement. Selon les pays, les catégories officielles ne sont pas les mêmes, et la notion d'aire protégée peut recouvrir des définitions différentes. La définition publiée par l'UICN, que nous retiendrons, sert de référence à l'international. Elle insiste particulièrement sur la présence d'un objectif à long terme de conservation *in situ* de la biodiversité.

[2] Des statuts de reconnaissance internationale existent, comme les zones Ramsar ou l'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO, mais elles constituent des reconnaissances de l'importance d'écosystèmes donnés sans se traduire par des mesures contraignantes.

2. Les espaces protégés en tant que dispositifs territorialisés d'action publique

Depuis le début du XX^{e} siècle, la protection de la Nature est devenue un objectif de l'action publique, qui, compte tenu du caractère global des problèmes traités, a rapidement pris une envergure internationale, matérialisée notamment par les nombreuses conventions et accords multilatéraux traitant de cette question. Mitchell (2013) relève plus de 1100 accords multilatéraux d'environnement et près de 1500 accords bilatéraux, entre 1950 et 2012. Pourtant, la plupart des actions mises en place, restent très spécifiques aux contextes nationaux. Les interactions entre ces différentes arènes et les échelles d'intervention sont particulièrement complexes, comme nous allons le montrer dans cette recherche.

2.1. Des espaces d'action publique

En France, mais également au Brésil, la protection de la Nature est investie d'un caractère d'« intérêt général » légitimant l'action publique sur ces questions.

Ainsi, le Code français de l'environnement (2000) stipule, dès le Titre Premier que :

« I. - Les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent font partie du patrimoine commun de la nation.

II. - Leur protection, leur mise en valeur, leur restauration, leur remise en état et leur gestion sont d'intérêt général et concourent à l'objectif de développement durable qui vise à satisfaire les besoins de développement et la santé des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. »

L'article 225 de la constitution brésilienne de 1988 en fait même l'un des principes de la Nation brésilienne.

*« Tout un chacun a droit à un environnement écologiquement équilibré, bien commun du peuple, essentiel pour une qualité de vie saine, et le devoir de le protéger et de le préserver, pour les générations présentes et futures, s'impose au gouvernement et à la société. »**

Ces dernières années, la reconfiguration de la place de l'État, marquée par une ouverture aux parties prenantes et une décentralisation a impliqué la mise en place de plus en plus d'arènes de concertation et de décision. Néanmoins, l'acte de création ou de reconnaissance officielle des aires protégées reste le plus souvent l'apanage des pouvoirs publics.

Les études en sciences sociales qui s'intéressent à la mise en œuvre des politiques d'environnement, et plus spécifiquement aux aires protégées, se divisent en deux courants. D'une part des études visent à analyser la construction des politiques d'espaces protégés, en mettant en avant les négociations dans les arènes internationales et leurs traductions au niveau national, puis au niveau local. Ces travaux soulignent le plus souvent le caractère décontextualisé des politiques mises en place et l'inefficacité des mesures prises. D'autre part, on trouve une littérature

foisonnante sur des analyses locales visant à comprendre les conséquences sociales, économiques et environnementales de l'implantation d'une aire protégée.

Cette dichotomie suit une tendance générale de l'analyse des politiques publiques.

L'action publique désigne « *l'action menée par une autorité publique (seule ou en partenariat) afin de traiter une situation perçue comme posant un problème »* (Lascoumes and Le Galès 2009, 5). Elle élargit ainsi le concept de politique publique à *« toutes les formes d'action collective organisée qui s'appuient sur la légitimité de la « puissance publique », même si par ailleurs des acteurs et des ressources privés y contribuent. » (Becerra 2003, 46).*

L'analyse des politiques publiques qui émerge dans les années 1960, opère trois ruptures principales avec les travaux menés auparavant : une rupture avec le volontarisme politique, qui n'entraîne pas nécessairement d'action concrète ; une rupture avec le mythe de l'État unifié quand il est au contraire largement hétérogène et influencé par les groupes d'intérêts divers ; et une rupture avec « le fétichisme de la décision » (Legales, 2009). Deux courants d'étude des politiques publiques se dessinent principalement. Le premier nait dans les années 1960, du constat de l'inefficacité des politiques publiques. Il analyse les écarts entre la définition des politiques publiques et leur mise en œuvre. Ce courant montre *« que c'est à tort que l'on assimile une politique publique à un programme directif naturellement doté d'autorité et de légitimité* » (ibid., p. 27). La lecture mise en œuvre est donc une lecture principalement verticale *Top-down,* partant des objectifs des politiques publiques, et analysant les causes de leurs dysfonctionnements et les marges d'amélioration.

Le second courant vise à saisir l'action publique « par le bas », en analysant l'action publique au travers de ses destinataires, en observant les « nouveaux ordres locaux » produits, « *les individus en interaction, les échanges, les mécanismes de coordination, la formations de groupes, le jeu des normes, les conflits* » au sein desquels « *l'État, les acteurs publics et leurs décisions ne sont qu'un facteur parmi d'autre* ». Ce n'est donc plus une posture d'évaluation, mais une recherche compréhensive des conséquences de l'action publique sur des systèmes sociaux. Cela suppose une contextualisation poussée des situations d'action.

> *« Il est difficile de comprendre les performances des acteurs locaux ; c'est-à-dire la façon dont ils donnent sens et s'emparent de telle ou telle partie d'un programme public, sans connaître l'histoire de leurs interactions, les compromis déjà passés et toujours à l'œuvre, les nouvelles alliances qui se sont formées. » (Lascoumes et Le Galès, 2009, p.37)*

Au même titre que ces auteurs, nous visons dans cette recherche à nous extraire de cette dichotomie opposant études locales et dynamiques globales pour nous placer dans à l'interface entre ces approches. Nous faisons ainsi l'hypothèse que les différentes échelles de mise en œuvre des politiques publiques d'environnement sont étroitement reliées, et que la compréhension de ces

dynamiques nous permettra d'évaluer de façon plus pertinente la prise en charge de l'environnement par les aires protégées.

Cela nous semble d'autant plus important dans le cas des aires protégées car la mise en œuvre de la gestion de ces espaces articule sur un même territoire des problématiques très locales à des exigences nationales voire internationales.

2.2. Une modalité spécifique d'action publique environnementale

Mermet (1992) distingue principalement trois grands modes d'action stratégique environnementale :

- une action en termes de missions, par laquelle l'acteur cherchant à faire prendre en charge une question environnementale essaye de faire pression sur les acteurs relevant d'autres logiques pour leur faire intégrer de nouvelles pratiques plus favorables à l'environnement,
- une action sectorielle, par laquelle les acteurs d'environnement se constituent en filière d'action propre, sur des espaces, thématiques et champs de compétences qui leurs sont réservés,
- une action visant à faire adopter de plein gré de meilleures pratiques aux acteurs. L'auteur détaille principalement les approches de gestion intégrée, prenant en compte l'ensemble des filières à l'œuvre, et par lesquelles, les acteurs porteurs de logiques différentes sont amenés concilier l'ensemble des attentes et à améliorer ainsi leur gestion environnementale.

L'action publique dans le champ de l'environnement mobilise et articule ces trois types de stratégies. L'archétype de l'action en termes de mission va consister par exemple à interdire l'utilisation de certains produits ou matériaux, ou à intégrer des contraintes environnementales spécifiques dans les modes d'action des acteurs industriels. L'exemple type de l'action sectorielle consisterait plutôt en la mise en place d'espaces protégés spécifiquement placés sous la responsabilité d'acteurs dont l'objectif est la protection environnementale. La gestion intégrée enfin, se traduit aujourd'hui par exemple par la mise en place de chartes environnementales, issues de la concertation entre les différents acteurs d'un territoire, qui s'engagent volontairement à en respecter les principes négociés.

Les aires protégées auraient ainsi plutôt tendance à relever de l'action sectorielle puisqu'elles tiennent de l'assignation par une entité légitime, dans notre cas un acteur public, d'une vocation environnementale à un territoire donné. Cela peut se faire selon des modalités différentes selon les cas. La première est l'appropriation foncière par les pouvoirs publics de l'espace à protéger. En France, l'exemple le plus représentatif est celui du Conservatoire du littoral, procédant à l'acquisition des terrains à protéger. Dans de nombreux pays, dont le Brésil, l'appropriation

foncière est l'un des préalables à la mise sous protection de la plupart des espaces. Une deuxième modalité réside en l'application de règles législatives concernant l'utilisation des ressources naturelles, indépendamment du statut foncier de l'espace considéré.

Ainsi, l'aire protégée en tant que telle tient effectivement sa spécificité d'une logique de sectorialisation environnementale des activités, puisqu'elle implique la reconnaissance d'une vocation environnementale à un espace donné. La base de la protection accordée est une protection *in situ,* permettant, pour le moins à moyen terme, le maintien sur place d'un ensemble de paramètres jugés nécessaires à la préservation des espèces ou habitats concernés. Néanmoins, l'ensemble des modalités d'action stratégiques décrites (de type mission, ou de gestion concertée) peuvent évidemment se combiner et être mobilisées par les gestionnaires d'espaces protégés.

Le caractère territorialisé est donc à la base même de la définition de l'aire protégée. Les éventuelles restrictions d'usages s'appliquent dans une zone définie, dont la préservation est jugée d'importance particulière.

2.3. Un ancrage local et territorialisé pour le « secteur environnemental »

La définition des limites territoriales des espaces fait souvent l'objet de débats intenses à l'interface entre la technique et la politique, compte tenu de leur rôle majeur quant à l'utilisation possible de ressources naturelles sur le territoire. La rationalité scientifique et l'expertise technique sont convoquées pour mettre en exergue de façon argumentée les raisons pour lesquelles les espaces concernés doivent être protégés. Le caractère de ce qui doit être protégé et les conditions de son maintien doivent ainsi être justifiés au regard des connaissances scientifiques disponibles. En parallèle la mise en place d'une aire protégée se heurte très souvent à des intérêts sectoriels contradictoires (secteur minier, énergétique, forestier…), appuyant symétriquement leurs revendications sur des rationalités scientifiques propres (valorisation économique de la ressource convoitée, etc.). Ainsi, plus qu'une opposition entre rationalité purement scientifique de gestion des écosystèmes et choix purement politiques d'aménagement du territoire, on a souvent une confrontation entre des intérêts sectoriels contradictoires, étayant chacun leur vision politique par des données scientifiques.

Ainsi, si la conservation de certains espaces ou composantes paysagères précis ne donne pas systématiquement lieu à controverse scientifique, par contre la détermination des limites nécessaires à leur préservation est difficilement définissables de façon précise, et ce *a fortiori* lorsque ces milieux sont à la fois de haute valeur écologique, et très étendus (cas de la forêt amazonienne). Une part d'arbitraire intervient donc fréquemment, incluant les négociations réalisées entre les filières d'activité économiques. L'un des moyens pour atteindre un compromis est l'établissement de zones tampons autour des espaces protégés, bénéficiant d'une protection

moindre mais censés limiter des impacts trop importants au contact direct des limites des aires protégées.

Le caractère territorialisé des espaces protégés confère aux acteurs de la filière environnementale, la possibilité de s'ancrer dans un jeu local et d'y mener des négociations, au même titre que les acteurs des autres secteurs d'activité économiques. C'est ce que souligne Emérit dans sa recherche portant sur les modalités d'action stratégiques des équipes de gestion d'espaces protégés français.

> *« Nier à la filière environnementale la possibilité d'avoir une dimension territoriale revient à l'empêcher d'entrer dans le jeu de l'action collective territoriale autrement que dans le rôle de pression sur des acteurs sectoriels dans des espaces spécialisés. De même critiquer les équipes de gestion des espaces protégés à cause de leur dimension sectorielle revient à constater le fait qu'il existe dans le jeu local un acteur porteur de la préoccupation environnementale, qui bénéficie à ce titre des moyens mis à sa disposition par la filière environnementale. Ainsi à l'échelle locale, comme il existe des acteurs porteurs des intérêts sectoriels agricoles, forestiers, miniers, touristiques, urbains ou autre, il est nécessaire qu'existe un acteur sectoriel représentant l'environnement. Ce n'est qu'à cette condition que pourront se mettre en tension les dynamiques d'ajustement et de collaboration entre ces différents intérêts. » (Emérit 2007, 48)*

La territorialisation de la filière environnementale au travers des espaces protégés, confère ainsi aux acteurs d'environnement une légitimité supplémentaire, appuyée sur une reconnaissance publique, souvent législative, de l'importance des questions environnementales sur ce territoire donné. Cela leur confère la possibilité de négocier de l'intérieur, avec leurs propres armes, et de ne pas rester cantonné dans l'approche en termes de « mission ».

Par ailleurs, comme le souligne Lascoumes (1995) dans le cas de la politique française d'environnement, il est très rare que les interdictions liées à l'implantation d'une norme environnementale soient totales ou sans retour. Elles sont au contraire souvent, dans le contexte public, des lieux d'intégration et de négociation, permettant de poser les questions environnementales, ce qui ne serait pas le cas autrement.

Enfin la reconnaissance juridique de l'importance des espaces protégés concernés rend nécessaire la prise en compte de ces enjeux lors des arbitrages publics entre divers enjeux territoriaux. En France, même les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), qui ne sont qu'une reconnaissance sans valeur juridique de l'importance de certains sites peuvent constituer des arguments importants pour la priorisation de la préservation de ces espaces (Clap 2005).

Ainsi, les espaces protégés, pris en compte dans les logiques d'aménagement du territoire, apportent, selon leur contenu juridique, une promesse de non dégradation de l'environnement. Si cette dernière n'était pas tenue, les acteurs qui soutiennent les enjeux environnementaux, ont des atouts à leur disposition pour défendre leurs causes.

Il est normal qu'il existe une forte résistance à la mise en place des espaces protégés, et que se déploient des négociations importantes sur leurs limites, car leur création consiste en une redistribution des cartes pour la gestion du territoire, conférant des ressources stratégiques à des acteurs qui en étaient jusque là peu pourvus. La création d'un espace protégé redistribue les rapport de force entre les acteurs (Becerra 2003).

Des critiques de deux ordres sont principalement adressées au modèle de l'aire protégée.

On pourrait les rapporter aux critiques plus généralement portées aux normes d'environnement telles que décrites par Lascoumes (1995, p.3) :

> *« L'essentiel des jugements critiques portés se ramène le plus souvent à deux positions opposées :*
>
> *- d'un côté, ceux qui mettent l'accent sur deux limites bien connues du droit : l'ineffectivité (les règles sont méconnues ou mal appliquées) et l'inefficacité (les règles bien qu'appliquées n'atteignent pas l'objectif qu'on leur avait fixé). C'est donc la capacité du droit à produire du changement dans les activités sociales qui est mise en cause. Ainsi par exemple, le raisonnent les associations et beaucoup de juristes spécialisés en matière d'environnement ;*
>
> *- de l'autre ceux qui considèrent que depuis vingt ans la multiplication des dispositifs juridiques visant à renforcer la prise en compte dans les décisions publiques de la protection de l'environnement tend sinon à rendre impossible, du mois à alourdir considérablement en termes de coûts divers toutes les actions d'aménagement. En matière d'urbanisme, les entrepreneurs de bâtiments et de travaux publics, beaucoup d'élus locaux et d'aménageurs publics partagent ce point de vue, même s'ils ne l'expriment pas toujours ouvertement. ».*

Ainsi, dans le cas des espaces protégés, il y a donc, une critique interne, qui a trait à la capacité des aires protégées à remplir les objectifs qui leur sont fixés. Cette critique s'appuie sur des évaluations menées à différentes échelles d'analyse, allant de l'international au très local, principalement issues du secteur de la conservation, mais également alimentées par des études de cas provenant d'autre disciplines, dont notamment l'anthropologie.

D'autre part une critique externe que nous avons évoquée précédemment, qui se manifeste par une contestation de la légitimité des acteurs territorialisés porteurs d'enjeux environnementaux, notamment via une forte rhétorique anti-environnementale. Cette critique est également alimentée par des études scientifiques souvent issue de disciplines des sciences sociales qui étudient les transformations territoriales liées à l'implantation des espaces protégés (études en anthropologie, en géographie, en *political ecology*, etc.).

Nous allons voir comment sont alimentés et discutés, dans la littérature scientifique ces différents courants critiques.

Conclusion

Les aires protégées sont des politiques d'environnement spécifiques, basées sur l'attribution d'un objectif de protection de la nature à un espace donné. Leur mise en place donne ainsi aux acteurs porteurs des problématiques environnementales un ancrage territorialisé, qui peut reconfigurer les rapports de force sur le territoire. En conséquent, les résistances face à leur création sont souvent très importantes, de même que les critiques formulées à leur égard par les acteurs dont les activités relèvent de logiques différentes d'utilisation des ressources naturelles.

3. Des objets d'étude scientifiques

Les espaces protégés relient les dynamiques écosystémiques aux systèmes socio-économiques et politiques qui interagissent avec elles. Ils portent des représentations normatives quand à l'utilisation qui doit être faite d'un espace donné. Il n'est donc pas étonnant qu'ils intéressent d'un point de vue académique tant les chercheurs en sciences biologiques (que protéger et comment ?) que les chercheurs en sciences sociales (quelles interactions entre populations et protection de l'environnement ?).

Nous proposons ici un rapide aperçu des questions posées par ces différents champs disciplinaires.

3.1. Les analyses des aires protégées menées par les sciences de la conservation.

Les scientifiques de la conservation, souvent en lien avec des ONG, se sont penchés principalement sur deux aspects : la pertinence des réseaux d'aires protégées, c'est-à-dire la superficie couverte, et le type d'écosystèmes concernés, et l'efficacité environnementale de ces dernières.

Il s'agit donc d'une part de définir ce qu'il convient de protéger en priorité en se basant sur des critères pertinents. L'objectif est ici de se donner des outils pour évaluer la complétude des systèmes d'aires protégées au niveau mondial, d'alerter face aux lacunes, et d'orienter la mise en œuvre des politiques publiques de conservation.

D'autre part, face à la généralisation et à la multiplication des espaces protégés, le besoin s'est fait sentir d'en évaluer la contribution réelle à la préservation des écosystèmes. De nombreuses méthodes d'évaluation de leur efficacité se sont développées, principalement à partir des années 2000. L'UICN a joué un rôle important pour cela, au travers de l'élaboration d'un guide proposant un cadrage méthodologique pour la conduite des évaluations.

Nous allons présenter successivement ces deux types d'études, pour voir ensuite la spécificité de notre positionnement par rapport à ces dernières.

3.1.1. Études d'évaluation des lacunes des systèmes d'aires protégées

Les méthodes visant à proposer des critères de priorisation pour la création d'espaces protégés à l'échelle mondiale sont déjà anciennes et reposent sur des méthodologies variées. Elles se développent particulièrement à partir des années 1990, principalement portées par des ONG. La principale méthode utilisée consiste à définir quels écosystèmes sont déjà protégés à l'échelle mondiale et à identifier les zones à protéger en priorité par des la mise en place d'espaces protégés. Ces études sont souvent basées sur la WDPA – *World database on protected areas* – base de

données mondiale construite en 1981 (par l'UICN et le PNUE - programme des nations unies pour l'environnement), recensant une grande partie des espaces protégés mondiaux.

Si l'accroissement récent de la superficie couverte par les espaces protégés est reconnu et salué, des auteurs mettent en avant les lacunes encore existantes. Le système d'aires protégées est en effet loin d'être complet au regard des espèces et habitats en danger (Brooks et al. 2004). Rodrigues et al. (2004) montrent par exemple que moins de 2 % de certains biomes sont couverts, et que 12 % des espèces d'oiseaux, de mammifères, d'amphibiens et de tortues ne sont pas du tout représentées dans le réseau mondial. C'est d'ailleurs confirmé par d'autres auteurs, proposant des méthodes de conservation plus systématiques (Margules and Pressey 2000). La connectivité entre les espaces est également de plus en plus mise en avant, au vu de l'isolement croissant des zones protégées (DeFries et al. 2005). En outre les aires marines sont très largement sous-représentées (Chape et al. 2005).

Brooks *et al.* (2006) ont réalisé un travail de synthèse concernant les méthodes existantes. Ils les ont regroupées en deux catégories principales : les approches réactives, visant à préserver en priorité les écosystèmes hautement vulnérables, c'est-à-dire soumis à soumis à de fortes pressions (par exemple les *Hotspots* de CI) et les approches proactives, qui visent principalement à protéger les zones au contraire très peu vulnérables, c'est-à-dire bien préservés et peu menacés (les *Intact Forest Landscape* par exemple). Le caractère « proactif » tient au fait que l'on protège effectivement par avance des écosystèmes pourtant peu menacés directement. Néanmoins, dans la plupart des cas, les dynamiques de création d'espaces protégés ont été portées en réaction à des pressions fortes sur d'autres espaces. L'avantage des méthodes proactives est que les espaces sont souvent moins couteux à créer (dynamique moins conflictuelle) et possèdent encore l'intégralité de leurs qualités écosystémiques. Les méthodes réactives visent par contre à préserver in extremis les derniers représentants d'une espèce, d'un écosystème, d'un biome. Elles sont donc nécessairement plus coûteuses, mais sont justifiées par l'urgence de la situation : si personne n'agit, ces éléments disparaissent. Une troisième catégorie est proposée, qui regroupe les méthodes ne tenant pas compte de la vulnérabilité des espaces, mais se basant uniquement sur leur importance intrinsèque (« irremplaçabilité » ou « unicité »). Ils travaillent sur 9 systèmes de classification que nous décrivons dans le Tableau 3, et qui sont représentés cartographiquement sur la Figure 3.

Tableau 3 : Méthodes de déterminations des espaces à protéger prioritairement

Type d'approche	Origine	Type de méthode	Caractéristiques de la méthode proposée
Center of Plant Diversity - CPD	1988 UICN/WWF	Unicité	Espaces présentant un nombre important d'espèces, avec un fort taux d'endémisme. Les critères de sélection varient selon le milieu.
Frontier Forest FF	Bryant 1997 TNC	Proactive	Ce sont de larges espaces de forêt naturelle, écologiquement intacts et assez peu perturbés. Basé sur des analyses spatiales et des avis d'experts.
Mega-diversity countries MC	Mittermaier 1997 CI	Unicité	Il s'agit des dix pays du monde présentant la biodiversité la plus importante.
Hotspots de biodiversité - BH	Myers 2000 CI	Réactive	Basée sur l'endémisme (contient au moins 0,5 % des 300 000 espèces de plantes connues qui soient endémiques) et le niveau de menace des espèces (au moins 70 % de la végétation originale disparue).
Global 200 Ecoregions - G200	Olson et Dinerstein 2002 WWF	Unicité	L'objectif est de protéger une large diversité d'écosystèmes et de processus écologiques sur Terre. Les critères de sélection sont donc variés, prenant en compte par exemple la richesse spécifique, l'endémisme, des phénomènes écologiques ou évolutifs particuliers, la rareté d'un habitat donné à l'échelle globale.
"Last of the wild" - LW	Sanderson 2002 WCSI	Proactive	Sélection des 10 plus grandes régions continues d'écosystèmes peu perturbés par biomes.
Endemic Bird Area - EBA	Stattersfield 2003 Birdlife	Unicité	Espaces recouvrant les aires de répartition d'au moins deux espèces d'oiseaux endémiques. 218 ont été identifiées dans le monde.
Wilderness - HBWA	Mittermaier 2003 CI	Proactive	Notion d'irremplaçabilité, via l'endémisme, sur des écosystèmes intacts. 24 "wilderness areas" > à 1 million d'ha, ou au moins 70 % de la végétation est celle d'origine et ou il y a au maximum 5 hab./km^2. Inspiré de McCloskey et Spalding (1989)
Crisis ecoregions CE	Hoekstra *et al*. 2005	Réactive	Ecorégions menacées par de hauts taux de conversion. Estimées sur la base de l'index égal au rapport entre la superficie d'une écorégion protégée légalement et le taux de conversion de cette écorégion au niveau mondial.
À titre indicatif, deux autres, plus récentes, mais fortement médiatisées.			
Key Biodiversity areas	Langhammer 2007 UICN	Réactive	Approche "réactive" : Basé sur les notions de vulnérabilité et de non remplaçabilité des espèces.
Intact Forest Landscape	Potapov 2008 Greanpeace	Proactive	Approche "proactive". Espace continu d'écosystèmes naturels, sans signe d'activité humaine et d'une superficie d'au moins 500 km 2. Faible cout d'opportunité pour la création d'espaces protégés stricts.

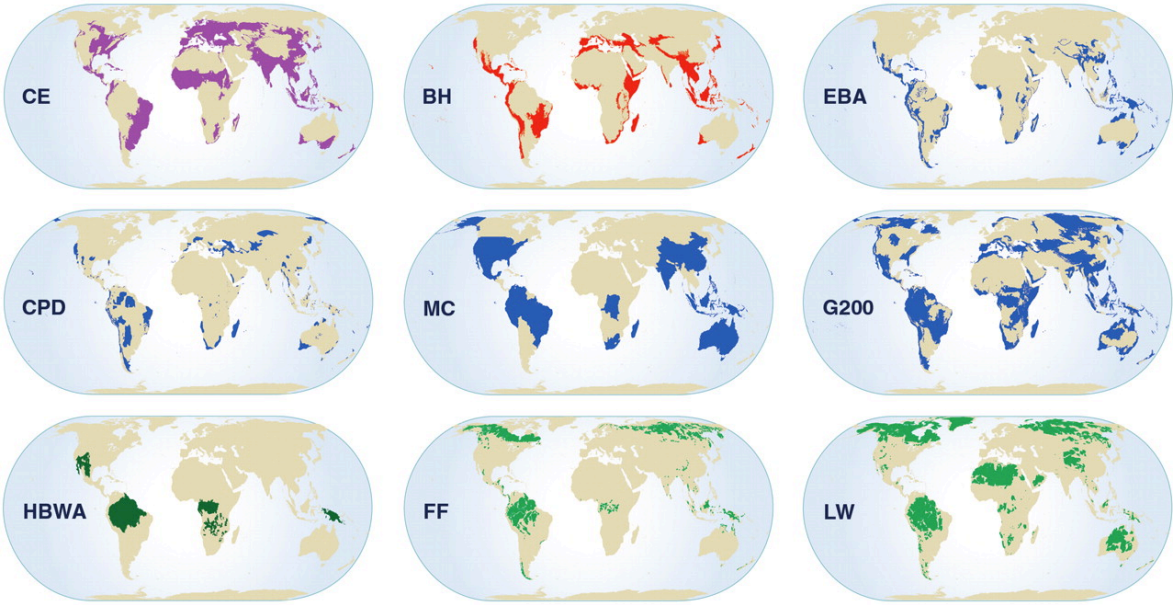


Figure 3 : Représentation des zones à protéger prioritairement selon les méthodes proposées par divers auteurs. Tiré de : Brooks *et al.*, (2006)

En superposant sur deux cartes distinctes les approches réactives d'une part (figure 4.A) et les approches proactives d'autre part, il obtient la Figure 4.B. La teinte est d'autant plus foncée qu'un grand nombre de méthodes ont désigné cette zone comme prioritaire. Les approches favorisant l'irremplaçabilité ne sont comptabilisées que si elles se superposent avec les autres.

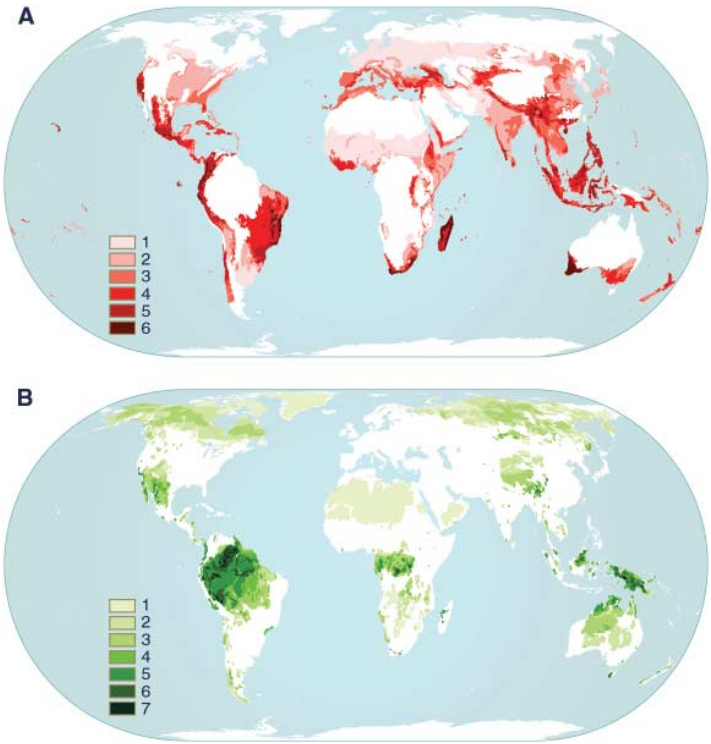


Figure 4 : Cartographie de la superposition des zones prioritaires pour la conservation définies selon des approches réactives et proactives. Tiré de : Brooks *et al.* (2006)

On voit ainsi logiquement que selon les méthodes mobilisées, ce ne sont pas du tout les mêmes espaces qui sont jugés prioritaires pour la conservation. Le travail réalisé permet néanmoins de bien clarifier quelles zones sont jugées primordiales pour la conservation, et au regard de quels enjeux.

Ce type d'analyse est parfois réalisé à l'échelle nationale, comme cela est périodiquement le cas au Brésil, qui a mobilisé une approche rationnelle de priorisation de la conservation très tôt (1976).

Néanmoins, vérifier que l'ensemble des zones prioritaires pour la conservation bénéficient d'un statut de protection ne suffit pas à vérifier que les écosystèmes sont effectivement protégés. Il faut également que la mise en place d'un espace protégé permette réellement d'avoir une action de conservation. Face aux critiques dénonçant l'inefficacité des aires protégés pour la conservation, de plus en plus d'études se sont récemment développées pour analyser l'efficacité de la gestion des espaces protégés mis en place.

3.1.2. Evaluer l'efficacité des systèmes d'aires protégées

Face à la multiplication des politiques publiques concernant l'environnement mises en place à partir des années 1970, des questions concernant leur efficacité, leur efficience, leur légitimité, ont émergé, portées par les personnes en charge de la mise en place de ces politiques, mais également par divers fragments de la société. De nombreuses méthodologies sont développées pour évaluer ces politiques, dépendant du type de résultats recherchés, de la posture de l'évaluateur (Crabbé and Leroy 2008).

Les espaces protégés, constituant la principale stratégie mobilisée par les politiques publiques pour la conservation *in situ* et mobilisant à ce titre des fonds financiers relativement importants à l'échelle mondiale, sont particulièrement concernées par ces évaluations, et diverses méthodologies se sont développées à partir des années 1990 et 2000.

Une première évaluation globale avait été réalisée à l'occasion du IV^{e} congrès mondial des parcs en 1994, et l'une des résolutions du congrès avait été de porter une plus grande attention à l'évaluation. Suite à cela, l'UICN et le WCMC se sont dotés d'un groupe de travail spécifiquement dédié à la question. Les travaux ont abouti en 2000 à la publication d'un guide méthodologique d'évaluation de l'efficacité de la gestion des espaces protégés (Hockings, Stolton, and Dudley 2000)

L'importance de l'évaluation de la gestion des aires protégées a été incluse officiellement dans le programme de travail de la 7ème conférence des parties de la Convention sur la diversité biologique, en 2004. Les États membres s'engagent à mettre en place pour 2010 des cadres de suivi, d'évaluation et de restitution de l'efficacité de la gestion des aires protégées au niveau des

sites protégés, au des systèmes nationaux et régionaux d'espaces protégés, et au niveau transfrontalier (CDB 2004; Coad et al. 2009)

Leverington *et al.* (2010) ont effectué une étude de synthèse sur les évaluations existantes et ils en dénombrent 4 grandes catégories sur lesquelles nous nous proposons de revenir : les évaluations concernant la couverture en espaces protégés (que nous avons détaillée au 4.1.1. de ce chapitre) ; les évaluations concernant les résultats à grande échelle principalement basés sur des suivis de la déforestation ; les évaluations de l'efficacité de la gestion des aires protégées ; et les suivis détaillés des aires protégées.

3.1.2.1. Des suivis à grande échelle de l'efficacité des aires protégés

Certaines études s'intéressent au suivi de paramètres écologiques particuliers, pour observer s'ils semblent effectivement traduire un plus haut degré de préservation dans les espaces protégés qu'à l'extérieur. Le paramètre le plus fréquemment utilisé est la déforestation, favorisé par le développement des techniques liées à la télédétection et à l'imagerie satellitale. Ces études permettent d'évaluer le degré de préservation des espaces. Elles témoignent généralement effectivement d'une déforestation moindre dans les aires protégées que dans les zones adjacentes (Naughton-Treves et al., 2005 (32 cas sur 36); Nagendra, 2008 (32 cas sur 35). Bruner et al. (2001) combinent cette approche à des questionnaires permettant de mesurer d'autres formes d'atteintes (exploitation forestière, chasse, etc.).

Ces études, réalisées directement, ou via la compilation d'études de cas (Brooks, Wright, and Sheil 2009), tendent souvent à analyser l'efficacité comparée de divers modes de gestion des espaces protégés. Elles défendent notamment le bien-fondé des modalités de gestion impliquant les populations locales (Hayes 2006; Porter-Bolland et al. 2012; Naughton-Treves, Holland, and Brandon 2005; Nelson and Chomitz 2011). Les controverses restent néanmoins importantes, notamment au regard des biais méthodologiques rencontrés (effets de fuite, modalités de comparaison, etc), mais il semble consensuel de reconnaître une certaine efficacité aux aires protégées en général, notamment pour limiter la déforestation (Brooks, Wright, and Sheil 2009; Bruner et al. 2001; Clark, Bolt, and Campbell 2008; Leverington, Hockings, and Costa 2008).

Si ce type d'études renseigne sur la pertinence de la mise en place d'espaces protégés pour la protection de l'environnement, elles ne donnent par contre que très peu d'informations sur les ressorts de cette efficacité, sur les forces et les faiblesses des différentes modalités de gestion.

3.1.2.2. Les évaluations de l'efficacité de la gestion des aires protégées – PAME

Le cadre d'analyse développé en 2000 par le WCMC et l'UICN (Hockings 2000) vise à évaluer plus en détail les systèmes de gestion. Basé sur une logique managériale de l'évaluation visant une amélioration continue de la performance, il a inspiré des centaines de cadres

d'évaluation dans le monde, appliqués à l'échelle de sites individuels ou de systèmes d'espaces protégés.

> Les objectifs de l'évaluation de la gestion des espaces protégés sont de *« (i) rendre possible et soutenir une approche adaptative de la gestion des aires protégées, (ii) aider à une allocation des ressources efficace entre les sites et au sein des sites, (iii) promouvoir la transparence et la responsabilité envers les parties prenantes et le public, via la publication de rapports sur l'efficacité de la gestion, (iv) aider à impliquer la communauté, à construire un soutien et à promouvoir les espaces protégés. »*(Hockings et al. 2006; Leverington and Hockings 2004).*

Le cadre général est représenté sur la Figure 5.

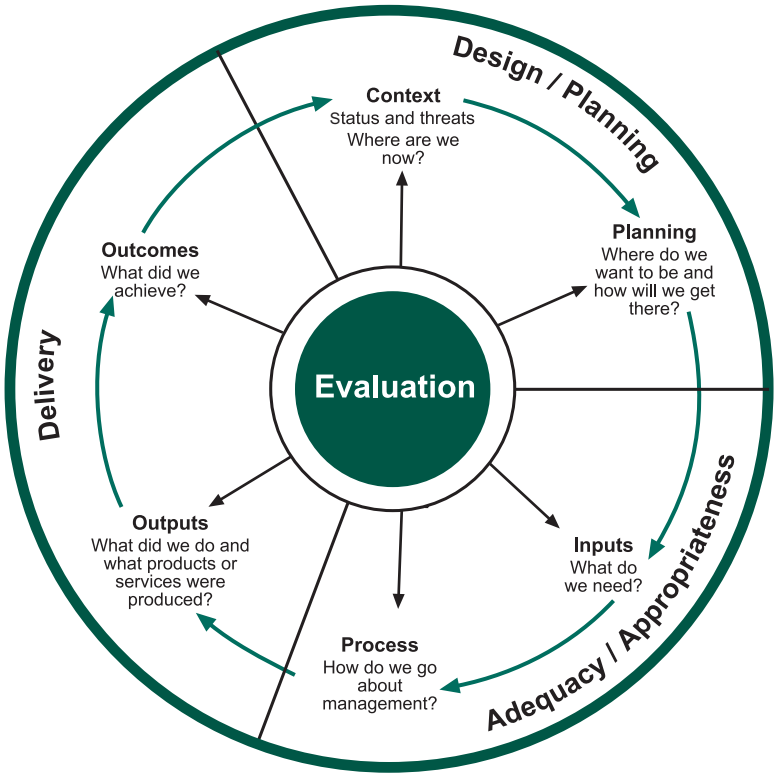


Figure 5 : Cadre général de l'évaluation de la gestion des espaces protégés, proposé par l'UICN

Des rapports de synthèse ont été rédigés pour analyser les résultats obtenus au travers de l'ensemble de ces méthodologies (Leverington et al., 2008 ; 2010). Les auteurs ont analysé plus de 4000 méthodologies de PAME dans le monde. Les plus fréquemment utilisées sont la méthode RAPPAM du WWF, ainsi que le *Management Evaluation Tracking Tool*, développé par la banque mondiale et le WWF. Ces dernières ont l'avantage d'être simple à mettre en œuvre et de permettre une comparaison facile entre un grand nombre d'espaces protégés, ainsi que d'identifier des priorités d'action et de financement. Selon l'objectif recherché, les méthodes vont néanmoins d'études très locales et détaillées à des évaluations mondiales. Une liste et des descriptifs des principales méthodes mobilisées sont également disponibles sur le site du WDPA[3]. La plupart de

[3] http://www.wdpa.org/me/tools.aspx, consulté en Octobre 2013.

ces méthodologies se basent sur l'expertise des gestionnaires et sur la perception de l'aire protégée par les représentants des populations locales concernées pour réaliser l'évaluation.

Selon la synthèse réalisée par Leverington et al. (2010), la situation de gestion des aires protégées dans le monde doit ainsi être encore nettement améliorée.

> *« Le score moyen des 4151 évaluations (représentant la plus récente réalisée dans chaque espace protégé pour chaque méthodologie), était de 0,53 sur une échelle allant de 0 à 1. Cela indique que la gestion laisse beaucoup à désirer, avec 13 % des cas évalués comme « gestion vraiment inadéquate » (score < 0,33), 62 % allant compris entre 0,33 et 0,67, qualifiés de « gestion basique » et 24 % dans la catégorie « bonne gestion ». (ibid., p.7)*

Le postulat soutenu par les PAME est donc que l'efficacité environnementale d'une aire protégée dépend de la qualité de la planification, de la mise en œuvre de la gestion, des moyens humains et financiers disponibles. Si les résultats sur les écosystèmes sont pris en compte, ce sont avant tout des évaluations en termes de moyens qui sont réalisées.

Ces modalités d'évaluation de la gestion sont toutes menées au sein des institutions directement impliquées dans la gestion des aires protégées. Elles s'intègrent en fait dans la démarche de plus en plus médiatisée de « gestion adaptative », visant à faire évoluer les actions mises en œuvre en fonction des résultats issus d'évaluations périodiques de la gestion. Elles sont de plus en plus directement intégrées à la planification de la gestion des espaces protégés, au travers de la rédaction obligatoire de documents de gestion et de leur évaluation périodique.

L'objectif est donc d'armer les gestionnaires en leur donnant des cadres de travail, mais également d'évaluer leurs actions pour pouvoir d'une part en rendre compte (démontrer que les espaces protégés concernés ne sont pas des « parcs de papier » ou au contraire dénoncer les lacunes de moyens sur certains espaces), et enfin de prioriser les investissements réalisés.

Ces méthodologies PAME n'évaluent finalement que peu les résultats concrets de la gestion sur les écosystèmes. Elles se basent sur des indicateurs quantitatifs indirects, et sur l'expertise des gestionnaires. Très utiles pour analyser à différentes échelles le degré de formalisation de la gestion des espaces protégés, elles ne donnent pas en revanche réellement les moyens d'évaluer l'efficacité de ces derniers d'un point de vue très concret de la préservation des écosystèmes, et encore moins d'identifier finement les lacunes

3.1.2.3.Des méthodes axées sur les performances écologiques des aires protégées

Bien que peu nombreuses, certaines des méthodologies développées sur la base du cadre proposé par le WCMC se sont attachées plus spécifiquement à évaluer la sixième étape, celle des *outcomes,* des résultats. On citera notamment la méthode d'évaluation mise en place par The Nature Conservancy (Parrish *et al.*, 2003).

Les auteurs défendent la nécessité d'évaluer clairement l'état des écosystèmes concernés par l'aire protégée. Pour cela, ils procèdent en quatre étapes. La première consiste à identifier les

« cibles de la conservation » dans l'aire protégée : il s'agit souvent d'espèces clé pour le fonctionnement des écosystèmes, dont l'état de conservation renseigne sur l'état de ce dernier, et souvent sur l'état de conservation de nombreuses autres espèces. La seconde vise à identifier un ensemble d'attributs écologiques clés, nécessaires au maintien des « cibles ». La troisième consiste à définir des plages de variations acceptables de ces paramètres écologiques clé, permettant la conservation des cibles. Enfin, la dernière étape concerne l'évaluation effective, prenant en compte l'ampleur des efforts a fournir pour maintenir ou rétablir un état acceptable de chaque paramètre écologique clé. Les auteurs proposent un classement en quatre classes de l'état des paramètre : très bon, bon, passable, mauvais. La Figure 6 propose un arbre simplifié permettant d'attribuer une classe à chaque paramètre. Cette méthodologie permet ainsi d'établir un tableau de suivi précis, centré sur des paramètres écologique et non uniquement sur des paramètres de moyens.

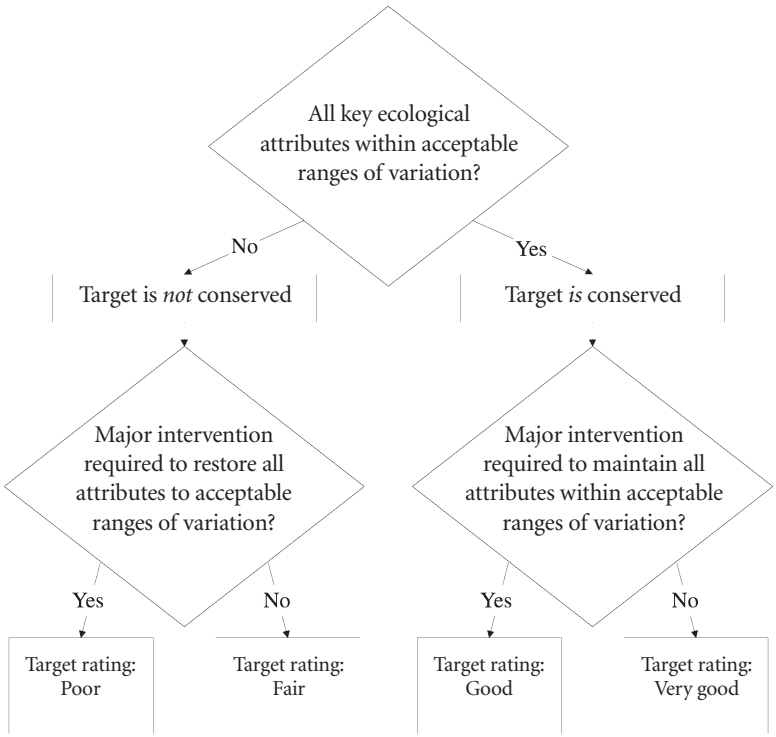


Figure 6 : Arbre de détermination de la note à attribuer à chaque paramètre écologique (Parrish et al., 2003, p.857)

Ce dernier type d'approche présente l'avantage de s'ancrer sur des éléments concrets des écosystèmes (à une échelle plus fine que celle de la perte du couvert forestier), ce que les approches présentées précédemment faisaient peu. Elles sont néanmoins relativement peu développées, compte tenu de la complexité de leur mise en œuvre.

Nous nous appuierons pour notre part, comme nous allons le détailler dans le chapitre 2, sur des raisonnements sensiblement similaires, en insistant particulièrement sur l'importance de la priorisation des paramètres pertinent à suivre, et en couplant ce référentiel à une analyse stratégique fine des logiques d'acteurs influant en faveur ou en défaveur des paramètres écosystémiques

sélectionnés. En effet, constater une dégradation ou une amélioration des écosystèmes n'est réellement pertinent que si cela peut être relié à l'identification des causes sous-jacentes à ces évolutions et des marges de manœuvres correspondantes pour les gestionnaires. Nous proposons donc une analyse stratégique, à l'interface entre sciences sociales et sciences écologiques.

Des auteurs en sciences sociales relevant de nombreuses disciplines différentes se sont d'ailleurs également penchés sur les aires protégées.

3.2. Les analyses des aires protégées menées en sciences sociales

Certains des écrits produits par les chercheurs en sciences sociales pourraient directement être rapportés à la première des catégories des critiques que nous avons évoquées en introduction, niant toute légitimité au secteur de la conservation. Néanmoins, la plupart donnent plutôt un éclairage disciplinaire spécifique aux analyses produites, visant à défendre certaines modalités d'action et à en dénoncer d'autres. Nous nous proposons dans un premier temps de faire un rapide panorama des types d'approches proposées par les diverses disciplines concernées.

L'anthropologie, ou la socio-anthropologie, ont fait des aires protégées un objet d'étude privilégié, au travers de leurs interactions avec les populations traditionnelles.

Bahuchet et al. (1994, p. 107) présentent schématiquement deux anthropologies, liées entre elles : une anthropologie universitaire « *qui a sa propre justification, à savoir l'étude de la diversité des sociétés humaines et l'universalité des grands phénomènes sociaux et culturels* », et une anthropologie appliquée, pour laquelle *«le rôle de l'anthropologue est avant tout celui d'un traducteur et d'un exégète, dont le but est d'abord de nouer le dialogue entre les parties concernées* ».

En tant qu'anthropologues, certains scientifiques engagés ont souvent été amenés à porter les intérêts des populations qu'ils étudient, au titre de spécialistes, de facilitateurs, de porte-paroles, souvent en opposition avec d'autres acteurs. Ce rôle s'est accentué au cours des années 1980 avec le développement des projets participatifs basés sur l'implication des populations, considérée comme nécessaire au succès des projets. L'expertise des anthropologues a alors été particulièrement mobilisée comme condition et légitimation de ces projets. Ces situations les ont souvent mis dans une position ambiguë tant vis-à-vis de leur statut de chercheur que de leur responsabilité vis-à-vis des populations avec lesquelles ils travaillent (Joiris 1994; Olivier De Sardan 1995).

Les aires protégées ont constitué, en particulier durant cette période, un sujet de recherche important pour l'anthropologie appliquée, puisqu'elles sont souvent au cœur des interactions avec populations locales, sachant que les modalités de protection de l'environnement peuvent aller de l'exclusion à une implication totale des populations. Un volet spécifique de l'anthropologie,

l'anthropologie de la conservation, s'est même développé, dont l'objectif est, « *dans le cadre de territoires engagés dans des actions de conservation, l'analyse des relations des acteurs impliqués avec les espèces et les systèmes écologiques, en considérant leur dimensions économique, culturelle et symbolique* » [4].

Les travaux sont très majoritairement constitués d'études de cas ou de monographies, présentant des analyses précises des relations entre systèmes traditionnels, systèmes écologiques et dynamiques de conservation. Les objectifs de ces recherches peuvent en revanche être très variés, avec principalement comme axes d'étude (i) la mise en évidence de conflits locaux entre acteurs de la conservation et populations locales ainsi que des évolutions et recompositions à l'interface entre ces logiques d'occupation du territoire, (ii) l'analyse et la démonstration des interactions existant entre les pratiques des populations étudiées et leur environnement, et leurs conditions de durabilité (ethnoécologie), (iii) la recherche de modalités d'actions et de modes d'articulation conjointes ou coopératives entre ces acteurs, visant la mise en œuvre de modes de gestion susceptibles de concilier les objectifs de préservation et d'usage des ressources, (iv) la dénonciation de toutes formes d'aires protégées, qu'elle prennent en compte ou non les populations locales, considérées comme un concept importé du « Nord » qui entraîne une simplification à outrance et une instrumentalisation des systèmes locaux (West, Igoe, and Brockington 2006). Cette dernière approche est très proche de celle des *political ecologies*.

Les travaux en anthropologie considèrent donc les aires protégées au travers du prisme des interactions entre le secteur de la conservation et les pratique et représentations des populations locales, tant dans leurs dissensions que dans les partenariats susceptibles de s'y établir.

La géographie est également une discipline qui va particulièrement s'intéresser aux questions environnementales et un courant de géographie de la conservation va commencer à se structurer (Mathevet and Poulin 2006; Mathevet 2010). Les études concernant les aires protégées sont également principalement axées sur l'observation de la façon dont les relations hommes-environnement se structurent, et des reconfigurations spatiales elles induisent. Selon Chartier et Rodary (2007), la géographie française présente néanmoins un retard important vis-à-vis de ces considérations.

> *« Ceci est paradoxal à plusieurs titres. Déjà parce que la « conservation », comme champ social constitué, a été basée sur un outil d'action particulier : l'espace naturel protégé. Qu'il s'agisse de parcs nationaux ou de réserves, ces enclaves ont été construites sur un critère particulier, celui d'un contrôle spatial des activités humaines et du fonctionnement des écosystèmes. À ce titre, cet outil des écologues et des conservationnistes, de même que les raisons et les enjeux qui ont poussé ceux-ci à privilégier cet outil, auraient pu retenir davantage l'attention des géographes. L'explication de cette absence tient sans doute aux positions opposées de la géographie et de l'écologie dans leurs façons de gérer l'espace et leurs liens à la politique. » (Chartier et Rodary, 2007, p. 42).*

[4] http://www.ecoanthropologie.cnrs.fr/

Il souligne notamment le retard pris par rapport aux courants qui se développent à l'international.

> *« Elle omet également de considérer les convois géographiques étrangers, quand bien même ceux-ci sont fondateurs d'une écologie politique scientifique fructueuse (Peet et Watts, 1996 ; Zimmerer et Bassett, 2003) et d'une réflexion portant à la fois sur la géographie de la nature et la nature de la géographie (Castree, 2005). » p. 40*

La branche de la géographie traitant de la conservation dans la littérature anglo-saxonne semblent effectivement particulièrement s'orienter vers l'observation des jeux d'échelle dans la conservation, et notamment de l'influence des sphères internationales sur les systèmes locaux, principalement au Sud, rejoignant ainsi les tenants de la *political ecology*.

L'économie de l'environnement traite en revanche assez peu des aires protégées, logiquement plus axée sur l'étude des mécanismes économiques et financiers de prise en charge de protection de l'environnement. Néanmoins, avec le développement des outils tels que les paiements pour les services environnementaux (PSE) et le *Millenium ecosystem assessment* (2004), les aires protégées deviennent de nouveaux sujets d'intérêt pour les économistes.

L'approche la plus développée actuellement est la *political ecology*, que nous choisirons, à l'instar de Gautier et Benjaminsen (2012), de ne pas traduire en français par « écologie politique », qui renvoie à d'autres courants que celui dont il est ici question. La *political ecology* met une emphase particulière « *sur la dimension politique des rapports homme-environnement, en lien notamment avec des mouvements sociaux nés des inégalités des droits d'accès et d'usage de la ressource* » (Ibid., p. 5). Ce champs de recherche, défini comme relevant à la fois de l'écologie scientifique et de l'économie politique, ne constitue pas une discipline en tant que telle, basée sur des théories générales communes aux chercheurs qui la pratiquent (Benjaminsen and Svarstad 2012). Largement pluridisciplinaire, elle découle également pour certains auteurs de la géographie politique

> *« La* political ecology *est fondée sur des questions communes concernant les luttes politiques, dans un contexte de changement environnemental. Elle s'appuie aussi sur des postures communes de chercheurs politiquement engagés, avec une empathie marquée pour les populations marginalisées.» (ibid., p. 12).*

Par rapport à l'écologie culturelle (Steward 1972) dont elle découle historiquement, la *political ecology* prête un regard particulier sur les forces économiques et politiques qui impactent les interactions hommes-environnement (Campbell, Gray, and Meletis 2008; Bryant 1998). Plus récemment, les études en *political ecology* ont pris un tournant poststructuraliste, très axé sur les modalités de production des discours dominants de la conservation, et sur leur caractère performatif. Les aires protégées et les discours qui les concernent constituent ainsi un champ de recherche favori des auteurs de *political ecology*, qui visent principalement à montrer comment les modèles de gestion de la « Nature » importés des pays occidentaux sont imposés aux populations locales, y compris dans le cadre d'un discours de type « gagnant-gagnant », mais généralement au

détriments des intérêts de ces dernières (Benjaminsen and Svarstad 2012; Svarstad 2012). De nombreuses études se focalisent sur la façon dont les parcs limitent les activités des populations locales, et des conflits qui en résultent (Campbell, Gray, and Meletis 2008). Les aires protégées sont considérées comme relevant des mêmes logiques capitalistiques et des mêmes moyens d'action que les projets de développement face auxquelles elles ont pourtant été mises en place (Chartier and Rodary 2007).

Certaines postures ou approches méthodologiques sont considérées comme communes aux études de *political ecology* dont notamment l'interdisciplinarité, le changement d'échelle, et l'analyse critique des discours (Gautier and Benjaminsen 2012).

> *Interdisciplinarité : « Quand on s'inscrit dans une perspective de* political ecology*, il ne s'agit rien de moins que de confronter des vérités biophysiques et sociales locales aux politiques qui agissent sur cette dialectique nature-société, et aux discours qui les fondent. À minima, l'étude des processus écologiques, des pratiques locales, des perceptions, des jeux institutionnels et des jeux de pouvoir, ainsi que l'étude de l'action politique environnementale sont nécessaires. » (p. 13)*
>
> *Changement d'échelle : « Partant des conflits locaux autour de l'usage des terres et des autres ressources, la political ecology tente, par le changement d'échelle, de voir s'ils sont, de quelque manière que ce soit, liés aux discours dominants, ainsi qu'aux mécanismes politiques au niveau national, sous-régional ou mondial. » (p.14)*
>
> *Analyse des discours politiques et des idées préconçues : « Les vérités environnementales scientifiquement établies sont interrogées, de même que les arguments sur lesquels reposent les politiques publiques environnementales (Forsyth, 1996 ; Leach et Mearns, 1996 ; Kull, 2004 ; Benjaminsen et al., 2006) » (p. 15).*

Les différentes approches en sciences sociales que nous venons rapidement de brosser portent, au travers des méthodologies et objectifs propres à leur cadre disciplinaire, des regards relativement distincts sur les espaces protégés. Néanmoins, elles s'intéressent toutes aux interactions que produit la mise en place d'une aire protégée avec les acteurs préexistant sur les territoires concernés. Elles sont le plus souvent très critiques sur la mise en place des aires protégées et sur les effets produits, pouvant aller d'un positionnement proche de l' « anti-conservationnisme », à une recherche de modalités de gestion environnementale qui pourrait être plus consensuelle, portée localement, et efficace.

Conclusion

Les espaces protégés sont ainsi des objets d'étude pour de nombreuses disciplines. Au travers de cette rapide présentation, on perçoit bien que la séparation entre sciences écologiques et sciences sociales est loin d'être franche. Des disciplines comme l'ethnoécologie ou l'écologie politique affirment même clairement leur volonté de développer des méthodologies permettant de se placer à l'interface entre les systèmes humains et les écosystèmes. De même, les évaluations des aires protégées ne peuvent faire l'économie d'une compréhension minimale des activités humaines se déroulant à l'intérieur ou à proximité. En revanche, les objectifs portés par les différentes disciplines sont assez distincts : une posture très critique vis-à-vis des espaces protégés pour l'écologie politique, un positionnement axé sur la défense des populations locales (dénonçant ou valorisant les aires protégées selon les cas) pour l'ethnologie, une valorisation de l'aire protégée comme outil de conservation (incluant ou non les pratiques des populations locales) pour les chercheurs en écologie de la conservation.

Nous proposons ici de travailler à l'évaluation d'espaces protégés, en observant spécifiquement l'efficacité de ces derniers pour préserver les écosystèmes. Les approches critiques en sciences de gestion nous fournissent pour cela des outils permettant d'analyser les stratégies de conservation développées par les gestionnaires d'espaces protégés (approche en science sociale) au regard des résultats concrets obtenus pour la préservation des écosystèmes (référentiel ancré à des paramètres écologiques clairs).

CONCLUSION DU CHAPITRE 1

Les aires protégées font aujourd'hui partie des formes d'action publique les plus répandues pour la conservation des écosystèmes, selon des modalités de gestion très diversifiées. Leur caractère spatialisé en fait une forme d'aménagement du territoire, qui confère des atouts aux acteurs de la conservation, mais suscite également des oppositions de la part des acteurs dépendant d'autres filières économiques.

Les études en anthropologie et en géographie les concernant s'attachent à mettre en lumière la façon dont elles modifient et perturbent les systèmes d'acteurs établis au préalable sur les territoires considérés. Les travaux des anthropologues peuvent aussi participer à la définition de modalités de gestion conciliant les intérêts de populations locales et de la conservation des écosystèmes, en s'appuyant sur des travaux de terrain. La *political ecology* tente d'identifier des facteurs explicatifs aux conflits locaux, dans des arènes politiques et économiques plus globales, mettant en avant l'influence des discours et représentations véhiculées par les pays du « Nord » sur les modèles de gestion rencontrés dans les pays du « Sud ». Ce sont essentiellement des travaux critiques sur l'utilité et les effets des aires protégées. Par ailleurs, les études menées au sein du secteur de la conservation se concentrent plus sur la question de la pertinence et de l'efficacité des espaces protégés au regard de l'objectif pour lequel ils ont, au moins en partie, été mis en place, c'est-à-dire la conservation et la gestion des écosystèmes. Les études de synthèse montrent que les aires protégées semblent efficaces pour limiter les atteintes à l'environnement, et notamment les dynamiques de déforestation, mais qu'il reste des marges de progression importante, tant en ce qui concerne la couverture de certains écosystèmes, que la mise en œuvre de la gestion des espaces protégés concernés.

Notre approche des aires protégées, que nous allons détailler dans le chapitre suivant, est également une approche en sciences sociales. L'objectif est néanmoins d'observer et d'analyser la façon dont les différents modèles de gestion se sont construits et mis en place, et de quelles façons ils parviennent effectivement ou non à prendre en charge les questions environnementales. Pour cela, les sciences de gestion nous permettent de focaliser la recherche sur les stratégies mises en œuvre par les acteurs qui portent les questions environnementales et l'efficacité de ces dernières.

Cela implique donc, à l'instar des études en *political ecology*, d'avoir une approche interdisciplinaire, alliant compréhension des phénomènes écologiques, approche socio-anthropologique de terrain, et approche historique de la construction des situations locales, mais les objets de recherche sont en revanche sensiblement différents puisqu'il s'agit ici de rechercher et de discuter des modalités efficaces de gestion environnementale, et non pas nécessairement de se poser dans une posture de dénonciation.

De même, la mobilisation d'une approche multiscalaire est primordiale dans les approches en sciences de gestion, mais sans pour autant postuler à la base quelles seront les échelles d'analyses pertinentes pour une aire protégée donnée, ni chercher nécessairement à mettre en évidence des modèles de domination. Au contraire d'une opposition local/global, ce sont les interactions fines entre les différentes arènes de gestion qui nous intéressent.

Nous nous proposons dans le chapitre suivant de revenir en détail sur les grilles d'analyses mobilisées et leurs fondements théoriques et épistémologiques.

CHAPITRE 2

ANALYSER L'EFFICACITE DES AIRES PROTEGEES :

UNE ENTREE PAR LES DISPOSITIFS DE GESTION.

Un dispositif ne serait pas à prendre comme une structure mais comme une possibilité datée qui agence des lignes de sédimentations et des lignes de fracture («démêler les lignes d'un dispositif, dans chaque cas, c'est dresser une carte, cartographier, arpenter des terres inconnues, et c'est ce qu'il [Michel Foucauld] appelle le travail de terrain»

(Deleuze, 1989:185 in Barbier 2008)

À travers le chapitre précédent nous avons vu que les aires protégées étaient des ensembles complexes d'éléments dont l'importance varie selon le prisme d'observation que l'on utilise.

Elles peuvent être à titre d'exemple

- des entités juridiques, à travers lesquelles s'applique un nombre donné de règles,
- des entités gestionnaires, c'est-à-dire des structures administratives dont l'objectif est la gestion de ces espaces,
- des espaces sur lesquels la protection de la biodiversité est reconnue d'intérêt général,
- des visions de ce que devrait être un environnement préservé,
- des écosystèmes, fonctionnant grâce à d'étroites interactions entre différentes composantes,
- des territoires présentant des caractéristiques sociales et historiques spécifiques,
- des zones qui cristallisent souvent les conflits entre intérêts divergents, à différentes échelles d'action,
- des symboles d'un engagement à l'international,
- des moyens de mettre en valeur des territoires et des populations, etc.

Dans cet assemblage de gens, de lois, de visions gestionnaires, le prisme d'observation se focalisera sur l'aspect législatif pour les juristes, sur les conséquences territoriales pour les géographes, sur les modifications des modes de vie liés à l'implantation d'une aire protégée pour les sociologues, etc.

Nous souhaitons, pour notre part, comprendre en quoi et selon quels processus ces entités, au travers de la diversité des éléments qui les composent, se sont mises en place et permettent ou non de maintenir ou restaurer les écosystèmes. Les sciences de gestion offrent un outillage pour mener à bien ce travail d'évaluation puisqu'elles permettent justement d'étudier des situations où les hommes s'organisent entre eux pour atteindre un objectif qu'ils se sont fixés.

Pour analyser l'efficacité des aires protégées, nous ne cherchons pas simplement à analyser le résultat produit, contrairement aux travaux des écologues, mais à comprendre comment il s'est produit, à savoir ce que les acteurs ont mis en œuvre, avec quels objectifs et dans quelles

conditions. Nous analyserons donc l'ensemble des éléments autour desquels ces aires protégées s'articulent pour constituer des dispositifs de gestion au sens de Marc Barbier, c'est-à-dire

> *« un agencement performatif d'acteurs, d'objets et de règles, considérant dès lors le caractère fondamentalement inachevé de tout dispositif» (*Barbier, 2008).

Par ailleurs, depuis quelques décennies, les écosystèmes sont effectivement considérés par les scientifiques, et les pouvoirs publics comme des entités à gérer. Cela se traduit, comme dans une entreprise, par une rationalisation des actions à mener (Chevalier, 2010), via la définition d'objectifs à atteindre concernant des qualités désirables des écosystèmes. C'est un champ très doctrinaire, où les « bonnes pratiques » abondent, notamment répandues au niveau international, et dont l'action publique s'est particulièrement emparée.

Des dispositifs très divers sont ainsi construits mettant en œuvre des objectifs de gestion et des solutions qui dépendent des théories sous-jacentes aux modèles mobilisés. Nous allons donc montrer en quoi la notion de « dispositif » peut être fructueuse pour mener à bien l'analyse et l'évaluation des aires protégées.

1. Les apports de l'approche par les dispositifs de gestion

Il s'agit bien ici de traiter de l'analyse des politiques publiques d'environnement, mais à travers le prisme des approches critiques en sciences de gestion, qui ont en effet en commun de viser à *« déconstruire les techniques de gestion pour montrer tout ce qui en elles relève du social, du politique et du culturel, et que «le grand partage» permettait d'occulter (Latour, 1991)*» (Chiapello et Gilbert, 2012, p.244). Le Galès et Lascoumes, (2005, p. 13), dans leur approche de l'action publique par les instruments proposent ainsi de *« dépasser les approches fonctionnalistes qui s'intéressent avant tout aux objectifs des politiques publiques, pour envisager l'action publique sous l'angle des instruments qui structurent ces programmes* ». En effet, selon eux, la pensée fonctionnaliste présente plusieurs limites pour aborder les politiques publiques :

> *« - l'action est fondamentalement conçue dans un sens pragmatique, c'est-à-dire comme une démarche politico-technique de résolution de problèmes via des instruments;*
>
> *- on raisonne en termes de naturalité de ces instruments qui sont considérés comme étant «à la disposition» et qui ne poseraient que des questions en termes de meilleur adéquation possible aux objectifs retenus ;*
>
> *- la question de l'efficacité des instruments est la problématique centrale. Les travaux (...) consacrent une grande part de leurs investigations à l'analyse de la pertinence des instruments et à l'évaluation des effets créés ;*
>
> *- face aux lacunes des outils classiques, et toujours dans un but pragmatique, la recherche de nouveaux instruments est très souvent envisagée (...)» (ibid., p. 30).*

L'approche par les instruments consiste ainsi renverser l'angle d'analyse et à observer les logiques sous-jacentes aux politiques publiques à travers les outils qu'elles construisent ou mobilisent. Analyser les outils ou instruments de gestion permet de les dénaturaliser, en analysant

la façon dont ils sont construits, les rapports de forces qu'ils traduisent voire institutionnalisent, et la façon dont ils modèlent en conséquence les comportements des acteurs (Berry, 1983).

Néanmoins, ne s'intéresser qu'aux instruments limite la portée de l'analyse dès lors que l'on cherche à comprendre de façon plus générale des situations de gestion, c'est-à-dire des situations où « *des participants sont réunis et doivent accomplir, dans un temps déterminé, une action collective conduisant à un résultat soumis à un jugement externe* » (Girin, 1990).

En effet, si les instruments de gestion sont porteurs de rationalités propres, la façon dont ils sont combinés et mis en articulation avec les autres éléments de la situation, traduit également des visions spécifiques du monde. On se propose ainsi, comme l'avaient déjà proposé Barbier (1998) et Leroy (2006, 2010), de focaliser l'étude sur des « dispositifs de gestion », qui recouvrent un concept plus large que celui des outils de gestion, et qui spécifient *« quels types d'arrangements des hommes, des objets, des règles et des outils paraissent opportuns à un instant donné»* (Moisdon 1997). Les arrangements opportuns sont ceux que les acteurs estiment pertinents pour atteindre le résultat recherché. Selon cette définition, les dispositifs ne présentent pas nécessairement un cadre institutionnel bien défini, mais se définissent par les arrangements réalisés, de façon permanente et dynamique, en lien avec une situation de gestion donnée

On se propose ainsi de considérer les aires protégées en tant que dispositifs de gestion environnementale. En effet, elles constituent des arrangements entre des hommes (les gestionnaires, des acteurs des services publics, des scientifiques, des populations locales, …), des objets (les écosystèmes, la flore, la faune, les rivières, les pollutions…*),* des règles (la loi, des contrats, la coutume, …) et des outils (règlements, conseils gestionnaires, systèmes de surveillance, inventaires, images satellites, tableaux de bords, compensations financières…). Ces arrangements sont mis en place et reconfigurés en permanence, au regard d'objectifs de gestion visant notamment à préserver ou restaurer les écosystèmes.

Ils traduisent d'une part une vision donnée des modalités gestionnaires à mettre en œuvre pour gérer un écosystème et d'autre part des visions spécifiques des qualités désirables que l'on attend pour les écosystèmes. En outre, s'agissant de dispositifs d'action publique, ces visions traduisent une interprétation donnée de l'intérêt général.

2. La nécessaire dénaturalisation des dispositifs de gestion

À travers l'analyse des dispositifs de gestion environnementale, ce sont ces logiques spécifiques qu'il s'agit de rendre lisibles. En effet, les dispositifs de gestion ne sont pas neutres : ils sont porteurs de valeurs et de croyances gestionnaires qui en justifient les modes d'action, sans être toujours explicitées ni même perçues (Leroy, 2010).

Chiapello (2012) ou Palpacuer *et al.* (2010) montrent que, dans les entreprises, la non explicitation des valeurs portée par les outils de gestion (mais c'est valable aussi de façon plus large pour les dispositifs) contribuent à asseoir et légitimer les valeurs des « dominants » sous couvert de neutralité.

> *« Les outils de gestion étant des techniques au service des cadres et gestionnaires, sont par définition marqués par l'asymétrie des relations sociales dans l'entreprise. Ils doivent permettre selon la formule de Fayol (1918) de « prévoir, organiser, commander, coordonner, contrôler ». Ils incorporent donc les représentations du monde et les valeurs des dominants qu'ils servent tout en les voilant sous un discours de neutralité technique. » (Chiapello & Gilbert, 2012)*

Le champ de la gestion environnementale est ainsi marqué par des approches gestionnaires qui se développement successivement et concurremment dans le temps et qui traduisent des mouvements de pensée et d'action, et développent leur propres théories et méthodologies.

L'articulation entre les acteurs, les normes et les outils mobilisés s'appuient donc sur des modèles de ce que devrait être « La bonne manière de gérer l'environnement ».

> *« À la fois techniques et sociaux, ils mobilisent et organisent des dynamiques sociales et scientifiques spécifiques et poussent à rationaliser les actions selon des doctrines de gestion et avec des instruments qui vont avoir des effets sur les hommes et sur les écosystèmes »* (Leroy, 2010, p.296).

Par ailleurs, ils participent souvent d'une discréditation des autres modèles, procédant d'un processus de performativité des modèles dans le champ de l'environnement.

> *« La capacité des modèles à orienter le réel, légitimant certaines pratiques, en délégitimant d'autres en les excluant du champ des possibles, ouvre un large terrain d'investigation des processus de domination à l'œuvre dans la production de théories » (Balas, 2010, p. 63)*

Les dispositifs publics de type « aire protégée » ont, dans leur diversité, des fondements communs de la manière d'arriver à « une bonne gestion environnementale » qui les différencie ainsi d'autres modèles de gestion qui seraient par exemple basés uniquement sur des outillages économiques d'internalisation des externalités visant à donner une valeur monétaire aux écosystèmes (paiements pour services environnementaux, principe du pollueur-payeur, …).

Ces fondements déjà abordés dans le chapitre 1 pourraient être synthétisés ainsi :

- au moins un des objectifs annonce une volonté de préservation des écosystèmes,
- ce sont des dispositifs dont les objectifs s'appliquent à un territoire défini,
- les modes de gestion mis en œuvre reposent sur une définition du type d'activités anthropiques susceptibles d'y avoir lieu,
- ils tirent notamment leur légitimité de ce qu'ils sont adossés à des textes législatifs les faisant porteurs de l'intérêt général.

Néanmoins, dans le cadre général de « l'aire protégée », des outils, règles et modes de coordination très divers peuvent être imaginés et articulés. Si la phase législative de création contribue à les doter d'un nombre important de ces éléments, qui traduisent une vision partiellement fixée du mode de gestion considéré, les acteurs qui ont porté les aires protégées, au

travers des alliances qu'ils ont tissées, des données produites et des apprentissages réalisés, constituent autant d'éléments qui contribueront à former le dispositif de gestion.

Ainsi, comme le souligne Barbier (2004), la notion de dispositif reste ici largement dynamique en cela que les arrangements sont le plus souvent pour partie préexistants à la définition juridique de l'espace protégé, cette dernière ne constituant qu'un élément supplémentaire, certes important, de structuration du dispositif, et qu'ils continuent à évoluer et à se recomposer dans le temps et l'espace.

> *« Un dispositif de gestion est donc défini comme un agencement contingent et évolutif de pratiques humaines, de règles sociales et d'instruments techniques, qui résulte de la réalisation de la volonté d'un « principal » et dont découle dans le futur une implication spécifiques d'un collectif d'acteurs. »*[5] *(Barbier, 2004, p. 16)*

Il nous semble donc nécessaire de mener une analyse diachronique, permettant de suivre pas à pas la construction des dispositifs gestionnaires. Cette volonté de mise en lisibilité suppose une approche analytique conservant un fort lien au terrain (Girin, 1990; Martinet, 2000).

La recherche en gestion consiste donc à *« analyser et concevoir les dispositifs de pilotage de l'action organisée* » en recherchant des *« façons de faire efficaces* » (David, 2000, p. 99). Ces dispositifs sont porteurs de rationalités propres, qui définissent les arrangements à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif d'efficacité. Tout comme dans le cas des entreprises, ces présupposés gestionnaires sont le plus souvent peu explicités. Choisir d'analyser les aires protégées en tant que dispositifs de gestion environnementale permet ainsi de déconstruire ces rationalités et d'observer comment est concrètement opérationnalisée l'annonce d'une « bonne gestion des écosystèmes ».

L'un des objectifs de notre recherche est ainsi de rendre lisibles les logiques gestionnaires portées par les dispositifs publics de gestion environnementale de type « aire protégée » à travers l'étude de leur construction et de leur mise en œuvre.

De plus, cette analyse se fait au regard de « l'efficacité » des dispositifs étudiés, c'est-à-dire leur capacité à préserver ou restaurer des qualités désirables pour les écosystèmes.

> *« Les dispositifs de gestion ne sont donc pas uniquement étudiés, comme « produit d'un processus social à travers lequel se définissent conjointement les caractéristiques, les contenus et les visées du dispositif en même temps que ses attributs, rôles et fonctions de ses utilisateurs » (Maugeri, 2001, p.17), mais également en référence aux engagements qui justifient leur existence, et donc qui déterminent les objectifs, les critères, et les responsabilités en termes de résultats matériels sur les écosystèmes. » (Leroy, 2010, p. 283).*

Au delà d'une analyse des dispositifs « espaces protégés », il s'agit donc d'une démarche d'évaluation de ces derniers au regard de leur capacité à préserver les écosystèmes.

---

[5] Traduction de l'auteur – « *Management Setting is thus defined as a situated and on-going arrangement of human practices, social rules and technical devices which results of the accomplishment of the will of a principal and which induces a specific involvement of a collective of actors in the future.* »

3. Une évaluation au regard d'un objectif de « bonne qualité des écosystèmes » : le cadre de l'analyse stratégique de la gestion environnementale

Comme nous l'avons souligné, cette thèse cherche à comprendre les ressorts de l'efficacité environnementale de dispositifs publics de gestion de l'environnement. Notre recherche a donc une partie évaluative.

L'évaluation des politiques publiques d'environnement est un champ d'expertise et d'action aujourd'hui prolifique, pour lequel un grand nombre de méthodes d'analyse ont été développées (*cf*. Crabbé et Leroy, 2008). Pour mener à bien notre travail, nous avons mobilisé un cadre théorique qui nous permette à la fois d'analyser en détail des dispositifs de gestion de l'environnement, mais aussi d'évaluer les conditions de leur performance environnementale : l'analyse stratégique de la gestion environnementale (ASGE).

Ce cadre d'analyse implique d'avoir une approche critique des dispositifs basée sur un repère normatif de « bonne qualité environnementale des écosystèmes » (Mermet 2010). Il s'agit donc d'une approche éco-centrée des dispositifs qui n'est pas, à première vue, évidente. En effet, les objectifs annoncés par les aires protégées dépassent fréquemment l'unique but de préservation des écosystèmes, pour annoncer conjointement des objectifs socio-économiques (bien-être des populations), sécuritaires, de développement touristique, etc. Baser la posture évaluative sur l'ensemble des objectifs annoncés par les dispositifs est risqué car aux objectifs environnementaux peuvent se juxtaposer d'autres enjeux, potentiellement contradictoires. D'ailleurs, dans les dispositifs annonçant des buts pluriels, il est fréquent d'observer des glissements d'objectifs par touches successives, qui conduisent à évacuer progressivement les objectifs environnementaux au profit d'autres rationalités (Leroy, 2006).

> *« Les acteurs peuvent alors débattre des instruments pour structurer des espaces d'échanges à court terme, de négociations et d'accords, créer des consensus minimum de réforme en s'appuyant sur leur apparente neutralité, être dans une logique de moyens plus que de résultats, en évacuant ainsi les objectifs parfois moins avouables, les enjeux plus problématiques, et la dimension politique de leur choix. » (Le Galès & Lascoumes, 2005, p. 26)*

Au regard de ces considérations, pour pouvoir évaluer la capacité des dispositifs à préserver les écosystèmes, il est nécessaire d'avoir un ancrage normatif solide axé sur les enjeux environnementaux des écosystèmes concernés par les dispositifs « espaces protégés ». Cela ne signifie pas que l'on déconsidère l'importance d'autres questions, notamment d'ordre social. On soutient simplement que si des engagements environnementaux ont été pris, on est en droit de les prendre au sérieux puis d'observer et de mettre en lisibilité les résultats des actions menées au regard de ces derniers.

C'est donc dans une logique éminemment pluraliste que l'on se positionne, dans laquelle la légitimité de l'évaluation n'est pas recherchée au regard d'objectifs environnementaux qui seraient partagés par tous les acteurs du territoire concerné, mais doivent pour le moins être clairs et sembler pertinents aux acteurs impliqués dans la poursuite d'une gestion environnementale.

> *«Nous considérons abusive l'exigence que la préoccupation environnementale soit partagée par tous, exigence souvent affichée (implicitement ou explicitement), comme condition de légitimité des revendications sur l'environnement ou comme préalable à l'action environnementale. Notre position revient donc à défendre une conception stratégique de l'action – le changement du tout passe par l'action de certains – dans le cadre d'un pluralisme substantiel – la responsabilité de tous au regard des préoccupations de certains. » (Mermet 2005, p.130).*

Dans le cas des espaces protégés, on s'adosse ainsi à plusieurs niveaux d'engagements formulés en faveur de l'environnement que nous détaillerons plus loin dans ce chapitre (p. 57) et qui permettent d'établir un référentiel normatif sur lequel baser l'évaluation.

Au regard de ce référentiel, le cadre de l'Analyse stratégique de la gestion environnementale (ASGE) permet de rendre lisibles les ressorts de l'efficacité des dispositifs de gestion environnementale en réalisant l'analyse de deux systèmes de gestion :

- celui de la « gestion effective », c'est-à-dire des actions de l'ensemble des acteurs qui, de par leurs activités, ont un impact donné (souvent négatif) sur l'environnement,
- celui de la « gestion intentionnelle », c'est-à-dire de l'action stratégique que des acteurs – dits « acteurs d'environnement » - mènent pour améliorer l'état de celui-ci, dans une volonté de changement.

Ces deux systèmes d'action interagissent de façon continue (Laurent Mermet, Billé, Leroy, Narcy, & Poux, 2005), le résultat de ces interactions constituant la gestion émergente. Les étapes de la démarche d'analyse sont décrites en détail dans l'Encadré 1.

Encadré 1

La démarche de l'analyse stratégique de la gestion environnementale. Mermet *et al.* 2005

« 1. Appuyer l'analyse du système d'action lié à un problème d'environnement sur une définition préalable, en termes écologiques, de l'objet environnemental à prendre en compte et des objectifs poursuivis. La formule un peu provocatrice « buts dans la nature, moyens dans la société » insiste sur la ponctuation très spécifique qu'opère, dans le continuum socio-écologique, l'opération particulière qui consiste à répondre à une question précise de responsabilité sur l'état de l'environnement.

2. Prendre en compte, dans le diagnostic de la gestion de cet objet environnemental, l'ensemble des actions anthropiques qui, consciemment ou non, intentionnellement ou non, ont une influence déterminante sur ses qualités : c'est cet ensemble que l'on définit comme la « gestion effective ». Ce concept, souvent mal compris, opère un décalage majeur par rapport aux habitudes qui restreignent en général l'usage du mot gestion à l'intervention délibérée sur une organisation. Pour- tant, le concept de gestion désigne bien aussi l'exercice de fait, conscient ou non, d'une responsabilité d'ensemble. Ainsi, une entreprise mal gérée n'est pas tant celle que ses dirigeants « mal-gèrent » consciemment et activement, que celle où le management ne parvient pas à insuffler à la gestion effective la cohérence nécessaire avec les objectifs de gestion.

3. Apporter une attention centrale aux acteurs qui ont pour mission principale de provoquer des changements appropriés de la gestion effective de l'objet écologique : ce sont les « acteurs d'environnement », opérateurs de la « gestion intentionnelle ». Ce concept est souvent, lui aussi, saisi avec peine. La tentation est forte, en effet, de considérer comme acteurs d'environnement tous ceux qui sont impliqués dans le problème environnemental que l'on considère, ou bien tous ceux qui mènent des actions à objectif environnemental affiché. Nous lui donnons un sens plus étroit : le ou les acteurs qui, dans une situation donnée, jouent effectivement (à la fois dans le discours et par leurs actions constatées), vis-à-vis des acteurs responsables des processus dommageables pour l'environnement ou des acteurs régulateurs (élus territoriaux, préfet, etc.), un rôle d'agent de changement en faveur de l'objectif environnemental pris en référence. Là encore, ce concept porte le poids d'un déplacement de l'analyse qui fait passer le problème d'environnement du statut de « problème-collectif-à-résoudre-tous-ensemble » à celui de responsabilité collective qui ne sera pas honorée sans l'intervention stratégique efficace d'un agent de changement, en général minoritaire, au moins au départ.

4. Replacer ces analyses dans la perspective dynamique d'un système de gestion qui change et se structure au fil du temps sous l'effet structurant des conflits, par lesquels les préoccupations portées par les interventions de gestion intentionnelle finissent par être partiellement intégrées, ce caractère intégré caractérisant avant tout un résultat de gestion, même s'il peut aussi porter sur l'intervention de gestion elle-même. »

Romain Taravella (2007) schématise la grille de lecture de l'ASGE (Figure 7) en montrant comment s'articulent les systèmes de gestion étudiés au regard de l'état des écosystèmes forestiers, en mettant bien en évidence le caractère dynamique du système global.

On voit bien ainsi qu'à un temps t donné, l'état des écosystèmes forestiers est lié à un système d'acteurs de la gestion effective donné. Ce dernier évolue sous l'effet des interactions (conflits) entre le système d'acteurs de la gestion intentionnelle qui agit stratégiquement pour

améliorer la prise en charge des écosystèmes. Ces interactions constituent la gestion émergente, qui constitue le système de gestion effective du temps t+1.

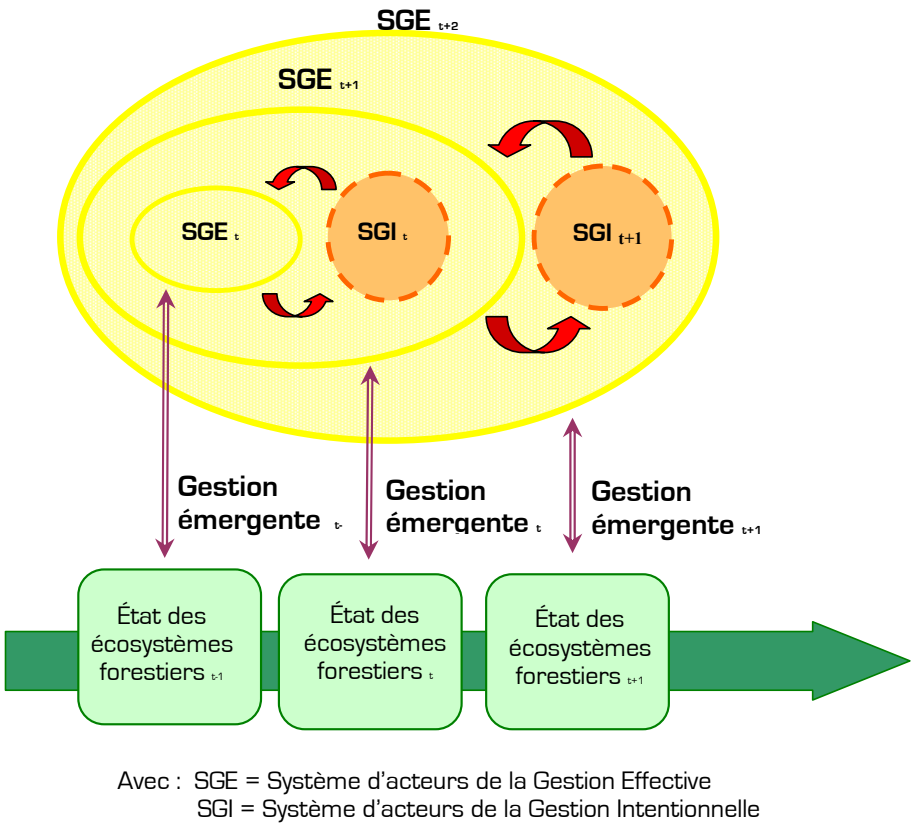


Figure 7 : Schématisation de la grille de lecture proposée par l'ASGE ; Tiré de Taravella (2008, p.89)

Le cadre d'analyse de l'ASGE a aujourd'hui été mobilisé dans des contextes de recherche assez variés (Mermet, 2010):

- Analyse approfondie des causes d'un problème environnemental donné et des conditions éventuelles de sa résolution – Taravella (2008) ; Mermet (1998)
- Recherches sur et contre l'inaction environnementale organisée – Leroy (2006) ; Benhammou et Mermet (2003) ; Mermet et al. (2005)
- Recherches en appui aux acteurs d'environnement dans une posture de recherche intervention – Guillet (2011).
- Recherches sur la stratégie des entreprises et des organisations publiques en matière d'environnement – Gaudefroy de Mombyne (2007)
- Analyse critique des doctrines de gestion en matière d'environnement et de développement durable – Billé (2007) ; Emérit (2008) ; Guéneau (2011)
- Evaluation des politiques publiques – Mermet (1996) ; Leroy (2006) ; (Billé, 2007) ; Guéneau (2011)

Notre travail se propose de mobiliser cette approche pour évaluer des politiques publiques d'environnement au travers de l'analyse des dispositifs de gestion de type « aires protégées » qu'elles portent, en observant les stratégies et doctrines des acteurs qui les configurent et leur

capacité à être efficace lors de leur mise en œuvre. On s'ancre ainsi fortement dans les travaux de certains des chercheurs précités.

Les travaux de R. Taravella nous intéressent particulièrement pour leur ancrage géographique en Amazonie brésilienne et l'analyse diachronique fine qu'il mène des dynamiques de fronts pionniers de déforestation. En effet, si la région dans laquelle notre terrain d'étude se situe n'est pas actuellement soumise à de telles pressions, l'analyse qu'il a menée permet d'une part de comprendre certaines des politiques nationales qui, construites en réponse aux dynamiques de fronts pionniers, peuvent avoir des conséquences sur notre terrain d'étude, et d'autre part, permettent d'avoir une vision quelque peu prospective des mécanismes susceptibles de s'y enclencher également. On citera également les travaux de A. Émerit pour son analyse des stratégies environnementales des équipes de gestion d'espaces protégés en France, qui a bien montré en quoi les espaces protégés constituaient une territorialisation de la filière environnementale, augmentant ainsi sa capacité stratégique d'action. Enfin, on s'inspirera largement des travaux de M. Leroy pour son approche des politiques publiques à travers les dispositifs de gestion qu'elles mettent en œuvre. On remobilisera tout particulièrement son approche évaluative de dispositifs de gestion, mettant en œuvre une approche multiscalaire et diachronique.

Le sujet traité comporte néanmoins des spécificités importantes par rapport aux travaux précédents en ASGE.

Tout d'abord, on se situe dans un contexte où, nous le verrons, les écosystèmes forestiers ne sont pas encore dans un état critique de dégradation. Cela implique d'avoir une vision dynamique des choses pour analyser en quoi les espaces protégés, d'ores et déjà mis en place sont à même ou non de répondre non seulement aux pressions existant sur les écosystèmes, mais fournissent également des ressources stratégiques potentielles pour des pressions futures.

La gestion effective est en outre difficile à appréhender de façon directe dans les territoires considérés, compte tenu du haut degré d'informalité des secteurs économiques à l'origine des pressions environnementales. Elle est donc en partie analysée de façon indirecte, au travers des données disponibles sur l'état de dégradation des écosystèmes. On observera par contre en détail la gestion intentionnelle et les stratégies mobilisées pour la création et la gestion des espaces protégés.

Enfin, et surtout, on se propose ici de travailler de façon comparative sur des territoires reliés à des attaches nationales différentes, la France et le Brésil. On cherche ainsi à montrer comment le niveau national, dans son articulation permanente avec l'ensemble des échelles de gestion implique une prise en charge spécifique de la gestion environnementale, ne conférant pas les mêmes ressources aux acteurs d'environnement et induisant, c'est une hypothèse, des efficacités différenciées entre les différents dispositifs gestionnaires.

La faisabilité de cette approche ASGE qui est à la fois (i) comparative entre des pays Nord/Sud et (ii) et sur des territoires où les pressions environnementales sont nettement moins importantes que dans les autres cas, nous confronte à de nouveaux défis de recherche.

4. Quels outils pour évaluer l'efficacité d'espaces protégés ?

L'ASGE constitue un cadre, un guide pour mener une analyse solide des stratégies de gestion environnementale. Mais sa mise en œuvre nécessite la mobilisation de cadres théoriques et d'outils, que le chercheur choisit en fonction des spécificités de son sujet de recherche.

Notre démarche de recherche en ASGE s'est ainsi déroulée en deux phases, intimement liées entre elles. Nous avons d'une part cherché à comprendre les logiques ayant amené à créer ces dispositifs à l'échelle des territoires étudiés, à des périodes différentes de l'histoire récente, pour aboutir à la structuration actuelle du territoire. C'est donc une analyse diachronique de la construction de la gestion environnementale par les aires protégées qui est proposée. L'objectif est de mettre en lisibilité les présupposés gestionnaires portés par les différents dispositifs d'aires protégées, au travers des arrangements réalisés entre acteurs, des données et documents mobilisées, de la valorisation d'éléments de contexte, etc. D'autre part, nous avons observé comment, dans la continuité de cette structuration, les dispositifs d'aires protégées actuellement en place sur le terrain d'étude, dans leurs modes d'organisation et de coordination qui continuent à évoluer, semblent à même de remplir leur responsabilité environnementale. Cela sera réalisé sur des études de cas plus ponctuelles.

Pour cette démarche nous avons mobilisé et articulé plusieurs outils d'analyse.

4.1. Analyser les stratégies mises en place par les acteurs d'environnement

L'analyse stratégique de l'action organisée développée par Crozier et Friedberg (1977) est une approche qui se prête bien à l'analyse des jeux d'acteurs dans les situations de gestion environnementale, car elle permet de mettre au jour les jeux de pouvoir établis au sein d'un système de gestion donné, et d'analyser les conditions de changement au sein du système.

Cette approche consiste à ne plus considérer les organisations comme des structures au fonctionnement rationnel, réglées par ensemble de règles imposées et respectées par ses membres. Au contraire ils considèrent que ce sont les acteurs de l'organisation, porteurs de rationalités propres, et dont les interactions sont réglées par des jeux de pouvoir, qui font tenir l'organisation.

L'analyse stratégique est ainsi basée sur les considérations suivantes :

- Les acteurs d'une organisation ont toujours une marge de liberté dans leurs actions, en jouant avec les « zones d'incertitude » laissées par les règles formelles. Ils sont toujours rationnels, et orientent leurs choix par rapport à un ensemble de contraintes et d'opportunités, pour augmenter

leur marge de liberté, plus que par rapport à des objectifs clairement définis. L'ensemble de ces choix, qui peuvent ne pas être formalisés, constitue la stratégie des acteurs (*ibid.,* p. 57).

- Les acteurs sont liés entre eux par des relations de pouvoir, considéré comme « une relation, et non pas un attribut des acteurs » (*ibid.*, p 65).

Le pouvoir réside dans la marge de liberté dont dispose chacun des partenaires engagés dans une « relation de pourvoir » c'est-à-dire dans « sa capacité plus ou moins grande de refuser ce que l'autre lui demande ». Il dépend donc des ressources dont un acteur dispose et de la pertinence de ces dernières dans la relation considérée. Les auteurs analysent quatre formes de pouvoir : celles qui découlent de la maîtrise d'une compétence particulière et de la spécialisation fonctionnelle ; celles qui sont liées aux relations entre une organisation et son, ou mieux, ses environnements, celles qui naissent de la maîtrise de la communication et des informations ; celles enfin qui découlent de l'existence de règles organisationnelles générales ». (*ibid.,* p. 83)

Dans ces conditions, un changement, considéré comme « une transformation du système d'action » (*ibid.,* p.383), implique nécessairement un bouleversement des règles du jeu établi et par conséquent une modification des relations de pouvoir entre les acteurs. Cela passe ainsi le plus souvent par des situations de crise car cela implique de retirer des marges de manœuvre à certains acteurs. Les auteurs ont par la suite étendu le même mode de raisonnement en dehors des organisations formalisées, à des systèmes d'action organisés dans lesquels les mêmes phénomènes peuvent être observés.

En mobilisant ce cadre d'analyse, Romain Taravella (2008) a montré, en se basant sur une analyse très fine de la compréhension des jeux d'acteurs sur la frange pastorale des fronts pionniers de déforestation au Brésil, comment l'introduction d'aires protégées avait modifié le système d'action et créé un ralentissement très fort de la progression de la déforestation.

Si nous ne l'avons pas mobilisé de façon aussi approfondie, ce cadre d'analyse, combiné à d'autres, nous sera utile pour l'analyse de la situation environnementale de Guyane et d'Amapá sous deux aspects.

D'une part nous avons particulièrement travaillé sur la compréhension des stratégies des acteurs qui portaient la création d'espaces protégés, dans l'optique de produire un changement dans le système de gestion en place. L'analyse systémique est donc particulièrement intéressante pour comprendre comment ces acteurs ont réussi à changer les relations de pouvoir, et donc les règles du jeu en place. Dans l'analyse synchronique, plus détaillée des dispositifs, l'analyse stratégique des systèmes organisés nous permettra de comprendre en quoi les dispositifs d'espaces protégés permettent ou non aux « acteurs d'environnement » d'augmenter leurs marges de manœuvre, et de quelle façon ils s'en saisissent. Nous mènerons une analyse interne des organisations gestionnaires des espaces protégés, en observant d'une part de quelle façon sont maintenus (ou non) les

arrangements entre acteurs ayant conduit à la mise en place de l'aire protégée, et d'autre part comment est conçue et portée la stratégie de protection de l'environnement, et la façon dont elle est éventuellement mise en balance avec d'autres enjeux. Elle sera complétée par une analyse externe permettant de voir comment le dispositif permet de réagir face à des pressions de développement issues d'autres secteurs économiques (filière agricole, filière minière, etc.).

Nous avons décidé d'enrichir cette analyse en la couplant à des approches complémentaires que nous détaillerons spécifiquement au moment de les mobiliser. Ainsi, l'analyse en termes de « processus stratégiques » proposée par Lorino et Tarondeau (2006) en management stratégique, permettra d'observer quelles sont les ressources et compétences mobilisées ou construites par les « acteurs d'environnement » pour mettre en place des aires protégées, et en quoi elles se révèlent stratégiques répondent à des logiques stratégiques d'action. Nous montrerons par ailleurs l'intérêt d'analyser les réseaux d'acteurs constituant des coalitions articulées autour de doctrines gestionnaires communes (Sabatier, 1988) pour comprendre les capacités d'action environnementales passées et actuelles des aires protégées.

La Figure 8 synthétise, en adaptant à notre cas d'étude le schéma proposé en Figure 7 la façon dont nous mobilisons le cadre de l'ASGE.

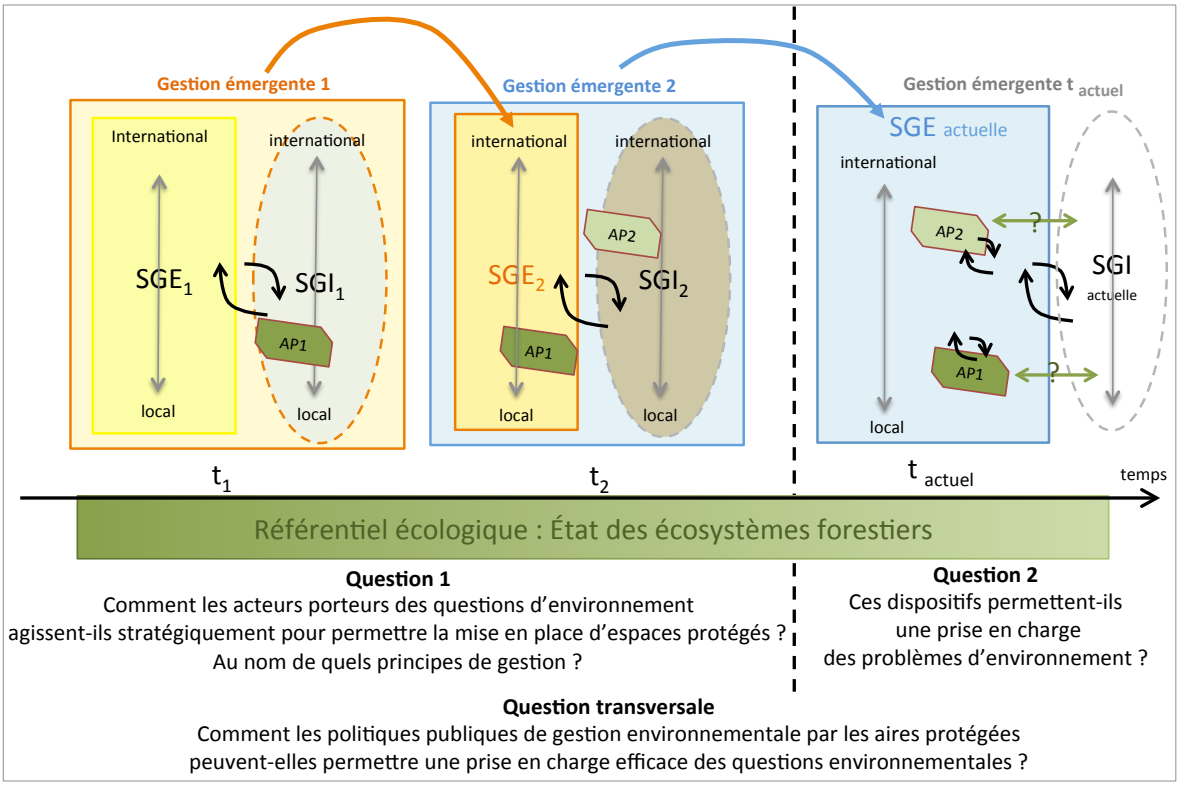


Figure 8 : Synthèse et adaptation de la démarche ASGE mobilisée.
Réalisation : S. Nicolle. Légende : SGE = Système d'acteurs de la gestion effective ; SGI = Système d'acteur de la gestion intentionnelle ; AP = Aire protégée

L'analyse des stratégies et logiques de gestion environnementale portée par les acteurs nécessite de mobiliser les apports d'autres disciplines.

4.2. Une recherche bénéficiant des apports de plusieurs disciplines

Notre ancrage de terrain au sein d'équipes de recherche en sciences sociales (principalement anthropologie) et en écologie a également permis de mobiliser des outils relevant d'autres disciplines, que nous présentons ici succinctement.

4.2.1. Un travail de terrain mobilisant les outils de la socio-anthropologie

L'analyse des systèmes d'acteurs et des stratégies mises en œuvre implique d'avoir une compréhension fine du terrain d'étude, impliquant des séjours prolongés. Ainsi, sans que le travail réalisé n'ait la finesse d'une étude ethnographique très locale de long terme, ce qui était impossible compte tenu de la diversité des dispositifs étudiés et de la taille de la zone d'étude, nous avons tenu à conserver une part importante au travail de terrain. Les modalités de production de données pour l'analyse des dispositifs de gestion se sont inspirées des méthodes de la socio-anthropologie (entretiens semi-directifs, observation participante, récursivité, etc.). Cela sera détaillé dans le chapitre 3.

4.2.2. Une analyse multiscalaire

Dans leur ouvrage sur la sociologie des outils de gestion, Chiapello et Gilbert (2013) mettent en avant le fait qu'il semble plus productif de dépasser l'opposition traditionnelle entre une approche micro et une approche macro des situations, pour considérer plutôt différents état des outils étudiés. Ils considèrent alors des formes « circulantes » des outils, qui s'appliquent à des contextes géographiques très larges et véhiculent des modèles (droit, normes, manuels de bonnes pratiques), et des formes « inscrites », qui constituent leur version contextualisée dans les situations où il est adopté. Les auteurs soulignent les interactions existant entre les différentes formes d'un outil : il « *importe dans ses états situés des traits qui ont été forgés lors de la production de sa forme circulante, tout en devant faire le fait d'un travail de traduction et d'inscription pour devenir agissant* » (p. 250), mais en parallèle, *« les primo-adopteurs participent en fait comme souvent à la construction de la norme qu'ils « adoptent » » (ibid.).*

Nous nous plaçons résolument à l'interface entre ces différentes formes des outils, en observant tout à la fois comment les acteurs porteurs de préoccupations environnementales mobilisent puis inscrivent les formes circulantes dans des dispositifs concrets pour porter leurs revendications, mais également comment de nouvelles formes circulantes émergent, avec plus ou moins de succès, de situations contextualisées. En revanche, quelle que soit la forme de l'outil étudiée, il nous semble peu pertinent de lui associer a priori une échelle d'action donnée, pour

observer au contraire, selon une démarche presque ethnologique, la réalité des différentes échelles d'action impliquées.

La posture adoptée est donc résolument constructiviste, et, à l'instar de Leroy (2006), nous soutenons donc qu'il n'est pas judicieux d'opposer à la base des dynamiques locales d'une part à des logiques nationales ou internationales d'autre part, pour au contraire se donner les moyens d'observer dans chaque cas comment les acteurs s'interconnectent à différentes échelles d'actions, quelles logiques ils mobilisent, et comment les outils législatifs ou gestionnaires y sont déployés et reconfigurés.

Ce mode de production de données permet de reconstruire de façon inductive les réseaux entre les acteurs, à différentes échelles : locale, régionale, nationale, voire internationale. Cette approche nous a semblé absolument nécessaire dans notre analyse des dispositifs. En effet les stratégies portées par les acteurs d'environnement, tout comme celles liées aux acteurs de la gestion effective sont souvent tout à la fois déployées localement et soutenues verticalement à différentes échelles de gestion (Leroy, 2006; Taravella & Arnauld de Sartre, 2012; Taravella, 2008). D'un point de vue méthodologique, il s'agit ainsi de se laisser guider par le terrain et les entretiens réalisés pour être en mesure de reconstruire ces articulations. Si cette démarche implique de limiter la précision de l'analyse à une échelle d'action donnée, elle permet en revanche de mieux saisir les dynamiques stratégiques à l'œuvre.

4.2.3.La mobilisation des données des écologues

L'écologie tient également une place importante dans notre travail, puisque nous travaillons sur des écosystèmes naturels. L'analyse de l'efficacité environnementale des systèmes de gestion ne peut ainsi se faire qu'au regard de données concernant les écosystèmes. N'ayant pas les moyens dans le temps imparti de les produire nous-mêmes, nous nous appuierons sur les données produites par des chercheurs (et gestionnaires) relevant d'autres disciplines, notamment en écologie et en télédétection.

Ces données pourront par ailleurs servir d'indicateurs pour approcher certains aspects de la gestion effective, compte-tenu de la difficulté à appréhender les activités économiques qui se développent de façon très informelle sur ces territoires.

A défaut de les produire, il s'agit donc d'être capable de les comprendre. Un regard critique pourra également être porté sur les données produites ou, tout au contraire, sur celles qui ne sont pas produites. Cela peut s'avérer d'autant plus pertinent dans le cadre d'une approche comparative.

4.3. Les apports de l'approche comparative pour l'évaluation

Comparer, c'est « *rapprocher pour mettre en évidence des rapports de ressemblance ou de différence* »[6]. Si les comparaisons sont fréquentes en sciences sociales, choisir de les mettre en œuvre implique de se confronter à nombre d'écueils et de choix. Dans notre cas, c'est d'autant plus vrai que la comparaison que l'on souhaite mener est réalisée à plusieurs niveaux : comparaison entre différentes logiques de gestion de l'environnement qui prennent forme au sein de divers dispositifs d'une part, mais également comparaison internationale entre la France et le Brésil. Pourtant, dans notre contexte d'étude, cet ambitieux chantier nous semble pertinent, pour plusieurs raisons.

D'une part il nous a semblé nécessaire de travailler sur différents modèles de gestion environnementale de type « aires protégées ». En effet, à l'échelle internationale, de nombreuses modalités de gestion se sont mises en place, souvent construites en réponse aux limites rencontrées par les modèles préexistants, et apportant chaque fois une promesse de « bonne solution » pour une gestion environnementale plus efficace. Mettre ces différents modèles sur un même plan d'analyse pour comparer leurs performances environnementales semble ainsi particulièrement intéressant.

Mais la capacité d'un modèle gestionnaire à prendre en charge une situation environnementale donnée n'est pas uniquement liée au modèle lui-même, mais au contexte social, politique, institutionnel et historique dans lequel il a été mis en place, aux dispositifs qui le structurent. Par conséquent comparer des territoires ressortissant de deux pays différents, la France et le Brésil, confrontés à des problématiques de gestion relativement similaires en milieu amazonien, nous a semblé pouvoir apporter une plus-value à la compréhension des facteurs permettant ou non l'efficacité environnementale des dispositifs « aires protégées ». En effet, le suivi à la trace de ces processus permet de formuler des hypothèses sur les conditions d'émergence et d'effectivité d'une prise en charge de la gestion environnementale de ces territoires.

Néanmoins, au début de notre recherche, l'appartenance respective de la France et du Brésil à des contextes socio-politiques très différents a été soulignée comme une limite potentielle à la pertinence de la comparaison. En effet, on a d'un côté une Guyane française isolée en Amérique Latine mais soumise aux lois françaises et européenne, un « Nord » bien éloigné, et de l'autre, l'Amapá, l'un des États fédérés du Brésil les moins développés économiquement, un « Sud » isolé. Le chapitre trois permettra de répondre en partie à ces craintes, en présentant de façon approfondie les caractéristiques comparées des terrains d'étude : la Guyane française et l'État d'Amapá au Brésil, et en mettant en évidence les facteurs qui permettent de mener cette comparaison.

[6] Trésor de la langue française : http://atilf.atilf.fr/

Par ailleurs, d'un point de vue méthodologique, l'entrée par les dispositifs et l'analyse au regard d'un référentiel environnemental commun permet de cadrer cette comparaison au regard d'un objectif précis : les modalités de construction des logiques gestionnaires par les aires protégées, et leur capacité à prendre en charge une responsabilité environnementale sur ce territoire. Cette approche permet de transformer les différentes conceptions de l'action publique française et brésilienne en variable explicatives, au même titre que d'autres types de variables, et n'implique pas d'embrasser dans leur ensemble toutes les différences politico-administratives entre les deux pays.

Nous souhaitons maintenant analyser comment le cadre de l'Analyse stratégique de la gestion environnementale peut être mobilisé dans le cas qui nous intéresse, c'est-à-dire l'analyse de politiques publiques d'environnement mises en œuvre au travers de dispositifs gestionnaires de type aires protégées dans des milieux naturels encore très bien conservés.

5. Adaptation du cadre ASGE pour l'évaluation comparée de l'efficacité environnementale des espaces protégés de Guyane et d'Amapá

Nous allons reprendre les étapes de la construction d'une évaluation centrée sur l'environnement, telles que proposées par Leroy (2006) et Leroy et Mermet (2012) dans le cas de la gestion environnementale du fleuve Sénégal :

i) Refuser le consensus comme une condition essentielle de l'évaluation : on peut baser l'évaluation sur des critères qui ne soient pas acceptés par tous, s'ils ont une légitimité suffisante (engagements internationaux par exemple).

ii) Se baser sur des engagements environnementaux clairs plutôt que sur un programme donné : les problèmes environnementaux ont souvent des causes multiples, qu'il est difficile d'apprécier en ne s'intéressant qu'à un dispositif donné.

iii) Traduire les engagements politiques environnementaux en critères écologiques concrets,

iv) Rechercher des critères suffisants à l'évaluation plutôt que rechercher systématiquement des données complexes et exhaustives.

v) Évaluer la pertinence des programmes, leurs buts et leurs résultats au regard des questions environnementales considérées prioritaires.

Ces critères visent principalement à se donner un fil conducteur pour une évaluation axée sur l'environnement, et à opérer des priorisations pertinentes au milieu du foisonnement de discours, d'objectifs et de données mis en avant par les dispositifs de gestion ou les politiques étudiés.

5.1. Définir des critères légitimes pour l'évaluation environnementale des aires protégées

Pour fonder l'évaluation de l'efficacité environnementale des aires protégées en Guyane et en Amapá, nous avons recours à trois niveaux d'arguments : d'une part, la reconnaissance externe de l'importance écologique de ces territoires par des acteurs d'environnement spécialisés, tels que

les ONG environnementales ; ensuite, la prise au sérieux des engagements pris par la France et le Brésil lors de la ratification de conventions internationales d'environnement ; et enfin, le recensement des engagements publics spécifiquement pris en faveur de l'environnement sur les territoires de Guyane et d'Amapá.

5.1.1. *Guyane et Amapá, des zones de conservation prioritaires à l'échelle internationale.*

Pour situer l'importance des écosystèmes de Guyane et d'Amapá dans le monde, il nous a semblé judicieux de reprendre l'étude de Brooks *et al.* (2006) que nous avons présentée au Chapitre 1 et qui vise à mettre en évidence les zones prioritaires pour la conservation des écosystèmes.

La Figure 9 montre que la zone Guyane/Amapá est uniquement prise en compte sur la carte des méthodes proactives. Ce résultat était prévisible compte tenu du bon état de conservation général des forêts. Entre quatre et six méthodes différentes ont considéré cette région comme prioritaire, au même titre que la plupart des régions amazoniennes.

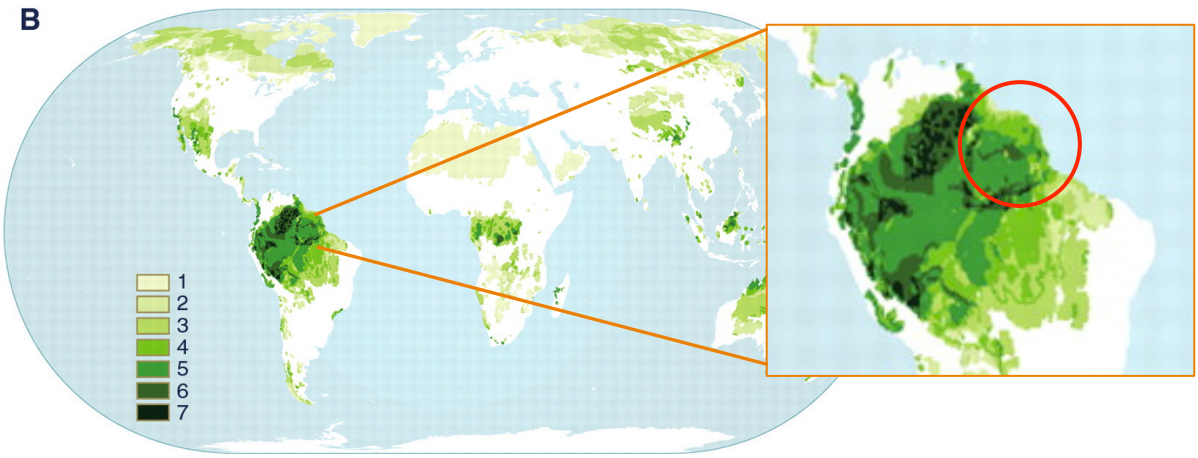


Figure 9 : Superposition des priorités mise en avant par les méthodes réactives (A), et par les méthodes proactives (B).
Source : Brooks et al. (2006), zoomé par l'auteur sur la zone Guyane/Amapá (cercle rouge).

D'autres méthodologies, plus récentes et non prises en compte dans l'étude, les concernent également, telles que les *Intact Forest Landscape* de Greenpeace (Potapov et al., 2008).

Ce recoupement d'un nombre conséquent d'approches menées par les spécialistes de la conservation que sont les ONG d'environnement internationales, et validées scientifiquement par leur publication dans des revues scientifiques, atteste bien de l'importance des écosystèmes présents en Guyane et en Amapá (et plus généralement en Amazonie), et de leur grande valeur écologique à l'échelle mondiale.

5.1.2. Des engagements des États dans les conventions d'environnement internationales

La ratification de conventions internationales d'environnement engage officiellement la France et le Brésil sur un grand nombre de thématiques environnementales. Nous allons donc passer en revue les principales conventions internationales d'environnement ratifiées par la France et/ou le Brésil, comme base de légitimité pour la prise au sérieux des enjeux écologiques en Guyane et en Amapá (Leroy, 2006; Taravella, 2008)

Cette approche est d'autant plus légitime que (i) la mise en place de ces conventions témoigne de l'intérêt d'un nombre suffisamment important de personnes envers les questions environnementales traitées, que (ii) la ratification par les États constitue un engagement pour la reconnaissance de l'importance de ces préoccupations au niveau national. En outre, la Guyane et l'Amapá étant presque exclusivement constituées de terres publiques, les Etats y sont d'autant plus responsables du respect des engagements formulés à l'international.

Tableau 4 : Principales conventions internationales d'environnement (France et Brésil)

Convention ou protocole	Date de création	France	Brésil
Convention pour la protection de la flore, de la faune et de la beauté des paysages naturels des pays d'Amérique	**1949**	**/**	**1966**
Cette convention vise principalement à créer des espaces protégés pour préserver les ressources naturelles des pays d'Amérique. On retrouve ici une conception de la préservation de la nature très préservationniste, engageant les États à la protection de la nature rare et exceptionnelle.			
Convention Ramsar relative aux zones humides	**1971**	**1986**	**1996**
Elle a pour but de conserver les zones humides en promouvant leur utilisation rationnelle et la coopération internationale.			
CITES Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction.	**1973**	**1973**	**1975**
Elle réglemente l'importation et l'exportation des différentes espèces inscrites dans ses annexes.			
Convention de Bonn	**1979**	**1979**	**/**
La CMS a pour but d'assurer la conservation des espèces migratrices terrestres, marines et aériennes sur l'ensemble de leur aire de répartition.			
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontière de déchets dangereux	**1989**	**1991**	**1993**
Cette convention traite de la responsabilité et de l'indemnisation des États en cas de transports de déchets dangereux transfrontière. Il traite également des déchets illicites.			
Convention cadre des nations unies sur les changements climatiques	**1992**	**1994**	**1998**
L'objectif de la convention est de stabiliser les émissions de gaz à effet de serre à un seuil empêchant des effets négatifs de l'action anthropique sur le climat. L'objectif n'est pas chiffré. La convention est complétée par le protocole de Kyoto qui prévoit des objectifs de réduction ou de limitation des gaz à effets de serre entre 1990 et la période 2008-2012. Un des moyens promus est la mise en œuvre de la gestion durable des forêts.			
Convention de Rio sur la diversité biologique	**1992**	**1994**	**1998**
Cette convention reconnaît que la diversité biologique est une « préoccupation commune à l'humanité » et recouvre l'ensemble des écosystèmes, des espèces et des ressources génétiques.			
Convention de Carthagène sur la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes	**1983**	**1985**	**NC**
Elle engage juridiquement ces pays à protéger et développer leurs ressources marines de par des règlements nationaux et des accords entre pays.			
Convention interaméricaine sur les tortues marines	**1996**	**/**	**2001**
« L'objectif de cette convention est de promouvoir la protection, la conservation et la récupération des populations de tortues marines et des habitats desquels elles dépendent, sur la base des meilleures données scientifiques disponibles et en considérant les caractéristiques environnementales, socioéconomiques et culturelles des parties. »			
Protocole de Kyoto	**1997**	**2002**	**2002**

À travers ces conventions, la France et le Brésil prennent des engagements concernant de nombreuses thématiques différentes, directement applicables en Amazonie. L'Annexe 3 détaille par thématiques les engagements spécifiquement portés par ces conventions.

5.1.3. Des reconnaissances spécifiques à ces territoires

Au delà de leur valeur générale, ces engagements sont particulièrement valables pour la Guyane française et l'Amazonie brésilienne qui sont reconnus comme des territoires de grande importance écologique par leurs États respectifs. Par exemple, le livre blanc sur les forêts tropicales, publié en 2006, définissait notamment des priorités pour la Guyane, au regard des enjeux écologiques qui y sont représentés :

« La Guyane constitue l'un des quinze grands massifs de forêt tropicale qui n'ait pas encore été fragmenté par les activités humaines. La forêt guyanaise se caractérise par une biodiversité remarquable. Malgré la taille de l'écosystème, cette richesse spécifique importante est parfois fragile. Certaines espèces se trouvent en effet dans des zones limitées et en faibles densités. » (GNTFT, 2006, p. 86).

Au Brésil, à la suite de plusieurs séminaires d'analyse des priorités de conservation par biomes, le ministère de l'environnement brésilien a publié en 2003 une carte des aires prioritaires pour la préservation, l'utilisation durable et la répartition des bénéfices de la biodiversité brésilienne. L'extrait produit pour l'Amapá (Figure 10) montre nettement que les écosystèmes amapéens sont largement concernés, tant sur la zone littorale que dans l'intérieur des terres.

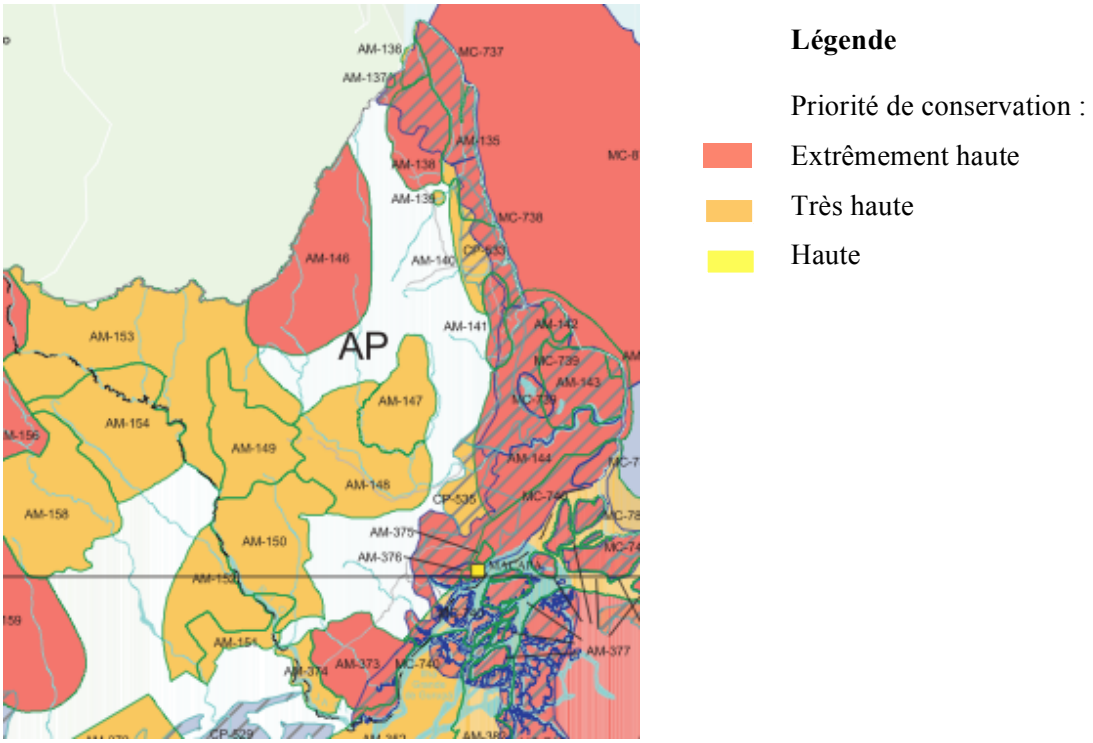


Figure 10 : Extrait de la carte de priorisation des espaces à protéger (MMA, 2003)

L'Amapá tire par ailleurs une importance symbolique matérialisée par l'expression souvent utilisée *« Amapá, o estado mais preservado do Brasil »* [L'Amapá, l'État le plus préservé du Brésil], faisant référence à la fois à son état de conservation effective, et à la densité d'espaces protégés qui le recouvrent.

Tant pour la Guyane que pour l'Amapá, la concentration et l'étendue des espaces protégés créés sur les territoires (voir Chapitre 4) et concernant tous les milieux confortent les engagements publics pris au regard de ces écosystèmes.

Nous considérons donc légitime notre démarche d'évaluation environnementale des dispositifs publics de type aires protégées au regard d'un référentiel commun externe, basé sur les qualités remarquables des écosystèmes qu'ils abritent et sur les engagements environnementaux pris par la France et le Brésil.

5.2. Se baser sur des engagements environnementaux clairs plutôt que sur un programme donné

Pour une évaluation visant à étudier l'efficacité d'aires protégées, porteuses d'enjeux environnementaux, une option aurait été, comme dans le travail de Fanny Guillet (2011) de s'ancrer au référentiel normatif des dispositifs de gestion eux-mêmes et d'étudier leurs actions au regard des annonces qu'ils produisent, ce qui est d'ailleurs le choix implicitement réalisé dans la majeure partie des évaluations de politiques publiques. En effet, les aires protégées étant des dispositifs a priori centrés sur des objectifs écologiques, cette méthode pouvait paraître la plus simple et la plus légitime. Dans notre cas, cette approche était pourtant limitée. D'une part parce que la grande diversité des dispositifs et l'optique comparative dans laquelle on se place impliquent de pouvoir mobiliser un même référentiel externe pour l'ensemble de l'analyse. D'autre part car plusieurs des dispositifs étudiés peuvent poursuivre des objectifs multiples, à la fois environnementaux et sectoriels, dans une logique d'intégration des enjeux environnementaux, sociaux et économiques souvent contradictoires. Les travaux de Billé (2006) sur la gestion intégrée des zones côtières montre bien les problèmes que cela pose en termes d'évaluation environnementale.

Le référentiel ne saurait donc varier en fonction de chacun des dispositifs, puisque notre enjeu est de comprendre l'efficacité générale des aires protégées sur ce territoire. Cela explique notre souci d'avoir un cadrage plus global, basé sur les annonces portées par les conventions internationales d'environnement ratifiées par la France et le Brésil. Et c'est dans un second temps seulement que nous observerons en quoi les objectifs annoncés par les dispositifs étudiés sont en cohérence avec ces objectifs généraux, dans leur formulation, et dans leur mise en œuvre.

La partie 5.1. de ce chapitre nous a déjà permis de passer en revue certains de ces engagements généraux. Il est maintenant nécessaire de traduire ces engagements politiques

environnementaux en critères écologiques concrets qui soient pertinents à suivre dans le contexte étudié.

Nous avons initialement pensé à mobiliser pour cela le référentiel spécifiquement proposé par Guéneau (2011) pour l'évaluation environnementale de la gestion des forêts tropicales, inspiré de Leroy (2006 ; 2012). En se basant sur une analyse poussée des pressions et controverses concernant la gestion environnementale des forêts tropicales dans le monde et des causes de la déforestation, il propose un référentiel articulé autour de deux principes de base : d'une part accepter une évolution des écosystèmes tant qu'ils ne sont pas dramatiquement modifiés par les activités humaines en se basant sur le principe de résilience développé par Nasi et Frost (2009) ; d'autre part éviter toute action humaine dont les conséquences sur les écosystèmes sont irréversibles.

À partir de ces principes, le référentiel proposé est construit en se basant sur une gradation des atteintes à la forêt. Les objectifs environnementaux servant de base à l'évaluation sont ainsi les suivants : 1) Limiter au maximum les déforestations de grande ampleur; 2) rétablir le couvert forestier là où il a disparu ; 3) protéger strictement les zones forestières qui méritent de l'être ; 4) lorsque le choix est fait d'exploiter les ressources forestières, le faire en minimisant les impacts et en maintenant les capacités de résilience de la forêt. Le Tableau 5 présente ce référentiel et les engagements internationaux sur la base desquels il est construit et légitimé.

L'avantage de ce référentiel est qu'il pose clairement une gradation des exigences environnementales permettant, à minima, une préservation d'écosystèmes forestiers fonctionnels, en s'appuyant sur les engagements internationaux et sur les résultats scientifiques faisant référence sur la question. Néanmoins, construit sur la base de réflexions menées à l'échelle mondiale, le référentiel proposé par Guéneau est en fait destiné à une évaluation des politiques publiques forestières, au regard de l'ensemble des actions et outils qui peuvent être mobilisés.

Cela le rend pour nous difficile à mobiliser directement. En effet, si nous avons bien dit que nous ne pouvions pas nous ancrer sur les objectifs propres à chaque dispositif pour notre évaluation, il n'est pas pour autant souhaitable d'exiger de tous les mêmes engagements et les mêmes modalités d'action. Ainsi pour évaluer de façon comparée l'efficacité de dispositifs porteurs de logiques gestionnaires différentes, il est nécessaire de nous baser, non sur des orientations politiques traduisant la prise en charge suffisante des écosystèmes, mais directement sur des critères écologiques traduisant le bon état de ces écosystèmes, qui soient en outre adaptés à l'évaluation de l'action environnementale sur des écosystèmes peu perturbés.

Enjeu écologique	Justification et critères de valeur environnementaux	Références
1. Eviter la conversion à grande échelle des forêts naturelles	• Réduire la perte d'habitats et de fonctions écologiques en prohibant la conversion définitive de larges surfaces de forêts naturelles • Limiter les coupes à des besoins locaux particuliers, sur des échelles réduites	• OMD, Obj. 7 • Instrument juridiquement non contraignant sur les forêts, Obj. 1 • CDB, programme biodiversité des forêts, Obj. 6 • CDB Plan stratégique 2011-2020 Décision X/2 • Nepstad & al., 2008 ; Malhi, et al., 2008 ; Nobre & Borma, 2009 ; Soares-Filho & al., 2010
2. Reconstituer et restaurer le couvert forestier	• Maintenir les fonctions écologiques, en particulier de stockage de carbone, en restaurant les massifs forestiers dégradés récemment et en compensant les pertes par des opérations de reboisement et d'enrichissement. • Eviter les reboisements sous la forme de plantations monoculturales	• Déclaration de principes sur les forêts, • Agenda 21, Chapitre 11 • CDB Plan stratégique 2011-2020 Décision X/2 • CCNUCC • Partenariat mondial sur la restauration des paysages forestiers • Aldrich 2005, WWF 2011
3. Conserver les habitats forestiers tropicaux essentiels au maintien de la diversité biologique	• Maintenir la composition, la structure, la fonction et le potentiel évolutif de la diversité des populations de faune et de flore en mettant en réserve de 25 à 40% des forêts tropicales humides naturelles, sur des surfaces relativement large, y compris sur les sites les plus vulnérables et les plus irremplaçables où la pression humaine est plus forte.	• Agenda 21, Chapitre 11 • OMD Obj 7b • Instrument juridiquement non contraignant sur les forêts, Obj. 3 • CDB, Programme biodiversité des forêts, Obj 3 • CDB Plan stratégique 2011-2020 Décision X/2 • UICN 2010, Bull & Spears, 2001; Svancara & al. 2005 ; Doumenge & al., 2003 ; Brooks & al., 2004 ; Schmitt & al., 2009
4. Exploiter les ressources forestières en garantissant le maintien des fonctions écologiques de la forêt	• Extraire une quantité restreinte d'arbres et d'autres produits forestiers non ligneux sans que la végétation et la faune restante ne soient grandement perturbés. • Favoriser la pleine récupération des fonctions écologiques des forêts perturbées • Limiter l'exploitation forestière afin d'éviter la surexploitation ou la réduction des habitats pouvant conduire à l'extinction des espèces • Favoriser les activités humaines qui maintiennent et entretiennent les fonctions écologiques des écosystèmes forestiers	• Déclaration de principes sur les forêts : préambule • Instrument juridiquement non contraignant sur les forêts, Obj. 3 • CDB, Programme biodiversité des forêts, Obj 1, but 4 • CDB, Plan stratégique 2011-2020 Décision X/2 but stratégique B, point 7 • Meijaard & al., 2006 ; Gustafsson & al., 2007 ; Cerutti & al., 2010 Nasi & Frost, 2009

Tableau 5 : Grille d'évaluation reproduite de Guéneau (2011), p. 339

Nous verrons en revanche comment le référentiel de Guéneau pourra nous être utile dans la phase finale de notre recherche, pour remettre en perspective les politiques françaises et brésiliennes en forêt amazonienne, incluant à la fois la mise en œuvre de l'ensemble des dispositifs étudiés, et les actions menées en dehors de ces espaces protégés (voir Chapitre 11).

Dans un premier temps, il nous est néanmoins nécessaire de nous baser sur un référentiel permettant d'évaluer et de comparer spécifiquement l'efficacité des dispositifs « aires protégées » dans le contexte de forêts tropicales peu anthropisées de Guyane et d'Amapá.

5.3. Traduction des engagements en critères écologiques pertinents

Nous cherchons donc à mettre en évidence les liens entre les caractéristiques désirables des écosystèmes de Guyane et d'Amapá et les annonces politiques qui les reconnaissent comme telles, puis de voir sur quels critères d'évaluation il est possible de les suivre concrètement.

Nous avons vu que l'une des grandes qualités des écosystèmes forestiers de Guyane et d'Amapá tenait aux très importantes superficies de forêts tropicales peu dégradées. C'est notamment ce qui justifie leur classement comme aires prioritaires par les méthodes « proactives » mises en place par les grandes ONG internationales (voir Figure 9). L'importance des grands espaces de forêts tropicales a été démontrée scientifiquement sous de nombreux aspects. De par leur rôle régulateur dans les grands cycles géochimiques mondiaux, et notamment le cycle de l'eau, de par leur fonction de stockage de carbone, mais également pour l'incommensurable biodiversité qu'elles représentent.

Face à la dégradation rapide des écosystèmes forestiers mondiaux, le maintien de ces écosystèmes, et en particulier des plus remarquables, est ainsi un objectif politique précisément défini au niveau international. La déclaration ministérielle de la neuvième session du forum des Nations Unies, faite à l'occasion du lancement de l'année internationale sur les forêts le 3 février 2011 souligne encore l'importance cruciale des forêts dans le monde.

> *«Nous soulignons le rôle vital et la contribution significative de tous les types de forêts et d'arbres pour répondre aux défis mondiaux complexes et interreliés, touchant au développement social et économique, à l'éradication de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à l'agriculture, à l'énergie, à l'eau, à l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, au combat contre la désertification et la dégradation des sols, à la conservation de la biodiversité, à la protection des bassins versants et à la réduction des risques de catastrophes.* » (ONU, 2011)*

La déclaration des Nations Unies sur les forêts, l'instrument juridique non contraignant, fait de la lutte contre la déforestation son premier objectif.

> *« Mettre fin à la réduction du couvert forestier dans le monde en pratiquant une gestion forestière durable, notamment grâce à la protection des forêts, à leur régénération, au boisement et au reboisement, et redoubler d'efforts en vue de prévenir la dégradation des forêts » (ONU, 2008, p. 4)*

La récente déclaration du sommet de la Terre de Rio + 20 en 2012 renouvelle cet engagement son article 193.

> *« Nous soutenons tous les efforts qui ralentissent, stoppent ou inversent efficacement la déforestation et la dégradation des forêts (…)* » (ONU, 2012, p. 37)*

En outre, l'importance du maintien de grandes zones de forêt non perturbée telle que celle qui nous concerne qui est mise en avant.

> *"Au sein des vastes paysages de forêts intactes qui sont actuellement peu exposées à la déforestation et à la dégradation, il est essentiel de préserver les forêts existantes et, en particulier, les forêts primaires, si l'on entend protéger les stocks de carbone, éviter les futures émissions de gaz à effet de serre et maintenir la biodiversité.*" (CBD, 2008, p.5)*

Ces forêts seraient en outre mieux à même de résister aux changements climatiques en cours et à venir.

> *"Les résultats actuels tendent à montrer que les forêts intactes, et particulièrement les forêts primaires, seront plus résistantes aux changements climatiques que les forêts secondaires et les forêts dégradées.*" (CBD, 2009)*

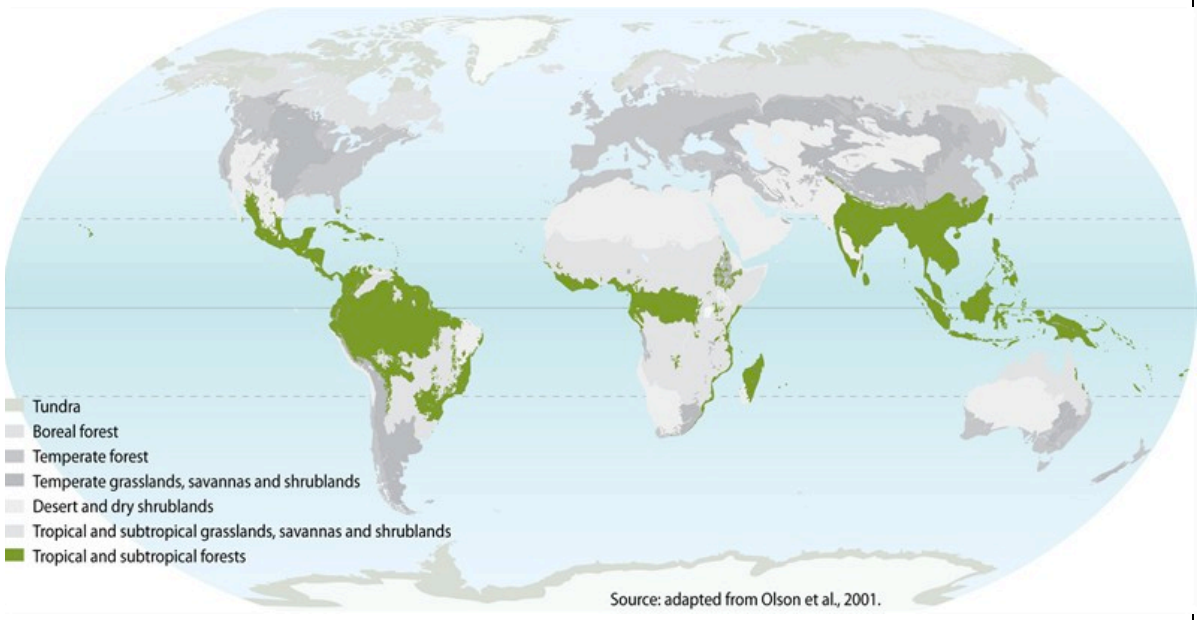
Tant en Guyane qu'en Amapá, les forêts, qu'elles soient de terre ferme, de zones humides ou de savanes sont encore bien préservées. Pourtant, on l'a vu, la majorité des plans de développement agricole ou sylvicole menés sur ces territoires au cours du dernier siècle ne se concevait pas autrement que comme une conversion massive de ces forêts à d'autres usages de la terre. C'est d'ailleurs encore le cas aujourd'hui et c'est ce qui a eu lieu dans le reste de l'Amazonie.

L'objectif de limitation de la déforestation et de la dégradation des forêts est donc particulièrement pertinent au regard de ces enjeux. Les citations retenues mettent également en exergue la façon dont l'enjeu « carbone » et « climat » est pour partie pris en charge par la limitation de la déforestation. Dans les contextes que nous étudions, les émissions de carbone sont principalement liées aux dynamiques de déforestation (ONF, 2009). Par conséquent nous n'estimons pas nécessaire de développer un indicateur supplémentaire, spécifiquement dédié à la thématique « carbone ».

Pourtant, si la présence ou l'absence de forêt constitue un premier niveau d'information, il n'est pas assez précis : en effet le maintien des forêts « sur pied » (ou d'un certain couvert végétal) n'implique pas forcément qu'elles n'aient pas été fortement impactées par l'action humaine. Au delà de la vérification du maintien d'un « couvert forestier », on doit préciser les qualités que l'on en attend. Il est donc nécessaire de s'assurer que les écosystèmes forestiers soient fonctionnels, ce qui implique le maintien de hauts niveaux de biodiversité. En effet, les écosystèmes forestiers tropicaux sont extrêmement complexes et ce à toutes les échelles d'interaction.

Encadré 2 : Quelques caractéristiques des forêts tropicales.

La définition même de la forêt tropicale est controversée. Une définition climatique est la plus souvent retenue, concernant les forêts situées dans les régions où la température reste toute l'année au dessus de 20°C et où il pleut annuellement plus de 1500 mm... mais des exceptions peuvent être rencontrées. On les trouve ainsi dans la ceinture intertropicale, qui est chaude, éclairée et humide.



Titre : Répartition des forêts tropicales humides dans le monde[7].

Ces forêts présentent des niveaux de biodiversité beaucoup plus élevés que les forêts tempérées ou boréales. Il est estimé qu'elles recouvrent la moitié de la biodiversité terrestre, et 25 % de la biodiversité mondiale (Myers et al., 2000).

Les raisons de cette méga-biodiversité restent peu élucidées, bien que de nombreuses théories et modèles soient proposés. Plus de 100 mécanismes sont invoqués pour expliquer la coexistence spatiale d'un nombre d'espèces si important (Ghazoul & Sheil, 2010), dont les principaux sont le phénomène de niches, de diversité ou de complémentarité fonctionnelle (Thompson, Mackey, McNulty, & Mosseler, 2009).

Les interactions entre les différentes composantes des écosystèmes, entre les différentes espèces et les différents individus sont innombrables et extrêmement complexes. Au delà des espèces les plus visibles et les plus connues, Gazoul et Sheil (op. cit.) soulignent les rôles essentiels, variés et méconnus de certains groupes, comme les champignons, omniprésents, ou les insectes.

« *Le temps depuis lequel les anciennes forêts tropicales existent a permis l'évolution d'une myriade d'interactions de plus en plus élaborées, qui sont de la plus grande importance car prises dans leur ensemble, elles modèlent la structure et la stabilité de l'ensemble* »* (Ibid., p. 279)

Mais elles jouent également des rôles très importants à l'échelle globale, concernant notamment la régulation du climat. « *Par exemple il est probable que la forêt amazonienne à elle seule produise 20 % de l'oxygène mondial (Hakoum and Souza 2007). Les forêts tropicales régulent les climats à l'échelle des continents en maintenant des précipitations plus élevées par rapport aux régions sans couvert forestier (par exemple : Laurance and Williamson 2001, Betts et al. 2004, Malhi et al. 2008).* »* (Thompson et al., 2009, p. 39).

Après un épisode de déforestation, il faut plus de 700 pour espérer une reconstitution des écosystèmes forestiers tropicaux dans leur complexité.

[7] Source : http://www.grida.no/graphicslib/detail/tropical-forests_12e6#, consulté le 14/02/2014.

Le maintien de la biodiversité à toutes les échelles constitue ainsi également un souci d'envergure internationale, qui reste au centre des préoccupations depuis les engagements de Rio.

Le Millenium Ecosystem Assessment estime ainsi que,

« Sans biodiversité, ou avec une biodiversité très dégradée, un grand nombre des écosystèmes forestiers et des services qu'ils fournissent et dont nous dépendons s'effondreraient probablement. Sans ces services écosystémiques, la planète serait inhabitable pour les humains et de nombreuses autres espèces.» (Duraiappah et al., MEA, 2005)*

L'article 197 de la déclaration issue de Rio + 20 met ainsi en avant l'importance de la biodiversité, en lien aux services qu'elle apporte à l'homme.

«Nous réaffirmons la valeur intrinsèque de la diversité biologique, ainsi que sa valeur écologique, génétique, sociale, économique, scientifique, éducative, culturelle, récréative et esthétique, et son rôle critique pour le maintien des écosystèmes qui fournissent des services essentiels, qui sont les fondements même du développement durable et du bien-être humain. Nous reconnaissons la gravité de la perte globale de biodiversité et de la dégradation des écosystèmes et nous soulignons le fait qu'elle sape le développement mondial, affectant la sécurité alimentaire, la fourniture et l'accès à l'eau et à la santé pour les populations pauvres, ainsi que pour la population mondiale, incluant les générations présentes et futures. Cela met l'accent sur l'importance de la conservation de la biodiversité, mettant en avant la connectivité entre les habitats et la résilience écosystémique.» (ONU, 2012).*

La conséquence directe de ce constat est qu'il est nécessaire de stopper la perte de biodiversité d'ici à 2020 (CBD, 2011).

« Nous nous réengageons remplir les trois objectifs de la Convention sur la diversité biologique, et en appelons à la mise en place urgente d'actions qui visent effectivement à diminuer, stopper ou renverser les tendances de perte de biodiversité. Dans ce contexte, nous affirmons l'importance de la mise en œuvre du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020, et de l'atteinte des cibles d'Aïchi adoptées par la dixième réunion de la conférence des parties.» (ibid.)*

L'un des objectifs de la stratégie d'Aïchi est ainsi de « *réduire au moins de moitié la perte d'habitats naturels, incluant les forêts, et si possible, la faire tendre vers zéro »*.*

Une des conditions au maintien de la biodiversité est la connectivité entre les espaces ou habitats naturels, qui permettrait d'assurer le maintien d'écosystèmes viables (transferts génétiques, circulation d'individus…). Certains auteurs vont d'ailleurs plus loin, dans les conclusions d'un programme de recherche de 23 ans sur les impacts de la fragmentation en forêt tropicale et montrent que les impacts qui en découlent affectent l'ensemble des composantes de l'écosystème.

"Le déclin ou l'hyper-abondance de nombreuses espèces animales dans les paysages fragmentés peuvent jouer sur des processus écologiques clés tels que la pollinisation, la dispersion des semences, l'herbivorie, les cycles des nutriments, avec des impacts additionnels sur les peuplement forestiers tropicaux. Sur le long terme, de telles perturbations à grande échelle peuvent faire peser des menaces importantes sur la biodiversité tropicale, étant donné la myriade de liens écologiques des arbres tropicaux entre eux, et avec les nombreuses espèces d'animaux, de plantes, et de champignons qui en dépendent. » (Laurance et al., 2006).*

« La fragmentation des habitats affecte bien plus que la biodiversité et les interactions entre les espèces ; de nombreuses fonctions écosystémiques, incluant l'hydrologie, et les cycles

biogéochimiques sont aussi altérés. Les changements fondamentaux de la biomasse forestière et du stockage du carbone sont parmi les plus importants. » (Laurance et al., 2011)*

Cela est pris en compte partiellement dans les déclarations, telle que celle de Rio, à travers laquelle les parties annoncent l'assertion suivante :

« En vue d'assurer la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité, promouvoir et appuyer les initiatives en faveur des zones de richesse biologique et autres zones essentielles pour la biodiversité et promouvoir la mise en place de réseaux et de couloirs écologiques aux niveaux national et régional » (ONU, 2012).

Ces engagements concernant le maintien de la biodiversité prennent toute leur importance en Guyane et en Amapá. L'homogénéité apparente de la forêt cache un très grand nombre de micro-habitats connectés les uns aux autres, d'interactions faune-flore-sol extrêmement complexes mais néanmoins nécessaires au bon fonctionnement de l'écosystème dans son ensemble et à la fourniture des services associés, de façon directe ou indirecte.

Outre le maintien du couvert forestier, il s'agit donc également de conserver la grande diversité des habitats de Guyane comme de l'Amapá ainsi que leur connectivité, permettant ainsi le maintien de l'ensemble des interactions méconnues garantissant le fonctionnement global de ces écosystèmes forestiers.

Au delà de leur fonctionnement dans les conditions environnementales actuelles, il s'agit également de permettre ce maintien dans le temps, y compris dans un contexte climatique en évolution. La notion de résilience est ici essentielle.

«La résilience d'un écosystème forestier face aux modifications des conditions environnementales dépend de ses ressources écologiques et biologiques, et en particulier (i) de la diversité des espèces, incluant les micro-organismes, (ii) la variabilité génétique au sein des espèces (c'est-à-dire la diversité des traits génétiques au sein de populations d'espèces), et (iii) le « pool » régional d'espèces et d'écosystèmes. La résilience est aussi influencée par la taille des écosystèmes forestiers (en général plus ils sont étendus et peu fragmentés, meilleure est la résilience), et par les caractéristiques et l'état des paysages environnants. » (Thompson et al., 2009, p. 28)*

Un lien assez direct peut ainsi être établi entre la préservation de la diversité biologique sur de grands espaces, et la plus grande résilience des écosystèmes forestiers. Cette dernière conditionne en outre dans le temps le maintien des services fournis par les écosystèmes forestiers.

« Par conséquent, protéger et restaurer la biodiversité permet de maintenir la résilience des forêts, dans le temps et l'espace, ainsi que leur capacité de séquestrer et stocker le carbone. La séquestration du carbone est un service qui fournit une contribution essentielle pour l'atténuation des changements climatiques, et ce service peut être renforcé par le maintien de la résilience des écosystèmes dans le temps et l'espace. » (ibid., p. 28)*

Finalement, le maintien sur le long terme des fonctionnalités des écosystèmes forestiers implique la conservation de la diversité dans ces derniers, à diverses échelles, et notamment à l'échelle de l'habitat, et à l'échelle populationnelle. Remplir ces conditions assure par ailleurs une prise en charge des engagements concernant les changements climatiques, puisque, dans ces

territoires peu anthropisés, les principales émissions de carbone sont liées à la conversion du couvert forestier vers d'autres usages du sol (Bélouard et al., 2008).

Ces milieux ont en outre été modelés au cours de l'histoire par les pratiques traditionnelles des populations amérindiennes, peu impactantes, voire bénéfiques pour le fonctionnement des écosystèmes. Ces pratiques et les populations qui les mettent en œuvre sont également reconnues au niveau international, et étroitement associés à la préservation de la biodiversité. Ainsi, par exemple, la déclaration de Rio + 20 stipule dans l'article biodiversité (197) que :

> *« Nous reconnaissons que les connaissances traditionnelles, les innovations et les pratiques des populations indigènes et des communautés locales apportent une contribution importante à la conservation et à l'usage durable de la biodiversité, et que leur plus large application peut soutenir le bien-être social et des modes de vie durables. Nous reconnaissons de plus que les populations indigènes et les communautés locales sont souvent directement dépendants de la biodiversité et des écosystèmes, et sont ainsi souvent les plus directement affectés par leur destruction ou leur dégradation.»* (ONU, op.cit.)*

Si ces arguments nous semblent très pertinents, ce critère ne sera inclus qu'indirectement dans notre référentiel, au travers de la notion de pression raisonnable.

Notre référentiel normatif pourrait ainsi se complexifier pour énoncer qu'il est nécessaire de maintenir un couvert forestier présentant **une diversité d'habitats connectés** entre eux et soumis à **un niveau de pression acceptable**. Ce niveau de pression est celui qui permet leur maintien à long terme, ainsi que celui de populations viables des espèces végétales et animales qu'ils abritent. Il permet ainsi de conserver les fonctionnalités actuelles et la résilience des écosystèmes forestiers.

Tableau 6 : Engagements environnementaux pris par la France et le Brésil, pertinents en Guyane et en Amapá.

Engagement environnemental	**Convention, protocole**
Maintien du couvert forestier	Convention sur la diversité biologique 1992 (ratification France en 1994 et Brésil en 1998) Instrument juridiquement non contraignant sur les forêts – ONU 2007, Déclaration ministérielle ONU 2011 Cibles d'Aïchi 2010 Déclaration de Rio + 20
Maintien de la biodiversité : - maintien de la mosaïque d'habitats en forêt (y compris aquatiques) et de leur connectivité - maintien des populations animales et végétales.	Convention pour la protection de la faune, de la flore et de la beauté des paysages naturels des pays d'Amérique (Brésil - 1966) Convention sur la diversité biologique 1992 Déclaration de Johannesburg 2002, Cibles d'Aïchi 2010.
Maintien des pratiques locales favorables à la biodiversité.	CDB (8j) Rio + 20

C'est sur la base de ces engagements écologiques que nous estimons particulièrement pertinents dans le cas de la Guyane et de l'Amapá, que nous nous baserons pour évaluer les différents dispositifs « espaces protégés » présents.

CONCLUSION DU CHAPITRE 2

Les espaces protégés peuvent être considérés comme des dispositifs publics de gestion, c'est-à-dire une articulation donnée d'acteurs, d'outils, de règles, de doctrines, construite pour atteindre un objectif de gestion donné. Dans notre cas, cet objectif est le maintien ou le rétablissement d'écosystèmes en bon état. Analyser de façon critique l'évolution dans le temps et la structuration de ces dispositifs permet de les dénaturaliser, et de rendre lisible les principes et hypothèses sous-jacents sur lesquels ils se basent.

L'analyse stratégique de la gestion environnementale nous fournit par ailleurs un cadre d'évaluation des espaces protégés, au regard de leur capacité à effectivement permettre une meilleure gestion des écosystèmes. Pour permettre la comparaison entre différents dispositifs, nous faisons le choix de nous ancrer à un référentiel externe de « bon état de préservation des écosystèmes amazoniens », défini sur la base des engagements des pays lors des conventions internationales d'environnement et de leur traduction dans le cadre des écosystèmes forestiers. Ce référentiel met en avant le maintien du couvert forestier, le maintien des fonctionnalités écologiques et de la résilience des écosystèmes.

Par rapport aux travaux précédents mobilisant ce cadre d'analyse, la spécificité de notre étude tient à ce que les écosystèmes étudiés sont aujourd'hui encore en bon état de conservation. Il s'agit donc, dans l'ensemble, plus d'une logique de maintien de vastes étendues de forêt remarquablement bien préservées que d'une logique de restauration.

CHAPITRE 3

METHODOLOGIE DE RECHERCHE

« La plausibilité est pour une bonne part assurée par ce qu'on pourrait appeler une « présence finale des données » dans le produit écrit du chercheur, au-delà de leur usage comme support interprétatif.»

(Olivier de Sardan, 2003).

Concrètement, la production des données s'est principalement organisée en deux phases. La phase exploratoire, dont nous avons en partie présenté les résultats, a permis d'affiner la question de recherche.

Ensuite, pour analyser la structuration et la mise en œuvre des dispositifs de gestion environnementale, nous avons réalisé :

- un travail documentaire, basé sur l'analyse des documents multiples et divers produits ou mobilisés par les organisations étudiées tout au long du processus de mise en gestion et sur une approche sociologique des situations de gestion ;
- de façon concomitante, un travail socio-anthropologique, basé sur la réalisation d'entretiens semi-directifs et d'un travail d'observation participante ;
- enfin, un travail d'observation directe mené lors des déplacements sur les terrains concernés pour se rendre compte de la réalité des situations, sachant qu'ils sont souvent éloignés.

C'est par la suite en triangulant les informations recueillies sous ces différents formats, en vérifiant et mettant à l'épreuve chaque donnée par des sources différentes que nous formulons des résultats avec une certaine fiabilité et une certaine robustesse. Cela implique une phase d'interprétation nécessairement teintée des références et des expériences personnelles du chercheur dont il est difficile de se détacher. On attend donc du chercheur, non qu'il s'en débarrasse, mais qu'il explicite au mieux sa démarche, qu'il réalise une enquête réflexive (Taravella, 2008).

Nous allons, dans ce chapitre, revenir en détail sur les différentes composantes de notre travail de production de données.

1. Le « suivi à la trace » des documents de gestion

L'une des façons d'étudier la structuration et les transformations à la fois historiques et contemporaines des dispositifs consiste à recueillir les traces qu'ils laissent, au travers des documents produits par les organismes ou acteurs qui en font partie.

« La collecte d'archives et plus largement d'imprimés de tous ordres a pour objectif de recueillir les « discours gestionnaires » qui véhiculent, entre les acteurs, des conceptions du monde à gérer qu'ils construisent et qui stabilisent le dispositif en laissant les traces de l'existence d'un processus à l'œuvre (Doré et al. 2008, p.460). »

C'est principalement à travers la compilation d'une littérature grise abondante que l'on a constitué le corpus de documents de cette recherche. Les documents ont été récupérés auprès de différentes sources listées dans le Tableau 7.

Tableau 7 : Sources documentaires mobilisées

Bibliothèques et centres de documentation spécialisés
Centre de documentation d'Ecofog à Kourou (AgroParisTech)
Centre de documentation de l'IRD de Cayenne
Archives de l'Herbier de Cayenne
Centre de documentation du Sema à Macapá
Centre de documentation du IEPA à Macapá
Bibliothèque municipale de Macapá
Centre de documentation d'AgroParisTech - Montpellier
Museu Kuahi à Oiapoque
Centre de documentation de l'OHM « Oyapock » - CNRS Guyane
Au sein des organismes de gestion des espaces protégés
Rapports d'expertise, documents d'archives, notes d'information, présentations Power Point (Parc Amazonien de Guyane, ONF Guyane, Parc National *Montanhas do Tumucumaque*, Parc national du *Cabo Orange,* Bureau de l'ICM Bio à Macapá, IBAMA-Macapá, DEAL Guyane, IEF – Macapá.) Couches d'information géographique auprès de responsables géomatique de divers organismes.
Directement au contact des spécialistes ou rédacteurs (au cours des entretiens)
On citera par exemple le botaniste Jean-Jacques de Granville, ou les anthropologues Pierre et Françoise Grenand qui nous ont également transmis une importante documentation (articles ou rapports) en lien avec la construction des dispositifs auxquels ils ont participé.
Sur Internet
Récupération des documents disponibles sur les sites des organismes gestionnaires, y compris plaquettes de vulgarisation ; Récupération des couches d'information géographique en libre accès ; Collecte des textes législatifs pertinents.

Les types de documents récupérés sont ainsi principalement les suivants :

- *Les documents d'archives*

Ils concernent en majorité la mise en place des espaces protégés, via la constitution de dossiers préparatoires, d'argumentaires pour la création des espaces protégés. Ils n'ont pas pu être systématiquement récupérés pour toutes les aires protégées étudiées. Figurent également dans cette catégorie des études d'impact et des revues de presse (cas des terres indigènes d'Oiapoque), les minutes de réunions de préparation à la création (notamment pour la création du parc amazonien) ou les comptes rendus des réunions de consultation préalables à la création (Cas du Parc National Montanhas do Tumucumaque) ;

- *Les textes de loi portant création des espaces protégés*

Ils permettent d'avoir, de façon claire, les bases réglementaires auxquelles les dispositifs étudiés sont adossés.

- *Les documents de planification de la gestion*

Les documents de gestion des espaces protégés prennent des formes différentes selon les modalités de gestion, mais fournissent dans tous les cas des informations cruciales sur les logiques gestionnaires de ces espaces, tant au travers des éléments mentionnés et des actions planifiées qu'au contraire via les éléments qui ont été omis et ne sont ainsi pas considérés, du moins dans la gestion officielle. Ils matérialisent également les engagements et priorités d'action affichés par les dispositifs. Ce type de document a pu être récupéré pour l'ensemble des aires protégées frontalières. La récupération de versions intermédiaires de ces documents, ou encore des synthèses des consultations publiques auxquelles ils sont soumis peut également permettre de matérialiser la gestion en train de se faire et les controverses auxquelles les gestionnaires sont confrontés.

- *Les documents de communication grand public*

Ils permettent de se donner une idée du message que les gestionnaires veulent faire passer, et de l'image qu'ils souhaitent donner en priorité de l'espace protégé à l'extérieur.

- *Les documents internes de fonctionnement*

Par exemple note d'information juridique, lettres de missions, ils donnent des informations sur les dynamiques internes des dispositifs, mais ils constituent une faible part du corpus.

- *La littérature grise technique, produite ou mobilisée par les dispositifs.*

Il s'agit de l'ensemble des rapports d'étude produits sur des thématiques très diverses, par ou pour les organismes gestionnaires. Les études réalisées et la façon dont elles sont mobilisées donne des informations importantes sur les priorités gestionnaires des dispositifs d'une part, mais également souvent sur les conséquences environnementales de certaines activités. Ce dernier point recoupe par ailleurs le recensement des types de données (brutes ou traitées, sous forme de base de données, d'information géographique ou de rapport d'étude) produites sur les territoires d'Amapá et de Guyane (Nicolle 2010), qui nous informe sur les priorités environnementales des dispositifs présents sur ces territoires.

- *La littérature scientifique produite sur les dispositifs*

Enfin, les chercheurs qui s'intéressent aux aires protégés de Guyane et d'Amapá, sous l'angle de disciplines diverses (droit, géographie, sociologie, anthropologie) produisent de précieuses données issues de leur travail de terrain et de leurs analyses, qui complètent avantageusement les données de terrain que nous produisons nous-même par des regards différents, ou des éclairages sur des contextes historiques différents.

La récupération de l'ensemble de ces documents constitue un support à l'analyse, qu'il est nécessaire de compléter par des données directement issues des échanges avec les personnes qui sont ou ont été impliquées dans la gestion des dispositifs étudiés.

2. Les données de terrain

La production de données de terrain s'est réalisée différemment en Guyane et en Amapá. Le fait de résider plus de deux ans en Guyane a permis une pratique du terrain plus diffuse, des entretiens plus espacés, et une partie plus importante d'observation participante. L'insertion dans des organismes de recherche guyanais a permis la participation à des activités propres à ces laboratoires. Par exemple, la participation au programme « Territorialité, gouvernance et dynamiques socioculturelles à Camopi » en partenariat entre l'OHM Oyapock (USR 3456 du CNRS-Guyane) et le parc amazonien de Guyane a permis de compléter de façon très constructive les données concernant le contexte local du Moyen-Oyapock. Ou encore, la participation à l'animation des modules de formation d'AgroParisTech (modules FTH) a permis de faire travailler, dans une optique de formation, des étudiants d'AgroParisTech sur certains des dispositifs. En outre, une semaine d'entretiens a été réalisée à Paris dans les différents services des ministères traitant de dossiers en lien avec la forêt guyanaise, à la direction générale de l'ONF, ainsi qu'au siège de l'UICN.

Les travaux de terrain réalisés au Brésil ont donc été réalisés sous forme de missions depuis la Guyane, principalement à Oiapoque et Macapá. Ces missions sont au nombre de six, d'une durée allant d'une semaine à vingt jours (voir Annexe 2). Une mission de deux semaines a en outre été réalisée à Belém et Manaus (Brésil) pour mieux saisir l'implication des ONG brésiliennes sur les dossiers en lien avec l'Amapá.

2.1. La réalisation d'entretiens semi-directifs

Au total, près de 120 entretiens semi-directifs ont été réalisés (voir Annexe 1), auxquels s'ajoutent ceux réalisés pendant le travail de master.

Les premiers entretiens étaient basés sur un échantillon ciblé des personnes en charge des dispositifs étudiés. La liste des personnes rencontrées s'est enrichie grâce aux conseils et recommandations reçus au cours des entretiens. Cette démarche par buissonnement permet de reconstituer les réseaux existants entre les acteurs. Il est par contre nécessaire de prêter attention à ne pas oublier des acteurs à la marge du système, qui n'apparaitraient pas, ou peu, lors des entretiens, mais qui peuvent en revanche apporter des éclairages importants.

Les entretiens étaient basés sur des canevas d'entretiens, listant un certain nombre de points à aborder, mais dont l'objectif est de favoriser l'expression libre de l'interlocuteur et de se rapprocher au maximum de la forme d'une discussion (Olivier De Sardan 2003). Cela laisse la

personne interviewée amener la conversation sur les points qui lui semblent les plus pertinents, l'intervention du chercheur se limitant souvent à des relances visant à approfondir ou éclaircir certains points. De cette façon, il nous cherchons à nous rapprocher au plus près de la rationalité portée par l'acteur, des raisons qui le font agir.

> *« Pour être « utiles », ces entretiens doivent fournir au chercheur ce « détour par l'intériorité des acteurs » qu'il recherche. Il sont l'occasion pour lui de réunir assez rapidement que possible le maximum d'informations concrètes sur le vécu quotidien des acteurs, sur ce qui est implicite dans le champs considéré. A travers eux, il cherche à connaître concrètement et pratiquement comment chacun d'eux peut s'y prendre pour- et s'y prend effectivement – pour faire face à sa situation e à ses contraintes, quels objectifs il poursuit et quelle perception et anticipation il a de la possibilité de les atteindre dans la structure qu'il connait, c'est-à-dire quelles ressources il possède, de quelle marge de liberté il dispose, et de quelle façon, à quelles conditions et dans quelles limites il peut les utiliser. » (Crozier and Friedberg 1977, p. 458).*

On différenciera ainsi les canevas d'entretiens des grilles d'entretiens, listes de questions risquant de glisser vers le questionnaire. Ces dernières, intermédiaires entre approches quantitatives qualitatives, permettent de s'assurer d'avoir traité les mêmes questions avec l'ensemble des interlocuteurs. Elles ont été mobilisées pour les enquêtes de terrain au sein du parc Amazonien, dans le cadre du programme «Territorialité, gouvernance et dynamiques socioculturelles à Camopi.».

De façon générale, au cours de l'entretien, l'enquêteur fait preuve « d'une attitude extrêmement ouverte » et essaie de se mettre à la place de l'enquêté. « *Par définition, les interviewés ont toujours raison, puisque eux vivent leur situation»* (*op. citus*). Pour autant, « prendre au sérieux » l'intégralité de ce qui est dit au cours de l'entretien, implique en retour une distanciation *a posteriori*, notamment permise par la triangulation des informations.

Les entretiens réalisés suivaient globalement trois canevas différents selon les cas :

→ Les entretiens menés avec les gestionnaires d'espaces naturels visaient à comprendre les enjeux environnementaux principaux de la gestion et les stratégies mises en œuvre en réponse. Ils concernaient donc l'approche gestionnaire mobilisée, les moyens mobilisables, les alliances tissées, et les principaux points de blocage. La perception de l'évolution à venir de la situation était également fréquemment abordée.

→ Les entretiens menés avec les acteurs locaux concernaient plutôt leur perception des dispositifs gestionnaires mis en œuvre sur les territoires, les interactions avec ces derniers et la façon dont ils en percevaient l'influence sur leur propre action, ainsi que leurs relations avec les autres acteurs du territoire au regard des enjeux environnementaux.

→ Enfin les entretiens concernant l'historique de la mise en place des aires protégées, menés avec diverses personnes contemporaines de ces processus, portaient sur le contexte ayant conduit à l'émergence des préoccupations environnementales, sur les modes d'action mis en œuvre pour le faire émerger, les résistances rencontrées.

Le canevas d'entretien évolue au fur et à mesure que des éléments de compréhension du système s'ajoutent et que de nouvelles questions apparaissent. Suite à de premières enquêtes, les hypothèses de recherche s'affinent, et peuvent être testées auprès des personnes enquêtées ultérieurement. D'ailleurs, un même interlocuteur a pu être rencontré plusieurs fois, pour permettre de « *développer ou de commenter des questions soulevées lors d'un entretien précédent » (Olivier De Sardan, 2003, p. 40)* notamment au regard des nouveaux éléments apportés par l'enquête.

La plupart des entretiens ont fait l'objet d'un enregistrement, pour lequel il était systématiquement demandé l'autorisation de la personne interrogée, tout en garantissant la non diffusion des bandes. Au cours de l'entrevue, le dictaphone est posé sur la table, visible, et on essaye au maximum de le banaliser au cours de l'entretien pour se rapprocher d'une conversation normale. Dans tous les cas, l'enregistrement était doublé d'une prise de note, permettant notamment de prendre du recul sur les informations données, de préparer des relances ultérieures, de noter des éléments particulièrement intéressants. L'enregistrement peut néanmoins gêner la prise de parole, et lorsque le besoin s'en est fait sentir, ou à la demande de l'interlocuteur, il a pu être coupé, donnant lieu dans ce cas à une prise de notes simultanée ou ultérieure. Malgré le risque de gêner l'interlocuteur dans la discussion, nous avons préféré conserver cette méthode qui a plusieurs avantages. D'une part, cela permet de conserver une partie beaucoup plus importante du contexte de l'entretien, avec le ton de la voix, les hésitations, les termes précis utilisés par les interlocuteurs. C'est particulièrement important sur une recherche longue, pour laquelle les détails des conversations peuvent devenir flous. Dans notre cas, cela s'est également avéré très utile compte tenu de la progression continue réalisée en langue portugaise. En effet, les entretiens ayant été réalisés sans traduction, leur enregistrement en a permis une meilleure compréhension lors de la réécoute ultérieure, en deuxième ou troisième année de thèse. Cela permet par ailleurs d'exercer la réflexivité du chercheur, et donne une possibilité de saisir en partie les biais induits par la formulation des questions, des maladresses dans les relances, tout comme d'ailleurs les réactions que ces dernières produisent chez les interlocuteurs. Cela permet en quelque sorte d'avoir accès au contexte de la production de connaissance.

> *« Le rôle positiviste d'une parfaite innocence épistémologique masque en effet que la différence n'est pas entre la science qui opère une construction et celle qui ne le fait pas, mais entre celle qui le fait sans le savoir et celle qui, en le sachant, s'efforce de connaître et de maîtriser aussi complètement que possible ses actes, inévitables, de construction et les effets qu'ils produisent tout aussi inévitablement ».* (Bourdieu, 1993, p.1392)

La retranscription intégrale des bandes enregistrées a été réalisée pour une majorité des entretiens. D'une part, cela permet de prendre du recul sur les discussions, de poser les propos à plat, de travailler directement dessus, de trier les propos. D'autre part, elle permet d'assurer une présence finale des acteurs dans les résultats de la recherche, au travers des *verbatims* utilisés.

2.2. L'observation participante

L'observation participante permet au chercheur « *d'observer [la réalité qu'il entend étudier], sinon de l'intérieur, au sens strict, du moins au plus près de ceux qui la vivent, et en interaction permanente avec eux »* (Olivier De Sardan, 2003, p. 32).

Concrètement, elle s'est réalisée au cours de la thèse au travers de situations très diverses.

Tout d'abord, sous une forme de participation ou d'observation formalisée à des réunions de gestion variées (voir Annexe 2). On citera par exemple, les réunions du conservatoire des espaces naturels de Guyane, les réunions du conseil scientifique du Parc Amazonien, le suivi de réunions de concertation pour la mise en place d'un référentiel de certification forestière, le suivi du conseil consultatif du Parc National Montanhas do Tumucumaque, les comités de suivi de programmes de recherche, etc. Il s'agit ainsi de saisir des opportunités d'observer les acteurs de la gestion environnementale, en interaction, entre eux, ou avec d'autres acteurs, pour voir, au delà de ce qu'ils en disent, comment se traduisent les jeux existants entre eux. Par ailleurs, l'insertion dans le milieu guyanais, permet, au quotidien d'échanger de façon informelle avec ces personnes. C'est cette intégration qui a pour partie manqué du côté brésilien bien qu'au bout des deux ans de recherche, un réseau de connaissances ait néanmoins également pu être tissé et plusieurs réunions ont pu y être suivies (conseil consultatif des populations amérindiennes, réunions parc national/FUNAI, etc.). On retiendra tout de même que la place de l'observation participante y est nettement plus réduite.

En dehors de ces participations formalisées, des situations d'observation participantes ont été provoquées ou valorisées, en choisissant par exemple de résider une dizaine de jours directement dans la ville brésilienne frontalière d'Oiapoque, au sein du siège du parc national du Cabo Orange, plutôt que de résider dans sa jumelle française de Saint-Georges. Le partage du quotidien de ces gestionnaires, qui vivent par ailleurs sur leur lieu de travail ou à proximité, a permis de beaucoup mieux percevoir leur approche de leur métier, le sens qu'ils lui donnent, d'en observer le déroulement quotidien, ainsi que d'approfondir par des conversations plus informelles un grand nombre de points de la gestion concrète des espaces protégés concernés.

La participation à la vie quotidienne du laboratoire de recherche travaillant conjointement avec le Parc amazonien de Guyane permet d'observer de l'intérieur des situations de négociations et de gestion menées par les gestionnaires de l'espace protégé en question avec leurs partenaires. De même, la participation au programme de recherche sur la gouvernance mené en partenariat Cirad / Parc amazonien de Guyane / OHM, a permis d'avoir un accès facilité au terrain du moyen Oyapock, en compagnie de Damien Davy, anthropologue déjà connu des habitants, mais externe à l'aire protégée et d'optimiser ainsi la durée du séjour par un accueil favorable et ouvert des habitants.

Le plus souvent, mais pas systématiquement, des prises de notes écrites étaient produites à l'issue de ces situations d'observation, qui constituent ainsi un corpus de données supplémentaires (comptes-rendus de réunion, impressions de terrain, notes issues d'une conversation, etc.). Néanmoins, même les informations non consignées ont une importance, par imprégnation, comme c'est bien illustré par J.-P. Olivier de Sardan.

> *« On peut considérer le « cerveau » du chercheur comme une « boite noire », et faire l'impasse sur son fonctionnement. Mais ce qu'il observe, voit, entend, durant un séjour sur le terrain, comme ses propres expériences dans les rapports avec autrui, tout cela va « entrer » dans cette boîte noire, produire des effets au sein de sa machine à conceptualiser, intuiter, interpréter, et donc pour une part va ensuite « sortir » de ladite boîte noire pour structurer en partie ses interprétations, à une étape ou l'autre du processus de recherche, que ce soit pendant le travail de terrain, lors du dépouillement du corpus, ou lorsque vient l'heure de rédiger. » (op. citus, p. 35)*

2.3. Les visites de terrain

S'agissant d'une recherche sur la gestion des espaces naturels, et même si les données de suivi de l'état de préservation de ces derniers ont principalement été récupérées de façon indirecte, il était nécessaire d'avoir autant que possible une immersion directe dans les écosystèmes gérés. Si cela a pu s'avérer difficile en raison du caractère reculé et peu accessible d'un grand nombre des aires protégées, nous avons, là également, valorisé les opportunités diverses d'accéder à ces espaces, que ce soit dans un contexte professionnel ou extraprofessionnel. Certains entretiens réalisés avec les membres des équipes gestionnaires, se sont réalisés à l'occasion d'une visite conjointe avec eux sur leur lieu de travail (personnels de l'office national des forêts, ou directeur du parc du Cabo Orange par exemple). Les acteurs locaux ont également été le plus souvent rencontrés sur leur lieu de vie ou de travail. Ces visites, formelles ou non, permettent de constater de façon très concrète l'état des écosystèmes correspondant aux pressions environnementales observées (une rivière turbide à cause de l'activité d'orpaillage en amont, un chantier d'exploitation forestière, etc.), mais également de recueillir les commentaires des professionnels travaillant en lien avec ces milieux vis-à-vis de leurs conditions de travail, des difficultés rencontrées, de l'évolution temporelle des milieux, etc.

3. La production de connaissances scientifiques

Ce processus de récolte de données de terrain ne suffit pas à permettre la production de résultats de recherche. Nous allons voir qu'il doit en permanence être couplé et alimenté par des phases de triangulation entre les différentes sources de données, permettant de produire de nouvelles hypothèses, d'affiner ou de modifier les précédentes. La montée en généralité des résultats obtenus est par ailleurs particulièrement compliquée en sciences sociales, et ce notamment pour les travaux fortement ancrés dans un contexte géographique et socio-historique donné. Nous verrons de quels outils nous disposons pour tenter néanmoins l'exercice. Nous insisterons enfin sur l'importance de la clarification de la posture adoptée par le chercheur, par sa propre réflexivité.

3.1. La triangulation des données

Tout au long du processus de recherche, c'est du croisement entre les diverses sources de données disponibles que peuvent être produits les résultats de recherche. En effet, si au moment de l'entretien l'un des objectifs est de se mettre à la place de l'interlocuteur, de chercher à comprendre au mieux ses bonnes raisons d'agir, il est nécessaire par la suite de prendre du recul vis-à-vis de ces informations, de les mettre en discussion avec les autres entretiens, avec les autres sources de données.

L'analyse du corpus d'entretiens permet d'identifier des régularités ou des divergences entre les discours. On ne cherche pas a établir une vérité, mais à comprendre les agencements, à identifier les groupes stratégiques et les enjeux qu'ils défendent. Cela permet de formuler des hypothèse quand à l'organisation et les marges de manœuvre des acteurs sur une question donnée, qui pourront alors être testées par la suite.

Cette triangulation des informations se réalise également en recoupant différentes sources de données entre elles : documents de gestion, observations de terrain peuvent et doivent également dialoguer avec les discours des gestionnaires, ceux des populations locales, avec des versions antérieures des mêmes documents, avec les minutes d'une réunion tenue dix années auparavant, etc. L'ensemble de ces apports hétérogènes permet d'apporter des regards, des positionnements, des informations différentes face à un même questionnement.

> *« Un point important quand on fait du travail de terrain est de poser la même question à différentes sources de preuves empiriques, comme de poser la même question à des interviewés différents » (Yin 2012, dans Dumez 2013, p. 186)*

Cette démarche est d'autant plus importante que l'on se positionne dans une posture comparative, impliquant une mise en regard permanente des résultats de recherche obtenus en France et au Brésil, sur des dispositifs différents.

L'objectif de la triangulation de l'information est de finir par arriver à une situation de saturation, face à laquelle la production de nouvelles données, la conduite d'un entretien supplémentaire, n'apporte pas d'information nouvelle à l'analyse (Olivier De Sardan 2003).

Si nous pensons avoir atteint ce stade sur certaines questions précises et certains dispositifs précis à l'issue de phases de terrain, ce n'est pas le cas à l'échelle de l'ensemble des questions posées par le travail de recherche. En effet, au vu du nombre de dispositifs, et de leurs spécificités propres, il n'était pas envisageable, dans le temps imparti, de produire des données suffisamment précises pour atteindre la saturation de l'information sur tous. Nous signalerons dans chacun de nos cas d'étude les données sur lesquelles nous nous basons, les limites identifiées et les compléments d'information qu'il serait pertinent de produire.

Une autre limite pour atteindre une saturation de l'information tient à l'évolution rapide des situations de gestion. En effet, la mise en place d'un nouveau document de gestion, l'installation d'un nouveau dispositif, la réalisation d'alliances inédites entre les acteurs sont autant de phénomènes observés au cours des deux années de recherche, qu'il est particulièrement intéressant d'analyser, mais rendent difficile la production d'une analyse stable des jeux de pouvoir et des stratégies des différents groupes d'acteurs. Par ailleurs, la situation est rendue d'autant plus complexe du fait du turn-over rapide chez les gestionnaires d'environnement, qui implique l'adoption de stratégies sensiblement différentes selon les personnes, y compris occupant une même fonction institutionnelle. Les coûts d'entrée dans les dispositifs en sont d'autant augmentés, fait que nous avons à tord sous-estimé au cours de la recherche[8]

Le temps de l'écriture, réalisé en retrait du terrain, implique ainsi nécessairement une désactualisation des résultats, la situation étant aujourd'hui déjà différente de celle de l'année dernière.

Ce travail de triangulation systématique réalisé à différentes échelles d'analyses et étayé par la présence finale des données dans le rendu, est à la base de notre production de connaissances. Cela mobilise en fait une succession non linéaire de boucles abduction/déduction/induction. En quoi et à quelles conditions permet-il de produire des connaissances au-delà du contexte très spécifique de notre terrain ?

[8] Une première phase de recherche créée des liens de confiance considérés comme acquis dans certains organismes, qui ne sont plus actionnables de fait suite à un changement de direction, à un changement d'équipe.

3.2. Quel mode de généralisation des connaissances produites ?

Tout en restant conscient de ses limites, notre production de connaissance s'est appuyée sur une itération de boucles logiques, permettant de produire de nouvelles hypothèses à tester, et de remonter progressivement en généralité.

3.2.1. L'abduction, une opération permettant la formulation de nouvelles hypothèses

David (2000, p.86) définit le rôle de différentes opérations logiques *: "La déduction permet de générer des conséquences, l'induction d'établir des règles générales et l'abduction de construire des hypothèses".*

Selon la même idée, Dumez (2013) défend à la suite de Pierce l'existence d'une logique de la découverte, permise par la succession de trois étapes itératives : la construction d'hypothèses par abduction, l'énonciation des conséquences attendues par déduction, et la vérification par induction.

L'abduction démarre par l'observation d'un fait surprenant. S'il est surprenant, c'est qu'il ne correspond pas aux résultats que l'on aurait attendu face aux règles implicites que nous portons. Il amène ainsi à formuler de nouvelles hypothèses sur l'origine de ce fait, qui peuvent être variées. On peut alors tester à quel point ces hypothèses semblent cohérentes, par induction. Les nouvelles règles temporairement stabilisées peuvent, à leur tour, entrer dans la boucle et une remontée en généralité est ainsi permise (David, op.cit.). Il est important de souligner que l'abduction ne comporte aucun critères de validité puisqu'elle ne porte que sur le possible. Elle permet en revanche d'initier la recherche, de stimuler l'imagination pour la formulation de nouvelles hypothèses

La phase exploratoire de la recherche permet ainsi souvent d'identifier ce fait surprenant.

Dans le cadre de cette thèse, ce raisonnement pourrait ainsi s'appliquer.

« Nous trouvons surprenant de rencontrer des modèles d'aires protégées assez similaires en Guyane et en Amapá ». Si le fait est surprenant, c'est notamment que l'un des postulats sous-jacents non explicité était que l'appartenance des territoires à deux pays aussi contrastés que la France et le Brésil ne laissait en rien présager des évolutions territoriales similaires. Pourtant ils semblent présenter certaines similarités. Il nous faut alors formuler de nouvelles hypothèses : processus historiques similaires, proximité territoriale, développement conjoint, simple coïncidence, etc. qu'il s'agira de tester au cours de ce travail, dans un cadre de validité donné, pour reformuler de nouvelles hypothèses.

L'abduction permet ainsi de se questionner sur des faits nouveaux.

« L'abduction est donc un mode de raisonnement qui permet d'être inventif : « La déduction ne créée rien : elle explicite des implications contenues dans les prémisses. L'induction ne créée rien non plus [...]. Par contre, partant d'un fait surprenant, l'abduction remonte en

arrière [...] pour formuler une nouvelle hypothèses sur ce qui pourrait expliquer ce qui s'est passé. » (Dumez, op.cit., p. 190).

La succession de boucles abduction/déduction/induction permet ainsi d'affiner successivement les hypothèses testées, en les mettant chaque fois à l'épreuve du terrain.

Par cet effet de triangulation, « *Il y a une possibilité de valider, au moins de façon provisoire, les théories d'une démarche abductive* » (ibid. , p. 195).

Notre capacité à énoncer des hypothèses pertinentes et intéressantes est en revanche limitée par nos cadres de pensée, par notre perception du contexte étudié.

« La difficulté d'inférer en situation d'observation ne tient pas au risque de se tromper en énumérant des traits pertinents dans le cadre d'un langage protocolarisé de description, mais à la liberté de description dont on dispose lorsque prévaut la diversité concurrentielle des langages de description du monde historique. » (Passeron 2006, p. 558)

Ces boucles de raisonnement fournissent néanmoins un cadre qui permet d'avancer dans notre recherche. Pour autant, la recherche en sciences sociales ne répond pas à la logique de validation des sciences expérimentales ou semi-expérimentales, à laquelle notre formation d'ingénieur nous a habitué. Jean-Claude Passeron montre l'impossibilité à démontrer ou réfuter définitivement des assertions. Comment alors continuer à produire de la connaissance et monter en généralité (c'est-à-dire établir des règles générales) et sous quelles conditions ?

3.2.2. Limites des modèles de la rationalité expérimentale pour la production de connaissance en sciences sociales

JC Passeron (2006) distingue la production de connaissance en sciences sociales ou « historiques » de celle des autres sciences par l'impossibilité de se placer dans une configuration expérimentale. Cela est lié au fait que le chercheur ne maîtrise pas les conditions de l'étude qu'il mène, mais plus que cela, qu'elle n'est et ne sera jamais répétée dans le temps.

« La sociologie, dont l'observation porte sur des configurations jamais réitérées intégralement dans le cours de l'histoire ou dans l'espace des civilisations rencontre nécessairement comme limite de ses aspirations expérimentalistes la singularité des contextes historiques, dont la richesse déborde toujours les possibilités d'une analyse expérimentale, qui ne peut maîtriser stricto sensu *que ce qu'elle est capable d'énumérer ou de définir analytiquement » (Ibid., p. 556)*

Cela implique que dire quelque chose à partir d'observations, qui dépasse la stricte description, et qui soit jugé applicable à d'autres cas, implique de supposer comparables des contextes différents. Les critères choisis pour établir cette mise en équivalence sont toujours spécifiques à un objet de recherche donné.

« La généralisation d'une assertion issue d'une série d'observations historiques ne peut reposer que sur la décision de traiter comme équivalents au moins deux contextes non identiques sans que cette décision puisse inscrire ses attendus dans un paradigme stabilisé de pertinence et sans que la réitération de l'observation les améliore décisivement. » (Ibid., p. 559)

« La décision d'apparenter des contextes, pour raisonner présomptivement « toutes choses étant égales par ailleurs », vaut ce que vaut le raisonnement naturel qui argumente cette décision en sachant ce qu'il fait lorsqu'il compose des résultats hétérogènes quant à leur contexte strict » (Ibid., p. 562).

On ne peut donc établir des correspondances qu'en décidant que, pour un laps de temps donné, on fixe certains paramètres comme comparables. Sur cette base, on ne peut donc jamais réfuter, ni vérifier une affirmation selon les logiques poppériennes issues de la science expérimentale, mais cela ne prescrit pas toute avancées conceptuelles en sciences sociales.

L'auteur propose donc d'arrêter de revendiquer une rationalité expérimentale, pour tenter de produire des résultats par approximations et rectifications successives, et par la mise en œuvre de grilles de recherche les plus complètes et les plus rigoureuses possible, permettant de proposer des interprétations toujours améliorées des situations empiriquement observées.

« La force probatoire d'une grille conceptuelle de description des co-occurrences empiriques observées dans le cours du monde historique se mesure à sa capacité de multiplier et de conjoindre sémantiquement des actes d'exemplification. [...] la logique de la démonstration sociologique est une logique naturelle de la composition de toutes les formes de présomption, probabilitaires et argumentatives qui sont capables d'améliorer la véridicité d'une assertion empirique. » (Ibid., p. 601).

Il ne s'agit donc jamais d'une démonstration universelle, et seule la rigueur de l'argumentation et la qualité des grilles mobilisées permet d'avancer et de produire des connaissances. Nous répondrons à cette exigence en tentant d'être particulièrement rigoureux à la fois sur l'explicitation des contextes de production de données, sur la triangulation effectuée, et sur les limites des interprétations proposées. Nous en revenons donc à la qualité de l'argumentation et de la triangulation que nous évoquions en partie 3.1. de ce chapitre. Mais une des autres conditions à la rigueur de l'argumentation tient à l'honnêteté du chercheur dans l'explicitation de son positionnement dans son environnement de recherche.

3.3. Posture de recherche et réflexivité du chercheur

Quelle que soit la façon dont il conduit sa recherche, le chercheur n'est jamais neutre face à son terrain. Afficher une neutralité illusoire implique ainsi de ne pas maîtriser ni analyser les tenants et les aboutissants du rôle et de la place du chercheur. Nous pensons au contraire qu'il est particulièrement important, pour produire des connaissances légitimes, de clarifier tout à la fois la posture adoptée, d'un point de vue épistémique d'une part, face au terrain et à la production de données d'autre part, et également dans l'interprétation de ces données.

3.3.1. Un positionnement épistémologique

« Le chercheur observe et « parle » nécessairement d'un certain lieu épistémique, fait entre autres de jugements, désirs et hypothèses. S'il veut faire œuvre scientifique et ne pas se condamner au préjugé ou à la prophétie autoréalisatrice, il a donc tout intérêt à connaître et reconnaître ce « lieu » subjectif, le questionner pour en tenir et en rendre compte ; il doit

prendre la mesure et en même temps témoigner de son cadre théorique sous-jacent, ainsi que des valeurs qui s'y rattachent et accompagner son travail de recherche d'une réflexion critique sur les fondements et conditions de sa perception. » (Arnaud, 1996, p. 245)

Il nous semble avoir déjà largement développé le caractère non neutre de notre recherche, qui de par son intention évaluative, endosse au contraire un point de vue normatif affirmé et étayé. Notre travail vise ainsi à mettre en lumière les capacités de différents dispositifs de gestion environnementale à effectivement protéger la forêt tropicale. Cette évaluation n'est ainsi que partielle, et a vocation à s'inscrire dans un contexte pluraliste, à rentrer en discussion ultérieurement avec d'autres enjeux portés sur le territoire.

Ce positionnement normatif s'est nécessairement traduit sur le terrain, mais n'a pas toujours été affirmé avec autant de clarté lors de tous les entretiens, pour diverses raisons que nous allons détailler.

3.3.2. Posture de recherche

Sur son terrain de recherche, le chercheur n'est jamais neutre. Il se voit nécessairement attribuer une place par les acteurs qu'il rencontre et avec qui il interagit.

Favret Saada écrit ainsi à propos de son travail sur la sorcellerie *« Il m'a donc fallu tirer les conséquences d'une situation si agonistique et reconnaître l'absurdité qu'il y aurait à continuer de revendiquer une neutralité qui n'était ni admissible, ni même crédible pour personne.* » (Favret Saada 1977, dans Arnaud 1996). Partant de ce constat, autant assumer cette place, et tenter d'en contrôler et d'en percevoir les effets dans une posture réflexive, plutôt que de la subir.

« Certes la neutralité est séduisante pour le chercheur, mais à quoi peut-elle bien lui servir, s'il est le seul à y croire véritablement ? » (ibid. p. 251).

Cela implique d'une part l'adoption d'une posture stratégique du chercheur pour la définition de son mode d'entrée sur le terrain. D'autre part, un travail réflexif permanent de sa part, visant à percevoir les conditions de l'interaction dans laquelle il est engagé et au travers laquelle il produit ses données de terrain. Les enregistrements, peuvent, nous l'avons vu, contribuer à revenir sur ces informations postérieurement au travail de production de donnée proprement dit.

Arnaud (1996) définit 6 stratégies d'interaction observateur/terrain. Toutes présentent des avantages et des inconvénients. En revanche il n'est pas toujours facile de passer aisément de l'un à l'autre des postures possibles.

Tableau 8 : Six stratégies d'interaction observateur/terrain (Arnaud 1996)

		Degré d'implication du chercheur sur le terrain		
		Position décentrée (rester à part)	**Inscription « dans » le phénomène étudié (trouver sa place)**	**Intervention « dérangeante » (provoquer)**
Degré d'affichage de la recherche	**Stratégie de mystification**	Vraie-fausse duplicité	Camouflage par acculturation	Entrisme agitateur
	Recherche déclarée ou non-dissimulée	Marginale-sécance	Ajustement transfero-contre-transférentiel	Contre-pied ponctuel

Nous avons dans notre cas mené une recherche déclarée, dont l'objet était plus ou moins explicité selon les contextes d'interaction. La multiplication des contextes de production de données, en Guyane, en Amapá, dans les capitales ou les villages reculés, de façon solitaire, en équipe, ou dans un contexte d'encadrement de travaux étudiants, face à des gestionnaires de l'environnement ou à des acteurs porteurs d'autres préoccupations, a ainsi impliqué une multiplication des postures de recherche. Le dénominateur commun à toutes ces postures tient à la posture comparative adoptée entre la Guyane et l'Amapá, objet souvent perçu comme légitime au yeux de tous, et permettant le plus souvent de procéder à des échanges d'information alimentant la curiosité des interlocuteurs. Cela nous rapproche d'une posture de neutralité, souvent non tenue.

L'entrée sur le terrain a été tout à la fois facilitée et complexifiée par l'appartenance affichée à un laboratoire du CNRS, l'Observatoire Hommes-Milieux Oyapock (USR 3456 – CNRS Guyane). Le rattachement à ce laboratoire, dont l'objectif est d'analyser les modifications environnementales, sociales et économiques liées à l'implantation du pont transfrontalier reliant la France au Brésil, était tout à fait légitime du point de vue de l'ancrage géographique de la recherche. La première directrice du laboratoire, Françoise Grenand, et l'ingénieur de recherche, Damien Davy, sont parmi les principaux représentants de la recherche en anthropologie en Guyane française, et sont reconnus pour leur engagement face aux causes qu'ils défendent. Le rattachement à ce laboratoire a ainsi été une grande opportunité pour l'insertion dans un contexte local qu'il connaissaient bien, et la facilitation de l'accès à certaines thématiques de recherches liées aux populations amérindiennes de l'Est guyanais, la compréhension historique qu'ils étaient en mesure de fournir sur certains éléments, ou même la collaboration avec des chercheurs brésiliens partenaires en Amapá. Le revers de la médaille, s'il mérite vraiment ce nom, tient à une assimilation fréquente de notre recherche aux objectifs portés par le laboratoire, par ailleurs expressément présentée comme telle dans certaines réunions... et ce bien que le positionnement normatif qui nous est propre diffère de celui porté par les anthropologues. Ainsi, nous avons pu rencontrer une certaine défiance des acteurs face à un positionnement certes « non neutre » attendu, fortement à faveur des populations amérindiennes, qui n'était pas systématiquement celui que nous portions.

Au Brésil, la problématique était différente. Les premiers entretiens on pu présenter un degré de détail inférieur à ceux produits à partir de la deuxième année de recherche, pour plusieurs raisons. D'une part la non-maîtrise suffisante de la langue ne permettait pas toujours au début d'être suffisamment réactif au cours même de l'entretien, et incitait également les interlocuteurs à simplifier leur propos pour une meilleure compréhension. D'autre part, le manque initial d'un socle de référence commun, ne permettait pas toujours de saisir les sous-entendus et références implicites qui pouvaient être contenues dans les discours des interlocuteurs. Ces biais se sont estompés avec le temps et l'acquisition de compétences linguistiques plus affirmées et d'une meilleure connaissance du contexte. L'entrée se faisait là encore au travers de la posture comparative, le caractère évaluatif de la recherche étant plus ou moins détaillé suivant l'intérêt que pouvait porter l'interlocuteur à la recherche. Au delà du cadre de la recherche déclarée, le fait de séjourner au quotidien et sur le long terme en Guyane française permet de tisser des liens extra-professionnels importants, qui, via des échanges informels d'informations et l'établissement de relations de confiance, contribuent largement à la production de données.

Nous étions au final principalement positionnés en « marginal-sécante » ou en « inscription dans le phénomène étudié », selon les contextes d'interaction et la proximité au dispositif étudié, ... avec quelques épisodes de « contre-pied ponctuel ».

CONCLUSION DU CHAPITRE 3

La production de données s'est articulée autour d'un ensemble d'outils complémentaires : une analyse de la littérature scientifique concernant à la fois les thématiques traitées de façon générale, et les terrains d'étude très spécifiques ; un travail sur les documents historiques et actuels produits par les dispositifs de gestion étudiés, qui en traduisent les doctrines et modes de légitimation ; des entretiens semi-directifs, réalisés en France et au Brésil, à différentes échelles d'action ; de l'observation participante ; des visites de terrain. Ce sont des recoupements itératifs entre ces différentes sources de données que les résultats présentés émergent. Nous avons accordé une place particulière au travail de terrain, nous ancrant dans une démarche de recherche propre à la socio-anthropologie qui permet d'analyser, au delà des annonces et des discours concernant les modèles d'espaces protégés étudiés, les modalités concrètes de leur mise en œuvre.

Le positionnement du chercheur sur le terrain a été celui d'une recherche déclarée, mais non nécessairement très engagée, puisque la posture analytique comparative constituait en elle-même une justification à la fois suffisante et sincère auprès des acteurs rencontrés.

CHAPITRE 4

ABORDER L'EFFICACITE DES ESPACES PROTEGES AMAZONIENS AU TRAVERS D'UNE APPROCHE COMPARATIVE FRANCO-BRESILIENNE : UNE APPROCHE EXPLORATOIRE EN GUYANE ET EN AMAPA.

Avant d'entrer dans l'analyse stratégique des dynamiques de conservation mises en place en Guyane et en Amapá, il nous a semblé nécessaire de présenter au préalable les résultats de l'approche exploratoire. Cette dernière a permis la construction d'hypothèses structurantes pour notre recherche (pertinence de la comparaison, nécessité de l'approche multiscalaire, etc.).

Ce chapitre vise ainsi à poser des bases nécessaires à l'analyse, en replaçant les territoires étudiés dans le contexte plus large des dynamiques amazoniennes, puis dans les cadres spécifiques français et brésilien de la conservation. Nous présenterons enfin conjointement les principales caractéristiques physiques, historiques, socio-économiques et politiques de la Guyane et de l'Amapá, permettant de situer la comparaison.

Encadré 3
Quelques ordres de grandeur à garder en tête concernant les superficies des territoires d'étude ...

	Superficie totale	**Superficie en Amazonie**	**Superficie du territoire étudié**
Brésil	8 515 767 km^2	5 006 316 km^2	Amapá : 142 828 km^2
France	675 417 km^2 (Outre-mer inclus)	Guyane : 83 846 km^2	

Les données sont issues des bases statistiques nationales françaises et brésiliennes (INSEE[9] et IBGE). Les échelles de réflexion et de planification territoriale en France et au Brésil sont disproportionnées. Le Brésil couvre près de 12 fois la superficie de la France.

L'Amazonie brésilienne recouvre près de 60 % du territoire national brésilien. La Guyane française, qui en constitue en quelque sorte l'équivalent français (soit l'espace national d'application des politiques visant l'Amazonie) représente pour sa part près de 13 % du territoire français. L'Amazonie brésilienne recouvre une superficie 60 fois supérieure à la Guyane, « Amazonie française ».

Les territoires de la Guyane française et de l'Amapá ont en revanche des superficies relativement comparables, puisque l'Amapá couvre une superficie seulement 1,5 fois supérieure à celle de la Guyane.

L'échelle de comparaison pertinente variera ainsi dans cette recherche entre d'une part l'espace d'application des politiques publiques destinées à l'Amazonie (comparaison entre Amazonie légale brésilienne et Guyane française) et d'autre part l'espace physique de mise en œuvre de dispositifs territorialisés aires protégées (comparaison Amapá / Guyane).

[9] Il persiste néanmoins aujourd'hui des controverses quant à la superficie exacte de la Guyane. Une partie du territoire reste par ailleurs contestée entre la Guyane et le Surinam.

Encadré 4
Quelques éléments concernant l'organisation administrative des territoires
(principalement tirés de CEROM (2010))

Bien qu'il conserve un caractère très centralisé, le Brésil est une république fédérative. articulée autour de différents niveaux de gouvernement : **l'Union ou État central** (*União*), les États de la fédération, ou États fédérés (*Estados*), et les communes (*Municipios*).

L'Union intervient sur les domaines considérés d'intérêt national (défense, monnaie diplomatie, développement économique à l'échelle nationale...). Elle conserve des prérogatives supplémentaires dans les zones frontalières. Le Président, élu pour 4 ans, et son gouvernement,

Chaque **État fédéré** possède ses propres instances représentatives des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires. Le gouverneur de l'État, chef de l'exécutif, est élu pour quatre ans. Il ne possède pas de liens hiérarchiques ni politiques avec le gouvernement central. Les compétences de l'État fédéré concernent tout ce qui relève du domaine local (c'est-à-dire au sein des limites de l'État. L'Amapá n'est un État fédéré à part entière que depuis 1988. C'était auparavant entre 1943et 1988, un **territoire fédéral** (*territorio federal*), placé sous l'autorité directe de l'Union.
Les États fédérés ont notamment des compétences fortes concernant la santé, l'environnement, la recherche de ressources hydriques et minérales, le logement et l'assainissement.

La Guyane est un **département** français d'outre-mer depuis 1946 et une **région** depuis 1982. Les mêmes lois qu'en France métropolitaine s'y appliquent, mais des dérogations peuvent être accordées en vertu de l'article 73 de la constitution. Par exemple en Guyane, le code forestier présente des adaptations importantes par rapport à celui en vigueur au niveau national, et la partie du code de l'environnement concernant la chasse ne s'applique pas.

Les pouvoirs y sont partagés entre le Préfet, représentant de l'État, et les collectivités locales (ou territoriales), conseil régional, conseil général (département) et communes.

Le Préfet coordonne les politiques d'État mises en place par les services déconcentrés, il veille au maintien de l'ordre public, il veille à la légalité des politiques mises en place par les collectivités, et il coordonne la répartition des subventions d'État sur le territoire. Le Conseil régional est responsable des politiques de développement économique et d'aménagement du territoire et possède des compétences dans les domaines de l'éducation et de la culture. Le conseil général est plus axé sur les politiques sociales et sanitaires, ainsi que sur les politiques de transport. Il possède également des compétences dans les domaines de la culture et de l'éducation. Il peut soutenir économiquement les actions de développement mises en place par le conseil régional. Sur leurs territoires, les communes ont des compétences en matière d'urbanisme, de logement, de culture et d'éducation.

1. Dynamiques territoriales amazoniennes : déforestation et espaces protégés

L'Amazonie est la plus grande zone de forêt tropicale humide du monde. Elle contribue de ce fait fortement aux équilibres biophysiques mondiaux (CDB 2004). La dynamique de déforestation particulièrement rapide de cet espace dans les années 1970, principalement impulsée par la politique du gouvernement militaire brésilien, en a fait un enjeu international alors que montaient les préoccupations environnementales internationales, basées sur un ensemble de luttes liées entre elles, mais parfois contradictoires.

> *« [Ce statut privilégié de l'Amazonie] est davantage le résultat d'une mise en relation particulière de champs et de dynamiques qui jusqu'à présent interagissaient peu, ou bien rarement tous ensemble et à ce point dans une région donnée. On retiendra, entre autres : la question des minorités ethniques, les relations internationales (géopolitiques et géostratégie des États), les politiques de développement, le tiers-mondisme, les mouvements sociaux, l'écologie, la science, les médias, le changement global, la mondialisation économique, etc. Ainsi, de nombreux acteurs aux objectifs souvent contradictoires interagissent sur la scène amazonienne à propos de la question environnementale, tissant des réseaux de plus en plus complexes qui relient les échelles locales, intermédiaires (régionale, nationale) et mondiale.» (Léna 1999, p.98)*

Malgré ces alertes et cette cristallisation de l'attention internationale, mobilisée notamment autour de concepts médiatiquement marquants (« Amazonie, poumon de la Terre »), la forêt amazonienne continue, plus de trente ans plus tard, à voir sa superficie diminuer d'année en année.

Nous allons présenter succinctement ces dynamiques de déforestation et les réponses qui y sont apportées.

Encadré 5

De quelle Amazonie parle-t-on ?

Différentes méthodologies peuvent être utilisées pour définir les limites de la forêt amazonienne, selon l'acception que l'on en retient. Les critères retenus officiellement varient d'ailleurs selon les pays (RAISG 2012). Les définitions peuvent se baser sur le bassin versant de l'Amazone, sur des critères biogéographiques, voire des critères socio-économiques.

Le bassin versant de l'Amazone

Il s'agit du plus vaste bassin hydrographique du monde, avec une superficie approximative de 6,1 à 6,4 millions de km^2. Il s'étend sur plusieurs pays : Brésil (63%), Pérou (17%), Bolivie (11%), Colombie (5.8%), Équateur (2.2%),Venezuela (0.7%) et Guyana (0.2%), et est limité à l'est par l'océan Atlantique, au nord par le Plateau des Guyanes, à l'ouest et au sud-ouest par la cordillère des Andes, et au Sud par les reliefs du bouclier brésilien (Guyot et al. 1999).

Par conséquent, la Guyane française et le nord de l'Amapá, appartenant au plateau des Guyanes ne sont pas inclus dans le bassin versant Amazonien.

Le biome amazonien

Si l'on s'intéresse à la forêt amazonienne comme ensemble végétal, alors les forêts montagnardes des Andes, inclues dans le bassin versant, présentent de grandes différences avec les forêts humides, et en revanche, les forêts du Plateau des Guyanes y sont souvent assimilées (RAISG 2012). Selon les types de végétation inclus dans la définition de l'Amazonie, elle s'étend sur 4 à 7 millions de km^2 en Amérique du Sud (Taravella 2008). Elle couvre alors près de 60 % du Brésil, et la quasi totalité de la Guyane française.

Des définitions juridico-administratives

Une grande partie des pays sud-américains (notamment Bolivie, Brésil, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela) ont une définition administrative de l'Amazonie. Au Brésil, l'Amazonie légale, a été définie par la loi 1806 du 6 janvier 1953 comme une région bénéficiant de politiques de peuplement et de développement spécifiques. Elle a une superficie approximative de 5.006.316 km^2 et comprend les états suivants : Acre, Amazonas, Amapá, Pará, Roraima, Rondônia y Tocantins, Mato Grosso et une partie du Maranhão.

Synthèse du RAISG (2012)

Pays	Def hydrologique	Def Biogéographique	Def. Juridico-administrative
Bolivie	714.493 km^2	479 264 km^2	156.267 km^2
Brésil	4.692.488 km^2:	4.213.463 km^2	5.006.316 km^2
Colombie	342.372,km^2:	483.164 km^2	483.164 km^2
Equateur	131.950 km^2	91.045 Km	116.284 km^2
Guyana	12.300 km^2	Tout le pays	Non renseigné
Guyane française	/	Tout le territoire	Non renseigné
Pérou	966.170 km^2	782.820 km^2	Non renseigné
Surinam	/	Tout le pays	Non renseigné
Vénézuela	53.280 km^2	453.915 km^2	53.280 km^2

1.1. Evolution de la déforestation en Amazonie

Entre 2004 et 2012, plus de 13 millions d'hectares de forêt amazonienne ont été convertis à d'autres usages, principalement liés au développement d'activités agricoles.

Pays	Ha de forêt amazonienne déforestés entre 2004 et 2012
Brésil	11 130 000
Bolivie	939 000
Pérou	635 860
Colombie	340 170
Venezuela	226 740
Guyana	65 800
Equateur	63 160
Surinam	58 180
Guyane française	21 300

Tableau 9 : Superficies déforestées dans les pays sud-américains entre 2004 et 2012
Source : Adapté de Mongabay [10] et Santos et al. (2013) (NB : on se base pour le Brésil sur la définition légale de l'Amazonie)

Le Brésil, dépositaire de plus de 64 % de la surface de l'Amazonie, est le principal pays concerné par ces évolutions. En 2012, près de 761 000 km^2 de la couverture forestière initiale de l'Amazonie légale brésilienne ont été déforestés (calculé à partir de Santos et al, 2013). C'est de loin le plus fort taux de déforestation d'Amérique latine, bien que cette dernière progresse également dans les pays voisins (notamment au Pérou et en Bolivie).

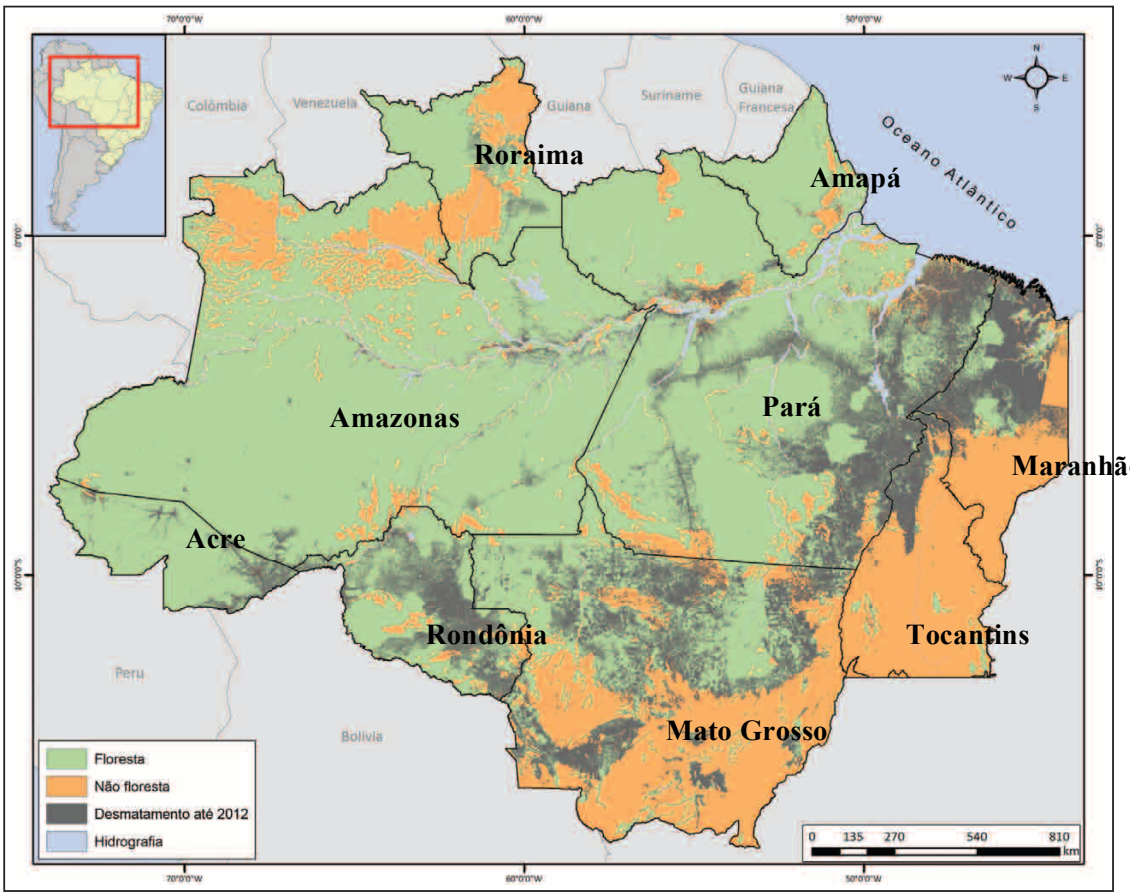
Nous nous intéresserons ici en particulier aux dynamiques existant en Amazonie brésilienne, emblématique de ces phénomènes de déforestation. La déforestation y est principalement liée à des processus de conversion de l'espace forestier en espace productif, agricole ou minier. Les études visant la compréhension des mécanismes à l'œuvre sont très nombreuses.

La déforestation est liée à la conjonction entre des dynamiques spontanées de colonisation de l'espace, et le soutien par l'État brésilien d'activités économiques génératrices de déforestation, à savoir la construction d'infrastructures permettant ou facilitant cette colonisation (ouverture de routes), ou encore l'octroi direct de subventions à des activités telles que l'élevage, la production de soja, etc. (Fearnside 2008; Aparecida de Mello and Théry 2003). L'analyse systémique de Scouvart et Lambin (2006) souligne le fait que la « réussite » de la déforestation amazonienne au Brésil est la résultante de causes proximales (c'est-à-dire directes) et distales (c'est-à-dire influant sur les premières). Si les causes proximales sont celles citées précédemment, elles sont soumises à des influences complexes et fluctuantes alliant facteurs économiques, démographiques, politiques et fonciers qui interagissent. Cela implique l'articulation de mécanismes à toutes les échelles internationales, nationales, régionales et locales. Dans sa thèse, Romain Taravella (2008) montre

[10] http://es.mongabay.com/news/2013/0814-deforestacion-en-paises-amazonicos.html, Consulté en août 2013.

bien la succession des acteurs impliqués dans ces processus et leurs interactions sur le front pionnier de la *Terra do Meio*. Il montre notamment l'importance de la structuration verticale des filières pour les activités économiques pastorales.

La Figure 11, faisant figurer en gris les zones déforestées, permet de visualiser la répartition spatiale du front pionnier. L'arc brésilien de déforestation progresse du sud vers le Nord, en s'appuyant sur les fleuves et les axes routiers (que l'on devine particulièrement bien au Para).



Fonte: IBGE (2010a) e Inpe (2012).

Figure 11 : Carte de la déforestation en Amazonie brésilienne, en 2012
Source : Santos et al. 2013., p.16. En vert les zones de forêt, en orange les zones initialement non comptabilisés comme de la forêt amazonienne (savanes par exemple), et en gris, les zones déforestées jusqu'en 2012.

Après des avancées particulièrement rapides de la déforestation en 2003 et 2004, on constate depuis 2005 un ralentissement de l'avancée des fronts pionniers (Figure 12).

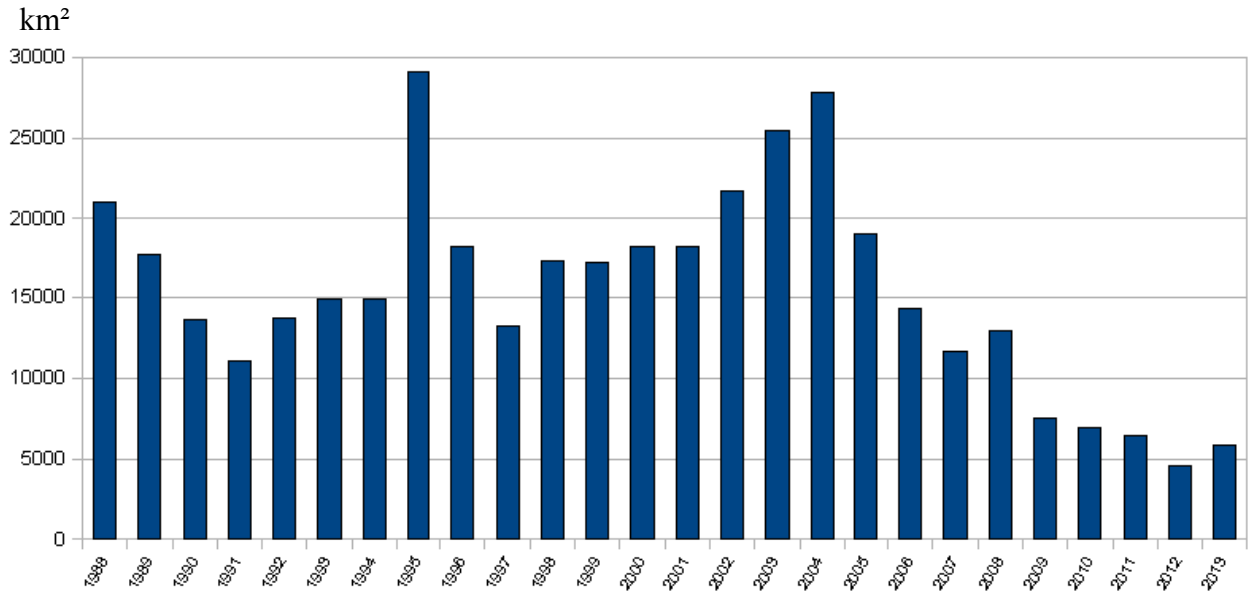


Figure 12 : Evolution des surfaces déforestées annuellement en Amazonie brésilienne entre 1988 et 2013 (Source : PRODES-INPE)[11]

Cela peut s'expliquer par la mise en place de mesures de contrôle renforcées de la part du gouvernement brésilien. En effet, au vu des données de déforestation publiées en 2003 et 2004, l'État brésilien s'est engagé, sous la pression internationale, dans la mise en place de politiques visant à limiter la déforestation. Ces dernières sont basées sur un meilleur contrôle des terres (cadastre, régularisation, gestion durable), la mise en place de stratégies de préservation (aires protégées, mise en place de forêts publiques), et des incitations fiscales et médiatiques (liste noire des communes les plus touchés par la déforestation incontrôlée). La Figure 12 met en évidence l'efficacité de ces stratégies des pouvoirs publics, soutenues par une baisse des cours des marchés financiers agricoles à cette même période.

Bien que les taux de déforestation soient aujourd'hui nettement plus faibles, le front pionnier continue néanmoins à avancer, gagnant peu à peu du terrain sur l'Amazonie. Le degré d'atteinte des écosystèmes forestiers est ainsi très variable selon les Etats fédérés brésiliens (voir Tableau 10).

Par ailleurs, parallèllement aux mesures de conservation mises en place, l'Amazonie brésilienne est aujourd'hui, plus que jamais, au cœur des politiques développementiste du pays, avec l'ambition d'en faire l'une des principales sources d'énergie (via la construction de barrages) (Théry, 2005).

[11] **http://genereporter.blogspot.fr/2013/11/desmatamento-na-amazonia-aumentou-28.html, consulté en Mars 2014.**

Estados	Área (milhares de km²)	Florestas (%)	Vegetação nativa não florestal (%)	Áreas desmatadas (%)[a]	Hidrografia (%)
Acre	164,1	86,5	-	13,4	0,1
Amapá	142,8	76,7	18,70	2,2	2,4
Amazonas	1.559,3	87,0	7,40	2,4	3,2
Maranhão[b]	249,6	13,8	42,30	42,6	1,3
Mato Grosso	903,3	33,8	43,10	22,7	0,4
Pará	1.247,7	70,4	5,50	20,8	3,3
Rondônia	237,6	52,3	11,90	35,0	0,8
Roraima	224,3	61,4	33,90	3,9	0,8
Tocantins	277,6	5,8	83,40	10,3	0,5
Amazônia Legal	5.006,3	62,4	20,30	15,2	2,1

[a] Fonte: Inpe (2012). Valores referentes à área total dos Estados e da Amazônia Legal. A taxa de desmatamento Prodes utilizada para o período 2011-2012 ainda é uma estimativa (margem de erro de 10%).
[b] O percentual de área para o Maranhão foi estimado em SIG a partir de dados do IBGE (1997).

Tableau 10 : Superficies déforestées par États fédérés du Brésil,
En colonnes, de gauche à droite : (1) la superficie totale de l'État en milliers de km², (2) le % de la superficie de l'État couvert de forêt, (3) le % de la superficie couvert par d'autres types de végétation, (4) le % de la superficie concerné par la déforestation, et (5) le % concerné par des cours d'eau Source : Santos et al. 2013, p.16.

Jusqu'à aujourd'hui, les forêts d'Amapá, comme celles de l'Amazonas ou du Roraima, restent peu touchées par ces dynamiques de front pionnier (Tableau 10). Il en est de même pour la Guyane française.

Les graphes suivants (Figure 13 et Figure 14) donnent des ordres de grandeur de la déforestation sur ces territoires dans les années 2000, plus précis que ceux estimés à l'échelle amazonienne (Amapá - Sema, 2011 ; Bélouard et al., 2008).

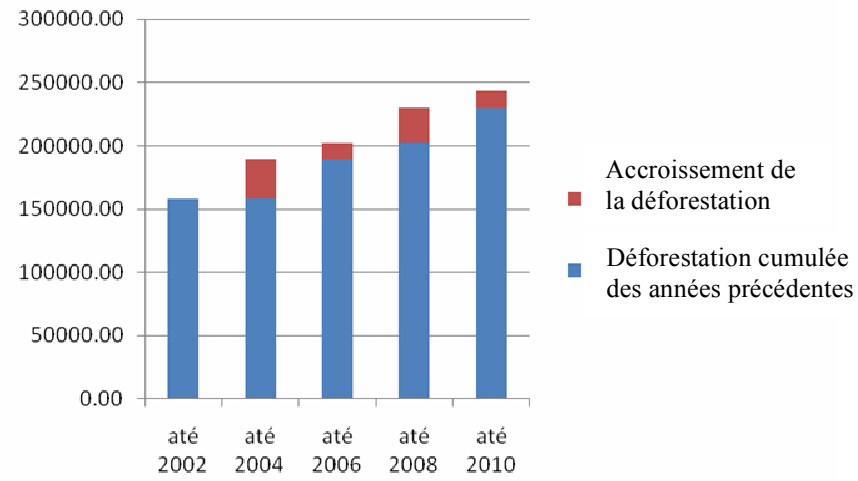


Figure 13 : Evolution de la déforestation cumulée en Amapá entre 2002 et 2010.
Source : (Amapá - Sema, 2011).

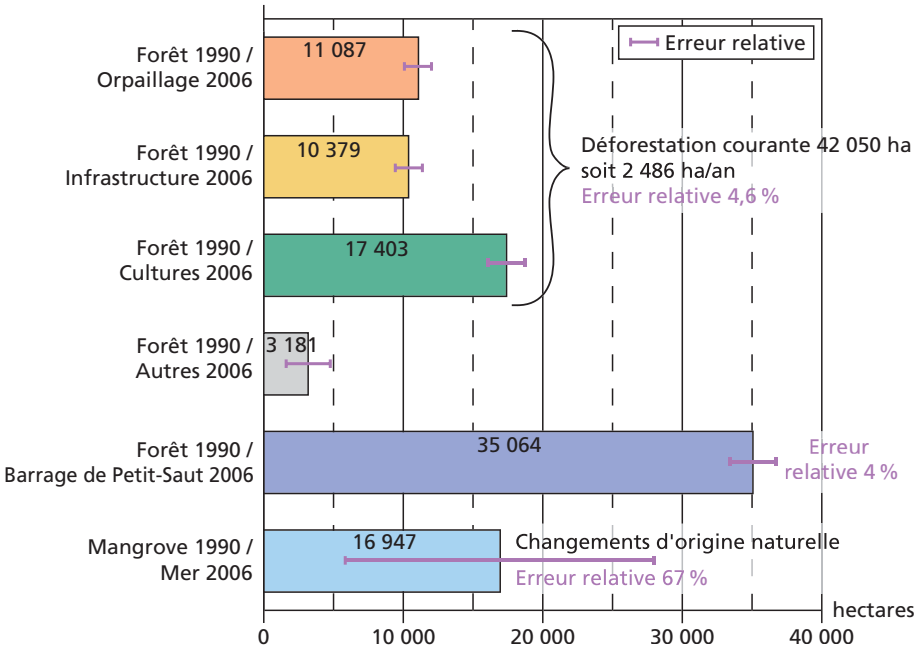


Figure 14 : Principaux changements d'occupation des sols en Guyane entre 1990 et 2006. Source : Bélouard et al. (2008)

Au regard des dynamiques de fronts pionniers, les ordres de grandeur de la déforestation restent très faibles. En Guyane, la déforestation moyenne liée à la conversion anthropique (mise à part la mise en eau du barrage de Petit Saut) entre 1990 et 2006 est de 2486 ha / an. En Amapá, dont la superficie est, rappelons-le environ 1,5 fois supérieure à celle de la Guyane, la déforestation moyenne entre 2002 et 2010 est de 10 000 ha /an.

La Guyane et l'Amapá sont ainsi à l'heure actuelle en dehors des dynamiques de front pionniers, et leur couvert forestier est bien préservé. Néanmoins, l'ouverture récente de routes, leur asphaltage, la construction de pistes forestières et minières, couplées à une augmentation démographique importante peut avoir des conséquences rapides sur le couvert forestier.

À l'échelle amazonienne, la principale réponse face à l'avancée des fronts pionniers est la mise en place d'espaces protégés.

1.2. Les aires protégées en Amazonie

Face aux dynamiques de déforestation, l'une des principales stratégies des autorités en charge de l'environnement a été la création d'espaces protégés. Cette forme d'affectation d'usage du sol, qui ne signifie pas nécessairement une interdiction de toute activité humaine et peut impliquer un grand nombre de modalités de gestion différentes, concerne aujourd'hui des superficies importantes de l'Amazonie. D'importantes superficies ont également été réservées aux populations amérindiennes d'Amérique Latine. La Figure 15 est une carte réalisée par le réseau amazonien de l'information socio-environnementale géoréférencée (RAISG), qui synthétise cartographiquement pour l'ensemble des pays amazoniens des informations concernant la protection de l'environnement et les principales menaces pesant sur l'Amazonie. La Figure 15 montre ainsi l'importance de la couverture en espaces protégés (en vert) et en terres amérindiennes (en orange).

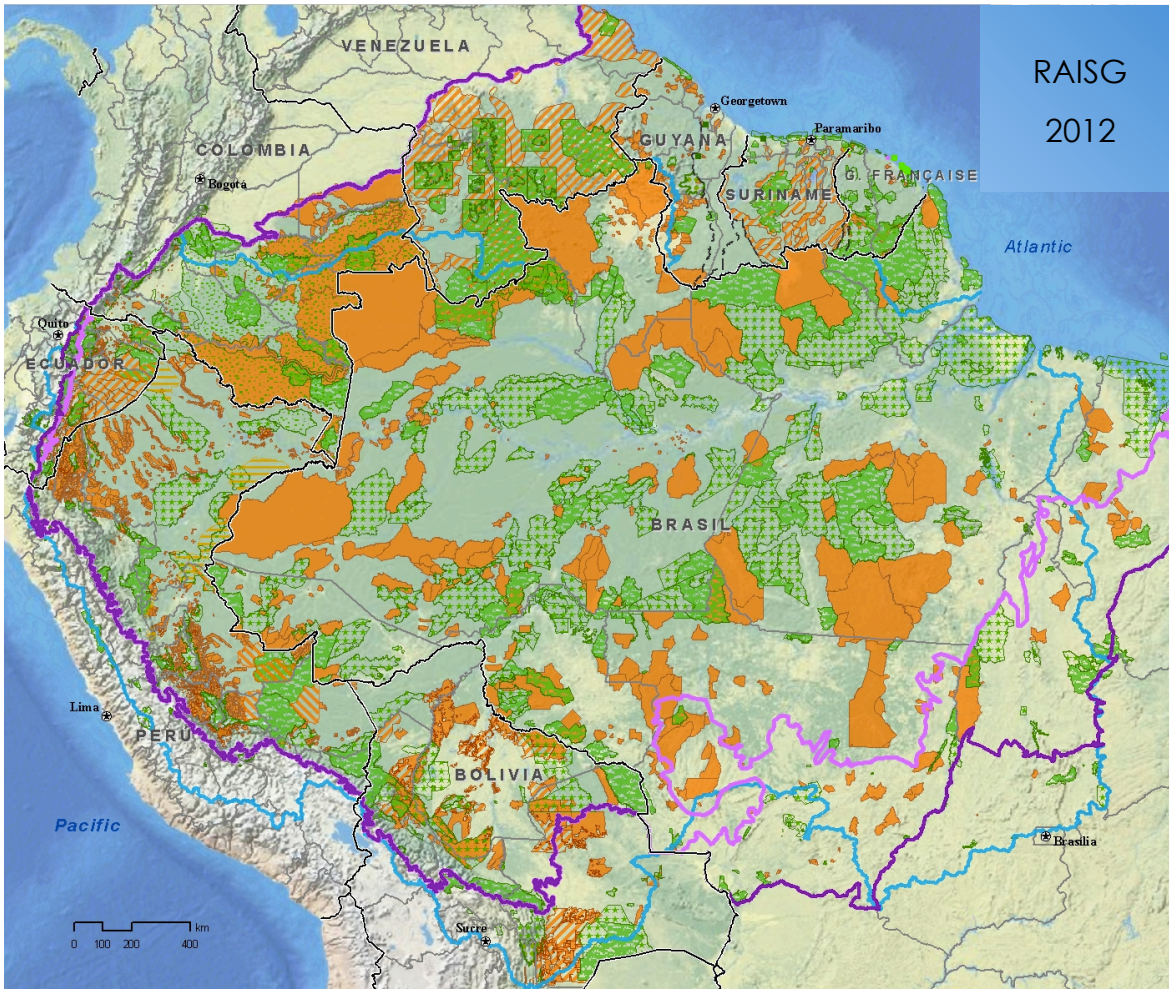


Figure 15 : Carte des espaces protégés (vert) et des territoires indigènes (orange) en Amazonie.
Légende : Orange = territoires indigènes (plein : reconnus officiellement ; rayé : non reconnus officiellement) Vert = aires protégées (Plein : strictement protégés / pas d'usage direct des ressources ; Pointillé : Espace d'utilisation durable des ressources) ; Limite hydrographique de l'Amazonie, Limite biogéographique de l'Amazonie, Limite de l'Amazonie utilisée pour construire la carte.
Source : RAISG 2012

Les espaces protégés et les espaces réservés aux populations indigènes représentent au final une proportion importante de l'Amazonie prise dans son ensemble, atteignant presque 50 % du territoire (voir Figure 16). Pour chaque pays, ces espaces représentent plus de 40 % de la superficie de forêt amazonienne (excepté au Guyana). En revanche, on constate que pour plusieurs pays (Surinam, Venezuela, Equateur), les terres amérindiennes ne bénéficient pas d'une reconnaissance officielle (orange strié sur la Figure 15).

La Guyane française se distingue des autres pays d'une part au regard du fort taux de couverture (plus de 70 % de la forêt sous un statut donné de protection[12], soit plus de 58 000 km²), mais également au regard de la faiblesse de couverture des espaces spécifiquement destinés aux populations amérindiennes.

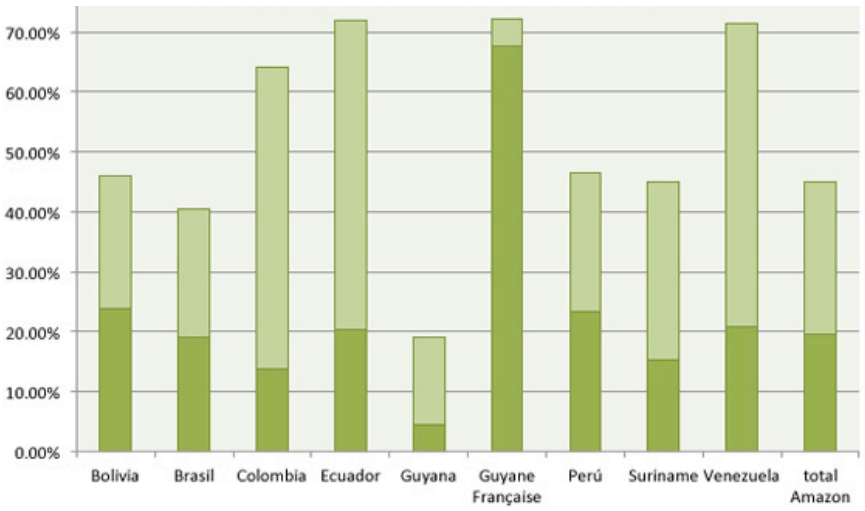


Figure 16 : Pourcentages d'aires protégées et de territoires indigènes par Pays en Amazonie.
Source : RAISG (2012)

Les 40 % de l'Amazonie légale brésilienne placés sous un statut donné de protection représentent tout de même plus de deux millions de km². En Amapá, ce sont également plus de 70 % du territoire qui sont concernés par des espaces protégés et des terres indigènes.

Chaque pays a institué son propre système d'espaces protégés. La plupart de ces systèmes sont assez proches des catégories instituées par l'UICN (*cf.* Tableau 1, p.16) et distinguent des espaces protégés destinés à être préservés de toute action humaine (en vert plein sur la carte du RAISG), et d'autres se rapprochant d'une logique de développement durable, se basant souvent sur les pratiques des populations locales.

Les espaces protégés, dans leur diversité, sont reconnus comme efficaces pour limiter la déforestation (Nepstad et al. 2006; Bruner et al. 2001; Brooks, Wright, and Sheil 2009; Naughton-Treves, Holland, and Brandon 2005; Nelson and Chomitz 2011). Le rôle des terres indigènes pour

[12] La forêt gérée n'est pas comptabilisée comme un espace de protection dans la figure proposée par le RAISG (Figure 16).

limiter la déforestation en Amazonie brésilienne a également été particulièrement mis en avant, et ce notamment dans les zones soumises aux pressions anthropiques les plus fortes (Schwartzman, Nepstad, and Moreira 2000; Nepstad et al. 2006). Il est d'ailleurs particulièrement éclairant, en comparant les Figure 11 et Figure 15, de constater que les « îles » de forêts présentes au cœur des zones les plus déforestées d'Amazonie brésilienne correspondent effectivement à des terres indigènes sur la carte des aires protégées. Taravella (2008) a montré comment la mise en place d'espaces protégés en contexte de front pionnier (*Terra do Meio)* avait drastiquement freiné les logiques de déforestation à l'œuvre en bloquant la spéculation foncière à la base du processus.

En contexte amazonien, les espaces protégés ont néanmoins le plus souvent été créés dans des territoires reculés, où la pression humaine était faible. Cela s'est fait dans des logiques d'anticipation des pressions à venir, ou de compensation suite à la destruction effective de certains écosystèmes. Il est plus facile de créer ce type d'espace car les intérêts antagonistes sur ces territoires éloignés sont moindres, et qu'il s'agit le plus souvent de terres publiques.

D'autres préoccupations rentrent en compte pour l'établissement d'espaces protégés au Brésil. Par exemple, le nord de l'Amazonie brésilienne est constitué d'une mosaïque très large d'espaces protégés de diverses catégories. Situées dans la zone frontière, ils font aujourd'hui[13] partie intégrante de la stratégie de défense nationale, et les militaires y ont des compétences étendues concernant simultanément le contrôle des frontières et la préservation des ressources naturelles (Nunes et al. 2012). Cette fonction de défense du territoire par les aires protégées ne se retrouve pas en Guyane française.

La Guyane française et l'Amapá font partie des territoires d'Amazonie tout à la fois les mieux préservés de la déforestation et où le pourcentage de couverture en espaces protégés est le plus élevé.

Pour être en mesure de formuler de premières hypothèses concernant cet état de fait, nous allons maintenant caractériser plus précisément ces deux territoires.

[13] après une période de forte opposition de la part de l'armée concernant notamment la création de territoires indigènes (Albert, 1991),

2. Guyane et Amapá, des territoires permettant une comparaison pertinente des dispositifs d'espaces protégés.

Nous partons de l'hypothèse que la gestion environnementale mise en place sur un territoire est nécessairement liée au contexte naturel, mais également au contexte historique, socioéconomique et administratif. Par conséquent, nous nous proposons de comparer les caractéristiques principales de la Guyane et de l'Amapá concernant ces différentes thématiques.

2.1. Le Plateau des Guyanes, une unité géomorphologique et paysagère

La région du Plateau des Guyanes, comprise entre les fleuves Amazone et Orénoque, est principalement constituée de deux formations géologiques : des formations sédimentaires récentes sur la bande littorale, et un socle précambrien, datant de plus de 0,6 Ga. Ce dernier s'étend sur plus de 2 millions de km^2 de façon continue, et constitue un substrat géologique très différent de celui rencontré dans la majeure partie des forêts tropicales humides. Formé à partir du Gondwana, on y retrouve des formations minéralogiques similaires à certaines zones d'Afrique de l'Ouest ou d'Australie. Les processus de formation minéralogique sont ainsi similaires entre ces régions, principalement riches en or, en diamant, en fer et en bauxite (ibid.).

Le socle précambrien, largement métamorphisé, renferme des minéralisations de quartzites rubanées ferrugineuses. Issues de l'orogénèse transamazonienne, il y a 2,1 Ga, les ceintures de roches vertes (volcaniques et volcano-sédimentaires) et les granitoïdes renferment d'importantes minéralisations dont de larges formations aurifères et des dépôts manganésifères (Théveniaut et al. 2011).

Enfin, issus d'un épisode plus récent, on retrouve des affleurements granitiques.

Ce sous-sol particulièrement riche est à l'origine de l'attrait historique exercé par ces régions pour l'exploitation minière et tout particulièrement aurifère. Les principaux sites d'exploitation d'or et de manganèse correspondent effectivement aux ceintures de roches vertes. Ce socle fortement érodé se caractérise, sur l'ensemble du Plateau des Guyanes par un réseau hydrographique étendu et puissant, à l'origine de formations collinaires en demi-orange (Lezy 2000).

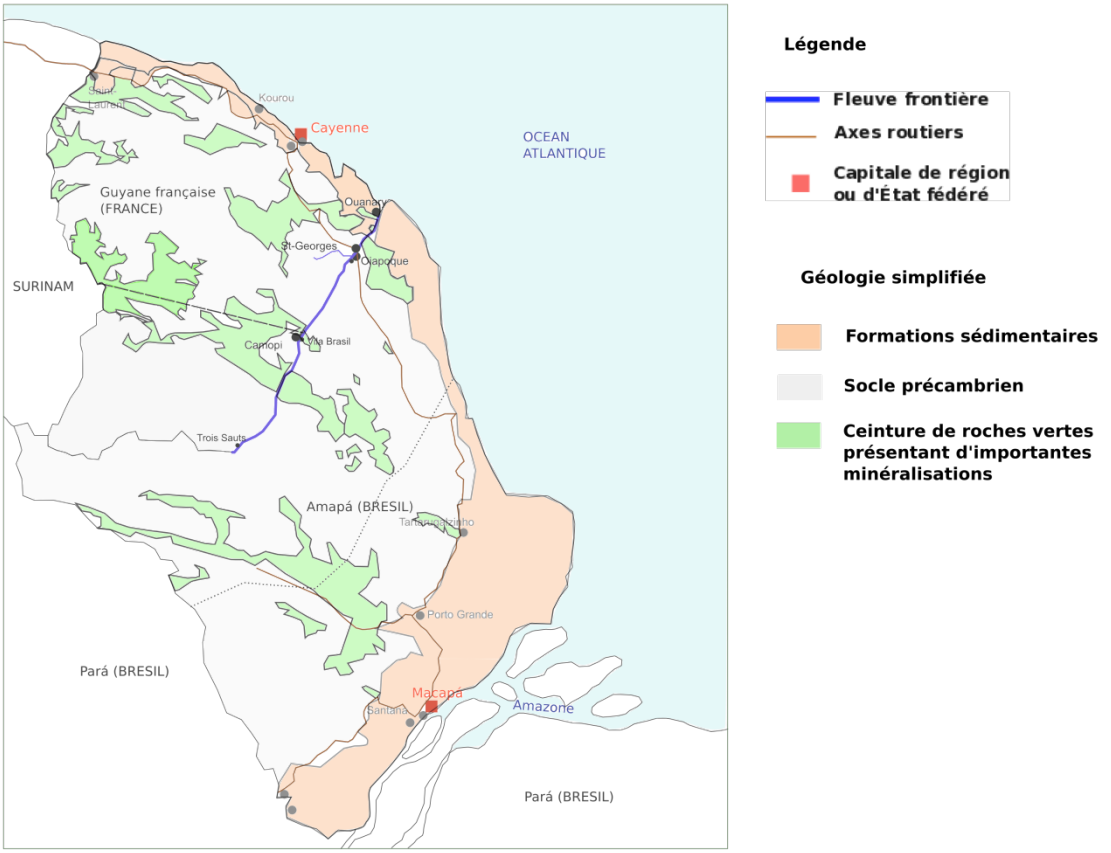
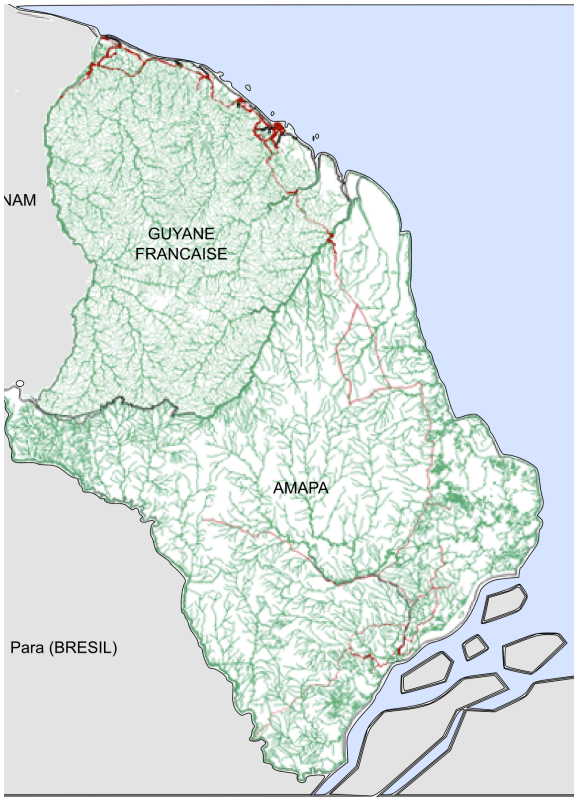


Figure 17 : Formations géologiques simplifiées de Guyane et d'Amapá.
Réalisation : S. Nicolle ; Données sources : Théveniaut et al. (2011); Oliveira (2010)



NB : La densité représentée des cours d'eau n'est pas la même sur les deux territoires car ce ne sont pas les mêmes seuils qui ont été sélectionnés par les organismes des deux pays pour sélectionner les cours d'eau à représenter.

Figure 18 : Réseau hydrographique de la Guyane et de l'Amapá.
Réalisation : S. Nicolle. Données sources : BRGM et IBGE

Ce dense maillage hydrographique constitue à la fois une ressource en eau très abondante et le principal mode de pénétration dans les terres. Le passage de « l'Amazonie des fleuves » à « l'Amazonie des routes » est donc encore aujourd'hui limité à la bande littorale nettement plus habitée. Les fleuves de Guyane et ceux du nord de l'Amapá se jettent directement dans l'Atlantique, tandis que le sud de l'Amapá appartient au bassin versant de l'Amazone.

Formations géologiques, relief et hydrographie sont les principaux facteurs explicatifs des différents types de sols et de formations végétales rencontrés : Paget (1999) définit sur cette base des zones biogéographiques.

On rencontre principalement deux types de sols en lien au substrat géologique : les sols des terres basses, présents sur la zone littorale sont riches, tandis que sur les terres hautes, sur les massifs schisteux et les granites, on retrouve principalement des sols ferralitiques caractérisés par leur minceur et leur fragilité, avec une faible capacité d'échange cationique. Ils sont ainsi particulièrement sensibles à l'érosion. Les sols des ceintures de roches vertes présentent en revanche un meilleur profil, avec de bonnes capacités de drainage. Dans l'ensemble les sols des terres hautes sont ainsi considérés de faible qualité agronomique et peu propices à l'exploitation agricole (DNPM 1974). 91 % des sols d'Amapá présentent selon Drummond (2001, p. 54) au moins l'une des limites chimiques et physiques suivantes : très faible fertilité naturelle et mauvaise capacité d'approvisionnement en nutriments, toxicité aluminique, toxicité saline, excès d'eau. La végétation est également organisée en continuité entre Guyane et Amapá, formant partie de ce que Schnell (1987) appelle le complexe guyano-amazonien. Si les typologies descriptives fines diffèrent sur les deux territoires, on retrouve les mêmes grandes catégories organisées en bande depuis la côte vers l'intérieur des terres, avec une large prédominance des écosystèmes forestiers. En Guyane, Jean-Jacques de Granville (1986; 1990) a établi une typologie des formations végétales (Tableau 11).

Tableau 11 : Typologie des formations végétales de Guyane, proposée par J.-J. de Granville (1986).

Formations littorales
Côtes rocheuses
Côtes sableuses (formations herbacées)
Côtes vaseuses (Mangroves estuariennes ou côtières)
Formations de la plaine sub-côtière
Marais à végétation herbacée (Lagunes, tourbières, savanes à graminées)
Savanes
Forêts de l'intérieur
Forêts de basse altitude (0 à 500 m)- formation dominante
Sur sol hydromorphe (inondées temporairement ou en permanence)
Sur sol drainé (Forêts hautes à cimes jointives, de très haute diversité spécifique)
Forêts de moyenne altitude (> 500 m) - faibles superficies
Sur cuirasse latéritique, sur pentes drainées, en vallées
Végétation non forestière

L'IBGE (Institut brésilien de géographie et de statistiques) identifie en Amapá la même succession de végétation, avec différents profils de forêts denses selon la topologie, des zones de savanes, et des formations pionnières, qui correspondent aux formations littorales de la typologie guyanaise (IBGE 2004a). Il identifie néanmoins également des formations transitoires, qui correspondent principalement aux zones de contact entre faciès de végétation. L'Amapá présente en outre des formations spécifiques qui sont peu présentes en Guyane telles que les forêts inondées de *varzea*, principalement situées dans le sud et sur les berges de l'Amazone, ou les savanes rases (*campos limpos*).

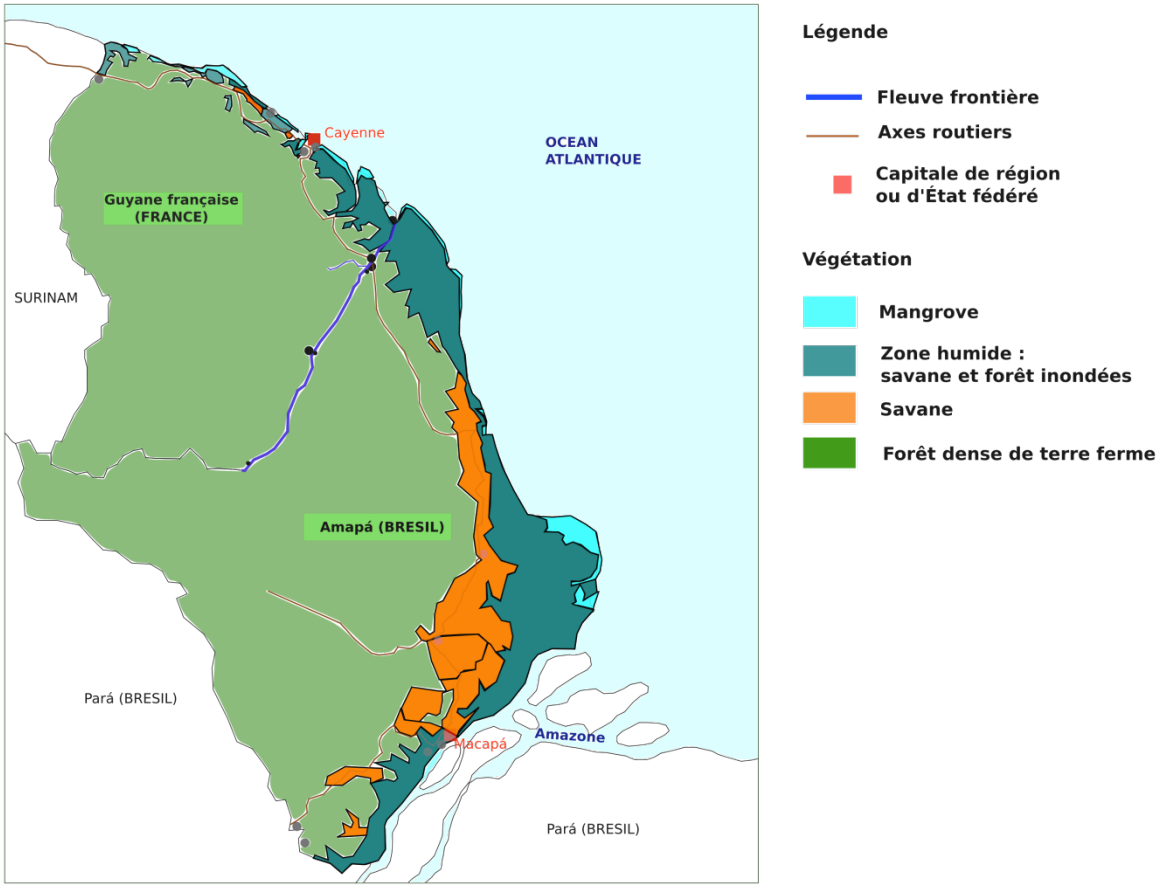


Figure 19 : Carte simplifiée de la végétation de Guyane et d'Amapá.
Réalisation : S. Nicolle ; Sources : (IBGE 2004a; ONF 2009a)

Il est primordial de garder en tête que, malgré l'extrême simplification de cette carte, les forêts de l'intérieur sont composées de mosaïques d'habitats, et comportent des gradients tant altitudinaux que nord-sud et est-ouest. La biodiversité y est par ailleurs très importante, mais nous reviendrons sur cet aspect *a posteriori*.

Conclusion

La Guyane et l'Amapá, faisant partie intégrante du Plateau des Guyanes présentent des caractéristiques physiques et biologiques globalement homogènes en comparaison au reste du Bassin amazonien. Ces deux territoires présentent en outre des gradients écologiques similaires entre l'intérieur des terres et la zone côtière. La proportion et la répartition entre les différentes composantes biophysiques varient en revanche dans un gradient nord-sud avec des savanes beaucoup plus présentes en Amapá qu'en Guyane.

2.2. Guyane et Amapá, des modalités d'occupation historique aboutissant à une organisation territoriale assez similaire

La construction historique des territoires de Guyane et d'Amapá s'est faite de façon entrelacée, en lien aux conflits entre puissances colonisatrices.

2.2.1. Avant la colonisation, l'omniprésence des nations amérindiennes

Il est aujourd'hui fait connu que le peuplement amérindien préexistant à la colonisation de l'Amérique Latine était important et constituait un maillage territorial en Amazonie (Meggers et Evans 1957, dans Grenand 1982). La Guyane et l'Amapá étaient peuplées par un nombre d'ethnies important, présentes tant sur les berges des fleuves de la forêt de terre ferme que dans les zones de marais, de savanes inondées et même de mangrove (Grenand, 1982). Les marais présentaient l'avantage d'un apport alimentaire permanent et constituaient des espaces recherchés. Un nombre de groupes y coexistaient, reliés entre eux en un maillage diplomatique permis par l'adoption de langues véhiculaires (F. Grenand and Grenand 1987). Les zones de terre ferme ont conduit à l'adoption d'un mode de vie semi-nomade et au développement de pratiques agricoles de type abattis-brulis. Ces adaptations au milieu permettaient le maintien des activités dans le temps et l'espace, et un renouvellement des ressources naturelles. Des réseaux de sentiers importants reliaient les groupes entre eux.

Si des phénomènes migratoires avaient déjà lieu en Guyane et en Amapá avant la colonisation, le contact avec les populations européennes a largement accentué les déplacements, dans un mouvement de repli des communautés du sud vers le nord. La Figure 20 permet ainsi de visualiser la répartition des groupes à la fin du XV^{e} siècle.

Suite au contact avec les européens, la propagation d'épidémies a conduit à une baisse drastique de population. Jusqu'à la fin du XVIII^{e} siècle, les groupes sont encore relativement distincts mais intervient alors un processus de fusion ou d'absorption entre différents groupes entrainant « *une phase d'acculturation intertribale où le processus d'entonnoir représentait la seule solution de survie aux individus »* (Grenand 1987, p.55). Ces mêmes auteurs considèrent ainsi que les ethnies contemporaines, « *issues de stratégies de résistance, voire d'expansion, sont des unités reconstruites » (ibid.)*. Ils restaient situés dans des zones refuges difficiles d'accès pour les colons : les zones de marais et l'intérieur des terres, uniquement accessible par voie fluviale moyennant la difficile remontée de zones de rapides.

Les groupes amérindiens sont, à l'échelle de l'Amazonie, très souvent à cheval sur les frontières nationales. Ces dernières ont souvent été délimitées le long des fleuves, qui constituent traditionnellement des bassins de vie. On retrouve ainsi de part et d'autre de la frontière franco-brésilienne tout aussi bien des Wayampi que des Palikur.

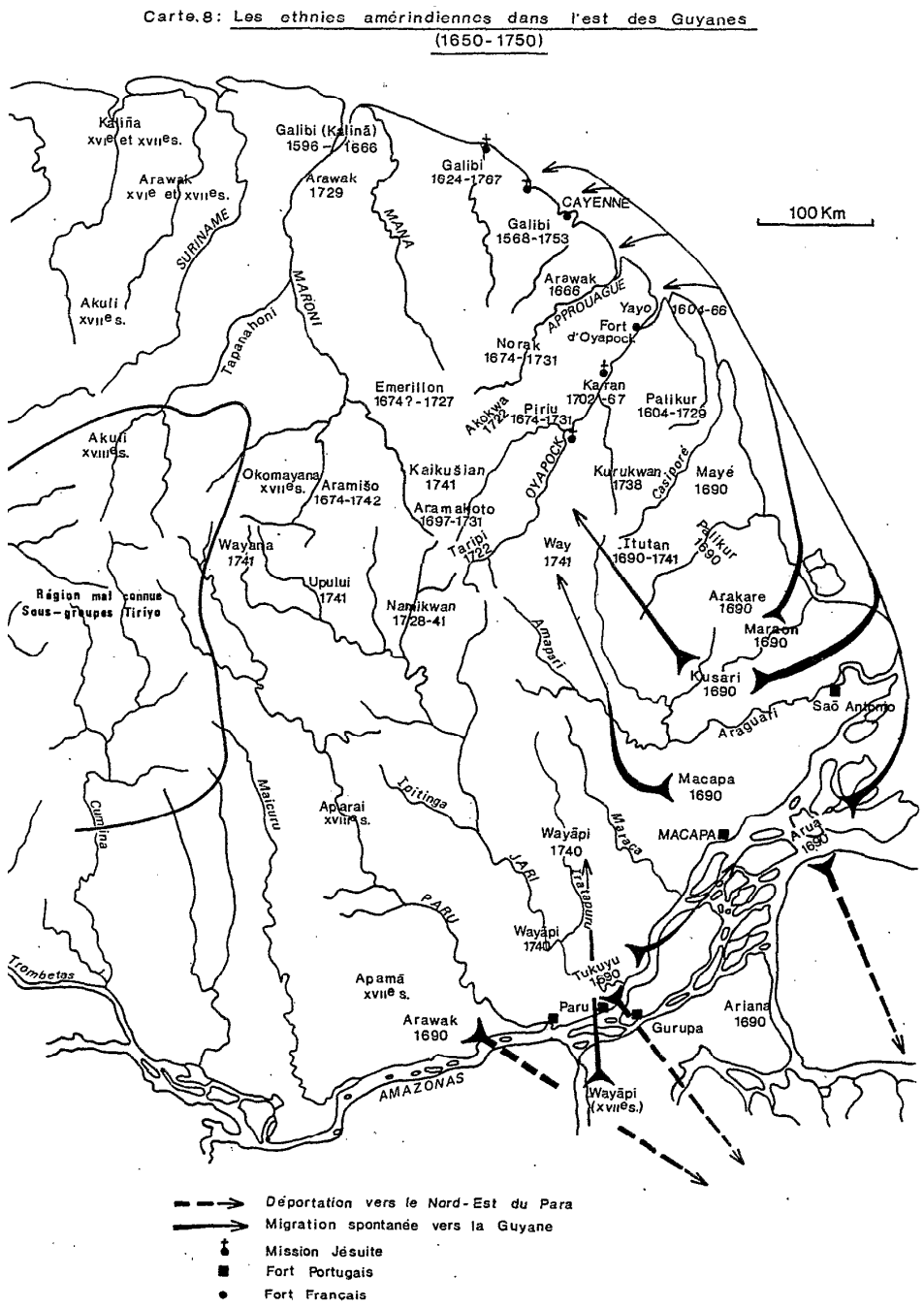


Figure 20 : Les ethnies amérindiennes dans l'est des Guyanes - 1650-1750.
Source : Grenand, 1982, p.269

Pour les autorités coloniales, les politiques mises en œuvre vis-à-vis des populations amérindiennes ont oscillé entre ignorance, tentatives d'assimilation et initiatives de destruction (plus au Brésil qu'en Guyane). Ce n'est que dans les années 1970, et face à la baisse drastique des populations, que des mouvements structurés de soutien à ces populations ont permis de faire accepter en partie l'idée d'un droit à l'autonomie et à la différence de ces populations. Ces avancées se sont faites de façons très différentes en France et au Brésil, comme nous le verrons ultérieurement.

2.2.2.Le territoire d'Amapá, un territoire contesté entre la France et le Brésil

La Guyane et l'Amapá ont été colonisés assez tardivement par rapport au reste du continent sud-américain. Situés à l'ouest de la ligne de Tordesillas[14], ils ne constituaient pas un réel enjeu pour les portugais, qui tenaient en revanche fermement à maintenir le contrôle sur l'Amazone, voie d'entrée en Amazonie. Pour les espagnols, occuper ce territoire s'avérait compliqué compte tenu des courants maritimes inverses. Ce sont donc d'autres puissances européennes, l'Angleterre, la Hollande et la France qui s'y installèrent, non sans heurts (Granger 2012).

À la fin de la guerre de succession d'Espagne, la signature du traité d'Utrecht en 1713 fixe la frontière amazonienne entre France et Portugal au niveau du fleuve Vincent Pinson, ou « Japock ». Le flou perdure néanmoins sur le fleuve désigné ainsi, que les français interprètent comme étant l'Araguari, dans une volonté de se rapprocher de l'Amazone. L'Amapá restera ainsi une zone contestée entre les deux puissances coloniales pendant près de deux siècles. Ainsi, si un système de production coloniale basé sur des cultures destinées à la métropole (principalement sucre, roucou, coton) se développe avec difficulté en Guyane, il ne se développe pas du tout en Amapá, y compris dans sa zone sud, qui reste plutôt une sorte de zone tampon, protégeant l'accès à l'Amazone pour les portugais. Dans les deux territoires, la population reste très faible, y compris en Guyane et ce, malgré l'arrivée d'esclaves africains (Mam-Lam-Fouck 2002). A partir de la moitié du XIX^{e} siècle, la découverte d'or en Guyane, qui coïncide avec l'abolition de l'esclavage, et une crise importante des productions agricoles, entraine une « ruée vers l'or » dans l'intérieur des terres. Si c'est au début la bourgeoisie locale qui installe de petites entreprises, très vite, de nombreux migrants (en provenance des Antilles, du Brésil, des Guyanes voisines et du Venezuela (Mam-Lam-Fouck 1987, p. 120) viennent tenter leur chance artisanalement dans les *criques* guyanaises.

En 1894, de l'or est trouvé à Calçoene, dans le territoire contesté. Les chercheurs d'or, notamment guyanais affluèrent rapidement dans la zone, ravivant le conflit franco-brésilien. La situation dégénéra et, suite à un affrontement armé causant plusieurs morts, dont une majorité du côté brésilien, la Suisse fut choisie pour arbitrer le règlement du conflit (Carlos 2009). En 1900, la frontière est définitivement fixée sur l'Oyapock par voie diplomatique et l'Amapá est intégré au Pará. En 1907[15] le camp militaire de Martinique est créé, à peu de choses près à l'emplacement actuel d'Oiapoque.

Jusqu'au milieu du XX^{e} siècle, toute la Guyane, ainsi que le nord de l'Amapá vivent au rythme de l'or. A l'ouest de la Guyane, la ville de Saint Laurent est créée suite à l'installation de l'administration pénitentiaire. Au sud de l'Amapá, d'immenses propriétés se mettent en place, les

[14] Traité international (1494) établissant la ligne de partage du Nouveau Monde entre les deux puissances coloniales émergentes, l'Espagne (à l'est) et le Portugal (à l'ouest).
[15] À l'emplacement d'une habitation française fondée par un martiniquais.

latifundios, dont celle très connue de José de Andrade dans la région du Jari. L'exploitation de caoutchouc et de la noix du Pará attire des migrants du sud du Pará et du Maranhão. Ce type d'activité extractiviste est par contre peu présent en Guyane, mais durant une trentaine d'années (1900-1930), l'exploitation de la gomme de balata[16] et du bois de rose se développent.

> *« Des « balatistes » « saignèrent » les balatas pour en extraire le latex, tandis que les distillateurs parcouraient l'intérieur à la recherche du bois de rose. Après avoir connu un certain succès, la gomme de balata et l'essence de bois de rose disparurent des exportations vers les années 1930. L'épuisement des réserves, leur éloignement du Littoral qui élevait les coûts de production, et la concurrence brésilienne eurent raison de la détermination guyanaise ». (Mam-Lam-Fouck, op. cit., p. 104).*

Dans l'intérieur de la Guyane, la situation de l'orpaillage s'est transformée : les premiers exploitants du début se sont retirés, fonctionnant sur un système de sous-traitance et une multitude d'exploitants individuels se sont installés, formant dans certaines zones de véritables villes dans la forêt *(ibid*.). Face à cette situation, et avec la volonté de valoriser l'intérieur de la Guyane de façon rationnelle, associant développement agricole, exploitation forestière et activité minière, l'État français créée le territoire de l'Inini, placé directement sous la tutelle du gouverneur (puis du préfet) en 1930. Mais avec l'éclatement de la seconde guerre mondiale, ces projets n'aboutiront jamais.

A la fin des années 1940, la Guyane et l'Amapá ont ainsi une répartition des activités humaines assez similaires. La densité démographique est faible, l'Amapá compte environ 27 600 habitants (J. A. Drummond and Pereira 2007) et la Guyane 28 500 (Mam-Lam-Fouck, *op. cit.)* ; l'essentiel des villes sont situées sur la côte ou à l'embouchure de l'Amazone ; très peu d'infrastructures sont en place à l'exception de la « route coloniale 1 » reliant Cayenne à Saint Laurent, très difficilement praticable. A l'intérieur des terres restent les populations amérindiennes au plus bas de leur effectif, des noirs-marrons en Guyane (esclaves fugitifs installés en forêt), et un nombre réduit d'orpailleurs suite à la chute du prix de l'or et à l'épuisement des ressources alluvionnaires (Petot 1994). Si les colons blancs ne se sont jamais réellement implantés en Amapá, ils ne restèrent pas non plus en Guyane, contrairement aux Antilles, il ne se forma pas une classe de « créoles blancs ». (Mam Lam Fouck, *op. cit.)*.

[16] Le latex issu des balata était principalement utilisé pour l'isolation des câbles sous-marins et l'enduction des courroies de transmission (Bruleaux 1990, p.109)

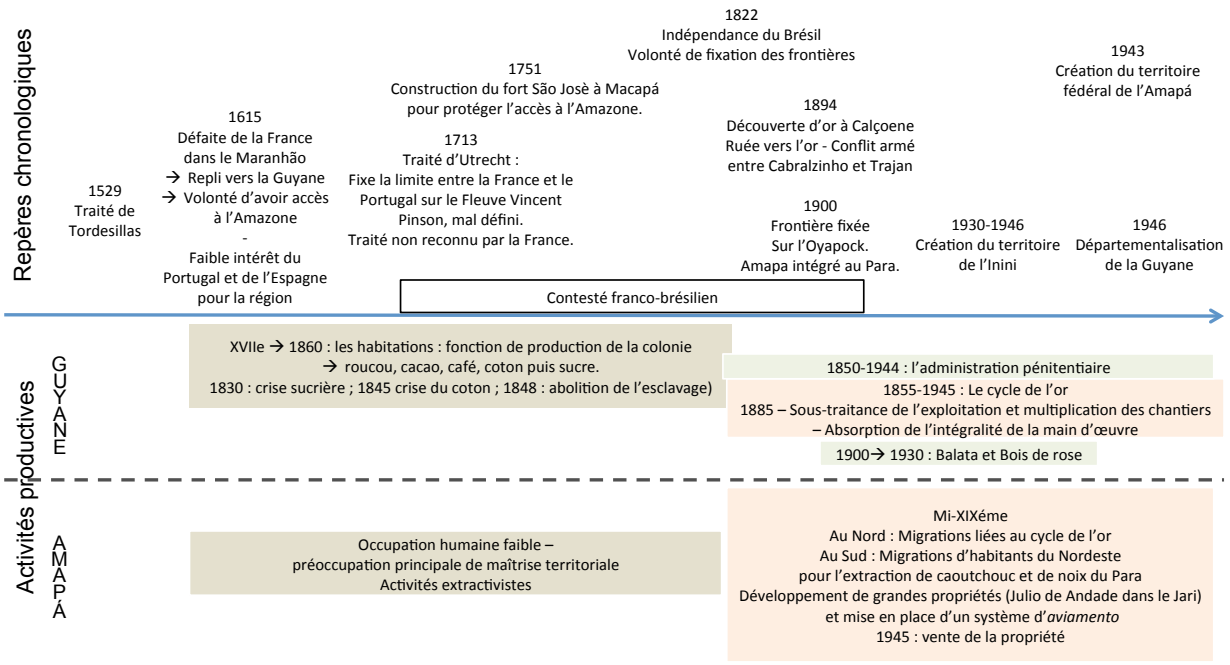


Figure 21 : La Guyane et l'Amapá entre 1500 et 1950.

2.2.3. Plans de développement et ouverture des axes routiers

Des changements de statuts importants intervinrent alors, avec la création, en 1942 du territoire fédéral de l'Amapá (Encadré 4, p. 90), le séparant du Pará, et en 1946, la départementalisation de la Guyane qui cesse dès lors d'être une colonie. L'article 6 de la Constitution brésilienne de 1937 définit ainsi les raisons pouvant conduire à la création d'un territoire fédéral, dont la spécificité est qu'il dépend directement de Brasilia et ne dispose pas d'un gouvernement propre. Le Brésil en créera sept au total (Figure 22). Conférer ce statut à l'Amapá en fait ainsi, dans une continuité historique, « *un espace sensible et stratégique pour la géopolitique externe nationale brésilienne* » (Boudoux d'Hautefeuille 2012).

En Guyane, suite à la départementalisation, l'arrondissement de l'Inini remplace le Territoire de l'Inini, et l'État français, de toute façon très centralisé, continue d'y exercer son contrôle.

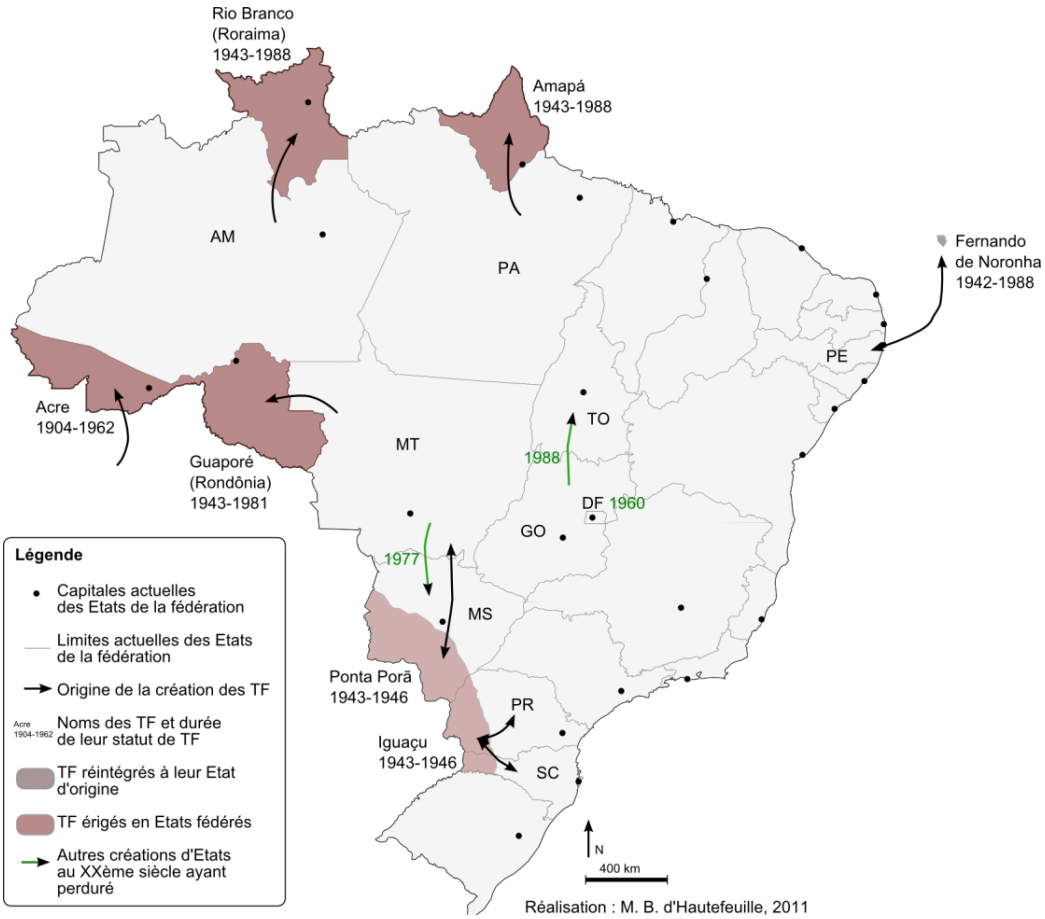


Figure 22 : Les territoires fédéraux (TF) du Brésil. Source : Boudoux d'Hautefeuille (2012)

À partir de ces années, les programmes de mise en valeur des territoires se multiplièrent en Guyane et en Amapá. Au Brésil, la mise en place de la dictature accentuera largement cette tendance, avec une ouverture du pays à l'investissement de capitaux étrangers. A cette période, l'Amazonie devient un territoire à intégrer, coloniser et maîtriser. Les principaux secteurs visés sont les secteurs miniers, agricoles et forestiers.

En Guyane, des plans de développement articulant également ces trois secteurs sont mis en place par l'État français entre 1947 et 1957, mais, compte tenu de l'écart trop grand entre les pratiques recommandées et les pratiques agricoles traditionnelles, et d'autre part du manque d'attractivité des ressources guyanaises (minières et forestières) pour les grosses entreprises étrangères, *« au début des années 1960, il ne restait pratiquement rien des initiatives de l'État »* (Mam-Lam-Fouck, *op. cit.)*.Cette première phase a néanmoins permis une amélioration de la connaissance des ressources naturelles guyanaises, avec notamment les inventaires forestiers réalisés par le BAFOG – Bureau de l'agriculture et de la forêt de l'Ouest guyanais.

Les années 1970 sont, dans les deux territoires, les années des projets à grande échelle, basés sur une rationalisation de l'occupation de l'Amazonie. Du manganèse a été découvert en Amapá en 1948 et l'entreprise ICOMI s'implante en 1968 pour en assurer l'exploitation à Serra do Navio. Au niveau agricole, l'américain D. Ludwig lance le projet Jari, dans la région du même nom, plan pharaonique de développement basé sur la production de cellulose à grande échelle pour l'exportation, couplée à des productions agricoles et minières. Les populations extractivistes, vivant sur les terres de la propriété, continuent à travailler à l'exploitation de la noix du Pará, sous un système d'*aviamento*[17] proche de l'esclavage. Une usine de production de cellulose est construite pour permettre l'export. Ces grosses industries s'accompagnent de l'implantation de villes destinées à l'accueil des travailleurs migrants.

En effet, l'implantation de ces énormes entreprises induit un flux de migration spontané qui n'est pas intégralement absorbé en tant que main d'œuvre, et qui contribue largement au peuplement de l'Amapá. En lien avec l'exploitation et l'exportation du manganèse, le barrage de Coaracy Nunes est construit entre 1970 et 1976. C'est également dans les années 1970 que les grands chantiers routiers sont mis en place, constituant la stratégie de base du gouvernement militaire pour maîtriser et occuper l'Amazonie et ses frontières. La BR-156, reliant Macapá à Oiapoque, et par là même à la Guyane française est ouverte en 1970. La BR-210, qui devait relier l'Amapá au reste de l'Amazonie par l'ouest commence à être construite entre 1973 et 1977, mais ne sera jamais terminée compte tenu de difficultés techniques et financières trop importantes. Cette phase de l'histoire récente de l'Amapá est donc marquée par un développement économique basé sur l'exploitation des ressources naturelles et l'investissement massif du grand capital international. Le projet Jari est cependant un échec relatif, et D. Ludwig vend la propriété en 1982. Cette dernière est nationalisée et principalement reprise par le principal actionnaire de l'ICOMI. Les activités de production de cellulose continuent jusqu'à aujourd'hui, menées par plusieurs entreprises successives. L'ICOMI stoppe l'exploitation du manganèse en 1997 et l'activité connaît un fort déclin, préjudiciable à l'activité économique de la ville de Serra do Navio. Ces grands projets de développement ne sont pas sans conséquences sociales et environnementales, et ils ont largement contribué à façonner le paysage amapéen contemporain. En 1988, à la fin de la dictature, l'État fédéral d'Amapá devient un État fédéré à part entière.

En Guyane, la base spatiale de lancement de Kourou – le Centre spatial guyanais – est construite en 1960 et devait impulser le renouveau de l'économie guyanaise. Sa construction, créatrice d'emplois, attire une population migrante importante. Face aux difficultés de l'essor de la base spatiale, l'État lance simultanément plusieurs projets de grande envergure. Le plan « vert » en

[17] Système maintenant une relation d'échange inégal entre les extractivistes travaillant sur les sites éloigés et les intermédiaires dont ils dépendent pour écouler la production. L'achat des produits forestier forestier se fait à très bas prix, et la revente des produits dont les populations ont beaoin à des tarifs très élevés, ce qui créée un système de dépendance basé sur la dette.

1975, vise à implanter de grosses industries papetières pour la production de cellulose, de façon combinée à la mise en place de grandes parcelles agricoles, données « clé en main » à des agriculteurs en provenance de métropole. Face au désintérêt des industries papetières, peu de projets voient réellement le jour. Certains éleveurs actuels sont cependant issus de cette phase d'implantation. A la même période, entre 1975 et 1995, le BRGM lance de grandes campagnes de prospection minière, pour dresser l'inventaire des ressources minérales de la Guyane. La carte publiée à la fin des années 1990, conjuguée à un contexte économique favorable lance, dans les années 1980, le début de la seconde ruée vers l'or en Guyane (et, de façon moindre en Amapá) qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. L'industrie spatiale se relance à partir de 1979 avec le programme Ariane, et constitue rapidement le principal secteur économique de la Guyane. La loi sur la décentralisation créé la Région Guyane en 1982.

Les années 1990 marquent un tournant dans l'histoire économique de l'Amapá. L'élection du gouverneur João Capiberibe en 1994, puis de nouveau en 1999 permet l'émergence, d'une politique socio-environnementale peu conforme aux politiques nationales de développement du Brésil, le plan de développement durable de l'Amapá (PDSA). Cette nouvelle orientation politique est particulièrement difficile compte tenu de la forte opposition d'une grande partie des acteurs politiques locaux. Les principaux axes développés dans le plan étaient la mise en place d'un développement respectueux de l'environnement, favorisant les productions locales, la structuration de chaines productives pour un commerce interne et externe, le soutien aux initiatives de mobilisation sociale, l'amélioration des infrastructures publiques, la planification territoriale des activités, et une mise en valeur de l'Amapá à l'échelle nationale et internationale pour la reconnaissance de ses spécificités (Jadson Luiz Rebelo Porto 2006; Jadson Luís Rebelo Porto and Brito 2005; Capiberibe 2000). Plusieurs de ces initiatives (démarcation des terres indigènes, RDS Iratapuru, Macro-zonage environnemental de la région, etc.) reçoivent des financements du Programme pilote pour la protection des forêts tropicales du Brésil (PPG7 – voir Encadré 6, p.113).

À cette même période, les liens entre Amapá et Guyane se tissent et des projets de coopération voient le jour pour la première fois à l'échelle régionale grâce au rapprochement entre João Capiberibe et Antoine Karam, président du conseil régional de Guyane (Capiberibe 2000). La coopération et la recherche d'une reconnaissance internationale du PDSA permet en effet à J. Capiberibe de sécuriser son programme, difficilement accepté dans la ligne politique générale du Brésil (Granger 2012). Au terme de deux mandats (8 ans), ne pouvant se présenter de nouveau, J. Capiberibe est remplacé en 2002 par Waldez Góes. Cela se traduit par un ralentissement des principaux programmes mis en place par Capiberibe.

Waldez, ressortissant du parti opposé, est favorable à un développement classique porté par la mise en place de grosses structures productives. Il axe notamment sa politique sur la mise en

place de *clusters* productifs, le développement de la zone de libre échange de Macapá et Santana, et le renforcement des infrastructures routières.

Encadré 6
Le Programme pilote pour la protection des forêts tropicales du Brésil

Le programme pilote pour la protection des forêts tropicales du Brésil (PPG7) mené en partenariat entre la communauté internationale et le gouvernement et la société civile brésilienne, visait au développement de stratégies innovantes pour la protection et l'utilisation durable de la forêt amazonienne et de la *Mata Atlantica,* ainsi que l'amélioration de conditions de vie des populations locales. Il s'agit de l'un des plus grand programme de coopération multilatérale sur des thématiques environnementales, mené entre 1990 et 2009.

Ce programme se développe sous la présidence de Fernando Collor de Melo, dans un contexte de rupture interne et externe avec la dictature militaire. La fin du protectionnisme national, l'ouverture du pays au commerce extérieur et la recherche de nouveaux partenaires commerciaux à l'international impliquant nécessairement la mise en place d'une nouvelle politique environnementale (Antoni 2010).

Le PPG7 était composé d'un ensemble de vingt-six sous-programmes, répartis en cinq lignes d'action principales : la protection et la gestion des unités de conservation et des terres indigènes ; l'expérimentation et la démonstration de la production durable et de l'utilisation des ressources ; le renforcement institutionnel des gouvernements des États fédérés et des communes pour une gestion environnementale intégrée ; l'appui à la recherche appliquée en sciences et en technologie, l'identification et la diffusion des connaissances acquises.

En Amapá, le sous-programme de politique des ressources naturelles du PPG7 a largement contribué à structurer l'action environnementale, notamment au travers d'un fort soutien financier et institutionnel au programme de développement durable mis en place par le Gouverneur Capiberibe (Chagas 2003). A titre d'exemple, entre 1998 et 2000, plus de 2,5 millions de Reais ont été attribués par ce sous-programme pour des projets de gestion des ressources naturelles situés dans le sud l'Amapá. Nos entretiens ont montré que la fin du PPG7 et des financements associés ont impliqué la fermeture d'un certain nombre de projets en cours (*Zoneamento ecologico-economico*, suivis de la qualité des cours d'eau, etc.)

L'élection en 2010 du fils de João Capiberibe, Camilo Capiberibe a éveillé beaucoup d'espoirs chez les acteurs porteurs des causes sociales et environnementales en Amapá. La politique mise en place semble moins audacieuse que celle de son père et suscite quelques déceptions. La coopération avec la Guyane a néanmoins été réactivée par cette élection.

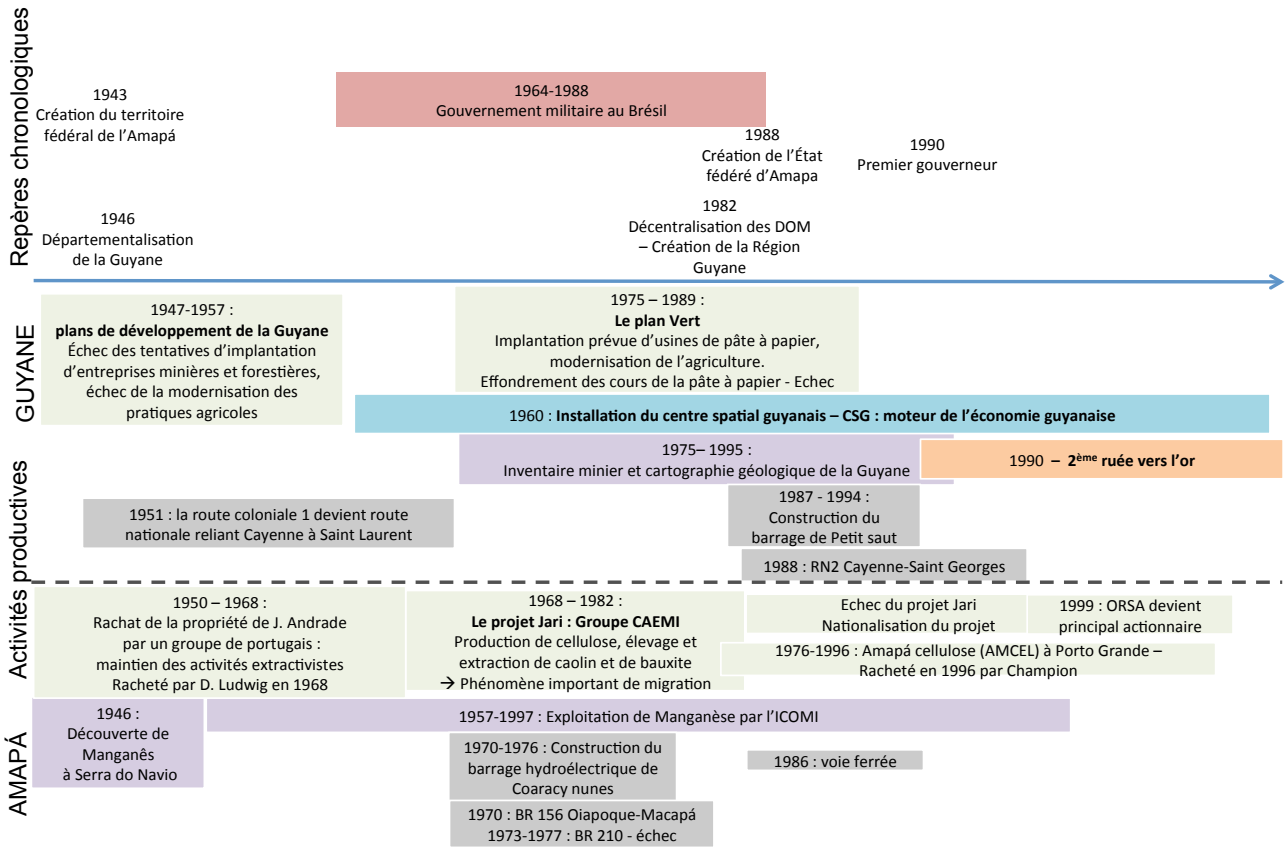


Figure 23 : Principales activités économiques de Guyane et d'Amapá entre 1950 et aujourd'hui

Conclusion

Cette rétrospective permet de tirer quelques grandes lignes de comparaison entre la Guyane et l'Amapá. Ce sont des territoires relativement en marge de leurs pays respectifs où les projets de développement, souvent pensés à grande échelle sont basés sur l'exploitation des ressources naturelles et l'agriculture. Ces projets ont systématiquement été importés et imposés dans l'optique de plans de développement nationaux. Ils ont contribué à construire l'espace de ces territoires, notamment, en Amapá, grâce à l'apport de capitaux internationaux importants. Les grands projets agricoles se sont presque systématiquement soldés par des échecs, de par l'inadaptation des techniques importées, ainsi que la faible qualité des sols (DNPM, 1974). L'échec des divers projets guyanais, et la fin d'une partie des grandes industries en Amapá laissent des territoires qui produisent très peu de denrées propres et sont fortement dépendants de transferts financiers de l'État central (ou fédéral). Dans les deux cas, la majeure partie des produits alimentaires est importée. Néanmoins, les activités économiques ont favorisé les migrations, et la population a nettement augmenté depuis la fin du XIX^{e} siècle.

2.3. Des modalités d'occupation actuelles des sols finalement assez semblables

Aujourd'hui on retrouve finalement une organisation territoriale assez similaire.

Tant en Guyane qu'en Amapá, la grande majorité du foncier appartient au gouvernement central ou fédéral. Cela constitue d'ailleurs dans les deux territoires l'un des points de tension entre autorités locales et administration centrale (Calmont 2001; Marques Junior and Moreira Lima 2012). En Guyane, la propriété de la terre a été attribuée à l'État au moment de la départementalisation en 1946, sans que cela ne provoque localement de mobilisation sociale. Au Brésil, les « *terras devolutas* »[18] que l'Union s'était appropriées en 1971, ont été cédées aux États fédérés en 1987 dans le cadre de la réforme agraire. Mais l'Amapá étant à ce moment un territoire fédéral (voir Encadré 4, p.90), ce processus de transfert n'y a finalement été initié qu'en 2001.

2.3.1. Situation foncière en Amapá

Le transfert des terres de l'Union vers les États fédérés vise la régularisation des terres non attitrées, dans un objectif d'attribution ultérieur, notamment dans le cadre de la réforme agraire.

La constitution exclut de ce processus un certain nombre de terres qui restent en permanence propriété de l'Union (c'est-à-dire de l'État fédéral), dont notamment les zones littorales, les terres indispensables pour la défense des frontières, pour les voies de communications ou pour la préservation de l'environnement, les ressources minières, les sites à fort potentiel hydroélectrique, ou encore les territoires occupés traditionnellement par les populations amérindiennes.

Ainsi, les espaces protégés gérés au niveau fédéral par l'ICM Bio (env. 57 000 km^2), les Terres indigènes gérées par la FUNAI (env. 12 000 km^2), et les *assentamentos* fédéraux gérés par l'INCRA[19] (env. 12 000 km^2) soit près de 60 % des terres de l'État ne rentrent pas dans le cadre du transfert de terres de l'Union vers l'État d'Amapá. Ces espaces sont clairement définis et référencés. L'État fédéré d'Amapá est pour sa part propriétaire de 11 % du territoire d'Amapá, dont un peu plus de la moitié est constituée d'espaces protégés.

Le reste des terres fédérales (donc environ 28 % du territoire) est en cours de transfert de propriété. Ce processus a été enclenché en 2001 par la loi 10.304, réglementée en 2007, qui a officialisé le transfert des terres fédérales « libres » aux États d'Amapá et du Roraima. Dans une bande de 150 km de large le long de la frontière avec la France (*Faixa de fronteira* - voir Encadré

[18] C'est-à-dire les terres libres auxquelles aucune vocation n'a encore été assignée

[19] À partir de 1987, l'INCRA a mis en place des *assentamentos,* zones destinées à l'implantation d'agriculteurs familiaux, qui restent en propriété de l'INCRA, mais sont concédés aux agriculteurs pour une durée indéterminée. Ces derniers constituent aujourd'hui de petites unités de production agricole, mais n'ont qu'un succès très relatif (du point de vue agricole) compte tenu des difficultés d'écoulement de la production ainsi que du peu d'infrastructures disponibles (Martins-Faure 2012).

7, p.120), des règles particulières s'appliquent, donnant un rôle important au conseil de sécurité national, et donc à l'armée.

Or, pour rendre le transfert effectif, les zones concernées doivent être géoréférencées au préalable. Cette dernière clause pose problème car le travail de géoréférencement est particulièrement long et se poursuit encore aujourd'hui. En 2012, le géoréférencement de huit zones fédérales (dites « *glebas* », c'est-à-dire les unités administratives utilisées pour le transfert progressif des terres) sur vingt-trois était terminé, mais seules deux d'entre elles avaient effectivement été transférées à l'État d'Amapá.

La lenteur de ce processus de transfert bloque depuis des années tout processus d'attribution foncière légale, et très peu de personnes, voir même de communes, bénéficient de titres légaux de propriété en Amapá. Cette situation compromet de fait l'accès aux fonds fédéraux d'aide au développement, tributaires de l'existence de titres de propriété, tant pour les particuliers que pour les communes. La situation foncière est donc à ce jour particulièrement complexe.

La forêt publique créée en 2006 par l'État d'Amapá (FLOTA – env. 235 000 km^2) (voir Figure 28) l'a été de façon anticipée (et donc illégalement) sur des terres relevant encore de l'État fédéral. C'est probablement l'un des facteurs qui a réenclenché le processus de transfert des terres à l'échelle de l'État. Le décret de 2007 pose par ailleurs comme condition pour le transfert effectif des terres concernées par la FLOTA le fait qu'elles conservent définitivement le statut de forêt publique, gérée de façon durable, faute de quoi elles redeviendraient automatiquement propriété de l'Union.

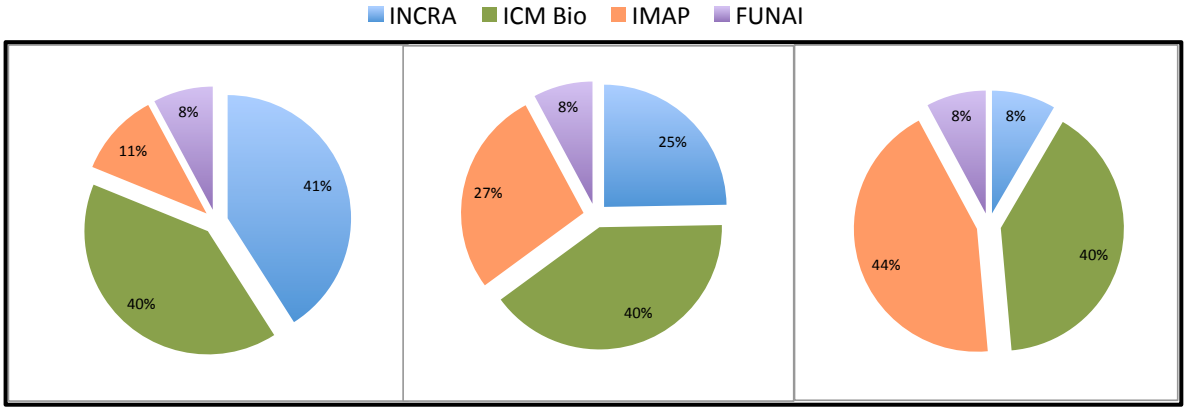
Faute d'une régularisation effective des terres, il est aujourd'hui très difficile d'estimer la superficie de propriétés privées en Amapá. Selon les sources, de 6000 à 15000 km^2 (soit 4 à 10 % de l'Amapá) auraient progressivement été attribués aux grandes entreprises forestières à différentes périodes de l'histoire, mais les titres de propriété sont souvent manquants, parfois illégaux. Une étude en cours, nécessaire à la finalisation des transferts de terres publiques, vise à clarifier la situation, sur la base d'une analyse détaillée des documents historiques.

C'est cette situation foncière et l'impossibilité d'obtenir des titres légaux de propriété qui est, selon certains auteurs (ex. Jorge et Drummond, 2006, p.182), notamment à l'origine de la bonne préservation de l'État d'Amapá[20].

[20] Bien que, nous l'avons vu, des facteurs écologiques (la pauvreté des sols), ou historiques (désenclavement récent et incomplet des territoires) entrent également en jeu.

Tableau 12 : Propriété et gestion du territoire amapéen.

Entité propriétaire	Superficie (km^2)
Etat fédéral (Union)	**127 100**
en gestion de l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA) dont env. 12 000 km^2 d'assentamentos	58 500
en gestion de l'Institut Chico Mendes de la biodiversité (ICM Bio)	57 400
en gestion de la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI)	11 200
Etat fédéré d'Amapá, en gestion de l'institut de l'environnement d'Amapá (IMAP)	**15 700**
Total	**142 800**
Privé (estimations, non comptabilisée dans le total car en superposition avec les terres en gestion IMAP et INCRA tant que la régularisation n'est pas effective) : entre 6000 et 15 000 km^2	



Actuel | Après rétrocession de la FLOTA | Apres rétrocession des terres fédérales

Figure 24 : Répartition du foncier public dans l'État d'Amapá, adapté et actualisé des données de Jorge et Drummond (2006)

Mis à part dans les *assentamentos*, qui constituaient une réelle politique de colonisation agricole de l'espace, l'accès au foncier se fait principalement par une régularisation a posteriori d'installations constatées, sous condition que le terrain ait été mis en valeur économiquement. L'INCRA (ou l'IMAP prochainement) reconnaît alors légalement l'occupation par l'attribution d'un titre de « posse », reconnaissance temporaire d'occupation, ultérieurement converti en titre officiel de propriété. Toute propriété doit néanmoins conserver, en Amazonie brésilienne, 80 % de sa superficie sous couvert forestier, ce qui n'est pas le cas en Guyane. Ce processus, actuellement bloqué par les lenteurs procédurales de la rétrocession, concernera principalement les terres en cours de transfert (à l'exception de la FLOTA, et des terres municipales non régularisées), soit potentiellement près de 15 % du territoire amapéen.

La régularisation des terres et la construction des cadastres fait partie des stratégies brésiliennes pour mieux contrôler les logiques de déforestation et d'occupation des terres publiques en Amazonie (Droulers & Le Tourneau, 2000).

2.3.2. Situation foncière en Guyane

En Guyane, le foncier est à ce jour presque intégralement propriété de l'État français. Tout comme en Amapá, plusieurs institutions de l'État sont impliquées dans la gestion, différenciée selon les zones. L'office national des forêts (ONF) joue un rôle particulièrement important dans la gestion et la surveillance du foncier de l'État. Le territoire est découpé en quatre grandes zones (voir Figure 25-a).

• La **zone littorale** est définie en vue de constituer une réserve foncière pour l'expansion des activités économiques et notamment le développement urbain et agricole. Ce couvert forestier (qui représente 7,5 % des forêts de Guyane) est ainsi globalement voué à une conversion progressive, moyennant la protection des espaces jugés écologiquement les plus importants. L'État en est majoritairement propriétaire, mais des acteurs privés peuvent y faire l'acquisition de terrains, par achat, ou par octroi de concessions agricoles, souvent gratuites, subordonnées à une mise en valeur économique de la zone attribuée, sans contrepartie écologique. Néanmoins, tout comme au Brésil, le mode le plus fréquent d'acquisition de la terre consiste en une régularisation *a posteriori* de terrains occupés illégalement au préalable, et mis en valeur.

C'est également dans cette zone que se situent les terrains du Centre spatial guyanais, dont la gestion forestière est confiée à l'ONF.

• **Le Domaine forestier permanent (DFP)** est la zone où le code forestier s'applique. L'État en est propriétaire, et l'Office national des forêts (ONF) en est gestionnaire, avec un objectif affiché de gestion durable. Dans le cadre de l'exploitation forestière, le bois est vendu sur pied aux exploitants par l'ONF, sans mise en place de concessions. L'attribution des concessions touristiques est effectuée par l'ONF. Les concessions minières sont en revanche délivrées à une échelle supérieure (niveau préfectoral, voire ministériel). Les terrains du DFP doivent conserver à long terme une vocation forestière. Ils ne peuvent normalement pas être vendus. Ils peuvent en revanche faire l'objet de concessions temporaires, pour la mise en place d'activités touristiques, ou pour l'exploitation minière. La plupart des réserves naturelles nationales sont inclues dans le domaine forestier permanent.

• **La zone intermédiaire** entre le DFP et le Parc Amazonien est également propriété de l'État. Cet espace n'est pas soumis au code forestier. Pour le moment, aucune « vocation » ne lui a été attribuée, et on pourrait considérer qu'il représente l'équivalent des *terras devolutas* brésiliennes. Les activités de gestion de l'ONF s'y limitent à de la surveillance. Des concessions minières peuvent également y être attribuées.

•**Le Parc amazonien de Guyane (PAG)** est un parc national créé en 2007. Il est divisé en deux zones : Le **cœur de parc** de 2 millions d'hectares, où seules les activités traditionnelles des populations locales sont tolérées. C'est l'établissement public du parc amazonien de Guyane qui en assure la gestion, c'est-à-dire la surveillance et le contrôle des activités ; La **zone de libre adhésion,** de 1,4 millions d'hectares dont l'objectif est de permettre un développement durable des communautés locales tout en préservant la forêt. L'ONF en est le gestionnaire, en relation avec les collectivités.

Enfin, en superposition avec ces différentes zones, les **zones de droits d'usage collectifs (ZDUC)** sont des terrains de l'État dont la gestion a été confiée aux populations traditionnelles qui y vivent.

Tableau 13 : Propriété et gestion du territoire guyanais.
(*) Les ZDUC ne sont pas comptabilisées dans les totaux, car elles sont en superposition avec l'ensemble des autres espaces. Leur gestion est néanmoins déléguée aux communautés elles-mêmes, et ne relève en théorie plus de l'ONF, ni du PAG.

Propriétaire	Superficie (km^2)
État	**82 728**
en gestion de l'Office national des forêts (ONF)	62 434
dont zones forestières potentiellement disponibles pour la conversion (zone littorale)	7820
gestion forestière (domaine forestier permanent)	24 000
zone de libre adhésion du parc amazonien	13 614
zone intermédiaire à vocation indéterminée	17 000
en gestion du Parc amazonien de Guyane (PAG) (zone cœur)	20 300
en gestion des communautés d'habitants* (ZDUC)	6 694
Département	**87**
C.N.E.S. (Terrain du Centre spatial guyanais - CSG) – en gestion ONF	**485**
Privés (estimation)	**200**
Total	**83 500**

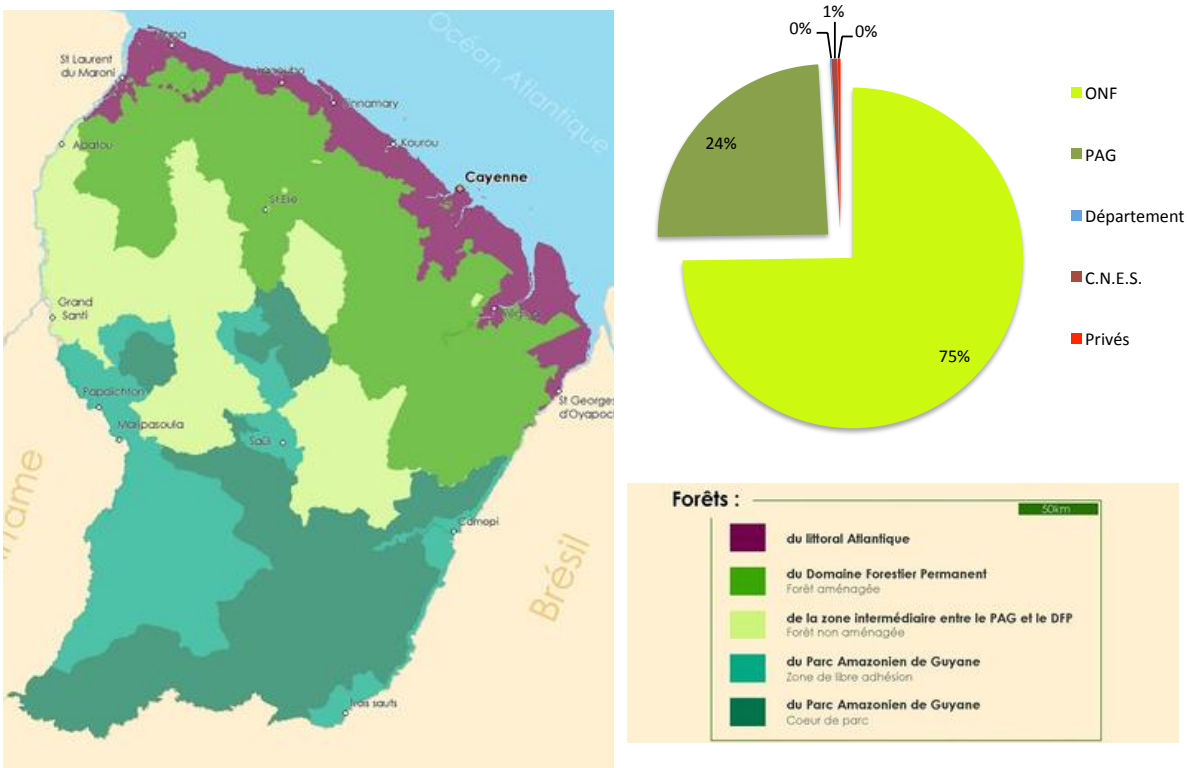


Figure 25 : Répartition de la gestion du foncier en Guyane française.
(a) carte des grandes zones de gestion différenciée - Source : Site internet de l'ONF Guyane ;
(b) pourcentage du territoire attribué à chaque gestionnaire - Données source : orientations régionales forestières de Guyane.

Encadré 7
La notion de frontière en Guyane et en Amapá, en France et au Brésil

Le travail en géographie de M. Boudoux d'Hautefeuille (2012) réalise une synthèse assez exhaustive sur la notion de frontière en France et au Brésil, et plus spécifiquement dans le cas de la Guyane et de l'Amapá. Nous en tirons ici quelques lignes principales, susceptibles d'éclairer notre propos.

En France, le concept de frontière est influencé par le modèle de l'État-Nation, et constitue une *« limite d'extension spatiale de populations ou de « peuples » disposé(e)s à envisager un avenir commun et se pensant comme l'origine de la souveraineté politique »*. Après la seconde guerre mondiale, et jusqu'à aujourd'hui, ces enjeux sont largement transférés sur les frontières des territoires d'outre-mer, dans une perspective principalement assimilationniste. Il n'y a pas de politiques territorialisées ou thématiques spécifiquement destinées aux questions frontalières. Ce n'est qu'en lien avec la construction européenne que des initiatives de coopération transfrontalière se sont mises en place. Une des premières conditions à leur émergence *« a été la reconnaissance pleine et entière de l'emprise territoriale de ses voisins et donc de leurs frontières»*. (p. 103)

La construction des frontières brésiliennes s'est faite très différemment. « *Bien plus clairement qu'en France, et dès l'origine, la définition de l'espace national, et donc de ses frontières, est fondatrice de l'identité brésilienne.*» Les frontières sont presque toutes fixées par voie diplomatique, Baron de Rio Branco, ministre des Affaires étrangères brésilien de 1902 à 1912. *« La construction nationale du Brésil diffère sensiblement de celle de la France, dans la mesure où les délimitations de son territoire ont été définies dans une logique de maîtrise d'espaces très peu peuplés voire non peuplés. La forme spatiale y est antérieure à la formation sociale du « peuple » brésilien. [...] L'émergence de l'identité nationale spatialisée trouve son aboutissement dans la « conquête » intérieure du territoire brésilien encore en cours aujourd'hui. Elle se traduit concrètement dans la poursuite du phénomène des fronts pionniers* » (ibid., p. 86)

La définition de la frontière entre Guyane et Amapá est le fruit d'une longue histoire mouvementée. Granger (2014) met en avant le fait qu'en découlent des tensions et une méfiance longtemps liées à une peur de l'invasion, alimentée par la stratégie sécuritaire brésilienne.

Des politiques spécifiques y sont dévolues. En Guyane française, des postes de contrôle des entrées et sorties sur le territoire, visant à limiter l'immigration illégale, sont positionnés sur les deux principaux axes routiers : près de Régina à l'est et à Iracoubo à l'ouest.
Au Brésil, des politiques sectorielles sont consacrées aux frontières. Une politique sécuritaire, incarnée par la définition d'une « bande frontalière » (loi n°6.634 du 2 mai 1979) de 150 kilomètres de large le long des frontières terrestres du Brésil, considérée comme *« indispensable à la sécurité nationale »* et sur laquelle des dispositions spécifiques ont cours. Elle est reprise dans la constitution de 1988. Dans cette bande, diverses activités nécessitent une autorisation spéciale du Conseil national de Sécurité, comme la cession de terres publiques, les activités susceptibles de remettre en cause la sécurité nationale (industries, mines, ouverture de routes, etc.).
Faure (2010) constate en revanche un fort écart entre les pratiques réelles et les objectifs politiques annoncés au regard de la politique frontalière dans la zone de l'Oyapock.

Plus récemment se développent des logiques de coopération frontalière, encore limitées.

Finalement, « *au Brésil, les espaces frontaliers font l'objet de politiques nationales spécifiques et territorialisées, à l'origine essentiellement sécuritaires, aujourd'hui dotées d'un volet socio-économique dans un objectif de rééquilibrage du territoire national. En France, la gestion spécifique des espaces frontaliers a été impulsée supranationalement, afin de favoriser la coopération transfrontalière.* » (Boudoux d'Hautefeuille, op.cit., p. 108).

2.3.3. Des profils économiques assez similaires

Les PIB de la France et du Brésil, ainsi que ceux de la Guyane et de l'Amapá ont des ordres de grandeur similaires. En revanche, le PIB/habitant est largement supérieur en France qu'au Brésil, en Guyane qu'en Amapá.

Tableau 14 : Comparaison des PIB du Brésil, de la France ; de la Guyane et de l'Amapá.
NB : les reais ont été convertis en euros, avec un taux de change de 3,05.

€	Brésil	Amapá	Guyane	France
PIB [21]	1 242 milliards (2012)	2989 millions (2011)	3806 millions (2012)	1 352 milliards (2012)
PIB/hab	9 135 (2012)	4 368 (2011)	15 900 (2012)	27 730 (2012)

Tant en Guyane qu'en Amapá, c'est l'écart du PIB/hab par rapport à la moyenne nationale qui est soulevé, faisant de ces territoires des espaces en retard économiquement, qu'il convient d'aider, de rattraper. Par ailleurs, nous allons voir qu'au-delà de ces différences de PIB, les profils économiques des deux régions sont assez similaires. Pour aller plus loin dans la comparaison, nous nous baserons principalement sur les données issues des instituts statistiques nationaux (INSEE, IBGE), ainsi que sur les données comparatives produites dans une étude menée par l'AFD qui visait à analyser les pistes potentielles de coopération économique entre la Guyane et l'Amapá (CEROM 2010).

La population de Guyane et d'Amapá est essentiellement urbaine : en 2007, 69 % de la population amapéenne vivait dans la zone Macapá-Santana, tandis que 48 % de la population guyanaise résidait sur l'île de Cayenne (communes de Cayenne, Rémire-Monjoly et Matoury). Dans le reste du territoire, la densité de population est identique en Guyane et en Amapá, avec 1,3 habitant / km^2.

Le CEROM (2010, p. 20) montre que les profils généraux des activités sont similaires, avec une part prépondérante du secteur tertiaire (administrations et services), et particulièrement des administrations publiques, qui sont l'un des principaux employeurs. Le secteur primaire représente en revanche un faible part des économies régionales (env 4 %). Le secteur secondaire, incluant le BTP, mais également les industries extractives et minières tient en proportion une place plus importante en Guyane (16 %) qu'en Amapá (10 %). Le principal moteur économique de la Guyane

[21] Source : CIA, The world factbook, https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/ pour les PIB ntionaux ; INSEE et IBGE pour les autres données.

est le secteur spatial qui représente, en 2008, 20 % du PIB (CEROM et al. 2008), influençant de façon directe et indirecte l'ensemble des secteurs d'activité économique.

En Amapá le commerce est plus développé qu'en Guyane, notamment encouragé par la zone de libre échange de Macapá-Santana, et par le port de Santana qui occupe une position stratégique à l'embouchure de l'Amazone.

Les échanges commerciaux avec l'étranger sont néanmoins dans les deux cas assez faibles. La Guyane est principalement tournée vers l'Europe, avec des exports vers la Suisse (raffinage de l'or). Les importations concernent principalement les hydrocarbures (Trinidad). Mais la grande majorité des flux s'effectue directement en provenance de la métropole (50 % des échanges). Les partenaires de l'Amapá à l'étranger sont principalement les Etats-Unis et la Chine. Les exportations concernent l'or, le manganèse et les produits dérivés du bois (cellulose). On retrouve donc les produits issus des grands secteurs industriels historiques de l'Amapá (manganèse et pâte à papier).

Face à cette structure économique, les deux territoires sont très dépendants de transferts financiers en provenance du gouvernement fédéral pour l'Amapá, du gouvernement central et de l'Union européenne pour la Guyane. L'Amapá bénéficie ainsi de deux types de recettes : la fiscalité et les transferts de l'État fédéral. Ces transferts sont dirigés vers l'État fédéré, vers les communes, mais financent aussi des politiques publiques spécifiques, ou le fond de développement régional[22]. Au final, les recettes amapéennes proviennent à 80 % de transferts de l'État fédéral (contre seulement 10 % pour certains États fédérés du sud du Brésil) (CEROM 2010, p.53). En Guyane, les recettes proviennent de la fiscalité, des transferts de l'État et éventuellement d'emprunts. L'État est donc également largement déficitaire : en 2009, ses dépenses propres s'élevaient à 1 075 millions d'euros, pour des recettes de seulement 131 millions d'euros. Les charges de personnel ont notamment un poids très élevé dans les dépenses publiques (en 2009, 47 % des dépenses de l'État et 30 % des dépenses des collectivités locales). La faiblesse des recettes publiques s'explique par un ensemble de mesures fiscales spécifiques à la Guyane, visant à maintenir le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises (*Ibid.*).

Les deux territoires bénéficient par ailleurs de dispositifs d'aide au développement internationaux. En Guyane, l'Union européenne assure des financements à hauteur de 500 millions d'euros pour la période 2007-2013, soit en moyenne 71 millions d'euros par an, pour la réalisation de projets dans l'ensemble des secteurs d'activités. Ces fonds sont principalement destinés à permettre le rattrapage économique de la Guyane, considérée comme une Région ultrapériphérique (RUP), en retard par rapport aux autres régions européennes. L'Amapá est pour sa part éligible au dispositif d'aide publique au développement : la banque mondiale et la banque interaméricaine de développement financent des projets à hauteur de plus de 180 millions de dollars (env. 129 millions

[22] Il vise au rattrapage économique des États les plus en retard et concerne à ce titre tout particulièrement l'Amapá.

d'euros). Dans les deux cas, les transferts financiers d'État sont donc particulièrement importants. Si l'on s'intéresse, pour chaque État fédéré, au montant transféré par l'État fédéral rapporté au nombre d'habitants, l'Amapá est classé troisième[23] en 2012, avec près de 4000 Rs/habitant (soit env. 1300 € par habitant), après le Roraima et l'Acre. En 2009, l'État français dépensait en comparaison en Guyane 4995 € par habitant (tous types de dépenses incluses) (CEROM 2010).

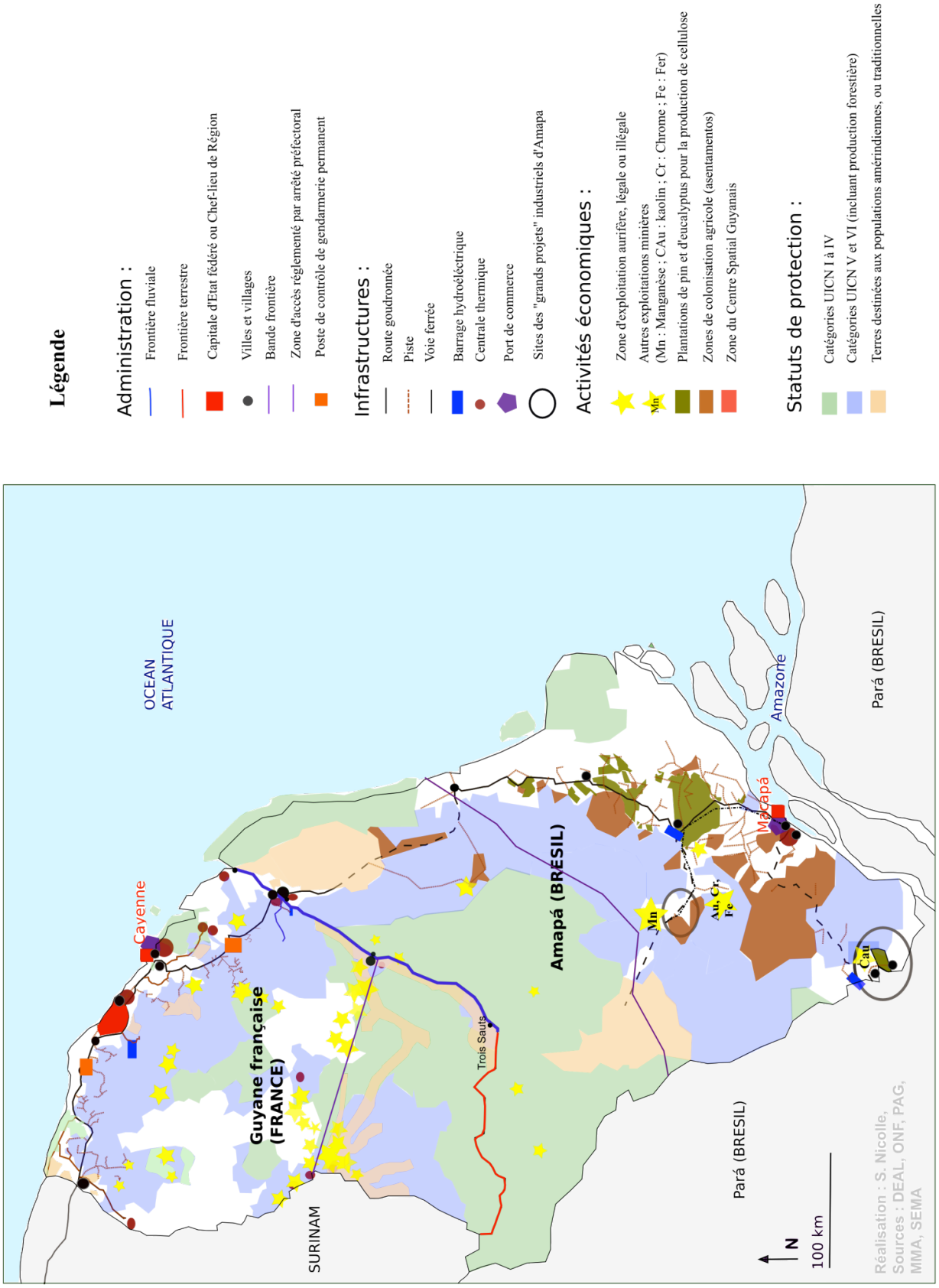
2.3.4. Une organisation spatiale présentant dans l'ensemble des similitudes

Il ressort finalement une organisation spatiale des territoires de Guyane et d'Amapá assez similaire, avec des activités économiques concentrées dans les centres urbains et des axes routiers reliant les bourgades égrenées sur le littoral. L'agriculture est assez peu développée et conserve principalement un caractère familial. La production locale ne suffit pas à l'approvisionnement des centres urbains et une grande proportion des denrées alimentaires sont importées. À proximité des axes de communication, on retrouve des activités d'exploitation forestière, avec une production annuelle tournant autour de 80 000 m^3 produits légalement en Guyane. En Amapá, la quantité de grumes exploitées en 2009 correspondrait à 94 000 m^3 (Hummel *et al*., 2010, p.8). Les estimations à la hausse produites par l'institut de statistiques pourraient mettre en évidence une forte proportion d'exploitations illégales des bois, d'ailleurs confirmée au cours de tous les entretiens réalisés en Amapá sur la question. Ce problème, bien que moins étendu se retrouve également en Guyane. En Amapá, d'importantes superficies sont plantées en pins et en eucalyptus pour la production de cellulose, activité inexistante en Guyane. Plus à l'intérieur des terres, les activités rencontrées sont principalement liées à l'extraction minière. Ces activités existent dans les deux pays et constituent d'ailleurs une part non négligeable de l'activité économique (exportations d'or notamment). Elles sont notamment en conflit spatial avec les nombreuses aires protégées présentes, qui en limitent le développement. Cela se traduit par des polémiques importantes sur les zonages territoriaux, comme dans le cas de la mise en place du schéma départemental d'orientation minière en Guyane (Oder 2011), ou, en Amapá, le maintien de nombreux permis d'exploitation, inactifs certes, mais présents, en superposition avec les unités de conservation strictes et les terres indigènes (Oliveira, 2010). Par ailleurs, l'exploitation aurifère illégale, pratiquée majoritairement par des immigrants clandestins est un phénomène d'ampleur très importante en Guyane, où plusieurs milliers de personnes travaillent en forêt, pour extraire tant l'or alluvionnaire que primaire. Mis à part les impacts environnementaux sur lesquels nous reviendrons, les conséquences sociales et sanitaires pour les populations (principalement amérindiennes) vivant sur les fleuves de l'intérieur sont très importantes.

---

[23] Les données utilisées sont celles de 2012, disponibles sur le *portal de transparencia* fédéral : http://www.portaltransparencia.gov.br/, qui donne pour l'Amapá un transfert total de 13.906.137.871 Rs ; ainsi que les projections de recensement de l'IBGE pour 2012 : http://www.ibge.gov.br/

Figure 26 : Aménagement du territoire de Guyane et d'Amapá : une symétrie dans l'organisation littoral (incluant l'Amazone) / intérieur des terres



En conclusion, nous pouvons retenir les points suivants.

Appartenant tous deux au Plateau des Guyanes compris entre les fleuves Amazone et Orénoque, ces territoires font partie d'une même unité géomorphologique, avec un socle précambrien dans l'intérieur des terres et des dépôts sédimentaires récents sur le littoral. La végétation y est organisée de façon très similaire, avec de l'intérieur vers le littoral, une succession de forêt dense humide, savanes et marais puis écosystèmes de mangrove.

Ils présentent également une histoire commune du point de vue du peuplement, de la colonisation et de la construction politique des territoires. Les limites entre les deux pays sont longtemps restées floues et sujettes à de nombreuses revendications. La frontière n'est stabilisée sur le fleuve Oyapock qu'en 1901 suite à une longue période de contesté. Les fleuves amazoniens constituant avant tout des voies de communication et des bassins de vie, certaines populations amérindiennes relevant de mêmes ethnies (Wayampi, Palikur), voire de mêmes communautés, se retrouvent alors séparées par un fleuve devenu frontière nationale (Grenand *et al.*, 2000; Grenand 2011). Territoires aujourd'hui encore peu peuplés, la Guyane et l'Amapá sont au cœur d'une zone réceptrice de flux migratoires dont la Guyane est l'aboutissement. Les migrants essentiellement en provenance du Nord-Est brésilien sont très nombreux à affluer vers l'Amapá, et la Guyane française constitue une continuité logique de ce déplacement (Boudoux d'Hautefeuille 2010a). La mise en place de pouvoirs locaux décentralisés est récente : l'Amapá n'a été créé en tant qu'État fédéré indépendant qu'en 1988, la Guyane est un département depuis 1946 et une région depuis 1982.

Guyane et Amapá sont des territoires enclavés vis-à-vis de leurs territoires nationaux, mais la présence du pouvoir central y est d'autant plus forte. Cela se traduit notamment par un pourcentage d'apports financiers exogènes très importants et une propriété foncière de l'État très majoritaire (CEROM 2010). Ils sont tous deux caractérisés par de forts retards de développement par rapport à la moyenne de leurs territoires nationaux respectifs.

Si l'on peut juger que l'ensemble de ces facteurs constitue une base commune suffisante pour comparer la gestion environnementale mise en place dans les deux territoires, cela ne suppose en rien que la politique de gestion des ressources naturelles soit similaire. Au contraire, nous faisons l'hypothèse que les différences institutionnelles et politiques entre la France et le Brésil peuvent induire des différences importantes dans la façon d'envisager la gestion environnementale, dont on se propose d'évaluer les conséquences sur les écosystèmes. Au delà d'une vision générale étrangement symétrique (sur laquelle on reviendra), il semble particulièrement intéressant d'appréhender quelles sont les différences entre ces modalités de gestion publique de l'environnement et de comprendre en quoi les caractéristiques nationales propres influencent, ou pas, leur capacité à prendre en charge les questions environnementales.

3. Guyane et Amapá : des territoires présentant une grande diversité d'aires protégées publiques

Nous avons vu que la Guyane et l'Amapá présentent des profils très particuliers en Amazonie, notamment pour la grande préservation de leur couvert forestier. Nous avons vu également que les espaces protégés tiennent une place très importante dans l'aménagement du territoire de ces espaces. La carte et le tableau suivants (Figure 28 et Tableau 15) nous permettent de présenter les espaces protégés présents en Guyane et en Amapá.

Dans cette première carte de présentation, nous avons attribué aux différents espaces protégés les catégories UICN qui leurs sont assignées dans les catalogues d'espaces protégés mis en ligne par les organes gouvernementaux en charge de la gestion environnementale. Les espaces semblant pouvoir être considérés comme des espaces protégés, mais n'étant pas officiellement reconnus comme tels par l'UICN figurent pour le moment en gris. Nous reviendrons sur ces catégories dans les paragraphes à venir. Certains très petits espaces protégés, mis en place en Amapá au niveau communal ou privé n'apparaissent pas ici, car nous avons trop peu d'éléments les concernant.

La Figure 28 montre que les aires protégées sont une composante fondamentale de l'aménagement territorial de Guyane et d'Amapá, et que les formats présentés sont extrêmement variés. Presque toutes les catégories UICN sont représentées. En outre, on voit que dans les deux cas, les entités responsables de la gestion dépendent en majeure partie du gouvernement fédéral, et ce d'autant plus pour les catégories UICN I à IV. On trouve néanmoins des aires protégées gérées au niveau régional (ou par l'État fédéré) : la forêt *estadual* et la réserve de développement durable Iratapuru en Amapá, et le parc naturel régional en Guyane française.

Pour comprendre et caractériser les espaces protégés de Guyane et d'Amapá, il nous semble nécessaire de les resituer dans le contexte plus large de leurs cadres nationaux respectifs. Nous allons donc tout d'abord présenter les contextes législatifs dans lesquels s'insèrent les espaces protégés français et brésiliens. Nous comparerons ensuite quantitativement les profils d'aires protégées de la Guyane et de l'Amapá, à la fois entre eux et au regard de leur insertion dans leurs espaces nationaux respectifs.

3.1. Les systèmes nationaux des aires protégées au Brésil et en France

Les paragraphes à venir visent à fournir au lecteur les grandes lignes des systèmes français et brésiliens. Nous présentons ainsi dans chaque cas les cadres historiques, législatifs des aires protégées, ainsi que les gestionnaires associés existant dans chaque pays. Nous verrons ensuite comment il est possible de les mettre en comparaison, en nous appuyant sur les catégories UICN.

3.1.1. Au Brésil, le Plan national des aires protégées (PNAP) et le Système national des unités de conservation (SNUC).

Au Brésil, les tout premiers espaces protégés sont apparus au sud du pays, dans les années 1940, pour préserver des paysages d'exception (Mittermeier et al. 2005).

C'est à partir des années 1970 que se met en place une véritable politique des espaces protégés, pour répondre à la pression internationale face aux dégâts environnementaux causés par le « miracle économique brésilien » et la logique de colonisation massive de l'Amazonie (*Ibid.*). Deux institutions étaient principalement en charge de la création d'espaces protégés : le département espaces protégés de l'institut brésilien de développement forestier (IBDF), dépendant du ministère de l'agriculture, et le Secrétariat de l'environnement (SEMA). L'IBDF était en charge des parcs nationaux, des réserves biologiques, des forêts nationales et des réserves de chasse. Du SEMA dépendaient en revanche les stations écologiques, les espaces de préservation environnementale, les réserves écologiques et les espaces d'intérêt écologique particulier. En 1989, après la promulgation de la nouvelle constitution brésilienne, ces deux instituts seront regroupés au sein de l'Institut brésilien de l'environnement (IBAMA).

On voit sur la Figure 27 qu'à partir des années 1970, c'est principalement dans le biome amazonien que seront créés les espaces protégés du Brésil.

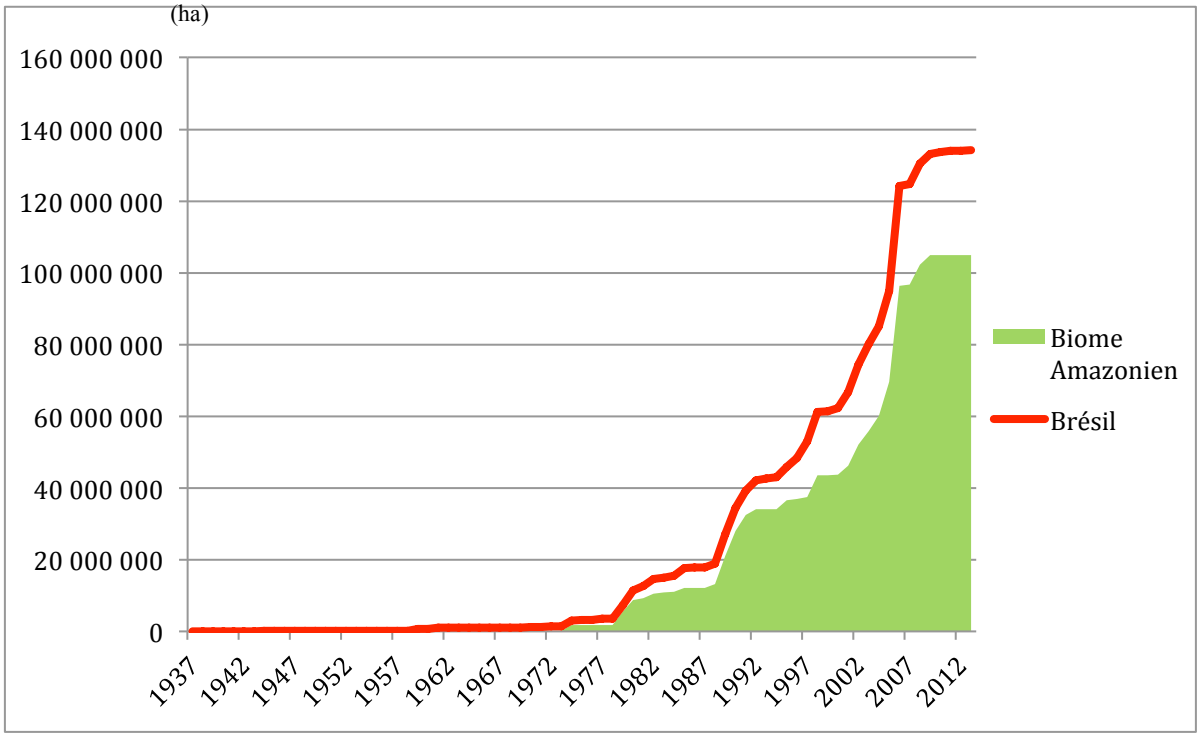


Figure 27 : Evolution de la superficie (en hectares) couverte par les unités de conservation au Brésil *Données sources : http://observatorio.wwf.org.br).*

•

•

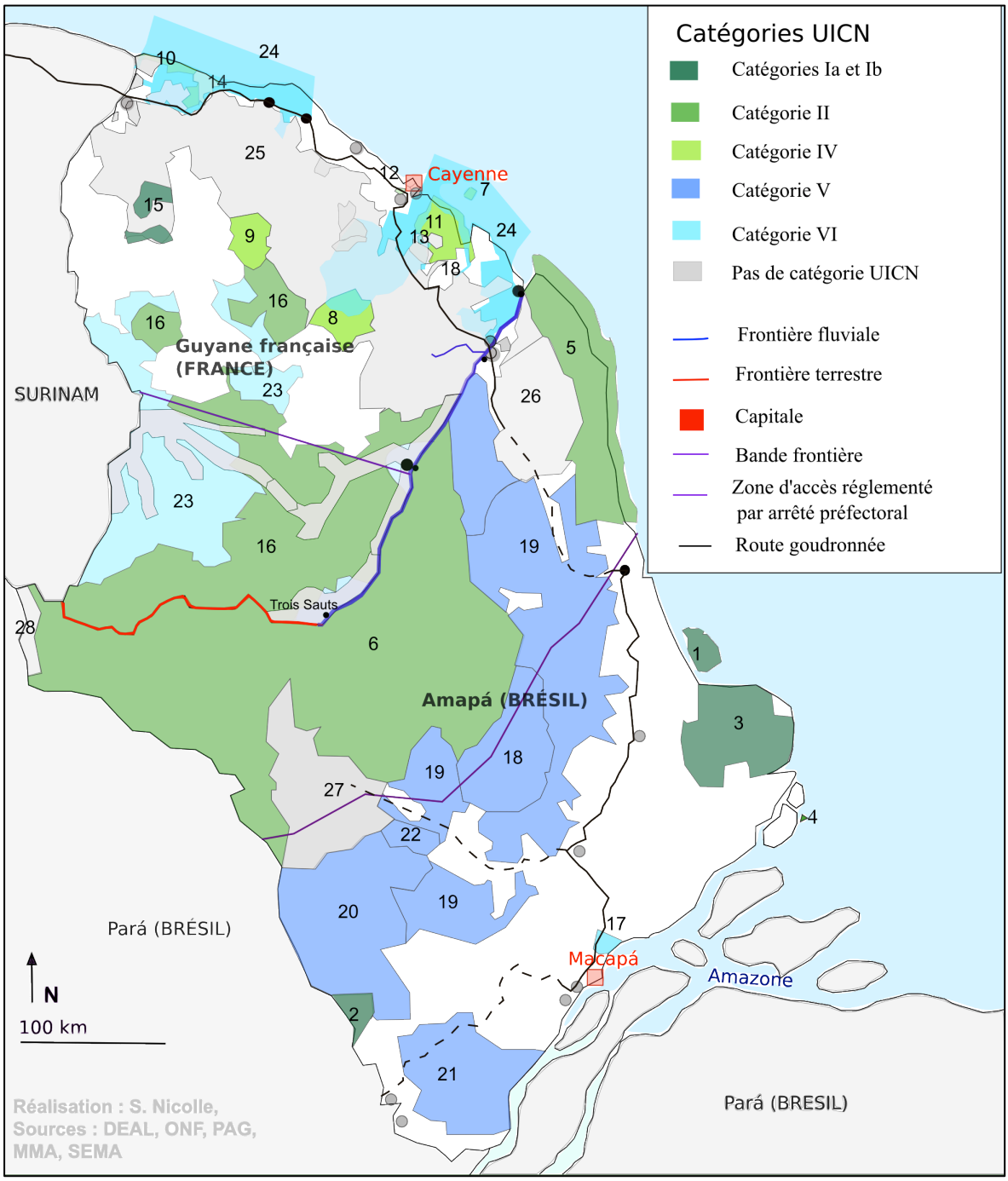


Figure 28 : Carte des espaces protégés de Guyane et d'Amapá, selon les catégories UICN annoncées.

N°	UICN	*Type d'espace*	Nom de l'aire protégée	Gestion	Création
1	Ia	*Estação Ecologica*	Maraca Jipioca	F	1981
2	Ia	*Estação Ecologica*	Jari	F	1982
3	Ib	*Reserva Biologica*	Lago Piratuba	F	1980
4	Ib	*Reserva Biologica*	Parazinho	E	1985
5	II	*Parque Nacional*	Cabo Orange	F	1980
6	II	*Parque Nacional*	Montanhas do Tumucumaque	F	2002
7	IV	Réserve naturelle nationale	Grand-Connétable	F	1992
8	I ou IV	Réserve naturelle nationale	Nouragues	F	1995
9	I ou IV	Réserve naturelle nationale	Trinité	F	1996
10	IV	Réserve naturelle nationale	Amana	F	1998
11	IV	Réserve naturelle nationale	Kaw	F	1998
12	IV	Réserve naturelle nationale	Mont Grand Matoury	F	2006
13	IV	Réserve naturelle régionale	Trésor	E	1997
14	IV	Arrêté de protection de biotope	Sables blancs de Mana	F	1995
15	IV	Réserve biologique intégrale	Lucifer Dékou-Dékou	F	1995
16	II	Parc national - zone cœur	Parc Amazonien de Guyane	F	2007
/	IV	13 espaces du Conservatoire du littoral		F	1979
17	V	*Area de Proteção Ambiental*	Curiau	E	1998
/	V	*Area de Proteção Ambiental*	Fazendinha	E	2004
18	VI	*Floresta Nacional*	FLONA	F	1989
19	VI	*Floresta Estadual*	FLOTA	E	2006
20	VI	*Reserva de desenvolvimento sustentavel*	RDS Iratapuru	E	1997
21	VI	*Reserva Extractivista*	RESEX Cajari	F	1990
22	VI	*Reserva Extractivista*	RESEX Flor de fogo	M	NR
23	V	Parc national - zone de libre adhésion	Parc Amazonien de Guyane	F	2007
24	V	Parc naturel régional	PNRG	E	2001
25	/	Forêt publique gérée	DFP (sauf réserves)	F	2006
26	/	*Terra indigena*	Galibi	F	1982
26	/	*Terra indigena*	Uaca I &II	F	1991
26	/	*Terra indigena*	Jumina	F	1992
27	/	*Terra indigena*	Waiampi	F	1996
28	/	*Terra indigena*	Tumucumaque	F	1997
/	/	13 Zones de droits d'usage collectif		F	

Tableau 15 : Liste des espaces protégés de Guyane et d'Amapá
(F = gestion en charge de l'État fédéral (Brésil) ou de l'État central (France) ; E = gestion en charge de l'État fédéré (Amapá) ou des collectivités (Guyane)

En 1988, l'IBDF avait commandé à l'ONG nationale ProNatura une évaluation critique des catégories d'espaces protégés existantes, pour en identifier les lacunes et les redondances. L'objectif était de proposer un système national d'espaces protégés. Ce projet n'aboutira que 10 ans plus tard sous la forme d'une loi (loi N° 9 985), le Système national des Unités de conservation – dit SNUC. Les controverses ayant eu lieu au cours de ces douze années opposaient des visions différentes de la conservation de la nature, dans un contexte ou les idées socio-environnementales, impliquant une prise en compte des populations locales et une démocratisation accrue des processus de conservation, étaient en plein développement.

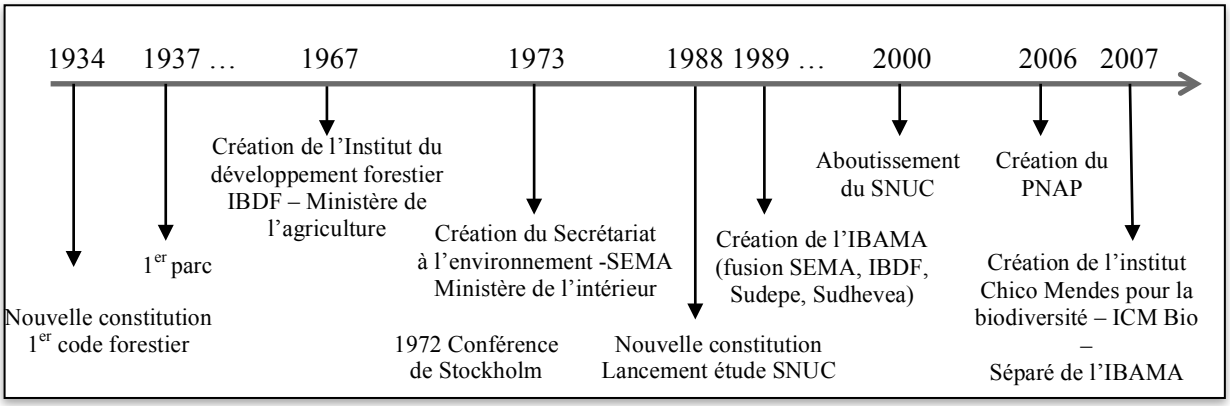


Figure 29 : Frise historique de l'évolution des institutions environnementales brésiliennes

La dichotomie entre ces courants de pensée se traduit par le maintien dans le SNUC de deux catégories d'unités de conservation : les unités de protection intégrale et les unités d'usage durable.

En 2006, le plan stratégique national des aires protégées (PNAP), reconnait également comme aires protégées (mais pas comme unités de conservation) les territoires indigènes et les territoires *quilombolas*[24]. Ce plan a été mis en place, après plus d'une année de concertations nationales, pour faire suite aux engagements pris lors de la 7e conférence des parties de la CDB, tenue à Kuala Lumpur en 2004. Il vise à coordonner à l'échelle nationale l'ensemble des actions menées en faveur de la gestion des espaces protégés. La reconnaissance officielle des terres indigènes et *quilombolas* dans le plan entérine la reconnaissance de leur rôle pour la conservation de l'environnement.

→ Un système unique organisant l'intégralité des espaces protégés

Le Brésil a ainsi réalisé au cours de la dernière décennie une clarification législative des différents dispositifs territoriaux de protection de la nature existants, ce qui s'est traduit par la mise en place successive de deux lois : le SNUC, définissant les Unités de conservation, au nombre de douze ; et le PNAP, à visée plus stratégique, qui regroupe sous le concept d'« aires protégées »

[24] Ce terme caractérise au Brésil les descendants d'escalves africains échappés. Les mêmes populations sont dénommées en Guyane les « Marrons », les « Noirs-marrons », ou encore populations « bushinengué ».

quatre dispositifs : les unités de conservation précitées, les terres indigènes, les terres *quilombolas*, et les réserves légales (zones protégées définies sur les terrains privés par le code forestier) (MMA 2006).

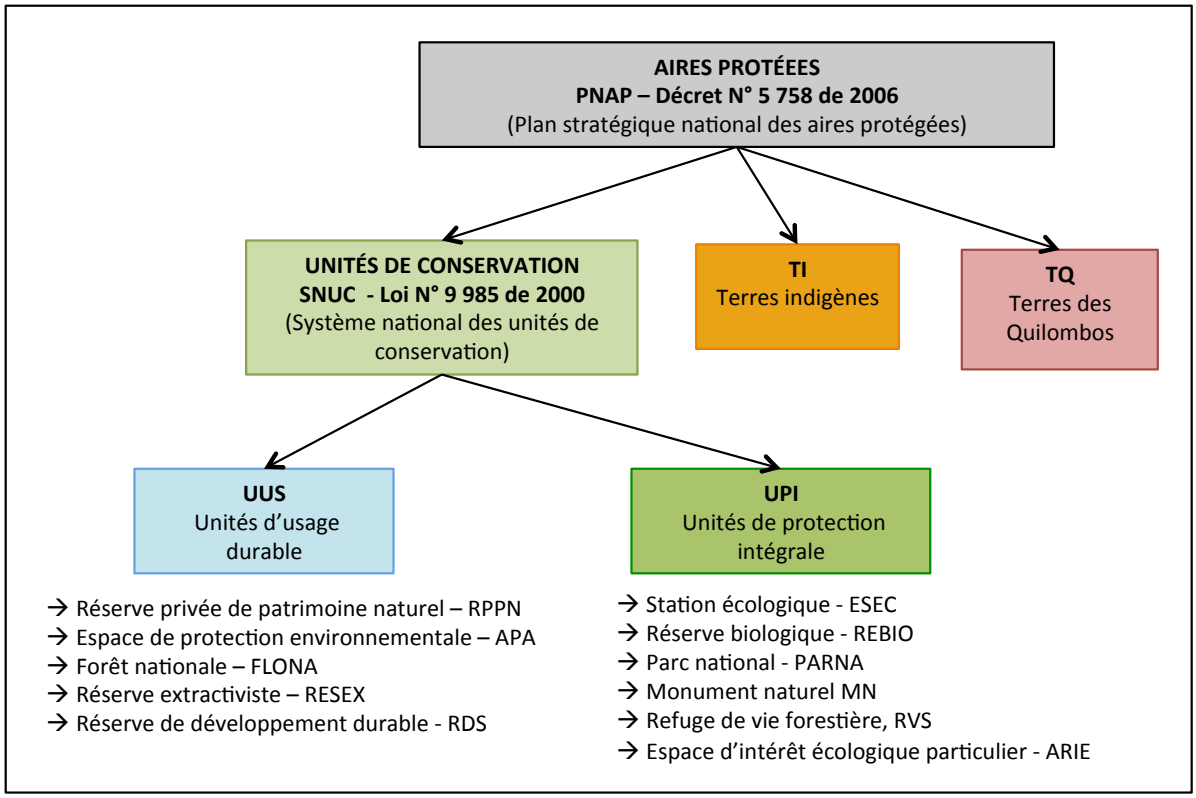


Figure 30 : Cadrage législatif des aires protégées brésiliennes. Réalisation : S. Nicolle

Une unité de conservation est définie dans le SNUC comme :

> *« un espace territorialisé et ses ressources environnementales, incluant les eaux juridictionnelles, avec des caractéristiques naturelles importantes, légalement institué par le Pouvoir Public, ayant un objectif de conservation et des limites définies, soumis à un régime spécial d'administration et auquel s'appliquent des garanties adéquates de protection».*

Ces unités sont divisées en deux catégories : les *unidades de protecção integral* (UPI - Unités de protection intégrale) et les *unidades de uso sustentavél* (UUS – Unités d'usage durable). Les UPI doivent laisser les espaces libres d'altérations liées à l'activité humaine, ne permettant que des usages indirects, c'est-à-dire n'impliquant pas de consommation, collecte, dommages ou destruction des ressources naturelles. Les UUS permettent l'exploitation économique du milieu mais de façon à permettre *« d'assurer la pérennité des ressources naturelles renouvelables et des processus écologiques, en maintenant la biodiversité et les autres attributs écologiques, de forme socialement juste et économiquement viable »*. On retrouve là les trois piliers du développement durable, mais l'accent est mis, dans la loi, sur le critère écologique.

Comme le montre la Figure 30, les UPI regroupent cinq types d'unités de conservation, allant des catégories UICN I à IV et les UUS regroupent sept types d'unités de conservation de

catégories UICN allant de IV à VI. On a donc avec une classification très proche de celle de l'UICN, ce qui permet une plus grande lisibilité au niveau international et peut notamment aider à l'obtention de ressources financières (Drummond, Franco, et Ninis 2005). Les terres indigènes ne correspondent officiellement à aucune catégorie UICN.

→ Des institutions gestionnaires variées

Toutes les catégories d'unités de conservation définies dans le SNUC peuvent être indifféremment créées et gérées au niveau de l'État fédéral, des États fédérés ou des communes (*municipios*). Jusqu'en 2007, l'IBAMA cumulait l'ensemble des responsabilités touchant à la gestion des ressources naturelles du Brésil, à la fois gestionnaire, administrateur des ressources, acteur de contrôle et de police. À partir des années 2000, une politique de création d'institutions spécialisées a conduit l'IBAMA à déléguer certaines de ses attributions[25].

Dans ce mouvement, la compétence de gestion des espaces protégés fédéraux a été transférée en 2007 à un organisme public spécifique, **l'Institut Chico Mendes de la Biodiversité (ICM bio).** L'ICM Bio dépend directement du ministère de l'environnement brésilien.

Il dispose de 11 coordinations régionales (responsable de la gestion des espaces protégés) et de services transversaux de recherche scientifique et de planification stratégique. Les aires protégées fédérales d'Amapá dépendent de la coordination régionale de Belém, au Pará. A minima, un chef d'unité est affecté à chaque unité de conservation. Ce sont les chefs d'unités qui sont responsables de l'élaboration du plan de gestion, document de planification des actions à réaliser dans l'aire protégée, rendu obligatoire depuis la parution du SNUC. Les salaires du personnel, les financements de fonctionnement, les projets, les étapes de la gestion, etc. sont tous coordonnés par le siège de l'ICM Bio, à Brasilia.

Les unités de conservation créées au niveau des États fédérés peuvent être gérées par des types d'institutions différents selon les États. En Amapá, c'est le **Secrétariat de l'environnement (Sema**[26]**)** qui est responsable de la gestion des unités de conservation. Les moyens de fonctionnement lui sont alloués par le gouvernement d'Amapá.

Une différence importante avec l'ICM bio est que la majeure partie des employés est constituée de *« cargos políticos »,* c'est-à-dire des personnes nommées par le gouvernement et non fonctionnaires. La nomination de personnes compétentes pour les postes est donc étroitement liée aux choix réalisés par la personne responsable du Sema (elle-même nommée par le gouverneur), et le turn-over y est très important, ce qui limite fortement la continuité des projets (Entretiens Sema

[25] Avec, à titre d'exemple, la mise en place en 2000 de l'agence nationale des Eaux ; en 2001, du conseil national des ressources génétiques ; en 2006 du service forestier brésilien. Source : http://ibama.gov.br/acesso-a-informacao/historico
[26] Nous l'écrirons Sema en miniscule, pour le distinguer du Secrétariat de l'Environnement national –SEMA (créé en 1973 et fisioné au sein de l'IBAMA en 1989).

2011). Les exigences en termes de gestion (plan de gestion et conseil consultatif) sont exactement les mêmes que pour les unités de conservation fédérales.

On a donc, pour les Unités de conservation, à la fois une logique de déconcentration de la gestion des espaces (les gestionnaires de l'ICM Bio sont installés en Amapá pour gérer les Unités de conservation fédérales), et une décentralisation poussée (les Etats fédérés ont les mêmes prérogatives que l'État fédéral pour créer et gérer des Unités de conservation sur leur territoire).

Le cas des Terres indigènes est différent. Une Terre indigène ne peut être créée et gérée que par l'État fédéral. Comme nous le verrons dans la Partie 2, les procédures de création ne sont pas du tout les mêmes que celle d'une Unité de conservation. L'organisme responsable de la gestion des Terres indigènes est la **Fondation nationale de l'Indien (FUNAI)**, qui dépend directement du Ministère de la Justice.

La démarcation des Terres de *quilombos*, dont nous ne traiterons pas dans ce travail, relèvent des juridictions conjointes du Ministère de la culture et de l'INCRA.

3.1.2. En France, une grande diversité de dispositifs

L'atelier technique des espaces naturels (ATEN) recense 25 statuts de protection différents en France (ATEN 2010). Ces espaces protégés reposent sur des logiques de création et de gestion très variées. Ils sont le plus souvent regroupés en trois catégories principales selon les fondements qui les soutiennent : (a) l'approche réglementaire, basée sur une limitation par arrêté ou décret des activités anthropiques qui s'y déroulent (par exemple les réserves naturelles), (b) l'approche contractuelle ou conventionnelle, où le propriétaire délègue la gestion à des tiers via une convention, dans un but de préservation de la nature (par exemple les parcs naturels régionaux), (c) l'approche foncière, qui consiste à acquérir des espaces remarquables en vue de leur préservation (par exemple les espaces du conservatoire du littoral) (Barthod et al. 2003; Lefebvre and Moncorps 2010). En France, ni les forêts publiques, ni les territoires destinés aux populations amérindiennes guyanaises ne sont considérés comme des aires protégées.

Si l'on fait le parallèle avec les unités de conservation brésiliennes, il apparaît que toutes ont une base réglementaire, doublée pour une grande majorité d'une approche foncière (la création de l'espace protégé implique l'expropriation). L'approche conventionnelle y est en revanche très peu développée à l'heure actuelle (les espaces de protection environnementale - APA sont ce qui s'en rapproche le plus).

Si les premiers espaces protégés français sont apparus relativement tôt au XIX^{e} siècle, la Figure 31 montre bien que c'est à partir des années 1960, et plus clairement encore dans les années 1970 qu'ils ont réellement commencé à être mis en place.

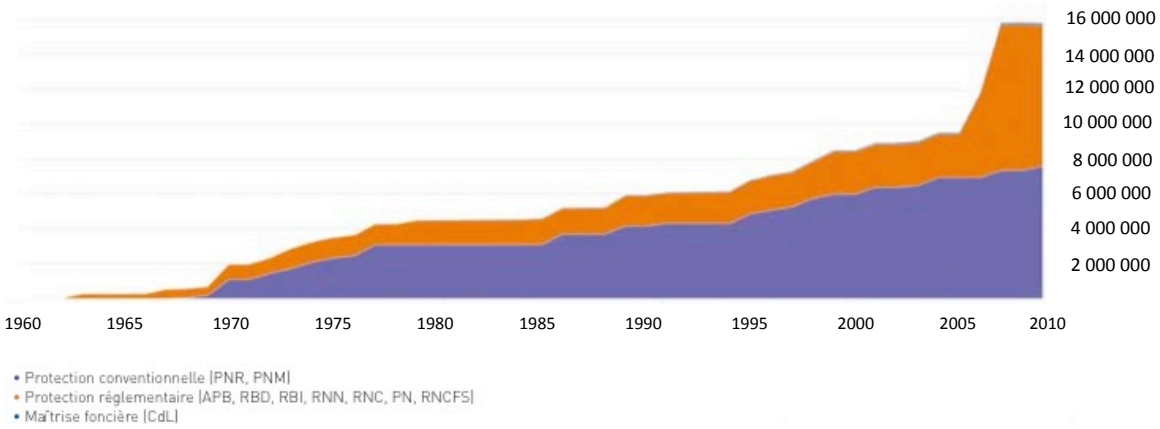


Figure 31 : Evolution de la superficie (en ha) couverte par les espaces protégés français de 1960 à 2010.
(Source : Lefebvre et Montcorps 2010)

Ces années ont été des moments d'importante production réglementaire. Il ressort clairement également, que la protection contractuelle, basée sur le compromis et les engagements volontaires des acteurs a été particulièrement valorisée. La brusque hausse de la superficie couverte par des espaces réglementaires entre 2005 et 2010 est notamment due à la création du parc national de Guyane.

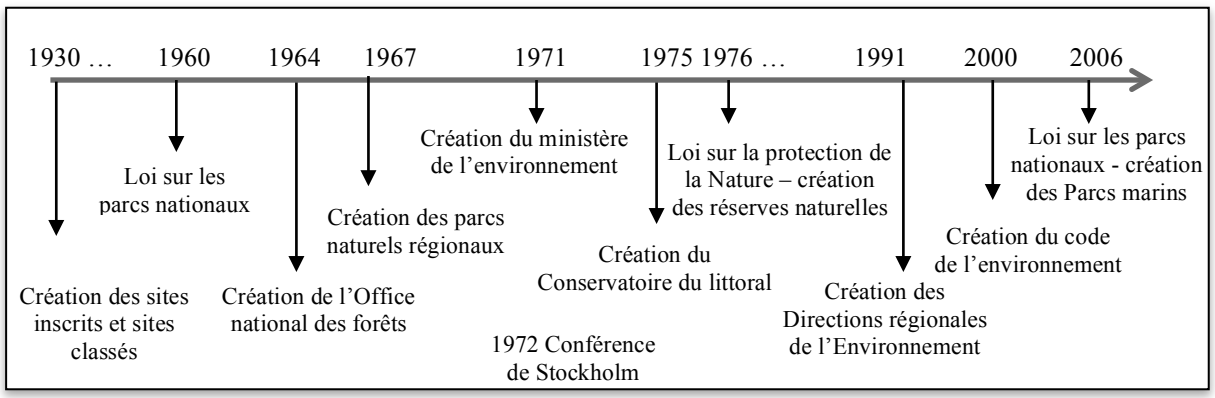


Figure 32 : Frise chronologique de l'histoire de la protection de l'environnement en France.

→ *Un système d'espaces protégés en cours d'organisation*

L'ensemble des textes concernant les espaces naturels protégés se présentait sous la forme de lois ou de décrets disparates. En 2000, ils ont été réunis dans le code de l'environnement avec les principaux textes concernant la protection de la nature. L'objectif de cette codification est de simplifier l'accès aux textes juridiques pour une meilleure mise en lisibilité (Guignier and Prieur 2010). Contrairement au SNUC au Brésil, cela n'a pas entrainé de modification des lois et reste une concaténation des textes préexistants. Certaines aires protégées dépendent néanmoins d'autres codes législatifs. Ainsi le code forestier permet la création des réserves biologiques sur les terres domaniales. De même le code de l'urbanisme prévoit la protection de certains espaces via leur classement en « zone naturelle » au moment de la réalisation des plans locaux d'urbanisme.

Par ailleurs, ce qui pourrait se rapprocher au plus près des terres indigènes brésiliennes sont les zones de droits d'usage collectifs (ZDUC), dispositions spécifiques à la Guyane, reconnues et définies dans le code du domaine de l'État depuis 1987 et dans le code forestier depuis 2008. Elles ne sont pas présentées comme ayant une vocation potentielle de protection de la biodiversité, mais il nous semble intéressant d'observer néanmoins leur contribution potentielle à un objectif de bonne gestion environnementale, au même titre que les terres indigènes brésiliennes.

Presque aucun de ces espaces ne sont incompatibles spatialement[27], favorisant une superposition des statuts sur de mêmes territoires. Le foisonnement des espaces protégés existants est souvent pointé du doigt comme un facteur de faible efficience (Landelle 2007) en lien au maintien d'un flou sur le statut des espaces, et à la difficulté d'appréhension de cette diversité par les acteurs du territoire (Giran 2003). Comme nous l'évoquions au chapitre 1, Cans (2008) défend au contraire l'idée qu'une telle profusion associée à la possibilité de superposer les statuts permet de répondre sur un même territoire à des enjeux différents de conservation, qu'un seul espace protégé, avec un seul et unique mode de gouvernance et des contraintes propres ne pourrait pas assurer. La France s'est engagée dès 2004 à systématiser et organiser son système d'espaces protégés lors de la rencontre des parties de la Convention sur la Diversité Biologique à Kuala Lumpur (Martinez 2007). Un état des lieux a été réalisé en 2006 par l'UICN pour identifier les lacunes au regard des objectifs de Kuala Lumpur (Martinez 2007). Il en ressort que la panoplie d'outils législatifs et réglementaires est effectivement assez complète, et qu'elle est mise en œuvre, mais qu'il manque une stratégie nationale, qu'il y a un manque de systématisation et que les créations d'espaces protégés sont plus liées à une stratégie opportuniste qu'à une logique liée à une rationalité écologique. Il souligne ainsi qu'il y a un déficit très important d'aires marines protégées, de protection en outre-mer (en partie rectifié depuis par la création des parcs nationaux de Guyane et de La Réunion), ainsi que sur les plaines et zones humides. Le manque de lisibilité entre les rôles de l'État, des collectivités et des associations de protection de la nature est jugé problématique. Enfin, le rapport met en avant un manque de données scientifiques accessibles sur lesquelles baser l'analyse.

→ Des institutions et des modes de gestion variés

Contrairement au cas des unités de conservation brésiliennes, tous les espaces ne peuvent pas être créés par tous les acteurs gestionnaires d'environnement. Quelque peu schématiquement, le ministère de l'environnement a ses outils, les collectivités en ont d'autres, l'ONF, les préfectures, ou encore le Conservatoire du littoral ont les leurs. La Figure 33 donne une représentation de l'organisation de la gestion des principales catégories françaises d'espaces protégés. A chaque type d'espace protégé est associé un mode de gestion, des règles et des exigences spécifiques.

[27] A l'exception des parcs nationaux et parcs régionaux.

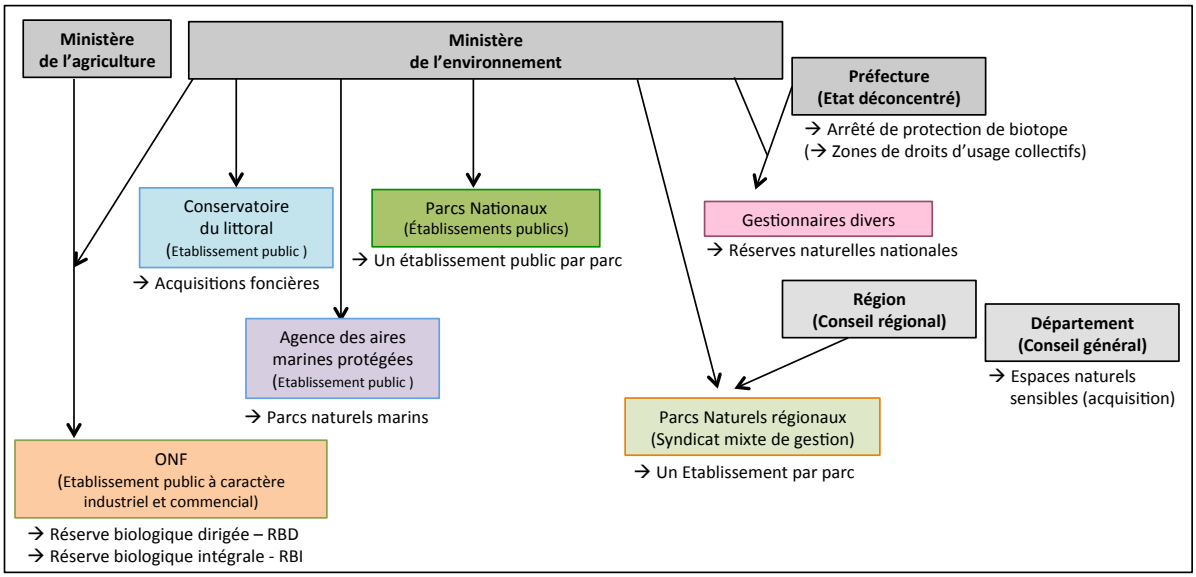


Figure 33 : Représentation schématique de l'organisation institutionnelle de la gestion des espaces protégés français.
NB : En couleur figurent les différentes institutions gestionnaires, avec les espaces protégés qui leurs sont associés ; en gris figurent les administrations ou collectivités dont ces gestionnaires dépendent.

Au bilan, il n'y a pas en France, contrairement au Brésil, de réelle stratégie à l'échelle nationale concernant les aires protégées. C'est la stratégie nationale pour la biodiversité qui en tient lieu (Guignier and Prieur 2010), complétée par la stratégie de création des aires protégées (SCAP), issue des lois Grenelle de 2007 et actuellement en cours de construction (Entretien UICN 2012). Elle ne s'applique que sur le territoire métropolitain, et engage la France à couvrir 2 % du territoire par un statut de protection d'ici à 2019. L'outil principalement mobilisé pour remplir cet engagement est celui des parcs nationaux (Entretien UICN France).

Les systèmes semblant relativement différents, nous allons voir sur quelle base ancrer notre analyse comparative.

3.1.3. Correspondances entre typologies française, brésilienne et catégories UICN

Notre base de référence pour mettre les aires protégées en relation sera la définition adoptée par les catégories UICN. Comme le fait remarquer Dudley (2008, p.14), une même dénomination peut, dans des pays différents, recouvrer des réalités d'orientations de gestion et des modalités de gouvernance très différentes. Au Brésil, la loi définissant les unités de conservation est inspirée des catégories de l'UICN et nous avons pu établir assez aisément des correspondances entre les deux classifications. Le travail est un peu plus complexe en France, mais le bureau UICN de la France a établi les correspondances les plus courantes entre les espaces protégés existant au niveau national et les catégories internationales. C'est en se basant sur ces correspondances nous avons construit le Tableau 16. Les astérisques signifient que cette catégorie d'espace protégé est représentée en Guyane ou en Amapá.

Tableau 16 : Correspondance UICN des catégories d'espaces protégés français et brésiliens.

UICN	**Objectif**	**Brésil : selon le SNUC, Unités de protection intégrale (UPI) et Unités d'usage durable (UUS)**	**France**
Ia	Recherche scientifique	*Estação Ecologica * (ESEC)* -Station écologique-	Réserve intégrale de parc national (RI) Réserve naturelle nationale (RNN) *
Ib	Protection de ressources sauvages	*Reserva Biologica * (REBIO)* -Réserve biologique-	
II	Protection d'écosystèmes et récréation	*Parque Nacional (PARNA) ** *Parque Estadual (PE)* -Parc national ou d'État fédéré-	Zone cœur de Parc National (ZC) *
III	Préservation d'éléments naturels spécifiques	*Monumento Natural (MN)* -Monument Naturel-	Réserve naturelle géologique (RNG) Site classé – Site inscrit (SC-SI) *
IV	Conservation avec intervention au niveau de la gestion	*Refugio de Vida Silvestre (RVS)* -Refuge de vie sylvestre- *Àrea de relevante interesse Ecologico (ARIE)* -Espace d'intérêt écologique particulier -	Réserves naturelles (RN) * Réserve biologique intégrale (RBI) ou dirigée (RBD)* Réserve nationale de chasse et de faune sauvage (RNCFS) Site du Conservatoire du Littoral * Arrêté de protection du biotope (APB)*
V	Conservation de paysages marins ou terrestres et récréation	*Reserva Particular do Patrimonio Natural * (RPPN)*- Réserve privée de patrimoine naturel *Area de Proteção Ambiental * (APA)* – Aire de protection environnementale-	Parc naturel régional (PNR) * Zone d'adhésion de parc national (ZLA) * Parc naturel marin (PNM) Site des Conservatoires d'espace naturels Espace naturel sensible * (ENS)
VI	Utilisation durable d'écosystèmes naturels	*Floresta Nacional/estadual (FLONA, FLOTA) *** -Forêt nationale / de l'État fédéré- *Reserva Extractivista (RESEX)** - Réserve extractiviste- *Reserva de Fauna (RF)* -Réserve de faune- *Reserva de desenvolvimento sustentável (RDS)** -Réserve de développement durable-	Parc naturel marin (PNM) Site des Conservatoires d'espaces naturels
/	Reconnaissance des territoires indigènes	*Terra Indigena (TI)** -Terre indigène- *Terra Quilombola (TQ)** *-Terre des Quilombos-*	Zone de droits d'usage collectifs (ZDUC) *

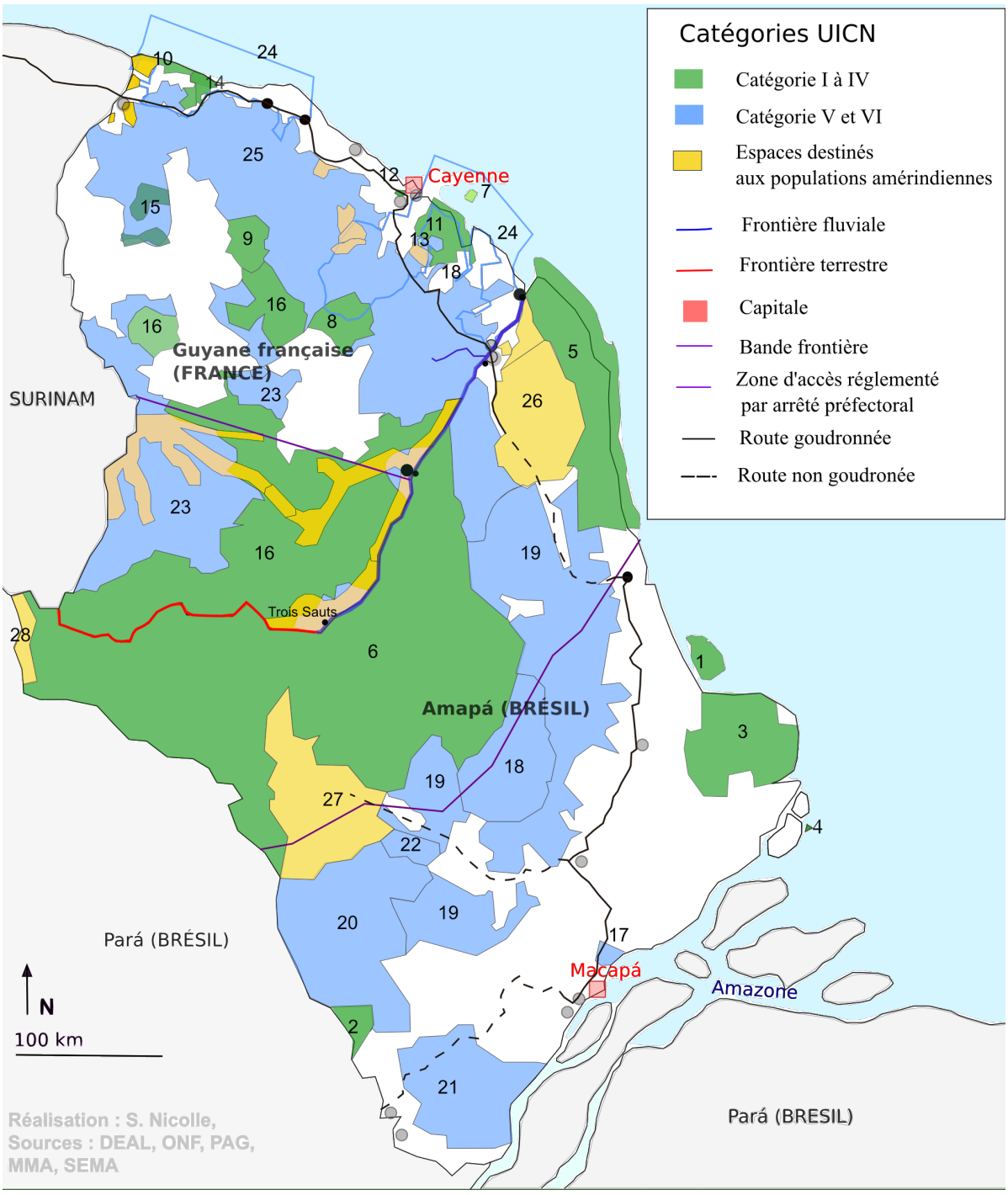


Figure 34 : Carte des espaces protégés de Guyane française et d'Amapá.

Tableau 17 : Espaces protégés de Guyane et d'Amapá.

N°	UICN	*Type d'espace*	Nom de l'aire protégée	Gestion	Création
1	Ia	*Estação Ecologica*	Maraca Jipioca	F	1981
2	Ia	*Estação Ecologica*	Jari	F	1982
3	Ib	*Reserva Biologica*	Lago Piratuba	F	1980
4	Ib	*Reserva Biologica*	Parazinho	E	1985
5	II	*Parque Nacional*	Cabo Orange	F	1980
6	II	*Parque Nacional*	Montanhas do Tumucumaque	F	2002
7	IV	Réserve naturelle nationale	Grand-Connétable	F	1992
8	I ou IV	Réserve naturelle nationale	Nouragues	F	1995
9	I ou IV	Réserve naturelle nationale	Trinité	F	1996
10	IV	Réserve naturelle nationale	Amana	F	1998
11	IV	Réserve naturelle nationale	Kaw	F	1998
12	IV	Réserve naturelle nationale	Mont Grand Matoury	F	2006
13	IV	Réserve naturelle régionale	Trésor	E	1997
14	IV	Arrêté de protection de biotope	Sables blancs de Mana	F	1995
15	IV	Réserve biologique intégrale	Lucifer Dékou-Dékou	F	1995
16	II	Parc national - zone cœur	Parc Amazonien de Guyane	F	2007
/	IV	13 espaces du Conservatoire du littoral		F	/
17	V	*Area de Proteção Ambiental*	Curiau	E	1998
/	V	*Area de Proteção Ambiental*	Fazendinha	E	2004
18	VI	*Floresta Nacional*	FLONA	F	1989
19	VI	*Floresta Estadual*	FLOTA	E	2006
20	VI	*Reserva de desenvolvimento sustentavel*	RDS Iratapuru	E	1997
21	VI	*Reserva Extractivista*	RESEX Cajari	F	1990
22	VI	*Reserva Extractivista*	RESEX Flor de fogo	M	NR
23	V	Parc national - zone de libre adhésion	Parc Amazonien de Guyane	F	2007
/	V	Parc naturel régional	PNRG	E	2001
24	VI	Forêt publique gérée	DFP (sauf réserves)	F	2006
25	/	*Terra indigena*	Galibi	F	1982
25	/	*Terra indigena*	Uaca I &II	F	1991
25	/	*Terra indigena*	Jumina	F	1992
26	/	*Terra indigena*	Waiampi	F	1996
27	/	*Terra indigena*	Tumucumaque	F	1997
/	/	13 Zones de droits d'usage collectif		F	/

Au Brésil comme en Guyane, on notera la présence de territoires délimités en tant que territoires ancestraux de populations amérindiennes ou marronnes[28]. Ces espaces ne sont pas directement reconnus actuellement dans les catégories UICN car leur objectif premier n'est pas la préservation de la nature. Nous les considérerons néanmoins dans les paragraphes qui suivent, en justifiant ce choix. Il s'agit des Terres indigènes (TI - *Terras indigenas*) au Brésil et des Zones de droits d'usage collectifs (ZDUC) en Guyane.

Par ailleurs, on remarquera que les forêts publiques sont considérées au Brésil en tant qu'espaces protégés de catégorie UICN VI. Ce n'est pas le cas en France car l'objectif premier annoncé n'est pas celui de la conservation de la biodiversité, mais d'une gestion durable de la forêt permettant la production de bois. Nous nous proposons néanmoins de les traiter parallèlement pour analyser les différences réelles entre ces dispositifs de gestion forestière.

En nous basant sur ces catégorisations, nous nous proposons dans les parties suivantes de caractériser quantitativement les espaces protégés de Guyane et d'Amapá par rapport à leurs territoires nationaux respectifs, puis de les comparer entre eux. Ces premiers résultats pourront servir de base aux analyses beaucoup plus qualitatives menées dans la suite de cette recherche.

3.2. Caractérisation quantitative des espaces protégés de Guyane et d'Amapá.

3.2.1.Statistiques comparatives concernant les espaces protégés en Amazonie légale

Les données suivantes visent à situer les aires protégées d'Amapá par rapport à celles des autres États d'Amazonie légale. Nous avons ici décidé d'écarter le Maranhão de l'analyse car il n'est pas intégralement compris dans l'Amazonie légale. Le tableau ci-dessous caractérise la superficie et la population de chacun des États étudiés.

Tableau 18 : Caractéristiques des États d'Amazonie brésilienne.
Données IBGE – http://www.ibge.gov.br/estadosat/index.php, consulté en Mars 2013

Abréviation	Nom	Superficie (km²)	Habitants	Densité (hab/km²)
AC	Acre	164 123	733 559	4,5
AM	Amazonas	1 570 746	3 483 985	2,2
AP	**Amapá**	**142 828**	**669 526**	**4,7**
MT	Mato Grosso	903 366	3035122	3,4
PA	Pará	1 247 690	7 581 051	6,1
RO	Rondônia	237 576	1 562 409	6,6
RR	Roraima	224 299	450 479	2,0
TO	Tocantins	277 621	1 383 445	5,6

[28] Voir note de bas de page 17, p.109

Une des principales caractéristiques de l'ensemble de ces États est leur grande taille et les faibles densités de population. À titre de comparaison, la France métropolitaine a une superficie de 552 000 km^2 soit environ 3 fois l'Amapá et bien moins que l'Amazonas ou le Pará, pour une densité de population de 114 hab/km^2 (INSEE 2010).

L'Amapá (en gras) est le plus petit des États d'Amazonie Légale. La densité de population, faible, est dans la moyenne de celles des Etats amazoniens. La population croit néanmoins rapidement (un taux de croissance démographique d'environ 4%), en raison de phénomènes migratoires important en provenance des États du *Nordeste* brésilien (IBGE 2004b).

Nous comparons ici les nombres d'unités de conservation par États, en distinguant celles dites de « protection intégrale » (UPI - soit les catégories UICN I à IV), celles dites d' « usage durable » (UUS – soit les catégories UICN V et VI), ainsi que les terres indigènes. Nous observons également le pourcentage de superficie que ces différentes catégories représentent pour chaque État.

Les données en pourcentages sont issues d'un rapport de l'Imazon sur les aires protégées. Issues de leur système d'information géographique, ces données ont été traitées de façon à exclure d'une part les aires maritimes du calcul, et d'autre part à ne pas compter en double les zones de superposition (IMAZON 2011). Le nombre d'espaces protégés vient du cadastre national en ligne sur le site du ministère de l'environnement. Les données concernant les unités fédérales y sont très fiables tandis qu'il y a parfois plus d'incertitudes sur les unités crées au niveau des États. Les informations ont été recoupées avec l'observatoire des unités de conservation de WWF[29] qui présente l'intérêt de permettre des extractions de la base de données sous forme de tableur Excel. En cas de non concordance, nous avons choisi de nous baser sur les données officielles produites par le ministère. Le choix a été fait de ne pas prendre en compte les unités de conservation créées au niveau municipal dans la comparaison car le niveau d'information disponible dans les bases de données est trop faible. Enfin, les données concernant le nombre de terres indigènes proviennent du site Internet de *l'Instituto socioambiental (ISA)*.

Tableau 19 : Comparaison quantitative des espaces protégés des différents États d'Amazonie légale.

État/Région	% en surface (S) et nombre d'UC						% S et nombre deTI		% S Total	Nb Total
	% S UPI	Nb UPI	% S UUS	Nb UUS	% S UC	Nb UC	% S TI	Nb TI		
AC	10,6%	3	23,6%	17	34,2%	20	16%	36	50%	56
AM	7,8%	23	15,8%	52	23,6%	75	51%	161	51%	249
AP	33,3%	6	28,8%	8	62,1%	14	8%	6	70%	20
MT	3,2%	32	1,3%	25	4,5%	57	15%	80	20%	137
PA	10,2%	17	22,1%	51	32,3%	68	23%	59	55%	127
RO	9,2%	11	12,4%	9	21,6%	20	21%	25	43%	36
RR	4,7%	6	7,3%	3	12,0%	9	46%	33	58%	38
TO	3,7%	7	8,5%	12	12,2%	19	9%	15	21%	31

[29] http://observatorio.wwf.org.br

On constate que l'Amapá, tout comme le Tocantins, présente un faible pourcentage de son territoire couvert par des terres indigènes (8 %) qui sont d'ailleurs également peu nombreuses (6). D'autres États comme l'Amazonas ou le Roraima arrivent à plus de 45 % de leur superficie concernée par les terres indigènes. Leurs tailles respectives sont très hétérogènes, comme on pouvait déjà le voir sur la Figure 15 (p.98). Si les populations indigènes d'Amapá sont, on le verra, très dynamiques, la démarcation de leurs territoires n'a pas été une priorité politique d'aménagement du territoire. En revanche, l'Amapá est de loin, l'État présentant le taux de recouvrement par des unités de conservation le plus élevé, avec 62 % du territoire concerné, suivi par l'Acre, avec 34 %. On voit que le nombre d'espaces protégés correspondant est assez faible : il s'agit donc principalement de grandes unités de conservation. Si d'autres États comme l'Acre ou le Pará sont dans de mêmes ordres de grandeur pour les unités d'usage durable, l'Amapá se distingue notamment pour la grande superficie de ses unités de conservation en protection intégrale (UICN I à IV) qui couvrent plus de 30 % du territoire. On restera conscient que compte tenu de sa « petite » taille, cela n'implique pas des superficies protégées cumulées supérieures aux autres États.

Observons maintenant les proportions respectives des unités de conservation créées, en distinguant celles gérées par l'État fédéral et celles gérées au niveau de l'État fédéré d'Amapá. L'étude de l'Imazon ne fournissant pas ces données, nous les avons produites à partir du registre national des aires protégées, disponible en ligne[30]. Les aires municipales et les réserves privées ne sont pas prises en compte car elles sont souvent de très petite taille et que les informations les concernant sont trop peu précises. Par ailleurs les superpositions ne sont pas ici prises en compte. En effet, si ces informations sont disponibles pour l'Amapá (Drummond 2010), les rechercher pour l'ensemble des États d'Amazonie serait extrêmement long et peu pertinent compte tenu du niveau d'information recherché ici. Ces différents éléments expliquent les différences que l'on peut rencontrer entre les deux tableaux. Le Tableau 20, moins précis permet néanmoins de se donner une idée de la variabilité du rôle des États fédérés en tant que gestionnaires d'espaces protégés.

Tableau 20: Nombre d'espaces protégés et pourcentages de la superficie couverte par États - Distinction selon le niveau de gestion fédérale ou fédérée.

	Unités de conservation fédérales				**Unités de conservation *de l'État fédéré***			
	UPI		UUS		UPI		UUS	
État fédérés	S (%)	Nb	S (%)	Nb	S (%)	Nb	S (%)	Nb
Acre	6 %	2	20 %	9	4 %	1	3 %	6
Amazonas	9 %	15	7 %	20	2 %	8	11 %	32
Amapá	36 %	5	7 %	2	< 0,5 %	1	23 %	4
Mato Grosso	6 %	7	1 %	1	3 %	25	1 %	6
Pará	9 %	11	11 %	36	4 %	6	13 %	14
Rondonia	20 %	7	4 %	5	3 %	3	< 0,5 %	1
Roraima	5 %	6	2 %	2	0 %	0	5 %	1
Tocantins	6 %	3	1 %	3	1 %	4	8 %	9
Total	10 %	56	7 %	78	3 %	45	9,23 %	73

[30] http://www.mma.gov.br/areas-protegidas/cadastro-nacional-de-ucs

Pour l'Amapá, on peut voir ici que la majeure partie des UPI est en gestion fédérale (la seule en gestion *estadual* est de taille extrêmement réduite). La tendance des États à créer des espaces d'usage durable plutôt que de protection intégrale se retrouve d'ailleurs plus généralement en Amazonie, à l'exception du Mato Grosso (création de nombreux parcs *estaduais,* équivalents de parcs nationaux*)*. C'est probablement lié pour partie au fait que l'ancrage local plus fort des gouvernements d'États fédérés les pousse à minimiser les risques de conflits.

Au niveau Fédéral, on a largement privilégié les UPI dans le cas de l'Amapá, tout comme dans le cas du Rondônia. Les autres États présentent des pourcentages plus équilibrés entre UPI et UUS, avec une exception pour l'Acre, beaucoup plus axé sur les unités d'usage durable (beaucoup de forêts – FLONA– et de réserves extractives – RESEX).

Conclusion

L'Amapá présente des caractéristiques spécifiques par rapport aux autres États de l'Amazonie légale :

a) un taux de recouvrement par les unités de conservation extrêmement important, avec des unités fédérales principalement d'usage durable, et des unités *estaduais* presque uniquement en gestion durable.

b) une faible superficie destinée aux terres indigènes.

3.2.2.Caractérisation des aires protégées guyanaises

Il est plus difficile de comparer la Guyane aux autres régions de France que l'Amapá à l'Amazonie légale car ses caractéristiques sont très éloignées de l'ensemble des autres territoires de métropole ou d'outre-mer.

En utilisant les données de l'INSEE pour l'année 2011, nous avons construit les graphes suivants, mettant en relation les densités de populations et les superficies des diverses régions de France métropolitaine et d'outre-mer. La Guyane occupe une place très spécifique et un profil presque opposé aux autres territoires d'outre-mer : c'est de loin la région la plus grande, et présentant la densité populationnelle la plus faible.

On peut donc s'attendre à ce que ses caractéristiques en termes d'espaces protégés soient différentes de celles du reste du territoire national.

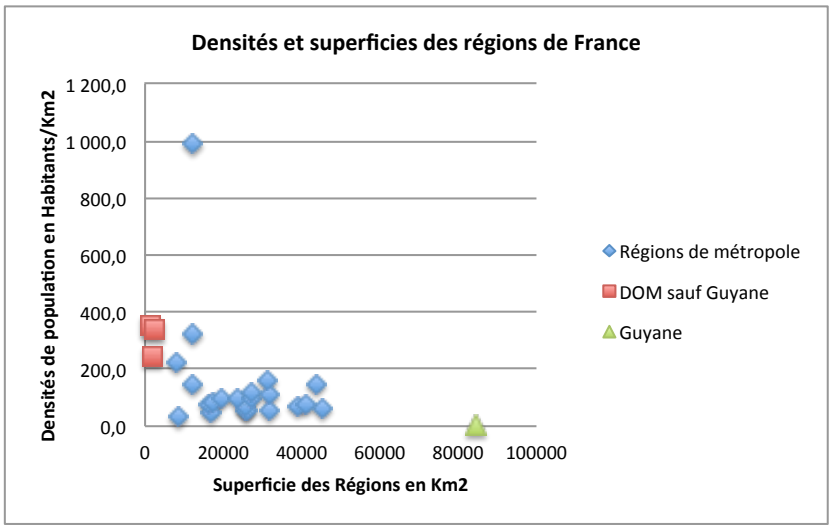


Figure 35 : Superficie et densité de population des régions de France ; Source : INSEE

En reprenant des données publiées par Lefebvre et Moncorps (2010), nous pouvons comparer les profils de ces territoires selon le type d'espaces protégés. Les données spécifiques à la Guyane ont été rajoutées.

Tableau 21 : Les aires protégées en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer.
Source : adapté de Lefebvre et Moncorps (2010)

	Nombre			Superficie terrestre (ha)			% du territoire		
	Métropole	Guyane	Autres DOM/TOM	Métropole	Guyane	Autres DOM/TOM	Métropole 552 000 Km^2	Guyane 84 000 Km^2	Autres 14 967 Km^2
APB	681	1	33	143016	29182	3477	0,26%	0,35%	0,23%
CdL	500	13	58	96585	14173	5949	0,16%	0,17%	0,40%
PNR	44	1	1	7268242	265962	20055	13,25%	3,17%	1,34%
RBD	166	1	1	23895	0	5652	0,04%	0,00%	0,38%
RBI	54	0	8	15400	110776	11004	0,03%	1,32%	0,74%
RNN	152	6	9	151778	287623	769172	0,28%	3,42%	51,39%
PN ZC	6	1	2	353693	2023569	124182	0,64%	24,09%	8,30%
PN ZLA	5	1	2	955319	1361450	182730	1,74%	16,21%	12,21%

La Guyane se distingue principalement par la superficie de ses espaces protégés. Ils ne sont pas très nombreux au regard de la superficie totale couverte et sont largement plus grands que la moyenne. C'est particulièrement vrai dans le cas des réserves naturelles et du parc national. Mis à part pour le cas des réserves naturelles, le pourcentage de la superficie couverte par des espaces protégés est supérieur ou équivalent à la situation des autres départements d'outre-mer.

En métropole, les espaces sous protection conventionnelle, qui correspondent à des catégories UICN V ou VI sont les plus présents sur le territoire avec 13,25 % pour les Parcs naturels régionaux et 1,74 % pour les zones d'adhésion des parcs nationaux. Les autres types de protection restent tous en deçà d'1 % du territoire chacun mais sont en revanche plus diversifiés et représentent un nombre total d'unités de conservation largement supérieur. On créée donc globalement plus d'unités de catégories de gestion I à IV, mais sur des superficies beaucoup plus faibles. En Guyane, on a une situation plus équilibrée, avec néanmoins une légère prépondérance des espaces de catégorie UICN I à IV tant en termes de nombre que de surface.

On se souviendra qu'en France, contrairement au Brésil, les forêts publiques de production, même durablement gérées ne sont pas considérées comme des aires protégées. Si on les comptabilisait comme des unités UICN de classe VI, la superficie considérée comme dédiée au développement durable en Guyane en serait considérablement augmentée. Si on les assimile aux forêts domaniales, elles représentent en France métropolitaine 1 699 000 ha, soit environ 3 % du territoire national métropolitain (Bouillie 2006). En Guyane, la forêt publique gérée pour la production durable de bois correspond à 27 % du département, pour une superficie dédiée de 2 300 000 ha.

Contrairement au Brésil, il n'est pas possible de faire la somme des proportions pour obtenir un taux de recouvrement total du territoire car les superpositions entre les différentes catégories d'espaces protégées sont fréquentes.

3.2.3. Des profils quantitatifs de répartition des aires protégées proches entre Guyane et Amapá.

En reprenant la logique développée dans la partie précédente pour caractériser les territoires observés en fonction de leur superficie et de la densité de population, nous avons placé sur le même graphe les régions françaises et les États d'Amazonie légale (en éliminant les plus grands qui rendent le graphe illisible). On voit que la Guyane, bien que plus petite, présente des caractéristiques proches de ce que l'on peut trouver dans ces États, en particulier les plus petits d'entre eux, dont l'Amapá fait partie.

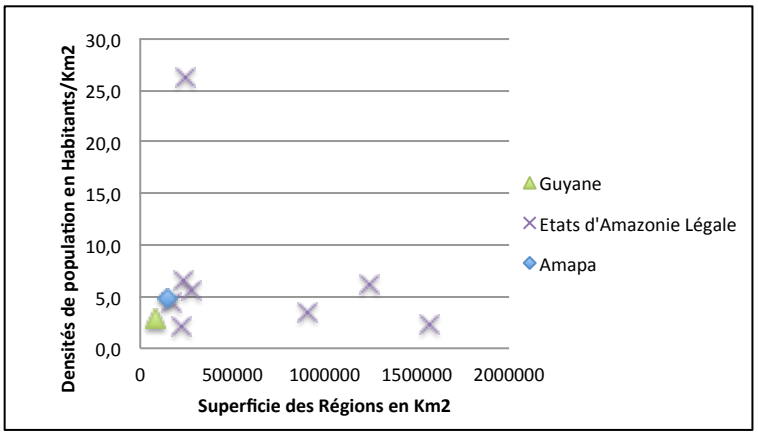


Figure 36 : Superficies et densités de population de la Guyane et de l'Amapá par rapport aux États brésiliens d'Amazonie légale.
Sources : INSEE et IBGE

Si l'on s'attache maintenant à comparer les types et superficies des aires protégées sur ces territoires, on arrive aux résultats présentés sur le Tableau 22.

Par rapport aux tableaux précédents, on a cette fois des données plus précises, issues respectivement des atlas des aires protégées de chaque territoire considéré (DIREN 2007; José Augusto Drummond, Dias, and Brito 2008). Cela permet de prendre en compte les superpositions

existantes et d'éviter les doubles comptages. Cette fois encore, les réserves privées, très petites, ainsi que les espaces protégés municipaux d'Amapá (l'un en superposition totale avec la FLOTA et l'autre représentant moins de 0,01 % de l'État) n'ont pas été pris en compte. Enfin, comme précédemment sont notées UPI (unités de protection intégrale) les unités de catégories UICN I à IV tandis que les unités de catégories UICN V et VI sont notées UUS (unités d'usage durable). Les Zones de droits d'usage collectifs ont été assimilées à des terres indigènes, pour la comparaison. La forêt gérée de Guyane (domaine forestier permanent) a été comptabilisée dans ce tableau, au même titre que la forêt publique de l'État fédéré d'Amapá (FLOTA).

État/Région	% en surface (S) et nombre d'UC						% S et nombre deTI		% S Total	Nb Total	Superficie État/Région (Km^2)
	% S UPI	Nb UPI	% S UUS	Nb UUS	% S UC	Nb UC	% S TI	Nb TI			
Amapá	33%	6	29%	6	63%	12	8%	5	70%	17	142815
Guyane	30%	21	47%	4	77%	25	8%	13	85%	38	83534

Tableau 22 : Comparaison des caractéristiques des aires protégées de Guyane et d'Amapá

On retrouve dans ces statistiques de grandes similitudes entre Guyane et Amapá. Tout d'abord dans la très forte proportion du territoire ayant une vocation de protection de l'environnement. Ce sont, on l'a vu des pourcentages très élevés, que ce soit au regard de la situation de France métropolitaine ou même des autres États d'Amazonie légale. Ces chiffres sont principalement issus des unités de conservation puisque dans les deux cas, les terres indigènes et les zones de droits d'usage collectifs ne représentent que 8 % du territoire.

On voit que les unités de protection intégrale représentent globalement la même proportion du territoire. Si elles semblent beaucoup plus nombreuses en Guyane, ce sont en fait quelques grandes unités qui comptent pour la majorité des superficies représentées, accompagnées d'un grand nombre de plus petites (arrêté de protection de biotope, terrains du conservatoire du littoral). En Guyane comme en Amapá, ces UPI sont toutes (à une exception déjà évoquée pour l'Amapá) gérées au niveau fédéral/central. La situation est plus variée pour les UUS : en Amapá deux sur six sont gérées au niveau fédéral, qui sont les premières créées dans cette catégorie. La forêt de production est gérée au niveau *estadual*. En Guyane les plus grandes unités de gestion durable sont récentes et gérées par des établissements publics : la forêt de production et la zone de libre adhésion du parc Amazonien. Les deux autres sont gérées au niveau régional.

On notera certaines différences supplémentaires non représentées dans ce tableau. Une catégorie d'espaces pourrait être rajoutée en Guyane, qui sont les données d'inventaires représentatives de zones particulièrement intéressantes d'un point de vue écologique, les ZNIEFF, ou de reconnaissance internationale de l'importance écologique d'un territoire, comme les sites Ramsar pour les zones humides. Ces outils, absents en Amapá, n'ont pas de valeur réglementaire directe, mais sont des outils de porté à connaissance de certains enjeux écologiques qui doivent être pris en compte dans les politiques d'aménagement du territoire. En revanche, le Brésil offre une possibilité qui n'existe plus en France, qui est celle de créer des espaces de préservation privés. Il

en existe 5 en Amapá, dont l'une fait près de 10 000 ha (les autres entre 10 et 130 ha), principalement situés à proximité des zones urbaines.

Conclusion

On a néanmoins au bilan des situations relativement comparables. D'un point de vue quantitatif, on pourrait considérer que Guyane et Amapá ont des profils plus proches entre eux qu'avec leurs territoires nationaux respectifs. Cela ne signifie pas pour autant que les histoires de construction de la gestion environnementale de ces territoires soient liées, mais peut être qu'il s'agit d'une réponse logique à un ensemble de facteurs externes et internes, dans des situations démographiques et contextuelles similaires. Le paragraphe suivant, qui clôture cette première partie, vise à tenter de produire de premier éléments de compréhension quant aux mécanismes à l'origine de la mise en place des différents espaces protégés de Guyane et d'Amapá. Il se base toujours sur une approche quantitative de ces espaces.

3.3. Analyse quantitative de la mise en place des espaces protégés

Nous avons présenté les espaces protégés existant en Guyane et en Amapá, et mis en exergue des points de similitude entre ces territoires. En nous appuyant sur la carte des espaces protégés de ces territoires (Figure 34 et Tableau 17) construite à partir de regroupements de certaines catégories UICN, nous nous proposons ici d'observer dans le temps l'apparition des espaces protégés en Guyane et en Amapá et les superficies concernées.

Les mêmes équivalences et approximations que précédemment sont utilisées (forêt aménagée (domaine forestier permanent) guyanaise considérée comme une aire protégée de catégorie UICN VI, ZDUC prises en compte par souci de parallèle avec les terres indigènes). Au sein du Parc amazonien de Guyane, deux catégories UICN (II et VI) sont traditionnellement considérées pour rendre compte des orientations très différentes affichées pour les deux zones (voir Tableau 16, p. 137).

Pour le Brésil, les données viennent principalement du site du Ministère de l'environnement brésilien[31], qui tient une base de données publique de l'ensemble des espaces protégés, et du site internet de l'ISA pour les terres indigènes. Elles datent de novembre 2011. En France, nous nous sommes basés sur les données de l'INPN[32].

De même que précédemment, nous observerons d'une part l'Amapá en comparaison avec les autres États d'Amazonie légale, puis la Guyane par rapport à la France, et enfin nous comparerons l'Amapá et la Guyane. L'objectif est d'être en mesure de formuler de premières hypothèses sur l'historique de la mise en place des espaces protégés de la région.

[31] Site Internet : http://www.mma.gov.br/areas-protegidas/cadastro-nacional-de-ucs

[32] La collecte des dates de création et des superficies s'est avéré particulièrement laborieuse car si les données sont toutes mises à disposition par les institutions qui en ont la charge, il n'est en revanche pas possible de les extraire directement sous la forme de tableur : elles ne sont consultables qu'espace protégé par espace protégé.

3.3.1. Évolution quantitative des aires protégées en Amazonie légale

L'Amazonie Légale forme au Brésil un ensemble d'application des politiques publiques relativement homogène, que ce soit en termes de politiques de développement ou de politiques de conservation. Par conséquent, observer les courbes temporelles de création des aires protégées devrait nous permettre d'observer d'une part les mouvements qui semblent communs aux États d'Amazonie et pourraient traduire des charnières politiques au niveau national ou international. D'autre part, cela nous permettra de voir en quoi le profil de l'Amapá s'est construit de façon distincte par rapport aux autres États.

Les résultats sont présentés ci-dessous par catégories UICN. Ces dernières sont, on l'a vu, facilement transposables aux catégories du Système national des unités de conservation (SNUC) brésilien présentant des unités de préservation intégrales (UPI = catégories UICN I à IV) et des unités d'usage durable (UUS = catégories UICN V et VI).

3.3.1.1. Évolution en superficie des catégories UICN I à IV

Cette première partie présente l'évolution des superficies d'aires protégées appartenant aux catégories UICN I à IV, entre 1960 et 2010.

La Figure 37 présente les superficies couvertes en chiffres réels. Néanmoins, compte tenu des grandes disparités de superficies entre les États fédérés, il nous a semblé plus intéressant de comparer par la suite des ratios Superficie protégée / Superficie de l'État (Figure 38).

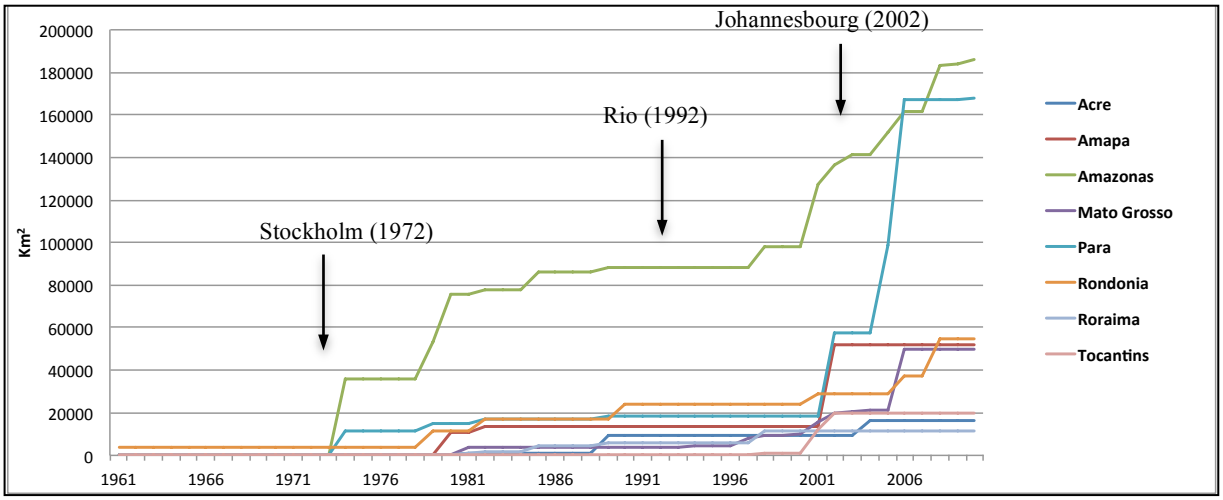


Figure 37 : Évolution de la superficie couverte par les espaces protégés dans les États d'Amazonie légale - catégories UICN I à IV

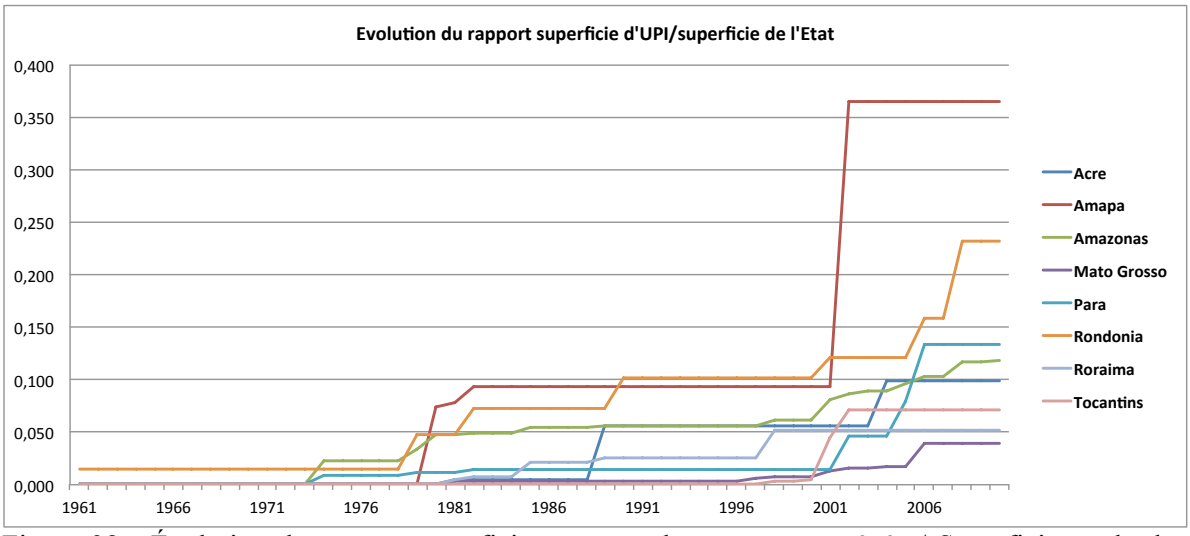


Figure 38 : Évolution du rapport superficie couverte des espaces protégés / Superficie totale de l'État - catégories UICN I à IV

Sur la Figure 37, l'Amazonas et le Pará se détachent largement des autres États. On voit cependant nettement qu'ils ne partagent pas la même histoire de mise en place d'espaces protégés. Elles se sont mises en place progressivement et avec une certaine régularité en Amazonas, tandis qu'il y a eu une explosion de la superficie protégée au Pará dans les années 2000. Sur ce premier graphe, les données concernant les autres États sont peu lisibles, puisque les courbes sont écrasées par la présence des deux « géants ». Des lors que l'on rapporte la superficie protégée à la superficie de l'État (Figure 38), c'est très nettement l'Amapá qui se détache, puisque les aires protégées intégrales couvrent depuis les années 2000 près de 35 % de son territoire. On voit néanmoins dans l'histoire qu'il s'agit de la mise en place d'un petit nombre d'espaces protégés d'assez grande taille.

On distingue globalement en Amazonie deux grandes phases d'accroissement des aires protégées de catégories I à IV. La première se tient dans les années 1980, mais pas pour tous les États, et la seconde dans les années 2000, phase nettement plus marquée. C'est d'autant plus intéressant que de nombreux auteurs annonçaient une obsolescence des modèles d'espaces protégés stricts (Rodary and Milian 2008). Il semble donc qu'en Amazonie brésilienne les espaces strictement protégés remplissent encore aujourd'hui, et peut-être plus qu'avant, des objectifs que les autres catégories ne remplissent pas, et que certains acteurs les portent avec suffisamment de succès pour entraîner une augmentation conséquente de leur superficie. Nous notons également que pour ces catégories d'espaces protégés, la tenue du sommet de la Terre de Rio au Brésil en 1992 semble n'avoir eu que très peu d'effet. Le facilitateur de la forte augmentation constatée dans les années 2000 est le projet ARPA (*Programa Areas protegidas da Amazônia*) (Encadré 8, p.187), qui vise la création et la mise en œuvre d'aires protégées en Amazonie brésilienne. Durant la première phase du projet (2003-2009) 46 unités de conservation ont été créées, pour une superficie de 24 millions d'hectares. Le programme a investit 126,6 millions de dollars et se poursuit actuellement pour la seconde phase.

3.3.1.2. Évolution en superficie des catégories UICN V et VI

Le graphe suivant montre les évolutions de superficies concernant les catégories UICN V et VI, sur la même période. Seul le graphe présentant les ratios Superficie protégée / Superficie de l'État est ici présenté, puisqu'il permet de mieux distinguer les différences de dynamiques entre États. En valeurs réelles, on retrouve globalement le même schéma que précédemment, avec une superficie d'espaces créés au Pará et en Amazonas extrêmement importante et en croissance continue à partir des années 1980. Là encore, on constate une croissance plutôt progressive pour l'Amazonas, et beaucoup plus saccadée pour le Pará (pic vers 1980 puis vers 2005).

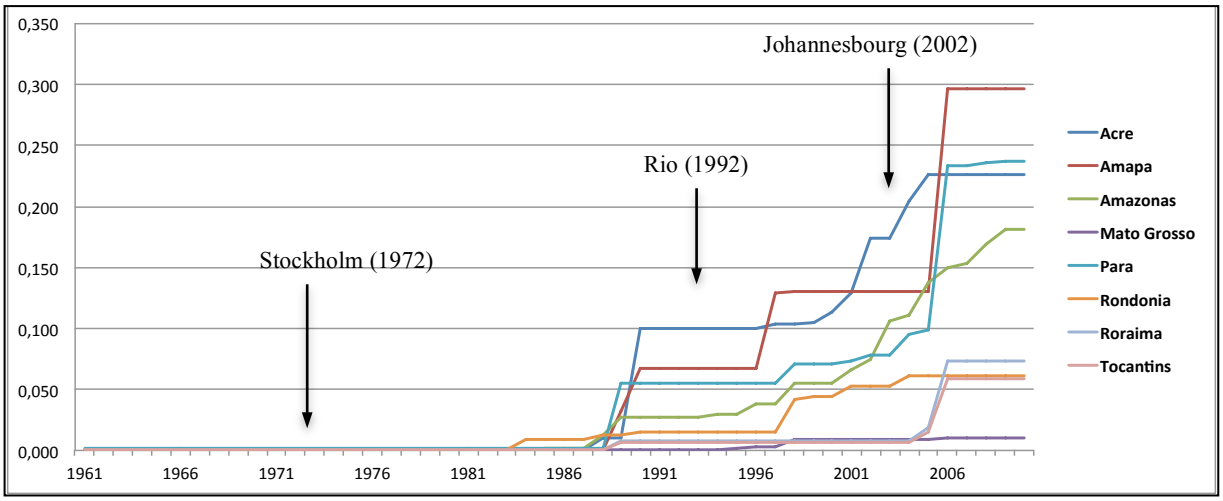


Figure 39 : Évolution du rapport superficie couverte par les aires protégées / superficie de l'État - Catégories UICN V et VI

Dans la Figure 39, présentant les superficies relatives d'aires protégées, l'Amapá se distingue une fois de plus. Selon le même patron que pour les aires protégées de catégorie UICN I à IV, une évolution de la courbe par grands paliers correspondant chacun plus ou moins à la création d'une grosse unité de conservation. Près de 30 % de la superficie de l'État sont concernés par des espaces protégés de type V et VI. Mis à part l'Amapá, les États qui se distinguent largement sont l'Acre, le Pará et l'Amazonas qui atteignent en 2010 en moyenne 20 % de leur territoire couvert par ces catégories d'espaces protégés, ce qui est énorme au vu de leur superficie.

L'interprétation des courbes est plus délicate. On a principalement trois grandes phases. Une première aux alentours de 1985, une seconde dans le début des années 1990, qui se poursuit avec un accroissement des surfaces protégées de façon relativement continue jusque vers 2005, période marquée, pour plusieurs États (notamment Tocantins, Roraima, Acre et Amapá) par un véritable saut quantitatif. L'observation des catégories d'aires protégées principalement concernées par ces évolutions amène au constat qu'une distinction sera probablement nécessaire et qu'elles ne suivent pas les mêmes historiques.

La première période concerne en effet principalement des forêts nationales, créées à la fin des années 1980 ; la seconde, des espaces communautaires de types réserves extractivistes ou

réserves de développement durable, dont la catégorie législative a été créée dans les années 1990 en réponse aux revendications des populations extractivistes d'Amazonie, menées notamment par la figure charismatique de Chico Mendes ; le pic de la fin des années 2000 correspond à des *florestas estaduais (FLOTA),* forêts publiques des États fédérés, concomitantes de la publication de la loi nº 11.284, du 2 mars 2006, qui réglemente la gestion forestière par concessions dans les forêts publiques. Nous reviendrons sur ces différents mouvements dans la Partie 2, en détaillant la façon dont l'Amapá y est rattaché.

Les graphiques présentés semblent montrer que si le sommet de Rio a eu peu d'influence sur les espaces protégés stricts, il a pu en revanche nettement favoriser les approches de « développement durable » correspondant aux catégories UICN V et VI. Cela semble assez logique puisque Rio correspond justement à l'avènement du concept de développement durable.

3.3.1.3.Évolution en superficie des Terres Indigènes

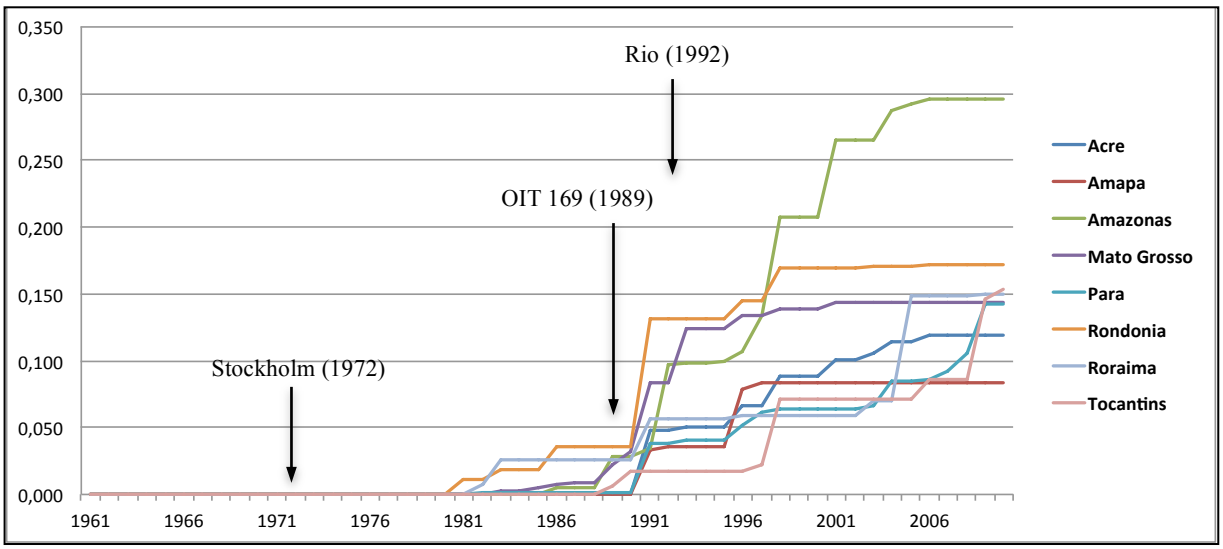


Figure 40 : Évolution du rapport entre les superficies couvertes par les Terres indigènes / Superficie totale de l'État

Si les premières terres indigènes homologuées apparaissent dans les années 1980, il y a un véritable pic de création au tout début des années 1990. Cela pourrait correspondre à une réponse à la promulgation au niveau international de la convention OIT 169 de l'Organisation internationale du travail, qui traite spécifiquement des droits des peuples indigènes. Un second pic, moins marqué, vers 1995/1996, pourrait constituer un effet post-Rio et correspondre à la mise en application du programme PPG7 (Encadré 6, p.113). Pour le reste, il semble que chaque État suive vraiment sa propre trajectoire.

On constate dans de nombreux États, Rondônia, Mato Grosso, Acre, Amapá une stabilisation à partir de la fin des années 1990 qui peut coïncider avec l'aboutissement des revendications des populations. L'Amazonas se distingue très nettement des autres États : compte tenu de sa taille,

cela représente une superficie vraiment très importante tournée vers l'implantation de terres indigènes.

L'Amapá ne présente que deux pics de création de terres indigènes, en accord avec les tendances générales évoquées précédemment. Rappelons également que les années 1990 correspondent à l'accession de J. Capiberibe au poste de gouverneur d'Amapá, ce qui peut avoir facilité la création des terres indigènes. Le pourcentage de la superficie de l'État d'Amapá concerné par ces espaces reste finalement assez faible.

Conclusion

On voit au bilan que l'Amapá présente des spécificités par rapport aux autres États Amazoniens dans l'histoire de la construction des dispositifs : le pourcentage du territoire couvert par des espaces protégé est particulièrement important, bien que le nombre d'espaces protégés soit finalement limité. Les terres indigènes restent en revanche moins représentées que dans les autres États d'Amazonie. Il semble néanmoins clair que l'ensemble de ces États partage une histoire commune dont les vagues de création d'espaces protégés sont une trace. Cette histoire est, à peu de choses près celle des aires protégées brésiliennes, tant l'Amazonie a de poids dans les politiques environnementales du pays (voir Figure 27, p.127). Néanmoins, chaque État présente des spécificités marquées, en lien avec un contexte et des orientations politiques plus locales.

3.3.2. Evolution quantitative de la mise en place des espaces protégés guyanais

Nous avons replacé sur la Figure 41 la courbe (courbe blanche) de la superficie cumulée des espaces protégés de Guyane française (Domaine forestier permanent non inclus), pour pouvoir la mettre en comparaison avec les espaces protégés français.

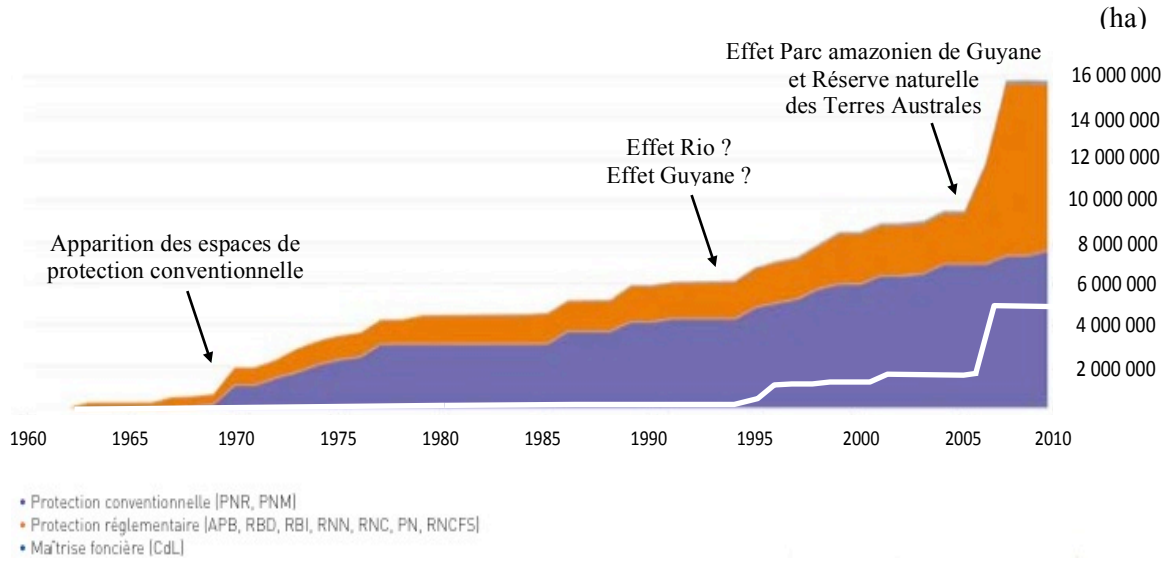


Figure 41 : Évolution de la superficie (en ha) d'espaces protégés en France et en Guyane (courbe blanche) depuis 1960 par type de protection. Source : (Lefebvre and Moncorps 2010)

Plusieurs remarques peuvent être tirées de ce graphe. D'une part, la mise en place d'une réelle politique de protection est arrivée en Guyane très tardivement par rapport au reste du territoire français. Ce n'est que dans la seconde moitié des années 1990 que l'on constate une

augmentation consistante des espaces protégés, ce qui constitue, nous le verrons en détail par la suite, un effet post-Rio. D'autre part, la Guyane joue un rôle non négligeable dans l'évolution plus générale de la superficie des espaces protégés français. En 2010, elle compte presque pour un tiers de la superficie protégée en France, tous types de protection confondus. Le parc national de Guyane créé en 2007 contribue pour beaucoup à l'effort de protection réglementaire français. Avec la création en 2006 de la Réserve naturelle nationale des Terres Australes qui compte également pour plus de 2 millions d'ha, la France a ainsi considérablement augmenté sa couverture en espaces protégés réglementaires.

Sans les DOM-TOM, la superficie totale couverte par des espaces protégés est de 62 840 km^2, soit seulement 11 % de la superficie de la France métropolitaine, dont la majeure partie en protection conventionnelle. Les unités de conservation représentent au Brésil près de 16 % du territoire national (on ne comptabilise pas ici les Terres indigènes).

Cela illustre bien les difficultés qu'il peut y avoir à comparer les espaces protégés de Guyane à ceux des autres régions françaises. Ces difficultés sont augmentées par un ensemble de caractéristiques propres aux espaces protégés français. D'une part les aires protégées en France peuvent dans la plupart des cas se superposer. Le relevé des superficies et des dates de créations par région ne suffit donc absolument pas à connaître la superficie réellement protégée. Dans le cas extrême des DOM-TOM insulaires, on peut même arriver à des superficies protégées cumulées supérieures à la superficie de l'île (cas de la Guadeloupe ou de la Réunion). D'autre part, les forêts publiques, qui sont des espaces protégés de catégorie VI au Brésil ne sont pas considérées comme telles en France et dépendent d'un code législatif distinct. Elles ne sont pas gérées et recensées à l'échelon régional, mais à un échelon territorial supérieur. De plus, elles se superposent largement avec d'autres espaces protégés.

Enfin, si l'on fait l'hypothèse que les espaces protégés prennent des formes et des modalités d'applications fortement dépendantes du type d'occupation des sols, du niveau d'anthropisation et des enjeux environnementaux concernés, on peut effectivement s'attendre à avoir des profils de gestion environnementale très contrastés.

Nous avons néanmoins tenté de voir quelques exemples d'évolution de la superficie dans le temps en choisissant de réaliser la comparaison avec l'un des autres départements d'outre-mer, la Guadeloupe, et avec la plus grande région métropolitaine, Midi-Pyrénées. Pour les raisons précitées, ce travail oblige à réaliser une succession de choix et d'exclusions qui rendent finalement peu pertinente la comparaison.

Une des principales conclusions est donc la difficulté à mettre ces territoires en comparaison en raison des disparités qui existent dans les profils des aires protégées qu'ils présentent à l'échelle territoriale.

Conclusion

La Guyane présente, par rapport aux autres régions françaises, des espaces protégés (i) de très grande taille, les plus grands au niveau national ; (ii) relativement peu nombreux au regard des autres régions ; (iii) dont la création est particulièrement tardive, dans les années 1990 ; et (iv) présentant peu de superpositions, contrairement au reste du territoire national.

On ne retrouve donc pas, comme dans le cas de l'Amapá avec les autres États d'Amazonie légale, de régularités visibles sur les graphes entre la Guyane et les autres régions françaises. C'est logique, car il s'agit d'un cas d'exception, tant par rapport à la France métropolitaine que par rapport aux autres DOM (principalement de petites îles très peuplées). Cela ne signifie pas qu'il n'y en ait pas, mais il faut probablement entrer plus dans le détail des processus pour les percevoir.

Il est maintenant intéressant de comparer directement Guyane et Amapá pour voir si ces États présentent, comme on en a formulé l'hypothèse, des similitudes y compris au niveau quantitatif.

3.3.3. Chronologies comparées de l'Amapá et de la Guyane française

Nous avons ici représenté sur le même graphe les trois catégories utilisées sur la Figure 28, (p.128) et nous avons rajouté les courbes des superficies cumulées. S'agissant ici de superficies réelles, les droites en pointillés représentent les superficies respectives de la Guyane (en haut) et de l'Amapá (en bas). Il nous a, en outre, semblé intéressant de rajouter dès à présent quelques dates repères, relevant du niveau international.

Nous avons cette fois pris en compte dans le graphe le domaine forestier permanent (forêt publique à vocation d'exploitation forestière durable, en gestion de l'ONF. Voir détails p. 118) comme une aire protégée de catégorie VI, dans un souci de cohérence avec l'Amapá.

Il ressort nettement sur le graphique que les premières actions de conservation d'envergure en Guyane française arrivent bien plus tardivement qu'en Amapá. Les quelques unités qui apparaissent sur la frise dans les années 1980, et qui ne sont pas visibles sur le graphique, sont de petites parcelles du conservatoire du littoral, en zone périurbaine.

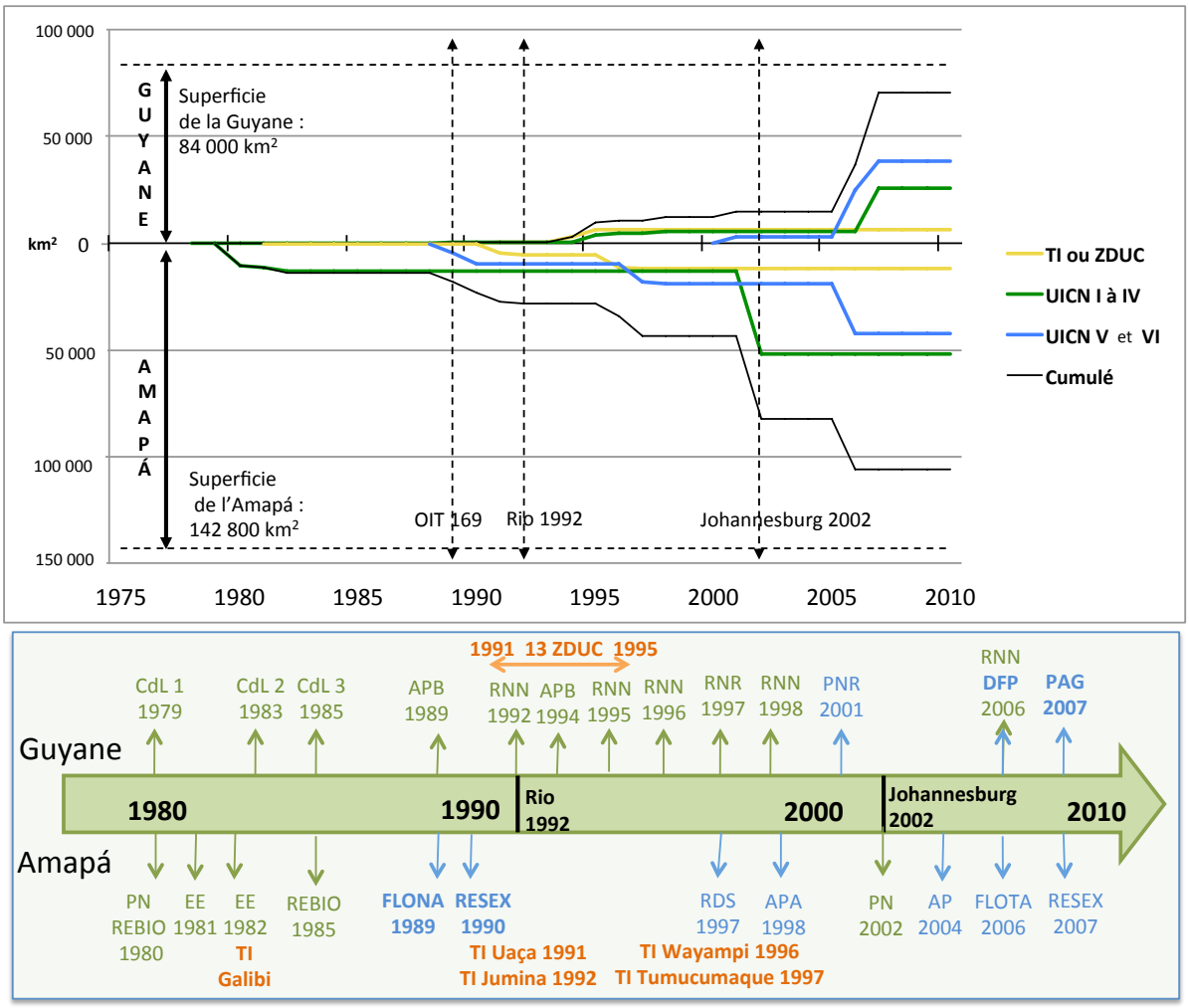


Figure 42 : Chronologie comparée de la mise en place des espaces protégés en Guyane et en Amapá.

Détail des abréviations : UICN I à IV = Catégories UICN I à IV ; UICN V et VI = Catégories UICN V et VI
Guyane : CdL = Conservatoire du Littoral ; APB = Arrêté préfectoral de protection de biotope ; RNN = Réserve naturelle nationale : RNR = Réserve naturelle régionale ; PNR = Parc naturel régional ; PAG = Parc amazonien de Guyane ; DFP = Domaine forestier permanent (Forêt domaniale) ; ZDUC = Zone de droits d'usage collectifs.
Amapá : PN = Parc national ; EE = Station écologique ; REBIO = Réserve biologique ; FLONA = Forêt nationale ; RESEX = Réserve extractiviste ; RDS = Réserve de développement durable ; APA = Espace de protection environnementale ; FLOTA = Forêt publique de l'État fédéré d'Amapá ; TI : Terre indigène.

En Amapá, on constate la présence de 3 vagues principales de créations d'espaces protégés. Les premiers, principalement de protection stricte (cat. I à IV), sont créés dans les années 1980, puis dans les années 1990 apparaissent à la fois les premiers espaces de développement durable (V et VI) et la majeure partie des terres indigènes. On notera que ces créations sont concomitantes avec le sommet de la Terre de Rio en 1992, consacrant le concept de développement durable, et avec la déclaration 169 de l'organisation internationale du travail de 1989 (OIT 169) reconnaissant les droits des populations autochtones dans le monde. Les années 2000 voient enfin l'apparition d'énormes aires protégées, respectivement de catégories II et VI, qui doublent presque la superficie de l'Amapá sous protection.

En Guyane, les premières aires protégées de superficie conséquente ne sont créées que dans les années 1990, toutes de catégorie IV UICN. A partir des années 2000, ce sont au contraire plutôt des espaces de catégorie V et VI qui sont créés, sur de très grandes superficies.

On observe donc dans les deux cas un glissement dans les catégories UICN, des aires strictement protégées à celles d'usages durables, de façon concomitante à l'évolution des paradigmes de gestion au niveau international. Celui-ci se fait avec un temps de retard en Guyane. Dans les deux cas, les terres indigènes ne gagnent plus en superficie dès la fin des années 1990. Dans les deux cas également, d'immenses espaces protégés sont créés dans les années 2000: ce sont les parcs nationaux « géants » et les zones de gestion forestière durable. Nous verrons que leurs histoires sont partiellement liées.

CONCLUSION DU CHAPITRE 4

La Guyane et l'Amapá présentent des profils très spécifiques au regard des dynamiques amazoniennes. Peu touchés par les fronts de développement agricole, le couvert forestier y est encore extrêmement bien préservé. Les modèles de développement mis en œuvre présentent certes des disparités, mais ils se caractérisent par une organisation du territoire assez similaire. On y retrouve dans les deux cas une grande diversité d'espaces protégés, relevant, au regard des catégories UICN, de logiques de gestion variées.

L'implantation de ces espaces protégés, cumulée à la reconnaissance de l'importance des grandes forêts tropicales humides amazoniennes, et aux engagements environnementaux internationaux pris par la France et le Brésil, justifie pour nous l'intérêt de réaliser une évaluation de l'efficacité de la gestion environnementale sur ces territoires.

Par ailleurs, l'étude des caractéristiques générales des deux territoires confirme la pertinence de réaliser cette évaluation de façon comparée, dans l'objectif de mettre en exergue l'influence des contextes locaux et nationaux dans la mise en place des espaces protégés, leurs caractéristiques, et leurs performances environnementales.

Nous avons vu que l'Amapá semblait globalement avoir suivi les dynamiques amazoniennes (et plus généralement brésiliennes) de mise en place des espaces protégés, avec néanmoins une plus forte proportion d'espaces de préservation stricte (cat. I à IV), et au contraire, peu de terres indigènes. La Guyane a par contre un profil très différent de la France métropolitaine, tout comme des autres départements d'outre-mer, qui tient probablement aux caractéristiques sociales et environnementales uniques de ce territoire par rapport au reste du pays. En revanche, ce sont les mêmes catégories d'espaces qui sont mis en place.

Amapá et Guyane ont des profils assez similaires, avec cependant un pourcentage plus élevé de protection stricte en Amapá qu'en Guyane. En revanche, l'histoire de la création des espaces protégés est assez différente dans le temps, avec notamment un fort retard de la Guyane. Quelques régularités ressortent cependant, comme la période restreinte de mise en place des territoires destinés aux populations amérindiennes dans les années 1990-1995, un glissement temporel des Catégories I à IV vers les catégories V et VI, et la création de très grands espaces protégés dans les années 2000.

Si les grandes conventions internationales d'environnement semblent pouvoir avoir eu une influence (évolution des catégories d'aires protégées), le lien reste, à ce stade de l'analyse, assez ténu.

Ce panorama nous laisse cependant curieux de comprendre concrètement sur quoi a reposé la mise en place de ces espaces protégés ? Quels facteurs ont été à l'origine des vagues de création successives constatées en Guyane en Amapá ? Quels acteurs étaient impliqués ? Quels buts poursuivaient-ils ? L'international joue-t-il réellement un rôle prépondérant ? Et si c'était le cas, comment expliquer le retard de la Guyane par rapport à l'Amapá ?

Ce n'est qu'une analyse plus qualitative et historique des choses qui nous permettra de proposer des réponses à ces questions.

CONCLUSION DE LA PARTIE I

Les espaces protégés, dont l'objectif est la protection « in situ » de l'environnement, sont l'un des modèles de conservation les plus répandus dans le monde. Face à la pléiade de logiques gestionnaires mises en œuvre et à l'explosion numérique de ce type de prise en charge environnementale, il est particulièrement intéressant de poser méthodiquement la question des ressorts de leur efficacité environnementale.

Les territoires amazoniens français et brésiliens que constituent la Guyane et l'Amapá sont particulièrement intéressants pour mener cette analyse. En effet, ces territoires, qui présentent suffisamment de similitudes pour que la comparaison soit pertinente, permettent d'une part de mettre en regard un large panel d'espaces protégés publics porteurs de logiques gestionnaires très différentes, et d'autre part d'observer l'importance du contexte national (et de ses déclinaisons multi-échelles) dans la prise en charge des questions environnementales au travers des aires protégées.

Plutôt que de partir du présupposé répandu selon lequel les modèles de protection de l'environnement seraient (i) invariablement issus de paradigmes porteurs des conceptions occidentales de ce que serait une « bonne gestion », (ii) établis et diffusés au travers des conventions internationales d'environnement, et (iii) appliqués de façon unilatérale et nécessairement inadaptée aux contextes locaux, nous proposons une lecture à la fois constructiviste et critique de la gestion environnementale par les aires protégées.

Les approches critiques en sciences de gestion permettent pour cela un positionnement pertinent, car elles fournissent des outils théoriques et méthodologiques particulièrement adapté aux questions que l'on se pose.

D'une part elles visent à dénaturaliser les dispositifs gestionnaires présentés comme évidents pour mettre au jour les présupposés qu'ils portent et les articulations paradigme-outils-acteurs qui en découlent. C'est ainsi en refusant de se placer dans des oppositions local/global, micro/macro, *top-down/bottum-up,* et en retraçant au contraire précisément, selon une approche presque ethnographique, les processus stratégiques ayant conduit à la création des espaces protégés de Guyane et d'Amapá, que nous nous proposons de saisir et de caractériser la diversité des logiques sur lesquelles les dispositifs en présence sont construits.

D'autre part, l'ancrage en sciences de gestion permet de questionner l'efficacité de ces dispositifs au regard de l'objectif annoncé de « bonne gestion environnementale des écosystèmes ». En nous appuyant sur les travaux menés en Analyse stratégique de la gestion environnementale (ASGE), nous avons ainsi dans cette première partie posé les bases d'un référentiel d'évaluation spécifique pour les espaces protégés étudiés, fondé sur les qualités désirables des écosystèmes forestiers amazoniens de Guyane et d'Amapá, aujourd'hui particulièrement bien conservés. Ces qualités sont définies principalement au travers des engagements environnementaux pris par les États français et brésilien au niveau international. Le choix a été fait d'établir un référentiel unique et suffisamment général pour pouvoir comparer sur un même plan des aires protégées porteuses de rationalités et d'objectifs gestionnaires chaque fois spécifiques.

L'utilisation de ce cadre d'analyse en sciences de gestion implique une mise en discussion avec d'autres disciplines, et la mobilisation de compétences propres à ces dernières, comme notamment les méthodes d'enquête de la sociologie et de l'anthropologie, ou la valorisation des données produites par les chercheurs en sciences écologiques.

La partie II de la thèse vise à analyser comment les différents espaces protégés de Guyane et d'Amapá se positionnement officiellement au regard du référentiel que nous avons établi, c'est-à-dire la façon dont ils annoncent prendre en charge la gestion des écosystèmes. Nous allons pour cela étudier en détail les étapes de la construction et de l'institutionnalisation de ces différents espaces protégés, et les ressources stratégiques qu'ils semblent être en mesure de cristalliser.

PARTIE II

LA CONSTRUCTION DES DISPOSITIFS DE GESTION ENVIRONNEMENTALE : DES PROCESSUS MULTISCALAIRES

L'attribution d'une vocation de préservation, et le degré de restrictions d'usages qui sont attribués à un espace ne sont pas des données naturelles. La décision de protéger un espace traduit un choix d'aménagement du territoire qui se fait presque toujours au détriment d'autres intérêts. L'aménagement du territoire est en effet la résultante de jeux de pouvoir entre des filières d'activités structurées à différentes échelles locale, régionale, nationale, internationale, pour qui l'accès au territoire peut être un enjeu important, et dont les attentes peuvent être incompatibles.

Ainsi, indépendamment des critères scientifiques définissant l'importance écologique particulière d'une forêt ou d'une savane donnée, l'attribution ou non d'un statut de protection est la traduction de jeux de pouvoir dans un contexte donné. La création d'un espace protégé résulte donc nécessairement du jeu stratégique de certains acteurs qui l'ont soutenu, face à d'autres rationalités plus ou moins fortement exprimées.

Étudier la construction des aires protégées en Guyane et en Amapá permet de remonter au moment ou se construisent, se mobilisent et se confrontent ces rationalités. Au delà du contenu législatif, cela permet de comprendre les enjeux qui portent un dispositif donné et qui traduisent les présupposés sur lesquels il est construit. En d'autres mots, remonter au moment de la construction des dispositifs permet de rouvrir les controverses et de rendre lisible les arbitrages effectués au moment de leur création.

L'objectif de cette seconde partie, est donc d'une part d'analyser en détail, pour chaque doctrine de gestion, quels processus stratégiques ont conduit à la mise en place des espaces protégés de Guyane et d'Amapá. Cela implique d'observer dans chaque cas de façon diachronique, quels acteurs ont porté ces espaces, quelles alliances ils ont tissées, quelles données scientifiques ont été mobilisées. Dans un second temps, nous observerons les formats gestionnaires auxquels ces processus ont finalement abouti, en caractérisant les dispositifs concrètement créés (leurs caractéristiques réglementaires, les modes de gouvernance mis en place, la façon dont les alliances ayant conduit à leur création sont, ou non, institutionnalisées).

Les chapitres 5, 6 et 7 traitent ainsi respectivement des coalitions ayant porté (i) les espaces strictement protégés, (ii) les espaces destinés aux populations locales et traditionnelles, (iii) la mise en place d'espaces de gestion forestière durable, puis dans chaque cas de l'institutionnalisation des

doctrines gestionnaires. L'objectif est de caractériser précisément les dispositifs et de pouvoir comparer la façon dont sont « inscrites » en Guyane d'un côté, et au Brésil de l'autre, les doctrines gestionnaires identifiées. L'objectif est ainsi de réaliser une première analyse de leurs atouts et de leurs limites pour la prise en charge des questions environnementales.

L'analyse de la construction des dispositifs, principalement qualitative, se base sur la compréhension des stratégies des acteurs qui se mobilisent. Nous observerons notamment en quoi la mobilisation de certains outils de gestion au sein de ces dispositifs leur confère des modes d'action qui seront nécessairement porteurs des représentations qu'ils véhiculent.

Partant de l'hypothèse que les aires protégées sont des dispositifs publics dont au moins l'un des objectifs est la préservation de l'environnement, les créer permet aux acteurs porteurs de cet enjeu d'avoir une légitimité pour le défendre sur un territoire défini et d'augmenter ainsi potentiellement leurs marges de manœuvre. Il s'agit donc d'un changement dans le système d'action local, à la fois hautement stratégique pour les acteurs d'environnement et potentiellement pénalisant pour certains acteurs insérés dans certains secteurs économiques. Nous nous proposons dans cette Partie d'analyser les stratégies des acteurs d'environnement pour créer et structurer une ressource stratégique supplémentaire de type « aire protégée ».

Nous mobiliserons pour cela plusieurs cadres d'analyse. Le management stratégique, utilisé essentiellement pour l'analyse des entreprises, va nous être utile. En particulier, il nous semble intéressant de nous baser sur l'approche des processus stratégiques définie par Lorino et Tarondeau (2006). Cette approche vise à répondre à certaines des limites identifiées de l'approche de la performance des firmes par les ressources, qui seraient des attributs intrinsèques à une entreprise, dont le caractère rare et inimitable fournirait des avantages compétitifs sur le marché. Ces ressources intrinsèques s'avérant difficiles à identifier, notamment en raison des caractéristiques qui les définissent, Lorino et Tarondeau proposent une approche plus dynamique. Ils proposent d'analyser comment des ressources données sont combinées et organisées stratégiquement en mobilisant les compétences collectives existant dans l'entreprise, au sein de « processus stratégiques ».

Le processus est défini comme *« un ensemble d'activités organisées en réseau, de manière séquentielle ou parallèle, combinant et mettant en œuvre de multiples ressources, des capacités et des compétences, pour produire un résultat ou* output *ayant de la valeur pour un client externe.* » (Lorino et Tarondeau 2006, p. 318).

Il n'est stratégique que s'il vise à modifier les conditions d'insertion de la firme dans son environnement et à lui procurer des avantages concurrentiels directs.

Les ressources et compétences qui composent ces processus sont définies de la façon suivante. Les compétences sont définies comme « *fondant des avantages compétitifs pérennes qui*

sont non-imitables, inscrites dans une histoire et une expérience spécifique, ambiguës, floues, complexes, contextuelles, évoluant en permanence » (p. 319). Quant aux ressources, elles sont « *au contraire imitables, historiques formalisables, pouvant être peu ou prou abstraites du contexte, transférables et plutôt statiques » (p. 319).*

On ne s'intéresse qu'aux ressources et compétences stratégiques, c'est-à-dire celles qui sont insérées dans des processus eux-mêmes stratégiques. Aucun objet ou outil n'est en soi une ressource, il ne le devient que dans une situation contextualisée donnée.

Un point de blocage potentiel que l'on pourrait identifier ici consiste à dire que l'on ne se situe pas dans une entreprise insérée dans un marché, et que les logiques de concurrence pour l'obtention de parts de marché ne peuvent que difficilement s'appliquer à notre recherche. Nous nous situons pourtant bien dans une logique compétitive, entre différents acteurs pour un contrôle sur un espace et des ressources naturelles donnés, constitués dans notre cas de forêt tropicale humide. Cela implique que l'objectif soit de s'octroyer des moyens d'action sur un espace.

Malgré cette différence, le cadre d'analyse nous semble pouvoir être fructueux car nous nous situons bien dans des logiques fortement stratégiques visant à la recherche d'une efficacité environnementale. Les actions des acteurs d'environnement semblent d'ailleurs bien remplir les conditions d'application du management stratégique pris comme base dans l'article (Mintzberg in Lorino et Tarondeau 2006).

« Première proposition : La stratégie est un ensemble d'actions ou d'intentions finalisées, autrement dit la stratégie définit ou est définie par un ensemble d'objectifs ou de politiques selon la terminologie militaire. En revanche, n'est pas stratégique ce qui ne résulte que du hasard, de la chance, de processus ou de conditions internes ou externes non contrôlées. Cela n'exclut pas que l'identification de ces conditions non contrôlées amorce des processus ou induisent des décisions stratégiques, ainsi que l'a suggéré Mintzberg.»

→ Les acteurs visant à la préservation de l'environnement remplissent bien cette condition, en cela que les actions menées sont finalisées et visent dans notre cas à l'établissement d'espaces protégés.

« Deuxième proposition : La stratégie est un ensemble de décisions ou d'intentions qui visent à agir sur les conditions d'insertion de la firme dans l'environnement. Il en résulte que la stratégie concerne l'entreprise dans sa globalité et que les décisions stratégiques ont nécessairement des effets ou des ambitions externes. A contrario, ne sont pas stratégiques les décisions ou intentions sans effets externes, ou lorsque ces objets ne font pas l'objets d'anticipation. »

→ Les actions mises en place visent bien des effets externes, puisque l'objectif est de modifier les allocations des ressources au sein du système d'action organisée, en conférant une assise territoriale forte aux acteurs d'environnement.

« Troisième proposition : La stratégie est une théorie de l'action en environnement hostile, dynamique, complexe et incertain dont les résultats ne peuvent pas être calculés, ni prévus avec certitude. Elle fait appel à des principes tels que ceux de la guerre, concentration des forces, économie des moyens et mobilité […]. »

→ C'est effectivement le cas de l'action environnementale, puisque les enjeux économiques opposés à la création des aires protégées peuvent être très important et les moyens stratégiques inverses déployés en conséquence. C'est donc, dans un système en permanente évolution, et

souvent hostile, que se déploient les actions.

« Quatrième proposition : La stratégie s'appuie sur et exploite les ressources ou capacités disponibles y compris dans le temps. »

→ Ce sont justement les mécanismes que nous nous proposons d'observer.

« Cinquième proposition : La stratégie offre un cadre d'analyse des ressources et capacités à développer pour modifier à son profit les conditions de la concurrence et améliorer les performances de la firme. »

→ L'enjeu est bien pour les acteurs d'environnement de modifier les conditions du rapport de force pour assurer le maintien des écosystèmes forestiers via l'implantation d'aires protégées. La question étant précisément ici de savoir si les dispositifs de gestion qu'ils mettent en place réussissent à être performant au regard de cet objectif.

Tout en restant conscients que nous ne nous insérons pas dans le contexte initial de développement de ce cadre théorique, sa transposition à notre cadre d'analyse semble pouvoir fournir une grille de lecture intéressante des processus stratégiques développés par les acteurs d'environnement qui cherchent à mettre en place des espaces protégés. L'analyse en termes de processus nous semble en outre particulièrement bien s'articuler avec le concept de dispositif. En effet, les dispositifs que l'on étudie sont justement définis par par un agencement d'outils, d'acteurs, de lois, de données mobilisés et organisés stratégiquement pour atteindre un objectif fixé. Ainsi le cadre d'analyse proposé par Lorino et Tarondeau nous permet de mettre en lumière la façon dont les ressources et compétences stratégiques sont organisées dans le processus de construction de dispositifs de gestion environnementale articulés autour des aires protégées.

Au cours de l'analyse, on prêtera une attention particulière aux processus permettant de s'adjoindre des ressources supplémentaires, notamment en recrutant d'autres acteurs, aux compétences spécifiques. Nous prêterons également une attention aux modifications qu'elles sont susceptibles d'entrainer par rapport aux objectifs initiaux des dispositifs.

Mobilisant ces cadres d'analyse, nous nous proposons de revenir, dans cette partie, sur la genèse des catégories d'espaces protégés identifiées précédemment, et d'analyser chaque fois, dans le cas de la Guyane et de l'Amapá, quels processus stratégiques ont conduit à leur reconnaissance officielle. Nous observons ensuite les caractéristiques actuelles des dispositifs qui ont émergé de ces coalitions.

En début de chaque chapitre, des cartes sont proposées pour permettre de situer géographiquement les zones dont il sera question pour chacune des doctrines de gestion étudiées. La pré-typologie issue de la phase exploratoire de la recherche, pourra être revue à l'issue des résultats présentés dans cette Partie II.

CHAPITRE 5

APPROCHE STRATEGIQUE DE LA MISE EN PLACE DES ESPACES STRICTEMENT PROTEGES EN GUYANE ET EN AMAPA

Dans les années 1970, la Guyane est un département, et, depuis peu, une Région. L'État est, comme aujourd'hui, propriétaire de la quasi-totalité du foncier. La population est recensée est d'environ 50 000 habitants. L'Amapá est encore à cette période un territoire fédéral, c'est-à-dire un territoire placé sous la responsabilité directe du gouvernement fédéral. L'exploitation industrielle des ressources minières et de la cellulose est en plein développement. La population est d'environ 116 000 habitants. On se situe au cœur de la période dictatoriale.

Ces mêmes années sont, comme on l'a vu dans le Chapitre 4, le moment de la mise en place de grands programmes de développement. En Amazonie, l'objectif est de contrôler le territoire en l'occupant et en l'exploitant (ouverture de routes, plans de colonisation) ; en Guyane, il s'agit de lancer l'économie du territoire grâce au développement d'activités productives à grande échelle dans le cadre du « Plan Vert » (usines de pâte à papier, développement agricole et minier…)

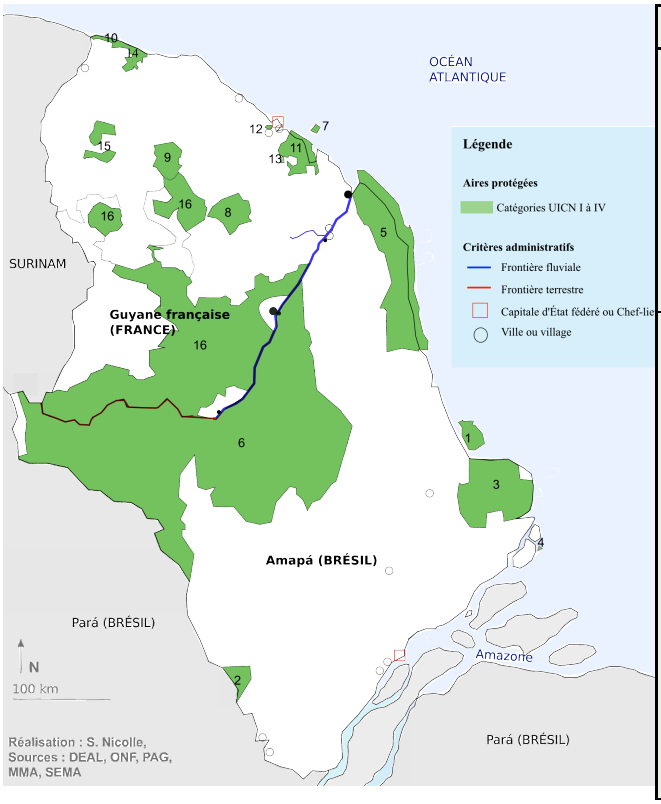
Face aux menaces que ces programmes font peser sur les écosystèmes forestiers tropicaux, des associations environnementales et des scientifiques naturalistes sont les premiers à se mobiliser pour la mise en place d'espaces spécifiquement protégés, soustraits aux logiques de développement.

Dans ce chapitre, nous allons voir dans un premier temps quels processus stratégiques ont été mis en place par ces acteurs pour aboutir à la création d'espaces protégés, puis nous comparerons dans un second temps les caractéristiques des dispositifs mis en place en Guyane et en Amapá.

1. Une coalition entre naturalistes et services environnementaux d'État pour faire face aux grands projets de développement

Les premiers acteurs à prendre position pour la protection de l'environnement sont, tant en Guyane française qu'au Brésil des associations environnementales naturalistes, réagissant face aux projets de développements massifs prévus par l'État pour le développement de ces territoires. Les espaces présentés sur la carte ci-dessous, sont, au moins pour partie, issus de cette mobilisation. Il s'agit des espaces les plus strictement protégés. Nous serons néanmoins amenés par la suite à reconsidérer cette première catégorisation.

Cette figure vise à permettre au lecteur de repérer géographiquement les espaces « strictement protégés » de Guyane et d'Amapá.



N°	Nom de l'aire protégée	Date
1	*Estação Ecologica* Maraca Jipioca	1981
2	*Estação Ecologica* Jari	1982
3	*Reserva Biologica* Lago Piratuba	1980
4	*Reserva Biologica* Parazinho	1985
5	*Parque Nacional* Cabo Orange	1980
6	*Parque Nacional* Montanhas do Tumucumaque	2002
7	Réserve naturelle nationale (RNN) Grand-Connétable	1992
8	RNN Nouragues	1995
9	RNN Trinité	1996
10	RNN Amana	1998
11	RNN Kaw	1998
12	RNN Mont Grand Matoury	2006
13	Réserve naturelle régionale Trésor	1997
14	Arrêté de protection de biotope des Sables blancs de Mana	1995
15	Réserve biologique intégrale Lucifer Dékou-Dékou	1995
16	Parc Amazonien de Guyane – Zone cœur	2007

Figure 43 : Espaces issus (au moins partiellement) de la mobilisation d'acteurs naturalistes

Nous allons analyser maintenant les différentes ressources mobilisées dans les processus stratégiques mis en place par les acteurs impliqués dans la construction des espaces strictement protégés, en France et au Brésil.

1.1. Face aux grands projets de développement, l'expertise scientifique des associations environnementales

1.1.1. Au Brésil des propositions structurées à l'échelle de l'Amazonie

Dans les années 1960, il n'y a pas de dispositif de recherche, ni d'ONG bien structurées en Amapá, qui n'est encore qu'un territoire fédéral, dans un contexte dictatorial. D'ailleurs de façon plus générale, les connaissances sur l'Amazonie restent fragmentaires. Néanmoins des instituts de recherche y permettaient déjà un regroupement des informations, avec par exemple le *Museu Paraense Emílio Goeldi*, présent à Belém depuis 1871. En 1954, L'Institut national de recherche sur l'Amazonie (INPA) est créé « *avec pour objectif l'étude scientifique du milieu physique et des conditions de vie dans la région amazonienne, gardant à l'esprit la recherche du bien-être humain et les demandes de la culture, de l'économie et de la sécurité nationale* »[33].

Si les préoccupations environnementales sont apparues tardivement en Amapá, le mouvement environnementaliste brésilien prend ses racines dès la fin de l'époque coloniale.

> *« Dans les années 1920 et 1930, le Brésil comptait un petit nombre de scientifiques brésiliens à plein temps formés localement et intéressés par la protection et la conservation de la nature parmi lesquels on comptait Alberto José Sampaio (1881- 1946), Cândido de Mello Leitão (1886-1946), Frederico Carlos Hoehne (1882-1959) et Armando Magalhães Corrêa (1889-1944). » (Drummond et Franco, 2013, p.341).*

Ces scientifiques ont eu une influence académique importante sur les membres de la première ONG brésilienne d'envergure nationale, la FBCN (Fondation brésilienne pour la conservation de la Nature), que nous présenterons en détail pour comprendre la naissance des premières aires protégées en Amapá.

> *« Les membres fondateurs de la FBCN étaient principalement des professionnels accomplis, d'âge moyen et appartenant à une classe moyenne urbaine. La majorité d'entre eux avait des diplômes en sciences « dures » comme la pédologie, l'agronomie, la biologie, l'histoire naturelle et l'écologie. Quelques uns d'entre eux avaient de bons niveaux académiques. Ils comptaient également des avocats, des officiers de marine, des naturalistes autodidactes, des hommes d'affaires et des journalistes.»* (ibid, p.343)*

La venue du président Juscelino Kubitschek (1956-1961) et des premiers plans massifs de développement du Brésil alarme les membres de l'association. Il prévoyait la construction de 10 000 km de routes (plus de 20 000 furent finalement construits avant 1960), de voies de chemin de fer (826 km construits) permettant l'implantation de multinationales, de barrages hydroélectriques (dont deux grosses unités, augmentant de 65 % la production d'électricité nationale) (Campos, 2009).

La FBCN prend de l'essor à partir de 1966, lorsqu'elle commence à publier régulièrement des bulletins de liaison. Elle tisse en outre des liens avec l'Union internationale pour la

[33] http://www.inpa.gov.br/sobre/missao2.php, consulté en août 2013

conservation de la Nature (UICN), et constitue le référent de cette association pour le Brésil. Certains de ses membres participent à des congrès internationaux. Son objectif principal devient de constituer *« un mouvement national en faveur de la conservation des ressources naturelles et de la création d'espaces réservés pour la protection de la nature ».*

Il est important de souligner que c'est la seule ONG de cette ampleur existant sous la dictature. Ce n'était donc que de l'intérieur du système qu'il était possible d'agir (Taravella, 2008), ce que nous détaillerons dans la partie suivante.

Durant les années d'or de la FBCN (1970-1980), l'ONG a développé un très grand nombre de partenariats scientifiques au Brésil et à l'international, a compté plus de 100 employés, gestionnaires et chercheurs, et jusqu'à 4000 membres. Il se distingue par ses publications « *dans lesquelles un nombre considérable de scientifiques et gestionnaires brésiliens publièrent leurs premiers articles orientés vers la conservation* ». En 1976, Gary Wetterberg et Maria Térésa Padua, associés à cette dynamique, publient un document, intitulé « Analyse des priorités de conservation de la Nature en Amazonie brésilienne ». Il indiquait, au travers des critères scientifiques disponibles à l'époque, les zones à protéger prioritairement en Amazonie, qui ne comptait alors qu'un parc national[34].

Ces critères sont construits grâce à la collaboration de scientifiques reconnus et mobilisent *« l'analyse des régions phytogéographiques (Ducke et Black 1953 modifié par Prance 1973), les types de végétations (Murça-Pires 1974), et le concept des refuges du pléistocène (Whitmore et Prance 1987)- communément acceptés pour être des centre d'endémisme »* (Mittermeier, Da Fonseca, Rylands, & Brandon, 2005).

En Guyane, la mobilisation environnementale se fait avant tout par des acteurs résidant localement, et ne tire pas son origine d'une mobilisation à l'échelle nationale. On retrouve pourtant cette proximité entre les ONG environnementales et certains acteurs de la recherche face aux pressions du développement.

1.1.2. Premières propositions de réserves naturelles en Guyane

En Guyane, la première association de protection de la Nature, la Société zoologique de Guyane est créée en 1964 par un petit groupe de naturalistes métropolitains, travaillant dans

---

[34] *« O documento já indicava, através dos critérios científicos então disponíveis, as áreas prioritárias para o estabelecimento de parques e outras áreas protegidas na imensidão da Amazônia, que só tinha naquele momento o Parque Nacional da Amazônia. Assim se começou a escolher, dentro das prioridades indicadas, as áreas que seriam submetidas à apreciação superior para criação de muitos Parques Nacionais e Reservas Biológicas. Estes estudos contaram com a colaboração dos conhecidos cientistas, como Paulo Vanzolini, Keith Brown e Sir Guillean Prance, que indicaram os refúgios do pleistoceno na Amazônia. » Padua (2004), disponible sur http://www.oeco.org.br/maria-tereza-jorge-padua/16224-oeco_10502*

différentes institutions et passionnés par la faune guyanaise. Alliant les ressources offertes par leur appartenance à leurs institutions respectives, ils arrivent à soutenir leurs activités associatives. Ils constituent une force de proposition importante dans le domaine de la préservation de l'environnement en Guyane dès les années 1970 (Ranoux, 2007) .

À la fin des années 1960, ils sont contactés par la Sépanrit, association nationale de protection de l'environnement, et en 1971, l'association devient la Sépanguy, Société pour l'étude, l'aménagement et la protection de l'environnement en Guyane, affiliée à la Sépanrit, association de protection de la Nature nationale. Cela lui permet de tisser des liens au niveau ministériel, d'accéder plus facilement à des moyens d'action et de construire une expertise de plus en plus importante sur certaines thématiques faunistiques, largement délaissées par la recherche académique.

Face au développement du littoral, et tout particulièrement du Centre spatial Guyanais, ils proposent, des les années 1970, de premiers projets de réserve spécifiquement dédiés à la préservation d'espèces animales considérées comme menacées, notamment par la pression de chasse commerciale (ibis rouge, caïman noir, et *anatidae*) (Condamin, 1974).

L'étude de la flore s'inscrit en revanche dans une tradition de recherche scientifique en botanique marquée, et soutenue par les organismes de recherche publique implantés en Guyane (principalement l'ORSTOM). L'objectif est avant tout un objectif de production de connaissances, axé d'un part sur la compréhension des écosystèmes forestiers, et d'autre part, sur la détermination des espèces floristiques, dont l'Herbier de Cayenne, créé par l'ORSTOM à la fin des années 1950, mais réellement développé et organisé par Oldeman entre 1965 et 1974, se veut le dépositaire (Cremers, 1984).

Cette dichotomie entre milieu associatif et organismes de recherche pour la production de connaissances sur la faune et sur la flore de Guyane, perdure jusqu'à aujourd'hui (Nicolle, 2010).

À partir de la moitié des années 1970, les pressions environnementales s'accentuent, cristallisées autour de la mise en place du Plan Vert.

> *« La mise en route en 1975, puis la "relance" du " Plan vert" ayant, entre autres objectifs, le développement de l'exploitation forestière, de l'agriculture et de l'élevage, on constate, depuis 1978, un impact humain qui n'est plus négligeable dans certaines régions de la zone côtière. Les projets de développement, s'ils se réalisent progressivement, laissent, en outre, prévoir une éventuelle extension considérable des régions modifiées et contrôlées par l'homme. » (J. J. Granville, 1981).*
>
> Le plan vert est en effet un plan de développement *« s'articulant autour de la création d'usines de fabrication de pâte à papier, que devait fournir la forêt Guyanaise. Le territoire serait aménagé en fonction de ces nouvelles implantations industrielles qui s'insèreraient dans un réseau de communications et de services du département. Un vaste projet de création de nouvelles exploitations agricoles modernes accompagnait ce volet industriel. L'ensemble du projet ne serait réalisable qu'au prix du recours à une immigration planifiée de travailleurs. » (Mam-Lam-Fouck, 2002, p. 117).*

L'implantation de trois usines de pâte à papier étaient prévue, disposant chacune d'un permis de 300 000 ha et pour une production annuelle approximative de 250 000 tonnes de pâte à papier. Cela aurait impliqué l'exploitation d'un million de mètres cubes de bois par an soit une coupe rase annuelle de 15 000 hectares de forêt naturelle (Valeix, 1991).

> *« Les projets [...] représenteraient un investissement 1 à 1,5 million de nouveaux francs auquel il faut ajouter le coût de l'infrastructure d'accompagnement à charge de l'État ; de telles unités occuperaient environ 4.000 ouvriers en forêt et 300 en usine.*
>
> *Dans un premier stade, il est prévu l'utilisation complète de la végétation forestière naturelle, coupée à blanc à raison de 5 à 6000 ha par an et par unité ; ensuite, l'usine tournerait sur les produits de la régénération naturelle ou mieux à partir de ceux qu'on obtiendrait par reforestation artificielle. La reforestation utiliserait des espèces à croissance rapide, mises en place sur les surfaces mécanisables libérées par l'exploitation primaire, le reste pouvant être occupé pour la réalisation de projets annexes agropastoraux. C'est environ 260.000 ha que réclame une telle exploitation papetière. » (J.-J. de Granville, 1990).*

Ranoux (2007) met bien en évidence la façon dont la rhétorique des porteurs de projet met en avant les bienfaits économiques du Plan Vert, sur une terre considérée comme vierge et à développer, tout en minimisant les risques environnementaux présentés comme parfaitement maîtrisés techniquement. Pourtant, ce type de projet n'avait encore jamais été tenté en Guyane cette époque et ce n'est que la transposition des expériences africaines qui permettait de telles affirmations.

Les scientifiques de l'ORSTOM sont consultés par les industries désireuses de s'implanter en Guyane. Sans s'opposer aux projets, ils expriment de fortes craintes sur certaines inadaptations des projets (érosion, perturbations hydrologique, régénération et choix des essences utilisées, etc.) (de Granville, *op. cit*.).

Ces projets n'ont en fait jamais abouti, compte-tenu de la faible rentabilité économique de la mobilisation du matériel ligneux, et de l'absence d'un port en eaux profondes, accessibles à des bateaux de plus de 15 000 tonnes (Valeix, *op.cit.*). Ils ont en revanche constitué une impulsion pour le mouvement environnemental qui propose, en réponse à ces menaces, la mise en place de réseaux d'espaces protégés. C'est le botaniste de Granville qui, le premier, a proposé, sur demande de la Sépanguy, une vision synthétique des priorités de préservation faunistique et floristique en Guyane (de Granville, 1975), basées sur ses travaux en botanique (relevés des espaces remarquables et menacés)[35] (J.-J. de Granville, 1974), et ceux de Condamin sur certaines espèces faunistiques menacées par l'exploitation commerciale sur le littoral (Condamin, 1974).

---

[35] *Ces projets visaient principalement :*

- les sommets au dessus de 500 mètres, rares et très dispersés où la flore et la végétation diffèrent par raport à celles de la plaine

- les zones permettant de préserver un échantillon représentatif des principales communautés végétales, garantissant la conservation d'un capital génétique suffisamment riche et diversifié.

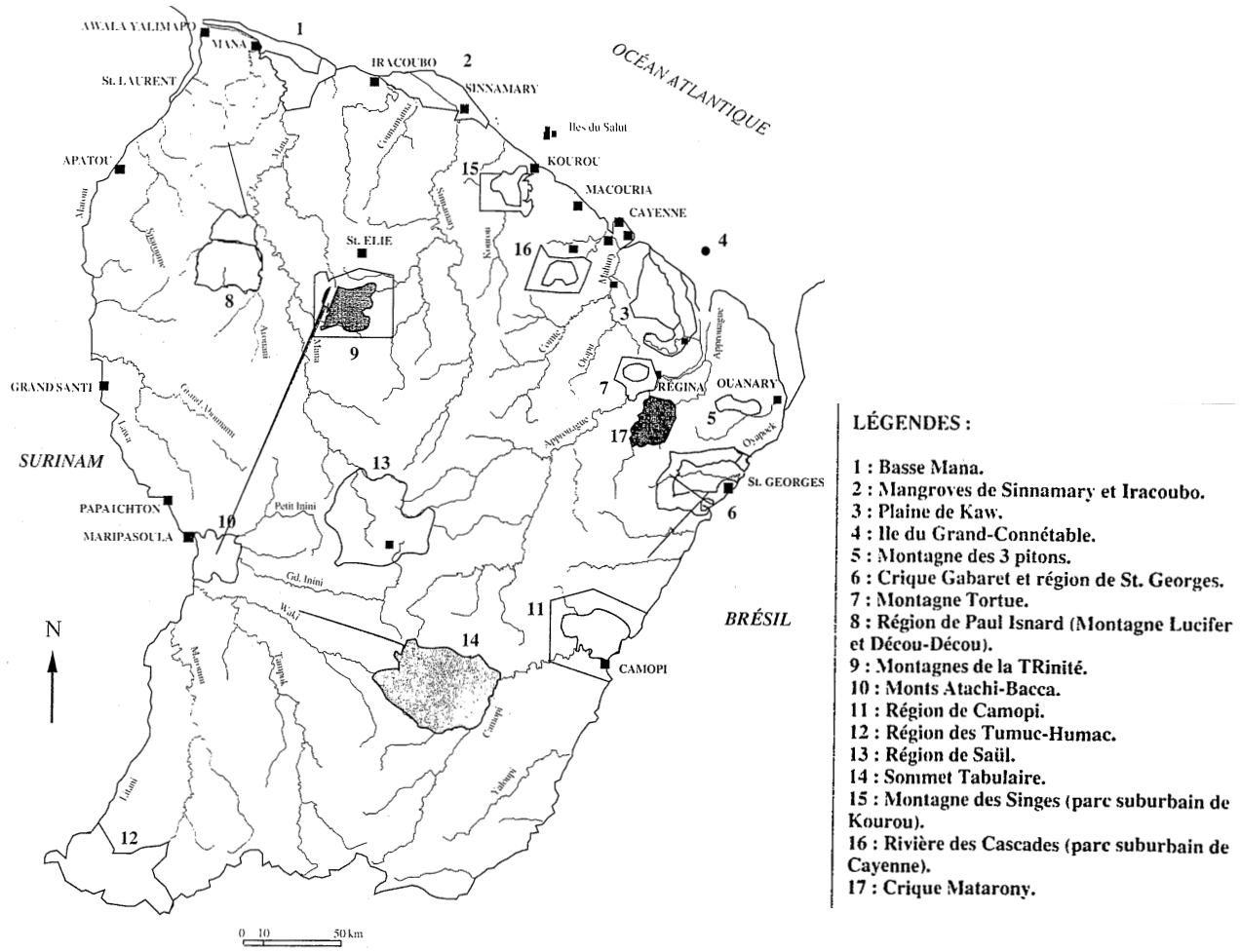


Figure 44 : Première proposition de réseau d'aires protégées, réalisant une synthèse entre les travaux de Condamin et de Granville.
Source : Sanite et de Granville, 1993

Suite à cette première synthèse, qui restera sans suite, de Granville, réalisera une succession de propositions de plus en plus détaillées scientifiquement pour justifier la création du réseau d'espaces protégés. Les ressources mobilisées sont donc la rationalité scientifique et l'expertise, permettant de justifier de l'importance de préserver certaines zones en particulier.

Dans un colloque en 1990, J.-J. de Grandville explicite bien cette logique en montrant l'importance des inventaires botaniques pour la conservation (de Granville, 1990). La stratégie déployée à ce moment vise à mobiliser des ressources propres : les arguments scientifiques justifiant la nécessité de préserver les espaces choisis ; et des ressources externes : la mobilisation des catégories législatives existantes pour appuyer leurs propositions. On a ainsi une spécialisation des acteurs scientifiques sur leurs compétences.

« Moi ce qui m'intéresse c'est la partie scientifique. Le reste c'est vrai que ça m'échappe un peu parce que c'est des palabres à n'en plus finir, tout ce qui est échanges entre les

populations locales, les élus locaux qui se sentent toujours un peu frustrés c'est vrai que c'est pas facile mais c'est plus du tout mon rayon» (Entretien de Granville)

Néanmoins, ni ces données, ni les dénonciations plus axées sur le registre de l'éthique et des sentiments réalisées par les membres de l'ONG locale ne suffisent pour un réel passage au politique. Ce dernier impliquerait d'être capable de tisser des alliances avec des acteurs pertinents, possédant d'autres compétences. Contrairement au Brésil, il n'y a pas en France à ce moment d'association environnementale puissante au niveau national visant une intervention stratégique à l'échelle du pays, mais uniquement de nombreuses associations locales qui font des relais avec les instances gouvernementales.

Parallèlement à ces propositions, et d'ailleurs souvent associés à elles, des projets de création d'un grand parc national au sud de la Guyane ont émergé, portés par des scientifiques naturalistes, et principalement par l'ornithologue Thiollay (Thiollay, 1984 ; 1987a ; 1987b ; 1990 ; Thiollay et Gasc, 1999), plus tard soutenu par la direction de l'environnement. Ces projets, basés notamment sur l'étude de populations d'oiseaux reposaient sur l'idée qu'une zone de conservation efficace se devait d'être totalement préservée, et d'une très grande superficie. Ils ont fait l'objet d'un fort rejet par les élites politiques guyanaises qui y voyaient une réémergence du territoire de l'Inini.

De la même façon, si les études ont eu, au Brésil, les résultats politiques attendus, c'est uniquement, comme nous allons l'étudier maintenant, de par leur traduction en plan d'action gouvernemental, permise grâce à l'étroite association entre les acteurs scientifiques de la conservation mobilisés dans la FBCN et les acteurs des services gouvernementaux d'environnement.

Conclusion

En Guyane, comme en Amazonie brésilienne, ce sont donc des ONG naturalistes qui portent les premières revendications environnementales et défendent la mise en place d'espaces protégés. Dans les deux cas, elles permettent la rencontre, autour des préoccupations environnementales, de scientifiques naturalistes amateurs ou professionnels et de personnes sensibles à ces questions insérées dans les administrations. De premiers réseaux commencent à se tisser, avec l'échelle nationale pour la Guyane, et l'échelle internationale pour le Brésil. Les projets de développement économique massifs qui se profilent alarment ces acteurs qui mobilisent en conséquence les ressources dont ils disposent pour légitimer la création d'aires protégées : la production, la vulgarisation et la synthèse des connaissances scientifiques. Une différence fondamentale entre les deux mouvements est la différence majeure d'échelle géographique à laquelle ils s'articulent. En Guyane, la Sépanguy défend la préservation environnementale d'une portion administrative spécifique et éloignée de la France, peinant à trouver de solides relais nationaux ; la FBCN, basée dans le sud du Brésil s'intéresse aux écosystèmes du pays dans son ensemble et spécifiquement à l'Amazonie. En revanche, aucun mouvement environnemental spécifique à l'Amapá n'émerge encore : il est uniquement considéré comme partie intégrante de la grande Amazonie brésilienne.

1.2. Une amplification des revendications grâce au partenariat avec les nouvelles autorités environnementales.

Les années 1960 et 1970 sont des années importantes dans la construction institutionnelle des questions environnementales.

1.2.1. Institutionnalisation croissante des questions environnementales au Brésil

Au Brésil, le nouveau code forestier de 1965 a induit la création de l'Institut brésilien du développement forestier (IBDF), dont l'objectif principal était le développement de la filière forestière. Sous la pression de la FAO qui soutenait le développement des capacités forestières de l'IBDF, un département spécifiquement dédié aux aires protégées y est créé et placé sous la direction de Magnanini et Padua, tous deux membres de la FBCN.

En outre, suite à la conférence de Stockholm (1972) et face aux pressions internationales importantes (Corten 1990 in Taravella 2008), le Secrétariat de l'environnement (SEMA), rattaché au ministère de l'intérieur, est créé en 1973 et est placé sous la direction de Paulo Nogueira Neto, également membre de la FBCN. Cela a également pour conséquence l'intégration, dans le deuxième programme national de développement du Brésil (PND II 1975-1979), de la demande de démarcation immédiate de parcs, réserves et forêts (Mercadante, 2001). Le Projet RADAM[36], mis en œuvre par le département des mines brésilien pour une meilleure connaissance des ressources exploitables de l'Amazonie, définit également des zones à préserver, situées dans les espaces non valorisables économiquement, et reconnus d'importance écologique. C'est notamment, en Amapá, le cas du parc du Cabo Orange et de la réserve biologique du Lago Piratuba (DNPM, 1974).

Il y a alors deux organismes en charge des aires protégées : l'IBDF responsable des parcs nationaux, des réserves biologiques, des forêts nationales et des réserves de chasse ; et le SEMA responsable des stations écologiques, des aires de protection environnementales, des réserves écologiques et des aires d'intérêt écologique.

Ces institutions bénéficient cependant de très peu de moyens humains et techniques. Des partenariats importants et nombreux vont se tisser avec la FBCN, qui capitalisait un pool de compétences scientifiques et techniques importantes.

---

[36] Le gouvernement militaire au pouvoir à partir de 1964 souhaitait développer et désenclaver l'Amazonie brésilienne, pour l'intégrer au territoire national. Dans ce contexte, de grandes campagnes de production de connaissances sur ce territoire sont réalisées, dont notamment le projet RADAM d'analyse Radar, mis en œuvre par le département des mines brésilien, qui vise à évaluer le potentiel de développement agricole, forestier et minier de l'ensemble de l'Amazonie et diffuse les données sous formes de cartes et de volumes par secteurs géographiques (DNPM, 1974). Il permet une production exhaustive de données géologique, pédologique, de végétation et d'occupation des sols sur l'ensemble du territoire amazonien, et constitue aujourd'hui encore une référence pour de nombreuses études.

« Celso [Soares de Castro, alors président de la section Parcs de l'IBDF] a permis que l'IBDF fasse une convention avec la Fondation Brésilienne pour la conservation de la Nature (FBCN), établie en 1958, pour que le service dispose de spécialistes multidisciplinaires, et de ressources pour les projets. Il s'est même battu pour ça. Cet instrument a conféré à l'IBDF une flexibilité que les organes gouvernementaux n'ont pas. »* (Padua 2004[37])

C'était un contrat énorme avec plus de 80 personnes mises à disposition de l'IBDF. C'est ce partenariat qui permet la traduction des études scientifiques en plans d'action, en 1979, puis 1982. En parallèle, le SEMA a créé, en partenariat avec l'IBDF, de nombreuses réserves écologiques en Amazonie.

"Nous, au ministère de l'intérieur, on avait plus de moyens. Ils restaient limités, mais avec très peu de moyens, on a réussi à faire pas mal de choses. Donc, on a créé des stations écologiques et d'autres types d'unités de conservation, mais principalement de stations écologiques, pour impliquer les universités, ... parce que j'était un professeur d'université au département d'écologie. » (Entretien Paulo Neto, in Drummond et Franco, 2013)*

C'est donc de ces alliances fructueuses entre les agences d'environnement du gouvernement militaire et une ONG monopolistique, regroupant les activistes environnementalistes brésiliens de l'époque que la mise en place des aires protégées amazoniennes a sérieusement commencé.

C'est au cours du premier programme de mise en place des espaces protégés que sont créés le parc national du Cabo Orange et la réserve biologique du Lago Piratuba. Dans le dossier justificatif résidant à la création, adressé par Maria Teresa Padua au président de l'IBDF, sont mis en avant de façon mêlée des arguments scientifiques et des arguments géopolitiques, susceptibles de toucher le gouvernement militaire.

Dans le cas du parc national de Cabo Orange par exemple, elle écrit ainsi en introduction :

« Les aires proposées possèdent un très grand potentiel d'endémisme, étant ainsi d'une importance indiscutable. Ils hébergent de nombreuses espèces animales de grande valeur économique et scientifique et occupent des lieux qui se sont démarqués dans l'Histoire, pour leur rôle primordial dans la démarcation de notre frontière septentrionale, constituant un territoire de sécurité nationale.

Ces propositions sont fondées sur les conditions historiques et écologiques, alliées au faible potentiel de la zone pour le développement d'activités extractivistes.

Dans l'objectif d'éliminer la chasse indiscriminée qui exerce depuis de nombreuses années une pression sur les « communautés biologiques » occasionnant une diminution des espèces les plus recherchées, et de protéger des espaces de fort potentiel endémique (Wetterberg, Pádua, Castro, & Vasconcellos, 1976) il est nécessaire de créer ces unités de conservation qui ont également été prises en considération par le deuxième plan national de développement (II PND, 1975-1979)" (Padua 1980).

*L'aire d'intérêt a été définie en contact permanent avec l'actuel gouverneur Conte Anibal Barcellos, et nous avons par là même tout son appui pour la proposition de création des aires précitées. (*Padua, 1980, p.8) *».*

[37] Interview de Maria Tereza Jorge Padua, disponible en ligne : http://www.oeco.org.br/maria-tereza-jorge-padua/16224-oeco_10502

L'évocation de la sécurité nationale dans le dossier de création de l'aire protégée est ici un phénomène assez explicite de traduction des intérêts de la préservation pour rejoindre les intérêts du gouvernement militaire en place, fortement préoccupé par la sécurisation des frontières. En conclusion au dossier, sont également mentionnés comme facteurs favorables le fait que les occupations humaines y soient très restreintes, peu développées au niveau agricole, et avec peu de possibilités d'extension compte tenu du caractère inondable de la zone une grande partie de l'année. Qui plus est, il s'agit de « *terras devolutas »,* c'est-à-dire de terres publiques qui n'ont pas encore reçu d'affectation particulière. Au bilan, le dossier est donc particulièrement bon.

C'est ainsi grâce à un jeu très fin, alliant des arguments empruntés à différentes sources de légitimité que le dossier est proposé au gouvernement. Sans que cela soit mentionné, le tracé du parc a été cependant nettement agrandi par rapport aux premières propositions issues du projet RADAM (1974).

Localement, très peu d'oppositions sont formulées car l'Amapá, dans cette période de dictature, n'est pas encore un État fédéré, mais un « territoire fédéral » directement lié à Brasilia, donc sans échelon local de gestion politique autonome (Entretien avec Alcione Cavalcante, Chargé de mission environnement au *ministerio publico*, anciennement au secrétariat de l'environnement d'Amapá.). Les tracés de certaines des réserves mises en place à ce moment sont cependant revus *a posteriori.* Par exemple, la réserve biologique du *Lago Piratuba* présentait un statut interdisant la présence d'une communauté de pêcheurs artisanaux y résidant, non prise en compte lors de la création. Cette dernière a donc été détourée.

La création de la station Écologique du Jari constitue une action stratégique demandée par le gouvernement brésilien qui craignait une extension trop importante des défrichements massifs de l'entreprise américaine Jari.

> *«Ils m'ont appelé et ils ont dit :*
> *« Regarde, on pense que Ludwig doit être contenu, et on ne veut pas qu'il aille plus vers le nord. Donc, tu pourrais faire une unité de conservation au nord du Jari ? [rires]. Et j'ai dit : « Bien sûr, si vous m'en donnez les moyens... ». Et on l'a fait, il y a encore aujourd'hui une station écologique là au nord du Jari. Et là ils m'ont appelé et ils ont dit : « Regarde, on a une autre nouvelle pour toi : 2000 chercheurs d'or sont entrés sur la station écologique du Jari .... c'est une situation compliquée... ». Pour moi ces 2000 orpailleurs avaient déjà fait des dommages environnementaux importants et rendaient l'espace protégé inutilisable et j'ai dit : « Très bien, vous n'avez qu'à me donner une zone du côté de l'Amapá ». [...]Et on a retiré la zone orpaillée de la station, pour l'augmenter d'une terre très intéressante là dans l'État d'Amapá. »* (Markun, 2007, entretien avec Paulo Nogueira Neto, ex-directeur du secrétariat de l'environnement)*

Mis à part son éclairage sur le type d'arrangements qui pouvaient être faits entre services environnementaux et gouvernement militaire, ce commentaire est éclairant sur la conception des espaces qui valent la peine d'être protégés : l'idée était de mettre les réserves sur des zones sans pressions, encore en très bon état.

Mais en parallèle, les négociations impliquaient également de réaliser des concessions importantes vis-à-vis des autorités gouvernementales, dans un contexte où le développement du pays, l'exploitation des ressources et l'intégration de l'Amazonie étaient les maîtres mots.

> *"Donc, un jour, les militaires m'ont appelé et ont dit : « Regarde, nous sommes un peu inquiets, tu es en train de faire plein d'aires protégées par là, et on a découvert ... ». Carajás [mine de fer au Pará] venait d'être découverte et ils se disaient qu'il pourrait y avoir d'autres Carajás, alors ils ont dit : "Au cas où on découvrirait du minerai dans d'autres zones, on veut faire cesser ça." J'ai dit : "Bon, c'est très simple, nous n'avons qu'à mettre dans le décret que, si l'on découvre un important gisement de minerai, la zone concernée sera retirée de l'aire protégée et qu'il y aura une compensation en lui rajoutant une zone de taille égale, ou même plus grande, située en dehors de la zone minière »*(Ibid.).*

C'est effectivement ce qui s'est passé dans le cas de la Jari, et la portion créée en Amapá correspond en fait à une extension de la surface protégée, en compensation de l'abandon de zones mises en valeur pour l'activité minière.

Si les négociations devaient ainsi être menées de façon délicate avec le gouvernement militaire au Brésil, ce sont en Guyane française les autorités locales (élus locaux), porteuses d'une idéologie anticolonialiste et prônant un développement de la Guyane basé sur l'exploitation des ressources naturelles (logique par ailleurs également portée par l'État), qui ont été très longtemps les principaux points de blocage à la mise en place d'espaces protégés.

1.2.2. L'institutionnalisation de la question environnementale en Guyane

Le ministère de l'environnement est créé en France dès 1971, et la direction régionale de l'architecture et de l'environnement est créée en 1978.

En 1978 une nouvelle proposition de réserves naturelles pour la Guyane, reprenant partiellement la précédente, est réalisée conjointement avec un projet de parc national, en suivant la démarche officielle (enquête publique et présentation aux conseillers généraux). La proposition est refusée par les autorités départementales.

> *« En 1978 /1979, le DRAE, il était en Guadeloupe .. il avait proposé une mise en réserve de toute la moitié sud [de la Guyane] , sans prendre de précautions alors inutile de dire que tout de suite les collectivités locales etc. sont montés sur leurs grands chevaux .. ça a gâché les premiers projets ... » (Entretien de Granville, réalisé en 2011)*

Entre 1983 et 1985, sur proposition du directeur régional de l'ONF, les projets de 1975 sont recyclés et largement détaillés pour constituer un dossier de propositions de réserves biologiques domaniales, statut législatif nouvellement créé, plus souple, et géré directement par l'Office national des forêts.

> *« Ce dossier n'a jamais eu, à notre connaissance de suite, peut-être avait-il reçu un avis défavorable des responsables de I'ONF de l'époque en métropole. » (Sanite & de Granville, 1993)*

Ainsi, jusque dans les années 1990, la mobilisation des ressources stratégiques disponibles, tant scientifiques que réglementaires, activées en articulation entre monde de la conservation,

monde de la recherche et administration déconcentrée d'environnement ne suffit pas à donner le poids politique nécessaire à la création d'espaces protégés en Guyane. Contrairement au Brésil, l'alliance est tissée au niveau local, qui n'est pas le niveau décisionnel de création des espaces protégés d'une part. D'autre part, ces préoccupations sont éloignées du courant majeur en métropole qui y voit plutôt un territoire à développer. Enfin, des oppositions locales se manifestent.

C'est un personnage particulier, Léon Sanite, capable de tisser des liens entre le monde de la conservation et le monde politique guyanais, qui a permis le déblocage de la situation.

Maëlle Ranoux (2007) fait dans sa thèse une description assez approfondie de son implication dans la gestion environnementale. Il est guyanais, impliqué dans la Sépanguy depuis 1971, il en devient directeur en 1980. Il occupe le poste de directeur des services vétérinaires entre 1975 et 1990. En 1988, il est président du comité de la culture et de l'éducation de l'environnement de Guyane (CCEE), puis devient directeur de la Direction régionale de l'architecture et de l'environnement en 1991.

> *« Fin diplomate, Sanite joue de ses appartenances multiples. Lors d'une intervention dans un colloque organisé par le département, il ne manque pas d'évoquer des anecdotes de son enfance du temps de sa scolarisation à l'école primaire, visant à prouver son passé commun avec les élus guyanais présents dans la salle. Devenu un acteur incontournable, il est le seul à savoir comment approcher les élus guyanais. » (Ranoux, 2007, p. 330)*

Connaissant Jean-Jacques de Granville, ils publient des articles ensemble sur la nécessité de créer des espaces protégés pour la Guyane.

En 1992, en anticipation du Sommet de la Terre de Rio, il est demandé à Léon Sanite par le gouvernement (ministères de l'environnement, de l'agriculture et de l'outre-mer) de faire une propositions de conservation et de gestion du patrimoine naturel, avec le soutien de représentants des organismes de recherche (ORSTOM, CNRS), et celui du directeur du parc national de Guadeloupe. Une présentation de la démarche doit être réalisée auprès des collectivités locales concernées. Une réflexion sur la mise en place d'un parc ambitieux est notamment demandée (Ministres, 1992).

Les arguments justificatifs de cette démarche sont très liés à la responsabilité de la France en Guyane face à la valeur exceptionnelle des écosystèmes naturels qui y sont présents. Les lacunes en termes de planification de la conservation y sont mises en exergue.

Un pré-rapport est effectivement remis le mois précédant la conférence (Sanite et al., 1992). Suite à une présentation des caractéristiques naturelles et socio-économiques de la Guyane et à une rétrospective des tentatives passées de création d'espaces protégées, des propositions concrètes sont faites concernant la conservation des espèces et des écosystèmes en Guyane. Elles touchent d'une part à la conservation et la gestion des espèces, avec notamment l'instauration de réglementation pour la pratique de la chasse, et la promulgation de listes d'espèces protégées. Et d'autre part à la

conservation et la gestion des espaces, selon des logiques différenciées selon qu'ils sont situés sur la bande côtière, dans la zone intermédiaire, ou au sud de la Guyane. À chaque fois un argumentaire scientifique succinct est proposé. Sur la bande côtière, sont principalement proposés l'implantation d'un parc naturel régional abritant des zones d'importance spécifique ayant fait l'objet de propositions préalables, des espaces du conservatoire du littoral et un arrêté de protection de biotope pour les zones de mangrove, et d'une réserve naturelle pour l'île du Grand connétable. Dans la zone intermédiaire, sont présentés les trois projets existant aujourd'hui : la réserve des Nouragues, la réserve de la Trinité et la réserve Biologique du Décou-décou, ainsi qu'un arrêté de protection de biotope sur Saül. Le sud, présenté comme très peu peuplé, d'une grande étendue, et extrêmement bien préservé des action anthropiques, uniquement constituées des activités traditionnelles des populations amérindiennes, *« répond parfaitement aux exigences requises pour une véritable protection génétique »* (ibid., p. 19). Un projet de parc national y est donc de nouveau mis en avant, mobilisant des arguments à la fois écologiques, culturels, touristiques et diplomatiques. Il se base sur le décret de création des Zones de droits d'usage collectifs pour assurer aux populations amérindiennes un respect de leurs pratiques (voir paragraphe 2.2 de cette partie). Mis-à-part dans ces zones, toutes les activités devraient y être strictement contrôlées et réservées à des fins scientifiques.

Sur cette base, grâce à la présence d'élus relativement sensibilisés à la question, et au travail de fond réalisé par Léon Sanite avec les collectivités les années précédentes, un protocole est signé à Rio le 4 Juin 1992, entre le conseil général de Guyane, le conseil régional de Guyane, et les trois ministres de l'environnement, de l'agriculture et de la forêt, et de l'outre-mer (Ministres & Présidents des collectivités, 1992). De nouveau, l'importance de la forêt guyanaise est resituée dans le contexte mondial au titre de sa grande richesse biologique, tout en insistant sur l'importance d'articuler protection et développement en Guyane française. L'idée est de faire de la Guyane un pôle d'excellence de « l'écodéveloppement ». Des engagements sont notamment pris concernant la protection des espaces :

> *« Dans ce contexte, le réseau des espaces protégés ou en cours de protection (notamment sur la bande côtière), pouvant être complété par la création d'un grand parc de forêt tropicale guyanaise, fera partie intégrante du pôle d'excellence. Une mission d'étude pour la création du parc sera installée à Cayenne avant la fin du mois de Juin. ». (ibid.)*

Des engagements concernant la gestion de la chasse et l'atténuation des impacts du barrage de Petit Saut sont également pris.

C'est suite à la signature de ce protocole que la grande majorité des réserves proposées dans le pré-rapport a pu être créée, et que le processus de création du parc national de Guyane a été lancé. Ce dernier a néanmoins été fortement chaotique et s'est encore prolongé sur 15 ans, avec de larges évolutions par rapport au modèle de conservation initialement envisagé. En effet, face à l'opposition des élus locaux, voyant dans le parc national un frein au développement potentiel de la

Guyane, et notamment à l'exploitation de ses ressources minières, il n'a finalement pu être créé que grâce à la nouvelle loi de 2006, qui modifie les bases paradigmatiques de la gestion par les parcs nationaux. Nous traiterons donc de la suite de l'histoire du parc national du Sud de la Guyane dans la chapitre suivant.

Il ressort ainsi clairement dans le cas de la Guyane que ce sont à la fois les compétences très spécifiques de Léon Sanite, conjuguées à celles des scientifiques naturalistes qui ont permis de porter les projets d'espaces protégés. Le contexte du début des années 1990 a été particulièrement porteur pour cela, créant des ponts entre le contexte local, les intérêts nationaux et la scène internationale, au travers desquels la mise en place des espaces protégés n'était plus perçue comme un frein au développement local et une marque de colonialisme, mais comme une reconnaissance internationale de la spécificité de la Guyane française et de son rôle à jouer dans la recherche d'un développement exemplaire.

1.3. Une coalition scientifiques-ONG-Administration qui évolue, mais reste d'actualité

Ainsi, jusqu'aux années 1980 en Amapá, et 1990 en Guyane, les aires protégées sont avant tout des outils du gouvernement central (ou fédéral), soutenues par des scientifiques et naturalistes, face aux menaces du développement des territoires. L'Homme est considéré comme un prédateur de la Nature qu'il s'agit de conserver intacte, et qui subit effectivement des agressions sans précédent.

Cette logique se maintient jusqu'à aujourd'hui, bien que les références théoriques et scientifiques évoluent et que d'autres approches de la préservation soient apparues. Le parc national Montanhas do Tumucumaque, créé en 2003 en est un bon exemple. Si une partie de la zone était déjà identifiée par le projet RADAM en 1974, cette région a également été sélectionnée en 1990 à Manaus lors d'ateliers d'identification des zones prioritaires pour l'Amazonie, puis de nouveau en 1999 à Macapá (CI et al., 2002 ; Tilkin Gallois, 2008). Un dossier avait donc été monté, largement soutenu par des organisations non gouvernementales d'environnement dont notamment le WWF. Ce dernier construisait à ce moment l'ambitieux projet *« Areas protegidas da Amazonia » (ARPA*) visant à favoriser la création d'espaces protégés au Brésil. Les principales résistances à la création du parc national venaient à l'époque d'acteurs politiques locaux liés au secteur minier, pour qui le projet impliquait un gel de terres bloquant pour le développement de l'État d'Amapá, ainsi que du Conseil National de Sécurité qui craignait de perdre le contrôle de la zone-frontière. De façon quelque peu parallèle au processus de création du parc national de Guyane, le moteur principal pour le projet est alors venu de la Présidence de la République du Brésil, pour qui l'annonce politique de la création d'un parc national d'une telle envergure au Sommet de la Terre de Johannesburg en 2002, conjuguée au lancement du projet ARPA, était *« une*

démonstration de son engagement environnemental face à la scène environnementale internationale » (PNMT, 2009), à un moment où les taux de déforestation constatés en Amazonie brésilienne étaient au plus haut. Le parc national a par la suite été créé en quelques mois, suite à une consultation publique de 15 jours sur Internet et de trois audiences publiques houleuses mais sans suite, différence notable avec celui de Guyane. C'est donc sur une logique de préservation stricte d'immenses espaces de forêts intactes que se base la légitimation de la mise en place de cet espace protégé, porté sur la base de propositions scientifiques, par une grande ONG et le gouvernement brésilien.

1.4. Bilan des processus stratégiques en Guyane et en Amapá

C'est principalement grâce à l'action de trois catégories d'acteurs, impliqués dans des institutions leurs conférant des ressources spécifiques, que les aires protégées strictes sont mises en place.

Les ONG : ce sont les tireurs d'alarme, qui s'opposent aux logiques de développement à tout prix mises en place à divers moments de l'histoire.

> *Leurs compétences de base :* l'expertise naturaliste de leurs membres, la connexion stratégique et les échanges d'idées au niveau national et international.
>
> *Les ressources mobilisées :* principalement les données scientifiques, les ressources propres à leurs membres, des argumentaires pour la mise en place d'espaces protégés.

Les scientifiques naturalistes : leurs compétences constituent souvent l'une des ressources des ONG. Néanmoins leur champ d'action est souvent plus limité à l'aspect technique des choses : fournir les arguments concrets permettant de sélectionner les espaces à protéger, et d'attester de leur importance particulière.

> *Leurs compétences de base* : la capacité de produire et analyser des données scientifiques rigoureuses et pertinentes pour la conservation des espaces. La rédaction de rapports mettant ces données en cohérence pour un objectif de préservation.
>
> *Leurs ressources* : la reconnaissance en tant qu'expert, la mise en réseau au travers des institutions scientifiques, mais également au travers des associations de protection de l'environnement.

Les institutions gouvernementales d'environnement : Mises en place pour répondre à l'évolution des préoccupations environnementales et à la pression internationale (surtout au Brésil). Leur objectif est de permettre la prise en compte des enjeux environnementaux dans les politiques publiques.

Leurs compétences de base : maîtrise des systèmes administratifs en place, maîtrise des outils réglementaires à disposition, capacités de négociation.

Leurs ressources : les réglementations, l'expertise scientifique produite par les ONG, la pression internationale.

Les acteurs réellement à l'origine des processus stratégiques ayant permis la mise en place des premières aires protégées de Guyane et d'Amapá sont des personnes à l'interface entre les différentes catégories d'acteurs précitées, des marginaux-sécants[38], les seuls capables de mobiliser à la fois les ressources scientifiques pertinentes, grâce à leur appartenance au monde des scientifiques naturalistes engagés pour la protection de l'environnement, et de négocier au sein du système administratif avec les personnes clés (militaires pendant la dictature au Brésil, et élus locaux et nationaux en Guyane). Cette deuxième compétence est également articulée avec une capacité à valoriser le contexte international : par exemple le sommet de Rio 1992 pour Léon Sanite, celui de Johannesburg en 2003 pour le WWF au Brésil. Au résultat, les stratégies gagnantes ont bien permis de modifier le contexte externe aux acteurs puisque de fait, un grand nombre d'espaces ont été définis comme « aires protégées ».

Ce positionnement de marginal-sécant, qui implique de parler simultanément des langages différents implique aussi des critiques virulentes. Par exemple, les scientifiques ayant permis la création des aires protégées strictes sous le régime militaire sont souvent dénoncés aujourd'hui comme ayant été des alliés du régime dictatorial. En effet, la logique de protection proposée sur la base d'un argumentaire scientifique rationnel et planifiée avait parfaitement sa place dans la logique militaire de développement de l'Amazonie (Filho, 2004, p. 59). Si l'argumentaire présente une part de vrai, il n'en reste pas moins que sans l'action en interne d'acteurs préoccupés d'environnement, et suffisamment habiles pour jouer ce jeu au sein du régime dictatorial en place, aucune modalité de protection environnementale n'aurait probablement vu le jour à ce moment. Savoir traduire ses enjeux propres pour les faire porter par ceux qui ont le pouvoir de les traduire en action est justement l'un des principaux modèles stratégiques que l'on rencontrera pour la prise en charge de l'environnement.

Il est néanmoins important de noter que le poids des différentes arènes n'a pas été le même dans les processus stratégiques à l'œuvre en Guyane et au Amapá. La réflexion pour la stratégie préservationniste s'est faite, pour l'Amapá, dans un raisonnement mené à l'échelle de toute l'Amazonie. Cela constituait une réponse adaptée face à l'échelle des projets de développement massif mis en œuvre. Il n'y a pas eu de réelles oppositions politiques aux premiers espaces

[38] c'est-à-dire, au sens de Crozier et Friedberg (1977), des acteurs impliqués en même temps dans plusieurs systèmes d'action en relation les uns avec les autres, et par conséquent peu jouer le rôle d'interprète, d'intermédiaire entre des logiques d'action différentes.

strictement protégée car l'Amapá était d'un territoire fédéral, directement sous l'autorité du gouvernement fédéral (à ce moment sous le régime dictatorial) et donc sans gouvernement local politiquement autonome.

En Guyane, la mobilisation environnementaliste était cantonnée à l'échelle du département, avec peu de connexions avec le reste de l'Amazonie (néanmoins existantes au travers du réseau scientifique). Face à l'opposition des acteurs politiques locaux, les acteurs porteurs des questions environnementales disposaient en revanche de peu d'appuis nationaux, du moins jusqu'à la venue du Sommet de la Terre de Rio en 1992. Le cas du grand Parc national guyanais, nommé Parc Amazonien de Guyane, est un bon exemple de la prégnance de l'influence de ces enjeux politiques locaux puisqu'il a fallu 15 ans entre l'annonce de sa création et sa mise en place officielle. Même s'il était initialement porté par la coalition scientifiques / ONG, les enjeux portés par ce parc national ont beaucoup évolués et incluent des objectifs fort de développement durable du territoire et de valorisation des pratiques des populations locales. A ce titre, nous avons décidé de le traiter dans le chapitre 6.

De façon plus générale, tant en Guyane qu'en Amapá, les forts conflits territoriaux entre enjeux de préservation et de développement ont parfois influé sur la délimitation des espaces protégés. Ainsi, dans le cas de la Station écologique du Jari, de la réserve biologique forestière de Dékou – Dékou, ou encore du parc amazonien de Guyane (voir chap. 6), les limites sont le fruit de compromis spatiaux réalisés au profit du développement d'activités d'extraction minières. La coalition « environnementale » se heurte à d'autres coalitions, également articulées en réseau dans des logiques de filières verticales (incluant d'autres secteurs de l'administration), et pour obtenir la création effective d'espaces protégés il est nécessaire de céder sur certains points dans les négociations. Comme dans le cas de la Station écologique du Jari, cela peut faire l'objet de compensation : la portion de forêt officiellement retirée de l'aire protégée pour le développement d'activités d'extraction aurifère a été remplacée par une superficie plus importante de forêt au nord-est de la station écologique (en Amapá).

Dans tous les cas, la force des coalitions mobilisées reste donc très importante dans les négociations. En Guyane française, comme en Amazonien brésilienne, le fait que la quasi-totalité du foncier soit public a sensiblement simplifié les procédures de création d'espaces protégés en limitant la légitimité des opposants à revendiquer des droits sur les territoires. Cela confère en revanche un poids important aux négociations et luttes intersectorielles au sein des corps d'État.

La Figure 45 et le Tableau 23 caractérisent de façon synthétique l'ensemble des espaces protégés créés dans une logique de préservation stricte en Guyane et en Amapá.

Figure 45 :
Les espaces protégés de Guyane et d'Amapá ayant été portés par la coalition scientifiques / ONG / administration

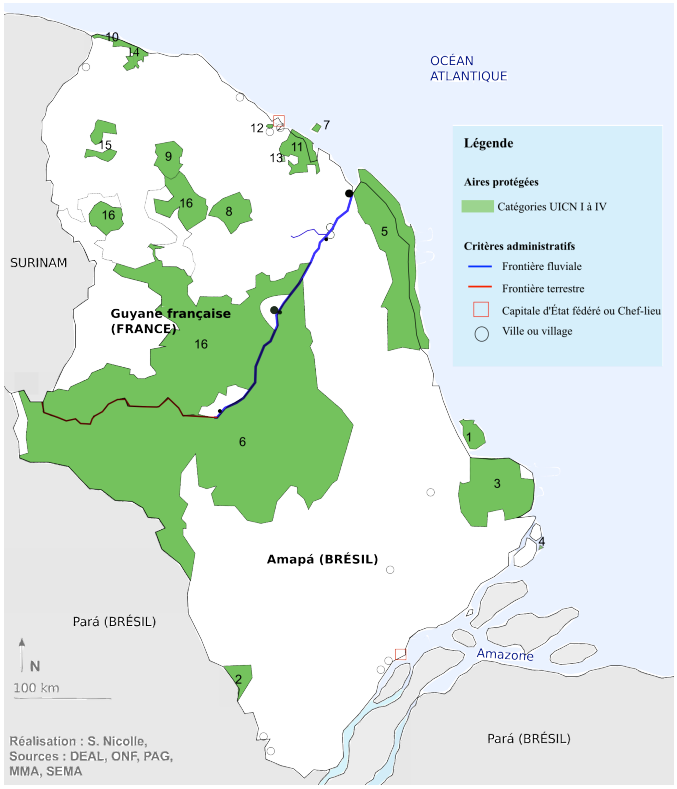


Tableau 23 : Synthèse des caractéristiques de création des espaces protégés de Guyane et d'Amapá ayant été portés par la coalition scientifiques / ONG / administration

N°	Nom	Date	Objectifs de création	Limites géographiques
1	*EE* Maraca Jipioca	1981	Préservation des écosystèmes littoraux	Île
2	*EE* Jari	1982	Préserver la forêt ; limiter l'avancée illégale de l'entreprise Jari.	En Amapá, compensation de la réduction côté Para
3	*REBIO* Lago Piratuba	1980	Préserver de la faune et de la flore des zones humides littorales.	Proposition du projet RADAM ; Communauté détourée.
4	*REBIO* Parazinho	1985	Protection des tortues d'Amazonie.	Île
5	*PN* Cabo Orange	1980	Préserver des zones humides et marines. Sécuriser la frontière.	Proposition du projet RADAM, agrandi au Sud. Zone marine.
7	RNN GdConnétable	1992	Protection d'oiseaux	Île et zone marine adjacente
14	APB Mana	1995	Protection de forêt tropicale remarquable	Basée sur l'habitat écologique
15	RBI Lucifer Dékou-Dékou	1995	Protection de forêt tropicale remarquable	Création longue finalisée en 2012. Détourage des zones dégradées.
8	RNN Nouragues	1995	Protection de forêt tropicale remarquable (Inselberg)- Recherche scientifique	Limites matérialisées par les cours des d'eau et lignes de crêtes.
9	RNN Trinité	1996	Protection de forêt tropicale remarquable (Inselberg)	Limites matérialisées par les cours d'eau et lignes de crêtes.
13	RNR Trésor	1997	Protection de forêt tropicale	Ancienne propriété privée.
10	RNN Amana	1998	Protection des tortues marines	Bande littorale et zone marine
11	RNN Kaw	1998	Protections de marais – caïmans noirs	Zone humide + forêt
6	*PN* Montanhas do Tumucumaque	2002	Protection de grands espaces de forêt intacte ; Affichage international	Limites définies sur la base des limites des espaces protégés préexistants et des cours d'eau.
12	RNN M G Matoury	2006	Protection de forêt péri-urbaine	Selon les parcelles cadastrales.
16	Parc Amazonien de Guyane – Zone cœur	2007	Initialement, préserver de grands espaces de forêt « intacte» + Affichage international.	Zone sud de la Guyane. Limite Nord longuement contestée. Négociations multi-acteurs.

Nous avons montré que les espaces strictement protégés de Guyane et d'Amapá sont issus des propositions de scientifiques naturalistes et d'ONG environnementalistes, réagissant face aux logiques de conversion rapide et massive des espaces forestiers amazoniens. L'objectif premier était de préserver des écosystèmes d'exception, en les soustrayant aux activités humaines.

Nous allons voir maintenant qu'en dépit de supports législatifs et d'organisation gestionnaires différentes, les dispositifs de gestion finalement mis en place en Guyane française et en Amapá selon cette logique présentent des caractéristiques assez proches.

2. Des dispositifs porteurs d'une logique de préservation stricte

En Guyane et en Amapá, on a donc des espaces « strictement protégés» (c'est-à-dire appartenant aux catégories UICN I à IV) relevant de textes législatifs différents. Nous allons observer ce que ces dispositifs proposent en termes de gestion environnementale, mais aussi quels sont les outils et les acteurs sur lesquels ils s'appuient. Le cœur du parc amazonien ne sera pas traité ici, bien que ses caractéristiques législatives soient héritées d'une idéologie de préservation stricte. En effet, les droits spécifiques finalement accordés aux populations qui y résident, et l'annonce de la valorisation de leur modes de vies traditionnels comme stratégie de gestion environnementale n'en font plus un espace représentatif des valeurs défendues par la coalition ayant permis la création des autres aires protégées de « préservation stricte ». Nous le traiterons donc dans le Chapitre 6.

Dans la majeure partie des cas, les textes législatifs définissant les catégories d'espaces protégés préexistaient à la mise en place de ces espaces en Guyane et en Amapá et ont été mobilisés pour répondre aux enjeux portés par les acteurs impliqués. Il s'agit donc d'un processus d'inscription dans le dispositif de gestion environnementale, de la forme circulante de l'outil « aire protégée » correspondant. Étudier le contenu des textes de loi et la façon dont ils ont évolué semble ainsi nécessaire pour analyser les ressources que ces derniers confèrent aux espaces sur lesquels ils s'appliquent. Par ailleurs, nous nous proposons d'observer les outils (modes de gouvernance, conseils, plans de gestion…) qui sont associés aux dispositifs de préservation stricte, en questionnant les logiques d'action qu'ils supposent, et en faisant appel à la réflexivité des gestionnaires quant à leurs modalités de mise en œuvre.

2.1. En Amapá, des Unités de protection intégrales sous la gestion de l'ICM Bio

Nous avons vu dans les paragraphes précédents bien que les aires strictement protégées d'Amapá aient relevé, au moment de leur création, d'institutions différentes (SEMA, IBDF), l'ensemble des textes de loi a été regroupé sous une même loi sortie en 2000 : le système des unités de conservation - SNUC. Ce processus de clarification législative a regroupé les espaces strictement protégés sous la dénomination d' « unités de protection intégrale - UPI ». Les UPI

visent « *au maintien des écosystèmes, sans altérations causées par l'interférence humaine, n'admettant que l'usage indirect de ses attributs naturels»* (SNUC, 2000). Cela implique qu'il n'y ait pas de consommation, de collecte, d'endommagement ou de destruction des ressources naturelles.

Le SNUC définit les caractéristiques réglementaires caractéristiques propres à chaque unité de conservation, mais instaure également de nouvelles obligations, telles que la nécessité de tenir une consultation publique préalable à la création de nouvelles unités (obligation à laquelle aucun des espaces protégés d'Amapá n'a finalement été soumis[39]), mais aussi le caractère obligatoire de la rédaction de documents de gestion, et l'instauration d'instances de consultation.

2.1.1. Contraintes législatives des Unités de protection intégrale (Préservation stricte) d'Amapá.

Les trois types d'unités de préservation intégrale qui ont été mises en place en Amapá sont la Station écologique (Jari et Maraca-Jipioca), la Réserve biologique (Lago Piratuba et Parazinho) et le Parc national (Cabo Orange et Montanhas do Tumucumaque). La création de ces espaces protégés implique nécessairement que la terre soit propriété de l'État[40] : les propriétés privées éventuellement inclues à l'intérieur doivent faire l'objet d'une expropriation. Cela n'a pas été nécessaire en Amapá, où toutes les terres étaient déjà propriété de l'État fédéral. Les objectifs attribués à ces catégories sont extrêmement proches les uns des autres, avec un léger gradient d'intervention humaine, articulée autour de la possibilité de visite, de la recherche scientifique et des mesures de gestion des écosystèmes. La différence entre réserve biologique et station écologique est notamment très subtile, mais, on l'a vu, héritée d'un contexte historique où elles n'étaient pas destinées à être gérées et mises en place par les mêmes institutions[41].

La loi fixe donc un cadre très clair quand aux activités autorisées ou interdites dans ces espaces. Leur objectif est de préserver ou restaurer des écosystèmes remarquables, et d'accroitre les connaissances les concernant, pour permettre justement de mieux les gérer. Toutes les activités économiques ayant un impact direct sur l'écosystème, quel qu'il soit, sont interdites. La sensibilisation environnementale est tolérée, permettant à long terme de faire mieux accepter les espaces protégés. Les parcs nationaux, construits et diffusés dans le monde sur le modèle américain de Yellowstone ont conservé au Brésil la fonction touristique, qui distingue cette catégorie des autres.

---

[39] Le décret réglementant la loi de 2000 est sorti en 2003, juste après la création du parc Montanhas do Tumucumaque.
[40] De l'État fédéral si les unités de conservation sont créées à cette échelle, de l'État fédéré si c'est l'État d'Amapá qui est à l'origine de la création de l'unité de conservation.
[41] Les stations écologiques étaient de la responsabilité du secrétariat national de l'environnement - SEMA, et les réserves biologiques de celle de l'institut brésilien du développement forestier – IBDF ; voir chapitre 4, paragraphe 3.1.1, p. 134.

Tableau 24 : Objectifs de gestion et contraintes législatives sur les usages associées aux espaces protégés stricts existant en Amapá.

Type d'unité	**Objectif de gestion loi SNUC (2000)**	**Activités autorisées**
Station écologique	Préservation de la nature et réalisation de recherches scientifiques (Article.9).	Pas d'accès au public, excepté dans un but pédagogique, si cela figure au plan de gestion ou dans un règlement spécifique. Recherche scientifique possible sur autorisation de l'organe responsable (ICM Bio si unité fédérale). Si elles impliquent des impacts, ils doivent toucher moins de 3É de la superficie, dans une limite maximale de 1500 ha. La restauration d'écosystèmes et les actions de gestion en faveur d'espèces menacées sont possibles.
Réserve biologique	Préservation intégrale du biotope et des autres attributs existants dans ses limites, sans interférence humaine directe ou de modifications environnementales, à l'exception de mesures de restauration des écosystèmes altérés et des actions de gestion nécessaires pour restaurer et préserves l'équilibre naturel, la diversité biologique et les processus écologiques naturels. (Art 10)	Pas d'accès au public, excepté dans un but pédagogique, si cela figure au plan de gestion ou dans un règlement spécifique. Recherche scientifique possible sur autorisation de l'organe responsable (ICM Bio si unité fédérale) et selon les conditions fixées dans un règlement spécifique.
Parc National	Préservation d'écosystèmes naturels de grande importance écologique et beauté paysagère, permettant la réalisation de recherches scientifiques et le développement d'activités d'éducation et d'interprétation environnementale, de loisir en contact avec la nature et de tourisme écologique. (Art 11)	L'accès du public est conditionné par les normes et restrictions établies dans le plan de gestion, ainsi qu'aux normes émises par l'organe responsable (ICM Bio) et le règlement. La recherche scientifique suit les règles prévues dans le plan de gestion, et l'autorisation de l'organe gestionnaire. Recherche scientifique possible sur autorisation de l'organe responsable (ICM Bio si unité fédérale) et selon les conditions fixées dans un règlement spécifique.

.

Tableau 25 : Réglementation des usages dans les aires protégées strictes
NB : (unidades de conservação de uso indirecto), tels que définis dans la loi (SNUC 2000). Rouge = interdit ; Vert = autorisé.

	Agriculture, élevage, mines, chasse, pêche, expl. forestière	Visite du public	Recherche scientifique	Restauration des écosystèmes
Station écologique		Sauf pédagogique, si inscrit au plan de gestion.	Sur autorisation et selon règlement, sous conditions.	
Réserves biologiques		Sauf pédagogique, si inscrit au plan de gestion.	Sur autorisation et selon règlement	
Parcs nationaux		Réglementée par le plan de gestion.	Sur autorisation et selon règlement	

Choisir l'une ou l'autre de ces catégories implique donc un choix très fort de conservation des espaces, puisqu'elles excluent de base toutes activités potentiellement préjudiciables aux écosystèmes. Elles sont normalement incompatibles avec la présence de populations au sein de leurs limites. Une zone tampon est définie en périphérie de ces espaces, qui peut se superposer avec d'autres types de vocation d'usage du sol, mais où l'équipe gestionnaire est légitime pour mener des actions visant à limiter les pressions externes sur l'unité de conservation.

Les décrets de création spécifiques à chaque espace fixent les limites des aires protégées, mais n'ajoutent le plus souvent rien de spécial en termes de contenu par rapport au texte de loi. Dans le cas du Parc national Montanhas do Tumucumaque, situé en zone frontière (Encadré 7, p. 120), le décret de création confère des droits particuliers aux forces armées[42], qui ont également un droit de regard sur l'élaboration du plan de gestion. Ce nouvel acteur, initialement opposé à la création de l'unité de conservation, entre ainsi officiellement dans le dispositif. Les mêmes conditions s'appliquent au parc national du Cabo Orange, mais, ce dernier ayant été créé sous la dictature militaire, notamment à des fins de défense nationale, il n'avait probablement pas été jugé utile de préciser dans le décret ces droits spécifiques aux forces armées.

Contrairement à ce qui se fait dans les terres indigènes (voir chapitre 6), les limites ne sont pas marquées physiquement par des bornes ou un layon, mais des panneaux peuvent signaler l'entrée de l'espace protégé sur les principales voies d'accès (fleuves). Le contrôle des limites est en revanche particulièrement difficile sur des espaces immenses et difficiles d'accès. Cela a souvent valu à ces espaces de préservation stricte la qualification de « parcs de papier », simples traits dessinés sur une carte, sans réalité concrète de terrain, sans moyens de mise en œuvre. Nous allons voir, que malgré les difficultés rencontrées par les équipes gestionnaires, cela nous semble aujourd'hui loin d'être la réalité.

2.1.2. Quelle gestion pour les unités de protection intégrale d'Amapá.

Pour rappel, au Brésil, la gestion des espaces protégés est assurée à l'échelle de l'institution qui les a créées : une aire fédérale est gérée au niveau des institutions de l'État fédéral, tandis qu'une aire de l'État fédéré est gérée par les institutions de l'État fédéré, etc. Toutes les catégories d'espaces protégés définies dans la loi nationale du système national des espaces protégés (SNUC 2000) peuvent être indifféremment proposées au niveau fédéral, au niveau fédéré ou au niveau municipal. En Amapá, à l'exception de la réserve biologique du Parazinho[43], très petite (100 ha), tous les espaces de préservation stricte relèvent de la gestion de l'État fédéral, et donc de l'ICM Bio. Cela représente pour mémoire plus de 4 700 000 ha d'écosystèmes terrestres en Amapá.

[42] Présence d'une base militaire permanente à Vila Brasil, à l'intérieur des limites du parc.
[43] Cette dernière aujourd'hui gérée par le Secrétariat de l'environnement de l'État d'Amapá - Sema, a néanmoins été créée au moment où l'Amapá était un territoire fédéral, relevant directement de l'autorité du gouvernement fédéral.

Qui sont les gestionnaires ?

L'ICM Bio est un établissement national qui assure une gestion déconcentrée des espaces protégés. Les gestionnaires sont donc en grande majorité fonctionnaires de cet établissement, entrés sur concours. Ceux qui étaient fonctionnaires de l'Ibama en charge de la gestion des espaces protégés ont été automatiquement affectés à l'ICM Bio suite à sa création en 2007. Après une période de transition difficile suite à la séparation de l'Ibama (accueil transitoire dans une salle de l'Université Fédérale), un bâtiment dédié à l'ICM Bio est aujourd'hui ouvert à Macapá. La plupart des unités de conservation ont en outre des bureaux dans les villes ou villages les plus proches de la zone protégée, où une partie de l'équipe gestionnaire peut résider sur place en permanence (cas des deux parcs nationaux).

Tous les gestionnaires d'Amapá sont entrés relativement récemment à leurs postes. Les plus anciens sont entrés à l'IBAMA en 2002. Cela faisait près de 10 ans qu'aucun concours n'avait été ouvert. La concurrence était donc particulièrement importante, avec une place pour 250 candidats. En Amapá, la majeure partie des actuels chefs d'unité est issue de ce concours. Ce sont ainsi des personnes à la fois fières de leur postes, et fortement impliquées dans la gestion des aires protégées qui leur sont confiées. Depuis, d'autres concours ont eu lieu en 2005 (IBAMA), en 2007 (ICM Bio) et en 2009 (ICM Bio), qui ont permis d'étoffer les équipes. Néanmoins, il y a un turn-over important, avec une forte volonté d'une partie des gestionnaires d'être mutés plus au Sud du Brésil. Ces membres n'étant pas remplacés, le nombre de personnes dans les équipes a de nouveau diminué, pour se stabiliser aujourd'hui entre 3 et 5 personnes par équipe, volontairement installés en Amapá. Cela fait très peu au regard des surfaces gérées. Les salaires sont bons, de l'ordre de 3000 €[44] par mois pour un chef d'unité, incluant une majoration pour compenser l'éloignement et l'isolement de l'Amapá par rapport au reste du pays.

Si les moyens humains sont estimés largement insuffisants par l'ensemble des équipes de gestion pour remplir leurs missions, les moyens financiers ne sont pas en revanche jugés limitants.

Quels moyens pour la gestion ?

Les sources de financement sont principalement (i) le ministère, (ii) le projet ARPA, et (iii) des versements ponctuels, liés à un projet donné. Les fonds versés par l'ICM Bio, et donc par le ministère, sont difficilement quantifiables, car la comptabilité ne se fait pas par espace protégé, mais par type d'activités (investissement, fonctionnement, salaires…). Ils sont assez faibles. Selon les gestionnaires des espaces protégés d'Amapá, le projet ARPA (voir Encadré 8, p. 187) complète fortement les fonds ministériels par des versements annuels, depuis 2005. Les montants versés fluctuent néanmoins de façon importante selon les années. Dans la phase 1 de ARPA, seuls les

[44] Tous les salaires des fonctionnaires brésiliens sont consultables en ligne sur http://www.portaldatransparencia.gov.br/servidores/.

parcs nationaux et la réserve biologique du Lago Piratuba en bénéficiaient. Ils ont ainsi reçu, par espace et par an, entre 200 000 et 900 000 Rs (soit env. entre 60 000 et 300 000 €). L'avantage par rapport aux fonds ministériels est que ces financements ne sont pas « fléchés », c'est-à-dire qu'ils peuvent donc être utilisés en fonction des priorités de chaque équipe gestionnaire. Les autres espaces avaient, certaines années, des moyens extrêmement faibles, de l'ordre de 20 000 Rs (soit env 6 000 €).

Encadré 8
Projet « Aires protégées d'Amazonie » - ARPA

Les données suivantes sont principalement issues du rapport de vulgarisation publié par l'ensemble des partenaires du projet à la fin de la phase 1[45].
Le projet ARPA est lancé par le gouvernement brésilien au Sommer de Rio + 10, réalisé à Johannesburg en 2002. L'objectif initial du projet était de permettre, en 10 ans, la création et la mise en gestion de 50 millions d'ha d'aires protégées en Amazonien brésilienne. Il a été revu à la hausse pour viser un objectif de 60 millions d'hectares d'aires protégées créées et gérées d'ici 2018. Le projet vise ainsi la création de 45 millions d'ha d'unités de conservation, le soutien à la gestion effective de 15 millions d'ha d'espaces protégés supplémentaires, la mise en place de mécanismes gestionnaires et financiers pour un maintien à long terme du projet, la recherche de modalités efficace d'utilisation des ressources.
Le projet est découpé en 3 phases. La première s'est terminée en 2010, et la troisième et dernière commencera en 2016. Il est financé par le Fond pour l'environnement mondial via la Banque mondiale, le WWF, et la coopération allemande. Bien que coordonné par le gouvernement brésilien, les fonds sont administrés par une institution non gouvernementale, le Funbio (Fonds brésilien pour la biodiversité). Par ailleurs un fonds fiduciaire a été mis en place, permettant de prévoir le financement sur le long terme du soutien à la gestion, au travers des intérêts perçus chaque année. La première phase du projet a reçu 115 millions de dollars, et le versement de 121 millions est attendu pour la seconde phase en cours.[46]
Les financements bénéficient principalement aux institutions publiques environnementales de l'État fédéral et des États fédérés, pour l'appui à la gestion des parcs, réserves biologiques, stations écologiques, réserves extractivistes et réserves de développement durable.
La première phase du projet, terminée en 2010, a permis la création de 46 nouvelles unités de conservation (soit 23,4 millions d'hectares). Il a permis le soutien de 18 autres unités préexistantes (soit 8,5 millions d'hectares). La deuxième phase eu projet est en cours, se focalisant plus sur le soutien aux gestionnaires.

Aujourd'hui, tous les espaces protégés fédéraux d'Amapá (sauf la FLONA, car les forêts publiques ne sont pas éligibles bénéficient des fonds de la seconde phase du projet ARPA (2010-2015). Ces fonds permettent ainsi de financer la gestion des unités de conservation, mais les actions mises en place sont avant tout limitées par le manque de moyens humains dans les équipes. Comme le soulignait en 2011 le chef du Parc National Montanhas do Tumucumaque, « *en bref, le*

[45] Disponible en ligne sur :
http://d3nehc6yl9qzo4.cloudfront.net/downloads/gestaao_financeira_e_operacional_do_arpa.pdf
[46] http://www.funbio.org.br/en/diversas/arpa-areas-protegidas-da-amazonia-fase-ii

problème, ce n'est pas l'argent, ce sont les gens pour utiliser cet argent. On n'arrive pas à remplir toutes nos missions ».

Comment sont définies les orientations de gestion ?

La rédaction d'un plan de gestion est devenue obligatoire en 2000 avec la parution du SNUC. L'existence de ce plan de gestion fait partie des principaux critères permettant aux acteurs externes (financeurs) et aux supérieurs hiérarchiques de considérer que l'espace protégé est effectivement « bien géré ». Il conditionne d'ailleurs en partie le financement des activités de gestion. C'est le chef de l'unité qui est responsable de la rédaction du plan de gestion. Il est validé au niveau du siège de l'ICM Bio. Dans le cas des espaces protégés situés en près des frontières nationales (« *faixa de fronteira* », voir Encadré 7, p.120), ce qui est le cas des deux parcs nationaux d'Amapá, le plan de gestion doit également être validé par le conseil de sécurité national, ce qui allonge considérablement la durée du processus.

L'ICM Bio a publié des guides de rédaction des plans de gestion et définit les types de zonage qui peuvent être mobilisés. Pour l'ensemble des espaces d'Amapá, même les plus anciens, les premiers plans de gestion ont été rédigés au cours des dernières années. Ce sont des documents conséquents (200-300 pages) qui définissent amplement le contexte dans lequel l'espace protégé est inséré, les priorités de gestion, et les moyens à mettre en œuvre pour y arriver. Ils défendent une vision stratégique de la gestion et sont porteurs du paradigme de la gestion adaptative, axée sur les résultats (voir chapitre 2). Pour autant, les indicateurs proposés restent principalement des indicateurs de moyens visant à évaluer l'action gestionnaire (nombre de missions de contrôle réalisées, nombre de réunions…), plus que ses résultats sur les écosystèmes. En outre, le manque de moyens humains ne permet pas de mettre en œuvre l'intégralité des propositions du plan de gestion.

Ce document public, constitue néanmoins un guide pour les gestionnaires, un outil de communication et de transparence pour les acteurs extérieurs, et un point de départ de la gestion. Sa rédaction est en outre un moment privilégié de production de données (naturalistes, mais également socio-historiques) sur la région concernée. Particulièrement coûteuse, cette dernière a été soutenue par des ONG environnementales ou des organes de coopération, telles que CI, la GTZ et le WWF, qui ont financé des missions, en partenariat avec le ministère, pour produire ces données de base. Par la suite, la production de données scientifiques n'est plus une priorité des équipes gestionnaires.

Sa rédaction, et notamment la définition du zonage, constitue un moment de négociation entre les gestionnaires, leur hiérarchie, et les acteurs du territoire (principalement les populations résidant dans les espaces protégés). Cela se traduit par la mobilisation ou le détournement des catégories de zonage prévues : la zone « d'usage conflictuel » permet au parc des Tumucumaque de maintenir les bases armées et un village, tandis que pour la REBIO du Lago Piratuba, ce sont des

zones « historico-culturelles», qui ont été mobilisées pour maintenir possibles certaines pratiques de pêche traditionnelles. Ces négociations mettent les équipes dans des situations délicates car la hiérarchie est toujours réticente à accorder ces dérogations, et les populations concernées ne sont jamais pleinement satisfaites des droits accordés puisqu'ils impliquent toujours des restrictions d'usage importantes.

Comment sont prises en charge les relations entre l'aire protégée et son environnement ?

Dans les Unités de protection intégrale, le chef d'unité doit constituer un conseil consultatif de l'unité de conservation. Ce dernier, constitué des institutions fédérales, fédérées et municipales, ainsi que des associations locales susceptibles d'interagir avec l'espace protégé ou sa zone tampon, permet de discuter des orientations de gestion à mettre en œuvre sur l'espace protégé et dans la zone tampon. Dans le cas du parc national Montanhas do Tumucumaque, le conseil consultatif est composé pour moitié d'institutions, et pour moitié de représentants de la société civile.

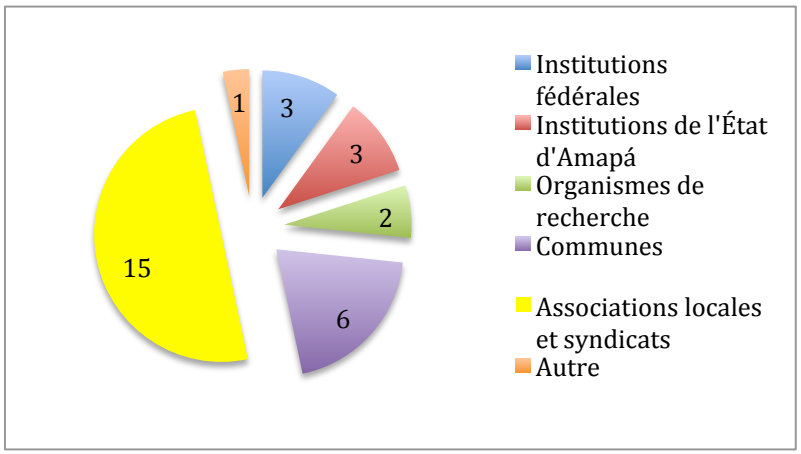


Figure 46 : Composition du conseil consultatif du Parc National Montanhas do Tumucumaque.
Source : décret de création du conseil consultatif

Les grosses associations environnementales (WWF, CI, …), bien que très impliquées auprès des gestionnaires, ne font pas partie du conseil, réservé aux acteurs locaux. Parmi les associations locales, aucunes n'a de vocation environnementale.

La mise en place du conseil consultatif constitue une modification importante dans l'optique de la gestion des aires protégées strictes. Elle permet de donner aux gestionnaires les moyens de faire connaître mieux les objectifs de leur unité de conservation, mais surtout de comprendre les attentes, craintes et contraintes des populations concernées.

> *« Au travers de l'outil que constitue ce conseil Consultatif, le citoyen a la possibilité d'interpeller activement avec la gestion du parc national. Cela lui garantit ainsi le droit d'avoir un avis et de le manifester, promouvant une relation franche, ouverte et transparente entre les pouvoirs publics et la société. Pour ces raisons, le Conseil consultatif peut être considéré comme le principal mécanisme d'intégration de l'unité de conservation dans son environnement »* (ICM Bio 2008, p. 3).*

S'agissant de consultation et non de concertation, le rôle du conseil est limité à des échanges d'informations. Le fonctionnement de ces conseils consultatifs pose des questions à la plupart des gestionnaires rencontrés (entretiens PNCO Oiapoque, 2011 ; PNMT et Rebio Lago Piratuba, Macapá, 2012), sous plusieurs aspects.

D'une part, pendant longtemps (de la création à l'arrivée de ces nouvelles équipes), l'action des gestionnaires se limitait, dans les unités de conservation, à des actions de contrôle et de police sporadiques mais "musclées", choquantes pour les habitants. Les équipes actuelles héritent donc d'une situation de conflit latent, et d'un très faible capital de confiance des populations envers les unités de conservation.

Par ailleurs, la participation ne s'improvise pas et nécessite de former les "conseillers" : prendre la parole en public en tant que représentant d'une catégorie de la population, sur des sujets pertinents dans le cadre de la réunion est un exercice difficile.

> *"Il y a trop de conseils au Brésil. La constitution de 1988 a institué beaucoup de structures de participation. C'est vraiment emblématique de cette constitution. Mais il n'y a pas pour autant la culture de la participation"* (Entretien P. Russo, Macapá, 2012)*

Les gestionnaires n'ont par ailleurs qu'une confiance limitée dans la représentativité des "conseillers" auprès des populations concernées, et de leur réel rôle de relai. "*La légitimation, dans la logique sud-américaine, passe par des* lideranças *(des leaders), mais cela n'implique pas de participation sociale."* * (Ibid.).

En outre, les représentants institutionnels n'ont souvent dans les faits que peu d'interactions quotidiennes avec l'espace protégé, ce qui limite leur intérêt à participer au conseil. Les équipes gestionnaires essaient ainsi de se former à l'animation d'instances consultatives, et de sensibiliser et former également les conseillers pour atteindre un fonctionnement plus fluide.

Pour autant, la participation atteint également ses limites dès lors qu'elle remet en cause d'autres fonctions nécessaire à l'efficacité de l'espace protégé.

> *« Parfois, à Brasilia, ils exigent que le conseil soit « trop » participatif, sur des questions qui exigent une certaine discrétion. On ne peut pas planifier avec les conseillers les actions de contrôle, parce qu'elles doivent rester « silencieuses ». Il y a des gens au conseil qui sont directement concernés par ces actions de police…on ne peut pas leur donner les dates. » (Entretien Kelly Jardim, PNCO, Oiapoque, 2011)*

Ces conseils consultatifs n'ont donc pas encore réellement trouvé leur mode de fonctionnement optimal, l'échange d'information n'étant pas nécessairement un moteur suffisant au développement de la participation. Ils permettent néanmoins d'animer en quelque sorte le territoire, en réunissant régulièrement l'ensemble des acteurs qui se sentent concernés.

Conclusion

Pour résumer, les unités de préservation stricte d'Amapá représentent des superficies très importantes, sur des espaces appartenant au gouvernement fédéral, gérés en quasi-totalité par l'ICM Bio. Les catégories mobilisées impliquent des restrictions d'usage très importantes et rendent illégaux les quelques foyers de peuplement existant dans ces réserves, créant des situations de conflits latents entre populations et gestionnaires. Si les moyens financiers sont jugés raisonnables, notamment grâce au soutien du projet ARPA, les ressources humaines sont largement insuffisantes pour répondre aux objectifs fixés aux équipes gestionnaires. Depuis les années 2000, la participation des populations locales concernées par l'espace protégé (c'est-à-dire résidant à proximité) est devenue obligatoire, notamment au travers de conseils consultatifs. L'objectif est une meilleure information, et non une cogestion des espaces protégés. Les documents de gestion rédigés par les gestionnaires, principaux outils de planification de l'espace protégé, sont également devenus obligatoires avec la publication du SNUC. Ils conditionnent l'accès aux fonds, constituent un outil de transparence de la gestion. Ils permettent également aux gestionnaires de proposer des alternatives dérogatoires pour les populations résidant dans les espaces strictement protégés, ce qui ne suffit pas nécessairement à créer un climat de confiance.

2.2. En Guyane, les réserves naturelles nationales

En Guyane, les espaces protégés issus des revendications des acteurs scientifiques et naturalistes en coalition avec l'administration, sont principalement les réserves naturelles nationales, qui dépendent du ministère de l'environnement. Nous nous proposons donc de détailler leurs caractéristiques et d'en tirer les principales différences avec les Unités de protection intégrales brésiliennes. Nous aborderons dans un second temps deux autres types d'espaces protégés répondant, de façon différente, à des impératifs de préservation des espaces face aux pressions du développement.

2.2.1. Les réserves naturelles nationales : une protection « réglementaire » à géométrie variable

Les réserves naturelles sont des espaces protégés basés sur une logique réglementaire de protection, c'est-à-dire sur l'imposition de règles, sans nécessaire modification du statut foncier : un classement en réserve n'entraîne pas d'expropriation, mais soumet les propriétaires ou locataires à l'obligation de remplir les règles d'usage fixées par le décret de création (Code de l'environnement – Article L – 332). En Guyane, toutes les réserves ont dans tous les cas été définies sur des terrains de l'État. Nous allons voir que, bien que la logique législative soit différente, les réserves naturelles nationales de Guyane présentent des caractéristiques assez proches des unités de protection intégrales brésiliennes.

2.2.1.1. Contraintes législatives

Le texte de loi définissant la catégorie Réserve Naturelle mobilisée en Guyane a été créé en France en 1976. Il s'agit avant tout d'un outil des scientifiques naturalistes cela constitue l'une des formes de protection les plus fortes en France. Cette loi, aujourd'hui partie intégrante du code de l'environnement, définit la procédure de classement, mais ne préfigure pas précisément des activités qui seront autorisées ou interdites dans l'espace protégé, contrairement au Brésil.

Tableau 26 : Contenu législatif des textes de loi concernant les réserves naturelles

	Objectif de gestion	Activités autorisées - Article L332-3
Réserves naturelles **(Article L332-1, Code de l'environnement)**	*« Des parties du territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader. »* Sont prises en considération à ce titre : 1° La préservation d'espèces animales ou végétales et d'habitats en voie de disparition sur tout ou partie du territoire national ou présentant des qualités remarquables ; 2° La reconstitution de populations animales ou végétales ou de leurs habitats; 3° La conservation des jardins botaniques et arboretums constituant des réserves d'espèces végétales en voie de disparition, rares ou remarquables ; 4° La préservation de biotopes et de formations géologiques, géomorphologiques ou spéléologiques remarquables ; 5° La préservation ou la constitution d'étapes sur les grandes voies de migration de la faune sauvage ; 6° Les études scientifiques ou techniques indispensables au développement des connaissances humaines ; 7° La préservation des sites présentant un intérêt particulier pour l'étude de l'évolution de la vie et des premières activités humaines.	**Réserve naturelle nationale :** L'acte de classement d'une réserve naturelle nationale **peut soumettre à un régime particulier** et, le cas échéant, **interdire à l'intérieur de la réserve toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune et de la flore** et, plus généralement, d'altérer le caractère de ladite réserve, notamment la chasse et la pêche, les activités agricoles, forestières et pastorales, industrielles, minières et commerciales, l'exécution de travaux publics ou privés, l'extraction de matériaux concessibles ou non, l'utilisation des eaux, la circulation du public, quel que soit le moyen employé, la divagation des animaux domestiques et le survol de la réserve. NB : Il existe également des réserves naturelles régionales (1 petite en Guyane, la Réserve Naturelle Trésor), gérées par le consei régional. Elles ne peuvent pas réglementer les activités relevant de l'autorité nationale : les activités minières et industrielles ou le survol des sols par exemple.

On voit que dans le cas des réserves naturelles, l'arrêté de création tient une plus grande importance que la loi pour la définition des activités interdites au sein de la réserve. Les activités considérées comme traditionnelles peuvent être maintenues, si elles ne portent pas préjudice aux caractéristiques naturelles à préserver dans la réserve. Le Tableau 27 présente le contenu de l'ensemble des arrêtés des réserves naturelles nationales de Guyane.

Finalement, les réglementations sont relativement similaires à celles des Unités de protection intégrale de l'Amapá, avec de fortes restrictions sur les activités économiques, et une valorisation des activités scientifiques et des activités liées à la gestion de la réserve. La principale différence avec le Brésil tient au fait que les dérogations accordées aux habitants (village créole dans la réserve de Kaw et village amérindien dans celle de l'Amana) sont inscrites dans le décret de création, et non négociées à posteriori au sein des services d'État. Pour autant, des conflits persistent avec les populations, qui ont, comme au Brésil, vu leur liberté d'action réduite sur leur espace de vie.

Tableau 27 : Contenu des arrêtés de création des réserves naturelles de Guyane.
(Rouge = activités interdites ; Vert = activités autorisées.)

Nom	Mine	Agriculture, élevage, expl.forestière	Travaux publics	Chasse pêche	Activité commerciale (tourisme, commerces)	Recherche scientifique	Autres
RNN Amana		Sauf activités preexistantes ou traditionnelles.	(3)	Réglementé selon le zonage	Sauf liées à la réserve	Sur autorisation	(1) + éclairage interdit sur les lieux de ponte des tortues (2) sauf rizières
RNN Gd Connétable			(3)	Sauf autorisation, au delà d'un mille des côtes	Sauf liées à la réserve	Sur autorisation	(1), (2) + mouillage interdit
RNN Kaw		Sauf activités préexistantes. Nouvelles activités sur autorisation.	(3)	Sauf zone définie à cet effet. Caïmans et arthropodes interdits.	Sauf liées à la réserve	Sur autorisation	(1) (2)
				Pêche locale autorisée sauf zone réglementée.	Sauf liées à la réserve		
RNN Matoury			(3)	Sauf régulation populations ; pêche autorisée dans rivière Cayenne	Sauf liées à la réserve		(1)
RNN Nouragues			Sauf station de recherche + (3)		Sauf liées à la réserve	Station de recherche	(1) sauf station de recherche et camp Arataï
RNN Trinité			(3)		Sauf liées à la réserve	Si mentionné au plan de gestion	(1)

(1) Interdictions : - introduction, perturbation ou prélèvement de plantes et animaux.

- collecte de minéraux ou vestiges archéologiques
- nuisances visuelles ou sonores, pollution, publicité, feux
- réglementation de la circulation du stationnement et des activités touristiques, du campement et des posés en hélicoptère

(2) Survol interdit en dessous de 300 m, sauf État et gestionnaires de la réserve.
(3) Sauf, sur autorisation du préfet les travaux nécessités par l'entretien ou la gestion de la réserve

2.2.1.2. Modalités de gestion des réserves naturelles nationales

Il n'y a pas, en France, un unique organe gestionnaire des espaces protégés. D'ailleurs, nous l'avons vu, la notion même d'espace protégé ne correspond à aucun concept législatif fédérateur. Dans le cas des réserves naturelles nationales, l'État délègue par convention la gestion quotidienne de la réserve à des organismes qui peuvent être très divers.

> *« La gestion des réserves naturelles peut être confiée par voie de convention à des établissements publics, des groupements d'intérêt public ou des associations régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, ayant pour objet statutaire principal la protection du patrimoine naturel, à des fondations, aux propriétaires de terrains classés, ou à des collectivités territoriales ou leurs groupements. »* Article L332-8, Code de l'environnement.

Qui sont les gestionnaires des réserves de Guyane ?

En Guyane, l'État a délégué la gestion des réserves naturelles à des organismes variés : des établissement publics, des associations, des communes. Depuis 2008, la mise en place de cogestions entre un organisme d'État (ONF, ONCFS…) et un autre type de gestionnaire sont valorisées. L'office national des forêts (ONF) est gestionnaire ou co-gestionnaire de trois des six réserves naturelles nationales, celles présentant des écosystèmes de forêt de terre ferme.

Tableau 28 : Gestionnaires des Réserves naturelles nationales de Guyane française

	Type de gestionnaire	**Nom**
RNN Amana	Etablissement public de coopération intercommunale	Parc naturel régional de Guyane.
RNN Connétable	Cogestion : Association loi 1901 et établissement public administratif	GEPOG et Office national de la chasse et de la faune sauvage.
RNN Kaw	Association jusqu'à fin 2012	En cours de renouvellement
RNN Matoury	Cogestion : Collectivité territoriale et Établissement public à caractère industriel et commercial	Commune de Matoury et Office national des forêts (ONF)
RNN Nouragues	Cogestion : Collectivité territoriale et Établissement public à caractère industriel et commercial	Commune de Régina et office national des forêts (ONF)
RNN Trinité	Etablissement public à caractère industriel et commercial	Office national des forêts (ONF)

La possibilité de mise en place de cogestions est une différence importante entre les réserves naturelles nationales françaises et les unités de protection intégrale brésiliennes. En effet, cela permet de donner un pouvoir décisionnaire à des communes, des associations, tout en conservant dans la gestion des organismes publics possédant une expérience plus importante dans le domaine. Ces cogestions confèrent une légitimité territoriales accrue aux réserves naturelles.

Nous verrons néanmoins dans la Partie III qu'elles peuvent être difficile à mettre en œuvre, compte-tenu des compétences et des enjeux différents portés par les différents organismes impliqués.

Les organismes gestionnaires emploient a minima un conservateur pour la réserve, dont le poste est financé par la DEAL. Ils sont responsables de l'élaboration du plan de gestion, de la gestion des personnels et de l'organisation des activités dans les réserves.

La qualité de la gestion mise en place est ainsi étroitement dépendante des compétences du gestionnaire choisi pour ce travail. Si l'on constate une certaine stabilité sur les postes de conservateurs des réserves naturelles nationales gérées par l'ONF (écosystèmes forestiers, composante naturaliste forte dans la gestion), le *turn-over* est en revanche très important dans les réserves habitées du littoral, où les situations de gestion, impliquant des relations conflictuelles avec les populations, sont assez complexes.

Tableau 29 : Personnel affecté à la gestion des Réserves naturelles nationales de Guyane

	Nombre de personnel	**Superficie (ha) / personne**
RNN Amana	9	1644
RNN Connétable	3	2617
RNN Kaw	7	13 529
RNN Matoury	3	708
RNN Nouragues	3	33 333
RNN Trinité	1	76 000

Dans la plupart ds réserves, on se retrouve donc dans une situation relativement similaire à celle des Unités de protection intégrales brésiliennes, avec des superficies protégées très importantes et des moyens humains limités. Compte tenu de la fréquentation touristiques et du caractère habité des réserves de Kaw et de l'Amana, elles bénéficient d'un nombre plus important de gardes que les autres réserves.

Quels moyens pour les réserves ?

Toutes les réserves naturelles nationales de Guyane sont financées sur des fonds du ministère de l'environnement, transitant par la direction régionale de l'environnement (DEAL). C'est cette administration qui est responsable du suivi de la gestion mise en œuvre.

Tableau 30 : Fonds annuels pour les Réserves naturelles nationales de Guyane (2012)

	Fonds (2012) en euros.
RNN Amana	315 000
RNN Connétable	97 500
RNN Kaw	323 000
RNN Matoury	121 000
RNN Nouragues	222 000
RNN Trinité	79 000

Les équipes de gestion ne cherchent pas de financement complémentaires, et fonctionnement presque exclusivement sur fonds publics. Ces fonds servent avant tout à financer le fonctionnement

organisationnel (charges de personnel, matériel…), mais également à financer des études, des programmes de suivi naturalistes des écosystèmes des réserves, y compris en dehors des phases de réalisation des plans de gestion. La mission scientifique naturaliste des réserves naturelles de Guyane est ainsi plus affirmée qu'elle ne l'est au Brésil dans les UPI.

Des failles majeures sur la gestion des finances peuvent induire la commande d'un audit des réserves, et conduire à la rupture de la convention et à un changement de gestionnaire (cas de la réserve de Kaw en 2011).

Comme en Amapá, les gestionnaires des réserves naturelles ne se plaignent pas de manques de financements, mais plutôt de manques de moyens humains. Le chargé de mission biodiversité de la DEAL comparait ainsi en 2011 les gestionnaires des réserves à des « enfants gâtés » à qui toutes les demandes, justifiées et raisonnables étaient accordées. Les gestionnaires ne développent pas à cette heure de compétences pour la recherche de financements.

Quelle planification de la gestion ?

La rédaction d'un plan de gestion est obligatoire en France depuis 2002, mais il en existe depuis les années 1990. Contrairement au Brésil, il n'y a pas de document officiel imposant un modèle de rédaction des plans de gestion des Réserves naturelles, mais un guide méthodologique a été réalisé par l'Atelier technique pour les espaces naturels[47] (ATEN) (RNF & Chiffaud, 2006), sur lesquels il est fortement recommandé aux gestionnaires de s'appuyer. Ils peuvent également bénéficier du soutien de l'association « Réserves Naturelles de France », chargée d'animer le réseau national des Réserves.

Le plan de gestion « type » est composé de trois parties : un diagnostic (Section A), visant à donner un état des lieux exhaustif des connaissances disponible et de la situation environnementale et socio-économique de la réserve ; une partie de planification de la gestion (Section B) visant à définir les objectifs de la gestion et les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre ; une partie évaluative (Section C), donnant les critères permettant d'évaluer la gestion mise en œuvre et de préparer le plan de gestion suivant.

Une fois le document de gestion rédigé, il est soumis pour avis au comité consultatif de la réserve (voir paragraphe suivant) puis transmis au Préfet de Région. Ce dernier le soumet au Conseil scientifique régional de la protection de la Nature (CSRPN), composé de scientifiques locaux. Our le premier plan de gestion, il doit également être soumis au Conseil national de la

[47] L'Aten est un groupement d'intérêt public créé en 1997 à l'initiative du ministère chargé de l'environnement, qui vise à constituer un relai d'information concernant la gestion des espaces naturels, à développer des outils à l'usage des gestionnaires, à animer le réseau.
Site Internet : http://www.espaces-naturels.fr

protection de la Nature (CNPN)[48], instance nationale chargée de rentre des avis sur les politiques environnementales. Après approbation, il est validé par arrêté préfectoral et entre en vigueur. Il doit être renouvelé tous les cinq ans.

Ce document s'adresse avant tout au gestionnaire, pour le guider dans les actions à mettre en œuvre et constituer, à terme, une mémoire de la gestion de la réserve, mais également à la DEAL et au ministère de l'environnement pour le suivi des actions en cours, et la justification des demandes de financements. On retrouve donc comme au Brésil une volonté récente d'organiser la gestion, et de la rendre plus facilement évaluable.

Les relations entre la réserve et l'extérieur ?

Un comité consultatif, nommé par le préfet pour une durée de trois ans, est réuni pour traiter des choix de gestion de la réserve. Il est en Guyane le plus souvent composé de représentants des administrations et établissements publics concernés, de représentants d'usagers, des élus locaux concernés, de personnalités scientifiques et des représentants d'associations de protection de la nature. D'autres catégories d'acteurs peuvent y être ajoutées (autorités coutumières, associations culturelles). On peut donc facilement le rapprocher du conseil consultatif des espaces protégés brésiliens.

2.2.2. D'autres types d'espaces protégés stricts

D'autres modalités de protection stricte de l'environnement existent en Guyane. Nous ne les détaillerons pas par la suite et ne ferons donc ici que les citer : il s'agit des réserves biologiques, et des espaces du conservatoire du littoral.

2.2.2.1. Les réserves biologiques : outils de protection de l' ONF

Nous avons vu qu'un grand nombre d'espaces guyanais avaient été proposés en 1985 pour constituer des réserves biologiques, sans qu'ils n'aient reçu de suite au niveau de l'ONF national. Il n'y en a donc qu'une à ce jour en Guyane, dite de Lucifer Dékou-Dékou. Néanmoins, d'autres sont en cours de création, ce qui justifie de les évoquer ici.

Les réserves biologiques sont définies sur la base d'un article du code forestier. Proposées à l'initiative de l'ONF (ou parfois d'associations naturalistes), c'est ce dernier qui est chargé de l'instruction du dossier de création. La procédure de création est simple et rapide : une fois le dossier monté, il est soumis pour avis à la DEAL, la DDAF, et au CNPN. Les maires des

[48] Le CNPN est une commission administrative à caractère consultatif, missionnée pour donner au ministre chargé de la protection de la nature, qui en assume la présidence, son avis sur les moyens propres à préserver et à restaurer la diversité de la faune et de la flore sauvage et des habitats naturels. Présidé par le/la ministre, le CNPN en structure plénière est composé de 40 membres, 20 membres de droit représentant institutions et associations nationales, et 20 membres nommés pour 4 ans, choisis parmi diverses personnalités qualifiées (scientifiques, représentants d'associations régionales de protection de la nature, de structures professionnelles). http://www.developpement-durable.gouv.fr/Presentation-du-Conseil-National.html

communes concernées doivent également être consultés en cas d'application de mesures réglementaires spécifiques (Drapier 2004, p. 37). La réserve est officiellement instituée sur validation des ministres en charge de l'agriculture et de l'environnement. Tout comme pour les réserves nationales, c'est dans l'arrêté de création que les règles applicables sont clarifiées. Dans le cas des forêts domaniales, le dossier de création tient lieu de premier plan de gestion.

La réserve biologique est définie pour une durée indéterminée, et n'est pas affectée par le renouvellement des aménagements forestiers. Elle est dotée d'un document de gestion propre, également établi par l'ONF.

Nouvellement créée, après plusieurs années de fort conflits d'intérêts entre protection de l'environnement et enjeux miniers, la réserve de Lucifer-Dékou Dékou n'a pas encore fait l'objet de mesures de gestion spécifiques (ONF, 2012). Plusieurs autres réserves biologiques sont actuellement en projet. Elles permettraient notamment de sécuriser davantage certaines zones écologiques identifiées par l'ONF comme sensibles et non exploitables pour la production de bois[49], mais néanmoins classées comme potentiellement exploitables par des entreprises minières (Entretien Coordinateur DOM, Direction générale ONF, Paris, 2012).

Il s'agit donc là encore d'une protection réglementaire, définie sur des terrains où le code forestier s'applique (en Guyane, le Domaine forestier permanent), et en gestion unique de l'ONF (moyens humains et financiers). Elle permet à cet acteur de protéger des zones considérées importantes, à la fois de l'exploitation forestière, mais également des impacts des autres filières.

2.2.2.2. Logique d'acquisition foncière : le Conservatoire du littoral

Compte tenu de la limitation de notre étude aux espaces forestiers, nous ne traiterons plus par la suite des espaces du Conservatoire du Littoral, qui, comme son nom l'indique, vise à protéger les espaces littoraux remarquables. La logique spécifique de protection mérite néanmoins d'être explicitée. En effet, la protection des espaces est basée sur l'acquisition foncière. En Guyane, les terrains ont donc été cédés gratuitement par l'État au Conservatoire du Littoral. Ainsi, contrairement au Brésil où tous les espaces strictement protégés impliquent une expropriation des propriétaires, seuls certains types d'espaces protégés français, dont les espaces du Conservatoire du littoral sont l'archétype, présentent cette caractéristique. En revanche, leur acquisition n'implique pas l'application d'une réglementation spécifique. Ils peuvent être confiés en gestion à différents acteurs, favorisant els collectivités locales. Un plan de gestion simplifié doit être rédigé.

En Guyane, à l'heure actuelle, la plupart de ces espaces n'ont pas de gestionnaire attitré. Néanmoins, le modèle recherché est celui d'une gestion partagée avec les collectivités intéressées

[49] éventuellement déjà classées et reconnues en séries d'intérêt écologique, ou de protection générale des milieux, dans les aménagements forestiers

pour favoriser l'appropriation des enjeux de conservation, et une retombée maximale de la valorisation potentielle du site pour les communes concernées (Entretien Directrice du Conservatoire du littoral, Cayenne, 2013).

Conclusion

Résumons la situation des espaces strictement protégés en Guyane.

En France, les types d'espaces protégés sont chacun associés à des organismes, et des logiques gestionnaires spécifiques. A l'exception de cas spécifiques [50] il n'y a jamais d'expropriation, mais une imposition de règles, y compris sur des terrains privés. En Guyane, cela ne créée pas de conflits fonciers puisque la quasi totalité du territoire est de toute façon propriété de l'État.

L'outil principalement mobilisé pour la protection stricte des écosystèmes est la Réserve naturelle nationale, placée sous la gestion du ministère de l'environnement, au travers des administrations déconcentrées. Les réserves représentent environ 3,5 % de la superficie du territoire guyanais. Les règles de gestion qui s'y appliquent dépendent du décret de création de la réserve. En Guyane, les réglementations retenues sont finalement assez proches de celles des unités de protection stricte brésiliennes. Le maintien officiel des pratiques traditionnelles de certaines catégories de population (villages d'Awala Yalimapo et de Kaw) constitue cependant une différence, qui n'exclut pas pour autant les conflits. De même, les moyens financiers sont jugés globalement suffisants, mais les ressources humaines faibles.

[50] Espaces du Conservatoire du Littoral et Espaces Naturels Sensibles du Conseil général

CONCLUSION DU CHAPITRE 5

Les espaces strictement protégés de Guyane et d'Amapá sont le résultat de la mobilisation d'acteurs visant à préserver les écosystèmes amazoniens face aux menaces des politiques de développement massif des territoires. Ils portent en conséquent une logique de préservation d'écosystèmes remarquables, qu'il s'agit de soustraire au maximum aux activités humaines néfastes pour l'environnement. Dans les deux cas, c'est l'alliance entre des associations environnementales, fortement soutenues par des acteurs scientifiques, et des institutions gouvernementales d'environnement qui a permis leur création. Les échelles d'action ont néanmoins été différentes.

Les espaces strictement protégés d'Amapá (aujourd'hui classés comme Unités de protection intégrale (UPI) dans le SNUC) sont issus d'un processus de planification de la création d'espaces protégés menée à l'échelle de l'Amazonie brésilienne, sur la base des données scientifiques disponibles à l'époque. Ce processus a été négocié auprès du gouvernement militaire par des ONG nationales en coalition avec les institutions environnementales d'État, dans un contexte favorable de pression internationale croissante pour la protection des écosystèmes. Les relais associatifs locaux étaient presque inexistants. L'Amapá étant dans les années 1980 un territoire dépendant directement de l'autorité fédérale, les oppositions locales à ces projets ont également été très faibles. Elles ont en revanche été particulièrement exacerbées vingt ans plus tard, lors de la création en 2003 du parc national Montanhas do Tumucumaque, créé par l'État fédéral sur une immense superficie, dans une logique d'affichage international de l'engagement du Brésil pour la préservation, mais entrant en contradiction forte avec des intérêts miniers.

Les espaces strictement protégés d'Amapá sont tous mis en place sur des terres publiques, ne nécessitant pas de procédure d'expropriation. Les catégories d'espaces mobilisées ne permettent aucunes activités humaines, si ce n'est le tourisme (spécifiquement favorisé dans les parcs nationaux) et la recherche scientifique. Cela crée localement des conflits dans les quelques zones habitées. C'est l'État fédéral qui est seul responsable de la gestion de tous ces espaces au travers de l'ICM Bio, à l'exception d'une petite île classée réserve biologique et gérée par l'État fédéré d'Amapá. La constitution d'un conseil consultatif, qui peine à se mettre en place, permet à la fois d'assurer une certaine transparence sur la gestion vis-à-vis du territoire, et de mieux percevoir les sources de conflits éventuelles.

En Guyane, les propositions pour la création d'espaces protégés, portées conjointement par des associations scientifiques locales de protection de l'environnement et par les nouveaux services déconcentrés de l'État en charge de l'environnement, se sont longtemps avérées infructueuses. Cela est dû à une forte opposition des élites politiques locales à ces projets, et à une faible priorisation de la préservation de l'environnement de la part de l'État français sur ce territoire éloigné, qu'il s'agissait plutôt de réussir à valoriser économiquement, tout en y préservant la paix sociale. Le Sommet de la Terre de Rio (1992) a permis de mettre en lumière les enjeux environnementaux de cette « Amazonie française » et de lancer le processus de création d'un Parc national et des Réserves naturelles nationales. Ces dernières ont vu le jour dans les années qui ont suivi. Dans la logique de la loi définissant ce dispositif, une liberté importante est laissée au créateur de l'espace protégé pour adapter au mieux la législation aux enjeux du territoire concerné. Aucune modification du foncier n'est exigée. En Guyane, les caractéristiques législatives des réserves naturelles de l'intérieur (Nouragues, Trinité) sont finalement très proches de celles des espaces protégés brésiliens. Celles du littoral (Kaw, Amana) ont en revanche prévu des dispositions pour les activités traditionnelles des populations qui y vivent. Elles restent des espaces que nous considérerons comme « strictement protégés » car il ne s'agit que d'une tolérance des populations, et non de la valorisation d'un mode de vie ou de gestion spécifique. Les conflits entre l'espace protégé et les populations qui y vivent existent d'ailleurs au même titre qu'en Amapá. Tous les territoires strictement protégés de Guyane sont en gestion de l'État (à l'exception d'une petite réserve régionale). Ce dernier délègue par convention la gestion à divers organismes, en essayant le plus souvent d'associer en cogestion, des collectivités territoriales et des établissements publics. L'ONF est aujourd'hui gestionnaire ou co-gestionnaire des trois Réserves naturelles nationales situées en forêt de terre ferme (Nouragues, Trinité, Mont Grand Matoury).

Finalement, dans les espaces protégés strictement, on retrouve d'importants parallèles entre la situation de la Guyane et de l'Amapá. En effet, bien que les modes de gestion soient différents (organisme public unique ICM Bio *versus* délégations de gestion), l'État garde dans les deux cas un contrôle fort sur le foncier, sur le volet financier, et sur les orientations de gestion (validation des documents de gestion). En Amapá, il est soutenu financièrement et techniquement au travers du projet ARPA par des organismes de coopération (Banque mondiale, GTZ) et de grandes ONG (WWF). Cela garantit par ailleurs une certaine transparence sur la gestion mise en œuvre. En Guyane l'intégralité des fonds viennent de l'État. Dans les deux cas, les moyens humains, très faibles au regard des superficies considérées, sont plus limitants pour la gestion que les moyens financiers. Des instances consultatives ont été créées dans les deux cas pour ancrer les espaces protégés dans le territoire. Les documents de gestion, permettant d'orienter la gestion du territoire, de justifier des moyens nécessaires, mais également de rendre des comptes sur les actions réalisées, sont récemment devenus des instruments de gestion incontournables et obligatoires.

La proportion du territoire concernée par des espaces strictement protégés est néanmoins très différente, avec seulement 4 % du territoire guyanais classé en réserve naturelle nationale ou réserve biologique, contre presque 36 % du territoire de l'Amapá couvert par des unités de protection intégrale-UPI. La volonté de protéger intégralement des espaces est donc beaucoup plus assumée politiquement en Amapá (et plus généralement en Amazonie brésilienne) qu'elle ne l'est en Guyane.

Les secondes victimes des grands plans de développement de l'Amazonie brésilienne ont été les populations amérindiennes. A la sortie de la dictature, un vaste mouvement de protestations et de revendications s'est mis en place pour permettre la reconnaissance de droits spécifiques à ces populations. Nous allons voir comment ces revendications ont abouti à la création de dispositifs territoriaux dont l'efficacité environnementale a aujourd'hui été reconnue (Chapitre 6.1.). En Guyane, une dynamique parallèle s'est développée dans les années 1980, mais la perspective assimilationniste d'intégration des populations à une société nationale commune à tous (avec les droits et devoirs associés) a toujours primé et n'a pas permis l'émergence de dispositifs de gestion territoriale réellement rattachés à ces populations (Chapitre 6.2).

Enfin, dans les années 1990, la montée du socio-environnementalisme a permis l'émergence de modes de gestion explicitement basés sur une association directe entre le maintien de certaines pratiques locales traditionnelles et la préservation des écosystèmes (Chapitre 6.3.)

Dans le chapitre 6, nous cherchons à comprendre quels processus stratégiques multiscalaires ont permis, dans un contexte socio-historique donné, l'émergence de ces types d'espaces protégés en Guyane et en Amapá. Nous mettrons ensuite en exergue les principales différences entre dispositifs français et brésiliens, au regard de leur atouts et faiblesses pour la prise en charge de la gestion des écosystèmes.

CHAPITRE 6

APPROCHE STRATEGIQUE DE LA CONSTRUCTION DES ESPACES PROTEGES BASES SUR LES PRATIQUES DE GESTION DES POPULATIONS LOCALES

Plusieurs types de dispositifs sont issus de luttes visant à sécuriser des territoires, non pour leur valeur écologique intrinsèque, mais au titre de l'importance qu'ils revêtent pour certaines catégories de populations que nous dénommerons populations « traditionnelles ».

Ce terme nous permet de regrouper à la fois les populations « autochtones[51] », et certaines populations « non-autochtones » qui se différencient du reste de la population nationale par leurs usages. Les populations traditionnelles peuvent être définies comme des « *groupes différenciés culturellement qui se reconnaissent comme tels, qui ont des formes propres d'organisation sociale, pour qui l'occupation et l'utilisation des territoires et des ressources naturelles au travers de la mobilisation des connaissances, innovations et pratiques générées et transmises par la tradition sont des conditions nécessaires au maintien de leurs pratiques culturelles, sociales, religieuses, ancestrales et économiques »* (décret brésilienº 6.040, de Février 2007).

En Guyane et en Amapá, nous nous intéressons à la façon dont la reconnaissance des spécificités des usages de certaines catégories de populations, que nous qualifions de « traditionnelles », a conduit à la mise en place de dispositifs publics de gestion territoriale. Ces populations comprennent donc les populations amérindiennes[52] mais également les populations maronnes (c'est-à-dire les descendants d'esclaves fugitifs réfugiés dans la forêt) et les populations qualifiées au Brésil d'« extractivistes[53] » (c'est-à-dire dépendant du prélèvement et de la commercialisation de produits forestiers (Emperaire, 1994).

Nous considérons à ce titre quatre types de dispositifs : (i) les terres indigènes (TI) brésiliennes, destinées aux populations amérindiennes, dépendant du ministère de la Justice, et reconnues au Brésil depuis 2006 comme des aires protégées ; (ii) leur pendant guyanais, les zones de droits d'usage collectifs - ZDUC, créées par arrêté préfectoral, et reconnaissant les usages traditionnels de certaines communautés (amérindiennes et maronnes) ; (iii) les réserves extractivistes brésiliennes (RESEX, RDS°, considérées dans la loi brésilienne (SNUC) comme des Unités de conservation d'usage durable, visant à protéger les espaces forestiers dont dépendent les activités des populations extractivistes ; (iv) et le Parc amazonien de Guyane (PAG), Parc national français qui place les pratiques traditionnelles des populations qui y vivent au cœur de sa réflexion.

---

[51] C'est-à-dire des populations habitant sur un territoire avant que celui-ci ne soit colonisé par d'autres populations issues d'une culture ou d'une ethnie différente, et vivant néanmoins plus selon leurs propres coutumes que selon celles du pays dont elles font aujourd'hui partie (Davy et Filoche, 2014).

[52] Six ethnies en Guyane, Six ethnies en Amapá – Trois sont communes : les Wayampi, les Palikur et les Kalina.

[53] En Guyane, l'extractivisme ne représente plus aujourd'hui une activité économique importante. Aucune catégorie de population ne revendique d'être reconnue comme population extractiviste.

Ces dispositifs (excepté les ZDUC pour lesquelles ce n'est pas explicitement précisé) ont en commun le fait de considérer les pratiques des populations traditionnelles comme garantes d'une gestion durable des ressources naturelles forestières. Nous allons montrer en quoi les luttes à l'origine de ces dispositifs ont largement contribué à les façonner, puis nous nous attacherons à mettre en exergue leurs ressources et leurs limites pour la prise en charge de la gestion des écosystèmes.

1. La reconnaissance des droits des populations amérindiennes

A partir des années 1970 en Amapá et 1980 en Guyane, les populations amérindiennes de ces territoires réclament leur droit à un statut spécifique et à une reconnaissance de terres qui leur soient propres, ce qui leur sera octroyé progressivement dans les années suivantes, sous la forme de cinq Terres indigènes (TI) en Amapá, et de quinze Zones de droits d'usage collectifs (ZDUC) en Guyane.

Ces territoires représentent aujourd'hui, en Guyane comme en Amapá, environ 8 % de la superficie totale des terres (Figure 47).

Néanmoins, la portée juridique et gestionnaire des dispositifs créés y est très différente. Au Brésil, les terres indigènes sont reconnues par décret présidentiel, de façon définitive, au regard de leur importance pour les populations « autochtones ». Près de 50 ans plus tard, ces territoires ont été par ailleurs officiellement reconnus comme des « aires protégées », au regard de la mise en évidence de leur grande efficacité pour la préservation de l'environnement (Nepstad et al., 2006).

La situation est très différente en Guyane. En effet, la France ne reconnaît pas de statut spécifique aux populations amérindiennes au regard de leur origine ethnique, et n'a d'ailleurs jamais ratifié la convention 169 de l'OIT[54]. Cette distinction viendrait en effet contredire l'article premier de la constitution française, prônant l'égalité entre tous les citoyens. Néanmoins, des droits d'usages ont été reconnus à ces populations sur des espaces délimités, au regard de leurs pratiques spécifiques. Ces « zones de droits d'usage collectifs » n'ont pas aujourd'hui de vocation environnementale officiellement affichée, ne traduisant ainsi aucune reconnaissance législative du rôle historiquement joué par les pratiques traditionnelles de ces populations pour la préservation de la forêt guyanaise.

Nous nous proposons de montrer comment les processus stratégiques ayant conduit à leur mise en place en Amapá, puis en Guyane, expliquent la forme qu'ils ont aujourd'hui, et notamment

[54] « La convention 169 de l'OIT reflète en partie les valeurs sur lesquelles la France s'est engagée. Néanmoins, cet instrument international attribue aux peuples autochtones des droits collectifs contraires à nos principes constitutionnels d'égalité et d'indivisibilité de la république » (Jo du Sénat du 26/12/2013, p. 3716, in Davy et Filoche, 2014).

les différences constatées entre la France et le Brésil. Puis nous comparerons en détail les formes de gestion de l'environnement permises, ou non, au travers de ces dispositifs.

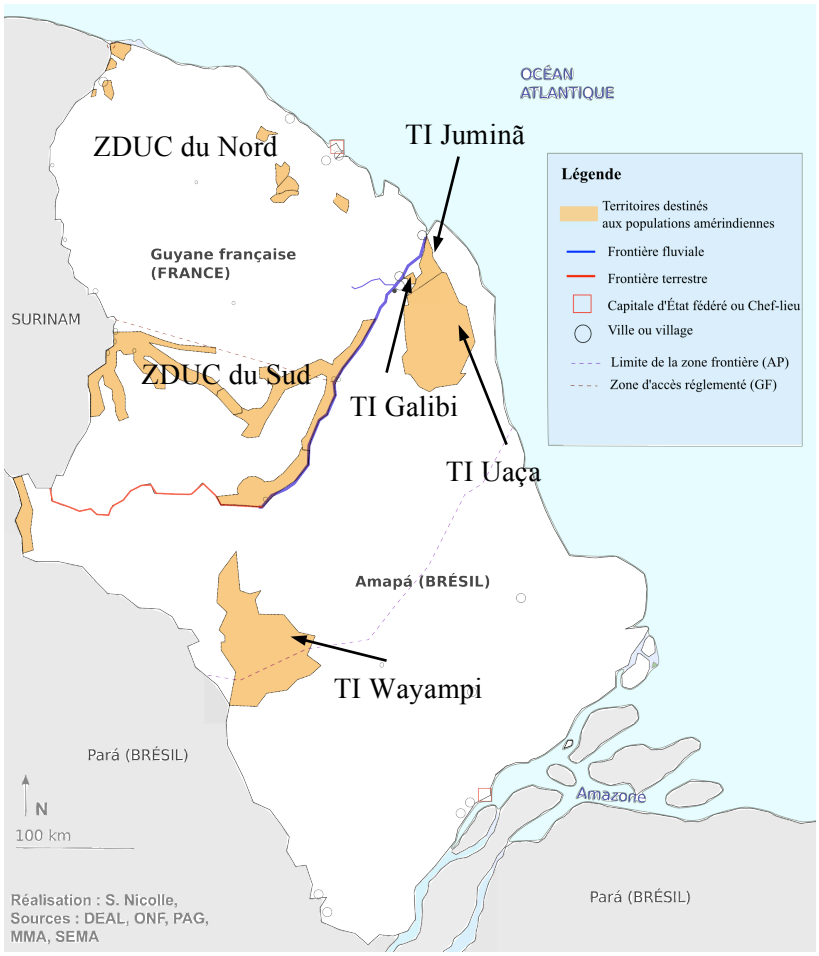


Figure 47 : Terres indigènes en Amapá et Zones de droits d'usage collectifs en Guyane française

1.1. En Amapá, la lutte pour la reconnaissance de terres indigènes, inscrite dans des mouvements portés à l'échelle amazonienne

Comme nous l'avons déjà souligné, l'Amapá compte principalement deux zones de peuplement amérindien : à l'ouest, dans la forêt dense vivent des groupes wayampi, et au nord, sur le littoral habitent des Galibi (Kalina de Guyane), des Palikur, des Karipuna, et des Galibi marworno. Au total, quatre terres indigènes (TI) ont été reconnues officiellement : une pour les Wayampi, la TI Wayampi (1996), et trois pour les peuples d'Oiapoque : les TI Uaça (I et II) (1991), Juminã (1992), et Galibi (1982). L'histoire de la reconnaissance officielle de ces territoires ne peut être dissociée de celle de la lutte indigéniste menée au niveau national.

1.1.1. Le mouvement indigéniste à l'échelle nationale

La première loi mentionnant un territoire des Amérindiens est la « lei de terras » de 1850 qui, sous l'empire, établit les règles de la propriété privée au Brésil, et reconnaît dans l'article 12 la primauté du gouvernement central sur certaines « *terras devolutas*[55] » sous certaines conditions, dont les droits des populations indigènes font partie. Mais cette sécurisation de la terre est contrebalancée par deux autres mesures : d'une part les terres qui seraient considérées comme abandonnées par les Amérindiens sont de nouveau considérées comme « dévolues », sans affectation, et peuvent être attribuées à toute personne les revendiquant, ce qui donne lieu à de nombreux abus de la part des gouverneurs, attestant de l'abandon des terres dans l'optique de les récupérer ; et d'autre part en créant les « *certidões negativas* », documents émis par le Service de protection de l'indien (SPI), créé en 1910, et attestant, pour répondre à des demandes privées d'accès à la terre qu'une zone donnée n'est pas un territoire indigène, ce qui donne également lieu à des abus (Araújo, de Carvalho, Oliveira, & Jófej, 2006).

Sous la république, les *terras devolutas* sont transférées aux États fédérés, et une colonisation agricole très importante des territoires indigènes a lieu, diminuant drastiquement l'accès des Amérindiens à leurs moyens de subsistance. Le SPI n'a que très peu de moyens d'action légaux et les quelques démarcations de territoires indigènes réalisées ne font qu'aggraver la situation en regroupant les populations sur de trop petits territoires, les contraignant ainsi à se vendre comme main d'œuvre peu chère aux *fazendeiros*. Cette situation dure globalement jusque dans les années 1960.

À la fin des années 1960, sous le gouvernement militaire, de nouveaux textes apparaissent dont l'influence se fait sentir jusqu'à aujourd'hui, qui réglementent la question indigène et la centralisent au niveau fédéral. Face à l'abondance des actes de dénonciation à l'encontre des actions frauduleuses du SPI, le gouvernement militaire dissout ce dernier et créée la Fondation nationale de l'indien (FUNAI) en 1967. Cette dernière est cependant dans l'ensemble largement construite sur la structure tant administrative qu'institutionnelle du SPI. En parallèle, l'amendement à la constitution de 1967, promulgué en 1969, reconnaît des droits importants, du moins théoriquement, aux Amérindiens. D'une part, pour des raisons de sécurité nationale, les terres des Amérindiens redeviennent de la compétence du gouvernement fédéral. D'autre part, les Amérindiens sont reconnus comme faisant partie de la communauté brésilienne. Enfin, l'article 198 leur confère des droits inaliénables sur leurs terres et un usufruit exclusif des ressources naturelles qui s'y trouvent. Peu appliqué, cet amendement donne néanmoins des ressources législatives importantes aux défenseurs de la cause indigène.

[55] C'est-à-dire des terres n'appartenant encore à personne, et pour lesquelles aucune vocation spécifique n'a été définie.

Une loi spéciale, qui précise ces nouvelles dispositions, paraît en 1973 : le « Statut de l'Indien ». L'objectif de cette loi est défini dans son article 1 :

> *« Cette Loi réglemente la situation juridique des Amérindiens ou sylvicoles et des communautés indigènes, dans l'objectif de préserver leur culture et de les intégrer, progressivement et harmonieusement à la communauté nationale»* (Estatuto do Indio 1973)*

Elle définit différents types de dispositifs législatifs pour l'accès à la terre des populations amérindiennes, ainsi que la procédure administrative à suivre pour la reconnaissance des territoires indigènes : les terres doivent être démarquées par la FUNAI, puis homologuées par le Président de la république.

> *« La base de cet article est la compréhension du fait que la démarcation des terres indigènes n'est que la reconnaissance de l'existence d'une situation, c'est-à-dire du fait qu'un peuple indigène déterminé occupe une terre donnée. Partant de là, la démarcation ne crée ni ne donne de droits et est un acte purement déclaratif des limites dans lesquelles le droit indigène – qui préexiste – continuera à s'exercer. »* (Ibid., p.34).*

Malgré ces avancées, la période militaire a été une période difficile pour les populations amérindiennes, notamment à cause des conflits entre les grands projets de développement qui se mettaient en place sans prendre en compte les territoires occupés par les populations amérindiennes. Dans les zones proches de frontières internationales, le conseil de sécurité nationale est consulté avant toute démarcation de terre indigène.

C'est l'article « *dos Indios* » de la constitution de 1988, mise en place à la fin de la période dictatoriale, qui marque la plus grande rupture dans la reconnaissance des droits des populations amérindiennes au Brésil, en sortant définitivement de la perspective intégrationniste (ou assimilationniste) et en leur accordant le droit à la différence.

Santilli (1990) revient en détail sur les processus de négociation autour de cet article. Il met en évidence la façon dont, face à la continuation des projets de développement en sortie de dictature, et notamment à la mise en place du projet *Calha Norte*, intensifiant la tutelle militaire sur les Amérindiens proches de la frontière nord, les organisations de la société civile portant la cause indigène se sont mobilisées. L'UNI (*União das nações indígenas*), crée en 1980 et regroupant les leaders des peuples amérindiens du Brésil, lance ainsi, en coordination avec d'autres organisations indigénistes (CEDI, Inesc, CPI, mais aussi le *Cimi, l'ABA, Conage, SBPC, etc.*), un programme nommé « *Povos indigenas na constituinte*[56] », avec 5 points d'action prioritaires :

> *«- la reconnaissance des droits territoriaux des peuples indigènes comme premiers habitants du Brésil*
> *- la démarcation et garantie des terres indigènes*
> *- l'usufruit exclusif, pour les peuples indigènes, des richesses naturelles existantes dans le sol et le sous-sol de leurs territoires*
> *- la réinstallation, dans des conditions dignes et justes, des personnes pauvres qui sont installées dans les terres indigènes*

[56] « les peuples indigènes dans le processus constitutionnel »

- la reconnaissance et le respect des organisations sociales et culturelles des peuples indigènes, avec leurs projets de futur, ainsi que des garanties d'entière citoyenneté. » (ibid, p. 12).*

Suite à la première proposition de texte, la réaction anti-indigéniste « assimilationnisme » s'est mise en place, notamment menée par le Conseil de sécurité nationale, le Département des mines, ainsi que des entreprises minières, de grandes entreprises et des parlementaires réactionnaires, mais aussi la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI). A l'aide de l'édition de faux documents, ils publièrent dans la presse des accusations sur l'existence d'une conspiration menée par un « Conseil mondial des églises chrétiennes », qui, au travers du Cimi tenterait de porter atteinte à la sécurité nationale brésilienne sous prétexte de défense des droits indigènes (Ibid., p. 12). Face à cela, et bien que la supercherie ait été dénoncée, les organisations indigénistes adoptèrent une stratégie nouvelle, en proposant une version édulcorée de l'article constitutionnel[57] concernant les populations amérindiennes, qui permettait néanmoins de maintenir le changement conceptuel fondamental dans le statut accordé aux Amérindiens : la constitution de 1988 assure aux populations amérindiennes du Brésil le droit à la reconnaissance de leur différence et l'usufruit intégral de leurs terres, ainsi que le caractère inaliénable de ces dernières. Le gouvernement fédéral est en outre tenu de démarquer ces territoires et de les faire respecter. Araujo (2010) souligne en outre la place accordée pour la première fois à l'environnement dans cet article, confortée par le décret 1.775/96, qui réglemente notamment la question de la démarcation (voir Encadré 9).

L'ensemble de ce processus, rendu possible grâce à la pression instaurée sur le gouvernement par certaines populations amérindiennes n'a pu aboutir que suite à la forte mobilisation des anthropologues et « indigénistes », porteurs de la cause indigène et impliqués dans des associations de soutien, ou fonctionnaires à la FUNAI.

La promulgation de la constitution a induit une explosion de la mise en place d'associations indigènes[58] référencées, permettant aux populations de porter leurs revendications avec les outils propres à la société brésilienne. Les plus nombreuses se mettent en place en Amazonie. En revanche, la majeure partie des « associations de soutien » indigénistes[59] ont leur siège dans les centres décisionnels du pays, Brasilia, et São Paolo. La plupart apparaissent sous le gouvernement militaire, au moment de la première détente (fin des années 1970). En effet, contrairement à la FBCN qui arrive à négocier avec le gouvernement militaire, ces dernières se positionnent en forte opposition, ce qui limite leurs moyens d'action. La fin du régime militaire et la promulgation de la constitution permettent donc une augmentation importante de la mobilisation citoyenne des populations amérindiennes.

[57] Concernant par exemple le maintien de la possibilité d'exploiter les ressources minières des terres indigènes.
[58] Associations montées directement par les populations amérindiennes, pour les représenter.
[59] Associations montées par des « non Amérindiens », soutenant la lutte indigène.

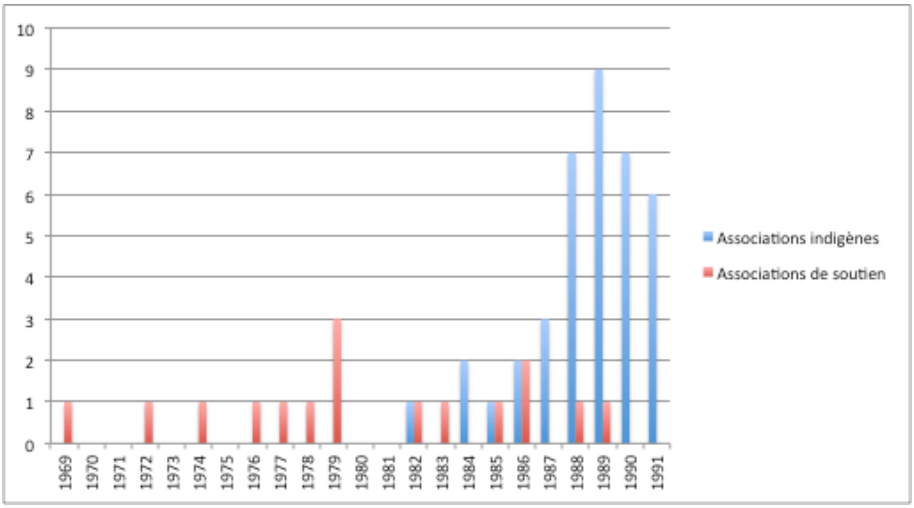


Figure 48 : Nombre d'associations indigènes déclarées et d'associations de soutien en 1991. *Graphique réalisé à partir des données de Ricardo (1991)*[60].

Encadré 9 : Les étapes de la démarcation des terres indigènes (extrait de Araujo, 2010).

*1. **Identificação** – A la première étape de la procédure de démarcation, la FUNAI nomme un anthropologue pour réaliser une étude d'identification de la Terre Indigène en question. L'étude de l'anthropologue est à la base du travail d'un groupe technique, de préférence composé d'experts de la FUNAI, qui réalisent des études sociologiques, juridiques, cartographiques et environnementales complémentaires. Une étude du foncier est également réalisée, pour définir les limites de la Terre indigène. Dans la pratique, cependant, l'anthropologue et les autres experts travaillent simultanément. Le groupe présente un rapport détaillé caractérisant la Terre à délimiter, qui doit être approuvé par le président de la FUNAI, puis publié au Journal officiel et affiché au siège de la municipalité locale.*

*2 **Contraditório** - Cette étape a été introduite dans la procédure administrative de démarcation par le décret 1775-1796, faisant l'objet de vives controverses lors de sa publication. Il s'agit de donner la possibilité à toute partie intéressée, y compris les États et les municipalités, de se manifester au cours de la procédure de démarcation des Terres Indigènes et de la contester par voie administrative. Avant ce décret cela ne pouvait se faire que par voie judiciaire. A partir du début du processus de démarcation et jusqu'à 90 jours après la publication du rapport technique, les intéressés peuvent présenter leurs réclamations à la FUNAI avec preuves à l'appui, afin de demander des compensations, ou d'attaquer le rapport des experts. La FUNAI a ensuite 60 jours pour formuler des observations sur les réclamations et faire suivre le dossier au Ministre de la Justice.*

*3 **Declaração dos limites** - Le ministre de la Justice délivre, dans un délai de 30 jours, l'ordonnance déclarant les limites de la zone et lançant le processus de démarcation physique. Sinon, il peut choisir de prescrire des mesures à mettre en œuvre sous 90 jours. Il peut enfin refuser l'identification par une décision motivée, qui doit être publiée dans la presse officielle.*

*4 **Demarcação física** – Une fois déclarées les limites de la zone, la FUNAI réalise sa délimitation physique, qui implique la pose de marques sur le sol, de panneaux de signalisation, de chemins lorsque cela est nécessaire, etc. A ce stade, l'INCRA (Institut national de la colonisation et de réforme agraire), procède à la réinstallation urgente des éventuels occupants non-Amérindiens.*

*5 **Homologação** - L'ensemble de la procédure de démarcation est finalement soumise au Président de la République pour une ratification par décret.*

*6 **Registro** – La Terre Indigène délimitée et ratifiée est enregistrée dans les 30 jours au cadastre et au SPU (Secrétariat du Patrimoine de l'Union).*

[60] Seules figurent sur le graphe les associations pour lesquelles les dates étaient mentionnées.

Si ce préambule peut sembler long, il n'est pourtant pas possible d'en faire l'économie car les mouvements locaux de demande de reconnaissance des terres indigènes et leur constitution en tant qu'entités politiques sont intimement liés à ces évolutions et combats menés au niveau national.

1.1.2. Les Amérindiens d'Amapá, une mobilisation face aux menaces sur leurs territoires

En Amapá, la mobilisation des Amérindiens pour la démarcation de leur terre s'est principalement faite en réponse aux intrusions liées au passage de la BR 156 (route reliant Macapá à Oiapoque) et à la rénovation de son tracé en 1980 pour les Amérindiens de Uaça, ainsi qu'à l'intrusion d'une ferme d'élevage militaire, et à la présence d'orpailleurs. Les Wayampi sont pour leur part face à la construction de la BR 210, qui est abandonnée en 1976, mais constitue une voie d'entrée importante dans leur territoire (30 km), pour des orpailleurs en assez grand nombre.

L'Encadré 10 récapitule les principaux évènements ayant précédé l'homologation des TI.

Encadré 10
Repères chronologiques (Rouge : TI Wayampi ; Bleu TI du Bas-Oyapock)

1930-1967 : Installation du Service de protection de l'Indien (SPI) - projets agricoles (plantations et élevage) dans les communautés : Echec. Soutien à l'intensification des pratiques de pêche et de chasse au caïman (cuir).
Années 1970 : Création de la FUNAI – Transfert progressif de ses compétences au gouvernement d'Amapá, faute de moyens.
1972 : Arrivée du Père Nello à Oiapoque, rallié au Cimi en 1975
1976 : Première réunion des populations amérindiennes du Bas Oyapock (côté Brésil) concernant la Terre
1976-1979 : Premières démarches de démarcation de la TI Wayampi – Lutte des populations contre l'invasion des orpailleurs
1979 : Première démarche de démarcation physique de la TI Uaça
1980 : Modification du tracé de la BR-156, qui coupe la TI Uaça.
1982 : Démarcation et Homologation de la TI Galibi
1985 : Démarcation physique des TI Uaça puis Juminã par les populations.
1991 : Grande réunion publique des populations amérindiennes du Bas Oyapock (côté Brésil) – Homologation de la TI Uaça
1991 : Manifestation des populations Wayampi à Brasilia contre le projet de création de forêt nationale sur leur territoire.
1992 : Homologation de la TI Juminã
1996 : Homologation de la TI Wayampi

1.1.2.1. Démarcation des terres indigènes du Bas Oyapock (Galibi, Uaça, Juminã)

La démarcation de la terre Galibi, de petite taille, demandée par les Galibi d'Oiapoque se déroula relativement sans remous et aboutit en 1982. Elle fut d'autant facilitée que le chef de cette communauté entretenait des contacts assez bons avec les militaires de Clevêlandia. En revanche, la démarcation officielle des terres Uaça et Juminã est le fruit d'un processus de négociation beaucoup plus long, marqué par un regroupement politique des populations de la zone appartenant pourtant à des ethnies différentes.

Le Padre Nello, prêtre catholique arrivé à Oiapoque en 1972 se rallie au Cimi en 1975 et en applique localement la stratégie nationale, basée sur la mise en place de coopératives amérindiennes permettant de garder une dynamique communautaire, de les sortir des relations de dépendance commerciale avec les intermédiaires, et de permettre des échanges entre les différentes communautés et ethnies locales. Sur le long terme, cela se traduit par la mise en place de réunions annuelles (puis une fois tous les deux ans) de l'ensemble des communautés, dans l'optique de partager les difficultés et de porter les revendications d'une voix commune. Ces réunions continuent à se tenir aujourd'hui. Le Padre Nello explique ainsi l'origine des mouvements :

> *« Je suis venu ici dans cette région, et je ne savais même pas qu'il y avait des Amérindiens, comme tout le monde. Je savais qu'il y avait une paroisse, un prêtre, et que j'allais être son adjoint dans cette paroisse. En faisant mes incursions dans l'intérieur, j'ai découvert qu'il y avait des villages amérindiens. C'est alors qu'est arrivée l'invitation pour le premier séminaire FUNAI/missions en 1973 à Manaus, et j'y ai participé. Là on a alors rencontré l'équipe du CIMI qui débutait. On a suivi une petite formation, et en 1975 est arrivée l'invitation pour l'assemblée de Cururu, la deuxième assemblée nationale indigène. D'ici y sont allés Manoel Primo dos Santos (Karipuna), Gérald Lod (Galibi d'Oiapoque) et moi-même. A l'issue de cette assemblée, nous avons eu l'idée d'en faire une à l'échelle de la région, surtout quand l'année suivante nous avons découvert que la terre n'était finalement pas démarquée*[61]*. […]Un résultat concret de cette assemblée fut l'envoi d'une lettre au président de la FUNAI demandant la démarcation de la terre, mais au delà de cela, elle fut extrêmement importante pour la prise de conscience, et la formation d'un esprit d'union entre les villages, qui n'avaient encore rien fait en commun. »* (Entretien de Padre Nello avec D Tilkin Gallois et deux autres chercheurs, CEDI, 1984, p. 14).*

Dans la lettre évoquée, ils demandaient explicitement la délimitation de la « réserve Uaça » et de la « réserve Galibi » en précisant exactement les limites voulues (différentes de la première proposition faite par la FUNAI), incluant les deux berges du Rio Uaça – pour éviter les installations d'étrangers –, et la moitié du lac Marouane – l'autre moitié étant laissée aux autres utilisateurs non Amérindiens –, et en refusant que la BR-156 coupe leur territoire, ce qui aurait impliqué de laisser de côté les sources des rivières, zone particulièrement propice à l'agriculture et particulièrement giboyeuse. En 1979, la démarcation physique fut réalisée avec la participation de membres des communautés. Mais le tracé de la BR-156 fut modifié sans consultation par l'État en 1980 pour traverser la réserve indigène, remettant en cause les propositions de démarcation en cours. Face à cela, les Amérindiens envoyèrent une lettre au président de la FUNAI en 1980, écrivant :

> *« Les tribus Palikur, Galibi et Karipuna (…) sont disposées à employer la force pour empêcher la réalisation de la BR-156 (…). La préoccupation des Amérindiens est que, avec l'arrivée du Blanc sur les terres, le gibier vienne à disparaître, et que les communautés indigènes restent sans nourriture »* (ibid., p.9)*

On voit ici nettement que les préoccupations alimentaires mises en avant par les Amérindiens coïncident largement avec des préoccupations de gestion environnementale : maintenir des populations animales viables, limiter les sources de pressions anthropiques sur les

[61] Une initiative de démarcation avait été menée dans les années 1960 par le SPI, sans aboutissement.

terres. L'objectif n'est cependant pas de préserver la nature pour elle même, mais bien de maintenir une ressource suffisante pour des populations qui en dépendent, mises en péril par l'arrivée de la route.

Des représentants Galibi furent même envoyés à Brasilia, grâce à une cotisation des familles, dans l'objectif de dévier la route, ce qui causa des accusations de manipulation et des menaces d'expulsion de la part du gouvernement à l'encontre du père Nello (ibid.)

Peu de temps après, en Octobre 1980, le chef de la délégation territoriale de la FUNAI convoqua une réunion à laquelle assistèrent un représentant du gouvernement d'Amapá, et cinq chefs des différentes communautés (*Caciques*). Sous la pression, les *caciques* signèrent le document donnant leur approbation pour le passage de la route et l'exploitation du bois nécessaire à sa construction, moyennant comme compensations la mise en place de postes de vigilance, des terres supplémentaires, un marquage de la zone, le paiement pour les zones exclues et un camion pour bénéficier du transport sur la route. Nombreuses furent les protestations au retour des chefs, d'autant plus légitimes que la majeure partie des promesses ne fut pas tenue. L'un d'entre eux, Avelino Karipuna, exprimait ainsi sa déception à l'assemblée générale de 1981:

> *« Nous avons été roulés par le délégué de la 2ème DR à Belém. Il y a eu un accord pour le passage de la route. Au début, les leaders karipuna, galibi et palikur étaient contre, avec l'appui de la communauté. Apres quelques jours, le délégué de la FUNAI est arrivé et a fait pression, en se basant sur l'article 20, lettre d, du Statut de l'Indien, ou il est précisé que les ouvrages d'intérêt national dans les terres indigènes peuvent être imposés par le gouvernement. Le délégué a dit : « si vous laissez la route passer dans la zone, vous allez gagner quelque chose, mais si vous ne la laissez pas passer, elle passera de toutes façons et vous n'allez rien gagner. ». Il nous a menacé de retirer les professeurs de la zone et de couper l'approvisionnement en médicaments. On a pris peur et on a dit oui. »* (Porantim, jan-fev 1981, dans CEDI, 1983, p.11)*

Effectivement, le passage de la route induisit une hausse des pressions, avec des pénétrations accrues dans la zone de chasseurs, et surtout de *garimpeiros,* les orpailleurs. Les réunions annuelles des communautés ont continue à se tenir et à permettre la remontée des revendications communes, via des lettres à la FUNAI. A l'assemblée de 1985, un travail groupé est mis en place, pour finaliser la démarcation et le piquetage de la terre Uaça, notamment du côté des têtes de rivières. Dans une demande à la FUNAI les Amérindiens s'engagent à réaliser des opérations de surveillance mais demandent expressément l'homologation immédiate de leur terre. Juminã est également délimitée et attend la réponse du Conseil de sécurité national. En interne, des règles sont définies et renforcées pour limiter la chasse et la pêche de certaines espèces (*lei interna*) et interdire la vente de ces produits à l'extérieur.

En 1991, la réunion annuelle est organisée sur des fonds propres des populations. Elle prend également un nouveau format, c'est-à-dire qu'elle est ouverte à de nombreux invités extérieurs, comprenant des hommes politiques, des représentants des administrations, des anthropologues, mais aussi des Amérindiens wayampi, qui luttaient également pour la démarcation de leurs terres,

et des Amérindiens de Saint Georges. Le gouverneur Capiberibe, favorable au développement local des populations amérindiennes, est également présent.

> *« Pour faire pression sur le gouvernement, ils décidèrent d'écrire l'histoire de la lutte pour la démarcation de la zone, avec un pied de page signé, pour l'envoyer au Congrès et au Sénat. En lien au territoire, les leaders soulignent une fois de plus la nécessité de maintenir une surveillance pour préserver la terre, les rivières, le gibier et le poisson, dans la région, en s'engageant, les uns et les autres à interdire l'entrée d'envahisseurs dans l'aire, principalement les orpailleurs et les pêcheurs. »* (Tassinari 1994, p. 298)*

Cela porte ses fruits et les Terres indigènes de Uaça I et 2 sont homologuées par le Président en novembre 1991 ; celle de Juminã en 1992. L'année suivante est montée l'association des populations amérindiennes d'Oiapoque (APIO), qui organisera par la suite des assemblées de ce genre tous les deux ans. Ces réunions sont ainsi devenues un moyen de faire le point sur l'avancée de la situation et un vecteur de diffusion des revendications.

1.1.2.2. Démarcation de la TI Wayampi

La Terre indigène wayampi a été démarquée plus tard, mais a bénéficié de cette première expérience. C'est au moment de la construction de la BR-210 que la FUNAI a installé les premiers postes chez les Wayampi, dans l'objectif de « pacifier la zone ». Auparavant, les seuls contacts étaient réalisés avec les vendeurs et les orpailleurs, de plus en plus nombreux dans la zone. La politique de regroupement menée par la FUNAI, laissant des villages inoccupés, accentue encore ce phénomène d'invasion par les chercheurs d'or, qui se généralise dans les années 1980 (Tilkin Gallois, 2011). Les Wayampi eux-mêmes pratiquaient l'orpaillage de façon intermittente, en tirant un revenu financier. Dans les années 1980, face à l'inaction de la FUNAI, des missions sont menées directement par les habitants pour récupérer les terres abandonnées et chasser les orpailleurs, ce qui est réalisé avec un certain succès et est relayé dans la presse.

Entre 1976 et 1980, plusieurs propositions de démarcation de la terre wayampi, basées sur les zones d'activités et les zones anciennement occupées par les populations, sont émises par des anthropologues, dont Alan Campbell et Dominique Tilkin Gallois. Cette dernière a été très active dans les travaux de démarcation de la terre indigène, et ce sont sur la base de ses travaux, et grâce à son implication constante du début du processus à la démarcation effective de la terre, que les limites ont été finalement définies. Des propositions contradictoires ont pourtant tenté d'opérer de drastiques réductions de superficie à plusieurs reprises : en 1982, le délégué de la FUNAI de Belém « sensibilisé par le gouverneur aux intérêts miniers » propose une terre de taille très restreinte ; en 1985, la terre proposée entre temps par un nouveau groupe de travail est de nouveau réduite de plus de 50 % pour permettre la création d'une « forêt nationale ».

> *« Dans l'idée de discuter cette réduction avec les représentants du groupe de travail interministériel [NB : composé des ministères de l'intérieur, celui en charge des questions foncières, et le conseil de sécurité nationale] trois chefs Wayampi vont à Brasilia, où ils obtiennent l'appui du procureur général de la république et de quelques députés fédéraux.*

Face aux manifestations issues de ces entités le GTI coupe court au projet de « forêt nationale wayampi » » (Tilkin Gallois, 2011)*

Suite à de derniers ajustements, le ministère de la justice accorde les 573 000 ha demandés par les Wayampi, le 23 Octobre 1991. Les travaux de démarcation physique peuvent commencer. L'homologation de la terre wayampi, largement conflictuelle avec les intérêts d'exploitation minière du territoire a été facilitée par l'accession au pouvoir du gouverneur Capiberibe, sensible aux revendications des populations locales.

Compte tenu des actions réalisées localement en faveur de la démarcation de leur terre, les Wayampi obtiennent l'appui de GTZ (coopération allemande) et de la FUNAI, pour un projet de démarcation innovant impliquant largement les populations. L'intégralité des travaux de délimitation, d'ouverture des layons et d'installation des plaques furent donc réalisés avec des membres des familles concernées par la zone, tout en laissant libre la composition des équipes, et l'organisation des temps de travail. Des habitants de l'Oiapoque, ayant déjà participé à ce type de travail y participèrent également, de façon rémunérée.

A la fin de ce processus, sans plus d'obstacles, la terre indigène wayampi est homologuée par le président de la République en 1996.

1.1.3. Les processus stratégiques de mise en place des terres indigènes

On voit ici que l'aboutissement local de la création des terres indigènes de l'Oiapoque est le résultat de processus stratégiques de très longue haleine, ayant permis la constitution de ressources mobilisables à différentes échelles, que ce soit en termes de données ethnologiques, de cartographies, de réseaux, ou de mobilisation locale. Cet aboutissement ne s'est pas fait sans concessions : certains points ont dû être cédés pour maintenir le cœur de la démarche, qui était, rappelons-le, de sécuriser les territoires de ces populations traditionnelles. Dans le cas des terres d'Amapá, nous pouvons identifier une coalition complexe d'acteurs ayant permis l'aboutissement des demandes, dans un cadre national et international également en permanente évolution.

La première ressource dont a localement bénéficié l'Amapá est l'avancée législative de la prise en compte des droits des populations amérindiennes, permise par une forte mobilisation d'acteurs « indigénistes », c'est-à-dire porteurs de la cause des populations amérindiennes, au niveau international. Ces mouvements se diversifient et s'appuient sur des organisations aux logiques diverses, dont notamment des organisations religieuses comme le Cimi, qui sont souvent bien implantées localement. Cela permet la connexion de logiques locales et nationales et la constitution de réseaux porteurs de la cause amérindienne.

Localement, l'organisation des populations et la construction de revendications communes, matérialisées par des assemblées des populations, des lettres à la FUNAI et au gouvernement, ou même par des visites directes de représentants amérindiens dans les sièges décisionnels, confèrent

aux demandes formulées une légitimité importante. De même, les démarcations actives menées par les populations limitent le risque de contestation des limites proposées quant à leurs territoires ancestraux. En outre, les expulsions directes des étrangers installés sur les terres, et notamment des orpailleurs, actions relayées par la presse, marquent les consciences et donne une existence palpable aux terres revendiquées.

Dans les processus définis nationalement par le Statut de l'Indien, les anthropologues jouent un rôle important pour la démarcation, car ils sont seuls légitimes pour élaborer le dossier de demande et les propositions de limites. Ainsi, dans le cas des Wayampi, on voit qu'au dossier proposé par l'anthropologue indigéniste D.T. Gallois, la FUNAI confronte le rapport d'une autre anthropologue de l'administration pour attester de la validité scientifique des propositions. La FUNAI joue par ailleurs un rôle ambigu car si c'est une administration constituant un passage obligé pour la titularisation des terres, les intérêts mis en avant ont plus été ceux du gouvernement militaire que ceux des Amérindiens, qu'il s'agissait d' « assimiler ». En revanche, certains fonctionnaires de terrain, vivant au quotidien dans les postes de contrôle installés au sein des communautés, ont également pu être des aides importantes à la structuration locale des mouvements, comme cela a été le cas sur les terres de l'Oiapoque. Ils constituent alors des points de relai en interne de l'administration.

On peut ainsi identifier quatre grands groupes d'acteurs jouant un rôle dans le processus stratégique de mise en place des terres indigènes d'Amapá.

Les populations amérindiennes : C'est à leur profit, et pour la préservation des ressources naturelles leur permettant de vivre selon des modalités différentes de celles mises en avant par le modèle national développementiste, que les revendications se structurent.

Leurs compétences de base : Elles évoluent dans le temps. Leur connaissance de leur territoire et la maîtrise des ressources naturelles sont les premières, auxquelles s'ajoutent des compétences organisationnelles internes, liées à l'organisation des réunions annuelles, puis à la constitution d'associations inter-communautés.

Leurs ressources : Elles évoluent également, en lien avec l'évolution du mouvement indigéniste à l'échelle nationale, voire internationale. Elles sont donc à la fois internes : documents écrits, revendications locales, actions directes médiatisées ; et externes : en lien avec la constitution de réseaux et de mobilisation des ressources des alliés du mouvement indigéniste.

Les organisations indigénistes (associations de soutien) : Elles sont diversifiées et ne mettent pas forcément en avant les mêmes valeurs, mais ont en commun la défense des droits des populations amérindiennes face à des politiques nationales de développement particulièrement destructrices, et face à un cadre légal qui ne prend pas réellement en considération leur droit à la différence. Plus tardivement, dans les années 1990, des associations socio-environnementalistes (ISA, Iepé…)

s'allient à cette catégorie, mettant en avant l'importance des populations traditionnelles pour la préservation de la biodiversité.

Leurs compétences de base : Travailler en réseau et mettre en avant la cause des populations indigènes. Au niveau très local, doter les communautés des ressources organisationnelles, juridiques et administratives nécessaires pour faire valoir leurs droits ; au niveau national et international, faire évoluer la vision portée sur l'Amérindien, et donc le droit en faveur de ces populations, afin de leur conférer des ressources externes supplémentaires (légitimité constitutionnelle notamment).

Leurs ressources : Les données produites sur les populations et la preuve de leur légitimité territoriale, la presse, le réseau en local, national et international, la multiplication des institutions engagées et les ressources propres qu'elles mobilisent, la pression de l'opinion publique. La compilation régulière par le CEDI à partir des années 1980 de l'ensemble des expériences indigènes relatées dans la presse et des avancées de la question indigène au Brésil constitue en outre un lien fort et une identité au mouvement dans l'ensemble du pays.

Les anthropologues : Ils ne forment pas non plus une catégorie homogène, mais ceux qui nous intéressent sont ceux qui participent activement au mouvement indigéniste.

Leurs compétences de base : Une formation scientifique pour traduire les revendications territoriales en documents dotés d'une légitimité au regard des exigences de l'administration ; publier au sein de la sphère scientifique et faire avancer la reconnaissance des spécificités, mais également du droit à l'égalité des populations concernées.

Leurs ressources : Les données concrètes qu'ils produisent sur les populations avec lesquelles ils travaillent, et leurs publications. La reconnaissance de leur statut de scientifique et les travaux réalisés par leurs pairs permettant une capitalisation des expériences. Une ressource plus informelle, partagée avec les acteurs « de terrain » des associations indigénistes, est la relation de confiance qui s'établit souvent dans le temps avec les communautés, et qui leur permet de leur fournir des clés pour l'action selon les codes de l'administration brésilienne.

La FUNAI : Même si son action en faveur des Amérindiens est historiquement contestable, il s'agit d'une organisation clé dans le processus de régularisation des terres.

Ses compétences de base : la maîtrise du système administratif en lien avec la question indigène et l'administration des terres indigènes.

Ses ressources : La légitimité officielle (de l'État fédéral) pour tous les sujets touchant à la question indigène, un fort pouvoir décisionnel pour la reconnaissance des terres indigènes. Une implantation locale dans les communautés au travers des postes de contrôle, et une maîtrise importante des échanges (humains, matériels, etc.) entre les communautés et l'extérieur, ce qui peut

constituer un fort pouvoir bloquant, tout comme une grande aide aux populations. Mais des ressources financières limitées.

On voit finalement que c'est à partir d'une coordination largement multiscalaire que se mettent en place les terres indigènes à l'échelle de la grande Amazonie, bien que les points de blocage et négociation à mener soient propres à chaque cas localement.

Le processus de reconnaissance des terres indigènes d'Amapá n'a ainsi été permis que par une mobilisation politique locale des populations importante, soutenue par des acteurs scientifiques et administratifs souvent fortement engagés, dans un contexte national post-dictatorial évoluant en faveur de la prise en considération des populations amérindiennes.

En Guyane française, un processus de reconnaissance des droits des populations amérindiennes se met également en place, mais de façon beaucoup plus limitée et selon des processus différents, notamment du fait de l'absence d'organisations indigénistes et d'une faible connexion au reste de l'Amazonie.

1.2. En Guyane, la création des Zones de droits d'usage collectifs, innovation législative

En France, il n'existait ni loi, ni dispositif, qui soit adapté pour octroyer des terres collectives à des communautés locales. Les anthropologues impliqués dans la lutte pour la reconnaissance territoriale et le ministère des outremers ont alors été amenés à proposer directement de nouvelles solutions législatives. Ce paragraphe est principalement rédigé en nous appuyant sur les documents d'archives scientifiques ou techniques de Pierre et Françoise Grenand, rédigés par eux-mêmes ou par des responsables administratifs de l'époque.

Entre 1931 et 1958, certains hommes comme le Dr. Heckenroth, le géographe Jean Hurault et le Préfet Vignon (Premier préfet de Guyane) jouent un rôle important pour montrer aux dirigeants de la métropole *« le caractère involontairement meurtrier de l'alternance des politiques d'abandon et d'assimilation qui leur avaient été appliquées [aux populations amérindiennes] dans les siècles passés*. » (Grenand, 1996, p.19). La mise en place du territoire de l'Inini en 1930, dont l'idée vient de J. Hurault, est perçue par Grenand (1996) comme une *« discrète protection qui sut échapper à l'odieuse image de la réserve[…]. En se gardant bien de promulguer un statut des personnes et en mettant le territoire sous l'autorité du gouverneur, l'Inini, tout en reconnaissant l'autonomie des populations tribales leur assurait, par l'intermédiaire des postes de gendarmerie de Grand Santi, Maripasoula et Camopi, une protection efficace »* (ibid.).

Ce territoire persiste jusqu'en 1969, date de la création des communes et de la départementalisation de l'ensemble du territoire guyanais. À ce moment, « *on « propose » aux Amérindiens et aux Noirs Réfugiés la citoyenneté française, croyant ainsi régler, par une*

dynamique assimilatrice, le problème de leur identité. » (P. Grenand & Grenand, 1979). En 1970, paraît néanmoins un arrêté préfectoral limitant l'accès du public (hormis les habitants) au tiers sud de la Guyane où vivent les Amérindiens wayampi et teko (villages du fleuve Oyapock et de la rivière Camopi) et les Wayana (villages des fleuves Maroni et Tampoc). Cet arrêté, très légèrement modifié, est toujours en vigueur aujourd'hui.

L'application partielle des droits et devoirs liés à la citoyenneté créée une forte confusion (allocations familiales mais pas d'impôts, droit de vote mais pas de service militaire, etc.) face à laquelle, les anthropologues impliqués estiment que *« rien d'autre qu'un statut dans lequel, pour la première fois, les Amérindiens seraient enfin reconnus comme tels ne peut démêler cet écheveau embrouillé. »* (Grenand et Grenand 1979, p. 372).

Ils font d'ailleurs directement référence, dans une lettre adressée à Danielle Mitterrand en 1992, à la responsabilité de la France sur ces questions face à la situation internationale et notamment au Brésil.

> *« Gardons présent à l'esprit que notre immense voisin sud-américain se sert souvent de l'absence de Statut de l'indien dans notre pays pour mettre en avant notre carence en matière de politique indigéniste et excuser ainsi les ambiguïtés et le désastreux laxisme de la sienne : « Si même la France, grande parmi les grandes nations n'est pas parvenue à résoudre son problème indien, comment voudrait-on que l'on y parvienne ? » (Grenand et Grenand, 1992, p.4)*

La présence, dès les premiers numéros des « *Aconteceu* » édités par le CEDI, de points sur l'avancée des choses en Guyane, montre d'ailleurs les liens maintenus entre le mouvement indigéniste brésilien et les chercheurs travaillant en Guyane.

L'une des principales revendications de ces chercheurs pour les Amérindiens de Guyane est, comme au Brésil, la reconnaissance officielle de terres qui leur soient destinées. Cela s'ancre sur la mise en évidence des interrelations étroites entre le milieu naturel et les modes de vie des populations, traduite avec les mots des anthropologues pour une prise de conscience des dirigeants.

> *« Une fois détruit ou simplement perturbé le milieu naturel, le cycle d'activité se fragilise puis se rompt ; une fois intercalés l'administrateur, l'instituteur ou le technicien, les relations sociales se modifient puis se distendent, mais jamais ne meurt l'amour de la liberté, l'esprit de tolérance et l'appel des grands bois. Les Canadiens français ont donné un nom à cette philosophie : ils l'appellent « la vie sauvage », cependant que les piroguiers créoles se coulent à chacune de leurs missions dans les délices de ce qu'ils nomment, en écho, « la vie indien ». » (Ibid.)*

En outre, les mêmes auteurs mettent en avant le fait que s'il ne semble pas que les Amérindiens aient la notion de territoire, c'est justement en raison des faibles pressions de développement auxquelles ils ont été soumis historiquement en Guyane.

> *« Il est une évidence, qui ne sera pas contestée, que le sol est pour les Européens une richesse destinée à être mise en valeur soit par des constructions, soit par des défrichements. Pour les Amérindiens, la terre ne vaut que par la forêt qu'elle porte, autant dire la vie qu'elle renferme et celle qu'elle procure : la vie sociale. En conséquence, si la notion de*

propriété privée leur est totalement étrangère, celle de territoire tribal est bien développée. » (Grenand et Grenand, 1979, p. 372).

Ces menaces sont largement réactivées par le Plan Vert (1975-1989), qui accélère la nécessité d'aboutir à un statut légal de reconnaissance des terres *(ibid.)*. Les auteurs mettent en avant la simplicité théorique de l'attribution de terres suffisantes dans un contexte où toutes les terres habitées par les populations sont propriété de l'État et soumises à une faible pression foncière. Les blocages sont principalement politiques.

« Il semble bien que le problème de reconnaissance du droit d'occupation sur des terres suffisantes achoppe d'abord sur la potentialité de richesses minières non encore découvertes. Même en prévoyant un essor important des populations tant tribales que créoles, il est largement possible d'allouer des terres vierges collectives qui ne soient pas exiguës aux Amérindiens tout en conciliant cette attribution avec un futur développement de la Guyane. » (ibid.)

Ils soulignent donc le caractère urgent de cette reconnaissance.

Ainsi « aux mises en garde et aux appels de protection, nous substituons une demande d'un statut légal des Amérindiens en tant que composante active de la vie économique et culturelle de la Guyane » (ibid., p. 362)

En 1978, le ministre des DOM demande, via la préfecture et l'ORSTOM, la réalisation d'un recensement des terres utilisées par les Amérindiens de Guyane . La question du foncier est alors insérée dans l'ensemble de la « question amérindienne » telle que traitée aux conférences interrégionales des 7 et 8 Mai 1979. Les conclusions et directives issues de ces réunions sont retranscrites en 1981 par Jean Aribaud, secrétaire d'État auprès du ministre des DOM-TOM, pour application par le préfet de Guyane. Les directives touchent à la santé, l'enseignement, l'accès aux zones de l'intérieur, le foncier, l'habitat, la nationalité, le service militaire et les allocations familiales. Il demande notamment le maintien de la politique de restriction d'accès au sud, avec une vigilance accrue à l'égard des missions scientifiques et du mode de conduite des opérations militaires. La question de la terre devient centrale et « *Il devient donc nécessaire de garantir aux tribus amérindiennes et noires l'emploi des terres dont elles ont traditionnellement l'usage* », un projet de décret étant en cours sur la question.

Suite à une réunion avec les autorités locales concernées, la préfecture se positionne l'année suivante en faveur de l'avant-projet de décret pour la concession de terres de subsistance, via des projets pilotes.

En parallèle, une élite politique amérindienne s'est constituée, au début menée principalement par des Kalina d'Awala Yalimapo. Ces hommes ont étudié à Cayenne et fréquenté les *homes* catholiques, ce qui leur confère des ressources nécessaires pour se positionner politiquement et parler en leur nom propre.

« Lorsque nous les avons rencontrés […], ils se référaient, surtout par commodité, aux très forts mouvements amérindiens québécois, qui, comme eux, s'exprimaient en français. Puis nos futurs leaders découvrirent les autres mouvements nord-américains. A l'époque, nous étions souvent chez eux, non pas pour y effectuer un quelconque travail ethnographique,

mais parce que ça bouillonnait dans tous les sens : ils donnaient vraiment l'impression de se sentir comme un fer de lance que personne ne pourrait briser un jour, et dans le même temps, d'être une élite décalée, sans emprise réelle sur les autres. Ils avaient une conscience historique très fine de leur situation mais déploraient de s'adresser à des murs, lorsqu'il s'agissait de sensibiliser leurs aînés, figés dans leur dépendance à la France, et les jeunes, attirés par les biens de consommation occidentaux. » (Grenand et Grenand 2005)

En 1977, ils fondent la première association amérindienne de Guyane, l'AAGF, l'Association des Amérindiens de Guyane française. En 1984, Félix Tiouka, l'un des fondateurs de l'association prononce un discours mémorable lors de la première grande réunion des peuples amérindiens de Guyane. Inspiré des autre mouvements indigénistes, il y prend nettement position en tant que porte - parole du « peuple amérindien », face au gouvernement et au peuple français. Il y énonce un positionnement clair vis-à-vis de la question foncière.

« Nous ne comprenons pas [...] pourquoi la notion de propriété privée de terre qui est la vôtre doit primer sur la notion de propriété collective qui est la nôtre. L'appropriation privée de la terre et de ses ressources nous apparaît à la base d'un système fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme que traditionnellement nos ancêtres ont toujours refusée »[62]

Maelle Ranoux met en évidence le fait que cet évènement marque bien la séparation de deux types de défenseurs des droits amérindiens : les Amérindiens eux-mêmes, et les scientifiques qui les défendent.

« Désormais, même si les scientifiques ont eu un rôle fondateur en définissant les termes dans lesquels s'exprime la cause amérindienne dans l'espace politique, ils n'en sont plus les seuls porte-parole. Les auteurs de la synthèse finale (Grenand P. et F., Menget) emploient le terme d' «interprète» pour qualifier leur rôle et analysent ce dédoublement comme une « mutation fondamentale, celle du rapport entre spécialistes des Indiens et Indiens » (Ranoux 2007, p. 225)

C'est donc dans ce contexte et sur la base des travaux réalisés de façon complémentaires entre les scientifiques et l'administration que le décret de loi paraît effectivement en 1987, définissant des « zones de droits d'usage collectifs », permettant de définir pour chaque communauté en faisant la demande une zone de subsistance, ainsi que la possibilité de concessions agricoles et d'habitation délivrées à des associations d'habitants. Il se base sur une proposition de Jean Aribaud, conseiller de Paul Dijoud, le ministre des DOM-TOM.

« [Jean Aribaud], ayant participé à la négociation de la fin du condominium franco-britannique sur le Vanuatu et ayant été très fortement sensibilisé aux problèmes des sociétés «traditionnelles», a suggéré d'utiliser une disposition de la législation française sur les parcours de transhumance, applicable aux populations montagnardes de métropole » "(F. Grenand & Grenand, 2005).

La principale limite à la rédaction de l'article et d'ailleurs à son application, tient au fait qu'il est considéré par la France comme contraire au premier article de la constitution, qui ne permet pas de faire de distinctions selon des critères de race ou d'origine. C'est donc une définition liée aux

[62] Pour autant, une partie des populations amérindiennes, notamment sur le littoral, est aujourd'hui en demande de propriétés privées.

modes de vie, aux « usages », qui est utilisée. L'article R 170 du domaine de l'État permet ainsi la création de concessions et de cessions pour l'exercice des droits d'usage des communautés, correspondant à des pratiques collectives.

Par l'article R170-56 on *« constate, au profit des communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt, l'existence sur les terrains domaniaux de la Guyane, de droits d'usage collectifs pour la pratique de la chasse, de la pêche et, d'une manière générale, pour l'exercice de toute activité nécessaire à la subsistance des communautés ».*

Cette première partie de l'article est celle qui a le plus été valorisée par les anthropologues et les services de l'État pour donner une existence légale aux territoires amérindiens. Les notions de communauté et de subsistance sont en outre devenues rapidement sujettes à débat, y compris au sein des services de l'État. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

Par l'article R170-58 relatif aux concessions, il est précisé que *« les communautés d'habitants mentionnées à l'article R170-56, constituées en association ou en société, peuvent demander à bénéficier d'une concession à titre gratuit des terrains domaniaux situés dans une zone déterminée en vue de la culture ou de l'élevage ou pour pourvoir à l'habitat de leurs membres ».*

Il s'agit donc dans ce cas d'un substitut à la propriété collective, basé sur la création d'une entité juridique préexistante, l'association. Cette modalité, plus directement calquée sur le droit habituel pose moins de problèmes, mais n'a jamais concerné l'ensemble des aires de parcours des communautés.

Il est prévu que les zones de droits d'usage collectifs soient créées par un arrêté préfectoral, stipulant les conditions particulières d'application.

De 1990 à 1992, des enquêtes sont menées par les services fiscaux au sein des différentes communautés pour réétudier et compléter les cartes proposées en 1988 par l'ORSTOM. Les premiers décrets de ZDUC paraissent en 1991. Quinze sont créées, dont quatre au sud de la Guyane ; la dernière en date remonte à 1995, bien que certaines demandes soient restées latentes. Des concessions, souvent de très petite superficie sont en revanche encore attribuées aujourd'hui.

La délimitation des zones s'est faite de façon différente selon que l'on se situe sur le littoral ou dans l'intérieur des terres. Dans l'intérieur, la délimitation cartographique correspond aux zones effectivement parcourues, basées sur un travail ethnologique. En effet, il n'y a pas de contraintes à la mise en place de ces zones, puisque de fait, seuls les Amérindiens (et les orpailleurs) les parcourent quotidiennement. Sur le littoral, c'était plus compliqué puisque les espaces étaient déjà dans une logique d'anthropisation croissante. Les ZDUC, qui nécessitent de larges espaces de parcours ne pouvaient donc pas nécessairement être définies directement à proximité des lieux d'habitation des populations qui en bénéficient. Des compromis furent donc définis et ces zones sont donc soit de taille très restreinte à proximité des zones urbaines (cas de la zone de Balaté à Saint Laurent par exemple), soit plus étendues mais également plus éloignées des zones d'habitation.

L'instruction du dossier suit une procédure étoffée localement par rapport au texte de loi. Le dossier est déposé à la direction régionale des finances publiques (au Domaine). Il y est instruit en prenant avis auprès des services concernés (notamment ONF et DAAF) puis est présenté à la Commission d'attribution foncière (CAF). La CAF est présidée par la préfecture. Y sont représentés : la préfecture, la direction des services fiscaux, la DAAF, l'ONF, les représentants des communautés autochtones de Guyane, le chef coutumier, la mairie de la commune concernée, les collectivités locales. L'avis de la mairie est prépondérant et une opposition a souvent eu, de fait, valeur de véto.

Au final, le contenu des arrêtés préfectoraux varie également selon les cas. En majorité, ils restent très généraux et les usages concernés sont « *Pêche, cueillette, chasse et toute activité nécessaire à la subsistance* ». Certains présentent néanmoins des précisions sur la pratique de certaines activités *(« terre pour la poterie »)*, mais surtout sur des restrictions. Il est ainsi mentionné dans deux cas que la chasse commerciale est interdite, et pour trois des zones, l'ouverture d'un abattis ou le prélèvement de bois est conditionné à l'autorisation de l'ONF (Étudiants module FTH, 2011). Nous reviendrons sur ces aspects dans le chapitre suivant.

L'élite politique créole guyanaise n'était cependant que peu favorable à ces textes de loi. Considérés comme favorisant une partie de la population à leur détriment, ils sont finalement peu mis en avant par l'État.

> *« Pourtant, afin de ne pas déplaire à certains élus, l'État a concédé ces zones en catimini, sans aucune publicité. Pire, il n'y eut pas d'information officielle au niveau des bénéficiaires et, encore aujourd'hui, certains Amérindiens ignorent leur existence." (F. Grenand & Grenand, 2005).*

Ainsi, contrairement au cas des Amérindiens d'Amapá, si l'élite politique amérindienne de Guyane s'est structurée politiquement autour de ses revendications territoriales (Tiouka, 1985), peu de communautés se sont en revanche approprié physiquement le dispositif qui leur était concédé. Aujourd'hui encore, les études menées auprès des populations (Davy et al., 2014 ; Nicolle et al., 2011) montrent que son origine, les droits qui y sont attachés, les limites mêmes restent très floues pour la majeure partie de la population.

Dans le processus stratégique de création des ZDUC, ce sont finalement principalement trois types d'acteurs qui sont impliqués directement.

Les Amérindiens : l'élite amérindienne émergente a permis de donner plus de poids et de légitimité aux propositions faites par les anthropologues, sans pour autant s'impliquer réellement dans le processus administratif. Ils ont donc tout de même apporté une ressource importante au processus stratégique : la légitimité des revendications.

Les anthropologues : ils sont principalement incarnés par deux personnes, fins connaisseurs du contexte local et intégrés dans un réseau scientifique national et international (notamment au

Brésil). Ils connaissent les populations amérindiennes de Guyane et leurs modes de vie, et maîtrisent les rouages de l'administration. Ils peuvent donc se faires intermédiaires entre ces deux mondes, en mobilisant comme ressources principales la légitimité conférée tant par leur profonde connaissance du terrain que par leur statut de chercheur.

Les fonctionnaires de l'administration : l'avancée ou non des dossiers a principalement tenu à la personnalité des hauts-fonctionnaires en poste dans les administrations concernées et à leur sensibilisation plus ou moins importante vis-à-vis des populations amérindiennes. Leur compétence principale était la capacité de faire avancer les dossiers d'un point de vue administratif, tant localement qu'au niveau du ministère, à Paris.

Ainsi, comme dans le cas des terres indigènes au Brésil, le rôle des anthropologues comme traducteurs des pratiques des populations en documents intelligibles et valorisables par l'administration a été primordial. En revanche, l'absence totale de personnel administratif spécialisé et de réel mouvement indigéniste en Guyane a rendu plus difficile la mobilisation locale et pérenne des communautés d'une part, et la sensibilisation des hautes sphères de l'État d'autre part. Cette dernière est d'autant plus délicate que reconnaître des droits spécifiques sur des critères d'origine est contraire aux fondements même de la nation française et au principe d'égalité.

Des solutions législatives ont néanmoins été inventées et imaginées pour assurer des droits territoriaux aux populations, au travers d'un outil à mettre en œuvre localement, sans plus de remontées au niveau national : l'arrêté préfectoral. Le processus n'a cependant pas été poussé jusqu'au bout, puisque aucune forme de soutien financier, matériel, ni humain n'a été envisagé pour donner corps à cette reconnaissance territoriale.

1.3. Des dispositifs destinés aux populations amérindiennes

Des dispositifs permettant de prendre en compte et de maintenir les modes de vie des populations autochtones ont ainsi été créés en Amapá et en Guyane. Si les terres indigènes d'Amapá, fortement appropriées par les populations amérindiennes qui les habitent sont à la base de la construction d'une gestion spécifique des ressources naturelles, les ZDUC souffrent aujourd'hui d'un manque de clarté quant à l'interprétation qui peut être faite des arrêtés, et d'une faible appropriation des dispositifs institutionnels par les populations locales.

1.3.1. Quelle base conceptuelle pour les espaces destinés aux populations amérindiennes

Au Brésil, c'est sur la base de la différence ethnique et sur l'autochtonie qu'est fondée la légitimité des populations amérindiennes. Leur spécificité et leur droit à la différence sont reconnus dans la constitution du Brésil de 1988.

> *« Sont reconnus aux Amérindiens leur organisation sociale, leurs coutumes, leurs langues, leurs croyances et traditions, ainsi que leur droits originels, sur les terres qu'ils occupent*

*traditionnellement. C'est à l'Union que revient la compétence de démarquer ces terres, de protéger et de faire respecter tous leurs biens. »** (Constitution du Brésil de 1988, Chapitre VIII, article 231)

Le droit au foncier fait partie intégrante de cette reconnaissance, en permettant aux Amérindiens d'organiser leur territoire, et d'utiliser leurs ressources naturelles selon leurs propres coutumes. La reconnaissance ultérieure de ces espaces comme « aires protégées » vient du constat de leur efficacité de fait pour la préservation du couvert forestier, et traduit la volonté de donner une reconnaissance officielle à la qualité environnementale des modes de vie des Amérindiens.

En Guyane, nous avons vu que c'est bien une rhétorique basée sur la différence ethnique qui a été initialement mobilisée, tant par les anthropologues que, à partir de 1984, par les populations elles-mêmes. Néanmoins, entrant en conflit avec les principes de base de la Constitution française, c'est sur la base des usages des ressources que le dispositif est défini.

« Le préfet constate au profit des communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt l'existence sur les terrains domaniaux de la Guyane de droits d'usage collectifs pour la pratique de la chasse, de la pêche et, d'une manière générale, pour l'exercice de toute activité nécessaire à la subsistance de ces communautés. » (Article R-170-56 du code du domaine de l'État)

Ces droits sont reconnues sur des zones définies par arrêté préfectoral, nommées « zones de droits d'usage collectifss » (15 au total) qui visent à permettre des pratiques nécessaires à la subsistance des communautés concernées. Des concessions ou des cessions collectives peuvent également être accordées (12 au total), qui sont de taille beaucoup plus restreinte.

Comme le soulignent Davy et Filoche (2014), aucune communauté n'est ainsi *a priori* exclue du dispositif. Néanmoins, sur les 27 zones créées, seules 3 ont été demandées au profit de communautés maronnes, et une de façon conjointe entre des Amérindiens et des Marrons. Ces zones permettent donc, de fait, de valoriser des cultures ethniques différentes, sans que cela ne soit explicité dans la loi.

1.3.2. Une loi … pour quelle utilisation des ressources naturelles ?

Nous allons observer les implications législatives des textes de lois concernant les dispositifs mis en place, en nous intéressant (i) au statut foncier des terres concernées, (ii) aux usages possibles des ressources, (iii) aux interactions avec d'autres législations en vigueur.

1.3.2.1. Statut foncier des terres

Dans les terres indigènes brésiliennes, les terres restent la propriété de l'Union (État fédéral), mais l'usufruit exclusif et permanent des ressources du sol, des rivières et des lacs est donné de façon inaliénable aux Amérindiens. Cela implique une absence de propriété privée et un maintien des responsabilités du gouvernement fédéral sur ces territoires, pour faire respecter les droits accordés aux populations.

En Guyane, le décret de 1987 définissant les modalités de reconnaissances de droits collectifs pour les populations traditionnelles définit en fait trois modalités d'accès aux ressources : les zones de droits d'usage collectifs – ZDUC, les concessions collectives, et les cessions collectives (Tableau 31).

Dans les faits, si les ZDUC peuvent être particulièrement étendues (dans le Sud de la Guyane), les cessions et concessions sont de taille très réduite. Au contraire du Brésil, l'inaliénabilité des terres n'est pas garantie aux populations, et l'État garde au contraire une batterie de conditions permettant de révoquer les droits d'usage reconnus.

Tableau 31 : Modes d'accès à la terre pour les populations traditionnelles de Guyane.

	ZDUC	**Concession collective à titre gratuit**	**Cession collective à titre gratuit**
Mode d'attribution	Arrêté préfectoral, suite à approbation d'une commission d'attribution foncière.		
Bénéficiaire	Communauté d'habitants	Communautés d'habitants constituées en associations, (ou société représentant les communautés)	
Propriétaire du foncier	Etat (Domaine privé de l'État)		Association ou personne morale
Durée	Illimitée	Durée limitée (variable), renouvelable sur demande	Illimitée
Caducité / Retrait	Lorsque la communauté bénéficiaire n'exerce plus ses droits d'usage, le préfet le constate par un arrêté qui met fin à la ZDUC.	Si : - les membres de l'association ou de la société n'habitent plus sur les lieux ; - l'association est dissoute ; - la concession n'est pas renouvelée - transformation en cession (sous condition d'une résidence pour une durée supplémentaire minimale de 10 ans)	Si : - l'association ou la société cessionnaire est dissoute avant 10 ans - les terres sont utilisées à d'autres fins que celles prévues dans l'acte de cession.

1.3.2.2.Exclusivité de l'usage des ressources

Au Brésil, les droits d'usage des Terres indigènes sont consentis exclusivement aux populations amérindiennes. Les personnes non-amérindiennes n'ont pas le doit de pénétrer dans les Terres indigènes, et a fortiori d'y prélever des ressources naturelles, sans l'autorisation officielle de la FUNAI ou des communautés elles-mêmes. A l'extérieur des terres indigènes, les Amérindiens sont soumis aux mêmes règles d'usage des ressources que tous les autres brésiliens.

Par contre, certaines clauses de la Constitution précisent que les Amérindiens n'ont pas de prérogatives quant à l'exploitation des ressources minières et énergétiques sur leurs terres. C'est le Congrès national qui a le pouvoir d'autoriser l'exploitation de ces ressources, après consultation des populations.

> *« Le bénéfice des ressources hydriques, incluant les potentielles ressources énergétiques, la recherche et l'extraction de ressources minières sur les terres indigènes ne peuvent être faits qu'avec l'autorisation du Congrès national, une fois entendues les communautés affectées,*

*ces dernières étant assurées par la loi de recevoir une compensation financière issue des produits de l'exploitation. »** (Constitution du Brésil de 1988, Chapitre VIII, article 231)

Si les communautés sont consultées et dédommagées, elle n'ont pas de pouvoir décisionnaire concernant ces activités, qui ont pourtant potentiellement de fort impacts sur les écosystèmes. Néanmoins, depuis 1987, aucune nouvelle autorisation d'exploitation n'a été accordée sur une Terre indigène. Les demandes d'exploration sont en revanche en nombre croissant, stimulées notamment par l'augmentation des cours de l'or (de 1685 demandes réparties sur 77 Terres indigènes en 1987, on compte, en 2004, 4116 demandes réparties sur 152 Terres indigènes)[63].

Depuis 1996, un projet de loi, réactualisé en 2012, circule visant à faciliter les procédures d'accès aux ressources minières dans les terres indigènes pour les entreprises, fortement dénoncé et attaqué par un grand nombre d'organisations de la société civile, dont l'ISA. Ces organisations demandent au contraire que ne puisse être envisagée une exploitation sur une terre indigène que dans le cas où le minerai considéré ne serait rencontré dans aucune autre région du Brésil, moyennant l'accord des populations, et la mise en place de toutes les garanties sociales et environnementales nécessaires.

En Guyane, il n'est nulle part explicitement fait mention d'une exclusivité des droits des populations amérindiennes sur leurs zones de droit d'usages. Néanmoins, comme le soulignent (Davy et al., 2014), le fait d'accorder des droits spécifiques à ces communautés sur un espace donné engendre de fait une exclusivité de la jouissance de ces droits pour ces personnes.

« Si une terre exclusivité (limitée dans l'espace) n'était pas octroyée, la reconnaissance de ces droits pour ces communautés serait sans objet. En effet, il ne faut pas perdre de vue que la chasse, la pêche et la cueillette peuvent être exercées sur l'ensemble du territoire guyanais dans le respect de la législation (par exemple : activités restreintes dans une réserve naturelle, ou interdiction de prélever des espèces protégées). Dès lors, quel est l'intérêt véritable de l'octroi de droits d'usage collectifs aux communautés, si ce n'est de délimiter spatialement un territoire, d'une part pour qu'elles exercent ces droits à titre exclusif et sans être en « concurrence » avec d'autres acteurs, et d'autre part pour qu'elles puissent gérer ce territoire et ses ressources ? » (Davy et al. 2014, p.104)

On peut donc juger qu'en Guyane comme en Amapá, ces droits spécifiques sont accordés exclusivement aux communautés, sur les zones délimitées à leur égard.

En revanche, une ZDUC n'implique pas d'interdiction à des non-Amérindiens de circuler sur le territoire (sans prélever de ressources), au titre de la liberté d'aller et venir dont jouit tout citoyen sur un terrain appartenant au domaine public. Les populations n'ont pas de compétence pour limiter les entrées sur leur territoire, mais peuvent, en cas de conflit, faire appel à l'administration pour le faire. Elles ne font en outre aucunement obstacle à la réalisation d'ouvrage d'utilité publique.

---

[63] http://www.socioambiental.org/pt-br/blog/blog-do-isa/mineracao-e-ameaca-para-terras-e-comunidades-indigenas, *Consulté en Avril 2014.*

1.3.2.3. Quelles sont les activités autorisées/interdites pour les populations ?

Dans les terres indigènes brésiliennes, la constitution prévoit que « *les Amérindiens ont l'usufruit exclusif et permanent des ressources du sol, des rivières et des lacs* ». Les réglementations environnementales en vigueur sur le reste du territoire brésilien ne s'appliquent pas, et les communautés gèrent leurs ressources selon les modalités qu'elles souhaitent. Les administrations brésiliennes en charge de l'environnement n'ont donc pas de compétences spécifiques sur ces territoire. *« Non, rien n'est interdit. Ils ont leurs propres règles.»** (ICM Bio, chef d'unité du PNCO, Oiapoque, 2012). Elles peuvent en revanche être sollicitées par les populations sur des questions spécifiques telles qu'un soutien pour la mise à feu des parcelles, des formations techniques, etc.

En revanche, la situation est différente dans le cadre d'activités commerciales. Ainsi plusieurs juristes spécialistes de la question indigène au Brésil soulignent que ce caractère « dérogatoire » quant à l'utilisation des ressources naturelles n'est valable que dans le cadre des valeurs et modes de vie des populations (ISA, 2004; Pereira, 2008). Santilli (2004) insiste ainsi sur le fait que, dans le cadre d'une activité commerciale, impliquant une vente de produits en dehors de la terre indigène, les réglementations communes du Brésil doivent être suivies.

> *« Au final, quand les Amérindiens promeuvent l'exploitation de ressources naturelles dans l'optique d'une commercialisation, ils doivent s'adapter aux normes en vigueur. Si, par exemple, il décident de pratiquer la pêche commerciale, ils auront besoin de l'autorisation de l'Ibama et devront respecter les normes qui restreignent la pêche en période de reproduction. De la même façon, une éventuelle exploitation forestière dépendra de l'approbation du plan de gestion forestière durable et du respect de la législation forestière »* (ISA, 2004, p.24).*

Cette clause différencie finalement une utilisation « traditionnelle» des ressources, et une utilisation directement connectée au reste de la société nationale. Elle permet de limiter les dérives potentielles d'une exploitation commerciale des ressources (surexploitation, utilisation des dérogations à mauvais escient). En revanche, on voit également que rien n'interdit dans les Terres indigènes de mettre en place des activités commerciales. Dans les faits, la principale activité commerciale constatée sur les terres indigènes d'Amapá est l'agriculture (Principalement dans les Terres indigènes du bas-Oyapock), pour la production de manioc et de fruits, notamment vendus en ville par les Amérindiens. Aucunes règles externes de gestion ne s'appliquent aux populations pour ces cultures, l'ouverture et la superficie des abattis est gérée en interne à la communauté.

Finalement, on a une très grande autonomie des populations, soustraites aux lois générales brésiliennes, pour la gestion de leurs terres. Ces droits restent fragilisés par des situations considérées comme relevant de l'intérêt général de la nation brésilienne, dont l'exploitation minière fait partie, et ne sont maintenus que grâce à la mobilisation forte d'organisations et associations porteuses de la cause amérindienne depuis de nombreuses années.

Dans les zones de droits d'usage collectifs, la situation est plus complexe encore car les textes législatifs utilisent des termes assez vagues, laissant possible une divergence d'interprétation selon les acteurs concernés et les zones considérées.

Les activités autorisées en règle générale sont « *la chasse, la pêche, et toute activité nécessaire à la subsistance de ces communautés* ». Or, la notion de *subsistance* pose problème (Davy et al., 2014; Lescuyer, 2003; Nicolle et al., 2011). Interprétée dans une conception restrictive, qui est actuellement la position adoptée par la plupart des administrations (ONF, PAG…), elle s'oppose à la commercialisation. Dans ce cas, les populations vivant sur les ZDUC, ou en bénéficiant, ne peuvent pas développer d'activité économique sur la base de produits (agricoles ou forestiers) issus de leur terre. Une autre interprétation de la subsistance, proposée par le Conseil d'État (Vestur 2010), et soutenue par les spécialistes de la question amérindienne en Guyane (Davy et al. 2014), considèrent une conception évolutive de la subsistance, qui permettrait de répondre à des besoins nouveaux dont l'accès à un revenu minimal fait partie. Cela implique de ne plus opposer « utilisation interne » / « commerce », mais plutôt de définir des seuils de durabilité pour l'ensemble des pratiques, internes ou commerciales. Pour le moment, l'interprétation restrictive est la plus répandue dans les administrations, bien que certaines communautés fassent déjà de la vente d'artisanat provenant de leur ZDUC.

Par ailleurs, les ZDUC ne soustraient pas, sauf exception, les populations bénéficiaires aux règles en vigueur sur le reste du territoire : notamment, le droit minier, le droit de l'environnement et celui s'appliquant aux politiques d'aménagement du territoire (constructions d'infrastructures…) s'appliquent[64]. Ainsi, le régime juridique applicable dans chaque ZDUC dépend de sa localisation et des autres espaces avec lesquels elles se superposent. Par exemple, si elles sont situées sur le domaine forestier permanent, le code forestier s'y applique ; superposées à une réserve naturelle nationale, ce sont les règles propres à cette dernière qui prévalent, etc. Le récent rapport de Davy et al. (2014) produit une analyse détaillée de ces différentes configurations. Seul le Parc amazonien de Guyane, que nous étudierons au paragraphe suivant propose une réglementation environnementale différenciée pour les populations traditionnelles : dans le cadre de leurs activités de subsistances, ces dernières (ainsi que plus généralement les habitants du parc) ne sont presque soumises à aucune des réglementations en vigueur dans le cœur de parc pour les autres citoyens.

1.3.3. Quelle gouvernance de ces territoires ?

La dernière question qui se pose est finalement de comprendre qui est responsable de la gestion de ces territoires.

[64] Il est d'ailleurs précisé dans le texte de loi que l'implantation d'infrastructures publiques, ou d'activités minières sur les ZDUC ne feraient l'objet d'aucun dédommagement pour les populations.

1.3.3.1. Quels gestionnaires ?

Au Brésil, la FUNAI est depuis 1967 l'organe d'État chargé de promouvoir et protéger des droits des peuples indigènes de tout le territoire brésilien. Au moment de la période dictatoriale, son attribution principale était, à la suite du SPI, d'exercer une tutelle sur les populations amérindiennes et d'être l'instance légitime pour parler en leur nom et porter leurs intérêts, dans l'objectif, à terme, de les assimiler à la société nationale. Des fonctionnaires, responsables de postes de surveillance, étaient en permanence présents dans les Terres indigènes. Depuis la promulgation de la constitution de 1988, la perspective assimilationniste n'est plus à la base des actions de la FUNAI, et les Amérindiens sont reconnus comme responsables devant la loi et pouvant parler en leur nom propre. En 1996, sur la base de l'exemple fourni par l'expérience de « démarcation participative » de la terre des Wayampi d'Amapá, le projet de « protection des populations et des terres indigènes de l'Amazonie légale », est développé en partenariat entre le PPG7 (voir Encadré 6, p.113) et la FUNAI. Il visait à démarquer les terres en impliquant directement les populations dans les processus, et à proposer ainsi des alternatives concrètes au modèle de tutelle traditionnellement exercé par la FUNAI.

> *« Selon ce modèle, la démarcation proprement dite est considérée comme tout au plus une étape du processus plus large de gestion durable des terres indigènes. Il s'agit d'une proposition basée sur le dialogue interculturel qui ne peut se traduire sous forme de politique publique qu'avec la pleine implication et le plein consentement des peuples intéressés »* (ISA 2012[65]).*

Fin 2009, une nouvelle étape dans l'évolution de la FUNAI est marquée par le décret présidentiel nº 7.056, puis confirmée en 2012. Elle définit une nouvelle organisation de l'organe public, et les postes de surveillance sont retirés des terres indigènes. Toute notion de tutelle est éliminée et la gestion des terres indigènes est réalisée en partenariat entre la FUNAI et des conseils consultatifs, au sein desquels *« les indigènes et les organisations partenaires participent directement à la formulation, l'implantation et la gestion des politiques publiques qui leurs sont adressées* »* (ibid.).

En Amapá, les postes de contrôle de la FUNAI ont effectivement été retirés des terres indigènes, pour ne plus conserver que les coordinations techniques locales et régionales dont l'une est maintenue à Oiapoque. Ce modèle peut fonctionner dès lors qu'il y a une structuration politique suffisante du côté des populations amérindiennes, ce qui est le cas des populations indigènes d'Amapá. La FUNAI reste l'interlocuteur privilégié entre les communautés et les autres administrations brésiliennes.

A l'intérieur des Terres indigènes, ce sont les chefs de village qui sont reconnus responsables de la gestion de leur communauté. Dans les Terres indigènes du bas Oyapock, ils sont aujourd'hui

[65] http://pib.socioambiental.org/pt/c/politicas-indigenistas/orgao-indigenista-oficial/funai, consulté en Octobre 2013

organisés politiquement et regroupés au sein du Conseil des Caciques, qui leur permet de s'exprimer d'une voix commune. En outre, les assemblées générales de l'ensemble des populations des terres indigènes du bas Oyapock, qui se tiennent une fois tous les 2 ans, sont parfois l'occasion de définir des règles de gestion applicables sur l'intégralité des trois terres indigènes concernées (Uaça, Juminã et Galibi) (par exemple interdiction de la chasse au Caïman bleu, ou limitation de la pêche du *pirarucu*). Si le contrôle des limites des terres indigènes est du ressort de la FUNAI et de la Police fédérale, les populations se sont souvent mobilisées directement (avec un soutien logistique de la FUNAI) pour rénover la délimitation physique des terres indigènes (piquetage et ouverture d'un chemin). Les populations continuent par ailleurs à bénéficier du soutien important d'ONG socio-environnementalistes, comme le Iepé ou The Nature Conservancy, qui, nous le verrons, travaillent avec elles à l'établissement de règles de gestion territoriales des TI.

Dans les ZDUC guyanaises, la gestion des ressources naturelles est confiée aux communautés bénéficiaires. Il n'y a donc pas de tutelle exercée par l'État sur les populations (comme la FUNAI au Brésil), ni d'ailleurs aucune institution spécifiquement en charge de ces territoires. Contrairement au Brésil, il n'y a pas non plus de politiques publiques spécifiquement mises en œuvre pour les ZDUC.

La gestion interne des ZDUC est donc généralement assurée par les chefs des communautés. Elle peut également dans certains cas être prise en charge par une association, au même titre que les concessions et cessions collectives. Dans les communes amérindiennes (Awala Yalimapo et Camopi, très majoritairement peuplées d'Amérindiens), la gestion du territoire s'articule entre les maires et le chefs des communautés.

Cette gestion interne, certes parfois peu organisée, n'est pas réellement reconnue comme telle par les administrations en charge de la gestion « normale » des terres. La logique d'autogestion par les populations entre en contradiction avec la gestion administrative mise en place par les services d'État, et tout spécifiquement l'ONF, garant du domaine forestier de l'État.

> *« Le problème, c'est que le code du domaine privé de l'État stipule que l'ONF est gestionnaire de toutes les forêts de Guyane hors parc national. Or, les arrêtés préfectoraux disent que les ZDUC ne sont plus gérées par l'ONF. On aboutit donc ici à une zone de non droit. De plus, il y a souvent des problèmes d'usages de la part des membres de la communauté, surtout dans les cas où la gestion est déficiente. Dans ces cas, l'ONF ne peut pas aider facilement à la gestion, et personne n'a le pouvoir juridique pour intervenir dans la gestion. » (Entretien direction régionale de l'ONF, Cayenne, 2011, retranscription de notes)*

De façon plus générale, même si cela est théoriquement possible pour des usages de subsistance, cette institution, responsable du maintien du couvert forestier, voit d'un mauvais œil

l'ouverture d'abattis traditionnels itinérants dans les ZDUC incluses dans le Domaine forestier permanent (DFP)[66] *(Ibid.)*.

Nous avons vu par ailleurs que les communautés n'ont bien sûr pas de compétences pour faire elles-mêmes respecter leurs droits sur les terres. Selon les cas, elles pourront donc se tourner vers les autorités compétentes pour la gestion de ces territoires (Davy et al. 2014).

Tableau 32 : Recours possibles pour les communautés en cas d'infraction sur leur ZDUC ou concession. Adapté et simplifié de Davy et al. (2014)

Type d'infraction ?	**Vers qui se tourner ?**
Installation illégale par des tiers (au titre du code de l'Urbanisme, du code forestier, du code du domaine privé de l'État, de l'arrêté de création du parc Amazonien ou de l'arrêté de création de la ZDUC)	Agent de l'ONF Tout agent de police assermenté
Prélèvement de bois ou végétaux (au titre du code forestier, du code du domaine privé de l'État, de l'arrêté de création du parc Amazonien ou de l'arrêté de création de la ZDUC)	Agent de l'ONF Agent du Parc (dans le cœur de PAG)
Chasse (au titre de l'arrêté de création de la ZDUC)	Agent de l'ONF Tout agent de police assermenté Agent de l'ONCFS (Chasse)

1.3.3.2. Quelle planification de la gestion ?

Aucun document officiel de gestion n'est requis, ni dans les terres indigènes, ni dans les ZDUC. Des initiatives ont néanmoins été mises en place dans certains cas, comme un plan de gestion de la chasse et des stratégies d'occupation territoriales dans la terre indigène brésilienne Wayampi. Dans les terres Indigènes brésiliennes du bas Oyapock, des documents de gestion ont été mis en place de façon participative avec le soutien d'ONG socio-environnementales (Iepé, TNC) :

- **le plan de vie des Terres indigènes (2009),** document présenté sous la forme d'un petit livre, définissant pour chaque secteur géographique habité des Terres indigènes quelles sont les priorités d'action, classées selon différentes catégories (Santé, Éducation, Activités productives, Territoire et environnement, Culture, Politique indigène). L'objectif est de rendre visibles et communicables les priorités d'action sur les Terres indigènes.
- **le plan de gestion territoriale et environnementale (2012)** se focalise plus spécifiquement sur les activités productives et la planification de la gestion du territoire (contrôle, formation).
- Une dynamique d'ethno-zonage des territoires est en cours.

Ces initiatives s'inscrivent dans une dynamique nationale plus globale : le PNGATI (Plan national de gestion environnementale des terres indigènes), visant à formaliser, de façon participative, certains aspects de la gestion environnementale dans les terres indigènes brésiliennes. Nous reviendrons sur ces aspects en Partie III de la thèse.

[66] Il s'agit de la zone d'application du code forestier, ayant vocation à conserver sur le long terme le couvert forestier (donc pas de conversion). Les ZDUC sont reconnues depuis 2005 dans le code forestier en tant que « séries d'usage traditionnel ».

En Guyane, les cas où des orientations de gestion ont été formalisées sont très rares et concernent principalement deux communautés. Le cas le plus élaboré est un plan de gestion des usages réalisé sur la ZDUC de Balaté avec l'ONF (Parmantier et al., 2004 ; Armanville, 2010).

Ce qui est plus délicat et qu'il convient de rappeler, c'est que les entretiens réalisé ont montré que dans la plupart des communautés (mis-à-part quelques cas particulier sur le littoral) la notion de ZDUC reste très floue. Les habitants ont souvent une définition assez claire des limites géographiques de leur « terre » ou de leur « territoire », qui correspond aux endroits qu'ils utilisent spécifiquement, mais ont rarement conscience du dispositif institutionnel qui y est rattaché. Cela implique une faible appropriation de l'outil législatif et territorial. Le contrôle des intrusions externes (orpaillage, agriculture) y est peu effectif.

1.3.3.3. Quels moyens mobilisés ?

Au Brésil, des fonds spécifiques sont destinés aux terres indigènes. Pour ne citer que ceux là, en 2011, environ 1,7 millions de Reais (soit près de 600 000 €) ont été attribués à la FUNAI de Macapá (Amapá). La Coordination technique locale d'Oiapoque, responsable des trois terres indigènes du Bas- Oyapock compte une dizaines d'employés. Le Iepé a également une personne en permanence à Oiapoque pour le suivi des projets en cours.

En France, aucuns moyens humains ou financiers publics ne sont actuellement mobilisés pour la gestion des ZDUC de Guyane. Des fonds ont néanmoins été mobilisés par le ministère de l'outre-mer, et par l'ONF, sur cette question, pour la réalisation de l'étude de Davy et al. (2014), première analyse sérieuse des dispositifs depuis la publication du décret il y a plus de 25 ans.

Conclusion

Les dispositifs construits pour répondre aux revendications identitaires des populations amérindiennes françaises et brésiliennes ne sont finalement pas du tout aussi solides en Guyane qu'ils ne le sont en Amapá. Cela est intimement lié à l'historique de la reconnaissance de ces territoires, au degré d'appropriation que les populations elles-mêmes en ont eu, mais surtout à l'investissement public réalisé pour soutenir la logique sous-jacente à la mise en œuvre de tels dispositifs. En effet, les Terres indigènes brésiliennes sont le fruit d'une mobilisation de grande ampleur visant, à la fin de la dictature, à permettre une réelle reconnaissance du droit à la différence des peuples autochtones. Elles sont issues de l'alliance stratégique entre des scientifiques, des ONG, des fonctionnaires, et des populations traditionnelles, revendiquant, face au développement massif de l'Amazonie, la protection de leurs territoires pour leur permettre de vivre selon leurs propres pratiques. La reconnaissance de ces droits identitaires et territoriaux par la Constitution brésilienne de 1988 leur ont donné une assise législative très forte : les populations sont reconnues totalement légitimes pour gérer en interne leur territoire, selon leurs propres règles. La FUNAI, organisme public chargé de faire respecter les territoires des Amérindiens a aujourd'hui perdu son rôle de tutelle, pour devenir co-gestionnaire des terres avec les populations elles-mêmes, renforçant d'autant la reconnaissance des compétences de ces dernières pour gérer leur territoire. En parallèle, les ONG socio-environnementalistes, fortement impliquées dans les luttes initiales, continuent à soutenir les populations techniquement et financièrement (sur la base de projets participatifs par exemple), et contribuent à maintenir un réseau actif pour le maintien et le renforcement des droits de ces populations (cas récent du code minier par exemple). En Amapá, la forte structuration politique des populations leur permet depuis les années 1970 d'être des acteurs

moteurs dans les processus de reconnaissance de leur territoire, et plus récemment, dans leur mise en gestion.

En Guyane française, les dispositifs reconnaissant des droits aux populations amérindiennes ont été portés par des anthropologues, et n'ont pu voir le jour que moyennant le fait d'abandonner toute mention d'autochtonie, contraire à la constitution française, et de reconnaître aux populations des « droits d'usage collectifs» sur certains territoires. La reconnaissance des terres ne comporte, comme au Brésil, aucun transfert de foncier (à l'exception des concessions collectives, de très petite taille), qui reste propriété de l'État. Dans les deux cas, les droits reconnus sont collectifs et exclusivement destinés aux communautés concernées. La principale différence tient à ce que les ZDUC reconnues en Guyane sont rétractables par simple arrêté préfectoral, et qu'elles n'impliquent pas l'annulation des droits en vigueur sur le reste du territoire. Ce sont donc des dispositifs particulièrement complexes et variables selon les zones où ils sont implantés, qui entrent en « interactions » avec de nombreux autres dispositifs et gestionnaires (DFP, PAG, réserves, …). Comme au Brésil, l'État s'est donc réservé de fortes prérogatives sur ces terres pour des cas « d'utilité publique », face auxquelles, en Guyane, aucune contrepartie n'est prévue pour les populations lésées. De façon plus générale, au-delà de leur identité amérindienne, ce sont donc les capacités de gestionnaires d'environnement des populations qui ne sont pas pleinement reconnues sur les ZDUC guyanaises puisque le droit « commun » applicable à tous prime sur les règles internes des communautés. Ces droits territoriaux somme toute limités, ayant fait l'objet d'une faible médiatisation auprès des communautés suite à leur création, et ne bénéficiant d'aucun soutien institutionnel, ont fait l'objet d'une très faible appropriation par les populations suite à leur création. Seules quelques communautés ont réellement valorisé les ZDUC, cessions et concessions, sous l'impulsion de leaders particulièrement lettrés et impliqués politiquement. La majeure partie des personnes concernées ne sont pas conscientes de l'existence du dispositif, même si elles utilisent les territoires inclus dans les ZDUC pour leurs usages quotidiens. Ces dernières ont même parfois été décriées face au frein qu'elles représentent pour un développement économique des territoires.

A l'heure actuelle, si les Terres indigènes ont donc pu devenir des espaces de gestion environnementale, basés sur les choix de vie des populations amérindiennes, et continuent à évoluer en ce sens, cela semble moins évident en Guyane. L'étude récente de Davy et al. (2014), menée par des anthropologues et juristes porteurs de la cause indigéniste en Guyane, montrent cependant des pistes d'évolution intéressante, basées sur une évolution de la notion de subsistance et sur l'évolution du statut vers de nouveaux types de dispositif affichant des orientations de gestion claires et mieux articulé aux autres législations.

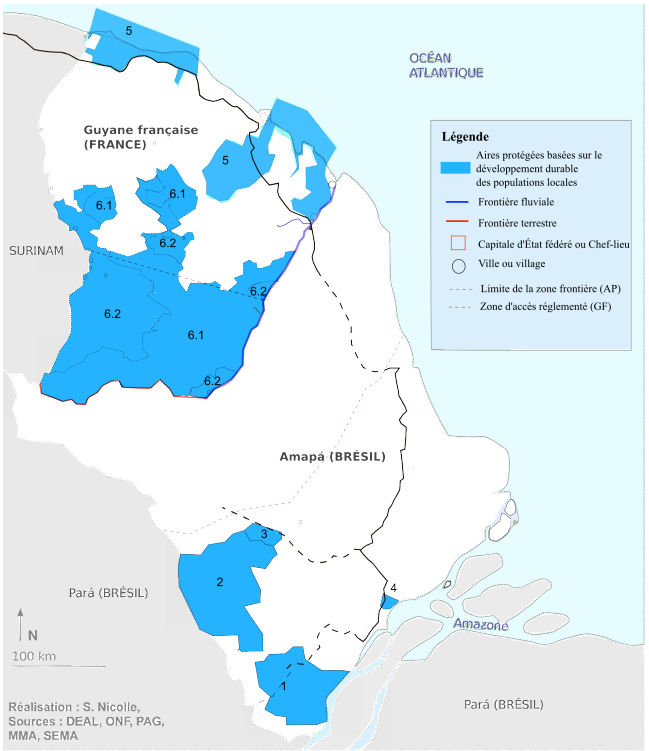
Nous allons voir que la notion de droits d'usage collectifs a été valorisée dans les années 1990 au Brésil pour permettre la mise en place d'espaces protégés destinés aux populations extractivistes. Cette notion de propriété collective a été en partie inspirée du concept des Terres indigènes brésiliennes, mais est, dès la création du texte législatif beaucoup plus clairement articulés à des enjeux de préservation environnementale. Pour sa part, le Parc amazonien de Guyane (PAG), pensé dans les années 1970 comme un espace strictement protégé pour préserver les immenses forêts « vierges » du Sud de la Guyane a finalement vu le jour en 2007, dans une logique de gestion intégrée. Il vise aujourd'hui à la fois à protéger les écosystèmes, à favoriser le développement local des territoires de l'intérieur et à assurer des droits d'usage aux populations amérindiennes, garantissant ainsi le maintien de leurs modes de vie.

Ces rapprochements entre populations locales et environnementalistes sont le fruit d'enjeux communs face à la menace du développement capitalistique et destructeur des forêts leur vie dépend.

2. Des formats spécifiques d'alliances entre populations locales "traditionnelles" et acteurs environnementaux pour la reconnaissance de "pratiques durables"

Les aires protégées étudiées dans cette partie fondent leur principe officiel d'action sur le lien entre environnement et populations locales : c'est en préservant et valorisant les pratiques durables des populations locales que l'on peut protéger l'environnement. Les dispositifs français et brésiliens porteurs de cette logique sont construits selon des modèles de gestion très différents, héritées de la phase de construction des dispositifs. Nous allons donc les traiter en deux temps pour plus de clarté.

En Amapá, les réserves extractivistes et les réserves de développement durable ont été créés, suite à une forte mobilisation nationale et internationale, pour permettre aux populations extractivistes (non Amérindiennes) de maintenir leurs usages traditionnels de la forêt, menacés par le développement de grosses entreprises. En Guyane, le parc national matérialise également une alliance entre pratiques locales durables et protection de l'environnement, de deux façons distinctes : en zone de cœur, de préservation maximale, les pratiques des populations (principalement amérindiennes et marronnes) sont reconnues compatibles et favorables à la préservation de la biodiversité ; en zone d'adhésion, l'ensemble des acteurs du territoire, et en premier lieu les municipalités, participe à la définition concertée d'orientations de gestion durables.



N°	Nom de l'aire protégée	Date
1	Réserve extractiviste du Rio Cajari	1990
2	Réserve de développement durable –RDS Iratapuru	1997
3	Réserve extractiviste municipale Beija Flor Brilho do Fogo	/
4	Aire de protection de l'environnement du Rio Curiau	1998
5	Parc naturel régional de Guyane	2001
6.1	Parc national – zone de cœur	2007
6.2	Parc national - zone de libre adhésion	2007

Figure 49 : Espaces protégés mettant en avant des logiques de développement durable des populations en Guyane et en Amapá.

Le parc naturel régional de Guyane, basé sur le même principe de concertation locale que la zone d'adhésion du parc national, n'a pas été ici étudié en détail compte tenu du temps qui nous était imparti et du caractère flou des orientations prises en termes de protection des écosystèmes.

2.1. En Amapá, populations extractivistes et anthropologues face au « grand capital »

Les populations « extractivistes », c'est-à-dire qui vivent de la récolte et de la vente de produits forestiers non ligneux (latex, noix du Para, …) sont à l'origine d'un autre type d'aire protégée : les réserves extractivistes. En Amapá, l'histoire ce type d'aire protégée est intimement liée à l'histoire de la lutte contre l'entreprise Jari, évoquée dans la première partie de la thèse (Chapitre 4).

2.1.1. La création des RESEX, des pressions locales à la mobilisation internationale

Dans les années 1980, suite à l'échec du projet gigantesque de D. Ludwig, l'entreprise Jari, située, rappelons-le à la frontière entre le Pará et l'Amapá, est nationalisée et reprise par un ensemble d'entreprises brésiliennes, principalement sous regroupées sous la direction de A. Antunes, déjà à la tête de l'exploitation de manganèse à Serra do Navio et de la production de cellulose de la société AMCEL. La volonté d'expansion des activités économiques vers l'Amapá, jusqu'alors peu touché par les défrichements massifs de la Jari, et l'installation d'élevages de buffles créent des conflits fonciers importants entre les populations locales et l'entreprise, comme en attestent des documents de l'INCRA.

> *« L'existence de revendications territoriales chez les populations locales [mais non-amérindiennes] dans plusieurs zones de la région du Jari du côté de l'Amapá est, à la différence du Pará, affirmée par des sources officielles. Par exemple, l'INCRA qualifie les années entre 1989 et 1998 de « période d'aggravation des litiges territoriaux » entre l'entreprise et les populations* d'Amapá. *Deux zones étaient particulièrement «convoitées» : la région autour du bassin fluvial du bas Cajarí, une autre zone entre lui et le Jari, où l'entreprise avait installé plusieurs fazendas d'élevage de buffles, ainsi que des terres particulièrement fertiles dans la commune de Vitória do Jari, plus spécifiquement au nord et nord-est du chef-lieu, où l'entreprise disait vouloir mettre en valeur un vaste ensemble de terres avec de nouvelles plantations de sylviculture. Et effectivement, elle s'exécutera dès 1990 pour arriver, en 1996, à une superficie totale d'environ 12 000 ha. » (Greissing, 2012, p.147).*

Par ailleurs, des violences morales et physiques étaient exercées par l'entreprise sur les populations locales, basées sur de menaces et des restrictions importantes des libertés de circulation. Dans ce contexte des représentants des communautés locales extractivistes se sont rapprochés du syndicat des travailleurs ruraux d'Amapá dans l'optique de défendre leurs droits et de profiter des mouvements existants (Filocreão, 2007).

Mais les causes portées par ce syndicat ne correspondaient pas réellement à la situation des populations extractivistes : « *Il* [Le syndicat] *ne comprenait pas, parce que nos syndicats, même ruraux, étaient fortement empreint du syndicalisme urbain et beaucoup de choses ne*

correspondaient pas aux demandes des extractivistes." (entretien P. Ramos, CNS). Les populations extractivistes s'organisent alors localement en fondant des coopératives : l'AMAJA en 1984 et la COMAJA en 1986.

L'ouverture sur le reste de l'Amazonie et la rencontre avec Chico Mendes, qui portait déjà de façon beaucoup plus politisée la lutte des populations extractivistes en Acre, a permis de largement structurer la lutte de ces populations face à l'entreprise et de lui conférer des ressources beaucoup plus importantes. L'une des avancées principales a été la formation du Conseil national des Seringueiros (CNS) en 1985, qui ancre la lutte des populations extractivistes dans le contexte amazonien. Bien que les problèmes auxquels ils sont confrontés soient dans chaque cas spécifiques, ils sont majoritairement confrontés à des conflits fonciers et d'utilisation des ressources en lien avec la mise en place de grands projets de développement.

> *« En octobre 1985, pour la première fois dans l'Histoire, des seringueiros de toute l'Amazonie se sont réunis à Brasilia pour la première rencontre nationale des seringueiros, où ils discutèrent du modèle de réforme agraire, des droits de propriété, de la destruction de la forêt par déforestation, et des politiques qu'ils désiraient concernant l'éducation, la santé, la culture, les infrastructures »* (M. Allegretti, 2008)*

À partir de ce moment, la lutte des populations d'Amapá n'est plus seulement la leur, mais celle de l'ensemble des populations extractivistes exploitées d'Amazonie. De plus, cette réunion se produit dans le contexte de la préparation du rapport Bruntland et déjà, les idées se diffusent internationalement.

> *« La commission Bruntland était en visite au Brésil la semaine qui a suivi la rencontre nationale. Deux porte-paroles, l'un du Conseil national des seringueiros (CNS) récemment créé, et l'autre des groupes indigènes, furent reçu en audience publique à São Paulo. Ils réaffirmèrent une idée que tout le monde était prêt à entendre : il y avait des gens qui habitaient dans la forêt, dépendant de la végétation pour leur propre subsistance, des personnes qui voulaient être reconnues en tant que défenseurs et gardiens de ce patrimoine. »* (Allegretti, s. d., p. 5)*

Cela dynamise les revendications localement. En 1987 se tient le premier congrès des travailleurs ruraux d'Amapá, coordonné par le Syndicat des Travailleurs ruraux d'Amapá au cours duquel des réserves sont demandées. S'inspirant des mouvements menés en Acre, le premier *empate*[67] d'Amapá est réalisé la même année, ce qui implique une augmentation des tensions avec le Jari (Picanço, 2005).

Le premier dispositif imaginé et soutenu par le CNS consistait à se rapprocher de l'INCRA, institut national en charge de la réforme agraire, afin d'intégrer à la planification agricole des parcelles spécifiques pour l'activité extractiviste : des *« assentamentos* extractivistes » qui répondraient aux attentes spécifiques de ces populations. L'idée est alors de bénéficier de la réforme agraire, qui visait à attribuer des terres (*assentamentos*) à de petits agriculteurs ruraux et à les soutenir pour développer l'économie agricole et peupler l'Amazonie, pour créer un modèle

[67] Actions collectives pacifiques menées par les extractivistes dans l'objectif d'empêcher directement la déforestation.

spécifique aux populations extractivistes, et assurer à leurs activités une assise foncière. En Amapá, le CNS, allié à la COMAJA et au Syndicat des travailleurs ruraux revendiquent l'identification d'espaces prioritaires pour l'implantation de ce type de dispositif. Suite au changement de direction de l'INCRA en 1987, le projet échoue car, si les « *assentamentos* extractivistes » sont effectivement créés juridiquement (PAE I, II, III), ils sont exclus du plan national de réforme agraire, ce qui leur retire tout soutien logistique et financier de la part de l'INCRA (entretien P. Ramos). La stratégie employée, avec le soutien des anthropologues impliqués, consiste alors à se rapprocher du ministère de l'environnement en mettant en avant les bénéfices environnementaux d'une gestion extractiviste de la forêt.

L'assassinat de Chico Mendes en 1988 a servi de caisse de résonnance à la lutte, qui s'est restructurée peu après[68], en lui conférant une dimension internationale et en lui assurant le soutien de nombreuses ONG environnementales, dont le WWF. En effet au cours des trois années précédant cet événement, de nombreuses conférences étaient données dans les médias nationaux, mais également à l'international, sensibilisant l'opinion publique à la lutte de ces populations, et conférant à l'assassinat de Chico Mendes une portée médiatique très importante.

> *«Pour se protéger stratégiquement contre la violence locale, Chico Mendes avait reçu d'innombrables prix internationaux dont le « Global 500 » de l'ONU, et il utilisait ces arènes pour expliquer la spécificité du mouvement qu'il conduisait en Amazonie : la proposition d'un nouveau modèle de développement qui associerait la protection de la forêt à des bénéfices économiques et sociaux pour les populations locales. L'idée d'avoir des communautés pauvres, en situation d'injustice de sans pouvoir politique, lancées à la défense de la forêt a eu un fort impact, et a rapidement mobilisé le soutien international. »* (M. Allegretti, 2008)*

La catégorie législative des réserves extractivistes est donc créée avec le soutien de l'Institut national du développement forestier (IBDF), et les quatre premières sont créées dans la foulée, dont la *Resex do Rio Cajari* en Amapá. Suite à la création de cette réserve, la stratégie de la Jari envers les habitants se modifie, et les pressions visant à l'expropriation cessent, même si aujourd'hui encore les habitants continuent d'être perçus comme des envahisseurs *[invasores]* (Picanço, *op.cit.*). Dans le cas de la RESEX Cajari, la création d'une aire protégée est l'aboutissement d'un cheminement visant à défendre des droits sociaux étroitement dépendants du maintien de la forêt sur pied. Il s'est construit au fil des opportunités, des alliances, mais également des obstacles rencontrés. Si les revendications sont somme toute assez similaires à celles des populations amérindiennes, les droits légaux sur la terre des populations extractivistes ont ici dû être non seulement argumentés mais aussi formalisés en très peu de temps. Peu de données écologiques ont été mobilisées pour définir ces aires, mais les cartes de végétation du projet RADAM déjà évoqué ont permis de délimiter les zones riches en ressources pour les populations extractivistes.

---

[68] Réalisation de la première « rencontre des peuples de la forêt » en Acre en 1989, et analyse stratégique des actions à mener tant au Brésil qu'à l'international.

Encadré 11

Témoignage de P. Ramos, Conseil National des Seringueiros, Entretien réalisé à Macapá, 2012

P. Ramos : C*'était la semaine amazonienne et il [Chico Mendes] m'a envoyé voir Barbara Bramble qui était la présidente d'une université environnementaliste des États-Unis et était très reconnue. Elle demandait que les Américains achètent des terres en Amazonie pour protéger la forêt.*

S. : *Elle voulait faire ca ?*

P. Ramos : *Elle motivait les gens pour faire ça et j'ai été là-bas spécifiquement pour renverser cette position qu'elle avait. La première conférence qu'on a fait était pour un groupe « sélect » de fondations, pour la société civile, et aussi des entreprises. Il y avait comme 300 personnes ... c'était pendant la semaine amazonienne. C'était à New York.*

S. : *Ils ont fait une semaine amazonienne a New-York ?*

P. Ramos : *Ils ont fait ça plusieurs années. Mais c'était parce qu'il y avait un groupe de brésiliens qui motivaient ... à travers une entité appelée Manaca.*

Sandra : *une ONG ?*

P. Ramos : *Une ONG brésilienne aux USA ... qui attirait l'attention sur l'Amazonie. Alors je suis allé là, trois personnes ont parlé, puis Barbara Bramble et puis moi. Je devais parler pour présenter les RESEX de la réforme agraire, qui n'étaient pas un modèle de parc connu, qui étaient différentes. Barbara dans son discours, elle a commencé à motiver les gens à investir en Amazonie brésilienne pour la protéger. Mon traducteur était un anthropologue et professeur à l'université de Campinas a São Paulo qui parlait bien anglais. Alors quand la femme a parlé et qu'il traduisait je disais «- Non, elle n'est pas en train de dire ça... Tu veux me monter contre elle ? - Non non non elle a dit ça ! ». Et puis c'est arrivé à mon tour et je lui ai dit : « Écoute, tu vas dire ce que je dis, tu ne vas pas avoir envie de le dire ». Alors j'ai demandé permission et j'ai dit que j'avais prévu de parler des réserves extractivistes, mais qu'après avoir entendu ce que Barbara disait, je me devais de les alerter en quelque sorte, pour que le citoyen américain ne fasse pas de bêtises. Alors j'ai commencé à dire « Oh. Au Brésil, le respect de la loi n'est pas le même qu'ici. C'est la première chose. La deuxième c'est que vous pouvez acheter des morceaux de terre, mais si vous ne mettez pas un homme par arbre, la forêt ne va pas y rester. » Ensuite, j'ai parlé des familles devant les tracteurs qui ne permettaient pas qu'ils coupent, mais qui subissaient ensuite des procès, et des jugements, de la pression très forte sur les populations extractivistes. J'ai dit : « Je veux rappeler que nos coutumes et nos traditions ne sont pas les mêmes que celles de la société américaine. Dans nos terres il était très fréquent que mon père, quand un invité arrivait à la maison, le prenne par le bras et l'amène sur les chemins qu'il avait construit pour montrer les seringueiras, et lui dise « Ami, avec ça, ici, je peux élever mes fils et mes filles ». Il l'amenait près d'une plante médicinale et disait « Ami, cette plante ici a tiré mon fils ou ma fille des bras de la mort. Alors notre relation avec la forêt était une relation presque familiale et c'est cette relation qui fait la défense de la forêt. Ce n'est pas quelqu'un que tu payes pour être là. Il ne va pas s'implanter et si quelqu'un arrive, il va partir en courant parce qu'il risque d'être tué. Je crois que vous devriez écouter un peu plus les nouvelles». Alors après ce discours, j'ai regardé les gens ... et j'ai pris peur parce qu'il y avait un silence, un silence, mais un silence. J'ai dit : « Vous ne savez pas la taille du service qu'on vous rend. Parce que le latifundio coupe chaque arbre pour le transformer en pâturage, et ce sont des milliers d'hectares. Le carbone libéré va dans l'atmosphère et créée de la pollution atmosphérique. Ce n'est pas une blague non ... et cela emmène vers un déséquilibre. Alors si quelqu'un veut protéger l'Amazonie, qu'il nous aide. Qu'il aide nos organisations, c'est la meilleure chose que vous puissiez faire. ».*

Un autre jour, on a parlé dans le même ordre et Barbara a dit que la société nord américaine tentait de résoudre les choses au travers de l'achat et de la vente, mais que ce n'était pas comme ca qu'on allait résoudre les problèmes de l'Amazonie. Elle a dit que pour résoudre les problèmes de l'Amazonie, ils devaient aider les organisations des extractivistes.

Et là je me suis dit que ça y est, notre lutte était financée, tout était résolu ... C'était super ! »

« En conclusion, le concept de réserve extractiviste a surgi en 1985, au cours de la première rencontre nationale des Seringueiros, en se basant sur le modèle des terres indigènes : ce sont des terres publiques, appartenant à l'Union, non divisées en parcelles individuelles, et destinées aux communautés vivant traditionnellement de l'usage des ressources naturelles, selon des règles d'usage définies par les pouvoirs publics. La différence par rapport aux terres indigènes est que ces dernières sont créées à partir de la reconnaissance de droits originels, et sans conditionnalité quant à l'usage des ressources. » (Allegretti 2009)*

La suite du mouvement (soutien de la légalisation de la réserve face à l'entreprise, régularisation du foncier, etc.) a été facilitée en Amapá par l'arrivée de João Capiberibe comme gouverneur de l'Amapá. En effet, l'intégralité de son programme politique était basée sur la mise en œuvre d'un développement économique « durable » (PDSA), appuyé sur les activités des populations locales.

2.1.2. Une logique reprise par l'État d'Amapá

Le gouvernement de J. Capiberibe (de 1995 à 2002) sera d'ailleurs à l'origine de la mise en place de la seconde grande aire protégée de type réserve extractiviste de la zone : la réserve de développement durable (RDS) d'Iratapuru, également mise en place pour répondre aux revendications des populations locales. C'est la deuxième de ce type mise en place au Brésil après celle de Mamiraua en Amazonas, qui a conduit à la création de la catégorie juridique.

"La catégorie des RDS a été introduite dans le SNUC pour s'ajuster à la situation de Mamirauá, qui était une station écologique estadual (d'une État fédéré), avec des populations natives, dont des Amérindiens. [...]. Elle ne pouvait pas être une RESEX, dans ce cas là, parce que c'était une population de pêcheurs qui ne se considéraient pas comme des extractivistes. » (Vianna et Sales, 2006, p. 8).*

Dans le cas de la RDS Iratapuru, il s'agit de terres régularisées ne nécessitant pas de procédure d'expropriation. En revanche, du fait que les communautés soient installées sur les terres privées de la Jari, elles ne furent finalement pas inclues dans la réserve, qui est très majoritairement non habitée.

« Dans le processus de négociation avec le gouvernement d'Amapá, la Jari s'engage à accepter l'existence des populations locales sur son domaine, et à ne pas interférer dans leurs activités extractivistes, exigences qui ont généralement été respectées. » (Greissing 2012, p. 157)

En outre, la zone figurait sur les zones prioritaires d'action du PPG7 (Encadré 6, p.113) et le Zonage écologico-économique de l'Amapá avait identifié cette région comme particulièrement riche en Noix du Para. Les différentes communes se montrent favorables au projet et la réserve est créée en 1997. La grande nouveauté dans le processus de création de la réserve Iratapuru tient au fait qu'elle soit proposée et créée intégralement par l'État d'Amapá lui-même, contre le développement de firmes de grande envergure. Cela était permis par le positionnement extrêmement audacieux du gouverneur Joao Capiberibe. C'est d'ailleurs sous son mandat que se sont débloqués plusieurs dossiers socio-environnementaux importants impliquant les populations locales, comme celui de la TI Wayampi étudiée précédemment.

2.1.3. Bilan des processus stratégiques

Le cas des populations extractivistes d'Amapá est ainsi particulièrement intéressant du point de vue de sa trajectoire stratégique car les ressources mobilisées sont extrêmement diversifiées et basées sur un grand nombre d'alliances à différentes échelles.

L'objectif principal pour les populations extractivistes d'Amapá est de sécuriser le foncier pour préserver leur milieu de vie et les ressources naturelles qu'ils utilisent, qui sont menacés par l'entreprise Jari. Leurs ressources stratégiques sont pourtant assez limitées. Une première ressource supplémentaire vient de l'alliance au niveau national des populations. L'engagement politique est en effet déjà mieux structuré en Acre, où des modes d'action médiatiques, les *empates,* existent déjà. Cette alliance confère ainsi des ressources médiatiques et politiques importantes aux populations d'Amapá en les insérant dans un réseau amazonien.

> *« Malgré toutes leurs différences, ces mouvements « se mobilisaient pour le maintien des conditions de vie préexistantes » aux programmes et projets gouvernementaux et « se sont construits pour garantir le contrôle effectif sur les espaces qu'ils considéraient comme des territoires fondamentaux à leur identité, voire même pour certains d'entre eux, à leur appartenance ethnique » (Op. cit., p. 522). »* (Allegretti 2009).*

Ce réseau bénéficie par ailleurs du soutien de scientifiques, principalement des anthropologues comme M. Allegretti, qui portent leur cause.

Suite à l'échec de la tentative d'alliance avec le secteur agricole, c'est avec les ONG environnementales et les administrations en charge d'environnement que la traduction des enjeux se fait le mieux : en effet, face à un ennemi commun, le développement massif et la déforestation des territoires amazoniens soutenus par l'État brésilien, la lutte des extractivistes trouve des alliés dans les mouvement environnementalistes nationaux, puis internationaux. Cette traduction ne s'est pas faite spontanément et a demandé, de la part des leaders du mouvement, une implication forte et des déplacements incessants au Brésil et à l'international (USA, Europe…) pour traduire leurs enjeux en termes environnementaux susceptibles de mobiliser les grandes ONG internationales. Ces dernières, convaincues, apportent une force de pression médiatique et de lobbying importante, mettant l'État brésilien face à la scène internationale, dans le contexte de la préparation du sommet de la Terre de Rio 1992. Le processus de traduction nécessaire est particulièrement bien illustré par P. Ramos, l'un des leaders du mouvement extractiviste d'Amapá (Encadré 11, p. 238).

Le concept mobilisé existant en fait déjà, notamment sous la forme de l'écodéveloppement d'I. Sachs, mais il était là incarné sur un cas et des revendications très concrètes.

Dans la recherche de soutien à l'international, il s'agissait pour les *leaders* extractivistes de trouver des arguments permettant de convaincre les personnes sensibilisées à la cause de la protection amazonienne, et de leur démontrer que les solutions qu'ils imaginaient de l'extérieur étaient moins bonnes que celle consistant à soutenir directement financièrement et médiatiquement

la cause des populations extractivistes. Faire cela leur permettrait d'atteindre leurs buts de protection de la forêt amazonienne plus efficacement. Le succès de ce type d'alliances confère des ressources financières et médiatiques aux mouvements, qui prennent d'autant plus d'ampleur avec la mort de Chico Mendes. C'est donc en étendant leurs réseaux et en tissant des alliances, que les populations extractivistes, dotées, seules, de peu de ressources face au gouvernement ont réussi à mettre en place un modèle législatif innovant de gestion environnementale, adapté à leur situation.

2.1.4. Caractéristiques de ces nouveaux dispositifs de gestion

Nous allons montrer ici que les caractéristiques des dispositifs créés pour répondre aux revendications des populations permettent effectivement de répondre grandement aux enjeux exprimés par l'ensemble des acteurs de la coalition.

2.1.4.1. Quelles contraintes environnementales ?

La RESEX et la RDS sont des unités de conservation et relèvent donc du SNUC (2000). Les deux tableaux suivants synthétisent le contenu du texte de loi concernant les usages possibles dans ces réserves.

Tableau 33 : Cadre législatif des aires protégées destinées aux populations traditionnelles

Type d'unité	Objectif de gestion (SNUC 2000)	Activités autorisées
Réserve extractiviste **RESEX**	Protéger les modes de vie et la culture de ces populations, et assurer l'usage durable des ressources naturelles de l'unité.	Utilisation par les populations extractivistes traditionnelles, dont la subsistance se base sur l'extractivisme et en complément sur l'agriculture de subsistance et sur l'élevage à petite échelle. Les activités d'exploitation des ressources minières et la chasse professionnelle ou de loisir sont interdites. L'exploitation commerciale des ressources forestière n'est admise que sur des bases durables.
Réserve de développement durable **RDS**	Préserver la nature et, en même temps, assurer les conditions et moyens nécessaires pour le maintien et l'amélioration des modes de vie et l'exploitation des ressources naturelles des populations traditionnelles, ainsi que valoriser, conserver et perfectionner les connaissances et les techniques de gestion de l'environnement, développées par ces populations.	L'exploitation de composantes des écosystèmes naturels et la substitution de la couverture végétale par des espèces cultivées sont autorisées si conformes au zonage, aux limites légales, et au plan de gestion de l'unité. Un équilibre dynamique doit être pris en compte entre la taille de la population et la conservation. L'accueil du public est permis et encouragé, s'il est compatible avec les attentes locales et le plan de gestion. La recherche scientifique concernant la conservation de la nature, l'amélioration des liens entre les populations et leur environnement et l'éducation environnementale est autorisée et encouragée, mais soumise à autorisation préalable des gestionnaires et au respect d'un règlement.

Tableau 34 : Activités réglementées dans les RESEX et RDS

	Activité minière	Activités traditionnelles (chasse, pêche, agriculture, élevage, cueillette)	Activités commerciales et industrielles	Recherche scientifique
RESEX		Pour les membres des communautés extractivistes.	Sauf activités extractivistes et exploitation forestière durable	Non mentionné
RDS	(1)	Selon plan de gestion.	Selon plan de gestion (1)	Encouragé, sur autorisation

(1) Par exception, dans ce cas, la loi n'interdit pas spécifiquement d'activités, mais le décret de création de la réserve Iratapuru interdit à l'article 4 l'implantation d'activités potentiellement polluantes, capables d'affecter les masses d'eau, de provoquer de l'érosion ou l'assèchement des ressources en eau ; les activités dommageables pour la biodiversité et en particulier la faune et la flore, toutes autres activités en désaccord avec le zonage ou le plan de gestion.

Dans les deux types de réserves, le foncier doit appartenir à l'État, moyennant des procédures d'expropriation si nécessaire. Dans le cas de la RDS d'Iratapuru, l'ensemble du foncier est régularisé et appartient à l'État d'Amapá. En revanche, des conflits fonciers persistent sur la réserve Cajari entre l'État et l'entreprise Orsa (ayant aujourd'hui remplacé la Jari). L'entreprise dénonce l'absence de compensations versées par l'État suite à la création de la réserve sur ses Terres ; en parallèle, les institutions d'État ne reconnaissent comme non-viable une grande partie des titres de propriétés de l'entreprise. La justice fédérale a tranché en 2008 en faveur de l'État fédéral et du maintien de la réserve Cajari (Greissing, 2012) et la situation devrait donc se stabiliser.

Dans les deux cas, la mise en place de la réserve permet de garantir aux communautés bénéficiaires une exclusivité des usages. Tous les usages ne sont pas autorisés pour les populations, ils doivent permettre une gestion durable et être en accord avec les modes traditionnels d'utilisation de la forêt. Néanmoins, les produits extraits des forêts concernées ont vocation à être commercialisés. Si l'on reprend la terminologie utilisée dans notre analyse des ZDUC, nous sommes donc dans une situation où les usages doivent relever de la subsistance prise au sens élargi du terme, c'est-à-dire permettre la réalisation d'activités commerciales. Un plan de gestion, support de la planification de l'usage du territoire est en outre obligatoire.

Dans les réserves qui nous intéressent, les activités minières sont interdites. Les RESEX sont plus strictes sur cet aspect que les RDS, où c'est le décret de création qui précise, comme dans les réserves naturelles nationales françaises, la nature des activités interdites.

2.1.4.2. Quelle gouvernance pour la gestion de ces espaces ?

La RESEX Cajari dépend du gouvernement fédéral et est donc gérée par l'ICM Bio. La RDS Iratapuru, créée par l'État fédéré d'Amapá est gérée par le Sema. La différence principale avec la gestion des aires protégées strictes est le fait que les décisions de gestion sont prises par un conseil

délibératif, incluant les diverses institutions impliquées, mais également l'ensemble des associations locales.

A titre d'exemple, le conseil délibératif de la Resex Cajari est officiellement constitué des organisations présentées dans la Figure 50.

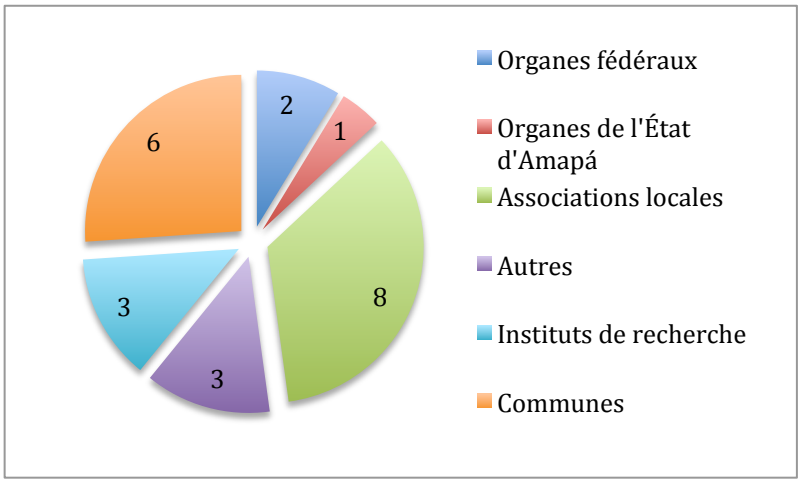


Figure 50 : Composition du conseil délibératif de la Resex Cajari.

On constate donc que la place des acteurs locaux est très importante. Même si le conseil délibératif n'a été créé par décret qu'en 2006, on y retrouve les acteurs importants de la création de la RESEX, dont notamment les associations locales des populations, l'IBAMA (ou postérieurement l'ICM Bio), l'INCRA (pour la régularisation du foncier), le centre national des seringueiros et le GTA (groupe de travail amazonien) qui font le lien avec les réseaux nationaux de populations locales.

D'autres acteurs, comme le WWF Brésil sont actifs via l'apport de soutien financier et technique pour la réalisation du plan de gestion, même s'ils ne figurent pas dans le conseil. Le conseil gestionnaire de la RDS Iratapuru étant encore en cours de construction, également avec le soutien du WWF, il n'est pas possible de mener ici la comparaison.

La mise en place des plans de gestion n'a encore abouti dans aucun des deux cas.

2.1.4.3. Quels moyens d'action ?

On compte 5 gestionnaires de l'ICM Bio pour la RESEX Cajari, et seulement une personne du Sema pour la RDS Iratapuru. Les fonds publics mis à disposition sont difficiles à estimer dans les deux cas, car, comme pour les espaces protégés stricts, les dépenses des organismes sont classées par types d'utilisations, et non par espace bénéficiaire. Les deux réserves d'Amapá bénéficient également de fonds du projet ARPA.

2.1.4.4. Premiers éléments d'analyse de l'efficacité environnementale de ces dispositifs dans l'état actuel des choses ?

Nous n'étudierons par la suite que très succinctement l'efficacité environnementale de ces réserves qu'il ne nous a pas été possible d'étudier très en détail. La carte reproduite ci-dessous, issue du travail de Funi (2012) donne une idée des formes de déforestation observées.

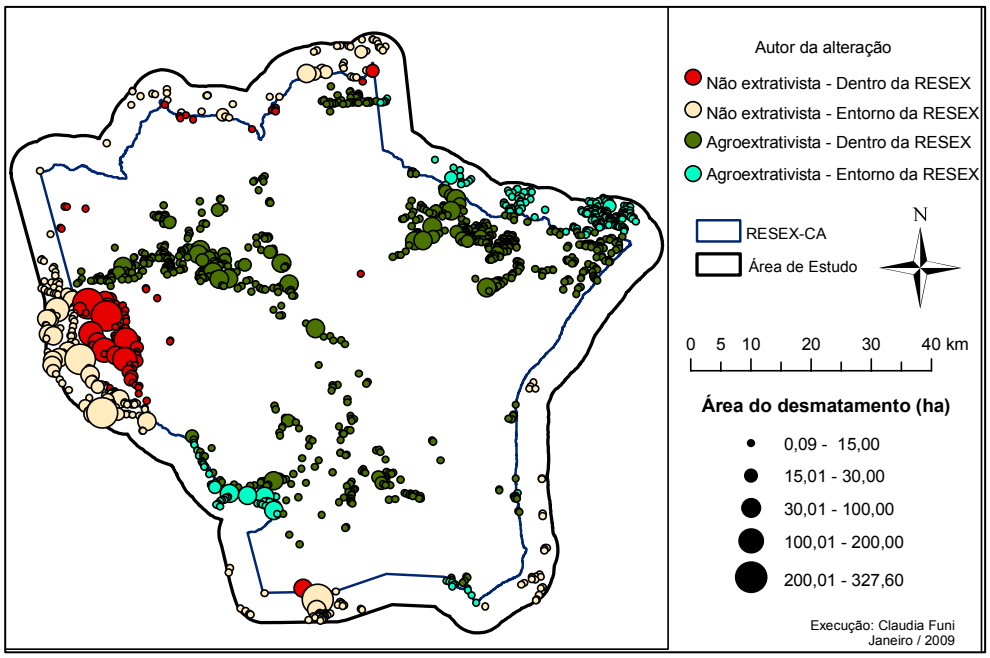


Figure 51 : Superficies déforestées en 2007 et 2008, selon le type d'occupant et la taille des parcelles.
Source : Funi (2012, p.166) Légende : Rouge et beige : Occupants non extractivistes, respectivement à l'intérieur et en bordure de la RESEX ; Vert clair et foncé : extractivistes respectivement à l'intérieur et en bordure de la RESEX.

Ce ne sont pas les superficies réelles déforestées qui sont représentées mais des symboles en lien avec la taille des parcelles déforestées. La carte met en évidence le fait que les populations extractivistes ouvrent de petites parcelles, liées à la pratique de l'agriculture itinérante sur brulis. En revanche, à l'ouest, l'intrusion de personnes non-extractivistes, liée à l'ouverture d'une route nationale dans la réserve, implique l'ouverture de parcelles beaucoup plus grandes dépassant souvent 200 ha. Bien qu'ils soient arrivés récemment (au cours des 15 dernières années), la superficie déforestée par ces acteurs est déjà supérieure à celle, cumulée, des populations extractivistes. Cela conforte l'idée du bien-fondé de la mise en place de ce type de réserves : les pratiques des extractivistes sont effectivement, sur le long terme moins impactantes que les pratiques des populations adjacentes. L'efficacité environnementale de la RESEX Cajari dépendra, en partie, de la capacité réelle de contrôle du foncier par les institutions gestionnaires.

La RDS d'Iratapuru n'étant pas habitée, la déforestation y est effectivement presque inexistante.

L'institutionnalisation de ces modèles de gestion a donc effectivement permis de définir et de légitimer un mode d'occupation du territoire largement moins impactant que ce qui se fait à l'extérieur de la réserve sur lequel nous reviendrons au chapitre 9. A l'heure actuelle, les populations des RESEX et RDS d'Amapá utilisent effectivement les écosystèmes forestier selon des pratiques en adéquation avec les engagements selon lesquels elles ont été mises en place, et contribuent ainsi au maintien du couvert forestier, et ce, bien que la mise en gestion institutionnelle de la zone (plan de gestion…) soit encore balbutiante. Les principales pressions viennent de politiques publiques en contradiction avec la logique de l'espace protégé, telle que l'ouverture de la BR 156 traversant de part en part la RESEX Cajari.

Il n'y a pas aujourd'hui en Guyane de populations qui se définissent comme extractivistes, et des dispositifs de type RESEX n'ont pas lieu d'être. Nous allons voir néanmoins que le parc amazonien de Guyane (Parc national), pourtant initialement porteurs d'une logique de préservation stricte, a énormément évolué pour intégrer des paradigmes relevant de rhétoriques différentes, dont l'importance de la gestion locale par les populations. Cette évolution ne s'est pas jouée dans une lutte telle que celle des populations extractivistes, mais s'est traduite par des négociations qui auront duré plus de 15 ans. Nous allons voir que la création de cet espace protégé n'a pu se faire que grâce à ce changement de paradigmes de la gestion environnementale du territoire.

2.2. En Guyane, un parc national hybride intégrant les attentes des populations locales face à l'exploitation minière.

Il n'y a jamais eu Guyane de mobilisation des populations locales aussi forte qu'en Amapá pour la mise en place d'aires protégées, ni de lutte organisée contre de grandes entreprises[69]. Néanmoins une alliance entre population locale traditionnelle et acteurs d'environnement se retrouve dans le cas de la création du Parc amazonien de Guyane. En effet, si les populations amérindiennes du sud de la Guyane étaient opposées à la création d'un parc national de protection stricte prenant peu en compte leurs modes de vie, elles se sont par la suite alliées aux acteurs environnementalistes porteurs du projet de parc, contre les opérateurs miniers légaux et illégaux agissant sur le territoire. Ce rapprochement impliquait en retour une reconnaissance de la valeur environnementale de leurs modes de vie, jugés compatibles avec l'établissement d'un parc national. Nous allons analyser maintenant l'évolution et les recompositions des alliances d'acteurs portant le projet de parc national, pour observer ensuite comment elles se sont traduites d'un point de vue institutionnel.

[69] On pourrait noter le cas « Cambior » comme une exception à cette règle, où une importante mobilisation sociale a permis de bloquer l'attribution d'un permis minier de grande ampleur sur la montagne de Kaw.

Nous avons vu que les premières propositions pour la création d'un parc national au Sud de la Guyane datent des années 1970. Pourtant, l'histoire du parc est souvent étudiée à partir de la conférence de Rio (1992), qui correspond à l'annonce officielle de sa création actée par la signature d'un protocole d'accord entre l'État et les collectivités locales.

La plupart des articles scientifiques traitant du sujet présentent la création du parc amazonien en 3 phases successives (Aubertin et Filoche, 2008; Tsayem-Demaze, 2008 Fleury et Karpe, 2006; Grenand 2006). Les archives de l'Herbier de Cayenne, où un grand nombre de documents historiques concernant l'historique de la création du parc ont été conservés (rapports de comités de pilotage, comptes-rendus de réunions, lettres, prospectus…), les mettent en évidence (Figure 49).

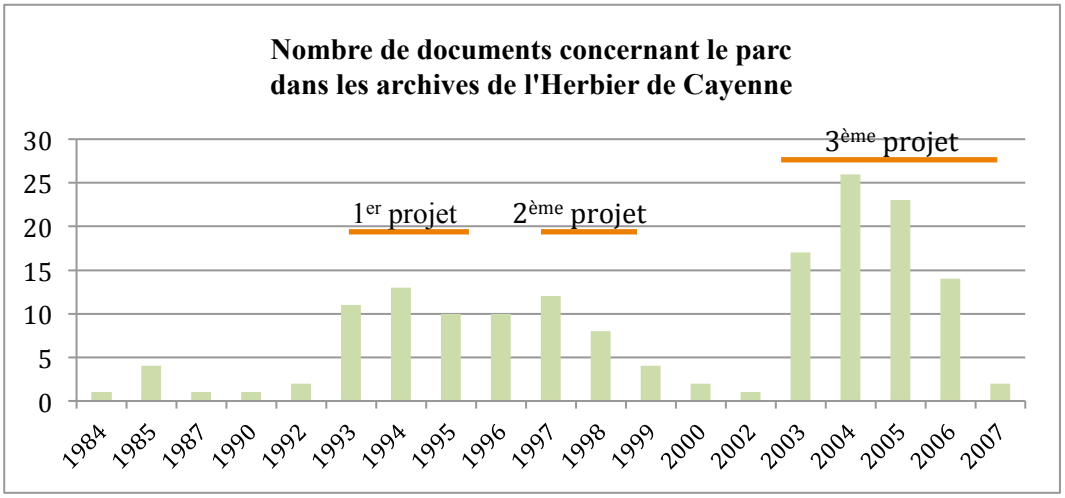


Figure 52 : Production documentaire concernant le parc Amazonien dans les archives de l'Herbier de Cayenne.

Chacun de ces projets successifs se construit en tirant les leçons de l'échec du précédent, entrainant un passage progressif d'un objectif de protection de la nature à une combinaison d'objectifs divers alliant reconnaissance des populations amérindiennes, développement économique du Sud de la Guyane et préservation des écosystèmes. Les négociations entre porteurs du projet de parc et acteurs de la filière aurifère prennent une place croissante dans les débats et controverses. Ces évolutions sont bien visibles si l'on observe l'évolution des propositions successives des limites du parc et des attributions concernant chaque zone (Figure 53, Tsayem-Demaze, 2008).

2.2.1. Rétrospective des controverses ayant conduit à la création du parc

Le premier projet de parc, mené de 1993 à 1995 suite à l'annonce faite à Rio était coordonné par D. Deviers. Il s'appuyait sur la proposition initiale de J.-M.Thiollay, c'est-à-dire qu'il devait s'agir d'une très grande surface, très peu peuplée et suffisamment éloignée des sources de pressions anthropiques (zones de chasse des Amérindiens, zones d'activité minière potentielle, etc.), strictement protégée, visant à la protection de la nature intacte, couplée au développement du tourisme.

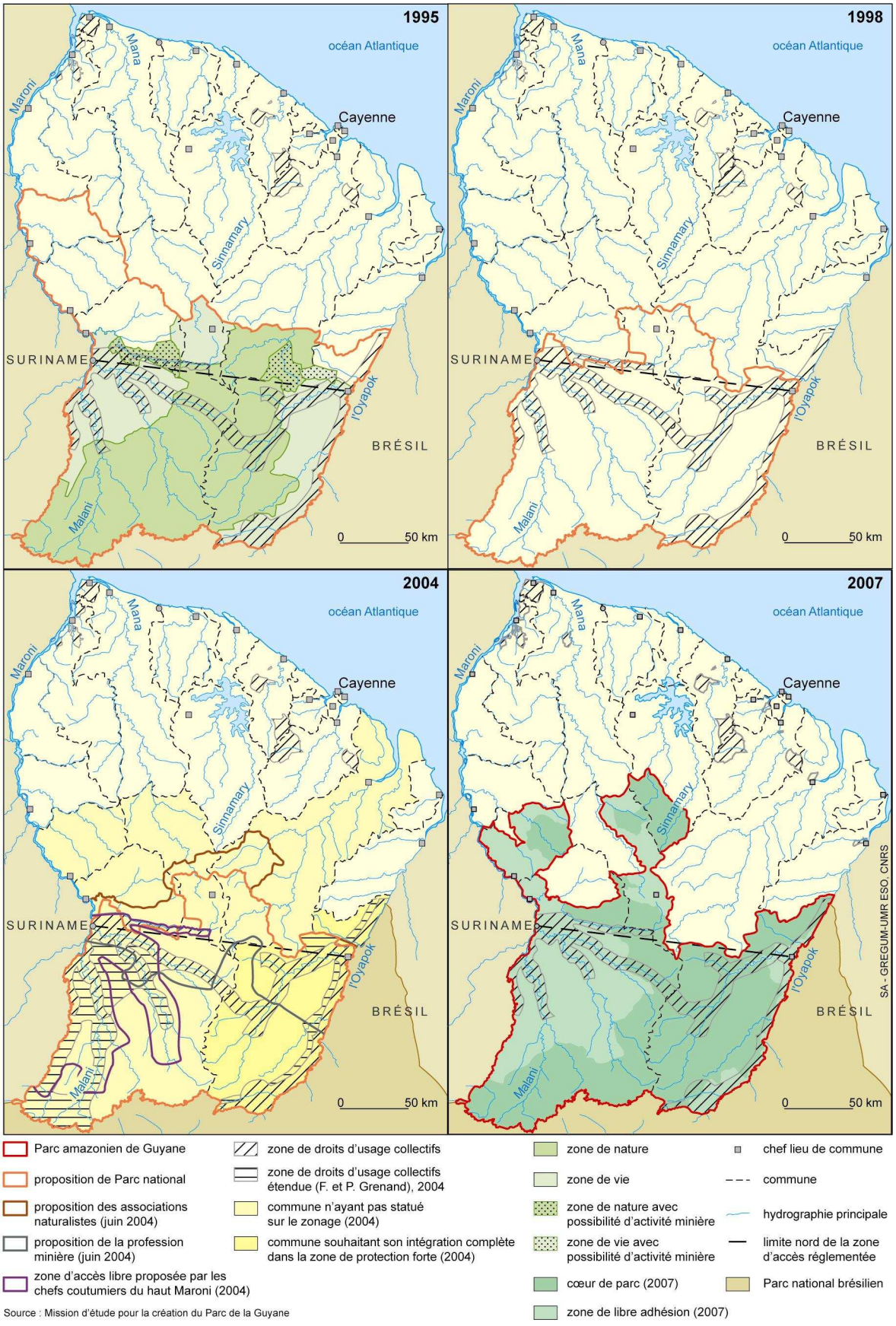


Figure 53 : Rétrospective de la délimitation du parc Amazonien de Guyane (1995-2007).

Source : Tsayem-Demaze (2008)

Trois commissions ont été mises en place pour réfléchir à sa construction et au zonage à mettre en place : la commission « Connaissance et gestion du patrimoine naturel et programmes de recherche et de coopération interrégionale », la commission « Activité minière » et la commission « Attentes des populations locales et écodéveloppement ». Le zonage prévoyait finalement trois types de zones : des zones de vie destinées à certaines activités des populations amérindiennes, des zones de nature, et des zones d'activité minière.

Les premières propositions de délimitation d'une « zone de vie » destinée aux Wayana du Haut-Maroni, sont trop petites et inadaptées et font l'objet d'un vif rejet de la part des populations. Selon Leprêtre (1998), cela aurait induit en retour la promulgation rapide des arrêtés préfectoraux des zones de droits d'usage collectifs du Sud de la Guyane. Les propositions de zones de vie de 1995 se basent sur le zonage de ces nouvelles ZDUC pourtant également jugées de superficie insuffisante par les anthropologues (P. Grenand & Grenand, 1995). Par ailleurs, des zones d'activité minière réglementée sont proposées. Elles font l'objet de propositions alternatives formulées par des associations environnementales métropolitaines[70] qui mettent en avant le fait que les zones les plus intéressantes écologiquement ont été exclues des propositions de zones de Nature (Bougrain Dubourg, Brard, & Poiret, 1995)

Lors de la visite de Corine Lepage, ministre de l'environnement, en 1995, tant les élus locaux que les représentants des populations amérindiennes s'élèvent fortement contre le projet de parc, qui empêcherait le développement de la Guyane pour les premiers et entrainerait des limitations de leurs modes de vie pour les seconds (France Guyane, 1995). Le projet est donc abandonné.

En parallèle, s'élève au cours de l'année 1996 une controverse au sein même du milieu scientifique environnementaliste. En 1995, le journal « Le pou d'agouti » avait proposé dans une rubrique « idées » un parc National centré sur Saül, argumentant principalement sur le fait (i) qu'il s'agisse d'une zone de très fort endémisme, (ii) que le développement économique du Sud de la Guyane n'est pas urgent, et (iii) qu'un parc au Nord permettrait un accès et une mise en valeur plus aisés. En 1996, Francis Hallé prend une position similaire et la porte dans le milieu scientifique (y compris via des pétitions) et politique (envoi au conseil général d'un projet structuré). Ses arguments sont sensiblement les mêmes, mais il insiste sur la responsabilité de la France au niveau international : la Guyane est la zone du monde où les forêts sont les mieux préservées et les moins menacées, et le centre de la Guyane présente un intérêt écologique majeur. Le développement du pays pourrait donc s'appuyer sur ces atouts, sachant que, où que le parc soit situé, il serait en conflit avec les enjeux miniers (Hallé, 1998).

[70] LPO, FNE, WWF

En septembre 1996, Emmanuel Verdier, nouveau chargé de mission, arrive pour lancer le second projet de création du parc. Il rédige une réponse structurée militant pour un parc au Sud de la Guyane, et non pas au Nord, soutenu en cela par J.-J. de Granville, bien que ce dernier reconnaisse une certaine pertinence scientifique au projet de F. Hallé (entretien J.-J. de Granville, 2011, Cayenne). L'argument principal pour s'en tenir au projet de J.-M. Thiollay est en fait principalement politique : si des dissensions trop fortes apparaissent au sein même des scientifiques porteurs du projet « parc », cela risque de décrédibiliser l'entreprise et de les affaiblir vis-à-vis des opposants au projet.

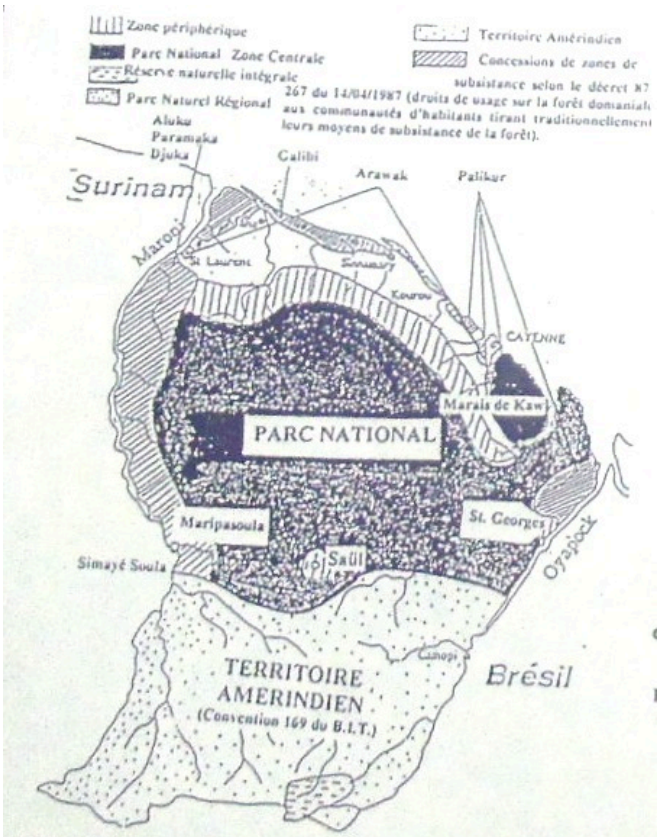


Figure 54 : Propositions pour un parc national au centre de la Guyane.
Source : Le pou d'agouti.

S'il reste donc situé au Sud, le nouveau projet présenté se positionne en rupture avec les propositions faites en 1995. Une plaquette diffusée en décembre 1997 l'explicite très clairement.

> *« **Un projet initial inadapté à la Guyane.** Les différents travaux menés entre 1993 et 1995 ont permis de proposer aux membres du comité de pilotage réunis en décembre 1995, un projet situé sur le tiers sud de la Guyane. Diversement accueilli par les élus et la population, ce projet n'a pas fait l'objet du consensus souhaité. Ce constat a conduit la Mission à abandonner ce projet et à compléter le déficit de concertation en consultant le plus largement possible les acteurs concernés. » (MCPG, 1997, p.2).*

> Le projet alors proposé, annonce deux objectifs conjoints :

> *« Il apparaît aujourd'hui possible d'envisager la création d'un Parc original, porteur de l'identité guyanaise construit autour de deux objectifs : « Protéger l'écosystème forestier du sud de la Guyane dans le respect des modes de vie et des cultures des différentes*

communautés » et « Constituer un outil de développement économique, social et culturel adapté au territoire et aux populations. » » (Ibid, p.3)

La démarche mise en œuvre au cours de l'année 1998 consiste d'une part à rajouter un collège représentant les associations du territoire, et d'autre part à employer des « relais-parcs », jeunes des territoires potentiellement concernés par le parc, chargés d'expliquer aux habitants en quoi consiste le projet et de recueillir leurs opinions. Les commissions, au nombre de quatre, deviennent les suivantes : « champ de compétences du parc » ; « respect des modes de vie » ; « parc et activités minières » ; et une « cellule juridique ». Chacune des commissions s'est réunie trois fois au cours de l'année, y compris dans les communes de l'intérieur.

En 1998, les populations amérindiennes du Maroni (Wayana) ainsi qu'une partie des Aluku (Marrons) se mobilisent et, en lien avec la Fédération des organisations amérindiennes de Guyane, rédigent les accords de Twenké. Par ce document, qui sera utilisé et cité par la suite par la Mission pour la création du parc à de nombreuses reprises, les populations demandent leur reconnaissance en tant que populations autochtones au nom de l'article 22 de la convention de Rio. Ils annoncent être favorables au projet de parc, moyennant une modification de la loi de 1960, inadaptée à la prise en compte des spécificités de la Guyane.

« [Nous demandons avec véhémence] la production d'une loi spécifique incluant comme un ensemble, les droits des peuples autochtones et des peuples de la forêt (marrons), applicable exclusivement à la réalité historique, culturelle de la Guyane. Nous considérons que la loi environnementale de 1960 n'est pas applicable à la situation historique, humaine et sociale de la Guyane. Cette loi reconnaitrait explicitement les droits territoriaux des peuples autochtones et des peuples de la forêt».

La pratique des activités minières est en outre condamnée, posant par là les bases d'une alliance avec les écologistes :

« [Nous demandons] l'arrêt définitif de l'octroi de permis d'activité minière aux multinationales dans les territoires des peuples autochtones et des peuples de la forêt (noirs-marrons), ainsi que des communes dont la totalité de leur territoire est inclus dans le projet de délimitation du parc national. »

En revanche, *« La gestion devra être confiée aux peuples autochtones et aux peuples de la forêt. Tous les emplois générés par le fonctionnement du parc devront être confiés aux membres des communautés ; à cette fin une véritable politique de formation maïeutique devra être mise en œuvre par l'État, les collectivités territoriales en coopération avec les autorités et organisations des peuples autochtones et des peuples de la forêt » (Accords de Twenké, 1998)*

A la fin de l'année 1998, un document de synthèse est produit par la Mission de création du parc, qui propose une organisation institutionnelle du parc très proche de celle qui existe aujourd'hui, mais des concertations supplémentaires sont demandées par le comité de pilotage (MCPG, 1999). Malgré ces avancées importantes dans la prise en compte des attentes des populations, les élus locaux deviennent franchement opposés au projet de parc qui bloque notamment une partie du potentiel de développement minier de la Guyane, dans un contexte où l'orpaillage a pris une ampleur considérable.

« Après une période très constructive de véritable concertation publique une proposition avait été élaborée […]. Après un bref consensus, un mouvement de recul est brutalement manifesté de la part de nombreux acteurs institutionnels. De nouvelles polémiques se sont engagées qui occultaient totalement les précédents acquis pourtant formalisés par écrit : le parc va geler le territoire, il va interdire la chasse et la pêche traditionnelle, il empêchera toute forme de développement, il va empiéter sur nos compétences. Tous ces arguments déjà longuement débattus et solutionnés sont repris par certains représentants des collectivités et des administrations et replacent le débat sur un terrain familier : celui de la controverse environnementale dont chacun a l'habitude et dont l'absence avait un moment désorienté. » (Bassargette, 2003, p.212).

Le projet tombe donc de nouveau en sommeil. C'est au Sommet de la terre de Johannesburg, en 2002, qu'il est réactivé par une déclaration du Président Jacques Chirac, faisant suite à l'annonce du président brésilien Henrique Cardoso de mettre en place en Amapá, à la frontière guyanaise, le plus grand parc national du Brésil (F. Grenand, 2006) : le parc Montanhas do Tumucumaque. Ce dernier est officiellement créé en 2003, date à laquelle la troisième mission parc est lancée en Guyane.

Les modalités de travail restent sensiblement les mêmes que pour la mission précédente, et les commissions mises en place sont les commissions « zonage », « respect des modes de vie et développement durable », « organisation et champs de compétence », et une cellule juridique (MCPG, 2004). Cette fois-ci, la reprise n'est pas présentée comme une rupture, mais comme une continuation des débats du second projet, prenant encore mieux en compte les populations locales (MCPG, 2004). Les débats s'inscrivent par ailleurs dans le contexte de la modification de la loi sur des parcs de 1960, structurée autour du rapport Giran paru en juillet 2003 (Giran, 2003), qui apporte un éclairage nouveau aux controverses.

« Enchâssée dans une problématique plus large, cette réforme entérine l'objectif que l'État cherche à afficher depuis le refus des élus en 1979, à savoir leur rattachement au projet. […]. L'évolution législative a donc permis une évolution de la représentation des différents groupes de contradicteurs du projet et de ce fait a fait évoluer la question de l'accord. Il ne s'agit plus nécessairement de construire un accord par le contenu du projet, mais, par la capacité du dispositif qui tend à le créer, à réunir des participants aux positions antagonistes » (Ranoux 2007, p. 357-358)

C'est principalement autour du zonage de l'activité minière que tournent les débats, ainsi que sur la reconnaissance de compétences aux élus locaux pour les prises de décision concernant le Sud de la Guyane. La Figure 53 met bien en évidence les zonages contradictoires proposés.

Le zonage finalement retenu tient compte des points soulevés en commission de zonage, mais ne semble pas être le résultat d'une concertation réellement aboutie. Au moment de l'enquête publique, deux propositions de modification sont émises par la commission d'enquête : déclasser les montagnes Bellevue de l'Inini, pour y permettre une exploitation aurifère potentielle d'une part,

et, à la demande tardive mais unanime des Wayana[71], classer leur territoire en zone de cœur d'autre part. La cellule juridique du ministère de l'environnement ayant recommandé d'accepter les deux modifications ou de refuser les deux[72], il a été décidé par le préfet de protéger Bellevue de l'Inini et de laisser le territoire wayana en zone de libre adhésion.

Le parc est finalement créé par décret en 2007. Il présente trois cœurs disjoints.

« Le parc est créé par la réforme législative (NB : réforme de 2006)*, qui permet l'adhésion des élus au projet, mais l'accord de l'ensemble des parties prenantes est reporté à des négociations qui seront menées après sa création, à l'intérieur du futur dispositif parc. En effet, les 5 communes concernées par le parc ont la possibilité de décider si elles adhèrent ou non au parc, qui n'est créé que de manière effective et définitive que pour une partie de quatre de ces communes. » (Ranoux, p.362).*

Au terme de ce long processus de négociation, aucunes des parties prenantes ne sont réellement satisfaites du résultat d'un compromis non-abouti. Les divers articles scientifiques publiés au terme de ce processus soulignent les limites, les ambiguïtés et les défis portés en interne par cette nouvelle aire protégée.

« Il n'empêche que si le projet de parc reste sur le fond une avancée considérable, dans sa forme actuelle il ne présente pas les garanties nécessaires et suffisantes face aux deux objectifs qui étaient assignés à la Mission et à son Comité de Pilotage : la protection de la biodiversité et l'épanouissement des populations du grand sud. Au final, les enjeux de conservationnistes et les tenants du développement s'opposent toujours aussi fortement. Quant aux populations autochtones, tirées à hue et à dia, elles se montrent divisées, désorientées, dramatiquement désemparées. » (Grenand, 2006)

Le parc est finalement composé d'une zone cœur pour laquelle les limites ainsi que la majeure partie des règles de gestion sont fixées directement par le décret de création ; et d'une zone d'adhésion dont la superficie dépendra de la volonté des communes du Sud d'adhérer, ou non, aux orientations fixées dans une charte. Les réflexions concernant la rédaction de la charte, document de gestion concertée du territoire, ont ainsi débuté peu de temps après la création effective du parc national. Validée sous sa forme définitive en 2013, c'est dans le courant de l'année 2014 que les communes concernées se prononceront.

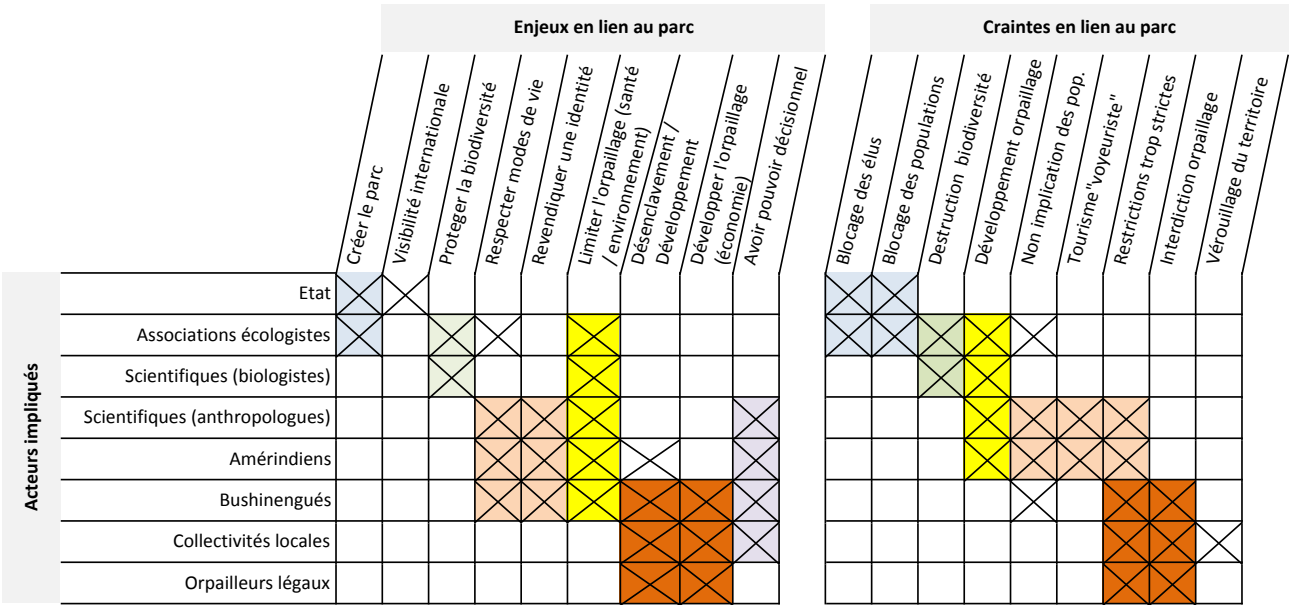
2.2.2. Bilan des processus stratégiques

Des analyses stratégiques des positionnements des acteurs autour des négociations pour la création du parc ont été menées par Blancodini (2005 repris par Demaze (2008)).

Nous avons, dans une démarche sensiblement similaire, tenté de mettre en évidence les alliances logiquement réalisées entre certaines catégories d'acteurs, en fonction des enjeux qu'ils portent, et de leurs craintes au processus d'établissement du parc (Tableau 35).

[71] Cela constituait également une façon de s'affranchir de l'influence des Aluku, particulièrement intéressés pour exploiter l'or situé en territoire Wayana.
[72] Article de F. Farine, paru dans la semaine Guyanaise, « Dossier spécial Parc », 2006.

Tableau 35 : Enjeux des acteurs autour de la création du Parc Amazonien de Guyane**.**



Ce tableau met en avant l'existence de coalitions d'acteurs porteuses d'enjeux fortement contradictoires autour du processus de création du parc.

L'enjeu principal de l'État, qui s'accentue avec le temps, tient à l'aboutissement du processus de création, pour remplir les engagements pris à l'international. En parallèle, une forte crainte est portée vis-à-vis des conflits engendrés localement, et la volonté de minimiser les risques de blocage définitif du processus de la part des populations locales ou des collectivités implique le maintien d'une forte flexibilité dans les négociations.

Un ensemble d'autres acteurs sont globalement en faveur du parc mais avec de forts enjeux sur le contenu du dispositifs : les scientifiques et acteurs naturalistes portent fortement l'importance de la préservation de la biodiversité amazonienne, qui est d'ailleurs à la base du processus ; les anthropologues et les populations amérindiennes craignent de trop fortes limitations des activités traditionnelles suite à l'implantation du parc et défendent donc une totale reconnaissance de ces pratiques dans le parc. Le point commun à l'ensemble de ces acteurs, qui va finalement fonder la coalition permettant la création du parc, est le refus du développement des activités d'orpaillage, et notamment de l'orpaillage illégal. En effet, les impacts de cette activités sont très forts, à la fois sur les écosystèmes naturels, et donc sur la qualité du milieu de vie des populations amérindiennes, et sur la santé humaine (contamination au mercure, pollution de l'eau...).

Les activités d'orpaillage sont en revanche fortement défendues par les acteurs politiques guyanais (Région et département), par les opérateurs miniers et par les administrations d'État porteuses de ce type d'activité. Les territoires concernés par les propositions de parc sont très riches

en ressources aurifères. La logique est celle du développement économique de la Guyane, et du désenclavement du sud, pour en exploiter les ressources naturelles. Une partie des populations locales (et notamment les populations marronnes du Maroni) est favorable à cette logique, visant un développement économique de leur territoire.

Face à l'ensemble de ces positions, le parc n'a été créé que via un glissement important d'une logique initiale de protection stricte, vers un modèle de gestion intégrée ou multifonctionnelle assez caractéristique des espaces protégés français. Le projet finalement retenu se place dans une logique de compromis à la fois spatial et institutionnel, entre l'ensemble des revendications des parties prenantes. D'une part, la fédération des acteurs amérindiens (et donc d'une partie des communes) au projet de parc a été obtenue via l'établissement d'un lien direct entre la création du parc et l'éradication des activités d'orpaillage illégal, conjuguées à l'assurance du maintien des pratiques actuelles des populations sur l'ensemble du territoire du parc national. Nous verrons dans le chapitre 10 que l'impuissance de l'État à endiguer le phénomène d'orpaillage a remis fortement en cause ce ralliement initial des populations Amérindiennes au projet. En parallèle, des concessions ont été accordées aux opérateurs miniers légaux, au travers de la redéfinition in extremis des limites du parc, dissociant la zone de cœur (activité minière interdite) en trois espaces distincts, laissant ainsi plus de possibilité d'exploiter certaines zones riches au Nord du parc. Cela a fait l'objet de réactions indignées de certains des acteurs fortement impliqués dans le processus (Grenand, 2006). Enfin, le parc est porteur d'un modèle de développement local, notamment dans les zones dites « de libre adhésion » visant au rattrapage économique des territoires du sud de la Guyane, et laissant une forte place décisionnelle aux collectivités régionales et départementales. Ce modèle a pu être mis en place grâce à la modification de la loi sur les parcs nationaux français en 2006 qui est en fait très proche de ce que l'on peut trouver dans les parcs régionaux français : il s'agit d'une gestion « contractuelle », basée sur une charte définissant, en concertation, des orientations pour le territoire, et à laquelle les communes concernées choisissent ou non d'adhérer. Il s'agit finalement d'une logique encore différente, où ce ne sont ni l'État exclusif, ni des populations traditionnelles qui portent le dispositif, mais les communes. Les règles de gestion qui s'y appliquent sont négociées. On est donc très loin du modèle de préservation stricte et centralisée initialement imaginé pour un parc national.

Au final, les processus stratégiques de création du parc étaient plus axés sur la volonté de l'État d'aboutir à la création d'un dispositif innovant répondant aux engagements pris à l'international, que sur des objectifs et valeurs de préservation environnementale clairement définis. Nous allons maintenant étudier en détail le mode de fonctionnement institutionnel de ce dispositif complexe issu d'un compromis nécessairement délicat entre de nombreuses logiques d'action.

2.2.3.Un dispositif hybride entre différentes logiques de gestion environnementale

Nous allons analyser successivement les caractéristiques législatives, le mode de gouvernance et les moyens disponibles pour le Parc Amazonien de Guyane.

2.2.3.1.Un zonage législatif du territoire complexe

Aucune procédure d'expropriation n'est requise en France pour la création d'un Parc national. Dans le cas de la Guyane, l'intégralité du territoire concerné est de toute façon propriété de l'État, et le foncier ne constitue donc pas une source de conflit.

Les parcs nationaux sont constitués de deux zones principales, sur lesquelles les principes législatifs appliqués, et les modes de décisions sont différents : la zone cœur (ZC) et la zone d'adhésion (ZA). La zone cœur (ZC) du parc amazonien est un espace « réglementaire », comme les réserves naturelles nationales. Les règles qui s'y appliquent sont définies et précisées dans la loi nationale, dans le décret de création du parc, et dans la charte du parc (document de gestion). Sur la zone d'adhésion (ZA), est définie sur la base d'un engagement volontaire des communes à faire partie du parc national. Les règles qui s'y appliquent sont les mêmes qu'en dehors du parc national. Néanmoins les communes adhérentes adhèrent à une charte définissant des objectifs de développement local durable. La ZA contribue ainsi à la préservation des caractéristiques écologiques de la zone de cœur.

On a donc un modèle spécifique, qui se rapproche de celui de la réserve naturelle nationale pour la zone de cœur, mais mobilise des concepts très différents, basés sur un engagement volontaire des communes, pour la zone d'adhésion. Ce modèle est issu de la loi de 2006.

Tableau 36 : Contenu législatif des textes de loi concernant les parcs nationaux français.

	Parc National
Objectifs de gestion	**→Préserver des dégradations et des atteintes susceptibles d'altérer la diversité, la composition, l'aspect et l'évolution du milieu naturel,** […l **→Définir un projet de territoire** + qui traduit la solidarité écologique entre le cœur du parc et ses espaces environnants + qui définit les objectifs de protection du patrimoine naturel, culturel et paysager pour les espaces du (ou des) cœur(s) et des orientations de protection, de mise en valeur et de développement durable pour les espaces de l'aire d'adhésion (article L.331-3 du code de l'environnement).
Activités autorisées	La réglementation du parc national et la charte prévues par l'article L. 331-2 peuvent, dans le cœur du parc : 1° Fixer les conditions dans lesquelles les activités existantes peuvent être maintenues ; 2° Soumettre à un régime particulier et, le cas échéant, interdire la chasse et la pêche, les activités commerciales, l'extraction des matériaux non concessibles, l'utilisation des eaux, la circulation du public quel que soit le moyen emprunté, le survol du cœur du parc à une hauteur inférieure à 1 000 mètres du sol, toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune et de la flore et, plus généralement, d'altérer le caractère du parc national. Elles règlementent en outre l'exercice des activités agricoles, pastorales ou forestières. Les activités industrielles et minières sont interdites dans le cœur d'un parc national. Seule la charte précise les engagements pris par les communes dans la zone d'adhésion.

La loi nationale de 2006 prévoit par ailleurs des dispositions spécifiques pour la Guyane, concernant notamment les communautés traditionnelles[73].

> *« L'établissement public du parc national a pour mission de préserver, gérer, mettre en valeur et assurer un rayonnement national et international de la diversité biologique de la Guyane, de contribuer au développement des communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la foret, en prenant en compte leur mode de vie traditionnel et de participer à un ensemble de réalisations et d'améliorations d'ordre social, économique et culturel dans le cadre du projet de développement durable défini par la charte du parc national. » Article L. 331-15-5 du code de l'environnement*.

Ces adaptations traduisent les jeux de pouvoir issus des négociations ayant eu lieu au cours des 15 années précédentes.

Les règles qui s'appliquent dans le parc Amazonien de Guyane, telles que définies de façon plus précise dans le décret de création du parc sont finalement différentes selon que l'on se situe dans la zone cœur ou dans la zone d'adhésion, mais également selon que les personnes concernées sont considérées comme (i) faisant partie « des communautés d'habitant tirant traditionnellement subsistance de la forêt », (ii) étant résident du parc, (iii) ou ne relevant d'aucune de ces deux catégories. Davy et al. (2014) font une synthèse claire des droits applicables à chaque situation.

Tableau 37 : Réglementation dans le PAG, adapté et simplifié de Davy et al. (2014)

Activités	ZC			ZA
	Communautés	Résidents	Autres	
Prélever ou détruire des végétaux non cultivés (pour carbet, layon, clairière ou feux)	Oui	Occasionnellement	Non, sauf dérogation	Même réglementation qu'en dehors du parc, pour l'ensemble des citoyens : - prélèvements de végétaux soumis à autorisation de l'ONF - réglementation espèces protégées. - respect des documents d'urbanisme - respect des règles concernant la pratique de l'agriculture et de l'accès au foncier - respect du code minier pour les activités minières.
Prélever des roches, minéraux, végétaux non cultivés, animaux non domestiques	Oui, pour artisanat	Oui, occasionnellement, pour usage personnel	Non, sauf dérogation (mission scientifique)	
Chasser et pêcher	Oui, hors tourisme ou activité professionnelle	Oui, occasionnellement, pour consommation personnelle.	Non, sauf dérogation (mission scientifique)	
Troquer ou vendre le surplus de la chasse et de la pêche	Oui, pour la communauté ou pour les résidents	Oui, occasionnellement pour la communauté ou pour les résidents	Interdit (toute activité commerciale sauf tourisme/artisanat)	
Réglementation de la circulation	Non soumis	Non soumis	Soumis	
Agriculture itinérante sur brûlis traditionnelle	Autorisée	Autorisée	Sur autorisation du directeur	
Travaux pour la création ou l'entretien de nouveaux villages	Autorisés	Sur autorisation du directeur	Sur autorisation du directeur	
Domestication des animaux sauvages	Autorisé	Interdite	Interdite	
Activités industrielle ou minières	Interdite	Interdite	Interdite	

[73] La loi de 2006 confère également des attributions spécifiques au conseil régional pour la gestion des ressources génétiques du parc Amazonien de Guyane.

On voit bien à quel point la réglementation applicable diffère de ce que l'on aurait attendu dans une zone de protection stricte. Les règles mises en place au bénéfice des populations amérindiennes et marronnes (les communautés) sont au final même moins strictes que les règles applicables en dehors de la zone cœur du parc amazonien : concernant le prélèvement des végétaux, l'agriculture… Ces dérogations sont des résultats directs des négociations liées à la création du parc. Elles sont même pour la plupart, étendues aux « résidents » sous la condition d'une pratique « occasionnelle », bien qu'ils ne relèvent pas de modes de vie traditionnels. Il est néanmoins important de préciser que la réglementation sur les espèces animales et végétales protégées s'applique à tous, y compris dans la Zone de cœur. Cela constitue une différence importante avec ce que l'on peut observer dans les terres indigènes brésiliennes.

Cette réglementation est très similaire à celle prévalant dans les zones de droits d'usage collectifs. Néanmoins, elle ne confère pas d'exclusivité à une communauté donnée, mais s'applique à l'ensemble des communautés et résidents du parc. Par contre, une grande différence tient au fait que les activités minières sont strictement interdites dans la zone de cœur. Contrairement au cas des RESEX ou RDS, et dans une conception restreinte de la subsistance, les populations ne sont pas supposées valoriser économiquement les ressources naturelles de la zone cœur du parc, si ce n'est de façon très marginale.

Le mode de gouvernance est en revanche assez différent de l'ensemble des autres dispositifs.

2.2.3.2. Une structure institutionnelle supposée valoriser la concertation

La gestion d'un parc national est assurée par un établissement public administratif, créé spécifiquement à cet effet et lui-même dénommé dans notre cas « Parc Amazonien de Guyane ». La très large majorité du budget est attribuée par le ministère de l'environnement et est géré directement par l'établissement public.

Quelles entités décisionnaires ?

L'entité décisionnaire du parc est son conseil d'administration, composé de représentants de l'État, des collectivités locales, des autorités coutumières, et des organisations de la société civile (Figure 55). Il se réunit 2 fois par an. Il contribue à l'élaboration de la charte du parc[74], et en valide le contenu, valide le budget, suit les principaux projets en cours dans le parc, et constitue la principale instance de discussion concernant les grandes orientations de la gestion du parc (équipements, lutte contre l'orpaillage illégal…).

[74] Celle du parc amazonien a été validée en 2013.

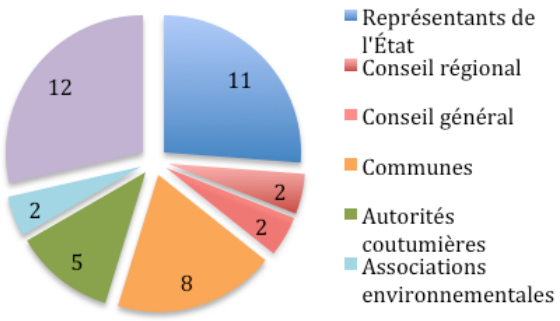


Figure 55 : Composition du conseil d'administration du Parc Amazonien de Guyane - Parc National.

Le conseil d'administration est assisté dans la prise de décision par un conseil scientifique (CS) composé de 27 personnalités scientifiques nommées par le préfet, et par un comité de vie locale (CVL) composé de 21 membres porteurs des attentes locales (associations, représentants des conseils d'habitants). Ces deux dernières instances peuvent proposer des motions au conseil d'administration, mais sont en revanche uniquement consultatives. L'avis du conseil scientifique n'est, par exemple, officiellement que très rarement obligatoire.

La charte définit les grandes orientations de la gestion du territoire. Elle précise également les modalités d'application des règles dans le cœur du parc. Les dérogations concernant ces règles sont le plus souvent du ressort du directeur du parc, qui doit a posteriori en rendre compte au conseil d'administration. Sa responsabilité concernant la gestion environnementale de la zone de cœur est ainsi assez importante.

Quelle organisation territoriale ?

Le siège du parc est situé à Rémire-Monjoly, à proximité de Cayenne (donc en dehors du territoire concerné par le parc, mais à proximité des autres administrations). C'est là que travaillent la direction ainsi que la plupart des chargés de mission (spécialisés agriculture, forêt, tourisme, gestion des espaces naturels, patrimoine culturel…). Des délégations territoriales sont ensuite réparties sur le territoire du parc : une à Camopi, une à Saül et une à Maripasoula. Ces délégations emploient principalement aux postes techniques des agents recrutés localement. Elles sont chargées de la mise en œuvre locale des missions du parc, des relations avec les habitants. Elles disposent d'une autonomie importante dans l'organisation des tâches à réaliser.

Quel outil de planification ? La Charte du Parc

Depuis 2006, les plans de gestion des parcs nationaux sont des Chartes, dont l'objectif est de définir un projet de territoire assurant une cohérence entre la protection de la zone de cœur et le développement durable de la zone d'adhésion. Ces documents sont particulièrement importants car c'est sur la base de leur contenu que les communes concernées décident de faire partie de la zone

d'adhésion du parc, c'est-à-dire d'adhérer ou non aux valeurs portées par ce dernier. En Guyane, elles ne se sont pas encore prononcées sur cet aspect.

La Charte est rédigée par les chargés de mission de l'établissement public du parc national, qui s'appuie pour cela sur les instances de représentation du territoire (Conseils d'habitants, Conseil de vie locale). Elle doit alors être validée par le conseil d'administration puis faire l'objet d'une évaluation environnementale au niveau national, ainsi que suivre le processus d'enquête publique. Elle est alors approuvée par le ministre en charge de l'environnement. Ce n'est que suite à cette validation ministérielle que les communes sont appelées à se prononcer concernant leur adhésion. La charte du PAG comporte un diagnostic du territoire et une identification des éléments clés qui fondent son classement en parc national et doivent donc être préservés. Elle définit ensuite des orientations de gestion pour la zone de cœur, et pour la zone d'adhésion. Dans la zone de cœur, la charte permet de préciser les éléments de réglementation définis dans le décret de création ; dans la zone d'adhésion, elle définit les actions à mener en priorité, en identifiant les acteurs pertinents pour leur mise en œuvre. Un zonage du territoire est enfin défini.

L'extrait de la charte présenté ci-dessous illustre particulièrement bien les logiques sous-jacentes portée par le premier des enjeux identifiés : la préservation de l'écosystème forestier.

«Cet écosystème forestier a évolué en interaction avec l'Homme qui parcourt le territoire depuis des millénaires et qui y puise les ressources nécessaires à sa subsistance. Pour cette raison, ***il ne semble pas envisageable de concevoir la préservation du milieu naturel sans considérer les activités humaines ancestrales qui existent encore aujourd'hui sur le territoire****.*

*L'enjeu actuel et des années à venir sera de permettre, comme le souhaitent les communautés autochtones et locales****, la préservation de leur cadre de vie et la pérennisation de leurs activités traditionnelles tout en préservant les ressources.*** *Cela ne signifie pas nécessairement de pérenniser les activités à l'identique, l'essentiel ici étant de transmettre les valeurs, les savoirs et savoir-faire associés tout en s'adaptant à l'évolution actuelle des modes de vie.*

La ***principale menace pour le territoire est l'orpaillage illégal*** *qui impacte fortement et durablement les milieux aquatiques et forestiers mettant en péril les ressources naturelles indispensables aux communautés d'habitants mais aussi ses corollaires : trafics, vols, violences ...* ***L'augmentation des pressions exercées sur les milieux du fait de la croissance démographique, de la sédentarisation et des changements des modes de vie et de consommation est également un facteur important à prendre en compte****.*

*D'une part****, la lutte contre l'orpaillage illégal*** *doit rester une priorité en Guyane et en particulier sur le Parc national. D'autre part****, une réflexion de fond doit être menée, en concertation*** *étroite avec les élus locaux, les communautés autochtones et locales et leurs représentants* ***afin de trouver les voies de la durabilité des pratiques locales dans un contexte en évolution*** *: favoriser un large accès à l'espace et aux ressources pour maintenir une exploitation extensive, trouver des solutions innovantes pour faire évoluer les pratiques actuelles vers des pratiques moins impactantes pour l'environnement sont autant de questionnements à prendre en considération. »*

Figure 56 : Extrait de la charte du PAG (p.30), déclinant l'enjeu de préservation des écosystèmes

Conformément à la logique dans laquelle le parc a été créé, l'orpaillage constitue le principal fléau contre lequel lutter. En effet, il met en danger les deux enjeux clé du parc : la protection des écosystèmes forestier et le maintien des pratiques des populations. Par ailleurs, la relation entre

pratiques traditionnelles et préservation de l'écosystème est placée au cœur de la réflexion, en tenant compte de l'évolution rapide des modes de vie des populations.

En parallèle, des logiques de développement local et durable sont portées, effectivement demandées dans les communes (« on veut du travail pour les jeunes »), axées autour de l'accès aux services, et sur le soutien à la mise en place de filières économiques « locales, endogènes, formelles ».

Extrait de la charte du PAG, p. 31

« La population est en attente d'un développement économique adapté générant de l'emploi et des richesses locales. L'enjeu est donc d'une part de mettre en place les conditions d'un développement endogène (aménagement et accès aux services publics...) et d'autre part de renforcer la capacité des acteurs locaux afin qu'ils deviennent les acteurs d'une économie locale endogène formelle.

Ces territoires ont des atouts et des ressources à valoriser. Plusieurs voies sont privilégiées :

- le développement de filières agricoles et forestières permettant de limiter les importations massives de produits agricoles, de bois ou d'autres produits forestiers du littoral ou des pays voisins,
- le développement de filières artisanales et éco-touristiques, qui créent de l'activité et des retombées locales en valorisant les savoir-faire, la richesse culturelle ainsi que la qualité environnementale et paysagère du territoire ;
- le développement des services, commerces de proximité ... afin de répondre aux besoins de la population voire des visiteurs. »

Figure 57 : Extrait de la charte du PAG, déclinant l'enjeu de développement local.

La charte présente ainsi clairement les enjeux défendus, qui sont dans la lignée directe des négociations menées lors de la création du PAG, et peuvent, à terme, présenter des points de contradiction : la préservation des écosystèmes forestier ; la préservation du cadre de vie, des activités traditionnelles et des ressources des communautés ; et le développement économique local, basé sur des activités innovantes.

Quelle participation des populations locales à la gestion ?

Nous avons classé le parc amazonien de Guyane dans la catégorie des espaces reconnaissant les pratiques de populations locales comme favorables à la conservation de la biodiversité. Il semble donc particulièrement important de considérer précisément la place conférée à ces dernières pour la gestion de l'espace protégé. Nous allons voir que leur participation est prise en compte à plusieurs niveaux, mais qu'elle ne constituent pas des acteurs majoritaires des prises de décisions dans le parc.

Le premier niveau, déjà évoqué, tient à la dérogation concernant les populations traditionnelles en zone de cœur. Sans que des règles de gestion formalisées n'aient été éditées, on reconnaît le droit aux populations de pratiquer leurs usages de subsistance. Mais au delà de cela, l'Établissement public du parc annonce la forte volonté de mise en place de modalités participatives, de *« co-construire, avec les communautés locales, des mesures de gestion des*

ressources naturelles et d'accès aux espaces » (PAG, 2012). La logique est qu'il faut, en partenariat avec les populations, mettre en place des règles de bonne gestion des ressources naturelles compatibles à la fois avec le droit coutumier et le droit national. Cela se traduit par la mise en place de programmes de recherche sur les usages associant des anthropologues, sur lesquels nous reviendrons. Il y a donc finalement une confiance limitée, dans un contexte démographique et socio-économique en rapide évolution, en la capacité des populations à maintenir elles-mêmes, en interne, des modes de gestion durable de la ressource. Le second niveau est lié à la présence de représentants des populations locales dans les instances du parc. Au sein du conseil d'administration tout d'abord, on voit en Figure 55 que les chefs coutumiers sont bien représentés. Ceci-dit, au contraire des assemblées réalisées dans les terres indigènes de l'Oiapoque, le conseil d'administration reste une entité exogène où les chefs coutumiers, pour certains, peu locuteurs du français, peuvent avoir du mal à suivre certains sujets extrêmement techniques, par ailleurs fortement empreints des luttes politiques entre collectivités et État, ou à se positionner rapidement sur des concepts potentiellement délicats à manipuler (accès au partage des avantages liés aux ressources génétiques par exemple). Par ailleurs, des « conseils d'habitants » ont été mis en place dans les communes du parc, instance locales visant d'une part à expliquer les processus en cours (élaboration de la charte) aux populations, dans leur langue, et à leur permettre d'exprimer leurs attentes ou craintes vis-à-vis du parc, et plus généralement de la gestion de leur territoire. Les retranscriptions de ces réunions sont retransmises directement au siège du parc pour qu'il en soit tenu compte, et des représentants sont choisis par zones géographiques pour aller participer au conseil de vie locale. Si ces procédures de gestion permettent effectivement d'améliorer la circulation d'information entre le siège et les territoires, il ne s'agit en rien d'instances décisionnelles. Le troisième niveau tient à ce que les agents travaillant dans les délégations territoriales du parc sont en majorité embauchés directement sur les territoires. En effet, comme le souligne I. Tritsch et al., (2012) le fait que les équipes du parc dans les délégations territoriales soient principalement constituées de membres des communautés recrutés localement[75] est un point positif permettant un certain optimisme vis-à-vis de l'appropriation par les populations des potentialités que ce dispositif leur offre.

Contrairement aux autres dispositifs étudiés dans ce chapitre, les populations traditionnelles sont certes prises en compte, mais elles ne sont pas au centre des processus décisionnels concernant la gestion du territoire du parc. Nous verrons d'ailleurs dans le Chapitre 10 que le positionnement des populations vis-à-vis du PAG est beaucoup plus ambigu que pour les autres dispositifs : elles se sentent plus potentiels bénéficiaires ou potentielles victimes de ce dispositif que moteurs dans sa mise en place.

[75] Comme Jammes Panapuy, amérindien Téko, nommé Chef de la délégation de l'Oyapock en 2012.

Des moyens financiers et humains importants`

Il s'agit de l'espace protégé bénéficiant des moyens humains et financiers les plus importants. Cela est du à la diversité des missions, incluant notamment l'ensemble des missions de développement local et d'aménagement du territoire.

A la fin de l'année 2012, la PAG comptant 92 agents dont 38 au siège et les autres répartis dans les délégations territoriales (30 sur le Maroni, 17 à Camopi, 7 à Saül). Près de la moitié des agents (44) ont été embauchés directement dans les communes du parc. Les dépenses du PAG en 2012 étaient de 8 424 200 €. Plus de la moitié correspondent au salaires du personnel (4 933 000 €). 2 847 500 € sont liés à des dépenses de fonctionnement (missions, gouvernance, matériel, communication…). 643 000 € sont consacrés aux frais d'investissement. 227 000 € sont consacrés à la réalisation d'études. On est très loin des moyens disponibles pour la gestion des réserves ou des unités de préservation intégrales brésiliennes (dont les parcs nationaux font partie). Ce n'est donc pas, dans le cas du parc amazonien le manque de moyens humains et financiers qui limiteront l'efficacité du dispositif.

Finalement, suite à la parution de la loi de 2006, et aux longues négociations ayant précédé sa création, le parc amazonien de Guyane – Parc National - est construit de façon à porter un projet de développement du territoire qui inclue l'ensemble des revendications des parties prenantes. La protection des écosystèmes est annoncée comme un objectif premier pour la zone de cœur, de façon plus explicite que dans les autres dispositifs étudiés dans le présent chapitre, mais en parallèle, l'ensemble des dérogations accordées aux populations locales et aux résidents n'en font plus du tout un espace de protection stricte, puisque les règles environnementale y sont, pour le prélèvement des végétaux, l'agriculture, l'implantation de villages, la protection des espèces animales sauvages plus souples que sur le reste du territoire. Pour autant, ces populations ne sont pas, contrairement au cas des TI ou même des RESEX, mises en position de gestionnaires de leur espace, et restent des acteurs externes aux prises de décision, auxquelles elles sont néanmoins conviées à participer au travers de différentes instances. Sur la zone d'adhésion, le mode de gestion est basé sur l'adhésion volontaire des communes à la charte, suite à l'approbation de cette dernière par le conseil d'administration et à sa validation ministérielle. Ni l'État, ni les populations traditionnelles n'y sont considérés comme des acteurs décisionnaires d'importance particulière puisque aucunes règles spécifiques de gestion n'y sont mises en place. L'établissement public du parc ne se positionne que comme un catalyseur des actions de développement durable du territoire. Au vu des moyens financiers et humains mis en place pour le développement d'action sur cette zone, il joue néanmoins de fait un rôle important, qui n'est pas réellement assumé, en soutenant ou non un projet donné, en développant des programmes selon des orientations spécifiques.

Conclusion

Par rapport aux terres indigènes et aux ZDUC, les RESEX et le PAG ne sont pas des dispositifs portés pour préserver les droits et la culture de populations différenciées ethniquement, mais affirment dès leur montage le lien entre préservation des écosystèmes et pratiques des populations. Néanmoins, dans les RESEX, les populations extractivistes ont été à l'origine de la construction du dispositif, qui répond spécifiquement à leurs intérêts et elles sont en conséquence des acteurs importants dans les processus décisionnels institutionnalisés. L'État, au travers de l'ICM Bio, est porteur de la gestion institutionnelle de l'espace protégé (établissement du plan de gestion, mise en place des instances de consultation, soutien financier…), et joue normalement un rôle de garant de l'intégrité environnementale de la réserve. En Guyane, les populations traditionnelles ont soutenu le Parc amazonien de Guyane pour répondre à des objectifs stratégiques précis, sous couvert du maintien de leurs droits à l'usage des ressources. Pour autant, elles n'ont pas été moteur du processus de création du parc, et n'ont d'ailleurs au final qu'une place marginale dans les processus décisionnels. Ce dispositif a plutôt été construit dans une logique d'intégration des enjeux portés par les différents acteurs du territoire, diluant ainsi de fait la responsabilité de l'État vis-à-vis de la préservation des écosystèmes, et conduisant à la mise en place d'un discours ambigu quant aux objectifs environnementaux réellement poursuivis par le dispositif.

Nous allons maintenant revenir succinctement de façon comparative sur l'ensemble des dispositifs de gestion environnementale se basant, au moins en partie sur les pratiques des populations traditionnelles ou locales.

3. Des modèles d'espaces dédiés aux populations traditionnelles formalisant leur engagement environnemental à des degrés divers

Nous allons dans cette dernière partie du chapitre observer de façon comparative entre les quatre types de dispositifs décrits comment s'articulent la « préservation des droits des populations » et la « préservation des écosystèmes». Nous allons comparer dans un premier temps la façon dont la gestion mise en œuvre par les populations traditionnelles est effectivement reconnue et assumée comme suffisante et légitime pour préserver les écosystèmes, puis nous observerons en quoi les dispositifs mis en place permettent de sécuriser et de protéger les populations face à d'autres activités économiques (notamment les activités minières.

3.1.1. Un gradient dans la reconnaissance de la valeur environnementale des pratiques traditionnelles des populations

Suivant les dispositifs étudiés, on trouve un gradient dans l'autonomie de gestion et le pouvoir décisionnaire conféré aux populations traditionnelles sur les aires protégées qui ont été créées en annonçant se baser sur leurs pratiques. Ce gradient traduit en fait une reconnaissance plus ou moins grande de la capacité de ces populations à gérer leur territoire.

C'est dans les terres indigènes que la plus grande autonomie est confiée aux populations : les règles nationales touchant à la réglementation environnementale ne s'appliquent pas et les populations sont libres de gérer l'ensemble des ressources naturelles selon leurs propres coutumes. L'évidence selon laquelle les terres indigènes constituaient effectivement jusqu'à présent des dispositifs efficaces pour freiner les dynamiques de déforestation ont conduit à leur reconnaissance officielle en tant qu' « aires protégées », mais à cette heure, aucune règles environnementales externes ne sont appliquées. En revanche, théoriquement, ces dérogations sont limitées à une utilisation interne des ressources selon les coutumes des populations, et ne visent pas une valorisation commerciale des ressources (qui devrait, le cas échéant, se plier aux règles nationales d'exploitation durable). Dans les faits, peu de contrôles sont réalisés sur les choix d'utilisation et de valorisation des ressources réalisés par les populations amérindiennes. Ces populations ne sont pas reconnues compétentes pour la gestion des ressources énergétiques (barrages …) et du sous-sol.

Aucun des autres dispositifs étudiés ne va aussi loin dans la reconnaissance de l'autonomie gestionnaire, et les règles générales de protection des espèces s'appliquent aux populations.

Dans la zone cœur du parc amazonien et dans les RESEX, on leur reconnaît en revanche le droit d'organiser librement leurs activités dans l'intégralité de la zone concernée : utilisation des ressources végétales, agriculture, installations de villages. Dans les RESEX, l'objectif officiellement porté est la mise en place d'un développement durable basé sur l'exploitation et la commercialisation de ressources extractivistes selon des modes de vie traditionnels.

Théoriquement, l'utilisation de l'espace est conditionnée à la mise en place d'un plan de gestion validé par l'ICM Bio, mais aucun des deux espaces étudiés n'en ont encore établi un à l'heure actuelle. Dans le PAG en revanche, l'utilisation des ressources est conditionnée par un usage à des fins de subsistance, le plus souvent interprétée par les administrations comme impliquant uniquement à une utilisation non commerciale des ressources. Les activités commerciales ne pourraient être développées que dans la zone d'adhésion, mais les populations ne bénéficient alors d'aucune dérogation particulière d'utilisation des ressources.

Dans les ZDUC, les communautés sont tenues de respecter non seulement la législation environnementale nationale, mais également toutes les législations propres aux espaces auxquels elles se superposent. Les droits accordés aux populations sont donc en fait conditionnés par leur adéquation avec les règles générales des territoires (y compris dans le cas de superpositions avec des espaces de préservation stricte). Dans le respect de ces règles, les populations concernées bénéficient d'une exclusivité de l'usage des ressources sur ce territoire. Il n'y a donc pas, contrairement aux terres indigènes brésiliennes, une soustraction au droit commun qui impliquerait une réelle reconnaissance de la pertinence de règles de gestion des populations autochtones, non nécessairement formulées, permettant une bonne prise en charge des ressources. Les ZDUC ne sont pas en fait du tout considérés par les gestionnaires d'environnement d'État (ONF, DEAL…) comme des dispositifs susceptibles d'assurer en eux-mêmes une bonne gestion environnementale des ressources.

La zone cœur du parc est le seul des dispositifs étudiés où les populations traditionnelles ne bénéficient pas d'une exclusivité de l'usage des ressources. En effet, les populations résidentes, mais non traditionnelles sont également concernées par la plupart des dérogations, ce qui limite le risque de différentiation ethnique du droit, non compatible avec la Constitution française.

Enfin, la représentation institutionnelle des populations traditionnelles et leur rôle dans les instances décisionnaires est beaucoup mieux assumée au Brésil qu'elle ne l'est en Guyane. En effet, les populations y sont plus structurées politiquement, et sont plus directement associées aux processus décisionnaires : dans les RESEX et RDS, les associations locales des populations extractivistes comptent pour moitié du conseil délibératif qui oriente la gestion de l'aire protégée ; dans les terres indigènes, le conseil des caciques (chefs) est une instance décisionnaire récente, mais la structuration politique des populations et le portage de revendications communes est maintenant ancien. En Guyane, les espaces protégés eux-mêmes ne confèrent pas, nous l'avons vu, une voix prépondérante aux représentants des populations traditionnelles pour les décisions de gestion : dans le cas des ZDUC, aucun soutien public n'est apporté, en même temps qu'une faible caution est donnée aux capacités de gestion des populations ; dans le Parc Amazonien de Guyane, la voix des populations traditionnelle est peu audible, diluée au sein d'une panoplie d'autres acteurs plus à même de s'exprimer dans des arènes publiques telles que le conseil d'administration. En

outre, les populations elles-mêmes sont relativement peu organisées et structurées politiquement. En dehors des dispositifs analysés, trois modes de représentation des populations amérindiennes existent : (i) les chefs coutumiers, reconnus officiellement par le Conseil général pour gérer les questions relatives à leur communauté et servir d'intermédiaires avec l'administration, (ii) les associations des populations amérindiennes : la FOAG (Fédération des organisations amérindiennes de Guyane) et l'ONAG (Organisation des nations Amérindiennes de Guyane) qui se préoccupent plus de reconnaissance identitaire et de luttes politiques que de gestion concrète des ressources naturelles des populations et (iii) le conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinengués, qui est très récent, et peine à fonctionner compte-tenu du manque chronique de moyens accordés, notamment pour les déplacement des représentants des populations et la tenue de réunions.

Ces différentes institutions ne permettent donc pas de porter réellement les intérêts des populations traditionnelles de Guyane

Que ce soit en France ou au Brésil, les populations n'ont jamais compétence concernant l'exploitation des ressources du sous-sol.

3.1.2. Un gradient dans la sécurisation des ressources vis-à-vis de leur exploitation pour d'autres types d'activités

La spécificité des espaces protégés étudiés dans ce chapitre est d'autoriser certains usages (nous l'avons vu, de façon plus ou moins extensive) à certaines catégories de populations seulement, et de leur conférer l'exclusivité de ces usages sur le territoire concerné.

Le contrôle des infractions qui seraient réalisées par des personnes non-autorisées est le plus souvent à la charge des institutions publiques, en lien avec des forces de police. Dans les Terres indigènes, la FUNAI intervient avec la police, directement, ou sur demande des populations. Dans les RESEX, comme dans toutes les unités de conservation fédérales, l'ICM Bio est responsable du contrôle, également en association avec la police. Dans le Parc Amazonien de Guyane, les agents sont assermentés pour constater directement les éventuelles infractions. Néanmoins pour la surveillance de l'orpaillage, ce sont la gendarmerie et l'armée qui sont en charge des contrôles. Dans les ZDUC, en revanche, aucune institution n'est spécifiquement en charge du contrôle des zones, et c'est aux populations d'aller chercher les autorités compétentes en cas de besoin, ce qu'elles font rarement.

Les espaces protégés étudiés ne sécurisent pas pour autant les populations vis-à-vis de l'ensemble des activités qui pourraient être contraire au maintien de leurs modes de vie traditionnels. Les deux principales menaces de ce type rencontrées en Guyane et en Amapá sont les activités minières et la construction d'infrastructures considérées d'intérêt public.

Dans le cas des terres indigènes, nous avons montré que la possibilité d'ouvrir des exploitations minières sur autorisation du congrès et moyennant des contreparties versées aux populations avait été l'un des points sur lequel les acteurs indigénistes avaient cédé pour que le texte de la constitution puisse être validé et assurer toute une série d'autres droits fondamentaux aux populations. Ceci dit, cette brèche n'est pas négligeable car les demandes de titres miniers superposés aux terres indigènes en Amapá sont extrêmement nombreuses (Oliveira, 2010). Si les titres sont actuellement inactifs, les modalités selon lesquelles ces activités minières pourraient être réalisées dans les terres indigènes sont actuellement l'objet d'affrontement important au niveau national. Les ZDUC ont pour leur part un statut très précaire puisqu'elles ne sont opposables ni aux titres miniers, ni à quelque autre priorité nationale (travaux publics ou protection environnementale), et sont même révocables en cas de non usage constaté. Il semble néanmoins qu'elles aient été considérées dans le schéma départemental d'orientation minière, validé par arrêté ministériel, comme des zones interdites à l'activité minière (SDOM 2011). Le zonage du SDOM fait cependant l'objet de fortes contestations en Guyane, de la part des élus locaux (conseil régional) et des acteurs miniers.

La protection des populations face aux activités minières est mieux assurée dans les espaces protégés construits sur la base d'une annonce explicite du lien entre pratiques traditionnelles et protection de l'environnement. L'ouverture de titres miniers est ainsi interdite dans les RESEX, dans la zone cœur du Parc amazonien de Guyane, et, compte tenu du décret de création, dans la RDS Iratapuru. Dans le cas des ZDUC du Sud de la Guyane, la superposition avec le parc national constitue en ce sens un avantage, car la législation du parc endosse la sécurisation des populations vis-à-vis du secteur minier légal.

Aucune législation n'empêche la réalisation d'ouvrages considérés d'intérêt public (routes, barrages…).

Le Tableau 38 donne une vision synthétique des usages autorisés (vert) ou interdits (rouge) dans les différents dispositifs étudiés dans ce chapitre.

Tableau 38 : Activités réglementées dans les espaces protégés destinés au maintien des pratiques traditionnelles

	Activité minière	Activités traditionnelles (chasse, pêche, agriculture, élevage, cueillette)	Activités commerciales et industrielles	Recherche scientifique	Autres activités
RESEX Cajari		Pour les membres des communautés extractivistes.	Sauf activités extractivistes et exploitation forestière durable	Non mentionné	
RDS Iratapuru	Au titre du décret de création (2)	Selon plan de gestion.	Au titre du décret de création (2)	Encouragé, sur autorisation	
TI (Oiapoque et Wayampi)	(1)	Pour les Amérindiens uniquement.	Non mentionné	Non mentionné	Non opposable aux projets miniers ou d'utilité publique.
ZDUC		Pour les membres de la communauté.	(4)	Non mentionné	Non opposable aux projets miniers, d'utilité publique ou de conservation. (3).
Zone cœur du Parc Amazonien de Guyane		Pour les membres des communautés d'habitants et les résidents	(4)	Sur autorisation	

(1) sur avis du congrès et avec consultation et partage des bénéfices au profit des populations (Constitution). L'article n'est pas à ce jour réglementé.
(2) La loi n'interdit pas spécifiquement d'activités, mais le décret de création de la réserve interdit à l'article 4 l'implantation d'activités potentiellement polluantes, capables d'affecter les masses d'eau, de provoquer de l'érosion ou l'assèchement des ressources en eau ; les activités dommageables pour la biodiversité et en particulier la faune et la flore, toutes autres activités en désaccord avec le zonage ou le plan de gestion.
(3) Les 4 ZDUC du Sud ainsi que 4 au nord ne présentent pas de restrictions particulières. Il est simplement stipulé «« Pêche, cueillette, chasse et toute activité nécessaire à la subsistance ». Au nord, on rencontre un cas de gestion déléguée à l'ONF, et 5 cas avec des informations supplémentaires « usage de la terre » par exemple) ou des restrictions, dont la nécessité de demander à l'ONF des autorisations pour la coupe de bois ou l'ouverture d'abattis dans 3 cas.
(4) Une note juridique du conseil d'État remise au Parc amazonien sur les ZDUC stipule que « *L'intention du législateur n'a pas été de permettre le développement d'activités économiques dans l'acception moderne du terme mais il n'a certainement pas entendu restreindre la finalité desdites activités à l'autoconsommation, car si les activités commerciales proprement dites ne participent pas de la tradition me semble-t-il, le don et l'échange sont à la base des relations à l'intérieur des communautés et entre communautés » (Vestur, 2010, p. 5)*

3.1.3. Une influence importante des arrangements initiaux, mais une hybridation croissante des modèles de gestion.

En Amapá, les dispositifs dédiés aux populations correspondent aux revendications initiales, avec une délégation assumée de la gestion de ces territoires par les populations « traditionnelles » et des superficies en adéquation avec les besoins. La persistance dans le temps des arrangements

entre les acteurs depuis la création des dispositifs jusqu'à leur mise en œuvre est assez nette au travers des modalités de gestion mises en œuvre.

La place décisionnelle des communautés dans les conseils est importante. Il est intéressant de constater que le soutien à la mise en place des conseils délibératifs de la RESEX Cajari et de la RDS Iratapuru se font au travers de l'aide technique du WWF, financé par le programme ARPA, matérialisant ainsi nettement la continuation de l'alliance entre les trois catégories d'acteurs ayant amené à la création de ces espaces : populations locales, État (fédéré ou fédéral) et ONG environnementales. Face au succès des luttes et à la création des espaces revendiqués, les conflits sont redevenus plus locaux, avec un affaiblissement des connexions multiscalaires des populations. Pour autant, les instances créées dans les années 1990 (Conseil National des Seringueiros par exemple) existent toujours. Le changement de gouvernement à la tête de l'Amapá et la fin des financements issus du PPG7 ont notamment contribué à l'affaiblissement des dynamiques en cours (Entretiens IBAMA, Macapá, 2012).

Dans le cas des terres indigènes, on a vu une nette évolution du positionnement de la FUNAI, depuis une position de tutelle au moment où les terres ont été démarquées, vers une approche partenariale aujourd'hui formalisée. Le soutien financier prévu n'est en revanche pas toujours effectif, et les fonds publics prévus pour la FUNAI de Macapá en 2012 n'ont pas été débloqués ce qui freine la mise en œuvre de ses missions. La place des associations indigénistes de soutien aux populations reste extrêmement forte (ONG comme le Iepé, TNC), et se formalise au travers de partenariats et de projets mis en place dans les terres, incluant systématiquement une forte dimension participative. Cette forte place de la société civile, permet de conserver de forts liens entre le niveau local et le réseau indigéniste national, et de continuer à exercer une pression importante pour à la fois conserver et renforcer les droits des populations. C'est également grâce à leur soutien logistique et financier (mobilisation de fonds à l'international) que de nouvelles initiatives sont mises en place, comme la constitution d'un réseau transfrontalier des organisations amérindiennes à l'échelle du Plateau des Guyanes, pour partager les expériences, construire des positionnements sur les questions transfrontalières, et apporter un soutien aux populations qui, dans les pays voisins, n'ont pas acquis de droits aussi solides qu'au Brésil.

L'articulation du mouvement indigéniste à l'échelle nationale continue également à se faire de façon très active, comme en témoignent les grandes manifestations tenues au début d'octobre 2013, au cours desquelles les populations amérindiennes du Brésil ont manifesté dans toutes les grandes villes du pays pour protester contre les projets de modification de la constitution proposés par le congrès. Les campagnes de médiatisation menées à cette occasion témoignent en outre du fort rapprochement entre indigénistes et environnementalistes, via des alliances entre des

organisations indigénistes historiques telles que le Cimi ou l'ISA et des ONG environnementales considérées comme assez radicales, telles que Greenpeace[76] . La mobilisation récente du parlement brésilien contre les terres indigènes et les aires protégées en témoigne : 215 députés sur 513 ont signé une pétition en défense des intérêts des petits agriculteurs atteints par les aires protégées. Cela constitue en fait une attaque de plus des députés défenseurs des intérêts des grands propriétaires ruraux, fortement représentés au dans la chambre des députés du Congrès[77]. Ce mouvement est fortement dénoncé par les ONG environnementales et socio-environnementales brésiliennes (WWF, ISA…)[78].

Dans tous les cas, les ONG sont donc très présentes pour soutenir à la fois la mise en œuvre des dispositifs publics brésiliens et l'action des associations locales.

En Guyane ces acteurs sont, nous l'avons vu, très peu présents, et ce a fortiori dans le domaine socio-environnemental. Les politiques mises en œuvre pour favoriser la gestion des populations selon des pratiques « traditionnelles » existent, mais ne vont pas au bout de la reconnaissance des compétences gestionnaires de ces populations. La gestion mise en œuvre par les populations est même envisagée comme un frein à une « bonne gestion » par certaines instances, comme l'ONF. Le cas des ZDUC en est un exemple flagrant au vu de la timidité des droits qui sont finalement accordés par l'État aux populations. Ces dispositifs ont essentiellement une grande importance symbolique pour les communautés. Les débats concernant la charte du parc amazonien réactivent la question des ZDUC et de leurs enjeux. Les anthropologues, très actifs dans la mise en place de ces dispositifs sont par ailleurs fortement impliqués pour leur défense, y compris au sein du conseil scientifique du parc amazonien.

Le Parc Amazonien de Guyane a pris une position avant tout consensuelle, avec la mise en œuvre d'une gestion intégrée conciliant développement local, conservation de la nature et soutien aux populations traditionnelles. Il cherche des compromis, ce qui ne permet pas de pousser les logiques annoncées jusqu'au bout, en particulier concernant les populations locales. Il suscite ainsi auprès des populations de nombreuses attentes (éradication de l'orpaillage, développement des territoires et création d'emplois, etc.) et des déceptions en conséquences, qui rendent difficiles l'établissement d'un climat de confiance, y compris concernant le maintien à long terme des dérogations destinées aux populations vivant sur ce territoire. Pour le moment la reconnaissance de la gestion des populations traditionnelles en tant que porteuses d'une bonne gestion environnementale se fait principalement en leur ouvrant intégralement l'accès à la zone de cœur pour leurs usages (y compris habitations et agriculture). Par ailleurs, cela reste conditionné à

[76] par exemple : http://www.republicadosruralistas.com.br/, consulté en Octobre 2013
[77] http://www.socioambiental.org/pt-br/noticias-socioambientais/frente-parlamentar-de-atingidos-por-areas-protegidas-tem-lancamento-esvaziado, Consulté en Juin 2014
[78] Infographie du WWF, publiée en Juin 2014 :
http://www.socioambiental.org/sites/blog.socioambiental.org/files/nsa/arquivos/infografico2_0.pdf

l'établissement de règles locales de gestion, qui doivent être en adéquation avec les lois françaises et avec les pratiques des populations, ce qui constitue un défi de taille comme nous le verrons au chapitre 10.

Dans un tel contexte, sans structuration de ces groupes, ni véritable pouvoir de décision au sein des instances du parc, on peut douter des effets de telles annonces sur les dispositifs concrets de gestion.

Soulignons enfin les reconfigurations qui se profilent actuellement entre les modèles de préservation stricte des écosystèmes et les modèles basés sur la reconnaissance des pratiques des populations.

D'une part, on constate une reconnaissance de la légitimité des populations traditionnelles par une partie des environnementalistes. Nous avons déjà traité longuement des exemples montrant cette évolution, incarnée par le socio-environnementalisme brésilien, et dont la traduction se fait au travers de l'institutionnalisation de ces populations comme gestionnaires de l'environnement (RESEX, reconnaissance des TI comme aires protégées, populations amérindiennes dans le parc national…). De façon plus diffuse, on le retrouve aussi dans les plus « strictes » des aires protégées brésiliennes, avec une prise en compte croissante des enjeux liés aux pratiques des populations vivant à proximité des espaces protégés. Au Brésil, cela serait notamment du à l'arrivée d'une vague de gestionnaires plus jeunes à l'ICM Bio, porteurs de visions différentes de la gestion environnementale (entretien PNMT, adjoint au chef d'unité, Macapá, 2012,). De façon plus générale, après un durcissement des politiques environnementales dans les années 2000 (Rodary et Millian, 2008), les entretiens menés en 2011 avec différentes grandes ONG environnementales internationales ou nationales agissant en Amazonie brésilienne montrent un changement de paradigme d'action assez clair, y compris chez celles considérées comme les plus virulentes dans la protection de l'environnement (Greenpeace ou Conservation International par exemple), vers une prise en compte croissante des enjeux sociaux et la mise en place de processus de gestion participative. En France la loi de 2006 sur les parcs nationaux symbolise cette évolution, puisqu'elle officialise à la fois l'existence de liens forts entre la préservation des écosystèmes dans le cœur et les pratiques traditionnelles des populations de Guyane, et aussi l'existence d'interactions importantes entre la préservation du cœur et la mise en place d'activités durables dans la zone d'adhésion au titre des solidarités écologiques entre ces deux espaces.

En parallèle, on constate progressivement l'import d'outils de gestion propres aux espaces strictement protégés dans les dispositifs destinés aux populations traditionnelles, comme par exemple la généralisation des « plans de gestion » visant la planification (spatiale et temporelle) des activités de gestion. Si la logique de base était que les populations sont à même de gérer les ressources selon leurs coutumes propres, les acteurs institutionnels attendent de plus en plus une

formalisation des activités gestionnaires mises en œuvre. Ainsi, un « Plan de vie » et un «plan de gestion territoriale et environnementale » ont été mis en place dans les terres indigènes de l'Oiapoque, qui permettent notamment de communiquer avec les acteurs externes sur les priorités d'action dans les terres indigènes. Dans le cas des ZDUC, l'une des principales critiques adressées par les acteurs d'État aux populations en bénéficiant est de ne mettre en œuvre aucune « gestion » formalisée, qui permettrait de rendre des comptes et d'attester de la durabilité de leurs pratiques (Entretien préfecture de Guyane – Service général des affaires régionales, 2011). De la même façon, le statut dérogatoire des populations dans le parc amazonien doit s'accompagner à moyen terme d'une formalisation de règles de gestion attestant au niveau national que les choses sont « sous contrôle ». (Entretien chef de service patrimoines naturels et culturels au Parc Amazonien de Guyane, 2012).

Nous reviendrons sur l'importance prise par les documents de gestion dans le chapitre 8, et plus spécifiquement sur leur contenu, leur mise en œuvre, et leur contribution à l'efficacité environnementale de la gestion dans le Chapitre 10.

CONCLUSION DU CHAPITRE 6

Des dispositifs de gestion environnementale se basant sur les pratiques des populations locales pour préserver l'environnement ont été mis en place en Amapá et en Guyane. Les coalitions les ayant portées étaient structurées en réseaux multiscalaires beaucoup plus étendus au Brésil qu'en Guyane. Au Brésil, face à l'ampleur des pressions exercées par les programmes de développement de l'Amazonie sur les populations, les mouvements porteurs des revendications des populations amérindiennes, puis des populations extractivistes, se sont largement articulés de l'échelle très locale à l'échelle internationale, au travers de réseaux variés et interconnectés : réseaux multiscalaires des populations, réseaux d'ONG socio-environnementales et d'organisations religieuses ; soutien de certains fonctionnaires d'État agissant au sein de la hiérarchie. L'Amapá a été intimement connecté à l'ensemble de ces mouvements. Ces articulations multiscalaires ont permis la création de dispositifs nouveaux conférant des droits territoriaux et une reconnaissance de la légitimité des pratiques des populations traditionnelles pour gérer les ressources naturelles. Dans les RESEX et RDS, cela se base sur le développement d'activités commerciales, intimement liées au prélèvement de ressources forestières par les populations traditionnelles extractivistes ; dans les Terres indigènes, cela constitue simplement une dérogation d'application du droit de l'environnement, permettant aux populations de vivre selon leurs propres coutumes.

En Guyane française, les atteintes aux populations amérindiennes ont été plus limitées qu'au Brésil. A partir des années 1950 un fort mouvement d'assimilation des populations à la société nationale se met en place, basé sur une incitation à la sédentarisation et l'octroi des avantages sociaux aux populations amérindiennes. Si une partie des populations amérindiennes guyanaises s'est mobilisée politiquement dans les années 1980, les revendications sont restées d'ordre identitaire et philosophique et n'ont jamais été jusqu'à la recherche de modalités pratiques de gestion territoriale applicables à l'ensemble de la Guyane. Ce sont donc principalement des anthropologues français spécialistes de la région et certains fonctionnaires d'États sensibilisés à la question amérindienne qui ont porté la mise en place de dispositifs visant spécifiquement à reconnaître des droits territoriaux aux populations. Ces initiatives se sont heurtées à la constitution française, stipulant l'impossibilité de concéder des droits spécifiques à certaines catégories de population sur des critères ethniques, et à une opposition de l'élite créole locale, mais ont néanmoins abouti à la création d'un dispositif juridique spécifique, les Zones de droits d'usage collectifs. Les mêmes anthropologues ont porté les intérêts des populations dans le processus de création du Parc national, initialement basé sur une forte logique préservationniste. Après de très longues négociations, ce sont (i) la parution de la loi de 2006 sur les parcs nationaux, conférant des pouvoirs plus importants aux collectivités locales, et (ii) l'alliance entre environnementalistes et populations amérindiennes face aux lobby minier qui ont finalement permis la création du parc.

L'ensemble des dispositifs créés en Guyane est donc issu de concessions accordées par l'État aux populations, d'arrangements législatifs permettant de reconnaître des droits à ces populations sur la base de leurs pratiques, et non de leur origine.

On a finalement des réseaux plus actifs et un positionnement beaucoup plus assumé en faveur des populations traditionnelles, au Brésil qu'en France. Le lien entre pratiques traditionnelles et gestion de l'environnement y est également plus clairement affirmé. Cela se traduit dans l'organisation institutionnelle des dispositifs.

Au Brésil, les populations traditionnelles jouent, au travers de leurs représentants, un rôle important dans les instances décisionnelles des espaces protégés qui leurs sont dédiés. En outre, des moyens sont mis en place pour soutenir la gestion et l'intégrité de ces espaces, notamment au travers d'institutions publiques spécifiques : la FUNAI est l'acteur historique assurant l'articulation et la protection des populations amérindiennes face au reste de la société brésilienne ; l'ICM Bio, organisme de gestion environnementale en charge de la gestion des aires protégées fédérales, possède un service spécifiquement dédié aux aires protégées basées sur la gestion par les populations. En Guyane, le PAG dispose de moyens financiers et humains importants et soutient les pratiques des populations, mais les représentants coutumiers de ces dernières n'ont dans les faits qu'un rôle limité dans les prises de décisions concernant l'organisme dans son ensemble. Les

ZDUC ne bénéficient pour leur part que d'un statut législatif fragile, et d'un soutien presque inexistant de la part des pouvoirs publics.

De façon quelque peu caricaturale, on est au Brésil dans une logique visant à rechercher des moyens de sécuriser des territoires pour permettre le maintien des pratiques des populations traditionnelles, ce qui permet de protéger l'environnement. Les garants de la bonne gestion sont les populations, soutenues en cela par l'État et les ONG. En France, la question posée est plutôt de s'assurer que les pratiques des populations traditionnelles le restent, et ne deviennent pas néfastes pour la préservation de l'environnement. L'État reste le principal garant de la bonne gestion environnementale, en cherchant à maintenir des garde-fous pour limiter les dérives possibles des pratiques des populations. Si ces craintes sont peut-être justifiées dans un contexte d'évolution démographique et socio-économique rapide, elles ne permettent pas en revanche l'émergence d'une appropriation des dispositifs par les populations.

Les dispositifs ayant eu initialement des liens plus forts avec les acteurs porteurs de logiques de préservation (RESEX, RDS, PAG) sont mieux protégés réglementairement du développement d'activités économiques impactantes, dont principalement l'exploitation minière, que ne le sont les Terres indigènes ou les ZDUC.

On constate dans tous les cas une demande de rationalisation accrue des pratiques, qui se traduit par la mise en place de plans de gestion et de programmes visant à planifier l'utilisation des ressources.

Enfin, nous tenons à souligner que les acquis accordés à ces populations sont toujours à réitérer, particulièrement dans un contexte politique brésilien actuellement peu favorable aux unités de conservation et aux Terres indigènes.

Nous verrons dans la partie III comment se met concrètement en œuvre la gestion sur ces territoires, dans un contexte où effectivement, les pratiques traditionnelles évoluent rapidement à l'interface entre la tradition et une intégration de plus en plus importante dans des sociétés nationales.

Le dernier type de dispositifs que nous allons étudier dans cette partie sont les forêts publiques gérées : la FLOTA d'Amapá, mise en place en 2005, et le domaine forestier permanent de Guyane, espace d'application du Code forestier.

CHAPITRE 7

APPROCHE STRATEGIQUE DE LA MISE EN PLACE DE LA GESTION DURABLE DES FORETS PUBLIQUES DE GUYANE ET D'AMAPA

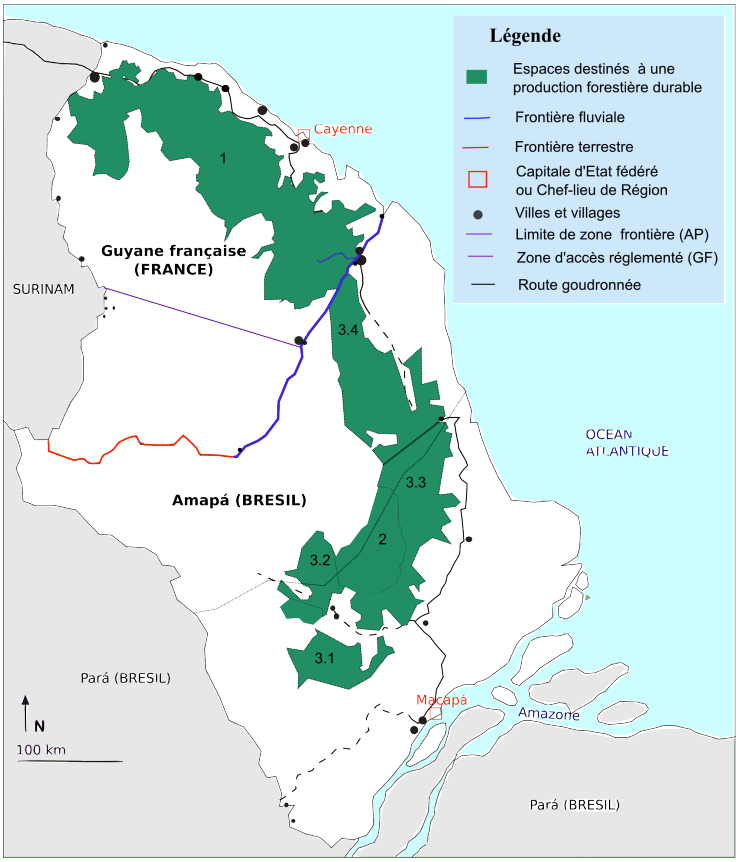
Lors du sommet de rio en 1992, la communauté internationale s'est engagée sur l'objectif de mise en place de modes de gestion durable des forêts, soulignant que « *les ressources et les terres forestières doivent être gérées d'une façon écologiquement viable afin de répondre aux besoins sociaux, économiques, écologiques, culturels et spirituels des générations actuelles et futures* ».

La gestion durable des forêts (GDF) s'est alors instituée, notamment en zone tropicale, comme le paradigme dominant en matière de gestion des espaces forestiers.

L'étude menée par Leroy *et al. (*2013) montre que les dispositifs de gestion durable des forêts mis en place dans le monde sont en nombre limité. Cette étude, basée sur une large analyse bibliographique et lexicologique et sur des entretiens, met en évidence l'existence de trois grandes catégories de dispositifs de gestion associés au concept de GDF : ceux qui visent à améliorer l'exploitation forestière, ceux qui valorisent le stockage du carbone forestier, et ceux qui se basent sur l'implication des populations locales (approches de gestion participative). Tous ces dispositifs se basent donc sur une valorisation économique de la forêt, tout en poursuivant des objectifs de bonne gestion écologique et sociale. Les RESEX et RDS étudiées au chapitre précédent relèvent en ce sens de la troisième catégorie.

Dans ce chapitre, nous nous proposons de revenir sur la façon dont la France et le Brésil tentent de mettent en œuvre les principes de gestion forestière durable dans les espaces de forêts publiques de Guyane et d'Amapá dédiées à cet effet.

La Figure 58 nous montre les limites des espaces aujourd'hui officiellement reconnus comme destinés à la mise en place d'une gestion forestière durable. Ils présentent dans les deux cas de très grandes superficies, et s'articulent globalement autour des axes routiers du littoral.



N°	Nom de l'aire protégée	Date
1	Forêts aménagées de Guyane	2006
2	*FLONA – Forêt nationale d'Amapá*	1989
3.1	*Forêt de l'État d'Amapá – FLOTA – Bloc 1*	2006
3.2	FLOTA – Bloc 2	
3.3	FLOTA – Bloc 3	
3.4	FLOTA – Bloc 4	

Figure 58 : Carte des espaces de gestion forestière durable en Guyane et en Amapá.

Pour comparer ces dispositifs et la gestion qui y est mise en œuvre, nous allons nous intéresser aux conditions historiques de leur émergence, pour observer comment elles influent sur les doctrines de gestion et sur les outils qui sont mobilisés en Guyane et en Amapá.

Nous allons ainsi montrer dans une première partie que l'ONF, acteur historique de la gestion forestière en France, joue, face à l'évolution globale des paradigmes de la gestion forestière, un rôle primordial dans la définition et la mise en œuvre d'une gestion forestière durable française en Amazonie. Soutenu par les résultats de la recherche forestière publique guyanaise, le modèle est mis en œuvre sur l'ensemble du territoire grâce à des subventions publiques, permettant l'aménagement des forêts, mais également le soutien des entreprises locales d'exploitation. Dans un second temps, nous verrons qu'en Amapá, et plus généralement au Brésil, la gestion forestière publique est innovante et récemment plébiscitée pour lutter contre les logiques de déforestation. La FLOTA d'Amapá a été créée dans ce contexte et l'État fédéré y met actuellement en place un système de concessions forestières, présentant des gardes fous pour la prise en compte de l'environnement. L'efficacité environnementale de ces concessions dépendra de la capacité de l'État à contrôler la gestion qui y est mise en œuvre par les entreprises sélectionnées. Nous allons analyser de façon comparée les modes de gestion sous-tendus par ces modèles. Nous verrons que si les logiques gestionnaires sont dans les deux cas basées sur l'exploitation durable de la forêt naturelle, des critères d'exploitation plus intensifs ont été retenus en Amapá qu'en Guyane.

Encadré 12

Petit glossaire des principaux termes forestiers[79]

Aménagement forestier : Définition d'objectifs assignés à une forêt en tenant compte des contraintes techniques, économiques, réglementaires, sociales et environnementales, ainsi que l'organisation dans le temps et dans l'espace des moyens (coupes, travaux, financements) à mettre en œuvre pour atteindre lesdits objectifs.

Accroissement : En foresterie, augmentation d'une grandeur mesurée d'un arbre ou d'un ***peuplement*** au cours d'une période donnée : diamètre, rayon ou circonférence (en cm par an), hauteur (en m/an), volume (en m3/an), etc. En particulier accroissement annuel du volume par hectare, qui s'exprime en m^3/ha/an.

Biomasse : Masse totale de l'ensemble des êtres vivants occupant, à un moment donné, un biotope bien défini. Le calcul de la biomasse peut se concentrer une partie seulement de l'écosystème (biomasse végétale, biomasse du peuplement forestier commercial).

Concession ou permis forestier : Espace défini sur une forêt publique, octroyé à une entreprise pour un laps de temps donné, en vue de l'exploitation des ressources forestières

Débardage : Transport de bois en forêt (en général jusqu'au point de chargement du camion).

Débusquage : Transport des bois coupés depuis le lieu d'abattage jusqu'à un endroit où ils sont repris par d'autres moyens de débardage (débusquage jusqu'à une piste de débardage par exemple).

Diamètre minimum d'exploitation

Eclaircie : Réduction de la densité d'un peuplement non arrivé à maturité en vue d'améliorer la croissance et la forme des arbres objectifs restants. Les produits ligneux exploités sont vendables.

Essence : Terme forestier correspondant à l'espèce botanique d'un arbre.

Grume : Tronc, ou section de tronc, d'un arbre abattu, ébranché et recouvert ou non de son écorce.

Grumier : Camion pour le transport des grumes.

Peuplement : Ensemble des végétaux ligneux (hors sous bois), quel que soit leur stade de développement, poussant sur une unité de gestion forestière. Le peuplement commercial est l'ensemble des végétaux susceptibles d'être exploités.

Rotation : Intervalle de temps entre deux passages en coupes de même nature sur une même unité de gestion. Nous utiliserons principalement ce terme pour désigner le temps entre deux phases d'exploitation sur une parcelle forestière donnée.

Série : Ensemble de parcelles ou sous parcelles ayant le même objectif ou le même traitement.

Surface terrière : Somme des surfaces des sections des troncs à 1,30 m de hauteur. S'exprime en m2/ha. La surface terrière est peu utilisée pour la sylviculture en milieu tropical.

Sylviculture : Ensemble des techniques visant à créer, renouveler, améliorer un peuplement forestier en anticipant, accompagnant ou orientant la croissance naturelle des arbres vers une production de biens (bois d'œuvre, bois d'industrie, bois de chauffage) ou de services (qualité paysagère, protection des sols, stockage du carbone, activités d'accueil et de loisir…) sans compromettre l'avenir de l'écosystème forestier.

[79] Les définitions utilisées sont principalement tirées du glossaire forestier édité par le CRPF du Pays de la Loire et le CRPF de Bretagne, ainsi que du lexique du CRPF du Limousin.

1. En Guyane, l'Office national des forêts au centre de la gestion forestière

Boutefeu (2005) montre bien dans sa thèse comment, en France, l'idéologie et les pratiques de l'administration forestière se sont construites, dès le XIX^{e} siècle, autour d'un corps de métier. L'ensemble des valeurs portées est ainsi enchâssé dans un esprit corporatiste fort de service public forestier. Acteurs uniques de la gestion des espaces boisés publics, les forestiers mettent en place des systèmes d'exploitation de la forêt visant à maintenir la ressource sur le long terme. La base de la sylviculture mise en place est l'aménagement forestier. Dans la vision principalement économique et utilitaire qui a longtemps prévalu, « schématiquement, l'aménagement organise la forêt dans l'espace et prévoit dans le temps les dates et l'importance des coupes » (Huchon, 1975 dans Arnould (2002).

C'est également en partie les fonctionnaires de cette administration qui sont à l'origine des premiers espaces protégés en France. En effet, toutes les missions de gestion concernant les forêts publiques étaient dans les mains des Eaux et Forêts.

> *« Les Eaux et forêts tenaient solidement en main la gestion des 4 millions d'ha de forêts domaniales et communales (1,65 million d'ha d'État et 2,45 millions d'ha communaux, soit près de 3 % du total forestier) protégeant les milieux naturels boisés, pratiquant le reboisement, constituant même des réserves improprement appelées « parcs nationaux » » (Richez, 1976).*

Paradoxalement, c'est aussi ce qui a conduit à un certain retard dans la mise en place de politiques nationales spécifiques aux espaces protégés. En effet, « *l'administration des Eaux et forêts, quelque peu échaudée avec le R.T.M*[80]*. et le Parc de la Bérarde, et qui gère aussi la chasse, la pêche et les paysages ne voit pas la nécessité de créer des structures administratives spécifiques pour protéger les espaces naturels.* » (Jaffeux, 2010).

En 1964, l'administration des Eaux et forêts devient l'Office national des forêts (ONF), établissement public à caractère industriel et commercial, mettant plus en avant une logique de valorisation économique et de rentabilité de la ressource forestière française.

Dans ses colonies, l'État exporte en milieu tropical, au travers de son corps de forestiers, les logiques et modèles gestionnaires développés en milieu tempéré.

« Ce phénomène s'est traduit par l'application en zone tropicale de modèles de gestion utilisés alors pour les écosystèmes tempérés, et donnant à l'État des responsabilités et un pouvoir de décision importants. » (Peyron et Maheut, 1999).

« Au cours de la première moitié du XXe siècle, les autorités coloniales se sont alors concentrées sur (i) la construction d'un corps techniciste forestier (création des services forestiers coloniaux, développement de l'enseignement des sciences forestières et des services de recherche) ; (ii) la délimitation des domaines forestiers en assurant l'accès aux ressources et leur contrôle par l'État

[80] Restauration des terrains de montagne

(Buttoud, 2001b) ; (iii) le développement et l'utilisation des technologies forestières et des pratiques d'exploitation (mise en place des premières plantations et prise en considération de la régénération naturelle). » (Leroy, Derroire, Leménager, & Vende, 2013, p. 18)

« Vers la fin du XX^e siècle, les écoles forestières françaises, allemandes puis anglaises ont conduit à son [l'aménagement forestier] application aux autres écosystèmes forestiers comme les zones sèches, les forêts de montagnes, les zones boréales et les zones tropicales. Cette diffusion a été facilitée par la formation active d'un corps de techniciens et d'ingénieurs appelés à perpétuer ces pratiques et modes de pensée, y compris dans les colonies, où les questions de gestion de l'exploitation forestière commençaient à prendre de l'ampleur. La logique d'aménagement forestier a donc naturellement accompagné les processus de gestion forestière en Afrique et en Asie sous l''influence française et anglo-saxonne, tout au long du XX^e siècle. » (ibid., p.20)

Nous nous proposons d'observer comment ces évolutions se sont traduites en Guyane au cours du dernier siècle. La Figure 59 donne les principales dates repères ayant jalonné cette évolution, avec un important tournant en 1994, marquant le passage d'une logique minière d'exploitation au travers de permis forestiers, à une logique de rationalisation croissante de l'exploitation de la ressource par l'État français.

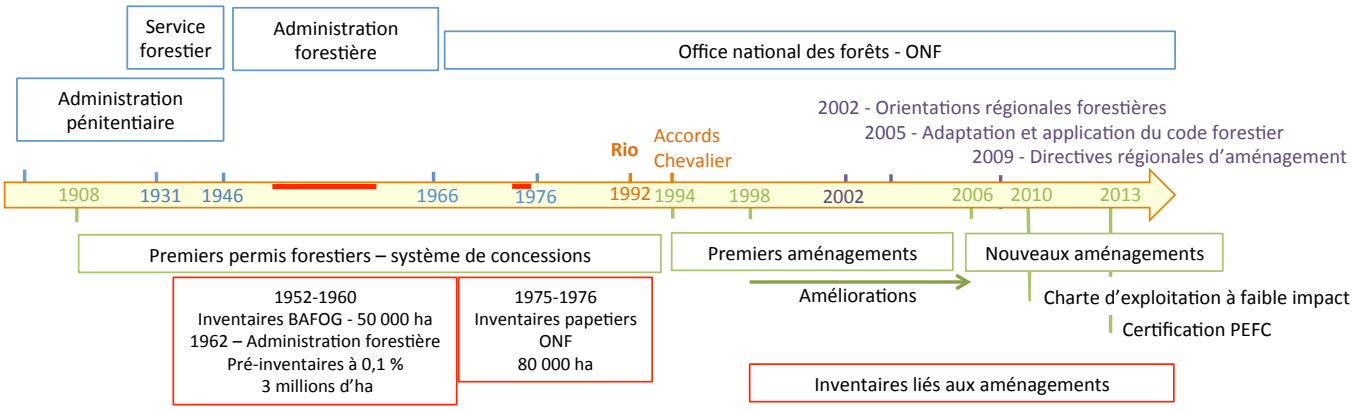


Figure 59 : Frise chronologique de l'évolution des pratiques d'exploitation forestière en Guyane.
En Bleu : administration en charge du suivi de l'exploitation forestière ; en Vert, mode de gestion de la forêt ; en Rouge : production de données d'évaluation de la ressources.

1.1. Rétrospective des logiques d'exploitation forestière en Guyane

L'objectif de cette partie est de montrer comment les expériences de gestion forestière passées ont contribué à construire les objectifs actuels de la gestion forestière en Guyane, puis d'analyser en détail les transformations récentes des dispositifs, induites par l'avènement du paradigme de la gestion forestière durable.

1.1.1. Les permis forestiers et le développement d'une expertise technique sur la forêt guyanaise.

Avant la seconde guerre mondiale, le principal exploitant était l'administration pénitentiaire[81], et une entreprise qui disposait d'un permis de 300 000 ha dans l'Ouest guyanais. Les concessions étaient gérées par le service des mines.

Le régime forestier se met en place en Guyane en 1926, d'abord uniquement sur le territoire de l'Inini, puis élargi à la Guyane entière en 1934. Le Service forestier dépend alors du ministère des colonies, sans lien direct avec l'administration des Eaux et Forêts de France métropolitaine.

L'exploitation est réglée par des permis d'exploration et d'exploitation, puis est mis en place le certificat d'origine visant à contrôler la légalité des bois. *« Durant cette période l'objectif prioritaire du Service Forestier sera la réglementation et la discipline de l'exploitation forestière »* (Valeix et Mauperin, 1990, p. 18), via la régularisation des exploitations, occasion de percevoir les redevances d'exploitation. Comptant au maximum quatre personnes, cette mission ne peut être remplie de façon efficace.

Avec la départementalisation en 1946, les services forestiers sont rattachés au ministère de l'agriculture et les moyens humains et financiers augmentent. L'installation du Bureau de l'Agriculture et de la Forêt de l'Ouest Guyanais (BAFOG) dans les années 1950 lance une dynamique de production de connaissances via des inventaires et des tests sylvicoles. L'administration forestière participe activement à cette dynamique en mettant en place des pépinières d'essences forestières locales et exotiques et en menant des inventaires inspirés de ceux du BAFOG. Cela amène à des conclusions qui joueront sur les choix effectués par la suite.

> *« Les inventaires réalisés ont permis d'avoir une idée assez précise des volumes de bois exploitables principalement pour le sciage, dans les régions de Saint Laurent du Maroni et de Cayenne. Ces études ont d'ailleurs bien démontré que la forêt guyanaise n'était pas aussi riche qu'on le croyait également. Dans le domaine de la sylviculture, il est apparu que la régénération naturelle de la forêt (NB : après coupe rase) était peu envisageable et que la régénération artificielle n'a pas été possible avec les essences indigènes ». (Ibid., p.18)*

[81] L'Administration pénitentiaire gérait le bagne de Guyane. Elle satisfaisait avec le bois l'essentiel de ses besoins pour la construction et pour la production d'énergie. Les deux principaux chantiers sont à Saint-Jean du Maroni (ouest de la Guyane) et à Camp Tigre, près de Cayenne.

Par ailleurs, suite à la mise en place d'une scierie expérimentale, on arrive à la conclusion qu'« *une scierie, même bien installée, ne pouvait dans les circonstances de l'époque, fonctionner sans l'aide de l'État*. » (Valeix & Mauperin, 1990).

Dans les années 1960, la philosophie gestionnaire évolue.

> *« Jusqu'ici, l'Administration des Eaux et Forêts s'est bornée à inventorier la forêt et à délivrer des permis forestiers. En 1961, M. Genty, alors conservateur des Eaux et Forêts, écrit : « le rôle de l'administration des Eaux et Forêts doit être de régénérer la forêt ruinée pas l'exploitation et de l'améliorer ». Dans ce but, un programme de régénération est envisagé, soit par substitution de peuplements artificiels à sylviculture intensive aux vieux peuplements, soit par régénération naturelle de la forêt » (Ibid., p. 20).*

C'est à cette même période que de grosses entreprises quittant l'Afrique suite à la décolonisation viennent s'installer en Guyane. Néanmoins, la production n'atteint pas les seuils escomptés par les entreprises[82], qui retournent contre toute attente en Afrique quelques années plus tard, en 1969. Les raisons invoquées sont la faible qualité du bois, notamment pour le déroulage, la faiblesse des infrastructures routières et portuaires (pour l'export), le coût élevé de la main d'œuvre.

Malgré ces échecs, les auteurs écrivant à cette période continuent de considérer la forêt comme « *une des seules chances de la Guyane pour son développement* » (Marchand, 1973). Les échecs passés sont interprétés principalement comme liés au contexte économique et social de la Guyane, non suffisamment préparée à l'accueil d'entreprises de la taille des entreprises africaines. La forêt guyanaise reste ainsi considérée comme largement sous-exploitée, faute de conditions adéquates en termes de main d'œuvre et d'infrastructures (Hautbois, 1979).

L'implantation de l'ONF en Guyane en 1966 s'accompagne d'une politique de relance de l'économie forestière.

> *« Conscient de l'importance de l'enjeu, et de la responsabilité qu'il assume, l'Office national des forêts, jusqu'ici, bien malgré lui, gardien plus que gérant de la forêt, n'a pas cru pouvoir se dérober à la mission de préparer et réaliser une relance de l'économie forestière de Guyane, mission que vient de lui confier l'État » (Marchand 1973, p. 201).*

La relance se base sur deux axes principaux, explicités ainsi par Henri Marchand, le chef de la mission d'outre-mer atlantique de l'ONF. D'une part le choix est fait de soutenir économiquement les petites entreprises présentes en Guyane, raisonnement qui, nous le verrons, prévaut encore aujourd'hui

> *« Même si la rentabilité des entreprises subsistantes ne peut être excellente, et si leur développement maximum ne peut fournir de résultats appréciables à l'échelle de l'économie générale du département, elles sont socialement intéressantes et nécessaires, et l'approvisionnement du marché local est tributaire de leur maintien en activité.*

[82] pour Rougier par exemple, sur une concession de 207 000 ha, 38 000 m^3 de grumes et 14 400 m^3 de placages étaient attendus, pour une production finalement atteinte de seulement 29 000 m^3 de grumes et 7607 m^3 de placages (Valeix et Mauperin, 1990, p.27)

L'assainissement de leur situation doit être recherché, grâce à une assistance technique accrue, ainsi qu'à un système d'aides adaptées à leurs besoins réels » (ibid, p.203).

D'autre part l'ONF soutient la mise en place de grosses unités industrialisées et intégrées. Ce deuxième objectif implique de poursuivre les études en cours des ressources forestières car « *aucune firme industrielle sérieuse, et d'envergure, n'aurait accepté de venir en Guyane sans obtenir des informations suffisantes sur la forêt guyanaise, ses possibilités et les conditions techniques et financières de son exploitation » (Ibid.)*. Cela se doit également de passer par une logique de démarchage des industries. De grands inventaires dits « papetiers » sont ainsi réalisés dans toute la partie nord de la Guyane, pour fournir une base solide à l'installation d'industries papetières intéressées pour s'installer dans la zone (voir Figure 61). Dans le cadre du Plan vert déjà évoqué, trois grosses entreprises déposent des projets pour monter des usines de pâte à papier, mais les projets ne sont pas menés à terme car les conditions pour l'essor de cette activité ne sont pas réunies : la mobilisation des bois est trop peu rentable, et l'inexistence d'un port en eaux profondes ne permet l'export de la cellulose produite (Valeix & Mauperin, 1990).

Finalement, l'idée d'un développement économique basé sur l'installation de grosses entreprises tournées vers l'export est abandonnée, pour favoriser plutôt les entreprises locales. La logique de développement actuel de l'activité forestière en Guyane est restée aujourd'hui axée sur ces principes : un soutien continu de la puissance publique à un réseau de petites entreprises, dans un objectif premier d'approvisionnement du marché local.

« Depuis plus d'un quart de siècle la puissance publique consent au bénéfice de l'exploitation forestière de nombreux avantages que nous ne décrirons pas en détail, et énumèrerons simplement : primes d'équipement – primes d'emploi – exonérations fiscales diverses – construction de pénétrantes forestières – subvention aux pertes secondaires – détaxe pétrole – ristourne de forêt, etc. Une mise en œuvre soutenue de cette volonté politique conjuguée avec le « boom » immobilier que connaît actuellement la Guyane ainsi qu'avec l'émergence d'un tissu assaini de petites et moyennes entreprises dont la taille est beaucoup mieux adaptée que précédemment aux spécificités locales, laisse enfin augurer un avenir prometteur pour la filière-bois guyanaise. » (Valeix et Mauperin, 1990, p. 29).

La création des infrastructures nécessaires à l'exploitation forestières est également en grande partie financée sur fonds publics (ouverture des pistes via des financements ONF et au travers du Fonds forestier national). Les entreprises sont subventionnées pour l'ouverture des pistes secondaires.

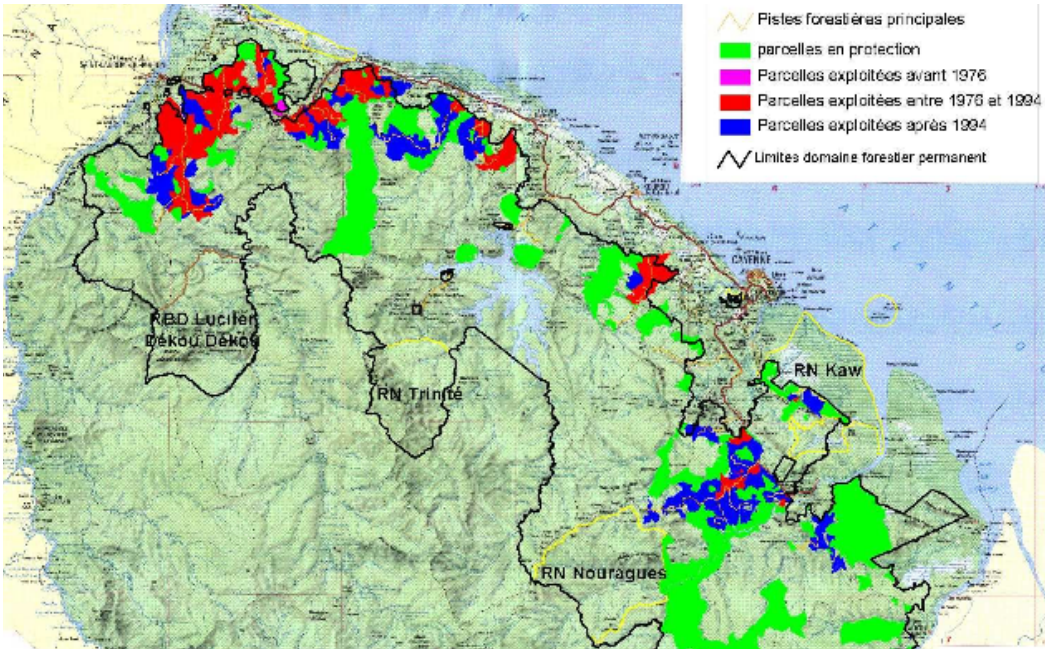


Figure 60 : Zones d'exploitation forestière en Guyane française. Source : ONF 2009b

Finalement, jusqu'en 1994, l'exploitation forestière s'est principalement concentrée dans l'ouest de la Guyane. Le système de permis forestiers en place n'a pas permis un suivi précis des volumes exploités et tout au plus des estimations sont disponibles (Tableau 39).

Tableau 39 : Historique de l'exploitation forestière en Guyane française.
Données source : ONF 2009b et Valeix 1990.

	Organisme responsable	**Mode de gestion des permis délivrés aux entreprises**	**Volume prélevé**	**Surface parcourue**
1852 - 1946 (94 ans)	Service forestier (4 pers. au max) et administration pénitentiaire	Permis d'exploration valable un an non renouvelable pour évaluation de la ressource. Permis d'exploitation valable un an, renouvelable à l'infini. Pas de superficies maximales. Conditions : Redevances superficiaires fixées par types de produits. Achat d'une licence personnelle. Taxes à l'export uniquement.	67 750 m^3 soit env. 720 m^3/an	50 000 ha maximum. Les permis n'étaient jamais parcourus intégralement.
1946 - 1976 (30 ans)	Service forestier puis ONF (13 pers. en 1949)	Même principe qu'avant, mais augmentation des redevances superficiaires. Permis octroyés par le préfet, ou par décret ministériel pour les superficies > à 50 000 ha	776 600 m^3 soit env. 25000 m^3/an	250 000 ha maximum
1976 - 1994 (18 ans)	ONF	Permis d'exploration valable 18 mois, non renouvelable, allant de 10 000 à 300 000 ha Durée max. du permis d'exploitation dépendante de la taille du permis, entre 10 ans et 30 ans, renouvelables. Conditions : Redevance superficiaire et d'abattage (par m^3)	1 462600 m^3 soit env. 76900 m^3/an	420 000 ha

Jusqu'ici, l'exploitation mise en place au travers des permis forestiers ne permettait donc pas de suivre la ressource exploitée, et encore moins de maîtriser les conditions d'une nouvelle exploitation ultérieure. Le service forestier se contentait d'attribuer les permis, et de contrôler approximativement les volumes exploités. Cela est qualifié d'exploitation minière des ressources forestières. Certaines essences particulièrement recherchées et surexploitées (principalement le bois de rose, utilisé pour la distillation) sont d'ailleurs devenues rares sur le territoire.

En revanche, les efforts visant à offrir une meilleure vision du territoire et des ressources aux grosses entreprises forestières puis papetières ont permis de constituer une première base de connaissance sur la composition de la forêt et la répartition de la ressource (Figure 61).

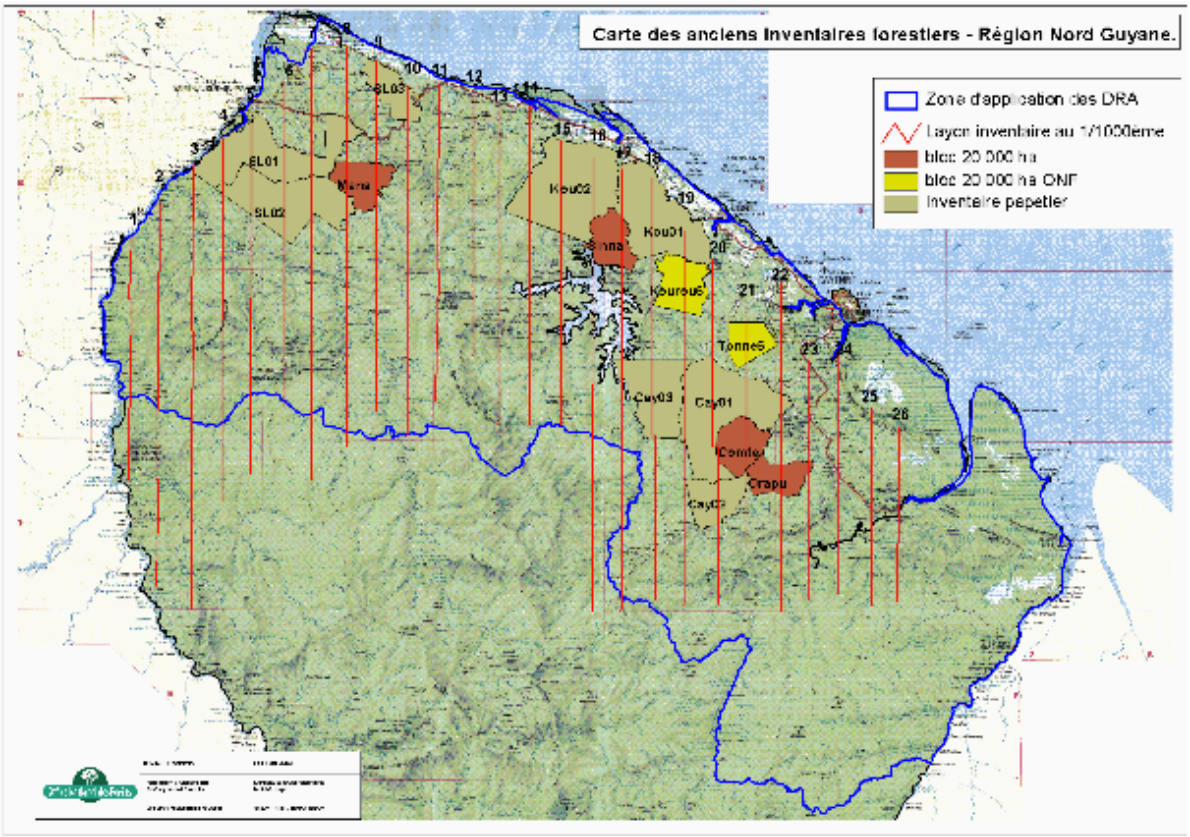


Figure 61 : Carte des anciens inventaires forestiers. Source : ONF 2009b

En 1990, le secteur forestier n'est donc pas très dynamique, et s'articule autour de quelques petites entreprises, soutenues économiquement par l'État. La production annuelle moyenne globale augmente cependant, et e nouveaux territoires sont ouvert à l'exploitation, au rythme de 30 km de pistes construites annuellement. Le suivi des volumes exploités est mauvais, mais la connaissance de la ressource forestière globale est bien meilleure grâce à des efforts d'inventaires importants. Aucun suivi des pratiques d'exploitation n'est réalisé. La seule exigence qui commence à se mettre en place est la construction de l'ensemble des pistes secondaires sur un permis – permettant de valoriser la ressource au maximum – comme condition pour pouvoir prétendre à l'obtention du permis suivant.

Pourtant, à la fin des années 1980, dans un contexte mondial en évolution, les courants de pensée changent autour de la gestion forestière, pour une prise en compte de plus en plus importante des enjeux environnementaux et sociaux. Catastrophes écologiques et boycott des bois tropicaux par les grandes ONG internationales propulsent la forêt, et tout particulièrement les forêts tropicales, sur la scène internationale. Les premières réflexions sur l'articulation entre des enjeux de production et des enjeux de protection environnementale voient alors le jour en Guyane.

1.1.2. 1994, des permis forestiers aux aménagements : intégrer le paradigme de la gestion durable des forêts

Au niveau international, la montée des critiques écologiques visant à dénoncer le rôle de l'exploitation forestière dans la déforestation tropicale, ainsi que la raréfaction des ressources ligneuses tropicales suite à une exploitation d'écrémage conduisent les pays importateurs et exportateurs de bois à reconsidérer les politiques forestières (Buttoud, 1995).

> *« Les critiques écologistes d'abord, puis ensuite et surtout la crainte partagée aussi bien par les producteurs que par les consommateurs d'assister à la fin prochaine du modèle, ont amené vendeurs et acheteurs à réfléchir à la définition de nouvelles normes d'exploitation susceptibles de permettre un entretien de la ressource à long terme » (ibid, p.5).*

Si cet auteur montre que ce sont avant tout les modalités économiques qui guident l'évolution des importations et des exportations, les États se mettent néanmoins d'accord, « sur le papier », au travers de la déclaration en 1992, puis de l'accord international de 1994 sur les bois tropicaux *« sur l'objectif commun de n'échanger que des produits issus d'une exploitation forestière durable d'ici la fin du siècle » (ibid, p.8).*

Cela s'est traduit par un transfert des méthodologies forestières européennes des pays du Nord vers leurs anciennes colonies. La Guyane donne à la France un statut spécifique dans ces négociations, lui conférant, au-delà de son statut d'importateur, la qualité de seul pays européen producteur de bois tropicaux.

> *« La participation de la France à l'accord international de 1994 sur les bois tropicaux se justifie par son rang de deuxième importateur européen de bois tropicaux, par son attachement à une coopération internationale approfondie entre pays producteurs et pays consommateurs de matières premières, et par l'importance qu'elle confère à la défense de l'environnement et à la promotion du développement durable. […]Notre pays est un importateur important mais se trouve dans une situation particulière, car il est également, grâce à la Guyane, producteur - modeste - de bois tropicaux. » (Senat 1997)*[83]

Cela implique une refonte profonde du système d'exploitation forestière en Guyane, pour répondre aux préconisations de la France à l'international. Si dans la majeure partie des pays tropicaux du monde les plans d'aménagement mis en œuvre au travers d'un système de concessions

[83] Minutes de la séance du 10 décembre 1997 au Sénat, autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 ; consulté le 06/09/2013 sur : *http://www.senat.fr/seances/s199712/s19971210/sc19971210006.html*

se généralisent, en Guyane, une adaptation du modèle de gestion français par l'État est enclenchée, mettant ainsi totalement fin aux permis forestiers (qui sont le nom français donné aux concessions forestières).

L'une des principales motivations à ces changements tient à la volonté d'exemplarité au niveau international. Cet impératif ressort de façon généralisée dans tous les documents, soient-ils scientifiques ou politiques pour justifier les nécessités d'évolution des systèmes d'exploitation. Le directeur régional de l'époque écrit ainsi peu de temps après avoir quitté son poste en Guyane.

> *« Les activités forestières présentes et futures, pouvant faire l'objet d'une délimitation spatiale, la Guyane peut et doit, non seulement rechercher les meilleures voies de son développement économique, mais aussi bâtir, pour les générations futures, une politique dynamique de protection de son patrimoine naturel, qui engendrera sans nul doute de nombreuses retombées, tant dans le domaine de la recherche scientifique et de ses applications pratiques, que dans celui d'un tourisme de découverte particulièrement adapté à la forêt tropicale humide. C'est semble-t-il dans une telle perspective que les différentes instances, locales, nationale et européenne devraient s'associer afin que la Guyane ait les moyens de gérer exemplairement un patrimoine forestier aussi fragile qu'inestimable. » (Valeix 1991, p. 106)*

A partir de 1994 se dessine ainsi un nouveau modèle, non seulement de l'exploitation forestière, mais plus généralement de la gestion territoriale de la Guyane.

Les changements sont principalement basés sur :

(i) une d'organisation territoriale des activités et un zonage global du territoire guyanais, avec l'attribution de vocations aux grands domaines définis, et notamment la définition d'une zone destinée à la gestion forestière durable.

(ii) la création d'outils techniques et de connaissances permettant d'atteindre les objectifs fixés pour chaque zone, avec principalement (a) un outillage technique de surveillance de l'ensemble du territoire, (b) le développement de méthodes et de connaissances permettant de mettre en œuvre d'une planification et un contrôle de l'exploitation, au travers de l'aménagement forestier. Cela se traduit par un maintien fort des liens entre recherche et gestion.

(iii) le maintien et le développement d'actions de soutien à la filière forestière, pour l'adoption de pratiques d'exploitation plus durables, dans l'optique d'accéder à la certification.

Les liens commerciaux entre l'ONF et les entreprises forestières changent pour se rapprocher du modèle métropolitain. En effet, l'ONF ne « loue » plus une concession pour un laps de temps défini, dans laquelle l'entreprise achète les bois qu'elle souhaite, selon les modalités d'exploitation qu'elle choisit. C'est maintenant l'ONF qui réalise les inventaires, définit les bois qui doivent être exploités dans des parcelles, et impose certaines contraintes écologiques pour la mise en œuvre de l'exploitation. La gestion est donc centralisée : l'ONF définit ce qui doit être coupé, ou, et selon quelles modalités.

1.2. Un nouveau modèle de gestion forestière, centré sur la planification de l'espace et de la ressource en bois par l'État

Nous allons détailler maintenant les bases du modèle nouvellement mis en place, en montrant les évolutions législatives et techniques sur lequel il est fondé, et en présentant les moyens financiers et humains qui y sont associés.

1.2.1. Une réflexion à l'échelle de la Guyane : zonage et clarification législative

Dans la mouvance des politiques métropolitaines, le maître mot devient la multifonctionnalité des espaces, visant à concilier les différents usages de la forêt. En Guyane, cela se traduit principalement par de la mise en place d'un zonage « emboîté » du territoire.

« *La stratégie de l'ONF depuis 1998 consiste à mettre en œuvre une gestion durable et multifonctionnelle de la forêt guyanaise, devant être exemplaire et pouvoir servir de référence aux pays forestiers tropicaux en développement* » (Dutrève et al., 2001, p.67)

L'ONF étant responsable pour l'État de l'ensemble des massifs forestiers boisés, soit près de 95 % de la Guyane, la réflexion menée se fait à l'échelle territoriale. En 2003, Michel Bordères, directeur général de l'ONF décrit ainsi cette évolution.

> *« Dans les années 1990, l'État demandait à l'ONF (accords Chevalier) de s'engager résolument dans une démarche de gestion forestière durable. La première phase consistait alors à entreprendre un zonage du massif forestier guyanais, dans son ensemble, par grandes vocations. Ce premier zonage par vocations et objectifs prioritaires était ainsi défini :*
>
> *• **Une zone sublittorale** : située à l'arrière de la zone littorale de développement agricole et urbain, elle s'étend d'ouest en est sur toute la façade guyanaise, sur environ 70 km de profondeur et 10 000 km^2. Dénommée **"zone des forêts aménagées",** elle est réservée prioritairement à la production de bois d'œuvre d'essences locales. […]*
>
> *• Une immense zone, dénommée **"le massif intérieur"** : d'environ 60 000 km^2, elle s'étend au sud des forêts dites aménagées. Sa vocation à long terme n'avait pas à être définitivement déterminée dans la mesure où on ne pouvait préjuger des besoins à long terme liés au développement socio-économique de la Guyane. […]*
>
> *• Les zones dites **"de droit d'usage"** : dépendant du domaine privé de l'État, elles avaient déjà fait, en règle générale, l'objet d'une reconnaissance, par arrêté préfectoral, de droits d'usage au bénéfice de «* communautés d'habitants tirant traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt *». […]. Elles couvrent actuellement environ 6 500 km^2 et, bien que relevant des dispositions du Code forestier, l'ONF n'est pas impliqué dans leur gestion ». (Bordères, 2003, p. 228)*

Concrètement, il s'agit en fait de clarifier les orientations de gestion par espace, et donc les missions de l'ONF sur ces différentes zones. Les zones de droit d'usage, ou ZDUC, ont déjà été largement évoquées dans le chapitre précédent. Nous avons vu que, sauf exceptions, l'ONF était effectivement peu impliqué dans leur gestion. Dans le massif intérieur, mais également sur la zone littorale de développement agricole, ce sont principalement des missions de surveillance du foncier

et un contrôle de la légalité des activités (minières, agricoles…) qui sont mises en œuvre sur les espaces forestiers. Les vocations y sont définies par les documents politiques de planification de l'usage des sols (Schéma d'aménagement régional, documents d'urbanisme…). En revanche, des missions beaucoup plus précises sont attribuées à l'ONF sur la zone sublittorale des forêts aménagées, où une vocation de « gestion forestière durable » est définie, sur des terres publiques.

Nous allons détailler quels sont les outils techniques et législatifs mis en place pour assurer ces différentes missions.

1.2.1.1. Des missions générales sur l'ensemble du territoire : contrôle du foncier et des infractions en milieu forestier

Sur l'ensemble du territoire forestier public de Guyane, soit plus de 90 % du territoire, l'ONF exerce des missions de contrôle général de l'utilisation des terres pour le compte de l'État. Ces missions s'organisent autour de deux pôles d'action principaux : le contrôle du foncier, et la surveillance de l'orpaillage illégal.

La partie foncière implique principalement le contrôle de la légalité des installations, et leur régularisation éventuelle, en lien aux autres administrations concernées. Ce sont les agents forestiers, en lien avec le service « foncier » au siège de l'ONF Guyane qui sont en charge de ces dossiers. Ils concernent principalement le suivi des installations agricoles et des habitations mis en place sans autorisation sur le domaine de l'État. Aucune régularisation de ces installations ne peut être envisagée sur le domaine forestier permanent.

Le suivi permanent des impacts de l'orpaillage illégal constitue la deuxième grosse activité de surveillance. Dans les années 1990, face à la recrudescence de ces activités sur le territoire guyanais, une cellule spécifique a été mise en place pour repérer les sites illégaux, les cartographier, et les contrôler. Cette activité s'étoffe de compétences supplémentaires de détection satellitaire, développées en lien avec le Cirad et la direction de l'environnement.

Nous reviendrons sur ces productions de données et leur valorisation dans le Chapitre 9.

1.2.1.2. Des missions renforcées sur le domaine forestier permanent, zone d'application du régime forestier

Sur la zone sublittorale des forêts aménagées, l'ONF est gestionnaire au sens fort, c'est-à-dire qu'il est responsable de l'organisation du territoire, et de l'ensemble des activités qui y sont mises en œuvre. Cette responsabilité découle en fait de l'application du régime forestier sur cette zone, dite « Domaine forestier permanent ».

Le code forestier, réglemente les activités touchant à la forêt en France, et particulièrement la gestion forestière. Son article 1 définit les principes de base de la politique forestière française vis-à-vis des forêts.

> *« La mise en valeur et la protection des forêts sont reconnues d'intérêt général. La politique forestière prend en compte les fonctions économique, environnementale et sociale des forêts et participe à l'aménagement du territoire, en vue d'un développement durable. Elle a pour objet d'assurer la gestion durable des forêts et de leurs ressources naturelles, de développer la qualification des emplois en vue de leur pérennisation, de renforcer la compétitivité de la filière de production forestière, de récolte et de valorisation du bois et des autres produits forestiers et de satisfaire les demandes sociales relatives à la forêt. La gestion durable des forêts garantit leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire, actuellement et pour l'avenir, les fonctions économique, écologique et sociale pertinentes, aux niveaux local, national et international, sans causer de préjudices à d'autres écosystèmes. » (Article 1 du code forestier)*

Normalement appliqué à l'ensemble des forêts publiques, le régime forestier décliné dans le titre I du code forestier, définit les règles de la gestion forestière, et donc notamment un ensemble d'obligations pour le gestionnaire ONF. Il n'a donc pas été souhaité de l'appliquer à l'intégralité du territoire de la Guyane dans un premier temps. La zone d'application du régime forestier définie par décret en 2008, est communément appelée « Domaine forestier permanent ».

> *" [Le] domaine forestier permanent est bien à part. Il a été institué par un décret et son objectif de gestion est très clair : c'est une forêt qui doit rester de la forêt et qui doit produire du bois pour répondre aux besoins locaux". (Entretien direction régionale de l'ONF Guyane, Cayenne, 2012)*

Ses limites ont été définies en tenant compte de l'accessibilité et de la surface nécessaire pour assurer un approvisionnement en bois local, tout en gérant la forêt durablement. La bande littorale en a été exclue, car elle est réservée aux communes pour leur développement à venir, qui passe nécessairement par des défrichements. Le domaine forestier permanent est délimité sur la Figure 62 par la ligne noire.

Au titre du régime forestier, sur le domaine forestier permanent, un ensemble de documents de planification doivent être mis en place à différentes échelles spatiales pour encadrer la gestion durable des forêts.

(i) Les orientations régionales forestières (ONF, 2005), constituent un document stratégique élaboré pour chaque région. Celui de la Guyane a en fait été rédigé en 1998 et 1999, en concertation avec les acteurs de la filière forestière (15 réunions de travail réalisées) puis publié en 2005. Ce document, validé par arrêté ministériel établit une vision politique globale et zonée des attentes vis-à-vis des espaces forestiers sur l'ensemble de la Guyane, ainsi que des grands principes à mettre en œuvre pour son exploitation.

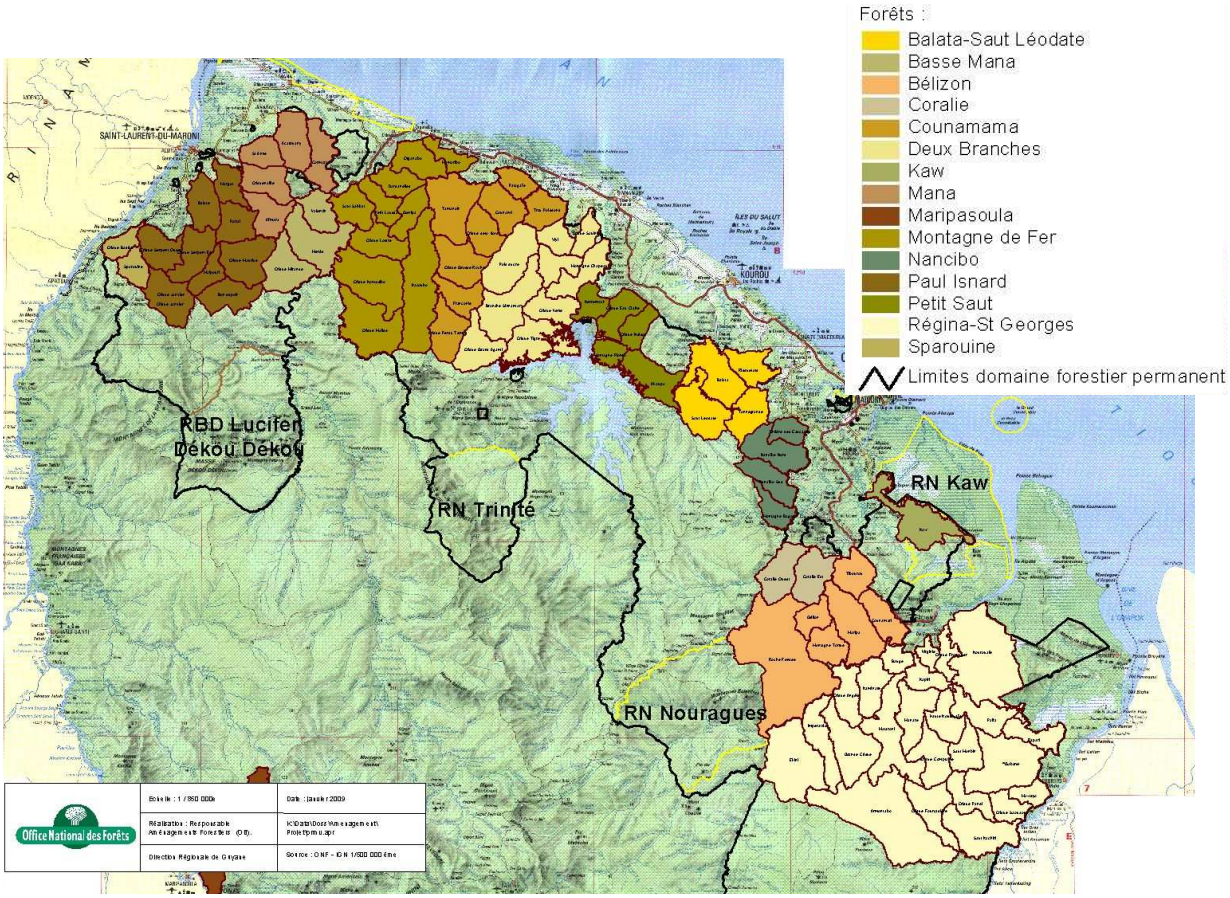


Figure 62 : Zone d'application du régime forestier. Source : ONF 2009b

(ii) Les directives régionales d'aménagement (ONF, 2009) réalisent un diagnostic de la zone définie par décret comme relevant du régime forestier. Le document synthétise les grands enjeux relatifs aux forêts sur ces territoires. Il s'agit des :

« - enjeux de conservation des rôles écologiques des forêts : conservation de la biodiversité dans toutes ses formes : écosystèmes, habitats, espèces et génétique, conservation du stock de carbone séquestré dans la biomasse forestière et les sols nécessitant un contrôle de l'intégrité des forêts, protection des sols et des milieux aquatiques, conservation en bon état écologique d'écosystèmes forestiers de grande taille, valeur en soi des forêts tropicales humides de Guyane reconnue au niveau mondiale.

- enjeux de valorisation économique : approvisionnement d'une filière bois locale diversifiée et génératrice d'emploi, développement d'une filière éco touristique, valorisation de molécules aux propriétés nouvelles pour des utilisations pharmaceutiques, cosmétiques ou industrielles, utilisation des produits de la forêt pour des communautés tirant leur survie de la forêt (chasse, cueillette, agriculture itinérante...), activité minière légale et extraction de matériaux de carrières.

- enjeux de société : accueil du public en forêt et développement de loisirs de proximité, y compris, dans le respect des équilibres et de la réglementation, d'activités cynégétiques à titre de loisirs, sensibilisation à l'environnement en particulier des jeunes générations dans un objectif d'appropriation du milieu forestier, rôle identitaire de la forêt et perpétuation des savoirs traditionnels, mise en valeur des richesses culturelles, cultuelles, historiques conservées en forêt.

- enjeux de connaissance : connaissances scientifiques permettant la caractérisation des écosystèmes et habitats forestiers ainsi que des espèces les peuplant et des molécules produites, connaissances en matière de dynamique des écosystèmes, connaissances de l'écologie des espèces animales et végétales, maintien des savoirs traditionnels. » (ONF 2009b, p. 68)

Ces enjeux sont par la suite déclinés et priorisés pour chaque « forêt » (les zones de couleur sur la Figure 62). Les principes et méthodologies à mettre en œuvre pour la rédaction des différents aménagements forestiers sont déclinés. Les principes méthodologiques innovants sur lesquels se base la délimitation des zones visant un arbitrage entre exploitation et préservation, ainsi que leurs limites sont abordés en détail. Il est intéressant de constater le contraste entre la rigueur scientifique de la rédaction concernant les aspects techniques de la gestion forestière, et le côté beaucoup plus empirique et « à dire d'expert » concernant les autres activités existant dans la forêt (contexte social et pressions anthropiques). Les principes techniques d'établissement des aménagements en Guyane sont détaillés dans de nombreux articles (par exemple Brunaux et Demenois, 2003; Dutreve et al., 2001; Guitet, 2005; Guitet et al., 2009; Guitet et al., 2012). Nous y reviendrons ultérieurement.

(iii) Les aménagements forestiers : Ces documents sont rédigés par l'ONF pour chaque forêt, suite à un diagnostic approfondi des enjeux multiples qui y sont liés, et dans l'optique d'une planification à long terme (65 ans) des actions à y mener. Cela se traduit principalement par un zonage des activités dans la forêt et l'attribution de vocations principales à chacune des zones, en les classant au sein de « séries » d'usage. A chaque série correspond donc une série d'activités envisageables ou non sur la zone (voir Tableau 40).

Tableau 40 : Réglementation des activités par séries dans le domaine forestier permanent.
Source : ONF (2009a).

Activité / Série	Production de bois d'œuvre	Autres produits forestiers	Exploitation minière	Accueil du public et tourisme	Recherche scientifique	Abattis traditionnel itinérant
Série de production						
Série d'intérêt écologique						
Série de protection générale des milieux		(1)				
Série d'accueil du public						
Série d'usages traditionnels	(1)	(1)				(1)

Vert = compatible, Blanc = toléré et Rouge = incompatible.

(1) Ces autorisations ne sont valables que pour des activités réalisées au sein même de la communauté concernée.

La mise en place du schéma départemental d'activité minière en Guyane en 2011 (SDOM) a mis en évidence le fait que le document d'aménagement forestier avait valeur d'opposition pour toutes les activités concernant la forêt, à l'exception de l'établissement d'une concession minière, délivrée au titre du code minier.

On constate que les abattis traditionnels sont considérés particulièrement impactants et sont uniquement réservés aux séries d'usages traditionnels. Dans les faits, ces séries correspondent aux zones de droits d'usage collectifs préexistantes.

La logique retenue est donc un découpage de l'espace permettant une planification et une priorisation des activités, à travers lesquelles un équilibre est défini entre les différents objectifs poursuivis par le gestionnaire forestier public.

Nous allons détailler plus précisément la méthode de rédaction de ces aménagements, à la base de la conception française de la gestion forestière durable.

1.2.1.3. Planification détaillée de l'exploitation : les aménagements forestiers

Une première génération d'aménagements simplifiés a été mise en place entre 1993 et 1998. Ils répondaient aux critères suivants : une unité aménagée de 10 000 ha, dont 10 à 20 % étaient classés en série de protection. Les espaces à exploiter étaient découpés en parcelles de 300 ha qui étaient inventoriées et desservies au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation. Ces inventaires peu anticipés, et la taille des parcelles trop réduite ne permettaient pas d'avoir une bonne planification de l'exploitation, et donc une vision anticipée des investissements à réaliser. L'ONF s'est donc engagé en 1997 dans un processus d'amélioration de ces méthodes, en se posant notamment les questions suivantes :

> *« A quelle échelle doit-on appréhender l'aménagement forestier ? Comment peut-on décrire la forêt, afin de contribuer à définir la vocation principale des espaces forestiers ? Quels inventaires doit-on mettre en œuvre, de manière complémentaire et à un coût acceptable, aux stades de l'aménagement puis de la gestion ? » (ONF, 2009)*

Les seuils et critères retenus aujourd'hui pour l'exploitation (Rotation de 65 ans ; sylviculture basée sur la régénération naturelle, sans éclaircies ; prélèvement de 4 à 5 tiges par hectare), définis sur la base des résultats de la recherche en écologie forestière seront analysés de façon critique dans la troisième partie de ce chapitre. Nous présentons ici les bases techniques et méthodologiques de l'aménagement forestier en Guyane.

Phase 1 : Premier zonage de la forêt. Ce travail est effectué par l'ONF en amont des études de terrain, au travers de l'analyse de données sous informatique.

Etape 1 : Choix de la zone à aménager, au max 100 000 ha, en fonction de critères d'accessibilité, et de critères socio-économiques (voir Encadré 13).

Etape 2 : Analyse de la géomorphologie de la forêt pour (i) déterminer les zones à fortes contraintes topographiques à exclure de l'exploitation et (ii) déterminer les habitats sensibles à protéger[84]

Etape 2' : Analyse des possibilités de desserte à partir de cartes topographiques, pour définir les zones *a priori* exploitables.

[84] Cette stratification géomorphologique est supposée refléter la répartition de différents types d'habitats. Elle permet une mise en protection (séries d'intérêt écologique général ou particulier) pour chaque type d'habitat, pour conserver un panel représentatif de la biodiversité de la forêt. Les habitats les plus défavorables en termes de production de bois d'œuvre (cuirasse affleurante, saprolite superficielle) sont également identifiés. (ONF, 2009b)

Etape 3 : Division et classement de l'espace en séries. La série de production est, quant à elle, divisée en unités de desserte dont la taille est adaptée à la conduite rationnelle de l'exploitation forestière. Elles sont elles-mêmes subdivisées en parcelles (unité élémentaire de gestion). Ces parcelles sont d'une surface moyenne comprise entre 250 et 400 hectares.

Phase 2 : Inventaires de terrain et validation (ou révision) du zonage

Les inventaires préexistants (inventaires du BAFOG, inventaires papetiers) sont utiles, mais insuffisant à fournir une idée suffisamment précise de la ressource et des contraintes de chaque parcelle.

Etape 1 : Les diagnostics d'aménagement (DIAM)

Chaque parcelle jugée a priori exploitable fait donc l'objet de relevés dendrologiques et écologiques le long d'un layon (non matérialisé) – 20 m de part et d'autre. L'objectif est d'évaluer la ressource en bois commercialisable (nb de tiges par hectare) de préciser les contraintes techniques à l'exploitation, de localiser les sites d'intérêt écologique ou culturel particuliers, éventuellement à exclure de la zone d'exploitation. Aucuns renseignements ne sont en revanche collectés sur les espèces faunistiques éventuellement rencontrées. Ces inventaires permettent de fixer définitivement les zones à intégrer dans les différentes séries. 137 026 ha ont été inventoriés entre 2000 et 2012.

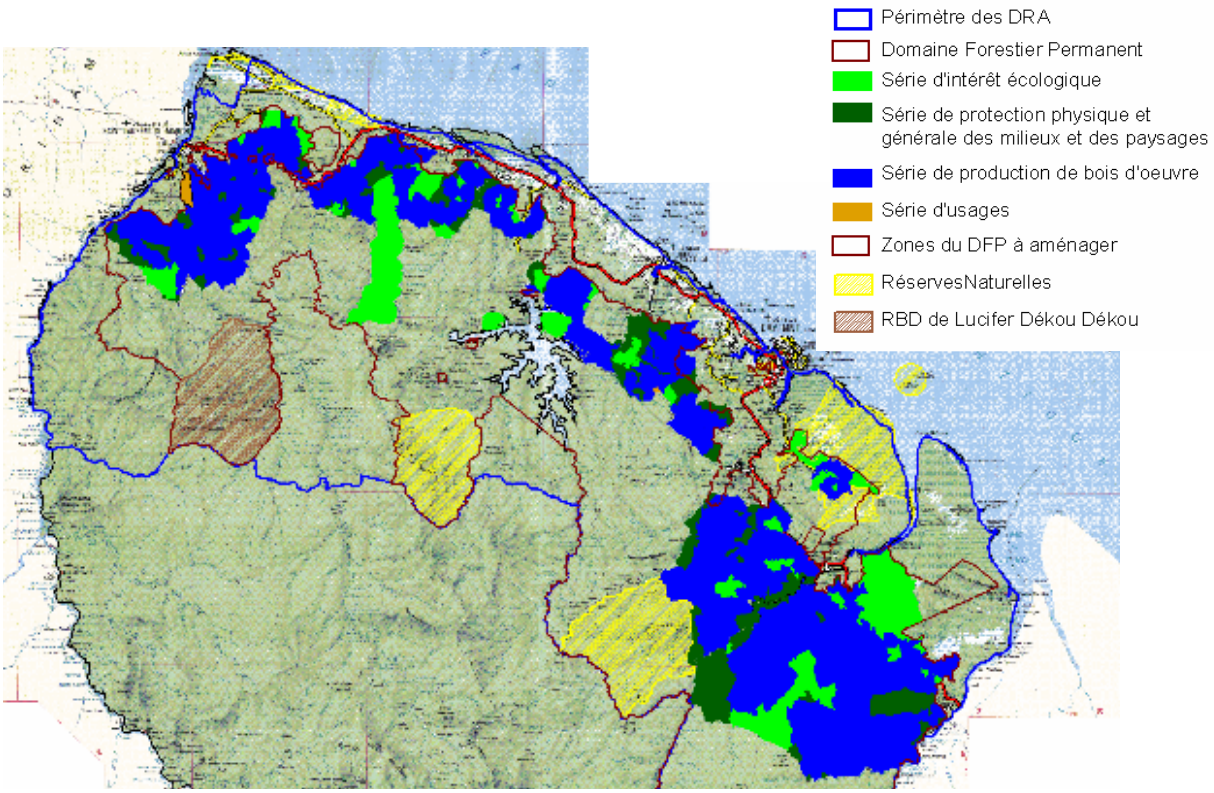


Figure 63 : Carte des séries définies dans les aménagements forestiers de Guyane (ONF 2009a)

Etape 2 : La désignation

Cet inventaire intervient peu de temps avant l'exploitation. Mis en œuvre à partir de 2007, (pour remplacer les inventaires précédents moins précis) il consiste à inventorier les arbres exploitables par essences et classes de diamètres, les repérer au GPS et les marquer à l'aide d'une plaquette. Certains arbres sont au contraire identifiés comme devant être préservés, et sont « marqués en réserve », au titre de leur potentiel futur ou de leurs singularités écologiques. 35 187 ha de forêt ont été désignés depuis entre 2007 et 2012.

Ces deux types d'inventaires sont réalisés par des équipes de l'ONF. Aujourd'hui, une unité spécifique est dédiée à ce travail.

L'ensemble des opérations précitées (aménagement, inventaires, ouverture des pistes…) doivent être pensées en amont des besoins de la filière. L'ONF étant le seul gestionnaire forestier en Guyane, et donc le seul producteur de bois, les besoins sont assez faciles à identifier et peuvent être planifiés à l'échelle territoriale.

Les activités forestières et leur coûts sont donc planifiés au travers d'un document rédigé à l'échelle de l'ensemble des forêt aménagées de Guyane : **le plan régional de mise en valeur forestière pour la production de bois d'œuvre** (PRMV) (ONF, 2012). Ce document, produit en interne à l'ONF, vise à planifier en fonction de la demande et de la disponibilité de la ressource (pour les 5 années à venir) quelles sont les parcelles à inventorier, celles qui vont être mises en coupe, ainsi que les pistes forestières qui doivent être ouvertes. Ce document de planification à moyen terme est actualisé tous les ans. Il ne s'applique logiquement qu'aux parcelles forestières faisant partie de la série de production. Il fait l'objet d'un examen en Commission Régionale de la Forêt et des Produits Forestiers[85].

On voit donc que selon ces modalités de gestion, l'État, au travers de l'établissement public ONF a un rôle extrêmement prégnant dans la gestion forestière, de l'échelle régionale jusqu'à celle de l'arbre qu'il s'agit ou non de couper. Cela confère un certain nombre d'avantages aux exploitants qui accèdent à des parcelles inventoriées très précisément, et pour qui les pistes principales sont déjà construites, mais implique en retour de leur part qu'ils se plient à un certain nombre de « bonnes pratiques » d'exploitation.

L'ensemble de ces modifications s'est fait en étroite alliance avec la recherche scientifique en écologie forestière, comme nous le verrons en partie trois de ce chapitre. L'ONF développe progressivement des compétences propres, au travers de sa cellule « recherche et développement ».

1.2.2. La gestion forestière en Guyane : quels moyens humains et financiers ?

L'ONF est un établissement public à caractère industriel et commercial disposant de l'autonomie de gestion. Cela signifie notamment que l'organisme est autonome pour sa gestion financière et doit présenter un budget équilibré, alimenté notamment par les ventes de bois et de services. Il emploie environ 9.500 personnes au niveau national. Une exigence de rentabilité accrue est appliquée à l'établissement notamment qui doit se traduire par l'augmentation de la production de bois, ainsi que par une rationalisation des coûts.

85

La Guyane est un cas particulier d'action pour l'ONF car en dépit de l'immensité de la forêt, les volumes de bois produits sont très faibles (env. 80 000 m^3/an), et l'exploitation ne compense pas les dépenses réalisées pour l'aménagement des forêts (ouverture des pistes et inventaires notamment). C'est donc l'ONF national, et l'État, au travers de subventions, qui compensent ces déficits.

1.2.2.1. Ressources humaines pour la gestion forestière

Au vu de l'important développement de nouvelles missions, le personnel de l'ONF en Guyane a beaucoup augmenté depuis les années 1990. Néanmoins, le nombre de personnes employées reste faible au regard des superficies considérées et de la diversité des tâches.

En 2012, l'ONF Guyane emploie en moyenne 80 personnes, réparties au sein de 8 services : un service administratif ; 2 unités territoriales assurant la présence d'agents sur le terrain ; une unité de production responsable des inventaires et de la réalisation d'équipements (hors pistes forestières) ; un service « bois et gestion durable » en charge de la réalisation des aménagements, de la création des pistes et de la commercialisation des bois ; un service « recherche et développement » visant à améliorer les pratiques de gestion ; un service « aménagement du territoire », en charge de la gestion du foncier et de la surveillance générale des activités (notamment orpaillage illégal) ; et un bureau d'étude, notamment en charge de la gestion de certaines des réserves naturelles nationales (réalisée par convention, pour le compte de l'État).

1.2.2.2. Bilan financier de la gestion forestière

Le postulat de la gestion forestière durable est que c'est au travers de la valorisation économique des écosystèmes forestiers qu'il est possible de les préserver. Nous allons pourtant voir qu'aujourd'hui encore, l'exploitation forestière en Guyane est difficilement rentable économiquement (Tableau 41). Les dépenses pour le gestionnaire ONF sont principalement liées aux salaires, au matériel, et à la création des pistes forestières.

Une partie des entrées d'argent proviennent logiquement de la vente des bois aux exploitants. Les arbres leur sont vendus sur pied et ils sont responsables, sous le contrôle des agents de l'ONF, de tracer les pistes secondaires, de récolter les grumes, et de les sortir de la forêt. La vente à proprement parler se fait au niveau du parc à bois (zone de stockage des grumes). Dans le contrat de vente, l'ONF peut insérer des clauses spécifiques concernant les modalités d'exploitation mises en œuvre. Sur une parcelle, l'exploitant est en contrepartie tenu de couper et sortir tous les arbres désignés. Certains exploitants, jugés non assez compétents pour mettre en œuvre une exploitation peu impactante, se voient attribuer des parcelles en dehors du domaine forestier permanent, sur des zones ayant vocation à être converties à l'agriculture. Le contrôle et les modalités d'exploitation sont alors beaucoup moins stricts.

Diverses subventions (Union européenne, État) sont également versées pour soutenir l'activité forestière.

Tableau 41 : Bilan financier de l'ONF Guyane pour 2013.
NB : Les montants des subventions ont été avancés par l'organisme et seront versés en 2014.

Recettes (en milliers d'euros)		**Charges (en milliers d'euros)**	
Subventions	**2195**	Création de pistes	1794
Création de pistes	1776	Entretien de pistes	556
Aménagements	114	Travaux forestiers	136
Inventaires	305	Exploitation des bois	413
Recettes directes	**2907**		
Concessions touristiques, redevances	901	Fournitures, fonctionnement, impôts	3354
Vente de bois	2006	Masse salariale	468
TOTAL	**5102**	**TOTAL**	**6253**

Il ressort qu'aujourd'hui encore, malgré les subventions, le coût de l'exploitation forestière en Guyane est supérieur aux revenus qu'elle rapporte à l'ONF. La différence, qui a vocation à être comblée progressivement par un réajustement du prix de la vente des bois est donc actuellement prise en charge par l'ONF.

Ainsi, le choix réalisé dans les années 1970 de soutenir économiquement les entreprises pour permettre une exploitation viable, reste valable aujourd'hui. La mise en œuvre d'une exploitation forestière en Guyane est un choix de l'État, pour qui cette activité mérite d'être maintenue au regard des bénéfices socio-économiques qu'elle apporte au territoire guyanais, et lui conférant ainsi en quelque sorte un caractère d'intérêt général. La filière de production et de transformation du bois, représente le 3ème secteur économique de Guyane, avec aujourd'hui plus de 200 entreprises (plus de 800 emplois directs), et est complètement dépendante de l'approvisionnement en bois par le gestionnaire forestier ONF. La différence avec les années 1970 est qu'aujourd'hui, l'ONF vise à maîtriser et limiter les impacts qui découlent nécessairement de l'exploitation forestière.

Soulignons également que le maintien de cette activité économique forestière légitime la présence de l'acteur ONF en Guyane, qui joue un rôle fort dans le contrôle du foncier et la surveillance des infractions.

1.2.3. Un soutien à la structuration de la filière bois et la recherche de l'écocertification

Si l'administration forestière se rapproche ainsi, grâce à l'outillage législatif et technique constitué, des exigences internationales formulées en 1992, la minimisation des impacts de l'exploitation ne peut se faire sans une évolution des pratiques des entreprises agissant directement en forêt. Ainsi, en 2003, une nouvelle phase de recherche est lancée, concernant la maîtrise des impacts de l'exploitation en forêt guyanaise.

« En 2003, l'ONF s'est donc engagé dans une démarche de progrès organisée en trois phases : un diagnostic objectif des problèmes posés par l'exploitation conventionnelle ; le développement de nouveaux outils et de nouvelles méthodes permettant de les résoudre ; la formation des opérateurs privés à ces nouvelles techniques. » (Guitet, 2005, p.65)

Ces travaux visent notamment à rendre la Guyane éligible aux labels d'écocertification forestière et sont principalement basés sur une rationalisation des pratiques d'exploitation en forêt et la mise en œuvre de méthodes d'exploitation à faible impact.

L'annonce est la suivante :

« Plus de prélèvement et moins d'impact ! L'équation peut paraître insoluble mais les techniques d'exploitation à faible impact ou RIL (reduced impact logging*) fournissent des solutions techniques à bon nombre de problèmes posés, l'organisation des opérations étant la clef de voûte de ce système développé au cours de ces dernières années par la recherche et les gestionnaires. » (Ibid., p. 69).*

Les entreprises d'exploitation forestière sont assez peu nombreuses en Guyane (une vingtaine en moyenne) et de petite taille. Les plus grosses comptent une dizaine d'employés. Les acteurs se connaissent donc bien entre eux. Les parcelles d'exploitation sont attribuées aux entreprises par l'ONF. Les contraintes basiques de l'exploitation sont stipulées dans les contrats de vente des bois. Les entreprises ne possédant pas les compétences techniques pour la mise en œuvre des principes élémentaires de l'exploitation à faible impact ne se voient pas attribuer de parcelles dans le domaine forestier permanent, mais en dehors, sur des zones ayant vocation à être converties sou peu à l'agriculture.

Nous verrons en Partie 3 l'importance, mais également les limites des pratiques d'exploitation à faible impact pour la prise en charge des enjeux environnementaux sur les parcelles exploitées.

La démarche d'amélioration de la gestion forestière est donc principalement impulsée par l'État, à travers l'ONF, qui soutient une organisation croissante de la filière et propose des solutions techniques à l'amélioration des pratiques en forêt. Cela implique également un accompagnement des exploitants par les agents forestiers au cours de l'exploitation, et un contrôle précis *a posteriori*. Le degré d'exigences imposable aux entreprises est néanmoins limité par leur capacité à les supporter économiquement : si le secteur bois faisait faillite, l'ensemble des efforts consentis jusqu'à présent pour la mise en exploitation de la forêt n'aurait plus lieu d'être.

1.3. Bilan de la constitution des ressources stratégiques de l'ONF en Guyane

Finalement, on voit que quatre types d'acteurs principaux sont impliqués dans la constitution du modèle de gestion forestière durable existant en Guyane : l'État, l'ONF, les chercheurs et les exploitants.

L'État est très présent, dès le début du siècle dernier et soutient de façon constante dans le temps la mise en place d'une filière économique basée sur l'exploitation forestière. Les ressources

principalement mobilisées pour cela sont des ressources financières, subventions et incitations diverses pour le maintien de la filière. En parallèle, il s'appuie sur l'administration forestière, puis l'Office national des forêts pour se doter d'un organe technique capable de mettre en œuvre cette gestion forestière.

Face à l'évolution du contexte international, les enjeux de l'État français au regard de la filière bois en Guyane évoluent et ils passent de la nécessité de faire exploiter la forêt par de grosses entreprises pour « la mettre en valeur » à la nécessité de mettre en œuvre une gestion durable exemplaire de cette dernière.

Pour répondre à l'évolution de ces enjeux l'ONF mobilise des compétences variées :

- des capacités d'adaptation des méthodes et d'innovation : Les personnels ont à leur arrivée en Guyane des compétences en gestion forestière, qu'ils remobilisent et tentent d'adapter au contexte local. C'est en fait plus cette capacité d'adaptation et de construction de ressources propres adaptées au contexte qui constituent le cœur de la compétence gestionnaire en Guyane.
- une maîtrise du territoire et de la ressource : L'ONF étant le seul gestionnaire forestier en Guyane, son positionnement dans la filière relève d'une situation de monopole qui permet de faire pression pour la mise en œuvre des évolutions demandées par l'État et l'Europe. La compétence développée consiste à trouver un équilibre entre un accompagnement technique des acteurs vers de nouvelles pratiques et le développement de capacités de contrôle sur l'accès à la ressource en bois.
- une mobilisation des données de la recherche : Nous avons encore peu détaillé et nous y reviendrons dans la suite du chapitre. Il s'agit d'être capable de réutiliser les données produites par la recherche forestière, voire de formuler, pour les chercheurs, les questions de recherche pertinentes pour leur transposition en paramètres gestionnaires. Les données de la recherche produites en réponse à ces questionnements en partenariat direct entre l'ONF et les chercheurs constituent les principales ressources pour la définition de la politique forestière en adéquation avec les exigences de l'État.

En effet, nous allons voir par la suite que la troisième catégorie d'acteurs, concerne les chercheurs en foresterie tropicale. Le fait que la Guyane soit un département français, avec un grand nombre d'instituts de recherche présents, constitue une première ressource de base pour ces acteurs. Par ailleurs, l'ancienneté des recherches qui y sont menées et le grand nombre de données produites sur certains dispositifs, dont particulièrement celui de Paracou, est intéressant pour ces chercheurs. L'alliance avec l'ONF leur confère une forte légitimité (recherche appliquée) et la possibilité de mener des expériences grandeur nature, sur le long terme.

L'ensemble de ces évolutions ne peut se faire qu'avec les acteurs de la filière bois, qui, bien que peinant à se viabiliser économiquement, suivent les évolutions demandées pour la mise en place d'une gestion forestière durable. Certains exploitants, aidés en cela par les subventions européennes adoptent même une démarche proactive d'innovation dans la recherche de méthodes d'exploitation peu impactantes.

On a donc un système très particulier où le maintien et la légitimité des différents acteurs impliqués est intimement dépendant des autres acteurs. L'ONF, tient une place centrale dans les équilibres choisis : acteur monopolistique de la gestion de la forêt, il est à la fois garant de l'approvisionnement en bois de la filière qu'il soutient économiquement (au travers des aides de l'État et de l'Europe), et porteur des questions environnementales au travers de choix techniques issus de la recherche historiquement menée sur le territoire.

Conclusion

Tentons de résumer l'évolution de la gestion forestière en Guyane française. La spécificité de ce territoire pour la gestion forestière tient au fait que la quasi-totalité du foncier appartient à l'État. La Guyane étant intégralement couverte de forêt, la gestion du foncier et des activités forestières a été confié à l'Administration forestière, puis à l'ONF à partir de 1967. Cela impliquait principalement une surveillance des activités et l'attribution des concessions. Jusqu'en 1994, le principal objectif était de valoriser la forêt pour contribuer au développement économique de la Guyane. Le modèle en vigueur était celui de concessions attribuées à des exploitants forestiers. Ces derniers prélevaient du bois selon une logique minière, sans planification ni suivi des prélèvements. La logique de l'administration était d'une part d'attirer de grosses entreprises forestières pour une production à l'export (déroulage puis pâte à papier), tentatives qui se sont invariablement soldées par des échecs compte tenu des caractéristiques écologiques (qualité des bois) et socio-économiques (infrastructures insuffisantes, main d'œuvre non concurrentielle avec l'Afrique…) de la Guyane. D'autre part, l'objectif était de maintenir un tissu local de petites et moyennes entreprises pour alimenter le marché local en bois. Ces-dernières avaient des difficultés à être rentables, mais étaient considérées indispensables et bénéficiaient par conséquent du soutie de l'État. Cet objectif est toujours d'actualité. Dans les années 1990, sous la pression internationale, l'État français a demandé à l'ONF de mettre en place en Guyane un système de gestion forestière durable. Cela impliquait de supprimer le système des permis forestiers, qui ne permettait alors presque aucun contrôle de la ressource, pour se rapprocher du modèle de gestion métropolitain. Cela s'est traduit par (i) un important travail de planification territoriale, permettant notamment la définition du domaine forestier permanent, spécifiquement destiné à la mise en œuvre d'une exploitation forestière durable sur le long terme (ii) une adaptation législative des textes de lois métropolitains concernant la gestion forestière, (iii) la production de données environnementales permettant de définir précisément les zones exploitables et de connaître la ressource disponible en bois dans ces dernières, (iv) un travail en partenariat avec les institut de recherche en écologie, visant à définir des règles sylvicoles de base pour permettre une exploitation durable de la ressource. Les exploitants deviennent ainsi de simples clients auxquels l'ONF indique où ils peuvent exploiter et quels bois ils doivent couper, dans le respect de contraintes environnementales définies. Ils restent aujourd'hui encore fortement soutenus financièrement pour cela.

Finalement, dans un contexte où la ligne politique est stable et indique qu'il faut exploiter la forêt guyanaise, mais le faire durablement, l'ONF développe des réponses très techniques, selon une modalité de forte collaboration recherche – gestion sur laquelle nous reviendrons en détail dans la suite de ce chapitre. La volonté de mise en place d'une gestion forestière publique durable en Guyane française s'est donc traduite par un repositionnement de l'ONF comme acteur majeur du contrôle territorial et de l'accès à la ressource en bois.

2. En Amapá, un système de forêts publiques d'exploitation en cours de création

Nous allons analyser ici la mise en place de la forêt *estadual* d'Amapá – FLOTA, forêt publique gérée par l'État d'Amapá, en montrant comment elle à la fois liée à des enjeux nationaux et locaux, puis en détaillant comment le système de concessions mis en place confère une autonomie beaucoup plus grande aux acteurs privés dans la gestion de l'exploitation.

2.1. La création de la FLOTA, à l'interface entre enjeux locaux et nationaux

À la différence de la France, et même si les codes forestiers y sont très anciens, le Brésil ne possède pas une grande tradition de gestion forestière publique. L'exploitation forestière légale s'y pratique principalement sur des terres privées, appartenant à des particuliers ou aux entreprises d'exploitation. Les forêts publiques, définies dans le code forestier de 1965, et intégrées en 2000 à la stratégie nationale des unités de conservation – SNUC en tant qu'Unités d'usage durable - UUS, ont concrètement été peu mises en exploitation (Barreto & Veríssimo, 2002). Il s'agit plutôt de réserves foncières. D'ailleurs, la forêt nationale d'Amapá, créée en 1989, n'a effectivement jamais fait l'objet d'exploitation forestière.

Nous allons montrer ici comment la mise en place de concessions forestières au sein de forêts publiques s'impose à partir des années 2000 comme un nouveau modèle de gestion environnementale au Brésil. Puis nous analyserons la façon dont ce modèle s'est développé et traduit dans la cas spécifique de l'Amapá, où il se met progressivement en place, dans l'optique de développer une filière bois industrielle.

2.1.1. Les forêts publiques, une solution pour contrôler le foncier en Amazonie

À partir de 1998, dans le cadre d'une coopération avec la FAO, le gouvernement brésilien travaille à établir une politique nationale forestière, dans laquelle les forêts publiques tiennent un grand rôle. L'objectif est principalement d'obtenir une production conséquente de bois extrait légalement et de façon écologiquement viable.

> *« L'exploitation du bois s'étend rapidement vers les nouvelles frontières de la région amazonienne [...]. Cette expansion désordonnée a conduit à la perte d'un patrimoine forestier public significatif. Petit et grands propriétaires se sont approprié les terres le long des routes pour y pratiquer l'élevage (Veríssimo et al, 1992). Le gouvernement brésilien est en train de prendre des mesures pour organiser et contrôler cette exploitation forestière. Une des mesures stratégiques prise pour organiser l'occupation du territoire et promouvoir le développement durable de la région est la création de forêts nationales. (Schneider et al, 2000) »* (Barreto et Arima, 2002, p.10)*

> *« Ces espaces remplissent un rôle important pour le maintien de la couverture forestière, mais constituent également la garantie d'une production permanente de produits forestiers ligneux et non-ligneux."* (Barreto & Veríssimo, 2002)*

Pour établir une stratégie forestière, le service forestier brésilien (SFB) nouvellement créé et la FAO commandent une série d'études sur le secteur forestier brésilien. L'ONG IMAZON[86] a réalisé une grande partie de ces études, qui visaient à estimer les superficies potentiellement disponibles pour créer des forêt publiques, les zones propices à leur création en Amazonie, ainsi que les modalités de gestion à mettre en œuvre par l'État (types de concessions, prix du bois, mesures politiques).

> *"Comme base à l'élaboration de sa politique sur les forêts publiques, le ministère de l'environnement (au travers du Secrétariat de la biodiversité et de la forêt) commanda une série d'études stratégiques incluant une analyse économique (prix de vente minimum pour le bois issu de forêts publiques), ainsi que des analyses concernant le modèle institutionnel, le système de concession et de gestion, les pré-projets de concessions, et également les méthodes pour identifier des espaces potentiels pour la création de forêts publiques sur toute l'Amazonien légale. Ces études furent réalisées entre 1999 et 2000 et sont disponibles sur la page Internet du programme national des forêts.)"* (Veríssimo, Souza Jr, & Salomão, 2001)*

C'est à l'issue de ces études, impliquant une production importante de données techniques et socio-économiques, que le programme national des forêts a été établi et que la loi 11.284/2006 concernant les modalités de mise en œuvre de la gestion dans les forêts publiques a été rédigée. Les principaux résultats sont résumés dans un rapport de l'IMAZON, publié en 2002 (Barreto & Veríssimo, 2002) :

> (i) Les acteurs de la filière bois sont favorables à l'installation de forêts publiques, moyennant une limitation de la concurrence issue du secteur informel.
>
> (ii) Les prix de vente de bois et les mesures fiscales à mettre en place pour favoriser le bois légal au détriment de celui issu d'une « exploitation prédatrice » ont été évalués.
>
> (iii) Plusieurs modèles de concessions, complémentaires et issus des questionnaires réalisés avec une grande partie des acteurs de la filière bois du pays sont proposés, impliquant des durées variables, et une implication plus ou moins grande de l'État dans la gestion. Les modèles sont notamment inspirés d'études des différents systèmes existant à l'international.
>
> (iv) Pour que 50 % des besoins en bois du Brésil soient fournis par des forêts nationales, et en comptant une légère augmentation de la consommation, il faut créer 50 millions d'hectares de forêts nationales.

Ce dernier chiffre est retenu tel quel dans la stratégie nationale mise en place.

> *« Le ministère de l'environnement, au travers du programme national des forêts, vise à accroître et renforcer un réseau de forêts de production, comme partie intégrante d'une stratégie de promotion de la gestion forestière durable. L'objectif du programme est de mettre en place au minimum 50 millions d'hectares de forêts de production (500 000 km^2) d'ici 2010. Au minimum 10 millions d'hectares devront être mis en place d'ici 2003. Selon la logique du programme, cela permettrait d'assurer qu'au moins 10 % des grumes en provenance de la région soient extraites dans ces réserves publiques »* (PNF, 2000)*

La méthodologie mise en œuvre pour déterminer la localisation potentielle de ces dernières, basée sur des analyses satellites, est également développée par l'Imazon. Finalement, ce processus

[86] Créée en 1990, cette ONG brésilienne a pour objectif de promouvoir le développement durable de l'Amazonie brésilienne au travers d'études, de diffusion d'informations et d'appui aux politiques publiques.

implique la création d'un très grand nombre de forêts publiques, tant au niveau de l'État fédéral que des États fédérés. La loi mise en place est en grande partie inspirée des recommandations de l'Imazon, mais laisse moins de flexibilité quant aux modèles possibles de concessions forestières.

Il est nécessaire de prendre du recul sur l'ensemble de ce processus pour le replacer dans un contexte stratégique plus général en Amazonie brésilienne, qui a permis l'établissement rapide d'un consensus autour de cette loi au niveau fédéral. Gois (2011) analyse dans sa thèse le contexte et les jeux d'acteurs autour de cette loi, mettant en évidence une concordance de facteurs ayant permis son adoption. L'exploitation forestière est en Amazonie brésilienne, intimement liée avec les processus de spéculation foncière et le pastoralisme. Par conséquent, suite aux pics record de déforestation des années 2003 et 2004, le renforcement des contrôles sur les exploitants forestiers a fait partie des mesures mises en œuvre par l'État pour reprendre la maîtrise du foncier. Un grand nombre d'autorisations d'exploitation accordées sur des parcelles ne bénéficiant pas de titres de propriété valides ont été annulées de même que celles se déroulant sur les terres publiques. Les opérations de contrôle de légalité des exploitations, menées par l'IBAMA et la police fédérale se multiplient et les contrevenants reçoivent des amendes importantes, parfois successives. Les figures suivantes, extraites du rapport de Hummel et al. (2010) mettent bien en évidence les conséquences concrètes de ce durcissement de l'application de la loi sur la production de bois en Amazonie.

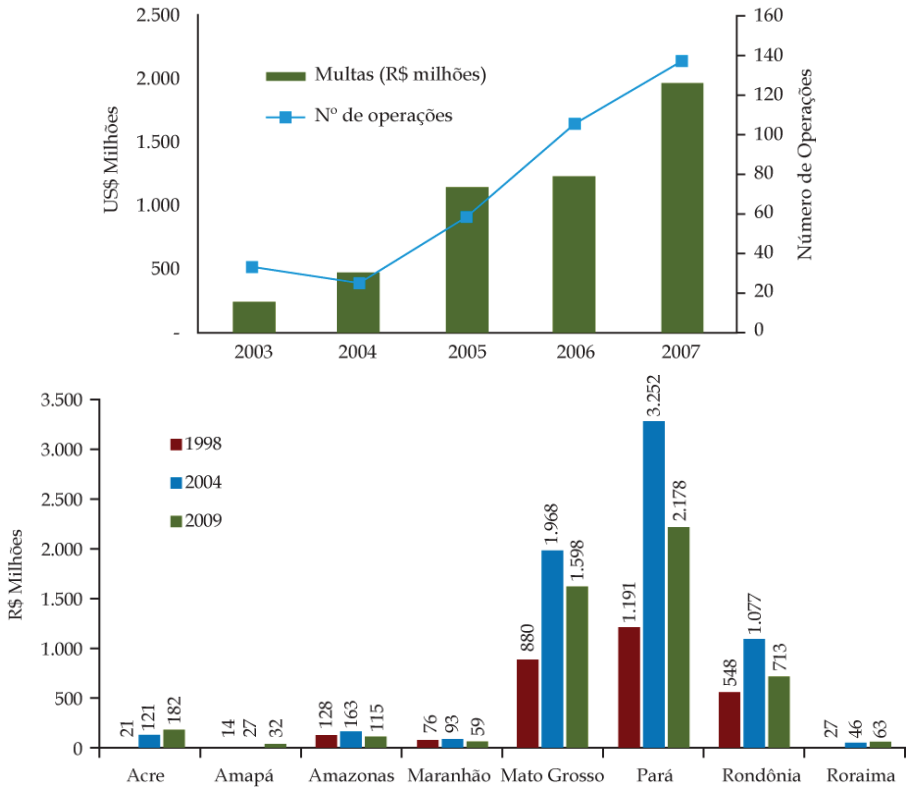


Figure 64 : Evolution des amendes concernant les infractions liées à l'activité forestière (en haut) et évolution des volumes de bois produits par État (en bas).
Source : Hummel et al. (2010)

Dans ce contexte, les acteurs du secteur forestier, n'ayant que peu d'alternatives se sont montrés favorables à la proposition d'accès aux forêts publiques, portée par l'État, et soutenue par les ONG environnementales et socio-environnementales. Cette alliance, présentant à la fois des arguments environnementaux et économiques, scientifiquement étayés, dans un contexte de crise généralisée, a permis l'acceptation du projet de loi, moyennant le fait que les plantations n'y soient pas incluses et ne relèvent pas ainsi de la compétence du ministère de l'environnement. La gestion des forêts publiques nationales, reconnues comme des unités de conservation relèvent en revanche du ministère de l'environnement. Par ailleurs, les « ruralistes », soutenant les intérêts de l'agro-pastoralisme industriel au Brésil, bien que peu favorables au projet de loi, ne s'y sont pas opposés franchement car « ils seraient entrée en collision explicite avec le secteur forestier s'ils s'étaient opposés au projet de loi : il aurait été difficile de lutter contre une proposition qui offrait au final, une opportunité d'emplois et de revenus pour la région » (Gois, op.citus., p. 136).

C'est donc dans un contexte favorable que le projet de loi, soutenu par des propositions préexistantes, émanant notamment des ONG socioenvironnementales, et étayé par des données scientifiques, a pu se construire.

2.1.2. L'Amapá, pionnier dans le processus de la gestion forestière publique

Dans ce processus, l'Amapá a joué un rôle assez précurseur. En effet, sous le gouvernement de Capiberibe, axé sur le développement local à partir des ressources forestières, l'idée naît de mener une étude à l'échelle de l'État pour évaluer les zones d'exploitation forestière potentielles.

> *« C'était le premier. L'Imazon a fait l'étude ici puis ils ont vendu le concept au ministère de l'Environnement et ils ont fini par faire ça dans toute l'Amazonie. L'idée était d'ici, de l'État, du gouvernement, de Capiberibe. »** (Entretien Cavalcante, mnisterio publico, Macapá, 2012)

Effectivement, si toutes les autres études de l'Imazon resituent le contexte national, celle rédigée en 1998 pour l'Amapá en place nettement l'origine au niveau du gouvernement local, tout en soulignant son caractère pionnier et le rayonnement donné aux résultats.

> *« En 1998, le Gouvernement de l'État d'Amapá, au travers du Secrétariat de l'agriculture, de la pêche, de la forêt et de l'approvisionnement, commanda à l'Institut de l'Homme et de l'Environnement (Imazon) une étude sur le secteur forestier d'Amapá. L'objectif de l'étude était de réaliser un diagnostic de l'exploitation, de la transformation et de la commercialisation des bois, ainsi que d'élaborer un ensemble de propositions pour appuyer le développement durable de ces activités dans l'État. L'étude a été réalisée de façon participative, sous la direction d'une équipe mixte composée de chercheurs de l'Imazon et de techniciens de la SEAF. [...] Finalement, la version pré-finale du document fut élaborée et présentée au cours d'un grand séminaire réalisé à Macapá en 1999. Le séminaire « Situation et perspectives pour le secteur forestier d'Amapá a réuni 150 personnes, dont des techniciens des organes de l'État (Embrapa, Seplan, Sema, Iepa, Rurap, Ibama, Bataillon forestier), des entreprises locales, des organisations non gouvernementales (ISA, Les amis de la Terre, Imaflora), des agences financières et de coopération (Banque mondiale, Banco da Amazonia, Banque nationale du développement économique et social, Agence nord-américaine de coopération internationale), l'université de São Paulo (USP), des*

représentants du Ministère de l'environnement et le gouvernement de l'Acre » (IMAZON, 1999)*

Dans l'introduction de l'ouvrage, rédigée par le gouverneur Capiberibe, ce dernier souligne d'ailleurs le contexte pionnier de la démarche.

« Ce livre est unique, non seulement par son contenu, mais aussi par son caractère pionnier, par la vision stratégique et les solutions concrètes proposées pour le développement du secteur forestier d'Amapá. Il sert comme une boussole pour nous guider dans la traversée difficile, mais absolument nécessaire, en direction d'un développement durable pour notre État.» (ibid., p.8)*

Pourtant, ce n'est pas sous le gouvernement de Capiberibe que la forêt d'Amapá a pu être créée, ainsi que le commente Alcione Cavalcante, à l'époque au secrétariat de l'agriculture d'Amapá, et co-auteur du rapport réalisé par l'Imazon pour l'Amapá.

« Capi voulait créer une forêt de l'État mais le contexte politique n'était pas bon. Les acteurs politiques de l'État d'Amapá pensaient que l'Amapá avait déjà beaucoup d'unités de conservation. Alors Capi a décidé de laisser le projet jusqu'à avoir un contexte politique plus favorable et finalement il ne l'a pas créée. Et dans le gouvernement suivant [Gouvernement Waldez] ils l'ont créé. Mais s'ils ont utilisé ce travail, je ne sais pas. » (Entretien Cavalcante, Ministère public d'Amapá, Macapá, 2012).

Sous le gouvernement d'Amapá suivant (Waldez), l'ensemble des projets mis en place par Capiberibe furent abandonnés. Le modèle de développement de l'Amapá se devait d'être similaire à celui du Brésil entier. Néanmoins, plusieurs des personnalités politiques au pouvoir étant impliquées dans le secteur de la foresterie, le projet fut réactivé, sous une forme différente. En effet, l'une des particularités de l'Amapá tient à la complexité du statut du foncier (Chapitre 4, § 2.3.1) rendant difficile l'accès à des titres de terre officiels. La grande majorité du bois vendu en Amapá provient donc d'exploitations illégales.

2.1.3. La FLOTA, décentralisation et ouverture du foncier à l'exploitation forestière durable

Créer une forêt publique était une solution pour réguler le foncier, mais également pour le rendre disponible légalement à l'exploitation forestière. Nous avons vu au chapitre 4 (§ 2.3.1, p. 115) que la création d'une forêt publique fédérée permettait la rétrocession de terres de l'État fédéral vers l'État d'Amapá, sous la condition du « *maintien de la vocation de préservation environnementale et d'usage durable des terres localisées dans les limites de la forêt publique de l'État fédéré créée par la loi n° 1.028, du 12 juillet 2006, dans le respect de la loi 9.985, du 18 juillet 2000, et lorsque c'est pertinent, de la loi n° 11.284 du 2 mars 2006, sous peine de retour automatique dans le patrimoine public de l'Union. »* (*décret-loi 6.291 paru en 2007).

La mise en place de la FLOTA permettait ainsi d'accéder plus rapidement à une très grande réserve de terres légalisées pour mettre en œuvre une exploitation forestière à grande échelle. En outre, le contexte politique national était favorable puisque la création de l'immense forêt d'Amapá

contribuait à atteindre l'objectif du plan national des forêts, de 50 millions d'ha de forêts publiques (Entretien responsable du service foresterie communautaire, IEF).

Une étude est ainsi commandée au IEPA par le secrétariat de l'agriculture et de la forêt de l'État d'Amapá, visant à mettre en évidence la localisation de toutes les terres d'Amapá qui n'avaient pas encore de vocation particulières (ni espace protégé, ni *assentamento*...).

> *« A l'époque nous au IEPA, on réalisait le « zoneamento economico-écologico » et j'en étais le coordinateur. L'étude qui nous a été demandée n'avait rien à voir avec la FLOTA. On nous a juste demandé de tenter de faire une spatialisation des territoires forestiers d'Amapá. Il était impossible dans le temps imparti de faire le moindre travail de terrain. Mais à l'époque, j'avais déjà trente années d'expérience en recherche en Amapá et je pouvais un peu m'aider de mon expertise. Nous avons donc découpé la forêt en massifs forestiers, et créé les modules. Mais c'était fait à une échelle qui ne permettait pas de donner de précision, l'idée était juste d'aider le secteur forestier. […]. L'idée était d'aider à la gestion forestière en spatialisant des massifs. La construction des modules était donc liée à certains critères logistiques pour une viabilisation commerciale [*Ndlr : C'est-à-dire, principalement, un accès aux voies de communication pour l'écoulement de la production]. *Un module avait l'axe de la BR 120, ou de la BR 156 ou de la voie de chemin de fer. Mais il n'y a pas eu d'étude et de grandes discussions, c'était juste pour aider l'État de l'époque. Moi, c'est tout ce que je peux dire. » (Entretien Benedito Rabelo, IEPA, Macapá, 2012)*

C'est pourtant sur la base de ce travail, pris tel quel, qu'ont été proposées les limites de la forêt de l'État fédéré d'Amapá. En parallèle était réfléchi le mode de gestion qui pourrait y être mené.

> *« Et la discussion courrait parallèlement : la création et la gestion. Les choses ont évolué de telle façon à ne pas seulement créer la forêt mais aussi à créer une institution responsable pour la gestion. Et les deux choses étaient pensées : l'unité et l'organisation, l'IEF. Alors en 2006, le mieux c'était de créer une unité qui ait l'appui du programme national, du gouvernement de l'État et de créer l'institution de gestion. C'était en 2003 qu'ont commencé les négociations politiques et la FLOTA a été créée en 2006, sur 2 millions et 400 000 ha environ, pleine d'erreurs de délimitation, avec des espaces superposés avec d'autres unités et tout. Mais il a été établi que l'État devrait faire une grande étude, la* discriminatoria *pour raffiner cette délimitation. » (Entretien responsable du service foresterie communautaire, IEF, Macapá, 2012)*

C'est donc par une loi de l'État d'Amapá (loi 11.284/2006) que la FLOTA est créée en tant qu'unité de conservation d'usage durable en 2006. Sa gestion est partagée par le Secrétariat de l'environnement d'Amapá – Sema, et par l'Institut des forêts de l'État d'Amapá – IEF.

Bien que le travail de géoréférencement et l'inscription au cadastre exigés pour le transfert des terres de l'État fédéral vers l'État fédéré d'Amapá ne soit pas mené à terme, le projet de FLOTA, s'insérant parfaitement dans la politique fédérale étudiée précédemment, ne rencontre pas à ce jour d'opposition au niveau de l'État fédéral. Il se développe donc d'ores et déjà au travers de l'IEF, en charge de l'établissement du plan de gestion de la FLOTA. La régularisation foncière de la FLOTA est encore en cours, en partenariat entre l'IEF et le Service forestier brésilien (SFB).

Finalement, contrairement au cas de la Guyane où la gestion forestière durable s'est mise en place peu à peu et de façon évolutive sous l'impulsion presque exclusive de l'État central, la forêt d'Amapá s'est construite rapidement dans un contexte national et local favorable à l'émergence de ce dispositif.

2.1.4. Processus stratégiques pour l'établissement de la Forêt de l'État d'Amapá-FLOTA

On retrouve en quelque sorte le modèle de création d'autres aires protégées, avec un projet porté par un groupe de pression donné, ici les acteurs politiques d'Amapá impliqués dans la filière bois, qui s'allie à différents partenaires et à différentes échelles. Les enjeux ici mis en avant sont donc à la fois la protection de la forêt à long terme contre une exploitation illégale de la ressource mais surtout sa valorisation économique, menée de façon durable. Portée par des acteurs internes à l'Amapá, les enjeux fonciers sont non négligeables car la création de cette aire protégée permet d'attribuer rapidement au gouvernement d'Amapá une zone de 2,4 millions d'ha pour la mise en place d'un développement durable.

La stratégie principalement mobilisée a été celle de rallier en Amapá un nombre important d'acteurs et d'institutions permettant de formuler une proposition ajustée aux intérêts de l'État fédéré (développement économique de l'Amapá et accélération du transfert de terres) et de l'État fédéral (réponse à l'objectif chiffré de création de forêts publiques annoncé). La proposition de délimitation s'appuie sur les compétences propres de certains acteurs de l'État spécialisés dans la cartographie (IEPA). La proposition qui en ressort correspond à l'ensemble des terres de forêt de terre ferme n'ayant pas auparavant reçu d'objectif précis (*terras devolutas*), et qui devaient de toutes façon être rétrocédées à l'État d'Amapá.

Contrairement à la Guyane où les compétences en gestion forestière se sont construites peu à peu autour d'un organisme public historique, l'État d'Amapá doit à la fois régulariser le foncier et régler les conflits liés à la mise en place précipitée de la FLOTA, produire les connaissances nécessaires à l'élaboration du plan de gestion de la forêt, mettre en place le cadre institutionnel de la gestion et lancer le processus d'attribution des concessions.

Si les forêts publiques sont, au niveau national, le résultat d'un processus stratégique portant clairement des enjeux environnementaux, la situation est plus ambiguë dans le cas spécifique de la FLOTA d'Amapá. Il s'est en effet agi d'une création accélérée et quelque peu opportuniste de ce type d'espace protégé, permettant une rétrocession rapide du foncier fédéral à l'État d'Amapá, avec la bénédiction du gouvernement fédéral. Les compétences des acteurs locaux ont été mobilisées, mais quelque peu instrumentalisées, comme dans le cas de l'étude du IEPA, peu précise, mais mobilisée *in fine* pour la définition des limites de la FLOTA. Localement, les enjeux environnementaux ne sont pas au cœur du processus de création de la FLOTA. Néanmoins, la

création de cette forêt permet pour le moins de s'assurer que l'Amapá ne basera pas son développement sur une conversion massive de la forêt à d'autres usages. La pertinence environnementale du dispositif dépendra donc des modalités de gestion mises en œuvre et des capacités de contrôle des institutions publiques, et surtout de la présence d'acteurs, publics ou non, porteurs des enjeux environnementaux pour la mise en œuvre de la FLOTA.

La Figure 65 montre les limites aujourd'hui retenues pour la FLOTA, dans son environnement.

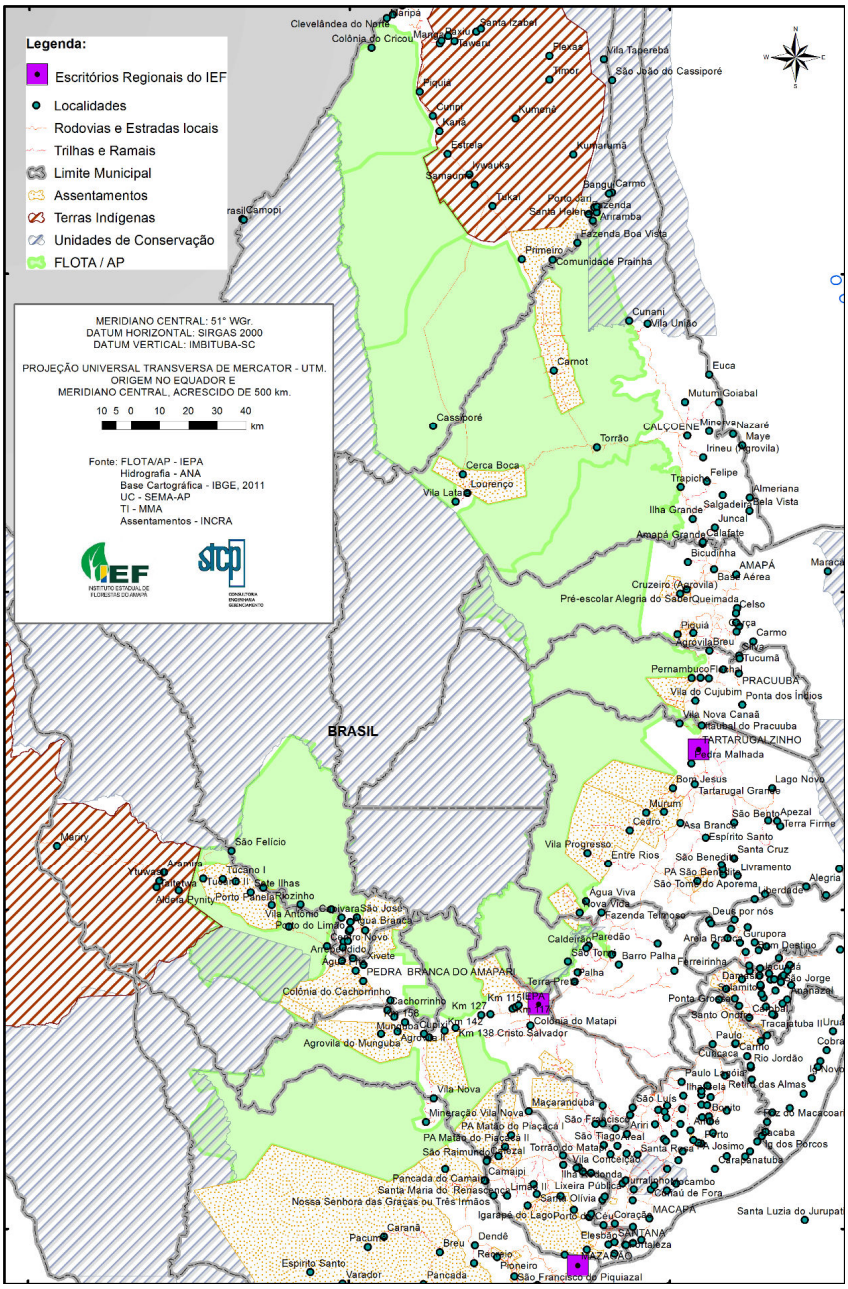


Figure 65 : La FLOTA et son environnement. (IEF, 2014, p. 23)

Le mode de gestion proposé est différent du modèle guyanais. Il est basé sur des concessions forestières, donnant des responsabilités beaucoup plus importantes aux entreprises que ce qui se fait

en Guyane. Ces dernières sont en revanche beaucoup plus exigeantes du point de vue de la planification de l'exploitation que ne l'étaient les permis forestiers en Guyane avant 1994. Nous allons détailler la logique de gestion proposée.

2.2. Un nouveau modèle de gestion : les concessions forestières

La forêt publique de l'État d'Amapá (FLOTA) a été mise en place, nous l'avons vu, dans l'optique de libérer du foncier légalisé pour permettre un développement de la filière forestière. Le foncier est donc en passe d'être définitivement transféré à l'État fédéré d'Amapá, sous la condition qu'il garde sur le long terme sa vocation de gestion durable de la forêt. Le modèle de gestion mobilisé pour l'exploitation durable de cette forêt est la gestion par concessions, réglementée par la loi 11 284, qui constitue un mode de gestion novateur au Brésil. La FLOTA est une unité de conservation de type « forêt publique », à vocation d'usage durable, dont l'objectif de base est *« l'usage multiple et durable des ressources forestières, et la recherche scientifique, avec une attention particulière sur les méthodes d'exploitation durable des forêts naturelles »** (SNUC, 2000). Sa création implique une maîtrise foncière par l'État et implique donc d'éventuelles expropriations. Les activités définies dans le cadre du SNUC pour ces espaces sont déclinées dans le Tableau 42.

Tableau 42 : Réglementation des activités sur les forêts publiques brésiliennes

Activité minière	**Activités traditionnelles**	**Visite et tourisme**	**Recherche scientifique**
Non renseigné	Pour les membres des communautés, selon plan de gestion	Compatible, selon plan de gestion	Encouragée, selon plan de gestion

La loi 11 284 détaille les modalités de mise en place de concessions forestières dans ces forêts publiques. Un zonage préalable doit être réalisé par l'administration responsable, visant à exclure des zones de concessions, les zones habitées et utilisées par des populations traditionnelles, et des dispositions favorables à leur égard doivent être mises en place (RESEX, RDS ou concessions d'usage, cédées gratuitement).

L'administration responsable, dans notre cas, l'institut *estadual* de la forêt (IEF), dépendant de l'État d'Amapá, doit produire deux documents distincts :

- Le plan annuel d'octroi forestier (*Plano Anual de Outorga Florestal* – PAOF) constitue un instrument de planification stratégique réalisé annuellement à l'échelle de chaque État, et également au niveau fédéral. Il situe les différentes forêts publiques par rapport aux autres zonages en vigueur dans l'État et décrit les différentes unités susceptibles d'être ouvertes en tant que concessions. Faute de concessions ouvertes, il est aujourd'hui très succinct en Amapá (voir par exemple IEF, 2010).

Le plan de gestion de la FLOTA, tel qu'exigé par la loi du SNUC, est un document spécifique à cette unité de conservation, qui construit un zonage de la forêt et attribue des vocations à chaque zone identifiée. Ce dernier a été publié en 2014. La validation du plan de gestion tient lieu d'autorisation d'ouverture des zones prévues pour les concessions. Une étude d'impact peut être demandée en supplément dans les cas où elle est jugée nécessaire.

2.2.1.Organiser l'espace au travers d'un plan de gestion général de la FLOTA

Selon la personne en charge de sa réalisation à l'IEF, l'organisme disposait de 1,2 millions de *reais* pour faire le plan de gestion ce qui est peu au vu du nombre d'études à réaliser (il en faudrait, selon lui, 10 millions). Les études sont principalement réalisées en interne des institutions d'État.

> *« C'est une nouveauté pour l'État parce qu'il a toujours payé des consultants. Le grand problème avec les consultants est que souvent, les agents de l'État eux-mêmes ne sont pas en mesure d'évaluer la qualité du rapport produit. Par contre l'avantage, c'est qu'en général, le contrat est rempli dans les délais prévus alors que les institutions d'État, leurs délais ne sont pas fixes. »* (Entretien avec le chef de la CARF-IEF, 2012)*

La construction du plan de gestion est ainsi basée sur un grand nombre d'études scientifiques (inventaires) et sur des missions d'identification des pratiques des communautés vivant à l'intérieur ou aux alentours de l'unité. C'est un processus qui se veut participatif.

> *« Alors tous les acteurs impliqués dans ce processus doivent aider pour pouvoir construire un plan de gestion avec une coresponsabilité. Chaque personne de ce processus est responsable du plan de gestion et de l'utilisation du territoire parce que ça va orienter les usages du territoire de forme durable».* (Ibid.)*

Dans les faits, des réunions ont effectivement été organisées dans les diverses communautés vivant dans la FLOTA ou à proximité. Si ces réunions ont joué un rôle d'information sur ce qu'est la FLOTA, la rapidité du processus n'a certainement pas permis aux habitants de contribuer à l'élaboration du plan de gestion et de s'insérer dans une logique participative (comm. pers. sociologue de l'IEF, Macapá, 2012).

Les différentes zones définies dans le plan de gestion sont récapitulées dans le Tableau 43. L'activité minière, à laquelle il n'est fait aucune mention dans la loi, sera autorisée dans la majeure partie de la FLOTA : si seuls 1 % de la superficie sont explicitement dédiés à cette activité, elle est également possible dans l'ensemble de la zone destinées à l'exploitation forestière commerciale. Selon l'IEF, l'intégration de ces zones dans la FLOTA garantiraient un plus grand respect des règles environnementale.

> *« - Et le minier est aussi géré par l'IEF ?*
> *- Oui aussi, il va y avoir des zones d'exploitation minière dans la FLOTA .*
> *- Il va y en avoir ?*
> *- Absolument parce que imagine toi que c'est le seul territoire existant dans l'Amapá qui aura une réglementation spécifique concernant les modes d'exploitation de cette ressource. Et il est notoire que c'est un territoire de haut potentiel minier. »* (Entretien CARF – IEF, Macapá, 2011*

Au total, 8 % de la FLOTA sont destinés à être strictement préservés, principalement situés en bordure des cours d'eau et des sources, et 8 % sont destinés à la recherche scientifique. Par ailleurs, 5 % de chaque concession doit également être préservé. 6 % de la superficie sont réservés aux usages communautaires des populations, mais la collecte de produits forestiers non ligneux est tolérée sur la zone commerciale, sous réserve de l'établissement de règles spécifiques. 10 % ont encore une vocation indéterminée.

Tableau 43 : Caractérisation des différentes zones définies au plan de gestion de la FLOTA

Zone	Superficie (ha)	% (ha)	Caractérisation selon le plan de gestion
Préservation	200 144	8,5	Objectif = préservation Toutes activités et constructions interdites sauf : recherche scientifique, suivis, éducation. Paiement pour services environnementaux et REDD + encouragés.
Expérimentation	188 529	8	Objectif = recherche scientifique Toutes activités et constructions interdites, sauf celles nécessaires aux activités de recherche. Paiement pour services environnementaux et REDD + encouragés.
Usage public	26 800	1	Objectif = tourisme Minimisation des impacts liés à la construction des infrastructures nécessaires. Activités minières interdites.
Usage spécial	58 000	2,5	Destinés aux installations nécessaires à la gestion de la FLOTA. Minimisation des impacts environnementaux.
Gestion forestière communautaire	146 943	6	Objectif : Répondre aux besoins des populations traditionnelles ou locales de la zone. L'exploitation forestière à petite échelle, et à faible impact est permise. Les concessions sont collectives. Les activités minières sont interdites. Un micro-zonage de la zone doit être réalisé.
Gestion forestière durable (concessions)	**1 444 624**	**61**	Objectif : Valorisation économique des ressources forestières. L'exploitation des ressources soit se faire selon un plan de gestion forestier durable (pour chaque concession). La récolte de produits forestiers non ligneux par les populations est permise, selon la mise en place d'un règlement spécifique. L'exploitation minière est autorisée, les impacts minimisés.
Habitation	524	0	Les activités nécessaires à la subsistance des populations sont autorisées. Les activités minières sont interdites. Un micro-zonage de la zone doit être réalisé
Temporaire	179 114	7,5	Zones déforestées (détection satellitaire) devant être identifiées précisément et reclassées en fonction des situations dans une autre catégorie de zonage.
Activité minière	22 100	1	Objectif : Activité minière sur les zones bénéficiant de titres miniers (même inactifs) attribuée par les services miniers (DNPM). Les impacts environnementaux et sociaux doivent être suivis.
Restauration	5 255	0,2	Objectif : Restaurer des zones dégradées, pour les reclasser ensuite dans une zone adéquate. Concerne principalement les zones dégradées par l'orpaillage.
Superposition	96 798	4	Zones en superpositions avec d'autres zonages (aires protégées, terres militaires, assentamentos). Pas d'orientations de gestion définies.

Au final, plus de 60 % du territoire est destiné à l'ouverture de concessions forestières et l'exploitation minière y est permise. Les modes de gestion mis en œuvre sur ces zones sont donc primordiaux à analyser pour comprendre les enjeux environnementaux sur la FLOTA.

2.2.2. Déléguer la gestion forestière à des entreprises, au travers de concessions

L'ouverture des concessions se fait par la publication d'un *« edital »,* document qui fournit des informations sur la localisation, la composition (inventaire statistique), et les infrastructures existantes dans les concessions. Il fixe également la durée de cette dernière (probablement de 30 ans en Amapá) et l'ensemble des documents que les entreprises intéressées doivent fournir en réponse. La loi recommande de prévoir des concessions spécifiques pour les petites entreprises familiales, et le contenu de l'*edital* est adapté pour ces dernières (coûts moins élevés, certaines pièces en moins à fournir).

Les critères de sélection des entreprises, tels que fixés par la loi (article 26) sont :

1) Le prix proposé le plus élevé ; 2) La meilleure proposition technique, considérant : a) le plus faible impact environnemental ; b) les bénéfices sociaux directs les plus importants ; c) la plus grande efficacité ; d) le meilleur ajout de valeur fait au produit au sein de l'État.

L'entreprise qui est sélectionnée est alors responsable de l'élaboration du plan de gestion de sa concession, selon un contenu défini dans le contrat établi avec l'organe gestionnaire.

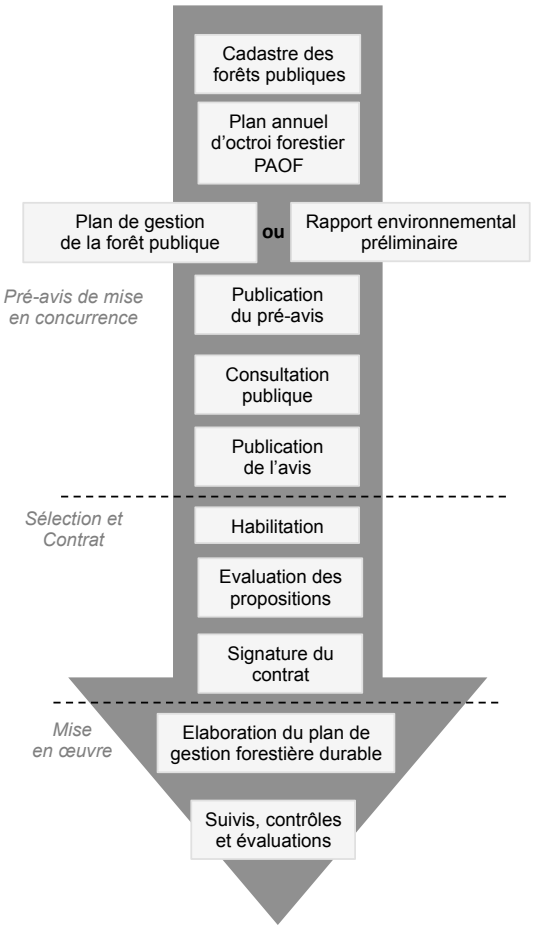


Figure 66 : Étapes pour la mise en œuvre des concessions forestières.
Reproduit et traduit de Silva et al. 2009

Sur les 2,3 millions d'hectares de la forêt, 1 à 1,5 millions concerneront a priori des concessions forestières. Dans le cas de l'Amapá, les prévisions en 2012 étaient de commencer à mettre en concession une aire de 150 000 ha, divisée en 3 parties égales, chacune destinées à des tailles d'entreprises différentes.

Un article récemment paru en ligne fait le point sur les projets de l'État vis-à-vis de cette forêt (Agostine, Taquari, & Máximo, 2013). L'ouverture de la forêt est aujourd'hui largement portée politiquement par le gouverneur Camilo Capiberibe (fils de João Capiberibe), car si l'ensemble des zones concernées sont concédées en étalement sur 10 ans, la rente annuelle perçue par l'État pourrait atteindre 35 millions de *Reais* à partir de la dixième année, ce qui est important pour l'État d'Amapá, principalement tributaires de transferts financiers du gouvernement fédéral.

> *« En plus de remplir la caisse de l'État, le gouverneur utilise cette mesure comme une bannière d'un « gouvernement durable ». « Pour préserver, il est nécessaire de produire » dit C. Capiberibe. « Rester à contempler la forêt fait très peu pour le développement de l'Amapá. Nous avons 700 000 habitants qui veulent des emplois. Nous dépendons des transferts fédéraux. Nous voulons faire ça [l'exploitation forestière] en préservant nos ressources naturelles » affirme-t-il. « Nous ne sommes récompensés en rien pour être de bons petits élèves du point de vue environnemental, nous n'avons pas de reconnaissance, pas de paiements pour services environnementaux, il n'y a rien » réclame-t-il.»* (Ibid.)*

Dans le même article, Ana Euler, présidente de l'IEF, précise la vision de l'État d'Amapá.

> *« Le gouvernement a choisi d'offrir à l'initiative privée une grande superficie, d'au moins 1 million d'ha, pour booster l'exploitation forestière et les pôles industriels. « Il n'avance à rien de faire ça sur de petites superficies. Nous voulons cesser d'être des exportateurs de matière première. On a besoin d'avoir un volume annuel de production qui justifie l'installation d'un parc industriel qui vienne ajouter de la valeur, produire des produits, et créer des emplois » dit-elle. »* (Ibid.)*

Par ailleurs, plusieurs acteurs rencontrés à Macapá en 2012, y compris au sein de l'IEF, émettaient les craintes que seules les grandes entreprises arrivent à remplir les conditions pour bénéficier des concessions.

> *« Le modèle qu'il font est seulement pour les grands. Parce qu'ils veulent faire des blocs de 70 000 ou 50 000 ha … il n'y a que les grands qui vont y entrer. Tu comprends ? Et les grands pour nous ce n'est pas intéressant. Parce que c'est comme les entreprises minières : nous on voit seulement passer le train[87]. […]. Maintenant ce que la FLOTA ne fait pas, c'est de donner au maximum 5000 ha de concessions. Parce que pour le petit exploitant qui a sa famille qui vit de l'industrie du bois, c'est un rêve d'avoir 5000 ha légalisés à sa disposition. Et l'exploitation qu'il fait est de faible impact. Sauf qu'il génère beaucoup d'emplois. Les grandes exploitations non. »* (Employé du SETEC, impliqué dans les premiers projets de création de la FLOTA, Macapá, 2012).*

Contrairement aux projets innovants mis en place dans les années 2000 par le gouverneur Capiberibe père, basés sur les filières locales d'Amapá, les projets défendus ici semblent très proches des modèles de développement classiques, favorisant de façon assumée les grandes entreprises, qui proviennent presque nécessairement des autres États du Brésil. Pour autant la

[87] Le manganèse extrait de la mine de Serra do Navio est transporté en train jusqu'à Santana, puis exporté.

politique actuelle du gouvernement de l'Amapá et de l'IEF est saluée, y compris par un certain nombre d'organisations environnementales, en cela qu'elle inscrit la gestion forestière dans un cadre réglementaire très clair et permet de rompre avec les pratiques de clientélisme jusqu'ici à l'œuvre en Amapá dans le domaine de la gestion forestière. En outre, le fait que les grandes entreprises recherchent fréquemment la certification forestière peut aider à atteindre une certaine qualité de la gestion environnementale. Si l'intérêt économique de l'ouverture de concessions semble clair, plusieurs questions restent aujourd'hui latente concernant les modalités de contrôle mises en place.

2.3. Quels moyens pour contrôler la gestion mise en œuvre ?

L'expérience de l'IEF pour le contrôle et la mise en œuvre du suivi des concessions est très faible et ne s'annonce pas nécessairement aisée. L'activité de contrôle et de suivi des exploitations est supposé se répartir entre trois institutions : l'IEF pour le suivi technique des exploitations, l'IMAP et le SEMA pour la validation des plans de gestion des concessions, la délivrance des autorisations d'ouverture des concessions, le contrôle du respect des clauses d'exploitation. Ces deux organismes devront se structurer pour définir les modes d'action à adopter (IEF, 2014). A l'heure actuelle, ces organismes (et tout particulièrement l'IMAP et l'IEF) sont en cours de construction institutionnelle et n'ont pas encore mis en place de procédure de contrôle bien définie. *Conservation International*-Brésil, s'est impliquée en soutien à la mise en place de leur politique forestière.

> *"L'Amapá veut faire un usage durable de ses forêts et a défini une zone de l'État pour cela, qui est la* Floresta estadual do Amapá [FLOTA] *où il va y avoir des concessions forestières. Mais l'Amapá ne dispose pas du cadre légal » pour cela, ni de la législation spécifique qui permette de le faire. Ils ont une institution assez récente et encore peu capable de faire seule ce travail, qui est* l'Instituto estadual das florestas *[IEF], et ils n'ont pas d'organismes en mesure de former les agents de production, c'est-à-dire les communautés, les entreprises, enfin tous ceux qui peuvent être impliqués dans une concession forestière. Alors on a un projet qui vise à renforcer toute cette chaîne institutionnelle, que ce soit au niveau de la communauté, au niveau du gouvernement, et à créer un milieu de gouvernance ... pour que tout ça soit viable."* (Entretien CI Belém 2011)*

Ce type d'action de la part de cette ONG conforte le changement de paradigme que l'on constatait chez les ONG environnementales. Cela pourrait constituer une garantie un peu plus importante du maintien d'objectifs environnementaux dans la gestion de la FLOTA. Le bien fondé du système de concessions publiques pour une gestion environnementale de la forêt est néanmoins un postulat de base, y compris pour ces acteurs (entretien CI, Macapa, 2012).

Conclusion

Il semble primordial de souligner que, si la logique globale est la même, les concessions mises en œuvre en Amapá sont aujourd'hui soumises à des contraintes environnementales beaucoup plus importantes que les permis qui existaient en Guyane avant 1994. La logique derrière les concessions forestières brésiliennes consiste avant tout à sélectionner les entreprises, puis à contrôler les actions de gestion qui seront mises en place dans la forêt.

La mise en place de ce modèle, articulé à la création de la FLOTA s'est fait assez rapidement en Amapá, compte tenu de la concordance d'intérêts entre gouvernement fédéral et gouvernement fédéré. La volonté de définir un espace permettant d'organiser et légaliser la filière forestière locale est compréhensible, dans un contexte où la grande majorité du bois est extrait de façon illégale. Néanmoins, les orientations prises tendent à favoriser les grandes entreprises venant d'autres États brésiliens, et visent un développement industriel du territoire, basé sur l'export du bois transformé localement, et soutenu par l'agrandissement du port de Santana. Les acteurs forestier déjà en place dans l'État sont peu mobilisés. Des modèles de foresterie communautaire émergent néanmoins.

Il semble ainsi particulièrement ambigu de considérer en Amapá le modèle de forêts publiques comme une unité de conservation. En effet, contrairement aux zones de fronts pionniers, la pression des activités humaines y est encore globalement faible. La mise en place de la FLOTA légitime l'implantation d'activités forestières et minières de grande envergure dans de très vastes étendues de forêts encore peu atteintes par les activités humaines et difficiles d'accès. On retrouve exactement la même problématique en Guyane.

La capacité de maintien des fonctionnalités des écosystèmes dépendra donc d'une part de la capacité des institutions de l'État fédéré d'Amapá à assurer un contrôle et un suivi efficace des ressources prélevées, contrôle dont les modalités de mise en œuvre semblent encore floues. D'autre part, cela dépendra fortement des pratiques mises en œuvre, et des critères de gestion sélectionnés, que nous allons aborder maintenant.

3. Les forêts publiques gérées : divergences techniques et politiques des modèles guyanais et amapéen.

Contrairement aux modèles étudiés dans les chapitres précédents, la gestion forestière durable a la spécificité de défendre la mise en œuvre d'un système de gestion environnementale basé sur des enjeux commerciaux. Si des objectifs environnementaux ont pu être ajoutés et mis en place, l'objectif principal de ces espaces est de produire du bois (et éventuellement d'autres produits forestiers) sur le long terme, c'est-à-dire de maintenir des conditions écologiques permettant un renouvellement de ces ressources économiques naturelles.

Au Brésil l'exploitation forestière, menée légalement et de façon durable, est encouragée car elle constitue une alternative économique à la conversion des espaces forestiers vers d'autres usages (agriculture, élevage), limitant ainsi la déforestation. Dans son ouvrage destiné à poser les bases de la gestion forestière durable pour les propriétaires brésiliens[88], J.N.M. Silva (1996) met en avant les bénéfices financiers qu'ils peuvent en tirer, de façon complémentaire à leurs activités agricoles.

> *« Les forêts peuvent contribuer à l'augmentation de la recette dont l'éleveur a besoin pour améliorer son pâturage, et même davantage. Par exemple : un hectare de forêt peut générer*

[88] Ce guide sera cité à plusieurs reprises dans cette partie, pour plusieurs raisons. D'un part, l'auteur nous a été cité en entretien (IEF 2012) comme ayant défini les règles de gestion durables de la forêt brésilienne ; nous l'avons retrouvé effectivement cité dans plusieurs productions (telles que celles de l'IMAZON). Le type d'expérimentations menées pour produire les résultats de recherche qu'il vulgarise sont du même type que celles menées en Guyane. Enfin, il présente l'avantage de nous donner un exemple des préconisations issues des travaux de recherche directement repris pour fournir des directives de gestion.

une recette brute de 3364 reais. […] Pour améliorer un pâturage il faut entre 250 et 300 Rs par hectare, qui représentent à peine 7 à 9 % du gain généré par le bois. Ces deux activités peuvent cohabiter « pacifiquement » avec la nature, si, dans les deux cas, de bonnes pratiques de gestion sont adoptées. » (Silva, 1996, p. 44.).*

Nous avons vu par ailleurs que la mise en place de la loi sur les concessions forestières en forêt publique au Brésil était intimement liée à la crise environnementale, foncière, et économique du secteur forestier brésilien dans les années 2000 (Gois, 2011). L'idée est d'exploiter des forêts naturelles de façon légale et contrôlée sur des terres publiques, sans transfert de propriété. Cela permet d'une part de contrôler les impacts de l'exploitation, et d'autre part, surtout, de bloquer la boucle de spéculation foncière à la base de la conversion massive de l'Amazonie en terres agropastorales (Amaral, Veríssimo, Barreto, & Vidal, 1998).

En Guyane, le raisonnement est différent. C'est aujourd'hui à la fois dans une logique historique, et d'exemplarité que la gestion forestière est menée. Cela s'est traduit par l'arrêt des concessions forestières et un renforcement de la place de l'État dans la gestion des forêts.

Le coordinateur des directions régionales des DOM-TOM exprimait ainsi les enjeux portés par la France vis-à-vis de la forêt de Guyane dans son ensemble :

« Tout d'abord il faut définir des priorités sur la protection optimale de ce territoire, d'abord une mission de protection ; ensuite … enfin on peut bien sûr considérer les choses de façon différentes, mais je pense qu'on peut mettre en deuxième niveau l'approche connaissances par la recherche : les dispositifs expérimentaux, etc. , la connaissance appliquée […] ; et puis un troisième point à notre avis, c'est l'approche à la française, c'est directement le corolaire de la protection : pour bien protéger, dans des limites qu'il faut trouver, pour bien protéger il faut aussi gérer et mettre en valeur parce que c'est deux actions synonymes. Après il faut voir où on met le curseur, la question est celle du curseur. […] À partir du moment où on a à gérer ce territoire, on pourrait avoir une approche purement mise sous cloche, parc, qui est respectable en elle-même, mais qui à notre avis n'est pas source de transposition d'échanges très très fructueux, enfin très très profonds avec d'autres pays parce que quasiment tous les autres pays qui ont une forêt tropicale ont aussi un enjeu de développement. Donc il faut arriver à gérer au mieux cet enjeu de développement en organisant une gestion et en la contrôlant » (entretien Direction générale ONF, coordinateur des territoires d'Outre-mer et de la Corse, Paris, 2012)

Nous allons donc voir que, dans ces optiques distinctes, les modalités de gestion forestière mises en œuvre sur les forêts publiques en Guyane et au Brésil sont basées sur des raisonnements similaires quand aux moyens techniques à mettre en œuvre pour réaliser une gestion forestière durable, mais que par ailleurs face à des résultats de recherche pourtant globalement concordants, les seuils techniques retenus diffèrent largement.

3.1. Un choix de gestion forestière durable basé sur la production de bois, pour le maintien de la forêt.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les méthodes de gestion forestière ont été exportées de l'Europe vers les pays tropicaux. Si les concepts sont globalement restés les

mêmes, la recherche scientifique s'est mobilisée pour adapter les modalités techniques de mise en œuvre.

> *« La sylviculture classique s'est développée en Europe, avec la forêt tempérée comme objet. Dans la forêt tempérée les espèces arborées peuvent se compter sur les doigts. Sa biodiversité est minime. Malgré cette limite, c'était la sylviculture qui était enseignée dans les écoles, parce que c'était celle qui existait. Le défi brésilien est de développer et d'adapter, à partir des précédés classiques, la sylviculture tropicale, qui soit applicable à la luxuriante forêt tropicale humide de notre Amazonie, dans laquelle les espèces se comptent par milliers et où les systèmes productifs, comme conséquence de cette multiplicité, doivent apporter d'innombrables soins, jamais imaginés dans la sylviculture classique. »* (Silva, 1996)*

Tant en Guyane qu'au Brésil, les essais menés dans les années 1950 ont amené à la conclusion que la production de bois d'œuvre ne pouvait que très difficilement être réalisée via des plantations, et l'exploitation forestière est aujourd'hui presque exclusivement réalisée en forêt naturelle.

« Deux courants de pensée se sont affrontés sur la question de l'enrichissement des peuplements en essences de valeur, l'un prônant la stimulation de la régénération naturelle préexistante ou à induire (les Anglo-Saxons au Ghana et au Nigeria), l'autre les plantations selon diverses techniques (les Français en Côte d'Ivoire) (Catinot, 1965). À partir des années 1950, face aux fréquents échecs enregistrés par les opérations d'enrichissement par plantation, les essais sylvicoles ont largement porté sur l'utilisation de la régénération naturelle.» (Demenois et al., 2003)

Dans son ouvrage didactique organisé en « questions-réponses » destiné aux propriétaires privés souhaitant exploiter, J.N.M. Silva (op.cit.) présente clairement cette dichotomie.

« Planter est une alternative pour diminuer la pression sur les forêts naturelles, mais ce n'est pas l'unique solution, ni l'option la plus adéquate. Il y a toujours le risque de grands préjudices, surtout quand il s'agit de monocultures. Elles courent le risque d'être totalement décimées par des incendies des ravageurs ou des maladies. Si tu choisis de planter, cherche auparavant un accompagnement technique. Celui qui veut seulement des bois blancs doit chercher à établir des plantations pour s'auto-approvisionner à moyen terme parce que ces bois sont généralement peu nombreux dans les forêts naturelles. Mais celui qui veut des bois durs, nobles, doit gérer les forêts naturelles. En général les espèces qui produisent ces bois ne poussent bien qu'à l'ombre des autres arbres dans la forêt. » (Ibid., p. 12)*

Par ailleurs, les procédés d'exploitation « minière » des bois étant largement généralisés en milieu amazonien, la recherche d'un maintien à long terme de la ressource nécessitait l'application de règles sylvicoles (Amaral et al., op.cit.). Suite aux divers essais menés dans les stations de recherche, le mode de sylviculture majoritairement retenu en Guyane comme au Brésil est la sylviculture irrégulière, moins coûteuse, avec peu d'interventions sur le peuplement, visant à se rapprocher au maximum des dynamiques naturelles.

> *« Les méthodes de conduite de futaie irrégulière (exemples : amélioration des peuplements naturels, Selective Management System, gestion sélective, Celos Management System) reposent sur un système de coupes polycycliques avec un diamètre d'exploitabilité des espèces commerciales suffisamment élevé pour conserver un potentiel sur pied assurant la pérennité commerciale du peuplement. » (Demenois et al., 2003)*
>
> *« Aujourd'hui, si le gestionnaire forestier cherche toujours à accélérer la productivité en bois d'œuvre par le renouvellement des tiges d'espèces commerciales et par une croissance*

plus soutenue de leur volume, il vise avant tout à imiter la nature et à limiter, autant que faire se peut, l'impact potentiellement négatif de ses interventions. » (ibid., 2003).

Aujourd'hui la définition même de gestion forestière proposée au Brésil est basée sur ces principes.

*« Dans les espaces destinés à l'activité forestière, l'exploitation du bois doit se faire de façon gérée. L'adoption de la gestion permet le maintien de la structure et de la composition des espèces forestières tout en générant des bénéfices sociaux et économiques. » *(Amaral et al. 1998, p. 6)*

Néanmoins, Leroy *et al.* (2013) montrent au travers d'une analyse des dispositifs de la gestion forestière durable dans le monde, que les temps de régénération retenus sont le plus souvent insuffisants et que dans tous les cas, on ne retrouve jamais la composition initiale de la forêt naturelle après exploitation.

Nous allons ainsi maintenant nous intéresser plus précisément aux critères sylvicoles de gestion retenus dans les forêts publiques de Guyane (DFP) et d'Amapá (FLOTA en construction).

3.2. Des constats similaires issus de la recherche forestière, mais des choix différents concernant les seuils techniques de gestion

La gestion forestière mise en œuvre en forêt tropicale naturelle est basée, sur des principes assez simples qui mobilisent peu d'interventions sylvicoles. Les critères retenus pour orienter l'exploitation sont issus, tant en Guyane qu'au Brésil, des recherches en foresterie menées depuis les années 1970. Les principaux critères utilisés sont la durée de rotation, c'est-à-dire le temps laissé à la forêt pour se régénérer entre deux coupes, le diamètre minimal des arbres récoltés, le nombre de tiges récoltées par hectare, le choix des essences. Des éclaircies peuvent être réalisées entre deux coupes pour favoriser la croissance des arbres à récolter, et réduire ainsi le temps de la rotation. Enfin, la planification des opérations et les pratiques mises en œuvre pour la réalisation de l'exploitation conditionnent largement l'intensité des impacts de l'exploitation sur le peuplement forestier.

Nous allons voir maintenant que si les choix sylvicoles généraux sont les mêmes, les critères techniques issus de la recherche sont différent en Guyane et en Amapá.

3.2.1. Constitution d'une expertise technique forestière liée à la recherche

L'Amapá ne bénéficie pas de dispositifs propres de recherche. En effet, les centres de recherche en Amazonie sont plutôt centrés sur Manaus (INPA) et Belém. Les seuils mobilisés pour la gestion de la FLOTA sont donc les seuils généralement retenus au Brésil, qui sont issus de dispositifs de recherche forestière. Nous verrons néanmoins que les seuils retenus sont aujourd'hui soumis à controverse.

En Guyane, les seuils de gestion retenus sont issus de dispositifs de recherche forestière directement implantés sur le territoire, à partir des années 1980. En effet, dans un contexte où la

production forestière semblait augmenter, il apparaissait nécessaire de trouver des modes d'exploitation susceptibles d'augmenter la productivité des forêts, et permettant ainsi de ne pas avoir à s'enfoncer trop dans l'intérieur des terres, ce qui n'était pas rentable d'un point de vue économique (Schmitt & Bariteau, 1990). L'approche développée par le CTFT (aujourd'hui le Cirad) est basée sur deux principes fondamentaux : Observer uniquement l'étage forestier dominant et limier les interventions à des mesures sylvicoles simples ; Tester les interventions retenues sur de grandes placettes, et mesurer les réactions au moyens de paramètres simples (diamètre, position des arbres,…) (Ibid.).

C'est selon ces principes que le dispositif de Paracou est mis en place (Encadré 13). Pour pallier aux limites d'extrapolation liées à la mise en place d'un dispositif expérimental de superficie moyenne (Maître, 1991), des expériences ont été menées par l'ONF sur des parcelles entières, selon des protocoles proches de celui de Paracou. L'ensemble des données issues de ces parcelles sont aujourd'hui regroupées dans une même base de données, au sein du dispositif Guyafor. Les seuils de gestion aujourd'hui utilisés sont issus de ces dispositifs.

Encadré 13

Dispositifs de recherche forestière en Guyane française.

Le site de Paracou a été créé en 1984 par le CTFT (Cirad Forêt) dans l'objectif de tester l'impact de divers traitements sylvicoles sur les peuplements forestiers en termes de croissance, de dynamique des peuplement et de production forestière. Le dispositif est composé de 16 parcelles mises en place entre 1984 et 1991 :

T0 : trois parcelles témoin

T1 : trois parcelles exploitées selon les méthodes traditionnelles (10 arbres par hectare, de diamètre > à 50 cm, choisis parmi env. 50 essences)

T2 : trois parcelles exploitées selon les mêmes modalités, mais avec des éclaircies portant sur des essences sans intérêt commercial (environ 30 arbres/ha)

T3 : trois parcelles exploitées pour le bois d'œuvre selon les mêmes modalités que T1, et pour le bois énergie (15 arbres/ha), suivi d'éclaircies portant sur des essences sans intérêt commercial (20 arbres /ha)

Depuis 2000, le dispositif de Paracou a été étendu via la constitution d'un réseau de placettes forestières permanentes appelé **Guyafor,** dont le but est de comprendre le fonctionnement des écosystèmes forestiers, d'en caractériser la biodiversité et de fournir des outils d'aide à la décision destinés aux gestionnaires. Le réseau est basé sur différents dispositifs appartenant à des organismes différents : Cirad, ONF, CNRS.

« Sur chaque dispositif les arbres sont numérotés, cartographiés et déterminés botaniquement (au minimum avec un nom vernaculaire) et leur diamètre à hauteur de poitrine est mesuré à intervalles réguliers (1 118 215 mesures pour 157 825 arbres en juin 2008). Les protocoles de mesure des arbres ont été homogénéisés et standardisés entre les 3 partenaires du réseau. »

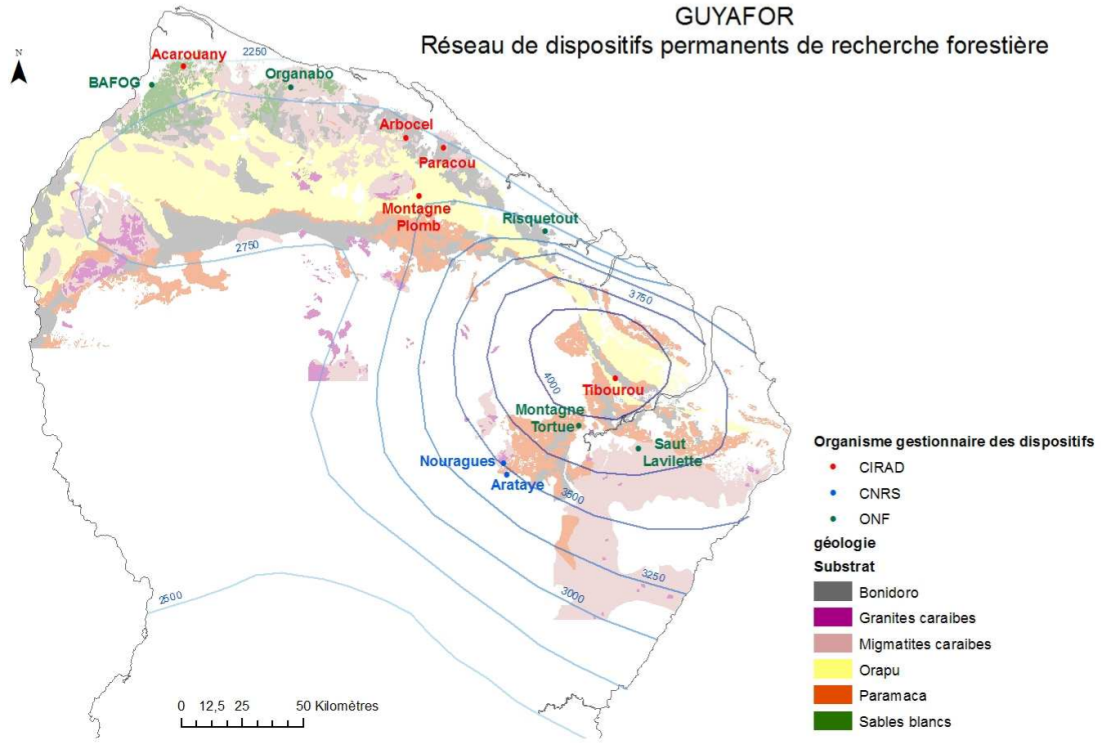


Figure 67 : Guyafor, réseau de dispositifs permanents de recherche forestière**.**
Source : Ecofog

3.2.2.Choix techniques sylvicoles comparés en Guyane et en Amapá

Nous allons maintenant analyser de façon comparative les différents seuils techniques de gestion retenus, et les logiques sur lesquelles ils se basent.

3.2.2.1.Le cycle de rotation

La durée de rotation est le temps qui s'écoule entre deux passages d'exploitation sur une parcelle. Il correspond donc, théoriquement, au temps nécessaire pour une reconstitution du peuplement forestier. L'un des objectifs de la gestion forestière est de favoriser la croissance du peuplement pour réduire au maximum cet intervalle de temps. Pour cela, la principale intervention du gestionnaire peut être la réalisation d'éclaircies, c'est-à-dire la suppression de certains arbres pour favoriser la croissance de ceux que l'on souhaite, à terme, exploiter.

Face à la recrudescence des modèles sylvicoles prônant la réalisation d'éclaircies, par ailleurs valorisables en bois énergie, de nouveaux traitements sylvicoles expérimentaux ont été mis en place en Guyane par l'ONF et le Cirad à la fin des années 1990, sur des parcelles forestières pilotes, exploitées (Guitet et al., 2009).

> *« Le système d'éclaircie testé est axé sur une intervention dix à quinze ans après exploitation, orientée au profit d'arbres d'avenir désignés dans le peuplement d'essences d'intérêt commercial. Cette intervention vise à maintenir la dynamique de croissance du peuplement en prenant le relais de l'exploitation commerciale dont les effets stimulants semblent s'estomper après une décennie. Plusieurs modalités d'éclaircie ont été testées. Leurs effets sur la dynamique du peuplement d'essences de valeur pour le bois d'œuvre ont été analysés. Plus particulièrement, l'étude s'intéresse aux effets des éclaircies sur la croissance des arbres et sur la dynamique de reconstitution du stock exploitable (arbres de diamètre supérieur à 60 cm) » (Ibid., p.9)*

Les conclusions, qui coïncident avec les résultats obtenus à Paracou, ne sont pas très favorables à la mise en œuvre de ces modalités d'éclaircies à grande échelle et pour le moment la tendance reste donc en Guyane à limiter l'intervention sylvicole à la seule activité d'exploitation et à allonger le cycle de rotation pour permettre la recomposition du peuplement commercial.

> *« Dans le cas de la Guyane française, les résultats montrent qu'un cycle de coupe de 50 ans permettrait la récupération de 83 % des arbres de diamètre ≥ 60 cm, appartenant aux trois essences de plus grande valeur économique. »* (Gourlet Fleury 2004).*

Au Brésil, c'est pourtant sur la base de réalisation d'éclaircies, stimulantes pour le peuplement, que la durée de rotation est fixée à 30 ans. Les guides de sylviculture et d'aménagement les plus cités placent tous la réalisation d'éclaircies comme une condition essentielle à la dynamisation de la croissance du peuplement (Amaral et al., 1998; Silva, 1996; Azevedo, 2006).

Pourtant, dans les dispositifs expérimentaux, dès les années 1980 et jusqu'à aujourd'hui, des constats similaires à ceux faits en Guyane ont été faits, mettant notamment en avant le fait que le

cycle de 30 ans, même avec les éclaircies ne permettrait pas de reconstituer le potentiel initial en espèces commerciales (J. N. M. Silva 1993; M. Schulze et al. 2005; Mark Schulze, Grogan, and Vidal 2008).

> *« Il y a des preuves que les collectes actuelles de 10 à 30 m^3 de grumes par hectare, avec un cycle de coupe de 30 ans, ne pourront être maintenues sur plusieurs cycles que si les bois nobles, de valeur élevée et à croissance lente, sont remplacés par des essences à croissance rapide et de faible densité, peu valorisées sur le marché actuel. »*(Alder & Silva, 2000; Phillips et al., 2004).*
>
> Le constat est d'ailleurs conforté par Guitet et al. (2009).
>
> *« Si l'adoption d'une rotation plus courte, de l'ordre de trente années, telle que généralement adoptée dans le Bassin amazonien et le Plateau des Guyanes, permet de retrouver une surface terrière commerciale à première vue suffisante, elle n'apparaît pas raisonnable pour la récolte durable de gros bois et pour l'intégrité de la structure des peuplements. Ces conclusions rejoignent celles de P. Sist pour le Brésil, qui recommandent un allongement des rotations légales à plus de quarante ans en comptant cependant sur l'efficacité d'une éclaircie post-exploitation (Sist, 2003) ; à l'encontre des conclusions d'autres auteurs qui confortent des rotations de moins de trente ans en se basant sur les seules références d'accroissement moyen sur le diamètre par espèce pour caler des modèles de reconstitution, sans prendre en compte le capital sur pied, ni le diamètre minimum d'exploitabilité» (Guitet et al., 2009).*

Le problème du non renouvellement des essences commerciales est parfois évacué en argumentant sur le fait que d'autres essences seront peut être commercialisables dans le futur. Cela implique par ailleurs de les conserver lors des éclaircies (Silva 1993).

En Amapá, un chef de service à l'IEF pressent que cela peut constituer un problème, sans pour autant que la question soit prise en compte par l'institution qui s'aligne sur les choix techniques généralement réalisés au Brésil :

> *« - L'étude du professeur Natalino (cf Silva 1993) dit la chose suivante : la croissance annuelle de la population est de 1 m^3/ha. Les normes fédérales disent que je peux exploiter de 10 à 30 m^3/ha. Donc si j'exploite 10 m^3, le cycle est de même durée, 10 ans. Si j'exploite 30 m^3, le cycle est de 30 ans.*
> - *Mais ca ne veut pas dire qu'il y aura autant de gros, ca peut être réparti sur tout le peuplement.*
> - *Je vais expliquer mieux : ça a été fait pour je ne sais pas combien d'espèces commerciales, 60 ou 70 : c'est populationnel mais pour les espèces commerciales. Je n'ai pas lu sa thèse, j'ai pris les conventions : si on prend la même croissance moyenne de 1 m/ha/an pour 60 espèces et que j'exploite ces espèces, je respecte exactement le critère. Mais en réalité ce qu'on exploite ce sont principalement en Amapá 12 espèces environ. Donc je concentre la croissance sur ces espèces, alors qu'il faudrait distribuer sur tout ... je ne sais pas quelle est la conséquence de ça. Vous qui étudiez plus pourriez répondre à ça mais il va y avoir une différence.» (Entretien IEF, Macapa, 2012)*

Et pourtant, même avec les valeurs sélectionnées en Guyane, les exploitants forestiers ayant une bonne expérience de la forêt guyanaise estiment qu'un cycle de 65 ans n'est encore pas suffisant pour espérer avoir une recomposition du peuplement (Nicolle et al., 2012).

En outre, l'ensemble de ces débats ne concerne que les conditions pour une recomposition des peuplements commerciaux, c'est-à-dire qu'ils s'intéressent en fait majoritairement à la

durabilité économique sur le long terme de l'exploitation forestière. La restructuration des autres composantes de la biodiversité forestière n'est pas du tout discutée. La principale prise en compte de la biodiversité passe par (i) la mise en place de méthodes d'exploitation à faible impact (mais là encore principalement destinées à limiter les impacts sur les sols et le peuplement commercial lors de l'exploitation), (ii) la mise en réserve de certains arbres jugés importants, et (iii) un zonage préalable excluant de l'exploitation les zones jugées écologiquement importantes, à partir de critères d'habitats.

Dans les zones exploitées, on ne gère pas la biodiversité, encore moins la faune, mais on tente de faire perdurer sur le long terme, sur la base de critères controversés, un peuplement forestier commercial économiquement viable. Or, même avec cette simplification de la problématique de gestion environnementale, les choix techniques restent très largement controversés, et, au vu des résultats de nombreuses études précitées … probablement non durable.

3.2.2.2.Bilan des critères techniques retenus en Guyane et en Amapá.

Le Tableau 44 met bien en évidence le fait que les seuils de gestion préconisés en Guyane sont beaucoup moins interventionnistes que ceux mis en œuvre au Brésil. Tous les paramètres conduisent à une exploitation plus intensive de la ressource dans les forêts brésiliennes.

Le diamètre minimum d'exploitation retenu est en moyenne plus petit, ce qui signifie, en simplifiant, que les arbres peuvent être coupés plus tôt dans leur croissance. Le volume prélevé par ha est plus important, ce qui signifie que l'on peut couper plus d'arbres.

En revanche, il semble que le nombre moyen d'essences exploitées soit plus important : cela permet d'exercer une pression moindre sur chaque essence. En effet, en Guyane, le fait que la production de bois sont concentrée sur 3 essences pose des questions quant au renouvellement de la ressource de ces essences. Les connaissances sur leurs modes de régénération étant encore lacunaires, il n'est pas possible aujourd'hui de mettre en œuvre des modes de gestion permettant de favoriser leur régénération avec certitude. L'issue la plus probable est que lors du second ou troisième passage en exploitation (soit dans plus de 50 ans), les choix se tournent vers d'autres essences. En effet, le choix des essences exploitées est fortement lié au marché, et la demande évolue avec le temps. Du point de vue de la gestion écologique et économique de la ressource, cette réponse reste néanmoins insatisfaisante.

Tableau 44 : Critères techniques pour la sylviculture en Guyane et au Brésil.

	Guyane (ONF 2009)	**Amapá (Amazonie brésilienne)**
Durée de rotation	65 ans (temps estimé pour le passage de la classe de diamètre 40 à la classe de diamètre 60 pour les essences commerciales les plus recherchées) L'exploitant n'est pas sensé rester plus de 1 ou 2 ans sur la parcelle. Elle n'est plus accessible après exploitation.	25 à 40 ans au maximum (durée d'une concession selon la loi 11 284), souvent préconisé à 30 ans, notamment par l'IMAZON. Article 35. : *La durée des contrats de concession forestière sera établie en fonction du cycle de collecte ou d'exploitation, en se basant sur le produit ou groupe de produits inclus dans la concession ayant le cycle le plus long, et pouvant être fixé au minimum à un cycle, et au maximum à quarante ans.**
Diamètre minimum de coupe recommandé	55 cm, 45 cm pour les bois précieux et le Wacapou	Exploitation des arbres de diamètre > à 45 cm. Arbres réservés à partir de 30 cm Schuze el al (2005) : 45 cm
Volume prélevé par hectares	20 à 25 m^3/ha exploité (4 tiges en moyenne) pour l'ensemble de la « Région Nord Guyane », sans pour autant dépasser le seuil d'1/3 de la surface terrière impactée (d'après le CIRAD) afin d'éviter des dégâts irréversibles aux peuplements. A ce niveau là, on reste en dessous des seuils écologiques, qui peuvent être évalués à 35 m^3/ha (d'après les données de Paracou).	En général tous ceux > 45 cm sont exploitables en première coupe. 35 m^3/ha *Laisser 10 % du peuplement commercial exploitable* Arbres mères : trois à cinq arbres mère par hectare
Nombre d'essences considérées comme commerciales	90 en Guyane, dont 3 représentent 60 % du volume exploité. *(Dicorynia guianensis, Qualea rosea…)*	500 en Amazonie, 12 principalement exploitées en Amapá (*Vouacapoua americana, Diplotropis nitida*…)
Traitements sylvicoles, éclaircies	La régénération naturelle des essences exploitées assure un mode de renouvellement des essences exploitées adéquat. Aucune intervention humaine n'est donc nécessaire. Le bilan des essais de sylviculture des peuplements pour dynamiser la croissance par des éclaircies après exploitation, menés, par le passé s'avère mitigé, la plupart s'étant heurtés aux coûts élevés de mise en œuvre à l'échelle d'un massif forestier.	*Il est essentiel de garantir la régénération de la forêt après exploitation. Une mesure pour cela est de replanter dans les clairières d'exploitation où la régénération naturelle est trop faible. Des traitements peuvent être appliqués pour augmenter la croissance des arbres, en accord avec le développement de la forêt, incluant le nettoyage des clairières d'exploitation, la coupe des lianes, et le dégagement des arbres jeunes ou intermédiaires. En revanche, la viabilité économique des traitements visant à augmenter la croissance des arbres doit être évaluée au cas par cas. (Amaral et al., p. 110) **

Conclusion

En Amapá, les seuils techniques de gestion forestière retenus sont dans la moyenne de ce que l'on trouve habituellement en forêt tropicale. Ils se basent sur l'espoir d'un temps de reconstitution des peuplement forestiers amélioré grâce à des éclaircies, permettant un passage plus fréquent en exploitation. Néanmoins, les résultats d'un nombre important de recherches scientifiques menées en Guyane et au Brésil montrent que cette hypothèse est fragile et non nécessairement couronnée de succès sur le long terme.

En Guyane, un fort interventionnisme de l'État a permis de rapides évolutions des pratiques d'aménagement et d'exploitation forestière depuis 1994. Le modèle de gestion, défini au regard des résultats de la recherche scientifique forestière et mis en œuvre avec le soutien financier de l'Europe, est très prudent au regard de ce qui se pratique généralement en forêt tropicale.

Dans les deux cas (et a fortiori en Amapá), il n'est pas envisageable de maintenir les écosystèmes à l'identique, et les forêts seront nécessairement perturbées. Au regard du modèle de gestion défendu, il est néanmoins réellement préoccupant de constater que le renouvellement de la ressource économique elle-même n'est pas assuré au terme de deux ou trois cycles d'exploitation.

En outre, on reste principalement dans une optique de gestion de la ressource commerciale, et très peu de mesures de gestion actives sont prises pour gérer l'écosystème forestier (faune et flore) dans son ensemble. En Guyane, la logique est de mettre en réserve de grandes surfaces non exploitées pour assurer une continuité écologique des écosystèmes entre l'intérieur des terres et le littoral, et maintenir un échantillon des habitats présents. En Amapá, il s'agit principalement de protéger les sources des rivières et certaines zones de savanes. Les superficies mises en protection sont nettement plus importantes en Guyane qu'en Amapá.

Finalement, la complexité du fonctionnement des écosystèmes tropicaux et les niveaux de connaissances actuels ne permettent pas d'assurer que les seuils de gestion retenus, basés sur des critères très simples de description des peuplements forestiers, permettent une gestion durable (donc à long terme) de la ressource ligneuse, et a fortiori des écosystèmes dans leur ensemble. On peut en revanche assumer que, moyennant un contrôle suffisant du foncier, le couvert forestier sera effectivement maintenu sur le long terme et que, moyennant un contrôle efficace des pratiques de chasse, la forêt pourra continuer à jouer le rôle d'habitat pour la faune qui en dépend.

CONCLUSION DU CHAPITRE 7

Le modèle de la gestion forestière durable consiste à mettre en œuvre des pratiques permettant d'exploiter les ressources forestières et d'en tirer des bénéfices sociaux et environnementaux, tout en les maintenant sur le long terme. En Guyane et en Amapá, le choix a été fait de définir de grandes forêts publiques, où la gestion est basée sur la régénération naturelle des peuplements forestiers commerciaux. Des institutions spécialisées sont chargées de la gestion de ces espaces : l'ONF en Guyane, gestionnaire des forêts de l'État français ; et l'IEF en Amapá, chargé de la gestion forestière sur les forêts de l'État d'Amapá. Les moyens de ces institutions sont plus importants que ceux des autres espaces protégés, notamment au regard de leurs fonctions d'assistance technique, mais restent faibles au regard des superficies considérées et de la diversité des missions qui leur incombe.

Les modes de gouvernance de ces espaces et les seuils de gestion retenus sont en revanche différents. En Guyane, l'exigence nationale de mise en place d'une gestion forestière durable a impliqué une profonde refonte des modes de gestion de la forêt. De permis forestiers ne permettant aucun contrôle de la ressource exploitée, nous sommes passés à un système où l'ensemble de la planification et du suivi de la gestion est réalisée par l'Office national des forêts, qui arbitre entre enjeux écologiques et enjeux économiques. Le bois est vendu aux exploitants qui sont responsables de la coupe des arbres sélectionnés pour l'exploitation par l'ONF, et qui doivent respecter un cahier des charges définissant les pratiques à mettre en œuvre pour limiter les impacts. Les critères guidant l'exploitation ont été définis en partenariat avec les organismes de recherche scientifique nationaux implantés en Guyane. On a donc une nette amélioration des méthodes de gestion, tout en maintenant un objectif renouvelé depuis 40 ans de soutien économique et technique aux petites et moyennes entreprises (subventions, vente du bois à perte) pour un approvisionnement du marché local.

Au Brésil, la gestion publique des forêts est un concept récemment plébiscité pour permettre un meilleur contrôle du foncier. Des concessions sont attribuées à une entreprise pour un nombre d'années défini, moyennant la preuve de sa capacité à mener à bien une exploitation forestière durable. En Amapá, le zonage préalable (Plan de gestion) de la forêt publique, et les pré-inventaires permettant d'évaluer la ressource sont réalisés par l' IEF, mais l'entreprise a à sa charge la réalisation du plan d'aménagement de la concession et la planification de l'exploitation. Les prérequis et les coûts pour accéder aux concessions, puis pour rédiger le plan de gestion, semblent valoriser les grandes entreprises. En parallèle, des programmes spécifiques visent le développement de zones de gestion communautaire de la forêt, ce qui n'existe pas en Guyane, si ce n'est de façon anecdotique. A l'heure actuelle, les compétences organisationnelles de l'IEF ne sont pas encore réunies pour pouvoir escompter une capacité de contrôle et d'encadrement de la gestion mise en œuvre par les entreprises. Néanmoins, le maintien de la présence d'ONG (CI, Idesam…), et la forte volonté de l'IEF et du gouvernement d'Amapá de sortir des logiques d'exploitation illégale et de corruption dans lesquelles se trouve actuellement le secteur forestier, peuvent contribuer à instaurer des modèles de développement durable.

Dans les deux modèles, qui mobilisent donc des logiques différentes d'articulation public/privé, l'objectif écologique reste la gestion sur le long terme des peuplements forestiers, et non la gestion des écosystèmes dans leur ensemble (faune, flore, hydrographie). Ils sous-tendent une ouverture pérenne de massifs forestiers jusqu'ici peu perturbés via la création des pistes forestières nécessaires à l'exploitation, tout en préservant des zones méritant une protection spécifique. La mise en œuvre de méthodes d'exploitation à faible impact vise à limiter les dégâts aux sols et aux peuplements. A terme, ce mode de gestion induira ainsi nécessairement une qualité des écosystèmes forestiers moins bonne qu'elle ne l'est à l'heure actuelle.

Les seuils de gestion retenus sont basés sur des hypothèses sur le fonctionnement des écosystèmes forestiers narurels, issues respectivement de la recherche scientifique française et brésilienne. Ils impliquent une gestion plus interventionniste en Amapá, où, comme en forêt tempérée, on compte sur l'action du gestionnaire (réalisation d'éclaircies) pour stimuler la croissance des peuplements.

Néanmoins, même avec les critères de gestion les plus « prudents », tels que ceux retenus en Guyane, la forêt ne retrouvera pas, au terme du cycle de rotation, la même structure ni la même composition qu'aujourd'hui. Le renouvellement des essences commerciales lui-même est incertain et il sera probablement nécessaire de valoriser ultérieurement de nouvelles essences. La durabilité de la gestion forestière naturelle en milieu tropical n'est donc pour le moment assurée ni au niveau environnemental, ni, comme l'illustre le cas de la Guyane, au niveau économique. Il s'agit donc avant tout d'un choix politique de valorisation économique des ressources forestières. Ce choix est néanmoins beaucoup plus favorable au maintien des écosystèmes forestiers que ne l'auraient été un soutien actif de l'État à des politiques agricoles sur ces territoires.

Si un contrôle minimal est mis en place, le foncier, et le couvert forestier sont pour le moins sécurisés. Les capacités de contrôle de l'État sont encore à démontrer dans le cas de l'Amapá. Dans les deux territoires, la présence des forêts publiques ne protège pas du développement d'activités minières.

Nous verrons dans le chapitre 10 comment se mettent concrètement en œuvre ces choix de gestion forestière. Nous allons maintenant analyser les trois doctrines de gestion étudiées dans les chapitres 5, 6 et 7 de façon transversale.

CHAPITRE 8

DES DOCTRINES DE GESTION A LEUR TRADUCTION EN DISPOSITIFS CONCRETS

Nous avons vu dans les chapitres 4 à 7 que des doctrines de gestion très différentes ont été mobilisées par des coalitions d'acteurs, et traduites en dispositifs « aires protégées ». Nous avons montré, pour les trois principales doctrines de gestion identifiées, que les dispositifs mis en place en Guyane et en Amapá présentaient des choix de mise en œuvre et des maturités institutionnelles différentes.

Nous proposons de revenir de façon transversale sur les atouts et limites portés par les dispositifs français et brésiliens pour la protection des écosystèmes forestiers. Pour cela, nous allons dans un premier temps synthétiser et comparer les stratégies utilisées pour la mise en place d'espaces protégés, en mobilisant le cadre d'analyse des coalitions de cause. Dans un second temps, nous observerons comment s'est opérée la traduction des doctrines de gestion en dispositifs concrets. Cela nous permettra de comparer entre elles les différentes doctrines de gestion mises en œuvre dans des territoires français et brésiliens au regard des ressources qui leur sont conférées. Nous en tirerons de premières conclusions quant aux stratégies environnementales mises en œuvre en France et au Brésil pour la protection de l'environnement.

1. La mise en place des aires protégées : des processus stratégiques portés par des coalitions d'acteurs multiscalaires

La construction d'espaces protégés, en Guyane comme en Amapá, a reposé sur la capacité des acteurs à se structurer, à mobiliser des alliés à plusieurs échelles, y compris porteurs d'intérêts sensiblement différents à la base, et à produire les données pertinentes pour étayer les arguments avancés, de façon à pouvoir se positionner avantageusement dans l'agenda politique. Ces arrangements initiaux ont une influence importante sur la construction effective des dispositifs de gestion. Ils peuvent être influencés par les doctrines gestionnaires plébiscitées au niveau international, mais constituent dans tous les cas une construction étroitement liée aux acteurs en jeu et aux objectifs qu'ils défendent.

Si l'Amapá et la Guyane semblaient avoir globalement le même profil en termes de gestion environnementale, l'étude des cas concrets montre néanmoins de grandes disparités entre les dispositifs concrètement mis en place, qui découlent notamment du contexte historique et socio-politique dans lequel les doctrines ont été portées.

Les chapitres précédents ont permis de mettre au jour les stratégies mobilisées pour créer des aires protégées sur ces territoires, portées par des coalitions d'acteurs spécifiques à chaque doctrine de gestion. Nous souhaitons revenir ici de façon transversale, sur les éléments qui nous semblent

pertinents pour éclairer l'origine de ces différences, et leurs conséquences sur les ressources conférées *in fine* aux dispositifs pour une prise en charge sérieuse de la gestion des écosystèmes.

Nous proposons de mobiliser pour cela le cadre des Coalitions de cause (*Advocacy coalition framework -ACF*) proposé par Sabatier (Sabatier & Weible, 2007; Sabatier, 1988), qui vise à analyser les changements dans les politiques publiques impulsés par des coalitions, c'est-à-dire des alliances entre des acteurs variés, porteurs d'une cause commune. Au travers de ce cadre, nous allons caractériser dans une première partie les coalitions porteuses des aires protégées en Guyane et en Amapá, les valeurs qui les soudent et les ressources qu'elles ont mobilisées pour porter leurs intérêts, puis, dans un second temps, les résultats qui ont émergé, sous la forme de dispositifs concrets.

Clarifions tout d'abord les fondements de l'ACF, synthétisés sur la Figure 68.

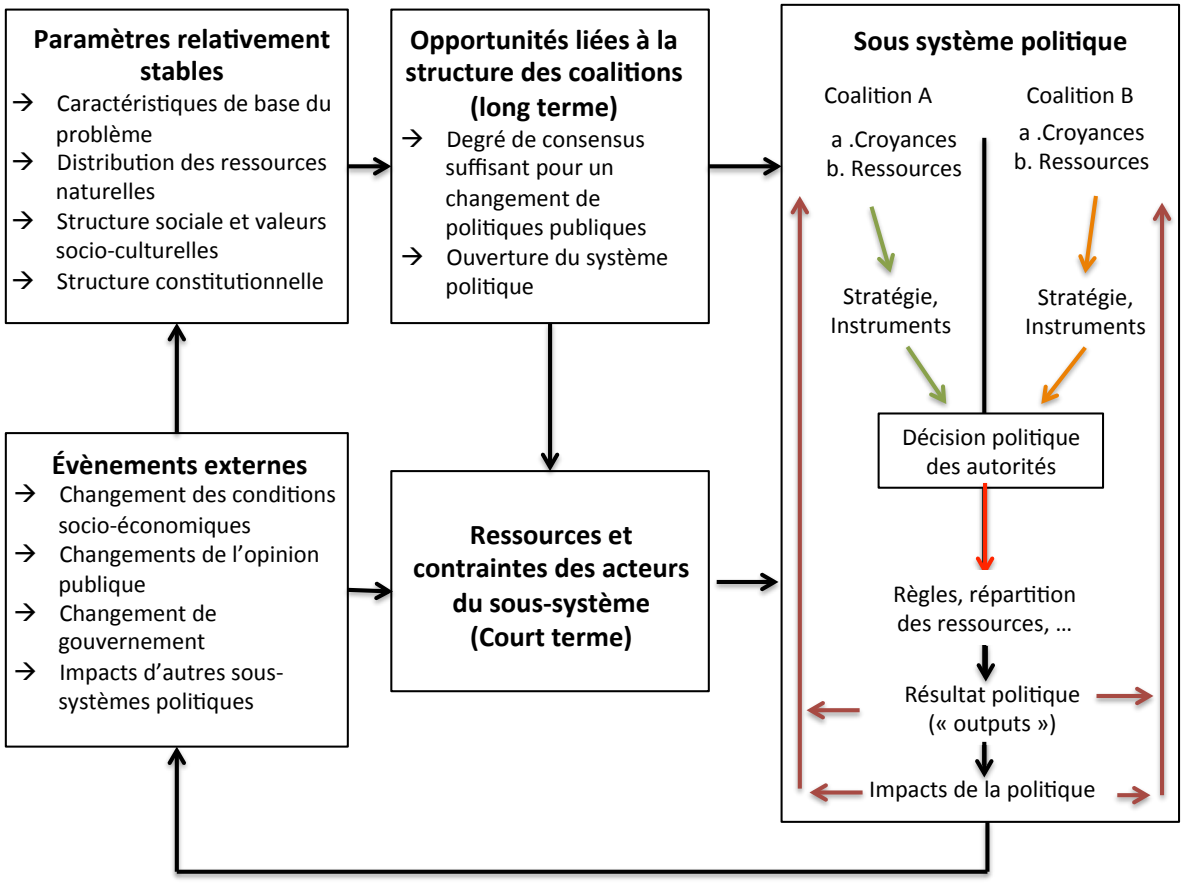


Figure 68 : Advocacy Coalition Framework (Sabatier and Weick, 2007)

Le cadre proposé vise à analyser comment se produisent les changements de politiques publiques au sein d'un sous-système politique, caractérisé par des composantes fonctionnelles (un champs d'action donné) et territoriales (l'aire géographique d'application des politiques). Dans notre cas, il s'agit du sous-système des politiques d'aménagement du territoire, respectivement en Guyane et en Amapá. En effet, en dépit de la proximité géographique de ces deux espaces, les différences politiques et institutionnelles entre France et Brésil (paramètres relativement stables) ne

permettent pas de les considérer comme faisant partie du même sous-système. Au sein de ce sous-système politique, nous nous intéressons spécifiquement aux coalitions porteuses de la mise en place d'aires protégées.

Le cadre de l'ACF considère qu'au sein du sous-système politique, des coalitions d'acteurs s'affrontent sur le long terme pour défendre, auprès des autorités, la mise en place de nouvelles politiques publiques, porteuses de valeurs données. Le succès d'une coalition réside en la traduction de ses enjeux en politique publique. Ces coalitions sont composées non seulement d'acteurs agissant en interne des institutions gouvernementales dans le champ politique considéré, mais également des législateurs, des leaders de groupes d'opinion, des juges, des chercheurs, des intellectuels … Le point commun entre ces acteurs, alliés en réseaux plus ou moins formalisés, est le partage de valeurs, ou systèmes de croyances, concernant les politiques à mettre en œuvre dans le sous-système politique considéré. Pour caractériser ces systèmes de croyances, les auteurs distinguent (i) le « noyau profond » (*deep core)*, formé par les valeurs fondamentales portées par les individus, et extrêmement difficile à remettre en cause ; (ii) le « noyau politique » (*policy core),* correspondant à la stratégie centrale défendue pour défendre les valeurs fondamentales dans le sous-système politique considéré (il est également très résistant au changement) ; (iii) les « aspects secondaires » concernent les outils et stratégies développées sur le court terme et sont eux révisés périodiquement pour adapter la stratégie aux buts recherchés. Les principales ressources mobilisables par les coalitions sont la présence d'acteurs en position formelle de prise de décision, l'opinion publique, l'information, les troupes mobilisables, les ressources financières, la capacité de leadership.

Dans notre cas, les différentes doctrines gestionnaires que nous avons présentées constituent les noyaux profonds, et les types d'aires protégées qui en découlent, les noyaux politiques. Nous avons identifié sur chaque territoire au moins trois coalitions, articulées autour de doctrines gestionnaires communes.

Tableau 45 : Système de croyances des coalitions de cause à l'origine des aires protégées

Coalition de cause	Noyau profond	Noyau politique
« Protection stricte »	Protéger c'est empêcher toute détérioration des écosystèmes	Une protection efficace passe par la mise en place de **règles** (lois) concernant l'usage de ressources.
« Maintien des pratiques traditionnelles »	Protéger c'est confier la gestion aux populations qui savent prendre soin des écosystèmes	Une protection efficace passe par l'instauration de **règles** concernant les usagers des ressources. Les **usagers** favorisés assurent une bonne gestion des écosystèmes.
« Exploitation forestière durable »	Protéger c'est valoriser économiquement la forêt pour justifier de ne pas la couper.	Une protection efficace passe par la valorisation des ressources naturelles sur le **marché**. Des **règles** permettent d'assurer l'utilisation durable des ressources.

Au regard des résultats des chapitres précédents, nous pouvons maintenant répondre aux questions suivantes : Les acteurs impliqués dans les coalitions sont-ils les mêmes pour les différentes doctrines gestionnaires ? Pour les deux pays ? Mobilisent-ils les mêmes types de ressources ?

Nous reviendrons spécifiquement sur (i) la structuration multiscalaire des réseaux d'acteurs, et leur importance pour le succès des coalitions (mobilisation des troupes); (ii) les données justifiant et légitimant les espaces protégés (information) ; (iii) les supports législatifs mobilisés pour leur mise en place.

1.1. Des coalitions multiscalaires porteuses de doctrines de gestion

Les Chapitres précédents nous ont permis de mettre en évidence le caractère hautement multiscalaire et multisectoriel des processus stratégiques mis en œuvre par les acteurs désireux de protéger l'environnement. Le Tableau 46 et le Tableau 47 en proposent un récapitulatif.

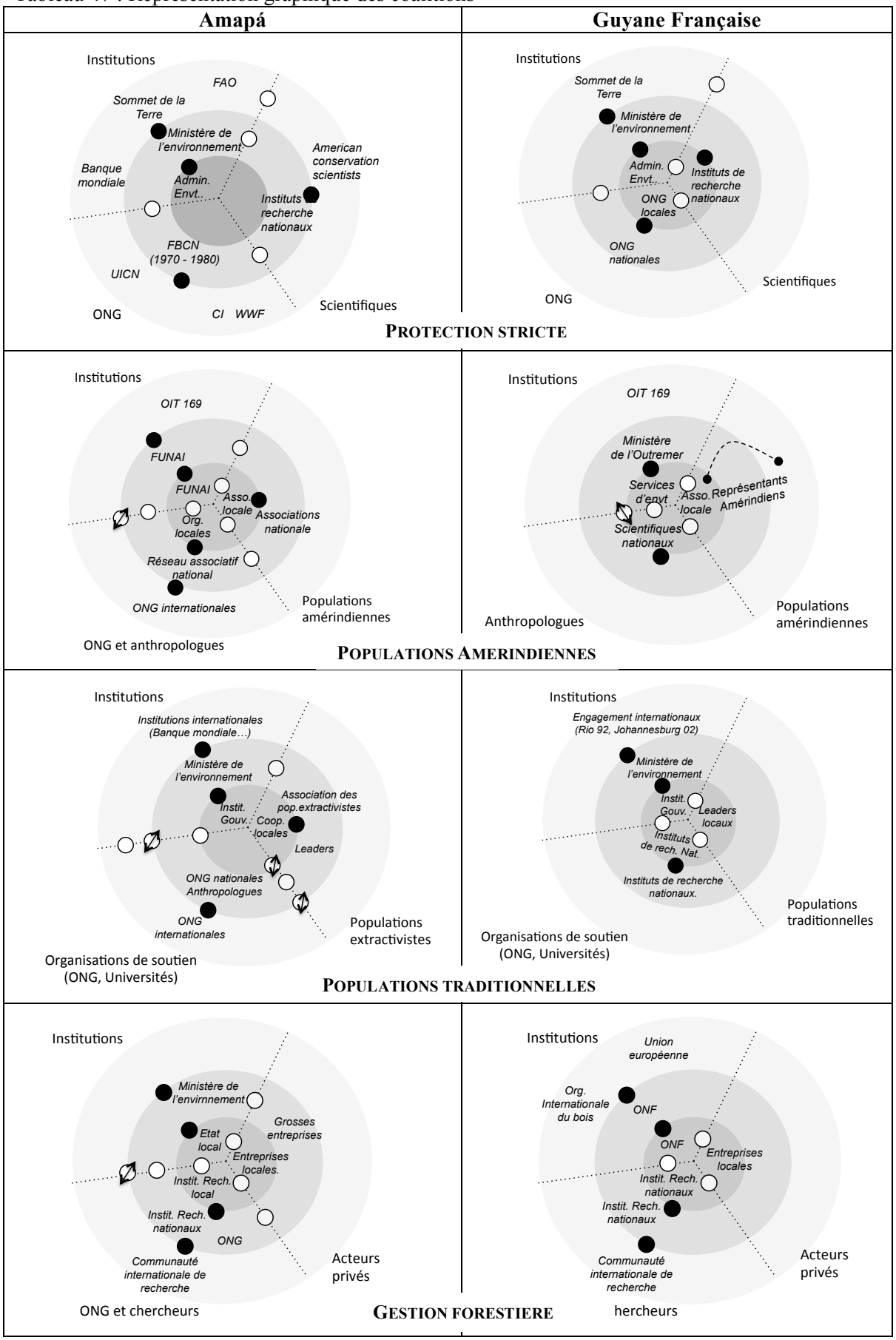
Dans le Tableau 47, les différents cercles concentriques représentent les arènes locales (au centre), nationales (au milieu) et internationales (à l'extérieur). Les ronds noirs symbolisent les alliances entre des acteurs similaires, mais agissant à des échelles de gestion différentes ; les ronds blancs symbolisent les alliances intersectorielles, qui peuvent également se faire, entre des échelles différentes (flèches). Ces représentations nous permettent de visualiser à la fois quels acteurs sont impliqués dans la coalition, et la façon dont ils s'articulent entre eux à diverses échelles.

Tableau 46 : Arrangements multiscalaires entre acteurs pour la création d'espaces protégés en Guyane et en Amapá

Années 1970 - 1990	PN, RB et EE (aires protégées strictement) d'Amapá.	Réserves nationales de Guyane	Terres indigènes d'Amapá	Zones de droits d'usage collectifs (Guyane)
Enjeux	*Protéger les zones de grande importance biologique face à la menace du développement massif de l'Amazonie.*		*Faire respecter les droits et les modes de vie des populations amérindiennes, notamment du point de vue territorial*	
International	ONGE + organismes de financement (NB : exception parc M. do Tumucumaque dans les années 2000)	Impulsion de **la conférence de Rio (1992)**.	Influence des mouvements nord-américains – OIT 169	Influence des mouvements nord-américains francophones
National/ Fédéral	**Ministères ONGE nationales Scientifiques nationaux**	Association naturaliste nationale Ministère de l'environnement	Réseau indigénistes FUNAI **Anthropologues nationaux**	Ministère de l'outre-mer
Régional/ Fédéré	Administrations déconcentrées à l'envt Gouvernement de l'État fédéré	**Associations naturalistes locales Chercheurs nationaux Administration déconcentrée à l'envt**	Gouverneur Capiberibe Agence locale de la FUNAI	**Anthropologues nationaux** Directeur des services fiscaux Organisation amérindienne
Localisé	/ (sauf pour modification des limites dans le cas des zones habitées)	/	**Populations amérindiennes Représentants Cimi et FUNAI Anthropologues nationaux**	**Anthropologues nationaux** Amérindiens de l'intérieur : accords de Twenké.

Années 1990 - 2000	Réserves extractivistes d'Amapá	Parc amazonien de Guyane	Forêt publique d'Amapá - FLOTA	Domaine forestier permanent de Guyane
Enjeux	*Préserver les ressources traditionnelles des populations extractivistes face au grand capitalisme*	*Protéger le Sud de l'activité minière et favoriser le développement des populations locales*	*Développer l'exploitation forestière durable et réguler le foncier. Transfert de foncier à l'État fédéré.*	*Développer l'exploitation forestière durable et réguler le foncier*
International	**Grandes ONGs d'environnement** Conférence de Rio	**Conférence de Rio, puis de Johannesburg**	/ (ou indirects via le gouvernement)	Conférence de Rio Union Européenne
National/ Fédéral	**Conseil National des Seringueiros Anthropologues nationaux** ONG nationales Ministères de l'agriculture (via INCRA) et de l'environnement (via IBAMA)	**Président(s) de la République** Ministère de l'environnement	Ministère de l'environnement Service national des forêts	**Ministères de l'agriculture** et de l'environnement Direction générale de l'ONF Organismes de recherche nationaux
Régional/ Fédéré	**Syndicat des travailleurs ruraux** Gouverneur Capiberibe (RDS)	**Scientifiques (naturalistes et anthropologues) nationaux Mission création du parc**	**Exploitants forestiers (acteurs politiques) / État fédéré /** IEPA	**Direction régionale de l'ONF Organismes de recherche nationaux**
Localisé	**Populations concernées**	Populations amérindiennes	Exploitants forestiers	Exploitants forestiers

Tableau 47 : Représentation graphique des coalitions



1.1.1.Des coalitions multiscalaires

Quelle que soit la logique sous-jacente au portage de l'aire protégée, les jeux d'alliances sont établis avec des acteurs relevant d'un grand nombre d'échelles de décision et de gestion.

Les alliances réalisées sont hautement dépendantes de la dimension conflictuelle de la création de l'aire protégée et visent le plus souvent (i) à convaincre des acteurs clés pour la décision du bien fondé de la proposition, ou (ii) à s'associer à des acteurs susceptibles d'apporter des ressources supplémentaires (les troupes mobilisables) pour faire pression en faveur de l'aire protégée. Une illustration clé du premier cas est celle de la coalition porteuse des aires strictement protégées au brésil, agissant sous la dictature militaire, qui a pu, en mettant en avant des modes de raisonnement rationnels et scientifiques correspondant à la vision de l'aménagement du territoire par les militaires, faire avancer de manière spectaculaire la couverture en espace protégés, dans un contexte pourtant peu favorable aux questions environnementales. L'exemple le plus poussé du second cas est probablement celui des populations extractivistes, qui réalisent un tour de force en mobilisant des ressources allant des contextes très locaux à l'international, et en mobilisant des alliés relevant tant d'un fort environnementalisme (ONG américaines,…), que de la lutte indigéniste.

Ces constats nous amènent à confirmer l'idée que réfléchir selon une approche *top-down / bottom-up,* opposant systématiquement des initiatives locales incarnant le « *small is beautiful* », à des actions ou des courants d'idées globaux considérés comme nécessairement inadaptés au contexte, n'est pas une approche pertinente pour une lecture en termes de gestion environnementale. Analyser au contraire, dans chaque cas, l'ensemble des interrelations entre les acteurs, et leurs modes de coordination et d'alliance à différentes échelles de gestion, se montre plus riche en enseignements.

Plutôt que de se positionner dans une optique normative qui définirait en avance qui devrait prendre en charge l'environnement et selon quelles modalités, notre approche est ainsi plus inductive et observe, dans un contexte donné, quels acteurs se sont effectivement mobilisés pour créer une aire protégée, et quelles ressources ils ont mobilisées pour le faire. Ainsi, ce n'est que grâce à une mobilisation allant du micro-local à l'international que des espaces protégés comme les réserves extractivistes ou le Parc amazonien de Guyane ont pu voir le jour. En revanche, dans certains cas, la mobilisation de certaines échelles de gestion s'est avérée suffisante : dans les années 1980, la création du parc national de Cabo Orange et de la réserve du Lago Piratuba, visait avant tout à protéger d'urgence des espaces remarquables face aux pressions massives de développement industriel et agricole en Amazonie. Aucune mobilisation locale (positive ou négative) n'a eu lieu, justement parce que l'enjeu était de mener une réflexion nationale rapide de protection

environnementale. La construction de ces alliances inter-échelles est donc spécifique à chaque dispositif mais l'aboutissement du processus de création de l'espace protégé dépend de leur pertinence dans un contexte donné. Par exemple, dans le cas du parc amazonien de Guyane, l'adhésion des collectivités locales au projet de parc était nécessaire à son aboutissement.

1.1.2.Des coalitions caractéristiques à chaque doctrine de gestion

Pour le portage de mêmes logiques de gestion environnementale, on retrouve finalement des coalitions assez similaires en Guyane et en Amapá.

La mise en place d'espaces strictement protégés est associée à une logique rationnelle et scientifique de sélection d'écosystèmes exceptionnels, qui ne peuvent être préservés qu'au travers d'une forte limitation des activités humaines. Cet argumentaire est principalement construit par des scientifiques naturalistes, qui produisent des données étayant la nécessité de préserver ces écosystèmes d'exception. Ils n'arrivent cependant à transposer leurs propositions en politiques publiques qu'à l'aide de personnes en place dans les administrations, capables de réaliser la traduction de ces enjeux dans la sphère politique.

Les revendications des populations traditionnelles pour la préservation de leurs espaces de vie se construisent également face à la menace que constitue pour elles le développement économique capitalistique de l'Amazonie. Les alertes sont donc, dans le cas de la Guyane et de l'Amapá, les mêmes que celles qui ont conduit à la mise en place d'espaces strictement protégés. Dans le cas des populations amérindiennes c'est le maintien de modes de vie dépendant des ressources naturelles, et non la préservation intrinsèque de l'environnement, qui est revendiquée. Ainsi, les alliances sont différentes et mobilisent, outre les populations elles-mêmes, des acteurs engagés en faveur du respect des droits sociaux et territoriaux des Amérindiens : des anthropologues, certains fonctionnaires, et, au Brésil, des associations indigénistes de soutien aux populations.

Dans un second temps, les liens formulés entre droits territoriaux des populations traditionnelles et préservation de l'environnement deviennent plus explicites. Au Brésil, ils se matérialisent au travers des alliances entre les populations extractivistes et les acteurs « environnementalistes ». Ce rapprochement, institutionnalisé par la création des réserves extractivistes est confirmé ultérieurement avec le classement des Terres indigènes comme aires protégées. En Guyane, ces alliances existent aussi, mais de façon plus ambiguë, avec la mise en place du parc amazonien de Guyane, qui cherche à concilier reconnaissance des populations traditionnelles Amérindiens et Marrons), développement local durable (via l'implication des collectivités locales), et protection des écosystèmes.

La gestion forestière durable s'insère dans une autre logique car l'idée est de montrer qu'il est possible, en suivant certaines règles, issues notamment de la recherche en écologie forestière, de

pratiquer une exploitation des produits forestiers (principalement les arbres) qui soit durable sur le long terme. Elle permettrait ainsi de garantir le maintien du couvert forestier, tout en valorisant la forêt économiquement. Selon cette logique s'allient ainsi, en Guyane comme en Amapá, acteurs économiques privés et publics de la production forestière et chercheurs en écologie forestière. L'ouverture à l'exploitation de nouveaux massifs forestiers est ainsi légitime et est considérée comme contribuant à une bonne gestion de la forêt sur le long terme.

1.1.3.Des coalitions dépendantes du contexte national

En revanche, indépendamment des types de dispositifs créés, les coalitions construites présentent des traits différents en Guyane et en Amapá. En effet, pour la majeure partie des dispositifs créés, les dynamiques mises en place en Amapá sont intégrées dans des mouvements qui se développent à l'échelle de l'ensemble de l'Amazonie. Cela permet la mise en place d'une réelle dynamique de lobbying à grande échelle sur le gouvernement brésilien, concernant un espace amazonien à forte portée symbolique mobilisant rapidement l'opinion et le soutien international. Les dynamiques mises en place en Guyane, sont, on l'a vu, à la fois très distinctes de celles développées en France métropolitaine, et peu connectées aux enjeux de la sous-région amazonienne portés par d'autres pays. En conséquent, les négociations pour la création des aires protégées sont beaucoup plus imprégnées d'un contexte politique local. L'échelle internationale n'intervient que ponctuellement, comme facteur de lancement de nouvelles dynamiques (Conférence de Rio, gestion durable des forêts, etc.) pour assumer les responsabilités françaises sur cette portion d'Amazonie. Les processus sont longs car il s'agit, pour les acteurs d'environnement, peu nombreux (essentiellement des chercheurs et des associations naturalistes), de trouver des arrangements permettant d'appliquer les lois environnementales françaises sur des espaces amazoniens, tout en négociant avec les institutions politiques locales, pour qui les initiatives protectionnistes de l'État relèvent de politiques néo-colonialistes.

1.1.4.Des coalitions qui se succèdent, puis se côtoient

Les résultats de l'approche exploratoire, présentés au Chapitre 4, montraient une succession dans le temps des types d'aires protégées créées. Nous allons montrer ici que cela correspond, sur les territoires étudiés, à l'apparition de conditions favorables (mais parfois éphémères) pour la prise en compte des enjeux portés par une coalition donnée. Cette dernière devient parfois alors dominante sur les autres, mais ce n'est pas nécessaire.

Le Tableau 48 synthétise la succession des coalitions en Guyane et en Amapá. On observe plutôt une juxtaposition des enjeux qu'une réelle succession temporelle de doctrines gestionnaire qui disqualifieraient les précédentes. Certaines luttes nourrissent même les suivantes : la coalition des populations extractivistes s'est inspirée des revendications amérindiennes et des dispositifs des Terres indigènes.

Tableau 48 : Emergence des coalitions « environnementales » porteuses de la création d'aires protégées en Guyane et en Amapá

Coalition	Emergence	Aboutissement(s)	Changements favorables à la coalition
Protection stricte	1970	Amapá : 1980-1990 ; 2000 Guyane : 1990-2000	Amapá : (1) *Pression internationale sur le gouvernement brésilien, action interne à la dictature. (2) Conférence de Johannesburg.* Guyane : *Conférence de Rio ; Présence de L. Sanite*
Populations amérindiennes	1970	Amapá : années1990 Guyane : années1990	Amapá : *Sortie de la dictature, modification de la constitution, gouvernement de Capiberibe* Guyane : *Conférence de Rio, Présence de personnes intéressées à la question dans les administrations ; Mobilisation des populations amérindiennes du littoral.*
Populations extractivistes	1980 (Amapá)	années 1990	*Sortie de la dictature, mobilisation des populations extractivistes, Conférence de Rio*
Gestion forestière durable	1990	Amapá : 2000-2010 Guyane : 1990-2010	Amapá : *Engagements nationaux chiffrés de création de forêts publiques, transfert de foncier en cours.* Guyane : *Conférence de Rio, Accords Chevalier*

Dans le cas de la Guyane, on constate que la conférence de Rio a joué un rôle clé pour la concrétisation du portage des dispositifs par les coalitions : c'est l'un des évènements qui ont poussé la France à rendre des comptes sur la gestion environnementale mise en œuvre dans son département amazonien. Dans le cas de la gestion forestière durable, le changement de contexte implique un changement des objectifs portés par la coalition « forestière » préexistante. En Amapá, les changements favorables du contexte sont, à l'image des coalitions, beaucoup plus multiscalaires, en interaction nécessaire entre pression internationale, politiques nationales et position du gouvernement d'Amapá.

Ainsi, sur les deux territoires, les conditions favorables à la concrétisation des revendications des coalitions ne sont pas toutes apparues en même temps et ont favorisé à certaines périodes des coalitions par rapport à d'autres. Néanmoins la présence de ces coalitions « dominantes » ne s'est que très rarement traduite par des luttes entre coalitions porteuses des questions environnementales en Guyane et en Amapá. Les luttes étaient avant tout orientées contre d'autres secteurs d'activité (mine, travaux publics, agriculture).

Deux cas contrastés peuvent néanmoins être évoqués. Lors des négociations pour la création de la TI Wayampi, la création d'une forêt nationale était proposée en Amapá sur la même zone. Ce projet a été disqualifié par une forte mobilisation locale, à la fois des anthropologues, et des populations elles-mêmes. Ce n'est en revanche qu'ultérieurement que la TI a effectivement été reconnue, grâce à l'émergence d'un contexte favorable tant au niveau national (changement de constitution, montée en puissance des revendications indigénistes…) qu'au niveau local (Gouvernement de Capiberibe, organisation des populations). Le choix politique a donc été fait en faveur des Amérindiens, via un rejet de l'autre projet, permis par l'action de la coalition « indigéniste ».

Dans le cas du Parc Amazonien de Guyane (PAG), plusieurs coalitions porteuses d'enjeux d'environnement ont également interagi : la coalition initiale, en faveur de la mise en place d'un Parc national strictement protégé, et la coalition structurée autour des populations amérindiennes. Cette dernière a bloqué la mise en place du premier projet de parc. Quinze ans plus tard, la politique publique émergente est issue d'un compromis entre ces acteurs, alliés dans même coalition « anti-orpaillage ». La création du PAG n'a cependant été permise que grâce la parution de la loi de 2006 sur les parcs nationaux, constituant un changement externe porteur d'une évolution des paradigmes gestionnaires dominants à l'échelle nationale.

Nous allons maintenant nous intéresser plus précisément aux ressources mobilisées par ces différentes coalitions pour soutenir la mise en place des nouvelles politiques publiques. Les données jouent un rôle particulièrement important car elles permettent, lors des changements de contexte externe favorables à une coalition donnée, de légitimer et renforcer les enjeux portés par cette dernière.

1.2. La mobilisation de données spécifiques à chaque coalition

Les données produites pour légitimer et étayer la construction des dispositifs sont principalement produites par des chercheurs, pour répondre aux enjeux spécifiques à chaque coalition. Ainsi, l'établissement des aires strictement protégées est soutenu par des données scientifiques mettant par exemple en évidence le caractère endémique, rare, ou menacé de certaines espèces, de certains écosystèmes. Dans le cas des espaces de gestion forestière, les chercheurs en écologie fournissent des données sur le renouvellement des peuplements, les vitesses de croissance des arbres, etc, qui permettent de déterminer des critères de gestion et de légitimer le caractère durable de l'exploitation mise en œuvre. Dans le cas des territoires destinés aux populations amérindiennes, les anthropologues produisent plutôt des données sur les pratiques des populations, pour estimer la superficie des territoires qu'ils utilisent, ou qu'ils occupent traditionnellement.

Néanmoins, au-delà de la portée scientifique des arguments, la délimitation des aires protégées reste au final une décision politique. Les données produites par les acteurs scientifiques porteurs des enjeux d'environnement servent donc de support à la création des aires protégées, mais sont insérées dans un faisceau d'autres considérations et de données contradictoires. Cela peut être illustré par le cas du Parc amazonien de Guyane : les données scientifiques naturalistes mettant en exergue l'importance des écosystèmes à protéger entraient en conflit sur de mêmes espaces avec les données des géologues prouvant la richesse du sous-sol pour l'exploitation minière. C'est donc la force conférée aux données par le nombre ou l'influence des acteurs qui les portent qui sous-tend les décisions politiques.

Mais la mise en discussion de données scientifiques divergentes au sein d'un groupe d'acteurs théoriquement porteur des mêmes intérêts est moins attendue. Cela a été le cas lors de la

proposition d'un Parc national au centre de la Guyane, opposé au projet initial d'un Parc situé au sud. Ce projet était largement défendu par F. Hallé sur la base de contre-arguments scientifiques également fondés sur les qualités écologiques des écosystèmes à protéger. Si l'arbitrage d'un conflit entre des arguments scientifiques relevant de logiques différentes est du ressort de la puissance publique, un conflit entre spécialistes d'une même discipline risque de discréditer la coalition vis-à-vis d'acteurs externes. C'est selon cet argument la proposition de F. Hallé, pourtant également (si ce n'est plus) légitime scientifiquement, a été rejetée à faveur d'un Parc au Sud. Cet exemple montre que les données scientifiques mobilisées sont parties intégrante du dispositif mis en place pour porter la construction des espaces protégés. Elles sont une base sur laquelle les acteurs s'appuient pour légitimer leurs revendications et constituent en cela des ressources stratégiques pour l'action.

Elles ont d'autant plus de poids qu'elles sont considérées comme des faits, des éléments neutres et rationnels portés par des évidences scientifiques. L'analyse des différents processus stratégiques étudiés dans les chapitres 5 à 7 permet de considérer deux étapes de valorisation des données scientifiques. La première consiste à créer une « vérité scientifique » sur laquelle s'appuyer pour légitimer une logique donnée de protection de l'environnement, un modèle d'espace protégé. Ensuite, il suffit de prouver que la zone que l'on cherche spécifiquement à protéger remplit effectivement les conditions nécessaires, qu'elle présente les caractéristiques écologiques et socio-économiques justifiant scientifiquement un classement en aire protégée.

Créer une « vérité scientifique » implique de s'associer un nombre suffisant d'alliés dans la coalition pour diminuer le risque de controverses. Pour les aires protégées strictement, il s'agissait de créer des corrélations scientifiques entre certaines caractéristiques des milieux et leur importance écologique. Dans le cas du Brésil, la théorie des refuges du pléistocène a été particulièrement mobilisée pour identifier les zones de fort endémisme dans les années 1980, grâce à l'appui d'un nombre important de scientifiques, y compris américains, consolidant la démarche et donnant une réalité de terrain à la théorie.

Dans le cas des terres indigènes, plusieurs postulats ont été ainsi consolidés par la production de données scientifiques. Le premier, dans les années 1970, se base sur les données démographiques produites par les anthropologues mettant en évidence le déclin rapide de l'ensemble des populations amérindiennes d'Amazonie et justifiant la nécessité absolue de laisser à ces populations des territoires suffisants pour la pratique de leurs modes de vie traditionnels. Plus tardivement, la mise en évidence par télédétection de l'efficacité environnementale des terres indigènes pour lutter contre la déforestation, notamment en contexte de front pionnier agricole a permis d'établir de façon nette la corrélation entre « mode de vie amérindien » et « protection de l'environnement ».

Dans le cas de la gestion forestière, il s'agissait d'établir comme « vraie » la possibilité de mener une exploitation forestière commerciale tout en préservant les qualités écologiques, sociales et économiques de la forêt sur le long terme. C'est l'ensemble de la recherche en sylviculture tropicale qui a travaillé sur ces aspects pour établir des seuils et des principes de gestion « prêts à l'emploi » et donc remobilisables. Pourtant, nous avons vu que l'estimation de la durée nécessaire à la régénération du peuplement forestier commercial, ou encore le bien-fondé de la réalisation d'éclaircies pour stimuler la croissance des peuplements, étaient en fait encore très controversés pour la sylviculture en forêt tropicale naturelle. En interne aux dispositifs de gestion forestière durable de Guyane et d'Amapá, ces controverses sont aujourd'hui peu évoquées, et la gestion est mise en œuvre sur la base des seuils stabilisés. La mobilisation d'un postulat scientifique dans un dispositif de gestion environnementale contribue ainsi à le renforcer, à lui donner une réalité qui, pourtant, peut être très discutable. Les différences entre les critères retenus pour la gestion forestière en Guyane et en Amapá en constituent une bonne illustration. Ainsi, une fois ces paradigmes établis, ils constituent des « vérités » suffisamment stables pour soutenir la construction des aires protégées, même si elles seront toujours remises en cause par des acteurs défendant des logiques différentes.

Le Tableau 49 synthétise les données mobilisées pour la mise en place des espaces protégés étudiés.

Tableau 49 : Production de données pour la création d'aires protégées en Guyane et en Amapá

	PN, RB et EE (aires protégées strictement) d'Amapá.	Réserves nationales de Guyane	Terres indigènes d'Amapá	Zones de droits d'usage collectifs (Guyane)
Enjeux	***Protéger les zones de grande importance biologique face à la menace du développement massif de l'Amazonie.***		***Faire respecter les droits et les modes de vie des populations amérindiennes, notamment du point de vue territorial***	
Gouvernement	Projet RADAM du ministère des mines à l'échelle de l'Amazonie	/	FUNAI : contre-expertise des propositions de délimitation	DDAF : contre-expertise et compléments des propositions
ONG	ONG nationale : Priorisation des espaces protégés à l'échelle de l'Amazonie	ONG locales : Données faune	A l'échelle du Brésil, données sur les populations (démographie, etc.) compilation des initiatives locales.	
Chercheurs	Scientifiques d'Amapá : Production de connaissances sur les écosystèmes littoraux	Plusieurs études ponctuelles – de Granville : systématisation des connaissances et propositions	Anthropologues : cartographie des usages, données justificatives du caractère traditionnel des territoires revendiqués.	Anthropologues : production de données cartographiques adossées aux articles déjà publiés sur les pratiques : propositions de délimitations pour toute la Guyane.
Acteurs locaux	/	/	Délimitations géographiques : données de terrain, marquage physique	/
	Réserves extractivistes d'Amapá	**Parc amazonien de Guyane**	**Forêt publique fédérée d'Amapá**	**Domaine forestier permanent de Guyane**
Enjeux	***Préserver les ressources traditionnelles des populations extractivistes face au grand capitalisme***	***Protéger le Sud de l'activité minière et favoriser le développement des populations locales***	***Développer l'exploitation forestière durable et accéder au foncier***	***Développer une exploitation durable et multifonctionnelle de la forêt***
Gouvernement	Réutilisation des données du projet RADDAM ;	Mission pour la création du parc : Études spécifiques	(Gouvernement d'Amapá) Pré-étude de faisabilité	ONF : Données socio-économiques délimitation domaine d'exploitation Données d'inventaire
ONG	WWF (pour la Réserve de développement durable Iratapuru)	ONG locale : données écologiques de controverse pour un parc au nord	Pré-étude de faisabilité	/
Chercheurs	Institut de recherche d'Amapá : données du zonage écologico-économique Anthropologues : données sur les pratiques des populations	Écologues/naturalistes : données écologiques justifiant du caractère exceptionnel des écosystèmes. Anthropologues : données sur les pratiques des populations	IEPA : Délimitation du domaine forestier potentiel Embrapa : Données concernant la faisabilité d'un projet REDD.	Données sur les dynamiques de reconstitution des écosystèmes forestiers post-exploitation.
Acteurs locaux	/	/	/	/

En Amapá, la création des espaces protégés s'est principalement basée sur des données produites à l'échelle de l'Amazonie brésilienne. Le meilleur exemple est peut-être le projet RADAM, dont les données ont servi de base de légitimation à la création d'une grande partie des aires protégées d'Amapá : les résultats, encore mobilisés aujourd'hui, démontraient à la fois les qualités intrinsèques de certains écosystèmes (mobilisées pour la création des espaces strictement protégés), le faible potentiel agricole des sols d'Amapá, et mettaient en évidence les zones propices à la pratique de l'extractivisme (cartes de végétation utilisées pour soutenir scientifiquement la création des RESEX et RDS d'Amapá). La plupart du temps, exception faite des Terres indigènes, peu de données sont spécifiquement produites pour créer l'espace protégé. Le parc Montanhas do Tumucumaque a été désigné de forte importance écologique à dire d'expert lors d'ateliers consacrés à l'Amazonie brésilienne, mais peu de données d'inventaire ont été produites de façon préalable à sa création. Une fois l'aire protégée créée, il est en revanche plus facile de mobiliser des fonds pour réaliser des études et inventaires, notamment lors de la réalisation des plans de gestion.

En Guyane, la spécificité amazonienne du territoire, et le rôle assez moteur de l'État pour la proposition d'espaces protégés font qu'il a été jusqu'à présent plus simple d'obtenir des fonds pour la production de données. L'alliance avec la recherche est d'autant plus prégnante que le nombre d'instituts de recherche spécialisés sur la forêt tropicale est important. Nous avons vu le nombre de dossiers de création pour les réserves naturelles, chaque fois plus étayés, proposés par l'IRD au travers de J.-J. de Granville, les jeux de cartes des anthropologues (toujours de l'IRD), les partenariats mis en œuvre entre l'ONF et la recherche forestière, qui bénéficient de série de données sur plusieurs dizaines d'années, ainsi que les études nombreuses commandées au cours des trois missions successives pour la création du Parc amazonien de Guyane. Par contre, les liens avec le reste de l'Amazonie sont encore une fois ténus et la grande majorité des données et des modes de gestion est produite et pensée sur place, dans une recherche d'exemplarité vis-à-vis des pays amazoniens limitrophes. Ce n'est que par l'intermédiaire des réseaux scientifiques que des liens se créent et que des réflexions un peu plus globales peuvent être mises en place, mais cela reste épisodique. Si des paradigmes gestionnaires sont empruntés, ils le sont à la France métropolitaine, véhiculés par les formats législatifs disponibles pour la création d'aires protégées et les données sont produites localement pour permettre de mobiliser ces modèles français en Guyane.

Finalement, nous pourrions dire qu'en Amapá, les données produites localement pour la création des espaces protégées sont peu nombreuses (inventaires forestiers pour la FLOTA, données sur les populations pour les terres indigènes) mais que des données supplémentaires sont mobilisées grâce à l'insertion dans le contexte amazonien plus général. En Guyane la production de données locales est très importante en raison de la spécificité du territoire amazonien pour la France, mais peu alimentée par les autres expériences menées sur le continent. Dans les deux cas, le type de données produites dépend aussi du cadre législatif dans lequel on se trouve. Les « pièces

justificatives » à fournir pour prétendre à la mise en place concrète d'un type d'espace protégé donné sont le plus souvent prédéfinies (et répondent aux enjeux initialement portés par les coalitions). En revanche, la création d'un nouveau type d'aire protégée et donc la transformation d'une doctrine de gestion en politique publique implique de mobiliser des données soutenant la coalition.

Au vu de leur place structurante pour la mise en place des aires protégées, les cadres législatifs (existant, à inventer, ou à transformer) sont des enjeux clé pour les coalitions qui nous intéressent.

1.3. Des ressources législatives structurantes

L'un des objectifs premiers des coalitions est au fond de disposer des ressources législatives soutenant les enjeux de protection, et attestant de l'intérêt public de la protection de l'environnement sur ces espaces. La composante législative est ainsi particulièrement importante, et elle doit pouvoir servir les intérêts des acteurs qui la mobilisent.

Parmi les exemples traités, on peut remarquer que les catégories législatives des aires protégées sont mobilisées de différentes manières. Dans la plupart des cas, il s'agit simplement de défendre la pertinence d'appliquer sur une zone donnée un cadre législatif existant (aires protégées strictes, terres indigènes, réserve de développement durable, forêt publique d'Amapá). Selon les termes de Chiapello et Gilbert (2013), cela revient à mobiliser un outil circulant, pour l'appliquer localement. Dans certains cas cependant, les coalitions visant à créer les espaces protégés de Guyane ou d'Amapá s'intègrent de façon plus large dans la définition de nouvelles modalités gestionnaires (réserve extractiviste du Rio Cajari, Zones de droits d'usage collectifs). Il s'agit alors à la fois de construire l'outil circulant, et de le traduire pour la mise en place du dispositif concret. Enfin certains cas intermédiaires impliquent des évolutions législatives, qui induisent une évolution dans le modèle gestionnaire préexistant (cas de la forêt domaniale en Guyane, qui s'oriente vers une gestion durable, du Parc Amazonien de Guyane dont la création n'a été concrétisée que par l'évolution de la loi concernant les parcs nationaux, ou même de la reconnaissance des terres indigènes comme aires protégées en 2006 au Brésil).

Ainsi, si l'acte de création d'un espace protégé est nécessairement stratégique, il est facilité lorsque des outils législatifs répondant aux enjeux défendus existent déjà. Plus la diversité des cadres législatifs est grande, plus il y a de chances que cela corresponde aux attentes des acteurs environnementaux. Les procédures sont alors prédéfinies et l'objectif est de démontrer que l'espace que l'on souhaite protéger correspond effectivement au cadre, sans avoir à construire celui-ci. En Guyane, le blocage face à la création des premiers espaces protégés a incité les promoteurs de la protection à tenter de valoriser successivement différents statuts de protection au fur et à mesure de leur apparition dans le corpus législatif français (réserves nationales puis réserves biologiques). Il

n'y a en revanche jamais eu de mobilisation pour tenter de créer des espaces strictement protégés relevant de cadres spécifiquement guyanais, les cadres métropolitains semblant suffisants.

Lorsqu'aucun des cadres législatifs existants ne correspondait aux attentes des coalitions porteuses des enjeux d'environnement, elles en ont construit de nouveaux, répondant à la doctrine qu'elles portent. Pour légitimer une nouvelle doctrine gestionnaire, et la traduire dans la loi, il est nécessaire de rallier des « troupes dans la coalition », au travers de processus de traduction entre les enjeux portés par les acteurs d'environnement et les pouvoirs publics. Les données scientifiques et la pression internationale se sont avérées être des éléments facilitateurs pour cela. Créer de nouvelles ressources législatives nécessite des processus stratégiques particulièrement complexes[89], dans des contextes fortement conflictuels. La force de la coalition conditionne ainsi la robustesse environnementale des dispositifs imaginés.

Enfin, il peut y avoir des réajustements successifs de la norme législative, qui font évoluer les modalités de gestion environnementale. Au sein des dispositifs de gestion, ce sont alors les outils internes qui évoluent. Dans le cadre de la gestion forestière des forêts publiques de Guyane, cela s'est notamment traduit par la mise en place de nouvelles procédures permettant de mieux prendre en compte les enjeux écologiques (nouvelle génération d'aménagement), mais également d'hybridations avec d'autres outils de gestion : l'exploitation à faible impact et la certification forestière par exemple. Dans le cas du parc amazonien de Guyane, nous avons même vu que l'évolution de la loi, permettant une plus grande intégration des collectivités locales dans les processus décisionnaires, et mettant le développement local des territoires au premier plan des discussions, a été la condition nécessaire pour la création du parc, au terme de quinze années de négociations.

1.4. Questionner la nature stratégique des processus à l'œuvre dans les coalitions

Nous nous intéressons dans cette thèse aux stratégies des acteurs prises au sens fort du terme, c'est-à-dire aux actions menées dans la recherche d'un résultat précis - ce qui n'empêche pas, de saisir les opportunités offertes par le contexte. Nous allons montrer, sur la base de trois exemples tirés des chapitres précédents, que la clarté de l'objectif poursuivi, la capacité d'enrôlement et le degré d'urgence auquel les coalitions font face jouent un rôle majeur pour la construction des stratégies.

Exemple 1 : Construction des réserves extractivistes.

L'objectif « Assurer sur le long terme aux populations la sécurisation des ressources naturelles dont elles dépendent» était clair dès le début des revendications. Il est associé à un fort sentiment d'urgence, lié aux conditions de vie difficiles des populations, menacées par la Jari en Amapá. Des

[89] On se souviendra qu'il a tout de même fallu la mort de Chico Mendes pour que la catégorie des Resex voie le jour.

alliances se sont tissées dans un premier temps avec d'autres populations amazoniennes, déjà plus structurées autour de Chico Mendes, et portant les mêmes revendications.

La première stratégie mise en place est l'alliance avec le secteur agricole, via la création d'*assentamentos* spécifiques à ces populations : cela aboutit mais le dispositif créé est peu après privé de tout soutien institutionnel. C'est un échec.

La deuxième stratégie est en conséquent l'alliance avec le secteur environnemental. L'administration s'implique peu, mais met à disposition le personnel technique volontaire. Des acteurs scientifiques nationaux soutiennent le mouvement. Une recherche active d'alliances avec les ONG internationales est réalisée, via une traduction des enjeux des extractivistes en stratégie plus générale de protection de l'Amazonie.

→ Confrontées à des pressions très fortes, la structuration de la coalition est également très forte, et se structure autour de l'enrôlement d'acteurs hautement stratégiques et pertinents pour défendre cette cause. La conférence de Rio approchant, la préservation de la forêt amazonienne est en outre sur le devant de la scène, et la mort de Chico Mendes est fortement médiatisée. La stratégie est donc clairement axée sur une mobilisation multiscalaire d'acteurs pertinents, capables d'apporter des ressources suffisantes (mobilisation directes, médiatisation, pression, connaissance des mécanismes administratifs, formalisation des connaissances traditionnelles …) pour exercer une pressions sur le gouvernement, et institutionnaliser l'objectif clairement exprimé par les populations extractivistes.

Exemple 2 : Construction du Parc Amazonien de Guyane

La coalition initiale (1970) portée par des scientifiques concernait avant tout la préservation stricte de l'environnement pour « préserver de grands espaces de forêt tropicale vierge ». C'est sur ce projet que l'annonce présidentielle de la création d'un parc national est faite au sommet de la Terre de Rio, répondant à un objectif de « valorisation de la forêt amazonienne française sur la scène internationale ». Face aux échecs successifs des projets de création du parc, et suite à la création du parc brésilien mitoyen (PNMT) l'objectif prioritaire devient « Créer un Parc National en Guyane ». La recherche d'alliés s'est réalisée au travers d'une diversification des objectifs annoncés. Le processus a bénéficié de la concordance des enjeux des populations locales et des scientifiques naturalistes pour l'éradication de l'orpaillage. La modification de la loi sur les parcs nationaux a permis de rallier les collectivités locales jusqu'ici opposées au projet, dont l'objectif est « acquérir plus de pouvoir et développer le territoire ». Le parc finit donc par être créé suite à une réévaluation successive des objectifs environnementaux permettant de rallier le plus grand nombre d'acteurs possibles. On a finalement un processus effectivement stratégique, mobilisant localement et nationalement un grand nombre d'acteurs. Mais mise-à-part la pression montante de l'orpaillage, sur laquelle cristallise la portée environnementale de la création du parc, la coalition qui soutient le projet est assez faible, car elle ne partage pas de réel objectif commun. La création se fait donc par

réajustement des objectifs et recherche de compromis pour effectivement aboutir à « la création du PAG ».

Exemple 3 : Construction des zones de droits d'usage collectifs

L'objectif, clairement affiché est « assurer des droits territoriaux aux populations amérindiennes ». Contrairement au Brésil, les pressions sur les populations sont assez faibles, et non nécessairement perçue par ces dernières sur l'ensemble du territoire. La mobilisation des populations sur le littoral ne répond donc pas à une urgence environnementale, mais à des revendications identitaires croissantes. Le dispositif ZDUC est créé et porté avec succès jusqu'au niveau national par des anthropologues français et des acteurs de l'administration sensibles à la cause indigène.

→ Bien que l'objectif soit clairement et sincèrement porté, le degré d'urgence socio-environnementale et le nombre d'alliés trop faibles ne confèrent pas des ressources suffisantes au dispositif (pas de médiatisation, pas de soutien externe, faible légitimité locale).

Ainsi, ces exemples illustrent que les dispositifs concrètement mis en place pour incarner une doctrine donnée sont plus ou moins forts selon qu'ils ont été créés en Guyane ou en Amapá, notamment en raison de l'ampleur et de la force des processus stratégiques mis en pace par les coalitions. La sincérité avec lesquels les objectifs environnementaux sont portés et la capacité à les faire adopter par d'autres acteurs sont des facteurs clé pour la portée stratégique des coalitions.

Conclusion

Les coalitions à l'origine du portage des aires protégées regroupent des acteurs spécifiques qui sont dans l'ensemble similaires en Guyane et au Brésil, pour chaque doctrine gestionnaire. Chaque type d'acteurs apporte des compétences, et des ressources stratégiques complémentaires pour la création de l'aire protégée. Les acteurs d'État apportent les outils législatifs et le portage interne des problématiques environnementales ; les chercheurs confèrent une légitimité scientifique aux dispositifs ; les populations traditionnelles lorsqu'elles sont impliquées apportent une légitimité locale. Les ONG tiennent néanmoins une place beaucoup plus importante dans les coalitions brésiliennes que françaises. Elles facilitent particulièrement la constitution de réseaux multiscalaires.

Les coalitions brésiliennes sont plus articulées à des réseaux amazoniens (local-national-international), tandis que dans le cas de la Guyane, les jeux d'échelles sont plus limités à des interactions local-national, influencées des mise à l'agenda international des questions environnementales.

La traduction des doctrines en politiques publiques « aires protégées » ne se produit que grâce à un changement de paramètres externes, créant, même temporairement, des conditions favorables à la mise sur agenda des enjeux portés par les coalitions.

Les processus stratégiques mis en œuvre par ces coalitions sont inégalement complexes et ont été d'autant plus « stratégiques », au sens fort du terme, que les menaces sur les écosystèmes et les populations étaient fortes, et que les conditions externes étaient défavorables à l'émergence de l'aire protégée.

Nous allons maintenant observer de façon transversale quels dispositifs de gestion ont émergé du portage d'enjeux environnementaux par les différentes coalitions. Nous observerons notamment comment la mobilisation des différentes doctrines de gestion, et la façon dont elles sont investies en France et au Brésil, confèrent des ressources plus ou moins grandes aux dispositifs concrètement créés.

2. Des doctrines de gestion … et des dispositifs concrets

Nous nous proposons de revenir ici de façon transversale sur l'ensemble des dispositifs issus des coalitions et de comparer les ressources dont ils disposent pour gérer les écosystèmes. La question est finalement de comprendre quels sont, en Guyane et en Amapá, les dispositifs les plus à même de prendre en charge les écosystèmes, et au regard de quels atouts. Pour cela, nous reviendrons en particulier l'outillage gestionnaire des aires protégées en observant : (i) le cadre législatif, (ii) les modes de gouvernance, (iii) les moyens humains et financiers disponibles, (iv) les documents de planification de la gestion.

2.1. Le cadre législatif

Toutes les aires protégées que nous avons étudiées appuient leur légitimité sur une reconnaissance législative de leurs limites, dans lesquelles des règles et modes de gestion spécifiques s'appliquent. Nous avons déjà décrit les règles applicables pour chaque dispositif dans les chapitres précédents. Nous revenons ici sur ces dernières de façon comparative entre l'ensemble des dispositifs étudiés, en distinguant les règles appliquées aux usages, et celles appliquées aux usagers.

2.1.1. Des règles concernant les usages

Nous souhaitons observer ici quels types d'usages on est susceptible d'observer dans chaque aire protégée, indépendamment des catégories de personnes autorisées à les pratiquer. Cela nous donne une idée des types d'activités que l'on peut s'attendre à rencontrer dans chaque type d'espace protégé, uniquement au regard des contraintes réglementaires qui s'y appliquent. Le Tableau 50 présente cela de façon synthétique en distinguant la Guyane et l'Amapá. Les réserves naturelles nationales ne présentent pas toutes les mêmes réglementations, car ces dernières sont définies dans leurs décrets de création et non pas dans la loi nationale : par conséquent, il n'est pas toujours possible de les positionner dans le tableau. On constate, sans grande surprise, que les usages autorisés ou interdits dépendent fortement des doctrines gestionnaires propres aux dispositifs.

Tableau 50 : Usages autorisés ou interdits dans les espaces protégés de Guyane et d'Amapá.

	Amapá	Guyane
Exploitation minière	**Interdit** : Unités de protection intégrale (loi), RESEX (loi) RDS (décret de création) **Possible :** FLOTA Terres indigènes (mais bloqué pour le moment)	**Interdit** : Réserves naturelles nationales (décrets de création), Parc National (Zone cœur) (loi) Réserve biologique intégrale (RBI) **Possible :** Domaine forestier permanent ZDUC Zone d'adhésion de parc national
Elevages et monocultures commerciales	**Interdit** : Unités de protection intégrale (loi), RESEX (loi) RDS (décret de création) FLOTA **Possible :** Terres indigènes (dans le respect des règles nationales)	**Interdit** : Réserves naturelles nationales (décret de création), Parc National (Zone cœur) (loi) Domaine forestier permanent ZDUC BBI **Possible :** Zone d'adhésion de parc national
Agriculture de subsistance	**Interdit** : Unités de protection intégrale (loi), **Possible :** RESEX RDS Terres indigènes FLOTA (sur des espaces spécifiques, restreints)	**Interdit** : Réserves naturelles nationales (via décret de création, sauf pour Amana et Marais de Kaw), RBI **Possible :** Parc National (Zone cœur) ZDUC Zone d'adhésion de parc national Domaine forestier permanent (sauf espaces spécifiques, restreints)
Exploitation forestière commerciale	**Interdit** : Unités de protection intégrale (loi), RESEX (loi) **Possible :** FLOTA Terres indigènes RDS (décret de création)	**Interdit** : Parc National (Zone cœur) ZDUC Réserves naturelles nationales (via décret de création, sauf pour Amana et Marais de Kaw) **Possible :** Domaine forestier permanent Zone d'adhésion de parc national
Extractivisme	**Interdit** : Unités de protection intégrale (loi), **Possible :** FLOTA (selon plan de gestion) RESEX (loi) RDS (décret de création) Terres indigènes	**Interdit** : Réserves naturelles nationales (décret de création) **Possible :** Domaine forestier permanent (selon plan d'aménagement) ZDUC Parc National (Zone cœur) Zone d'adhésion de parc national
Chasse et pêche	**Interdit** : Unités de protection intégrale RESEX RDS FLOTA **Possible :** Terres indigènes	Réserves naturelles nationales (décret de création), le plus souvent Interdit. **Possible :** ZDUC Parc National (Zone cœur) Domaine forestier permanent Zone d'adhésion de parc national
Recherche et tourisme	**Possible**	**Possible**
Construction d'infrastructures publiques d'intérêt général	**Possible :** Unités de protection intégrale (loi), RESEX (loi) RDS (décret de création) FLOTA Terres indigènes	**Possible :** Réserves naturelles nationales Parc National (Zone cœur) ZDUC Domaine forestier permanent Zone d'adhésion de parc national

Les espaces strictement protégés brésiliens sont ceux où l'on retrouve le plus d'interdictions : aucunes activités humaines n'y sont tolérées à l'exception de la recherche et du tourisme, sous conditions. Certaines Réserves naturelles nationales, comme celles des Nouragues ou de la Trinité sont dans le même cas, car elles ont vocation à constituer des échantillons d'écosystèmes intacts à long terme.

Les espaces destinés à l'exploitation forestière ne constituent pas une limite à l'implantation d'activités minières. Les activités traditionnelles sont en revanche encadrées dans l'espace et ne peuvent concerner que des zones spécifiquement désignées sur les plans de gestion. Les activités autorisées dans les espaces destinés aux populations traditionnelles sont liées à la conception retenue pour la subsistance. En France, elles ne doivent pas avoir de caractère commercial ; au Brésil, les RDS et les REXEX sont au contraire basées sur le maintien de filières commerciales valorisant les pratiques traditionnelles. Dans le cas des Terres indigènes, peu de règles contraignent dans l'absolu les activités que l'on est supposé rencontrer : elles sont liées aux choix des populations.

On remarque que l'interdiction des activités minières dans les espaces protégés est liée à la présence d'acteurs porteurs de convictions environnementales fortes dans les coalitions initiale : les espaces strictement protégés, le cœur du Parc Amazonien de Guyane mais également les RESEX et les RDS.

La réglementation concernant la chasse et la pêche présente des différences marquées entre Guyane et Amapá. La chasse est interdite dans tout le territoire brésilien et les Terres indigènes constituent à ce titre une exception. En Guyane, la chasse est à la base autorisée sur tout le territoire, à l'exception de certaines espèces protégées : elle est interdite dans la plupart des réserves naturelles et la chasse commerciale est interdite dans le cœur du Parc Amazonien de Guyane, où seules les pratiques traditionnelles sont tolérées.

On retrouve ainsi derrière les règles les enjeux portés par les coalitions, les compromis réalisés. Cela devient encore plus visible si l'on s'intéresse aux règles adressées aux usagers des ressources sur les espaces protégés.

2.1.2.Des règles concernant les usagers

Le caractère autorisé ou interdit des activités est le plus souvent lié à des catégories d'acteurs donnés. La limite entre acteurs autorisé peut se baser sur plusieurs critères : des critères ethniques, des critères d'usage, des critères géographiques, l'existence d'un contrat.

La différenciation ethnique est à la base de la logique portée par les Terres indigènes brésiliennes. En France, ce type de distinction n'est pas acceptable d'un point de vue législatif. Le subterfuge retenu, tant dans les ZDUC que dans le PAG est donc de définir des populations en

fonction de leurs usages, qui sont en l'occurrence différents de ceux du reste de la société. Ce sont également sur ces distinctions d'usages que sont définies les populations extractivistes au Brésil.

La différence entre distinction ethnique et distinction d'usage est néanmoins importante car les autorisations sont alors conditionnées par le type d'activité et non par l'identité des bénéficiaires : si ces derniers changent de pratiques, les droits sont susceptibles d'être remis en question. Cela traduit dans les faits une reconnaissance des pratiques passées, mais une confiance limitée en la capacité des populations à trouver seules de nouveaux modes de gestion durable.

En France, on concède plus facilement des droits sur les critères géographiques, n'impliquant pas une différentiation entre les individus, mais uniquement sur les territoires où ils agissent.

Ainsi, le PAG considère des droits spécifiques aux « résidents », même s'ils n'appartiennent pas aux « populations tirant traditionnellement subsistance de la forêt ». De la même façon, les réserves naturelles nationales de l'Amana et des Marais de Kaw présentent des dispositions spécifiques envers les populations qui résident à l'intérieur. En Amapá, peu de droits sont accordés uniquement sur des critères géographiques, mais bien sûr, les droits destinés aux populations traditionnelles s'appliquent uniquement à leur territoire. Dans les espaces strictement protégés (Unités de protection intégrale), cela peut arriver, mais il s'agit alors de mesures dérogatoires, comme nous le verrons en Partie III.

Enfin des droits d'usage spécifiques sont accordés via des marchés passés pour l'exploitation des ressources : les contrats de vente des bois, ou l'attribution de concessions définissent en effet des usagers privilégiés pour une ressource donnée, sur la base d'une transaction financière.

Les règles concernant les usages et les usagers sont très souvent modulées spatialement via l'établissement d'un zonage interne à l'aire protégée. Les acteurs reconnus légitimes pour délimiter les zones et les règles associées jouent donc un rôle clé pour la gestion de l'espace protégé. Nous allons maintenant justement revenir sur les choix de gouvernance réalisés dans les espaces protégés.

2.2. Les formes de gouvernance

Toutes les aires protégées que nous étudions sont implantées sur des terres publiques, appartenant à l'État central en Guyane, à l'État fédéral (l'Union) ou à l'État fédéré d'Amapá en Amapá. Pour autant, les modes de gestion mis en place recouvrent une grande diversité d'arrangements impliquant une délégation plus ou moins grande des décisions de gestion par l'État à d'autres acteurs sur ces territoires. Observer et comparer ces arrangements apporte des informations primordiales car cela traduit « Qui » est considéré compétent pour prendre en charge la gestion des espaces naturels.

2.2.1.Confier la gestion à des organismes publics spécialisés

Au Brésil, toutes les unités de conservation définies dans la loi du SNUC, qu'elles aient une vocation de préservation intégrale ou d'usage durable des ressources, sont gérées par des organismes public spécialisés : l'ICM Bio pour aires protégées fédérales, et le Sema pour celles relevant de la responsabilité de l'État d'Amapá.

Cela confère à l'État la responsabilité de mettre en place les conditions nécessaires pour une bonne gestion de l'espace protégé (personnels, moyens…). En revanche selon le type d'espace protégé, les décisions de gestion ne sont pas prises de la même façon : dans les unités de protection intégrale (espaces strictement protégés) les décisions sont prises uniquement par l'équipe gestionnaire, qui rend des comptes exclusivement à la direction de l'ICM Bio ; dans les unités de gestion durable, des conseils délibératifs sont mis en place, ce qui implique des prises de décisions partagées entre gestionnaires publics et associations locales des populations extractivistes.

L'établissement public du Parc Amazonien de Guyane – PAG est construit spécifiquement pour la gestion de cet unique espace protégé et sa hiérarchie directe est le Ministère de l'environnement français. Les décisions majeures sont prises par le conseil d'administration, composé de membres de l'État, des collectivités locales, des communautés, de la société civile. La logique est plus celle du consensus territorial que d'une cogestion État/populations locales.

L'ONF est l'établissement public national historiquement en charge de la gestion des forêts publiques françaises. Comme dans le cas de l'ICM Bio, les décisions prises au niveau de l'ONF Guyane font l'objet d'un contrôle financier mais également d'un contrôle sur les orientations de gestion mises en place, qui doivent être en accord avec les directives nationales. Au niveau national, l'établissement public est dirigé par un conseil d'administration intégrant des représentants de l'État, mais également des diverses parties prenantes (collectivités, privés, associations) concernées par ses activités. Néanmoins, les principales décisions techniques concernant les forêts de Guyane sont prises en interne de la direction régionale de Guyane.

Au travers de ces différents organismes publics, l'État garde un contrôle fort sur l'utilisation des moyens financiers, les agents recrutés, le type de contrôles et d'évaluation mis en place, les actions de gestion menées au quotidien. Mis à part dans le cas des espaces strictement protégés brésiliens, des systèmes d'intégration des enjeux portés par d'autres secteurs de la société ont été mis en place, sous la forme de conseils d'administration en France, et de conseils délibératifs au Brésil. Les conseils délibératifs se rapprochent néanmoins beaucoup plus d'une logique de cogestion locale que les conseils d'administration français, qui visent plus à permettre un rétrocontrôle de la société sur l'action de l'État.

La FUNAI, organisme public brésilien placé sous la tutelle du ministère de la Justice, était historiquement en charge de la gestion des interactions entre les Amérindiens et le reste de la

société brésilienne. Dans les terres indigènes, les populations géraient leurs activités selon leurs coutumes, mais la FUNAI était responsable du contrôle des entrées sur la TI, et de la coordination des actions gouvernementales sur ces espaces, de la défense des intérêts des populations. Depuis 2009, la FUNAI n'a plus de postes directement dans les Terres indigènes, et des cogestions se sont mises en place. Ainsi, dans les Terres indigènes d'Oiapoque, le Conseil des Caciques a été créé pour porter la position officielle des chefs de villages face aux problématiques rencontrées par les Terres indigènes (revêtement de la route, …). Cela confère ainsi un pouvoir décisionnel plus important pour les populations locales, intégrées au dispositif administratif. On ne retrouve pas ce type d'instances en Guyane française.

2.2.2. Déléguer la gestion

L'État propriétaire peut également s'appuyer sur d'autres organisations préexistantes pour mettre en œuvre la gestion des espaces protégés. Il délègue alors une partie des compétences non plus à un organisme public spécialisé, mais à des associations, des acteurs privés, des communautés etc., jugés plus à même de gérer les espaces. Ces délégations peuvent se faire au travers de conventions, de contrats, ou être directement prévues dans les décrets de création des espaces concernés.

Gestion déléguée par convention.

Dans le cas des Réserves naturelles, nous avons vu que l'État, au travers du préfet, établissait des conventions de gestion avec des organismes jugés localement compétents pour cela. Les fonds sont donc publics, mais la gestion administrative et financière de la réserve revient à l'organisme gestionnaire. Au travers de conventions tripartites, des cogestions sont souvent préférées à un seul acteur gestionnaire, associant le plus souvent une institution publique spécialisée (ONF, ONCFS) et d'autres porteuses d'une plus forte légitimité locale. L'État (le préfet) reste en position de rompre ou de ne pas renouveler les conventions en cas de manquements au cadre de la convention.

Gestion déléguée par contrat

Dans le cas de la FLOTA, l'IEF et le Sema sont gestionnaires de l'aire protégée, selon un modèle « organisme public spécialisé ». Néanmoins, l'intégralité des actions menées dans les concessions forestières est mise en œuvre par des entreprises privées (planification, exploitation, équilibre financier…). Les institutions publiques sont uniquement responsables du contrôle des exploitations. Un non-respect des clauses du contrat par les entreprises peut entraîner la fin de ce dernier. En Guyane française, les entreprises ne sont responsables que de l'exploitation des bois sous contrôle de l'État ; le gestionnaire forestier, responsable de la planification est uniquement l'ONF.

Gestion déléguée par la loi

Dans les ZDUC et les TI, la loi reconnaît aux populations le droit d'administrer leurs territoires selon leurs propres pratiques. En Guyane, la gestion des ZDUC est le plus souvent retirée à l'ONF. Néanmoins le maintien d'un flou institutionnel, la faiblesse des dérogations (droit national applicable) accordées pour la gestion des ressources, l'absence fréquente de structuration politique des communautés, leur méconnaissance du dispositif et l'absence de moyens, rendent peu effectif ce transfert de gestion. Dans les Terres indigènes, les communautés sont libres d'organiser leur territoire et d'user des ressources naturelles selon leurs coutumes, à l'exception des ressources minières et énergétiques. L'importance des dérogations vis-à-vis de l'utilisation des ressources naturelles les place en position de gestionnaires effectifs de leur territoire.

On a donc des différences importantes entre Guyane et Amapá dans les modes de gouvernance retenus pour chaque dispositif. Ils sont principalement liés à la façon dont l'État, propriétaire, s'est investi dans chaque modèle, et à la légitimité qu'il reconnaît à d'autres acteurs pour gérer les ressources.

Finalement, en Amapá, la doctrine de gestion est primordiale pour déterminer le type de gouvernance qui va être mise en œuvre sur les territoires. Les espaces strictement protégés sont gérés uniquement par l'organisme public, et la règle, permettant un contrôle strict des usages, prévaut. Les espaces destinés aux populations traditionnelles sont gérés par des organismes publics, en cogestion, ou en association avec les populations locales concernées : les instances institutionnelles de prise de décision permettent aujourd'hui une reconnaissance réelle de la capacité des populations à gérer leur territoire et leurs ressources. Enfin, la gestion des concessions forestières se fait par une délégation des opérations techniques de planification aux entreprises bénéficiant de la concession, sous le contrôle des institutions publiques spécialisées. Les choix de gouvernance réalisés en Guyane illustrent les interprétations des doctrines gestionnaires que nous avons étudiées dans les chapitres 5 à 7. Par rapport au Brésil, l'État délègue beaucoup moins. Pour l'exploitation forestière, les acteurs privés ne réalisent que les activités d'exploitations, sous contrôle de l'ONF ; les populations locales traditionnelles ne sont que rarement décisionnaires (ou majoritaires) au sein des dispositifs. Paradoxalement, ce sont dans les espaces de préservation stricte (réserves naturelles nationales) que les délégations de gestion les plus importantes se font, au travers de conventions impliquant souvent des associations ou des collectivités. Dans le PAG, le modèle de gouvernance vise à une intégration territoriale du dispositif, et à une minimisation des conflits.

Quel que soit le mode de gouvernance adopté, la gestion des espaces protégés nécessite des moyens humains et financiers suffisants.

2.3. Les moyens humains et financiers

L'un des facteurs les plus souvent mis en avant pour expliquer l'inefficacité environnementale des espaces protégés est le manque de moyens mis à leur disposition (Bruner, Gullison, & Balmford, 2004). Les parcs seraient alors des « parcs de papier » (Smouts, 2001), dessinés au crayon sur un document administratif sans aucunes réalisations sur le terrain.

Il nous a ainsi semblé particulièrement important de proposer une approximation, même très imparfaite, des moyens humains et financiers disponibles pour les espaces protégés de Guyane et d'Amapá, et d'en observer de façon globale les sources de financements. Les données des tableaux qui synthétisent es paragraphes précédents ci-dessous correspondent à des estimations allant de l'année 2009 à l'année 2011, en fonction de moment de la recherche où elles ont été récoltées, et à l'actualisation des sources d'information. Cela reste suffisant pour donner des ordres de grandeur.

2.3.1.Moyens humains

L'indicateur « surface gérée / personnel de l'aire protégé » mobilisé pour construire le Tableau 51 est un indicateur souvent utilisé pour les évaluations de la mise en gestion des aires protégées. Divers acteurs rencontrés, tant en Guyane qu'en Amapá, le mobilisent pour démontrer le caractère vain d'une gestion environnementale réalisée par si peu de personnes, pour des territoires tellement vastes. Les données récoltées pour l'estimation des ressources humaines proviennent de données d'observation directe, d'entretiens, des documents émis par les organismes, ou, à défaut, des bases de données mises en ligne par le ministère de l'environnement et par le WWF. Les espaces protégés guyanais sont représentés en bleu, tandis que ceux d'Amapá sont en vert.

Le premier constat est qu'il n'y a pas une fracture nette entre espaces protégés de Guyane et d'Amapá. Les ordres de grandeurs par catégories gestionnaires sont globalement les mêmes, à l'exception des aires dites de « développement durable », sur lesquelles nous reviendrons.

Les espaces protégés « strictement » ont des ressources humaines assez faibles, allant fréquemment de 1 à 4 personnes, et n'atteignant jamais 10. On constate que ceux qui ont le plus de personnels ne sont pas les espaces qui ont la plus grande superficie, mais ceux ou les pressions sont les plus importantes, en raison d'une plus grande accessibilité, et donc d'une fréquentation touristique plus importante, ainsi que de la présence d'habitants en interne (qui contribuent, en Guyane, à alimenter les équipes de gardes).

Tableau 51 : Moyens humains par espaces protégés en Guyane (Bleu) et en Amapá (Vert).

	Nombre de permanents	Superficie (ha)	Nb ha/gestionnaire
Aires « strictement protégées »			
RB Parazinho	7	276	39
RNN Trésor	4	2475	619
RNN Gd Matoury	3	2123	708
RNN Amana	9	14800	1644
RNN Gd Connétable	3	7850	2617
RNN Kaw	7	94700	13529
EE Jari	3	67675	22558
EE Maraca-Jipioca	2	60253	30126
RNN Nouraques	3	100000	33333
RNN Trinité	1	76000	76000
RB Lagi Piratuba	3	392468	130823
PN Cabo Orange	3 (+ 28 temporaires lutte incendies)	399773	133258
PNM Tumucumaque	3 (+2 en soutien)	3828923	765785
RBI L-DD	gestion ONF	110776	NR
Aires de « développement durable » liées aux populations locales et/ou			
PNR Guyane	23	265962	11564
PAG – Parc national	92	3385019	36794
RESEX Cajari	5	502524	100505
RDS Iratapuru	1	873576	873576
ZDUC	0	620205	/
TIs de l'Oiapoque	NR	518454	NR
TIs Wayampi	NR	607000	NR
Aires liées à l'exploitation forestière durable			
DFP (Guyane)	80 à l'ONF (dont env. 50 en lien direct à la gestion forestière)	2300000	46000
FLOTA	87 à l'IEF (dont env 15 spécifiquement en gestion forestière de la FLOTA)	2320304	154687
FLONA	1	459807	459807

Dans le cas de réserves très isolées, les gestionnaires guyanais ne se plaignent pas particulièrement du manque de moyens humains, au contraire des gestionnaires brésiliens. En effet par exemple, les réserves naturelles de la Trinité et des Nouragues, éloignées et non habitées, ne demandent pas une présence permanente des équipes sur le territoire.

Dans le cas des parcs nationaux et réserves brésiliens, pourtant également isolés, le manque de ressources humaines est systématiquement la première limite mentionnée pour leur capacité d'action environnementale.

> *« Le problème, c'était plus les ressources humaines. Nous n'avons jamais été plus de 6 fonctionnaires. Un est mort dans un accident, un autre est parti en formation à Pracuuba. Il y a beaucoup de départs […]. Enfin, le problème n'était pas l'argent, mais les gens pour l'utiliser. » (Entretien gestionnaire PNMT).*

Pour l'ensemble des gestionnaires des espaces fédéraux l'un des problèmes majeurs est, comme évoqué, le départ non remplacé des fonctionnaires vers des États situés plus au sud du Brésil, et ce malgré des avantages financiers associés à une affectation dans des États plus reculés

comme l'Amapá. Une des réponse alors mise en œuvre a été de décentraliser les concours : une personne qui obtient son concours en Amapá doit travailler en Amapá.

Néanmoins, à terme, le jeu des mutations induit une perte nette de gestionnaires publics en Amapá. Certains appuis peuvent venir d'ONG : le WWF finance depuis 2012 deux postes complémentaires pour le parc national Montanhas do Tumucumaque, mais ce genre d'initiatives reste très ponctuelle. Si le même phénomène de *turn-over* existe en Guyane, il est compensé par la forte proportion d'employés contractuels, et ce y compris au sein des établissements publics comme l'ONF ou le parc Amazonien.

On constate que les organismes de gestion forestière et le parc national et le parc naturel régional français sont nettement plus favorisés en termes de ressources humaines (bien que les superficies gérées par unité de personnel restent très importantes). Cela est dû au fait qu'ils développent des compétences liées à l'assistance technique et au développement local, impliquant la présence de personnel sur le terrain. Par ailleurs, ce sont à chaque fois des structures institutionnelles mises en place pour remplir les missions de gestion environnementale considérées. Ils disposent donc d'une structure administrative et financière propre, impliquant des postes supplémentaires, qui ne sont pas comptabilisés pour l'ICM Bio par exemple, puisque les gestionnaires dépendent directement de Brasilia.

Par ailleurs, on notera que la surveillance et la verbalisation du territoire des aires protégées, est souvent de la responsabilité des forces de l'ordre (gendarmerie, police, armée) dès lors que cela touche à des questions de sécurité nationale en Guyane française (principalement orpaillage illégal), ou que l'on se situe dans la *faixa de fronteira* en Amapá (sécurité nationale également). Cela ajoute dans tous les cas des ressources humaines au contrôle territorial, mais les priorités d'actions ne sont plus nécessairement fixées par les acteurs environnementaux.

Finalement, plus qu'un ratio personnel/superficie, c'est l'adéquation entre les activités qui se déroulent sur les espaces protégés, les missions attribuées aux équipes gestionnaires et les ressources humaines qu'il est important d'observer. Avoir une seule personne pour toute la Réserve de la Trinité peut être jugé plus adéquat que la dizaine d'agents forestiers de l'ONF chargés du suivi du foncier et des exploitations sur l'ensemble du domaine forestier permanent et de la bande littorale. De même, ce n'est pas au regard de la superficie de leur parc que les chefs des parcs nationaux s'estiment en sous-effectifs, mais au regard des tâches exigées par l'ICM Bio, et de leur capacité à remplir leurs missions en interne, mais surtout en externe de leur espace protégé (vulgarisation, …).

2.3.2. Moyens financiers

Les données concernant les moyens annuels des espaces de Guyane et d'Amapá proviennent de plusieurs sources. Pour les réserves naturelles de Guyane, elles nous ont été communiquées en

2011 par la DEAL, pour l'année 2009. Pour le PAG, l'ONF et l'IEF, elles sont issues de documents ou rapport d'activités produits annuellement et sont donc mieux actualisées. Dans le cas de l'ICM Bio et du SEMA, il est plus compliqué d'accéder aux comptes propres de chaque aire protégée. En effet, la gestion financière est centralisée pour l'ensemble des organismes et les frais ne sont pas comptabilisés espaces par espaces.

Tableau 52 : Fonds annuels accordés aux espaces protégés de Guyane et d'Amapá.

Espace protégé	Montant des fonds publics annuels	Financeur
Réserves naturelles nationales	Entre 79 000 et 323 000 € (varie principalement en fonction des charges salariales)	Ministère de l'environnement
Parc amazonien de Guyane	> 8 000 000 €	Ministère de l'environnement
Parc naturel régional	≈ 2 500 000 €	Ministère de l'environnement
ONF (pour l'ensemble des missions de l'organisme)	5 102 000 € dont 2 907 000 € en gain propre et le reste en subventions.	Recettes propres + ONF national + subventions de l'État et de l'Union européennes
ZDUC	0 €	/
Unités de conservation fédérales ICM Bio	L'ICM Bio ne fournit pas les données par espace naturel, mais par type de dépenses. Tous les espaces, sauf les forêts publiques, bénéficient du projet ARPA. Les fonds sont jugés suffisants par les gestionnaires (voir les estimations fournies par le PNMT au Chapitre 6).	ICM Bio (Etat fédéral) ARPA
Unité de conservation de l'État d'Amapá	Comme l'ICM Bio, le Sema ne fournit pas de dépenses par espaces protégés. Le budget annuel global du Sema est néanmoins très faible (323 234 Rs en 2011, soit un peu plus de 100 000 €)	Sema (État fédéré) ARPA (pour la RDS Iratapuru uniquement)
IEF (pour l'ensemble des missions de l'organisme)	≈ 1 700 000 Rs en 2012, (soit env 562 000 €)	Etat d'Amapá
Terres indigènes d'Amapá	1 700 000 Rs ont été versés à la FUNAI de Macapa en 2011 (soit env 562 000 €)	FUNAI (Ministère de la Justice)

Aujourd'hui, il semble que ce soient plus les ressources humaines que les moyens financiers qui manquent. En effet, aux fonds du ministère s'ajoutent des financements en provenance du programme ARPA (voir Encadré 8, p. 187), géré par le ministère de l'environnement, mais alimentés par des fonds internationaux

« En 2003, on a commencé à parler d'ARPA, et en 2005, on a eu des versements annuels. Des sommes assez confortables. On avait plus d'argent que l'on ne pouvait en dépenser. C'étaient 200 000 Rs par an. A ce moment (ndlr : ARPA Phase 1), ce n'était pas toutes les unités qui bénéficiaient du programme ARPA. Seulement les deux nôtres (ndlr : les parcs nationaux) et la réserve Lago Piratuba. Les quatre autres n'avaient rien. Ils devaient faire avec des versements ridicules, comme 20 000 Rs par an pour gérer une unité de conservation. Nous faisions partie des riches. » (Entretien gestionnaire PNMT et PNCO, 2011).

Par ailleurs, les ONG internationales peuvent intervenir directement en soutien : CI et le WWF ont financé des travaux d'inventaire dans le cadre de la mise en place du plan de gestion du PNMT. Aujourd'hui, le WWF-Brésil agit principalement en finançant des postes supplémentaires pour le PNMT, tandis que CI-Brésil travaille prioritairement sur des projets en lien aux forêts publiques (FLOTA et FLONA), qui ne sont pas éligibles au programme ARPA. Ces espaces protégés bénéficient de financements internationaux, dont notamment deux projets du Fond français pour l'environnement mondial (FFEM), en cours de lancement. Les fonds internationaux, mobilisés par l'État fédéral (ARPA), par les ONG internationales, ou directement par l'État d'Amapá, jouent donc un rôle non négligeable dans les apports financiers de soutien à la gestion de tous les espaces protégés d'Amapá.

En Guyane, l'État et l'Union Européenne sont les principaux financeurs de la gestion des espaces protégés. Les réserves naturelles, tout comme le PAG sont financés sur des fonds du ministère de l'environnement. Dans le cas de l'ONF, si une part des revenus vient de la vente des bois et de prestations de services, la volonté de soutien au développement de l'activité forestière locale et durable est permise par l'importance des subventions européennes accordées, notamment pour l'équipement des forêts en infrastructures (Fonds FEADER). Pour le moment, la gestion globale s'avère encore chaque année déficitaire (le bois est vendu moins cher que ne coûte la gestion et l'équipement de la forêt), y compris en comptant les subventions (ONF 2012).

En ce qui concerne les territoires destinés aux populations amérindiennes, nous avons vu qu'aucun fonds de gestion directe n'alimentait les ZDUC, qui n'ont pour l'instant qu'une existence législatives, sans moyens ou personnels affectés. Les projets menés dans les terres indigènes en Amapá, peuvent être financés par la FUNAI. Néanmoins, si cette dernière institution dispose, on l'a vu d'un personnel assez important, les fonds destinés à la mise en place de projets sont faibles et ont été totalement bloqués pour l'année 2012 compte-tenu de restrictions budgétaires, retardant les projets prévus (Entretien directeur de la FUNAI-Macapá, Macapá, 2012). Là encore, les ONG socio-environnementales jouent un rôle important dans le financement de projets visant à la mise en place d'une gestion environnementale des terres (Iepé et TNC principalement).

Il est souvent avancé qu'au Brésil, les ONG pallient aux manques de l'administration. La situation est néanmoins plus complexe et c'est en fait plus un partenariat entre État et ONG est en œuvre. Les ONG apportent en effet également des compétences, avec un personnel formé d'origine

brésilienne pour la majorité des postes. Ce partenariat permet de débloquer des fonds supplémentaires, notamment en provenance de l'international, mobilisés par des organismes dont c'est une des compétences cœur. Ces fonds complémentaires alimentent pour partie la gestion des aires protégées. En Guyane, ce sont les Fonds européens qui permettent de jouer ce rôle, en finançant un nombre important d'activités et de projets autrement non réalisables.

On remarque que tant en Guyane qu'au Brésil, plus les organismes disposent de personnel, plus les fonds disponibles sont importants : cela semble logique dès lors que plus il y a de salariés, plus les activités mises en place sont nombreuses, et plus les frais de fonctionnement sont importants.

Mis à part les moyens mis à disposition, l'un des indicateurs les plus mobilisés par les gouvernements et les ONG pour attester de la mise en œuvre des aires protégée est la rédaction d'un plan de gestion, qui traduit l'existence d'une stratégie rationnelle et d'une planification de la gestion.

2.4. Les outils de planification de la gestion environnementale

S'ils sont particulièrement anciens dans l'histoire de la gestion forestière française (Arnould, 2002; Boutefeu, 2005), les documents de planification se sont largement répandus pour la gestion des espaces naturels dans le monde au cours des deux dernières décennies. Ils sont devenus obligatoires pour la plupart d'entre eux, et constituent même pour certains la pièce maîtresse pour leur création officielle (cas des Réserves biologiques de l'ONF). Ces documents nous intéressent particulièrement car ils fournissent des informations précieuses sur les logiques d'action portées par les espaces protégés, au travers notamment des objectifs et modalités d'action proposés.

A l'exception des aménagements de l'ONF, on voit (Tableau 53) que les exigences législatives concernant la mise en place de plans de gestion sont récentes, tant en France qu'au Brésil. C'est néanmoins devenu une obligation pour l'ensemble des espaces protégés. Seules les Terres indigènes et les ZDUC n'y sont pas soumises, puisque la logique initiale de gestion pour ces dispositifs est une gestion autonome des populations. Néanmoins, même dans ces deux cas, des processus volontaires ont été lancés par les populations, en lien avec l'ONF en Guyane, et avec des ONG, en Amapá.

Les années 2000 sont donc, dans les espaces protégés de Guyane et d'Amapá, des années de réflexion pour la planification des actions de gestion. La rédaction de ces documents prend du temps, notamment dans de petites équipes et suit presque systématiquement un processus de validation multiscalaire.

Le Tableau 54 permet de poser des bases de comparaison succinctes entre les documents des aires protégées étudiées.

Tableau 53 : Documents de gestion des espaces protégés de Guyane et d'Amapá.

	Loi	AP de Guyane et d'Amapá	Plan de gestion ?	Depuis quand ?
En Amapá				
Unités de conservation brésiliennes (SNUC)	Plan de gestion obligatoire depuis la loi du SNUC (2000)	Parc national M. de T.	Oui	2009 (premier)
		Parc national du Cabo Orang	Oui	2011 (premier)
		REBIO Lago Piratuba	En cours	/
		EE Jari	Non	/
		RESEX Cajari	En cours	/
		RDS Iratapuru	En cours	/
		FLONA	Oui	2014 (premier)
		FLOTA	Oui	2014 (premier)
Terres indigènes	Non évoqué dans la loi	TI Wayampi TIs Galibi, Juminã et Uaça	Non Oui	/ 2012 (premier)
En Guyane				
Réserve Naturelles Nationales	Obligatoire depuis 2005	Nouragues	Oui	2011
		Marais de Kaw	En cours	/
		Mont Grand Matoury	Oui	2011 (premier)
		Grand Connétable	Oui	2011
		Amana	En cours	/
		Trinité	Oui	2011
Parc national	Charte obligatoire (loi de 2006)	Parc Amazonien de Guyane	Oui	2012 (premier)
Forêts publiques	Obligatoire (code forestier)	Domaine forestier permanent	Oui, documents emboîtés	Années 1990 (premiers)
Parc naturel régional	Charte obligatoire (loi de 2006)	PNR de Guyane	Oui	2012 (renouvellement)
Réserve biologique intégrale	Obligatoire (Code forestier)	RBI Lucifer/Dékou-Dékou	Oui	2012 (premier)
ZDUC	Non évoqué	ZDUC de Guyane	Non, sauf une	/ 2006 (premier)

Tableau 54 : Principales caractéristiques des documents de gestion de certains des espaces protégés étudiés

Espace protégé concerné	Type de document	Rédaction	Validation Durée de validité	Guide de rédaction ? Contenu recommandé
Parc national brésilien : *Exemple : PNMT (env. 300 p.)*	Plan de gestion Logique de gestion adaptative.	Rédigé par le chef d'unité, sur la base d'études commandées à des tiers (chercheurs).	Présenté au conseil consultatif. Négociations avec l'armée en zone frontière. Validé par la direction de l'ICMBio + conseil de sécurité nationale. Validité : 5 ans.	Guide de rédaction produit par l'ICM bio : Galante et al. (2002) 6 parties. Contextualisation internationale, nationale, régionale; Analyse de la région; Analyse du parc; Planification des actions; Projets spécifiques ; Evaluation.
Réserve naturelle nationale *Exemple : RNN Nouragues (env. 200 p.)*	Plan de gestion.	Généralement rédigé par le conservateur.	Présenté au comité consultatif. Validé par arrêté préfectoral après avis du Conseil national de protection de la nature pour le premier et du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel pour les suivants. Validité : 5 ans	Guide de rédaction : RNF et Chiffaud (2006) 3 parties. Diagnostic de la réserve ; Gestion de la réserve ; Evaluation de la gestion.
Parc national français *Exemple : charte du PAG (env. 200 p.)*	Charte de territoire.	Rédigé par l'établissement public en charge de la gestion, selon une procédure de concertation.	Accepté au niveau ministériel, après validation par le conseil d'administration, puis enquête publique ; avis du CNPN et du CIPN. Validité :15 ans.	Guide de rédaction : PNF (2008). Le format du document reste assez libre. Il doit contenir à minima : Un rappel des objectifs fondamentaux du parc, un diagnostic territorial, un zonage, des orientations et des objectifs, des mesures associées.
Terres indigènes *Exemple : PGTA Oiapoque (env. 25 p .)*	Programme de gestion territoriale et environnementale.	Dans ce cas, coproduit par les ONG TNC et Iepé, suite à la réalisation d'ateliers participatifs.	Approbation du document par les chefs des villages. Pas de date de renouvellement fixée.	Pas de guide de rédaction. Initiative innovante. Dans le cas des terres indigènes de l'Oiapoque : Présentation ; Méthodologie d'élaboration ; Principaux axes du programme ; Mise en œuvre.
Forêt publique *Exemple : Aménagement forêt Régina-StG (env. 80 p. + annexes 200 p)*	Ensemble de documents de gestion emboîtés.	Directives régionales d'aménagement et aménagements rédigés par la Direction régionale de l'ONF	Validés localement par le conseil régional de la forêt, puis acceptés au niveau ministériel. Aménagement valide 20 ans Programme de mise en valeur renouvelé annuellement.	Guide de rédaction spécifique à la Guyane. Pour l'aménagement d'une forêt : Renseignements généraux ; Analyse des besoins économiques et sociaux ; Gestion passée ; Synthèses : objectifs, zonages, principaux choix d'aménagement ; Décisions ; Bilan économique et financier.

Dans tous les cas, les documents de planification de la gestion définissent une vision stratégique des actions à mettre en œuvre pour répondre aux exigences liées à la catégorie de l'aire protégée. La définition des objectifs de gestion à atteindre et des actions à réaliser pour cela se fait sur la base d'un diagnostic analysant les principaux enjeux, et les principales menaces affectant l'espace protégé.

Nos observations montrent que le format des documents est plus conditionné par les doctrines de gestion propres aux aires protégées que par le contexte national.

Ainsi, les documents de gestion des aires strictement protégées sont des documents avant tout techniques, rédigés par les gestionnaires. Ils définissent, au regard d'un diagnostic des pressions anthropiques, les actions à mener en priorité pour assurer un maintien de la qualité des écosystèmes. Ils prévoient ainsi les objectifs à atteindre et constituent des outils de transparence et d'évaluation de la gestion. La formalisation des objectifs de gestion permet de soutenir et de légitimer des demandes de financement, et d'ajuster le budget accordé aux équipes de gestion. Cela permet également aux instances nationales de prioriser et répartir les affectations de moyens entre l'ensemble des aires protégées du pays. Enfin, l'édition des guides de rédaction cadrant précisément les plans de gestion permet de préciser et d'homogénéiser les attentes vis-à-vis des équipes gestionnaires et le type de stratégies que l'on attend d'elles.

Les documents de gestion des forêts publiques sont pensés à plusieurs échelles. D'une part, des documents cadres définissent la logique de planification spatiale générale de l'ensemble de la forêt gérée et les vocations attribuées à chaque zone (Directives régionales d'aménagement en Guyane, et plan d'aménagement de la FLOTA en Amapá). Ces documents sont, dans les deux cas élaborés par les gestionnaires publics de la forêt (ONF en Guyane, IEF en Amapá). En Guyane, un document de panification spatiale plus précis est ensuite rédigé pour chaque « forêt » : l'Aménagement. La planification opérationnelle annuelle de l'exploitation du bois est en revanche pensée pour l'ensemble des exploitants à l'échelle de l'ensemble du domaine forestier permanent, ce qui est possible car l'ONF est le seul gestionnaire de la forêt, et a ainsi le monopole de la vente du bois. En Amapá, le plan de gestion des concessions, rédigé par les entreprises d'exploitation remplit simultanément ces deux fonctions (zonage spatial précis, et organisation spatiale et temporelle de l'exploitation). Ces documents, pour lesquels des modèles de rédaction existent, permettent de sortir d'une logique minière de prélèvement des bois et de contrôler les prélèvements dans l'espace et dans le temps. Plus que des documents cadres, ce sont donc plus directement des outils nécessaires à une planification économique de l'exploitation. L'ensemble de ces documents a donc avant tout une vocation technico-économique de soutien à l'activité d'exploitation forestière elle-même. En Amapá, ils constituent l'élément d'évaluation et de contrôle de la mise en œuvre d'une« bonne gestion » par les entreprises.

A l'opposé de cette rationalisation technique, aucun document de gestion n'est imposé dans les ZDUC et les TI. En effet, la logique même défendue est appuyée sur les pratiques de populations traditionnelles, dont les modes de gestion ne dépendent pas d'une formalisation au travers de documents, mais se base plus sur des traditions orales non nécessairement formalisables sur « papier ». Pour autant, on voit que dans les TI, une dynamique de formalisation de la gestion s'est mise en place ces dernières années, selon une approche novatrice portée par des ONG socio-environnementales. Les documents sont issus d'ateliers de concertation. Ils sont courts, pédagogiques et rédigés de façon à être les plus abordables possibles par les populations. Contrairement aux documents évoqués jusqu'à présent, ils ne concernent pas directement les pratiques à mettre en œuvre par les populations, mais constituent plutôt un diagnostic des problèmes rencontrés dans les villages et des types de solutions qui peuvent y être apportées. Plus que des documents techniques, il s'agit donc avant tout de documents de communication, faisant l'intermédiaire entre la situation des terres indigènes, mal connue des acteurs externes, et les éventuels partenaires susceptibles d'y intervenir. L'objectif est donc à la fois de formaliser les besoins des populations (notamment sur les questions territoriales et environnementales) et de fournir des moyens d'enrôler de nouveaux membres dans la coalition, ainsi que de légitimer le financement de projets (publics, ou par les ONG).

Enfin, la charte du PAG constitue encore un type de document différent, à l'interface entre technique et politique : en effet, elle doit à la fois répondre à la fois aux exigences du Ministère de l'environnement, et être jugée acceptable par les acteurs locaux dont elle annonce porter les intérêts (communes, collectivités locales départementales et régionales, populations traditionnelles…). Soumise à enquête publique, elle définit un projet d'aménagement territorial durable. Rédigée par l'établissement public du Parc, elle a donc fait l'objet d'une forte publicité en Guyane.

On voit donc que les caractéristiques des documents de planification de la gestion (le format, le contenu, les modalités de leur rédaction, le type de validation) sont fortement dépendantes des objectifs qui leurs sont attribués, et donc en l'occurrence, des interprétations des doctrines gestionnaires.

Le plan de gestion validé atteste de la formalisation de la gestion, et est pour les administrations une garantie minimale de « bonne gestion » de l'espace protégé. Il s'agit d'ailleurs de l'un des critères mobilisés, bien que discutable, pour savoir si la gestion des espaces protégés s'accompagne effectivement d'actions concrètes ou non. Ces documents sont également des préalables à l'obtention de subventions pour s'orienter vers des objectifs de gestion donnés. Ainsi, même dans les cas où il n'est absolument pas obligatoire, comme dans les terres indigènes, la rédaction d'un document de gestion permet aux éventuels bailleurs de fonds, à la fois de s'assurer du sérieux des actions qu'ils financent, et de justifier en externe de la destination de l'argent versé. La réalisation d'un document de gestion est ainsi un moyen d'afficher les objectifs poursuivis, de

les rendre publics. Dans les organismes publics de gestion environnementale, ils permettent également de justifier les moyens humains, matériels ou financiers demandés, pour être en mesure de mener à bien la gestion. Dans certains cas, leur élaboration peut même devenir un moment démocratique d'élaboration des objectifs à atteindre. C'est nettement le cas pour les terres indigènes, à l'échelle des communautés considérées, ou encore pour les chartes de territoires des parcs nationaux français.

Ainsi, si la rédaction de ces documents est parfois présentée comme un exercice administratif sans incidence réelle sur les actions menées, l'ensemble des autres fonctions de ces documents leur confère dans tous les cas une portée stratégique pour la gestion environnementale.

Conclusion

Observer les outils de gestion (lois, gouvernance, planification) associés aux aires protégées et les moyens mobilisés permet de caractériser la façon dont les différentes doctrines sont investies en France et au Brésil. On constate que le cadre législatif concernant les usages et les outils de planification sont fortement influencés par la doctrine de gestion : ces éléments constituent la traduction directe des engagements environnementaux des dispositifs. En revanche ce n'est pas le cas des formes de gouvernance mobilisées. En Guyane, l'État tient une place centrale dans l'ensemble des dispositifs de gestion, à l'exception des espaces de gestion « contractuelle » (PAG, PNRG) qui sont en revanche très peu précis en termes d'objectifs écologiques, ou des ZDUC, qui ne bénéficient en conséquent d'aucun soutien public. En Amapá, les acteurs jugés gestionnaires légitimes sont plus variés (avec une délégation de gestion plus importante aux populations locales, et des responsabilités fortes dans l'aménagement pour les entreprises forestières), bien que l'État reste également présent dans l'ensemble des dispositifs. Si cela implique une prise de risque plus importante (moins de contrôle sur les actions de gestion environnementale, décentralisation de la gestion vers l'État fédéré peu formé pour cela…), cela permet en revanche l'émergence de phénomènes d'apprentissage pour la gestion environnementale, répartis sur des secteurs plus diversifiés de la société. Des ONG environnementales et socio-environnementales participent à ce processus au travers d'un soutien technique et financier aux organismes gestionnaires et aux populations locales.

Cela peut notamment s'avérer intéressant dans un contexte de réduction croissante des dépenses publiques. A cette heure, les moyens financiers consacrés à la gestion sont plus importants en Guyane qu'en Amapá en moyenne, mais les variations dépendent plus du type de doctrine que du pays : les aires protégées assurant des missions de développement local et d'accompagnement technique bénéficient de moyens beaucoup plus importants que les autres. En Guyane, elles bénéficient en outre de subventions européennes, visant à combler le retard économique du territoire guyanais.

Finalement, l'analyse des caractéristiques générales des dispositifs, couplée à celle des coalitions qui les ont portées, nous permet, dans une dernière partie de ce chapitre de synthèse, de caractériser les potentialités des dispositifs français et brésiliens relevant des différentes doctrines analysées.

3. Synthèse : Quels engagements environnementaux des dispositifs ?

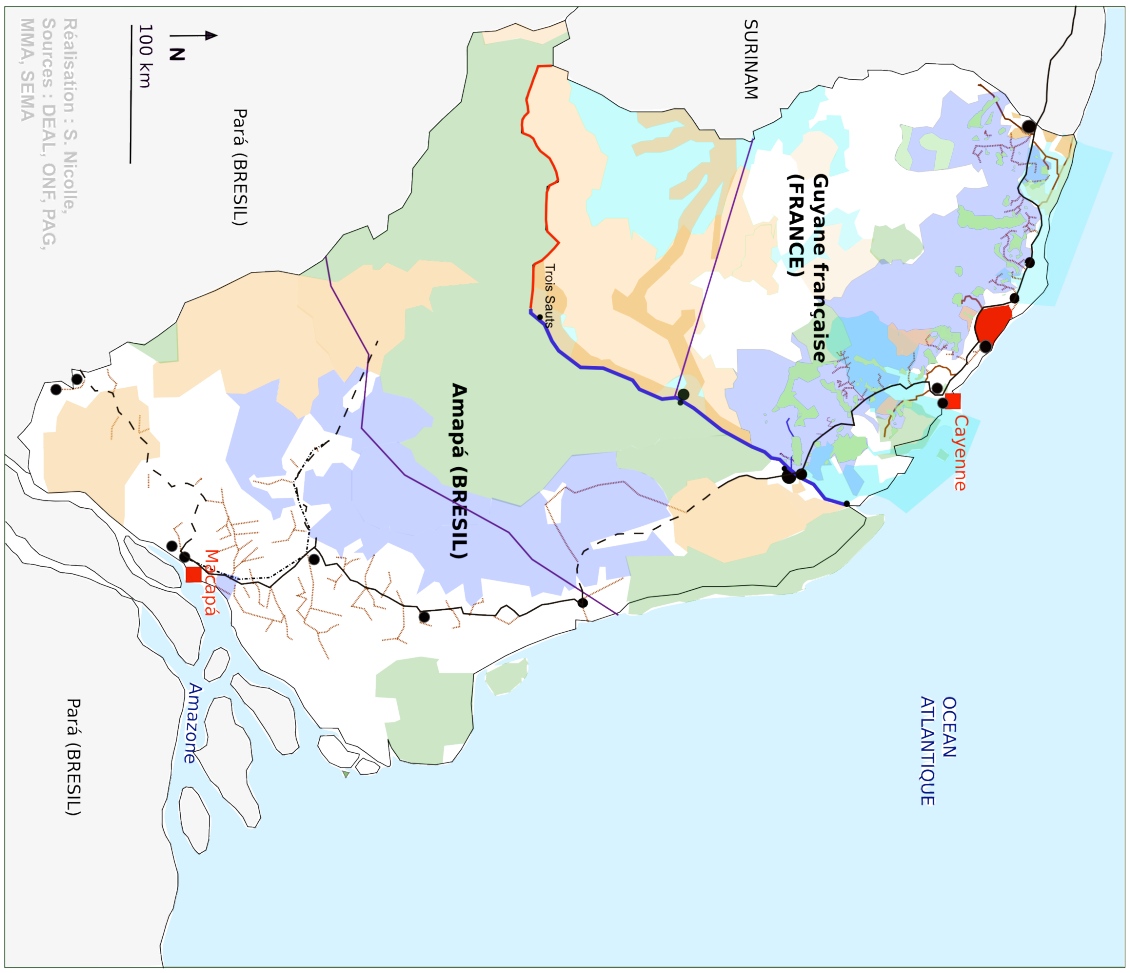
La Figure 69 fournit une représentation cartographique aires protégées, classées en fonction des modèles de gestion environnementale que nous avons mis en évidence. Contrairement aux cartes présentées au début, celle-ci n'est pas construite sur la base d'une catégorie UICN assignée directement à un espace protégé en fonction de sa dénomination générale, mais est construite en fonction des doctrines gestionnaires portées par les personnes qui ont construits ces espaces et aux

On voit finalement des profils territoriaux assez différents émerger en comparant Guyane et Amapá. La logique de la préservation stricte, impliquant une restriction maximale des usages, se retrouve sur les deux territoires mais est finalement nettement moins représenté en termes de surface en Guyane qu'en Amapá.

L'exploitation forestière durable des forêts naturelles comme modalité de gestion environnementale est également commune aux deux territoires, mais mobilise dans le détail des seuils techniques différents pour la gestion. La localisation des espaces forestiers est en revanche assez similaire, en cela qu'elle répond à des critères écosystémiques (forêt dense), d'accessibilité (proximité de la route), et de non affectation préalable de l'espace à une autre utilisation. Néanmoins il s'agit en Guyane de zones historiquement utilisées pour l'exploitation forestière (à l'exception de l'Est guyanais) sur lesquelles des connaissances techniques sont accumulées depuis près de 50 ans. En Amapá, la zone de forêt publique a été implantée partout là où les terres forestières n'avaient pas de vocation prédéterminée. La construction du dispositif de gestion durable des forêts tropicales est aujourd'hui nettement plus avancée en Guyane qu'en Amapá.

La valorisation et la reconnaissance législative de modèles de gestion basés sur les pratiques traditionnelles des populations, présents sur les deux territoires, sont au Brésil différenciés selon qu'ils sont basés, pour les populations amérindiennes, sur la reconnaissance de l'occupation traditionnelle d'un territoire et du droit à la différence (Terres indigènes), et, pour les populations extractivistes, sur la reconnaissance de la valeur environnementale de pratiques reconnues comme traditionnelles (RESEX, RDS). En Guyane, la différence ethnique n'est pas acceptée d'un point de vue juridique. C'est donc la spécificité des pratiques des populations amérindiennes qui vont être défendues pou leur conférer des droits à la terre, dans la même logique que pour les populations extractivistes du Brésil. En France comme au Brésil, l'association explicite entre les acteurs défendant les doits des populations et ceux défendant la préservation des écosystèmes se traduit par une exclusion plus explicite des autres activités économiques sur les espaces protégés. Ainsi, le parc amazonien de Guyane (PAG - parc national) et les réserves extractivistes excluent officiellement toute possibilité de réaliser des activités minières, alors qu'elles peuvent être autorisées par l'État dans les ZDUC et les Terres indigènes.

Figure 69 : Typologie des modèles gestionnaires présents en en Guyane et en Amapá



Nous nous proposons, au travers du tableau suivant, de reprendre les critères généraux de la grille d'évaluation environnementale que nous avons établie en partie I, pour observer pour chacun des modèles, le niveau d'exigence correspondant.

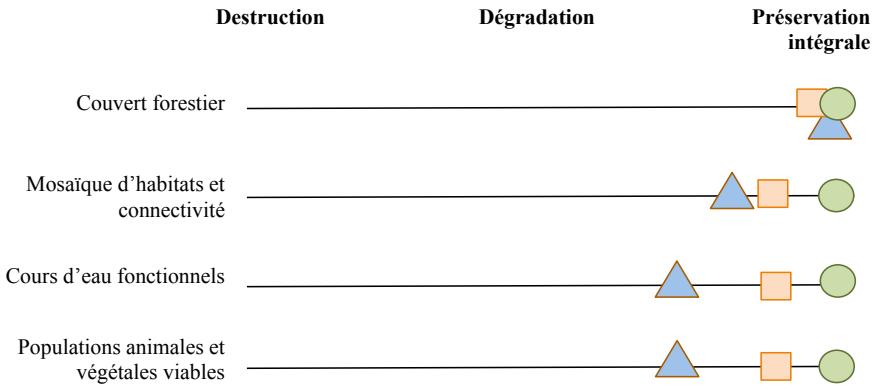
Tableau 55 : Croisement entre doctrines de gestion environnementale et grille des critères d'évaluation établis en Partie I.

<table>
<tr><td colspan="2"></td><td rowspan="2">Maintien du couvert forestier à long terme</td><td colspan="3">Maintien de la biodiversité :</td></tr>
<tr><td colspan="2"></td><td>mosaïque d'habitats et de leur connectivité ;</td><td>maintien des populations animales et végétales ;</td><td>maintien de cours d'eau de bonne qualité.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Préservation stricte</td><td>UPI brésiliennes</td><td rowspan="2">oui</td><td>oui</td><td>oui</td><td>oui</td></tr>
<tr><td>Réserves françaises</td><td>oui</td><td>oui</td><td>oui</td></tr>
<tr><td rowspan="4">Gestion traditionnelle des ressources</td><td>Zone cœur du parc</td><td>oui</td><td>oui</td><td>oui</td><td>oui</td></tr>
<tr><td>Réserves de DD</td><td>oui</td><td colspan="3" rowspan="2">oui, au travers des pratiques traditionnelles</td></tr>
<tr><td>TI</td><td>oui car Areas de preservacao permanente</td></tr>
<tr><td>ZDUC</td><td>oui</td><td colspan="3">Non annoncé comme tel</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Gestion forestière</td><td>Forêts publiques</td><td rowspan="2">oui</td><td>Non spécifié</td><td rowspan="2">Principalement peuplement forestier commercial</td><td>Non spécifié</td></tr>
<tr><td>Domaine forestier permanent</td><td>oui</td><td>oui</td></tr>
<tr><td>Gestion durable locale, contractualisée</td><td>Zone d'adhésion du parc ; PNR</td><td colspan="4">Plutôt oui, dépendant des modalités de gestion négociées avec les communes</td></tr>
</table>

Pour presque toutes les doctrines de gestion, on peut trouver au moins une aire protégée annonçant « oui » pour tous les critères. Pourtant les résultats attendus d'un point de vue paysager suite à la mise en gestion de ces différents dispositifs ne sont pas, a priori, les mêmes. En effet, le « oui » correspond à des critères d'évaluation définis différemment dans chaque dispositif. Le Tableau 57 reprend ainsi les principales différences entre les modèles gestionnaires étudiés. Ces différences découlent à la fois d'une conception donnée de la « bonne gestion environnementale » (l'idéologie gestionnaire, le modèle circulant) et des traductions spécifiques à chaque pays.

En schématisant et en reportant ces différences entre les différentes idéologies sur un gradient pour chacun de nos critères d'évaluation environnementale, on pourrait trouver, grossièrement, les positionnements relatifs suivants.

Tableau 56 : Positionnement relatifs de la conception de « bonne gestion environnementale » des différents modèles d'espaces protégés.
Légende : Ronds verts : espaces « strictement » protégés ; Carrés oranges : espaces gérés « traditionnellement » ; triangles bleus : gestion forestière durable.



Les espaces de gestion contractualisée ne peuvent pas figurer sur le graphe puisque les modalités de gestion environnementale sont intrinsèquement liées aux choix réalisés localement et de façon consensuelle.

Nous sommes bien conscients que cette représentation graphique est grossière à ce stade. Elle permet néanmoins de bien mettre en évidence le fait que tous les modèles d'espaces protégés ne sont pas équivalents en termes d'attentes paysagères de la gestion. Le choix d'un modèle ou d'un autre, qui dépend, nous l'avons vu en chapitre 6, des intérêts environnementaux portés avec succès de certaines coalitions d'acteurs, dans un contexte socio-politique donné, n'est donc pas neutre sur les résultats environnementaux que l'on est en mesure d'attendre. Si tous portent la nécessité du maintien à long terme de l'état boisé, l'attention portée à la composition des écosystèmes est en revanche différente. Par ailleurs, nous avons démontré que ces doctrines n'étaient pas investies des mêmes atouts pour la gestion environnementale selon que l'on se situe en France ou au Brésil.

Le Tableau 57 récapitule les différences entre les doctrines, puis synthétise leurs traductions françaises et brésiliennes en dispositifs.

Pour réaliser une évaluation de l'efficacité réelle de ces différents dispositifs (Chapitre 10), il est ainsi nécessaire d'étudier en détail leur mise en œuvre concrète, et les conséquences des différences entre les formats gestionnaires pris par les espaces protégés dans chaque pays. Il faut pour cela disposer de données écologiques qui soient à la fois pertinentes et disponibles pour caractériser l'efficacité environnementale de la mise en gestion de chaque espace. Nous reviendrons sur ces aspects dans le Chapitre 9

Tableau 57 : Tableau récapitulatif des modèles gestionnaires mis en place et des spécificités de leurs traductions en Guyane et en Amapá

Modèle	Hypothèses sous-jacentes au modèle	Caractéristiques des dispositifs français et brésiliens
Aires protégées « strictement »	→ La plupart des activités humaines sont contraires au maintien du bon état des écosystèmes. → Les activités humaines n'impactant pas directement les écosystèmes, telles que la recherche scientifique et le tourisme sont à valoriser. → La mise en valeur de l'aire protégée est importante à toutes les échelles, ainsi que son appropriation locale.	→ **La protection passe par l'application de contraintes réglementaires visant à limiter les activités humaines.** Dans les deux cas, les ressources humaines sont faibles au regard des superficies gérées. L'élaboration stratégique d'un plan de gestion est obligatoire. Au Brésil : Gestion par un organisme d'État. Soutien technique et financier important des grandes ONG d'environnement. **Surfaces concernées très importantes en Amapá**. En France : Gestion déléguée, mais financée et contrôlée par l'État. **Surfaces concernées assez faibles en Guyane.**
Aires protégées basée sur les pratiques des populations locales ou traditionnelles	→ Les activités humaines traditionnelles sont peu impactantes pour les écosystèmes. Elles ont contribué historiquement à leur maintien. → Réserver des espaces aux populations qui les pratiquent permet de conserver les écosystèmes forestiers.	→ **La protection passe par l'application de règles différenciées pour les populations locales ou traditionnelles** Au Brésil : Les populations concernées sont distinguées sur la base de leur ethnie (Terres indigènes) ou de leurs usages (RESEX/RDS). La gestion implique fortement les populations au travers des représentants légitimes (chefs dans les TI et coopératives et associations pour RESEX et RDS). Des institutions d'État sont co-responsables (FUNAI et ICM Bio), mais mobilisent des moyens limités. Fort soutien historique des ONG (socio-environnementale et environnementales) En France : La reconnaissance des populations est uniquement basée sur les usages. Les droits accordés aux populations ne vont jamais au-delà des réglementations environnementales nationales. Dans les ZDUC : délégation de gestion, mais aucuns moyens d'accompagnement ; dans le PAG : gestion par un organisme public prenant en compte les populations locales. Moyens humains et financiers importants.
Espaces publics de gestion forestière durable	→ Une exploitation forestière planifiée et mettant en œuvre de bonne pratiques d'exploitation est peu impactante pour l'environnement. → Attribuer une vocation « de production forestière » à des terres publiques permet d'assurer le maintien de l'écosystème forestier sur le long terme et de limiter les processus d'installations illégales. → L'exploitation forestière durable permet d'obtenir des retombées sociales et économiques tout en préservant l'environnement.	→ **L'aménagement forestier permet le maintien à long terme de la forêt via le respect de critères techniques issus de la recherche et la mise en œuvre de bonnes pratiques d'exploitation, peu impactantes pour l'environnement. Les principaux critères de durabilité, qui constituent la règle, sont basés sur le renouvellement du peuplement ligneux.** **Cela répond à une exigence de développement économique durable du territoire.** Brésil : L'État planifie à grande échelle, puis la gestion forestière des concessions se fait par l'attribution de concessions à des entreprises d'exploitation. Les critères techniques d'exploitation sont assez intensifs. Pau d'expérience locale en gestion publique des forêts. Modèle expérimental. France : L'État tient une place centrale dans la planification et la gestion. Les entreprises ne viennent que couper le bois en forêt. Les critères techniques d'exploitation retenus en Guyane sont moins intensifs que ceux généralement retenus en forêt tropicale. La gestion, non rentable, dépend de subventions.
Gestion locale contractualisée	→ C'est par la contractualisation avec les instances institutionnelles locales que les conflits entre environnement et développement peuvent être résolus.	Brésil : Modalité de gestion peu utilisée. France : Gestion des Parcs naturels régionaux et de la zone d'adhésion des Parcs nationaux. Difficilement évaluable actuellement en Guyane

CONCLUSION DU CHAPITRE 8

Les cas d'étude montrent l'importance de la structuration multiscalaire des coalitions qui portent les aires protégées, et ce d'autant plus que les enjeux qui s'y opposent sont forts. Cela implique la mise en place de processus de traduction des enjeux environnementaux, qui permettent de s'associer des alliés et d'être en mesure de mobiliser stratégiquement leurs ressources et compétences. Notre analyse de l'historique des aires protégées en Guyane et en Amapá montre l'émergence de quatre grands types de coalitions, articulées autour de doctrines de gestion communes :

- les coalitions entre les scientifiques naturalistes, les ONG d'environnement et l'administration environnementale, qui défendent des modèles de préservation stricte des espaces face aux dynamiques de développement massif de l'Amazonie. Ils mobilisent la rationalité scientifique pour mettre en évidence les espaces d'importance écologique particulière, à protéger en priorité ;
- les coalitions entre populations amérindiennes, ONG indigénistes (au Brésil) et anthropologues, qui défendent avant tout les modes de vie des populations amérindiennes, face aux menaces très concrètes liées à la construction de routes, à l'orpaillage, aux plans de développement agricole. Ces acteurs mobilisent les connaissances anthropologiques sur les espaces traditionnellement utilisés par les populations amérindiennes pour le maintien de leurs modes de vie et se caractérisent par une mobilisation locale et nationale d'ampleur nettement plus importante au Brésil qu'en Guyane ;
- les coalitions entre les populations traditionnelles et les ONG d'environnement nationales et internationales, qui défendent les droits fonciers et sociaux des populations extractivistes face aux grandes entreprises (projet Jari en Amapá) en mettant en avant leur capacité à gérer l'environnement de façon durable. Ce type de processus stratégique ne se retrouve pas en Guyane, où la seule alliance entre populations traditionnelles et environnementalistes s'est faite dans le cadre de la création du Parc amazonien, autour de la question de l'orpaillage ;
- les coalitions entre secteur forestier, administration et recherche scientifique pour la mise en place d'espaces de gestion forestière durable, en se basant sur des données concernant le comportement du peuplement ligneux suite aux perturbations induites par l'exploitation forestière.

Les coalitions porteuses des aires protégées en Amapá sont fortement insérées dans les dynamiques amazoniennes, avec des réseaux d'acteurs nationaux et un soutien marqué des ONG environnementales et socio-environnementales. À partir de la sortie de la dictature, les mouvements socio-environnementaux y tiennent une place clé, notamment grâce au soutien local du gouverneur Capiberibe. En Guyane, l'État et les scientifiques (en botanique, anthropologie, sciences forestières) ont joué un rôle clé dans la définition des modalités de gestion environnementale, avec des avancées fortement corrélées à l'agenda international. La place active des populations locales y est beaucoup moins marquée, même si certains dispositifs sont issus de luttes visant à leur reconnaître une légitimité territoriale (ZDUC, PAG). Beaucoup de données sont produites localement, notamment en raison de la place importante des organismes de recherche, pour outiller la réflexion sur une adéquation entre attentes internationales, base législative française et contexte guyanais. On constate en revanche un certain isolement vis-à-vis des dynamiques et réflexions portées dans le reste de l'Amazonie. Les différentes doctrines de gestion mobilisées par ces coalitions sont porteuses de conceptions inégales du « bon état » des écosystèmes à atteindre ou maintenir : (i) des écosystèmes intégralement préservés pour les espaces de préservation stricte, (ii) des écosystèmes fonctionnels permettant le maintien sur le long terme des pratiques des populations, (iii) des écosystèmes fonctionnels permettant le renouvellement sur le long terme des stocks de bois exploitables. En lien direct avec la capacité des coalitions à agir dans les contextes français et brésiliens, les interprétations techniques de ces objectifs diffèrent en Guyane et en Amapá. La gestion des espaces protégés strictement est globalement la même sur les deux territoires. En revanche, les populations traditionnelles, sont investies de responsabilités de gestion plus importantes en Amapá où elles sont bien structurées politiquement, tandis qu'elles ne sont pas réellement reconnues compétentes pour la mise en œuvre d'une gestion durable en Guyane (où la gestion environnementale n'est que peu mise en avant dans les discours des Amérindiens). Enfin, la gestion forestière publique bénéficie d'une expertise supérieure en Guyane qu'en Amapá et se base sur des critères d'exploitation moins intensifs, ce qui laisse espérer des impacts environnementaux moindres.

CONCLUSION DE LA PARTIE II

Nous avons pour le moment analysé les espaces protégés de Guyane et d'Amapá selon trois approches complémentaires.

L'analyse de données quantitatives, basées sur un premier classement des espaces en fonction des catégories UICN qui leur sont attribuées dans les registres nationaux a permis de formuler plusieurs hypothèses. L'histoire des espaces protégés d'Amapá semblait globalement liée à des dynamiques amazoniennes, tandis que ceux de Guyane pouvaient difficilement être mis en comparaison avec ceux de la France métropolitaine. Par ailleurs, si Guyane et Amapá semblent présenter des profils globalement similaires en termes de répartition et de diversité de catégories d'espaces protégés, la dynamique de conservation est arrivée bien plus tardivement en Guyane française qu'en Amapá. Enfin, ces dynamiques semblent aller de pair avec les grandes évolutions de paradigmes de gestion environnementale portées à l'international. Les analyses présentées dans les chapitres suivants permettent à la fois de préciser et de nuancer ces premières hypothèses.

La deuxième approche consiste à réaliser une lecture diachronique des jeux d'acteurs à l'origine de la création des espaces protégés sur nos territoires d'étude. Cette rétrospective de l'émergence des dispositifs met en évidence des parallélismes entre Guyane et Amapá : les préoccupations environnementales et sociales émergent globalement dans les mêmes années, et sont porteuses des mêmes revendications, contrairement à ce que pourrait laisser croire la frise chronologique. En revanche, l'échelle des mobilisations et de l'articulation des réseaux est très différente. Les dispositifs portés en Amapá sont intégrés à des mouvements menés à l'échelle amazonienne, dans un contexte de dictature militaire. En Guyane, les pressions environnementales et sociales sont moindres, et porteuses de spécificités difficiles à mettre en valeur à l'échelle nationale. La conférence de Rio (1992) joue donc un rôle particulièrement important pour la reconnaissance de la spécificité environnementale de la Guyane à l'échelle nationale.

Finalement, ce que l'analyse diachronique met en évidence est que le contexte local, régional, et national, fortement teinté par les logiques d'action publique spécifiques à un pays, joue fortement dans la construction des ressources stratégiques des acteurs porteurs des questions d'environnement, notamment au travers de des réseaux qui sont mobilisés. Bien que les acteurs guyanais et brésiliens aient pu être porteurs de revendications similaires, ce ne sont pas les mêmes dispositifs institutionnels qui émergent, avec des ressources plus ou moins bien structurées pour la prise en charge l'environnement. Cette différenciation tient notamment au fait que construire un nouveau modèle prend beaucoup d'énergie et qu'il est souvent plus facile et logique de mobiliser les cadres législatifs existants, porteurs de logiques spécifiques.

La déconstruction des logiques gestionnaires portées par les différents dispositifs a permis de nettement mettre en évidence le fait que la notion du « bon état environnemental » porté par les différentes idéologies gestionnaires sont différentes, ce qui laisse présager de résultats environnementaux inégaux.

Nous avons enfin observé dans chaque cas comment les enjeux portés par les coalitions étaient transposés en dispositifs institutionnels. Nous avons mis en lumière la façon dont la structuration des coalitions, mais également l'état de maturité du contexte national pour soutenir ces enjeux, avaient conféré des ressources législatives et organisationnelles différentes aux dispositifs concrètement mis en place.

La Partie III vise à observer comment se met concrètement en œuvre la gestion portée par ces dispositifs, et quelle efficacité environnementale peut en être attendue.

PARTIE III :

EVALUER L'EFFICACITE ENVIRONNEMENTALE DES DISPOSITIFS

La deuxième partie nous a permis de caractériser les différents modèles d'aires protégées, au sens large du terme, existant en Guyane et en Amapá. Nous avons montré que la forme que prenaient ces dispositifs de gestion était à la fois liée aux enjeux que ces derniers représentaient pour les acteurs qui les portaient, au contexte socio-économique et historique, et au cadre juridique et institutionnel propre à chacun des deux pays. Les dispositifs mis en place peuvent néanmoins être catégorisés, rattachés à des courants de pensées, des doctrines gestionnaires qui ont dominé la scène internationale à différentes périodes. Ces doctrines sont basées sur des présupposés gestionnaires de ce qui constitue une bonne gestion environnementale. Les dispositifs qui les mobilisent ne visent donc pas les mêmes objectifs et ne portent pas les mêmes exigences en termes de préservation des écosystèmes.

En outre, nous avons vu dans la Partie II que, bien que mobilisant de mêmes doctrines, les dispositifs mis en place en Guyane et en Amapá pouvaient être structurés très différemment. Ainsi, si les dispositifs de protection stricte des écosystèmes présentent dans l'ensemble de nombreux points communs dans les deux territoires, en revanche, les dispositifs de gestion par les populations traditionnelles ont été beaucoup plus investis et aboutis en Amapá qu'en Guyane, tandis qu'au contraire, les dispositifs de gestion forestière durable ont atteint une maturité plus importante en Guyane qu'en Amapá. L'analyse de la structure de ces dispositifs et des coalitions d'acteurs qui les portent nous a ainsi permis de montrer leurs atouts et leurs limites pour une prise en charge de la gestion des écosystèmes.

Au regard de ces résultats, nous formulons ici l'hypothèse que l'efficacité des dispositifs pour la préservation des écosystèmes dépend (i) de la doctrine de gestion mobilisée, qui définit le degré de préservation maximale que l'on pourra à terme observer, (ii) de la traduction institutionnelle (lois, outils, moyens, gouvernance…) de ces doctrines, qui confèrent aux acteurs qui les portent des outils plus ou moins forts pour agir, (iii) de l'implication et de l'organisation des acteurs qui soutiennent les dispositifs mis en place, et (iv) de l'intensité des pressions anthropiques exercées sur ces dispositifs, c'est-à-dire de la capacité et de la volonté qu'ont d'autres acteurs de mettre en œuvre des actions causant des dommages aux écosystèmes considérés.

Ce sont ces deux derniers points qui nous intéressent dans cette Partie III. En nous basant sur la description exhaustive des dispositifs d'ores et déjà réalisée, nous souhaitons observer avec

quelle efficacité ils prennent effectivement en charge la préservation des écosystèmes (ou en tout cas le maintien de certaines de leurs qualités) dans un contexte donné de pressions anthropiques. La question est de savoir quelles actions stratégiques sont mises en place par les acteurs porteurs de ces dispositifs, en Guyane et en Amapá, et en quoi elles permettent, ou non, de faire face aux dynamiques de dégradation qui affectent les écosystèmes des aires protégées.

Pour cela, nous proposons de mobiliser le cadre de l'analyse stratégique de la gestion environnementale, dont les principes ont été déclinés dans la Partie I de la thèse. Il s'agit ainsi, sur la base du référentiel définissant un état désirable des écosystèmes forestier que nous avons construit pour les écosystèmes forestiers de Guyane et d'Amapá, d'observer comment les équipes de gestion des espaces protégés sont ou non à même de répondre aux pressions exercées sur ces derniers, et au travers de quelles stratégies gestionnaires. Rappelons que nous avons choisi de mobiliser un référentiel externe commun, et non pas un référentiel calqué sur les objectifs propre de chaque aire protégée, de façon à se donner les moyens de comparer l'ensemble des dispositifs sur une même base (voir Chapitre 2, §5, p. 57). Ce référentiel est construit sur la base de l'analyse les qualités remarquables des écosystèmes de Guyane et d'Amapá et sur les engagements environnementaux pris par la France et le Brésil les concernant.

Réaliser cette analyse à l'échelle de la Guyane et de l'Amapá était ambitieux, au vu de la taille des territoires, du nombre de dispositifs existants, et de la diversité des situations de gestion locales. Par conséquent, nous avons choisi de recentrer l'analyse sur les espaces protégés de la zone frontalière entre Guyane et Brésil qui regroupe presque routes les doctrines gestionnaires étudiées (mise à part la gestion basée sur les populations extractivistes - RESEX et RDS) et de nous baser sur des études de cas éclairantes pour la démonstration.

Ce choix se justifie en outre par notre ancrage dans l'observatoire Hommes-Milieux « Oyapock » de l'USR 3456 du CNRS Guyane, dont les thématiques de recherche sont spécifiquement centrées sur les dynamiques de la zone frontalière, ce qui a permis de bénéficier d'interactions fructueuses avec les travaux des autres chercheurs, en particulier des anthropologues. Par ailleurs, cela permet de se placer dans une continuité territoriale des dynamiques locales franco-brésiliennes, et d'observer les éventuelles interactions entre aires protégées françaises et brésiliennes. En revanche, la présence de la frontière implique la présence d'effets spécifiques qu'il conviendra d'expliciter.

Procédons à une présentation rapide de la zone d'étude (voir Figure 70).

La frontière entre la Guyane et le Brésil, d'une longueur totale de 730 km, est matérialisée par le fleuve Oyapock sur une longueur de 430 km. Du côté guyanais, trois communes la touchent : Ouanary à l'embouchure, Saint Georges de l'Oyapock, puis Camopi en amont du fleuve. En Amapá, l'immense *municipio* (commune) d'Oiapoque occupe tout l'espace frontalier avec la

Guyane. Les deux centres de peuplement les plus importants sont les petites villes de Saint Georges (4159 hab. en 2009) et d'Oiapoque (20 509 hab. en 2010). Ce sont les points de désenclavement, auxquels aboutissent les routes reliant la frontière aux centres administratifs et économiques (Cayenne en Guyane et Macapá en Amapá).

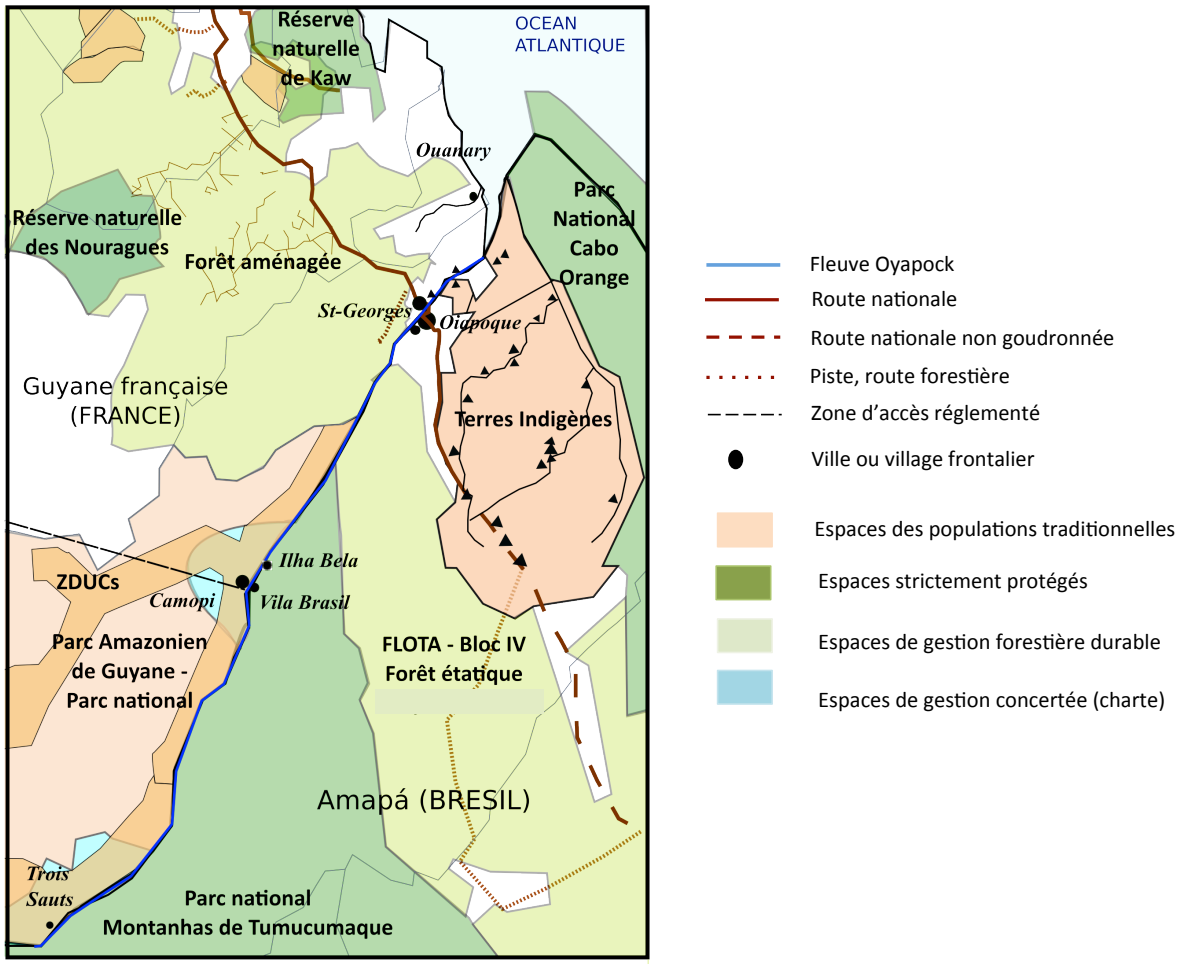


Figure 70 : Zoom sur les dispositifs de la zone d'étude frontalière

Le fleuve Oyapock était avant tout un bassin de vie où l'on circulait très librement et où, pour les populations amérindiennes (Palikur et Wayampi principalement), on occupait indifféremment l'une ou l'autre rive du fleuve (F. Grenand 2012). Au cours de dernières décennies, le désenclavement de la région par la route et l'annonce de la création d'un pont transfrontalier[90], symbole du rapprochement des États, a donné une réalité géopolitique à cette frontière.

Cela a induit un renforcement de la présence de l'État de chaque côté de la frontière et un durcissement croissant des échanges qui s'y déroulent. Au Brésil, la frontière a une existence légale à travers la présence d'une bande de 150 km de large (*Faixa de Fronteira*) dans laquelle toute décision d'aménagement du territoire doit recevoir l'approbation préalable du Conseil de Sécurité Nationale, à Brasilia. Dans cette zone, notamment destinée à une protection renforcée du territoire

[90] Depuis l'achèvement des travaux en mai 2011, le pont n'est toujours pas ouvert à la circulation.

brésilien, l'armée a des missions élargies, incluant la police de l'environnement. En Guyane, la frontière est contrôlée par la mise en place de barrages de police sur l'unique route reliant Saint-Georges de l'Oyapock à Cayenne, qui visent principalement à contrôler les flux d'immigration illégale[91]. En effet, comme nous l'avons souligné en première partie, cette frontière sépare des espaces avec des niveaux de vie inégaux, qui induisent un flux migratoire important du nord-est du Brésil vers l'Amapá et de l'Amapá vers la Guyane. Ce dernier a été accentué par la ruée vers l'or des années 1990. La population dans les villes frontalières de Saint-Georges et Oiapoque est ainsi constituée en grande partie de migrants en provenance du Pará et du Maranhão (Boudoux d'Hautefeuille 2012; Lacy Soares 2013). Saint-Georges compte également des créoles, et des Amérindiens Palikur. Dans la région de l'Oyapock prédominent des activités économiques en grande partie informelles : exploitation aurifère, pêche, exploitation forestière, agriculture, etc.

A partir des routes, l'amont et l'aval du fleuve ne sont accessibles qu'en pirogue motorisée, bien qu'une ligne aérienne non régulière relie également Cayenne à Camopi. Le village le plus en amont est celui de Trois-Sauts, village amérindien Wayampi appartenant à la commune de Camopi. Sur le moyen Oyapock, on trouve le village de Camopi, principalement peuplée d'Amérindiens Wayampi et Teko. Le village de Vila Brasil lui fait face du côté brésilien. Un peu plus en aval, toujours du côté brésilien, se trouvent les habitations d'Ilha Bela, principalement habitées par des migrants du Maranhão venus pratiquer l'orpaillage en Guyane française.

Entre la ville d'Oiapoque et l'embouchure, les habitations de la rive brésilienne sont en majeure partie situées dans des terres indigènes, tandis que du côté français, quelques hameaux s'égrènent (notamment Tampak et Trois Palétuviers). À l'embouchure, le village créole de Ouanary, initialement situé sur les trajets des bateaux reliant Saint Georges et Cayenne est aujourd'hui très peu peuplé, compte tenu de l'ouverture de la route.

Les aires protégées, mises en place à partir des années 1980, couvrent une très grande partie des territoires, de chaque côté de la frontière (Figure 70). Tous les types d'espaces protégés que nous avons précédemment décrits peuvent y être observés (sauf les réserves extractivistes). Nous ne traiterons pas en détail des aires protégées qui concernent les écosystèmes littoraux (RNN Kaw, PN Cabo Orange).

[91] Les chiffres officiels annoncent plus de 9000 reconduites à la frontière en 2011. La Cimade de Guyane estime que la moitié sont brésiliens. http://www.migrantsoutremer.org ; http://www.senat.fr/rap/a11-112-7/a11-112-728.html

Tableau 58 : Tableau de présentation des dispositifs de gestion environnementale frontaliers.

Guyane	**Amapá**
Dispositifs de préservation « stricte » (cat. UICN I à IV) *Postulat de gestion environnementale :* *La préservation passe par un contrôle strict des activités humaines.*	
→ **Réserve nationale des Nouragues** (1995) 100 000 ha	→ **Parc Montanhas de Tumucumaque (PNMT)** **(**2004) – 3 828 000 ha
Objectif = Préservation et usage indirect ; Recherche scientifique.	Objectif = Préservation et usage indirect
Organe de gestion : ONF et association pour la gestion des espaces protégés (AGEP) Ministère de tutelle : Ecologie (MEDDE) Moyens humains : 3 personnes, et un soutien du personnel de l'ONF.	Organisme gestionnaire : ICM Bio (Fédéral) Ministère de tutelle : Environnement (MMA) Moyens humains : resp. 5 et 7 personnes
Dispositifs de type « Gestion forestière durable » (cat. VI UICN) *Postulat de gestion environnementale :* *Valoriser économiquement la forêt via une gestion durable de la ressource justifie et légitime sa préservation.*	
→ **Domaine forestier permanent** (2005) **(relève du régime forestier) –** 2 300 000 ha	→ **Forêt de l'État fédéré d'Amapá (FLOTA)** (2005) – 2 320 000 ha
Objectif = Gestion durable de la forêt et contrôle du foncier	Objectif = Gestion durable de la forêt et contrôle du foncier
Organe de gestion = Office national des forêts (ONF) Ministère de tutelle : Ecologie (MEDDE) et Agriculture (MAAF)	Organe de gestion = IEF (État fédéré) Secrétariat de tutelle : Environnement (Sema)
Dispositifs de type « Gestion par les populations traditionnelles ou locales » *Postulat de gestion environnementale :* *Les pratiques des populations traditionnelles ou locales assurent une bonne gestion environnementale des écosystèmes.*	
→ **Zones de droits d'usage collectifs (ZDUC)** (3 sur la zone - 1994) – 238 000 ha → **PAG (2007)** – 3 400 000 ha	→ **Terres indigènes Galibi, Uaça et Juminã (TI)** (1982, 1991, 1992) – 518 000 ha
ZDUC - Objectif = Permettre le libre développement des activités traditionnelles des populations ***PAG (zone cœur) -*** *Objectif* = Préservation des écosystèmes et des pratiques traditionnelles associées ***PAG (zone d'adhésion) -*** *Objectif* = Développement durable et « endogène » des communes	Objectif = Assurer une reconnaissance des territoires ancestraux nécessaires à la vie des populations amérindiennes
ZDUC - Gestion déléguée aux communautés d'habitants. Zones placées sous l'autorité du préfet. Pas de moyens humains dédiés. **PAG -** Moyens humains : 80 personnes Ministère de tutelle : Ecologie (MEDDE) **(zone cœur)** : Organe de gestion: PAG (Conseil d'administration) **(zone d'adhésion)** : Gestion mise en œuvre par les communes, orientée par la charte du parc et soutenue par l'établissement public PAG.	Gestion partagée entre associations locales des populations indigènes et FUNAI (Fédéral) Ministère de tutelle : Justice

Analyser l'efficacité de ces dispositifs implique de les replacer face aux pressions anthropiques auxquelles ils sont soumis. Le Chapitre 9 vise à caractériser ces pressions, c'est-à-dire à recenser les données permettant de les suivre, de les caractériser. Ceci nous permettra de caractériser les thématiques qui semblent actuellement prioritaires du point de vue du suivi environnemental.

Le Chapitre 10 vise à analyser quelles stratégies environnementales sont mises en œuvre par les différents dispositifs face à ces pressions, et leur efficacité, dans le contexte actuel, mais aussi en prenant en compte une possible augmentation des pressions (croissance démographique très importante, désenclavement progressif des territoires…).

Enfin, nous nous proposons d'observer dans le Chapitre 11 les apports de ces différents espaces protégés à une échelle plus large. En effet, actuellement, les concepts de connectivité écologique, ainsi que de complémentarité des différents modes de protection de l'environnement prennent de l'ampleur. Nous souhaitons ainsi observer comment ces espaces protégés s'articulent entre eux, avec le reste du territoire, et également à une échelle transfrontalière, et s'ils semblent, ou non, permettre une gestion plus globale des écosystèmes.

CHAPITRE 9

SUR QUELLES DONNEES BASER L'EVALUATION DE L'EFFICACITE ENVIRONNEMENTALE DES ESPACES PROTEGES CONSIDERES.

Les indicateurs et les indices ne prétendent pas mesurer directement quelque chose, comme le ferait un physicien ou un astronome. Ils sont plutôt, selon les cas, des résumés (comme l'est une moyenne), des représentants, des porte-parole de choses muettes, complexes et hors de portée. Ce sont, d'une certaine manière, des fictions utiles.
Desrosières (2003, p. 61)

L'objectif de ce chapitre est d'identifier les données concrètes sur lesquelles il est possible de se baser pour évaluer l'efficacité environnementale des aires protégées que nous avons présentées dans les premières parties de cette thèse.

Nous repartons pour cela des critères d'évaluation environnementale élaborés en Partie 1 de ce chapitre. Rappelons que ces critères ont été établis dans l'objectif de constituer un référentiel externe aux objectifs propres de chaque aire protégée, permettant d'analyser leur efficacité de façon comparée. Pour cela, nous nous sommes basés sur les engagements internationaux pris par la France et le Brésil pour la préservation de leurs forêts tropicales (voir Chapitre 2). Le premier critère retenu est le maintien du couvert forestier, c'est-à-dire l'arrêt des dynamiques de déforestation. Dans la région d'Amazonie étudiée, compte tenu du haut degré de préservation du couvert forestier, nous avons également cherché à identifier des critères qui permettaient de s'assurer de la fonctionnalité écologique de ces écosystèmes forestiers. Le Tableau 59 synthétise les critères retenus pour construire notre démarche d'évaluation des espaces protégés.

Tableau 59 : Grille de critères établie en Partie 1, basée sur les engagements internationaux.

Maintien du couvert forestier à long terme	Maintien de la fonctionnalité des écosystèmes :		
	Maintien d'une mosaïque d'habitats et de leur connectivité	Maintien de la fonctionnalité des écosystèmes aquatiques (notamment cours d'eau)	Maintien de populations animales et végétales viables

Ainsi, après avoir analysé certaines spécificités des indicateurs de biodiversité, nous verrons successivement (i) quels indicateurs permettent de caractériser les impacts concernant la dégradation du couvert forestier (déforestation, fragmentation) ainsi que les informations disponibles sur les activités humaines à l'origine de ces perturbations, puis (ii) quels indicateurs sont disponibles pour caractériser les impacts sur les écosystèmes n'impliquant pas de déforestation (baisse des populations animales, pollution des cours d'eau…), ainsi que les activités qui en sont à l'origine (chasse, activités minières…).

1. Des indicateurs basés sur les données existantes

Nous avons vu en conclusion de la Partie II que les différentes aires protégées de Guyane et d'Amapá annonçaient, au moins partiellement, des objectifs en concordance avec les critères de notre grille d'évaluation. Néanmoins, selon les doctrines de gestion mobilisées, la signification donnée à ces critères et les objectifs de gestion correspondant varient : (i) tous annoncent effectivement un maintien du couvert forestier ; mais (ii) seules les aires strictement protégées annoncent une limitation maximale de la fragmentation puisque les pratiques traditionnelles impliquent par exemple l'ouverture d'abattis, et que l'exploitation forestière ne peut se faire sans construction de pistes forestière ; (iii) mis-à-part dans les espaces de préservation stricte, les cours d'eau ne sont pas un objet spécifique de préservation. Dans le cas de l'exploitation forestière durable, les méthodes d'exploitation à faible impact visent, au mieux, à limiter les impacts de l'exploitation sur les milieux aquatiques ; (iv) enfin le maintien de populations animales et végétales viables signifie une absence totale de prélèvements dans les espaces strictement protégés ; une exploitation raisonnable de la ressource dans les espaces gérés par les populations traditionnelles ; et une exploitation viable des essences commerciales, avec une prise en compte très limitée des impacts sur la faune, dans le cas de l'exploitation forestière durable.

Ces divergences nous fournissent de premières informations sur les types de résultats environnementaux qui peuvent être attendus des différents modèles. Néanmoins, l'évaluation environnementale de la gestion concrètement mise en œuvre dans ces aires protégées nécessite de disposer de données qui nous permettent d'évaluer l'état réel des écosystèmes dans les espaces protégés, et leur évolution.

1.1. Spécificités des indicateurs de biodiversité

La question majeure pour notre travail d'évaluation devient ainsi de savoir quels indicateurs vont nous permettre de renseigner les différents critères de notre référentiel.

Des indicateurs de suivi de l'évolution du couvert végétal peuvent, en Amazonie, être construits à partir de l'analyse d'images satellitaires. Il semble en revanche plus difficile de définir quels sont les indicateurs pertinents pour nous renseigner sur le maintien de la fonctionnalité des écosystèmes forestiers.

Dans son travail sur les indicateurs de mesure de la biodiversité, Levrel (2007) définit deux types d'indicateurs : les indicateurs directs, et les indicateurs indirects.

> ***« Indicateurs taxonomiques (ou direct) :*** *les indicateurs taxonomiques de biodiversité sont des indicateurs qui se focalisent sur le suivi de certains taxons – plantes, oiseaux, insectes, mammifères, etc. Ils cherchent à renseigner l'état de santé de la biodiversité de manière directe en s'intéressant aux différentes entités du vivant. Ceci explique pourquoi on peut parler d'indicateurs directs.*

Indicateurs structurels (ou indirects) *: les indicateurs structurels de biodiversité sont à mettre en relation avec l'idée qu'il existe des structures paysagères – biologiques, physiques et sociales – qui ont un effet important sur la biodiversité et qui permettent donc de renseigner sur l'état de cette dernière de manière indirecte. Ceci explique pourquoi il est aussi possible de parler d'indicateurs indirects de la biodiversité.»*

Les données renseignant le maintien du couvert forestier, ou le maintien de la mosaïque d'habitats sont des indicateurs indirects, en cela qu'ils partent du postulat que le bon état des écosystèmes dépend des caractéristiques de la structure paysagère de l'écosystème forestier. En revanche le maintien des populations animales et végétales, ainsi que la qualité des cours d'eau, sont des critères qui appellent plutôt au développement d'indicateurs directs susceptibles de renseigner sur l'état de santé des écosystèmes.

Levrel (2007) souligne l'importance de la complémentarité entre indicateurs directs et indirects. En effet, les indicateurs indirects sont souvent beaucoup plus intuitifs et compréhensibles pour le gestionnaire que certains indicateurs directs de suivi des populations. Pourtant, le lien entre indicateurs directs et indicateurs indirects, ainsi que le lien entre ces derniers et la bonne santé générale de l'écosystème, sont souvent surestimés (Dudley *et al.* 2005). Redford (1992) en donne un bon exemple avec le cas de « la forêt vide » : les images satellites d'un couvert forestier bien préservé ne nous renseignent pas sur le contenu de la forêt, qui peut être dépeuplée des populations animales qui en assurent son bon fonctionnement à long terme.

« On ne doit pas laisser une forêt pleine d'arbres nous tromper et nous faire croire que tout va bien. Un grand nombre de ces forêts sont « mortes vivantes » (Janzen 1988), et, bien que les satellites qui passent au-dessus de nos têtes les comptabilisent bien, de façon rassurante, en tant que forêts, elles sont vides d'une grande partie des richesses faunistiques auxquelles les humains accordent de la valeur. Une forêt vide est une forêt maudite. » (Ibid., p. 421)*

Inversement, le suivi d'espèces indicatrices de grande faune, ou de certains taxons en particulier ne nous renseigne pas de façon sûre sur le bon état général de l'écosystème. En revanche, la défaillance de l'un de ces indicateurs indique bien un problème écologique. Par exemple, ce n'est pas parce qu'une population de jaguar est en bon état que l'ensemble des populations animales sont à l'équilibre. Mais une forte diminution de la population de jaguars indique bien une défaillance dans l'équilibre de la forêt.

Par ailleurs, de façon plus générale, tout indicateur n'est valable qu'à une échelle spatiale et temporelle donnée, et est indissociable de la logique dans laquelle il a été élaboré.

« Les arbitrages […] doivent être guidés par une contrainte de cohérence. En effet, mettre en place un « bon » indicateur nécessite avant tout une certaine cohérence entre la fonction, la forme de l'instrument et sa méthode de construction. » (Levrel, op.cit., p.55).

Dans notre cas, nous cherchons des indicateurs susceptibles de nous renseigner dans le temps sur l'état des écosystèmes forestiers des espaces protégés, dans des zones relativement peu anthropisées. Dans une logique d'évaluation visant spécifiquement à analyser l'efficacité environnementale des dispositifs, Leroy et Mermet (2012), insistent sur le fait qu'il vaut mieux

chercher des indicateurs suffisants à la démonstration, que des indicateurs trop précis et difficilement mobilisables.

> *« Les systèmes environnementaux sont complexes et évoluent dans le temps. Caractériser un écosystème, mesurer la façon dont son état évolue, peut rapidement se transformer en casse-tête technique. Quelle précision et quelle exhaustivité doit-on attendre des données pour réaliser une évaluation répondant à l'état de référence environnemental ? Au cours de nos recherches, nous avons fréquemment rencontré des cas où l'attente excessive quant à la qualité et la quantité des données bloquaient l'évaluation.[...]Par conséquent, l'évaluateur peut insister sur le fait que l'évaluation ne recherche pas des degrés non pertinents de précision, de qualité des donnée, ou de niveaux de preuve, mais se concentre sur la meilleure démonstration possible face à la situation réelle. »* (Ibid., p.6)*

La logique défendue est ainsi celle d'une hiérarchisation au regard des pressions subies par les écosystèmes. Si le maintien du couvert forestier n'est pas une condition suffisante pour assurer un bon état de conservation des écosystèmes forestiers, il s'agit en revanche d'une condition nécessaire puisque le constat de sa disparition via la conversion des écosystèmes forestiers vers d'autres usages du sol suffit à conclure à de lourdes pertes de biodiversité et de fonctionnalité de ces écosystèmes. Au contraire, dans un contexte où la majeure partie des écosystèmes forestiers est maintenue, il est nécessaire de renforcer le niveau d'information disponible sur ces derniers en déclinant les conditions indispensables au maintien de leur fonctionnalité, c'est-à-dire de leur capacité à perdurer dans le temps, dans leur complexité.

Finalement, il nous faut des données interprétables dans une logique gestionnaire (Leroy et Mermet, 2012 ; Dudley *et al.,* 2005), hiérarchisées (Noss, 1990), et permettant un suivi dans le temps.

À l'échelle de ce travail de recherche, il était inconcevable de prétendre avoir le temps et l'ensemble des compétences requises pour produire nous-mêmes des suivis de la qualité des écosystèmes dans leur diversité, à l'échelle des territoires considérés. Nous mobiliserons donc uniquement les données d'ores et déjà existantes.

1.2. Identifier les données existantes

La première phase de la recherche conduite en Guyane (Nicolle, 2010), complétée en Amapá durant la première année de thèse, a consisté à identifier quelles étaient les données existantes susceptibles de nous permettre de conduire notre évaluation sur les territoires concernés.

Cette approche est contraignante en cela que les données produites par d'autres acteurs ou d'autres institutions ne correspondent pas nécessairement aux besoins exacts que l'on pourrait formuler. Par ailleurs, la comparaison entre la France et le Brésil pourra s'avérer délicate puisque les données produites pour de mêmes thématiques sur les deux territoires ne sont pas toujours comparables (méthodologies différentes, critères retenus…). Nous avons donc décidé de mener une lecture sociologique de la production de données concernant les écosystèmes, ceci nous permettant d'analyser la prise en charge des questions environnementales. En effet, cela renseigne à la fois sur

la façon dont les problèmes environnementaux sont définis, et sur les catégories d'acteurs qui s'en saisissent. De même, l'absence de données sur certains écosystèmes ou certaines activités traduit souvent une absence de prise en charge des questions environnementales qui y sont liées.

Une analyse plus poussée de certains de ces indicateurs en tant qu'outils de gestion porteurs de rationalités propres peut également nous éclairer sur la façon dont les différents dispositifs conceptualisent l'évaluation de leur efficacité environnementale. Cela implique d'analyser les indicateurs de suivi de la qualité des écosystèmes forestiers au travers de leur dimension fonctionnelle (à quoi ça sert ? qu'attend-on de cet outil ?), de leur dimension structurelle (de quoi est-il fait et que mesure-t-il ?), et de leur dimension processuelle (comment-s'en sert-on ?) (Chiapello & Gilbert, 2013).

L'analyse des indicateurs utilisés pour suivre l'état des écosystèmes et l'observation du contexte dans lequel ils sont, ou non, mobilisés, nous renseigne ainsi à la fois sur les écosystèmes eux-mêmes, et sur la façon dont ils sont gérés.

Certains d'entre eux, basés sur le suivi direct ou indirect d'activités humaines dont on connaît au moins partiellement les impacts, nous permettront de compléter les informations de terrain sur la gestion effective affectant les écosystèmes. C'est particulièrement utile dans un contexte où l'étude des pratiques est ardue puisque les activités sont souvent informelles, et se déroulent dans des régions particulièrement difficiles d'accès.

On voit donc que l'étude des données produites sur l'environnement, tant au travers de leur contenu, que des systèmes d'acteurs qui s'articulent autour d'elles, va être cruciale dans notre approche de recherche, à l'interface entre notre référentiel normatif, la gestion intentionnelle et la gestion effective.

En effet, les acteurs de la gestion intentionnelle ont besoin tout à la fois de connaître l'évolution de l'état des écosystèmes qu'ils cherchent à maintenir en état, et la nature des pressions susceptibles de les affecter. Dans ce contexte, connaître les liens entre une action humaine (gestion effective) et ses effets environnementaux est précieux. Dans le cas de certaines activités informelles, le suivi de l'état des écosystèmes permettra de renseigner sur les activités humaines qui en sont à l'origine ; inversement, pour certains phénomènes environnementaux difficiles à quantifier, le suivi des activités humaines produisant les impacts environnementaux peut constituer une approximation intéressante.

Lorsque les liens entre une activité humaine donnée et ses impacts environnementaux ne sont pas connus, il y a en revanche une lacune importante pour la prise en charge des écosystèmes.

Les questions que l'on se pose sont donc finalement les suivantes, reprises schématiquement dans la Figure 71 :

(1) Dispose-t-on d'informations pertinentes sur les éventuels impacts environnementaux engendrés par les activités humaines existantes ?

(2) Est-on en mesure de suivre directement l'évolution des écosystèmes ? Comment ?

(3) Est-on en mesure de suivre l'évolution des activités anthropiques qui affectent les écosystèmes ? Comment ?

(4) Qui produit les données intéressantes pour cela ? Dans quel but sont-elles produites ? Les « acteurs d'environnement » (gestionnaires d'espaces protégés mais aussi acteurs de la société civile) y ont-ils accès ?

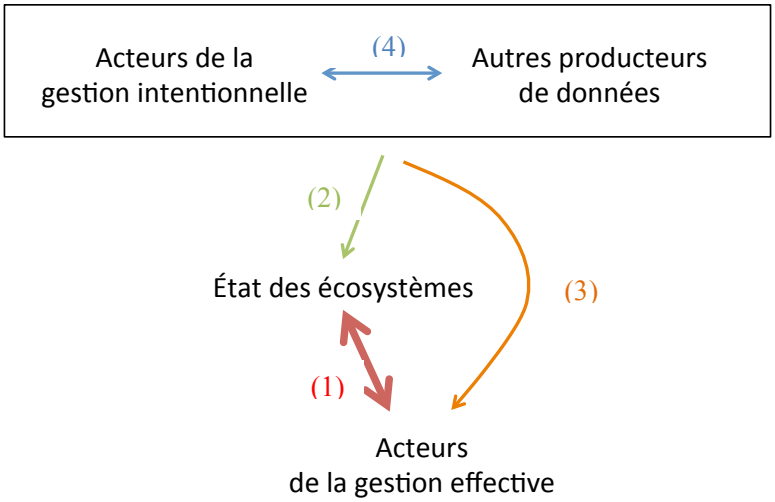


Figure 71 : Schéma de synthèse des questions posées relatives aux données environnementales existantes

Ces informations sont particulièrement importantes à obtenir car l'efficacité d'une aire protégée ne peut être évaluée indépendamment du degré de pression anthropique auquel elle est soumise.

1.3. Caractéristiques générales de la production de données sur les écosystèmes en Guyane et en Amapá

L'étude réalisée en 2010 (Nicolle, 2010) nous a permis d'effectuer une première approche des types de données environnementales produites en Guyane française et des logiques dans lesquelles elles le sont. Basée à la fois sur une analyse bibliographique, une synthèse de la littérature grise, et une soixantaine d'entretiens avec les acteurs guyanais (Annexe 1), cette première phase de recherche, menée durant 5 mois, a notamment mis en évidence les faits suivants :

- Les chercheurs (INRA, CNRS, Cirad, IRD principalement), sont, en Guyane, très tournés vers l'écologie forestière. Peu d'équipes travaillent sur des problématiques directement en lien avec la gestion des écosystèmes. Des projets sont néanmoins montés en partenariat entre les organismes de recherche et la cellule « recherche et développement» de l'ONF visant directement à améliorer les modes de gestion forestière.
- Les recherches sur la faune sont principalement portées par les acteurs du monde associatif. Les programmes sont articulés autour de logiques de conservation des espèces, à l'échelle du département guyanais. L'ONCFS dispose d'une petite cellule « recherche » qui travaille principalement sur les grands mammifères. La station de recherche des Nouragues est également un haut lieu de production de données scientifiques sur la faune.
- Le secteur de la conservation (gestionnaires d'espaces protégés) est un producteur de données d'inventaire important, mobilisant les compétences disponibles localement. La production de données est cependant inégale, en fonction de la sensibilité naturaliste des gestionnaires.
- Les études d'impacts produisent des données d'inventaire (principalement botaniques) sous-valorisées, et sont rarement suivies d'évaluations ex-post qui permettraient pourtant d'accumuler des connaissances réutilisables pour les ouvrages construits par la suite (Nicolle et Boudoux d'Hautefeuille, à paraître).
- Les services de l'État agissent principalement dans une logique de contrôle des filières légales ou des activités illégales. Dans certains cas, et notamment pour le suivi des activités minières, les données produites ne sont pas accessibles facilement pour la société civile. Des dispositifs techniques conséquents ont pu être déployés pour ces productions de données.
- Une base de réception d'images satellites, SEAS, installée à Cayenne, permet la mise à disposition quotidienne d'images pour des projets réalisés en Guyane. Ces images, produites par la société Astrium, peuvent être accessibles gratuitement pour certaines catégories d'acteurs porteurs de projets en Guyane[92]. Pour les autres acteurs, ces images sont payantes.
- Les données sont souvent au cœur de jeux de pouvoir, que ce soit au regard de l'utilisation potentielle qui pourrait en être faite, ou de leur contenu informationnel stratégique. Malgré des programmes de plus en plus nombreux visant à la mutualisation

[92] https://www.seas-guyane.org/seasguyane/index.htm

et au partage des données, les raisons qu'ont les acteurs de ne pas les diffuser sont variées. Elles tiennent principalement à la crainte des mauvais usages qui pourraient en être faits par les réutilisateurs. Les enjeux environnementaux (ex. non diffusion de la localisation d'espèces protégées), scientifiques (ex. non diffusion de données non publiées) ou sécuritaires (ex. non diffusions d'informations stratégiques pour le contrôle de l'orpaillage illégal) sont les plus fréquemment avancées. Cela nous a amené à formuler l'hypothèse que la mise en commun de données ne pouvait se faire qu'au regard d'un enjeu partagé fort entre les participants, et que leur libre diffusion au plus grand nombre était une démarche encore rare en France.

Par la suite, nous avons réalisé une collecte plus légère en 2011 en Amapá, avec 18 entretiens réalisés à Macapá, Oiapoque ou Belém, principalement orientés sur les types de suivis réalisés par les acteurs gestionnaires ou chercheurs en lien avec l'environnement. Là aussi, ces données d'entretien ont été triangulées avec les informations mobilisables dans la littérature grise, les travaux de recherche publiés, et les sites Internet des organisations concernées.

- La majeure partie des données sur la faune et la flore en Amapá est produite par l'institut de recherche d'Amapá (IEPA), qui rassemble également les collections botaniques et faunistiques issues des collectes. L'Embrapa (institut agronomique) produit également des données de recherche, mais axées sur le soutien aux activités productives (agriculture, extractivisme, foresterie).
- Les gestionnaires des espaces protégés financent peu de production de données, mis-à-part au moment de la réalisation du plan de gestion. Ils s'appuient alors sur les compétences locales, mais également sur des chercheurs issus d'autres universités brésiliennes (Brasilia, Manaus, Belém principalement).
- Le secteur associatif naturaliste local est absent. Les bureaux brésiliens de grosses ONG internationales soutiennent la production de données dans les aires protégées pour la rédaction des plans de gestion (CI, WWF).
- Des ONG socio-environnementales sont moteurs de la production de données ethnoécologiques en collaboration avec les populations amérindiennes locales.
- Des données de surveillance par satellite du territoire sont produites à l'échelle de l'Amazonie par des organismes spécialisés (INPE), et sont majoritairement librement disponibles en ligne.

Nous allons maintenant nous intéresser plus spécifiquement aux données susceptibles de répondre aux enjeux d'évaluation que nous nous sommes fixés. Nous allons voir, pour chacun des critères de notre référentiel d'évaluation de la gestion environnementale des forêts tropicales, quels sont les indicateurs qui permettent d'y répondre, et avec quelles données ils sont construits.

Réaliser cet état des lieux des données existantes nous permettra également de formuler des hypothèses sur le système d'acteurs concerné par leur production et leur utilisation, notamment en termes de relations de pouvoir dans la formulation, le diagnostic et la prise en charge des problèmes environnementaux.

2. Les indicateurs disponibles pour répondre aux premiers critères : le maintien du couvert forestier et la fragmentation

Les impacts des dynamiques humaines sur la forêt amazonienne sont difficilement évaluables au regard de son immensité, de la faible densité de population, et des difficultés d'accès à la plupart des espaces (Demaze, 2002). L'imagerie aérienne est un outil particulièrement adapté pour produire de l'information dans ce contexte (Demaze, 2007) et détecter les changements d'usage du sol, qui constituent des modifications majeures des écosystèmes. C'est ainsi le principal outil utilisé en Guyane comme au Brésil pour suivre les impacts des dynamiques de conversion permanente ou temporaire de l'écosystème forestier.

Nous souhaitons étudier dans cette première partie quels sont les suivis existant en Guyane et en Amapá, qui permettent de nous renseigner sur les impacts de la déforestation ou de la fragmentation au sein des espaces protégés étudiés.

Après une rapide présentation des méthodes d'analyses par imagerie aérienne, nous comparerons la façon dont ces outils sont valorisés en Guyane et en Amapá, puis nous verrons quelles informations ils nous permettent d'obtenir sur les activités humaines se déroulant dans les espaces protégés étudiés ou à proximité et impliquant une conversion de la forêt à d'autres usages.

2.1. Méthodes de production de données environnementales par imagerie aérienne.

Les méthodes d'acquisition de données aériennes sont de plusieurs types, et mobilisent des capteurs différents *(ibid.)*.

Tableau 60 : Comparaison des méthodes d'acquisition de données

Type de production	**Avantages**	**Inconvénients**
Photos aériennes	Très haute résolution	Chères à produire. Nombre de bandes d'analyses limitées.
Images satellites (optique)	Haute résolution possible, traitements assez intuitifs	Sensible à la météorologie et particulièrement aux nuages.
Images Radar	Indépendant des conditions climatiques. Non sensible aux nuages. Permet de traverser la végétation.	Cher. Mobilise des traitements compliqués et non intuitifs. Assez basse résolution.

Aujourd'hui, ce sont principalement les images satellites optiques qui sont utilisées sur les territoires qui nous intéressent, notamment en raison de leur coût réduit.

Dans un contexte d'immenses territoires de forêt tropicale, où il est très difficile de détecter les agissements directs des acteurs de la gestion effective, l'analyse des images satellites donne des renseignements sur l'état du couvert forestier (Figure 72, flèche verte). Souvent, mais pas systématiquement, les données produites permettent de déduire le type d'activité humaine qui est à l'origine de la déforestation (Figure 72, flèche rouge). Néanmoins, sans des études de terrain complémentaire, il n'est pas possible de comprendre par ce biais les motivations des acteurs impliqués dans ces logiques de déforestation.

Nous allons chercher à comprendre dans cette partie (i) qui sont les acteurs à l'origine de ces suivis, (ii) quelles sont les motivations qui les poussent à les mettre en œuvre et (iii) quelles informations ils nous apportent quant à la gestion des espaces protégés étudiés (Flèche bleue).

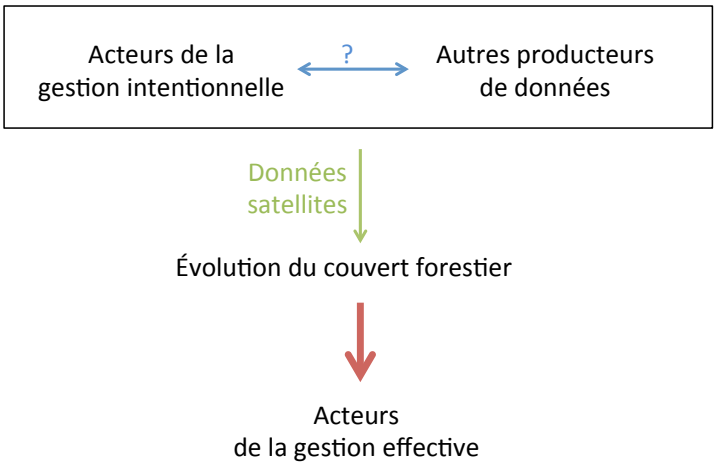


Figure 72 : Données satellites pour le suivi des impacts sur le couvert forestier

Les images satellites peuvent faire l'objet de deux logiques principales de traitement : la photo-interprétation ou le traitement des images par logiciel (Boyrie, 2012). La photo-interprétation consiste en une analyse « à l'œil » des objets sur les images : si ce travail présente la caractéristique principale d'être lent et fastidieux, il permet en revanche de contrôler l'intégralité du processus de classification des objets. Il ne permet pas en revanche de valoriser les informations contenues dans les longueurs d'ondes situées en dehors du visible. Le traitement d'images par logiciel, moins intuitif, permet d'assurer un traitement plus systématique et non subjectif, de façon très rapide et sur de très grandes surfaces. Il nécessite une vérification des artefacts. Le choix entre les deux méthodes dépend donc principalement des résultats escomptés, mais également des capacités techniques des opérateurs. Tant en Guyane qu'au Brésil, la méthode de la photo-interprétation est la plus utilisée par les opérateurs, car la plus intuitive.

En France comme au Brésil, les moyens techniques pour le suivi de la conversion forestière via l'analyse d'images satellites existent et sont mis en œuvre. Les objets principalement observables sont des formes spécifiques de déforestation, qui peuvent être corrélés, selon leur taille, leur répartition spatiale, leur forme, et le type d'écosystèmes concernés, à des impacts humains spécifiques sur les écosystèmes. Les impacts sont ainsi différents s'il s'agit de l'ouverture d'un pâturage extensif, d'une parcelle d'abattis/brulis, des linéaires de cours d'eau déforestés par l'orpaillage, ou de déforestation liés à l'ouverture de piste. À partir des types de déforestation observée il est possible d'émettre de fortes hypothèses sur le type de phénomène qui en est à l'origine (Boyrie, 2012). Néanmoins, selon les caractéristiques des images satellites utilisées, il n'est pas toujours possible de détecter de façon aussi précise les mêmes types d'impacts. Par

exemple, la résolution des images SPOT (10 mètres) utilisées par les acteurs guyanais est bien meilleure que celle des images Landsat ou CBERS utilisées au Brésil (30 m). Cela implique une différence dans la taille minimale des déforestations repérables à partir des images : à partir de 400 m^2 dans le cas de SPOT (Boyrie 2012) pour 6,25 ha dans le cas des images Landsat. Le système d'alerte pour la déforestation en Amazonie (DETER) a même une limite minimale de détection de 25 ha.

Les images utilisées au Brésil permettent donc de détecter uniquement de grandes zones de déforestation, et sont ainsi particulièrement adaptées pour suivre l'avancée des fronts pionniers avec la conversion de très grandes superficies de forêt en pâturage. Elles ne présentent pas en revanche une résolution suffisante pour le suivi d'impacts plus précis, comme l'évolution temporelle de l'ouverture d'abattis, ce que permet par contre l'utilisation des images SPOT utilisées en Guyane. Ces dernières seraient en revanche trop précises pour réaliser des traitements à l'échelle de l'ensemble de l'Amazonie brésilienne.

Nous voyons donc qu'à un type d'image satellite donné correspond une gamme limitée d'utilisations possibles. Nous allons voir que les choix techniques et économiques réalisés par la France et le Brésil quant aux technologies à mobiliser pour suivre les dynamiques humaines sur leurs écosystèmes forestiers sont en concordance avec le type d'impacts qu'ils cherchent à mettre en évidence.

2.2. La production de données satellitaires en Guyane et en Amapá.

Nous allons maintenant passer en revue les principaux types de suivis concernant la conversion forestière en Guyane et en Amapá (voir

Tableau 61). Certains ont été menés de façon ponctuelle, mais peuvent faire encore référence, comme dans le cas du projet RADAM (DNPM, 1974), tandis que d'autres consistent en la réalisation de suivis périodiques. Ceux en vert sont menés à l'échelle de l'Amazonie brésilienne, ceux en jaune à l'échelle de l'Amapá, et ceux en bleu sont réalisés en Guyane.

Tableau 61 (Pages suivantes) : Principaux suivis basés sur l'imagerie aérienne en Guyane et en Amapá

Nom	Date / Fréquence	Type de suivi	Réalisé par	Objectif	Avantages / Limites
Projet « Radar da Amazônia » **RADAM**	Années 1970 - Amazonie brésilienne - Documents publics.	Mosaïques au 1/250 000 couvrant toute l'Amazonie. Radar - bande X. Résolution maximale de 25 m (Pereira 2007).	Département national de production minérale (DNPM).	Établir un état des lieux des ressources naturelles disponibles en Amazonie brésilienne. Produit des cartes par sections thématiques : géologie, géomorphologie, végétation, pédologie et usages potentiels des terres	Avantages : le Radar détecte au travers des nuages et de la végétation. (Tricart, 1975). Limites : Les images produites par le radar sont moins riches en information et en détails que les images optiques. Méthodologie d'analyse compliquée. Voir : RADAM (1974)
Programme de calcul de la déforestation de l'Amazonie **PRODES**	Suivis annuels depuis 1988. En 2002, informatisation du processus et diffusion annuelle des résultats (Câmara et al. 2006)	Utilisation d'images des satellites Landsat, + autres satellites depuis 2005 Résolution : 30 m., surface minimale de déforestation détectée : 6,25 ha	Institut national de recherches spatiales (INPE)	Établir un suivi annuel fiable de la déforestation en l'Amazonie brésilienne. Diffuser les informations.	Avantages : Suivis peu couteux, réalisés sur l'ensemble de l'Amazonie, diffusés sur Internet. Limites : très sensible à la couverture nuageuse En cas d'urgence et de manque de temps, les analyses sont concentrées sur les zones les plus déforestées l'année précédente.
Système de détection de la déforestation en temps réel **DETER**	Suivi mensuel depuis 2004 Diffusion mensuelle sur Internet (ou tous les deux mois)	Résolution : 250 m surface minimale détectée : 25 ha Satellites Terra/Aqua (capteur MODIS) et CBERS (capteur WFI).	Institut national de recherches spatiales (INPE)	Système d'alerte destiné à faciliter la surveillance du territoire pour les institutions publiques d'environnement. Données par *municipio* ou par unité de conservation.	Avantages : Production de données fréquente, soutien direct au contrôle territorial. Limites : Les zones ennuagées ne peuvent pas être traitées facilement. La résolution est faible et seules les grosses zone de déforestation sont détectées. Voir : http://www.obt.inpe.br/deter/index.html
Suivi de la dégradation forestière **DEGRAD**	Projet ponctuel mené sur des images de 2007 à 2010	Résolution : 30 m Surface minimale dégradée détectée : 6,25 ha Satellites Landsat/CBERS	Institut national de recherches spatiales (INPE)	Analyser les zones de dégradation forestière (exploitation forestière) en Amazonie brésilienne.	Avantages : Ne se limite pas à la conversion totale mais prend en compte la fragmentation Inconvénient : Faible résolution Voir : http://www.obt.inpe.br/degrad/
Système d'alerte à la déforestation **SAD**	Suivis mensuels en Amazonie légale depuis 2008. Diffusion des données sur Internet	Résolution : 30 m. surface minimale détectée : 6,25 ha Satellite Terra/Aqua et satellite CBERS.	Institut Amazonien de l'Homme et de l'environnement (IMAZON)	Assurer la transparence de l'information produite sur la déforestation en Amazonie.	Avantages : production très régulière de données. Détection automatique. Diffusion des alertes. Limites : Contraint par l'ennuagement. Voir : http://www.imazon.org.br/
BD Queimadas Suivi quotidien des feux en Amérique latine, Europe et Afrique.	Suivis actualisés toutes les 3 heures Accessibles à tous sur Internet	La taille minimale du point de chaleur détecté est de 1x 30 m, mais il est représenté sur un pixel, soit entre 1 km^2 et 20 km^2.	Institut national de recherches spatiales (INPE)	Fournir le maximum d'informations possibles sur les zones d'incendies aux personnes et institutions compétentes.	Limites : Les feux sous couvert de forêt dense ne sont pas détectés. Les zones ennuagées ne peuvent être traitées, ainsi que parfois les versants de montagne. Voir : http://www.inpe.br/queimadas

Suivi de la déforestation de l'État d'Amapá	Suivis publiés une fois tous les 2 ans depuis 2002. Rapports publics. Système initié sur fonds du PPG7.	Utilisation des images Landsat, analysées manuellement sur une image choisie durant la période de Septembre à Novembre. Résolution : 30 m	Secrétariat à l'environnement de l'État d'Amapá (Sema 2010)	Établir un suivi fiable de la déforestation en Amapá.	Avantages : Le choix de la période pour la sélection des images permet de minimiser la couverture nuageuse et de gagner en précision par rapport à PRODES. Limites : Méthodologie non adaptée pour les déforestations en savane et mangrove.
Projet **REDD+ FLOTA**	Travail ponctuel - Données historiques (1985-2008) Rapport public	Utilisation d'images Landsat, Résolution : 30 m	Institut des forêt d'Amapá (IEF)	Analyse de la dynamique de déforestation dans le nord de l'Amapá entre 1985 et 2008	Avantages : Série temporelle et images regroupées par périodes temporelles pour limiter la couverture nuageuse. Limites : zone d'étude restreinte, projet ponctuel.
Projet Kyoto	Travail ponctuel - Données historiques (1990-2006) Rapport public	Analyse d'images Radar + Images SPOT pour construire une mosaïque sans nuages de la Guyane.	Institut géographique national (IGN) et Cirad	Analyse des changements d'occupation du sol entre 1990 et 2006 Innovation méthodologique.	Avantages : Innovation méthodologique permettant de limiter le problème majeur que représente la couverture nuageuse dans la région. Limites : Projet ponctuel.
Suivi des changements de **l'occupation des sols sur le littoral**	Études menées sur des photos aériennes et images satellites entre 2001 et 2011 Rapport et base de données publics.	2001-2005: analyse de photos aériennes de l'IGN. 2008 : images SPOT Résolution couleur : 2,5 m Echelle 1/5000, analyse des patchs > 5 ha.	Office national des forêts (ONF, 2009).	Etablir une de base cartographique de l'occupation du sol de la zone littorale (au Nord du DFP). Soutien à l'aménagement du territoire.	Avantages : premier suivi temporel précis de l'occupation du littoral. Images accessibles facilement via SEAS Guyane. Possibilité d'augmenter encore la précision (2,5 ha) si nécessaire (ex : localisation de décharges…) Limites : Restreint à la bande littorale
Suivi de l'agriculture sur le **PAG** (Oyapock)	Données pour 2004-2012 Analyse rétrospective Résultats diffusés.	Utilisation d'images SPOT (résolution 5 ou 10 m). Numérisation manuelle.	Parc Amazonien de Guyane (PAG)	Caractériser les surfaces agricoles et suivre leur évolution temporelle.	Avantages : Informations nouvelles, production de connaissance sur les dynamiques territoriales. Limite : travail manuel.
Observatoire de l'activité minière **OAM**	Suivi en continu depuis 2008 Synthèses annuelles. Non diffusées à la société civile.	Images Spot, Résolution : 5 ou 10 m. Dispositif d'alerte : détection automatique des cours d'eau turbides + vérification manuelle ; Dispositif de suivi : détection des surfaces déforestées par photo-interprétation.	Préfecture de Guyane / Office National des forêts (ONF)	Suivi des surfaces affectées par l'orpaillage.	Avantages : Production régulière de données de suivi permettant la mise en œuvre d'action de contrôle de l'orpaillage. Limites : Non diffusion des données Sources : (Coppel, Gond, & Allo, 2008; Gond & Brognoli, 2005; ONF, 2006)
Suivi des impacts de l'orpaillage Plateau des Guyanes	Analyse ponctuelle en 2008 – Rapport diffusé en 2012	Images Spot. Résolution : 5 ou 10 m. Photo-interprétation.	WWF Sous-traité à l'ONF	Analyser les impacts de l'orpaillage ; Diffuser les données.	Avantages : Données rendues disponibles à tous et comparaison possible avec les pays limitrophes Limites : Données non actualisées

Par ailleurs des programmes plus ponctuels concernent ou ont concerné spécifiquement la zone frontalière France/Brésil, en lien entre l'IRD de Guyane et des partenaires brésiliens (IEPA notamment). On citera :

- Le projet Proclam (fin des années 2000), basé sur des images des satellites Spot et Envisat, qui visait à analyser de la dynamique des littoraux vaseux amazoniens ;
- le projet OSE Guyamapa en cours, coordonné par l'IRD de Guyane dont l'objectif est d'établir des référentiels communs et des cartes thématiques en mobilisant la télédétection, sur la zone frontalière.

Ce recensement permet d'ores et déjà de tirer de premières conclusions sur les différences entre les logiques d'utilisation de l'imagerie aérienne en Guyane et en Amapá.

Dans les deux cas, c'est l'utilisation des images satellites qui prime sur d'autres technologies, comme l'analyse Radar. La raison principale est le faible coût d'accès à ces images : les images Landsat et CBERS utilisées au Brésil sont libres d'accès ; les images Spot sont normalement payantes, mais, compte tenu de l'installation de la station SEAS Guyane, elles sont accessibles gratuitement à un grand nombre d'acteurs pour des projets concernant le territoire guyanais.

Ces outils d'analyse présentent néanmoins un inconvénient majeur dans la région qui nous concerne : la forte nébulosité empêche la plupart du temps de visualiser correctement les sols et donc les dynamiques de conversion.

La principale différence observée est que les dispositifs de suivi mis en place en Amazonie brésilienne visent principalement à remplir un objectif spécifique : suivre et alerter face à la déforestation. La résolution des images utilisées ne permettent pas de détecter de conversion en deçà de certaines superficies déforestées ou dégradées : l'outil est donc principalement adapté au suivi de l'avancée des fronts pionniers de déforestation pour la conversion massive à l'agriculture ou l'élevage. La plupart des suivis sont continus, allant de rapport publiés annuellement à des suivis mensuels ou quotidiens des déforestations. On note la prépondérance de l'INPE pour la mise en œuvre de ces analyses.

En Guyane, la plupart des données sont également produites par des organismes publics, mais les objectifs recherchés sont plus diversifiés. Chaque organisme développe donc une méthodologie propre visant à répondre à une question de gestion donnée : suivi de l'occupation des sols sur le littoral, dynamiques agricoles dans le PAG, suivi continu de l'orpaillage à l'échelle de la Guyane… Les données répondent ainsi à des questionnements plus variés qu'au Brésil, mais sont par contre plus hétérogènes et concernent rarement l'ensemble du territoire. En outre, mis à part

dans le cas de l'observatoire de l'activité minière, on se place moins dans une logique de suivi continu et d'alerte que dans une dynamique de projet, visant, ponctuellement, à faire progresser les connaissances sur les dynamiques territoriales régionales.

Cela se traduit par un positionnement très différent vis-à-vis de la diffusion des données : la grande majorité des suivis mis en place à l'échelle de l'Amazonie brésilienne est totalement libre d'accès et mise à disposition sur internet. En Guyane, la plupart des suivis fait l'objet de rapports publics, non nécessairement diffusés sur Internet. Néanmoins, les données brutes sont rarement accessibles, ce qui ne permet pas de retraitement ultérieurs de l'information par d'éventuels réutilisateurs. Par ailleurs, les suivis de l'activité d'orpaillage illégal ne sont pas diffusés régulièrement à la société civile (aucune information officielle entre 2006 et 2013).

Nous allons nous attacher à analyser ces différences de façon plus précise, en les replaçant notamment dans leur contexte historique.

2.2.1. Le suivi de la déforestation au Brésil, un outil de surveillance continue

Au Brésil, la pression sur la question de la déforestation est principalement venue des arènes internationales. Dans le premier bilan du programme de suivi continu PRODES, il est d'ailleurs précisé que *«la raison principale de la création du projet vient de la grande préoccupation dont fait preuve la communauté au niveau international et national, sur la situation réelle de la déforestation en forêt amazonienne »* (INPE, 1989, p. 5).

Le Brésil a commencé à réaliser des suivis de l'Amazonie dès les années 1970. Les premières grandes campagnes de collecte d'images aériennes, couplées à de la technologie radar, avaient pour but principal la mise en valeur de l'espace amazonien, c'est-à-dire son exploitation économique (Pereira & de Menezes, 2007; Tricart, 1975). Une première carte de la déforestation a été produite à cette époque.

Dans les années 1980, la pression internationale a conduit à mettre en place des dispositifs de suivi régulier de la déforestation.

> *" Un astronaute qui était en orbite a pris une photo d'un incendie immense au Rondônia. Ça faisait un panache qui cachait presque tout l'État du Rondônia. C'était quelque chose de tellement grand que ça a causé une très grande pression internationale, comme quoi le Brésil était en train de dévaster toute l'Amazonie et qu'il n'y avait aucun contrôle là-dessus. Et des chiffres sortaient, que la moitié de l'Amazonie était dévastée ou un dixième ou un cinquième, une confusion, une confusion de nombres. Alors on a de nouveau demandé à l'INPE d'actualiser la carte." (Entretien INPE).*

À partir de 1988, l'INPE a alors produit un suivi annuel des taux de déforestation en Amazonie brésilienne : c'est le programme PRODES (projet d'estimation de la déforestation en Amazonie). Les calculs étaient réalisés manuellement sur des images satellites mais, selon Câmara *et al.* (2006) aucun document écrit ne retrace précisément la méthodologie alors adoptée. Le premier rapport de PRODES a ainsi été produit comme contre-expertise des estimations étrangères

des taux de déforestation de l'Amazonie (Fearnside, 1990). Il se basait sur des données actualisées ainsi que sur des données produites par des projets antérieurs, afin de faire une rétrospective de la déforestation depuis 1975, par États, et de démontrer que les estimations internationales des taux de déforestation de l'Amazonie sont largement surestimées (INPE, 1989). À travers le projet PRODES, le Brésil a ainsi mis ainsi en place « *une politique de souveraineté informationnelle* » (Gautreau, 2012).

À partir de 2002, le projet PRODES *digital* est lancé pour élaborer une nouvelle méthodologie basée sur la photo-interprétation d'images satellites Landsat (complétées par d'autres satellites depuis 2005). Ces images, d'une résolution de 30 m, permettent de détecter les zones déforestées à partir de 6,25 ha. Elles sont gratuites et accessibles à tout individu. L'INPE réalise les analyses de déforestation et les diffuse annuellement.

Mais si le PRODES permettait de produire des bilans *a posteriori*, il était insuffisant pour permettre une réaction des services de police environnementale (Entretien INPE). Alors, en 2004, le système DETER (Détection de la déforestation en temps réel) est lancé. Il permet de réaliser un suivi bimensuel de la déforestation sur des images produites par les satellites C-bers. Bien que moins précis (limite de détection à 25 ha), il permet de constituer un système d'alerte régulier pour le repérage des grosses zones de déforestation. Les alertes sont transférées aux services opérationnels de l'environnement (IBAMA, ICMBio, secrétariats de l'environnement des États fédérés)[93] qui peuvent orienter leurs missions de contrôle en fonction des informations reçues.

La diffusion régulière des données d'analyse et la gratuité des images satellites ont en outre permis la constitution d'une contre-expertise par plusieurs ONG brésiliennes, et assurent une transparence importante sur les résultats produits à l'échelle de l'Amazonie brésilienne (Nicolle & Leroy, à paraître).

Ainsi, les systèmes d'analyses mobilisés au Brésil, dont les traitements se font de façon manuelle, présentent des résolutions qui sont adaptées aux échelles de déforestation sur les fronts pionniers amazoniens et aux conversions massives de la forêt.

Adapté à ces échelles de travail, le dispositif de suivi PRODES est en revanche trop peu précis pour les dynamiques de déforestation que l'on retrouve en Amapá. Il y sous-estime largement la déforestation pour plusieurs raisons : d'une part la nébulosité est très importante autour des dates retenues comme favorables pour l'ensemble du Brésil (Août), et par ailleurs en cas de manque de temps pour le traitement des données, les équipes de Prodes priorisent les zones à forte pression et laissent ainsi l'Amapá de côté (Amapá - Sema, 2011). Face à cela, le secrétariat de l'environnement de l'État d'Amapá (Sema) a bénéficié des aides du PPG7 (voir Encadré 6, p.113)

[93] L'IBAMA est l'institut brésilien de l'environnement au niveau fédéral, et l'ICMBio (Institut Chico Mendes de la biodiversité) est l'administration en charge de la gestion des espaces protégés fédéraux.

pour établir une base de référence et construire un dispositif de suivi de la déforestation propre à l'Amapá. Ils produisent ainsi une carte par photo-interprétation tous les 2 ans en moyenne. Les données sont collectées entre septembre et novembre et l'image présentant le moins de nuages est sélectionnée dans la zone.

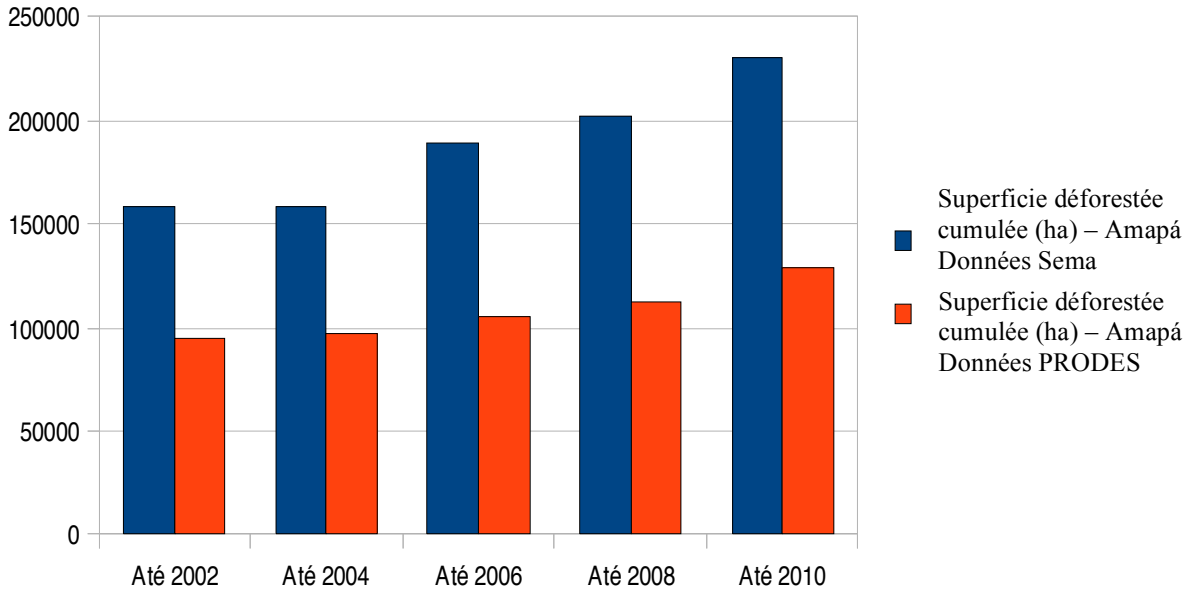


Figure 73 : Comparaison des taux de déforestation en Amapá estimés par le Prodes (en rouge) et par le Sema (en bleu).
Source : (Amapá - Sema, 2011)

Idéalement ces données devraient pouvoir servir à l'IMAP (Institut de l'environnement et de l'aménagement du territoire de l'État d'Amapá) pour la délivrance des autorisations de défrichement par exemple, mais c'est à l'heure actuelle un rapport très peu valorisé en Amapá auprès des autres organes d'État, qui sont encore trop peu structurés en interne[94] (Entretien Sema, Macapa, 2011). Les gestionnaires d'espaces protégés fédéraux ne viennent pas non plus les solliciter pour avoir accès aux données : ils travaillent avec les données de PRODES directement analysées par l'ICM Bio, au siège de Brasilia.

Marcos Chagas, professeur de l'université de l'Amapá disait lors d'un entretien : *« En Amazonie une bonne gestion environnementale consiste principalement à éviter la déforestation».* L'adaptation de la méthodologie au contexte spécifique de l'Amapá suit cette logique et mobilise globalement les mêmes méthodes pour fournir des données perçues comme pertinentes d'un point de vue environnemental en Amazonie : le suivi des conversions à grande échelle. Cela reste pertinent dans le cas de l'Amapá, et l'initiative du Sema permet effectivement de ne pas s'arrêter à l'image d'un État parfaitement préservé et non soumis à la pression de déforestation pour la conversion agricole. En revanche, d'autres facteurs de pression impliquant des facteurs de

[94] L'IMAP a été créé récemment, en 2008, et était en 2011 encore en cours de structuration interne, tant en termes de compétences que de moyens logistiques.

déforestation plus faibles, mais des impacts écologiques très importants (par exemple destruction des ripisylves pour l'exploitation aurifère) peuvent être minimisés, bien que ce type d'impact y soit très présent.

Le suivi des « points de chaleur », qui permet de détecter et de publier quotidiennement en accès libre sur Internet les localisations des zones d'incendies, est également piloté au niveau national, en mobilisant de nombreux satellites différents. Il s'applique particulièrement bien en Amapá durant la saison sèche, puisque c'est tout à la fois l'époque de l'ouverture des parcelles et celle ou la nébulosité est moindre. Cet outil, facile d'usage, présente un intérêt opérationnel direct pour la surveillance des espaces protégés et est effectivement mobilisé par les gestionnaires pour surveiller d'éventuelles déforestations illégales (Entretien Parc national du Cabo Orange, Oiapoque, 2012).

Il existe également un programme ponctuel d'analyse de l'occupation des sols, basé sur les images de Prodes : Terraclass. L'occupation du sol est estimée en fonction de l'évolution de la signature spectrale dans le temps (conversion permanente, cyclique…). Faute de confrontation avec le terrain, ces résultats sont, en Amapá, parfois peu précis.

2.2.2. En Guyane, des suivis satellitaires plus spécifiques et diversifiés

Les logiques de suivi mises en place en Guyane sont différentes. Les instruments de suivis existants en France métropolitaine ne sont pas adaptés aux types de pressions existants en Guyane et les outils ont donc dû être totalement construits pour la spécificité de ce territoire. Malgré la mise à disposition des images Spot, la Guyane ne présente pas de dispositif permanent de suivi de la déforestation à l'échelle du territoire. La mise en place d'un observatoire du foncier est pourtant évoquée depuis longtemps (Demaze, 2002) et les moyens techniques de sa mise en place existent d'ores et déjà (comm. pers. V. Gond, A. Coppel, 2010), mais il n'y a pas de volonté politique suffisante pour son portage, même s'il semble que l'Agence de services et de paiements se soit récemment saisie du dossier (Boyrie, 2012). Contrairement au Brésil, et compte-tenu du bon niveau de préservation du couvert forestier, les dynamiques de déforestation agricole n'étaient pas jusqu'à présent considérées comme problématiques. L'étude de l'occupation des sols sur la bande littorale produite par l'ONF permet néanmoins d'avoir un suivi clair de l'évolution de la situation entre 2001 et 2011. Elle est produite dans un objectif de soutien à l'aménagement du territoire, plus que de contrôle.

Les suivis existants sont principalement portés par des gestionnaires d'environnement. Aujourd'hui, quatre organismes principaux ont des compétences en télédétection.

- L'Institut de recherche pour le développement (IRD) a sur place un laboratoire spécifiquement tourné vers l'observation satellitaire : les projets menés sont aujourd'hui principalement des projets de recherche, peu tournés vers l'opérationnel. Néanmoins, dans une coopération avec l'IGN, des méthodologies nouvelles ont été élaborées pour permettre

le suivi de la conversion forestière, pour répondre à la nécessité de quantifier le bilan carbone de la Guyane, en lien avec le changement d'occupation des sols.

- La Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) travaille (i) à la mise en place de référentiels géoréférencés, pour répondre intelligemment aux exigences nationales et européennes, ainsi qu'à (ii) la création d'une plateforme de téléchargement des différentes informations produites par les services de l'État.
- L'Office national des forêts (ONF) a spécifiquement développé des compétences en télédétection pour le suivi des impacts de l'orpaillage, mais diversifie ses activités, avec des suivis plus généralisés de l'occupation des sols, ou des impacts de l'exploitation forestière.
- Le Parc Amazonien de Guyane (PAG), qui développe un pôle de compétences récent, notamment hérité de la mobilité de certains employés de l'ONF, et mobilise ainsi les mêmes méthodes d'analyse. Des suivis de l'orpaillage sont ainsi également réalisés, mais également des suivis des dynamiques agricoles sur le territoire du parc.

D'autres structures, telles que l'armée ou une agence d'urbanisme, mobilisent ces compétences, mais pas spécifiquement axées sur des thématiques environnementales.

On a finalement deux approches différentes du suivi du couvert forestier, avec, en Amapá, des outils spécifiquement adaptés au suivi des conversions agricoles induisant des destructions massives des écosystèmes, mais pas nécessairement applicables à d'autres patterns de déforestation (suivi temporel des abattis, suivi de l'orpaillage…). Les suivis sont systématisés, et les données sont totalement libres d'accès, via leur mise à disposition sur Internet.

En Guyane, ce sont différents acteurs spécialistes, souvent publics, qui ont développé des méthodologies propres de suivi de la déforestation, orientées sur des thématiques les concernant, parfois en réponse à des impératifs imposés par la métropole mais nécessitant des adaptations locales. D'autres suivis plus précis existent, mais inégalement répartis sur le territoire, non nécessairement compatibles entre eux. La plateforme de partage des données géoréférencées en cours de mise en place par la direction régionale de l'environnement (DREAL) devrait permettre de faciliter ces échanges entre services de l'État. Le degré de diffusion des données à la société civile est plus faible qu'au Brésil et dépend des acteurs institutionnels impliqués. Dans le cas des données de suivi de l'orpaillage, nous verrons que l'enjeu sécuritaire de maîtrise du territoire prime sur l'enjeu environnemental et induit une fermeture de la diffusion des données (Nicolle et Leroy 2014). Face à cela, le WWF finance la production de données parallèles, à l'échelle du Plateau des Guyanes, pour être en mesure de communiquer et d'alerter sur la situation environnementale des écosystèmes guyanais. Nous verrons que la diffusion de données parallèles sur le phénomène de l'orpaillage illégal est également une stratégie environnementale mise en œuvre par le Parc amazonien de Guyane.

Maintenant que ces cadrages généraux ont été établis, nous allons nous allons nous intéresser successivement aux différents types d'activités impliquant de la déforestation dans les espaces protégés (l'agriculture, l'élevage, les activités minières, la construction d'infrastructures), et aux

informations que les traitements d'images satellites utilisés en Amapá et en Guyane sont susceptibles de nous apporter les concernant.

2.3. Les activités détectables par imagerie satellitaire dans les espaces protégés

Dans notre zone d'étude, les principales activités économiques impliquant de la déforestation sont l'agriculture, les activités minières, les activités forestières et la construction d'infrastructures (routes, barrages, etc.).

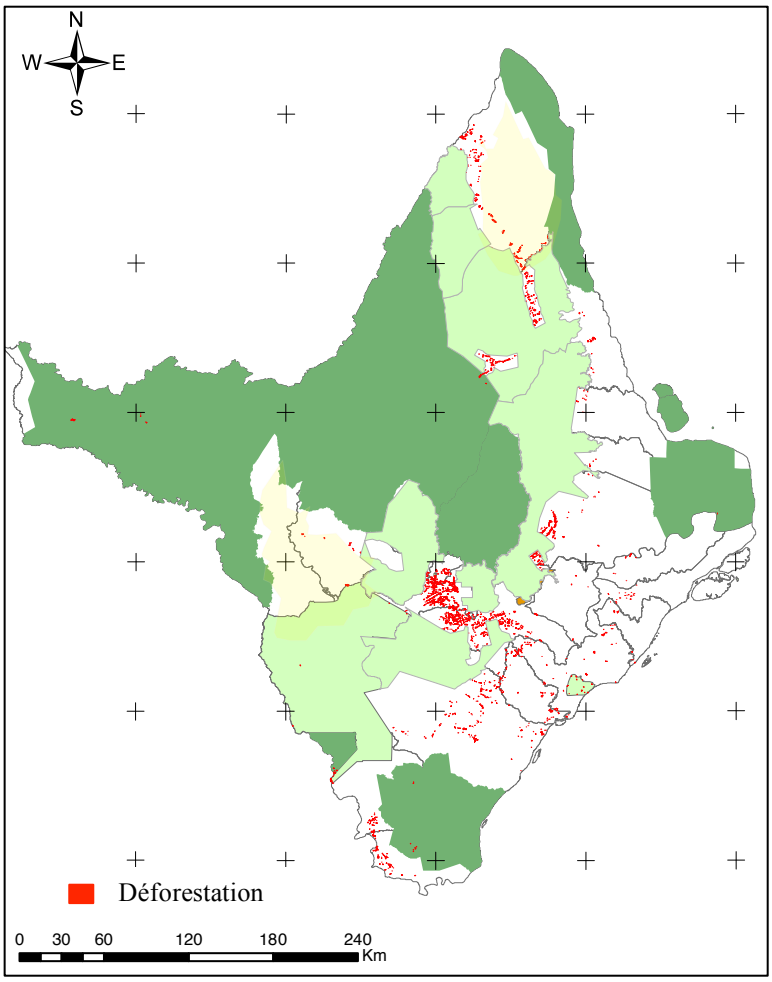
Nous avons vu que les réglementations des aires protégées présentes à la frontière étaient variées au regard de ces activités. Cela signifie que la déforestation observée peut, selon les cas être légale, ou non.

Tableau 62 : Réglementation des activités impliquant de la déforestation dans les espaces étudiés (d'après les textes de loi et les documents de gestion des espaces protégés concernés).

	Agriculture ?	Activité minière ?	Exploitation forestière commerciale ?	Construction d'infrastructures ?
Parc national Montanhas do Tumucumaque	**NON**	**NON**	**NON**	**NON**
Réserve Naturelle des Nouragues	**NON**	**NON**	**NON**	**NON**
FLOTA	**NON**	**OUI,** dans les zones dédiées + possible dans les zones d'exploitation	**OUI**	**OUI**
Domaine forestier permanent	**NON**, sauf dans les séries d'usage traditionnels (= ZDUC)	**OUI,** mais interdite par le code forestier dans les séries de préservation et les séries d'usage trad.	**OUI**	**OUI**
Terres indigènes	**OUI**	**OUI**, mais sous conditions	**OUI**, pour les populations	**OUI**, si intérêt général
PAG zone cœur	**NON**, sauf pour les populations traditionnelles	**NON**	**NON**	**NON,** sauf dérogations
PAG zone d'adhésion	**OUI**	**OUI**	**OUI**	**OUI**
ZDUC	Variable selon les autres zonages avec lesquels les ZDUC se superposent. Activités traditionnelles autorisées, dans le respect de la loi applicable à tous.			

Nous allons voir dans cette partie de quelles informations l'on dispose pour vérifier la conformité des usages à la réglementation. Les suivis de la déforestation réalisés par le Sema montrent qu'en Amapá, les niveaux de déforestation sont très variables selon les aires protégées (Figure 74). Ces suivis ne nous renseignent pas directement sur l'origine de ces déforestations, et doivent être complétés par des connaissances directement issues du terrain[95].

[95] Le programme Terraclass précité fournit néanmoins de premières estimations quant aux usages du sol



Aire protégée frontalière étudiée	Superficie totale (ha)	Déforestation cumulée jusqu'à 2008 (ha)	Déforestation en 2009/2010 (ha)	% de la superficie déforestée cumulée en 2010
Parc national Montanhas do Tumucumaque	3 867 000	761,17	137,93	0%
TI Uaça	470 816	6 449	422	1,5%
TI Galibi	6 311	0	0	0%
TI Juminã	46 434	206	0	0,4%
TI Wayampi	603 914	199	53	0,04%
FLOTA	2 369 027	5762	1693	0,3%

Figure 74 : Déforestation sur l'État d'Amapá
Source des données : Sema (2011)

On constate tout d'abord que les pourcentages de déforestation sur les aires protégées sont très faibles. Les deux territoires les plus déforestés sont la Terre Indigène Uaça, et la FLOTA. Dans le premier cas, on voit que les zones de déforestation suivent en fait le tracé de la route nationale BR 156. Au vu des visites de terrain réalisées le long de cette route, cela correspond à des déforestations agricoles pour l'ouverture d'abattis. Dans le cas de la FLOTA, ce sont également des déforestations agricoles liées à la proximité voire la superposition de l'aire protégée avec des *assentamentos* agricoles préexistants à sa création en 2006.

En Guyane, aucune institution ne produit ce genre de suivi général de la déforestation à l'échelle de l'ensemble du territoire. Le suivi de l'occupation des sols réalisé par l'ONF le fait en partie, mais se limite, nous l'avons vu, à la bande littorale et ne concerne donc pas les aires protégées que nous étudions ici. Nous avons vu néanmoins que des données sont produites sur des thématiques plus spécifiques que nous mobiliserons au fur et à mesure que nous aborderons les impacts des différentes activités économiques.

2.3.1. Les activités agricoles

La Guyane comme l'Amapá sont très loin d'assurer leur autonomie alimentaire et une grande partie des denrées sont importées, respectivement de la métropole et des autres États du Brésil. Les activités agricoles représentent ainsi une faible proportion de l'occupation des sols.

2.3.1.1. Caractériser les activités agricoles et leurs impacts sur la zone d'étude

Différentes formes d'agriculture sont néanmoins présentes sur la zone d'étude: on recense principalement de l'élevage, du maraîchage, de l'agriculture sur brulis (Boyrie, 2012; Martins-Faure, 2012; Tritsch, Gond, Oszwald, Davy, & Grenand, 2012) et quelques parcelles d'agroforesterie (Entretien FUNAI, Oiapoque, 2011). Les deux premières catégories sont caractérisées par une conversion permanente de la forêt vers l'agriculture. L'agriculture traditionnelle sur brulis fonctionne en revanche sur des cycles permettant un retour des parcelles à l'état forestier. Les parcelles agroforestières n'impliquent pas de conversion.

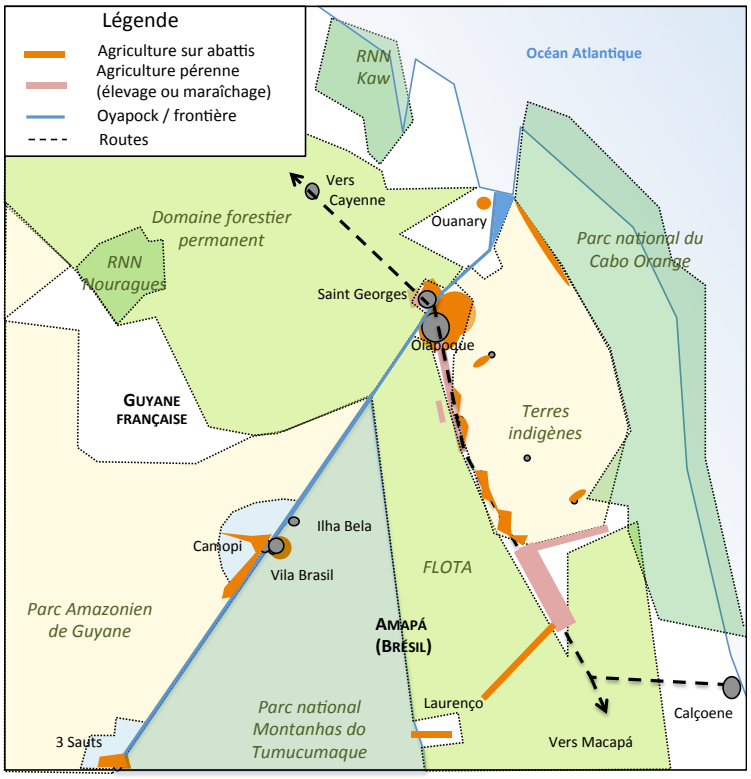


Figure 75 : Répartition des activités agricoles sur la zone frontalière

Nous avons construit la Figure 75 sur la base (i) en Guyane : des données de l'étude de l'occupation des sols de la bande littorale pour le Nord de la zone, et des données issues du programme du Parc Amazonien de Guyane ; (ii) en Amapá : des données produites par le Sema en 2011, des données du projet REDD + FLOTA, et de la carte participative produite par TNC sur les terres indigènes. Dans tous les cas, ces données sont complétées d'observations directes de terrain (excepté dans l'intérieur des Terres indigènes brésiliennes).

Du côté guyanais, les suivis satellitaires de changement d'occupation des sols produits par l'ONF sur la bande littorale montrent que les principales zones agricoles en expansion sont situées autour du bourg de Saint-Georges. Aujourd'hui, les agriculteurs dits « professionnels » sont peu nombreux. Un seul éleveur est présent sur la zone. La plupart des agriculteurs sont pluriactifs et l'accès à un foncier régularisé leur est compliqué. Le mode d'accès au foncier est ainsi majoritairement une mise en culture de terrains sans autorisation préalable, qu'il s'agira par la suite de régulariser (Koné, 2009). La commune de Saint-Georges vise cependant le développement d'une agriculture plus professionnelle, en permettant à des agriculteurs Hmong, maraîchers, de venir s'installer sur la commune (Entretien chargé de mission agricole 2012, entretien agent ONF 2012). Les populations amérindiennes Palikur installées à Saint-Georges arrivent en limite de productivité de leurs parcelles, cultivées selon des modes de culture nécessitant des périodes suffisantes de mise en jachère que l'espace disponible ne leur permet pas d'assurer. En aval du fleuve, les populations des hameaux égrenés le long des berges pratiquent une agriculture vivrière de type abattis-brulis. En amont du fleuve, dans la commune de Camopi (et donc dans le parc Amazonien), les populations pratiquent presque exclusivement une agriculture itinérante sur brulis non commerciale, avec des parcelles égrenées le long des axes fluviaux.

Du côté brésilien, les activités agricoles sont regroupées dans le bas Oyapock. Autour d'Oiapoque, elles sont principalement organisées autour de l'axe routier. On trouve des parcelles d'élevage extensif dont les propriétaires habitent pour la plupart à Macapá et qui répondent plus à des logiques d'appropriation foncière que de production animale (Entretiens IMAP, IBAMA), et des parcelles de maraîchage. Elles se répartissent le long des axes routiers principaux (BR 156) ou secondaires (*ramais*). Suite à la réforme agraire, plusieurs zones agricoles visant au peuplement de la région par des familles d'agriculteurs, les *assentamentos*, ont été installées en bordure de la route. Mal desservis, et sans soutien logistique de l'INCRA qui les a mis en place, ces espaces ont du mal à se développer (Martins-Faure, 2012). En outre, les agriculteurs présents n'ont, pour la plupart, pas encore de titres d'occupation définitifs leur donnant des droits sur leurs parcelles, ce qui limite leur capacité de mise en valeur agricole des terres et ne leur permet pas d'accéder aux aides nationales..

Au bilan, la pression agricole sur la zone frontalière reste aujourd'hui limitée, bien que ce soit le premier facteur de déforestation à proximité des zones habitées. Les exploitations dominant le paysage sont des petites exploitations familiales, contribuant souvent au revenu des familles, sans pour autant être considérées comme de l'agriculture professionnelle. L'accès au foncier constitue en Guyane comme en Amapá un facteur bloquant pour le développement de cette dernière.

Les impacts environnementaux constatés sont différents selon les formes d'agriculture observées.

Tableau 63 : Impacts environnementaux des activités agricoles rencontrées dans la zone frontalière

Activité	Impacts environnementaux	Critère d'évaluation
Élevage	Suppression permanente des écosystèmes forestiers. Conversion en prairies, introduction d'espèces envahissantes, brulis réguliers. Modification fréquente du fonctionnement hydraulique de la zone.	Conversion
Maraîchage	Suppression permanente des écosystèmes forestiers. Conversion à l'agriculture sédentarisée, ajouts d'intrants (pesticides, fertilisants) et pollution des eaux superficielles.	Conversion
Agriculture vivrière itinérante sur brulis	Déforestation temporaire, fragmentation, système agricole traditionnel dont la durabilité du modèle itinérant est démontrée. Appauvrissement des sols en cas de réduction excessive des durées de rotation, risques d'érosion sur les parcelles exploitées trop longtemps. Risques de propagation du feu.	Fragmentation (temporaire si itinérance)
Agroforesterie	Peu de déforestation, modification de la composition et de la structure des peuplements forestiers.	Modification de la composition floristique

En effet, l'élevage et le maraîchage se caractérisent par une déforestation permanente de la parcelle et une simplification extrême des systèmes biologiques en place. Cette conversion implique à terme un appauvrissement et une dégradation des sols, qui deviennent dès lors impropres à la culture.

L'agriculture itinérante sur brûlis, ou abattis-brûlis traditionnel, est basé sur une utilisation extensive et séquentielle de l'espace. Bien que ces pratiques aient été fréquemment jugées irrationnelles d'un point de vue économique, et destructrices d'un point de vue écologique, il a au contraire été démontré qu'elles peuvent, sous condition d'une disponibilité suffisante de l'espace, être tout à fait durables d'un point de vue environnemental, économique et social.

> *« C'est un système agro-forestier séquentiel, la reconstitution du couvert forestier fait partie intégrante du système d'agriculture itinérante sur brûlis et est garante du renouvellement de la fertilité du système. La mosaïque forestière constituée de forêt mature entrecoupée de zones cultivées et de parcelles de régénération de tous âges, est favorable aux activités cynégétiques et favorise la présence de certains gibiers comme les daguets (Mazama spp) ou l'agouti (Dasyprocta agouti) (Grenand, 1992 ; Ouhoud-Renoux, 1998). » (Tritsch 2013, p. 108)*

Il est d'ailleurs aujourd'hui largement démontré que les forêts « vierges » d'Amazonie brésilienne ont en fait été marquées pendant des siècles par l'action de l'homme, notamment au travers des pratiques d'abattis-brulis (Denevan, 1992, 2001).

Pour autant, si le recrû forestier revient rapidement après l'ouverture d'une clairière de petite taille, le retour à la composition écologique originale de la forêt est cependant très long. L'étude menée à l'échelle mondiale par Van Vliet *et al.* (2012) montre que la transition de ces pratiques agricoles traditionnelles vers d'autres utilisations du sol contribue souvent à une déforestation permanente, à une perte de biodiversité, à une augmentation de la pression des adventices, à une baisse de la fertilité et à une érosion accélérée du sol. En revanche, la sédentarisation et la croissance démographique, induisant une réduction de l'accès au foncier forestier pour l'ouverture de nouvelles parcelles, sont souvent des facteurs limitants mis en avant pour ce mode de culture. L'agriculture sur brûlis est généralement considérée au Brésil par les institutions environnementales comme problématique, au même titre que toute agriculture basée sur une ouverture de la forêt par le feu. Les pratiques agroforestières sont présentées comme alternative car elles permettent de maintenir un couvert forestier, tout en produisant des denrées agricoles.

Nous allons maintenant analyser plus précisément la place de l'agriculture dans les espaces protégés étudiés.

2.3.1.2. Pratiques agricoles dans les aires protégées étudiées

Dans les espaces strictement protégés, l'interdiction de toutes formes de pratiques agricoles semble bien respectée. Quelques parcelles agricoles de petite taille sont présentes dans le parc national Montanhas do Tumucumaque (observations directes et entretiens à Camopi et Vila Brasil), mais sont trop petites pour être repérées par les systèmes de suivi satellitaires. Elles concernent des abattis ouverts au Brésil par les Amérindiens de Guyane, quelques parcelles de subsistance ouvertes par les habitants de Vila Brasil et quelques parcelles également au niveau de *l'assentamento* de Laurenço. Ces parcelles, petites et cantonnées aux limites du parc, ne mettent *a priori* pas en danger son intégrité écologique.

Les limites du domaine forestier permanent (DFP) sont également bien respectées pour le moment. Elles ont été définies en 2008 de façon à n'inclure aucune parcelles agricoles, et à ne pas entrer à moyen terme en compétition avec les besoins en terres agricoles des communes de Saint Georges et de Régina. De plus, un agent de l'ONF est présent sur la zone et assure des missions de contrôle du foncier.

La FLOTA du côté brésilien présente des taux de déforestation plus importants. Lors de sa création en 2006, certaines parcelles agricoles (élevage) étaient déjà déboisées. La très forte proximité avec la route BR 156 en fait un espace sensible à la pression agricole, d'autant que peu de personnes sont, dans la région, conscientes de l'existence de la FLOTA (Entretiens Oiapoque,

2012). L'IMAP (Institut de l'environnement de l'État d'Amapá), responsable de la surveillance de cette aire protégée, n'est installé à Oiapoque que depuis 2011 et n'assure pas actuellement de surveillance dans la FLOTA. En effet, cela ne figure pas dans les missions prioritaires de l'organisme, qui doit en premier lieu régulariser les occupations foncières dans la région.

Dans le parc Amazonien de Guyane, les habitants de la commune de Camopi pratiquent presque exclusivement l'agriculture sur brulis. La sédentarisation récente des populations induit néanmoins une baisse de la fertilité des terres situées à proximité des villages. Les aides sociales dont ils bénéficient, et l'accès à des modes de déplacement de plus en plus performants sur le fleuve leur permet de compenser ce phénomène en travaillant simultanément sur de petites parcelles proches des lieux d'habitations et sur des abattis nettement plus éloignés, aux sols plus fertiles (Tritsch 2013). Des suivis très précis de l'évolution temporelle et spatiale de l'ouverture des abattis ont été mis en œuvre par le Parc Amazonien de Guyane et le Cirad.

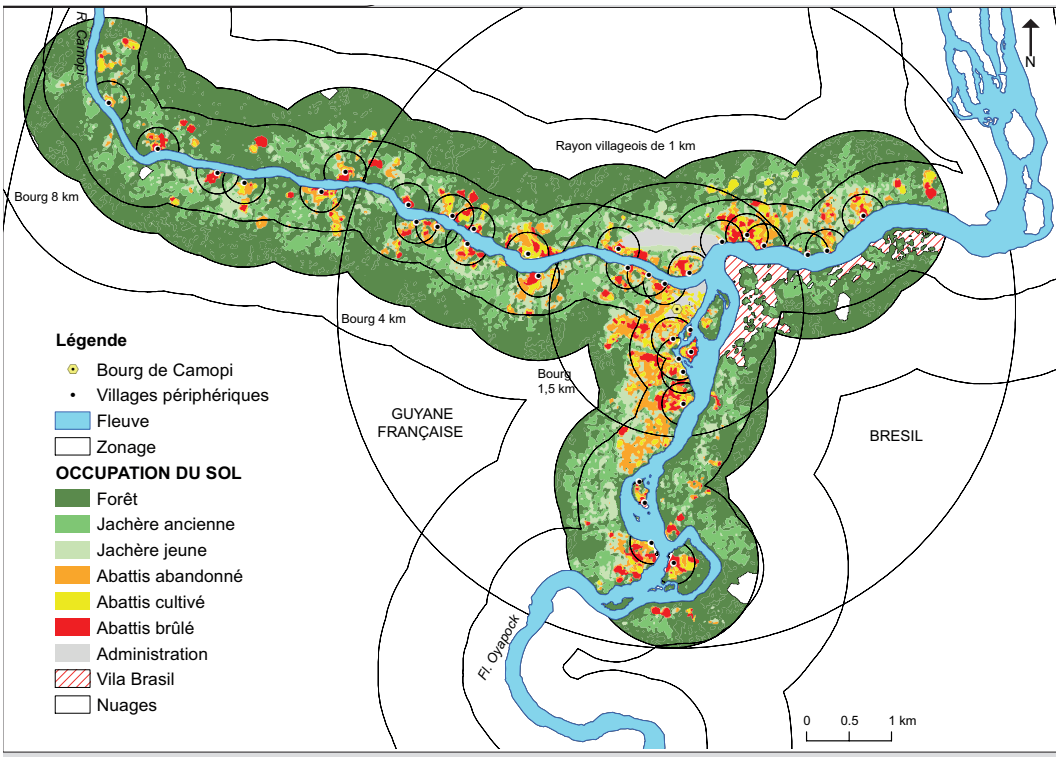


Figure 3.
Occupation du sol dans un rayon de 1 km autour des villages périphériques et du bourg.

Tableau II.
Occupation des sols dans un rayon de 1 km autour des villages selon leur distance au bourg.

Espace observé Rayon villageois de 1 km	Type d'occupation du sol (%)						
	Forêt	Jachère ancienne	Jachère jeune	Abattis abandonné	Abattis cultivé	Abattis brûlé	Total
Villages situés dans un rayon de 1,5 km autour du bourg	38,2	21,8	13,2	12,8	7,3	6,7	100
Villages situés dans un rayon de 1,5 à 4 km autour du bourg	56,7	24,3	7,8	5,1	2,8	3,3	100
Villages situés dans un rayon de 4 à 8 km autour du bourg	68,0	21,3	4,9	2,8	1,3	1,7	100

Figure 76 : Evolution du terroir agricole autour du bourg de Camopi.
Source : Tritsch et al. (2012).

On voit que malgré le grand nombre de parcelles, les surfaces concernées restent relativement faibles, et que le taux de déforestation est très directement liée à la distance au lieu d'habitation et à la présence de voies d'accès (notamment fluviale).

Sur la rive brésilienne les abattis sont interdits en raison de la présence du parc national Montanhas do Tumucumaque[96], et la majorité des parcelles des Amérindiens « français » autrefois situées de part et d'autres du fleuve, s'est reportée sur la rive française. La carte montre bien que les parcelles sont effectivement nettement plus nombreuses sur la rive française que sur la rive brésilienne.

Les terres indigènes de l'Oyapock sont des lieux importants pour l'approvisionnement de la région en certaines denrées agricoles de base dont principalement la farine de manioc (*farinha* au Brésil, *couac* en Guyane). Cultivée dans des abattis sur brûlis pour leur consommation propre, les Amérindiens de ces terres répondent en outre à la demande locale dans la région d'Oiapoque. Les cultures ont tendance à se diversifier, et les parcelles à se sédentariser. Les images satellites montrent bien néanmoins que les impacts des activités agricoles restent peu importants en termes de superficie. L'impact de la route comme vecteur de déforestation est nettement visible sur la terre indigène Uaça (voir Figure 74). Les visites de terrain le long de la route permettent néanmoins de nuancer le propos : dans les terres indigènes, les formes de déforestation sont liées à l'implantation de petites parcelles agricoles, de type abattis-brûlis. Selon les entretiens réalisés à la FUNAI (Oiapoque, 2012) c'est une façon d'assurer une présence sur les limites des Terres indigènes et de limiter les colonisations éventuelles par des acteurs externes. D'ailleurs, là où la route tient lieu de limite externe de la terre indigène, elle est souvent bordée, sur le côté opposé à cette dernière, par des pâturages appartenant à des non-indigènes. Ces pâturages sont avant tout une forme de spéculation sur la terre (Entretien RURAP, Oiapoque, 2012), et présentent des impacts en terme de déforestation bien plus importants que ceux observés dans la Terre indigène.

Le Tableau 64 permet de dresser un bilan des activités agricoles observées dans les aires protégées ainsi que des données permettant de les suivre. Il ressort de nos observations que les réglementations propres aux espaces protégés sont globalement bien respectées, à l'exception du cas de la FLOTA. Pour le moment, il est peu viable pour les agriculteurs d'implanter des parcelles agricoles sur des espaces protégés où la déforestation est passible d'amendes, et où il n'est pas envisageable qu'elles soient un jour régularisées, ce qui rend les investissements et la mise en valeur de la terre précaires sur le long terme. Les patterns de déforestation agricoles respectent donc globalement les zonages existants.

[96] Mais également tout simplement parce que les Amérindiens « français » ne peuvent pas légalement pratiquer l'agriculture au Brésil.

Tableau 64 : Bilan : activités agricoles dans les espaces protégés étudiés

Espace protégé	**Règle**	**Observations**	**Données de suivi utilisées par les gestionnaires**
Parc national Montanhas do Tumucumaque	**Interdiction**	**Conforme dans l'ensemble** Agriculture de subsistance, très faible	Données de PRODES Données de la BD queimadas Observations de terrain (surveillance des militaires sur la zone frontalière)
Réserve Naturelle des Nouragues	**Interdiction**	**Conforme** Pas d'agriculture	Pas de suivi spécifiques des activités agricoles... car pas de pressions. Observations de terrain.
FLOTA	**Interdiction**	**Non conforme** Parcelles d'élevage	Pas de suivis réalisés au moment des entretiens (2012). BD *Queimadas* pour détecter l'ouverture de nouvelles parcelles. Suivis du Sema disponibles tous les 2 ans.
Domaine forestier permanent	**Interdiction**, sauf dans les séries d'usage traditionnels (= ZDUC)	**Conforme** Pas d'agriculture	Observations de terrain, lié à la présence permanente des agents en forêt sur les zones accessibles.
Terres indigènes	**Possible**	**Conforme** Agriculture sur brulis principalement	Observations de terrain réalisées par les populations. Carte participative de l'occupation du sol basée sur une image aérienne de la zone.
PAG zone cœur	**Interdiction**, sauf pour les populations traditionnelles	**Conforme** Agriculture traditionnelle sur brulis uniquement	Programme spécifique de caractérisation et de suivi des pratiques agricoles.
PAG zone d'adhésion	**Possible**	**Conforme**	

En conclusion, si les images satellites sont effectivement un moyen efficace pour suivre les dynamiques agricoles sur un territoire, il reste néanmoins toujours nécessaire de contrôler sur le terrain la fiabilité des résultats obtenus. En Amapá, où les pressions agricoles sont encore faibles, les gestionnaires des espaces protégés mobilisent peu ces images dans leur travail quotidien pour des actions de surveillance. En effet, les alertes produites au niveau national ne signalent pas de déforestation en deçà d'un certain seuil. Les alertes de « points de chaleur » (BD *queimadas*) sont en revanche intéressantes dans les espaces strictement protégés pour signaler un éventuel problème. Dans les terres indigènes, elles n'apportent que peu d'informations puisqu'elles détectent les ouvertures d'abattis, qui sont autorisées. C'est finalement dans la FLOTA que les alertes liées aux images satellites pourraient être les plus utiles, mais les gestionnaires de l'IMAP ont actuellement d'autres priorités que la surveillance de cette nouvelle aire protégée. Néanmoins, les publications régulières de l'INPE et du Sema permettent de confirmer que la conversion agricole ne devient pas un problème majeur sur ces territoires, dans un contexte d'évolution démographique et socio-économique rapide.

En Guyane, le développement d'une activité agricole commerciale est plus souhaité que redoutée, et ne constitue pas un problème à traiter mais plutôt une activité à organiser. Les données produites par analyse d'images satellites visent à comprendre les dynamiques agricoles sur les

zones où elles sont autorisées, afin d'anticiper, soutenir et organiser leur évolution, et non à surveiller et limiter leur développement sur les espaces protégés. Cette action de surveillance se réalise plus par des suivis de terrain (Agents forestiers de l'ONF pour le domaine forestier permanent, agents des réserves). En outre, les survols en hélicoptère réalisés pour le suivi de l'orpaillage permettraient par la même occasion d'alerter les gestionnaires face à l'éventuelle ouverture d'une parcelle agricole dans une zone éloignée.

2.3.2.Les activités d'exploitation minière

L'exploitation minière est l'une des activités économiques les plus soutenues politiquement en Guyane et en Amapá. Le sous-sol y est en effet très riche, principalement dans les ceintures de roches vertes (voir chapitre 3). En Guyane, c'est presque uniquement l'extraction aurifère qui est concernée tandis qu'en Amapá, les activités extractives industrielles sont plus diversifiées (or, manganèse, kaolin…). Sur la zone frontalière, seul l'or est exploité, via une exploitation alluvionnaire - c'est-à-dire la récupération des paillettes dans le lit des rivières – ou primaire – c'est-à-dire l'exploitation de filons dans la roche. Les analyses satellites produites en 2008 par le WWF (sous-traitées à l'ONF) à l'échelle du Plateau des Guyanes montrent que l'exploitation aurifère concerne des superficies importantes sur ces territoires (Figure 77). Elles mettent également en évidence le fait que cette activité est beaucoup plus développée en Guyane française qu'en Amapá, avec une superficie déforestée dix fois plus importante .

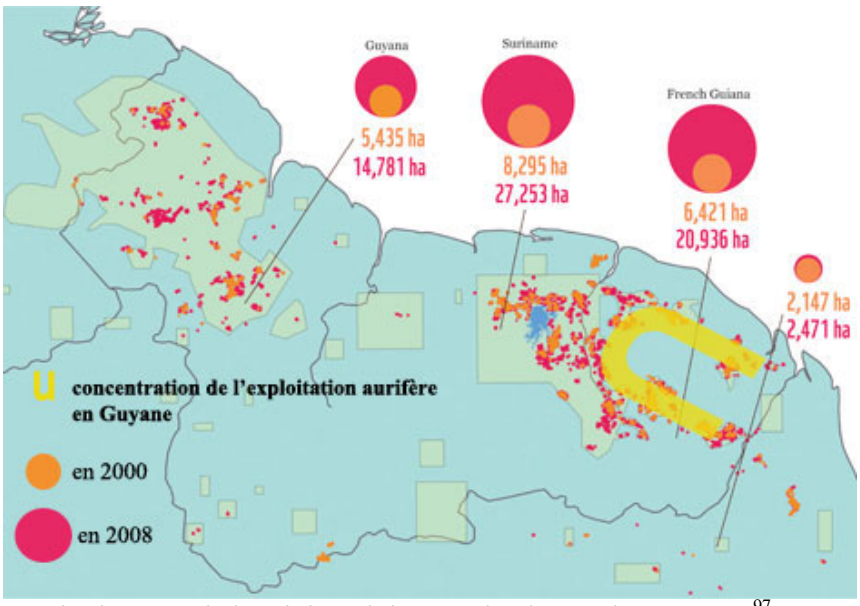


Figure 77 : Carte des impacts de l'activité minière sur le plateau des Guyanes[97]

[97] Article de Marion Briswalter, publié sur Guyaweb, le 19/02/13. Carte produite à partir de WWF (2008).

L'exploitation aurifère est le fait d'acteurs insérés dans une filière légale, relevant du contrôle des autorités environnementales françaises et brésiliennes, mais également d'une filière illégale, agissant en dehors de toute autorisation ou encadrement, mais néanmoins bien structurée en interne.

Les problématiques de gestion sont très différentes vis-à-vis de ces filières : dans un cas, il s'agit pour l'État de soutenir économiquement les entreprises, dans le respect des réglementations, tandis que dans l'autre, des actions de surveillance et de répression sont mises en place.

En Guyane, comme en Amapá, l'exploitation légale de l'or implique l'obtention d'une autorisation délivrée pour un espace donné (concession). Elle s'obtient en deux temps : une phase d'exploration visant à mettre en évidence la présence des ressources minières recherchées, et le cas échéant, une phase d'exploitation de la ressource. Il n'est pas nécessaire d'être propriétaire du terrain concerné pour y obtenir le droit d'exploiter les ressources minérales puisque dans tous les cas, en France comme au Brésil, le « sous-sol » appartient à l'État. Dans les deux cas également, il existe plusieurs types de permis : certains sont destinés à des exploitations de grande ampleur, tandis que d'autres visent à favoriser les initiatives individuelles de recherche d'or alluvionnaire à petite échelle.

En Guyane, au cours de la dernière décennie, des règles environnementales ont été progressivement mises en place pour limiter les impacts de la filière aurifère[98]. On citera notamment l'interdiction de l'utilisation du mercure, qui sert traditionnellement à la récupération de l'or alluvionnaire, ou encore l'obligation de revégétaliser les sites après exploitation. L'augmentation des contrôles à partir de la fin des années 2000 a ainsi conduit à la fermeture de plusieurs entreprises minières. En 2008, a commencé en Guyane l'élaboration d'un schéma départemental d'orientation minière, entré en vigueur en 2012, dont l'objectif est de définir de façon claire les zones où l'activité minière est envisageable ou non, et sous quelles conditions.

En Amapá, pour l'exploitation alluvionnaire réalisée par des individus (*garimpeiros*) ou des coopératives, l'utilisation du mercure est aujourd'hui encore autorisée, et il n'y a pas pour le moment d'exigences de remise en état des zones exploitées.

Parallèlement, une importante activité illégale d'extraction aurifère s'est développée sur le Plateau des Guyanes, en lien avec l'augmentation fulgurante du cours de l'or (Oder, 2011; Taravella, 2009) : le gramme d'or est aujourd'hui à 38,2 €[99], contre moins de 10 € il y a 10 ans. La Guyane est fortement concernée par ces activités et le nombre d'orpailleurs clandestins est estimé à

[98] Des dérogations spécifiques à la Guyane persistent dans le droit minier, comme les Autorisations d'exploitation (AEX), concessions de court terme attribuées sur 1 km^2, prévues pour les petites entreprises travaillant l'or alluvionnaire. Ces dernières, pourtant fortement impactantes sur les cours d'eau et les ripisylves, bénéficient de contraintes environnementales moindres (étude d'impact non nécessaires par exemple).
[99] www.24hgold.com, consulté le 5 Avril 2013.

plusieurs milliers sur le territoire guyanais (les estimations produites varient entre 3 000 et 15 000 selon les sources) pour une population totale légale estimée à 229 000 habitants en 2010. L'Amapá est nettement moins concerné, notamment car les ressources aurifères y sont moins abondantes (d'un point de vue géologique sur la majeure partie du territoire, et surexploitées sur les zones historiquement riches telles que Laurenço).

Les impacts de l'orpaillage sur les écosystèmes sont très importants, qu'il soit alluvionnaire ou primaire, légal ou illégal.

Tableau 65 : Principaux impacts environnementaux des activités d'extraction minière

Activité	Impacts environnementaux
Exploration	
1. Construction de la piste d'accès au site	Destruction du couvert forestier, ouverture de voies d'entrée dans la forêt, perturbation hydrologique des sols.
Exploitation minière primaire (industrielle ou "artisanale")	
2- Déforestation à l'installation du site	Destruction intégrale des habitats forestiers
3. Mise en place et fonctionnement de l'usine : Extraction par explosions	Construction de bâtiments permanents, nuisances sonores continues, vibrations, destruction du sol et extraction du sous-sol : transformation et destruction pérenne des écosystèmes, utilisation de substances toxiques (cyanure) : forts risques de pollutions. Dans le cas des exploitations primaires illégales, les transformations paysagères sont souvent plus discrètes mais néanmoins existantes (forages de multiples puits) sous couvert forestier, mais les risques de pollutions et les perturbations chroniques sont également présents, voire accentués.
Présence d'une base de vie	Pression de chasse et production de déchets.
Exploitation d'or alluvionnaire - « orpaillage » - légale ou illégale	
1., 2. et 4. idem	1., 2. et 4. idem
6. Exploitation	Destruction totale du lit mineur de la rivière et détournement du cours d'eau, destruction de la ripisylve, haute turbidité des cours d'eau en aval de l'exploitation (théoriquement mieux maîtrisée sur les sites légaux) et perturbation conséquente des conditions écologiques, pollutions au mercure via son utilisation pour agréger les paillettes (interdite sur les sites légaux en France) et la remobilisation de celui naturellement contenu dans les sols, ou stocké lors de la première ruée vers l'or.[100].

Ces impacts peuvent être atténués dans le cas d'entreprises légales respectant la législation environnementale en vigueur, mais restent importants dans tous les cas. Ce sont d'ailleurs les formes de déforestation, et la turbidité induite par la pollution des cours d'eau, qui permettent de détecter les chantiers sur les images satellites dans l'immensité de la forêt amazonienne.

[100] Des tentatives d'estimation des apports respectifs en mercure des différents phénomènes sont en cours, via des dosages isotopiques (Brachet *et al.*, 2010)

2.3.2.1. Les activités minières sur la zone frontalière

Sur la zone frontalière, l'exploitation légale est assez limitée.

Il n'y a plus en 2013 de permis actif dans la commune de Camopi. Les plus proches de la frontière sont situés sur la zone de Bélizon et de Régina ou 2 permis exclusifs de recherche – PER et une vingtaine de petits permis (Autorisations d'exploitation – AEX) ont été attribués, très proches de la réserve des Nouragues (voir Figure 78). Ces derniers ne tiennent pas compte des zonages de l'aménagement forestier, et sont notamment superposés avec les séries de protection générale des milieux, pourtant jugées trop fragiles pour supporter l'exploitation forestière.

En Amapá, seuls trois sites légaux alluvionnaires sont situés dans la bande frontière. Pourtant, des permis non actifs mais attribués à des entreprises, et toujours répertoriés au service des mines, sont présents sur une très grande proportion du parc Montanhas do Tumucumaque, ainsi que sur les terres indigènes Uaça (voir Figure 78). Ils supposent ainsi qu'une autre vocation pourrait être un jour considérée légitime pour ces espaces, et constituent en cela une menace potentielle, à moyen ou long terme.

L'exploitation illégale est principalement menée en Guyane, et touche fortement la zone frontalière. Cette activité est structurante dans la région et constitue l'un des principaux motifs de migration vers la frontière. À Oiapoque, les nombreuses boutiques de vente de matériel d'orpaillage et les comptoirs d'or en témoignent. Un peu en aval de Camopi, le village précaire d'Ilha Bela situé rive brésilienne constitue une base arrière de l'orpaillage, et permet une pénétration aisée sur les sites d'orpaillage clandestins de Guyane via la rivière Sikini (Davy, Tritsch, & Grenand, 2013). Cette configuration, et la porosité de la frontière, permettent un écoulement aisé de l'or extrait illégalement vers Oiapoque où il est revendu dans les nombreuses « *casa de ouro* » et intègre ainsi la filière légale brésilienne (Taravella, 2009). Les relations entre les villages de Camopi et de Vila Brasil, situés respectivement dans les parcs nationaux français et brésilien, sont principalement liées aux commerces implantés rive brésilienne ou aux prestations réalisées par des brésiliens pour le compte des habitants de Camopi (constructions, …) (Davy et al., 2013; Lacy Soares, 2013). Les habitants de Camopi sont en majorité opposés à l'orpaillage clandestin, à l'origine de problèmes sanitaires et sécuritaires de la commune. Une faible portion des habitants participe néanmoins à l'exploitation illégale, fortement sollicités pour le transport fluvial. En saison de basses-eaux les prix pour le transport de matériel ou de personnes jusqu'aux sites d'orpaillage sont très élevés, atteignant 1000 € l'aller-retour, ce qui est une véritable manne financière pour des personnes ne bénéficiant souvent que de revenus très limités.

Récemment, les pratiques d'exploitation illégale ont évolué et de plus en plus d'exploitations primaires des filons aurifères se développent. Les orpailleurs creusent des puits et extraient le minerai avec du cyanure. Des impacts secondaires importants, mais difficilement quantifiables, sont liés à la pression de chasse induite pas les campements

Néanmoins, filières légales et illégales interagissent au moins en partie dans les zones où les deux types d'acteurs sont présents . «*La position des entreprises légales face aux entreprises illégales est toujours difficile à cerner : des partenariats sur le terrain plus ou moins contraint sous la menace, ou même en connivence d'exploitation*. » (Taravella, 2009).

La Figure 78 schématise la localisation de ces différentes activités sur la zone frontalière. Les données sur les impacts proviennent d'une parc des suivis du WWF (2008), d'une carte plus récente de la situation de l'orpaillage illégal dans le parc amazonien (site internet du PAG) ; les données concernant les zones de permis actifs ou inactifs proviennent du rapport de 2010 sur l'état du secteur minier en Amapá, et des données produites dans les aménagements forestiers en Guyane. Les rectangles représentés correspondent le plus souvent à plusieurs permis.

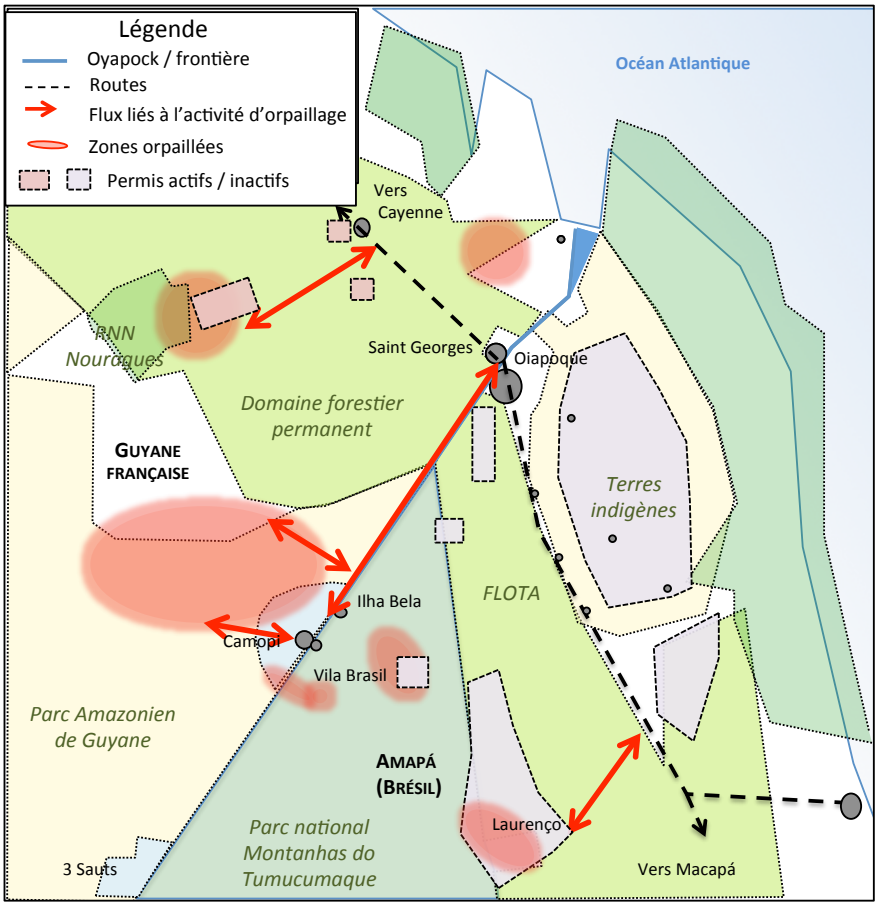


Figure 78 : Les activités aurifères légales et illégales sur la zone frontalière

En Guyane, la lutte contre l'orpaillage illégal est coordonnée par la préfecture. Si la préservation des écosystèmes est en jeu, c'est néanmoins la santé et la sécurité des populations habitant dans les zones impactée qui est mise en avant, sachant que la contamination mercurielle des poissons est particulièrement problématique au regard du mode de vie des Amérindiens. De plus, l'orpaillage clandestin est mêlé à des trafics de drogue, d'armes, à la prostitution, qui créent un climat d'insécurité dans les villages concernés par ces réseaux. Pour l'État français, il s'agit enfin avant tout d'une question de sécurité nationale : les orpailleurs illégaux sont principalement des ressortissants brésiliens dont les activités sur le territoire français sont considérées comme un pillage de la ressource économique nationale et un affront aux forces de l'ordre. Si la lutte a semblé porter ses fruits (stabilisation du nombre de chantiers sur le territoire du parc en 2011), les efforts actuels ne sont pas suffisants pour éradiquer le phénomène et le nombre de chantiers est de nouveau en forte augmentation.

2.3.2.2.Quels suivis de l'évolution des impacts de l'orpaillage illégal ?

En Amapá, il n'existe pas de suivi satellitaire spécifique à l'orpaillage illégal. Néanmoins, dans certaines régions, les alertes de déforestation peuvent presque à coup sûr être interprétées comme telles. C'est notamment le cas dans le parc Montanhas do Tumucumaque.

En revanche, en Guyane, compte tenu de l'explosion de l'activité d'orpaillage illégal au cours des dix dernières années, des méthodologies spécifiques de suivi ont été développées.

Dans les années 2000, l'ONF et le Cirad on mis au point une méthode pour suivre la progression de l'activité d'orpaillage sur le territoire, en nette augmentation dès les années 1990 (Figure 79). Ils se basent sur la détection, via l'analyse d'images satellites, des zones déforestées, et d'anomalies de la turbidité des cours d'eau. Complétés par des missions héliportées, ces traitements permettent ainsi de remplir deux objectifs principaux : ils constituent un système d'alerte à destination des forces de l'ordre (principalement via le suivi de la turbidité) et ils permettent d'avoir une évaluation environnementale annuelle (ou biannuelle) de l'évolution des impacts environnementaux de l'orpaillage en Guyane. C''est bien l'objectif environnemental qui a été à l'origine des méthodologies développées par des organismes de recherche (CIRAD, IRD) et techniques (ONF), et les données publiées en 2006 visaient à alerter sur l'évolution de la situation, et à montrer l'intérêt stratégique des données ainsi produites pour la gestion du phénomène. Néanmoins, ce sont les enjeux sécuritaires qui ont été déterminants pour la mise en place en 2008 d'une plateforme de suivi opérationnel, l'observatoire de l'activité minière - OAM (Nicolle et Leroy, 2014). Cette plateforme profitant de l'apport quotidien des images Spot via la station SEAS, est devenue un outil opérationnel de la lutte contre l'orpaillage illégal permettant de fournir des informations stratégiques pour les actions des forces armées. Impliquant un groupe restreint de partenaires, le pilotage de l'observatoire par la préfecture et l'aspect stratégique pris par l'outil a

redistribué les cartes au regard de l'utilisation qui peut être faite des données. Avec les enjeux liés à la lutte armée, les services d'État ont verrouillé l'accès à l'information, qui n'est plus diffusée qu'au niveau du gouvernement central (Ministères de l'environnement, de l'agriculture, de l'outre-mer, direction générale ONF). L'ONF n'a donc plus à ce stade de prise sur la diffusion de l'information qu'il produit, même s'il reste un acteur incontournable du dispositif au regard des compétences et moyens humains mobilisés pour réaliser le suivis.

Tableau 66 : Synthèse chronologique de la mise en place du suivi des activités d'orpaillage

1996	Création de l'unité spécialisée nature à l'ONF
2001	Début des travaux en détection satellitaire automatisée de la déforestation – Valéry Gond (CIRAD)
2002-2004	Mise en place de la station de réception d'images satellite SPOT – Station SEAS à l'IRD
2004	L'IRD et la Région Guyane commandent une étude de faisabilité de suivis satellites de l'orpaillage au CIRAD
2005	Convention entre le CIRAD et l'ONF pour opérationnaliser la méthode
2006	Publication du bilan patrimonial
2008	Mise en place de l'observatoire de l'activité minière, piloté par la préfecture, pour la lutte contre l'orpaillage illégal – pas de diffusion des résultats du suivi.
2013	Constitution du mouvement citoyen « les Hurleurs de Guyane » Visite présidentielle en Guyane – Première diffusion des résultats concernant la situation depuis 6 ans via un rapport préfectoral.

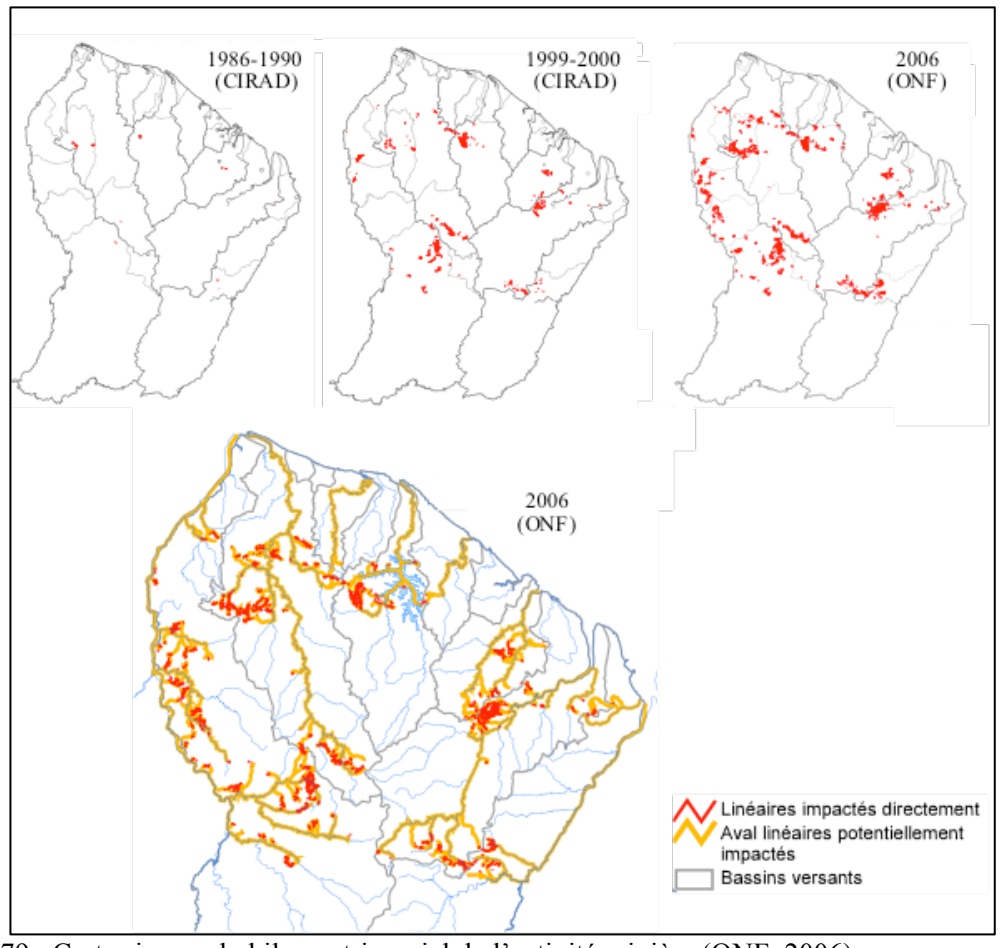


Figure 79 : Cartes issues du bilan patrimonial de l'activité minière (ONF, 2006).
En Rouge figurent les surfaces impactées par l'orpaillage (zones déforestées) et en jaune, les linéaires des cours d'eau potentiellement impactés.

Entre 2006 et 2013, aucunes informations officielles sur la situation dans l'ensemble de la Guyane n'ont été communiquées à la société civile (Nicolle et Leroy, 2013). Face à ce blocage de l'information, le WWF a produit en 2008 la carte présentée en début de cette partie (WWF 2008). La méthode, est inspirée de celle développée en Guyane par le Cirad et les services de l'État (Linarès, Joubert, & Gond, 2008), et les résultats obtenus, diffusés en 2012, ont permis de rendre publique la situation très préoccupante de l'orpaillage. L'action du WWF ainsi que la mobilisation citoyenne du mouvement les « Hurleurs de Guyane » en décembre 2013, à l'occasion de la visite présidentielle de François Hollande, a permis le déblocage, au moins temporaire, de données, et une première communication officielle de l'État sur la situation.

Cette dernière est d'ailleurs préoccupante, car elle montre dans certaines zones, principalement à l'Ouest guyanais une explosion du nombre de chantiers d'orpaillage, malgré les opérations militaires menées. Dans notre zone d'étude, la situation reste globalement stable sur la commune de Camopi, avec environ une cinquantaine de chantiers. En revanche, on constate, ces dernières années, une augmentation continue du nombre de chantiers plus au Sud de Ouanary (Secteur Est Approuague) zone qui était jusqu'à présent assez peu orpaillée (ONF, 2013).

2.3.2.3.L'orpaillage dans les aires protégées

L'attribution de permis miniers est impossible dans les espaces strictement protégés, en Guyane comme en Amapá. Les principales pressions proviennent donc des activités illégales. Ces dernières sont difficiles à quantifier et maîtriser directement sur ces espaces isolés et globalement inhabités. L'ampleur du phénomène en Guyane a impliqué, comme nous venons de le voir, la mise en place de suivis continus par analyse d'images aériennes. Néanmoins, les actions de lutte ne sont pas particulièrement accentuées sur les espaces protégés. Le parc national brésilien est soumis globalement à une pression assez faible de l'activité aurifère. Il abrite en revanche deux villages frontaliers, Vila Brasil et Ilha Bela, qui sont, de façon notoire, des bases arrières à l'orpaillage den Guyane française. (et de façon moindre dans le parc brésilien lui-même). Il est à ce jour politiquement impossible d'expulser les habitants de ces villages pour l'équipe de gestion du parc (voir Chapitre 10).

Dans les espaces de gestion forestière durable, l'attribution de concessions minières est juridiquement possible dans la plupart des zones. Comme nous l'avons souligné en Partie II, les négociations autour du zonage du schéma départemental d'orientation minière de Guyane ont mis en évidence les différences de robustesse des législations des aires protégées vis-à-vis de l'activité d'orpaillage : les zones d'importance écologiques définies par les documents d'aménagement forestiers ne sont, par exemple, pas considérées comme zones strictement interdite pour les activités minières, contrairement aux réserves naturelles ou au cœur du parc national. Des concessions peuvent donc y être attribuées.

Dans la FLOTA, la possibilité de mener des activités minières dépend du plan de gestion qui vient d'être publié. Les zones spécifiquement dédiées à cette activité sont de faible superficie (< 1 % de la FLOTA), mais elles sont également possibles sur l'ensemble des zones dédiées aux concessions forestières, soit en fait plus de 60 % de la FLOTA.

Ces aires protégées sont également touchées par l'activité illégale. La FLOTA est l'aire protégée de notre zone d'étude où l'on constate le plus de superficie déforestée par l'activité minière (zone de Lourenço notamment). Néanmoins, aucun suivis spécifiques ne sont mis en œuvre pour le moment. Dans le DFP, en Guyane, le même dispositif de lutte que sur le reste du territoire est appliqué. La diffusion de données officielles concernant sur l'évolution du phénomène est donc très récente, ponctuelle, et particulièrement alarmante.

Dans le cœur du parc amazonien, l'activité minière est strictement interdite. En zone d'adhésion, elle est possible, selon les choix réalisés par les communes. La commue de Camopi n'a pas souhaité baser son développement sur cette activité, contrairement aux communes de l'ouest du Parc (Maripasoula…). La commune de Saül (au centre de la Guyane) accepte le développement d'activités minières qui ne portent pas préjudice au village (suffisamment éloignées). Ces choix peuvent néanmoins faire l'objet de fortes pressions de la part des entreprises minières et de l'État (voir Encadré 14, p. 415). Dans les terres indigènes, l'exploitation minière est théoriquement possible sur autorisation du congrès national, mais l'article de la Constitution de 1988 traitant de la question n'a pas encore été réglementé. Tous les titres miniers existant en terres indigènes sont donc aujourd'hui gelés. De multiples titres sont néanmoins en attente dans la terre Uaça : cela constitue une menace forte en cas d'une évolution de la réglementation en défaveur des populations amérindiennes.

Sur les terres indigènes étudiées, l'exploitation illégale est très aujourd'hui très épisodique et rapidement dénoncée par les populations. En revanche, la situation dans le parc amazonien, et donc dans les zones de droits d'usage collectifs qui y sont superposées est aujourd'hui hors de contrôle. Les suivis satellitaires, les missions héliportées, et les prélèvement de terrain (prélèvements d'eau) mis en œuvre par le parc de façon complémentaire à ceux de l'État permettent une caractérisation très précise des zones touchées, de la nature des impacts et de l'évolution du phénomène. L'objectif est de prioriser la lutte sur le territoire du parc, et d'alerter quant à l'urgence de la situation. Contrairement à l'Observatoire de l'activité minière – dont le parc fait également partie-, ces données produites en interne ont de nouveau réellement un enjeu environnemental, sanitaire et social.

Contrairement à l'agriculture, on constate donc beaucoup de cas de non conformité sur les deux territoires étudiés. Les impacts sont néanmoins beaucoup plus importants en Guyane française qu'en Amapá. Notamment, l'exploitation illégale, en plein essor, et très difficilement contrôlable

est particulièrement problématique dans les espaces protégés. En Guyane, des innovations techniques en télédétection et la disponibilité des images SPOT permettent un suivi très précis en continu des zones impactées. Cela a soutenu la mise en place d'une plateforme d'échange entre services d'État, et d'améliorer l'efficacité des actions de lutte armée., mais reste insuffisant pour endiguer le phénomène. Au Brésil, la thématique de l'orpaillage reste assez marginale dans les luttes environnementales, compte tenu des impacts réduits par rapport aux dynamiques agricoles sur les fronts pionniers. Néanmoins, ces impacts ne doivent pas être sous-estimés car si la superficie déforestée reste faible, la pollution des cours d'eau induite par l'orpaillage alluvionnaire est très néfaste, tant pour l'environnement que pour la santé des populations qui en dépendent.

Tableau 67 : Synthèse de la situation de l'activité minière dans les espaces protégés et des suivis existants

Espace protégé	**Activité minière ?**	**Observations**	**Suivis mobilisés par les gestionnaires d'espaces protégés**
Parc national Montanhas do Tumucumaque	**NON**	**Non conforme** Faible présence de chantiers d'orpaillage Et maintien des titres légaux « gelés »	Alertes de l'ICM Bio en cas de déforestation Surveillance directe
Réserve Naturelle des Nouragues	**NON**	**Non conforme** Nombreux chantiers d'orpaillage illégal	Suivis de l'OAM
FLOTA	**OUI,** dans les zones dédiées + possible dans les zones d'exploitation	**?** Présence de chantiers d'orpaillages dont la compatibilité avec le plan de gestion est encore non établie	Pas de suivis spécifiques
Domaine forestier permanent	**OUI,** mais interdite par le code forestier dans les séries de préservation et les séries d'usage trad.	**Non conforme** Chantiers légaux en contradiction avec l'aménagement forestier ; Forte présence de chantiers illégaux	Suivis de l'OAM
Terres indigènes	**OUI**, mais sous conditions	**Conforme** Mais maintien des titre légaux « gelés »	Pas de suivi spécifiques Surveillance directe par les populations
PAG zone cœur	**NON**	**Non conforme** Nombreux chantiers d'orpaillage illégal	Suivis de l'OAM Suivis complémentaires du PAG
PAG zone d'adhésion	**OUI**	**Non conforme** Nombreux chantiers d'orpaillage illégal	Suivis de l'OAM Suivis complémentaires du PAG

Nous verrons dans le chapitre 11 que la lutte contes les activités minières illégales en Guyane est enchâssée dans le faisceau des relations diplomatiques franco-brésiliennes, qui ont longtemps bloqué toute initiative de coopération pour contrôler les flux logistiques à la frontière.

Le dernier type d'impact constaté sur notre zone d'étude et particulièrement aisé à suivre par télédétection est l'ouverture des infrastructures de transport (routes et pistes agricoles ou forestières).

Encadré 14
L'affaire REXMA

Le 11 décembre 2012, le *Journal officiel* publie un arrêté du 26 octobre accordant à la société française Rexma le permis d'exploiter l'or de la rivière Limonade. Ce permis, dit « Limonade » est situé 3 km du village de Saül, juste en amont de la zone cœur du parc amazonien de Guyane, et dans une zone définie comme interdite à l'exploitation minière sur le schéma départemental d'orientation minière, finalisé en 2010 et entré en vigueur en 2012.

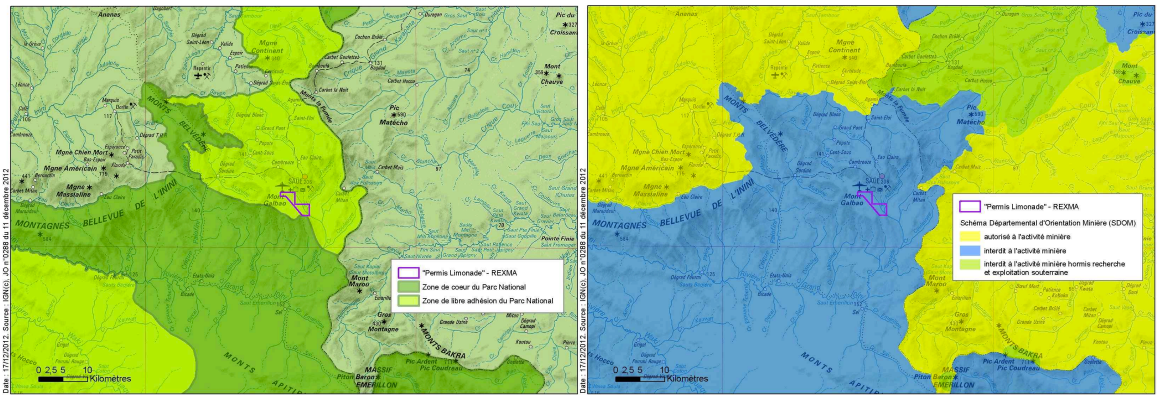


Figure 80 : Cartes de situation du permis minier Limonade, DR.

Pourtant, lors de l'instruction du dossier en 2008, les avis négatifs à l'installation du projet étaient prépondérants : les habitants de Saül, cherchant à développer le potentiel écotouristique du village se sont prononcés contre toute exploitation à moins de 10 km du village, les associations environnementales mettent en avant la grande richesse environnementale de la rivière, les services déconcentrés de l'État émettent des avis défavorables. Il avait néanmoins été validé par l'enquête publique.

Comment expliquer tant d'incohérence ? Selon le ministre du redressement productif, il ne se serait agi que de la publication officielle d'un accord donné par le ministre précédent, ne pouvant par conséquent être révoquée, sous peine de risquer des contentieux, non envisageables dans une contexte de restriction budgétaire. Par ailleurs, était avancé l'habituel, fort discutable, argument selon lequel l'installation d'un opérateur légal empêcherait des orpailleurs illégaux de s'installer.

Contre tout bon sens, faisant fi des avis les plus divers, et avec un manque total de transparence, le permis était ainsi accordé, et l'exploitation pouvait commencer, dans la zone interdite, bénéficiant d'une autorisation transitoire de cinq ans, non renouvelable.

Ce n'est qu'un ultime revirement de situation qui a permis de changer la donne. En effet, une enquête des services de l'État, lancée sur dénonciation, a mis a jour en septembre 2013 une falsification massive des analyses environnementales réalisées lors de l'enquête préalable au projet[101], minimisant systématiquement les impacts environnementaux prévus, et transformant les conclusions produites par le bureau d'étude original pour les rendre favorables au projet.

Le permis est aujourd'hui définitivement suspendu.

[101] article de par Karl Laske, publié le vendredi 20 septembre 2013 sur Médiapart.fr

2.3.3. *Les infrastructures routières et pistes forestières*

En Amazonie, la construction d'infrastructures routières est depuis les années 1960 l'une des principales stratégies pour développer des territoires forestiers peu accessibles et peu peuplés (Aparecida de Mello & Théry, 2003). Cette logique s'étend même depuis le début des années 2000, avec les plans de développement routiers établis à l'échelle du continent sud-américain au travers du plan IIRSA (Boudoux d'Hautefeuille, 2012). Dans cette optique, la construction de routes suit deux logiques largement entremêlées en Amazonie : les routes de pénétration, visant la conquêtes de nouveaux territoires, et les routes de désenclavement, visant à relier des implantations humaines préexistantes (Boudoux d'Hautefeuille, 2010b). Ce sont principalement sur le modèle du désenclavement que les routes nationales de Guyane et d'Amapá ont été construites et que les routes futures continuent à être pensées (SAR 2009). Par ailleurs, à partir des infrastructures routières, se développe souvent un faisceau d'infrastructures routières secondaires, planifiées ou non, liées au développement des activités humaines permises par le nouvel accès. Ce phénomène est observable par télédétection, avec les modèles bien connus de la déforestation en « arêtes de poisson » sur les fronts pionniers brésiliens. Si la déforestation reste aujourd'hui limitée, les analyses menées par le Sema (Amapá - Sema, 2011) montrent que plus de 70 % de la déforestation se produit à moins de 5 km des pistes. En Guyane, ouvrir la route vise également a développer le territoire : la construction de la RN2 entre Régina et Saint Georges, permettait notamment l'ouverture du massif forestier de Régina Saint Georges à l'exploitation forestière. Cette dernière est à son tour à l'origine de l'ouverture de pistes forestières qui, malgré les précautions prises, permettent une pénétration plus aisée dans la forêt.

2.3.3.1. *Impacts de l'ouverture des routes en milieu amazonien*

La fragmentation forestière induite par l'ouverture de nouvelles routes est ainsi facilement détectable par analyse d'images satellites. D'autres impacts en découlent néanmoins nécessairement.

Tableau 68 : Principaux impacts environnementaux de l'ouverture d'infrastructures routières.
Source : (Boudoux d'Hautefeuille, 2010)

Perturbations physiques	Changements dans les sols, l'hydrologie et la qualité de l'eau : érosion, dépôts de sédiments dans les cours d'eau, modification des écosystèmes aquatiques
Pollution chimique	Circulation des véhicules, matériaux employés pour la construction des routes, entretien des routes
Effets de bordure	Perturbations des forêts et des habitats de bords de routes liées à des fluctuations importantes de lumière, température et humidité
Mortalité de la faune	Liée à la circulation routière, à la facilitation de la prédation et de la chasse
Effets de barrière	Fragmentation des territoires freinant les déplacements de la faune
Invasions d'espèces externes	Facilitation de l'arrivée de nouvelles espèces qui bouleversent l'écosystème

Source : d'après Coffin, 2007 et Laurance et al., 2009

La principale prise en compte de ces impacts est réalisée au moment de l'étude d'impact environnementale, évaluation ex-ante des conséquences de l'implantation de la route. Des études ex-post ont été menées sur la route reliant Régina à Saint-Georges (Bens, 2011; Nicolle & Boudoux d'Hautefeuille, 2014), mettant en parallèle les impacts constatés et ceux qui étaient annoncés par l'étude d'impact (voir Tableau 69).

Tableau 69 : Évaluation ex-post de la RN2
Source : Nicolle et Boudoux d'Hautefeuille, 2014

Impacts prévus (1991) par l'étude d'impact	**Mesures proposées par l'EIE**	**Etude ex-post des impacts réels sur l'environnement (2012)**	
Perturbation de l'hydrologie des cours d'eau (impacts sur l'écosystème forestier)	/	+	Preuve visuelle : chaque rivière traversée par la route présente un fort taux d'arbres morts, dus à la perturbation de l'hydrologie (ennoiement). L'étude de Bens (2011) montre que la majeure partie des infrastructures assurant la continuité hydraulique des cours d'eau n'est pas adaptée.
Pollution accidentelle de l'eau.	/	?	Pas d'information.
Perturbation de zones humides ou de zones remarquables d'un point de vue écologique	/	+	La route suit principalement les lignes de crête, évitant les bas-fonds. D'importants impacts peuvent être remarqués à l'entrée de Saint-Georges, dans une zone humide abritant une espèce rare de lézard, le dracène (*Dracaena guianensis*) (Biotope, 2011).
Déforestation liée à l'emprise de la route	Compensation : proposition de création d'espaces protégés	+	L'emprise est large, mais réduite par la régénération naturelle. Douze « corridors écologiques », zones où l'emprise de la route a été réduite, ont été mis en place. Pas d'espaces protégés créés en compensation directe de la RN2.
Effet de lisière	/	-	Pas d'information. Forte régénération en bordure de route.
Perturbation des déplacements de la faune	/	+	Les études menées sur les corridors écologiques tendent à montrer qu'ils peuvent être efficaces pour les déplacements de certaines espèces (petits oiseaux forestiers principalement) (Ecobios, 2003; Uriot, 2009)].
Ouverture de la forêt pour l'exploitation forestière	Inventorier les essences Créer des zones de protection	+	Le massif forestier de Régina/Saint-Georges est effectivement considéré comme la principale zone d'exploitation forestière pour les années à venir (ONF, 2009a; Sévelin Radiguet, 2011). Le plan d'aménagement prévoit le maintien de zones protégées importantes. Les essences commerciales sont inventoriées.
Perturbation des aspects paysagers	/	-	L'ouverture est en effet dans la forêt, peu visible du bourg de Saint-Georges.
Agriculture non-régulée sur les bords de route (mitage)	Mise en place d'une politique rigoureuse	-	Mis à part quelques cas à proximité des bourgs, les bords de la route sont bien préservés.
Augmentation de la pression de chasse	/	+	La chasse de loisir le long de la route et le long des pistes d'exploitation est importante et peu contrôlée. Cela cause d'importants impacts sur la faune (B. de Thoisy, 2000; Benoit de Thoisy & Delcourt, 2001, Grenand, 2002).
Introduction de nouvelles espèces invasives	/	-	Peu d'espèces invasives recensées. Etudes en cours de la DEAL sur la question.
Collecte de plantes ornementales	/	+	Augmentation des prélèvements sur certains sites touristiques (Bens, 2011). Pas d'évaluation le long de la route.

Ce cas d'étude met bien en évidence le fait que les suivis satellites informent effectivement sur l'existence de nombreux phénomènes, mais que les conséquences environnementales réelles dépassent largement la suppression d'une portion du couvert forestier. Nous insistons également sur l'importance de réaliser des suivis *ex-post* des impacts environnementaux des infrastructures, pour capitaliser les connaissances et améliorer réellement la limitation des ouvrages avec le temps. Cela implique de sortir l'étude d'impact de la logique de « formalité » qu'il est nécessaire de remplir.

Au vu des observations de terrain réalisées, les mêmes impacts peuvent être relevés sur la route partant d'Oiapoque en ce qui concerne la perturbation des rivières et des zones humides. Cette route contribue également fortement au développement d'une exploitation forestière illégale. L'ouverture de parcelles agricoles en bord de route, et notamment de pâturages est nettement plus marquée du côté brésilien de la frontière.

Si en Guyane l'ouverture de la RN2 a soulevé peu de réaction lors de l'enquête publique (Nicolle & Boudoux d'Hautefeuille, 2014), en revanche nous avons vu au Chapitre 6 que la construction de la BR 156, avait été à l'origine de la mobilisation politique des populations amérindiennes d'Oiapoque, principalement autour des impacts environnementaux encourus. Indépendamment de la procédure d'étude d'impact, cette mobilisation a notamment permis la reconnaissance officielle des terres indigènes.

2.3.3.2.Les routes et les espaces protégés

Il n'y a pas de routes ou pistes ouvertes dans les espaces strictement protégés (PN Montanhas do Tumucumaque et RNN Nouragues), accessibles uniquement par voie fluviale.

Les espaces de gestion forestière durable sont au contraire parmi les premiers vecteurs d'ouverture de pistes, nécessaires à l'exploitation. Dans l'Est guyanais, l'ouverture du massif de Régina Saint Georges pour l'exploitation forestière implique la construction, au terme de l'aménagement, de 926 km de pistes. Néanmoins, seules les pistes principales ont vocation à être pérennes, soit une longueur cumulée de 180 km. Les autres pistes se referment rapidement après exploitation. Finalement, les pistes réellement construites sont assez facilement identifiées, et répertoriées. Au cours de l'exploitation forestière, toutes les pistes ouvertes sont par ailleurs relevées au GPS par les agents forestiers. Les données de localisation existent donc, mais en revanche, très peu de données sont produites a posteriori sur les impacts qu'elles induisent, pourtant loin d'être négligeables. Depuis peu, l'ouverture des pistes forestières principales fait l'objet en Guyane de la réalisation d'une notice d'impact, procédure d'étude d'impact simplifiée, réalisée par l'ONF à destination des administrations environnementales.

L'exploitation forestière légale de la FLOTA n'ayant pas commencé, et la réalisation des pistes étant à charge des entreprises d'exploitation, il est aujourd'hui impossible d'estimer l'impact spatial qu'elles représenteront. Il sera en revanche détectable par analyse satellitaire.

Autour d'Oiapoque, et en bordure de la FLOTA, ce sont plutôt les pistes agricoles, où celles qui rejoignent les villages à l'écart qui sont les plus nombreuses. On en trouve également dans les terres indigènes, mais peu de villages sont pour le moment reliés aux axes routiers par des pistes. Nous avons vu en revanche que la BR 156 traversait la terre indigène Uaça de part en part, ce qui se traduisant par des profils de déforestation en proximité directe.

Finalement, tant en Guyane qu'en Amapá, les infrastructures routières publiques font l'objet de peu de suivis : leur tracé est connu et planifié et ne nécessite pas de suivis satellitaires, tandis que peu de suivis ex-post de terrain sont réalisés. En revanche, les images satellites permettent de bien identifier les pistes agricoles, forestières ou minières construites illégalement en forêt. La carte produite par Garreau (2012, p.14) montre bien l'importance de ce réseau lié à l'activité minière dans l'intérieur de la Guyane, y compris dans les aires protégées (Parc Amazonien, RNN des Nouragues…).

Conclusion

Les images satellites se sont imposées comme le principal mode de suivi de la déforestation dans les écosystèmes amazoniens, où le couvert forestier et l'immensité des espaces rendent impossibles des contrôles directs de l'ensemble du territoire. Il s'agit donc d'un outil de gestion essentiel qui permet de s'organiser vis-à-vis des pressions exercées sur les écosystèmes. Il présente néanmoins des limites : en Amapá, les outils nationaux sont trop peu précis pour permettre une détection exhaustive des formes de déforestation impactant les aires protégées ; en Guyane, les données très précises produites sur l'orpaillage répondent à des enjeux sécuritaires de contrôle du territoire, plus qu'à des enjeux environnementaux propres aux espaces protégés.

Au Brésil, des suivis réguliers (PRODES) ont été développés par des institutions publiques (INPE) pour suivre précisément l'avancée de la déforestation amazonienne. En Amapá ils sont affinés par la rédaction d'un rapport complémentaire du Sema, produit tous les 2 ans. De façon additionnelle aux systèmes de suivi, des systèmes d'alertes ont été mis en place, basés sur les changements d'occupation du sol de superficies importantes (DETER, SAD) ou sur la détection d'incendies (BD Queimadas). Dans les espaces protégés d'Amapá, où la déforestation est aujourd'hui limitée, ces suivis, disponibles à tous, permettent de vérifier le maintien de l'intégrité des forêts. Les espaces les plus affectés par des activités de conversion sont (i) la FLOTA, récemment créée sur des territoires proches des zones de développement, où des parcelles agricoles préexistaient, (ii) et la Terre indigène Uaça, traversée par la BR 156, où la principale activité est l'abattis –brulis, pour la production de manioc. Les formes de déforestation qui y sont rencontrées sont néanmoins beaucoup moins impactantes que les parcelles d'élevage situées à l'extérieur, en bordure de la BR 156.

En Guyane, les suivis satellitaires réguliers les plus poussés concernent l'activité d'orpaillage illégal, en développement incontrôlé sur l'ensemble du territoire. Ils répondent cependant plus aujourd'hui à une logique sécuritaire qu'à une logique de gestion environnementale : peu diffusés, ils ne jouent plus un rôle d'alerte au sens médiatique du terme. Certains acteurs comme le WWF, ou le PAG, réalisent donc des analyses supplémentaires permettant une diffusions des données et la constitution d'une alerte médiatique pour soutenir une réelle prise en charge du programme. Les données de l'Observatoire de l'activité minière, très précises, sont nécessaires à l'action de lutte armée mise en place, mais néanmoins insuffisantes pour permettre de contrôler les activités illégales. Il s'agit certes d'un outil de contrôle territorial, mais pas d'un outil de gestion au service des gestionnaires d'espaces protégés puisqu'il n'ont pas une libre utilisation des données produites.

D'autres projets, portés directement dans les espaces protégés valorisent les images satellites non plus dans une optique de surveillance, mais dans une logique de compréhension des dynamiques locales en cours. C'est le cas des suivis de l'agriculture mis en place dans le PAG, ou encore de la carte participative produite pour les Terres indigènes. Ces analyses plus précises nécessitent nécessairement un travail de terrain parallèle permettant de valider les résultats obtenus.

Les images satellites sont ainsi d'une grande aide pour les gestionnaires d'environnement en milieu amazonien. Pour autant, un grand nombre d'impacts sur les écosystèmes, n'impliquant pas de suppression immédiate du couvert forestier, ne peuvent être suivis par télédétection.

3. Quels indicateurs mobilisables pour les impacts n'impliquant pas de changement d'usage du sol ?

Les analyses des images satellites montrent que, mises à part les zones déforestées mises en exergue précédemment, le couvert forestier des espaces protégés que nous étudions est bien préservé. Pour autant cela ne signifie pas que les écosystèmes soient en bon état. En nous basant de nouveau sur les critères établis dans notre grille d'évaluation, nous allons maintenant tenter de voir quelles données existent concernant la fonctionnalité des écosystèmes forestiers, au travers de l'état des populations animales et végétales, ainsi que celui des écosystèmes aquatiques, dans les espaces protégées étudiés.

3.1. Suivi des populations animales

Nous avons vu dans les paragraphes précédents que de nombreuses activités pouvaient avoir un impact sur les populations animales. Or, malgré le maintien sur pied de la forêt, la disparition de certaines espèces animales peut induire des modifications importantes sur les écosystèmes dans leur ensemble. La principale pression sur les populations animales est liée à la chasse.

3.1.1. Des liens entre chasse/pêche et populations animales difficiles à établir.

Dans le cas de la chasse, la Figure 81, adaptée de Wright (2003) met en évidence que par une chaine de causalités, la modification de la composition de certaines populations animales peut avoir des conséquences sur d'autres populations mais également sur la composition floristique de la forêt tropicale. En poussant le raisonnement au maximum, Redford (1992) évoque des « forêts vides ».

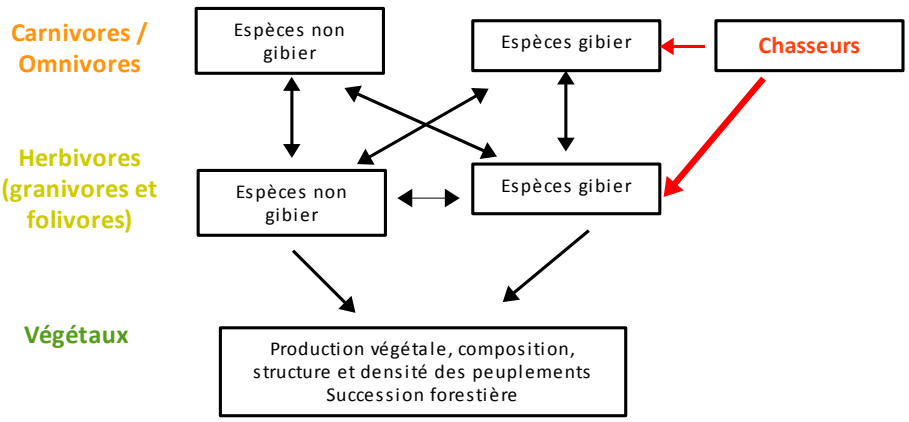


Figure 81 : Schéma des interactions entre les chasseurs, les espèces gibiers, les espèces non gibier et les végétaux.
Traduit et adapté de Wright (2003) par Sarat (2010).

Les impacts de la chasse sur la faune peuvent être liés à deux phénomènes principaux : l'intensité de l'activité et la sélectivité sur les espèces chassées. L'intensité est principalement liée à la facilité d'accès des zones chassées : les abords des villages, des routes et des fleuves sont soumis à une plus forte pression. On estime que les chasseurs vont au maximum en général jusqu'à 2 à 2,5

km des voies d'accès. La sélectivité est liée à la préférence des chasseurs pour certaines espèces. Les populations traditionnelles chassent une diversité beaucoup plus grande d'espèces que les chasseurs professionnels ou de loisir. Cela limite la pression sur certaines espèces données (Redford, 1992). En revanche la pratique de la chasse commerciale, qui implique de s'adapter aux goûts des consommateurs et de se concentrer sur quelques espèces est ainsi une source de pression croissante :

> *« En Guyane comme en Afrique, la chasse commerciale est le fruit de l'urbanisation et de la croissance démographique. Depuis 1947 en effet, la population du département a été multiplié par 6 et se trouve désormais concentrée dans les villes, rendant impossible la pratique de la chasse de subsistance pour la grande majorité des Guyanais. Comme en Afrique toujours (BAHUCHET, 2000), c'est la demande des villes qui a généré la chasse commerciale et amené la polarisation sur une dizaine d'espèces rentables » (Grenand, 2002b).*

D'un point de vue écologique, les espèces les plus chassées sont souvent des espèces qui partagent les mêmes niches écologiques. Leur fonction même dans l'écosystème est alors remise en cause. Wright (2003) montre que les grandes espèces de gibier qui constituent la biomasse la plus importante en zone non chassées sont celles qui diminuent le plus rapidement, au profit des espèces gibier secondaires. Quand, compte tenu de la raréfaction des premières, la pression de chasse se reporte sur les espèces secondaires, l'abondance de ces dernières diminue à son tour au profit des petites espèces non chassées. Les conséquences à long terme de ces phénomènes sont difficiles à évaluer, compte tenu de la complexité des interactions existantes. Néanmoins, une gestion de la chasse est nécessaire, ne serait-ce que pour prévenir l'extinction locale d'espèces (Grenand, 2002b; Sarat, 2010).

La recherche d'une gestion durable de la chasse implique généralement la recherche d'un équilibre ne remettant pas en cause la viabilité des populations animales dans l'écosystème forestier. Cela implique d'avoir des informations sur les caractéristiques écologiques des espèces et de leurs habitats, mais également une connaissance des prélèvements réalisés par les chasseurs.

3.1.2. Quelles données produites en Guyane et en Amapá ?

Les méthodes de suivi de la chasse utilisées en Amazonie sont nombreuses (Bodmer & Robinson, 2004; Richard-Hansen, de Thoisy, Hansen, Catzeflis, & Grenand, 2003). Richard-Hansen et al. (2003) les classent en 3 catégories : les indices écologiques, basés sur des mesures uniquement liées aux états des populations, les indices cynégétiques, qui impliquent des suivis des prélèvements par les chasseurs, et les méthodes impliquant des analyses génétiques à l'échelle de la population. Ces méthodes sont complémentaires et n'apportent pas les mêmes informations. Dans son rapport proposant un plan d'action pour le suivi de la faune en Guyane, Sarat (2010) analyse la nécessité de recueillir des informations concernant à la fois les pratiques et l'intensité de la chasse, le statut local des espèces chassées et la réponse de ces espèces à la pression de chasse. Cela

implique, comme souligné par Grenand (2002), la nécessité de produire à la fois des données sur l'abondance de la faune sauvage et sur les pratiques de chasse.

3.1.2.1.État des réglementations en Guyane et au Brésil

Nous allons rapidement passer en revue l'état des réglementations et l'avancée des connaissances concernant la chasse en Guyane et en Amapá.

En Guyane, contrairement au reste de la France, la partie du code de l'environnement concernant la chasse ne s'applique pas. La réglementation y est donc très souple, bien plus que dans les pays avoisinants (Sarat 2010). En dehors des espaces réglementés (réserves nationales, cœur de parc national, arrêtés préfectoraux réglementant la chasse), les seules réglementations s'appliquant sont (i) des listes d'espèces définies comme interdites à la chasse ou bien chassables mais non commercialisables, les autres étant chassables et commercialisables[102] ; et (ii) la publication récente par arrêté préfectoral de quotas et de périodes de chasse pour certaines espèces (encore non appliqué et actuellement en jugement à la cour d'appel administrative de Bordeaux). Ce dernier ne s'applique pas aux populations tirant traditionnellement subsistance de la forêt (Amérindiens et noirs-marrons).

Il n'y a aucun recensement des populations de chasseurs.

L'intérêt des scientifiques pour la chasse est récent en Guyane (Grenand, 2002b). La plupart des recherches précédentes étaient tournées vers des zones non chassées pour la compréhension de l'écologie des espèces, notamment à la station scientifique des Nouragues. D'autres travaux de longue durée ont concerné les pratiques de chasse des populations amérindiennes. Compte tenu des manques cruciaux de données sur les espèces (taux et époques de reproduction, démographie, alimentation et usages de habitats, répartition géographique en Guyane), les moyens d'action sont limités pour la définition de mesures de gestion (Richard-Hansen et al., 2003).

Les principaux suivis réalisés sont des mesures et comparaisons de densités calculés selon la méthode des indices kilométriques d'abondance (transect linéaire), la plus largement utilisée en Amazonie. Si ces suivis sont réalisés de façon continue depuis plusieurs années à l'échelle de la Guyane, les moyens humains sont extrêmement limités pour leur réalisation. Des enquêtes auprès des chasseurs ont également été réalisées pour comprendre les pratiques de chasses et de consommation de différentes communautés de Guyane (programme chasse coordonné par l'IRD entre 1999 et 2002, suivis mis en place pour les ORGFH, programme chasse en cours du PAG). Les connaissances restent néanmoins aujourd'hui très lacunaires comme en témoigne la carte établie par Sarat (2010).

[102] Mis à part pour les espèces complètement protégées, la loi est difficile à appliquer : il est impossible de verbaliser quelqu'un en forêt pour la chasse d'espèces non-commercialisables. Cela ne peut se faire que sur les lieux de vente.

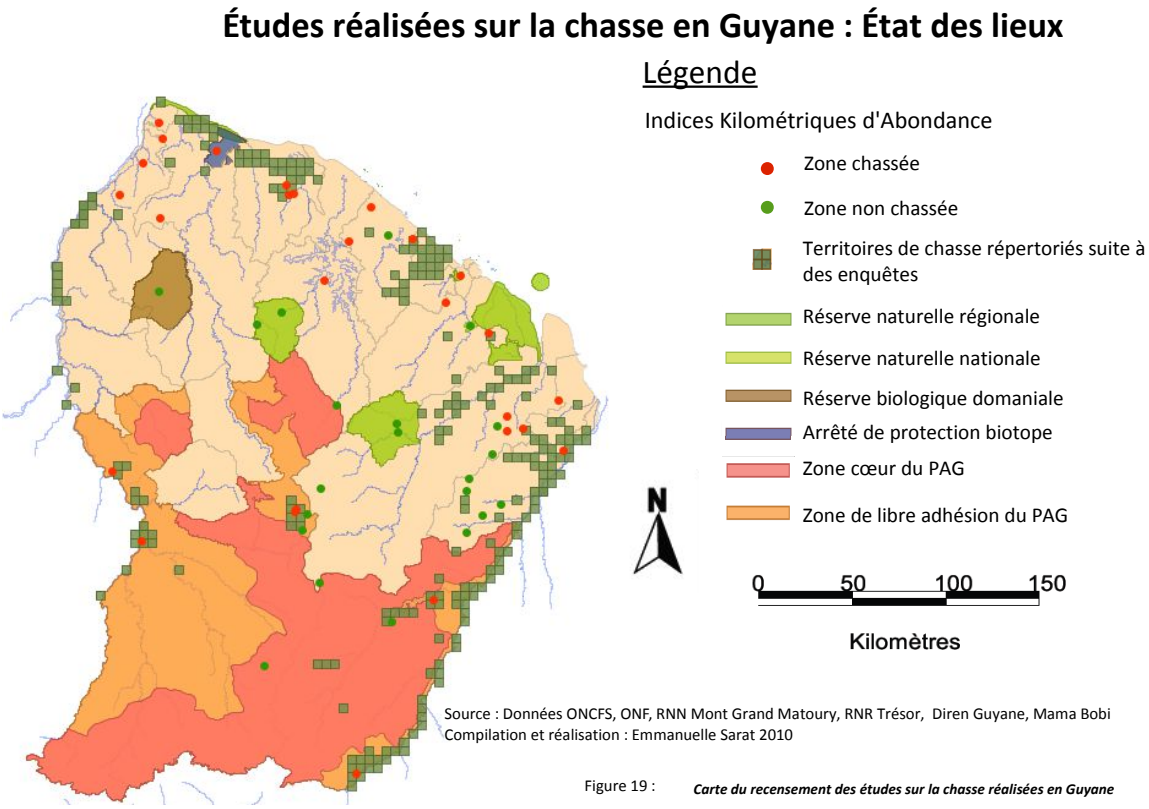


Figure 82 : Études réalisées sur la chasse en Guyane Française.
Source : Sarat 2010

Les données que l'on pourra mobiliser pour évaluer l'impact de la chasse et l'évolution des populations faunistiques resteront donc fragmentaires.

En Amapá, comme dans le reste du Brésil, c'est la loi L 9605 contre les crimes environnementaux qui s'applique. Dans ce contexte, *« tuer, persécuter, chasser, harponner, et utiliser des spécimens de la faune forestière, natifs ou sur leur voie de migration, sans permission […] de l'autorité compétente* », de même qu'empêcher le reproduction de la faune, porter atteinte à des nids, vendre ou garder en captivité, implique une peine de 6 mois ou d'un an et d'une amende. Des conditions dérogatoires existent, telles que la légitime défense ou l'autosubsistance. A l'inverse de la Guyane, la législation est ainsi particulièrement restrictive et l'action des autorités est principalement coercitive. Il n'y a pas de suivi des populations réalisé. Les études réalisées sur la faune sont principalement des inventaires taxonomiques, visant à connaître et à montrer l'intérêt de zones spécifiques, dans le cadre de l'élaboration des plans de gestion des espaces protégés ou lors de la réalisation d'études d'impact. En Amapá, les études sur les pratiques concernent uniquement les terres indigènes. Néanmoins, Miguel (2010) montre que le gibier est fréquemment consommé par une grande part de la population urbaine de Macapá et que les moyens mis en œuvre pour les contrôles ne sont pas adaptés. Son analyse des actes pris par les organismes de contrôle environnemental montre une forte disparité entre la politique mise en œuvre par l'IBAMA (niveau fédéral) et par le niveau fédéré, le second pratiquant plus l'avertissement qu'une réelle mise en

application des dispositions prévues par la loi. La plus grande rigidité de la loi ne constitue pas ainsi à l'heure actuelle une garantie de meilleure préservation faute d'un contrôle strict des pratiques. Aucun dispositif de suivi ne permet d'avoir une idée de l'évolution des populations animales. Les données restent principalement qualitatives. Dans les terres indigènes brésilienne, la loi ne s'applique pas : les populations peuvent chasser selon leurs besoins et leurs coutumes. En revanche, la commercialisation est interdite.

Tableau 70 : Principaux impacts environnementaux de la chasse

Activité	Impacts environnementaux
1. Chasse commerciale (pour revente du gibier) et de loisir	Forte pression sur les populations animales, y compris protégées ; type de chasse très sélective, pression accentuée sur un faible nombre d'espèces chassables. Pas d'ajustement à la population animale.
2. Chasse de subsistance	Pression répartie sur un plus grand nombre d'espèces. Impacts augmentant avec la densité de population, la sédentarisation et les moyens techniques.

3.1.2.2. La chasse dans les aires protégées

Dans les espaces strictement protégés, la chasse sous toutes ses formes est interdite. Elle existe néanmoins, mais reste limitée, compte tenu de l'éloignement des territoires. Les populations Amérindiennes française de Camopi et Trois – Sauts continuent, malgré l'interdiction et avec une certaine crainte de rencontrer l'armée brésilienne, d'aller chasser et pêcher sur la rive brésilienne, dans le Parc national (Entretiens Camopi 2012).

Du côté français, dans le parc Amazonien, la chasse et la pêche continuent à être pratiquées de façon importante, à des fins de subsistance, bien qu'elles soient aujourd'hui aussi complétées par les aliments achetés en épicerie. Ces pratiques font actuellement l'objet d'une étude poussée sur les pratiques, menée en partenariat entre le parc amazonien, le CNRS (OHM Oyapock) et l'ONCFS (voir Chapitre 10). Dans le parc, la présence de milliers d'orpailleurs illégaux induit une pression nécessaire sur la faune (des personnes sont spécialisées dans l'approvisionnement en gibier des camps), mais il est très difficile d'estimer la de pression réel qu'ils représentent. Leur présence est en outre susceptible de fausser les résultats issus du programme de recherche en cours quand à l'estimation de la durabilité des pratiques de chasse actuellement mises en œuvre par les habitants du moyen-Oyapock dans le PAG.

Dans les terres indigènes brésiliennes, aucun suivi de la chasse régulier n'est effectué. L'élaboration du plan de gestion territorial et environnemental –PGTA, s'est néanmoins accompagné de l'élaboration participative de listes exhaustives des espèces chassées et pêchées (32 espèces de poissons, 45 espèces d'animaux, 34 espèces d'oiseaux). Suite au constat de la diminution de l'abondance de certaines espèces (Caïman, Pirarucu, tortues), des réglementations internes ont été posées dans les années 1980. Face à une recrudescence des populations animales

concernées, des études scientifiques ont été menées sur ces espèces une dizaine d'années plus tard dans la terre indigène, mais les résultats étaient peu clairs quant à l'état réel des populations. Les interdictions persistent aujourd'hui (entretien FUNAI, Oiapoque, 2011). Face à la croissance démographique dans la terre indigène, des dynamiques d'élevage (pisciculture, volaille, cochon, petit bétail…) commencent à se mettre en place (CCPIO & TNC, 2013). Des pratiques de chasse illégales en provenance de non Amérindiens ont cours, notamment le long de la BR 156, sans qu'elles soient quantifiées précisément.

Des trafics d'animaux vivants (oiseaux rares, insectes…) en provenance de la région d'Oiapoque et à destination de la Guyane sont également constatés par les autorités environnementales dans la région d'Oiapoque (Entretien IBAMA, 2011).

Dans la FLOTA, aucuns suivis ne sont réalisés actuellement.

La chasse est une pratiquée dans la région de Saint Georges, et a cours dans le domaine forestier permanent, où aucune réglementation spécifique ne s'applique (mis à part liste d'espèces protégées). Les pistes forestières du massif de Régina/Saint-Georges sont fréquentées par des chasseurs professionnels et de loisir, mais il n'existe pas de suivi régulier permettant d'estimer l'intensité de la pression exercée. Les barrières posées à l'entrée des pistes sont fréquemment dégradées (Entretiens ONF, Cayenne, 2010). Les pratiques de chasse sont globalement en diminution sur la zone de Saint-Georges (Sévelin Radiguet, 2011). Une étude concernant les pratiques alimentaires dans la zone de Saint-Georges montre la part croissante des produits de consommation métropolitains dans la nourriture (Vincent 2013). Elle met néanmoins également en évidence la forte composante identitaire que la chasse représente face à des réglementations perçues comme imposées de l'extérieur, pourtant peu restrictives et souvent mal connues.

En Guyane, la synthèse du programme sur la chasse coordonné par l'IRD et pour lequel la zone de l'Oyapock a constitué l'un des terrains d'étude les plus complets permet de donner une caractérisation sommaire des pratiques de chasse que l'on y rencontre.

Même dans le cadre des programmes scientifiques, il reste très difficile dans l'état actuel des connaissances concernant les prélèvements, mais également et surtout l'écologie des espèces, d'aboutir à des certitudes, comme en témoigne l'extrait suivant dans le cas de la commune de Saint-Georges.

> *« Le volume des prélèvements par chasse est fort, en particulier parce qu'il alimente un commerce important surtout destiné aux habitants de cette commune isolée. La chasse s'exerce sur d'importantes superficies, grâce à la grande voie de pénétration vers l'intérieur que représente le fleuve Oyapock. Cependant seul le taux de tapirs semble dépasser la limite du prélèvement raisonnable. En ce qui concerne les pécaris à lèvre blanche, en raison de la biologie de l'espèce, l'estimation est beaucoup plus difficile. Par exemple, l'examen de la pyramide des âges ne reflète pas une population en danger, contrairement à ce que semblerait indiquer le calcul du taux de prélèvement. La densité utilisée pour ce calcul est peut-être sous-estimée. Les estimations d'abondance sur la zone témoin (zone Régina T),*

située à quelque distance de St Georges et de la route, montrent effectivement des taux assez importants de grands primates, de grands mammifères terrestres et de grands oiseaux, espèces pourtant particulièrement visées par la chasse. Cette région est peut-être plus riche et supporterait donc des densités animales assez élevées, rendant possible un prélèvement conséquent. En l'absence de certitude, le prélèvement des tapirs par les chasseurs de St Georges reste préoccupant. » (Grenand, 2002a, p. 11)

Cela justifie l'intérêt fort de continuer les programmes de recherche en ce sens.

Tableau 71 : Respect des réglementation et suivis réalisés concernant la chasse dans les espaces protégés étudiés

Espace protégé	Chasse autorisée ?	Observations	Suivis mobilisés par les gestionnaires d'espaces protégés
Parc national Montanhas do Tumucumaque	**NON**	**Non conforme** Faible Chasse et pêche le long des rivières	Surveillance directe difficile
Réserve Naturelle des Nouragues	**NON**	**Non conforme** Faible Chasse et pêche le long des rivières	Surveillance directe difficile Missions héliportées ou fluviales Inventaires faunistiques réguliers
FLOTA	**NON** sauf cas de subsistance	**Non conforme** Chasse et pêche le long des rivières, près de la route.	Pas de suivis
Domaine forestier permanent	**OUI** sauf espèces protégées	**Non conforme** Chasse de loisir véhiculée sur les pistes forestières non ouvertes à la circulation	Pas de suivis Programmes scientifiques externes
Terres indigènes	**OUI**, pour les populations amérindiennes, sans commercialisation	**Non conforme** Braconnage de « non-Amérindiens »	Pas aujourd'hui de suivi spécifiques Surveillance directe par les populations
PAG zone cœur	**NON,** sauf pour la consommation propre des habitants du parc (espèces non protégées)	**Non conforme** Espèces protégées chassées et présence de chasseurs non autorisés (dont orpailleurs)	Programme chasse du PAG : suivi des pratiques Programme habitat PAG : Entre autres, données sur les populations animales + programmes spécifiques (pécaris)
PAG zone d'adhésion	**OUI** sauf espèces protégées	**Non conforme** Espèces protégées chassées	

La chasse est une activité mobile, discrète, qui se pratique souvent de nuit, et est ainsi particulièrement difficile à surveiller dans les aires protégées. La meilleure protection est ainsi l'isolement vis-à-vis des voies de communications (fleuves et surtout routes).

La gestion des espèces autorisées à la chasse n'est pas aujourd'hui basée sur des critères permettant une régulation des populations adaptée à l'écologie des espèces. Les seules règles portent sur la possibilité, ou non, de chasser certaines espèces.

3.2. Suivis floristiques

Les productions de données les plus courantes sont les inventaires floristiques, qui visent à l'identification des espèces présentes sur une zone donnée. Mis en relation avec d'autres outils comme les listes d'espèces protégées ou patrimoniales, ces inventaires peuvent constituer des outils de conservation importants.

Des herbiers ont été créés en Guyane (1965), comme en Amapá (1979), et constituent des centres de capitalisation des connaissances existantes concernant la flore. L'informatisation de l'herbier de Guyane permet d'avoir une représentation de la répartition des échantillonnages. Cette dernière est, comme on le voit, encore très inégalement répartie, et la majeure partie du territoire n'a jamais été échantillonnée. L'herbier d'Amapá est nettement moins fourni en échantillons, avec environ 14 000 échantillons stockés, contre plus de 200 000 à l'herbier de Cayenne.

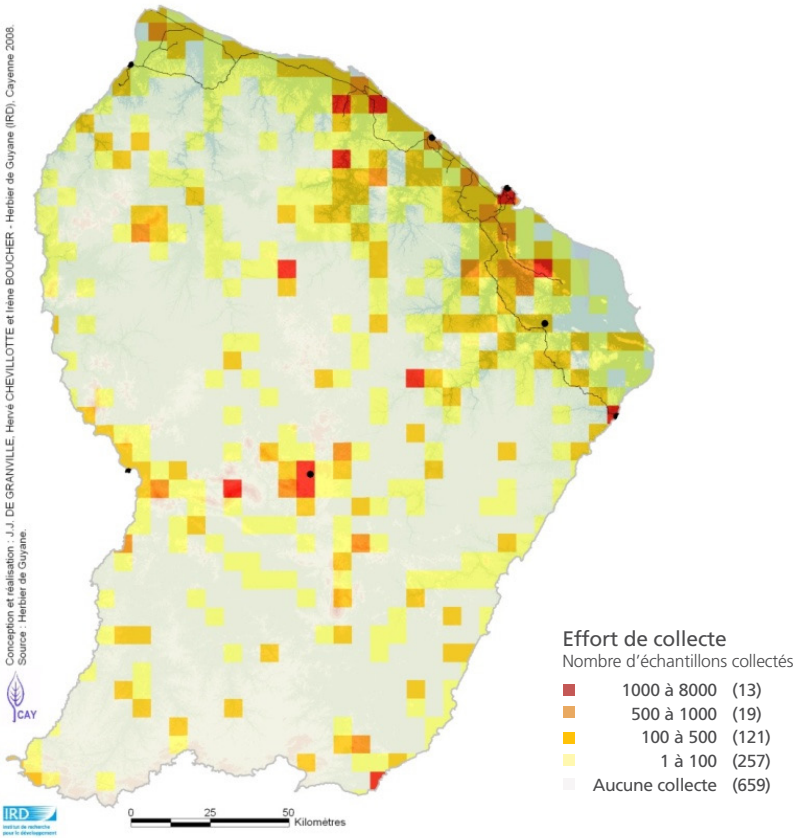


Figure 83 : Pression d'inventaire calculée à partir des données de l'herbier de Guyane en 2008.
Auteurs : J-J. de Granville, H. Chevillotte et I. Boucher, Herbier de Guyane.

Des inventaires exhaustifs de la flore peuvent être réalisés dans plusieurs contextes.

Les espaces protégés peuvent être moteurs pour la réalisation d'inventaires, tant en Guyane qu'en Amapá, et ce particulièrement au moment de la réalisation des plans de gestion. En Guyane,

des financements d'État sont destinés à la réalisation d'inventaires exhaustifs sur des les zones naturelles d'intérêt écologique floristique et faunistique (ZNIEFF).

Tant en Guyane qu'en Amapá, les études d'impact conduisent également à la réalisation d'inventaires conséquents, mais les données ne sont pas toujours nécessairement compilées et récupérables en dehors du rapport produit.

L'ensemble de ces données peut servir pour justifier de mesures spécifiques de protection, en anticipation d'impacts futurs, mais aussi pour être en mesure de suivre sur le long terme la composition floristique des espaces, en lien, par exemple à la problématique des changements climatiques ou à l'évolution de la pression anthropique.

Nous avons vu également qu'une part importante de la recherche sur la flore en Amazonie s'était spécialisée dans l'étude des peuplements forestiers et dans la compréhension de leur dynamique en lien avec l'exploitation forestière. Nous avons vu également que les résultats de ces études étaient particulièrement controversés, notamment quant aux seuils devant être respectés pour mettre en œuvre une exploitation durable de la ressource. Les principales pressions atteignant la composition floristique des forêts sans pour autant impliquer de changement définitif de l'usage des terres sont ainsi principalement l'exploitation forestière, mais également l'extractivisme et plus généralement le prélèvement de produits forestiers non ligneux.

3.2.1. Les données mobilisables pour caractériser les impacts de l'exploitation forestière

Les plantations monospécifiques pour la production de bois énergie ou de cellulose, implantées via la conversion de forêts primaires, ne peuvent pas être compatibles avec des espaces annonçant un objectif de préservation de l'environnement. La situation est plus compliquée dans le cas de l'exploitation forestière. En effet, si la gestion forestière durable est l'un des grands courants annonçant une prise en compte des écosystèmes, ce sont souvent, à travers le monde, les enjeux économiques de production qui priment sur les aspects environnementaux ou sociaux (Leroy, Derroire, Leménager, & Vende, 2013). Il s'avère donc nécessaire d'avoir des critères précis de suivi de la situation.

Les principaux impacts environnementaux par type d'activité forestière sont synthétisés ci-dessous.

Tableau 72 : Principaux impacts liés aux filières forestières

Activité	Impacts environnementaux
Exploitation mécanisée	
1. Ouverture de routes et pistes permanentes ou temporaires	Destruction linéaire du couvert forestier et fragmentation de l'espace, ouverture de voies d'entrée dans la forêt, perturbation hydrologique des sols. Forte perturbation temporaire liée au passage des engins.
2. Abattage	Forte perturbation temporaire liée à la présence des engins et des ouvriers en forêt. Ouverture de trouées en forêt créant une fragmentation des écosystèmes forestiers. Modification à long terme de la structure et de la composition des peuplements forestiers. En cas de focalisation sur certaines essences, destruction potentielle de la ressource (bois de rose). Modification de la composition faunistique.
3. Débusquage et débardage	Déstructuration et tassement du sol (Orniérage, tassements, modification de la circulation hydraulique), impacts sur les autres arbres.
Exploitation artisanale et très petites scieries mobiles en forêt (Voir 2 et 3)	
Production de bois énergie	
1. Conversion de portions de forêts pour la production de bois énergie	Destruction intégrale des écosystèmes forestiers et éventuellement conversion à l'agriculture.
2. Valorisation des déchets d'exploitation	Deuxième passage sur les parcelles exploitées induisant une phase de perturbation directe répétée, prélèvement d'une quantité de biomasse plus importante, modification accentuée de la structure et de la composition des écosystèmes forestiers.
Production de cellulose	
Conversion de larges superficies forestières ou de savanes pour la plantation mono-spécifique d'essences à croissance rapide (eucalyptus, pins).	Destruction des écosystèmes naturels. Conservation d'un couvert forestier, mais diminution drastique de la biodiversité. Perturbations fréquentes liées à l'exploitation, et appauvrissement des sols lié à des rotations courtes.

L'exploitation forestière étant l'un des objectifs principaux pour les dispositifs de gestion forestière durable que nous étudions, nous allons commencer par rappeler succinctement les caractéristiques des données que les gestionnaires de ces dispositifs produisent pour la gestion. Nous verrons dans un second temps si des formes d'exploitations forestières sont rencontrées dans les autres espaces protégés et quelles données existent poursuivre ces activités et leurs impacts.

3.2.1.1. Une filière d'exploitation forestière en développement sur les deux territoires

Le bassin Est de la Guyane, constitué de la forêt dite de « Régina/Saint-Georges » constitue la principale zone d'approvisionnement de la filière bois pour les années à venir. Disposant d'un aménagement dit de « nouvelle génération », il s'agit du seul massif forestier du littoral qui n'aie encore jamais été exploité, et dans lequel une grande partie des pistes doit être ouverte. Pour le moment, l'exploitation réalisée par les entreprises forestières les plus importantes, au nombre de

deux, était réalisée à l'ouest de ce massif. Dans la partie Est, des entreprises plus petites sont implantées, dont plusieurs scieries mobiles.

Une filière bois-énergie est également à l'étude depuis plusieurs années. Dans la région Est, où l'implantation d'une usine de biomasse est envisagée (3 ou 4 sont prévues sur l'ensemble de la Guyane), le bois proviendrait principalement de la récupération des pertes liées à l'exploitation forestière et des zones de conversion agricole. Les sources de matière première semblent néanmoins assez restreintes pour alimenter l'usine. La mise en place de parcelles dédiées spécifiquement à une vocation énergétique est envisagée mais trop d'incertitudes pèsent encore sur les modalités de durabilité de ce type de production (plantations d'essences à croissance rapide). Si plusieurs études ont été réalisées sur cette question au cours des dernières années, les prélèvements envisagés dans le cadre de l'exploitation forestière ne sont pas encore planifiés dans les documents de gestion forestière.

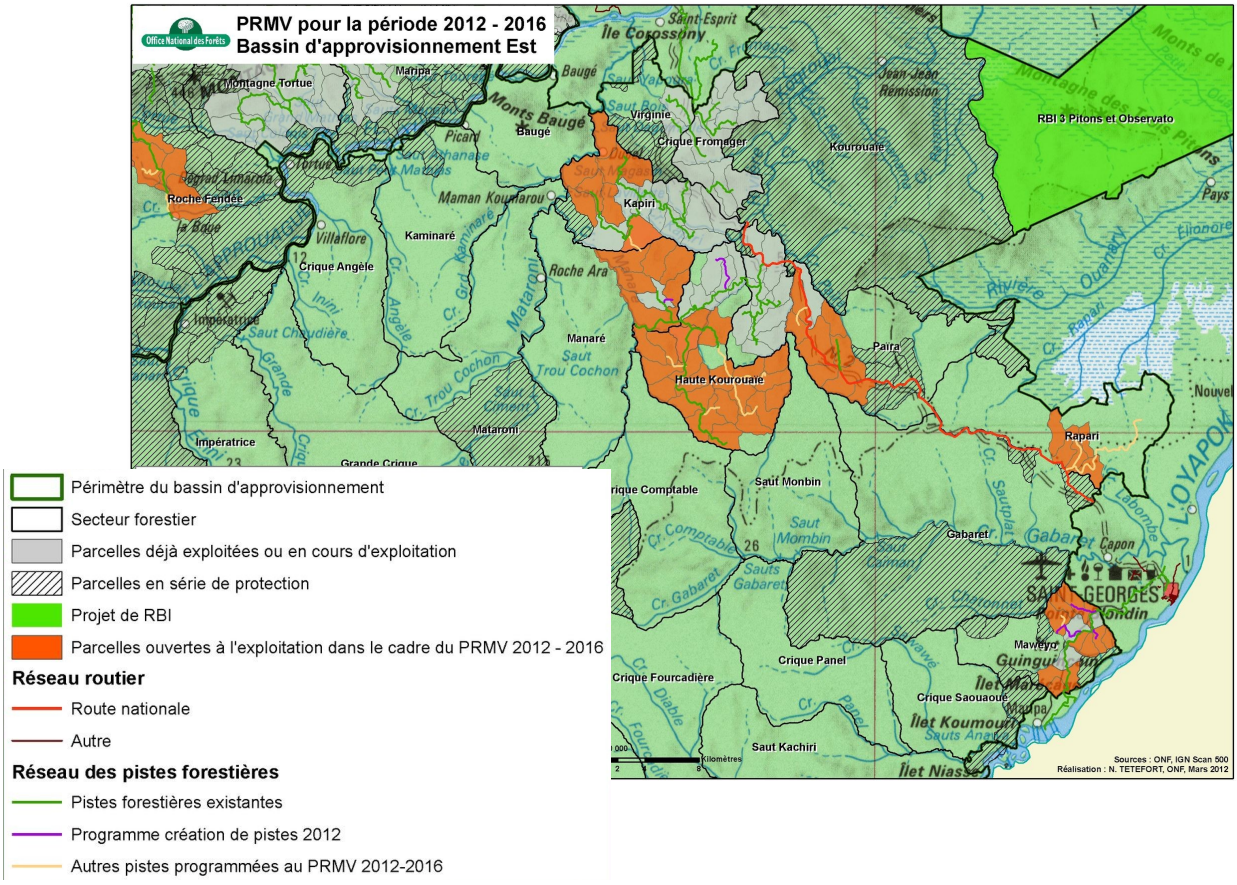


Figure 84 : Parcelles prévues pour l'exploitation forestière dans la forêt de Régina/Saint-Georges

Au bilan, l'exploitation forestière est sur ce bassin en plein essor puisqu'il s'agit du principal bassin d'approvisionnement à venir pour la filière bois de Guyane.

Nous avons vu dans le chapitre 7 qu'un grand nombre de données sont produites pour les différentes étapes de l'aménagement forestier :

- la cartographie des habitats, basée sur les caractéristiques géomorphologiques du milieu permet de définir les zones qui seront classées dans les « séries de protection » et donc interdites à l'exploitation pour a durée de l'aménagement ;
- sur les zones exploitables, divisées en parcelles de 250 à 400 ha, des pré-inventaires, dits « diagnostics d'aménagement », sont menés pour confirmer le classement de la parcelle en « série de production », au regard de sa richesse en essences exploitables (90 essences) et des contraintes topographiques ou écologiques spécifiques ;
- peu avant l'exploitation, les arbres à exploiter sont marqués physiquement et spatialisés, de même que ceux qui doivent spécifiquement être préservés
- après l'exploitation, l'exploitant est supposé pointer à son tour au GPS les arbres effectivement exploités. Les pistes de débardage sont également relevées par l'agent forestier de l'ONF.

L'ensemble de ces données est considérée comme constituant la base pour une exploitation rationnelle de la forêt. On voit bien néanmoins que les inventaires sont très spécifiquement tournés sur les espèces ligneuses. La prise en compte de la biodiversité se fait donc au travers d'une réflexion à grande échelle sur les zones à préserver, puis en limitant au maximum les impacts de l'activité d'exploitation. Par ailleurs, des méthodes de suivi satellitaire d'estimation de la biomasse prélevée à partir de l'analyse des trouées sont en cours de développement mais ne sont pas encore utilisés en routine. Aucuns suivis faunistiques et floristiques supplémentaires ne sont réalisés.

Des travaux sur les impacts de l'exploitation forestière sur la richesse faunistique en Guyane existent, réalisés par des chercheurs métropolitains, et une ONG (Kwata). Ils se basent principalement sur des espèces indicatrices. Ainsi, par exemple, les primates constituent un bon groupe « indicateur » car les espèces de singes ont des tolérances différentes à la perturbation du milieu : l'analyse des espèces présentes ou absentes permet ainsi de caractériser le degré de perturbation de la zone. Les impacts secondaires liés à la pression de chasse semblent prédominants par rapport aux impacts directs de l'exploitation forestière.

> *« Si les impacts directs de l'exploitation [sur la faune] sont difficiles à mettre en évidence, l'activité de chasse se trouve en revanche systématiquement favorisée par les aménagements forestiers. En effet, les axes ouverts pour l'exploitation sont autant d'accès faciles. » (Thoisy et Delcourt, 2003)*

Ainsi, plus l'exploitation forestière progresse dans le massif, plus la pression de chasse est importante. En revanche, la géomorphologie est utilisée pour déterminer des facies d'habitats à protéger de toute pression anthropique, sur plusieurs milliers d'ha (voir chapitre 7).

En Amapá, nous avons vu que la dynamique était à l'instauration d'une filière légale et réglementée de production de bois. A Oiapoque, une filière-bois locale assez importante mais était en place dans la région d'Oiapoque jusqu'à ces dernières années. L'approvisionnement des menuiseries se fait principalement à partir de bois exploité illégalement, sur les abords du fleuve (rives françaises et brésilienne), ou le long de la BR-156, y compris dans les terres indigènes. Le renforcement des contrôles des autorités environnementales sur la légalité des bois vendus dans les scieries (certificat d'origine) a conduit à la fermeture de la majorité des scieries et menuiseries. Pour le moment, l'absence presque généralisée de titres de propriété en règles sur les terres autour d'Oiapoque empêche de toutes façon l'obtention des documents attestant l'origine légale des bois, même si ceux-ci sont achetés et non pas prélevés illégalement. La seule façon d'obtenir du bois légal sur la zone est donc de l'acheter à Macapá ce qui n'est pas viable compte-tenu des coûts de transports. L'exploitation illégale continue donc, impliquant des impacts plus faibles puisque les bois sont sciés directement en forêt (pas de débusquage ni débardage), mais sans aucune gestion de la ressource ni aucune planification. Les contrôles de l'IBAMA en ont drastiquement réduit le volume. La création de la FLOTA ne va pas a priori changer la situation à court terme dans cette région puisque les premières concessions sont prévues au centre de l'Amapá. Face à la pénurie de ressource en bois, il est même envisagé d'importer du bois de Guyane dans cette région de l'Amapá. Dans les Terres indigènes, le bois est exploité par les communautés pour leur usage propre. Les services techniques de la commune d'Oiapoque, en 2012 en cours, souhaiteraient pousser le développement d'une filière-bois industrielle dans la région. Les projets de gestion forestière communautaire mis en place par l'IEF ne concernent pas cette région frontalière. Ils concernent pour le moment une douzaine de familles dans le centre de l'Amapá. Le projet REDD + en cours de montage concernerait le module IV. Les modalités de mise en œuvre ne sont pas encore connues.

Les données principalement produites sur les peuplements forestiers sont des données visant à alimenter des modèles d'estimation de structure de la forêt d'une part, et de la biomasse d'autre part. Elles ont été produites par l'IEF, en collaboration avec d'autres institutions d'Amapá (IEPA) , Embrapa) pour construire le plan de gestion général de la FLOTA. Les inventaires ont été réalisés sur des placettes aléatoires à partir desquelles la composition de la forêt est inférée. Des enquêtes sur les usages des populations habitant à proximité ou à l'intérieur de la FLOTA ont également été réalisées.

Dans les zones ayant vocation à être exploitées, ce sont les entreprises concessionnaires qui réaliseront ultérieurement les inventaires plus poussés.

Finalement, dans les deux cas, les données sont très axées sur la composante arborée des écosystèmes. Dans un cas elle est caractérisée de façon très précise dans le processus d'aménagement, tandis que dans l'autre, cela reste une estimation statistique de la structure et de la composition des peuplements, qui devra être complétée ultérieurement par les entreprises lors de la réalisation du plan de gestion propre à chaque concession. Les connaissances sur les liens faune-exploitation, ou flore-exploitation sont produits par des acteurs externes.

Par ailleurs, en Guyane comme en Amapá, les données fiables sur les volumes concernés par l'exploitation illégale sont presque inexistantes (ou pour le moins non-diffusées), bien que cette activité soit présente des deux côtés de la frontière.

3.2.1.2.L'exploitation forestière dans les espaces protégés

Nous allons maintenant voir de façon plus générale quels suivis de l'exploitation forestière existent dans les différents espaces protégés étudiés.

Tableau 73 : Suivis concernant l'exploitation forestière dans les espaces protégés étudiés.

Espace protégé	**Exploitation forestière autorisée ?**	**Observations**	**Données mobilisées par les gestionnaires d'espaces protégés**
Parc national Montanhas do Tumucumaque	**NON**	**Conforme**	Pas de suivis spécifiques Surveillance directe
Réserve Naturelle des Nouragues	**NON**	**Conforme**	Pas de suivis spécifiques Surveillance directe
FLOTA	**OUI,** dans les zones dédiées, sous concession	**Non conforme** Exploitation forestière illégale, pas encore de concessions	Inventaires statistiques pour estimation de la structure et de la richesse en essences commerciales.
Domaine forestier permanent	**OUI,** dans les zones dédiées, sur autorisation de l'ONF	**Globalement conforme** Mais également des cas d'exploitation illégale	Surveillance directe Inventaires des espèces forestières commerciales Caractérisation des habitats
Terres indigènes	**OUI**, mais au bénéfice des populations	**Non conforme** Beaucoup de vol de bois	Pas de suivis spécifiques Dénonciations
PAG zone cœur	**OUI** Uniquement par et pour les habitants	**Conforme**	Pas de suivis spécifiques Surveillance directe
PAG zone d'adhésion	**OUI**	**Conforme**	Pas de suivis spécifiques

Dans les aires protégées strictes étudiées, toute forme d'exploitation forestière est interdite, ce qui est globalement respecté dans les deux cas. Aucun suivis spécifiques ne concernent donc cette activité, mis-à-part les activités de surveillance générale. En cas de dégradation très importante de la forêt due à l'exploitation, le système d'alerte DEGRAD le signalerait au Brésil.

Dans les espaces de gestion forestière durable, mis à part les suivis des peuplements forestiers, il n'existe pas, outre la surveillance directe des agents, de suivis spécifiques visant à contrôler l'exploitation illégale. S'il était utilisé en routine, le système de suivi des impacts de l'exploitation par satellite pourrait servir également à détecter les vols de bois. Néanmoins, les constats *a posteriori* ne permettraient pas d'appréhender les personnes en infraction.

Dans le Parc amazonien de Guyane, les ZDUC, et les Terres indigènes, la coupe d'arbres est possible, pour les populations concernées uniquement. Les populations des ZDUC superposées au domaine forestier permanent doivent demander auparavant l'autorisation de l'ONF pour le prélèvement. Dans la zone cœur du PAG, les ZDUC qui y sont incluses, et les Terres indigènes brésiliennes, aucune autorisation spécifique n'est nécessaire pour les populations, mais la commercialisation des bois est interdite. Elle est en revanche tout à fait possible dans la zone d'adhésion, sous réserve de la réalisation d'un aménagement forestier préalable par l'ONF (cas de l'aménagement forestier de Saül, encore non terminé).

Les vols de bois sont peu nombreux dans le PAG mais les orpailleurs illégaux coupent des arbres pour la construction des campements adjacents aux sites d'orpaillage. Dans les Terres indigènes proches d'Oiapoque, des vols de bois récurrents sont constatés le long de la route BR 156, ainsi que le long du fleuve Oyapock.

Aucuns suivis spécifiques à ces infractions ne sont mis en œuvre et les volumes concernés ne sont pas connus. La surveillance se fait de façon directe.

Mis à part les arbres, d'autres ressources forestières sont exploitées et commercialisées. Nous allons succinctement caractériser ces activités extractivistes, leurs impacts, et leur occurrence dans les espaces protégés.

3.2.2. Les données mobilisables pour caractériser les impacts des filières extractivistes

Les filières extractivistes, c'est-à-dire impliquant le prélèvement de produits forestiers non ligneux pour une insertion dans des filières de commercialisation sont présentées comme des modèles de développement durable, en cela qu'elles génèrent un bénéfice économique à partir de la forêt sur pied.

Elles sont plus développées au Brésil qu'en Guyane, où aucune filière légale de production, transformation et commercialisation de ces produits n'existe. En effet, les réglementations française et européennes constituent pour le moment des freins importants pour cela car ni les machines utilisées, ni les fruits eux-mêmes, ne sont compatibles avec les normes techniques et sanitaires françaises (Laval 2011). Laval (2011) met pourtant en évidence l'existence d'exploitation et de commercialisation des fruits du palmier pinot (Wassaï en créole, Açaï au Brésil) et d'autres

palmiers, impliquant, en Guyane, des acteurs tant français que brésiliens. Tolérée, elle ne fait pas l'objet d'une reconnaissance officielle des services de l'État.

Tableau 74 : Impacts des activités extractivistes

Activité	Impacts environnementaux
Extractivisme	
Exploitation de pinotières naturelles (palmier Wassaï, *açaï*)	Récolte des fruits du palmier pinot sur les berges des fleuves ou rivières, impacts réduits sur le peuplement. Risque limité d'abattage des pieds.
Plantation ou aménagement de pinotières	Modification de la composition floristique naturelle des berges de rivières, enrichissement en palmiers pinots pouvant aller jusqu'à des peuplements mono-spécifiques, risque d'appauvrissement des sols en cas de manque d'apports naturels réguliers de dépôts sédimentaires.
Récolte des noix du Brésil (*Castanha do Para*)	Activités peu impactantes pour les écosystèmes forestiers, risques de non durabilité de la ressource à long terme si méthodes de régénération des arbres non maitrisée.
Récolte de ressources spécifiques pour l'artisanat ou d'autres usages traditionnels	Peu impactant, à moins d'une pression trop importante sur une ressource particulière (arouman, lianes, écorces).

L'exploitation des fruits de palmiers est en Amapá une filière en pleine expansion. La production est basée sur une exploitation des pinotières naturelles, des plantations, ou une gestion intermédiaire basée sur une méthode élaborée par l'Embrapa, qui consiste à enrichir des pinotières naturelles en palmiers productifs. Cette méthode, développée sur les berges de l'Amazone a été transposée directement aux forêts de l'intégralité de l'Amapá, et implique la réalisation d'inventaires des essences forestières présentes. Selon les statistique de l'IBGE la production d'Açaï a ainsi décuplé en Amapá au cours des dix dernières années. Les cœurs de palmiers ne sont en revanche presque pas valorisés en Guyane ni en Amapá. L'exploitation, même intensive ne remet pas en cause la productivité des palmiers. Les fruits sont également des sources d'alimentation pour de nombreux animaux. En revanche, l'enrichissement et le nettoyage des parcelles naturelles entraine une baisse de densité des autres essences arborées, parfois très importante (comm. pers. ICM Bio). Cette production commerciale, encadrée par les services techniques agricoles de l'État d'Amapá et par l'Embrapa concerne également les Terres indigènes, comme nous le verrons au chapitre suivant.

Les Noix du Pará sont peu présentes dans la zone frontalière, mais sont, on l'a vu, à la base de l'activité extractiviste dans le sud de l'Amapá, et notamment dans la RESEX Cajari et la RDS Iratapuru. Nous n'avons pas fait d'entretien directement sur le terrain dans ces réserves et nous basons donc ici uniquement sur des sources bibliographiques. Une des questions principale posée vis-à-vis de ces modes d'exploitation de la forêt est la viabilité environnementale de la collecte sur le long terme. En effet, la surexploitation des fruits et des conditions non adéquates pour la régénération des arbres pourraient conduire à un appauvrissement des forêts en « arbres mère » et mettre en péril à la fois l'espèce elle-même, et plus généralement le mode de gestion

environnemental défendu. Les pressions exercées sur les réserves pour une conversion à l'élevage sont effectivement très fortes, et une trop faible rentabilité des parcelles peut conduire les populations à changer. Cet appauvrissement est effectivement constaté par certains auteurs (Peres et al., 2003) qui remettent en cause ces modes de gestion. Une étude menée récemment sur la RESEX Cajari ouvre des pistes intéressante quant à la compréhension des mécanismes de renouvellement de ces essences : la densité de la régénération serait particulièrement valorisée par une succession de plusieurs cycles d'abattis brulis (Viana & Sales, 2006), suffisamment proche d'un arbre mère. Les jachères particulièrement riches peuvent alors être mises en réserve et constituer à terme de nouveaux arbres exploitables. Cette hypothèse plaide en faveur du maintien systèmes traditionnels basés sur une complémentarité d'activités, tout à fait compatibles avec les règles en vigueur dans les réserves extractivistes. Ces derniers présentent par ailleurs pour le moment, nous l'avons vu, un couvert forestier particulièrement bien préservé.

Dans les espaces protégés guyanais destinés aux populations traditionnelles, l'exploitation de ces ressources existe bien sûr, mais ne s'intègre pas dans une logique commerciale, non autorisée. Peu de production de connaissances les concernent spécifiquement (un programme de suivi des ressources en Arouman, utilisé pour la vannerie ; un programme d'ethnobotanique chez les Téko).

Une exploitation commerciale serait possible dans la zone d'adhésion du parc, ou dans le domaine forestier permanent, moyennant la mise en place de règles de gestion et de suivis de la ressource, mais ce n'est pas le cas actuellement.

On a donc finalement, dans le cas des ressources forestières non ligneuses, caractérisées au brésil de ressources extractivistes, des usages beaucoup variés et développés en Amapá qu'en Guyane, et une connaissance des modes de gestion et des conditions de productivité beaucoup plus importante. Cela tient notamment au fait que les gestionnaires français des forêts ne connaissent pas ces produits, et ne sont pas formés pour les prendre en considérations. Ils sont donc utilisés, mais ces usages restent de l'ordre des « pratiques locales », et de filières de commercialisation peu structurées, non reconnues officiellement.

Nous allons maintenant tenter de caractériser la qualité des cours d'eau dans les aires protégées, au regard des activités susceptibles de les affecter.

3.3. Les données sur la qualité écologique des cours d'eau.

Les écosystèmes aquatiques sont particulièrement importants en forêt : en effet, au delà de leur importance propre pour l'ensemble des espèces qui y vivent, ils sont intimement reliés au reste de l'écosystème forestier via de multiples interactions, et sont partie intégrante de son fonctionnement. Sur le Plateau des Guyanes, la richesse faunistique des cours d'eau est extrêmement importante. On trouve en moyenne entre 100 et 250 espèces de poissons par cours d'eau, avec de nombreux cas

d'endémisme, contre moins de 50 espèces dans les cours d'eau français, pourtant 2 à 10 fois plus longs que ceux de Guyane et d'Amapá (Amazone excepté) (Fonty, 2009). Les études en écologie réalisées en Amazonie ont mis en évidence certains traits fréquents comme des phénomènes de migrations, et des phénomènes de reproduction en saison des pluies, mais ces études restent disparates. Des modes de fonctionnement des écosystèmes spécifiques, distincts de ceux des milieux tempérés, commencent à être caractérisés .

Encadré 15
Quelques caractéristiques écologiques des fleuves de Guyane, tiré de Fonty (2009)

« La zonation longitudinale des rivières de zone tempérée ne s'observe pas distinctement en Guyane. En effet, selon une étude réalisée au niveau du Sinnamary (Tito de Morais L, Lauzanne L, 1994), les variables habituellement corrélées au gradient amont aval (vitesse du courant, oxygène, thermie, etc.) présentent ici peu de variations (RICHARD, 1992). La complexité de l'habitat, tenue pour diminuer vers l'aval (GORMAN and KARR, 1978), reste partout élevée dans le Sinnamary. De plus les apports nutritionnels des poissons restent à dominante allochtone, ce qui est également observé dans la plupart des fleuves de forêt tropicale (LEWIS et al., 1995), alors que ce sont les transitions d'un système hétérotrophe vers un système autotrophe qui influence la composition des espèces de poissons dans les régions tempérées.

En réalité, la zonation observée dans les pays tempérés est en fait remplacée ici par une alternance des zones de sauts et de biefs. Les hypothèses proposées pour expliquer les différences de compositions spécifiques des espèces de poissons s'appuient davantage sur le rôle de certains paramètres comme la distance à la mer, la présence ou l'absence de forêt, la structure de l'habitat, le courant et la nature du substrat à l'échelle locale (Welcomme and Merona, 1988).

La composition de la végétation pourrait jouer un rôle important. En effet, l'étude de Tito de Morais et al, 1995 aboutit à certaines conclusions intéressantes concernant les relations entre milieux forestiers et aquatiques.

En effet, au travers d'une étude couplant relevés botaniques, photo-interprétation et pêche à l'aide de filets de maille différentes, il met en évidence la relation entre la richesse spécifique des différentes espèces de poissons et les différents milieux forestiers associés.

Ainsi il montre notamment qu'il existe une richesse spécifique élevée associée aux forêts marécageuses. L'auteur recense dans ces zones de nombreux stades juvéniles d'espèces (Acestrorinchus microlepis, Cyphocharax sp. , Hoplias aimara, Poptella orbicularis, etc.). Ces biotopes constitueraient selon lui une zone de refuge pour les juvéniles et les espèces de petites taille. Par conséquent, le succès reproducteur de certaines espèces serait particulièrement dépendant du bon maintien de ces milieux.

D'autre part, il montre que la richesse spécifique des poissons se trouve plus élevée au niveau des rives concaves où se situent des forêts non inondées (ou forêts de terre ferme). Cette richesse spécifique importante, composée de granivores tels que Myleus ternetzi mais aussi de carnivores tels qu'Hoplias aimara et Acestrorinchus microlepis, ou de petits omnivores tels que Cyphocharax silures s'explique selon lui par la multitude de ressources allochtones présentes (arbres fruitiers variés, insectes terrestres dont les fourmis largement représentés dans les estomacs des individus pêchés)» (p. 67)

« Enfin, les espèces de poissons peuvent à leur tour jouer un rôle dans le fonctionnement de l'écosystème forestier. Il semblerait en effet que certaines espèces de poissons influent sur la dissémination des espèces végétales (Levasseur, 1999). En effet, écosystèmes aquatiques et terrestres semblent notamment reliés à travers l'alimentation des espèces. » (p. 71)

En Guyane, peu d'acteurs sont qualifiés pour l'étude des milieux aquatiques. Le laboratoire privé de référence est Hydréco, situé aux abords du barrage de Petit Saut. Installé à l'occasion de la création du barrage, il a développé des compétences importantes sur fonctionnement des écosystèmes aquatiques guyanais. Un référentiel précis des rivières guyanaises a été récemment

développé par la DEAL à l'aide de la télédétection. Cela permet d'avoir une base nettement plus précise de la localisation des petits cours d'eau, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Deux thématiques principales sont actuellement source de production de données. D'une part la mise en place des relevés liés à la Directive cadre sur l'eau, coordonnés par l'Office de l'eau et la DEAL et visant à établir la qualité des masses d'eau guyanaises. Un réseau de suivi de la qualité des masses d'eau de surface, littorale et souterraines a été mis en place. Les méthodologies ont néanmoins du être adaptées car les protocoles de mesure métropolitains ne sont pas applicables en Guyane, notamment en raison de la trop faible conductivité de l'eau. Aujourd'hui, la DEAL estime que 63 % des cours d'eau est en bon état, et 37 % en état médiocre. Les eaux souterraines sont en revanche à 90 % en bon état. Le principal facteur de pollution des cours d'eau est, sans surprise, l'orpaillage (DEAL, 2009, p. 55).

Dans cette logique, un programme est en cours sur le parc amazonien, visant à mettre en place des méthodes de suivi de la qualité des petits cours d'eau jusqu'alors très peu étudiés.

Pour quantifier et suivre spécifiquement les impacts de l'orpaillage, les agents du Parc Amazonien font régulièrement des mesures de la turbidité de l'eau sur des stations identifiées. La turbidité anormale des cours d'eau, détectée par imagerie satellitaire, sert également d'alerte pour le repérage des chantiers d'orpaillage. D'autre part, la contamination des cours d'eau par le mercure (apporté par les orpailleurs, mais également simplement libéré du sol où il était stocké) est à l'origine d'études nombreuses réalisées par des laboratoires métropolitains : l'objectif est d'observer le stockage du mercure le long de la chaîne alimentaire. Les relevés sont ainsi réalisés à la fois dans les sédiments, dans les chairs des poissons, et dans les cheveux des populations amérindiennes (Guedron, 2008; Briand, Demoncheaux, & Mazenot, 2007; Laperche et al., 2007; Roulet & Maury-Brachet, 2001).

En Guyane, la réglementation française concernant la pêche s'applique théoriquement, mais n'est que très peu mise en œuvre compte tenu de lacunes législatives importantes (Balland et Roux 2005). La pêche fluviale est peu suivie, à l'exception d'études déjà anciennes. Il n'existe pas à ce jour de suivi des pratiques de pêche à l'échelle de la Guyane et de leurs impacts potentiels sur les écosystèmes aquatiques, à l'exception d'études déjà anciennes (Ouhoud Renoux, 1998; Programme nivrée dans les années 2000, Suivis des pratiques dans le cadre de la mission pour la création du Parc amazonien 2002). Plusieurs travaux sur les pratiques de pêche dans les différentes communautés du bas Oyapock sont actuellement en cours (Travail de thèse en cours de P. Laval, Master de B. Crespi, etc.). Nous ne traiterons pas ici de la problématique de la pêche en mer, bien qu'elle soit extrêmement préoccupante vis-à-vis de la ressource, et que très peu de suivis soient concrètement effectués.

En Amapá, la pêche fluviale est possible, moyennant le respect des réglementations concernant les espèces autorisées, les quantités prises, les périodes de pêche et les lieux et modes d'exercice de l'activité. Les infractions sont passibles d'un an à trois ans de prison et d'une amende (articles 34 et 35 de la loi L 9605). Néanmoins, en dehors des estuaires et de quelques études ponctuelles sur des communautés, aucun suivi n'est réalisé concernant la pêche en rivière. De façon plus générale, en Amapá, la plupart des recherches sur les milieux aquatiques est tournée vers le milieu marin ou estuarien. Un réseau de mesure de la qualité de l'eau des rivières avait été mis en place dans les années 2000, mais les mesures ont cessé avec la fin du PPG7, faute de financements (Entretien IEPA, 2011). Des mesures de qualité de l'eau ont été réalisées dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion de la FLOTA, notamment à proximité du site d'orpaillage de Laurenço, mais les résultats n'ont pas encore été communiqués. Finalement, si ce n'est au travers des retours directs des habitants, il est, à notre connaissance, très difficile d'avoir des résultats précis concernant la qualité des masses d'eau d'Amapá. Récemment, en Guyane (PAG) comme en Amapá (Terres indigènes), des programmes de suivi des pratiques traditionnelles de pêche ont été lancés, dans l'optique d'évaluer l'état de la ressource. Le Tableau 75 synthétise les données produites dans les différents espaces protégés que l'on étudie.

Tableau 75 : Suivis des écosystèmes aquatiques dans les espaces protégés étudiés

Espace protégé	Pêche autorisée ?	Pollution des rivières	Suivis mobilisés par les gestionnaires d'espaces protégés
Parc national Montanhas do Tumucumaque	**NON**	**Globalement conforme**	Pas de suivis Surveillance directe
Réserve Naturelle des Nouragues	**NON**	**Globalement conforme**	Suivis de la turbidité (orpaillage) Surveillance directe
FLOTA	**OUI,** selon la réglementation	**?**	Pas de suivis
Domaine forestier permanent	**OUI**	**Conforme**	Suivis de la turbidité (orpaillage)
Terres indigènes	**OUI,** uniquement pour les populations amérindiennes	**Non conforme** Entrée de pêcheurs «non-Amérindiens » sur les Terres indigènes	Programme et thèse en cours pour caractériser les pratiques de pêche
PAG zone cœur	**OUI,** Uniquement pour les habitants	**Non conforme** Présence d'orpailleurs illégaux	Suivis de la turbidité (orpaillage) Programme de caractérisation de la pêche sur le Maroni Suivi des petites masses d'eau Pas de suivi régulier des populations
PAG zone d'adhésion	**OUI**	**Conforme**	

On constate que très peu de suivis spécifique aux écosystèmes aquatiques sont mis en œuvre. En Guyane, on retrouve les suivis de la turbidité pour la détection des impacts de l'orpaillage, dont les résultats ne sont pas diffusés (à l'exception de l'intérieur du parc amazonien).

C'est finalement dans les espaces destinés aux populations amérindiennes que le plus de données sont produites, dans l'optique de caractériser des pratiques de pêche.

Nous allons maintenant synthétiser les résultats obtenus pour ces différentes activités.

3.4. Conclusion : des données fragmentaires sur la fonctionnalité des écosystèmes

Le suivi de impacts des activités humaines illégales qui n'impliquent pas de destruction du couvert forestier sont très difficiles à mettre en œuvre en Guyane et en Amapá. La complexité des écosystèmes forestiers tropicaux, la grande diversité des espèces et les interactions multiples existant entre elles ne facilitent pas la compréhension des impacts des activités humaines sur les écosystèmes. Néanmoins, le manque de données fiables sur l'écologie des principales espèces chassées par exemple, est également principalement dû au manque de ressources humaines présentes pour prendre en charge ces questions sur les territoires concernés. En Guyane, les personnes compétentes pour réaliser des suivis directs de la faune (indices kilométriques d'abondance) sont très peu nombreuses. Il en va de même pour les suivis écologiques des cours d'eau, ou les conditions de régénération des essences forestières (même commerciales). Sous la pression européenne, des suivis de la qualité écologique des eaux se mettent en place à l'échelle du territoire. Ces derniers n'ont plus lieu en Amapá, faute d'une continuité des financements.

Par ailleurs, les outils à disposition des gestionnaires pour les contrôles sont très limités, notamment en Guyane. Par exemple, la chasse en Guyane bénéficie de l'une des réglementations les moins strictes d'Amérique Latine, qui évolue très lentement (pas de quotas, pas de périodes de chasse, pas de recensement des chasseurs..) ne permettant que difficilement d'assurer des contrôles. L'activité de chasse elle-même ne permet ainsi aucunement de renseigner sur l'état des populations animales, puisqu'il n'existe aucuns suivis des tableaux de chasse (saufs sites de suivis récemment mis en place par la DEAL et l'ONCFS avec le concours de chasseurs volontaires). Au Brésil, la chasse est strictement interdite, sauf en cas de nécessité. A défaut de connaissances suffisantes de gestion de la faune, une règle de protection maximale est donc mise en place. Si les contrôles sont pour l'heure peu effectifs, cela limite pour le moins le développement officiel de filières commerciales, et confère des outils aux personnes compétentes

Dans les deux pays, certaines activités, pourtant impactantes, bénéficient de conditions légales d'exercice préjudiciables à l'environnement, en dépit des connaissances des impacts environnementaux. Ainsi, on citera l'utilisation du mercure pour l'orpaillage, autorisée au Brésil, et seulement interdite en Guyane depuis 2006. Ou encore, la possibilité de détruire les lits mineurs des cours d'eau, via une simple « prise en compte » de la loi sur l'eau pour les petits titres miniers en Guyane (AEX – 1 km^2), sans réalisation d'enquête publique et « *surtout sans que les normes de rejets et prélèvements établies par la législation propre au milieu aquatique ne soient respectées* » (Goguillon & Roger-Deneuville, 2008, p. 17). En revanche, le développement de filières

commerciales basées sur l'exploitation des ressources implique une amélioration des connaissances concernant ces dernières : inventaires précis des peuplements forestiers en Guyane, analyse des modes de production extractivistes en Amapá.

Dans le cadre spécifique des espaces protégés que nous étudions, on retrouve, pour les activités n'impliquant pas de déforestation, des productions de données relevant de trois pôles : comprendre les écosystèmes pour mieux les gérer (scientifiques et gestionnaires), surveiller et contrôler les activités illégales (gestionnaires et autorités compétentes), gérer les ressources exploitées légalement (administrations concernées, acteurs privés, populations locales).

Tableau 76 : Logique de production de données dans les aires protégées de Guyane et d'Amapá

Espace protégé	**Comprendre les écosystèmes**	**Produire / Gérer la ressource**	**Surveiller les infractions**
Parc national Montanhas do Tumucumaque	Soutien aux chercheurs Pas de recherche en interne	Inventaires floristiques et faunistiques ponctuels pour établir le plan de gestion.	Surveillance directe difficile mais pressions limitées
Réserve Naturelle des Nouragues	Recherches en écologie dans la station – rayonnement international.	Inventaires naturalistes propres à la réserve : protocoles de suivi des populations animales.	Surveillance directe difficile mais pressions limitées (hors orpaillage)
FLOTA	/	Inventaires floristiques et faunistiques ponctuels pour établir le plan de gestion Inventaires forestiers statistiques : estimation de la structure, composition et biomasse des peuplements	Pour le moment, pas de surveillance
Domaine forestier permanent	Caractérisation des habitats forestiers (ONF/ONCFS) Recherches sur l'écologie des essences commerciales (ONF / Engref)	Inventaires forestiers exhaustifs des essences commerciales. Études des impacts de l'exploitation forestière sur les sols, l'eau et les peuplements forestiers commerciaux.	Surveillance directe active de l'ONF, concernant uniquement le foncier et le bois, et opportuniste pour la chasse en cas de flagrant délit (espèce protégée). Action limitée de l'ONCFS.
Terres indigènes	Etudes ponctuelles sur certaines espèces.	Inventaires pour la mise en place de production commerciale d'açaï. Caractérisation actuelle des pratiques de pêche.	Surveillance directe par les populations (dénonciation) et par les forces de l'ordre (verbalisation)
PAG zone cœur	Caractérisation écologique des petits cours d'eau. Caractérisation des habitats forestiers. Ecologie des pécaris à lèvre blanche (espèce très chassée). Inventaires pluridisciplinaires sur des sites précis.	Caractérisation en cours des pratiques de chasse et de pêche des populations. Caractérisation de la ressource en arouman.	Surveillance directe des infractions difficile (Agents du parc). Prélèvements et suivis de la turbidité des cours d'eau.
PAG zone d'adhésion			

Finalement, les espaces protégés de Guyane servent beaucoup plus de supports à la recherche en écologie que ceux d'Amapá. En effet, la Guyane représente le seul terrain amazonien

de France et l'ensemble des organismes de recherche publics y sont présents. En revanche, les centres de recherche brésilien ne sont pas basés en Amapá (mais à Belém, Manaus, Brasilia, Sao Paulo…), et le coût induit par l'éloignement de ce territoire, et *a fortiori* de ses espaces protégés n'incite pas à venir y développer des recherches. En dépit de cette différence, on constate, en Guyane comme en Amapá un important manque de moyens humains pour la prise en charge des recherches sur la faune et les milieux aquatiques. Les compétences sont le plus souvent associées à quelques personnes non nécessairement remplaçables à leur départ (en Guyane : C. Richard Hansen et B. de Thoisy pour les mammifères, B. de Mérona pour les écosystèmes d'eau douce, …). Cela explique également que les enjeux environnementaux associés à ces aspects soient moins pris en charge dans les espaces protégés.

Ce sont les dynamiques de gestion des écosystèmes pour la production de ressources commerciales qui sont à l'origine de la plus grande quantité de données produites. Ces données permettent de faire évoluer les modes de production, de suivre temporellement et spatialement la ressource à disposition. Pour des raisons financières, ces dernières sont néanmoins souvent plus tournées sur la maximisation de la production que sur la qualité écologique des pratiques. Il serait donc important qu'elles soient couplées à des suivis plus exhaustifs des écosystèmes, mas les moyens humains et financiers ne sont que peu disponibles pour cela. Dans le cas des espaces destinés aux populations traditionnelles, les suivis participatifs des pratiques des habitants permettent de quantifier en partie l'évolution des populations animales. Nous verrons dans le chapitre suivant que si mettre en place ce type de suivi est cohérent dans le cas des Terres indigènes brésiliennes (où la réglementation environnementale brésilienne ne s'applique pas aux populations), cela pose question dans le Parc Amazonien de Guyane, puisque les pratiques traditionnelles de chasse entrent parfois en contradiction avec la législation française concernant les espèces protégées.

Enfin, dans tous les cas, la mise en place d'un contrôle efficace est très difficile face aux activités qui n'induisent pas d'impact direct sur le couvert forestier. Il est très majoritairement basé sur une surveillance directe, qui a des limites au vu de la taille des espaces protégés et des faibles effectifs des équipes gestionnaires. Dans le cas des Terres indigènes brésiliennes, les habitants eux-mêmes contribuent à surveiller leur territoire, ce qui constitue un atout fort pour un espace de cette dimension, situé à proximité des zones de développement économique de la région.

CONCLUSION DU CHAPITRE 9

Dans ces territoires amazoniens, l'imagerie satellitaire est un outil très performant pour suivre les impacts touchant au couvert forestier (et d'ailleurs également à la turbidité des cours d'eau). Cela permet de constituer des systèmes d'alertes et de suivi de la déforestation. Ils sont mobilisés différemment en Guyane et en Amapá, en fonction des impacts considérés comme prioritaires : la conversion agricole au Brésil, et l'orpaillage illégal en Guyane. Dans les aires protégées d'Amapá, au vu des faibles taux de déforestation, la précision des suivis ne permet que de vérifier qu'il n'y a pas de conversion massive en cours, et de confirmer périodiquement le bon état de préservation du couvert forestier. En Guyane, les suivis de l'orpaillage permettent de connaître précisément l'évolution de la situation, mais cela ne suffit pas à enrayer le phénomène. Les logiques de diffusion de l'information sont très différentes dans les deux cas : au Brésil, les données sont communiquées et mises en ligne à disposition du public ; en Guyane, on constate au contraire, une forte résistance à la communication sur l'état de la situation, liée à la fonction plus sécuritaire qu'environnementale des suivis.

Les données concernant la santé des écosystèmes sont plus fragmentaires. Elles sont relativement abondantes pour soutenir les filières commerciales dépendant des ressources naturelles. En revanche, les données concernant la faune, l'impact de la chasse sur les populations animales, ou l'écologie des cours d'eau sont peu précises, difficilement actionnables pour la mise en œuvre de règles de gestion, et produites par un tout petit nombre d'acteurs sur les territoires de Guyane et d'Amapá. Pire encore, les quelques données existantes sont souvent, au final, ignorées, au profit des pratiques impactantes : la destruction des lits mineurs des cours d'eau par l'orpaillage, y compris légal, ne fait pas l'objet de mesures sérieuses de limitation de ces pratiques, et bénéficie même de dérogations.

En Guyane, la faible tentative d'instauration d'un début de réglementation de la chasse avec la mise en place de quotas pour les principales espèces chassées a pour le moment échoué face aux résistances des chasseurs locaux. Au Brésil, l'interdiction stricte de chasser (sauf pour la subsistance), présente le mérite d'assumer le manque total de connaissances concernant l'écologie des espèces et l'impact potentiel des activités humaines sur ces dernières. En revanche, cela incite peu à la production de telles connaissances. Dans les deux cas, les moyens humains et le système de surveillance ne sont pas adéquats à un contrôle effectif des règles en place, aussi limitées soit-elles.

Dans le cas spécifique des espaces protégés, le type de données produites dépend à la fois des objectifs de gestion de l'espace, et de l'importance conférée aux suivis écologiques. Une quantité de données plus importante est produite dans les aires protégées de Guyane que dans celles d'Amapá. Cela est notamment lié au fait que la Guyane est la seule portion d' « Amazonie française » et bénéficie donc de la présence de tous les organismes de recherche et de gestion nationaux, tandis que l'Amapá n'est qu'une petite partie de l'Amazonie brésilienne. Les grands centres de recherche brésiliens sont plutôt situés à Manaus, Belém, ou dans le Sud du Brésil. Certains espaces emblématique, comme la RESEX Cajari font néanmoins l'objet de nombreuses recherches.

Dans les aires strictement protégées l'enjeu premier est de limiter au maximum les pressions pour préserver intégralement les écosystèmes. Le peu de personnel disponible au regard de l'immensité des territoires limite la possibilité de suivis « directs » efficaces, et les images satellites constituent ainsi une aide précieuse aux gestionnaires pour s'assurer du maintien effectif du couvert forestier, ou au contraire pour alerter d'un problème, comme la forte pression d'activité aurifère dans les Nouragues. La réserve française présente une forte spécificité : elle héberge une station de recherche scientifique du CNRS, dont l'objectif est la production de connaissances sur les écosystèmes forestiers tropicaux non perturbés par l'homme. Cela peut en faire à terme une zone de référence à long terme pour le suivi des impacts liés aux activités humaines, ou aux changements climatiques.

Dans les espaces destinés aux populations traditionnelles l'enjeu est de maintenir les ressources nécessaires aux pratiques et à la vie des populations concernées. Plus que surveiller le

territoire, les analyses des images satellites permettent de légitimer ces dispositifs au regard de leur efficacité environnementale. C'est d'autant plus important dans le cas du Parc amazonien, où la préservation de la biodiversité est un objectif sur lequel il est nécessaire de rendre des comptes, notamment vis-à-vis du ministère de l'environnement. Des suivis spécifiques des pratiques agricoles locales permettent de répondre à cet objectif, en même temps qu'ils fournissent des informations sur les dynamiques territoriales. Dans les terres indigènes, aucunes données de suivi continu des écosystèmes ne sont produites : les principales mesures de surveillance s'appuient directement sur les populations amérindiennes qui y vivent. En revanche, l'apparition de nouveaux partenaires et de nouvelles pratiques commerciales, augmentent le volume de données produites (inventaires), sans pour autant que ces dernières garantissent la durabilité des pratiques. Le cas de la RESEX Cajari donne pourtant un exemple de compatibilité entre exploitation commerciale et préservation : les images satellites montrent bien que ces espaces contribuent à limiter la pression de conversion agricole. Des résultats récents issus d'études sur l'écologie des *castanheiros (*Arbre produisant la Noix du Pará) mettent en avant l'importance de la complémentarité des pratiques locales, associant abattis sur brulis et collecte des noix du Pará pour maintenir le potentiel productif des arbres et donc la légitimité de la réserve, pour lutter contre les pressions représentées par l'élevage extensif.

Les gestionnaires des espaces d'exploitation forestière durable sont de gros producteurs de données concernant les peuplements ligneux commerciaux. En Guyane, l'ONF produit toutes les données, tandis qu'en Amapá, la caractérisation fine des peuplements sera réalisée *a posteriori* par les entreprises concessionnaires. Les suivis mis en place ne concernent en revanche pas les impacts sur la faune ou sur les milieux aquatiques. Néanmoins, dans le cas de la Guyane, l'analyse des habitats forestiers, basée sur une méthodologie innovante mobilisant principalement les caractères géomorphologiques du territoire, sert de référence pour mettre sous protection stricte de vastes espaces de forêts.

Au final, les données produites, même fragmentaires, sont primordiales dès lors qu'elles sont accessibles à des acteurs porteurs d'enjeux environnementaux. Si d'autres enjeux associés, tels que la lutte armée pour assurer l'intégrité du territoire national, ou la production commerciale de certains produits priment sur la recherche de la durabilité écologique de la gestion, les données produites deviennent alors une façade mais peuvent ne plus répondre directement aux enjeux de préservation des écosystèmes. Le manque d'acteurs en mesure de porter sérieusement les enjeux de préservation de la « faune » ou de l'« eau », y compris dans les espaces protégés font que ces thématiques sont peu étudiées et valorisées pour la préservation.

CHAPITRE 10

ANALYSE DE L'EFFICACITE ENVIRONNEMENTALE DES STRATEGIES MISES EN ŒUVRE PAR LES GESTIONNAIRES D'ESPACES PROTEGES

Nous avons vu dans les Chapitres 5 à 8 que les dispositifs « aires protégées » mis en place en Guyane et en Amapá répondaient à des doctrines gestionnaires variées, qui spécifient le type de résultats environnementaux que l'on est susceptible d'en attendre.

Tableau 77 : Récapitulatif des aires protégées et des doctrines de gestion associées

Modèle	Hypothèses sous-jacentes / Doctrine
Aires « strictement » protégées	→ La plupart des activités humaines sont contraires au maintien du bon état des écosystèmes.
Aires protégées de gestion traditionnelle	→ Les activités des populations locales ou traditionnelles sont peu impactantes pour les écosystèmes et ont même contribué historiquement à leur maintien.
Espaces publics de gestion forestière durable	→ Une exploitation forestière planifiée et mettant en œuvre de bonne pratiques d'exploitation est peu impactante pour l'environnement ; attribuer une vocation « de production forestière » à des terres publiques permet d'assurer le maintien de l'écosystème forestier sur le long terme.

En Guyane, une quatrième doctrine émerge (Zone d'adhésion du PAG et PNRG) qui défend le fait qu'une bonne gestion environnementale peut être prise en charge au travers de la définition négociée d'objectifs de développement durable partagés par les acteurs du territoire. Les objectifs environnementaux fixés par le PNRG étant très peu précis, et la zone d'adhésion du PAG n'étant pas encore définitivement fixée, nous n'avons pas étudié cette doctrine de gestion en détail.

Les coalitions d'acteurs qui ont porté les doctrines et le contexte socio-historique propre à chacun des deux pays étudiés ont conféré aux dispositifs construits en Guyane et en Amapá des ressources stratégiques (législatives, organisationnelles, politiques, scientifiques…) différentes pour la prise en charge des écosystèmes. Ainsi, nous avons notamment vu au Chapitre 6 que la gestion par les populations traditionnelles s'était accompagnée d'une mobilisation multiscalaire des populations beaucoup plus importante en Amapá qu'en Guyane, permettant une meilleure appropriation des dispositifs créés. Pour la gestion forestière publique (Chapitre 7), nous avons montré que les seuils techniques de gestion retenus en Guyane sont nettement moins intensifs qu'en Amapá, et que le l'État y tient une place beaucoup plus centrale dans les processus de planification de l'exploitation. En revanche, les types d'activités commerciales développées sont moins diversifiées.

Au Chapitre 9, l'analyse des données produites sur les écosystèmes de Guyane et d'Amapá nous a permis de montrer que les principales pressions anthropiques étaient inégalement réparties entre les espaces protégés. Nous avons vu également que certains types de pressions, telles que la chasse, ou les impacts en lien aux écosystèmes aquatiques étaient aujourd'hui encore très difficilement quantifiables. Il nous est néanmoins possible de mobiliser des données, au moins

partielles, pour caractériser le niveau de pression anthropique exercé sur les espaces protégés, notamment pour les suivi de la déforestation.

Sur cette base, nous cherchons maintenant à comprendre comment les espaces protégés étudiés permettent, ou non, de protéger les écosystèmes forestiers, et selon quelles modalités d'action. Nous nous proposons pour cela d'analyser les choix stratégiques réalisés par les équipes gestionnaires des espaces protégés (ou selon les cas, les populations traditionnelles), et leur marges de manœuvre pour la gestion des écosystèmes. De façon plus large, nous analyserons quels sont les acteurs mobilisés pour agir en faveur de l'environnement dans les espaces protégés considérés, et en quoi leurs actions permettent d'envisager, actuellement, et dans les années à venir, un maintien des qualités environnementale des écosystèmes forestiers.

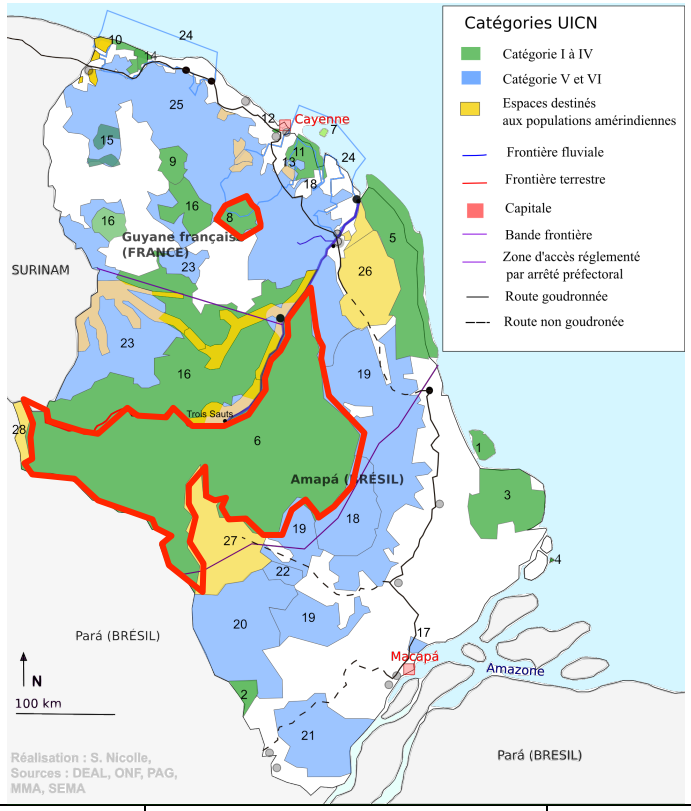
Nous analyserons pour cela successivement les aires protégées relevant respectivement des grandes logiques gestionnaires identifiées, pour voir si des lignes stratégiques communes aux dispositifs français et brésiliens se détachent, qui seraient propres à chaque doctrine. Dans un second temps, nous chercherons à comprendre dans quelle mesure les spécificités historiques et organisationnelles propres à chaque pays influent sur les stratégies mises en œuvre. Pour chaque cas, nous tenterons de discuter l'efficacité environnementale des stratégies mises en œuvre, tout en mettant bien en évidence le fait que l'efficacité d'une action stratégique d'environnement ne peut s'étudier indépendamment du niveau de pression anthropique effectivement exercé sur les écosystèmes.

Tous les cas d'étude n'ont pas fait l'objet d'un travail de terrain aussi détaillé, mais les données disponibles permettent néanmoins de tirer des conclusions comparatives.

1. Stratégies des équipes gestionnaires des aires protégées « strictes »

Les cas d'étude choisis ici sont des espaces strictement protégés en forêt dense : en Amapá, le parc national Montanhas do Tumucumaque, et en Guyane la Réserve nationale des Nouragues.

Tableau 78 : Principales caractéristiques des dispositifs étudiés

Nom	Réserve Naturelle Nationale des Nouragues - RNN	Parc national Montanhas do Tumucumaque - PNMT
		
Année de création	1996	2003
Taille	100 000 ha (2ème plus grande réserve naturelle nationale française)	3 846 429 ha (plus grand parc national brésilien)
Organisme de gestion	Direction régionale de l'environnement (Etat déconcentré - Ministère de l'environnement)	ICM Bio (Ministère de l'environnement)
Equipe de gestion	3 personnes. Gestion quotidienne déléguée à l'ONF (organisme public) et à l'AGEP (association)	7 personnes employées par l'ICM Bio
Plan de gestion	Oui	Oui
Accessibilité	Uniquement par voie fluviale	Uniquement par voie fluviale

Les plans de gestion réalisés par les équipes gestionnaires nous renseignent sur les objectifs officiellement attribués à ces espaces protégés spécifiques, sur les principales pressions environnementales perçues par les gestionnaires et sur les priorités d'action identifiées.

Dans le cas du parc Montanhas do Tumucumaque, les principaux objectifs sont de «*protéger un échantillon représentatif de la forêt amazonienne du Plateau des Guyanes, en contribuant au maintien des sols, des cours d'eau, des populations floristiques et faunistiques, en aidant au maintien de conditions climatiques stables dans la région, et en contribuant également à la qualité de vie des populations vivant à proximité* ». Les priorités de gestion à cinq ans sont de *« Régulariser le foncier, de permettre le tourisme dans le parc, d'éliminer les activités d'orpaillage de l'intérieur du parc national et de promouvoir la reconnaissance de l'importance du parc par la population vivant aux abords*[103] *».* Les principales pressions mentionnées sont les activités minières illégales, l'occupation illégale, la chasse et la pêche, l'exploitation de produits forestiers non ligneux, l'exploitation de bois et le tourisme non encadré (PNMT, 2009, p. 76).

Les objectifs portés par la réserve des Nouragues sont de (i) maintenir l'intégrité des écosystèmes de la réserve, (ii) faire de la réserve un site de référence international en matière de connaissance et de suivi de la biodiversité , (iii) connaître et faire connaître le patrimoine archéologique , (iv) permettre une ouverture de la Réserve à travers un accueil encadré, et (v) faire connaître la Réserve comme élément phare du patrimoine guyanais, français et européen. La réserve des Nouragues héberge historiquement une station de recherche du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), et présente de ce fait une vocation spécifiquement tournée vers la production de connaissances scientifiques sur les écosystèmes tropicaux. *« Les principales atteintes au patrimoine naturel de la réserve sont dues à l'orpaillage clandestin et dans une moindre mesure à l'intrusion de chasseurs, pêcheurs et touristes* »[104]. Si les données concernant le nombre exact de chantiers d'orpaillage impactant la réserve ne sont pas diffusées, il est bien précisé sur le site Internet que « *de nombreux chantiers d'orpaillage clandestin sont à déplorer au nord-est de la Réserve».*

Les pressions anthropiques sont donc globalement les mêmes (orpaillage, chasse, pêche, tourisme…), à l'exception de l'occupation pérenne illégale, uniquement constatée dans le PNMT. Dans les deux cas, l'objectif principal est la préservation des écosystèmes (donc le contrôle des activités destructrices) et la recherche d'une légitimité externe. Le PNMT est plus axé sur la valorisation touristique, tandis que la RNN des Nouragues a une orientation vers la recherche plus marquée.

Nous allons montrer que les stratégies mises en œuvre par les équipes gestionnaires s'articulent principalement autour de trois axes, plus ou moins accentués dans les deux cas : le contrôle des infractions, et tout particulièrement l'orpaillage ; la recherche de légitimité auprès des acteurs locaux ; la production de connaissances scientifiques.

---

[103] *Implementar a regularização fundiária, o uso público, eliminar as atividades de garimpo no interior do Parna e promover o reconhecimento da importância do Tumucumaque pela população do entorno.*

[104] http://www.nouragues.fr/les-missions-de-la-reserve/surveillance/, consulté en Novembre 2013

1.1. Des partenariats avec les forces de l'ordre pour le contrôle des principales infractions

L'orpaillage est l'activité la plus impactante pour les écosystèmes rencontrée dans ces espaces protégés. La carte présentée en Figure 85, commanditée par le WWF à l'ONF Guyane, est construite sur la base de données produites entre 2006 et 2010. Elle met bien en évidence l'importance des impacts liés aux activités d'orpaillage dans les aires protégées étudiées.

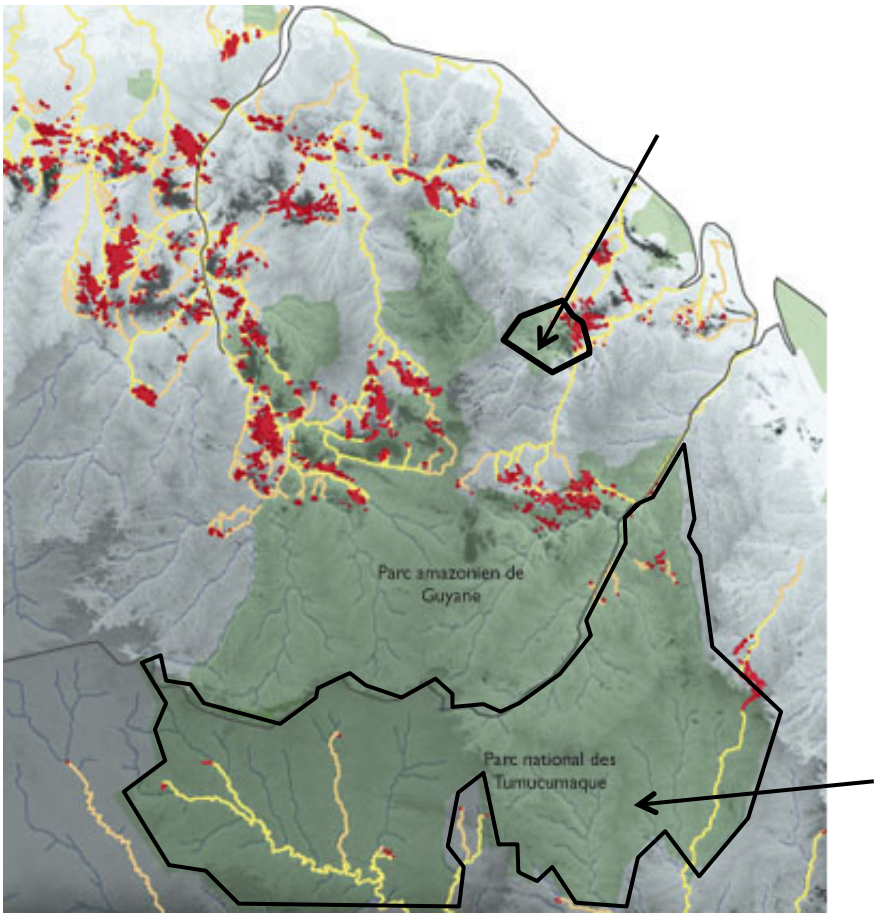


Figure 85 : Carte figurant les impacts de l'orpaillage sur le Plateau des Guyanes.
En rouge les surfaces déforestées pour l'orpaillage ; en jaune, les linéaires de cours d'eau potentiellement impactés. Source : WWF 2012

En Guyane, nous l'avons vu, le suivi des impacts liés à l'orpaillage est réalisé par l'ONF de façon permanente grâce à l'analyse d'images satellites, couplée à des survols en hélicoptères. Les données produites alimentent les opérations de gendarmerie menées dans le cadre du programme « Harpie » de lutte contre l'orpaillage illégal. La lutte contre l'activité d'orpaillage relève ainsi de façon plus générale (i) d'une logique de sécurité nationale, l'orpaillage illégal étant principalement le fait de ressortissants étrangers en situation illégale sur le territoire français, et (ii) d'une logique de préservation des ressources économiques de la France. Les gestionnaires de la réserve peuvent donc s'appuyer sur les forces de l'ordre pour les activités de contrôle et de coercition. Leur rôle dans ce contrôle reste volontairement marginal. En effet, suite à la mort de deux agents de la réserve en 2006, victimes de *garimpeiros*, une limitation maximale des contacts entre gestionnaires

de l'environnement et orpailleurs illégaux a été recherchée dans tous les espaces protégés de Guyane. Les gestionnaires sont de toutes façon trop peu nombreux et non formés pour affronter ce genre d'infractions.

Leur marge de manœuvre face aux menaces de destruction de leur aire protégée est la réalisation d'actions de lobbying pour prioriser l'action des forces de police sur les sites qui les concernent. Cela implique donc le développement de compétences propres, différentes de celles qui seraient mobilisées dans d'autres réserves, et qui incluent la capacité à négocier, et en particulier à traduire leurs enjeux propres pour des acteurs porteurs de rationalités différentes, à savoir les forces armées. Le fait que les réserves nationales situées en zone de forêt dense (Nouragues, Trinité, Lucifer-Dékou Dékou) soient toutes gérées ou cogérées par l'ONF facilite l'accès aux données précises de suivi des impacts puisque ces données sont produites, à l'échelle de toute la Guyane, dans un autre service de l'ONF.

> *« Bon c'est plus ce que je connais, mais je te dirais que je préfère aller réaliser des diagnostics sur l'avancée des sites d'orpaillage clandestin dans les Nouragues et provoquer une réunion en préfecture pour organiser des opérations Harpies là dessus que de me taper l'organisation de séminaire de gardes pour savoir comment on réagit quand on a un amérindien qui récolte des œufs enfin je caricature mais […] nous on a des réserves forestières, avec l'environnement pur et dur .. et en plus on a quand même les équipes sur place pour donner suite quoi » (Responsable de la gestion des réserves, ONF, 2011).*

À l'heure actuelle, la lutte armée mobilise en Guyane plus d'un millier de gendarmes (mais aussi militaires de l'armée de Terre et Légion étrangère)[105]. Elle ne permet pas néanmoins d'endiguer le phénomène, situation sur laquelle nous reviendront ultérieurement. Les impacts environnementaux continuent donc de s'aggraver.

> *« Nous restons assez impuissants sur la question de l'orpaillage … sur un pas de temps assez long, genre 5 ans, ils arrivent à bousiller les criques. Un hectare déforesté reste un ha déforesté … à long terme on est perdants, ca c'est sûr. Et à très long terme, je ne sais pas … ça se trouve il y a une bonne capacité de résilience, on ne sait pas encore trop » (Conservateur Nouragues, ONF, 2011)*

En raison de la répartition de la ressource en or, l'orpaillage illégal reste pour le moment concentré sur la limite nord-est de la réserve, accessible par la piste de Bélizon. Sur le reste de la réserve, les pressions restent épisodiques, en raison de l'éloignement de la zone. La présence permanente de chercheurs sur la station de recherche, au cœur de la réserve, constitue également un moyen de faire un relai d'information vis-à-vis d'éventuelles infractions.

Finalement, face à ces pressions particulièrement dévastatrices, issues de filières illégales, mais très structurées, l'équipe gestionnaire de la RNN des Nouragues peut ainsi compter sur le soutien des forces de l'ordre. Néanmoins, ils sont à même de produire des données précise de suivi des impacts. En revanche, nous l'avons vu, le lobbying ne s'effectue qu'en interne des corps de l'État ONF / Gendarmerie / DEAL, puisque, selon les consignes de la préfecture, les données de

[105] http://www.defense.gouv.fr/terre/dossiers/harpie-2013-une-mission-interieure-interministerielle

suivi ne sont pas (ou peu) diffusées au public. Cette absence d'informations officielles actualisées ne permet pas une diffusion suffisante du diagnostic ni une prise de conscience de l'ampleur du phénomène par les composantes de la société non activement intéressées à la question. L'action de lutte reste néanmoins insuffisante pour éradiquer le phénomène.

La stratégie mise en place dans le parc national *Montanhas do Tumucumaque* se rapproche fortement de celle de la Réserve des Nouragues. En effet, sur la zone frontière (Encadré 7, p.120) l'armée brésilienne a des prérogatives spécifiques, dont celle d'assurer la police environnementale. Si cela implique des lourdeurs supplémentaires dans la gestion quotidienne du parc, cela permet également à l'équipe gestionnaire permet d'être déchargée de ses missions de contrôle sur la zone frontalière.

> *« Le fait d'être dans la zone frontière fait que notre plan de gestion doit être partagé avec le conseil de défense national et le ministère de la défense […]. C'est donc une difficulté. Mais je préfère les avoir comme partenaires que comme opposants. C'est une expérience intéressante, c'est une opportunité et aussi une façon d'attribuer des responsabilités qui n'incombent plus à notre équipe. On peut exiger que certaines choses soient faites. »* (Entretien chef du PNMT, 2012).*

Les institutions environnementales brésiliennes (IBAMA, ICM-Bio) produisent des analyses des images satellites qui sont transférées aux gestionnaires et aux militaires, permettant d'identifier les zones apparemment impactées sur lesquelles concentrer les interventions. Cette collaboration est confirmée et justifiée par le capitaine de l'armée brésilienne à Oiapoque.

> *« Nous faisons beaucoup de contrôles dans le PNMT […]. Le but principal est de diminuer l'orpaillage de notre côté de la frontière […]. La détection se fait uniquement par satellite, sur des données traitées par l'INPE et l'IBAMA[106]. Ensuite il faut confirmer les informations par des missions de terrain de deux ou trois jours dans la forêt. »**

L'armée n'est pas habilitée à verbaliser les gens en l'absence d'un représentant de la police fédérale. Depuis 2010, ils peuvent néanmoins agir seuls en forêt et procéder à la destruction des installations illégales[107].

Ce sont donc des partenaires privilégiés pour le PNMT car ils ont des moyens humains, logistiques (dont une base militaire installée à Vila Brasil, dans le parc) et des compétences spécifiques :

> *« On fournit les embarcations, les pilotes, et des gens qui savent se déplacer en forêt. Nous sommes les seuls à avoir des spécialistes de la forêt »* (entretien Capitaine de l'Armée, Clevêlandia, 2011).*

Certaines contradictions émergent néanmoins. En effet, les villages de Vila Brasil et d'Ilha Bela, servant de base arrière aux orpailleurs « travaillant » en Guyane sur la Camopi, le Haut Approuague mais également au Brésil dans le PNMT sont implantés illégalement dans ce dernier.

---

[106] INPE : Institut national de recherches spatiales ; IBAMA : Institut brésilien de l'environnement, auquel l'ICM Bio était anciennement rattaché.

[107] En Guyane, l'Armée de Terre et les légionnaires n'a aucune autonomie et ne peuvent agir qu'en présence de la gendarmerie.

Ainsi, la lutte contre l'orpaillage ne s'accompagne pas d'une lutte effective contre les « nœuds » stratégiques qui soutiennent l'activité. Cela s'explique pour des raisons politiques sur lesquelles nous reviendrons dans les paragraphes suivants.

Enfin, comme nous l'avons vu au chapitre 8, la coopération transfrontalière pour la lutte contre l'orpaillage illégal n'est pas encore mise en œuvre, bien qu'elle constitue l'une des principales pistes d'action pour lutter contre le phénomène.

Conclusion

Les gestionnaires des deux espaces protégés étudiés bénéficient, grâce à la présence des forces de l'ordre, de capacités d'action plus importantes pour lutter contre les principales pressions affectant les écosystèmes. Ils sont ainsi en grande partie déchargés des missions de police qu'ils ne seraient de toutes façon pas à même de réaliser, et leur action principale consiste à collaborer activement avec les forces de l'ordre en communiquant les informations pertinentes.

1.2. Une recherche de légitimité auprès des acteurs locaux

La réserve des Nouragues s'est créée en alliance entre les acteurs de la conservation et les acteurs de la recherche, qui l'ont portée conjointement. L'activité de recherche de la station scientifique est directement inscrite dans l'arrêté de création de la réserve. La réserve assure, au moins sur le plan légal, que la zone conservera une vocation de forêt intacte, permettant de réaliser des suivis scientifiques de long terme sur des écosystèmes naturels. Ces suivis peuvent en retour bénéficier aux orientations de gestion de la réserve à long terme. La présence de la station du CNRS, particulièrement dynamique[108], permet également parfois d'offrir un soutien logistique à l'équipe gestionnaire.

> *« En général, en Guyane, les chercheurs n'ont plutôt pas intérêt à aller dans les réserves parce que le milieu n'est pas significativement différent de ce que l'on trouve à côté, mais que les autorisations nécessaires sont lourdes à obtenir. L'avantage pour eux est que la présence de la station est incluse dans l'arrêté de définition de la réserve : du coup pour faire un projet de recherche normal, ils n'ont pas besoin de passer devant le CSRPN[109] etc. Ce serait trop lourd. Les projets passent uniquement devant le conseil scientifique [de la station de recherche], auquel participe le conservateur de la réserve et du coup c'est accepté ou rejeté mais sans lourdeurs administratives. » (Entretien chercheur CNRS, gestionnaire de la station de recherche, 2011)*

Cette alliance avec les acteurs de la recherche n'a pas toujours été très active. Les activités de conservation menées par l'ancienne association gestionnaire (Arataï), étaient principalement tournées vers l'éducation à l'environnement, tandis que les activités de recherche étaient menées sur la station, avec des interactions minimales entre chercheurs et gestionnaires. Le changement de gestionnaires de la réserve en 2008, avec l'établissement d'une cogestion ONF- association AGEP, et le renouvellement de l'équipe de direction de la station scientifique du CNRS, ont permis un renouveau des relations. Par exemple, les moyens logistiques peuvent être mutualisés, ou encore, la

[108] Plus de 100 articles scientifiques ont été publiés entre 2011 et 2013 pour des recherches menées dans la station des Nouragues. Des techniciens sont sur place de façon permanente. Environ 250 scientifiques y séjournent chaque année, pour des durées pouvant aller de quelques jours à plusieurs mois.

[109] Conseil scientifique régional pour la protection de la nature

station de recherche a contribué à la réalisation du plan de gestion de la réserve en fournissant une liste assez exhaustive des travaux scientifiques qui y ont eu lieu.

L'association assurant la cogestion avec l'ONF, l'AGEP, qui a pris la suite de l'Arataï, est très liée à la mairie de Régina[110], qui soutient les activités de conservation de l'environnement. Cette cogestion facilite l' appropriation de l'outil Réserve nationale par la collectivité locale. Ce type d'alliance est essentielle dans un contexte où les collectivités se sentent souvent dépossédées de leur territoire et ou les discours dénonçant le néocolonialisme abondent (Mangal, 2010).

> *« La volonté c'était de ne pas faire un État dans l'État donc de ne pas partir seul dans la gestion de ces réserves, c'est-à-dire de partir avec un partenaire local qui est légitime quels que soient les problèmes que ça peut ensuite engendrer en termes de quantité de travail ou de compétences techniques etc., que les partenaires en face n'ont pas forcément, il faut le dire clairement. Donc c'est pour ca que l'ONF est parti sur la gestion des Nouragues avec l'AGEP, et sur la gestion du Mont Grand Matoury avec la mairie de Matoury. » (Entretien responsable sylvétude, ONF, 2011)*

L'AGEP partage ce point de vue et valorise la cogestion comme une implication des acteurs locaux pour la préservation de leur patrimoine naturel.

> *« En 2007, l'État, la DIREN, demande une remise à plat des réserves gérées par certaines associations de Guyane. C'était important de pouvoir apporter notre participation à la préservation de la nature aux cotés des services de l'État. C'est alors que nous avons répondu à l'appel de candidature pour la gestion des 3 réserves se trouvant sur la commune : les marais de Kaw, le Grand connétable et la base Arataï aux Nouragues. […] Pour nous la préservation de ce patrimoine est d'intérêt très important, parce que nos anciens ont su gérer ces milieux avant même que l'on ne pense à les mettre en réserve. » (Entretien président de l'AGEP, également maire de Régina, 2011)*

Néanmoins, la culture gestionnaire des deux organismes n'est pas la même, ce qui ne facilite pas toujours les interactions. À une logique de gestion très scientifique et technique portée par l'ONF, correspond à une approche, portée par l'AGEP, beaucoup plus locale de valorisation de la forêt en termes de symbole et de représentations, et très peu technique. La cogestion met également en évidence des divergences de culture organisationnelle comme le montre cette anecdote sur les modes de recrutements de gardes pour la réserve.

> *« Dans les recrutements, c'est démoralisant … tous ceux que j'avais sélectionnés… virés parce que trop autonomes Les premiers appels à candidatures c'était « respect de la hiérarchie, discrétion dans le travail» alors qu'on demande plutôt à un garde de vite intégrer un réseau, d'être dynamique, autonomes » ». (Entretien ex-conservateur Nouragues, 2011).*

Le fait que les deux organismes gestionnaires ne partagent pas de local commun limite par ailleurs fortement les interactions l'AGEP et le conservateur à l'ONF.

Au final, le transfert de compétences de gestionnaires de l'État vers les collectivités (au travers de l'AGEP), initialement pensé au travers de cette cogestion se fait peu. Il y a plutôt une orientation vers un partage des activités (gestion de l'accueil du public pour la collectivité, au

[110] Le maire de Régina (jusqu'aux élections de 2014) est également président de l'association.

travers de l'AGEP, et gestion « naturaliste » de la réserve pour l'ONF). Le montage actuel permet néanmoins de réunir les composantes au cœur des objectifs fixés par la réserve lors de sa création, à savoir l'accueil des chercheurs qui bénéficient de la garantie à long terme du maintien de milieux préservés pour leurs travaux ; un gestionnaire ONF, qui assure la présence des compétences techniques nécessaires à la planification et au diagnostic naturaliste attendu dans ce type d'espace protégé ; et l'AGEP, assurant la présence d'un portage local de valorisation du dispositif, légitimant ce dernier. La sensibilisation plus large du public est déjà portée par une garde-animatrice employée par l'AGEP. Cela passe par la participation à des manifestations, par une petite exposition au musée de Roura, par l'édition de prospectus et par la mise à jour régulière du blog de la réserve. La réouverture au public constituerait le dernier pilier de légitimation locale du dispositif. Le maintien des activités d'orpaillage illégal sur la zone reste néanmoins le principal frein pour cela.

Le parc *Montanhas do Tumucumaque* est, de par son statut législatif, supposé être vide d'habitations permanentes. Aucune cogestion n'est envisageable puisque le gestionnaire légitime est l'ICM Bio, représentant du ministère de l'environnement. Les seules activités humaines normalement tolérées sont liées à la recherche scientifique ou à l'ouverture au public (comme dans le cas de la RNN des Nouragues).

Pourtant, les choix gestionnaires réalisés vont à l'encontre de ces principes de base. En effet, lors de l'élaboration du plan de gestion, le choix a été fait de maintenir le village de Vila Brasil dans le parc. Cette décision a impliqué des négociations importantes entre le chef du parc et la direction de l'ICM Bio, garante du respect de la vocation attribuée initialement aux espaces sous sa gestion. Le chef du PNMT défend cette position au regard de plusieurs arguments. D'une part, le fait que l'armée brésilienne ait une base permanente à Vila Brasil implique une présence humaine permanente et pérenne dans le parc ; ensuite, l'équipe gestionnaire aimerait que Vila Brasil soit une porte d'entrée pour le tourisme dans le parc : enfin, « *il n'y aurait aucun sens à retirer Vila Brasil et à laisser Camopi (Guyane) en face, parce que les pressions dans le parc ne sont pas uniquement liées aux populations habitant du côté brésilien* » *(entretien chef du PNMT, Macapa, 2011). L'idée était donc de maintenir le village dans le parc, mais sous condition de signer un accord permanent avec les habitants de Vila Brasil, définissant de bonnes pratiques, pour amener des « *changements de comportements* » et « *démontrer que la gestion socio-environnementale peut être viable* » (Entretien chef du PNMT, 2011).

La proposition ne concernait l'établissement de règles de conduite dérogatoires, d'accords officiels entre le parc et les habitants concernant les pratiques envisageables. Cette modalité de gestion accordant des dérogations spécifiques à certains habitants ou usagers de l'aire protégée est en fait adoptée dans plusieurs autres espaces strictement protégés d'Amapá : la réserve du Lago Piratuba a établi un accord de ce genre avec le village de pêcheurs traditionnels enclavé entre la

réserve et l'océan pour l'accès aux lacs de la réserve ; le parc de Cabo Orange a également établi un accord avec les pêcheurs traditionnels d'Oiapoque. Ces dérogations, difficiles à obtenir auprès du siège de l'ICM Bio sont perçues comme nécessaires par les chefs des espaces protégés concernés, pour limiter les conflits localement et conserver une légitimité politique et sociale. Tolérer certaines pratiques, contrôlées, peut permettre de mieux dénoncer les pratiques les plus impactantes, qui ne relèvent pas des mêmes acteurs. Pour autant, à l'heure actuelle, ces accords ne sont officiellement pour le siège de l'ICM Bio que des solutions transitoires avant un arrêt total des activités humaines dans les espaces protégés strictement.

Dans le cas spécifique du PNMT, la recherche de ce type d'arrangement a pour le moment échoué. L'association des habitants de Vila Brasil n'a pas adhéré au projet et personne n'a signé l'accord proposé par le parc.

> *Du point de vue des habitants de Vila Brasil, la gestion du PNMT est interprétée selon trois angles principaux : a) le risque qu'on leur demande de quitter les lieux, b) les conséquences possibles de la création du parc, c) la dynamique de frontière et le contraste entre les logiques de gestion des parcs nationaux français (cf. le Parc Amazonien de Guyane) et brésiliens.* (de Melo & de Azevedo Irving, 2012)*

En effet, la rapidité de la création du PNMT et les premières règles imposées (marquage des maisons et destruction de toute nouvelle construction, interdiction d'effectuer des réparations…) ont conforté les gens dans leur défiance à l'égard de l'équipe du parc : « *On n'est pas contre la préservation de l'environnement, mais être humilié comme ça ce n'est pas possible* »* (Entretien avec le Président de l'association des habitants de Vila Brasil, 2012). Ils souhaitent donc que les limites du parc soient modifiées pour que le village de Vila Brasil en soit extrait. Leur légitimité vient principalement de l'antériorité du village sur la création du parc. L'association des habitants soutenue par la classe politique de la commune d'Oiapoque, et plus généralement d'une partie des acteurs politiques de l'État d'Amapá (dont certains sont représentés au niveau national), a donc porté le cas en justice. La tentative de coopération du PNMT a donc échoué pour le moment et il s'agit principalement aujourd'hui d'une lutte législative et politique non résolue.

Le précaire village d'Ilha Bela, situé en aval de Vila Brasil, et structuré récemment autour de l'activité d'orpaillage illégal est en revanche considéré par les gestionnaires du parc national comme non légitime. Pourtant, les revendications des habitants de Vila Brasil ont été étendues à ce dernier et les nouvelles limites qu'ils revendiquent pour le parc en excluent également Ilha Bela.

Face à la tentative d'instauration d'un statut dérogatoire en faveur des populations locales, celles-ci opposent leur antériorité de l'occupation (bien qu'il soit étendu à Ilha Bela, implantation plus récente que le parc), remettant en cause la légitimité même de l'aire protégée sur ces espaces, puisqu'aucune information préalable, ni aucun dédommagement n'ont été proposés à ces populations suite à la création du parc.

Ce type de conflit se retrouve à l'échelle de l'État d'Amapá comme l'illustre un événement récent. Au moment de la création du parc, le conseiller municipal Laercio avait entamé une action en justice, remettant en cause la légitimité du parc national au vu du non respect de la procédure de participation préconisée par la loi. Plus largement soutenu par les « *ruralistes* »[111] de l'État, ils défendent un projet alternatif visant à l'implantation de projets agricoles de grande ampleur, et de zones commerciales, pour développer l'État d'Amapá[112]. Récemment, le tribunal de Justice fédérale d'Amapá, leur a donné raison, soulignant le caractère illégal du manque de consultations réalisées lors de la création du PNMT, et en conséquent le fait que la création du parc soit susceptible de léser les générations futures, et imposant à l'État fédéral la reprise du processus de consultation.

Le ministère public (institution en charge de la défense de l'Intérêt général) a présenté en Octobre 2013 un recours face à cette décision, mettant en avant le fait que la protection de l'environnement ne pouvait en aucun cas léser les générations futures, et que le PNMT situé dans un contexte frontalier, présentait un intérêt majeur pour la sécurité nationale. L'argument procédural est en outre démonté car le parc avait été créé avant que ne paraisse le décret d'application de la loi définissant les modalités de mise en œuvre des consultations publiques dans les aires protégées (SNUC)[113].

Néanmoins, ce genre de controverses remettant en cause l'existence même du parc et le tracé de ses limites justifie que la recherche d'une meilleure acceptation locale du dispositif soit l'un des principaux axes d'action mis en avant par l'équipe gestionnaire du PNMT. Cela se traduit par la mise en place de formations et d'actions de sensibilisation dans les villages situés en bordure du parc, par une forte implication dans la recherche de modes de fonctionnement efficaces pour le conseil consultatif, ou encore par l'actualisation très régulière du blog et de la page Facebook du parc, possible grâce à l'embauche d'une chargée de communication. La logique défendue est que, face à l'immensité du territoire à protéger et la faiblesse des moyens humains, la préservation de l'aire protégée ne peut se faire sans une adhésion minimale des populations voisines. Ces actions sont notamment principalement soutenues par le WWF Brésil, qui finance deux postes supplémentaires dans l'équipe gestionnaire du parc, dont un poste de chargé de mission « communication ». Comme pour les Nouragues, l'ouverture du parc au public et la contribution au développement économique touristique de la région est l'une des principales annonces de l'équipe

[111] Il s'agit d'un groupe de parlementaires brésiliens (et ici par extension, les acteurs politiques amapéens qui les soutiennent) qui agissent en faveur des propriétaires ruraux (et donc du développement agricole), et sont opposés aux aires protégées.
[112] Jornal do Dia-Macapá-AP-03/04/03, http://uc.socioambiental.org/noticia/vereador-reage-contra-a-criacao-do-parque-de-tumucumaque, consulté en Novembre 2013
[113] http://montanhasdotumucumaque.blogspot.fr/

gestionnaire, mais elle se heurte pour le moment à une trop faible structuration du secteur d'activité touristique dans l'État, et à l'éloignement important du parc (coûts de transport, etc.).

Conclusion

Dans les deux cas, les gestionnaires perçoivent la nécessité de s'insérer et d'être acceptés dans le contexte local. Cela se fait en Guyane par la volonté de mise en place de cogestions entre des acteurs porteurs d'une légitimité locale, et des acteurs porteurs de compétences technico-scientifiques (l'ONF dans le cas des réserves situées en forêt dense). En Amapá, où les cogestions sont impossibles dans les aires strictement protégées, des négociations se mettent en place entre les gestionnaires et les populations considérées les moins impactantes, pour l'établissement de règles dérogatoires d'usage durable des ressources par ces populations. Les conseils consultatifs, ainsi que les actions de sensibilisation à l'environnement menées dans les communautés autour du parc contribuent par ailleurs à cette recherche de légitimité locale de l'espace protégé.

Ces partenariats sont primordiaux sur des espaces localement dénoncés en Guyane, et plus encore en Amapá, comme bloquant le développement économique de la région. Ils visent également à donner une sensibilité accrue aux populations en faveur de la protection de l'environnement.

1.3. Facilitateurs ou acteurs de la production de données environnementales ?

La production de connaissances sur les écosystèmes est annoncée comme importante dans les deux documents de gestion. Néanmoins, l'approche des deux espaces naturels est différente.

Dans le parc national brésilien, l'objectif est « appuyer le développement de recherches sur les forêts tropicales ». Cela se traduit par un soutien logistique aux projets de recherche qui auraient vocation à se développer dans le parc, après avoir obtenu l'autorisation de l'ICM Bio. En revanche, mis à part lors de la phase d'élaboration du plan de gestion, le parc national ne finance pas de projets de recherche, et l'équipe gestionnaire ne produit pas de données en propre. Les grandes campagnes d'inventaires réalisées pendant l'élaboration du plan de gestion du PNMT ont été financées par l'antenne Brésil de l'ONG Conservation International. Il était également prévu d'installer une base d'accueil logistique permanente pour des projets scientifiques, à l'entrée du parc, à quelques heures de pirogue de Serra do Navio.

Dana la réserve des Nouragues, en plus des activités de recherche portées par le CNRS, dont la réserve peut bénéficier (suivis des amphibiens par exemple), la production de données naturalistes est l'un des objectifs majeurs attribué aux gestionnaires, soit directement, soit financée au travers de conventions. L'objectif affiché est de *« faire de la Réserve un site de référence international en matière de connaissance et de suivi de la biodiversité »*. Les programmes de suivi mis en place au sein de la réserve sont réalisés par l'équipe gestionnaire, en étroite collaboration avec les associations locales d'environnement. La majeure partie des suivis concerne des groupes faunistiques : suivi des oiseaux, des chauves-souris, des insectes, des mammifères. Cela permet également de mobiliser les protocoles d'ores et déjà mis en place dans d'autres zones de la Guyane, et de bénéficier des compétences et des bases de données existantes dans les associations. Le suivi de la flore est en revanche plus lié aux milieux scientifiques, avec par exemple les placettes

Guyafor, réparties dans l'ensemble de la Guyane (dont deux dans les Nouragues), et cogérées par l'ONF, le Cirad et le CNRS, sur lesquelles, l'ensemble des arbres sont identifiés et leur diamètre mesuré à intervalle régulier. La réserve bénéficie finalement des dispositifs historiques présents en Guyane, liés aux acteurs qui ont d'ailleurs contribué à sa création : les scientifiques, et les naturalistes.

La production de données est donc au final beaucoup plus importante sur la Réserve des Nouragues que dans le parc des Tumucumaque. C'est en partie conjoncturel, car toutes les réserves françaises ne bénéficient pas de la présence d'une station d'envergure internationale pour les recherches en écologie tropicale. Néanmoins, de façon générale, la production de données de suivi des populations animales et végétales fait partie des missions des réserves naturelles françaises. Si ces données ne sont pas toujours, à l'heure actuelle, directement valorisables pour la gestion des réserves, les protocoles tendent néanmoins de plus en plus à s'harmoniser et permettent de constituer de véritables réseaux de suivis à l'échelle de la Guyane (oiseaux, chiroptères, flore).

Le parc national Montanhas do Tumucumaque ne présente pas d'avantages particuliers pour attirer les chercheurs brésiliens ou internationaux, par rapport à d'autres sites en Amazonie, mieux équipés et plus faciles d'accès. Les principales productions de données sont donc des inventaires ponctuels, réalisés pour la mise en place des plans de gestion, qui contribuent à légitimer le parc, au travers de la mise en évidence de la présence de certaines espèces rares ou endémiques, mais ne permettent pas de suivre l'évolution des populations dans le temps.

1.4. Quels outils pour la mise en œuvre de ces stratégies ?

Les stratégies de gestion décrites sont accompagnées par un outillage gestionnaire spécifique à chacune des aires protégées, mais présentant de fortes similitudes dans les deux cas.

Les outils mobilisés sont synthétisés dans le

Tableau 79 négociés pour l'usage des ressources à Vila Brasil, investissement dans des réseaux d'aires protégées (voir Chapitre 11)), et outils de communication (blog…). Le développement de ces outils complémentaires est soutenu par les partenariats établis avec des ONG (WWF, Iepé), de plus en plus porteuses de logiques socio-environnementales. La loi constitue donc une base solide sur laquelle les gestionnaires peuvent s'appuyer (notamment en cas de pressions fortes sur l'espace protégé), mais des alternatives, encore balbutiantes, sont recherchées pour intégrer l'aire protégée au territoire d'Amapá.

Dans le cas de la RNN des Nouragues, on retrouve les mêmes types d'outils, avec une plus forte prégnance des outils de suivis scientifiques.

Tableau 80. Nous avons identifié des outils relevant de la règle, de la gestion administrative, de la planification, du suivi des écosystèmes, de la communication, de l'évaluation et du réseau.

Tableau 79 : Outils de gestion mobilisés par le PNMT

Type d'outil	Nom	Objectif *Acteur moteur*	+ : Apports stratégiques - : Limites
Règle	Loi nationale	Définir les règles et objectifs *Ministère*	+ : Interdit activités économiques impactantes - : Capacité gestionnaire à faire respecter la règle
	Décret de création	Etablir les limites du parc – *Président de la République*	
	Compromis dérogatoires	Limiter les conflits *Chef du parc*	+ : Limite les situations de conflit - : accords temporaires
	Zone frontière	Contrôler la zone frontière *Conseil de sécurité nationale*	+ : Prise en charge de responsabilités environnementales - : Contrôle des militaires sur la gestion
Organes Institutionnels	ICM Bio	Fournir les moyens humains et financiers nécessaires à la gestion *ICM Bio national*	+ : Organe multiscalaire de gestion, personnel motivé. - : Moyens humains limités
	Conseil consultatif	Informer sur le parc et recueillir les opinions des acteurs concernés *ICM Bio*	+ : Liens avec les acteurs du territoire - : Seulement consultatif ; intérêt limité des acteurs et institutions.
Planification	Plan de gestion	Planifier la gestion *ICMBio national (modèle et loi)* *Chef du parc (rédaction)*	+ : Permet de définir une stratégie, stimuler la production de données, évaluer la gestion, obtenir des fonds - : souvent procédural, chronophage
Production de données / surveillance	PRODES, Sema	Suivre la déforestation *INPE, ICM Bio national, Sema*	+ : Prouve l'efficacité du parc - : Peu précis
	Inventaires ponctuels	Produire les données minimales pour le plan de gestion *CI, WWF, ICM Bio*	+ : Production de données de base - : Pas de suivi régulier de paramètres précis
Comm'	Blog, Facebook	Informer / Vulgariser sur le parc *ICM Bio local*	+ : Valorisation du parc - : Touche un public restreint
	Plaquettes		
	Base de donnée	Informer sur l'ensemble des unités de conservation – *ICM Bio national*	+ : Compilation de nombreuses données sur toutes les AP
Evaluation	RAPPAM	Evaluer la gestion des espaces protégés de façon comparative *WWF*	+ : Permet d'identifier des priorités d'action/de financements - : Peu d'information sur les résultats
	Rapport interne	Renseigner la hiérarchie sur les actions menées – *Chef du parc*	+ : Evaluation interne - : Surtout indicateurs de moyens
Réseau	Mosaïque	Partager des enjeux communs *Iepé, ICM Bio*	+ : Cohérence territoriale accrue - : Difficulté de la coordination

L'observation des outils proposés met en exergue les atouts et les limites des stratégies mises en place par l'équipe de gestion du PNMT. Les outils développés au niveau national et imposés aux gestionnaires (loi, décret, plan de gestion, suivi de la déforestation) assurent les conditions propres à la mise en œuvre d'une gestion de préservation stricte. Ce sont les gestionnaires locaux (équipe de gestion) qui perçoivent au quotidien une réelle nécessité d'impliquer d'avantage la population d'Amapá, pour limiter les réactions « anti-parc », allant jusqu'à remettre en cause son existence, et s'assurer de nouveaux alliés. Cela se traduit par une investissement dans les outils existants (soutien et prise au sérieux du conseil consultatif), et par le développement d'autres outils, à la fois outils de gouvernance (tentative de mise en place d'accords négociés pour l'usage des ressources à Vila Brasil, investissement dans des réseaux d'aires protégées (voir Chapitre 11)), et outils de communication (blog…). Le développement de ces outils complémentaires est soutenu par les

partenariats établis avec des ONG (WWF, Iepé), de plus en plus porteuses de logiques socio-environnementales. La loi constitue donc une base solide sur laquelle les gestionnaires peuvent s'appuyer (notamment en cas de pressions fortes sur l'espace protégé), mais des alternatives, encore balbutiantes, sont recherchées pour intégrer l'aire protégée au territoire d'Amapá.

Dans le cas de la RNN des Nouragues, on retrouve les mêmes types d'outils, avec une plus forte prégnance des outils de suivis scientifiques.

Tableau 80 : Outils de gestion mobilisés par la Réserve naturelle nationale des Nouragues

Type d'outil	Nom	**Objectif** ***Acteur moteur***	**+ : Apports stratégiques** **- : Limites**
Règle	Loi nationale	Définir les règles et objectifs *Ministère*	+ : Interdit activités économiques impactantes - : Capacité gestionnaire à faire respecter la règle
	Décret de création	Etablir les limites du parc *Président de la République*	
Institutionnel	Délégation de gestion	Confier la gestion aux acteurs locaux pertinents *DEAL, préfecture*	+ : Légitimité locale et compétences techniques - : Coordination difficile
	Comité consultatif	Informer sur la réserve et recueillir les opinions des acteurs concernés *Equipe gestionnaire*	+ : Liens avec les acteurs du territoire - : Seulement consultatif
	Conseil scientifique CSRPN	Apporter une expertise scientifique à la gestion de la réserve *Scientifiques locaux*	+ : Expertise scientifique locale pour les décisions touchant au patrimoine naturel de la réserve.
Planification	Plan de gestion	Planifier la gestion *Conservateur (ONF)*	+ : Permet de définir une stratégie, évaluer la gestion, obtenir des fonds - : souvent procédural, chronophage
Production de données	Station de recherche CNRS	Suivre l'évolution de forêts non perturbées *Chercheurs*	+ : Forte production de données scientifiques, rayonnement international - : Echanges limités avec la réserve
	Inventaires propres à la réserve	Suivis naturalistes de populations *Equipe gestionnaire, Associations*	+ : Données de suivi des populations - : Gestion des données peu organisée
	Observatoire de l'activité minière	Suivi des impacts de l'orpaillage *ONF*	+ : lobby pour une priorisation de la lutte sur la réserve - : Donnée non diffusées hors-État.
Comm'	Blog, Facebook, plaquettes.	Informer / Vulgariser sur le parc *Equipe gestionnaire*	+ : Valorisation du parc - : Touche un public restreint
Evaluation	Audits externes	Evaluer la qualité de la gestion *Ministère*	+ : Permet d'évaluer les la gestion des réserves, éventuellement de justifier la rupture de conventions
Réseau	CENG	Porter conjointement les question environnementales, mutualiser les moyens *Coordinateur CENG*	+ : Cohérence territoriale accrue - : Difficulté de la coordination

Comme pour le PNMT, la loi (surtout au travers du décret de création de la réserve) est porteuse d'une logique de préservation stricte. L'intégration territoriale se fait au travers de la mise en place d'un comité consultatif de gestion, mais également surtout au travers des outils de délégation de la gestion (conventions), permettant une cogestion entre l'ONF (organisme technique d'État) et l'AGEP (association locale). L'État garde des outils e contrôle fort via la mise en place

d'audits externes qui permettent de légitimer le changement de gestionnaires en cas de forts dysfonctionnements. Le CSRPN assure pou sa part le maintien fort des acteurs scientifiques dans la gestion de la réserve, puisque toute activité impliquant un impact sur les ressources naturelles doit au préalable obtenir son aval. Les outils développés sont donc particulièrement adossés à la recherche scientifique, forte composante historique de la mise en place de la réserve, complétés de suivis techniques des impacts (orpaillage). La mise en réseau se fait principalement avec les autres réserves naturelles, mais reste balbutiante (Voir Chapitre 11).

1.5. Conclusion: Quelles marges de manœuvre pour une efficacité environnementale des dispositifs ?

Le tableau suivant vise à établir un diagnostic des ressources stratégiques mobilisées dans les deux espaces protégés étudiés pour assurer leur efficacité environnementale. Nous avons pour cela synthétisé les résultats de ce chapitre, et des chapitres précédents, en considérant : les engagement législatifs portés par l'espace protégé et leur solidité vis-à-vis d'autres dispositifs législatifs, les moyens humains et financiers, les données disponibles pour caractériser les pressions et leurs impacts sur l'environnement, le maintien ou non des coalitions d'acteurs historiques ayant porté l'espace protégé, les nouvelles alliances tissées pour répondre aux impératifs de la gestion et, facteur particulièrement important, l'intensité des pressions exercées sur les écosystèmes.

Tableau 81 : Évaluation des ressources disponibles aujourd'hui pour la gestion environnementale. *Vert : la ressource participe fortement à la préservation des écosystèmes ; Orange : la ressource contribue à la préservation des écosystèmes.*

	Législatif	**Moyens**	**Données disponibles**	**Intensité des pressions**	**Alliances historiques**	**Nouvelles alliances**
RNN Nouragues	Loi. Décret ministériel de création.	Faibles moyens humains. Très insuffisant pour une surveillance du territoire.	Suivis de l'orpaillage. Suivis naturalistes. Production de données sur le long terme dans la station scientifique.	Pression d'orpaillage forte au nord-est de la réserve et en bordure. Chasse et pêche non quantifiées. Piste à proximité	Maintien de la coalition État/ scientifiques/ naturalistes. → Objectif de préservation stricte dans la réserve. Exemplarité.	ONF comme gestionnaire de réserve. Collectivités en cogestion. Forces de l'ordre pour l'orpaillage. → coalitions pertinentes, mais difficiles à rendre opérationnelles
PNMT	Loi nationale SNUC. Décret ministériel de création	Faibles moyens humains. Compensé en partie par les alliances historiques.	Suivis de la déforestation Données d'inventaires pour le plan de gestion.	Préservé par l'éloignement et l'immensité. Faible pression d'orpaillage. Chasse et pêche non quantifiées.	ONG / État. Coalition toujours fonctionnelle, évolutive.	Militaires sur la zone frontalière. Coopération avec les communes et habitants proches ou dans le parc. → encore peu abouti.

Dans les deux cas étudiés, on a des dispositifs qui sont efficaces pour limiter le développement de filières économiques légales impactantes. Cette protection est assurée principalement par la loi,

qui définit de façon très restrictive le type d'activités envisageables dans ces espaces. Il ne peut donc pas y avoir de projets miniers ou agricoles de grande ampleur, soutenus par l'État, dans ces aires protégées. Pour autant, des pressions en provenance de ces filières persistent, particulièrement dans le PNMT, et la présence de l'équipe de gestion est nécessaire pour réagir face aux attaques d'autres filières (filières agricoles et minières) visant à remettre en cause la légitimité de l'aire protégée.

Face aux autres pressions, les meilleures protections de ces espaces sont leur grande superficie et leur isolement des axes routiers. En effet, les pressions agricoles, de pêche et de chasse illégale sont ainsi peu importantes. En revanche, cela ne constitue pas une barrière pour les orpailleurs illégaux, dont l'activité est avant tout stimulée par les cours de l'or, et la présence de gisements, même très éloignés. La prise en charge de cette pression est réalisée dans les deux cas par les forces de l'ordre, ce qui décharge les équipes de gestion de cette tâche.

Dans le parc brésilien, l'intégralité des contrôles a été transférée aux forces armées, et il en est de même pour l'orpaillage en Guyane. Pour autant, la lutte reste peu efficace, surtout en Guyane, où, compte tenu de ressources en or importantes, les activités illégales sont à la fois très importantes, et soutenues par des filières illégales bien structurées. Cet aspect de la gestion environnementale dépasse ainsi largement les marges de manœuvre des équipes gestionnaires pour dépendre de logiques plus larges, impliquant des négociations bilatérales et relevant davantage de la rhétorique de la sécurité nationale que de la gestion des écosystèmes. En revanche, les équipes gestionnaires agissent en soutien à la lutte, au travers de leurs organismes respectifs (ICM Bio et ONF), au travers de la production de données. Ces dernières restent, en Guyane, principalement confinées entre les services de l'État. Ainsi, un certain « dérapage sécuritaire » peut avoir lieu, excluant les gestionnaires d'aires protégées, où les personnes intéressées de la société civile des choix et des actions réalisés sur le territoire de l'aire protégée.

Face à l'efficacité limitée de la mise en place d'action de coercition pour des équipes de gestion peu nombreuses (pressions trop fortes comme l'orpaillage, ou trop diffuses sur de grands espaces comme la chasse et la pêche), elle recentrent leurs activités sur d'autres logiques d'action, visant (i) dans les deux cas à une meilleure intégration territoriale et (ii) dans la RNN des Nouragues à une meilleure connaissance des écosystèmes.

L'intégration territoriale se traduit pour le PNMT par une recherche de l'implication des populations dans la gestion du parc. Cet objectif est soutenu par le WWF, qui vise à faire de l'action du PNMT un nouveau modèle de gestion des aires strictement protégées. En revanche, suite à la réalisation de missions de soutien à l'élaboration du plan de gestion, l'action de CI se fait aujourd'hui plus discrète, avec une redistribution des terrains d'intervention et une priorisation

d'autres espaces protégés. En Guyane, la recherche de légitimité locale se traduit par la mise en place de logiques de cogestion de l'aire protégée.

La production de données scientifiques est en revanche nettement plus valorisée dans la RNN des Nouragues que dans le PNMT : c'est non seulement du à l'historique de la réserve, intimement lié à la station de recherche du CNRS, mais également de façon plus générale aux attendus liés au type d'aire protégé. Au Brésil, les gestionnaires doivent favoriser les recherches scientifiques, mais n'en sont pas responsables, tandis que la production de données est un objectif explicite des réserves naturelles nationales françaises.

Finalement, pour ces espaces protégés, gérés par de petites équipes gestionnaires (moins de 10 personnes), le développement et le maintien de partenariats diversifiés et complémentaires est particulièrement important pour la gestion environnementale. Cela permet effectivement de diversifier les activités et de cumuler des compétences (scientifiques, coercitives) et des ressources (ancrage local) stratégiques pour atteindre une efficacité minimale au regard des moyens mis en œuvre.

Si nous replaçons ces éléments au regard de la grille d'évaluation de l'état des écosystèmes, il est ainsi possible d'évaluer l'état de préservation environnementale des aires protégées considérées.

- Maintien à long terme du couvert forestier

Les suivis montrent un couvert forestier bien préservé dans les deux cas. Au travers de la règle (interdiction des activités entrainant de la déforestation) et de partenariats adaptés (avec les forces de l'ordre), cela semble pouvoir se maintenir. Des pressions très fortes telles que celles liées à l'orpaillage illégal en Guyane induisent néanmoins une dégradation progressive du couvert forestier.

- Maintien d'écosystèmes fonctionnels (connectivité des habitats, cours d'eau de bonne qualité écologique, de populations animales et végétales viables)

Là encore, les lois, l'éloignement et la taille des espaces protégés sont actuellement leur meilleure protection, sous réserve d'une veille et d'une réactivité des équipes gestionnaires et de leurs partenaires face à d'éventuelles attaques provenant de filières opposées.

Le PNMT est peu sujet à une dégradation des écosystèmes car les pressions y sont faibles et la taille de l'espace protégé très importante. A moyen terme, il ne semble pas y avoir d'infrastructures importantes prévues susceptibles de fortement augmenter les pressions anthropiques ; les zones de développement (minier, forestier) sont situées à proximité de l'espace protégé, mais en aval des cours d'eau. En revanche, peu de données permettent de contrôler l'évolution des paramètres écologiques dans le parc.

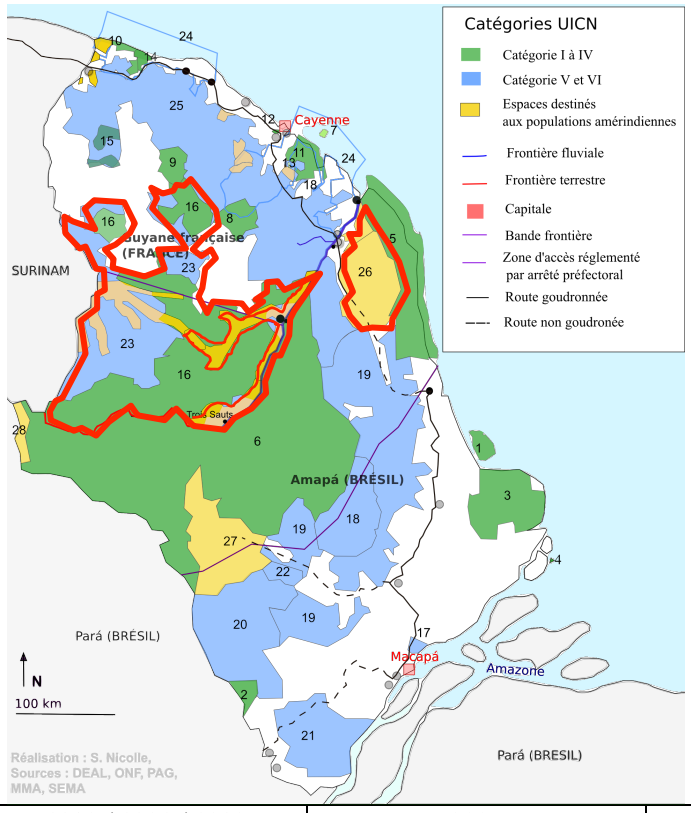
La RNN des Nouragues est principalement sujette à des dégradations liées à l'orpaillage (ripisylves, cours d'eau, faune), difficilement contrôlables malgré la prise en charge par les forces de l'ordre, mais qui restent localisées. La construction d'une route prévue à l'ouest de la réserve (Route de Bélizon) pourra en revanche augmenter à terme les pressions de chasse et de pêche sur la réserve et nécessiter une présence plus importante des gardes (et des moyens humains accrus). Des données plus précises sont produites permettant de produire une base pour caractériser l'évolution des paramètres écologiques sur la réserve, grâce à l'alliance avec des acteurs scientifiques (instituts de recherche, associations).

Dans les deux cas, la recherche d'une appropriation locale des espaces protégés, vise à la fois à leur conférer des atouts à long terme (soutien local de la conservation de ces espaces), et à agir de façon plus générale en faveur de la protection de la biodiversité (espaces de sensibilisation et de formation). Il s'agit donc de stratégies indirectes de conservation. Pour le moment, ces actions n'en sont qu'à leurs balbutiements, mais pourraient permettre de recruter des alliés et d'anticiper une augmentation future des pressions anthropiques. Les stratégies mises en œuvre permettent donc d'anticiper des impacts à long terme. Elles sont néanmoins insuffisantes pour faire face à un désenclavement potentiel à moyen terme des aires protégées impliquant une augmentation des pressions liées à des activités illégales, compte tenu de la difficulté de contrôle des territoires.

2. Stratégies de gestion basée sur la valorisation des pratiques des populations traditionnelles ou locales

Nous nous intéressons ici à l'ensemble des dispositifs de gestion environnementale qui mettent au centre de leurs logiques gestionnaires les pratiques des populations traditionnelles ou locales, comme garantes d'une bonne gestion de l'environnement. Sur la zone frontalière, on trouve les Terres Indigènes en Amapá, les Zones de droits d'usage collectifs (ZDUC), et le Parc amazonien de Guyane (Parc National) (PAG) en Guyane. Ces deux derniers dispositifs se superposent sur la commune de Camopi.

Tableau 82 : Informations synthétiques concernant les dispositifs étudiés.

Nom	Terres Indigènes de « l'Oyapock » Galibi, Uaça et Juminã (26)	Parc Amazonien de Guyane – Parc national (23/16)	3 ZDUC sur la commune de Camopi *(jaune, sans numéro)*
			
Année de création	1982 / 1991 / 1992	2007	1994 / 1994 / 1995
Taille totale	518 454 ha	3 400 000 ha	248 500 ha superposés intégralement au PAG
Organismes de gestion	FUNAI / Conseil des caciques / Caciques	Etablissement public du parc amazonien de Guyane	Chef coutumier
Equipe de gestion	Env. 10 personnes à la FUNAI d'Oiapoque	Env. 90 personnes	/
Plan de gestion	Plans de vie Plans de gestion territoriale et environnementale	Charte	/
Accessibilité	Route (BR 156) à l'ouest ; Fleuves (Oyapock, Uaça, Cassiporé)	Fleuves (Oyapock à l'est) et rivières ; Avion.	

Les données de terrain concernant le PAG et les ZDUC sont issues d'un travail de terrain assez approfondi, à la fois via des entretiens menés au niveau du siège à Cayenne, et d'entretiens et de travail d'observation dans la commune de Camopi. En outre il est alimenté par les résultats d'enquêtes, réalisées dans le cadre du programme sur la Gouvernance et la territorialité porté par le Parc amazonien de Guyane, le CNRS et le Cirad. Trente-deux entretiens approfondis ont été réalisés par des anthropologues du CNRS (OHM « Oyapock ») dans les différents villages regroupés autour de Trois-Sauts et de Camopi[114]. Le questionnaire est consultable en Annexe 4. Les données de terrain concernant les terres indigènes sont issues d'entretiens que nous avons menés à la FUNAI (siège de Macapá et bureaux à Oiapoque) ainsi que d'observations participantes au cours des Rencontres transfrontalières des populations indigènes du Plateau des Guyanes, et du suivi de réunions à Oiapoque (Réunion FUNAI/ICM Bio, réunion du Conseil des Caciques concernant la BR 156).

Comme précédemment, nous allons tenter de passer en revue assez succinctement les principales actions mises en œuvre sur ces territoires par les organismes officiellement en charge de la gestion des aires protégées, leurs partenaires, ou directement par les populations. Nous observerons ainsi successivement quelles réponses stratégiques sont apportées face aux principales pressions anthropiques exercées sur les écosystèmes. Nous choisissons d'étudier dans un premier temps successivement les dispositifs pour clarifier les logiques d'action mobilisées.

2.1. En Guyane : Zones de droits d'usage collectifs ou Territoire amérindien ?

Camopi est l'une des deux communes de la Guyane, où la très grande majorité des habitants permanents est amérindienne, de langue Wayampi ou Teko. Nous aurions pu orienter notre propos uniquement sur la gestion des zones de droits d'usage collectifs, mais cela s'avère délicat car peu de personnes en connaissant réellement la raison d'être à Camopi et Trois-Sauts : sur les 32 questionnaires, 17 personnes affirment n'avoir jamais entendu parler des ZDUC, 7 en connaissent l'existence et pas la définition, et 9 savent de quoi il s'agit (étant, pour la plupart impliqués dans la vie politique de la commune ou employés au parc amazonien). Pour autant, les discours et informations détaillées sur « notre terre » ou « le territoire des Wayampi/Teko » abondent[115]. Les limites territoriales sont toujours évoquées avec précision, et concordent globalement non seulement entre elles, mais également avec les limites officielles des ZDUC. Avant de nous intéresser à la portée institutionnelle des dispositifs, nous allons donc commencer par analyser la façon dont les populations Wayampi et Teko perçoivent leur territoire et sa gestion environnementale.

[114] Nous avons pour notre part participé à l'une des deux missions, à Camopi, mais l'ensemble des entretiens a été étudié.
[115] En première réponse, 27 personnes affirment avoir une terre propre à leur ethnie, tandis que 5 répondent qu'elle est à l'État

2.1.1.Le territoire amérindien

Toutes les personnes interrogées sont conscientes que la terre appartient à « la France », ou à « l'État », ce qui n'empêche pas que ce soit, en parallèle également leur territoire. Pour les habitants de Trois Sauts, plus que pour ceux de Camopi, la même chose est valable du côté brésilien, où ils ouvrent historiquement leurs abattis, vont chasser et pêcher.

> *« À qui appartient la terre des Teko, la terre des Wayãpi ? A nous. Et aussi à la France. En face [rive brésilienne], c'est aussi aux Wayãpi. Comme nous, en plus, on vient du Brésil, c'est vraiment à nous. »*

Les zones identifiées comme « terres » ou « territoire » coïncident assez bien avec celles définies officiellement en tant que zones de droits d'usage collectifs. C'est logique puisqu'elles ont été définies par les anthropologues sur la base des pratiques et des zones de parcours des populations. De façon amusante, dans certains cas, la définition de la « terre » est correspond à la définition juridique des ZDUC : 5 km depuis le bord de la rivière. C'est donc le dispositif législatif qui n'est pas connu, mais la notion d'un territoire qui leur est propre est, elle, bien présente. Nous avons déjà donné quelques éléments de réponse à cet état de fait, incluant le fait qu'elles aient été très peu médiatisées et explicitées auprès des populations locales suite à leur création, entrant en contradiction avec les intérêts politiques plus généraux à la Guyane. Par ailleurs, le nom « ZDUC » est peu évocateur et auraient peut être été mieux comprises en y incorporant le terme « terre » ou « territoire » d'une ethnie particulière, ce qui était impossible au moment des négociations, car en contradiction avec l'article premier de la constitution française, n'autorisant pas de distinction entre les citoyens sur des bases ethniques (comm. pers. Françoise Grenand).

Les règles internes d'accès à la terre pour l'agriculture, ou pour l'implantation d'un nouveau village, bien que non nécessairement explicitées, sont encore aujourd'hui éloignées du modèle de propriété privée en usage en France. Les zones de droits d'usage collectifs, contribuent en cela, y compris dans la zone de libre adhésion du parc, à assurer un cadrage législatif à des logiques de propriété collective. En outre, le très fort attachement symbolique au chef coutumier et aux valeurs qu'il incarne, même dans des contextes où son autorité effective peut être limitée, montre l'importance que revêt pour les populations le fait de conserver une autonomie dans la prise de décision concernant la gestion quotidienne du territoire et des ressources naturelles, ainsi qu'une identité amérindienne forte.

2.1.2. Des logiques adaptatives d'exploitation des ressources

L'exploitation traditionnelle des ressources, basée sur une complémentarité des activités entre l'agriculture, la chasse, la pêche et la cueillette est toujours en vigueur dans la majorité des foyers amérindiens de Camopi et de Trois Sauts. Ces apports alimentaires sont aujourd'hui complétés par des denrées achetées dans la boutique du village.

Nous avons vu que la durabilité des pratiques traditionnelles était liée à des modes de vie itinérants, permettant une utilisation extensive des ressources (tant la faune que l'espace agricole). La sédentarisation des populations, fortement encouragée par l'État à partir de la départementalisation, et la croissance démographique implique ainsi un risque d'épuisement des ressources, via une surexploitation localisée (faune) et un épuisement des sols forestiers exploités trop fréquemment (rotations trop courtes).

Grenand et al. (2000) montrent néanmoins que, dans le cas des Amérindiens de la commune de Camopi, des stratégies adaptatives des modes de production ont permis jusqu'ici d'éviter ces écueils. En effet, l'arrivée des pirogues motorisées couplée au moyens financiers issus des aides sociales ou des emplois rémunérés (permettant notamment l'achat de carburant), ont permis de considérablement augmenter les territoires parcourus pour la chasse, la pêche, et l'implantation des abattis.

> *« L'accroissement de superficie ainsi consciemment opéré (770 km^2 en 1974 face à 1180 km^2 actuellement) permet de n'alourdir ni la charge horaire ni la fatigue des hommes; il permet aussi de ne pas augmenter la pression de chasse et de pêche sur le territoire. Néanmoins on constate une augmentation du temps consacré à la pêche au détriment de celui consacré à la chasse, avec pour conséquence une inversion des tonnages de gibier et de poisson. » (ibid., p 233).*

Dans sa thèse, Tritsch (2013) montre comment selon ce principe, se développe, autour de la culture de l'abattis, un système de multi-localité permettant de combiner sédentarité et durabilité de l'agriculture. Chaque famille cultive plusieurs abattis : l'un proche de la maison, accessible rapidement et de petite taille permet un entretien plus intensif et un apport de main d'œuvre quotidienne important, ce qui permet de réaliser des rotations plus courtes ; l'autre, éloigné de la maison, installé dans des zones libres de toute pression foncière pouvant être situées à plusieurs heures de pirogues, permet l'ouverture d'abattis plus grands, selon les modalités traditionnelles de culture itinérante. Ces dynamiques basées sur la mobilité et l'entraide respectent par ailleurs les logiques traditionnelles de gestion du foncier, basées sur les liens familiaux.

> *« Ces systèmes sont basés sur la multi-localité et le redéploiement des systèmes de gestion des ressources communes et permettent d'une part de contourner les contraintes d'accès aux ressources imposées par la sédentarisation, et d'autre part d'affirmer leur souveraineté sur leur territoire. Cette forme d'adaptation des systèmes de gouvernance environnementale […] confirme la forte résilience écologique et sociale des systèmes amérindiens. Les caractéristiques cœurs de leur gestion du territoire sont maintenues, avec des ressources demeurant communes, et des règles d'usages collectifs des ressources guidées par les institutions coutumières et basées sur les groupes de parenté. » (ibid. p. 376)*

Finalement, on peut juger à l'heure actuelle que l'exploitation des ressources naturelles réalisée par les populations amérindiennes reste compatible avec une gestion durable des ressources agricoles, faunistiques et floristiques.

2.1.3.La perception des pressions sur le territoire

Lors des entretiens réalisés dans les villages de Camopi et de Trois Sauts, la durabilité des pratiques actuelles réalisée par les Amérindiens n'a jamais été remise en cause par eux. En revanche, la principale préoccupation environnementale des habitants de la commune est liée à la présence des « brésiliens ». Ils entendent par cela à la fois les habitants de Vila Brasil et d'Ilha Bela, migrants en provenance du Pará ou du Maranhão, installés depuis quelques décennies face à Camopi (et se développent particulièrement depuis les années 1990, début de la ruée vers l'or), mais également les représentants de l'État brésilien (et particulièrement l'armée) qui deviennent progressivement plus actifs pour le contrôle de la frontière.

À Trois-Sauts, l'unique menace perçue sur leur terre est liée, de façon presque unanime, au fait que la police fédérale brésilienne leur interdise de chasser ou d'ouvrir des abattis sur la rive opposée du fleuve, pourtant considérée par eux, nous l'avons vu, comme territoire Wayampi au même titre que la rive française. Les entretiens que nous avons mené montrent que dans les faits, ils ne sont que très rarement contrôlés, mais les incursions de la police brésilienne et les menaces d'interdits inquiètent. Les cartes publiées par Tritsch (2013) (voir Figure 76, p. 402) montrent ainsi que les abattis continuent à être ouverts des deux côtés, mais qu'ils sont désormais majoritairement installés sur la rive française. Cette menace est également perçue comme dangereuse pour la fertilité des sols par certains habitants qui, face à l'augmentation de la population s'inquiètent d'une réduction de moitié du terroir agricole d'abattis si seule la rive française devait être utilisée. Les populations ont demandé au directeur du PAG de négocier avec les institutions brésiliennes, et notamment avec le parc Montanhas do Tumucumaque. Même si ces dernières avaient lieu, il semble peu probable qu'elles aboutissent dans la mesure où ces pratiques sont considérées comme des menaces pour les écosystèmes du parc Montanhas do Tumucumaque (Entretien chef du PNMT, Macapa, 2011), et de surcroit dans un contexte actuel de renforcement du contrôle des frontières nationales.

À Camopi, les tensions sont nettement plus fortes. À la question « Votre terre est elle menacée ? », plus de 80 % des personnes interrogées répondent par l'affirmative et citent spontanément l'orpaillage clandestin, en lien avec la mauvaise qualité de l'eau, à la pollution au mercure, à la santé, ou à la diminution du gibier).

> *« Nous on a laissé conserver un peu. S'il y a 10 hoccos, on en tue 3, s'il y en a 4 on en tue 2 et c'est tout. Les cochons bois dans la forêt, c'est tout petit. C'est les garimpeiros qui ont tout tué. » ; « Il faut lutter contre les chasseurs et pêcheurs brésiliens car ils tuent beaucoup de poisson et de gibier. Ils tuent beaucoup de tapir : 2 ou 3 par mois. » ; « Les brésiliens ils tirent les tapirs, les biches, le cariacou et ca fait longtemps. C'est pas nous. Je suis monté plus haut que Yaniwé et je n'ai rien vu comme gibier. »* (Entretiens réalisés en partenariat avec l'OHM Oyapock dans le cadre du programme PAG/CNRS, Camopi, 2012)

Le maintien, voire l'amplification du phénomène d'orpaillage illégal est perceptible au quotidien par la population, et plus particulièrement par les Teko, habitant sur les berges de la

rivière Camopi, au travers de la couleur de l'eau (« *l'eau est toujours sale* », « *l'eau est comme du lait »)*, et surtout du passage incessant des pirogues des *garimpeiros* de nuit, mais aussi de jour. La montée de l'insécurité, l'inefficacité constatée de l'action des pouvoirs publics à enrayer le phénomène, créent un sentiment de ras-le-bol croissant qui s'exprime avec force lors des discussions. La possibilité d'une action menée en propre contre les orpailleurs est même évoquée, mais jugée impossible.

> *« Nous on n'est pas beaucoup, on n'a pas beaucoup de villes. Il faut nous protéger mais les gendarmes et les militaires ne nous protègent pas. Ils laissent les Brésiliens. On aimerait flécher les Brésiliens, mais on n'est pas assez nombreux et les Brésiliens sont trop nombreux. Ils nous tueraient tous et la France ne fera rien. Toute la nuit les Brésiliens viennent pour aller orpailler et à huit heures ils arrêtent parce que les gendarmes commencent à travailler. Ils connaissent les horaires ». « Avec l'aide de l'État, on n' y arrive pas. Il faut trouver les moyens. Ou bien on tue les garimpeiros comme ils font au Brésil. Ce n'est pas une solution mais bon. Il faut de la diplomatie sinon.»* (*Ibid*.)

La participation occasionnelle des Amérindiens au transport des orpailleurs à la saison des basses eaux est avérée. Elle est globalement condamnée par les personnes interrogées mais peut en même temps être aisément expliquée compte tenu du caractère hautement lucratif d'une aller retour entre Camopi et les zones d'orpaillage en saison de basses eaux, lorsque la navigation est particulièrement périlleuse.

> *« Alors [les Brésiliens] ils donnent 500 € ou de l'or pour les Amérindiens. Ils donnent l'essence. C'est pas bien que les Amérindiens fassent ça, après l'eau est sale. Mais moi avec les allocs, je gagne 80 € par mois, c'est pas assez. Les autres, ils gagnent 2500 / 3000 € ... » (Ibid.)*

L'ensemble des problèmes environnementaux de la commune est donc cristallisé autour (i) de la question de l'orpaillage (pollution de l'eau et diminution des ressources faunistiques) et (ii) la limitation du territoire utilisable pour les pratiques d'autosubsistance. La durabilité des pratiques traditionnelles n'est en revanche jamais remise en cause. Nous allons montrer maintenant qu'aucun des dispositifs de gestion porteurs des intérêts des populations traditionnelles ne sont perçus par ces dernières comme susceptibles d'être mobilisés pour résoudre les problèmes identifiés.

2.1.4. Articulation des populations amérindiennes de Camopi aux dispositifs de gestion environnementale

Les deux principaux dispositifs « aires protégées » annonçant officiellement valoriser les pratiques des populations en Guyane sont les ZDUC (bien que le lien à la préservation de l'environnement soit ténu) et le Parc Amazonien de Guyane. A Camopi, nous allons voir que ces dispositifs restent très peu valorisés par les populations.

2.1.4.1. Les Zones de droits d'usage collectifs

Les zones de droits d'usage collectifs sont des dispositifs qui ont été conçus pour garantir des droits d'usage communautaires des ressources aux populations amérindiennes. Nous avons vu au Chapitre 6 qu'ils n'ont jusqu'ici fait l'objet que d'une faible appropriation par les populations qui en sont bénéficiaires[116]. En effet, suite à leur création, elles ont été peu médiatisées et expliquées localement.

A Camopi, ce sont les discussions menées au cours des ateliers de la mission pour la création du Parc Amazonien, puis les Conseils d'habitants ayant accompagné la rédaction de la charte du PAG, qui ont réactivé les discussions autour des ZDUC, et les ont rendues visibles pour une partie des habitants, mais néanmoins particulièrement ambiguës. En effet, au cours des conseils d'habitants, elles étaient principalement présentées comme des dispositifs problématiques par les agents du PAG, pour plusieurs raisons. D'une part, leur statut de terre collective complique l'accès aux aides européennes pour d'éventuels porteurs de projets soutenus par le PAG[117] et sont donc présentés comme « bloquant le développement ». D'autre part, du point de vue de la direction du PAG, l'intérêt des ZDUC est aujourd'hui discutable puisque le cœur du parc assure de toutes façons aux communautés le droit de pratiquer leurs activités traditionnelles. Enfin, de façon plus générale, nous avons vu que le dispositif était peu soutenu par les institutions d'État, car jugé trop flou dans sa formulation. Les discours restent dans l'ensemble très flous, et les personnes interrogées ne savent ni qui les a créées (la moitié des personnes interrogées répond « le PAG »), ni quand elles ont été créées, ni pour quel objectif.

Récemment, il semble pourtant que le nouveau chef coutumier des Wayampi du village de Camopi se soit saisi de ce dispositif, en refusant, suite à un litige, l'installation pérenne d'une construction commerciale montée par un métropolitain sur la zone de droits d'usage collectifs. Il n'est donc pas impossible que la ZDUC soit réinvestie par les autorités coutumières, pour l'affirmation de leur compétence quant à la gestion territoriale collective sur les territoires amérindiens.

2.1.4.2.Le Parc amazonien de Guyane – Parc national

Face au PAG, les positionnements sont plus clairs, mais non moins controversés.

Les habitants de Trois-Sauts sont globalement satisfaits de l'action du parc. Dans les discours, on retrouve des expressions comme *« il protège le gibier, ce qui est une bonne chose* », « *il empêche les Brésiliens et les touristes de nous envahir* », et il « *donne du travail*» (pour les

[116] A l'exception de certaines ZDUC du littoral, mobilisées par les communautés les plus impliquées politiquement sur la question.
[117] En effet, l'attribution des fonds Leader nécessite un titre de propriété (projets d'hôtellerie ou de restauration par exemple), qui n'est pas délivrable sur les ZDUC.

agents du parc notamment, mais également dans le cadre d'enquêtes sur les pratiques de chasse). Le rôle perçu du parc est ainsi unanimement de protéger la Nature, sans mention de leurs pratiques propres. Des réalisations matérielles (un ponton, etc.) en sont attendues pou le village (c'est-à-dire en Zone d'adhésion).

À Camopi, la situation est plus complexe, et les positionnements diffèrent selon que les personnes interrogées sont des Wayampi ou des Teko, selon qu'elles sont en relation plus ou moins étroite avec le parc (famille des personnes employées par le PAG…).

Nous avons vu dans l'analyse diachronique que le principal objectif commun ayant permis le ralliement des populations amérindiennes au projet de parc national était l'éradication de l'orpaillage illégal. Un habitant disait ainsi : « *Le parc, il sert contre l'orpaillage. Tout le monde était d'accord là-dessus.* ». Bien qu'en majorité, les habitants soient conscients du fait que le parc n'est pas responsable de la lutte directe contre l'orpaillage, le maintien de cette activité combiné aux déceptions face aux promesses de développement et d'emplois faites au moment de la création du PAG, sont considérées par une partie de la population comme des paroles non tenues, particulièrement préjudiciables dans des sociétés où la tradition orale tient une place prédominante. En conséquent, des discours fortement hostiles au Parc circulent, principalement axé sur les intentions futures de l'organisme : *« le parc veut voler la Terre », « le parc va interdire de chasser et de pêcher* ». Le PAG devient alors une menace externe à la possibilité de maintenir les pratiques et les modes de vie.

Ces discours sont par ailleurs étayés par des éléments d'apparence anodine tels que l'implantation d'une plaque signalant l'entrée dans le cœur de parc, située sur les aires de parcours historiques des Amérindiens et perçue comme un symbole d'appropriation. La confusion est d'autant accrue par les activités de désinformation parallèle en provenance des opposants politiques au PAG, au sein de la mairie[118], ou encore du conseil général par exemple (revendications identitaires).

Pourtant, les employés du PAG sont, au niveau de la délégation territoriale de Camopi, presque uniquement des Amérindiens[119] employés localement. Ainsi une certaine appropriation des enjeux et du dispositif se fait progressivement, au travers de ces derniers.

Les discours contradictoires entre « un parc qui protège les modes de vie des Amérindiens et développe le territoire », et « un parc qui va tout interdire et n'apporte rien de bon puisque même l'orpaillage continue » créent néanmoins des tensions au sein de la communauté, voire des familles.

---

[118] Les relations entre le maire et l'ancien chef de délégation du parc étaient particulièrement tendues, dans un contexte le PAG dispose de moyens financiers très importants par rapport à la commune amérindienne de Camopi, et entre ainsi de fait en compétition avec cette dernière quand aux réalisations faites sur le territoire.
[119] Y compris, depuis début 2012, le chef de la délégation locale, Jammes Panapuy, Teko.

Ces dernières sont exacerbées par le calendrier d'adoption de la Charte du parc qui sera normalement soumise à l'approbation des communes au premier trimestre de l'année 2014.

Finalement, malgré l'appui qu'il a reçu de la part des populations amérindiennes lors de sa création, malgré la forte reconnaissance faite aux pratiques traditionnelles dans le texte de loi, la mise en place d'emplois locaux, et malgré la tenue de conseils d'habitants dans un grand nombre de villages, les avis restent fortement partagés sur le PAG et son rôle sur le territoire. S'il peut être perçu comme un allié potentiel, il n'est en revanche jamais mis en avant par les populations comme « leur » dispositif. Le zonage proposé est même plutôt perçu comme répondant à des logiques externes, potentiellement menaçantes. L'échec de la lutte contre l'orpaillage témoigne pour une partie de la population de l'inefficacité du dispositif « parc national » et remet en cause l'ensemble des actions qui pourraient être menées.

Conclusion

Les populations amérindiennes Teko et Wayampi de la commune de Camopi savent que les terres sur lesquelles elles vivent appartiennent à l'État. Les pressions perçues par les populations dépendent de leur situation géographique : à Trois-Sauts, aux sources de l'Oyapock, ce sont principalement les militaires brésiliens qui sont source de tension, car le contrôle effectif de la frontière menace de diminuer de moitié le terroir agricole traditionnel des Amérindiens Wayampi de Guyane ; à Camopi, la principale menace perçue reste l'orpaillage (et les orpailleurs), qui crée un sentiment d'impuissance chez les populations, et une perte de confiance envers les institutions d'État (dont le PAG).

Les dispositifs ZDUC et PAG, qui annoncent spécifiquement être mis en place au service des populations sont peu appropriés par ces dernières et restent controversés. La « ZDUC » est très peu connue de la majeure partie de la population et seules les personnes les plus lettrées, impliquées dans la politique locale savent précisément de quoi il s'agit. La situation est rendue encore plus floue par le discours tenu par certains représentants du PAG (« les ZDUC empêchent le développement de Camopi»), pour qui les ZDUC n'étaient qu'un dispositif redondant avec le PAG. L'initiative récente du nouveau chef coutumier des Wayampi montre cependant que le dispositif ZDUC peut être une source de pouvoir des populations pour la gestion et l'organisation de leur territoire. Pour sa part, le PAG est perçu comme une menace (perte d'autonomie pour la gestion des ressources) par une partie de la population, comme une opportunité de développement pour d'autres. Le choix de la commune, imminent, d'adhérer ou non à la charte du PAG et donc d'intégrer la zone d'adhésion, est source de tensions importantes dans le village, voire dans les familles.

La gestion environnementale mise en place au quotidien par les populations ne s'appuie donc pas sur ces dispositifs. En revanche, les limites de « leurs territoires », c'est-à-dire les zones où les membres des communautés vont préférentiellement installer leurs abattis et prélever les ressources, sont connues précisément. Ces limites coïncident bien avec les limites définies pour les ZDUC, ce qui est logique car c'est sur la base de ces perceptions territoriales que ces limites ont été dessinées par les anthropologues. Tritsch (2013) montre que des stratégies adaptatives se mettent en place, permettant de maintenir un usage extensif des ressources. Au quotidien, la place du chef coutumier et des chefs de villages est perçue comme très importante pour la gestion du territoire, pour l'organisation des villages.

Nous allons nous pencher maintenant plus précisément sur les stratégies de gestion portées par l'établissement public du Parc Amazonien de Guyane (PAG). Les ZDUC ne font pas l'objet d'une partie spécifique puisqu'elles ne sont aujourd'hui portées par aucun acteur en tant que dispositif de gestion sur le territoire que nous étudions.

2.2. Stratégies de gestion du Parc amazonien de Guyane - PAG

Nous avons choisi de traiter ici de ce dispositif, dans la mesure où il est nettement affiché par l'établissement public du PAG que la protection de la Nature dans ce contexte amazonien passe par la reconnaissance et la valorisation des pratiques traditionnelles et la valorisation des initiatives locales pour le développement durable des territoires. Pourtant, au vu du paragraphe précédent, l'adhésion de la population et son implication dans le dispositif reste limitée. Nous allons donc nous intéresser aux actions gestionnaires menées par l'établissement public du PAG en prenant au sérieux les objectifs environnementaux annoncés.

Ces objectifs sont annoncés dans le décret de création du parc, et déclinés dans la Charte des territoires du PAG, qui est, comme on l'a vu au Chapitre 6, le document définissant un projet pour ce territoire. La Charte précise la réglementation de la zone de cœur, et définit les objectifs recherchés dans la zone d'adhésion. Suite à enquête publique, ce document a été validé par le conseil d'administration du parc en 2013, puis reconnu par arrêté ministériel la même année. Il est donc représentatif de la logique portée par l'établissement public du PAG quant aux modes de gestion à mettre en œuvre sur les territoires concernés, et, dans notre cas, sur la zone frontalière.

Du croisement entre les principes ayant conduit au classement du parc national d'une part, et le diagnostic territorial d'autre part, trois enjeux principaux ont été définis pour le parc amazonien de Guyane : (i) la préservation de l'écosystème forestier amazonien et des interactions entre l'Homme et le milieu naturel, (ii) la reconnaissance et valorisation de la diversité culturelle et transmission des valeurs, savoirs et savoir-faire et (iii) l'amélioration de la qualité de vie des habitants et un développement économique local adapté. Ils se traduisent de façon différente selon que l'on se situe en zone cœur ou en zone d'adhésion (Figure 86).

On voit que les objectifs de la zone de cœur comme ceux de la zone d'adhésion allient intimement préservation des écosystèmes, utilisation durable des ressources naturelles et modes de vie des populations. Dans les deux cas, une éradication de l'orpaillage illégal est recherchée. La différence principale est que sur la zone d'adhésion, un objectif de développement économique est porté, ce qui n'est pas le cas dans la zone de cœur. En outre, les activités mises en œuvre en zone d'adhésion ne sont pas portées, mais uniquement soutenues par le PAG.

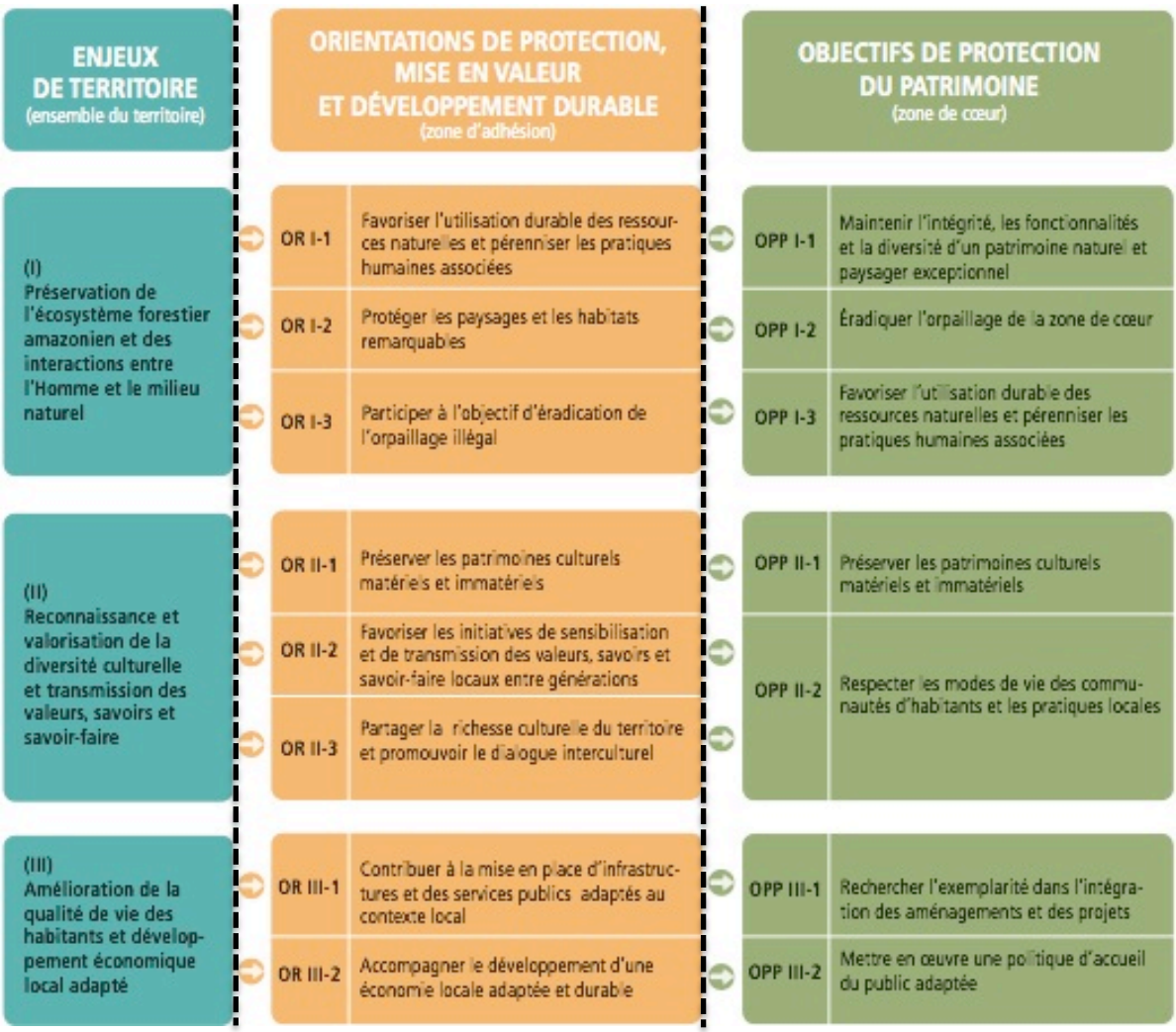


Figure 86 : Tableau synthétique extrait de la charte du PAG, déclinant les orientations de gestion prises pour chaque enjeu.

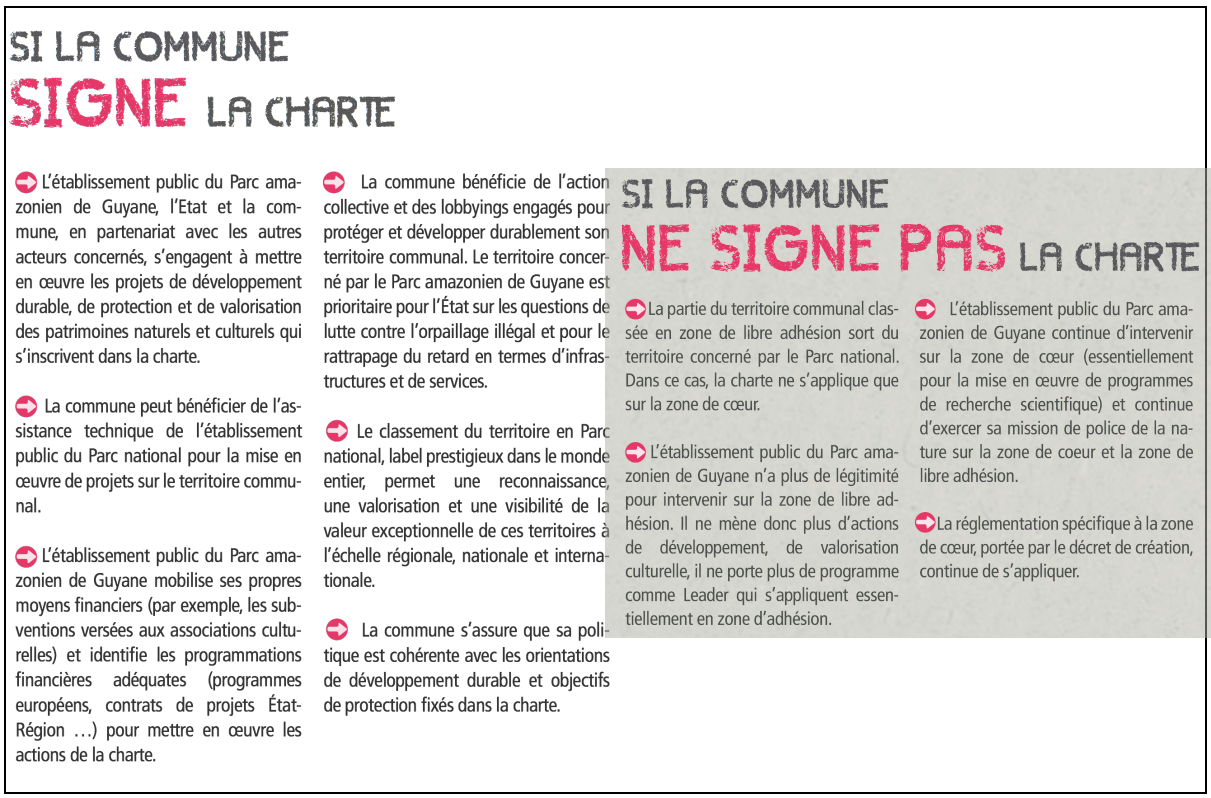
Nous allons montrer que la stratégie mise en œuvre par l'établissement du PAG est ainsi articulée autour de 4 grands axes. Le premier est avant tout procédural, et visait à rédiger une charte correspondant aux attentes du territoire et définissant les grandes orientations de gestion, puis à la faire accepter par les différentes communes concernées (en 2014). Les autres axes stratégiques qui ressortent des actions mises en place par le PAG visent à (i) à éradiquer l'orpaillage illégal, (ii) produire des connaissances permettant d'une part de connaître les pratiques pour assurer leur durabilité, d'autre part, d'améliorer les connaissances sur les écosystèmes, et (iii) définir et soutenir de nouvelles activités économiques durables.

2.2.1. Construire et « faire passer » la Charte du Parc national

Construire et faire accepter la Charte a été un travail de longue haleine pour l'établissement du PAG. En effet, il s'agit de construire un projet porteur de légitimité à la fois au niveau national, régional et communal. En outre, nous avons vu que la superficie de la zone d'adhésion du PAG dépendait du choix des communes d'adopter, ou non, la Charte. Si en métropole, les communes ne représentent généralement qu'un petit pourcentage du territoire des Parcs nationaux, la zone

d'adhésion du PAG ne concerne que quatre communes (Camopi, Maripasoula, Saül, Papaïchton). Leur choix d'adhérer ou non au PAG implique donc des conséquences importantes sur les missions à remplir par les agents, puisqu'une partie importante d'entre eux sont en charge des questions de développement durable. La publicité réalisée par le PAG en faveur de la charte a donc été particulièrement importante au cours de ces dernières années.

Elle s'est traduite spécifiquement à travers la tenue de conseils d'habitants dans les communes du Parc, qui visaient à la fois à comprendre les attentes des populations, mais également à informer sur la signification et l'objectif de la Charte ; à travers des réunions publiques menées sur le littoral ; à travers la publication de nombreux documents de vulgarisation (Figure 87).



SI LA COMMUNE
SIGNE LA CHARTE

L'établissement public du Parc amazonien de Guyane, l'Etat et la commune, en partenariat avec les autres acteurs concernés, s'engagent à mettre en œuvre les projets de développement durable, de protection et de valorisation des patrimoines naturels et culturels qui s'inscrivent dans la charte.

La commune peut bénéficier de l'assistance technique de l'établissement public du Parc national pour la mise en œuvre de projets sur le territoire communal.

L'établissement public du Parc amazonien de Guyane mobilise ses propres moyens financiers (par exemple, les subventions versées aux associations culturelles) et identifie les programmations financières adéquates (programmes européens, contrats de projets État-Région …) pour mettre en œuvre les actions de la charte.

La commune bénéficie de l'action collective et des lobbyings engagés pour protéger et développer durablement son territoire communal. Le territoire concerné par le Parc amazonien de Guyane est prioritaire pour l'État sur les questions de lutte contre l'orpaillage illégal et pour le rattrapage du retard en termes d'infrastructures et de services.

Le classement du territoire en Parc national, label prestigieux dans le monde entier, permet une reconnaissance, une valorisation et une visibilité de la valeur exceptionnelle de ces territoires à l'échelle régionale, nationale et internationale.

La commune s'assure que sa politique est cohérente avec les orientations de développement durable et objectifs de protection fixés dans la charte.

SI LA COMMUNE
NE SIGNE PAS LA CHARTE

La partie du territoire communal classée en zone de libre adhésion sort du territoire concerné par le Parc national. Dans ce cas, la charte ne s'applique que sur la zone de cœur.

L'établissement public du Parc amazonien de Guyane n'a plus de légitimité pour intervenir sur la zone de libre adhésion. Il ne mène donc plus d'actions de développement, de valorisation culturelle, il ne porte plus de programme comme Leader qui s'appliquent essentiellement en zone d'adhésion.

L'établissement public du Parc amazonien de Guyane continue d'intervenir sur la zone de cœur (essentiellement pour la mise en œuvre de programmes de recherche scientifique) et continue d'exercer sa mission de police de la nature sur la zone de coeur et la zone de libre adhésion.

La réglementation spécifique à la zone de cœur, portée par le décret de création, continue de s'appliquer.

Figure 87 : Extrait des documents de communication publiés par le PAG concernant la Charte

Par ailleurs, « Faire passer » la Charte auprès des communes impliquait de montrer l'importance du parc, via la mise en avant des actions menées, des résultats obtenus. Cela impliquait de réaliser des actions visibles de développement des territoires et de les médiatiser.

La lutte contre l'orpaillage est également l'une des thématiques les plus sensibles, et nous allons voir que le PAG a donc pris sur ce sujet un positionnement en contre-pied des autres administrations d'État.

2.2.2. *Lutter contre l'orpaillage illégal, une priorité*

Le diagnostic territorial présenté dans la Charte place la lutte contre l'orpaillage illégal comme une priorité pour le PAG. Ce positionnement est renforcé par le fait que, comme nous l'avons vu dans la partie précédente, la permanence de cette activité discrédite l'action du PAG aux yeux des populations présentes sur ce territoire.

Le dispositif de lutte, mettant en avant l'enjeu sécuritaire, est le même que pour le reste de la Guyane. « *La lutte contre l'orpaillage illégal c'est une « coordination préfet » sous responsabilité « gendarmerie », avec les forces armées de Guyane (FAG) et tout un panel de partenaires autour, dont le Parc et l'ONF* » (Entretien équipe de direction du parc, 2012). Les agents du PAG présents sur place assurent ainsi des missions de surveillance, mais ne participent pas aux actions de lutte. La raison est principalement liée à la sécurité des équipes du parc : « *Ce qu'il faut savoir c'est que les forces de l'ordre tournent. Ils restent trois mois ou quatre mois […]. Ce qui reste c'est les agents du parc. Donc on ne va pas à l'intervention parce que ce n'est pas du tout prévu dans nos missions […].* » (*ibid*.).

Les agents du PAG participent à la collecte de données de suivi du phénomène : le PAG produit ainsi de façon autonome des données à partir d'images satellites, il finance des missions héliportées supplémentaires, et réalise aussi des relevés de la qualité de l'eau (turbidité). Ces données alimentent le dispositif guyanais de lutte contre l'orpaillage : *« On n'est pas dans l'intervention ni dans la lutte à proprement parler mais pour nous c'est de la surveillance, de l'alerte, du renseignement et du suivi de paramètres environnementaux »* (*ibid*.). Un budget de 60 000 à 80 000 € par an est alloué à cette activité de surveillance. Le fait de produire des données en autonomie permet en outre au PAG de les diffuser[120] au grand public et de les utiliser pour faire pression auprès des services responsables de l'intervention (gendarmerie, armée, préfecture), de façon à prioriser les actions de lutte sur le territoire du PAG, et en particulier à proximité des zones habitées. Il est en effet essentiel pour la direction du parc de pouvoir communiquer sur l'évolution du contrôle de l'activité aurifère.

> *« Le parc prend le droit de diffuser cette information. Ce sont nos sujets environnementaux. […] Dans nos missions on considère qu'on a le droit, c'est notre responsabilité, on a une mission de préservation de l'environnement, de suivi des patrimoines naturels, de connaissance des territoires. Ne pas communiquer là dessus, ne pas livrer ces éléments d'information là ce serait hypocrite et contre productif par rapport à nos missions. » (Ibid.)*

La Figure 88 est une carte disponible sur leur site Internet et constituait jusqu'à décembre 2013[121], la seule source d'information officielle sur la situation. Le parc a joué en cela un rôle

[120] Des données de suivi satellitaire des impacts de l'orpaillage sont également produites par l'ONF à l'échelle de l'ensemble du territoire, mais leur diffusion est réduite et soumise à autorisation préfectorale.(Nicolle & Leroy, 2014)
[121] Fin 2013, suite à la visite du Président Hollande, la préfecture a fourni des informations sur la situation pour l'ensemble de la Guyane.

d'alerte environnementale qu'aucun autre acteur public n'était en mesure d'endosser officiellement en Guyane, allant jusqu'à diffuser à la presse des informations jugées non communicables au grand public par la préfecture, comme par exemple le nombre de chantiers illégaux (Figure 89). Le positionnement du PAG vise ainsi à redonner aux données de suivi de l'orpaillage illégal le rôle d'alerte environnementale porté quelques années plus tôt par l'ONF, avant qu'elles ne deviennent avant tout des indicateurs pour la planification des missions armées.

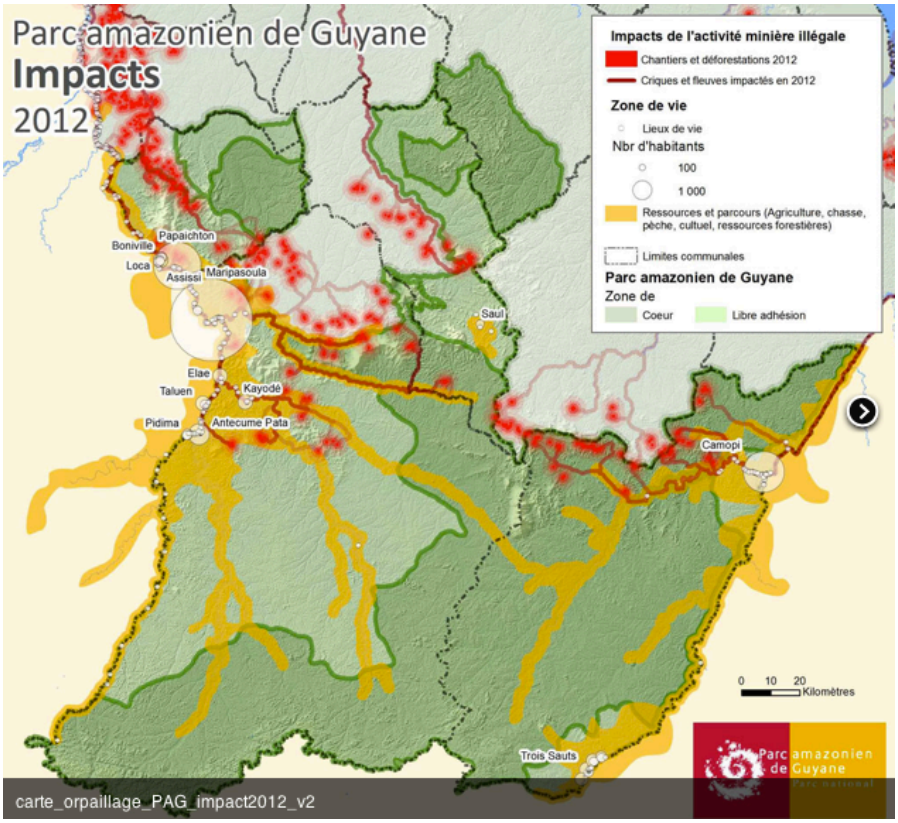


Figure 88 : Carte illustrant les impacts de l'orpaillage illégal dans le parc amazonien.

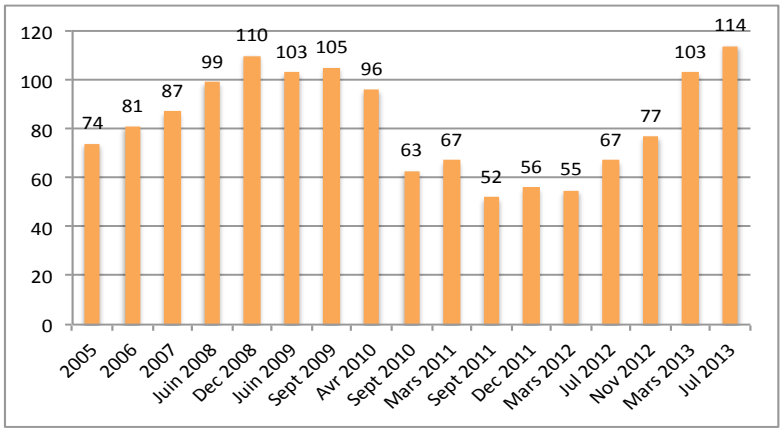


Figure 89 : Évolution du nombre de chantiers d'orpaillage dans le parc national de Guyane.
Source : France Guyane[122]*, 06/09/2013*

[122] http://www.franceguyane.fr/regions/guyane/niveau-record-de-l-orpaillage-clandestin-171657.php, consulté en novembre 2013

Ce rôle n'était depuis porté que par des ONG : depuis 2006, le WWF Guyane demandait en vain une publication des données à la société civile, allant jusqu'à financer et diffuser des données produites en parallèle (Nicolle et Leroy, 2014). L'idée défendue est que seule une information claire sur la situation est susceptible de permettre une prise de conscience citoyenne et une remontée sur l'agenda politique de l'enjeu environnemental et social représenté par cette activité (Nicolle et Leroy, *op.cit.*).

Ce positionnement du parc, impliquant une confrontation avec la préfecture, était jugé nécessaire pour assurer une légitimité minimale du PAG, en particulier face aux populations du territoire. L'une des stratégies est de jouer un rôle de lobby en interne à l'État, basé sur la diffusion de l'information, pour la prise en compte des intérêts environnementaux du territoire guyanais. Le PAG constitue ainsi sur le thème de l'orpaillage, avec les ONG (WWF, GNE) une coalition porteuse des enjeux environnementaux, qui n'est permise que par leur relative indépendance vis-à-vis des décisions de la préfecture (le PAG dépend directement du ministère de l'environnement).

On retrouve ce rôle dans le cas du projet REXMA (Encadré 14, p.415) où même la présence du parc national (créé suite à un engagement présidentiel), et la forte opposition de la commune de Saül au projet n'étaient pas reconnus comme un argument suffisant pour freiner l'implantation d'entreprises minières, soutenues par le ministère du redressement productif.

En parallèle de cet enjeu majeur pour la préservation des écosystèmes, le deuxième axe stratégique du PAG vise à développer ou soutenir sur le territoire des activités qui soient compatibles avec une préservation de l'environnement. Cela se fait d'une part en produisant des données à la fois sur les pratiques des populations et sur l'état des écosystèmes, d'autre part en proposant des activités complémentaires pour un développement économique durable du territoire.

2.2.3. Des données pour accompagner le maintien ou la mise en place de pratiques durables

A l'heure actuelle, au vu des informations très lacunaires sur l'état des écosystèmes, mais également sur les pratiques des populations qui leur sont associées, le PAG considère prématuré de définir des règles de gestion environnementale pour les populations du parc. Pour le moment, la stratégie consiste ainsi à collecter des données à la fois environnementales, socio-environnementales et sociales, pour mieux comprendre les dynamiques territoriales. Le PAG est donc particulièrement proactif pour le co-financement ou le soutien à la production de connaissances scientifiques. : *« Produire et partager des connaissances au service des enjeux des territoires en s'appuyant sur la recherche et les connaissances scientifiques.* » (PAG, 2012).

Le Tableau 83 synthétise les différents programmes de production de connaissances menés jusqu'en 2012, en mobilisant des chercheurs et spécialistes de nombreuses disciplines. Si certains programmes peuvent concerner uniquement la connaissance des milieux naturels (Vert), la majorité

a une vocation de recherche appliquée de compréhension du fonctionnement de ces derniers (bleu) ou des interactions entretenues entre pratiques des populations et milieux naturels (orange). Un seul programme a une visée purement sociologique (violet).

Tableau 83 : Programmes de production de connaissances du Parc Amazonien de Guyane.
Données sources : Bilans d'activité du parc amazonien de Guyane jusqu'en 2012.

Programme de production de connaissance	Partenaires impliqués
Inventaire entomologique à Saül	SEAG
Mission pluridisciplinaire d'inventaire (Mont Itoupé)	Nombreux spécialistes
Programme habitat	ONF, ONCFS, IRD
Programme petites masses d'eau : déterminer la qualité des cours d'eau.	CNRS, INRA, IRD, ONF, IRSTEA, IRSA
Étude du mercure et de ses impacts	Laboratoire GET
Suivi opérationnel des Pécaris à lèvres blanches	ONCFS, Union européenne
Chasse et faune sauvage	OHM-CNRS, ONCFS
Étude de l'arouman	OHM-CNRS
Suivi des surfaces agricoles à Maripasoula	/
Territorialité, gouvernance et dynamiques socioculturelles à Camopi	OHM-CNRS, CIRAD

La mise en place des programmes de recherche sur les interactions pratiques – environnement traduit en fait un décalage entre l'annonce de la doctrine gestionnaires et la doctrine réelle. En effet, le postulat de base annoncé est que les pratiques des populations traditionnelles sont durables. Or le diagnostic présenté dans la Charte présente comme problématiques les changements en cours dans les sociétés, liés à l'augmentation démographique, la sédentarisation et une entrée croissante dans une société de consommation. De façon sous-jacente aux programmes de suivis mis en place, on a donc l'idée que les pratiques de populations ne seraient plus nécessairement durables, et qu'il est en tout cas nécessaire de s'en assurer.

Les suivis réalisés servent également à objectiver les impacts réels des pratiques, et à fournir au ministère de l'environnement la preuve que ces dernières permettent effectivement une gestion durable des ressources sur le long terme, ce qui est le minimum exigé dans un parc national, et a fortiori en zone cœur.

Enfin, elles soutiennent l'élaboration de règles de gestion adaptées aux populations, éventuellement en décalage avec les règles applicables sur le reste du territoire. Ces règles, définies en concertation avec les populations, doivent répondre à la fois aux attentes de ces dernières, et être acceptées par le ministère. La production de données est donc un moyen de d'établir et de légitimer les décisions gestionnaires du PAG vis-à-vis de l'État central et des populations.

> *« On est quand même dans un choc de cultures, parce que d'un côté on a une administration centrale qui va dire voilà, il y a des espèces, elles ont une biologie fragile donc il faut les protéger à vie. […]Et puis de l'autre côté on a aussi une approche qui est complètement différente culturellement de la préservation […]: les gens ne vont pas chasser une espèce pendant un ou deux ans, ou ce n'est qu'une partie, qu'un groupe ou une famille qui ne chasse pas une espèce, il y a plein de constructions différentes de systèmes de gestion et de protection, c'est complètement l'opposé de nous. »* (Entretien service Patrimoines naturels et culturels, PAG, 2012).

Pour illustrer la difficulté de l'exercice, prenons par exemple le cas du « Programme d'étude, suivi et gestion – Faune chassée », emblématique de la logique participative mise en place par le PAG. Issu d'un partenariat entre le Parc, des anthropologues du CNRS (OHM Oyapock) et le service recherche de l'ONCFS, ce programme vise à donner des estimations de la ressource en faune chassée, à mieux comprendre les pratiques de chasse des populations, et, à terme, à définir, en concertation, des règles de gestion légitimes et acceptées par tous.

Les mesures combinent une collecte de données basées sur des fiches remplies par les chasseurs impliqués dans le programme, et sur des relevés d'abondance (Indice kilométrique d'abondance) permettant une analyse statistique sur le long terme de la présence de faune sur le territoire (voir Chapitre 9). Les résultats finaux n'ont pas encore été publiés et nous nous baserons ici sur des travaux similaires menées dans le cadre de la mission pour la création du parc, mobilisant la même méthodologie.

Tableau 84 : Résultats des programmes antérieurs concernant la faune chassée

Résultat des enquêtes chasse en 2005*(Richard-Hansen 2005)*
« Dans le village amérindien de Trois Sauts, complètement isolé et n'ayant pas de problème de compétition avec d'autres communautés […], mais n'ayant que peu de possibilités matérielles permettant d'étendre leur zone de chasse, la chasse s'effectue pour une grande part autour du village, à pied, et le long du fleuve Oyapock vers l'aval du village. ***L'impact sur les populations animales est fort mais très concentré.*** *Dans le village de Camopi […],malgré la taille de la population humaine,* ***l'impact est relativement faible car dilué dans l'espace****. […] Il souffre actuellement de la forte compétition avec les nombreux orpailleurs clandestins. »*
Résultats issus des mesures d'abondance (IKA)
« Les densités apparaissent significativement plus faibles en moyenne dans les zones chassées pour 6 espèces: les grands primates : singe atèle (Ateles paniscus), singe hurleur (Alouatta seniculus), capucin noir (Cebus apella), les gros oiseaux terrestres frugivores : Hocco (Crax alector) et Agami trompette (Psophia crepitans), et le pécari à collier (Tayassu tajacu) ».

La production de ce type de données n'est cependant que le début du processus qui se poursuit par une discussion des résultats avec les populations. Ce processus est actuellement en cours sur le fleuve Maroni où les autorités coutumières ont saisi le parc pour entamer un processus de réflexion sur la question. Nous n'avons pas les résultats issus de ces réunions, mais les entretiens avec le chargé de mission en charge du programme au PAG, et avec l'anthropologue coordonnant le programme sur l'Oyapock, de nombreux points délicats à régler seront soulevés. Nous en abordons certains ci-dessous.

→ Réglementation concernant les espèces protégées

Il n'y a pas à l'heure actuelle de statut dérogatoire officiel concernant la chasse des espèces protégées dans le PAG. Il ne s'agit que d'une tolérance, absolument nécessaire au bon déroulement des enquêtes chasse. Une certaine ambiguïté flotte néanmoins, y compris dans le discours des agents du PAG, quant à la posture à tenir vis-à-vis de ces espèces. Pour le moment, et jusqu'à l'édiction de règles concertées et donc jugées légitimes par tous, la tolérance prévaut pour les habitants du parc.

→ Établissement d'un règlement valable pour l'ensemble des communautés, sur l'ensemble du territoire

Les discussions menées avec les anthropologues impliqués dans le projet préfigurent de difficultés quant à l'établissement de règles de gestion reconnues pour et par l'ensemble des communautés (Amérindiens, Bushinengués). Il n'y a en effet pas d'homogénéité de pratiques chez les différentes communautés du parc. En parallèle, reconnaître de façon officielle des différences de droits entre ces dernières semble une gageure d'un point de vue législatif.

Par ailleurs, les modalités d'établissement des « règles », qui n'ont pas vocation à suivre une procédure imposée par le parc, seront confrontées aux écueils habituels des procédures participative en termes de représentativité, de légitimité, auxquelles ni le Parc, ni les populations ne sont réellement familiarisées, contrairement à d'autres pays (notamment le Brésil) où se genre d'exercice se pratique depuis une vingtaine d'années.

→ Modalités d'application de la réglementation

Une partie des agents du Parc est d'ores et déjà assermentée pour verbaliser les personnes commettant des délits. Un accord a été passé entre le Parc et le parquet, non communicable aux tiers au moment des entretiens, pour permettre des adaptations des sanctions appliquées aux populations des territoires en cas de non respect des règles fixées. A l'heure actuelle, seules les populations extérieures au Parc sont susceptibles d'être verbalisées, si ce n'est en cas d'excès notoires.

→ Interférence des activités d'orpaillage illégal

La présence en nombre d'orpailleurs clandestins n'est pas à négliger. En effet, l'instauration de règles de gestion durables peut n'avoir qu'un effet minime sur les populations si par ailleurs, des pressions très fortes généralisées sont exercées par la faune (chasseurs professionnels alimentant les sites d'orpaillage clandestins notamment).

Nos enquêtes triangulées avec l'analyse montrent que sur le terrain le parc n'applique aucune action coercitive à l'encontre de la chasse pratiquée par les populations et que ce n'est d'ailleurs pas son objectif. On est donc très éloignés d'une doctrine de protection stricte puisque même les espèces protégées peuvent aujourd'hui être chassées. Finalement, il est évident que l'on se situe loin des modèles coercitifs qui sont parfois plaqués au parc national et qu'effectivement, il ne peut pas être classé dans les « espaces strictement protégés ». Plus que d'imposer des règles, même négociées, le rôle du parc pourrait être de mettre en œuvre la pérennisation des suivis de population, assurant la production de données de long terme sur l'évolution de la faune chassée, et de permettre une appropriation de ces données par les populations. La coercition doit en revanche concerner de façon stricte les pratiques qui ne relèveraient plus de la subsistance, dont particulièrement la commercialisation de la viande.

Par ailleurs, si ce projet de recherche est exemplaire du point de vue de l'implication des populations, permise par la présence et l'encadrement d'anthropologues expérimentés sur ces méthodologies, ce n'est pas le cas de tous les programmes de recherche. La dimension anthropologique a en effet pu être sous-évaluée dans certains programmes (par exemple dans le cas du programme d'évaluation des impacts du mercure) incluant pourtant des interactions fréquentes avec les populations. Il en résulte un rejet de la démarche scientifique mise en œuvre par les habitants.

2.2.4.En zone d'adhésion, un soutien au développement local

Le troisième axe stratégique de la gestion du PAG vise à soutenir le développement local du territoire du Parc, principalement en zone d'adhésion. Cela passe principalement par deux modes d'action :

- la mise en place d'infrastructures dites « de base » dans les communes concernées, financées sur une enveloppe nommée « Plan d'accompagnement du parc amazonien de Guyane », gérée par la préfecture : accès à l'eau potable, à l'électricité, et infrastructures de transports sont les principaux chantiers en cours., pour un montant engagé de plus de 26 millions d'euros en 2012 (sur un total programmé de 49 millions d'euros). Ces fonds ne sont pas inclus dans le budget du PAG.
- le soutien aux initiatives locales de développement, au travers de l'organisation de formations pour la structuration de micro-filières (agriculture, foresterie, tourisme), et la mise à disposition de fonds européens (enveloppe LEADER) pour le soutien aux porteurs de projets.

C'est sans conteste sur ce volet que les communes attendent le plus du PAG. Comme le soulignait déjà I. Tritsch (2013) l'amalgame de l'ensemble des missions annoncées par le Parc lui confère des attributions à la fois ambitieuses et potentiellement contradictoires, qui ont tendance à brouiller quelque peu la compréhension qu'en ont les populations. Par ailleurs, cela complexifie considérablement le positionnement de l'établissement du point de vue du portage environnemental. En effet, prôner le développement de filières commerciales touristiques, agricoles et forestières, locales et durables, implique néanmoins d'être particulièrement vigilant aux impacts environnementaux associés à ces activités. Si l'objectif de soutien aux populations et de réduction des inégalités entre le nord et le sud de la Guyane est louable en soi, son portage par le même organisme « Parc » qui défend une protection forte des écosystèmes de la zone cœur (tout en y tolérant les activités des populations traditionnelles et résidentes), peut amener à terme, et sous couvert de complémentarité entre les objectifs, à des contradictions internes fortes entre logiques de conservation et logique de développement et de désenclavement.

Conclusion

Le Parc amazonien de Guyane – PAG, créé en 2007, est géré par un Etablissement public composé d'environ 90 personnes (chargés de mission, agents de terrain, personnel administratif) pour moitié recrutées localement. Le recrutement local permet de contribuer au développement du territoire, de mieux saisir les enjeux locaux, mais aussi de constituer un portage des enjeux du PAG au sein des territoires.

L'un des principaux objectifs porté par cet établissement depuis sa création est la rédaction de la Charte, dans une logique de concertation territoriale, qui synthétise les enjeux pour la gestion durable du territoire et sert de base à la mise en œuvre de la gestion. Enormément de temps et d'énergie et d'agent ont été consacrés à la rédaction de ce document, et à sa mise en valeur pour rallier à la fois l'État, les collectivités et les communes au projet porté. L'adhésion des communes à la charte est fondamentale car elle déterminera le périmètre d'action du PAG (en ce qui concerne la zone d'adhésion) pour les années à venir. Cela implique donc la mise en œuvre de stratégies et de discours visant l'acquisition d'une légitimité suffisante à la fois au niveau national (protection des écosystèmes amazoniens), au niveau régional (développement du territoire et désenclavement), et au niveau local (développement local et maintien des droits des populations sur l'usage des ressources naturelles).

Pour cela, l'un des axes prioritaires d'action du PAG est la lutte contre l'orpaillage illégal. Comme sur l'ensemble du territoire guyanais, elle est prise en charge par les forces de l'ordre (gendarmerie, armée) mais le PAG jour un rôle très actif de soutien à cette lutte en mettant en place de suivi précis des impacts. La communication de ces données au grand public va à l'encontre de la politique préfectorale sur l'orpaillage et permet au PAG de faire pression sur les autres corps de l'État pour prioriser la lutte sur son territoire.

Face aux évolutions socio-économiques et démographiques rapides et au changement des pratiques des populations, la stratégie adoptée pour le moment consiste à financer des travaux de recherche pour comprendre les dynamiques territoriales en cours et légitimer ou faire évoluer les pratiques locales de gestion des ressources naturelles (faune notamment). En parallèle, l'établissement public porte auprès des mêmes populations la mise en place de pratiques innovantes supposées peu impactantes, dans la recherche d'une gestion endogène et durable du territoire.

Finalement, l'ensemble de ces missions rend l'objectif du PAG difficile à saisir pour les populations locales, qui ne peuvent pas s'approprier ce dispositif puisqu'il couvre des champs d'action qui dépassent largement la gestion directe et quotidienne du territoire : le PAG leur concède des droits spécifiques, mais elles ne sont pas acteurs majoritaires dans les décisions prises. Le PAG est donc avant tout un projet de développement durable des territoires du Sud, porteur de valeurs multiples de préservation (principalement assurée par l'immensité des territoires), de soutien des pratiques traditionnelles (mais dans certaines limites devant être reconnues écologiquement viables), de développement économique durable (selon des pratiques innovantes exogènes et des politiques de rattrapage et de désenclavement).

Nous avons montré qu'en Guyane, les populations traditionnelles et locales n'étaient finalement jamais reconnues par l'État comme gestionnaires d'environnement totalement légitimes sur un territoire donné. Les ZDUC leur accordent des droits limités et bénéficient d'une reconnaissance si faible de la part des administrations d'État qu'elles sont vidées de leur contenu, et d'ailleurs inconnues de la majeure partie des populations supposées en bénéficier ; le PAG un établissement public qui reste globalement ambigu quand aux règles qui seront appliquées à terme sur le territoire, qui devront être à la fois acceptables pour l'ensemble des populations, selon des modalités de participation encore à définir, et reconnues écologiquement viables par le ministère de l'Environnement. Nous allons voir comment ces paradoxes sont pris en charge dans le cas des Terres indigènes brésiliennes du Bas Oyapock.

2.3. Dans les terres indigènes de la rive brésilienne du bas-Oyapock, une clarification des priorités environnementales

Nous avons vu au Chapitre 6 que les populations amérindiennes des Terres indigènes brésiliennes du Bas-Oyapock ont commencé à se structurer politiquement dès les années 1970. Cela s'est traduit par la réalisation de grandes assemblées de l'ensemble des communautés, qui se tiennent encore actuellement tous les deux ans. Ce processus s'est accompagné très tôt de questionnements sur la façon de prévenir les impacts environnementaux issus des activités externes à leur territoire (principalement la route, et l'orpaillage), et également sur la durabilité des pratiques internes (avec l'édiction de normes communes propres aux populations). Jusqu'à aujourd'hui, chaque village s'organise de façon indépendante autour du *cacique* (chef), mais les assemblées générales permettent des engagements et des prises de positions communs. De façon plus générale, le conseil des caciques, regroupant les chefs des villages est aujourd'hui l'instance représentative des populations indigènes.

Nous avons souligné la mise en place d'une dynamique de formalisation de la gestion depuis la fin des années 2000, concernant tout d'abord l'ensemble des problématiques rencontrées dans les Terres Indigènes (Plan de vie en 2009), puis, de façon plus spécifique, les problématiques environnementales, étroitement liées à la notion de gestion et contrôle du territoire (Programme de gestion territoriale et environnementale – PGTA en 2013). La Figure 90 synthétise les thématiques traitées par le Plan de vie et le PGTA. Cette formalisation de la gestion au travers de documents de planification a été proposée et coordonnée par des ONG socio-environnementales impliquées dans la région depuis plusieurs années (*The Nature Conservancy* et Iepé), et soutenue par la FUNAI (organisme de l'État fédéral en charge du respect des droits des Amérindiens). Ils sont aujourd'hui dans la ligne directe de la politique nationale du PNGATI (Plan national de gestion environnementale des terres indigènes), évoqué en Partie II.

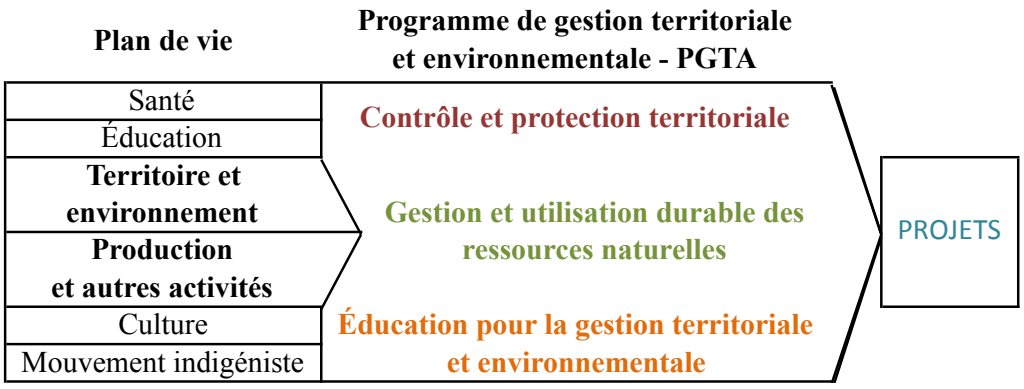


Figure 90 : Articulation entre le *Plano de vida* et le PGTA.
Reproduit et traduit de PGTA (2010)

La décision de construire le PGTA a émergé dans un contexte de changements rapides au sein des Terres indigènes : d'une part, comme en Guyane, des changements socio-économiques, liés à une évolution rapide des modes de vie des populations, à l'apparition de besoins nouveaux, à une augmentation démographique importante ; d'autre part, des changements politiques, avec un retrait des personnels de la FUNAI historiquement présents dans les TI, et des prérogatives plus importante pour le Conseil des Caciques. Par ailleurs, les moyens financiers de la FUNAI sont particulièrement faibles, et ne permettent pas d'assurer certaines missions correctement (surveillance du territoire…). En revanche, les pressions externes sont de plus en plus fortes, liées à l'augmentation démographique d'Oiapoque, et, plus spécifiquement, aux travaux de revêtement de la route BR156. Dans ce contexte, la formalisation des besoins exprimés par les populations en termes de gestion environnementale et territoriale permet à la fois de rendre visible ces besoins, et de constituer un support pour y adosser des montages de projets (notamment pour les ONG).

Les principales priorités retenues pour le PGTA sont organisées en trois axes, déclinés dans le Tableau 85.

Tableau 85 : Synthèse des objectifs définis dans le PGTA (2013) pour chaque axe d'action.

Axes du PGTA	Déclinaison en objectifs
Contrôle et protection territoriale	Faire des recherches et des suivis des ressources naturelles ; Protéger les ressources piscicoles pour la pêche ; Contrôler les points stratégiques de protection ; Contrôler et suivre les impacts de la route BR-156 ; Garantir l'atténuation des impacts liés aux infrastructures qui affectent les terres indigènes ; Garantir une structure logistique et de communication nécessaire à la protection des Terres indigènes Réaliser des actions de suivi des activités réalisées autour des TI et garantir la protection des limites.
Gestion et usage durable des ressources naturelles	Gestion des ressources extractivistes non ligneuses pour l'artisanat, la commercialisation et la sécurité alimentaire Gestion des populations de caïmans et de tortues ; Gestion durable des ressources piscicoles ; Renforcement des activités productives durables pour la sécurité alimentaire ; Évaluation de la situation des populations des espèces chassées soumises à pression Promotion de l'enrichissement des zones de jachère ; Garantie de l'intégrité des bassins des fleuves qui traversent les Terres indigènes Contrôle et combat des incendies.
Éducation pour la gestion territoriale et environnementale	Promouvoir la formation continue d'agents environnementaux indigènes pour leur donner les moyens de discuter et gérer les questions relatives à l'environnement, en recherche de l'autonomie et de l'autodétermination des populations indigènes. Leur créer un statut et une rémunération adaptée. Augmenter les connaissances sur l'environnement en lien aux parcours scolaires. Réaliser des documents bilingues sur la gestion environnementale Mobiliser les communautés pour des actions de gestion de l'environnement.

On retrouve la même stratégie globale que pour le PAG : développer une stratégie générale reconnue comme légitime (la charte pour le PAG, le plan de vie et le PGTA pour les TI) pour pouvoir développer sur cette base des actions de gestion environnementale et territoriale. Les différences principales avec la Charte du PAG sont (i) qu'il s'agit ici d'une démarche volontaire proposée par les ONG et soutenue tant par la FUNAI que par les populations, (ii) que le contenu découle intégralement d'ateliers participatifs réalisés avec les chefs de villages et (iii) que la seule validation vient, là encore, des populations elles-mêmes.

Les objectifs concrètement visés sont le contrôle du territoire, une meilleure gestion des ressources et le développement d'un enseignement adapté sur les questions environnementales, pour le développement de compétences propres aux populations amérindiennes.

Pour détailler la logique suivie, nous nous proposons ici de nous baser sur les rapports des trois groupes de travail réalisés avec les chefs des villages indigènes, et ayant conduit à l'élaboration du PGTA. Cela nous permet de mettre en exergue les priorités d'action perçues par les populations, les stratégies mobilisées jusqu'ici, et les évolutions ressenties comme nécessaires.

2.3.1.Stratégies face aux menaces externes pesant sur les terres indigènes

Plusieurs catégories de pressions anthropiques ont été mentionnées par le groupe de travail regroupant les chefs de village pour traiter du contrôle territorial. La

Figure 91 permet de localiser les principales zones concernées.

La pêche illégale, de crabes et de poissons est particulièrement problématique sur la rivière Uaça (1), limitrophe avec le Parc National du Cabo Orange. Cette frontière pose également problème au regard de la propagation d'incendies issus d'occupations illégales sur le parc national, se propageant dans les terres indigènes. La vétusté du poste de surveillance de l'*Encruzo*, point stratégique d'entrée dans les terres indigènes par la rivière Uaça, est notamment régulièrement pointée comme problématique, mais non encore prise en charge. La pêche du pirarucu sur le lac Maruane (2) est également considérée comme importante. La BR 156 (3) a permis l'installation d'éleveurs extensifs en bordure externe de la Terre indigène, mais l'entrée illégale de personnes pour le vol de bois, la chasse commerciale, voir l'orpaillage. Les mêmes pressions sont identifiées au sud, dans la zone de Vila Velha (4). La superposition avec le parc national du Cabo Orange (5) est jugée problématique en raison de logiques d'usage des ressources différentes. Enfin, la construction du pont binational inquiète. Des problèmes liés à la qualité de l'eau des rivières sont soulevés dans le cadre de la TI Uaça. Ils sont reliés à la gestion des déchets, mais également au fait que les sources de certaines des rivières soient situées en dehors des TI et polluées, notamment par des activités d'orpaillage (légal) à Lourenço. Des données de qualité de l'eau ont été produites par le gouvernement d'Amapá mais les résultats ne semblent pas avoir été communiqués.

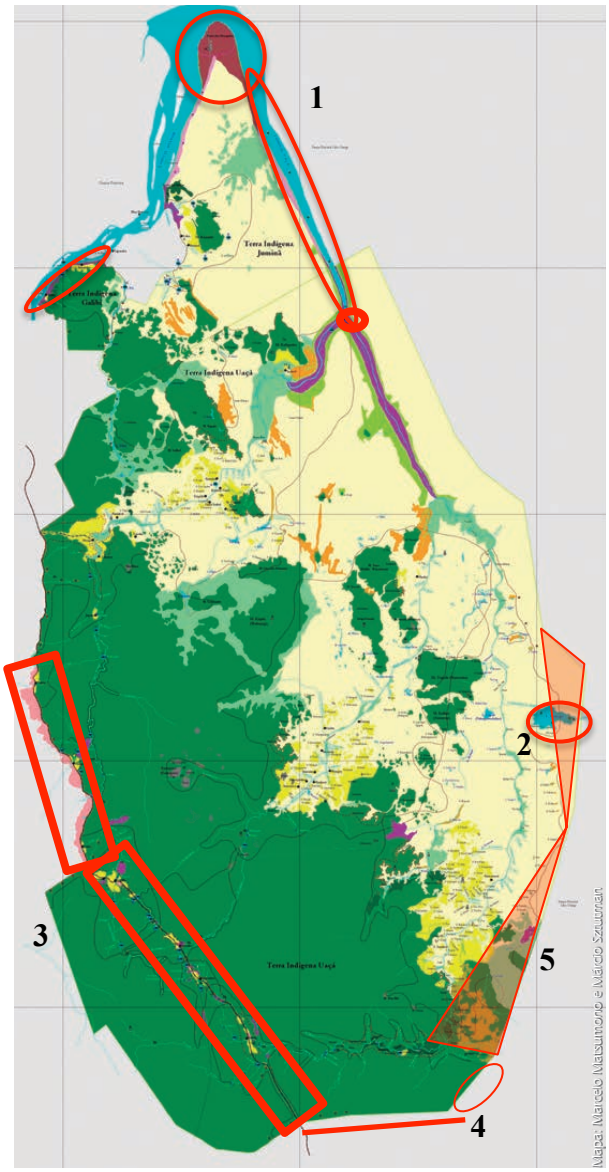


Figure 91 : Pressions anthropiques sur les Terres indigènes brésiliennes du Bas-Oyapock.
Fond de carte : TNC (2005), ethno-carte des terres indigènes Uaça, Juminã et Galibi, réalisée sur la base d'images Landsat par les communautés

La typologie et la répartition des pressions en provenance d'acteurs externes à la Terre Indigène, telles que perçues par les chefs de villages, est ainsi très claire, et constitue aujourd'hui la source d'information la plus fiable. En effet, l'observation des feux ou des dynamiques de déforestation par images satellites (INPE) ne permettent pas de savoir qui en est à l'origine. Ces outils sont ainsi très peu mobilisés pour le suivi des TI. De même, les intrusions liées aux vols de bois, à la chasse, etc. ne peuvent être observées qu'en interne. Face à l'identification de ces pressions, un bilan des actions déjà réalisées et de leurs limites a été réalisé (Tableau 86). La stratégie historique est l'installation de postes de surveillance de la FUNAI aux principales voies d'entrée de la TI (qui ont été retirés suite à la restructuration récente de l'organisation de la gestion

des TI), la répartition stratégique des villages (notamment en bordure de la BR 156), et l'entretien physique des limites par les populations, avec le soutien logistique de la FUNAI.

Tableau 86 : Avancées et limites des actions visant au contrôle du territoire

Action de gestion territoriale	**Ce qui a aidé**	**Ce qui a bloqué**
Nettoyage des limites de la TI	Organisation du travail dans les assemblées générales Soutien logistique de la FUNAI Actions conjointes de surveillance avec l'armée.	Manque de ressources humaines et financières ainsi que de communication en interne à la FUNAI en phase de restructuration. Appui logistique défaillant. Implication inégale des communautés
Installation des villages sur la BR-156	Contrôle et présence accentuée sur cette zone vulnérable. Surveillance. Meilleur accès aux centres urbains.	Difficultés lors de l'installation des familles. Contacts accentués entre la culture indigène et l'extérieur. Manque de postes de contrôle. Risques accentués de déforestation par rapport à l'intérieur des terres. Impact important de la déforestation des bords de route sur la faune.
Contrôle, postes de surveillance	Augmentation de l'occupation des communautés dans les zones vulnérables	L'équipement des deux postes de vigilance de la FUNAI est très précaire et en mauvais état. Lieux dangereux pour les familles qui y résident, sans assistance dans un lieu d'invasions fréquentes par les pêcheurs.
Surveillance de l'extérieur	Missions avec la FUNAI, l'IBAMA, la police fédérale et l'armée.	Manque de communication interne et externe sur les invasions et les actions à mener en commun.

On voit que les stratégies développées jusqu'ici sont assez diversifiées et impliquent une coopération permanente entre les populations et la FUNAI. Néanmoins, ces dernières années, les pressions environnementales augmentent, et les moyens logistiques et financiers de la FUNAI sont faibles, ce qui induit une baisse de la capacité de contrôle des entrées et des infractions dans les terres indigènes.

Face à cette situation, la stratégie adoptée actuellement vise à renforces les actions historiques, jugées efficaces. La rédaction du document vise ainsi à mettre en exergue les lacunes actuelles très largement liées à un manque de soutien public pour les actions de surveillance. En parallèle, le conseil des caciques, avec le soutien logistique des ONG, exerce une action politique en participant activement aux arènes de concertation publiques pour les questions touchant à la Terre Indigène. Ainsi, face au revêtement de la route, ou au passage de câbles le long de la BR 156, des revendications sont exprimées, et leur concrétisation conditionne la réalisation des travaux (retrait des villages, installation de postes de contrôle sur la BR 156…). En outre, la réactivation de la formation d'agents environnementaux amérindiens susceptibles d'assurer eux même des actions de contrôle est prévue.

On a donc des stratégies active des populations au travers de leurs représentants légitimes, menées à bien grâce au soutien des ONG : les coalitions restent actives et innovantes. Néanmoins, la FUNAI reste en position de faiblesse financière et le renforcement de son budget ne semble pas actuellement une priorité nationale. Il reste donc à voir à quel point les coalitions historiques et les

nouvelles stratégies sont en mesure de limiter les détériorations des écosystèmes provenant des pressions externes croissantes.

Le deuxième axe vise à la gestion interne des ressources naturelles.

2.3.2.Stratégies de gestion interne du territoire

Sur les terres Indigènes, chaque village gère ses ressources et son organisation de façon indépendante. Historiquement, les premières assemblées générales des populations visaient à faire face à des menaces externes communes. Lors de ces assemblées, des constats concernant la diminution de certaines ressources naturelles avaient amené à la définition de règles internes de gestion, partagées par tous les villages. En outre, des règles tacites ont émergé au fil des réunions, comme le fait de ne pas fournir l'ensemble des participants des assemblées générales en gibier, mais d'acheter des denrées à l'extérieur, pour ne pas trop appauvrir la zone du village qui héberge les réunions. Le non respect des règles internes pouvait amener à des punitions dictées par les chefs de village.

Tableau 87 : Bilan des actions passées de gestion des ressources, selon les chefs de villages.

Action	Ce qui a aidé	Ce qui a bloqué
Contrôle des ressources naturelles **Règlement interne**	Respect des règles par les communautés. Recherches sur la faune et la flore (TNC) Formation des agents environnementaux indigènes Punitions en cas d'infractions aux règles internes.	Certains villages ne respectent pas les règles Résistance des familles au changement de pratiques alimentaires Absence d'un zonage ethnoécologique interne. Arrêt de la surveillance et moindre implication de la part des chefs de villages, trop occupés aux réunions à l'extérieur des TI. Faible compréhension des différences entre loi et coutume

Ces problématiques concernaient l'organisation de l'utilisation traditionnelle des ressources. Néanmoins, si nous synthétisons les principaux problèmes cités par les chefs de village lors des ateliers de rédaction du PGTA, le constat est que la gestion actuelle des ressources naturelles semble poser problème. Les thématiques suivantes sont notamment abordées :

- La faune. Le gibier se raréfie en hiver et les effectifs de certaines populations animales diminuent sur la terre Uaça (caïmans, tortues, cochons, poissons…). Les raisons identifiées sont à la fois les pratiques de chasse et de pêche clandestines, mais également la surconsommation des populations elles-mêmes. L'absence d'élevage, permettant de limiter la chasse, est regrettée
- La production agricole. La productivité des terres utilisées baisse et elles sont de plus en plus éloignées des villages (sédentarisés). Les attaques de ravageurs sont plus fréquentes. La mise en place de cultures de rente (commerciales) est difficile car peu rentable. L'écoulement de la production est difficile, surtout en saison sèche (cours d'eau trop bas). La demande de soutien technique pour la mise en place de nouvelles méthodes est régulièrement formulée.
- La déforestation, liée à l'expansion de l'agriculture. L'absence d'un zonage des usages.
- La ressource en bois. Certaines espèces natives deviennent rares, principalement en raison de l'exploitation illégale des bois.

Ces pressions sont aujourd'hui peu quantifiées et suivies dans le temps.

Les problèmes environnementaux exposés, liés à des pratiques qui sont déjà à l'interface entre tradition (modes de cultures et types de production) et commercialisation, portent déjà dans leur formulation une partie des réponses attendues par les chefs de village : une diversification des modes de production, une intensification des pratiques et un zonage de l'espace, pour préserver les ressources naturelles traditionnellement utilisées.

On a donc, comme dans le PAG une logique alliant volonté de préservation des ressources traditionnellement utilisées pour permettre le maintien des pratiques associées, et un développement économique local et durable des territoires.

La formalisation de ces logiques au sein du PGTA permet la continuation et la légitimation de projets entamés par TNC. Ainsi, dans la continuation de la cartographie participative réalisée en 2002 par TNC, on peut citer un projet d'ethno-zonage, initialement porté par la TNC, mais repris par le Iepé, visant à travailler de façon participative à l'élaboration d'un zonage des activités des communautés sur les terres indigènes. Il s'agit d'un programme d'aménagement du territoire, et de rationalisation de l'usage de l'espace et des ressources, réalisé à l'échelle de la terre indigène. Il participe ainsi de la construction d'une vision générale de la gestion de la terre indigène.

En parallèle, plusieurs projets de chaînes productives sont lancés, visant à apporter un revenu économique aux communautés, en favorisant un usage des terres faiblement impactant pour l'environnement. Ces divers projets sont soutenus par la FUNAI et par le RURAP, institut de développement rural de l'État d'Amapá. Le projet le plus mis en avant concerne la production et la commercialisation des fruits du palmier pinot (*açaï*), mais d'autres concernent de petites unités d'élevage ou le renforcement d'initiatives de pisciculture. Si la logique est intéressante, les contraintes environnementales logiquement associées à ces projets sont très peu mises en avant dans les documents existants. Comme dans le PAG, le lien entre production locale et production durable peut être fait un peu rapidement.

Au travers de ces dynamiques, on voit que la gestion des terres indigènes du Bas-Oyapock est loin d'être uniquement basée sur le maintien des pratiques traditionnelles des populations, mais vise plutôt à créer un modèle de développement durable local, mis en œuvre par et pour les populations, avec le soutien des partenaires historiques (ONG et FUNAI). La base de la stratégie des populations est leur capacité à développer des partenariats avec les acteurs jugés pertinents.

2.3.3. Organisation politique et partenariats, une stratégie de long terme.

L'ensemble des actions stratégiques de gestion menées à l'échelle de l'ensemble des Terres indigènes du Bas-Oyapock est basé sur l'organisation politique interne des populations et l'établissement de partenariats, avec les ONG et diverses institutions publiques fédérales et fédérées.

Tableau 88 : Bilan de l'organisation de la gestion et partenariats, selon les chefs de villages

Action	Ce qui a aidé	Ce qui a bloqué
Organisation politique interne	Bonne prise de conscience et grande participation aux assemblées internes.	Manque d'infrastructures pour mettre en œuvre les décisions prises (comme la surveillance). Avec la restructuration de la FUNAI, et la multiplication des associations, la communication entre les chefs a tendance à diminuer.
Plan de vie	Guidage des actions prioritaires, document souple et évolutif. Utilisation dans les écoles et comme exemples pour d'autres peuples amérindiens.	Faible valorisation par le gouvernement, trop faible divulgation dans les communautés. Besoin d'approfondissements sur la gestion des ressources naturelles.
Relations avec le gouvernement	Bonnes relations avec les communes, l'État fédéré et le gouvernement fédéral. Bonnes relations entre les populations indigènes de l'État. Bonne implication du ministère public.	Le dialogue n'aboutit pas rapidement à des actions concrètes.
Formations, réunions	Les ateliers aident à construire des connaissances techniques sur la gestion environnementale. Ils permettent un renforcement des relations des villages avec les partenaires.	Manque de divulgation ultérieure de l'information dans les communautés. Manque de documents de synthèse. Ateliers parfois trop denses en information. Manque de temps au quotidien pour ces activités.

La réalisation du PGTA est ainsi dans la continuité directe de ces stratégies historiques. L'objectif est de maintenir et développer des partenariats avec les institutions publiques pour (i) surveiller le territoire (FUNAI, police), (ii) défendre les intérêts des Terres indigènes (Ministère public), (iii) développer des compétences techniques (RURAP). L'éducation et la formation est également au centre des préoccupations, pour permettre une autonomie de gestion du territoire par les populations.

Si l'on fait la synthèse des actions menées jusqu'à présent pour assurer l'intégrité du territoire, on voit qu'elles s'articulent principalement autour des axes suivants : d'une part renforcer la présence humaine sur les terres indigènes (marquer les limites physiquement, répartir les villages, multiplier les postes de contrôle), ensuite s'organiser et se former en interne (règlement interne, gestion des ressources à mettre en place…) et enfin maintenir des liens avec les acteurs externes susceptibles d'aider, notamment pour développer des activités économiques alternatives, moins extensives, permettant de limiter les impacts environnementaux spatialement. Les principaux points d'achoppement sont les manques de moyens logistiques (transport, radio, infrastructures de surveillance), et la désorganisation actuelle des systèmes historiques (restructuration de la FUNAI, réorganisation du Conseil des caciques, multiplication des arènes politiques, etc.).

La réalisation du PGTA, encore novatrice dans le cadre de terres indigènes peut ainsi permettre d'appuyer les projets, de leur conférer une certaine cohérence, et éventuellement de faciliter les recherches de financement, notamment pour les ONG qui soutiennent les actions, en donnant plus de lisibilité aux actions en cours. Il manque à notre analyse des entretiens de terrain

directement liés à la perception des membres des communautés non impliqués dans les ateliers ou les discussions politiques sur ces divers outils et projets.

Conclusion

Au cours des dernières années, la gestion territoriale et environnementale des Terres Indigènes brésiliennes du Bas-Oyapock s'est formalisée au travers de la mise en place, participative, de documents stratégiques : le plans de vie, le plan de gestion territoriale et environnementale, et des zonages du territoire. Les principaux porteurs institutionnels de cette dynamique sont des ONG (Iepé et TNC), avec le soutien de la FUNAI, et du PNGATI. En revanche, les constats, les discussions, les axes stratégiques sont définis par les chefs de villages des terres indigènes concernées. Les coalitions historiques sont donc maintenues.

Les principaux axes stratégiques retenus sont finalement assez similaires à ceux mis en avant par le PAG : (i) contrôler le territoire et supprimer les impacts environnementaux créés par des « non-Amérindiens » ; (ii) gérer les ressources naturelles et maîtriser les impacts liés à la croissance démograhique et à l'évolution des pratiques traditionnelles ; (iii) le développement d'activités économiques durables. La principale différence avec le PAG est que les chefs de villages se sentent investis de ces missions, et responsables, en partie, de leur mise en œuvre. Ils sont par ailleurs, regroupés au sein du conseil des caciques, qui constitue une entité légitime pour défendre les positions des Amérindiens, notamment face à la mise en place de grands aménagements (comme le revêtement de la BR 156). Les processus de prise en charge des questions environnementales par les populations locales sont ainsi beaucoup plus élaborés qu'en Guyane. Les financements pour assurer la mise en place de ces processus de concertation et de planification restent très précaires, notamment concernant la FUNAI, exsangue au cours de l'année 2012 compte tenu du non-versement des fonds prévus (restrictions budgétaires). Cela implique une dépendance très importante vis-à-vis des ONG qui fonctionnent, elles, sur une logique de projets (Entretiens FUNAI 2011, 2012). L'arrêt subit du programme de la TNC aurait ainsi coupé court à la dynamique de cartographie participative, si le Iepé n'avait pas été en mesure de financer sa continuation.

Du point de vue des résultats environnementaux susceptibles d'émerger de ces projets, porteurs d'un logique de rationalisation de l'usage des ressources, certains points semblent devoir susciter l'attention. D'une part, nous avons vu que très peu de suivis des ressources étaient effectivement réalisés, bien qu'une certaine raréfaction de la faune ait pu être constatée de façon unanime au cours des ateliers. Si ces constats sont à relativiser au regard de la situation d'abondance qui préexistait, il conviendrait de les prendre au sérieux et qu'un suivi régulier impliquant les populations, de l'évolution des ressources faunistiques et floristiques soit mis en place. D'autre part, il semble important de prêter attention aux solutions techniques innovantes proposées pour un développement économique durable. Les nouveaux partenaires impliqués, dont notamment les services de développement rural de l'État d'Amapá sont porteurs de logiques visant au soutien technique des petits producteurs. L'objectif majeur est ainsi de limiter les pratiques de brulis, considérées particulièrement impactantes pour l'environnement et de favoriser d'autres activités. La durabilité environnementale de ces dernières n'est cependant pas certaine et des glissements vers d'autres types d'impacts sont très possibles si les enjeux environnementaux ne sont pas pris au sérieux.

Nous allons maintenant revenir de façon transversale sur les dispositifs mobilisant les pratiques des populations traditionnelles et locales pour la gestion environnementale.

2.4. Conclusion : Quelles marges de manœuvre pour une efficacité environnementale des dispositifs ?

Si les ZDUC ne sont que très peu investies par les populations dans les territoires qui nous intéressent, nous voyons que, de façon surprenante, les logiques d'action développées par le PAG en Guyane et celles proposées dans les TI brésiliennes (par les chefs de villages accompagnés des ONG socio-environnementales partenaires) suivent des lignes stratégiques d'action communes. Basées sur un document cadre, la stratégie consiste (i) à contrôler le territoire pour limiter les pressions externes, (ii) à mieux comprendre les impacts des pratiques locales sur les ressources (fortement développé dans le PAG), et (iii) à développer des pratiques économiques novatrices, locales et durables. Dans les deux cas, dans un contexte de contact fort avec les sociétés nationales, on a une remise en cause du postulat initial selon lequel les pratiques actuelles des populations basées sur leurs connaissances traditionnelles permettraient aujourd'hui, seules, de bien gérer l'environnement. En revanche, l'historique de la structuration politique des populations et de la construction des dispositifs PAG et ZDUC, ainsi que le soutien public accordé aujourd'hui à ces dispositifs créent des différences quant aux moyens mis en œuvre pour développer ces stratégies. En effet, dans le cadre des TI, la stratégie mise en œuvre par les chefs de villages et les ONG tient à développer au maximum les possibilités de partenariats externes, pour faire entrer le plus d'alliés possibles dans la coalition de gestion environnementale de la terre. Les chefs de villages sont acteurs dans les stratégies de maintien de la qualité environnementale des écosystèmes des TI, et sont pour cela fortement soutenus par les ONG socio-environnementales qui animent et financent les concertations. Dans le PAG, l'établissement public endosse la responsabilité de mise en place d'une bonne gestion environnementale et met en place des actions, certes pertinentes au regard du diagnostic de la situation, mais qui paraissent exogènes aux populations, elles-mêmes peu structurées politiquement.

La place accordée aux populations dans les doctrines de gestion portées concrètement par ces divers dispositifs est donc finalement assez différente. Dans les ZDUC du sud de la Guyane, la gestion est théoriquement confiée aux communautés, dans le respect des lois nationales, mais les populations ne sont presque pas conscientes de l'existence du dispositif, et un flou important règne sur les prérogatives que cela leur confère (subsistance…).

Dans le PAG, les populations sont prises en compte, et leur implication dans les prises de décisions est prévue par la structure institutionnelle. Néanmoins la logique de gestion des ressources naturelles est plus technique (objectivation des problèmes par la production de données) que participative. Pour autant, ces données sont particulièrement précieuses pour le suivi sur le long terme de l'évolution des écosystèmes et constituent le maillon nécessaire entre la mise en œuvre de règles de gestion locale propres au PAG, et leur validation au niveau ministériel.

Nous allons montrer que les outils de gestion mobilisés par ces différents dispositifs traduisent ces divergences stratégiques.

Les outils associés aux dispositifs ZDUC du sud de la Guyane (Tableau 89) se limitent uniquement aux textes de loi. Cela montre bien la faible mobilisation de ce dispositif, qui existe pourtant depuis plus de 20 ans.

Tableau 89 : Outils de gestion articulés autour du dispositif ZDUC

Type d'outil	**Outil**	**Objectif** ***Acteur moteur***	**+ : Apports stratégiques** **- : Limites**
Règle	Loi nationale	Définit l'objectif des ZDUC *Ministère de l'Outre-mer*	+ : Donne un cadre législatif spécifiquement adapté aux pratiques des populations - : Termes de la définition flous et sujets à interprétations diverses
	Décret préfectoral de création	Créée la ZDUC, définit ses limites et l'attribue à une communauté *Préfecture de Guyane*	+ : Donne des droits d'usages à une communauté donnée. - : Dispositifs peu appropriés par les populations concernées (sauf exceptions)

Comme nous l'avons démontré le dispositif ZDUC est sans doute celui qui est le plus fragile car il n'a pas été approprié, ni par les administrations, ni par les populations amérindiennes. Juridiquement, les ZDUC sont garantes du maintien des pratiques traditionnelles, et notamment de la logique collective d'usage des terres. Elles s'opposent ainsi à une appropriation individuelle des terres, ce qui est d'ailleurs un facteur limitant l'aboutissement des initiatives des « porteurs de projets » économiques dans les communes. Par ailleurs, elles donnent une légitimité externe aux autorités coutumières pour la gestion de leurs terres. Bien qu'elles ne soient pour le moment que très peu investies par les populations, il est possible que, dans un contexte de renouvellement des autorités coutumières, et à un moment où il en a beaucoup été question dans le processus de construction de la charte, ces dispositifs soient réinvestis pour affirmer un positionnement identitaire amérindien, qui peine à s'exprimer dans un contexte de français globalement opposé aux distinctions communautaires. On est donc là dans une situation totalement différente des logiques à l'œuvre dans les TI brésiliennes.

Le PAG et les TI mobilisent pour leur part un très grand nombre d'outils de gestion (Tableau 90 et Tableau 91).

Tableau 90 : Outils de gestion articulés autour du dispositif du PAG

Type d'outil	**Outil**	**Objectif** ***Acteur moteur***	**+ : Apports stratégiques** **- : Limites**
Règle	Loi nationale	Définir les règles et objectifs généraux des parcs nationaux. *Ministère*	+ : Assure un cadre législatif clair pour la zone cœur ; exclut le développement d'activités économiques impactantes ; En Guyane, confère des droits étendus aux populations locales.
	Décret de création	Préciser les conditions d'application de la loi, définir les limites du parc - *Ministère*	
	Charte	Définit les orientations de gestion propres au PAG *PAG*	+ : Document d'aménagement validé à de multiples échelles - : Exacerbe les tensions
Organes Institutionnels	Etablissement public du Parc	Assurer la gestion quotidienne et l'articulation des missions	+ : Moyens humains et financiers importants, structure organisationnelle multiscalaire - : Annonces d'objectifs nombreux
	Conseil d'administration	Assurer une gouvernance territoriale du PAG	+ : Pouvoir décisionnaire réparti entre différents acteurs du territoire - : Asymétrie de pouvoir parmi les personnes présentes
	Conseil scientifique	Attester de la légitimité scientifique des actions menées - *PAG*	+ : Assure une légitimité de l'action scientifique et environnementale du PAG - : Mobilisé ponctuellement, peu engagé.
	Conseil de vie locale	Instance représentative des acteurs du territoire - *PAG*	+ : Assure une légitimité de l'action locale du PAG - : Difficulté à mobiliser les représentants du territoire
	Conseils d'habitants	Assemblées périodiques dans les villages, élection de représentants - *PAG*	+ : Lien direct entre PAG et habitants, lieu de discussion et d'information - : Manque de méthode
Planification	Charte	Définir un projet pour le territoire - *PAG*	+ : Légitime /oriente les actions menées - : Exacerbe les tensions
Production de données	Suivis naturalistes	Connaître les écosystèmes *Chercheurs, PAG*	+ : Production de connaissances - : Peu articulé aux savoirs traditionnels
	Suivis des pratiques	Comprendre le liens entre pratiques et ressources naturelles - *PAG*	+ : Compréhension des dynamiques territoriales, programmes impliquant généralement les populations - : Mode de valorisation des résultats ?
	Suivi de l'orpaillage	Suivre les impacts de l'orpaillage *OAM, PAG*	+ : Connaissance précise des impacts ; outil de lobbying - : Insuffisant pour limiter les impacts
Communication	Site internet, lettre mensuelle	Rendre visibles les actions menées dans le PAG *PAG*	+ : Valoriser les actions du PAG - : Touche un public restreint
	Plaquettes de vulgarisation	Informer sur la signification du PAG, ses objectifs, son fonctionnement - *PAG*	+ : Valoriser les actions du PAG - : Fonction d'enrôlement des populations
Evaluation	Charte	Evaluer les actions réalisées *PAG*	+ : Retour sur les actions réalisées - : Critères encore très flous
Réseau	CENG	Réseau des gestionnaires d'aires protégées guyanaises *Chargé de mission*	+ : Cohérence territoriale accrue - : Faible implication du PAG
	PNF	Réseaux des parcs nationaux français	+ : Mutualisation des moyens, des problématiques - : Problématiques propres à la Guyane

Tableau 91 : Outils de gestion articulés autour des Terres indigènes

Type d'outil	**Outil**	**Objectif** ***Acteur moteur***	**+ : Apports stratégiques** **- : Limites**
Règle	Constitution	Définit le droit à la Terre des populations	+ : Reconnaît des droits spécifiques aux populations amérindiennes - : Ne protège que peu des activités minières et infrastructures
	Délimitation Homologation	Reconnaît officiellement les limites d'une TI *FUNAI, Président de la R.*	+ : Démarcation physique et légitimation juridique des TI
Organes Institutionnels	FUNAI	Défendre les droits des populations amérindiennes *FUNAI*	+ : Constitue un acteur public spécifique à cette question - : Peu de moyens financiers, responsabilités en diminution
	Conseil des caciques	Défendre les positions propres aux populations. *Chefs de village.*	+ : Instance légitime des populations - : Assemblé encore récente
Planification	Plan de vie	Clarifier les priorités d'action sur les TI de l'Oiapoque *Chefs de village, ONG*	+ : Clarification et publication des grandes priorités déclinées par village, logique participative, outil novateur - : Très vague
	PGTA	Définir des priorités d'action sur les questions environnementales *Chefs de village, ONG, FUNAI*	+ : Clarification des grandes lignes stratégiques d'action, logique participative - : Mise en œuvre dépendante du montage de projets
	Ethno-zonage	Réaliser un zonage participatif des activités sur la TI *ONG, Populations, FUNAI*	+ : Planification participative des usages territoriaux - : en cours ; pas forcément utilisé par la suite
Production de données	Suivi des pratiques des populations	Connaître les pratiques *TNC, anthropologues*	+ : Donne des informations sur les liens entre pratiques et ressources naturelles - : Peu nombreux, irréguliers
	PRODES BD Queimadas	Suivi de la déforestation *INPE*	+ : Démontre le maintien global du couvert forestier - : Peu valorisé sur les TI
Communication	Livres, rapports en ligne.	Faire connaître les terres indigènes et les initiatives novatrices menées – *Iepé, TNC*	+ : Rend visible les initiatives menées, permet de soutenir le montage de projets (publics ou ONG) - : Dépend du soutien des ONG
	Revues de presse nationales	Recenser les articles de presse traitant des questions indigènes– *ISA (avant CEDI)*	+ : Permettre la constitution de problématiques communes, la construction d'un historique commun.
Evaluation	/	/	/
Réseau	Assemblées générales	Regrouper l'ensemble des populations des TI une fois tous les deux ans. *Populations*	+ : Etablir des stratégies communes à l'échelle de l'ensemble des villages des TI - : Coûteux à organiser

Dans le cas du PAG on a donc un acteur d'État central, qui mène directement certaines activités (surveillance de l'orpaillage, production de données), mais se positionne principalement comme un coordinateur et un facilitateur des actions de développement durable sur le territoire, au service des populations. Dans les terres indigènes, il s'agit d'une coalition visant le développement durable de l'espace, pour les populations, mais articulée depuis les années 1970 autour de trois types d'acteurs principaux : la FUNAI (garante de la règle), les populations (garantes de la gestion interne de leur territoire et de la défense active de leurs intérêts), les ONG (apport de moyens techniques et financiers, organisation d'ateliers, animation de concertations, médiatisation des expériences réalisées).

Si les stratégies globales entre PAG et TI se rapprochent, leur portage est néanmoins réalisé de façon très différente. Nous allons voir en quoi cela est susceptible d'influer sur la gestion des écosystèmes.

Le Tableau 92 vise à établir un diagnostic visuel des ressources stratégiques mobilisées dans les espaces protégés étudiés pour assurer leur efficacité environnementale. Nous avons pour cela synthétisé les résultats précédents en considérant : les engagement législatifs portés par l'espace protégé et leur solidité vis-à-vis d'autres dispositifs législatifs, les moyens humains et financiers, les données disponibles pour caractériser les pressions et leurs impacts sur l'environnement, le maintien ou non des coalitions d'acteurs historiques ayant porté l'espace protégé, les nouvelles alliances tissées pour répondre aux impératifs de la gestion et, facteur particulièrement important, l'intensité des pressions exercées sur les écosystèmes. La couleur des cases symbolise l'importance de la ressource considérée pour la gestion environnementale du territoire (Verte : ressource mobilisée pour préserver l'environnement, Orange : ressource partiellement utile ; Rouge : ressource non mobilisée/mobilisable).

Tableau 92 : Tableau synthétique des ressources stratégiques pour la gestion environnementale, mobilisés par les différents dispositifs étudiés

	Législatif	Moyens /structure organisationnelle	Données disponibles	Intensité des pressions	Coalitions historiques	Nouvelles coalitions
ZDUC	Décret préfectoral, révocable en cas de non-usage. Légitimité peu reconnue par une partie des organismes d'État.	Aucuns.	Études ethnologiques sur les usages, principalement dans les programmes du PAG. Étude bilan du CNRS.	Orpaillage (voir PAG zone cœur). Gestion adaptative du terroir agricole par les populations minimisant les impacts (multi localité)	Soutien du dispositif par les anthropologues qui l'ont fondé. Intérêt questionné par le PAG, l'ONF.	Prise de conscience récente de l'intérêt du dispositif par les élites amérindiennes locales.
PAG zone cœur (cas de Camopi)	Protection environnementale forte, mais maintien des pratiques traditionnelles.	Établissement public. Moyens financiers et humains importants.	Suivis terrain et aériens de l'orpaillage.	Principale pression liée à l'orpaillage illégal (destruction des écosystèmes, turbidité de l'eau) et ses effets indirects (chasse, pêche, …).	Maintien du soutien des scientifiques, des asso. naturalistes, du ministère de l'environnement. Soutien partiel des populations (dont employés locaux du PAG).	Accords conflictuels avec la prise en charge de la question de l'orpaillage par les forces de l'ordre.
PAG zone adhésion (cas de Camopi)	Protection contractuelle. Aucunes contraintes réglementaires spécifiques à la zone. Toutes activités économiques possibles.	Employés locaux connaissant le territoire.	Nombreuses études menées depuis les premiers projets. Suivis des ressources.	Ne touche que la zone nord du parc. Orpaillage (voir zone cœur). Sédentarisation et croissance démographique mais gestion adaptative du terroir (voir ZDUC)	Tensions importantes avec le mairie, liées à la Charte du parc.	Mise en place de partenariats avec diverses institutions d'État et associations pour le développement local.
TI Oiapoque	Attribution définitive de la terre. Pas de garanties concernant les infrastructures et concessions minières.	FUNAI en soutien, avec des employés locaux connaissant le territoire. Peu de moyens. Conseil des caciques légitime.	Connaissance du territoire par les populations. Suivis de certaines espèces, mais données disparates. Cartographie participative des usages.	Pressions externes diverses aux limites des terres indigènes. Largement amplifiées par la construction de la BR 156. Pression interne liée à la croissance démographique et aux changements d'usages.	Maintien des coalitions entre populations et ONG socio-environnementales. Appui de la FUNAI, difficile en phase de restructuration, mais personnel impliqué.	Implication croissante de nouveaux acteurs : soutien techniques de l'État d'Amapá, nouvelles ONG, soutien du gouvernement fédéral pour la mise en place de la gestion envtale.

Cette représentation montre bien que les ressources mobilisables sont très différentes selon les dispositifs : la législation et un certain maintien des coalitions, mais une faible mobilisation pour les ZDUC; des moyens humains, financiers et techniques importants, mais une légitimité locale limitée pour le PAG (bien que le degré d'acceptation soit néanmoins variable selon les communes) ; la législation et la force des alliances et l'implication des populations, mais des moyens limités dans le cas des TI.

Dans tous les cas, les ressources disponibles sont suffisantes pour éviter la mise en place de logiques de destruction massive de la forêt, au titre de la loi, d'une part, et des types d'activités recherchés par les populations d'autre part. Dans le cas des TI, les contrôles mis en oeuvre sont suffisants pour limiter le risque de déforestation (élevage) le long de la route BR 156. Dans le PAG et les ZDUC du sud, l'orpaillage touche est le premier facteur de déforestation, mais les impacts restent « limités» aux zones aurifères, soit dans la limite nord du PAG. Le maintien d'écosystèmes fonctionnels (connectivité des habitats, cours d'eau de bonne qualité écologique, populations animales et végétales viables) est facilité par la grande taille des espaces protégés, et l'intensité assez faible des pressions exercées. Néanmoins, face à l'augmentation des pressions externes et internes, l'efficacité des dispositifs nécessite dans tous les cas un renforcement des ressources manquantes, ce vers quoi tendent les stratégies mises en œuvre. Le PAG travaille activement à augmenter sa légitimité (communication, valorisation des actions réalisées), et à impliquer davantage les populations (programmes participatifs…), conditions nécessaires à la possibilité de gestion durable des ressources. Les outils et programmes mis en place permettent par ailleurs déjà de caractériser en partie l'évolution des écosystèmes naturels en lien aux pratiques humaines. Dans les TI, des recherches de financements et de partenaires sont actives, pour combler partiellement les déficits de moyens. Le relâchement du contrôle du territoire par les populations est déploré et des projets sont mis en place en ce sens. Le développement d'outils de planification territoriale de la gestion est en cours (ethno-zonage), porté selon des approches participatives par des ONG… mais leur efficacité dépendra de la valorisation qui en sera faite par les populations. Enfin, certains pressions ne peuvent pas aujourd'hui être prises en charge, comme la pollution des cours d'eau par les activités d'orpaillage (légal) prétiquées à Laurenço, en amont des Terres indigènes.

Conclusion

En Guyane comme en Amapá, on constate, au travers des stratégies mises en œuvre, une requalification des doctrines de gestion visant la prise en compte des pratiques des populations traditionnelles. L'objectif des dispositifs n'est plus de «protéger les populations et leur permettre de maintenir leur pratiques traditionnelles», mais plutôt de porter la mise en place de modèles alternatifs de développement durable adaptés aux attentes des populations.

Ainsi, dans les TI comme dans le PAG, on observe une structuration de la gestion autour de 4 axes stratégiques :

(i) la construction d'un document stratégique de gestion permettant de mettre en exergue les principales problématiques environnementales rencontrées sur les aires protégées, et de légitimer et orienter ainsi les actions à mettre en œuvre ;

(ii) un contrôle par les institutions publiques (alliées aux forces de police) des activités illégalement mises en œuvre par des acteurs externes aux aires protégées ;

(iii) des stratégies de maintien des ressources naturelles nécessaires aux activités traditionnelles, axées sur une formalisation de la gestion, et non plus sur une parfaite autogestion des populations ;

(iv) le développement d'activités économiques locales, durables et innovantes sur ces territoires.

Pour autant, les modes d'action mis en œuvre et les partenaires impliqués sont très différents en Guyane et en Amapá, ce qui implique des positionnements stratégiques différents.

En Guyane, le mode de gouvernance de l'établissement public du PAG et la diversité des missions qu'il se fixe l'obligent à rendre des comptes à de multiples échelles. Il est donc en forte recherche de légitimité pour « faire passer » sa charte. Cela passe par une médiatisation des actions (principalement de développement) réalisées, par la production de données permettant d'objectiver et de légitimer les décisions prises et par la mise en place de nombreuses instances de consultation pour impliquer les acteurs jugés légitimes. La lutte contre l'orpaillage est priorisée, au travers de la production de données et d'une position audacieuse de diffusion de ces dernières au grand public, bien qu'elles soient jugées confidentielles par la préfecture. Pour autant, l'appropriation (voire même le soutien) du PAG par les populations du territoire, peu structurées politiquement, reste faible. Le dispositif est porté par l'État pour la mise en place d'une gestion globale du territoire, durable et concertée, prenant en compte les populations concernées, mais ne leur conférant qu'un pouvoir décisionnaire limité. Le PAG reste pour elles un dispositif externe, porteurs d'enjeux divers, et dont il faut potentiellement se méfier. Cette situation peut s'avérer bloquante pour la définition de règles de gestion, et impliquer des stratégies de contournement importantes.

Les terres indigènes sont des dispositifs identitaires, revendiquées depuis l'origine par et pour les populations elles-mêmes. L'appropriation est donc très bonne et le portage du dispositif se fait au travers d'une coalition historique qui se maintient dans le temps. La culture de la participation est importante et les acteurs y sont habitués. Les stratégies de gestion globale de la terre indigène sont fortement soutenues et orientées par les ONG socio-environnementales partenaires. Le manque de moyens publics à destination des terres indigènes les rend en revanche tributaire de l'élaboration de projets. Cela pousse les populations (au travers des chefs de villages) à rechercher activement des partenariats multiples susceptibles de porter leurs enjeux. Comme dans le PAG, cela implique néanmoins de maintenir clairs et cohérents les objectifs environnementaux ou socio-environnementaux portés par les TI, de façon à éviter les déviances gestionnaires majeures. De façon complémentaire, la stratégie à long terme est basée sur *l'auto-détermination* des populations, c'est-à-dire leur capacité à prendre en charge de façon autonome l'ensemble des problématiques les concernant, ce qui passe par une forte priorité donnée à l'éducation. Rien ne bloque les potentielles envies de développement des populations, et la bonne gestion environnementale tient au maintien d'une vision différente du bon développement, qui a jusqu'ici animé les populations et a motivé leur structuration politique. Cette vision, certes évolutive, est soutenue par la coalition historique, qui semble pour le moment se maintenir.

Les ZDUC ne sont actuellement soutenues que par quelques acteurs, sans que cela implique des investissements en moyens ni en temps. La publication récente d'une étude de synthèse et d'un atlas sur ces dispositifs réalisés par des anthropologues et des juristes peut constituer une base à l'évolution des dispositifs. Ils ne sont pour le moment pas appropriés par les populations (sauf quelques exceptions pour de petites ZDUC du littoral guyanais).

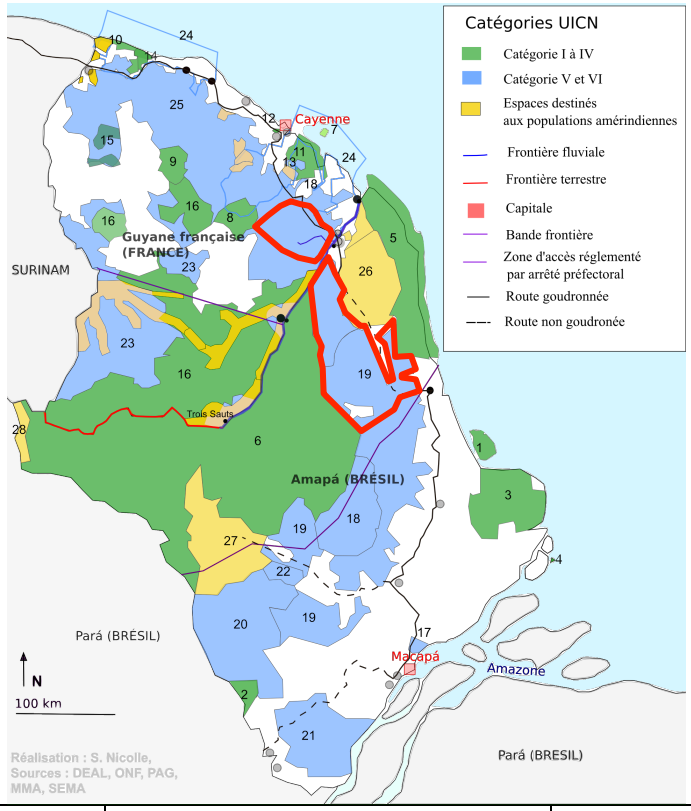
Nous allons maintenant nous intéresser aux stratégies de mise en œuvre concrète de la gestion forestière publique, sur la base d'exemples pris sur la zone frontalière.

3. Stratégies de mise en œuvre d'une gestion forestière "durable"

À l'échelle internationale, l'étude de Leroy et al. (2013) montre que les dispositifs de gestion forestière durable «*ont pour point commun le fait qu'ils s'appuient majoritairement sur une régulation par le marché ou par la contractualisation entre les parties prenantes, au sein de laquelle le rôle d'appui technique de l'État s'est peu à peu effacé de manière à se concentrer sur l'encadrement juridique nécessaire à la mise en œuvre des dispositifs promus* ». Le cas de la Guyane, apparaît ainsi très spécifique car le développement des dispositifs d'exploitation forestière durable sont au contraire principalement portés par l'État qui soutient fortement leur mise en œuvre. Cela a permis des avancées importantes des modalités d'exploitation forestière, notamment du point de vue environnemental : il y a ainsi une meilleure planification des exploitations dans le temps et l'espace, une réflexion sur les conditions de régénération des peuplements, une amélioration des pratiques d'exploitation en forêt, et un processus en cours de structuration de la filière forestière. Cette démarche d'amélioration des pratiques se poursuit actuellement avec la recherche de labels de certification forestière FSC et PEFC.

Dans cette partie, nous allons nous intéresser à la façon dont cela se traduit dans le cas de la forêt de Régina / Saint-Georges, ouverte pour la première fois à l'exploitation suite à la construction de la route nationale reliant les deux villes. Puisque le choix politique est fait d'ouvrir sur le long terme un tel massif, encore non fragmenté, il est particulièrement intéressant d'observer comment l'exploitation est mise en place, et quelles sont les logiques de prise en compte effective de la biodiversité. Avec une surface de 375 446 ha, c'est l'un des plus grands massifs mis en exploitation, qui devrait fournir dans les années à venir près d'un tiers du volume de bois exploité en Guyane (Sevelin-Radiguet, 2011). Les données sont issues de l'analyse des documents de gestion, des documents d'études produits par l'ONF, complétés d'entretiens avec différents acteurs de la filière, de visites d'exploitations forestières, et de la participation, au titre d'observatrice, à plusieurs réunions (échanges transfrontaliers sur les modalités d'exploitation forestière sur le Plateau des Guyanes, atelier de définition des critères de certification FSC Guyane, restitution de l'audit réalisé par Bureau Veritas). L'organisation d'un stage de deux semaines pour des étudiants d'AgroParisTech sur la thématique de l'exploitation forestière durable dans la forêt de Régina/Saint-Georges a également contribué à alimenter la réflexion. En revanche, le fait qu'aucune concession forestières n'ait encore été attribuée dans la FLOTA en Amapá limite considérablement la portée de la comparaison sur la mise en œuvre concrète des principes d'action d'ores et déjà définis. Nous discuterons ainsi uniquement du projet en cours dans la zone Nord de la FLOTA, visant à la mise en place de financements issus du marché volontaire en lien au mécanisme REDD +.

Tableau 93 : Espaces de gestion forestière de la zone frontalière : Forêt de Régina Saint-Georges et Module IV de la FLOTA.

Nom	Forêt de Régina/Saint-Georges (dans le domaine forestier permanent – DFP (n°25))	Module IV, (dans la FLOTA (n° 19))
		
Année de création	2005	2005
Taille	DFP : 2 425 034 ha Forêt de R./St-G. : 375 446 ha	FLOTA : 2 300 000 ha Module IV : 974 000 ha
Propriétaire	Etat français	Etat fédéré d'Amapá
Organisme de gestion	Office national des forêts ONF	Institut des forêts de l'État d'Amapá - IEF
Equipe de gestion	Env. 80 personnes	Env. 35 personnes
Plan de gestion	Directives régionales d'aménagement pour le DFP Plan d'aménagement pour R./St-G.	Oui mais à l'échelle de toute la FLOTA
Accessibilité	Route nationale et pistes forestières	Route nationale et pistes forestières

3.1. Stratégies de mise en place d'une gestion forestière tropicale durable française : Cas de la forêt de Régina Saint-Georges.

Nous avons vu au Chapitre 7 que la gestion forestière s'était structurée en Guyane autour des services de l'État et de la recherche en écologie forestière. Les critères géographiques et techniques de base de l'exploitation forestière ont été définis de façon évolutive, en fonction des résultats de la recherche expérimentale sur le renouvellement des peuplements forestiers, de l'accessibilité des zones d'exploitation, et de la demande d'approvisionnement de la filière bois. Par ailleurs, nous

avons vu que la gestion était réglée par un ensemble de documents de gestion emboîtés, détaillant les orientations prises du niveau national à l'échelle de la parcelle forestière.

Tableau 94 : Répartition des rôles des acteurs de la gestion forestière

	Rôles	Outils
Etat	Propriétaire de la forêt Définition de la politique forestière	Loi : Code forestier Planification : Orientations régionales forestières Outils économiques : Subventions et fiscalité
ONF	Gestionnaire de la forêt pour l'État : x Contrôle des occupations foncières x Planification de l'exploitation forestière x Vente de bois et contrôle de la qualité de l'exploitation x Suivi des pressions sur la forêt : orpaillage, déforestation x Activités conventionnelles : gestion des réserves, aménagements touristiques	***Hors DFP*** Loi : Code de l'environnement, Code du domaine de l'État Suivis : Contrôles directs du foncier ; Analyse d'images satellites (orpaillage, déforestation) ***DFP***[123] Loi et planification : Code forestier, Directives régionales d'aménagement, Aménagement forestier Données : Inventaires, Analyses de la géomorphologie, Suivis : Contrôles directs de l'exploitation ; Analyse d'images satellites (orpaillage) Outils économiques : Contrats de vente des bois, subventions, Certification forestière Engagement volontaire : Charte d'exploitation à faible impact
Entreprises d'exploitation / Scieries	Exploitation du bois en forêt Transport du bois Transformation du bois et vente	Marché : Contrats d'exploitation, Subventions, Certification forestière Engagement volontaire : Charte d'exploitation à faible impact
ONCFS	Contrôle de la chasse	Règlementation : Listes d'espèces interdites à la chasse / interdites à la commercialisation. Suivis : Contrôles directs

Avant d'analyser la gestion environnementale de la forêt de Régina-Saint Georges, il nous semble important de présenter succinctement les acteurs concernés par le secteur forestier dans ce massif forestier de l'Est Guyanais.

La filière forestière de l'Est Guyanais :

En 2012, nous avons identifié 7 entreprises travaillant la région de Régina/Saint-Georges :

- Deux entreprises d'une dizaine d'employés, que l'on nommera ci-dessous les « gros exploitants ». Elles sont chacune liées de façon privilégiée à une des grosses scieries locales de Guyane (voire insérée dans le même groupe d'entreprises). Elles ont plusieurs parcelles d'exploitation simultanées (5 au maximum) dans la forêt de Régina-Saint-Georges (donc dans le DFP).
- Une entreprise de taille intermédiaire, mobilisant des volumes assez réduits, en lien avec des scieries, qui travaille également sur le DFP.

[123] Pour mémoire, le DFP ou Domaine forestier permanent, est la zone de Guyane sur laquelle le code forestier s'applique, et à laquelle une vocation forestière a été attribuée à long terme. La gestion forestière qui y est mise en œuvre se doit donc d'être durable.

- Quatre entreprises de petite taille, les « petits exploitants », situées autour de Saint Georges, qui travaillent avec des scies mobiles (situées directement sur les parcelles) et alimentent principalement le marché local. Seule l'une des quatre travaille dans le domaine forestier permanent, les autres travaillant sur des zones ayant vocation à être converties à l'agriculture, dites de « défriche agricole », ce qui implique des contraintes environnementales moindres pour l'exploitation.

Un lien privilégié exploitant-scieur est omniprésent en Guyane et est considéré par l'ONF comme problématique pour le marché car cela biaise la concurrence pour les logiques d'approvisionnement. Ce lien privilégié assure aux scieries une stabilité de l'approvisionnement, nécessaire compte tenu du faible nombre d'acteurs présents (entretien direction régionale de l'ONF). À l'échelle de la Guyane, l'Interprobois de Guyane, une association ayant vocation à rassembler l'ensemble des acteurs de la filière forestière, a été créée en 2009. Son objectif est de permettre la mise en place d'une logique de filière forestière, de l'aménageur aux acteurs de la première mais aussi de la seconde transformation[124], voire aux architectes. Compte tenu du faible nombre d'acteurs impliqués dans l'exploitation forestière, cette nouvelle association est au cœur de luttes de pouvoir locales. À l'heure actuelle, tous les exploitants et scieurs de la forêt de Régina/Saint-Georges ne sont pas à l'Interprobois. Certains (parmi les « gros exploitants ») pour des raisons politiques, d'autres, (parmi les « petits »), n'étant que peu informés, ou intéressés à la question. L'ONF est l'unique aménageur de cette forêt, qui appartient intégralement à l'État. S'il est engagé à répondre à la demande en bois des scieurs locaux, les décisions concernant les parcelles et routes ouvertes, les bois destinés à la vente, et les clauses particulières des contrats de vente lui reviennent. En Guyane, le prélèvement annuel moyen est de 71 500 m^3, ce qui implique une ouverture annuelle moyenne de routes forestières d'environ 30 km. À moyen terme, les objectifs sont un prélèvement de 100 000 m^3 de grumes exploitées par an, et un prélèvement moyen de 23 m^3 par hectare exploitable ce qui représente une surface exploitée annuellement de 7 500 ha environ (ONF, 2012). La production se décale progressivement vers le massif de Régina/Saint-Georges, massif d'avenir de la filière. D'autres acteurs sont susceptible d'interagir dans le cadre de la filière forestière : il s'agit d'entreprises liées à une filière bois-énergie dont le développement est actuellement soutenu par les services publics et en Guyane. Les centrales de biomasse seraient susceptibles d'être approvisionnées pour le moins en partie par la récupération des « dégâts d'exploitation », c'est-à-dire par le prélèvement, suite à l'exploitation forestière des grumes des arbres abîmés ou cassés à l'issue de cette dernière. Les impacts écologiques de ces pratiques sont, à l'heure actuelle, très peu connus.

[124] La première transformation concerne le sciage des bois ; la seconde transformation concerne la valorisation des bois sciés pour d'autres utilisations.

Les autres activités se déroulant en forêt :

Mises à part les activités forestières, on retrouve, dans la forêt-de Régina/Saint-Georges d'autres utilisateurs : des chasseurs, des acteurs miniers légaux ou illégaux, mais relativement peu nombreux, quelques touristes, des personnes, dont notamment des Amérindiens, venant prélever des végétaux. La Figure 92 offre une vision synthétique de l'analyse de ces activités faite dans le document d'aménagement de la forêt de Régina Saint-Georges (ONF guyane, 2007). Dans le plan d'aménagement de la forêt de Régina/Saint-Georges, l'ensemble de ces activités est présenté de façon neutre par l'ONF, sous la forme d'un état des lieux. La posture gestionnaire adoptée est celle du constat et de la recherche de la multifonctionnalité devant permettre aux diverses activités de cohabiter, notamment via leur répartition spatiale. En revanche, sous cette neutralité apparente certains positionnements sont adoptés, créant une hiérarchisation dans l'intérêt accordé aux activités au regard du gestionnaire forestier public.

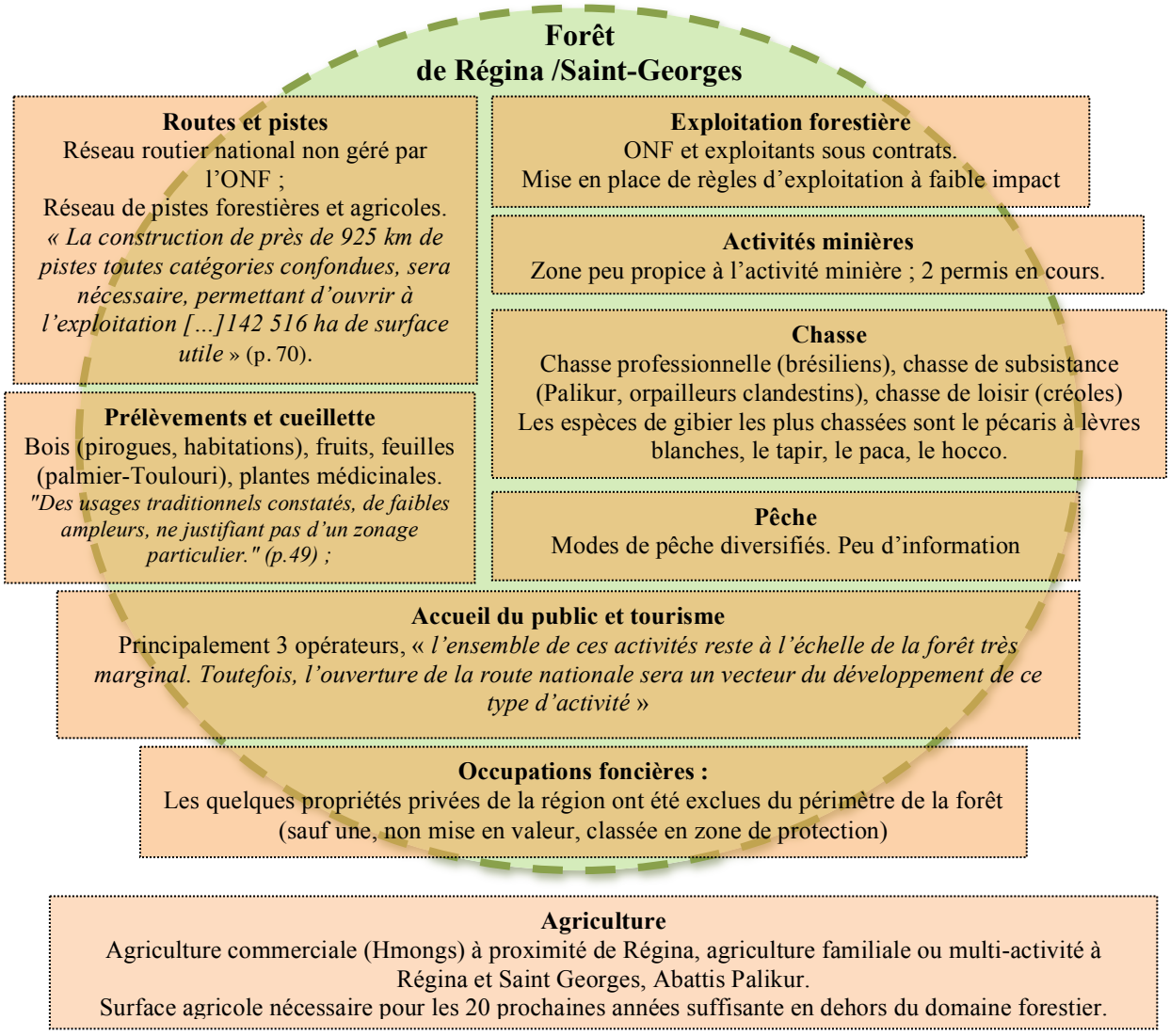


Figure 92 : La gestion effective de la forêt de Régina / Saint-Georges telle que décrite dans l'aménagement forestier.

Nous allons maintenant voir comment la gestion de la forêt est mise en œuvre, et quelle efficacité environnementale elle permet d'atteindre. La logique de gestion environnementale de la forêt adoptée par l'ONF est principalement organisée autour d'un zonage des activités, et, de la mise en œuvre de « bonnes pratiques » environnementales dans les zones exploitées.

3.1.1.Planification spatiale des activités et contrôle territorial

Le premier zonage que l'on peut évoquer est celui du Domaine forestier permanent (DFP) en lui même, auquel s'applique une vocation forestière à long terme, et donc un ensemble de règles visant à mettre en œuvre une gestion forestière durable. Nous avons déjà vu que la définition des limites répondait avant tout à un équilibre entre l'accessibilité pour l'exploitation forestière, et les besoins en foncier pour le développement d'autres activités autour des bourgs. Ces choix sont techniques et politiques. En dehors du domaine forestier permanent, les agents forestiers de l'ONF réalisent également des missions de surveillance, principalement destinées à limiter les installations ou les défrichements illégaux ainsi que les coupes de bois ou de végétaux non autorisées. Le zonage est à la base de la gestion forestière en Guyane, et conditionne le type de missions (contrôle et/ou accompagnement) que les agents forestiers doivent remplir.

3.1.1.1.Zonage du massif forestier de Régina/Saint-Georges.

Trois types de zones sont définies : les séries de production, les séries de protection physique et générale des milieux, et les séries d'intérêt écologique (Figure 93).

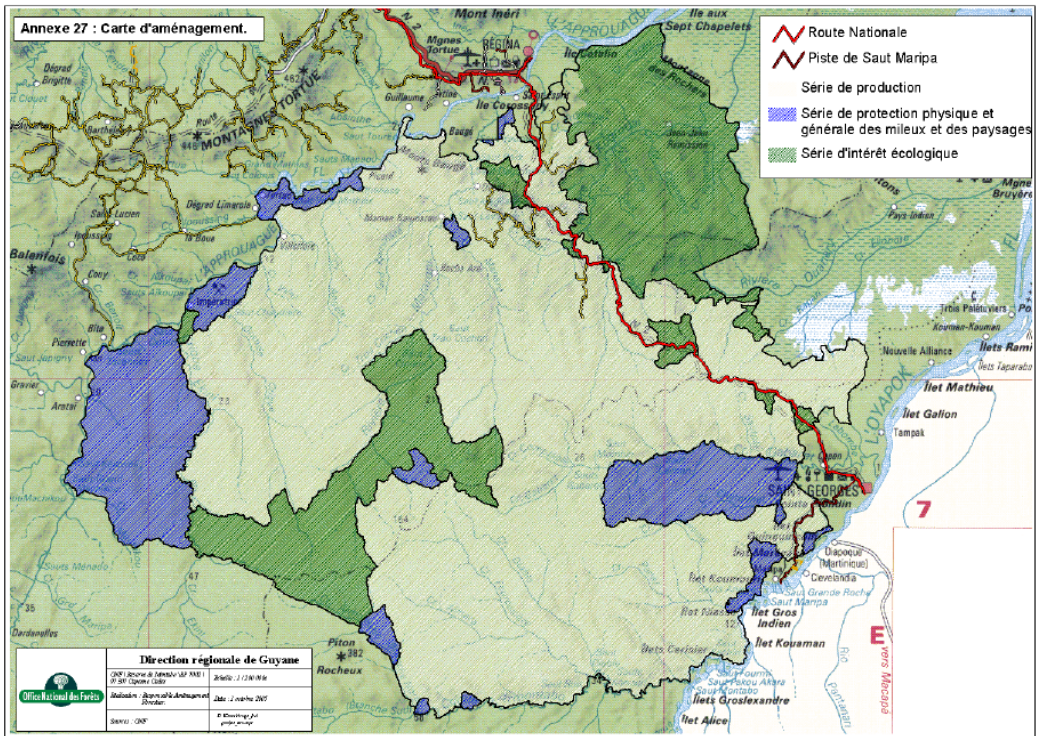


Figure 93 **:** Le massif forestier de Régina-Saint Georges.
Source : ONF, 2007

Nous avons vu au Chapitre 7 que ces séries écologiques étaient définies à partir de l'analyse des unités géomorphologiques, permettant d'approcher les habitats forestiers, et que les séries de protection générales des milieux étaient principalement issus d'études topographiques permettant de discerner les zones où l'exploitation est physiquement possible de celles où elle ne l'est pas.

Il s'agit d'un cas typique d'indicateur indirect, où la protection de la biodiversité est prise en compte au travers de la protection des conditions supposées nécessaire à son maintien. Les hypothèses sous-jacentes sont basées sur les résultats récents de la recherche scientifique et permettent la préservation de grandes zones d'un seul tenant. Dans la logique défendue, les zones les plus fragiles et les plus sensibles écologiquement sont ainsi préservées, tandis que les zones jugées un peu moins sensibles peuvent être ouvertes à l'exploitation, moyennant la mise en œuvre de pratiques respectueuses. Près de 13 % des surfaces du massif forestier de Régina – St-Georges ont été placées en séries de protection physique et générale des milieux, et 21 % en séries d'intérêt écologique.

Tableau 95 : Tableau récapitulatif des séries du massif forestier de Régina – St-Georges.
Source : FTH 2012, adapté de ONF 2007

Séries	Forêts de terre ferme						Forêts hydromorphes		Savanes Roches		TOTAL	
	exploitables		à forte pente		inaccessibles							
en production	144 189 ha	71,0%	35 726 ha	70,9%	69 ha	2,6%	68 791 ha	57,9%	114 ha	22,6%	248 889 ha	*66,3%*
en protection physique et générale des milieux	25 822 ha	12,7%	6 219 ha	12,3%	0 ha	0,0%	15 936 ha	13,4%	52 ha	10,3%	48 029 ha	*12,8%*
d'intérêt écologique	32 936 ha	16,2%	8 460 ha	16,8%	2 630 ha	97,4%	34 182 ha	28,7%	338 ha	67,1%	78 546 ha	*20,9%*
TOTAL	202 947 ha	100%	50 405 ha	100%	2 699 ha	100%	118 909 ha	100%	504 ha	100%	375 464 ha	*100%*

À titre comparatif, dans les concessions forestières de la République Démocratique du Congo, les mêmes types de séries doivent idéalement représenter 3 % chacune de la superficie totale de la concession. (comm. pers. FRM) et sont encore loin d'être généralisées. Au Brésil, les manuels pour les petits ou moyens exploitants recommandent une réserve stricte de 5 % de la surface de la concession, complétée de l'ensemble des zones de protection permanente, correspondant notamment aux berges des cours d'eau (Balieiro, Espada, Nogueira, Palmieri, & Lentini, 2010). Les zones classées comme non exploitables sont ainsi, sur la forêt de Régina/Saint-Georges, d'une taille largement supérieure aux seuils communément utilisés en foresterie tropicale.

En revanche, en Guyane, la non-reconnaissance de ces zones par le schéma départemental d'orientation minière (SDOM), et ce en dépit de la validation ministérielle des documents d'aménagement forestier, limite fortement l'efficacité environnementale de la démarche, dès lors que l'on se trouve sur des zones aurifères riches. La forêt de Régina Saint-Georges est globalement

épargnée. Face à ce problème, l'une des stratégies actuelles de l'ONF consiste à transformer certaines des séries d'intérêt écologique en réserves biologiques domaniales, outil de conservation du code forestier. Ces réserves auraient, devant le code minier une légitimité supérieure. En outre, elles font l'objet d'études plus approfondies et bénéficient d'un plan de gestion. Actuellement, le plan de gestion permettant la création de la RBI des Trois pitons est en cours de réalisation.

Au sein de la série d'exploitation, un découpage en parcelles est réalisé, et, de nouveau, les zones d'importance écologiques majeures, ou topographiquement inadéquates sont préférentiellement écartées de la production. De même, les tracés des pistes principales, sont réalisés selon un compromis visant d'une part à desservir au mieux la zone exploitable, et d'autre part à être le moins impactantes possibles.

3.1.1.2.La difficulté du contrôle territorial

La définition de limites pour une zone à vocation forestière, puis d'un zonage interne implique d'être en mesure de contrôler le territoire. Les activités remettant en cause la vocation forestière à long terme de la terre et les demandes de foncier sont impossibles sur le « Domaine forestier permanent »[125]. Les installations illégales font l'objet d'une surveillance tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du DFP. Cette surveillance est réalisée par les agents forestiers responsables de secteurs géographiques donnés. Celle-ci est d'autant accrue à proximité des voies d'accès principales : route nationale, l'Oyapock, ou la crique Gabaret. En revanche, les missions sur les petites criques sont difficiles à mener régulièrement pour les agents forestiers, faute de temps. Une certaine tolérance peut également être observée, notamment pour les petites installations au bord des fleuves, qui devraient faire l'objet de « concessions d'occupation précaires », renouvelables annuellement.

> *«Il y en a très peu, ça fait peur aux gens car il y a le mot précaire dedans... pourtant c'est rare qu'elles ne soient pas validées et renouvelées. Il y en a une en occupation permanente au bord du fleuve, un métro paumé très maigre qui ne vit de rien Dédé la Gabaret il se fait appeler ; il a un bateau pourri et le RMI ... normalement il ne peut pas en faire sa résidence principale mais il y en a si peu alors on ne les embête pas. Parce que l'autre problème aussi c'est que c'est assez cher, même moi je trouve : une location à 400 euros/an. ». (Entretien agent forestier de Saint-Georges, Saint-Georges, 2010)*

Chaque agent est responsable des centaines de milliers d'hectares de forêt : contrairement à la métropole, il est ainsi illusoire d'estimer qu'il puisse contrôler l'ensemble des activités qui s'y déroulent.

> *« M. X par exemple, il se donne aussi un rôle d'observateur, quand il voit passer des pirogues louches, il me prévient. Mais qu'est ce que je peux faire, je ne vais pas partir tout seul comme ça sur ma pirogue... c'est pas que j'aie peur des brésiliens, mais bon, j'accoste, je vais chercher ce qui se passe et que quand je reviens si ça se trouve ma pirogue elle a*

[125] A l'exception, nous l'avons vu, des permis d'exploitation miniers : ils sont considérés comme ne remettant pas en cause le maintien du couvert forestier à long terme.

disparu ... et comment je fais alors ? Moi j'ai 300 000 ha à surveiller ... alors la direction générale à Paris, là ils sont à coté de la plaque... » (Ibid.)

En dehors du DFP, les installations et défrichements non autorisés pour l'installation de petites parcelles agricoles sont fréquents et font jusqu'ici l'objet de régularisations *a posteriori*. Selon l'agent forestier du secteur de Régina, les prélèvements illégaux de bois existent également, y compris à destination du Brésil, mais les volumes sont nettement moins importants que ceux dédiés à l'exploitation forestière légale. Les bois sont coupés et sciés directement en forêt, à la tronçonneuse, puis les planches sont vendues, du côté français ou du côté brésilien.

Les principaux moyens d'action des agents pour le contrôle territorial sont finalement d'une part l'établissement de procès verbaux et d'autre part les discussions, l'explicitation des règlements. Les moyens humains sont extrêmement bas pour une surveillance efficace du territoire, mais dans l'ensemble, peu d'occupations pérennes illicites sont aujourd'hui constatées sur la forêt de Régina/Saint-Georges[126]. Les principales missions réalisées dans le DFP consistent donc à suivre et contrôler les exploitations forestières en cours sur les séries de production et à promouvoir la mise en œuvre de bonnes pratiques d'exploitation.

3.1.2.La mise en œuvre de bonnes pratiques

La logique d'amélioration du contrôle et de la planification de l'exploitation forestière ne peut se réaliser uniquement au niveau du gestionnaire forestier. Au cours des dix dernières années, une démarche complémentaire a été initiée, visant également l'amélioration des pratiques de tous les acteurs travaillant en forêt. Cela s'est traduit par la mise en place de trois processus entremêlés : l'amélioration des pratiques d'aménagement, que nous avons détaillée au Chapitre 7, et qui s'est traduite par une planification très précise de l'exploitation par l'ONF (traçage des pistes, désignation et marquage des arbres au GPS,…) ; (ii) la recherche d'un label de certification forestière, et (iii) la mise en place d'une charte d'exploitation à faible impact. Ces outils, à destination en particulier des exploitants, sont des adaptations au contexte guyanais de formes circulantes plus largement utilisées au niveau mondial. Nous allons voir que leur traduction en dispositifs sont fortement marquées par la vision et le poids de l'ONF et su modèle de gestion forestière française.

3.1.2.1. L'exploitation à faible impact (EFI)

[126] Les limites du DFP ont été placées suffisamment loin des bourgs pour laisser suffisamment de place à l'expansion des activités agricoles.

« L'exploitation à faible impact peut se définir comme « une opération d'exploitation forestière intensément planifiée, précautionneusement mise en œuvre et contrôlée afin de minimiser son impact sur le peuplement et les sols forestiers, et se basant habituellement sur une sélection des individus à abattre » (FAO, 2004)

Ce concept se développe dans les années 1990, de façon concomitante avec le concept de gestion forestière durable. La logique est de minimiser les impacts environnementaux de l'exploitation forestière, en s'appuyant sur de meilleures préconisations techniques. Sur la base de recherches menées dans les différents bassins forestiers tropicaux, des orientations ont été publiées pour la mise en œuvre de l'exploitation à faible impact. L'organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a ainsi publié un « code modèle de pratiques d'exploitation forestières ». Ce document ainsi que les directives d'autres institutions, fournissent une base pour l'application des pratiques d'exploitation à faible impact (Sist, 2000). Putz et al. (2008) soulignent néanmoins la grande variabilité des applications locales de ce lignes de conduites assez générales.

Si les différences entre aménagement forestier et exploitation à faible impact sont parfois floues au niveau international, Leroy *et al.* (2013) mettent en avant le fait qu'elles semblent se différencier par leur finalité première.

> *« L'unique but de l'EFI est de limiter les impact environnementaux de l'activité ponctuelle d'exploitation alors que l'aménagement intègre cette finalité au sein d'un objectif plus large et à plus long terme de planification de l'exploitation ». (*Ibid., 85)

Le risque de l'amalgame fait entre les deux est d'ailleurs souligné par Putz (*op.cit.)* : la simple exploitation à faible impact ne permet pas de prendre en compte la durabilité à long terme de l'exploitation. Karsenty and Nasi (2004) soulignent différence des modes de gouvernance portés par les deux concepts : l'aménagement est avant tout de portée réglementaire, tandis que l'exploitation à faible impact relève plus de la contractualisation, de l'engagement volontaire.

En Guyane, les exploitants[127] n'étant pas gestionnaires des forêts, ils ne sont pas concernés par la réalisation de l'aménagement forestier. En revanche, leur engagement sur la qualité environnementale de leurs pratiques d'exploitation est important. L'adaptation des principes de l'exploitation à faible impact s'est traduit par la rédaction d'une charte, à laquelle les différentes parties prenantes impliquées (gestionnaire, exploitants, scieurs) choisissent d'adhérer. La démarche d'écriture de cette charte a commencé en 2008, suite à une réflexion sur la certification de la gestion durable des forêts guyanaises débutée en 2002. Elle se base ainsi sur les exigences de la certification PEFC. Des groupes de travail ont été formés pour discuter des impacts environnementaux de l'exploitation forestière en termes de biodiversité, de qualité des sols, des dynamiques de peuplements et des milieux aquatiques, de la gestion des déchets en sites isolés

[127] Contrairement au cas du Brésil, où l'exploitant est responsable de la rédaction du plan d'aménagement de sa concession

ainsi que des conditions d'hygiène et de sécurité des travailleurs[128]. Ces groupes de travail étaient constitués d'acteurs de la filière-bois, d'élus locaux, d'experts et de représentants d'associations de protection de la nature, de représentants des populations autochtones, d'organismes de recherche, d'administrations et de la société civile. Ils ont débouché sur la rédaction de la charte par l'ONF, finalement publiée en octobre 2010.

Le contenu technique de la charte est synthétisé dans l'Encadré 16.

[128] Les présentations et comptes rendus des réunions sont disponibles sur http://www.guyane-bois.net/

Encadré 16
Contenu de la charte EFI en Guyane. (adapté de Nicolle et al., 2012)

Désignation – le gestionnaire.
Il s'agit d'« *éviter les pertes de biodiversité et de limiter la pression d'exploitation sur les espèces les plus sensibles afin de garantir une exploitabilité sur le long terme* ». Pour ce faire, un diagnostic de la parcelle est réalisé avant exploitation, pour « *évaluer la pertinence de la mise en exploitation de la parcelle, définir les conditions d'exploitation (points de passages obligés/réseaux de débardage) et les clauses techniques particulières de la vente dont notamment les clauses de préservation de la biodiversité* ». Lors de la désignation, les facteurs physiques du terrains ont pris en compte, et certains arbres à protéger spécifiquement sont également marqués.

Ouverture préalable des pistes de débardage principales pour une meilleure préparation du chantier – les exploitants.
Ainsi, la rationalisation de l'ouverture des pistes, via une préparation, un bon aménagement et un bon usage des pistes principales de débardage réduiraient fortement les impacts sur les sols et les milieux aquatiques. Les préconisations consistent principalement à être en conformité avec la réglementation sur l'eau (éviter la traversée des criques) et celle sur l'archéologie et le patrimoine culturel (éviter de dégrader un site archéologique en arrêtant l'exploitation). Les exploitants sont encouragés à faire appel à une expertise de l'ONF. L'utilisation d'un matériel limitant les impacts au sol est recommandée.

Méthodes d'abattage contrôlées et bien suivies – les bûcherons.
Il s'agit de limiter les pertes de matières liées à de mauvaises techniques d'abattage, ainsi que de minimiser les dégâts pour le peuplement. Cela permet également une amélioration de la sécurité des travailleurs.

Préparer l'implantation des pistes secondaires de débardage afin de limiter les impacts du débusquage et du débardage – les exploitants.
Les objectifs sont de : « - *diminuer l'impact des pistes de débardage sur l'environnement en limitant leur extension et la surface soumise à l'érosion ; améliorer le rendement des machines afin de diminuer les coûts de mobilisation et la consommation de carburant ; limiter les manœuvres d'engins afin de diminuer les impacts au peuplement et au sol ainsi que la consommation de carburant ; adopter des techniques et des pratiques limitant l'usure des machines et du matériel. » (Charte EFI, p. 45)*
Cela se traduit par des recommandations techniques concernant la planification de l'ouverture des pistes, le type de matériel à utiliser préférentiellement (engins limitant les impacts au sol, câblage…), ainsi que des contraintes d'action liées au climat : en saison des pluies, il est possible de débusquer, mais il est fortement recommandé de ne pas débarder, pour éviter les ornières.

Stockage, chargement et transport des grumes avec le souci de la saisonnalité guyanaise – les exploitants et scieurs.
Trois niveaux de dessertes sont définis, cherchant un « *juste compromis entre le potentiel (volume de bois d'œuvre) et les enjeux environnementaux de la zone*. ». Les tracés doivent chercher à limiter les mouvements de terre (favoriser zones de plateau et lignes de crête), permettre le passage des animaux (réduire l'emprise des pistes et limiter la présence d'obstacles infranchissables) et limiter l'impact sur les cours d'eau (passages busés ou ponts en bois).
Compte tenu des contraintes saisonnières, la gestion des stocks est primordiale pour les entreprises.
« *Chaque exploitant sera donc invité à ne pas laisser ses grumes en forêt en saison des pluies et à réduire la taille des places de dépôt, en limitant leur accès hors saison sèche, et à privilégier la rupture pour l'alimentation de la scierie* ». La mutualisation des stocks entre exploitants est considérée comme un plus.

Enfin, des mesures concernent **l'hygiène et la sécurité des travailleurs,** ainsi que **la gestion des déchets en forêt.**

La Charte EFI prend ainsi en compte les résultats d'études scientifiques préalables, pour définir une exploitation forestière plus respectueuse de l'environnement, planifiée et réfléchie en fonction de la saisonnalité. On voit que les critères environnementaux proposés sont très centrés sur la préservation des ressources « sols » et « bois », nécessaires à la perduration à long terme de l'activité d'exploitation forestière.

Les négociations ont duré assez longtemps. Les plus grosses entreprises de la filière ont résisté un certain temps à la signature de la charte, mais face à la nécessité de la mise aux standards de la certification forestière, elles y ont finalement adhéré. Certains points de litige perdurent, sur les seuils environnementaux quantitatifs (profondeur des ornières par exemple), sur la difficulté de concilier les contraintes saisonnières d'exploitation et les contraintes d'approvisionnement des scieries, où encore sur les préconisations matérielles, que chaque exploitant souhaite pourvoir tester à sa façon.

Certaines des pratiques préconisées par la charte présentent à terme un intérêt économique pour les entreprises travaillant en forêt, en permettant un gain de temps et une rentabilité accrue sur certaines étapes de l'exploitation (limite des pertes de matière grâce à des techniques d'abattage directionnel, gain de temps et de carburant grâce à la rationalisation du tracé des pistes, etc.). La mise en œuvre des pratiques préconisées dans la charte se fait néanmoins de façon très progressive, et à des vitesses différentes selon les exploitants. Parmi les exploitants rencontrés sur la forêt de Régina Saint Georges, seuls les deux plus gros maniaient le vocabulaire directement associé à ce dispositif d'Exploitation à faible impact (EFI) et de discuter les contraintes associées. Néanmoins, l'exploitant de taille moyenne était également bien conscient de l'évolution des exigences demandées par l'ONF, et formulait un jugement plutôt positif sur ces évolutions, notamment concernant l'utilisation du GPS pour le repérage des tiges désignées.

Le caractère volontaire de l'adhésion aux valeurs et recommandations portées par la charte d'Exploitation à faible impact (EFI) est cependant discutable. En effet, les pratiques décrites sont les engagements minimaux pour répondre aux exigences de la certification forestière. Or l'obtention du label se faisant à l'échelle du domaine forestier permanent (DFP), tous les exploitants travaillant dans le DFP doivent respecter pas les pratiques préconisées, sous peine de remettre en cause l'obtention du certificat pour l'ensemble des acteurs de la filière. L'ONF, propriétaire des bois sur pied, cherche ainsi à inclure des contraintes environnementales dans les clauses des contrats de vente des bois sur le DFP, imposant dans l'ensemble le respect des préconisations de la charte. Le respect de ces exigences donne lieu à des négociations sur le terrain entre les exploitants et les agents de l'ONF, qui permettent, au cas par cas, de garder une flexibilité sur certains critères. En revanche, les agents sont garants du respect des règles fondamentales (respect des contraintes climatiques…).

Le fait que ces contraintes ne s'appliquent qu'au Domaine forestier permanent confère une certaine liberté à l'ONF. En effet, les petits exploitants, installés depuis peu dans la profession forestière, ne disposant pas toujours du matériel adéquat et ayant souvent des difficultés de gestion, peuvent avoir du mal à se conformer aux exigences de l'Exploitation à faible impact. Les parcelles qui leur sont attribuées peuvent ainsi se situer en dehors de ce dernier, sur des zones de défriche agricole situées à proximité de Saint-Georges, dont la destination à court ou moyen terme est la conversion et sur lesquelles, par conséquent, les contraintes de respect du peuplement sur pied sont peu importantes. Cela ne peut en revanche que constituer une stratégie à court terme, puisque les zones à vocation agricole ne sont, par définition exploitables qu'une fois. En conséquent, à moyen terme, les petites entreprises d'exploitation, peu structurées, risquent de devoir fermer faute d'être en mesure de respecter les normes du DFP. Au delà de la difficulté à respecter les contraintes techniques, ces acteurs, souvent nouvellement installés dans l'exploitation forestière, ont fréquemment des difficultés financières importantes, ne leur permettant pas toujours de payer à l'ONF les arbres qu'ils coupent. Ce dernier tient alors parfois presque un rôle de banque de développement, et dans le cas des micro-entreprises, les retards de paiement (voire les impayés) sont fréquents.

La normalisation des pratiques complexifie encore la situation pour des micro-entreprises déjà particulièrement instables économiquement, peu qualifiées pour une gestion financière et technique conforme aux exigences du gestionnaire forestier. Par ailleurs, ces exploitants restent extrêmement longtemps sur une parcelle, ne remplissant pas les critères de sortie relativement rapide des bois pour un impact temporellement limité sur les parcelles, à la base de la logique de gestion défendue par l'ONF. En parallèle, on peut également considérer que ces entreprises, travaillant avec des scies mobiles, permettent l'approvisionnement local de Saint-Georges de l'Oyapock ainsi que la création d'emplois et de revenu localement, tout en impactant finalement des superficies de forêt moindres puisqu'il est pour elles très long d'exploiter une seule parcelle. Si ce ne sont pas les pratiques de l'exploitation à faible impact qui sont mises en œuvre, peut-être que d'autres modalités de gestion, simplifiées, et basées par exemple sur les modèles de foresterie communautaire développés au Brésil (méthodologies simplifiées, adaptées à de petites productions), pourraient être envisagées pour permettre le maintien, à l'échelle locale, de cette activité de production. Ce genre d'alternatives n'est pas aujourd'hui envisagé et une harmonisation des pratiques, basée sur une amélioration des compétences et le respect des critères de la charte est exigée.

Nous avons vu que la recherche d'un label de certification forestière avait été moteur pour l'ensemble du processus d'amélioration technique d'exploitation forestière. Revenons sur les implications et exigences associées à cet outil.

3.1.2.2. La certification

La recherche de labels de certification a pris son origine en 2002, avec l'organisation de premiers ateliers de réflexion menés conjointement entre l'ONF et le WWF. L'idée à la base de cet outil est de permettre une valorisation par le marché de la mise en place « bonnes pratiques » environnementales et sociales pour l'exploitation et la transformation des bois. En France, deux grands systèmes de certification sont utilisés : FSC et PEFC (voir Encadré 17). L'idée était d'obtenir une double certification, engagement réitéré dans le temps (notamment à la conférence des acteurs français sur les forêts tropicales en 2010). Cet objectif a été renforcé, la France s'étant engagée en 2005 à n'utiliser des bois tropicaux dans les marchés publics qu'à la condition qu'ils soient extraits de forêts gérées durablement. Cela s'applique ainsi à la Guyane. L'outil de gestion le plus utilisé est le label de certification forestière, qui est celui qui est le plus reconnu sur les marchés du bois internationaux. Les démarches FSC et PEFC ont fait finalement l'objet de négociations séparées. Ainsi, nous avons vu que les principes de l'exploitation à faible impact pour la Guyane avaient été tirés initialement des principes critères et indicateurs du PEFC, label auquel l'ONF est historiquement lié. En France métropolitaine, toutes les forêts gérées par l'ONF sont certifiées PEFC.

Dans le cadre de son programme de « Gestion durable des ressources naturelles du Plateau des Guyanes » le WWF, historiquement porteur de la certification FSC, organise des négociations locales pour la définition d'un référentiel spécifique à la Guyane française. Des groupes de travail, respectant le cahier des charges porté par FSC à l'international, se sont rencontrés en 2011 pour établir une première version des indicateurs. Néanmoins de nombreux points suscitent encore de vives discussions et des travaux ultérieurs sont planifiés sur les points difficiles (monitoring de l'orpaillage, chasse, etc.). Cette première version est jugée trop exigeante et non pertinente par l'Interprobois Guyane qui a proposé en 2011 une série de modifications. Les principaux points de litige concernent (i) la question de la communication des données de suivi de l'orpaillage : «*Pour assurer à la fois la pérennité de ces actions et la sécurité des personnels de l'ONF, l'existence et la nature de ces actions se doivent d'être discrètes et il est exclu de communiquer des informations pouvant mettre en lumière ce rôle* » ; (ii) la maîtrise des pratiques de chasse : « *Contrairement à la métropole, l'ONF n'a pas en Guyane de compétence administrative en matière de gestion de la chasse et de la faune sauvage. Les actions possibles pour le gestionnaire sont donc uniquement répressives : constatation d'infractions à la réglementation relatives aux espèces protégées ou aux arrêtés préfectoraux relatifs à la chasse » ;* la prise en compte des usages des populations traditionnelles, y compris en dehors des ZDUC : *« On peut considérer que si le Préfet ne constate pas de droit d'usage par un arrêté préfectoral instituant une ZDUC, il n'y a pas de droit d'usage sur la forêt concernée, du point de vue juridique. » ;* et les modes de communication sur les données de suivi de l'exploitation (suivi des coupes, suivi des impacts par télédétection.

Encadré 17
Principaux systèmes de certification forestière

La certification forestière vise à encourager la mise en œuvre de pratiques durables de gestion, au travers du marché. L'idée est que c'est le consommateur qui encourage les entreprises à adopter de bonnes pratiques, par son choix préférentiel vers des produits porteur d'un label attestant de la qualité écologique et sociale des pratiques de production. Les principaux labels de certification forestière sont, à l'heure actuelle, le *Forest Stewardship Council* (FSC) et le *Program for the Endorsement of Forest Certification* (PEFC). Ils sont basés sur un ensemble de principes, critères et indicateurs, permettant d'évaluer la gestion forestière mise en œuvre, ainsi que la traçabilité des produits issus de la forêt.

Le FSC a été créé en 1993 sous l'égide de grandes organisations internationales, notamment le WWF, Les amis de la terre, Greenpeace, *Rainforest Alliance* et des entreprises de bricolage (Mione, Leroy, & Irola, 2012). Le FSC se veut porteur d'une gestion durable en insistant sur l'équité des trois piliers du développement durable : « économiquement viable », « socialement bénéfique » et « écologiquement appropriée ».

Le système de certification PEFC est né en Europe en 1999 (*Ibid*.), à l'initiative des forestiers et de leurs partenaires industriels, qui ne se reconnaissaient pas dans les systèmes de certification dont principalement le FSC, très exigeant, coûteux et peu adapté aux forêts européennes.

Comparaison des grandes caractéristiques des systèmes de certification FSC et PEFC (Leroy et al., 2013).

	FSC	**PEFC**
Origine (créé par)	ONG d'environnement et distributeurs (bricolage & outillage) (1993)	Propriétaires forestiers et industriels du bois européens (1999)
Gouvernance	approche *Top-Down et certification « descendante »*: initiatives nationales FSC accréditées par FSC international	approche *Bottom-Up et certification « parapluie »*: Conseil PEFC représentatif des initiatives nationales
Décision	Participative : 3 chambres (économique, sociale, environnementale), 33% des votes par chambre	Flexible : vote des initiatives nationales en fonction de la production annuelle de bois. 3 collèges (producteurs et propriétaires gestionnaires, industriels, usagers).
Types de standards	Performance : résultats	Procédural : amélioration continue
Principes et critères	(10) : Biodiversité, populations indigènes, limitation des plantations, pas d'OGMs	(6) : Pas de limitations sur plantations ou OGMs, critères de gestion forestière étatiques
Procédure de contrôle	Certification individuelle Audit initial / Audit annuel strict / rapport public / obligation d'assurer la conformité	Certification régionale Audit annuel aléatoire mais pas d'audit initial ni de rapport public
Système d'accréditation	Système FSC sur mesure + ISO 65	Système ISO (Guide pour le secteur forestier)
Organismes de contrôle par tierce partie	Accréditation internationale ASI	Accréditation nationale sous l'égide de l'IAF

Pensée à l'origine comme moyen de lutte contre la déforestation en milieu tropical, les chiffres montrent que la certification est aujourd'hui nettement plus mise en œuvre dans les pays tempérés que dans les pays tropicaux (Demaze, 2008). En 2011, selon l'étude de Leroy et al. (2013), le FSC couvre un peu plus de 16 millions d'hectares de forêts tropicales, soit presque le triple des surfaces de forêts tropicales certifiées par le PEFC (un peu moins de 6 millions d'hectares), mais on observe qu'encore 98,5 % des forêts tropicales (soit 2 milliards d'hectares) ne sont pas concernées par la certification de l'un ou l'autre des grands standards.

Les deux systèmes, basés sur de forts clivages philosophiques, ont aujourd'hui tendance à se rapprocher fortement du point de vue de leurs exigences pour la gestion forestière durable. D'autres systèmes de certification forestière existent également, dont certains développés au niveau national, comme le CERFLOR au Brésil (*Programa Brasileiro de Certificação Florestal)*.

En octobre 2011, l'Interprobois a déposé une demande de financements aux fonds européens - FEADER- pour poursuivre le projet de la certification en Guyane. Ces financements ont en particulier permis la création en 2012 d'un poste de « chargé de mission écocertification FSC et PEFC », porté par l'Interprobois. Le WWF est donc écarté du processus et s'est recentré sur d'autres dossiers guyanais. L'action du chargé de mission, dont la priorité fixée par l'employeur a été la démarche de certification PEFC, a permis de faire aboutir quasi intégralement cette dernière. Les pré-audits menés en octobre 2012 par le bureau Veritas ont considéré que l'exploitation forestière telle que menée en Guyane était éligible aux deux labels PEFC et FSC moyennant quelques améliorations, et ce pour l'ensemble du DFP.

A l'heure actuelle, si la démarche PEFC est sur le point d'aboutir pour la partie gestion, validée par l'audit de l'ONF Guyane, la démarche FSC, plus coûteuse à mettre en place, est néanmoins laissée en attente. Si ces différentes discussions ont animé la filière forestière au niveau régional, il faut rester conscient que les acteurs de la filière forestière guyanaise ont des degrés de connaissance très variés sur la question. Parmi les exploitants de la forêt de Régina/Saint-Georges, seuls les deux « gros » étaient capables de donner une opinion sur la question. Ce sont d'ailleurs les seuls pour lesquels aujourd'hui la certification peut présenter l'avantage commercial éventuel pour lequel elle a été pensée, au travers de l'exploitation des bois. Pour les petits ou moyens exploitants rencontrés en 2012, la notion de certification renvoyait plutôt au « certificat d'origine des bois », document attestant uniquement de l'origine légale des bois. Ces quelques constats permettent de mettre en avant certains éléments contre-intuitifs dans cette démarche.

La certification est à la base un outil principalement pensé comme un outil de marché, qui permet aux entreprises la demandant de faire valoir un avantage commercial pour la vente de leurs bois, basé sur la sensibilité des consommateurs aux enjeux environnementaux et sociaux concernant sa production. C'est un outil à la base particulièrement pensé pour la commercialisation des bois tropicaux dans les pays européens. En Guyane, les débouchés de la production sont très majoritairement locaux, et il n'y a pas de demande, même de la part des acheteurs publics, contrairement à ce qui est stipulé dans la circulaire. Le système est peu connu et ne permet pas actuellement de valoriser financièrement les efforts de gestion. Même au sein de la filière bois, très peu d'entreprises (les plus grosses uniquement) sont, aujourd'hui encore, bien au fait de l'intérêt de la démarche. L'acteur principal dans cette démarche a donc été, et reste aujourd'hui l'État français, représenté localement par la Direction de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (DAAF), et l'ONF.

Si les réflexions et les avancées qu'elle a permises du point de vue de la planification et de l'exploitation forestière sont particulièrement pertinentes d'un point de vue environnemental, il

semble important de souligner que pour les petites et moyennes entreprises (notamment celles de l'Est guyanais), les pratiques imposées sur le DFP sont relativement complexes à mettre en œuvre, pour en retour, des bénéfices sur le marché complètement inexistants.

Au delà d'un outil de marché, la certification constitue plutôt la preuve de la capacité de l'État français a « gérer durablement ses forêts », et valide les efforts réalisés pour atteindre cette qualité de gestion. Le fait que le gestionnaire soit public, et que l'on ne se situe pas dans le cas d'une concession où l'entreprise est seule responsable de l'ensemble des activités qui se déroulent sur l'espace forestier, pose en revanche des questions sur la façon dont les critères de la certification doivent être appliqués. En effet, le gestionnaire forestier ONF est, en France, responsable de l'ensemble des activités concernant le peuplement forestier, et le foncier, dans le cadre du code forestier. D'autres activités se déroulant sur ce domaine, telles que la gestion de la faune, ou l'orpaillage, dépendent en revanche d'autres administrations, et l'ONF n'estime pas devoir les prendre en charge activement, même dans le cadre de la certification. Ainsi, la gestion de la faune se base uniquement sur des actions indirectes, telles que la mise en réserve de certaines parties de la forêt et une fermeture de l'accès à certaines pistes forestières. L'ouverture de la Route nationale 2, puis de longues pistes en forêt, soutenue par l'État, ouvre ainsi de vastes territoires de chasse jusqu'à présent inaccessibles. Les impacts sur la faune à moyen terme sont difficilement prévisibles, mais on peut présager une disparition progressive des espèces les plus sensibles aux abords de ces dernières. Si les administrations compétentes pour un contrôle effectif des pratiques de chasse ne sont pas en mesure de remplir leur mission, ce qui est aujourd'hui le cas, la «gestion forestière durable » est ainsi compromise.

Un second point à mettre en avant tient à la persistance des arrangements entre acteurs. Nous avons longuement mis en avant le fait que la gestion forestière en Guyane avait été mise en place via des partenariats entre l'État, la recherche forestière, et la filière forestière. Les grandes améliorations des pratiques, et la forte planification territoriale donnent une légitimité environnementale à ce groupe d'acteurs. Le WWF, par contre, porteur de la certification FSC appartient à une coalition d'acteurs différente, externe au monde forestier, et ce malgré les travaux réalisés en partenariat avec l'ONF. La récupération du dossier certification par les acteurs de la filière bois témoignent de cet état de fait, en éliminant l'ONG environnementale du cercle des négociations. Elle témoigne néanmoins d'une appropriation des enjeux de la certification par la filière forestière. Elle légitime enfin l'abandon des avancées vers une démarche de certification FSC jugée effectivement trop coûteuse, en restant de ce fait focalisée sur l'outil PEFC, qui renforce également historiquement la cohésion interne à la filière forestière, mais présente des exigences environnementales, et surtout de transparence, moins fortes, limitant la portée environnementale de l'outil certification.

Conclusion

Les paragraphes précédents nous permettent bien de montrer que des efforts conséquents ont été mis en œuvre, et continuent d'être réalisés pour l'amélioration des conditions environnementales dans lesquelles l'exploitation forestière est réalisée. Le choix politique de soutenir cette exploitation est réitéré depuis plus de 70 ans mais les modalités de mise en œuvre ont progressivement évolué. Dans la recherche conjointe d'un objectif économique, et d'un respect accru des écosystèmes, des choix techniques et politiques ont été réalisés. Ces dynamiques d'amélioration basées sur une standardisation des pratiques impliquent potentiellement une exclusion de certaines catégories d'acteurs (petits exploitants), jugés en incapacité de respecter les normes techniques demandées.

Les choix réalisés présentent néanmoins des marges d'incertitude importantes, concernant leurs impacts environnementaux réels, à long terme. Par rapport aux pratiques couramment mises en œuvre en Amazonie, certains principes de précaution ont été appliqués. Ainsi, les critères guidant actuellement l'aménagement forestier (temps de rotation, nombre de tiges prélevées par hectare, diversification des essences désignées, etc.) sont parmi les moins intensifs de ceux pratiqués en forêt tropicale (les temps de rotations considérés comme durables dans les forêts publiques sont presque deux fois plus courts au Brésil). Néanmoins, certains exploitants forestiers estiment que malgré ces critères, les pratiques actuelles ne permettront pas la reconstitution du stock de certaines des essences commerciales les plus exploitées. Des programmes de recherche en sylviculture sont en cours pour permettre de favoriser la régénération de ces essences. En revanche, le maintien du couvert forestier est assuré sur le long terme.

Cette vision de la gestion forestière durable, portée par l'État et le secteur forestier est ainsi très centrée sur l'activité forestière elle même. On constate encore néanmoins des décalages avec la notion de gestion forestière durable, notamment portée par certains systèmes de certification comme le FSC, qui impliquent la prise en compte des autres activités se déroulant en forêt, comme par exemple l'exploitation minière, la chasse et l'exploitation de produits non ligneux. Dans le système administratif français, le contrôle de ces activités ne dépend pas principalement du gestionnaire forestier, qui par conséquent n'estime pas devoir les prendre en charge activement.

En outre, l'ONF est très peu outillé pour prendre en compte les pratiques peu connues de certains acteurs en marge du système tels que les communautés amérindiennes. Les pratiques de ces dernières sont tenues de se conformer au zonage établi dans le code forestier. Les ZDUC sont reconnues par ce dernier au travers de séries spécifiques « d'usage traditionnels », mais soumises à des restrictions d'usages spécifiques. Mis-à-part cela, les activités traditionnelles non planifiées impliquant des prélèvements ligneux dans la forêt gérée ne sont pas tolérées. Leur prise en compte, et les connaissances associées rentrent peu dans les pratiques gestionnaires actuellement mises en œuvre

S'il y a donc encore des marges de progression évidentes, les conditions à remplir pour mettre en œuvre gestion forestière qui se voudrait durable dépassent, en France, les compétences du gestionnaire forestier, et s'adressent de façon plus générale aux politiques publiques mises en œuvre par l'État. Cela ne peut actuellement être porté par les systèmes de certification en vigueur.

On a malgré tout un système de gestion forestière qui s'est largement amélioré au cours des dernières années et qui pose un certain nombre de garanties environnementales importantes, principalement autour de la planification et de la mise en œuvre de l'exploitation. L'ensemble du système actuel tient néanmoins uniquement grâce à l'action et au soutien de l'État, ainsi qu'à l'attribution d'importantes subventions européennes (voir Chapitre 7).

En Amapá, l'outil de marché le plus soutenu par les gestionnaires de la FLOTA est le mécanisme REDD+, permettant de toucher des fonds internationaux pour valoriser la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts. Pour le moment, il ne s'agit que de projets, mais nous nous proposons d'en observer rapidement les fondements.

3.2. La FLOTA - module IV : des perspectives d'évolution encore floues.

Nous avons présenté au Chapitre 7 le cadre général de gestion forestière en cours de construction dans la FLOTA d'Amapá. Aucune concession forestière n'étant encore en exploitation, il ne nous a pas été possible à ce stade d'avancement de la construction du dispositif de préciser d'avantage les jeux d'acteurs et les stratégies mises en place pour la gestion forestière.

Nous souhaitons néanmoins analyser succinctement le portage d'un outil de marché, le REDD +, dans le module IV de la FLOTA.

Encadré 18
REDD+ – Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts.
(Karsenty, Vogel, Angerand, & Castellanet, 2013)

A partir des années 2000, les négociations internationales sur le climat envisagent la mise en place de mécanismes permettant de récompenser la limitation de la déforestation. En 2005, la Coalition for Rainforest Nations, qui regroupe une trentaine de pays forestiers du Sud, propose un nouveau mécanisme, la REDD, ou « déforestation évitée ».
« La promesse du nouveau mécanisme était que les forêts « vaudront plus sur pied que détruites » et que les transferts financiers seront strictement liés aux « performances », laissant les États décider souverainement des moyens et des politiques qu'ils entendent mener pour réduire la déforestation. » (Karsenty et al. 2013, p. 1).

Cela permettait de lutter à la fois contre les changements climatiques, et de lutter contre la perte de biodiversité en protégeant les forêts naturelles sur pied. Les activités aujourd'hui incluses dans le mécanisme sont la déforestation et la dégradation évitées (sources importantes d'émissions), à laquelle se sont ajoutés l'augmentation du stock de carbone (essentiellement par les plantations forestières), la gestion forestière (dans les forêts naturelles) et la conservation des forêts (sans précision sur le contenu de cette activité), regroupées sous le mécanisme REDD^{+}.
Jusqu'à aujourd'hui, le modèle n'a pas réussi à se mettre en place au niveau international sous sa forme prévue initialement visant à rémunérer les États. Les négociations bloquent sur les modalités de définition des scénarios de référence, sur les modalités de financements à mobiliser, etc. Par ailleurs, dans le cas des États dits fragiles, l'idée que *«ces États seraient en mesure de décider d'arrêter la déforestation et, surtout, de prendre les mesures nécessaires pour y parvenir, puis de les mettre en œuvre efficacement par la grâce d'une incitation financière, résiste mal à l'analyse » (Karsenty & Ongolo, 2012)*[129].

En parallèle à cette logique internationale, le développement de projets pilotes REDD + a été encouragé, dans l'optique de capitaliser des connaissances sur les modalités à mettre en œuvre. Ils se développent en dehors du cadre de la convention et « *s'appuient sur des systèmes de normes volontaires proposées par des organisations privées (comme le Verified Carbon Standard) qui s'inspirent du modèle du FSC dans le domaine de la gestion forestière.* » (Karsenty et al., 2013). Plusieurs problèmes spécifiques aux projets émergent des études en cours, touchant notamment à leur intégration ultérieure dans les stratégies nationales, au coût élevé de la « bureaucratie carbone » qui risque de n'être pas financée sur le long terme, d'un risque de contraction du marché et de difficultés à « écouler » les crédits carbone, ou encore des modalités de retours financiers aux populations locales et des effets pervers qui peuvent y être liés.

Le projet REDD porté en Amapá est un projet pilote et vise à s'insérer dans le marché volontaire du Carbone.

[129] Dans le cas du Brésil, cette position n'est pas partagée car la lutte contre la déforestation a justement pu etre impulsés par des actions menées par l'État, avec des politiques publiques environnementales volontaires.

Ce projet, visant à une valorisation financière du maintien de la forêt sur pied, a été évoqué tant par l'IEF que par les chercheurs de l'Embrapa et du IEPA au cours des entretiens que nous menés en 2011 et 2012 à Macapá.

Au sein de la FLOTA, le bloc IV, situé dans la partie la plus septentrionale, et intégralement inclus dans la bande frontière a une vocation particulière. A partir de 2008, des propositions de financements ont été faites aux gouverneurs des États d'Amazonie par la Norvège et la Californie, dans l'optique de financer des crédits Carbone (entretien Embrapa, Macapá, 2011). Ces derniers sont conditionnés par l'élaboration d'un document démontrant la pertinence du projet. L'État d'Amapá, au travers de l'IEF, a mis en place dès 2008 le « *Projeto Carbono »,* visant à réaliser l'inventaire carbone de la FLOTA IV. La succession des projets et des financeurs induit néanmoins une certaine continuité dans l'optique de la mise en place du REDD dans la zone. Les modalités de redistribution des gains éventuels qui seraient versés à l'État d'Amapá ne sont pas encore abordées.

Au moment où nous avons fait le terrain, le projet était encore à une étape préliminaire de réflexion quant aux modalités de mise en œuvre, et de production des données de terrain nécessaires. Les partenaires impliqués sont : *l'Instituto estadual da Floresta* (IEF), responsable de la gestion de la FLOTA ; l'Embrapa, coordinateur d'un projet terminé en 2013, visant à la production de données préliminaires pour l'élaboration de premières pistes de mise en œuvre ; l'ONF international, coordinateur, en lien avec l'ONF Guyane, d'un projet de soutien à la mise en place du REDD+ sur l'ensemble du plateau des Guyanes, financé par l'AFD ; et des partenaires financiers en contact avec l'IEF, d'ores et déjà intéressés pour l'achat de crédits carbone.

Au stade actuel du projet, et au vu des données que nous avons, nous ne prétendons pas ici en analyser la pertinence du point de vue de la mise en œuvre. Néanmoins, l'existence même de ce projet dans le contexte local du nord de l'Amapá pose plusieurs questions du point de vue environnemental.

3.2.1.Localisation du projet :

Le projet REDD + concerne le module IV de la FLOTA. Il est ainsi intégralement situé dans la zone frontière, où nous l'avons vu, des politiques spécifiques s'appliquent. De ce point de vue, mettre en place un dispositif permettant de limiter la déforestation rentre bien dans la stratégie sécuritaire générale de l'État brésilien.

Par ailleurs, il s'agit d'une zone de forêt tropicale humide particulièrement bien conservée et peu fragmentée. Il peut ainsi être effectivement pertinent, dans une logique proactive de conservation, de définir un projet REDD + visant à obtenir des financements permettant de continuer à la conserver, dans un contexte d'évolution rapide des dynamiques de développement socio-économique.

Cette logique proactive ne fait pas l'unanimité parmi les chercheurs travaillant sur le REDD car le risque est de financer des forêts qui de toutes façons n'auraient pas été déforestées, ou pire, ans une logique d'effet pervers, de créer un chantage mettant en balance la déforestation d'un côté et le versement de fonds de l'autre. La mise en place d'un projet REDD ne peut, dans tous les cas, qu'être basée sur une compréhension très fine de la gestion effective.

Dans le cas du module IV, plusieurs questions très spécifiques se posent. D'une part, les limites du projet. Concerne-t-il uniquement la FLOTA, où la région environnante (dont notamment les quelques *assentamentos* mitoyens, et les Terres indigènes) ? Dans le premier cas, il serait logique que les fonds soient versés à l'IEF, ce qui est d'ailleurs prévu, pour la mise en place de mesures de contrôle suffisantes. L'Embrapa propose plutôt de verser les fonds aux acteurs locaux situés en bordure de la FLOTA, les plus susceptibles d'avoir des activités dommageables pour la forêt, pour leur permettre de développer des activités alternatives. Cette optique permet de poursuivre conjointement des objectifs de préservation des écosystèmes, et de réduction de la pauvreté, mais implique une coordination pluri-institutionnelle importante entre institutions fédérales et fédérées, entre institutions de développement rural et de gestion environnementale.

Des logiques intermédiaires entre les deux pourraient être envisagées. En 2012, ce volet institutionnel n'était presque pas traité, et l'Embrapa ne se posait pas, à la fin du projet, en prescripteur de bonnes solutions (Entretien Eleneide Dotta Soft, 2012), les décisions à prendre étant d'ordre politique.

En parallèle, l'ONF international (Filiale internationale de l'ONF) a lancé le projet « REDD + Guianas », financé en grande partie par le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), qui vise *« à rendre disponibles les ressources et l'expertise des administrations forestières de la France, du Suriname, du Guyana et de l'État d'Amapá (Brésil) afin de développer leurs compétences techniques respectives pour la mise en œuvre du mécanisme REDD+ » (AFD 2011 -* Fiche presse sur le terrain n° 3). Les recrutements de coordinateurs locaux se sont tenus en 2013 et les réunions ont commencé en août de la même année. Cette nouvelle coordination que nous n'avons pas eu l'occasion d'analyser sur le terrain est ainsi susceptible de changer les orientations retenues pour les projets. En effet, elle implique un fort élargissement de la coalition porteuse du REDD (impliquant la coopération internationale, mais également des bureaux d'étude brésiliens comme IDESAM, porteurs d'une forte expertise sur la question), et une requalification des projets initiaux.

Dans tous les cas, les impacts environnementaux de l'implantation d'un projet REDD + seraient moindres que si la zone était dédiée à une exploitation forestière industrielle ou à des activités minières. Cette autre perspective de développement économique de la FLOTA IV n'est pas à éliminer trop rapidement. En effet, si le projet REDD est revenu de façon très récurrente au

cours de nous entretiens de terrain menés jusqu'à la fin de l'année 2012, les documents produits par l'IEF que nous avons consultés depuis (Plan de gestion de la FLOTA publié en 2014) n'y font pas allusion : le plan de gestion de la forêt a attribué au module IV une vocation majoritaire d'exploitation forestière, selon le modèle des concessions.

Néanmoins, l'implantation potentielle d'un projet REDD+ dans le module IV de la FLOTA devrait faire face à une situation locale peu préparée pour accueillir ce type de dispositif. Au cours des entretiens réalisés en 2012 dans commune d'Oiapoque les acteurs rencontrés n'étaient au courant du projet REDD. La synthèse des réunions tenues en 2011 par l'IEF dans les communes d'Oiapoque et de Calçoene concernées (IEF, 2012) ne fait par ailleurs aucune mention d'un projet REDD, et présente la FLOTA et son plan de gestion de façon générale, comme des opportunités de développement pour la région. D'ailleurs, l'existence même de la FLOTA et a fortiori de ses limites, n'est pas connue de tous (par exemple, la majorité des scieurs et menuisiers rencontrés à Oiapoque n'avaient qu'une vague idée de son existence.

L'IEF, dont les bureaux sont en cours d'installation dans différentes localités d'Amapá, ne prévoit pas de s'implanter dans le Nord de l'Amapá (Entretien CTF, IEF, 2012). Nous sommes donc face à un projet qui est pour le moment institutionnellement très faible au niveau local. Or, le contrôle environnemental des activités est particulièrement complexe dans la région d'Oiapoque, notamment concernant la filière bois (Entretiens à Oiapoque, IBAMA 2011, IMAP 2012).

3.2.2.Pertinence d'un projet REDD + dans le module IV, et alternatives.

Revenons sur la situation de la filière forestière d'Oiapoque. Les entretiens que nous avons menés avec certains des acteurs locaux de la filière bois à Oiapoque, ainsi qu'avec les institutions de contrôle environnemental des activités (IBAMA, IMAP) montrent que l'arrivée dans la région de ces institutions au cours des 10 dernières années, et notamment de l'IBAMA, a déstabilisé l'ordre local préexistant. En effet, la filière bois locale est principalement informelle, et les prélèvements réalisés en forêt sont illégaux. L'action récente de l'IBAMA, principalement axée sur le contrôle de la légalité des bois vendus par les menuiseries à conduit à la fermeture d'une grande partie d'entre elles. Pour autant, compte tenu du flou concernant le statut foncier des terres (voir Chapitre 4), il est presque impossible actuellement d'exploiter légalement la forêt. L'import de bois en provenance de Macapá étant très coûteux, l'évolution de la situation est actuellement particulièrement incertaine. Les seules opportunités tiendraient, suite à la régularisation en cours des parcelles agricoles des *assentamentos*, à une vente de bois de ces petits propriétaires à des entreprises forestières. Ces modalités d'exploitation, non planifiées sur le long terme à l'échelle de la parcelle, constituent une manne financière providentielle, mais très temporaire, pour les agriculteurs, et sont écologiquement très discutables.

Les exploitants forestiers locaux manquent par ailleurs de moyens financiers et de compétences techniques pour réaliser les plans de gestion forestière selon les règles nationales, et les quelques tentatives menées ont avorté (comm. pers menuiserie Oiapoque). Ces acteurs se tournent donc souvent vers le secteur minier (notamment dans la région de Laurenço), ou continuent à exploiter le bois illégalement.

Nous avons donc tout à la fois une forte demande locale en bois, et un secteur économique presque uniquement basé sur un approvisionnement illégal. Le contexte foncier local (parcelles non régularisées) et la complexité des démarches administratives propres à la gestion forestière au Brésil ne permettent pas actuellement une légalisation de l'activité.

En parallèle, la coordination technique forestière (CTF) de l'IEF développe des programme de gestion forestière communautaire, destinés à des communautés d'agriculteurs, dans d'autres régions de l'Amapá. Le nombre de familles adhérant à ces programmes est très limité, compte tenu d'une absence totale préalable d'une culture de l'exploitation forestière.

Au vu de cette situation, l'une des questions est de comprendre pourquoi les financements apportés par un éventuel projet REDD +, ou même des fonds publics de l'IEF, ne pourraient pas être destinés, sur une portion limitée le la FLOTA, à la mise en place d'un projet de gestion forestière à petite échelle, visant uniquement l'alimentation du marché local, et qui soit susceptible de s'appuyer sur les acteurs existant de la filière forestière d'Oiapoque. Cela n'impliquerait pas une volonté d'intégration d'un marché national, voire international, qui nécessite des investissements techniques et une amplification de l'échelle d'exploitation qui sortent du cadre de notre réflexion.

Lors des entretiens, cette option ne semblait pas compatible avec les projets actuels portés par l'IEF, car le nord de l'Amapá ne fait pas actuellement partie des zones identifiées comme prioritaires pour le développement des projets de gestion communautaire, ni d'ailleurs, pour le moment, pour le développement d'une économie forestière dans la FLOTA.

Conclusion

Les projets REDD + peuvent s'avérer particulièrement pertinents dans le cadre de la FLOTA d'Amapá qui est à la fois particulièrement bien conservée, et en cours d'ouverture à une exploitation forestière (donc menacée à court terme de dégradation). Le cumul historique des projets, et l'agrandissement actuel de la coalition, avec l'entrée d'acteurs porteurs d'une forte expertise, et la mise en place de soutiens financiers importants au projet, jouent en faveur de l'implantation de cet outil.
Néanmoins, comme nous l'avons vu sur l'exemple du module IV de la FLOTA, le contexte local d'implantation du projet et la définition des bénéficiaires est particulièrement importante à prendre en compte, volet encore peu traité au moment de la réalisation de nos entretiens.
Enfin, le montage du projet ne suffit pas … encore faut-il effectivement réussir à mobiliser des fonds pour récompenser les efforts réalisés.

3.3. Conclusion : Efficacité environnementale de la gestion forestière

Revenons de façon synthétique sur les ressorts de l'efficacité environnementale des dispositifs de la gestion forestière publique en Guyane et en Amapá. Rappelons qu'il est plus difficile de fournir des analyses précises pour le cas de l'Amapá, compte tenu du fait que pour le moment, aucune concession n'a encore été ouverte et que le projet REDD + en est à ses balbutiements.

Nous proposons néanmoins des conclusions et pistes de réflexion, en nous basant, comme précédemment, sur les types de ressources stratégiques disponibles pour la gestion environnementale, puis sur l'analyse des résultats environnementaux susceptibles d'être attendus. Les principales ressources stratégiques des dispositifs de gestion forestière durable de Guyane et d'Amapá sont synthétisées dans le Tableau 96 (mobilisant le même code couleur que dans les cas précédents : Vert : ressource mobilisée pour préserver l'environnement, Orange : ressource utile, mais présentant des limites ; Rouge : ressource non mobilisée/mobilisable) .

Les outils législatifs utilisés garantissent dans les deux cas le maintien du couvert forestier sur le long terme, et l'impossibilité de privatiser ces territoires, attribués de façon définitive au domaine public. L'institutionnalisation se fait via l'implantation d'un organisme gestionnaire spécifique : l'ONF en Guyane, directement lié hiérarchiquement au siège métropolitain de l'organisme, et l'IEF en Amapá, institution de gestion dépendant de l'État fédéré d'Amapá. Le gestionnaire public garde un contrôle beaucoup plus fort sur les opérations d'aménagement et de gestion en Guyane qu'en Amapá.

Nous avons vu que les degrés de mise en œuvre étaient différents, avec un historique beaucoup plus long en Guyane française, et une construction progressive de modes d'action permettant d'intégrer la prise en compte de l'environnement à diverses échelles. Le processus de prise en compte progressive des enjeux environnementaux y est principalement porté par l'État, au travers de l'ONF, en réaction aux engagements internationaux pris par la France. Il s'est réalisé sur des critères principalement techniques, en lien avec la recherche, mais également politiques, via l'impulsion pour une structuration croissante de la filière. Cela s'est notamment traduit par la mise en place d'une palette d'outils articulés entre eux, alliant planification, contrôle, engagement volontaire et certification, et visant à mieux limiter et anticiper les impacts de l'exploitation forestière. Ces évolutions accompagnent le maintien et le renforcement des coalitions, et la limitation à l'entrée d'acteurs porteurs de rationalités différentes, dont certains porteurs d'enjeux environnementaux plus forts (WWF par exemple). Pour la préservation de la biodiversité, des outils novateurs ont été mobilisés pour permettre d'établir une typologie d'habitats forestiers, et en protéger un échantillon représentatif. Les limites de ces outils sont explicitées et assumées dans les documents de gestion.

Tableau 96 : Bilan synthétique des ressources stratégiques disponibles pour la gestion environnementale.

	Législatif	Moyens et structure organisationnelle	Données disponibles	Intensité des pressions	Coalitions historiques	Nouvelles coalitions
Domaine forestier permanent	Forte structuration du code forestier Faiblesse face au code minier : attribution de concessions indépendante des zonages de l'aménagement	Moyens humains et financiers importants mais encore faibles au regard du nombre de tâches à réaliser et de l'étendue du territoire géré. Agents répartis sur le territoire. Bonne expertise technique.	Production de données de surveillance satellitaire (orpaillage, agriculture). Données techniques d'inventaires nombreuses et précises. Travail à l'échelle de l'habitat pour la prise en compte de la biodiversité. Pas de données biodiversité faunistique, ni floristique en dehors de la composante ligneuse.	Orpaillage (limité sur Régina Saint-Georges). Pressions directes et indirectes liées à l'exploitation forestière (dégâts d'exploitation mais surtout pénétrantes forestières).	Maintien de la coalition recherche forestière / État / secteur forestier.	Peu de nouvelles alliances. Structuration du secteur. Faible coopération avec les autres établissements publics (dont ONCFS).
FLOTA	Loi nationale du SNUC. Maintien de l'État boisé à long terme imposé Limites de la FLOTA non stabilisées, superpositions Activités minières autorisées, planifiées dans le document de gestion	Moyens humains et financiers importants mais faibles au regard des tâches à réaliser. Encore très de personnel dans les bureaux décentralisés Structuration institutionnelle en cours.	Données d'inventaire statistiques. Les données d'inventaires pré-exploitation seront produites par les entreprises. Exigences méconnues.	Pressions aujourd'hui assez faibles, concentrées autour des axes de communication. Ouverture des massifs forestiers pour l'exploitation forestière et minière.	Les acteurs du premier projet (IMAZON, Capiberibe) ne sont plus impliqués. Ceux du second projet le sont, mais sont peu porteurs de la question environnementale.	Soutien technique de CI pour une gestion durable. Recherche de lien avec de grosses entreprises forestières externes à l'Amapá; Nouvelle coalition d'acteurs autour de la mise en place de projets REDD (bureaux d'étude, instituts de recherche)

Certains choix politiques implicites ne sont en revanche que peu clairement justifiés, comme par exemple la réelle plus-value pour le développement économique de la Guyane de l'ouverture à une exploitation forestière, soit-elle à faible impact, de la forêt de Régina Saint-Georges, l'un des derniers massifs non fragmenté de la zone sub-côtière du Plateau des Guyanes.

Finalement, on peut considérer que, dans un contexte où il est décidé d'ouvrir à l'exploitation, la préoccupation environnementale est progressivement prise en compte, mais sur un nombre d'enjeux limités. Cela est permis par un fort contrôle de l'État avec des moyens associés (humains et financiers), une accumulation importante de données dans le temps, la constitution progressive de compétences techniques en lien avec la recherche, la mise en place d'un corpus législatif, et le maintien d'une coalition stable dans le temps, où l'État joue un rôle primordial.

Dans le cas de la FLOTA, la logique annoncée est globalement la même. En revanche, les ressources stratégiques mobilisables pour une prise en compte sérieuse des enjeux environnementaux, sont aujourd'hui encore moins nombreuses : pas d'assise législative solide de la forêt, capacités de contrôle territorial très faibles, coalitions initiales non actives, méfiance ou méconnaissance des acteurs locaux… Le dispositif est à un stade de construction nettement moindre qu'il ne l'est en Guyane. Néanmoins, la coalition porteuse de la mise en œuvre de la gestion n'est pas encore stabilisée et de nouveaux partenaires s'agrègent progressivement au dispositif : les grosses entreprises d'exploitation répondant aux offres pour l'ouverture des concessions, les populations locales impliquées dans les projets pilotes de gestion communautaire, des ONG environnementales (CI) en soutien à la gestion, la coopération internationale (ONF, FFEM) pour la mise en place de projets REDD+, etc.

La portée environnementale du dispositif dépendra donc des choix stratégiques et de la capacité d'apprentissage des institutions et partenaires mobilisés autour de la FLOTA. En revanche, en ce qui concerne le cas spécifique des zones d'exploitation forestière, les seuils écologiques retenus remettent fortement en question la capacité de production à long terme de bois… et donc la raison d'être de la FLOTA.

Conclusion

Les aires protégées de gestion publique durable des forêts sont au cœur des paradoxes du développement durable : elles doivent à la fois répondre à des exigences de viabilité économique de l'exploitation, et a minima, à une exigence de maintien de la ressource ligneuse à long terme. Les stratégies développées en Guyane comme en Amapá sont basées sur la planification spatiale et temporelle de l'exploitation, et la mise en réserve d'espaces particulièrement important à préserver. Les impacts de l'exploitation sont considérés nécessaires, mais minimisés via la mise en place de méthodes d'exploitation à « faible impact », supposées permettre une résilience des écosystèmes.

En Guyane, l'État (ONF) est au cœur du dispositif, à la fois pour la définition des critères d'exploitation durable, et la planification spatiale et temporelle de l'exploitation. Les méthodes développées grâce aux apports de la recherche permettent un cadrage à long terme beaucoup plus clair de la gestion forestière (zones protégées, planification de l'exploitation, sélection des arbres à couper ou à préserver). Les moyens humains et financiers alloués sont ajustés en fonction de la faible production de bois (par rapport aux standards des forêts tempérées), et non en fonction de la taille du territoire et de la complexité des enjeux de gestion propres à la Guyane. Les agents forestiers jouent ainsi un rôle clé mais complexe de contrôle des exploitations, et de soutien technique et encouragement à la mise en œuvre de bonnes pratiques. Le rôle social de l'ONF est assuré au travers du maintien de prix du bois suffisamment faibles pour maintenir l'activité des exploitants, voire des avances à certains exploitants, autorisés à payer à l'ONF les bois coupés après avoir perçu les bénéfice de la vente.

En parallèle, l'ONF a une stratégie de reconnaissance et de valorisation externe des efforts consentis pour l'exploitation, au travers de la mise en place de labels de certification. Ces outils de marché, à l'heure actuelle peu valorisables sur le marché guyanais sont en revanche un gage de la bonne gestion environnementale mise en œuvre. Bien que les labels soient de plus en plus similaires dans leurs exigences, le choix du label PEFC traduit une volonté de maintien de la coalition forestière historique, limitant l'influence d'ONG environnementales, des exigences dépassant le champs de compétence directe de l'ONF (faune, orpaillage), ou encore la nécessité de prise en compte trop importantes de populations traditionnelles jugées peu concernées par la problématique d'exploitation.

En Amapá, la mise en œuvre concrète de stratégies de gestion est difficile à évaluer au delà du modèle défini … puisque l'exploitation forestière n'est pas encore mise en œuvre. A l'échelle de la FLOTA, l'analyse de la situation actuelle laisse présager des difficultés de contrôle des activités des entreprises (institution encore faiblement structurée) et des impacts plus importants qu'en Guyane au vu des seuils techniques retenus. En revanche on a une diversification plus importante des modes de valorisations possibles de la forêt (expérience d'exploitation communautaire, de valorisation des produits forestiers non ligneux, de montage de projet REDD +).

Même en acceptant que les doctrines retenues valorisent un état de la forêt quelque peu dégradé, mais maintenu sur pied, la question fondamentale pour ces modèles est finalement leur durabilité écologique :

(i) au regard des critères d'exploitation définis (pour lesquels la politique guyanaise est plus « prudente ») ;

(ii) au regard des enjeux environnementaux pris, ou non, en compte (dans les deux cas, la focale est mise sur la productivité forestière) ;

(iii) au regard de la capacité de contrôle des activités économique (point sur lequel la tension entre rôle socio-économique de la forêt et volonté de préservation est le plus exacerbé car il n'est pas envisageable politiquement de ne pas soutenir le développement de la filière) ;

(iv) au regard du contrôle territorial : fort désenclavement de massifs forestiers jusqu'ici non fragmentés.

Dans tous les cas on n'a qu'une vision à moyen terme de la durabilité, compte tenu du fait que la capacité réelle de résilience des écosystèmes tropicaux suite à plusieurs cycles d'exploitation n'est toujours pas connue aujourd'hui.

4. Bilan des stratégies de gestion intentionnelle mises en place dans les aires protégées de Guyane et d'Amapá.

Dans la Partie II, nous avons montré que les objectifs environnementaux défendus par les différents modèles d'espaces protégés n'étaient pas les mêmes, et que par conséquent, il n'était pas possible d'en attendre les mêmes résultats sur le long terme. Par ailleurs, nous avons vu que les coalitions d'acteurs qui en étaient à l'origine, agissant dans un contexte socio-politique donné, avaient conféré des ressources stratégiques aux dispositifs finalement créés.

Nous avons montré dans le présent Chapitre que les stratégies de gestion environnementale mises en œuvre dans les aires protégées dépendent fortement de la doctrine mobilisée. En revanche, leur succès relatif dépend (i) des ressources stratégiques capitalisées lors de la structuration du dispositif, (ii) de la capacité d'adaptation et d'innovation des gestionnaires, et (iii) de l'intensité des pressions anthropiques. C'est ainsi du croisement entre les ressources et les pressions subies par les écosystèmes que l'on peut analyser l'efficacité environnementale actuelle des dispositifs, et leur capacité à répondre à des pressions croissantes sur les écosystèmes.

Nous souhaitons ainsi dans cette partie conclusive revenir de façon transversale sur les types de ressources stratégiques mobilisées par les dispositifs étudiés, puis sur l'influence respective (i) des doctrines de gestion et (ii) du pays sur le succès des stratégies environnementales développées.

4.1. Les ressources stratégiques mobilisées

L'analyse systématique des stratégies de gestion mises en œuvre dans les aires protégées nous a permis de mettre en évidence l'existence de différentes ressources qui sont (i) liées au type d'espace protégé (loi, institutions…), (ii) et aux choix gestionnaires réalisés (suivis techniques, maintien ou reconfiguration des alliances…).

4.1.1.Ressources législatives et institutionnelles

Ces ressources sont issues des coalitions ayant initialement porté les dispositifs… et dépendent donc à la fois fortement des doctrines de gestion portée par ces dernières, et de leur capacité à traduire leurs intérêts en politiques publiques. Nous avons longuement détaillé ces processus en Partie II. La question est ici de voir en quoi elles sont mobilisées par les acteurs porteurs des questions d'environnement.

Du point de vue environnemental, les aires strictement protégées sont celles pour lesquelles la loi est la meilleure garantie de préservation des écosystèmes : toutes les activités économiques impactantes y sont interdites. En Guyane comme en Amapá, la loi protège donc de l'utilisation des ressources de ces territoires pour le développement d'activités économiques égales. La loi justifie également la mise en œuvre d'actions coercitives face aux activités illégales sur ces territoires,

mais dans certains cas, il est jugé plus pertinent de créer des dérogations pour les acteurs les moins impactants, et mieux concentrer les efforts de coercition sur les activités les plus impactantes.

Les RESEX et le PAG (zone cœur), issus d'alliances entre acteurs de la préservation et populations traditionnelles, présentent également de fortes garanties environnementales face aux activités économiques légales impactantes, mais favorisent (RESEX, PAG-zone d'adhésion) ou du moins autorisent (PAG- zone cœur) les activités des populations locales ou traditionnelles. Le cadre législatif des TI accorde une grande liberté de gestion aux populations amérindiennes, mais ne les protège pas de l'implantation d'activités minières ou de grosses infrastructures. Les ZDUC sont dans le même cas, mais les dérogations accordées aux populations sont beaucoup plus limitées, ce qui traduit une confiance moindre de l'État français en leur capacité à gérer l'environnement. Les populations amérindiennes d'Amapá, soutenues par la FUNAI et des ONG, valorisent ainsi nettement plus la spécificité législative de leurs terres (plaques de signalisation, entretien des limites, interdiction aux étrangers d'y pénétrer sans autorisation…) que ne le font la majorité des populations amérindiennes de Guyane (faible connaissance et appropriation du dispositif, sauf cas exceptionnels sur le littoral, pas de soutien institutionnel).

Les forêts publiques d'exploitation sont cadrées par de nouvelles lois en Guyane comme en Amapá. Seuls certains types d'activités économiques y sont autorisés, incluant principalement l'exploitation forestière et les activités minières. En Guyane, le rôle stratégique de l'ONF comme gestionnaire de la forêt, ainsi que la présence d'agents forestiers sur le territoire permet de donner une forte réalité de terrain à cette loi. En Amapá, la loi est aujourd'hui le support de l'implantation d'une politique forestière et de la mise en place de projets spécifiques, mais n'est pas encore investie d'une forte matérialisation locale (pas d'agents forestiers).

Ces constats mettent en avant le fait que la loi est dans tous les cas une ressource de base pour créer et délimiter les aires protégées. Cette ressource incarne les doctrines de gestion mobilisées par les coalitions, mais le fait avec plus ou moins de force selon les cas : plus les acteurs porteurs de préoccupations environnementales fortes étaient impliqués dans les coalitions et plus la loi protège les écosystèmes des activités légales impactantes (aires strictement protégées, PAG, RESEX) ; plus les acteurs porteurs des droits des populations traditionnelles étaient impliqués et fortement structurés, et plus la loi laisse de marge de manœuvre à ces populations (TI au Brésil). Par ailleurs, comme toute ressource potentielle, la loi perd tout intérêt stratégique si elle n'est pas mobilisée (cas des ZDUC en Guyane, et pour le moment de la FLOTA en Amapá).

Dans tous les cas, faire respecter la loi implique (i) de connaître les acteurs qui risquent de l'enfreindre, et leurs impacts sur les écosystèmes (voir Chapitre 9) et (ii) d'avoir les ressources humaines et matérielles suffisantes pour la faire appliquer. Nous allons revenir sur ces deux aspects.

4.1.2. Stratégies de suivis des impacts environnementaux

Nous avons détaillé au Chapitre 9 quelles étaient les données mobilisables pour le suivi des écosystèmes en Guyane et en Amapá. Nous avons notamment mis en avant l'importance des suivis satellitaires en forêt amazonienne, ainsi que la difficulté d'avoir des données fiables concernant la faune, ou les milieux aquatiques. Nous avons vu que les données mobilisées plus nombreuses et précises dans les dispositifs de Guyane qu'en Amapá. En revanche, la transparence sur les données environnementales clés est plus importante qu'au Brésil. Dans les aires protégées, on trouve à la fois des suivis visant au contrôle des activités, qui peuvent être directs (surveillance) ou indirects (analyse d'images satellites), et des suivis visant à comprendre les écosystèmes et évaluer leur état. Suivis essentiellement basés sur des observations directes

4.1.2.1.Surveillance basée sur des observations directes

Le mode de suivi le plus intuitif, notamment dans les modèles européens de gestion environnementale, consiste à effectuer des observations directes des activités qui se déroulent dans l'espace protégé. Le garde-chasse, ou le garde-forestier, sont des figures bien connues de ce mode d'action. Ces modalités de suivis présentent néanmoins des limites importantes en milieu amazonien. En effet, le contrôle direct des activités en forêt est particulièrement complexe compte tenu de la difficulté d'accès et de l'immensité des surfaces considérées. Paradoxalement, le réseau hydrographique permet à toute personne sachant manœuvrer une pirogue d'accéder à la quasi intégralité du territoire, ce qui rend les contrôles particulièrement complexes à organiser. La surveillance directe des zones isolées, qui constituent la majeure partie des espaces protégés en Amazonie, demande donc des moyens logistiques importants et particulièrement coûteux (surveillance aérienne, missions de plusieurs jours) mais souvent peu efficaces car ponctuels (cas des aires strictement protégées). Néanmoins, la présence active et permanente de représentants des équipes de gestion à proximité des espaces protégés reste importante, car ils rendent le dispositif concret et incarné pour les autres acteurs du territoire. C'est notamment le cas des agents forestiers de l'ONF, qui, dans la Région de Régina et Saint-Georges, sont bien identifiés par la population.

Dans les terres indigènes brésiliennes, la surveillance des pressions externes est en grande partie réalisée par les populations elles-mêmes. Nous avons d'ailleurs vu que l'occupation physique des terres par leurs habitants constituait une stratégie active de contrôle territorial (tant dans la Terre Uaça suite à la construction de la BR 156, que dans la terre Wayampi). Cette stratégie est par ailleurs soutenue par des ONG. En revanche, si le PAG n'empêche pas la dispersion des villages amérindiens, y compris en zone cœur, il ne l'encourage pas, dans une optique de limitation des impacts anthropiques, mais également de limitation spatiale des obligations publiques relatives à l'éducation et à la santé. La mobilisation des populations comme informateurs privilégiés par le PAG (et la gendarmerie) est peu mobilisée car les risques de représailles envers les délateurs sont

trop forts dans le cas de l'orpaillage illégal. Les agents du PAG communiquent en revanche leurs observations directes aux forces de l'ordre.

Face à la complexité de mise en place des suivis directs sur le terrain, la production de suivis indirects permettant de cibler par avance les zones à contrôler est particulièrement recherchée.

4.1.2.2. Mobilisation de suivis indirects des écosystèmes

Les caractéristiques intrinsèques au milieu amazonien ont conduit à la mise en place de suivis indirects, principalement basés sur l'analyse d'images satellites. Ces suivis, qui concernent en priorité la déforestation au Brésil, et l'orpaillage en Guyane française, ont dans les deux cas une composante d'alerte, permettant de détecter les nouvelles atteintes au couvert forestier, et une fonction de suivi, permettant d'évaluer périodiquement l'évolutions de l'état des écosystèmes.

Au Brésil, ils sont produits à l'échelle nationale, et visent la limitation de l'avancée des fronts pionniers. Les données sont en accès libre sur Internet. En Amapá, ils permettent principalement de prouver la bonne situation environnementale du territoire, à l'heure actuelle peu concerné par des déforestations de grande ampleur. Les systèmes nationaux de détection des feux, ou de suivi des bateaux de pêche sont mobilisés activement par les gestionnaires des espaces strictement protégés. En Guyane, la plupart des institutions de gestion des aires protégées produisent elles-mêmes en interne des données de suivi identifiées comme prioritaires, mobilisant parfois des méthodologies innovantes. C'est ainsi le cas de l'ONF qui produit des données plus précises que ce qui se pratique généralement en milieu tropical (suivis de l'orpaillage, méthodologie de cartographie des habitats). Le PAG produit également des données concernant les dynamiques agricoles territoriales, ou l'orpaillage illégal. Nous avons vu que la production autonome de données sur l'orpaillage permettait à l'établissement du PAG d'adopter un positionnement différencié de celui tenu par la préfecture durant de nombreuses années, et de diffuser, depuis très peu de temps, les données de suivi des impacts.

Ces outils de suivi satellite, mobilisés pour pallier à l'incapacité d'observer directement ce qu'il se passe, sont, en Guyane comme en Amapá, fortement mobilisés par les équipes de gestion des espaces strictement protégés, mais plus généralement, en Guyane, par les établissements impliqués dans la lutte contre l'orpaillage (PAG, ONF). En revanche, ils sont très peu mobilisés par la FUNAI, qui se base plutôt sur les informations directes des habitants. En effet, les suivis de la déforestation par satellite sont d'un intérêt limité puisque ces dynamiques sont principalement dues aux pratiques agricoles des populations amérindiennes elles-mêmes.

4.1.2.3.Les données scientifiques

Dans les espaces protégés d'Amapá, toutes doctrines de gestion confondues, les données scientifiques ne sont produites que de façon préalable aux documents de gestion, ou sur demande

spécifique de la part de chercheurs pour un projet de recherche précis. En Guyane, en revanche, toutes les aires protégées (mais pas les ZDUC) ont un objectif affiché de production de données scientifiques : données naturalistes dans les réserves naturelles, données de suivi des pratiques des populations et données naturalistes dans le PAG, données d'écologie forestière sur des placettes dédiées dans le domaine forestier permanent. Cela s'explique principalement par la spécificité amazonienne que représente la Guyane pour la France. Au Brésil, les recherches existent, mais sont focalisées sur d'autres États que l'Amapá, historiquement plus porteuses de la recherche scientifique.

Les données sont donc des outils stratégiques de gestion (i) pour connaître les principales pressions sur le territoire, (ii) pour faire évoluer les modes de gestion (surtout en Guyane), (iii) pour constituer un outil d'alerte, de lobby en cas de problème important.

Nous allons voir maintenant quels modes d'action sont mis en place pour faire respecter les lois des espaces protégés.

4.1.3.Les modes d'action coercitifs

Quel que soit le statut de l'espace protégé, une action coercitive, portée par l'État, est annoncée face à ce qui est illégal. La mise en œuvre de cette mission est souvent plus faible que ce qui est annoncé.

4.1.3.1. Face à certaines pressions, une coercition nécessaire mais peu efficace

Plus un espace protégé est réglementé, et soumis à de fortes pressions, et plus la logique coercitive est de mise. Pourtant, la répression n'est pas au cœur des métiers des gestionnaires d'environnement.

Au Brésil, les gestionnaires, soient-ils de l'ICM Bio, de la FUNAI, ou de l'IEF, n'ont pas de mandat pour constater seuls les infractions, et doivent nécessairement être accompagnés de représentants de la police fédérale. En Guyane, les agents assermentés de l'ONF ou du PAG peuvent constater certaines catégories d'infractions. Pourtant, dans les deux cas, les moyens humains sont très limités pour réaliser un contrôle efficace, et surtout, face à l'intensité des pressions (orpaillage notamment), les actions à mener dépassent les compétences des gestionnaires d'espaces naturels protégés, pour relever de celles de la police ou de l'armée.

C'est le cas pour toutes les infractions environnementales sur la zone frontalière dans le Parc Montanhas do Tumucumaque, et pour tout ce qui touche à l'orpaillage en Guyane française. Néanmoins, lorsque les pressions anthropiques sont trop importantes, ce support logistique, qui répond en réalité à des logiques propres de sécurité nationale n'est pas suffisant pour limiter les impacts. Par ailleurs, les victimes de la coercition ne sont pas toujours les acteurs les plus impactants, mais les plus faciles à appréhender. Par exemple, dans le cas de la zone marine du

parc national du Cabo Orange, frontalier de la Guyane, les bateaux en infraction susceptibles d'être attrapés sont les bateaux de petite portée, tandis que les plus gros, qui sont aussi les plus impactants sont trop puissants en comparaison de celui de l'ICM Bio. De même, dans le cas de l'orpaillage en Guyane, les personnes éventuellement appréhendées en forêt ne sont que très rarement des personnes clé dans les réseaux illégaux.

Face à ces limites, il est parfois jugé non souhaitable par les équipes de gestion d'appliquer les règles en vigueur, comme nous allons le voir maintenant.

4.1.3.2. Des approches finalement peu mises en oeuvre pour des raisons ethiques et politiques

Les approches coercitives sont particulièrement stigmatisées dès lors qu'elles touchent des populations locales, et entrent ainsi en confrontation avec des logiques de défense des intérêts sociaux de populations jugées légitimes dans leurs pratiques sur ces territoires. C'est notamment au regard de ces considérations que le modèle de l'aire protégée stricte est considéré par certains courants scientifiques comme dépassé et inadapté.

Si des excès ont pu effectivement être réalisés au nom de la gestion de l'environnement, de telles méthodes n'ont pas été employées récemment dans notre zone d'étude[130] et les gestionnaires sont aujourd'hui plutôt amenés à établir des compromis, y compris dans le cas des espaces strictement protégés.

Nous avons vu par exemple que, dans le PAG, pour le moment, la réglementation sur les espèces animales protégées n'était pas appliquée. En effet, dans un contexte de recherche d'acceptation sociale du dispositif, voire de sollicitation des habitants pour comprendre les pratiques en cours et suivre l'état des populations animales sauvages, il n'est pas possible de mener en même temps une approche coercitive vis-à-vis de la chasse. Elle serait d'autant plus mal perçue que, nous l'avons vu, les populations locales attribuent pour leur part la baisse de la présence du gibier à la chasse pratiquée par les *garimpeiros*, contre lesquels l'État a du mal à lutter. Les lois interdisant pourtant clairement la chasse de certaines espèces, le positionnement officiel des équipes gestionnaires du parc sont délicates, dans un espace supposé encore mieux protégé que le reste de la forêt guyanaise. La logique est donc d'établir de façon participative des règles de gestion de la chasse légitimes pour les populations. La stratégie adoptée est de compter sur une élaboration participative de règles de gestion de la faune acceptées par tous, car basées sur les données recueillies par les chasseurs eux-mêmes. Ces dernières ne permettront pas la chasse des espèces

[130] Le ressenti local face aux interventions de l'IBAMA et de l'ICM Bio dans les villages de Vila Brasil (PNMT) et de Tapereba (PNCO), à un moment fortement incitatrices à un abandon (ou du moins à une non-extension) des villages est bien celui d'une injustice. On est néanmoins très loin des opérations armées ayant pu avoir lieu dans d'autres régions du Brésil.

protégées, mais permettraient d'envisager des dérogations ponctuelles, dans le cas de cérémonies spécifiques par exemple.

Dans le cadre du Parc national Montanhas do Tumucumaque, nous avons vu qu'une volonté était affichée de laisser le village de Vila Brasil dans l'enceinte du parc. Ce choix, qui, en l'occurrence n'est pas relayé par les populations concernées, va pourtant à l'encontre de la loi officielle et nécessite des négociations en interne à l'ICM Bio pour justifier de la pertinence de laisser une zone habitée au sein du parc national.

Finalement, dans la recherche d'une intégration locale des enjeux de préservation, les gestionnaires privilégient, pour certains types de population et d'activités, les compromis aux interdictions strictes, qui sont souvent mal vécues localement et de toutes façons difficiles à mettre en œuvre. La construction d'une relation de confiance entre les gestionnaires en charge de ces espaces et les populations peut ainsi être particulièrement longue, et ne saurait s'appuyer sur des approches trop coercitives. En revanche, les activités en contradiction trop profonde avec les objectifs portés par le parc restent considérées comme à éliminer (Cas d'Ilha Bela dans le PNMT pour l'orpaillage, de Tapereba dans le PNCO pour le soutien accordé à la pêche industrielle).

Ces choix de tolérance impliquent pour les espaces protégés strictement au Brésil des négociations entre les gestionnaires locaux et leur hiérarchie, garante du respect des vocations initiales définies pour ces espaces. En parallèle, le succès local des compromis recherchés n'est pas garanti, compte tenu des oppositions, à la fois éthiques et politiques des populations vis-à-vis des Parcs, représentant de l'État fédéral.

Ces arbitrages entre pratiques tolérables et pratiques à exclure sont à la base de la gestion mise en œuvre dans d'autres types d'espaces protégés. C'est le cas des espaces protégés pour la gestion forestière : en Guyane française, les agents forestiers ont le rôle difficile de fournir à la fois une assistance technique aux exploitants forestiers, d'accompagner une amélioration continue des pratiques, tout en devant également constater les infractions réalisées. Une part de jugement personnel indéniable rentre nécessairement dans ce travail, dans un jeu subtil entre respect des règles et dérogations pour les exploitants à un niveau acceptable. Blundo (2011) insiste sur la complexité de cette « double casquette », qui peut induire un positionnement délicat des agents sur le terrain. En Guyane, le faible nombre d'acteurs et les liens assez forts entre les agents et la direction territoriale permet d'assouplir ce paradoxe car (i) les exploitants (dans le cas des plus gros) et les agents connaissent bien leurs contraintes respectives et ont tout intérêt à garder sur le long terme de bonnes relations, mais (ii) en cas de manquement important aux règles, les agents peuvent aisément faire appel au personnel de Cayenne (per ailleurs en contact régulier avec les exploitants et avec les agents) pour assumer de façon plus stricte le « rôle » de contrôle et sanction. La stratégie retenue au Brésil pour les forêts publiques (mais plus pour les autres aires protégées)

est de séparer les fonctions de soutien et de contrôle dans deux corps administratifs différents, permettant d'éviter ces paradoxes. En revanche, cela implique une plus faible connaissance des contraintes locales de

Nguinguiri (2003) montre que ces arbitrages entre respect de la règle et adaptation aux jeux locaux sont généralisés dans les aires protégées et nécessaires à l'obtention de résultats environnementaux, mais qu'ils doivent néanmoins être guidés par la recherche d'objectifs environnementaux pour ne pas glisser et devenir le socle pour des pratiques de corruption généralisée. Dans le cas de l'ICM Bio, comme dans le cas de l'ONF, le maintien de liens forts entre la hiérarchie porteuse de la norme et les équipes de terrain est l'élément de rétrocontrôle évitant les glissements d'objectifs trop importants. Dans les réserves naturelles nationales françaises, le Conseil scientifique régional pour la protection de la nature (CSRPN) joue ce rôle. Dans le cas du PAG, la situation sera encore plus complexe (lorsque les règles environnementales seront définies) car les agents locaux ont tous été employés directement sur le territoire : cela leur confère une très bonne connaissance des problématiques locales mais complexifie plus encore toute mise en œuvre de pratique coercitive.

Sur les terres indigènes, La FUNAI disposait jusqu'à présent de postes de contrôle dans les villages. Compte tenu des réformes récentes et de l'évolution vers une autodétermination des populations amérindiennes, ces postes ont été retirés, laissant aux populations seules le rôle de signaler les intrusions, et de demander une intervention de la FUNAI et des forces de l'ordre. L'éloignement de certaines parties des terres indigènes rend très difficile la possibilité d'avoir des interventions rapides.

4.1.3.3. Des modalités de coercition internes et adaptées envisagées

Dans les espaces où les pratiques des populations locales sont autorisées et valorisées, il n'y a pas aujourd'hui de coercition forte sur le type de pratiques mis en œuvre. L'exception concerne la *lei interna* des terres indigènes du Bas-Oyapock, qui vise à limiter les pressions sur certaines populations animales. Des modalités de contrôle et de punition internes avaient été définies à l'échelle des trois TI.

Aujourd'hui, l'ensemble des dispositifs basés sur les pratiques traditionnelles (sauf les ZDUC) semble s'orienter vers la définition participative de règles formalisées d'utilisation des ressources, qui seraient jugées acceptables et légitimes pour tous. Cela soulève des questions clés quant aux acteurs légitimes pour faire respecter les règles définies : les populations elles-mêmes, selon un pattern traditionnel ? Ou les institutions de gestion agissant sur ces aires protégées (FUNAI, PAG, …) ? L'évolution actuelle de la gestion des Terres indigènes, implique nécessairement un contrôle de leurs activités pris en charge directement par les populations (au travers des chefs de villages selon le modèle traditionnel, ou éventuellement via des agents

environnementaux amérindiens) ; dans le PAG, ce seront les agents de l'établissement public, certes amérindiens pour la plupart, mais représentants de l'État français. Ce sont finalement les modèles de gouvernance propres aux aires protégées qui définissent les responsabilités des acteurs en termes de contrôle des activités, avec des responsabilités et une organisation plus importantes dans le contexte brésilien que dans le contexte français.

Les approches coercitives sont primordiales pour donner une consistance aux règles propres aux espaces protégés, et les agir face aux pressions les plus importantes. Elles s'articulent sur des ressources différentes selon les dispositifs : suivis techniques, contrôles directs et partenariats avec les forces de police et d'armée (uniquement pour l'orpaillage en Guyane) dans le cas des espaces protégés stricts, du PAG et du DFP ; articulation entre populations locales, FUNAI et forces de police dans les Terres indigènes. Elles présentent néanmoins des limites importantes, à la fois au niveau des capacités techniques et matérielles pour une mise en œuvre efficace et au niveau de leur légitimité politique locale. Des stratégies complémentaires sont donc systématiquement développées, basées sur la construction d'alliances avec des acteurs jugés pertinents

4.1.4. Maintien ou construction d'alliances aux échelles d'action pertinentes

Nous avons vu que se baser uniquement sur des approches coercitives, n'était, quel que soit l'espace protégé concerné, pas une solution suffisante pour en assurer l'efficacité environnementale. Tout comme la création des espaces protégés nécessite l'articulation et l'action stratégique conjointe de coalitions d'acteurs, les cas d'étude montrent que cela reste tout à fait vrai pour la mise en œuvre de la gestion de ces espaces. Nous avons montré (Partie II) que des coalitions d'acteurs spécifiques avaient été déterminantes pour la mise en place des aires protégées. Ce chapitre nous a montré que ces coalitions ont le plus souvent perduré, au moins en partie, dans les dispositifs actuels, mais qu'elles ont également le plus souvent intégré de nouveaux acteurs.

Derrière les espaces strictement protégés brésiliens, et notamment le PNMT, on trouve l'État fédéral, porteur de la création et de la gestion de l'espace protégé, mais fournissant un soutien limité en termes de moyens humains et financiers. Un soutien est apporté par de grosses ONG environnementalistes (dont principalement les bureaux brésiliens d'ONG internationales telles que CI, WWF), perpétuant l'alliance État / Société civile pour la préservation d'écosystèmes intacts. Par rapport au moment de la création de l'espace, on a donc une coalition relativement stable, avec le WWF Brésil comme allié principal, apportant soutien technique et financier. CI, également impliquée dans la gestion du PNMT dans la première moitié des années 2000 a réorienté son action sur d'autres priorités en Amapá, comme l'accompagnement de la mise en place de la gestion de la FLOTA, et plus généralement le soutien à la mise en place de modèles territoriaux de gestion durable à des échelles plus large que les aires protégées.

De nouvelles alliances territorialisées ont été tissées localement par les gestionnaires du PNMT telle que celle, obligatoire, mais utile, avec l'armée pour le contrôle des pressions à la frontière. L'alliance avec les populations locales vivant dans ou à proximité de l'aire protégée est perçue par les gestionnaires comme très importante, mais reste compliquée à mettre en œuvre compte tenu de l'historique de création du PNMT. Cette dernière a été mal vécue en Amapá compte tenu de sa rapidité et des contraintes environnementales en découlant sur des superficies immenses.

Dans le cas de la réserve nationale des Nouragues, on a un maintien de la coalition initiale État / acteurs scientifiques, au travers de l'implantation de la station de recherche dans la réserve. La légitimation et l'ancrage local sont assurés au travers d'une cogestion, associant l'État, via l'ONF, et une association fortement ancrée dans la commune. Ces modalités de gestion, par ailleurs concrètement difficiles à mettre en œuvre au quotidien, sont impossibles à envisager au Brésil, où le gestionnaire des espaces protégés stricts est prédéfini. Les ONG naturalistes locales jouent un rôle soutien scientifique, et non pas, contrairement au Brésil, de soutien technique et financier.

Dans les forêts publiques, l'alliance État / acteurs économiques forestiers, et en Guyane, acteurs de la recherche forestière tropicale sont maintenus dans le temps et dictent les critères techniques, économiques et scientifiques de la gestion forestière durable. De nouveaux acteurs porteurs des questions environnementales entrent partiellement dans le dispositif (labels certificateurs, ONG associées, etc.). Néanmoins, les coalitions de base restent globalement peu perméables à ces nouveaux acteurs porteurs de logiques plus « environnementalistes ». Dans le cas de la certification FSC en Guyane, dossier sur lequel le WWF Guyane était initialement particulièrement impliqué, le processus a été pris en charge par la filière, au travers de l'Interprobois au même titre que la certification PEFC, historiquement plus porteuse des intérêts de la filière forestière. Quelles que soient les avancées ultérieures du processus de certification, il s'est resserré autour des membres historiques de la coalition « gestion forestière » en Guyane, porteurs d'une conception donnée de la gestion environnementale, exigeante au regard de ce qui se pratique le plus souvent en milieu tropical, mais marginalisant certaines problématiques primordiales (faune, gestion traditionnelle des ressources…)

En Amapá, la coalition locale à l'origine de la création de la forêt était peu porteuse des intérêts environnementaux (nettement plus présents dans les négociations nationales autour de la mise en place de concessions forestières), et visait avant tout au développement rapide d'une filière forestière légale en Amapá, au travers de la libération du foncier jusque là bloqué par l'État fédéral. Néanmoins, les acteurs impliqués dans la construction du dispositif concret, sont, suite au changement de gouvernement, réellement porteurs d'une doctrine de gestion socio-environnementale. Cela se traduit notamment par la diversification des partenariats, impliquant des ONG, les populations locales (encore balbutiant), la coopération internationale (projet REDD +).

L'implication de CI est étonnante au regard de sa politique passée, et traduit un changement de paradigme d'action de l'ONG. L'argumentaire de l'ONG est que pour mettre en œuvre une bonne gestion environnementale, les gestionnaires forestiers, pour l'heure peu expérimentés, ont besoin de soutien et de formation... positionnement pertinent, mais très éloigné des logiques scientifiques de conservation antérieures.

Dans le cas des territoires destinés aux populations amérindiennes, on a en Amapá un maintien des coalitions initiales : les populations, représentées par les chefs de villages et les associations, l'État fédéral au travers de la FUNAI, et les ONG socio-environnementales, dont TNC, ou le Iepé, connectées à la fois localement (personnel en permanence sur le terrain), nationalement (bureaux dans les grandes villes brésiliennes) et internationalement (partenaires financiers privilégiés en Norvège). Cette coalition permet le maintien de la logique initiale visant à la défense des droits des populations, et donc à la protection de leur territoire. Néanmoins, à partir des années 1990, la logique, qui prévaut encore aujourd'hui, consiste à tisser toutes les alliances profitables à la poursuite de ces objectifs. La recherche de nouveaux modes de gestion socio-environnementaux implique des alliances récentes au niveau ministériel, dans le cadre du plan national de gestion environnementale dans les terres indigènes (PNGATI). Cela consacre leur reconnaissance en tant qu' « espaces protégés ». En parallèle, les alliances avec les organes techniques de développement rural d'Amapá consacrent l'objectif de production économique durable dans les terres indigènes. Ces ouvertures, dans un contexte en rapide évolution, posent le défi de trouver et maintenir une gestion environnementale spécifique à ces populations, et viable sur le long terme. C'est d'autant plus vrai que la cristallisation politique de ces populations et leur structuration s'est faite dans un contexte de forte adversité, aujourd'hui bien moins violente.

Enfin, dans le Parc amazonien de Guyane, les différents acteurs impliqués dans les négociations précédant la création du parc sont toujours représentés dans les différentes instances de gouvernance, et la gestion mise en œuvre vise à répondre simultanément à tous les enjeux exprimés initialement : la lutte contre l'orpaillage illégal, la préservation dans le cœur pour les environnementalistes, mais conservant un usage libre des ressources naturelles pour les populations traditionnelles et locales, le développement des infrastructures, le désenclavement du territoire, le soutien à l'emploi et le développement économique pour les communes, etc. Les partenariats tissés, soutenus par des moyens financiers et humains conséquents, vont du niveau local au niveau national, concernent des administrations, des associations, des organismes de recherche, etc. Il reste à voir comment, sur le moyen ou long terme, ces constructions enchevêtrées permettront ou non de prendre effectivement la protection de l'environnement au sérieux.

Il apparait finalement que les alliances multiscalaires et multisectorielles restent primordiales pour la mise en œuvre de la gestion. Elles assurent plusieurs fonctions selon les cas, avec principalement (i) l'apports de moyens financiers et humains (PNMT et TI principalement, mais

également forces de police de façon assez généralisée), (ii) l'apport de compétences techniques, (iii) l'apport d'une légitimité locale accrue. La recherche de nouvelles alliances peut également traduire des évolutions dans les logiques gestionnaires : les espaces protégés stricts n'auraient pas eu besoin de rechercher une légitimité locale il y a vingt ans, mais ils se positionnent aujourd'hui en tant que porteurs d'une volonté de soutien au développement économique socio-environnemental local.

En revanche, certaines coalitions stables ont peu d'intérêt à rechercher de nouvelles alliances, qui remettraient en cause les systèmes de légitimités sur lesquels ils sont construits, et leur pouvoir.

Maintenant que nous avons passé en revue les principales ressources stratégiques disponibles pour la gestion environnementale des aires protégées, nous allons synthétiser les facteurs jouant sur la façon dont elles s'articulent au sein des dispositifs.

4.2. Conclusion : Quels profils stratégiques de gestion des aires protégées ?

« La stratégie consiste essentiellement à concevoir, réunir et manœuvrer des forces-énergies de façon délibérée pour introduire des changements jugés avantageux dans une situation conflictuelle (concurrentielle, disputée) afin de réaliser efficacement le projet politique de l'entité considérée. » (Martinet 2007, p.102)

Nous allons synthétiser ici stratégies mises en place dans les aires protégées, en observant (i) en quoi elles sont dépendantes des doctrines de gestion mobilisées, mais contribuent également à transformer ces doctrines au travers des choix stratégiques de gestion réalisés; (ii) en quoi l'état de maturité auquel on observe le dispositif joue un rôle important pour l'efficacité des stratégies de gestion mises en place ; et (iii) en quoi le contexte national joue sur les types de modèles stratégiques qui vont être mobilisés, indépendamment du type de dispositif étudié.

4.2.1. Des logiques stratégiques globales articulées des doctrines de gestion … qui traduisent des évolutions nécessaires par rapport à la logique initiale.

La Partie II nous a permis de montrer comment des coalitions d'acteurs spécifiques ont porté des doctrines de gestion, et, avec un succès relatif, ont permis leur traduction en politique publique. Les outils législatifs créés ou mobilisés intègrent les enjeux portés par les acteurs des coalitions, mais présentent des décalages par rapport à ces derniers, traduisant la prise en compte d'autres enjeux (comme citera notamment la possibilité de réaliser des activités minières dans les ZDUC et les TI, ou la division du cœur du PAG en trois zones, permettant de laisser les ressources minières potentielles en dehors).

Ce chapitre nous a permis de mettre en évidence le fait que la mise en œuvre concrète de la gestion dans les dispositifs créait de nouveaux décalages par rapport la doctrine, qui peuvent

notamment être liés dans nos cas à (i) une modification de la doctrine elle-même, (ii) la mise en œuvre de stratégies innovantes, jugées nécessaires par les gestionnaires pour assurer un minimum d'efficacité à l'aire protégée, ou encore (iii) l'implication de nouveaux acteurs dans les coalitions portant la gestion de l'aire protégée.

Nous allons montrer que ces modifications se produisent au cours de la construction du dispositif, mais également plus tard, pour adapter les dispositifs aux modifications du contexte, et maintenir leur légitimité. Martinet (2007) décrit ainsi ces évolutions des dispositifs comme des processus de rationalisation accompagnant les décisions gestionnaires prises.

> *« Chaque action collective repérable, chaque processus de décision sont l'occasion d'arbitrages et de compromis entre différents critères de rationalité et d'irrationalité, pour constituer, chemin faisant, des processus de rationalisation qui tentent de se faire accepter, légitimer et qui véhiculent, pour ce faire, leur propre discours de légitimation. » (p. 104)*

Ces processus de rationalisation passent notamment par les choix d'alliances, et les outils d'outils créés ou mobilisés. Nous allons revenir succinctement sur les trois doctrines principalement étudiées pour montrer ces décalages et les logiques qui les soutiennent.

La doctrine de base des espaces de protection stricte est la protection des écosystèmes, au travers de l'interdiction de toutes les activités humaines impactantes. Les activités considérées peu impactantes, et favorables à la préservation (Recherche scientifique, tourisme) sont autorisées. Les outils mobilisés sont donc théoriquement des approche coercitives (contrôle du respect des interdictions) et un soutien aux activités autorisées.

Concrètement, on observe bien le maintien des coalitions initiales et des objectifs généraux : ces espaces protégés n'ont pas traversé de crise de valeurs fondamentale, mais leur recherche croissante de légitimité et d'efficacité minimale les a conduit à diversifier les modes d'action. Sur les cas étudiés (des espaces protégés en forêt dense), la coercition a été déléguée aux forces de police et à l'armée en raison de la trop petite taille des équipes gestionnaires, de la complexité de la mise en œuvre des contrôles en forêt amazonienne, et de la nature des pressions (orpaillage). Les équipes gestionnaires produisent en revanche des suivis des pressions, via l'analyse d'images satellites, qui servent à informer et prioriser les actions des forces de police. En parallèle, les équipes concentrent leurs efforts sur la gestion administrative des dispositifs (nécessaire pour obtenir les moyens nécessaires à la gestion) et sur la recherche d'une légitimité locale pour les aires protégées, visant sur le long terme une acceptation et une valorisation de ces dispositifs par les populations, et par conséquent une limitation des pressions. Cela implique la mise en œuvre de logiques de cogestion, ou l'établissement de compromis avec certains acteurs jugés moins impactants pour les écosystèmes. L'ouverture contrôlée au public est voulue dans les deux cas, dans une optique de sensibilisation directe des populations à la préservation de la Nature, mais n'est pas encore (ou plus) effective (complexité logistique et insécurité liée à l'orpaillage). En Guyane, la légitimité de la RNN des Nouragues est par ailleurs assurée au niveau national et

international par la présence et le succès de la station de recherche du CNRS, qui renforce la coalition initiale.

Pour reprendre le vocabulaire du cadre théorique des « Coalitions de causes » développé au Chapitre 8, les valeurs de base des coalitions initiales (*deep core*) sont maintenues, mais les outils et les stratégies changent, impliquant une évolution progressive du cœur politique (*policy core*), c'est à dire des stratégies centrales mobilisées pour défendre les enjeux principaux. Cela s'accompagne d'une évolution de la rationalisation soutenant les stratégies mises en œuvre. Aujourd'hui les gestionnaires estiment qu'il n'est pas possible de préserver intégralement les écosystèmes sans atteindre un degré d'acceptation social suffisant des dispositifs de préservation stricte. Ce changement, peut-être plus visible au Brésil (où la logique de préservation stricte était initialement plus forte qu'en Guyane), est partagé par l'ensemble des membres de la coalition : les grandes ONG internationales, soutien historique de ces aires protégées au Brésil, évoluent également de façon assez généralisée dans les fondements même de leur action stratégique.

Dans le cas des espaces basés sur les pratiques des populations locales et traditionnelles comme support à la protection, les dispositifs que nous avons étudié partagent une doctrine de gestion selon laquelle les populations locales et traditionnelles ne constituent pas une menace à la conservation des écosystèmes, et, puisqu'elles en dépendent pour vivre, contribuent même à leur maintien. Ainsi, la stratégie de base associée à cette doctrine consiste à définir et préserver des espaces spécifiquement dédiés aux pratiques des populations traditionnelles ou locales pour leur permettre de vivre selon leurs modes de vie spécifique, et à limiter sur ces mêmes espaces, les activités économiques d'acteurs externes.

Dans les faits, nous avons vu que dans le PAG comme dans les TI, les stratégies mises en place étaient nettement plus complexes et traduisaient une évolution de la doctrine de gestion. Ces stratégies concrètes, formalisées dans des documents de planification sont basées sur (i) la coercition vis-à-vis des pratiques illégales des acteurs externes à l'espace protégé, réalisée grâce aux institutions de gestion (PAG, FUNAI), en partenariat avec les forces de police et d'armée ; (ii) la volonté de mise en place de règles pour les usages traditionnels des ressources par les populations, qui traduisent le fait que ces pratiques soient jugées aujourd'hui potentiellement non durables ; et (iii) le développement d'activités économiques locales et durables permettant un développement harmonieux des territoires concernés. Dans les terres indigènes brésiliennes, un axe fort s'ajoute, qui concerne la formation des populations amérindiennes (et surtout des jeunes) pour assurer au maximum une indépendance de ces populations et une capacité d'autodétermination. Le PAG est quant à lui particulièrement outillé en termes de suivis scientifiques et techniques, permettant peu à peu une connaissance accrue des pratiques des populations et de l'état des

écosystèmes. La différence fondamentale entre les dispositifs français et brésiliens tient au mode de gouvernance et donc finalement aux coalitions porteuses des dispositifs. En Guyane, la gestion est centralisé par l'établissement public du PAG en Guyane, qui a mis en place des arènes de consultation, et confère un poids important aux acteurs du territoire dans son conseil d'administration, mais constitue néanmoins l'acteur central du dispositif, en forte recherche de légitimité à l'échelle locale comme à l'échelle nationale. En Amapá, les populations sont historiquement plus fortement structurées politiquement autour de leurs revendications identitaires et foncières, et sont des acteurs moteurs dans la définition des priorités stratégiques pour les Terre Indigènes, soutenues et outillées fortement pour cela par des associations socio-environnementales. Du point de vue des populations, les objectifs accordés au aires protégées sont ainsi très différents : en Amapá, les Terres indigènes sont le support indispensable minimal pour donner aux populations la possibilité de décider de façon autonome de leur avenir et de leur façon de gérer leur territoire ; en Guyane, le PAG a avant tout pour objectif d'éradiquer l'orpaillage (ce qui ne fonctionne pas) et de développer le territoire, de donner des emplois… il reste effectivement un dispositif externe, porteur de ses propres enjeux, qui intègre les populations mais, de par son organisation institutionnelle et son histoire, n'a pas vocation à leur conférer une d'autonomie de gestion.

Finalement, on a effectivement dans les deux cas une évolution de la doctrine par rapport à l'annonce puisqu'il ne s'agit plus simplement de réserver des espaces pour le maintien des pratiques des populations, mais de permettre l'émergence d'un projet de territoire porteur de logiques de développement durable et local. Il y a ainsi un changement radical du cœur politique des dispositifs, qui porte des stratégies s'adaptant aux changements des modes de vie et des aspirations des populations, ainsi que du contexte national. Le cœur profond de la coalition soutenant les Terres indigènes reste néanmoins le même, c'est-à-dire l'importance de sécuriser le territoire et de mobiliser des ressources pour permettre une autodétermination des populations. Cette coalition reste dans le temps particulièrement bien structurée et permet de faire face à l'amplification des pressions externes, ainsi qu'aux modifications institutionnelles, en mobilisant de nouveaux outils (instances de concertation, vision stratégique du territoire pour catalyser les moyens et les partenariats). Le PAG est soutenu par une coalition plus « dispersée » et constitue avant tout un dispositif intégrateur entre différentes logiques, pour un objectif global de développement durable, et de préservation de la zone de cœur. Les populations locales sont mises en avant dans cette stratégie sans pour autant en être acteurs moteurs.

Il semble important de rappeler néanmoins que dans la commune de Camopi, indépendamment de toute structuration ou de tout rattachement à un dispositif de gestion spécifique, les populations mettent en place des pratiques adaptatives permettant, en s'appuyant sur les outils modernes (pirogues à moteur notamment), de maintenir à la fois l'ancrage traditionnel des pratiques, d'assurer une durabilité de leurs pratiques et de bénéficier des soins et de la scolarité

au village (Tritsch 2013) … La doctrine d'autodétermination des populations n'est donc pas aujourd'hui dénuée de sens sur ce territoire, mais les dispositifs qui l'incarneraient le plus, les ZDUC, n'ont été dotés que de très peu de ressources et bien que déjà anciens, ils sont peu connus et valorisés par les populations. En conséquent, peu d'actions stratégiques leurs sont associées, et la doctrine qui les soutient n'a pas évolué.

Les nouvelles doctrines portées par le PAG et par les TI, qui visent donc un développement économique local des territoires, au profit des populations, sont en revanche encore difficiles à évaluer d'un point de vue environnemental : elles impliquent de nombreux partenariats externes, et donc l'arrivée de nouvelles logiques d'action dans les dispositifs, qui ne sont pas nécessairement porteuses des questions environnementales. Seul un suivi environnemental sérieux des « nouvelles activités » mises en œuvre permettra de se prononcer. L'efficacité environnementale plus générale des dispositifs sera également relative à leur capacité à faire face aux pressions croissantes provenant de l'extérieur, ce qui est aujourd'hui difficile (réactivation et installation de postes de contrôles aux point stratégiques d'entrée dans les TI, avancées, notamment diplomatiques, que la question de la lutte contre l'orpaillage illégal dans le PAG).

Enfin, dans les espaces publics de gestion forestière durable, la doctrine portée est que la mise en œuvre contrôlée et planifiée d'une exploitation commerciale des ressources forestières sur des terres publiques permet à la fois de préserver les écosystèmes forestiers, et d'assurer un développement durable des territoires.

Là encore, les stratégies générales associées au dispositifs sont assez similaires en Guyane et en Amapá, avec (i) une planification spatiale de l'espace écartant de l'exploitation les zones les plus sensibles, (ii) la définition de seuils techniques de gestion basés sur les résultats de la recherche en écologie forestière, et permettant d'assurer un renouvellement des ressources forestières (bois, ou éventuellement, au Brésil, ressources forestières non ligneuses) au terme du cycle d'exploitation, (iii) la mise en œuvre de méthodes d'exploitation à faible impact incluant une planification précise de l'exploitation, et la mise en œuvre de méthodes d'exploitation impactant peu les écosystèmes, (iv) un contrôle des exploitants par les institutions publiques, et (v) la mobilisation d'outils de gestion environnementale basés sur le marché (certification, REDD +).

Il n'y a donc pas de remise en cause de la doctrine générale, ni des grands axes stratégiques associés. C'est assez logique, puisque les dispositifs sont encore en cours de construction (et ce particulièrement en Amapá) En revanche, les ressources, outils et choix techniques diffèrent fortement entre Guyane et Amapá comme nous l'avons montré dans ce chapitre. En Guyane, si le dispositif actuel (DFP) est récent, l'entité gestionnaire (ONF) est en revanche installée historiquement, et bénéficie à ce titre de ressources importantes (légitimité, compétences techniques, personnel). Le modèle développé est très principalement porté par l'État (au travers de

l'ONF) et constitue en même temps un dispositif de sécurisation du foncier et de la ressource forestière, et un projet de développement territorial basé sur le maintien d'une filière forestière, soutenu par l'État français et l'Union européenne (subventions). La coalition portant ce dispositif est toujours active et relativement stabilisée (pas de nouvelles entrées d'acteurs désirées) renforcée dans sa légitimité par la mise en place d'outils attestant de la qualité environnementale de la gestion (certification PEFC). En Amapá, la coalition locale initialement porteuse du dispositif est aujourd'hui peu impliquée, et les acteurs intéressés par la FLOTA se diversifient largement (ONG, coopération internationale), replaçant des enjeux environnementaux dans le dispositif, tout en prônant un modèle de développement à la fois beaucoup plus intensif que celui de Guyane, mais également articulé autour de stratégies potentielles plus variées (exploitation commerciale à grande échelle, exploitation communautaire, exploitation de produits forestiers non ligneux, valorisation du carbone forestier). Pour le moment, les capacités de contrôle du territoire et des exploitations qui vont bientôt s'ouvrir sont peu assurées car les ressources organisationnelles de l'IMAP sont encore faibles.

A l'heure actuelle, la durabilité sur le long terme des critères retenus n'est assurée sur aucun des deux territoires (et a fortiori en Amapá), du moins pour la reconstitution des peuplement forestiers en essences commerciales actuelles. Par ailleurs, la sécurisation foncière est tributaire du maintien de politiques publiques stables sur le long terme (rotations forestières de 30 à 60 ans). Enfin, les critères écologiques sont focalisés sur les ressources économiques et ne prennent que peu en compte les ressources faunistiques, quand bien même l'ouverture de la forêt favorise largement les pratiques de chasse.

Nous montrons donc, sur la base de ces exemples, que si les doctrines influencent fortement le type de stratégies mises en place, ces stratégies traduisent elles-mêmes des évolutions des doctrines gestionnaires. Cela semble particulièrement le cas lorsque la doctrine existe et est mise en œuvre depuis longtemps : les gestionnaires d'aires protégées perçoivent alors une nécessité d'adaptation à un contexte changeant pour maintenir à la fois une légitimité et une capacité d'action environnementale suffisantes. Pour autant, les évolutions posent de nouveaux défis en termes environnementaux, dont la prise en charge dépend notamment du maintien d'acteurs porteurs des enjeux environnementaux dans les dispositifs.

Le type de stratégies mises en œuvre, leur degré de diversification et leur stabilisation semblent donc également liés au degré de maturation des dispositifs.

4.2.2.Des stratégies qui traduisent des degrés différents de maturité des dispositifs

Les dispositifs créés dans les années 1980/1990 ont eu plus de temps pour capitaliser des ressources, pour renforcer les processus stratégiques efficaces, mais également s'adapter, diversifier ou réorienter leurs stratégies, etc. que ceux créés il y a quelques années. Un dispositif

« mûr » pourrait être défini comme appuyé sur des coalitions stables, et articulé autour de stratégies jugées cohérentes et suffisantes pour répondre à l'objectif environnemental fixé. Dans les faits nous avons vu que les stratégies étaient presque systématiquement évolutives. Néanmoins, les grands axes stratégiques d'action peuvent se « routiniser », lorsque leur plus-value est reconnue sur le long terme.

Par exemple, la tenue d'atelier participatifs articulée autour des ONG socio-environnementales et des populations amérindiennes brésiliennes du bas-Oyapock est devenue une routine, qui permet l'émergence de revendications communes des populations. En revanche, dans le PAG, les conseils d'habitants sont encore des outils récents qui n'ont pas atteint une maturité suffisante pour être valorisés pleinement par les populations.

La modification interne des enjeux peut impliquer une remise en cause de certains formats d'action de dispositifs « mûrs ». Ainsi, si la coalition soutenant les espaces strictement protégés brésiliens est relativement stable dans le temps, la modification des enjeux portés par les acteurs implique une remise en cause des routines d'action. L'objectif est d'enrôler de nouveaux acteurs (acteurs locaux) pour accroitre la légitimité du dispositif. Les stratégies et les outils mobilisés pour cela (Conseils consultatifs) sont encore nouveaux, et n'apportent pas pour le moment d'évolution significative pour la légitimisation du dispositif. Les efforts et les moyens qui sont investis dedans, ainsi que les réajustements réalisés face aux disfonctionnements constatés peuvent permettre une évolution du dispositif en ce sens.

Le contexte socio-politique joue un rôle non négligeable pour le type de stratégies qui peuvent se développer, et pour la vitesse de maturation d'un dispositif donné. Ainsi, comme nous l'avons vu, si l'espace de gestion forestière durable est récent en Guyane, la gestion de forêts publiques est elle ancienne, et bénéficie par ailleurs de la longue expérience française en la matière. La maturation du dispositif est donc beaucoup plus rapide qu'elle ne l'est en Amapá. En revanche, les cadres préétablis et l'historique d'alliance État / recherche / secteur forestier laisse peu de place à l'entrée de nouveaux acteurs, contrairement au cas de la FLOTA d'Amapá, en pleine structuration organisationnelle, stratégique, etc.

L'évaluation de l'efficacité des dispositifs doit tenir compte de ces degrés de maturation des stratégies, car les résultats ne sont le plus souvent visibles que sur le long terme, procédant de processus d'apprentissage organisationnels. En revanche, nous avons montré également que l'analyse de dispositifs en construction et des stratégies émergentes associées permettait déjà de mettre en évidence dans les grandes lignes le degré d'efficacité environnementale que l'on est susceptible d'en attendre.

4.2.3.Influence du contexte national sur le type de stratégies mobilisables

Les ressources stratégiques ne sont pas mobilisables de la même façon en Guyane et en Amapá. En effet, les acteurs n'y sont pas les mêmes (peu d'ONG en Guyane), les données produites et capitalisées non plus, etc. Nous avons déjà largement détaillé ces différences, qui canalisent en quelque sorte la forme concrète des stratégies mises en œuvre. Les grands modèles d'action détaillés au chapitre 8 pour la construction des dispositifs restent valables pour leur mise en œuvre : des alliances entre Services publics d'environnement et ONG au Brésil, avec une multiplication des types d'alliés responsabilisés pour la mise en œuvre de la gestion environnementale (populations locales, acteurs privés) ; une centralisation plus forte des questions environnementale par l'État en France, mobilisant en revanche des prises de positions moins tranchées (recherche de compromis) et recherchant une légitimité auprès des collectivités locales, avec une délégation croissante de responsabilités à cet échelle de gestion dans certains dispositifs, porteurs d'objectifs environnementaux faibles.

La conséquence directe de ce constat est que les « stratégies gagnantes » sur un territoire ne sont pas du tout systématiquement transposables sur le territoire voisin, mais s'inscrivent dans une construction historique spécifique. Cela n'empêche pas de les répliquer, en les adaptant à chaque contexte.

CONCLUSION DU CHAPITRE 10

Ce chapitre visait à étudier les stratégies de gestion environnementale mises en œuvre dans les espaces protégés français et brésiliens relevant de doctrines de gestion différentes : des espaces strictement protégés, des espaces priorisant les activités traditionnelles des populations amérindiennes, et des espaces de gestion forestière publique.

On se rend compte que, dans tous les cas, les performances environnementales effectives de l'aire protégée sont la résultante de la structuration du dispositif et des enjeux qu'il porte, des politiques de gestion qui y sont mises en œuvre, des ressources qui sont mobilisables, et de l'intensité des pressions auxquelles il est confronté. Analyser l'efficacité d'un modèle d'aire protégé en dehors de son contexte d'application concret n'a donc pas de sens.

Les espaces strictement protégés, dans notre cas particulièrement étendus, et pour lesquels les gestionnaires sont peu nombreux, basent plus leur efficacité sur le volet législatif et sur leur isolement que sur une réelle approche coercitive, particulièrement ardue à mettre en œuvre. Pour les pressions considérées les plus importantes, telles que l'orpaillage, les contrôles sont, dans ce contexte frontalier, du ressort des forces de l'ordre. La pression d'orpaillage, beaucoup plus forte en Guyane, peine à être contenue. La détection des atteintes au couvert forestier y est principalement indirecte, au travers des suivis satellitaires réalisés à l'échelle du territoire, qui permettent d'orienter les actions de lutte des forces de l'ordre. Les alliances initiales continuent à jouer un rôle important dans l'allocation des ressources stratégiques : dans le cas du PNMT, les ONG environnementales soutiennent fortement financièrement et techniquement la mise en gestion ; dans la Réserve naturelle nationale des Nouragues, l'alliance avec la recherche permet de légitimer la réserve sur le long terme, et de lui faire partiellement bénéficier des résultats des travaux menés. On retrouve dans les deux cas, une volonté de légitimisation de l'action menée au niveau local, au travers de cogestions, dans le cas des Nouragues, et au travers de projets socio-environnementaux, et de tentatives d'élaboration de compromis avec une partie des habitants du parc dans le cas du parc Montanhas do Tumucumaque. Cela constitue une évolution de la doctrine

de gestion initiale vers une recherche croissante d'intégration territoriale visant une appropriation locale des dispositifs, et donc une minimisation des conflits environnementaux.

Dans le cas des espaces où les activités des populations locales ou traditionnelles sont soutenues, nous avons montré qu'une requalification des doctrines gestionnaires s'opérait, visant aujourd'hui, en Guyane comme en Amapá à un développement local durable des territoires au profit des populations, tout en permettant le maintien de leurs pratiques traditionnelles. Les grandes lignes stratégiques mises en place dans le PAG et les TI sont finalement assez similaires (contrôle du territoire, planification, suivi des pratiques locales, implantation d'activités économiques durables). En revanche, les ressources sur lesquelles elles s'appuient sont très différentes, et dépendantes des contextes socio-historiques propres aux deux territoires : une coalition stable entre populations, ONG et FUNAI en Amapá, conférant une légitimité forte aux axes stratégiques retenus pour le territoire, mais soutenue par des moyens financiers très limités ; un établissement public intégrateur en Guyane, présentant des moyens importants, et appuyant les stratégies déployées sur des suivis diversifiés des pratiques et des écosystèmes… mais bénéficiant encore pour le moment d'une légitimité territoriale fragile.
Dans le cas des forêts publiques, enfin, la base de la stratégie environnementale est la planification à long terme de l'utilisation commerciale des peuplements forestiers. Dans les deux cas, l'État (central en Guyane, fédéré en Amapá) tient une place clé dans l'élaboration de compromis entre enjeux de développement (ouverture des routes et désenclavement du massif, rentabilité suffisante pour les entreprises) et enjeux de conservation (désignation de zones non exploitées, mise en œuvre de bonnes pratiques). Là encore, les modes de gouvernance diffèrent fortement, avec une centralisation de la planification et de la gestion autour de l'ONF en Guyane, qui planifie l'exploitation, est garant du respect des contraintes environnementales, et également soutien actif au maintien de la filière. En Amapá, le dispositif est moins structuré mais développe des stratégies plus variées de valorisation des ressources forestières. D'un pont de vue environnemental, les critères techniques retenus favorisent la mise en œuvre d'une exploitation beaucoup plus intensive qu'en Guyane, et la capacité de contrôle du territoire est encore faible. Dans les deux cas, l'ouverture des forêts à l'exploitation (désenclavement) augmente fortement le degré de pression exercé sur les écosystèmes, dont les conséquences (chasse, structure de la forêt, impacts sur les sols…) sont mal connues et probablement sous-estimées.
Finalement, cette citation de Martinet (2007) synthétise bien les phénomènes observés.
« *Chaque action collective est supposée tour à tour organisée et organisable. Elle est dans tous les cas organisante et se présente plutôt comme un flux d'actions formant des activités plus ou moins stabilisées, routinières, mais aussi d'actions de changement qui s'efforcent de produire de nouvelles routines.* » (Martinet 2007).
En effet, les aires protégées ne sont pas des dispositifs fixés, mais évoluent en permanence, au travers d'actions collectives tour à tour construites, stabilisées et renouvelées pour répondre aux évolutions du contexte, mais également des enjeux portés en interne par les coalitions. On observe donc dans le temps des requalifications successives des objectifs et doctrines de gestion. Initialement portés par des coalitions de causes, les doctrines sont partiellement traduites dans des constructions institutionnelles (législatives et organisationnelles), puis de nouveau requalifiées, réorientées dans leur mise en œuvre concrète au sein des dispositifs.
Seule une analyse diachronique et synchronique des dispositifs, menée de façon multiscalaire, peut permettre de clarifier ces évolutions, et d'en déduire les atouts et les limites des dispositifs concrets pour une prise en charge des enjeux environnementaux.

CHAPITRE 11

LA MISE EN RESEAU DES ESPACES PROTEGES

Historiquement, nous l'avons vu, les propositions d'aires protégées faites par les scientifiques concernaient des réseaux d'aires protégées, visant à sauvegarder la plus grande partie des éléments remarquables du territoire. On se remémorera ainsi les propositions formalisées pour les zones à protéger prioritairement au Brésil et en Guyane (de Granville, 1974;1989; Wetterberg et al., 1976). Dans cette logique, c'était l'efficacité de chacun de ces espaces pris séparément, qui garantissait une protection de l'ensemble des éléments remarquables de la biodiversité.

Au delà de l'efficacité d'une aire protégée isolée, l'attention se porte, à partir des années 2000, sur la notion de réseau d'espaces protégés, assurant à une échelle plus large la préservation de la biodiversité au travers du maintien de la diversité des habitats, des espèces, des gènes. Les critères particulièrement mis en avant sont la protection de grandes superficies, et la notion de continuité écologique.

> *« Un nombre de plus en plus grand de conservationnistes sont convaincus que la stratégie de conservations de la biodiversité par les aires protégées, sous forme « d'îles » isolées, ne tenant pas compte du scénario environnemental, économique et politique plus large, n'avait qu'une efficacité limitée pour conserver la biodiversité à une échelle plus globale. »* (Delelis, Rehder, & Cardoso, 2010).*

En Europe, cela se traduit par exemple à travers la mise en place de trames vertes et bleues visant à conserver, même dans les milieux les plus anthropisés, des continuités écologiques (Amsallem, Deshayes, & Bonnevialle, 2010; Charvolin, Mathevet, & Vimal, 2011). Au Brésil, la notion de corridor écologique, entendue à grande échelle, est définie dans la loi du Système national des unités de conservation (SNUC).

Au delà d'une simple juxtaposition d'espaces gérés séparément en fonction d'objectifs propres, la question s'est posée d'établir des réseaux de gestionnaires, permettant d'avoir une action cohérente de protection de l'environnement sur un territoire élargi.

Nous allons voir ici comment ces initiatives se mettent en place sur nos territoires d'étude tout d'abord, puis à l'échelle de la zone frontalière, pour questionner, finalement, la façon dont la pertinence et l'efficacité de ces structurations peuvent être évaluées à l'échelle du territoire, et non plus uniquement à l'échelle d'un espace protégé.

1. Des tentatives d'articulation des dispositifs de gestion au sein de chaque territoire

Dans le cas de la Guyane et de l'Amapá, la grande quantité d'aires protégées adjacentes joue un rôle de préservation de la biodiversité sur de très grandes superficies. On a donc un réseau de fait, issu, on l'a vu de la mise en place d'aires protégées selon des dynamiques historiques et sociales différentes.

La conceptualisation de cette notion de réseau écologique a donné lieu à diverses initiatives d'articulation entre les gestionnaires des espaces protégés, visant à la mise en place d'un dispositif de gestion environnementale plus large, permettant une réflexion à l'échelle territoriale. Le défi est grand car, comme nous l'avons vu tout au long de cette partie, les modèles gestionnaires mobilisés ne reposent pas sur les mêmes logiques et leur articulation vers des objectifs communs, mobilisant des outils ou moyens de mises en œuvre commun ne sont pas à l'ordre du jour.

Nous allons voir ici que les initiatives de mise en réseau des espaces protégés observées en Guyane et en Amapá ne visent pas les mêmes objectifs, et n'incluent pas les mêmes acteurs.

1.1. En Amapá, une recherche de gestion partagée entre certains espaces protégés

Le SNUC est, au travers de la catégorisation très précise des aires protégées, porteur de la notion selon laquelle ces espaces se complètent, assurant chacun des fonctions propres.

L'article 26 est particulièrement intéressant car il définit la notion de mosaïque d'aires protégées de la façon suivante :

> *« Quand il existe un ensemble d'unités de conservation de catégories différentes ou non, proches, juxtaposées ou superposées, et d'autres aires protégées publiques ou privées, constituant une mosaïque, la gestion de l'ensemble doit être faite de façon intégrée et participative, prenant en compte les différents objectifs de conservation, de façon à rendre compatibles la présence de biodiversité, la valorisation de la socio-diversité et le développement local dans un contexte régional. » (SNUC, article 26).*

Chaque espace conserve ses spécificités gestionnaires, mais l'ensemble doit s'articuler de façon participative sur des objectifs environnementaux et sociaux-environnementaux.

Par ailleurs, bien qu'il s'agisse de la loi traitant des unités de conservation, l'article inclut également la possibilité d'intégrer aux mosaïques l'ensemble des aires protégées publiques et privées, donc également les terres indigènes, et les espaces de réserve forestière[131] sur les terrains privés.

[131] Au Brésil, la *reserva legal,* définie dans le code forestier, est une zone située dans toutes les propriétés privées, devant être utilisée de façon durable, permettre la préservation et la restauration des écosystèmes et promouvoir le maintien de la biodiversité. En forêt amazonienne, elle concerne théoriquement 80 % de toute propriété privée.

Pour la moment, les échanges entre les équipes de gestion d'espaces protégés sont peu nombreux, y compris au sein des mêmes organismes (en interne à l'ICM Bio, ou en interne au Sema). Ainsi, même entre chefs d'unités, et bien qu'ils partagent les mêmes locaux, les échanges d'expériences restent limités (entretiens ICM Bio, 2011, Oiapoque). Ils sont en outre presque inexistants entre organismes de gestion fédérale et fédérée, même lorsque les espaces protégés concernés sont mitoyens.

Dans l'idée d'institutionnaliser des formes d'articulation entre les espaces protégés au sens large, plusieurs dispositifs de gestion ont été mis en place, portés par les différentes ONG agissant historiquement en Amapá : le corridor de la Biodiversité, porté par Conservation International, le *Bloco Tumucumaque* proposé par le WWF, et la mosaïque d'aires protégées portée par le Iepé.

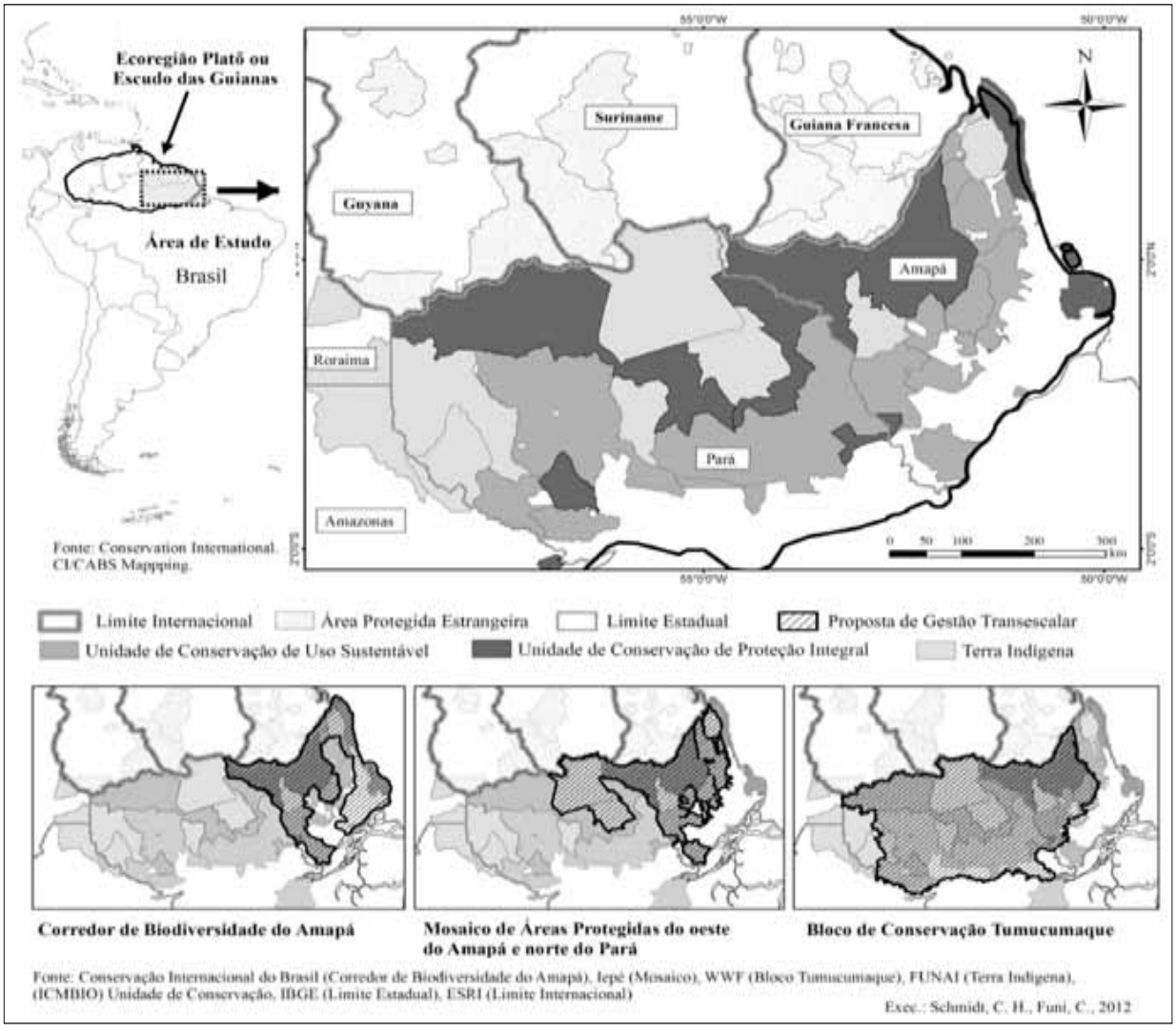


Figure 94 : Les diverses initiatives de gestion en réseau des espaces protégés en Amapá.
Extrait de Henrique Schmidt (2012)

Henrique Schmidt (*2012)* revient sur les conditions d'élaboration de ces différentes propositions.

1.1.1.Le Corridor de la Biodiversité

L'idée du corridor de la biodiversité de l'Amapá été proposée par l'ONG Conservation International pour l'Amapá dès l'atelier organisé par le ministère de l'environnement à Macapá sur les aires protégées d'Amazonie en 1999.

> *« Le corridor de la biodiversité peut être conceptualisé comme un grande superficie d'écosystèmes naturels, reliés par un ensemble d'unités de conservation tant publiques que privées, qui permette une plus grande oxygénation génétique, rendant possible le maintien de la biodiversité et de ses processus évolutifs.*

À Durban en 2003, le projet était porté par le gouvernement Waldez, porteur d'un programme de développement économique basé sur l'industrie et l'export pour l'Amapá. Vis-à-vis de l'international à Durban, le projet de corridor de biodiversité permettait néanmoins de mettre en avant l'engagement environnemental de l'État d'Amapá.

Pourtant, suite à sa création en 2003, et son officialisation législative quatre ans plus tard, aucune mise en œuvre concrète n'a été réalisée, et le dossier n'a pas été rouvert au cours du second mandat de Waldez.

> *« Le corridor de la Biodiversité a été mis en place par le gouvernement. Il ne se passe rien avec ce corridor. On espère que peut-être avec ce nouveau gouvernement (Capiberibe fils) qui vient de passer quelque chose puisse arriver. Qu'il soit réellement mis en place et pas uniquement créé. Pour le moment c'est une chose très théorique et tout le processus est arrêté. » (Entretien Parc Cabo Orange 2012)*

Deux ans plus tard, la situation ne semble pas avoir évolué.

1.1.2.L'initiative 'Bloco Tumucumaque'

Jusqu'à la fin des années 2000, le WWF-Brésil travaillait sur la base de *blocos* ou « blocs » qui constituaient des aires d'action prioritaire. Ces dernières étaient définies sur la base d'un ensemble de critères, « *critères politiques, biologiques, critères d'opportunités aussi, selon les partenariats déjà existants* » (entretien WWF – Projet Amazonie, Manaus, 2011).

Le bloc « Tumucumaque » est ainsi une aire prioritaire d'action du WWF, liée au Plateau des Guyanes. En 2009, un projet de gestion en « réseau » est monté, qui donne lieu à la rédaction d'un premier rapport d'analyse contextuelle (Funi et Lima 2009), et à une première réunion en Amapá, incluant l'ensemble des acteurs potentiellement concernés par le dispositif (Henrique Schmidt, 2012).

Mais le projet en est resté là, suite à une baisse brutale de moyens au WWF, induisant une restructuration des priorités d'action.

> *« Ah, c'est que c'est l'un des blocs qui s'est retrouvé sans ressources financières, alors en vérité, les actions là bas vont se limiter, elles sont limitées. » (Entretien WWF, op. cit .)*

La troisième initiative est donc la seule encore en cours.

1.1.3.Mosaïque d'espaces protégés d'Amapá et du Nord-Pará

La notion de mosaïque est, on l'a vu, définie dans la loi du SNUC. Néanmoins, le concept a été affiné et mis en place au travers d'un grand nombre d'initiatives parallèles menées au Brésil et synthétisées dans un guide édité par la coopération allemande GTZ en 2010 (Pinheiro, 2010).

On citera notamment une coopération franco-brésilienne sans transferts financiers, qui a commencé dès les années 2000, au travers du programme « Renforcement de la gestion intégrée et participative dans les aires protégées du Brésil pour le développement de territoires durables » (Delelis et al., 2010). La coopération était réalisée à la fois à l'échelle bilatérale, et de façon décentralisée entre les régions françaises, au travers de leurs parcs naturels régionaux, et certains États brésiliens.

> *« La coopération technique a développé, durant son historique de travail, l'idée selon laquelle les mosaïques d'aires protégées – dont l'objectif est la conservation de la biodiversité, la valorisation de la socio-diversité et le développement durable – possèdent un potentiel pour devenir des instruments de gouvernance et de développement territorial à l'échelle régionale, recherchant de cette façon, une voie pour un paradigme intégrateur qui prévoie la création et l'entretien de réseaux d'aires protégées intégrées au contexte territorial dans lequel elles s'insèrent, et induisant ainsi un changement d'attitude et de vision face aux dynamiques socio-écologiques à l'intérieur et autour des aires protégées. » (ibid., p. 19).*

L'ouvrage de synthèse du programme (Delelis 2010) met bien en évidence les transferts et propositions d'adaptations de la notion de Parc naturel régional français à la notion de Mosaïque brésilienne. La logique est en fait la mise en place d'une gestion contractuelle entre les différents espaces protégés, réunis autour d'objectifs communs. Ces échanges se sont déroulés annuellement sur plus de 10 années, et dix cas de mosaïques ont été lancés au Brésil. La Guyane n'était pas spécifiquement impliquée dans ces travaux bilatéraux.

Porté dès 2006 par le Iepé (association indigéniste particulièrement impliquée en Amapá, au Nord du Para, et plus généralement dans l'articulation transfrontalière des populations amérindiennes du Plateau des Guyanes), le projet de mosaïque d'aires protégées de l'Amapá et du Nord du Pará s'est monté indépendamment du cadre de cette coopération. Sa reconnaissance en 2013 a ceci d'intéressant qu'il est le premier à intégrer effectivement des terres indigènes dans la mosaïque. Il inclut en outre tant des espaces de conservation stricte que des espaces de gestion forestière ou de développement durable, gérés à l'échelle fédérale, fédérée ou même municipale. La diversité des acteurs impliqués est donc très importante.

L'objectif du projet, encore en cours, a été de faire se rencontrer les différents acteurs locaux concernés, y compris ceux des *assentamentos* situés à proximité des aires protégés, et de mettre en place un conseil consultatif pilote pour élaborer une planification partagée du territoire concerné, selon la méthodologie de « développement territorial de base conversationniste » développée par Weigand Jr. (2008).

Schmidt (2012) met en avant certaines limites au projet, liées d'une part aux freins mis par la direction des aires protégées du ministère de l'environnement à la reconnaissance des terres indigènes comme partie intégrante des mosaïques, et ce jusqu'en décembre 2010 (*portaria* 482). D'autre part, le projet reste très précaire compte tenu du manque de financements pérennes disponibles, et des grandes difficultés de déplacement et de communication pour les personnes impliquées (Iepé 2010). Pour le moment il est fortement porté par le Iepé et l'ICM Bio (notamment les gestionnaires du parc Montanhas do Tumucumaque), moteurs dans l'organisation des réunions et la mise en place des méthodologie. La présence d'acteurs fortement impliqués sur le long terme semble ainsi une condition *sine qua non* à la construction d'un réseau pérenne.

Même dans le cas le plus abouti, qui permet de tester une démarche intéressante, cela reste à l'étape de construction et de tâtonnements : faire collaborer et articuler entre eux des espaces et des acteurs aux attentes très différentes nécessite beaucoup d'animation et une vision claire des objectifs spécifiquement recherchés au travers de la mise en réseau. C'est un des points qui semble effectivement avoir fonctionné dans l'expérience du Iepé.

La capacité d'échanger et de se comprendre entre acteurs gestionnaires relevant de modèles différents reste un objectif partagé par les gestionnaires des espaces protégés. Ils sont conscients que cela dépend aussi principalement d'eux.

> *« Ce qui serait intéressant serait d'atteindre une échelle plus régionale. Collaborer aussi de façon plus impliquée. On échange parfois avec les terres indigènes, mais ca pourrait être plus établi. On ne collabore presque jamais. Les ressources pourraient être mieux réparties. La mosaïque ou le corridor aura l'usage que les gestionnaires voudront leur donner ... au fond si les gens arrivent a s'articuler pour coopérer, le nom n'est pas si important » (Entretien PNCO 2011)*

Finalement, toutes les initiatives d'articulation entre aires protégées ont été portées par des ONG, teintées chaque fois des modèles et méthodes portés par chacune d'entre elles.

1.2. En Guyane, une coordination difficile des gestionnaires d'aires protégées

Des initiatives d'articulation entre les différents modèles et les différents gestionnaires existent également en Guyane. Nous allons montrer, sur la base de données produites en 2010/2011, que la coordination entre les différents gestionnaires d'espaces protégés est difficile car la coordination du réseau est limitée, que les cultures organisationnelles sont très différentes selon les gestionnaires et que les apports à court terme de cette articulation en réseau restent peu clairs. Les réseaux sont en fait plus portés comme des articulations territoriales d'espaces protégés que comme des coordinations d'acteurs : ainsi nous verrons que, de par son implication historique et la diversification de ses activités, l'ONF développe en propre une vision globale du territoire.

1.2.1. Un réseau d'espaces protégés formalisé, mais encore peu actif

Le Conservatoire des espaces naturels de Guyane (CENG) a été créé en 2008. Il s'agit d'une association à caractère non lucratif, dont les membres sont des organismes gestionnaires d'espaces naturels protégés. Début 2011, on compte ainsi 7 gestionnaires (ONF, ONCFS, Gépog, PNRG, PAG, Sépanguy, Mairie de Matoury) pour 9 espaces gérés concernés (6 réserves naturelles, un terrain du conservatoire du littoral et le Parc Amazonien de Guyane-Parc National).

La création du CENG est issue du renouvellement en 2008 de l'ensemble des conventions de gestion des Réserves naturelles nationales. Un certain nombre des nouveaux organismes gestionnaires en poste n'avaient que peu d'expérience en termes de gestion (municipalités, associations locales) et l'idée a ainsi été portée par l'ONF et le GEPOG de créer un réseau entre l'ensemble des différents gestionnaires qui permettrait d'échanger et de s'entraider face à ces nouvelles missions via « une plateforme d'échanges techniques ».

Le CENG a donc été créé, avec les buts suivants définis dans les statuts du 12/09/2008.

Tableau 97 : Objectifs principaux du CENG

« Le Conservatoire des Espaces Naturels de Guyane a pour principal but la connaissance et la protection de la nature, des espèces, des milieux et des paysages de Guyane. Son objet principal est de contribuer à la gestion des espaces naturels protégés, selon les axes d'intervention suivants : 1. Organiser et animer le réseau des gestionnaires d'espaces ; 2. Proposer de nouveaux espaces naturels à protéger ; 3. Aider à la gouvernance ; 4. Gérer les données environnementales en partenariat avec les acteurs locaux et nationaux ; 5. Améliorer les conditions de l'emploi dans le secteur de la gestion des Espaces naturels ; 6. Potentiellement assurer la gestion de certains espaces »

Au cours de l'année suivante, le CENG s'est ouvert à d'autres espaces que les réserves naturelles nationales, de façon à rendre accessible au plus grand nombre la plateforme, et dans l'optique de permettre la définition d'une stratégie de gestion des espaces naturels concertée à l'échelle régionale. Il est ainsi administré selon les critères d'une association loi 1901, le bureau étant constitué des structures gestionnaires, donc de personnes morales, ce qui implique une interchangeabilité des représentants des divers organismes.

Pendant la première année d'activité, les échanges sont restés très limités. C'est l'arrivée en 2009 d'un animateur à temps partiel, qui a permis la mise en place des premiers projets propres au CENG. En 2011, ces derniers étaient principalement l'échange de personnels, la formation à l'utilisation de bases de données, la création d'un site Internet commun, une exposition via des panneaux itinérants, et l'adhésion à la fédération national des Conservatoires d'espaces naturels (qui permettrait d'avoir des échanges avec les autres CEN de France).

Pour l'État, ce conservatoire, vu comme un outil fédérateur des espaces naturels protégés, arrive dans un contexte global plutôt favorable. En effet, la Guyane est au cœur d'un actuel foisonnement de montages de structures de coopération, coordination et gestion de l'information.

> *« On est dans des perspectives d'observatoire de la faune […], d'un conservatoire botanique, de ce fameux conservatoire écologique qui serait amené à structurer tout ca, avec les ZNIEFF qui se modernisent, avec des bases de données un peu partout qu'il serait bon de relier, avec le SINP, bon aujourd'hui il y a un bouillonnement il n'y a pas une perspective précise pour qui que ce soit … » (entretien DEAL, Cayenne, 2010)*

Avoir une structuration de la parole et des actions des espaces naturels protégés est ainsi très largement soutenu par les représentants du ministère de l'environnement.

> *« Le CENG en tant que structure représentant les gestionnaires d'espaces naturels, il a toute sa légitimité… au lieu d'avoir chaque gestionnaire qui dise n'oubliez pas que les espaces protégés existent » (Ibid .).*

Malgré ces développements et ce contexte globalement favorable, il ressort de la très large majorité des entretiens que ce conservatoire est globalement difficile à mettre en route, qu'il manque de dynamisme.

> *« Ce n'est pas très dynamique, il faudrait dégager du temps pour faire vivre le CENG mais c'est difficile » (conservateur 3) « il y a un manque de réactivité, en particulier pour la vie quotidienne » (conservateur 1).*

Les causes évoquées sont principalement le manque de temps et de moyens humains. L'implication des conservateurs dans le CENG est assez limitée, perçue comme une activité supplémentaire et non comptabilisée dans le temps normal de travail. En effet, la structure actuelle de l'association répond à un mode de gouvernance en « réseau associatif » où les membres sont volontairement impliqués et motivés par les buts de l'association et où la mutualisation et la volonté d'avancer ensemble structurent les relations. C'est en effet principalement par des ressortissants du milieu associatif environnemental (GEPOG), donc porteurs de cette culture qu'a été porté le montage du CENG. Comme l'expliquent Crozier et Friedberg (1977), un construit collectif est largement influencé par la culture des acteurs, entendue comme les capacités de construction de relations qu'ils ont acquises auparavant. Cela structure donc largement la vision du fonctionnement optimal de l'association pour les fondateurs.

> *« Bref, soit c'est un réseau et il n'y a pas de leadership, … soit ça ne m'intéresse pas vraiment » (un gestionnaire associatif).*

Mais ce fonctionnement est difficile à porter puisque les différents membres impliqués (incluant des municipalités, des organismes publics, le parc naturel régional) n'ont pas réellement cette culture « réseau » qui implique un engagement personnel : une faible importance est concédée au CENG et il y persistance en parallèle des arrangements préexistants.

> *« Ils n'ont aucune vision plus globale de l'espace protégé, pas de notion de réseau. Pourtant ici (association gestionnaire), ça ne fonctionne que comme ça : tout se fait à plusieurs, pas tout seul dans son coin. » (un gestionnaire associatif).*

Un des facteurs explicatifs tient à la grande diversité des structures gestionnaires (ou cogestionnaires). On compte ainsi des acteurs étatiques (ONF, ONCFS), des associations (Gépog, Sépanguy, Trésor, AGEP) un parc naturel et des collectivités (Mairie de Matoury, mairie de Sinnamary).

Tableau 98 : Implication des gestionnaires dans le CENG en 2011, selon les entretiens réalisés.
NB : Les réserves groupées par couleur partageaient leurs locaux en 2011.

Catégorie	Espace concerné	Gestionnaire	Apports potentiels au CENG	Retour potentiel du CENG	Implication dans le CENG
RNN	Nouragues	ONF	+++ (expérience de gestion)	+ (peu d'intérêt à mutualiser)	++
RNN	Trinité				
RNN	Mont Grand Matoury				
		Mairie Matoury	+	+++ (nouveaux gestionnaires)	+
RNN	Nouragues	AGEP	+	+++ (nouveaux gestionnaires)	0 (non membre)
RNN (habité)	Kaw				
RNN	Gd Connétable	Gépog	+++ (expérience de gestion)	+	+++ (initiateurs)
		ONCFS	++	+	++
RNR	Trésor	Association Trésor	+	+++	+++ (présidence)
RNN (habité)	Amana	PNRG	++	++	++ (lors des réunions)
Parc national (habité)	Parc Amazonien de Guyane	Etablissement public du Parc	++	+ (peu d'intérêt à mutualiser)	+
Espace du Cons. du littoral	Yiyi	Sépanguy	+	++	+
		Mairie Sinnamary	+	++	0 (non membre)

Les réserves ayant leurs locaux en commun ont beaucoup tendance à travailler ensemble. Les 3 réserves gérées par l'ONF travaillent beaucoup entre elles et ce d'autant plus facilement que les milieux gérés sont très similaires. Les coopérations et l'implication dans le réseau, qui permettrait de mettre à profit leur expérience est en revanche assez faible. La réserve Trésor semble coopérer avec un très grand nombre d'autres espaces protégés : en effet, il s'agit d'une part d'une petite réserve avec relativement peu de fonds, qui a tout intérêt à collaborer au maximum pour

avancer et présente d'autre part un statut de réserve volontaire (depuis peu régionale) porteur d'une philosophie particulière de structure « réseau ».

A l'opposé, les gestionnaires des réserves de Kaw (AGEP) et de l'Amana[132] (PNRG) se démarquent dans les discours de par leur marginalisation, liée principalement au fait que les conservateurs concernés et les structures qui les emploient soient moins aguerris aux problématiques de gestion, et soient en outre confrontés à des situations conflictuelles avec les populations locales habitant dans les réserves. Les échanges entre ces réserves et les autres sont peu importants et par exemple, la rédaction des plans de gestion, s'est faite avec difficulté, mais sans jamais solliciter les conseils ou l'expérience d'autres gestionnaires.

> *« Il n'y a même pas eu d'entre-aide entre eux pour la rédaction des plans de gestion, ils ne se le sont même pas fait relire entre réserves, pas de mise en débat …» (un gestionnaire)*

On notera cependant que cette marginalisation vient aussi du fait que ces réserves ont nécessairement une gestion différente des autres puisqu'elles doivent tenir compte de la présence de populations locales. Cela induit nécessairement une priorisation différente des choses et moins de temps à consacrer à des approches naturalistes. Les autres types d'espaces protégés ont également des positionnements à part : le Parc amazonien cautionne l'initiative du réseau mais se tient volontairement un peu en dehors des débats car ne s'estime pas encore assez bien construit en interne pour s'engager sur une stratégie externe. En revanche, il est prêt à s'impliquer financièrement pour soutenir le CENG. Un acteur qui se marginalise donc volontairement, et n'a de toute façon pas besoin des ressources financières ou matérielles du CENG.

> *« Après il faut aussi voir l'intérêt que les différents espaces ont à adhérer : le PAG ils veulent bien, mais pour quel intérêt, le PNRG c'est pareil, ils ont une autre logique … Qu'est ce que ca leur apporte ? Ils sont plus là comme caution pour montrer qu'ils soutiennent l'initiative. » (Entretien téléphonique Réserves naturelles de France, 2011).*

On a en fait la perduration des jeux d'acteurs qui préexistaient à la création du CENG et réglait les échanges en fonction des affinités des conservateurs et des thématiques spécifiques de l'espace. Ainsi, la construction du réseau et même la mise en place d'outils tels que le forum, portées par quelques acteurs, n'ont pas suffit à changer les jeux entre les acteurs. *« Il y a une vision très réductrice du réseau à une fonction d'appui technique » (Entretien gestionnaire, Cayenne, 2010).*

Au bilan, le réseau n'est pas effectif si ce n'est autour des quelques projets communs montés par l'animateur employé à temps partiel. Les jeux d'acteurs et représentations préexistants au CENG n'ont que peu été modifiés par celui-ci. Le correspondant de la DEAL fait la remarque suivante

> *« Ils sont censés avoir un discours commun sur le fond … notamment les 6 réserves naturelles bien qu'étant gérées par collectivités, asso, établissement public ou autre ils*

[132] Un changement récent de conservateur à l'Amana est susceptible de faire évoluer la situation.

rentrent dans un même cadre qui est défini par la loi et ils n'ont pas nécessairement à s'éparpiller sous le prétexte que l'un est une collectivité, l'autre une asso et le troisième est un établissement public ... ca reste relativement cadré a priori » DEAL.

Mais nos entretiens montrent que les différents statuts des gestionnaires évoqués précédemment sont porteurs de valeurs, d'une culture qui se retrouve dans la perception de la gestion des espaces : une pratique réseau pour les gestionnaires associatifs ; une pratique « gestion en interne » pour l'ONF, avec de très bonnes compétences techniques, mais peu d'intégration de la dimension sociale et humaine ; des préoccupations beaucoup plus portées sur les processus participatifs et l'intégration des pratiques humaines au milieu dans les réserves gérées par des collectivités territoriales.

1.2.2. Des logiques de réseau territorial propres au gestionnaire forestier historique

Une autre forme de mise en réseau se fait à l'échelle territoriale, au travers du gestionnaire historique que constitue l'Office national des forêts en Guyane, et qui est responsable de la gestion du patrimoine forestier et foncier d'une grande partie du territoire pour le compte de l'État. Cela lui confère un pouvoir important et donc une grande marge de manœuvre dans la planification et la réflexion des modes de gestion à envisager pour chaque espace. Les très longues citations reproduites ci-dessous, issue d'une entretien avec un chef de service à l'ONF en 2011, sont éloquentes.

« Alors pour moi il y a une stratégie, mais elle est plus liée à la politique de l'ONF, c'est ce que je te disais hein c'est vraiment l'idée des forêts aménagées du régime forestier sur le littoral cette idée des séries écologiques des séries de production etc., puis dans la continuité du territoire donc la Trinité, le Mont Grand Matoury, la réserve Dékou-Dékou, - même si ca peut se discuter enfin certaines zones sont condamnées c'est clair - .. donc ca c'est la première stratégie de l'ONF. L'intérêt est aussi de pouvoir permettre au territoire de se développer mais dans un souci on va dire de respect de l'environnement ca veut pas dire qu'on ne peut pas couper de la forêt parce que vu la quantité de forêt ce serait aberrant de tout vouloir mettre sous cloche ...[...] Donc en Guyane ca prend vraiment son sens dans notre rôle en tant qu'animateur du territoire, c'est vraiment de fournir des outils aux collectivités etc. pour le SAR, pour le SDOM [133] etc., et à notre niveau de pouvoir mettre en place l'outil qu'on peut avec le code forestier les réserves et notre partenariat avec le Parc et après d'apporter de la connaissance pour réfléchir à justement l'aménagement du littoral qui est la zone qui connait le plus de pression clairement d'où l'intérêt de l'expertise littorale [...], les trames vertes et bleues, etc. Donc tout ca c'est de la donnée qu'on capitalise donc on a vraiment une réflexion à l'échelle du territoire. »

« La stratégie est plus liée à la stratégie qu'on voit à l'ONF Guyane pour un aménagement du territoire lié aux autres espaces, c'est pas que les réserves, c'est les réserves au sein d'un continuum de milieux parce que tu vois par exemple on est gestionnaires du terrain du CNES donc c'est 70 000 ha dans le cadre de cette gestion, on a rédigé un plan de gestion là en fin d'année 2010 ou on préconise vraiment, on montre l'intérêt parce qu'on pourrait dire le CNES il y a que des savanes et tout mais non , tu as tout un gradient, c'est le seul endroit sur

[133] Schéma d'aménagement régional, - SAR : document de planification élaboré par le conseil régional, à l'échelle de la Guyane. Actuellement en cours de révision.
Schéma départemental d'orientation minière – SDOM : Document de planification territoriale de l'activité minière, élaboré sous la coordination de la préfecture et paru en 2012.

le littoral qui est relativement préservé, il y a les ensembles de lancement mais finalement tout le reste à coté c'est pas du tout impacté et ça c'est un des seuls endroit du littoral qui crée vraiment un gradient de la côte jusqu'à la forêt intérieure justement du fait qu'on est sur le territoire du CNES et ca c'est assez génial donc tout ca .. Donc nous c'est assez facile, on est gestionnaires du territoire du CNES, derrière on a les forêts aménagées, derrière on a les réserves et derrière on a une convention avec le Parc ... on va dire ben vous voulez être partout .. non on veut pas être partout mais dans le souci d'une prise en compte intégrée de l'environnement dans le développement du territoire de la Guyane, notre action elle a un sens quoi voila ... »

On voit bien ici que l'ONF est l'organisme qui s'estime investi de fait, de la gestion environnementale à l'échelle territoriale, via une articulation d'outils et de partenariats. Il tire sa légitimité de la réglementation, des compétences techniques ainsi que de son implantation historique sur le territoire, lui conférant une bonne connaissance des problématiques de gestion. Cela lui permet de mener une réflexion globale sur l'aménagement du territoire forestier, à l'interface entre considérations techniques et politiques, situation qu'il serait très difficile de rencontrer dans n'importe quelle autre région de France.

Focalisé sur les enjeux forestiers, porteur d'une vision territoriale transversale globale et connecté au niveau national en interne à l'organisme, il est ainsi peu incité à s'investir dans des partenariats externes tels que le CENG. Cela est d'autant renforcé que les problématiques traitées par les réserves naturelles protégeant les écosystèmes littoraux sont différentes de celles rencontrées dans les réserves naturelles forestières. Il n'est pas gestionnaire du cœur du PAG.

Cela ne signifie pas pour autant que la gestion soit définie de façon unilatérale par cet organisme. Un nombre important de documents de planification sont mis en place sur le territoire : le Schéma d'aménagement régional, établi par le Conseil régional définit les politiques d'aménagement de la Région Guyane dans son ensemble ; le Schéma départemental d'orientation minière définit les zones où il est possible d'ouvrir des exploitations minières, et selon quelles conditions ; les Chartes du Parc Amazonien de Guyane – PAG, et du Parc naturel régional de Guyane – PNRG, définissent les orientations politiques de gestion durables sur les territoires ; les documents d'urbanisme propres à chaque commune définissent les orientations de gestion territoriales qui s'y appliquent. Néanmoins, l'ONF, au regard de son statut de gestionnaire des forêts de l'État, est impliqué, au moins à titre consultatif, dans l'élaboration de l'ensemble de ces documents.

Conclusion

Les initiatives de construction de réseaux pour la gestion des espaces naturels protégés sont aujourd'hui reconnues comme particulièrement importantes dans l'optique de gérer la biodiversité de façon cohérente à l'échelle d'un territoire donné. En Amapá, la logique géographique est au cœur de la constitution de ces réseaux, qui rassemblent des gestionnaires d'espaces protégés mitoyens. L'expérience la plus aboutie, portée par le Iepé, vise à permettre la mise en place de quelques projets communs, mais surtout à créer une plateforme d'échange entre des acteurs portant des logiques de gestion territoriale très différentes, visant à désamorcer d'éventuels conflits, et à identifier les thématiques pouvant être traitées en commun, dans un objectif de gestion environnementale et socio-environnementale. En Guyane, presque tous les gestionnaires d'espaces protégés participent au CENG, réseau basé sur le postulat que les intérêts vis-à-vis de la conservation sont partagés. Le réseau est basé sur une logique « sectorielle » et regroupe l'ensemble des gestionnaires. Il vise avant tout à la mise en commun de moyens, d'outils, d'expériences, et à une meilleure visibilité, à l'échelle régionale, du travail réalisé dans le secteur de la conservation. La différence de cultures gestionnaires entre les espaces protégés, le manque de plus value perçue à court terme par ces derniers, la faiblesse des moyens humains et financiers dédiés à l'animation du réseau, rend, en 2011, l'association peu active.

La différence principale entre la Mosaïque d'Amapá et le CENG tient donc au fait qu'en Amapá, l'objectif assumé du réseau est justement d'arriver à articuler des acteurs porteurs de logiques de gestion différentes, tandis qu'en Guyane, le réseau mis en place part du principe que les gestionnaires d'espaces protégés partagent nécessairement des objectifs et des enjeux communs, ce qui, seul, justifierait sa légitimité et son succès.

Dans tous les cas, ce genre d'initiatives, qui n'apportent pas nécessairement de résultats tangibles rapidement, et demandent des efforts conséquents d'investissement en temps en compétition avec les activités internes à l'aire protégée, ne semblent pouvoir aboutir que moyennant l'existence d'une animation du réseau, un pouvoir d'enrôlement, et la définition précise d'objectifs opérationnels qu'il semble important à tous d'atteindre à moyen terme. On retrouve en fait les conditions d'émergence des coalitions ayant permis la création des espaces protégés. Ce sont ici les dynamiques d'enrôlement qui ont du mal à se mettre en place, car les logiques de réseau ne répondent pas à des intérêts directs fortement perçus par les acteurs concernés, qui ne consentent en conséquent que peu d'effort au profit de sa mise en place et de son fonctionnement.

Les pouvoirs publics soutiennent, mais à la marge, les initiatives mises en place. En Amapá, le ministère de l'environnement était un long moment réfractaire à l'intégration d'une terre indigène dans la mosaïque. Peu de moyens sont mis à disposition pour le soutien du projet. Néanmoins, localement, l'ICM Bio (et notamment les gestionnaires du PNMT) se porte garant, aux côtés du Iepé, du portage institutionnel de cette Mosaïque. Cela lui permet de répondre à un besoin de légitimation et d'intégration locale du PNMT. En Guyane, la DEAL soutient l'initiative du CENG, mais ne s'estime pas légitime pour l'encourager activement. L'ONF et le PAG, affichent leur légitimité territoriale au travers du portage de logiques conjointes de développement et de préservation. Ils ont beaucoup de moyens, leur action s'étend sur de grands territoires, et ils sont directement connectés hiérarchiquement au niveau national. Leur participation à des réseaux externe leur apporte donc peu. L'émergence et l'action du réseau associatif des gestionnaires est donc peu encouragée par le manque d'implication de certains des acteurs environnementaux les plus puissants sur le territoire, combiné à une faible culture « associative » chez la majeure partie des acteurs impliqués (collectivités, organismes d'État…).

D'autres logiques de réseau moins institutionnalisés et liés aux relations interpersonnelles peuvent parfois être perçues comme plus pertinentes par les gestionnaires à l'échelle territoriale. C'est notamment le cas des réseaux associatifs naturalistes en Guyane.

Les réseaux étudiés sont néanmoins très récents et le temps long de leur mise en œuvre dans un contexte régional en évolution rapide peut leur conférer des rôles stratégiques plus affirmés.

Nous avons vu que l'articulation en réseau à l'échelle territoriale est particulièrement difficile. Notre zone d'étude présente en outre la spécificité d'être une frontière nationale entre la France et le Brésil, au travers de deux territoires emblématiques pour la préservation de la forêt amazonienne. La coopération bilatérale traite donc de façon récurrente du thème de l'environnement et des aires protégées. Nous allons voir maintenant comment les annonces de coopération se traduisent concrètement pour la gestion des espaces protégés.

2. Un réseau par delà la frontière ? Perspectives de coopération entre aires protégées frontalières.

La classification de Boggs (1940) définit quatre types de frontières : les frontières physiques, fondées sur des discontinuités naturelles ; les frontières géométriques, fixées selon des mesures astronomiques (méridiens, parallèles, …) ; les frontières anthropo-géographiques, délimitées d'après des critères culturels, ethniques, linguistiques, religieux, etc. ; et les frontières complexes, qui cumulent plusieurs des précédentes catégories.

La frontière entre la Guyane et le Brésil est à ce titre une frontière physique, basée sur la présence du fleuve, puis sur la ligne de partage des eaux entre le bassin de l'Amazone et ceux des fleuves guyanais.

Pour autant, le concept de « frontières naturelles », selon lequel des discontinuités naturelles (fleuves, montagnes…) s'imposeraient aux hommes, est dénoncé par Raffestin (1986).

> *« Pourtant, si l'on admet que la frontière, au même titre que n'importe quelle limite, est le produit d'une relation, il devient inévitable de rejeter la frontière naturelle car ce serait admettre a priori, donc avant toute action, que des discontinuités morphologiques ont valeur de frontière pour les hommes. En fait, la naturalisation de la frontière a été un instrument d'annexion et d'oppression […]. Ce sont les hommes qui créent les limites et les frontières par leur pratique et leur connaissance de l'espace, la « nature » ne crée que des accidents auxquels, éventuellement, le statut de frontière peut être conféré. Statut marqué par l'historicité et qui, par conséquent, peut être remis en cause. » (Raffestin, 1986, p.8)*

Ces constats sont particulièrement vrais dans le cas des frontières délimitées en suivant le cours des fleuves. Si cela simplifie considérablement la définition pratique de la limite, les fleuves ne sont pas des frontières naturelles, en cela qu'ils ne constituent pas le plus souvent des discontinuités écologiques ou même culturelles sur un territoire. Dans le cas de l'Oyapock on observe au contraire une parfaite continuité écologique entre les rives françaises et brésiliennes et où historiquement les peuples amérindiens circulaient d'une rive à l'autre. Il s'agit en effet d'un même bassin hydrographique, correspondant tant écologiquement que socialement à un lieu de convergence, bien plus que de divergence.

Les différences de politiques publiques et d'activités développées de chaque côté de cette frontière politique ont des conséquences écologiques différentes, comme nous l'avons montré dans

les chapitres précédents. Et les actions menées d'un côté de la frontière ont également parfois des répercussions importantes de l'autre côté.

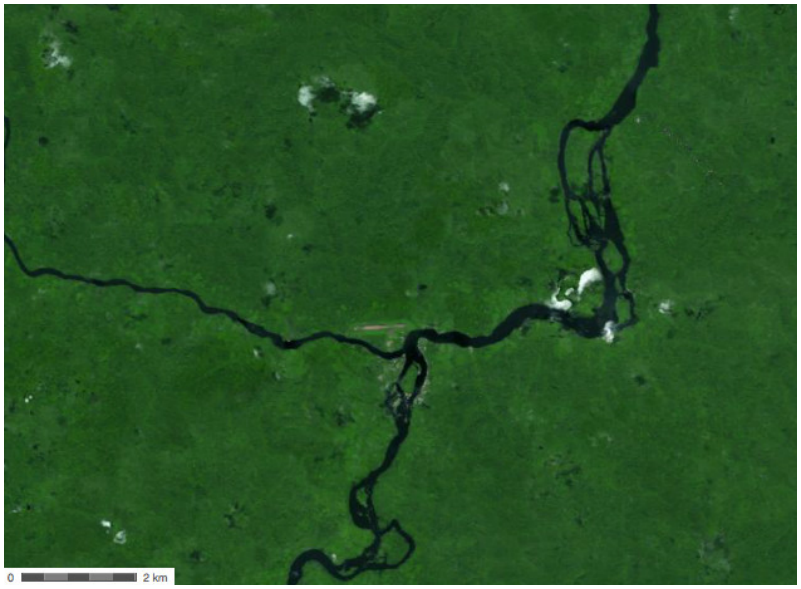


Figure 95 : Image aérienne de la frontière Guyane/Brésil (Moyen Oyapock, Camopi et Vila Brasil). *Source : Géoportail.*

Pour le moment, à l'échelle de la zone frontalière, ces différences restent encore peu marquées, et on a toujours une continuité écologique de qualité entre les deux territoires nationaux. Néanmoins, certaines différences dans les politiques publiques mises en œuvre peuvent rapidement avoir des conséquences : par exemple, la chasse commerciale est interdite au Brésil, mais autorisée et peu contrôlée en Guyane, ce qui peut avoir, à long terme, des conséquences sur la répartition des populations animales de part et d'autre de la frontière. Dans le cas de l'orpaillage illégalement réalisé en Guyane, seules les forces de l'ordre françaises se mobilisent actuellement pour contrôler le phénomène, bien que la majorité des acteurs impliqués soient des ressortissants brésiliens. La pollution des rivières guyanaises affluentes de l'Oyapock concernent pourtant également la rive brésilienne, puisque les eaux du fleuve sont partagées entre les deux pays et baignent indifféremment en aval les villes de Saint-Georges et d'Oiapoque.

Nous allons voir que la conservation des écosystèmes constitue l'un des axes des annonces de coopération bilatérale entre la France et le Brésil, ce qui est logique au regard de l'importante couverture en espaces protégés de chaque côté de la frontière. Néanmoins nous avons également souligné le fait que les contenus précis, les objectifs gestionnaires, n'étaient pas réellement symétriques de chaque côté de la frontière.

L'objectif est donc ici de clarifier les enjeux et les pratiques actuelles au regard de la coopération frontalière entre les espaces protégés que nous avons étudié.

2.1. Les annonces de coopération entre espaces protégés frontaliers

Les thématiques de coopération sont nécessairement abordées à diverses échelles : coopération bilatérale, coopération régionale et coopération locale ne recouvrent pas les mêmes enjeux ni les mêmes réalités (Boudoux d'Hautefeuille, 2010). Nous allons donc voir quelles sont les annonces de coopération bilatérale pour la gestion environnementale, puis comment elles se traduisent concrètement pour les gestionnaires des espaces protégés de Guyane et d'Amapá.

2.1.1. Des engagements bilatéraux

Des accords franco-brésilien de coopération existent depuis le début du siècle. A partir des années 2000, certains concernent spécifiquement la gestion environnementale.

1997 : Les présidents Chirac et Cardoso ont signé un accord cadre de coopération, qui n'abordait pas la question environnementale (Décret no 97-764 du 15 juillet 1997).

2004 : Le 16 Octobre 2004, à l'occasion du congrès des parcs naturels régionaux de France, a été signé un mémorandum d'accord entre les ministères de l'environnement français et brésiliens, qui prévoyait de façon assez générale de promouvoir les échanges d'expériences et de connaissances via une coopération technique entre administrations et institutions spécialisées ; de coopérer sur des projets environnementaux et de développement durable, selon les demandes et priorités politiques et environnementales des deux pays ; de coopérer sur des projets dans la région Guyane/ Amapá, et renforcer les actions de coopération régionale ; de lancer une discussion sur les possibilités de coopération triangulaire avec les autres pays d'Amérique du Sud.

2005 : Selon la synthèse réalisée dans le plan de gestion du Parc Montanhas do Tumucumaque, ces accords on été suivis de plusieurs réunions en 2005 qui ont identifié des pôles de coopération Parc naturel régional de Guyane – Parc National du Cabo Orange et Parc Amazonien de Guyane – Parc national Montanhas do Tumucumaque. Ces échanges n'ont pas réellement abouti à des actions concrètes sur la zone frontalière et ont cessé en 2006.

2008 : Suite à la rencontre des présidents Sarkozy et Lula da Silva en 2008, quatre accords techniques ont été rédigés : un protocole de coopération intergouvernemental pour le développement durable du biome amazonien, un protocole de coopération technique et scientifique pour la création du centre franco-brésilien de la biodiversité amazonienne, un partenariat stratégique entre les gouvernements, et un accord dans le domaine de la lutte contre l'orpaillage illégal.

Dans la déclaration faite par les présidents à cette occasion, la coopération entre les parcs nationaux forestiers est très nettement et précisément évoquée :

« Sont convenus de développer la coopération entre les administrations du Parc national amazonien de Guyane et du Parc national des montagnes du Tumucumaque des États de l'Amapá et du Pará avec pour objectifs de faciliter les échanges d'expériences et une meilleure coordination en matière de gestion, de surveillance et d'échanges des données et d'informations concernant ces aires protégées, créant ainsi une dynamique commune pour favoriser l'éco-tourisme dans une optique de développement durable, respectueux de la biodiversité et des populations. » (Déclaration conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Luiz Inacio Lula Da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, sur le plan d'action franco-brésilien, le 12 février 2008).

Mais ces accords n'ont donné lieu à aucune action concrète car jusqu'en 2013, ils n'ont pas été validés par le gouvernement brésilien, notamment en raison de blocages politiques, fortement portés par certains élus d'Amapá, au niveau fédéral, sur la question de la lutte contre l'orpaillage illégal en Guyane.

C'est en 2008 également qu'est signé un accord de coopération entre le parc national du Cabo Orange, et le parc naturel régional de Guyane, sur lequel nous reviendrons.

2010 : En application du mémorandum de 2004, et suite aux accords de 2008, une déclaration conjointe pour la coopération bilatérale concernant les aires protégées sur la zone frontière Amapá / Guyane est rédigée par les administrations concernées : la Direction de l'environnement et le Conseil régional en Guyane ; l'ICM Bio au Brésil. Jusqu'à aujourd'hui, la Région Guyane n'a pas ratifié cet accord, pour des raisons non clairement élucidées (com. Pers. DEAL).

2011-2013 : L'accord technique concernant la lutte contre l'orpaillage illégal, ratifié par la France en 2011 a finalement été ratifié également par le Brésil en décembre 2013, à l'occasion de la visite du Président Hollande au Brésil. Ces avancées récentes sont susceptibles de faire évoluer la situation.

Finalement, si des discussions et des engagements existent, concernant directement la gestion de l'environnement dans les aires protégées, il ressort également nettement que les engagements politiques sont difficilement traduits en documents écrits et signés, d'un côté comme de l'autre. Ces blocages récurrents sont par ailleurs le support et l'excuse tant en Guyane qu'en Amapá, à refuser d'avancer en retour, ou de renouer le dialogue.

Pour autant, la coopération transfrontalière est affichée comme l'un des axes d'action, parfois prioritaire, dans les documents de gestion de tous les parcs frontaliers concernés par ces accords.

2.1.2. Des engagements repris par les différents espaces protégés

Les parcs français et brésiliens se positionnent en conformité à ces annonces bilatérales en en font l'un des objectifs de leurs documents de gestion, décliné de façon plus ou moins précise selon les cas.

Le plan de gestion du parc national Montanhas do Tumucumaque annonce ainsi nettement la volonté, soutenue par le gouvernement brésilien, de transformer la gestion informelle existante entre le PNMT et le PAG en des interactions officialisées et institutionnalisées par des engagements bilatéraux.

> *« Les relations entre le PNMT et le PAG se font de façon informelle, et se limitent aux questions techniques. Cette interaction est vue de façon favorable par le gouvernement brésilien [...].Ainsi, un accord formel spécifique aux lignes d'action communes entre les deux espaces protégés en question pourrait constituer un objectif à atteindre à court terme. Par ailleurs, deux des quatre accords cités endossent déjà cette interaction et devraient avoir une influence directe sur les activités réalisées en partenariat entre le PAG et le PNMT dans le cadre de la lutte contre l'orpaillage et la mise en œuvre d'un programme de recherche scientifique dans le cadre du Centre franco-brésilien de la biodiversité amazonienne. »* (PNMT, 2009, p. 31)*

Le parc Amazonien de Guyane y répond dans sa charte, en élargissant le champ des coopérations à établir : la coopération doit se développer avec les autres espaces protégés de Guyane, avec le PNMT, mais également avec les espaces protégés de l'ensemble du plateau des Guyanes, voire de l'Amérique du Sud, pour des échanges d'expériences sur les modalités de *« gestion et l'exploitation durable des ressources naturelles et la mise en œuvre d'une gouvernance efficace et partagée.* »

> *« La coopération doit être développée avec [...] le Parc national des Tumucumaques et la mosaïque d'aires protégées de l'État d'Amapá, composée de parcs nationaux mais aussi de réserves biologiques, de terres autochtones et de réserves de développement durable. Le Parc national des Tumucumaque a un statut comparable à celui de la zone de cœur du Parc amazonien de Guyane. Celui des terres autochtones (ou terres indigènes) et des réserves de développement durable sont plus proches, quant à elles, du statut de la zone d'adhésion. » (PAG, 2012, p. 42)*

Les modalités de coopération principalement évoquées concernent les échanges d'expérience ; la mutualisation d'outils, de données, de moyens ; la mise en œuvre d'actions communes.

De façon concrète, « *la signature et la mise en œuvre de la convention de jumelage entre le Parc amazonien de Guyane et le Parc national des Tumucumaques* » est attendue, ainsi que « *des échanges d'expériences au sein du territoire guyanais et avec les pays voisins sur des champs couverts par la présente charte. » (ibid.)*

Le plan de gestion du parc national du Cabo Orange décrit les opérations de coopération en cours, dont une seule implique une aire protégée guyanaise : le parc naturel régional de Guyane, à partir de 2008. Il s'agit du programme de gestion intégrée de la zone estuarienne de l'Oyapock, qui comprend les lignes d'action suivantes : connaissance du milieu naturel et humain, éducation à l'environnement, politiques publiques, gestion de la faune et de la flore, communication, développement durable et écotourisme.

La mesure 43 (p. 98) de la charte du parc naturel régional de Guyane propose de favoriser la coopération transrégionale, mais les orientation restent très vagues et recouvrent tous les types de

coopération possibles, avec les autres parc nationaux, les autres aires protégées de Guyane, dans l'espace Caraïbe, et à l'international. Les actions concrètes développées avec le parc du Cabo Orange ne sont pas évoquées car la charte a été rédigée en 2006, bien qu'elle n'ait été validée qu'en 2012. Le projet est en revanche mentionné sur le site Internet de l'organisme.

Les documents de gestion des forêts publiques, ainsi que celui des Terres Indigènes de l'Oyapock, ne mentionnent pas d'objectifs spécifiques de coopération et d'insertion régionale. Pour autant, nous verrons qu'ils y sont peut-être plus impliqué que les dispositifs précédents.

En effet, nous allons voir qu'en dépit des effets d'annonces et de toutes les bonnes raisons qu'il y aurait à coopérer sur la zone frontalière, la mise en œuvre de cette coopération s'avère peu dynamique.

2.2. Une coopération qui peine à se mettre en place

Malgré les annonces officielles, la coopération effective entre les parcs reste très faible. Les explications trouvent leur source tant dans le cadrage institutionnel que dans les positionnements stratégiques respectifs des gestionnaires.

2.2.1. L'absence de cadrage institutionnel

Nous avons déjà largement traité de la question dans le paragraphe précédent. C'est l'une des premières raisons avancées par les gestionnaires des parcs nationaux (PAG et PNMT principalement) pour expliquer le retard pris dans la coopération. Quand les gestionnaires du PNMT nous questionnent sur les raisons de la non-signature de l'accord de coopération de 2010, le responsable du service patrimoine naturel et culturel du PAG explique les raisons de la non-avancée des accords de 2008 : « *On n'a pas de mauvais contacts, mais peu de coopération avec le PNMT il me semble. Il y a un projet de convention avec le parc des Tumucumaque qui est bloqué à Brasilia parce qu'il est tributaire aussi de la convention sur l'orpaillage illégal et comme il n'y a pas d'accord entre la France et le Brésil .. tout est bloqué, voilà.* » (Entretien PAG, 2012).

Il s'agit donc d'un jeu bloqué à plusieurs niveaux. Cela n'explique pas totalement le manque de coopération locale.

2.2.2. Des moyens disproportionnés

Dans les annonces de coopération faites, les rapprochements entre espaces protégés se font sur la base de la proximité territoriale, sur l'établissement de pôles de coopération. Cela peut se justifier effectivement du point de vue de la continuité des écosystèmes, mais ne prend pas en compte les discontinuités institutionnelles fortes entre les espaces protégés concernés. Cette dernière concerne notamment les moyens humains et financiers. S'il est possible de consacrer du temps de travail à la coopération pour une équipe de plusieurs dizaines de personnes (ce qui est le cas pour le PAG, mais également pour le Parc naturel régional de Guyane - PNRG), cela demande un investissement considérable pour des équipes comptant de 3 à 6 personnes (parcs nationaux brésiliens).

Pour le chef du PNMT, « *il y a des conditions trop inéquitables* » et la coopération demande trop de temps pour une si petite équipe (entretien PNMT, 2012). Le partenariat établi entre le PNCO et le Parc naturel régional de Guyane (PNRG, 2008) a, pour les mêmes raisons été rompu en 2012 par le PNCO, considérant que compte tenu de leurs moyens humains et financiers, il ne pouvait être équilibré, et ne leur apportait que peu au regard de leurs priorités.

Pour les mêmes raisons, les gestionnaires brésiliens ne prennent pas forcément le temps d'assister aux diverses réunions auxquelles ils peuvent être invités en Guyane française, qui impliquent des formalités administratives importantes (telle l'obtention d'un visa pour entrer en Guyane). Parallèlement, les gestionnaires français ne semblent pas nécessairement trouver utile de faire des déplacements à Macapá pour établir une discussion, cherchant à valoriser des occasions plus officielles :

> *« Frédéric (le directeur de PAG) pensait les rencontrer là-bas, et il s'est dit c'est l'occasion, on est à Rio + 20, je vais voir le parc des Tumucumaques, et en fait non. Parce qu'il expliquait qu'il n'avait pas les possibilités quoi, et peut-être s'il n'y a pas possibilité, c'est aussi qu'il ne mettent pas forcément les moyens derrière. » (Entretien directeur adjoint PAG, 2012).*

Face à l'échec des tentatives de coopération cadre, les gestionnaires (entretiens DEAL et Parc Amazonien en Guyane, PNMT et PNCO en Amapá) annoncent un recentrage de la coopération sur des actions plus techniques, plus concrètes, dont les résultats seraient plus tangibles.

2.2.3. Des divergences de conceptions de la gestion environnementale

Le parc national Montanhas du Tumucumaque et le Parc amazonien de Guyane ne partagent pas, nous l'avons vu, les mêmes orientations gestionnaires. Les zonages qui en découlent, et qui n'ont jamais fait l'objet de discussions transfrontalières ne sont pas concordants.

Pour la personne en charge du service patrimoines naturels et culturels du PAG, la discordance des zonages est effectivement une source de conflit inéluctable entre les deux aires

protégées : « *Il n'y a pas de cohérence. […] Nous à cet endroit c'est une Zone de droits d'usage collectifs et de l'autre côté c'est une réserve intégrale. Bon, ça ne va pas. Il faut une harmonie avec deux espaces protégés qui soient bien complémentaires, qui aillent dans le même sens*. » (Entretien Service Patrimoine naturel et culturel, PAG, 2012).

Ces divergences de visions traduisent par ailleurs des positionnements réciproques complexes des équipes gestionnaires. L'ouverture d'abattis amérindiens sur le PNMT est perçue comme une menace par les gestionnaires brésiliens qui réagissent par des opérations armées ponctuelles. Cela est perçu comme une injustice et devient source de craintes pour les populations du PAG. Inversement, le maintien de Vila Brasil dans le parc brésilien est un choix stratégique assumé de la part des gestionnaires brésiliens, d'autant plus justifié que l'installation et la croissance de Vila Brasil est directement reliée pour eux aux relations de commerce établies avec les Amérindiens bénéficiant des aides sociales françaises. Le village constitue néanmoins une menace pour le PAG compte-tenu de son rôle de base arrière de l'orpaillage illégal sur la rivière Camopi.

Finalement, compte tenu de la dynamique transfrontalière spécifique dans cette région, des jeux politiques propres à chaque région, et des logiques gestionnaires portées par les parcs, la mise en place d'une réelle coopération nécessitera plus que la simple ratification des accords bilatéraux officiels.

2.2.4. Des initiatives parallèles qui semblent fonctionner

En dehors des accords bilatéraux de coopération, des initiatives de coopération transfrontalière se développent de façon plus ciblée, impliquant d'autres acteurs que les Parcs étudiés dans la section précédente. On citera notamment les rencontres transfrontalières des populations amérindiennes du Plateau des Guyanes et la coopération technique forestière.

2.2.4.1. Rencontres transfrontalières des populations amérindiennes.

Il s'agit d'un projet de coopération porté par le Iepé, impliquant les populations amérindiennes et les organisations de soutien indigénistes du Surinam, de Guyane française, de l'Amapá et du Nord du Pará.

Réalisées annuellement depuis 2008, et portées dans la même ligne stratégique d'articulation régionale que la mosaïque d'aires protégées, l'objectif est de « *renforcer les liens entre les peuples indigènes de la région, pour qu'ils puissent connaître les réalités, identifier les problèmes socio-environnementaux communs et proposer des alternatives de développement durable dans la zone transfrontalière*. »[134]. Ces rencontres, sont effectivement des vecteurs d'échanges importants, qui

[134] Site Internet du Iepé, consulté le 23/01/2013 :http://www.institutoiepe.org.br/programas/articulacao-regional/

ont permis de mettre en évidence les disparités de reconnaissance des droits des populations amérindiennes par les différents pays concernés, et la maturité que cela leur confère au regard de la prise en charge politique des questions socio-environnementales. Les populations des Terres indigènes brésiliennes semblaient mieux percevoir la pertinence des ateliers de réflexion proposés, et plus habituées aux exercices demandés, ce qui peut s'expliquer, compte tenu de l'historique partagé avec les organisations socio-environnementale porteuse de ces logiques participatives. Si l'initiative peut être considérée comme un succès au regard du nombre de personnes rassemblées, provenant de régions reculées dans chacun des pays concernés, les marges de manœuvre du mouvement restent pour l'instant limitées, du fait que les populations sont avant tout insérées dans les contraintes spécifiques de leur contexte national.

Le Parc amazonien de Guyane - PAG, convié aux réunions à plusieurs reprises, n'y a que peu participé, ce qui montre que, malgré l'annonce de logiques participatives tournées vers le développement des populations, notamment amérindiennes, l'organisme du parc n'est pas intégré aux mouvements de lutte plus généraux de ces populations.

2.2.4.2.Coopération technique forestière

Dans le cadre de l'exploitation forestière, les gestionnaires forestiers guyanais sont amenés à discuter de façon très concrète avec les représentants des douanes brésiliennes, pour analyser les possibilités d'échanges commerciaux entre les deux pays.

Plusieurs projets de coopération technique forestière ont été développés ces dernières années, mais restent ponctuels, et liés à la présence des financements et à l'engagement des personnes les portant.

On citera principalement le projet Silmanet, mené dans les années 2000 et coordonné par l'ONF, qui visait à développer la coopération entre Guyane, Brésil (Amapá, Pará, Amazonas) et Surinam concernant la gestion durable des ressources naturelles. Suite aux réunions et visites de terrain il ressortait principalement que des opportunités de débouchés des filières extractivistes brésiliennes étaient possibles en Guyane, ainsi que la volonté de répliquer localement des expériences brésiliennes. Cela ne semble pas trouver suite à ce jour.

Un projet du WWF Guianas, mené au travers de la structuration de cette ONG en réseau international sur le Plateau des Guyanes, a également conduit à la mise en place vers 2010, de réunions techniques transfrontalières concernant les méthodes d'exploitation forestière à faible impact. Lors des réunions auxquelles nous avons assisté, les représentants brésiliens n'avaient pas pu se déplacer, mais des échanges avaient eu lieu, permettant de comparer les méthodes d'exploitation de chaque pays, et de montrer les avantages de certaines des méthodes développées par l'ONF. Le WWF Guyane a depuis recentré ses activités sur d'autres thématiques que celles de la gestion forestière, prise en charge par l'Interprobois et l'ONF (voir Chapitre 10).

Le turn-over important et la logique « projet » impliquent donc des initiatives répétées, parfois complémentaires, mais ne laissent pas voir de continuité dans les logiques d'échanges, ni de forme pérenne de coopération. Au vu des entretiens réalisés, ces projets successifs semblent laisser *a posteriori* peu de traces concrètes dans les pratiques des institutions qui y ont participé. En revanche, ils présentent dans tous les cas l'avantage d'ouvrir, au moins temporairement, les différents gestionnaires forestiers aux problématiques des pays voisins, même si l'on est loin ne serait-ce que d'envisager la possibilité de la mise en place de logiques conjointes d'aménagement pour la gestion forestière.

L'existence de fonds européens (Programme Opérationnel Amazonie) spécialement dédiés à la coopération entre la France et des pays tiers est le principal vecteur d'émergence des projets de coopération technique et de recherche. Il se heurte néanmoins fréquemment à la limite de « contrepartie » financière exigée des pays tiers. D'autres financements existent néanmoins.

Ainsi, le projet « REDD+ Plateau des Guyanes », financé par l'Agence française de développement et coordonné par l'ONF se met actuellement en place entre l'Amapá, le Surinam, le Guyana et la Guyane française, et vise à apporter un soutien technique au montage de projets REDD + dans la région. Une animation conséquente, l'embauche de chargés de mission dans chacun des pays concernés, les fonds mobilisés pour l'animation de réunions plusieurs fois par an permettent de donner une dynamique importante au projet, qui fédère les organismes publics de gestion forestière des différents pays. Les axes selon lesquels le projet se déroule sont clairement définis. Ces éléments constituent des atouts importants pour l'aboutissement du projet, qui permet en fait, via l'ONF international, de vendre l'expertise française en matière de REDD dans la région.

Il n'est pas possible de dire, à l'heure actuelle, quels seront les résultats concrets de ce projet en termes de gestion environnementale (mise en œuvre effective de projet REDD ?), mais il est pour le moins empreint d'un dynamisme supérieur à celui mis en œuvre pour la coopération annoncée entre les autres espaces protégés frontaliers, notamment lié à la mise à disposition de fonds importants.

Conclusion

Au-delà des annonces de coopération transfrontalière entre les espaces protégés, la mise en œuvre concrète de ces partenariats se heurte à un ensemble d'écueils divers. D'une part les accords bilatéraux formels peinent à se mettre en place, notamment sur la question sensible de l'orpaillage, ce qui limite les initiatives locales entre les parcs. Localement, des raisons très pratiques limitent également les échanges, comme les déséquilibres en termes de moyens humains et financiers qu'il est possible de consacrer à la coopération, accentués par la complexité des formalités de déplacement du Brésil vers la Guyane, la différence de langue et les différences de contextes institutionnels. Mais au delà de cela, des différences de vision stratégique de la gestion territoriale, liées, notamment dans le cadre du PAG et du PNMT, constituent des limites plus complexes à la question de la coopération. Enfin, tout comme dans le cas de la coopération entre gestionnaires d'une même région, les apports directs de cette coopération, au regard de l'énergie qu'elle demande, restent faibles, ou particulièrement complexes à aborder (lutte contre l'orpaillage illégal).

Finalement, les initiatives de coopérations qui fonctionnement le mieux sont des coopérations techniques, soutenues et financées par un acteur donné (selon les cas le Iepé, l'ONF international, les organismes de recherche). Les gestionnaires d'environnement de Guyane et d'Amapá, semblent s'orienter vers ce type de coopération, plutôt que de se baser sur la signature de documents officiels, relevant d'enjeux géopolitiques.

On remarque enfin que le succès des coopérations sont très liés au portage d'enjeux partagés entre les acteurs impliqués et réunissent donc naturellement les coalitions guyanaises et amapéennes articulées autour des mêmes doctrines gestionnaires. Lorsque ce n'est pas le cas, comme pour la coopération entre le PAG et le PNMT ou entre le PNCO et le PNRG, les tentatives de coopération ne trouvent que difficilement des supports concrets d'échanges, des projets communs.

Nous nous proposons enfin dans la dernière partie de ce chapitre de prendre plus de recul encore et d'observer dans une perspective territoriale comment les dispositifs que nous avons étudiés s'insèrent dans les politiques publiques plus globales. L'objectif est en fait d'évaluer l'efficacité de l'action publique pour la prise en charge de l'environnement sur l'ensemble du territoire.

3. La prise en compte de l'environnement à l'échelle du territoire

Au delà de la mise en place de réseaux d'aires protégées, de nombreux auteurs défendent le fait que protéger la biodiversité forestière au travers des espaces protégés est insuffisant. En effet, une grande part de la biodiversité est toujours principalement située en dehors de ces derniers.

> *« Même un réseau très étendu entièrement effectif et bien géré d'aires protégées ne permettra pas de protéger pleinement toutes les espèces (Azevedo-Ramos & al., 2006). Une grande partie de la biodiversité restera présente en dehors des AP, et nécessitera des mesures de gestion appropriées (Nasi & Frost, 2009). » Guéneau (2011, p. 326)*

Nous visons donc, dans cette dernière partie du chapitre, à avoir une approche évaluative plus large de la gestion environnementale, menée à l'échelle de la Guyane et de l'Amapá dans leur ensemble. Nous proposons donc une évaluation, au regard d'un référentiel environnemental, des politiques publiques mises en œuvre sur ces deux territoires, dont les différents types d'aires protégés que nous avons étudiés ne sont qu'une des composantes. Nous sortons donc du cadre d'analyse centré sur les dispositifs pour proposer une analyse de l'ensemble des politiques territoriales interagissant avec l'état des écosystèmes forestiers de Guyane et d'Amapá.

Pour cela, nous proposons de mobiliser la grille d'analyse construite par Guéneau (2011) sur le modèle de celle de Leroy (2014) que nous avons succinctement présentée au Chapitre 2. Pour mémoire, sa grille vise à évaluer l'efficacité environnementale des politiques forestières, au regard du problème de la déforestation et de la dégradation des forêts tropicales. Son travail a pour objectif d'établir un référentiel d'évaluation valable à l'échelle internationale mais la grille proposée n'a pas été testée concrètement dans le cadre de sa thèse. Nous allons donc voir ici, sur la base de notre analyse approfondie du cas Guyane/Amapá, dans quelle mesure ce référentiel nous permet de tirer des résultats intéressants pour la comparaison des modes de prise en charge de la protection des écosystèmes en forêt amazonienne peu dégradée.

Nous ne pouvions pas utiliser le référentiel de Guéneau pour analyser l'efficacité de chacun de nos dispositifs « aires protégées » individuellement puisque les critères normatifs qu'il propose se basent justement en partie sur la diversité et la complémentarité de ces dernières comme stratégie pour préserver l'environnement. En revanche, l'analyse détaillée que nous avons menée pour chaque dispositif sur la base de notre référentiel, uniquement basé sur les qualités désirables des écosystèmes, nous permettra de discuter les apports et les limites de ces dispositifs pour une stratégie de conservation pensée à l'échelle territoriale.

Après avoir rappelé les grandes lignes du référentiel proposé par Guéneau, nous examinerons donc successivement, en les discutant, comment les critères s'appliquent à la Guyane et l'Amapá, et quelles conclusions il est possible d'en tirer quant à la prise en charge globale des écosystèmes forestiers sur ces territoires.

3.1. Un référentiel d'évaluation des politiques publiques concernant les forêts tropicales

Le référentiel proposé par Guéneau est organisé autour de grandes logiques qui recoupent en partie celle de notre référentiel, et s'articulent en fait autour du concept de résilience :

(1) Ne pas détruire de grandes surfaces de forêt,

(2) Restaurer les forêts qui ont déjà été détruites

(3) Protéger activement les écosystèmes essentiels au maintien de la biodiversité

(4) Lorsque il est choisi d'exploiter les ressources forestières, le faire de façon à préserver la fonctionnalité des écosystèmes

Tableau 99 : Référentiel de S. Guéneau pour l'évaluation des politiques publiques forestières

Enjeu écologique	**Critères environnementaux**
Eviter la conversion à grande échelle des forêts naturelles	Réduire la perte d'habitats et de fonctions écologiques en prohibant la conversion définitive de larges surfaces de forêts naturelles. Limiter les coupes à des besoins locaux particuliers, sur des échelles réduites.
Reconstituer et restaurer le couvert forestier	Maintenir les fonctions écologiques, en particulier le stockage de carbone, en restaurant les massifs forestiers dégradés récemment et en compensant les pertes par des opérations de reboisement, et d'enrichissement. Eviter les reboisements sous la forme de plantations monoculturales.
Conserver les habitats tropicaux essentiels au maintien de la diversité biologique	Maintenir la composition, la structure, la fonction et le potentiel écologique de la diversité des populations de faune et de flore en mettant en réserve de 25 à 40 % des forêts tropicales humides naturelles, sur des surfaces relativement larges, y compris sur les sites les plus vulnérables et les plus irremplaçables où la pression est la plus forte.
Exploiter les ressources forestières en garantissant le maintien des ressources écologiques de la forêt.	Extraire une quantité restreinte d'arbres et d'autres produits forestiers non ligneux, sans que la végétation et la faune restante ne soit grandement perturbée. Favoriser la pleine récupération des fonctions écologiques des forêts perturbées. Limiter l'exploitation forestière afin d'éviter la surexploitation ou la réduction des habitats pouvant conduire à l'extinction des espèces. Favoriser les activités humaines qui maintiennent et entretiennent les fonctions écologiques des écosystèmes forestiers.

3.2. Application du référentiel proposé aux territoires de Guyane et en Amapá.

Nous nous proposons de reprendre ces critères pour analyser la situation environnementale à l'échelle des territoires de Guyane et d'Amapá.

Pour chacun d'entre eux, nous observerons la situation actuelle sur les territoires au regard de l'état de la forêt, nous analyserons les grandes lignes de la gestion effective et de la gestion intentionnelle, puis nous discuterons des limites de ces critères. Nous nous appuierons notamment sur les résultats des Chapitres 4 et 9 pour estimer les pressions sur les territoires.

3.2.1. Éviter la conversion à grande échelle des forêts naturelles

Ce critère implique d'éviter la mise en œuvre de politiques publiques favorisant les infrastructures ou les filières économiques basées sur des conversions forestières à grande échelle.

3.2.1.1.Etat actuel du couvert forestier

Nous avons vu que jusqu'à présent, la forêt naturelle de Guyane et d'Amapá était extrêmement bien préservée. En parallèle, nous avons vu que des suivis satellitaires permettaient de suivre assez précisément ces évolutions. Le Chapitre 9 a permis, au travers de l'étude des différentes filières présentes sur les territoires et de leurs impacts, de répondre quant à la prise en charge de cet enjeu écologique.

3.2.1.2.Gestion effective liée aux dynamiques de déforestation

La forêt constitue en Guyane comme en Amapá sur les espaces non protégés une réserve foncière dont la vocation finale est souvent la conversion, à vocation urbaine, agricole, minière ou de plantations forestières. Dans ce contexte, où de plus, on observe une très forte croissance démographique, la conversion forestière est soutenue selon des modèles productivistes d'exploitation. Les documents de planification de l'occupation du territoire sont principalement le Schéma d'aménagement régional en Guyane, en cours de validation, et les plans pluriannuels du gouvernement en Amapá.

Tableau 100 : Politiques planifiées impliquant la conversion de forêts à grande échelle

	Guyane	**Amapá**
Infrastructures prévues		
Barrages hydrauliques	1 second barrage à l'étude (localisation encore non définie) → mise en eau de superficie de forêt nécessairement importante.	2 nouveaux barrages en construction, y compris pour alimenter le sud du pays
Infrastructures routières	Amélioration des infrastructures actuelles ; Ouverture de la piste de Bélizon, vers Maripasoula → désenclavement du centre de la Guyane	Amélioration des infrastructures actuelles.
Infrastructures portuaires	Maintien et amélioration	Amplification de la zone portuaire pour développer le commerce.
Activités économiques soutenues en priorité		
Activités minières	Soutien à la filière sur l'ensemble des zones autorisées. Lutte contre les activités illégales. Eventuellement diversification des activités (terres rares). Activités pétrolières.	Soutien à la filière sur l'ensemble des zones autorisées.
Agriculture et élevage	Soutien à la filière. Mise en place de modalités simplifiées d'attribution foncière.	Soutien à la filière sur les zones autorisées. Régularisations en cours.
Urbanisme	Agrandissement du parc immobilier	Planification urbaine peu développée.

Les enjeux portés par la Guyane et l'Amapá, en dehors des espaces protégés ne tiennent pas actuellement à limiter la conversion des forêts naturelles qui sont au contraire considérées comme des espaces disponibles pour le développement. En revanche, sur des terres relevant en quasi totalité du domaine public, la lutte s'oriente contre la conversion illégale de la forêt, préjudiciable aux filières légales et au contrôle territorial étatique.

3.2.1.3.Gestion intentionnelle face à la déforestation

Au vu de la croissance démographique actuelle et des enjeux de développement portés en Guyane et en Amapá, personne ne se positionne contre la nécessité de développer la bande littorale, aux dépends de la superficie forestière. L'objectif porté n'est pas de limiter la déforestation dans l'absolu, mais de maîtriser le développement territorial en préservant ce qui mérite de l'être. Nous y reviendrons au 3.2.5. C'est donc principalement une logique de planification et de hiérarchisation des enjeux qui est portée par les acteurs préoccupés d'environnement.

Tableau 101 : Actions et politiques visant à contrôler la déforestation de grandes superficies de forêt

	Guyane	**Amapá**
Suivi des dynamiques de déforestation	ONF + DEAL : Suivi des changements d'occupation des sols sur la bande littorale ONF + DEAL + PAG : Suivi des impacts des activités minières PAG : Suivi des dynamiques agricoles dans le Sud de la Guyane	INPE (National) : Suivi de la déforestation en Amazonie Sema (Amapá) : Suivi de la déforestation en Amapá. ONG (national) : Contre-expertises. Prevfogo (National + Agence en Amapá) : Suivi des zones d'incendies en temps réel
Planification		
Aires protégées	Etat : mise en place d'espaces protégés interdisant la conversion forestière à grande échelle (DFP, Réserves, cœur du PAG)	Etat : mise en place d'espaces protégés interdisant la conversion forestière à grande échelle (Toutes les Unités de conservation du SNUC)
Zonage des activités	Etat (ONF / DEAL) : Projet REDOM de mise en exergue des enjeux environnementaux sur la zone littorale	Macro-zonage de l'Amapá
Prise en compte des impacts des infrastructures		
Analyser les impacts des projets en amont	Bureaux d'étude : Réalisation des études d'impact environnementaux Etat + société civile : Evaluation des EIE et enquêtes publiques	
Surveiller le respect des procédures environnementales	Maintien et amélioration	Amplification de la zone portuaire pour développer le commerce.
Prise en considération des impacts des activités économiques impliquant des déforestations importantes		
Activités minières	DEAL : Surveillance du respect des normes ONG, ONF, ex-DIREN, : définition d'un zonage clair des zone ouvertes à l'exploitation minière → publication du SDOM	IMAP : Attribution et contrôle des permis miniers.
Agriculture et élevage	État et société civile : Evaluation environnementale des Plans locaux d'urbanisme (PLU). ONF + DAAF (État) : régularisation du foncier.	Loi : Maintien obligatoire du couvert forestier sur 80 % des parcelles privées. IMAP : régularisation du foncier, pour un contrôle
Urbanisme		Peu de maîtrise de l'évolution de l'urbanisation.

Le principal outil mobilisé pour lutter contre la déforestation sur ces territoires est finalement l'aire protégée. En effet quel que soit leurs objectifs de gestion, la grande majorité des dispositifs aires protégées que nous avons étudié partagent un but commun, qui est de lutter contre la mise en place de déforestations à grande échelle (conversion à l'agriculture notamment). Ces dispositifs, impliquant les pouvoirs publics, sont une traduction politique forte de l'engagement de l'État contre la déforestation massive des territoires. Ils recouvrent dans les deux cas plus de 70 % du territoire.

Sur les espaces non couverts par des aires protégés, les principaux outils existants visent (i) à planifier l'occupation de l'espace et la répartition des activités, (ii) à anticiper et limiter les impacts des infrastructures impliquant des dégradations environnementales en amont de leur mise en place et (iii) à limiter les impacts des activité économiques impactantes au travers de la recherche de pratiques limitant les impacts.

Les documents de planification

En Amapá, le principal document de planification territoriale est le Macro-zonage écologico-économique (*Macrozoneamento ecologico economico)*. Ce document, obligatoire pour tous les États brésiliens n'est finalisé que dans le sud de l'Amapá. Financé sur des fonds du PPG7, le travail n'a pas pu être mené à bout pour l'intégralité de l'État. Il en existe en revanche un autre spécifiquement dédié à la zone côtière.

En Guyane, les documents de planification prenant explicitement en compte les contraintes environnementales sont nombreux et législativement articulés entre eux. On citera ainsi :

- Le schéma d'aménagement régional (SAR), rédigé par le Conseil régional, qui est un document d'orientation territoriale spécifique aux départements d'outre-mer. Il est en cours de révision et la nouvelle version est en cours de validation (2014).
- Les documents d'urbanisme des communes et des communautés de communes : Schémas de cohérence territoriale, plans locaux d'urbanisme ou cartes communales.
- Le schéma départemental d'orientation minière (SDOM), spécifiquement dédié au zonage des activités minières. Le SAR doit le prendre en compte.
- Les chartes des deux parcs (PAG et PNRG), qui doivent être conformes au SDOM et au SAR, et ne s'imposent pas, en Guyane, aux documents d'urbanisme des communes.

L'ensemble de ces documents d'aménagement du territoire font l'objet d'évaluations environnementales, menées au niveau régional ou national selon les cas. Des outils existent par ailleurs pour guider la prise en compte de l'environnement dans ces documents. Ces derniers sont principalement produits par la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL), en charge des question d'environnement à l'échelle de la région. On citera ainsi par exemple les Zones naturelles d'intérêt écologique floristique et faunistique (ZNIEFF), qui sont des

zones sélectionnées sur le territoire au regard de leur importance écologique, du point de vue des habitats, ou des espèces qu'elles abritent. Elle n'ont pas intrinsèquement de valeur réglementaire, et constituent principalement une reconnaissance de cette importance, fondée sur des inventaires naturalistes. Elles doivent en revanche être, si possible, considérées lors de la réalisation des divers documents d'aménagement. On peut citer également le projet REDOM, mené en partenariat entre la DEAL et l'ONF, qui vise à identifier, sur la zone littorale, la plus soumise à la pression d'urbanisation, les zones particulièrement importantes à protéger.

> *« En Guyane, l'étude se limite, au moins dans un premier temps, à la bande côtière qui est le territoire où se concentrent à la fois plus de 95% de la population guyanaise mais aussi des milieux naturels spécifiques et diversifiés. Cette situation peut aboutir rapidement à des conflits d'intérêt entre une demande de foncier importante et en forte croissance et une diversité d'habitats et d'espèces nécessitant une stratégie de conservation.*
>
> *Le but de l'étude REDOM est d'identifier un réseau écologique cohérent et représentatif d'espaces remarquables et d'optimiser la contribution des forêts publiques à la préservation de la biodiversité globale de l'Outre-mer. Le premier objectif est d'évaluer la représentativité des habitats et des espèces dans les espaces déjà protégés puis sur la base de cette évaluation, de compléter les manques éventuels. »*

Ce projet se veut un soutien à l'aménagement du territoire, et le rapport ne propose pas de zonage final, qui doit être discuté et négocié avec les collectivités et les services de l'État concernés.

La Guyane est donc à ce jour plus outillée que l'Amapá en termes de planification territoriale. Néanmoins, la planification est confrontée aux dynamiques locales réelles d'installation et d'aménagement, qui, souvent rapides et spontanées, sont difficiles à contrôler et à canaliser dans le cadre des orientations planifiées. D'autre part, les outils développés ne sont pas toujours mobilisés dans les choix politiques : ainsi, les séries écologiques de l'ONF, définies selon une méthodologie scientifique permettant de caractériser les habitats de Guyane, n'ont pas été retenues comme zones à protéger en priorité de la destruction des écosystèmes liée aux activités minières.

En Amapá, malgré un travail de planification plus restreint, presque toutes les terres, majoritairement publiques, ont aujourd'hui une vocation définie, reconnue par l'ensemble des administrations fédérées et fédérales. Comme en Guyane, les zones urbanisées se développent de façon spontanée et peu contrôlée, ce qui ne permet aucune anticipation environnementale. La législation concernant l'ouverture de zones agricoles est en revanche plus stricte d'un point de vue environnemental au Brésil qu'en Guyane : toute propriété privée doit conserver un couvert forestier sur 80 % de la superficie (en Amazonie). Cette règle n'a historiquement été que peu respectée, mais dans un contexte de régularisation accrue du foncier et de constitution progressive d'un cadastre, elle a, en Amapá, un rôle primordial à jouer pour limiter les déforestations massives.

Dans les cas où il est néanmoins décidé de mettre en place des projets à fort impact environnemental, des études d'impact sont exigées de la part du porteur de projet, public ou privé.

Les études d'impact : Anticiper et limiter les dégradations environnementales

L'étude d'impact environnemental est une procédure visant à permettre la meilleure prise en compte possible des impacts que la réalisation d'un projet va engendrer sur le milieu. L'objectif de ce rapport est principalement d'aider le concepteur à améliorer la qualité environnementale du projet, de donner des éléments à l'administration pour l'évaluer et de contribuer à l'information et à la participation du public [Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable, 2010].

Le document issu de l'étude d'impact comporte généralement : 1) l'analyse de l'état initial du site et de son environnement, 2) l'analyse des effets sur l'environnement, 3) les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue des préoccupations d'environnement, parmi les partis engagés, le projet présenté a été retenu, 4) les mesures envisagées par le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire pour supprimer, réduire et si possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes.

En France, elles sont obligatoires depuis 1976 pour la construction des « ouvrages qui par l'importance de leurs dimensions ou leurs incidences sur le milieu naturel, peuvent porter atteinte à ce dernier » (Loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature). Elles sont définies au Brésil dans la constitution de 1988 (article 225). Selon l'échelle d'implantation du projet, elles sont, au Brésil, évaluées par l'IBAMA (fédéral), l'IMAP (fédéré) ou les services communaux. En France, elles sont nécessairement traitées par les institutions de l'État central.

En Guyane, nous avons montré au travers de divers travaux (Nicolle & Boudoux d'Hautefeuille, 2014, Bens 2011, Nicolle 2010) que les études d'impact présentaient des limites importantes, liées (i) à la capacité à produire des relevés environnementaux pertinents pour anticiper les impacts, dans un milieu tropical humide particulièrement complexe et peu connu, (ii) à la pertinence des mesures d'atténuation ou de compensation des impacts proposées, (iii) à la mise en œuvre de ces dernières, (iv) et à l'absence de suivis ex-post des impacts réellement observés, empêchant d'avoir un réel apprentissage et une amélioration continue pour la limitation des impacts environnementaux. Un processus d'amélioration de ces procédures s'est mis en place ces dernières années sous l'impulsion de la DEAL, aboutissant en 2013 à la publication d'un guide de bonnes pratiques pour la réalisation des études d'impacts en Guyane.

Par ailleurs, les procédures d'enquête publique ne sont pas encore vraiment des lieux de discussion, et on constate une très faible participation de la société civile, en lien, d'une part à l'intérêt limité des population sur les questions traitées, à une méconnaissance des procédures et de leur intérêt, à des méthodes de consultation peu adaptées à une société multiculturelle, où l'écrit (voire même la langue française) n'est pas maîtrisé par une grande partie de la population.

En Amapá, au vu des entretiens réalisés à l'IBAMA (Macapa, 2011), on retrouve globalement les mêmes écueils. Néanmoins, les études d'impact environnemental prennent également en compte les impacts sociaux des projets et les mesures de compensation concernent ainsi à la fois les écosystèmes et les populations impactées par les projets. A ce titre, les populations indigènes du bas-Oyapock ont été proactives pour obtenir des compensations face au revêtement prévu de la BR-156 (les villages actuellement en bord de route sont reculés à l'intérieur de la forêt), et ont obtenu gain de cause. Peu de mesures environnementales sont en revanche mises en place.

L'étude d'impact des forages pétroliers situés au large des côtes de l'Amapá (qui présentent des risques environnementaux et sociaux très importants pour les écosystèmes et les populations des côtes d'Amapá), ne présente presque pas ces derniers, et n'a fait l'objet que d'une publicité minimale en Amapá, suivie d'aucune réelle mobilisation sociale.

L'échelle de prise en compte des impacts est également souvent sous-estimée, avec une focalisation sur les impacts directs, et une sous-estimation des impacts indirects, à plus long terme, des ouvrages construits. C'est notamment le cas de l'étude d'impact réalisée, uniquement par une entreprise brésilienne, avant la construction du pont sur l'Oyapock, qui se focalise sur les impacts directs et à court terme de ce pont (Sutrofor, 2014).

Ces derniers exemples soulignent le fait que, pour que les études d'impact ne soient plus de simples procédures administratives, elles doivent non seulement gagner en qualité vis-à-vis de leur contenu, constituer des documents de base pour une évaluation à long terme des impacts, et surtout être réellement valorisées par des acteurs porteurs d'enjeux environnementaux et sociaux.

En Guyane et en Amapá ce sont aujourd'hui les aires protégées qui confèrent la plus forte protection législative contre une déforestation de grande ampleur. Elles assurent une protection d'une très grande partie du territoire. Au Brésil, l'obligation de maintien de 80 % du couvert forestier sur toutes les parcelles est une protection supplémentaire très importante, bien que difficile à contrôler dans un contexte où le cadastre n'est pas encore complet.

En Guyane comme en Amapá, on a peu d'opposition aux logiques de développement en dehors des aires protégées, impliquant nécessairement des conversions de la forêt vers d'autres usages du sol. Les ONG brésiliennes très actives dans la lutte contre la déforestation n'agissent pas prioritairement en Amapá sur ces questions. La mobilisation sociale face à la réalisation de grandes infrastructures (barrages hydrauliques…) est faible. Les acteurs porteurs de ces questions sont très peu nombreux en Guyane (GNE et WWF). Cela limite l'efficacité environnementale de procédures telles que les études d'impacts et les enquêtes publiques associées.

En Amapá comme en Guyane, l'État est donc aujourd'hui le principal acteur de l'aménagement du territoire et des arbitrages entre maintien ou destruction du couvert forestier : il est à la fois porteur des logiques de développement économique, garant du respect des règles visant à limiter la déforestation et développeur d'outils techniques visant à orienter les décisions de planification territoriale.

3.2.2.Reconstituer et restaurer le couvert forestier.

Ce second principe est primordial car les sols amazoniens se dégradent très rapidement. En effet, au regard de leur grande pauvreté minérale et des conditions climatiques amazoniennes, le retrait du couvert forestier conduit à des dynamiques d'érosion et de lessivage des sols, ne permettant plus ni leur valorisation à des fins agricoles, ni leur recolonisation naturelle par la végétation forestière. Cela constitue un grave problème dans les zones sud de l'Amazonie brésilienne.

Heureusement, ce sont des cas encore peu fréquents pour les forêts de Guyane et d'Amapá. Les principaux cas rencontrés sont les sites miniers et les carrières, pour lesquels se développent par ailleurs des méthodes de réhabilitation des cours d'eau et de facilitation de la recolonisation forestière (mesures rendues obligatoires par la loi dans le cadre des sites miniers légaux français et brésiliens).

Les connaissances concernant les modes de restauration écologiques des sols dégradés sont extrêmement lacunaires. En Guyane, les tentatives historiques de plantations artificielles d'espèces locales se sont globalement soldées par des échecs. Les premières tentatives de revégétalisation des sites miniers étaient réalisées avec de l'*Acacia Mangium*, réputé pour être une espèce invasive. Une expertise portée par quelques bureaux d'étude locaux commence juste à se construire sur ces thématiques.

Au Brésil, la question émerge comme l'une des urgences environnementales, et des manuels, issus des recherches scientifiques existantes (TNC, 2013) ont été publiés. Dans tous les cas, les méthodes mises en œuvre sont particulièrement coûteuses. En outre, au delà de la reconstitution d'un couvert forestier, F. Hallé (2013) met brillamment en images la complexité de la reconstitution d'un écosystème forestier tropical fonctionnel, et le temps que cela implique (plus de 700 ans pour retrouver une forêt « primaire »).

Dans le cas de la Guyane et de l'Amapá, ces arguments nous renvoient donc au premier critère de la grille du référentiel, et soulignent l'importance de limiter au maximum les déforestations de grande ampleur.

3.2.3. Conserver les habitats forestiers essentiels au maintien de la diversité biologique.

Ce point fait l'objet d'une grande discussion dans la thèse de Stéphane Guéneau, car il n'y a pas de consensus sur les critères scientifiques à utiliser pour définir la proportion d'espaces strictement protégés nécessaires à la conservation des écosystèmes. Les conclusions principales sont qu'il est nécessaire d'avoir un réseau d'espaces protégés, et qu'un objectif quantitatif en termes de superficie à atteindre est nécessaire. Au vu des différentes études et controverses, la

proportion minimale à protéger devrait varier entre 25 et 40 % du territoire selon les zones, concernant y compris des zones sous forte pression, importantes écologiquement.

3.2.3.1.Etat actuel de couverture en espaces strictement protégés

En Amapá, 33 % du territoire est concerné par des « unités de protection intégrale », que nous avons considérées dans cette étude comme des « espaces protégés strictement ». On se situe donc bien dans la fourchette proposée. Le Parc national Montanhas do Tumucumaque joue pour beaucoup dans l'atteinte de cet objectif. En Guyane, nous avons pris en compte les réserves naturelles, les arrêtés de protection de biotope, et les terrains du conservatoire littoral. Les séries écologiques de l'ONF ne sont pas comptabilisées car elles ne sont pas opposables à la réalisation d'exploitations minières et sont plus considérées comme des zones indicatrices de haute biodiversité que comme des zones protégées réglementairement (SDOM 2011). Le cœur du PAG n'est pas considéré comme un espace protégé strictement (même si c'est presque le cas aujourd'hui compte tenu des faibles densités de populations). Finalement, d'un point de vue réglementaire, seuls 5 % du territoire sont strictement protégés, ce qui ne correspond pas aux minimas définis par les études. La dynamique actuelle de création de réserves biologiques intégrales dans le domaine forestier permanent peut contribuer à consolider les actuelles séries d'intérêt écologique et à atteindre ce seuil.

En Guyane, le choix a été fait dans le cœur du parc national de laisser des autorisations étendues aux populations traditionnelles et aux résidents du parc pour l'utilisation, non commerciale, des ressources naturelles. Néanmoins, au vu des pratiques actuelles de chasse (fusil…) et des moyens facilitant également les pratiques agricoles (tronçonneuse pour l'ouverture des abattis), des suivis précis des pratiques et de leurs impacts sont mises en œuvre.

En Guyane comme en Amapá, une grande partie du territoire est aujourd'hui protégée par les faibles densités de populations et la difficulté d'accès aux territoires. Néanmoins, du point de vue réglementaire, seul l'Amapá répond aux critères scientifiques de préservation stricte de très grands espaces forestiers. En Guyane, malgré le fait qu'une grande majorité du territoire bénéficie d'une forme de protection environnementale, très peu d'espaces sont réellement strictement protégés. Il n'y a plus aujourd'hui d'acteur qui porte cette exigence, ni localement, ni nationalement. Dans le contexte actuel, elle ne serait d'ailleurs pas acceptée politiquement.

3.2.3.2.Limites de l'indicateur

Nous avons vu au chapitre 10 que la mise en protection stricte ne suffisait pas à effectivement protéger les écosystèmes, dès lors que les pressions économiques sur le territoire étaient trop fortes (faiblesse des moyens humains, forte structuration des filières illégales). Ainsi si d'un point de vue politique, l'annonce de la création d'une aire strictement protégée est effectivement un engagement fort en faveur de la protection de l'environnement, il faut un minimum d'investissements humains et financiers pour permettre leur mise en œuvre (a minima défendre les intérêts environnementaux portés par ces espaces dans les arbitrages publics).

Dans le cas de la Guyane et de l'Amapá, nous avons vu dans les chapitres précédents que, bien qu'ils aient des moyens humains très limités, ces espaces protégés sont loin d'être des « *parcs de papier* », et que leur présence a des conséquences sur les systèmes d'acteurs multi-échelles impliqués sur ces territoires. Ils jouent notamment un rôle primordial dans l'aménagement du territoire, en limitant le développement d'activités légales impactantes sur des espaces d'importance écologique particulière. Les gestionnaires jouent également un rôle important dans le portage des questions environnementales à l'extérieur de ces espaces protégés, notamment au travers des instances de consultation mises en place.

D'autres écosystèmes que les écosystèmes de forêt dense sont en revanche très peu protégés au regard des enjeux écologiques qu'ils présentent. Les savanes arborées sont, tant en Guyane qu'en Amapá, actuellement considérées comme les moins protégées, et les plus vulnérables à une conversion agricole ou urbaine. Les zones marines sont également très peu protégées en Guyane. Pourtant, les ressources halieutiques sont en fort déclin sur la côte Atlantique sud-américaine, et les côtes de Guyane et d'Amapá sont aujourd'hui, comme pour la forêt, parmi les zones où les ressources sont les mieux préservées. En revanche, les efforts de préservation proactive y sont beaucoup moins avancés que pour la forêt. La non-inclusion de ces écosystèmes dans notre évaluation des actions de conservation mises en place est l'une des principales limites de notre travail.

3.2.4. Exploiter les ressources forestières en garantissant le maintien des ressources écologiques de la forêt.

Nous avons également mobilisé ce critère de maintien de la fonctionnalité des écosystème dans la grille d'analyse que nous avons utilisée pour comparer les différents dispositifs « aires protégées ». La logique consiste ici à dire que si des activités productives doivent se dérouler en forêt, il importe qu'elles impactent au minimum les écosystèmes et leur permettent de conserver leurs fonctionnalités sur le long terme. Ces activités d'exploitation forestière peuvent concerner les produits ligneux (exploitation forestière), non ligneux, la chasse, ou encore des pratiques d'agriculture itinérantes traditionnelles.

Il n'y a actuellement pas de consensus sur les bonnes pratiques écologiques à mettre en œuvre permettant de limiter au maximum les impacts (Guéneau 2011). Nous avons vu néanmoins que ces logiques étaient portées par une grande partie des espaces protégés mis en place en Guyane et en Amapá.

Ces espaces représentent 37 % du territoire d'Amapá, et plus de 65 % du territoire guyanais. Ils recouvrent néanmoins nous l'avons vu des conceptions très différentes de ce que sont les « bonnes pratiques » qui permettent de préserver l'environnement et des acteurs susceptibles de les

mettre en œuvre. Le Tableau 102 synthétise les principaux outils d'exploitation durable des ressources.

On voit finalement que, en Guyane comme en Amapá, la mise en place d'espaces protégés destinés à l'exploitation commerciale durable incite à la définition et à la précision de critères et de règles de gestion durable des ressources. C'est moins vrai dans les espaces destinés aux populations traditionnelles, où les pratiques sont moins encadrées. Des programmes de suivi des pratiques impliquant les populations (portés par des ONG en Amapá et par l'État en Guyane) y sont néanmoins mis en place. Des différences importantes différentient entre Guyane et Amapá. En Guyane, l'exploitation forestière est fortement encadrée par l'État, au travers de l'ONF, qui se porte garant de la durabilité de l'exploitation au travers de la planification de cette dernière, et supporte les entreprises pour la mise en œuvre de bonnes pratiques (exploitation à faible impact). En Amapá, les entreprises doivent planifier elles-mêmes l'exploitation au sein des concessions, ce qui nécessite de fortes capacité de contrôle des pratiques de la part des services d'État de contrôle (IMAP).

Concernant l'exploitation des produits forestiers non-ligneux, l'absence de filière légale en Amapá, et les compétences limitées de l'ONF en la matière, n'ont pas incité au développement de règles d'exploitation précises. L'Amapá mise au contraire en partie son développement local sur la valorisation de ces filières (Noix du Pará et palmier pinot (*Acaï*) principalement) qui sont par conséquent encadrées par la loi, et bénéficient des résultats scientifiques des Instituts de recherche (dont notamment l'Embrapa) pour la définition d'itinéraires techniques durables. Cela concerne principalement les communautés liées à un espace protégé donné (RESEX, RDS, FLONA, ou TI), mais peut également concerner les populations rurales vivant en dehors des espaces protégés (notamment dans les *assentamentos*).

Tableau 102 : Outils de gestion durable des ressources

	Guyane	Amapá
Exploitation forestière commerciale	<u>En forêt aménagée : ONF</u> - planification spatiale et temporelle de l'exploitation - exclusion des zones fragiles - exploitation à faible impact - certification PEFC Règles de gestion en construction pour exploitation durable de la biomasse forestière <u>Hors forêt aménagée, sur le littoral :</u> Exploitation forestière préalable à la conversion agricole, règles fixées dans le contrat de vente du bois, peu de contraintes environnementales. Exploitation de biomasse en provenance de la conversion agricole.	<u>Dans les forêts publiques :</u> Planification spatiale et temporelle de l'attribution de concessions – IMAP ou ICM Bio Plan de gestion des forêts exploitées - Entreprises Exploitation à faible impact – (Entreprises + IMAP) <u>Dans les forêts privées :</u> Plan de gestion de la forêt - Entreprise Autorisation environnementale délivrée par l'État – IMAP / IBAMA
Exploitation des produits forestiers non ligneux	Pas actuellement de filière légale d'exploitation des produits forestiers non ligneux (sauf artisanat). Pas de suivi des ressources (à l'exception de l'Arouman dans le PAG).	<u>Dans les forêts publiques :</u> Planification spatiale et temporelle de l'attribution de concessions – IEF ou ICM Bio Plan de gestion des forêts exploitées – Entreprise ou communauté. <u>Dans les RESEX et RDS</u> : populations + ICMBio Plan de gestion de l'aire protégée, basé sur les pratiques traditionnelles des populations. <u>Dans les terres indigènes :</u> Pas de règles spécifiques - Populations Soutien de l'Embrapa et de l'IEF pour la mise en place de filières commerciales durables (Fruits de palmier). <u>En dehors :</u> Normalement plan de gestion également ; peu de contrôle de la cueillette.
Chasse et pêche	Partie « chasse » du code de l'environnement non applicable. Uniquement arrêtés interdisant de chasser certaines espèces et d'en vendre d'autres. ONCFS/ ONF / Police Droit de la pêche non appliqué. Programmes de suivis à l'échelle du territoire. <u>Dans le PAG</u> : Suivis des pratiques de chasse (PAG /CNRS).	Chasse et pêche commerciales interdites. Uniquement toléré pour la subsistance. Réglementation non applicable dans les terres indigènes. <u>Terre Indigène Wayampi</u> : Programme de suivi des pratiques de chasse (Iepé)

La chasse est en revanche totalement interdite pour la commercialisation au Brésil. Les seules actions menées sont donc des verbalisations, qui sont difficiles à réaliser, au vu de l'immensité du territoire. En Guyane, la mise en place de règles et de procédures permettant d'avoir a minima un recensement des chasseurs et un suivi des espèces chassées est en cours, mais se heurte à des blocages récurrents de la part des chasseurs du littoral depuis près d'une dizaine d'années. Les conditions ne sont donc pas aujourd'hui réunies pour permettre une gestion durable et contrôlée des populations animales. La mise en place de ces règles pose en outre, comme en Amapá, la question de leur application : à l'heure actuelle, les effectifs de l'ONCFS (Office national de la chasse et de la faune sauvage) sont tellement restreints en Guyane qu'il est impossible pour les agents de contrôler les pratiques sur le territoire.

Finalement, on voit que la mise en place de pratiques durables d'exploitation des ressources forestière se fait principalement autour de la mise en place d'espaces protégés annonçant ces pratiques comme l'un de leurs objectifs principaux. La contrepartie est qu'en dehors de ces espaces, les règles appliquées sont souvent moins cadrées, les pratiques moins contrôlées. Les espaces protégés sont ainsi des supports à la définition de modes de développement économiques alternatifs durables du territoire.

Le type de ressources exploitées à des fins commerciales est beaucoup plus diversifié en Amapá qu'en Guyane, avec notamment la valorisation des ressources forestières non-ligneuses. L'organisation de ces filières se fait principalement dans les aires protégées, avec le soutien d'ONG. La logique de gestion forestière communautaire se développe également plus en Amapá qu'en Guyane (FLONA, FLOTA).

En Guyane, la filière biomasse semble en revanche émerger, mobilisant notamment les déchets de l'exploitation forestière, mais les conditions de durabilité des pratiques à mettre en œuvre ne sont pas encore clairement établies, ni d'ailleurs les conséquences qu'elles peuvent avoir sur la logique plus générale de l'aménagement durable de la forêt, dont les critères ont été définis uniquement sur la base de réflexion concernant l'exploitation forestière de bois d'œuvre.

Le positionnement vis-à-vis des ressources faunistiques est très différent : en Guyane, une logique de gestion durable des population animales est recherchée, mais les outils législatifs et les ressources humaines sont beaucoup trop faibles pour escompter pour le moment un contrôle de la durabilité des pratiques ; au Brésil, toute commercialisation est strictement interdite, mais les contrôles sont également peu efficaces.

3.2.5.Conclusion

Le référentiel mobilisé ici nous permet finalement de montrer que les stratégies de gestion environnementale plus globales mises en place en Guyane et en Amapá sont finalement assez différentes tant au regard des types d'activités qui sont priorisés que des partenaires mobilisés pour le faire. Après avoir synthétisé ces différences de stratégies politiques territoriales, nous reviendrons sur les limites du référentiel proposé par Guéneau pour notre analyse.

3.2.5.1.Politiques de gestion environnementale en Guyane et en Amapá.

Le Tableau 103 synthétise les principaux résultats des paragraphes précédents.

Tableau 103 : Synthèse comparative Amapá / Guyane

Critère	Guyane	Amapá
Limiter la déforestation de grandes superficies de forêt	✔ Principalement au travers de la mise en place d'espaces protégés. + logique de planification et de hiérarchisation des enjeux. MAIS : enjeux de développement forts (urbanisation, énergie, routes…)	✔ Principalement au travers de la mise en place d'espaces protégés. + politiques de contrôle de la déforestation agricole (suivis satellites, règle des 80 %) MAIS : enjeux de développement forts (urbanisation, énergie, industries…)
Restaurer les espaces dégradés	~ Problématique peu rencontrée pour le moment, concerne principalement les anciens chantiers d'orpaillage. MAIS : connaissances techniques encore limitées et coûts élevés de la restauration !	
Protéger strictement 25 à 40 % du territoire.	✖ Faible superficie strictement protégée du point de vue réglementaire	✔ Plus de 25 % de la superficie strictement protégée
Mettre en œuvre des pratiques durable.	✔ Principalement au travers de : - la gestion forestière durable sur le DFP - les pratiques traditionnelles des populations en Zone cœur du PAG - les engagements volontaires des communes de la zone d'adhésion du PAG et du PNRG MAIS : Peu d'outils pour la gestion durable de la faune.	✔ Principalement au travers de : - la gestion forestière durable sur le FLOTA et la FLONA - La gestion forestière communautaire (FLOTA, FLONA et des expériences pilotes) - L'exploitation et la commercialisation de ressources forestières non ligneuses (RESEX, RDS, FLOTA, FLONA, TI) - les pratiques traditionnelles des populations dans les TI

Dans les deux cas, les aires protégées jouent un rôle primordial dans les politiques publiques visant à limiter la déforestation à grande échelle. Au Brésil, la principale mesure complémentaire consiste à limiter de façon très importante la déforestation dans les propriétés privées. En France métropolitaine, le code forestier est très strict concernant les défrichements, qui sont interdits dans la majeure partie des cas. Néanmoins, il ne s'applique pas sur la bande littorale de la Guyane, où la forêt a vocation à être convertie à d'autres utilisations. Ce sont les plans d'urbanisme des communes qui définissent les zones de conversion agricole.

Au delà de la lutte contre la déforestation, les principales différences tiennent finalement aux types de politiques mises en œuvre au travers de ces espaces protégés. En effet, en Amapá, l'État

fédéral est porteur de la protection stricte du territoire, pour une part importante de ce dernier ; en parallèle, le gouvernement d'Amapá affiche, depuis les années 2000 avec le gouvernement Capiberibe, un soutien aux activités économiques basées sur les ressources forestières. Le gouvernement actuel de l'État d'Amapá porte conjointement des enjeux de développement économique industriel et commercial à grande échelle (y compris dans les aires protégées, au travers de la mise en place de concessions forestières favorables aux grandes entreprises, du soutien à l'exploitation minière, du développement du port de commerce de Santana…), et des enjeux de développement local basé sur des logiques de gestion et de valorisation communautaires des ressources forestières ligneuses et non ligneuses (RESEX, RDS, FLOTA, FLONA, Terres indigènes). Le type de produits exploités est ainsi assez diversifié. Cela se réalise au travers de partenariats nombreux entre les gestionnaires publics (ICM Bio, IEF, Sema) et d'autres types d'acteurs (Privés, communautés, ONG, organismes de coopération), en mobilisant une part importante de fonds internationaux. Le rôle des ONG comme partenaires est primordial pour la gestion des espaces protégés stricts et de développement durable. Elles interviennent comme financeurs, ou soutien direct (expertise) à la mise en place de la gestion dans presque tous les espaces protégés (par exemple, WWF pour les parcs nationaux, CI et Walmart pour la FLONA, CI pour la FLOTA, TNC et le Iepé pour les terres indigènes…). Ces partenariats permettent d'allier des ressources stratégiques différentes : ressources réglementaires et compétences gestionnaires pour les instituts publics, expertise (suivant les cas en biologie, foresterie, méthodes participatives), lobbying, capacité à trouver des financements complémentaires pour les ONG. Le risque tient en revanche au fait que la logique de partenariat est intimement liée à une logique de projets, hautement dépendante de la disponibilité des financements et des priorités retenues par les partenaires.

En Guyane, on a quatre logiques de gestion environnementale dominantes : (i) le cœur de Parc, ou le réserves naturelles nationales, géré selon une logique réglementaire forte, mais adaptables au contexte, et conférant dans certains cas des droits étendus aux populations qui y résident ; (ii) le domaine forestier permanent également géré selon une forte logique réglementaire, mais visant à permettre l'alimentation locale de la filière bois à long terme, selon une gestion durable ; (iii) le PNRG et la zone d'adhésion du PAG, qui se basent sur les engagement des communes pour la mise en place d'un développement durable, avec le soutien de l'État, mais où aucunes règles supplémentaires ne s'appliquent. L'État reste donc principalement moteur dans la définition de ce que sont les « bonnes pratiques » à mettre en place et dans les orientations de gestion, tout en maintenant au maximum un climat de paix sociale avec les collectivités et les principaux secteurs économiques locaux. Cette peur du conflit limite notamment en France les engagements clairs en faveur de l'environnement au travers de la mise en place d'espaces strictement protégés : il est très difficilement possible d'envisager qu'un territoire donné ne puisse

avoir comme seule vocation que d'être protégé, au détriment de potentielles activités économiques. Pour autant, les filières durables mises en œuvre sont assez peu diversifiées et peu spécifiques des territoires amazoniens. La mise en place d'un modèle de gestion forestière prenant en compte les spécificités amazoniennes et se basant sur des critères quantitatifs particulièrement peu intensifs est à mettre en exergue. En revanche, la législation française actuellement appliquée en Guyane n'est ni adaptée à prendre en compte d'autres alternatives de développement (filières extractivistes basées sur des produits amazoniens), ni appliquée intégralement, laissant des vides juridiques particulièrement problématiques pour une gestion durable (chasse et pêche notamment), qui sont comblés peu à peu. Cette logique de gestion axée autour de l'État présente l'intérêt d'assurer des financements et des moyens humains conséquents aux dispositifs et de bénéficier du soutien des programmes européens. Néanmoins, cela présente plusieurs risques importants. D'une part les contre-pouvoirs sont très peu nombreux et les acteurs d'environnement des organisations publiques n'ont que peu de soutien externe pour défendre leurs enjeux : dans la logique d'intégration propre à l'État, cela peut conduire à éluder ou écarter les enjeux environnementaux au profit d'enjeux économiques supérieurs. Par ailleurs, dans un contexte où les fonds publics sont en constante diminution, la capacité de l'État à assumer seul la planification et le contrôle des espaces protégés sur le long terme pose question. En revanche, nous n'avons pas étudié en détail la gestion basée sur les logiques d'engagement volontaire des communes : la charte du PAG n'ayant pas encore été adoptée, ce mode de gestion n'est pas encore concrètement mis en place dans le Sud, et suite à l'étude exploratoire, nous n'avons pas retenu le PNRG dans nos dispositifs d'étude, au regard de la faiblesse des engagements environnementaux défendus. Néanmoins la principale limite de ces dispositifs est que dans les faits, peu d'acteurs y portent de forts enjeux environnementaux. Le cas de Saül face à l'affaire REXMA (Encadré 14, p. 415) vient néanmoins contredire cette affirmation puisque la commune de Saül s'est fortement positionnée contre l'implantation de l'entreprise minière, fortement soutenue par le ministère du redressement productif. Il sera donc particulièrement intéressant d'observer en détail par la suite comment ces projets territoriaux permettent réellement, ou non, une appropriation des enjeux environnementaux du PAG par les communes concernées. Que ce soit en Guyane ou en Amapá, observer les engagements politiques réalisés en faveur de la bonne gestion environnementale n'est pas suffisant : on pourrait considérer à première vue que la mise en place de tous ces espaces protégés garantissent une gestion durable des ressource telle que définie dans le référentiel. Notre analyse préalable a néanmoins montré que de nombreux critères techniques de gestion durable restaient très questionnables au regard de leur capacité à maintenir à long terme la fonctionnalité des écosystèmes. C'est notamment le cas des seuils retenus pour la « gestion forestière durable » en Amapá, qui, plus encore que dans le cas de la Guyane, conduiront probablement à une modification importante de la structure de la forêt, et à un épuisement rapide des ressources commerciales en bois actuelles.

3.2.5.2.Apports et limites du référentiel mobilisé

Prendre du recul sur les politiques plus générales menées sur ces territoires permet ainsi de dégager de grandes lignes stratégiques qu'il est difficile de percevoir au travers de l'analyse successive de chaque dispositif, et d'en tirer des conclusions quant à leurs atouts et limites respectives pour prendre en charge les écosystèmes forestiers.

En revanche, sans l'analyse précise réalisée en amont des doctrines réellement portées par les différents dispositifs de gestion « aires protégées », l'analyse critique des politiques mises en place est trop limitée. En effet, au delà des annonces réalisées, il est nécessaire d'avoir des données précises, de comprendre les stratégies portées au sein de chaque dispositif, et les marges de manœuvre des équipes gestionnaires, pour pouvoir apporter des éléments concrets aux chances de réussite de la prise en charge de l'environnement sur ces territoires amazoniens. Notre travail préalable de déconstruction des dispositifs, impliquant une forte part de terrain, est donc essentiel à la mise en œuvre de ce genre de référentiel, y compris à l'échelle politique sur le territoire.

Dans le cas spécifique des écosystèmes amazonien qui nous concernent, ce référentiel ne permet pas de bien prendre la mesure des impacts de l'orpaillage alluvionnaire et plus généralement des activités minières, qui n'impliquent pas nécessairement la conversion de grandes superficies, mais se focalisent sur des habitats particuliers (ripisylves), et impliquent une pollution importante des cours d'eau, ainsi qu'une forte pression indirecte sur les populations animales … L'utilisation de critères plus précis, spécifiquement axés sur certaines composantes des écosystèmes forestiers, comme par exemple la fonctionnalité des écosystèmes aquatiques en interaction directe et continue avec la faune et la flore forestières semble ainsi importante à ajouter dans notre cas (d'autant que le plus souvent la gestion de l'eau fait l'objet de politiques publiques spécifiques, n'interagissant pas nécessairement avec les politiques en charge des écosystèmes forestiers). Enfin, pour réaliser une réelle évaluation environnementale de la prise en charge des écosystèmes sur les territoires de Guyane et d'Amapá, il serait nécessaire de traiter également d'autres écosystèmes représentés, qui sont en l'occurrence moins connus et moins protégés : les savanes, et les écosystèmes marins. Cela implique une adaptation des référentiels d'évaluation, ou une généralisation de ces derniers : 1. Ne pas détruire ou dégrader massivement les écosystèmes ; 2. Restaurer les écosystèmes dégradés ; 3. Conserver strictement des superficies nécessaires dans chaque écosystème ; 4. S'assurer que les pratiques exploitant les ressources des écosystèmes permettent le maintien de leur fonctionnalité écologique.

Cela constitue une limite importante de notre travail, dans la mesure où les écosystèmes marins et les écosystèmes de savanes sont situés sur la zone littorale et donc dès aujourd'hui soumis à des pressions anthropiques importantes…tandis que les coalitions environnementales portant ces enjeux commencent tout juste à se structurer.

Conclusion

À l'échelle des territoires de Guyane et d'Amapá, en développement rapide, les espaces protégés sont la principale réponse apportée en termes de politiques publiques pour la gestion des écosystèmes forestiers, alliant différentes modalités et différents niveaux de prise en compte de la biodiversité forestière.

Pris dans leur ensemble, et bien mis en œuvre, ces dispositifs semblent répondre assez bien aux exigences du référentiel mis en place par Guéneau (2011). Néanmoins, les chapitres précédents mettent bien en évidence les disparités importantes qu'il peut y avoir dans la mise en œuvre des dispositifs de gestion proposés. S'il est ainsi particulièrement intéressant de réaliser une évaluation territoriale à l'aide d'indicateurs visant l'ensemble des politiques publiques environnementales, il reste nécessaire d'évaluer en parallèle et en détail la façon dont chaque dispositif territorialisé permet effectivement la prise en charge des enjeux environnementaux concernés.

En outre, si la préservation des forêts tropicales a focalisé notre attention au cours de cette étude, les écosystèmes littoraux, directement soumis à l'anthropisation, méritent une attention spéciale. De même les milieux marins, mal connus dans cette région, et soumis à des pressions en constante augmentation, nécessiteraient une prise en charge environnementale spécifique plus accentuée et médiatisée.

CONCLUSION DU CHAPITRE 11

L'analyse de la gestion environnementale à l'échelle territoriale confirme la place primordiale des aires protégées pour la préservation des écosystèmes au travers du portage de modèles de développement alternatifs. L'articulation des différentes doctrines sur le territoire permet le portage d'une diversité d'enjeux, ayant en commun une préoccupation environnementale. A ce titre, la coexistence d'une diversité d'espaces protégés sur les territoires étudiés, mobilisant des modes de gouvernance et des catégories d'acteurs très différents est particulièrement pertinente.

Depuis les années 2000, la coopération entre les espaces protégés d'un même territoire est une logique particulièrement mise en avant pour (i) assurer une continuité de la prise en charge des écosystèmes, et (ii) mutualiser les moyens pour la gestion environnementale. En effet, les écosystèmes forestiers sont, eux, continus, et une réflexion dépassant les limites de l'espace protégé semble nécessaire pour assurer la prise en compte des enjeux écologiques

Néanmoins, si l'importance de la coopération est effectivement affirmée et soutenue tant par les annonces politiques que par l'ensemble des acteurs concernés, la mise en œuvre, révèle des divergences fondamentales sur les logiques de gestion à mettre en œuvre et par conséquent un intérêt souvent limité à coopérer avec les autres espaces protégés.

En effet, au delà de l'annonce publique de prise en compte des écosystèmes, les différences de logiques gestionnaires portées par le dispositifs compliquent la mise en place de réelles discussions communes. C'est d'autant plus vrai lorsque ces différences ne sont pas pleinement assumées. En outre, la mise en réseau demande aux acteurs membres une implication en temps et en moyens, et nécessite souvent une animation, c'est-à-dire un acteur porteur, et des moyens suffisants pour sa mise en oeuvre. Elle dépend également de l'existence d'une plus-value réelle perçue par l'ensemble des participants. Ces limites sont exacerbées dans le cas de la coopération transfrontalière, pour laquelle s'ajoutent des obstacles institutionnels, diplomatiques, voire simplement la barrière de la langue.

En revanche, certains organismes clé peuvent assurer des stratégies de continuité territoriale de la gestion au travers d'une planification environnementale cohérente des espaces dont ils ont la charge, comme c'est le cas pour l'ONF en Guyane et pour l'ICMBio en Amapá.

CONCLUSION DE LA PARTIE III

Nous avons dans cette partie proposé une démarche méthodologique, permettant d'évaluer l'efficacité des espaces protégés relevant de logiques gestionnaires et institutionnelles variées, au regard de leur capacité à effectivement préserver les écosystèmes.

Certains points clés ressortent de cette analyse.

L'établissement d'un référentiel basé sur les qualités désirables des écosystèmes, et non sur les objectifs propres à chaque dispositif, et sa mise en regard avec (i) les informations dont on dispose et (ii) les marges de manœuvre des équipes gestionnaires, permet de clarifier ce que l'on est en mesure d'attendre de chacun des dispositifs étudiés.

Nous montrons ainsi que l'efficacité de la gestion ne dépend pas simplement de l'obtention de moyens financiers importants, ou d'une négociation locale des objectifs de gestion, mais avant tout de la constitution sur le long terme de compétences, à la fois législatives, techniques et relationnelles, qui donnent aux équipes des espaces protégés des marges d'action stratégiques sur le territoire. La capacité à faire évoluer et à diversifier ces compétences, en les développant aux échelles pertinentes en fonction des pressions concernant l'aire protégée, est fondamentale pour l'action des gestionnaires porteurs des questions d'environnement. Par exemple, nous avons vu que, les ressources relationnelles et politiques mobilisées par les terres indigènes du bas Oyapock, tout comme les ressources essentiellement techniques et territoriales développées pour le gestion forestière en Guyane française, sont héritées de processus historiques de long terme, et confèrent aux acteurs concernés des marges de manœuvre spécifiques sur leurs espaces protégés. Dans le cas des espaces protégés stricts, soumis à des pressions idéologiques externes plus fortes que les autres, nous voyons que les gestionnaires tentent de construire de nouvelles compétences à ajouter à leurs ressources de bases (qui sont, dans notre cas, principalement la force législative du zonage et l'éloignement des territoires), ce qui ne se réalise pas aisément. La diversification des stratégies ne remet que rarement en cause les fondements de la doctrine porteuse de l'aire protégée, mais découlent d'interprétations renouvelées des principales actions à mettre en œuvre pour y parvenir.

Nous montrons néanmoins l'importance de conserver un ancrage fort en termes d'objectifs environnementaux, qui se doivent d'être clarifiés et suivis précisément. La production de données de suivi des pressions externes mais aussi des actions de « développement durable » mises en place dans un postulat de moindre impact environnemental, est une des seules façons d'adosser les actions mises en place à une prise au sérieux des enjeux environnementaux. Ce ne sont pas, a priori, les compétences techniques qui font défaut pour cela, et ces suivis des écosystèmes conditionnent la possibilité d'innover dans les modes de gestion environnementale proposés.

Enfin, nous concluons sur le constat de la difficulté de la planification des actions à l'échelle territoriale. Ne serait-ce qu'au sein des gestionnaires d'environnement, cette articulation est très rapidement complexe, compte tenu des divergences de philosophies, d'objectifs, de modes d'action entre les gestionnaires et des coûts que cela représente. La dimension transfrontalière exacerbe ces divergences.

CONCLUSION GENERALE

Qu'il le veuille ou non, le chercheur engage sa responsabilité au travers de la publication des résultats de sa recherche. Il nous semble donc nécessaire d'expliciter les valeurs que nous défendons et de sortir de la posture positiviste si souvent adoptée sous couvert de neutralité, soit, dit autrement, pour reprendre le terme d'E. Morin, de pratiquer une science avec conscience. C'est d'autant plus important que les résultats scientifiques ont une très forte valeur performative, et ce particulièrement dans les recherches en sciences de gestion, qui se veulent souvent prescriptives. Il s'agit donc pour nous, comme l'exprime Martinet, d'être « intellectuel », porteur de la rigueur propre à la recherche scientifique, mais un intellectuel « *qui ne se dispense pas de penser au motif qu'il chercherait, qui s'interroge sans cesse sur le sens, les effets, la portée de ses conceptualisations* » (Martinet 2007, p. 108).

Nous avons ainsi tenté de mettre la rigueur scientifique au service de questions que nous jugeons devoir être prises au sérieux : la préservation des forêts tropicales à long terme, et plus généralement le respect des écosystèmes naturels, qui fournissent, au travers de leur complexité, les conditions nécessaires à la vie humaine.

Il est maintenant temps de faire le bilan de notre recherche.

La question centrale de cette thèse est de comprendre comment les « espaces protégés » peuvent permettre de préserver des écosystèmes forestiers amazoniens pour le moment encore peu dégradés. Nous avons tenté d'évaluer, en nous basant sur le cas de la Guyane et de l'Amapá, des aires protégées mises en place au cours des quarante dernières années dans une logique proactive de préservation des écosystèmes forestiers amazoniens. Pour cela, nous avons analysé en détail la construction puis la mise en œuvre de dispositifs « aires protégées » en prenant au sérieux l'enjeu de la préservation de la forêt tropicale amazonienne. Cela ne signifie pas que d'autres enjeux, notamment sociaux, ne semblent pas importants à nos yeux, mais réaliser une évaluation pertinente nécessite un ancrage normatif clair, pour pouvoir, dans un second temps être replacée dans une logique pluraliste. L'évaluation est ainsi basée sur un référentiel normatif défini à partir des engagements internationaux de la France et du Brésil en faveur de la préservation des forêts tropicales. Ce dernier, adapté aux forêts tropicales peu dégradées prend en compte, non seulement l'état du couvert forestier, mais également des critères plus précis concernant le maintien de la fonctionnalité des écosystèmes.

Au regard de ce référentiel, nous avons évalué l'efficacité environnementale des aires protégées en les analysant en tant que dispositifs de gestion, c'est à dire en observant en détail comment elles constituent en fait des arrangements très spécifiques d'acteurs, de normes, d'outils, articulés autour d'une doctrine de gestion environnementale donnée. Nous avons pour cela mobilisé une approche à la fois diachronique, permettant de comprendre les conditions socio-

historiques ayant permis l'émergence des dispositifs étudiés, et multiscalaire, car les dispositifs étudiés sont le résultat d'actions stratégiques multi-échelles, mobilisant des acteurs et des ressources du niveau local au niveau international. Cette double approche nous a permis de clarifier les engagements environnementaux réellement portés par chaque aire protégée, puis de comprendre les stratégies mises en œuvre pour la gestion environnementale de ces espaces et d'analyser leur efficacité.

Cette analyse s'est basée sur un travail de terrain important, mené en Guyane française et en Amapá (Brésil) pendant près de deux ans : les nombreux entretiens réalisés et les documents de gestion récupérés constituent notre principal matériau de recherche.

Le risque intrinsèque porté par les études fortement ancrées au terrain est leur difficulté à produire des résultats qui s'extraient de ce terrain, pour leur conférer une portée plus générale. Le choix de réaliser une recherche comparative entre des dispositifs relevant de doctrines différentes, mais également entre des pays différents mobilisant ces doctrines dans un contexte de politiques publiques différentes, nous donne la possibilité de proposer des conclusions allant au delà de notre terrain spécifique. Si cette approche implique une perte de précision pour l'analyse de chaque dispositif particulier, de chaque échelle de gestion, elle permet en revanche de gagner une mise en perspective des mécanismes de gestion, impossible autrement.

Nous avons ainsi travaillé sur trois grandes doctrines de gestion, dont nous avons comparé la mise en œuvre, et l'interprétation spécifique, en Guyane et en Amapá : la préservation stricte des écosystèmes, la préservation au travers des pratiques des populations traditionnelles ou locales, la préservation au travers de la valorisation économique durable des écosystèmes forestiers. Cela nous permet de tirer des conclusions comparatives entre les doctrines, mais également entre les modes d'action environnementale portés dans chaque pays.

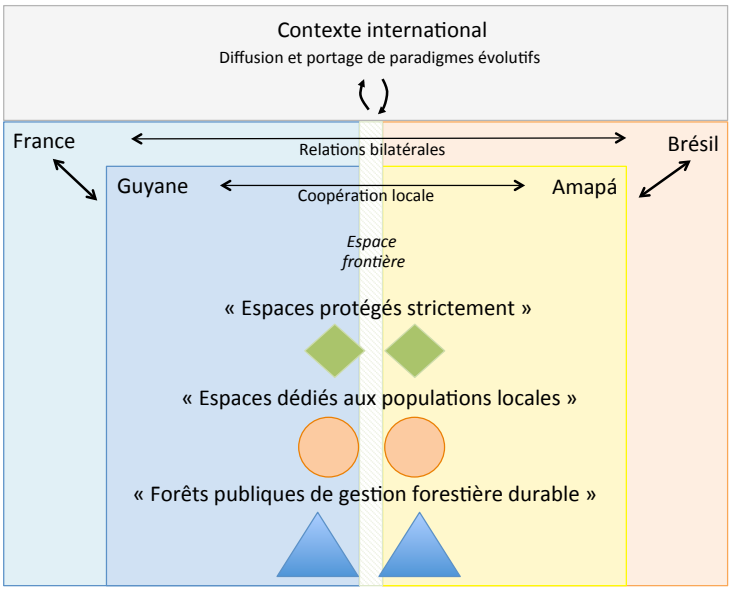


Figure 96 : Schéma illustrant l'approche comparative menée.

En conclusion à notre travail, nous nous proposons de donner des éléments de réponse aux questions suivantes :

- ***Les aires protégées peuvent-elles constituer des dispositifs stratégiques efficaces pour protéger les écosystèmes forestiers ?***

- ***Peut-on attendre les mêmes résultats des différentes doctrines de gestion d'un point de vue environnemental ?***

- ***Dans quelle mesure le contexte historique et sociopolitique joue-t-il sur la capacité des aires protégées à protéger les écosystèmes ?***

- ***Quels critères semblent finalement nécessaires pour assurer une efficacité minimale des différents modèles d'espaces protégés en forêt amazonienne peu dégradée ?***

- ***Quelles sont les principales limites de notre étude ?***

Avant de répondre à ces questions, la page suivante présente une vision synthétique de l'organisation de notre manuscrit, et du raisonnement suivi.

PARTIE I - CONSTRUIRE UN CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE POUR ANALYSER L'EFFICACITÉ DES ESPACES PROTÉGÉS

Chapitre 1 : Les aires protégées, dans leur diversité, sont devenues le pierre angulaire des politiques publiques de conservation *in situ* dans le monde. Leur bien-fondé et leur efficacité sont controversés. → *Comment évaluer sérieusement l'efficacité environnementale des aires protégées ?*

Chapitre 2 et 3 : Les sciences de gestion fournissent des outils d'analyse permettant d'étudier l'efficacité environnementale des espaces protégés. Nous mobilisons pour cela la notion de dispositif et le cadre de l'analyse stratégique de la gestion environnementale. L'analyse des dispositifs et des stratégies mises en œuvre est à la fois diachronique et multiscalaire, selon une méthodologie d'enquête principalement qualitative.

Chapitre 4 : Guyane et Amapá, sont un terrain d'étude propice pour comparer l'efficacité des aires protégées : ce choix permet de comparer différentes doctrines de gestion environnementale, et d'analyser l'importance du contexte socio-politique pour leur efficacité.

→ *Comment ces différents dispositifs aires protégées émergent-ils sur ces territoires ? En quoi (i) les doctrines de gestion mobilisées et (ii) le pays considéré influent–ils sur les modes de gestion des écosystèmes proposés ?*

PARTIE II – DÉCONSTRUIRE POUR COMPRENDRE LES PRÉSUPPOSÉS SOUS-JACENTS AUX DOCTRINES DANS LES DISPOSITIFS FRANÇAIS ET BRÉSILIENS

	Chapitre 5 : Les espaces strictement protégés	**Chapitre 6 : Les espaces des pop. traditionnelles**	**Chapitre 7 : Les forêts publiques gérées**
Approche diachronique : Identification des processus stratégiques mis en œuvre par des coalitions d'acteurs Déconstruction institutionnelle des dispositifs qui en sont issus	Ces dispositifs sont portés par des coalitions entre scientifiques/État/ONG, organisées à l'échelle nationale au Brésil, face au développement massif du territoire amazonien (sous le gouvernement militaire), et à l'échelle locale en Guyane, où elle rencontrent une forte opposition des collectivités territoriales. Dotés de faibles ressources humaines, les principales ressources de ces dispositifs sont la réglementation, la réalisation d'alliances pour assurer un contrôle minimal du territoire, et leur acceptation locale.	Ces dispositifs sont d'abord mobilisés pour la reconnaissance des droits territoriaux des populations amérindiennes, puis pour d'autres populations utilisant durablement les ressources, par des coalitions Anthropologues / Etat / ONG multiscalaires au Brésil, et des coalitions de moindre ampleur en Guyane. En Guyane, l'autonomie gestionnaire concédée aux populations concernées est finalement très limitée tandis qu'elle est plus importante au Brésil, où les populations sont plus proactives et plus soutenues pour la gestion de leur territoire.	En Guyane, les dispositif actuel est issu d'une démarche d'amélioration de la gestion forestière portée par les acteurs historiques (ONF) ; Au Brésil, la mise en place récente de forêts publiques répond à une volonté de renforcer le contrôle du foncier et l'utilisation des ressources forestières. En Amapá, cela permet en outre d'accélérer le transfert du foncier vers l'État fédéré. A l'heure actuelle, les critères retenus en Guyane permettent une exploitation plus prudente qu'en Amapá. Les enjeux écologiques portés sont dans les deux cas principalement liés au renouvellement de la ressource commerciale en bois

Chapitre 8 : Pour la création d'un espace protégé, les coalitions multi-acteurs et multi-scalaires sont nécessaires, et ce d'autant plus que les enjeux qui s'opposent à sa mise en place sont forts. Les ONG jouent pour cela un rôle important, surtout au Brésil. Les dispositifs concrets qui en sont issus héritent des ressources stratégiques mobilisées par ces coalitions.

→ Comment ces dispositifs, une fois mis en place et dotés de leurs ressources propres (législatives, humaines, techniques, etc.), permettent-ils effectivement de préserver les écosystèmes ? Quelles sont les stratégies mises en œuvre par les équipes gestionnaires ?

PARTIE III - EVALUER LES RÉSULTATS ENVIRONNEMENTAUX DE LA MISE EN PEOVRE DES DISPOSITIFS

Chapitre 9 : Caractérisation de la gestion effective et analyse des données disponibles pour cela. Les stratégies de production de données sont différentes, avec une forte participation des ONG au Brésil, assurant une transparence sur les avancées de la déforestation, et des données publiques en Guyane, plus précises, mais avec une diffusion parfois restreinte (orpaillage).

Chapitre 10 : Analyse de la gestion intentionnelle mise en œuvre dans les espaces protégés de la zone frontalière. Identification des stratégies d'acteurs sur la base d'exemples concrets.	Les stratégies mises en œuvre dans le PNMT (Brésil) et dans la RNN des Nouragues(France) sont globalement les mêmes : forte assise réglementaire, partenariat avec les forces de l'ordre, association avec les populations locales.	Dans les TI (Brésil) comme dans le PAG (France), la logique consiste à contrôler les infractions «externes», à mieux planifier la gestion «interne», et à développer des activités nouvelles. Maintien des coalitions initiales. ZDUC (France) peu mobilisées.	En Guyane, maintien de la stratégie préexistante de soutien à la filière bois pour un approvisionnement local. En Amapá développement d'une filière industrielle et diversification des logiques d'exploitation. Mobilisation d'outils de marché.

Chapitre 11 : La construction de réseaux gestionnaires au sein de chaque territoire se fait difficilement, au regard des enjeux non concordants entre les espaces concernés et de la faible plus-value perçue du réseau. Peu de coopération entre les deux pays. A l'échelle territoriale, des stratégies environnementales publiques finalement assez divergentes.

Les aires protégées constituent-elles des dispositifs efficaces pour protéger les écosystèmes forestiers amazoniens peu dégradés ?

En Amazonie brésilienne, dans les zones du front pionnier de la déforestation, l'efficacité des aires protégées pour limiter la conversion de la forêt à l'agriculture a été largement démontrée, et est d'ailleurs bien visible sur les cartes, où elles constituent parfois des îlots de forêt au milieu de vastes zones de pâturages ou de champs de soja.

Dans le cas des écosystèmes forestiers encore bien conservés, il est souvent avancé que leur « bon état environnemental » n'est du qu'à leur isolement. Le terme de « parc de papier » (Smouts 2001) utilisé pour les décrire traduit ainsi le fait que ces espaces ne sont que des traits dessinés sur une carte, sans réalité gestionnaire, qui ne doivent leur préservation, provisoire, qu'au contexte socio-économique local, au retard de développement, ou à la faible pression démographique. On ne peut nier que ces facteurs aient effectivement contribué à les préserver jusqu'à l'heure actuelle, mais notre terrain montre que ces espaces sont loin de n'être investis d'aucune réalité gestionnaire, et qu'ils bénéficient presque tous d'atouts pour préserver les écosystèmes.

D'ailleurs, quelque soit le modèle d'aire protégée mis en place, elles sont soumises à de violentes critiques de la part des coalitions porteuses des enjeux économiques de développement du territoire dans les deux pays : les acteurs miniers en Guyane comme au Brésil, mais également les acteurs des filières d'élevage, et de l'agroalimentaire (au Brésil). Il leur est reproché de « mettre sous cloche le territoire », d'empêcher le développement économique, de porter atteinte au bien-être des populations.

Pire, combinant les deux types de critiques, les aires protégées favoriseraient (i) le développement d'activités économiques illégales qui ne parviennent pas à être contrôlées, et (ii) bloqueraient les activités légales, limitant ainsi le développement économique du territoire.

Face à ces critiques, le travail que nous avons réalisé nous permet de proposer une réponse en deux temps quant à l'efficacité des espaces protégés sur les territoires forestiers encore bien préservés et quant au type de développement qu'ils permettent.

D'une part, le point commun à toutes les doctrines de gestion portées par les espaces protégés en milieu amazonien est d'interdire les activités conduisant à des déforestations de grande ampleur liées notamment à l'agriculture productiviste extensive. Le maintien du couvert forestier est à la base des philosophies de gestion proposées. Cela implique que ces espaces, dès lors qu'ils sont pris au sérieux, ne peuvent pas faire l'objet de projets politiques de développement impliquant une conversion massive de la forêt à des usages qui la ferait disparaitre. Cette barrière réglementaire constitue pour nous l'un des piliers de l'efficacité des espaces protégés : elle permet l'affichage et la légitimation d'un enjeu environnemental sur des territoires donnés, appuyés par la loi, et constitués en objets revêtant un caractère d'intérêt public. Par ailleurs, nous refusons d'opposer de façon manichéenne activités légales et illégales au regard des impacts qu'elles sont

susceptibles d'avoir sur les écosystèmes : si les activités illégales sont effectivement difficiles à contrôler et dommageables pour les écosystèmes, les filières légales (minières, agricoles), même mieux contrôlées, bénéficient en revanche d'une légitimité, voire d'un soutien financier, matériel (mise en place d'infrastructures) et technique pour mettre en œuvre des activités également très dommageables pour les écosystèmes.

Le deuxième aspect que nous souhaitons traiter est en lien direct avec le premier : les aires protégées dans leur diversité, sont la traduction de modèles alternatifs de l'utilisation des ressources naturelles, qui n'impliquent pas leur destruction. Elles œuvrent pour la définition et la légitimation d'usages alternatifs souhaitables, refusant les modèles de développement en cours, particulièrement destructifs. Surtout, elles définissent un espace géographique sur lequel les acteurs porteurs de ces modèles sont en partie soustraits aux jeux de pouvoir démesurés qui se jouent avec les filières économiques pour l'accès aux ressources naturelles de l'espace amazonien, et peuvent ainsi mettre en œuvre les projets portés, et expérimenter leurs capacités d'action.

A ce titre, oui, les aires protégées dans leur globalité sont efficaces pour protéger l'environnement à long terme, en leur donnant une chance de porter des projets non nécessairement basés sur une logique de développement capitalistique effréné.

Encore faut-il comprendre (i) quelle est la teneur de ces modèles alternatifs et en quoi ils sont réellement susceptibles de protéger les écosystèmes, et (ii) quelles sont les conditions réunies pour que des personnes s'en saisissent et les mettent en œuvre, tout en leur permettant d'évoluer et de s'adapter.

Peut-on attendre les mêmes résultats environnementaux de la mise en œuvre des différentes doctrines de gestion portées par les espaces protégés ?

Les modèles alternatifs d'usage du territoire amazonien portés par les espaces protégés sont basés sur différentes doctrines de gestion. Notre analyse détaillée des différents dispositifs de Guyane et d'Amapá, et des coalitions qui les ont portés nous a permis de mettre en exergue les principales différences entre ces doctrines, d'un point de vue général, puis dans leur déclinaison spécifique sur les territoires amazoniens français et brésilien.

La Figure 97 illustre la gradation des exigences dans la définition de l'état environnemental souhaitable à atteindre selon ces différentes doctrines. Toutes portent, nous l'avons vu un maintien sur le long terme du couvert forestier, et de fonctionnalités suffisantes à la perduration du système de gestion sur le long terme. En revanche, (i) les espaces de préservation stricte défendent la nécessité de préserver les espaces forestiers de toute atteintes directes liée aux activités humaines : cela implique *a minima* de préserver l'existant, et de restaurer les espaces dégradés ; (ii) les espaces basés sur le maintien des pratiques des populations traditionnelles ou locales visent le maintien d'écosystèmes capables de répondre à leurs besoins, en formulant le postulat que ces mêmes

pratiques permettront la préservation des écosystèmes : cela peut impliquer, en fonction de l'évolution des besoins des populations, de la croissance démographique importante etc., une dégradation partielle des écosystèmes par rapport à leur état actuel, mais un maintien de leurs fonctionnalités sur le longe terme ; (iii) les espaces basés sur la mise en œuvre d'une exploitation forestière visent au maintien à long terme de la productivité de la forêt et au renouvellement des ressources ligneuses : le maintien de la ressource ligneuse justifie l'existence de l'aire protégée, et les autres composantes de la fonctionnalité des écosystèmes sont prises en compte de façon plus marginale.

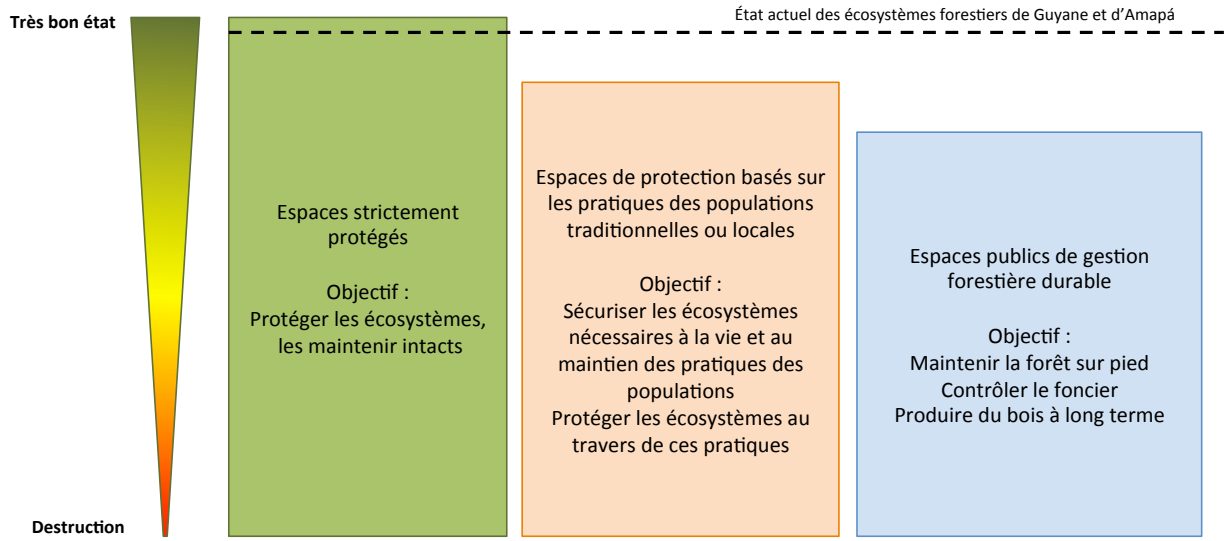


Figure 97 : Schéma de comparaison des grandes doctrines de gestion mobilisées

Ce ne sont donc pas exactement les mêmes projets environnementaux qui sont portés par ces différents espaces protégés et, si tous annoncent préserver les écosystèmes, il ne s'agit pas des mêmes éléments qui sont priorisés à chaque fois. À terme, l'idéal gestionnaire est donc bien porteur d'une alternative à la conversion des forêts, mais peut être basé sur une qualité des écosystèmes moindre que ce qu'ils sont aujourd'hui.

Par ailleurs, nos analyses ont montré que pour une même doctrine gestionnaire, les dispositifs concrètement mis en place en Guyane et en Amapá n'étaient pas nécessairement tout à fait basés sur les mêmes « référentiels environnementaux ».

Tableau 104 : Engagements environnementaux des dispositifs français et brésiliens

<table>
<tr><td colspan="3" rowspan="3">Doctrines et dispositifs</td><td rowspan="3">Maintien du couvert forestier</td><td colspan="4">Maintien de la fonctionnalité des écosystèmes</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Mosaïque d'habitats</td><td rowspan="2">Écosystèmes aquatiques fonctionnels</td><td colspan="2">Populations viables</td></tr>
<tr><td>animales</td><td>végétales</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Espaces strictement protégés</td><td colspan="2">Amapá</td><td rowspan="2">✚</td><td rowspan="2">✚</td><td rowspan="2">✚</td><td colspan="2" rowspan="2">✚</td></tr>
<tr><td colspan="2">Guyane</td></tr>
<tr><td rowspan="4">Espaces basés sur les pratiques des populations traditionnelles ou locales</td><td rowspan="2">Amapá</td><td>RESEX</td><td rowspan="4">✚</td><td colspan="2">(via les pratiques traditionnelles)</td><td colspan="2">✚</td></tr>
<tr><td>TI</td><td colspan="4">(via les pratiques traditionnelles)</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Guyane</td><td>ZDUC</td><td colspan="4">(via les pratiques traditionnelles)</td></tr>
<tr><td>♥ PAG</td><td>✚</td><td>✚</td><td colspan="2">✚</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Espaces publics de gestion forestière durable</td><td colspan="2">Amapá (FLOTA)</td><td rowspan="2">✚</td><td rowspan="2">✚ (Zonage. En Guyane, plus précis)</td><td rowspan="2">Exploitation à faible impact</td><td>✚ Chasse interdite</td><td>∼</td></tr>
<tr><td colspan="2">Guyane (DFP)</td><td>/</td><td>✚/∼ rotations longues</td></tr>
</table>

Tous les dispositifs annoncent un maintien du couvert forestier. Des données existent, en Amapá comme en Guyane pour en suivre l'évolution temporelle, principalement basées sur des analyses d'images satellites. Au Brésil, ces données sont produites à l'échelle nationale, et diffusées régulièrement sur internet au grand public, par l'État brésilien (INPE) et par des ONG (Imazon, Greenpeace). En Guyane, les données de déforestation liée au développement urbain et agricole sur le littoral sont publiées également, sous la forme d'un rapport. En revanche, les données concernant la déforestation liée aux impacts de l'orpaillage illégal, à l'intérieur des terres ne sont que très peu publiées, ce qui ne permet pas une transparence suffisante quant aux impacts observés dans les différents espaces protégés.

Les *espaces strictement protégés* annoncent une protection de l'ensemble des composantes des écosystèmes, et interdisent l'utilisation directe des ressources naturelles. Les référentiels adoptés par les dispositifs, similaires entre Amapá et Guyane, sont donc très proches de celui que nous mobilisons. En revanche la superficie concernée par ces dispositifs sur les deux territoires est très différente : ils représentent plus de 35 % de la superficie de l'Amapá, contre seulement 5 % pour la Guyane (puisque le cœur du parc amazonien ne répond pas aujourd'hui à cette logique de gestion). La principale ressource stratégique que peuvent mobiliser les personnels gestionnaires, peu nombreux, pour gérer ces territoires, est l'existence d'une réglementation (avec des règles précises) et l'établissement de partenariats avec les forces de police.

Les *espaces reconnaissant l'importance des pratiques des populations traditionnelles et locales* pour la préservation de l'environnement se basent, actuellement et quelque soit les cas étudiés, sur des critères de gestion environnementale moins précis (pas de référence quant aux attendus spécifiques en terme de maintien du couvert végétal, de fonctionnalité des écosystèmes, etc.). Par ailleurs, on constate que les dispositifs guyanais accordent finalement peu de confiance et d'autonomie de gestion aux populations traditionnelles pour la gestion environnementale : les dérogations accordées sont soit conditionnées par le respect des règles environnementales

nationales, sans moyens spécifiques associés à la mise en place d'une gestion propre (pour les ZDUC) ; ou tolérées jusqu'à la définition ultérieure de règles de gestion qui soient acceptables à la fois par les populations et par le ministère de l'environnement (pour le PAG). Au Brésil, les populations amérindiennes sont investies d'une autonomie de gestion plus importante concernant l'utilisation des ressources de leur territoire. L'instance qui les représente (Conseil des Caciques) est officiellement reconnue comme légitime pour la prise de décisions concernant les orientations du territoire. Les fonds publics visant à les soutenir restent en revanche assez limités.

En Guyane dans la zone d'adhésion du PAG, comme en Amapá dans les Terres indigènes, émergent depuis peu, des programmes visant à développer des activités économiques durables novatrices non basées sur les pratiques traditionnelles (agriculture biologique non itinérante, fruiticulture, pisciculture). Leur objectif est de limiter les impacts environnementaux face aux évolutions sociales et démographiques actuelles des populations qui tendent à modifier de fait leurs pratiques. La plus-value environnementale de ce type de pratiques telles qu'elles sont portées par les instituts techniques spécialisés de chaque pays n'est pour le moment pas évaluée.

Enfin, *les espaces de gestion forestière durable* se basent dans les deux pays sur la délimitation d'un vaste territoire, zoné en fonction des vocations attribuées aux différents espaces (protection, production, …). L'objectif principal est la production de bois d'œuvre issu de ces forêts, tout en maintenant cette capacité de production (dont les mécanismes précis, bien qu'étudiés, sont encore peu connus sur le long terme). Dans les deux cas, cela implique l'ouverture de pistes forestières dans des forêts jusqu'à présent non fragmentées. Les activités minières sont autorisées sur un très grand pourcentage de la superficie concernée. Les principales différences entre Guyane et Amapá tiennent aux modèles de gestion mis en œuvre, et à l'expérience des gestionnaires dans le domaine de la gestion forestière. En Guyane, a été mis en place depuis les années 1990, un modèle très proche du modèle de gestion des forêts domaniales métropolitaines, où l'État est l'unique gestionnaire de la forêt : il réalise l'intégralité de la planification de l'exploitation et vend les arbres sélectionnés aux exploitants, qui viennent les chercher en forêt. Aujourd'hui, en dépit de subventions, les coûts d'aménagement de la forêt sont supérieurs aux revenus de la vente des bois. La filière est ainsi maintenue par un choix politique de l'État qui vise à permettre l'alimentation de la Guyane en bois local, tout en garantissant la mise en place de progrès continus du point de vue de la gestion environnementale de la forêt. Les critères de gestion forestière retenus (durée de rotation, taux de prélèvements…) sont ainsi nettement moins intensifs que dans la plupart des pays tropicaux, dont le Brésil. Les surfaces mises en protection sont importantes et visent à préserver un échantillon représentatif des habitats forestiers. Les enjeux environnementaux dans les parcelles exploitées sont pris en compte via l'utilisation de méthodes visant à limiter les impacts de l'exploitation sur les rivières, les sols, les peuplements forestiers. La présence de l'ONF sur le territoire, gestionnaire unique des espaces forestiers guyanais appartenant

à l'État (presque l'intégralité du territoire), joue par ailleurs un rôle important sur le contrôle du foncier et de l'orpaillage illégal, principales pressions exercées sur la forêt guyanaise. La chasse est en revanche très peu contrôlée. En Amapá, la logique générale de gestion forestière est la même, à savoir maintenir le couvert forestier sur des forêts publiques en mettant en place une exploitation du bois qui permettra le renouvellement continu et à long terme des peuplements forestiers commerciaux. Elle présente néanmoins certains aspects plus inquiétants au regard des impacts environnementaux potentiels. La gestion est, en effet, déléguée au travers de concessions à des entreprises privées, et le rôle de l'État se limite à une validation des documents produits et à un contrôle du respect de la réglementation dans les concessions. Or, si les concessions sont en passe d'être ouvertes, l'institution en charge du contrôle est par contre encore mal structurée et focalisée sur la régularisation foncière. La capacité à assurer un contrôle effectif est donc pour l'instant questionnable. Ensuite, le modèle soutenu est un modèle fortement productiviste destiné à l'exportation de bois transformé : la pression exercée sur la ressource en bois sera donc particulièrement importante. Enfin, les critères techniques de gestion retenus sont beaucoup plus intensifs qu'en Guyane, limitant davantage la capacité écologique de régénération des peuplements forestiers commerciaux au terme de quelques rotations (2 ou 3). En revanche, en Amapá, la place concédée à des modèles de gestion alternatifs peu intensifs, impliquant les populations locales, et concernant tant les ressources ligneuses que le développement de filières basées sur les ressources non ligneuses, est nettement plus importante en qu'en Guyane.

Lorsque des processus d'évaluation de la gestion sont inclus dans les stratégies des aires protégées (généralement prévus dans les plans de gestion), ils portent généralement beaucoup plus sur des critères de performance en termes de moyens, que sur des indicateurs de résultats, en particulier vis-à-vis des enjeux écologiques. Or, vu l'ampleur des expériences mises en œuvre, et la taille des territoires concernés, il est préoccupant qu'aussi peu de critères écologiques clés soient suivis, alors qu'ils constituent le seul moyen d'évaluer sérieusement les impacts des modèles mis en œuvre, et les conditions de leur durabilité sur le long terme. A l'heure actuelle, (mis à part partiellement dans le cas du PAG, et, en partie, de l'ONF) très peu de suivis sérieux des impacts des activités anthropiques, dites durables, proposées ne sont mis en œuvre dans les dispositifs étudiés. Les lacunes les plus importantes concernent les impacts sur la faune et les milieux aquatiques.

Dans quelle mesure le contexte historique et sociopolitique joue-t-il sur la capacité des espaces protégés à préserver les écosystèmes ?

Au regard de nos résultats, cette question appelle une réponse en deux temps. Tout d'abord l'approche diachronique mise en œuvre nous permet de montrer l'importance du contexte historique et sociopolitique pour l'émergence des coalitions à l'origine des aires protégées. Dans un second temps, dans la continuité de ces constats, nous proposons d'observer de façon plus générale les différences de logiques d'action stratégique développées en France et au Brésil pour gérer les écosystèmes amazoniens.

Des coalitions d'acteurs spécifiques à un contexte historique et sociopolitique donné.

L'observation du contexte dans lequel les coalitions d'acteurs ont permis la mise en place des aires protégées explique en grande partie les différences observées en Guyane et en Amapá quant aux ressources conférées à ces dispositifs de gestion.

Au Brésil, la dictature a eu une influence spécifique. En effet durant cette période, les seuls espaces protégés créés ont été portés par des acteurs d'environnement issus du milieu scientifique (Chercheurs, ONG nationale et fonctionnaires), dans une logique rationnelle d'utilisation de l'espace, correspondant aux modes d'action et de planification du gouvernement militaire. La fin de la dictature a permis, elle, le développement et la structuration des logiques socio-environnementales. Ces dernières ont été mobilisées par une société civile nationale émergente, dynamique, porteuse d'un projet de société en forte opposition à la centralisation du pouvoir. Ces mouvements ont permis une structuration politique croissante et une montée en puissance des revendications des populations traditionnelles, permettant en Amapá la création des RESEX et des TI. Les coalitions pour la mise en place d'aires protégées en Amapá sont ainsi fortement ancrées aux dynamiques sociales et environnementales amazoniennes dans leur ensemble, et se déploient dans des réseaux d'acteurs multiscalaires, bénéficiant de la forte visibilité de la forêt amazonienne sur la scène internationale, notamment lors des conférences internationales d'environnement.

Malgré sa situation géographique, la Guyane française a, par contre, toujours été très peu connectée au reste des pays d'Amérique Latine. Elle n'a ainsi été que très peu concernée par les mouvements indigénistes et socio-environnementaux brésiliens, et par leurs déploiements sur la scène internationale. Dans cette ancienne colonie française d'Amérique, aujourd'hui département français représentant en superficie plus de 13 % du territoire national, les acteurs politiques locaux sont fortement opposés aux logiques de conservation, considérées comme des formes de néo-colonialisme visant à empêcher le développement local du territoire. Les préoccupations environnementales ont donc le plus souvent émergé dans les milieux scientifiques et ont été portées localement par des réseaux d'acteurs visant à peser sur les décisions publiques nationales. Les conférences internationales d'environnement des années 1990 ont joué comme catalyseurs pour permettre le portage par l'État et par les collectivités locales de projets de conservation, mais de

façon beaucoup moins proactive que cela n'a été le cas au Brésil. Si en Guyane, des coalitions locales ont permis l'émergence d'espaces protégés, parfois innovants, néanmoins, la volonté d'éviter les conflits locaux, et la base législative et historique française limitent les prises de position fortes en faveur des enjeux portés par ces coalitions. La stricte protection des écosystèmes concerne de faibles portions du territoire, pour des espaces protégés toujours controversés. Les capacités de gestion autonome des populations traditionnelles et locales ne sont finalement que faiblement reconnues, et peu soutenues. La gestion forestière se nourrit du modèle métropolitain et désigne l'ONF comme principal gestionnaire (en « bon père de famille ») des forêts publiques.

Les dispositifs mis en place sur la majeure partie du territoire guyanais, et particulièrement le PAG, sont le résultat de compromis entre les enjeux des différentes coalitions impliquées. Finalement les dispositifs mis en place en Guyane, relèvent moins de véritables changements de paradigmes, contrairement à ce qu'on observe au Brésil. Il s'agit plutôt de rechercher un compromis entre le modèle français (métropolitain) et les spécificités amazoniennes (écologiques, sociologiques, migratoires…), pour répondre aux exigences internationales de préservation de la forêt tropicale, sans froisser pour autant la volonté politique locale de développement économique.

Ces constats traduisent en fait des logiques générales d'action publique en faveur de l'environnement en Amazonie assez divergentes entre France et Brésil que nous allons développer maintenant. Les hypothèses construites ici dans une dernière boucle abductive, seraient à mettre de nouveau à l'épreuve du terrain pour les soumettre à la réflexivité des acteurs concernés.

Des logiques d'action française et brésiliennes différentes pour la gestion environnementale

De l'analyse diachronique des divers processus ayant permis l'émergence des aires protégées, puis des cas d'étude plus précisément étudiés pour leur mise en œuvre, ressortent de grandes lignes stratégiques d'action environnementale en Amazonie brésilienne et française.

Action publique pour la protection de l'environnement en Amazonie brésilienne

A première vue, l'action publique en Amazonie brésilienne traduit un comportement du gouvernement que certains pourraient qualifier de « schizophrène », qui soutient des politiques de développement et d'équipement massif de ces territoires, et mobilise tout à la fois des ressources importantes pour la mise en place de politiques de protection de l'environnement, principalement articulées autour des aires protégées. Cela traduit en fait l'existence de jeux de pouvoir fortement structurés, et assumés, y compris en interne des institutions étatiques.

Les ressources humaines et financières conférées aux institutions en charge de l'environnement sont néanmoins largement plus faibles que celles attribuées aux filières d'aménagement et de développement.

Le portage des enjeux environnementaux et socio-environnementaux au sein des institutions d'État se fait ainsi via l'établissement d'alliances fortes et durables dans le temps avec les acteurs

de la société civile, particulièrement active en Amazonie. Ces alliances multiscalaires se retrouvent pour la mise en place et la gestion des aires protégées, au travers de logiques d'action variées : soutien financier, soutien technique, formation de leaders, lobbying à différentes échelles, communication, veille législative…

Les ONG les plus impliquées sont des ONG nationales brésiliennes, ainsi que les bureaux brésiliens d'ONG internationales, qui emploient très majoritairement des ressortissants brésiliens. Ces alliances renforcent les capacités des acteurs publics d'environnement à porter les enjeux environnementaux au sein de l'État. Elles affichent clairement l'idée que la notion d'intérêt général n'est pas une donnée de fait fixée par l'État, mais avant tout la résultante de jeux de pouvoir et d'alliances, portant des valeurs que la société dans son ensemble peut contribuer à définir.

Ce phénomène d'alliance n'est pas anecdotique, ni spécifique à une période historique donnée : la gestion actuelle de presque toutes les aires protégées d'Amapá implique un partenariat entre les gestionnaires d'État et une ou plusieurs ONG environnementales ou socio-environnementales. Cette stratégie permet de cumuler des ressources de deux natures, particulièrement complémentaires pour la gestion des espaces protégés : les acteurs publics gestionnaires d'environnement apportent la loi, la maîtrise des procédures hiérarchiques des administrations, la légitimité du pouvoir judiciaire, mais bénéficient souvent de moyens humains, matériels et financiers limité et sont en outre soumis aux négociations internes propres à l'État ; les ONG associées permettent de limiter les déséquilibres intersectoriels, au travers de leur capacité à mobiliser des ressources médiatiques, techniques, des réseaux permettant la création d'un contre-pouvoir, certes limité, mais réel, obligeant l'État à rendre des comptes sur les actions mises en œuvre. L'expérience de la dictature conduit ces acteurs à accorder une grande importance à la transparence des actions publiques, ce qui constitue une lutte sans cesse renouvelée.

Pour autant, dans le contexte brésilien actuel, en plein boom économique, avec le développement rapide d'une classe moyenne désireuse de consommer massivement, même ces alliances, qui produisent pourtant des résultats tangibles, ne suffisent pas à créer les conditions nécessaires à l'instauration à grande échelle de modèles de développement porteurs de valeurs socio-environnementales. Les projets d'infrastructures publiques se multiplient aujourd'hui, dans l'optique de faire de l'Amazonie un moteur du développement national.

En outre, on constate actuellement au travers de nos entretiens un changement de paradigme généralisé, pour un alignement des stratégies des ONG et des gestionnaires publics d'environnement sur les paradigmes socio-environnementaux, et un abandon des logiques environnementales plus « dures », et donc plus conflictuelles. Ce glissement, se traduit le plus souvent par la favorisation d'une prise en charge indirecte des enjeux environnementaux, c'est-à-dire que l'objectif n'est plus de protéger diectement les écosystèmes, mais de donner à des acteurs

jugés légitimes des ressources pour le faire. Ce mode d'action, certes nécessaire, mais non suffisant s'il devient un paradigme généralisé, traduit finalement un affaiblissement du portage des enjeux environnementaux. En parallèle, la critique environnementale, et socio-environnementale, violente à la sortie de la dictature, s'émousse, dans une société nationale aujourd'hui plus stable, et face à une internalisation croissante de la critique par les grands secteurs économiques du pays.

Le pari réalisé, basé sur le développement de modèles alternatifs d'utilisation des ressources naturelles (au travers d'alliances avec les populations locales, avec les entreprises…), est ainsi beau, mais risqué, s'il n'est adossé à des critères précis définissant les objectifs environnementaux recherchés.

La question se pose donc de savoir dans quelle mesure ces choix stratégiques s'avèreront suffisants pour maintenir des écosystèmes amazoniens viables sur le long terme … et quelle sera la « corde de rappel » mobilisable en cas de dérapage de la situation environnementale. Les aires protégées constituent probablement l'une des réponses à cette question, au travers du portage de valeurs alternatives, ancrées à un espace géographique donné… à condition de se donner les moyens, y compris réglementaires, de suivre concrètement l'évolution des écosystèmes, et de réagir face à leur dégradation éventuelle.

Action publique pour la protection de l'environnement en « Amazonie française »

La situation en Guyane est caractérisée par la faiblesse des contre-pouvoirs sur les questions environnementales.

Le principal acteur d'environnement est actuellement l'État, au travers de la mise en place des espaces protégés, mais également de l'établissement très progressif de normes impliquant la prise en compte des enjeux environnementaux dans les différentes filières économiques guyanaises. Ce rôle est reconnu (voire dénoncé) par les différents acteurs du territoire.

Pour autant, la préservation des écosystèmes constitue un objet peu légitime à lui seul : l'environnement doit être pris en compte, mais ne constitue pas un objectif en soi. Il est ainsi particulièrement mal perçu d'envisager de ne dédier des espaces qu'à la seule préservation des écosystèmes : les espaces de préservation stricte représentent une très faible proportion du territoire, aucune réserves intégrales ne sont pour le moment mises en place dans le PAG, les séries écologiques de l'ONF n'ont pas fait l'objet d'une reconnaissance légitime dans le zonage de l'activité minière… Il est ainsi difficilement assumé par l'État de défendre l'environnement au détriment d'enjeux économiques ou sociaux, même potentiels : les espaces doivent pouvoir bénéficier à tous, pour une mise en œuvre conjointe d'activités, visant à assurer la multifonctionnalité de la forêt.

Les gestionnaires publics des principaux espaces protégés forestiers guyanais sont ainsi :

- La DEAL, responsable du suivi de la gestion des réserves, et plus généralement des politiques d'environnement au niveau régional. Au sein même de l'administration, les acteurs porteurs des questions d'environnement ont un pouvoir limité puisque cette administration d'État est issue de la fusion entre les services chargées des mines et de l'industrie, ceux chargés de l'aménagement du territoire et des infrastructures, et ceux chargés de l'environnement. Cette restructuration des services d'État facilite les négociations et la communication intersectorielle, mais en revanche, dès lors que des prises de position unanimes de la DEAL sont attendues, il est rare que des arbitrages particulièrement forts soient pris en faveur de l'environnement. La principale marge de manœuvre consiste à faire respecter (ou mieux respecter) la réglementation, et à la faire évoluer progressivement (particulièrement lentement sur certains dossiers comme celui de la chasse) .

- Le PAG est attendu localement sur des logiques de développement durable, annoncées dès sa création. Le discours tenu n'est donc pas, nous l'avons vu, celui d'un espace protégé qui limiterait les usages du territoire, mais plutôt d'un dispositif qui permet de concilier attentes des populations locales et protection de l'environnement. Le conseil d'administration est d'ailleurs pour parts égales composé de représentants de l'État et d'acteurs locaux du territoire guyanais. L'orpaillage est la seule thématique sur laquelle le positionnement environnemental est très fortement exprimé. En outre, le fait que l'établissement public soit directement lié au Ministère de l'environnement et non placé sous l'autorité de la préfecture, permet des positionnements parfois contraires aux arbitrages locaux de l'État, comme dans le cas de la communication sur les impacts de l'orpaillage. Cela confère donc à cet organisme des marges stratégiques de dénonciation des pressions environnementales les plus importantes. Il bénéficie en outre de ressources humaines, financières et techniques importantes permettant le développement d'outils de suivi des ressources et la mise en place d'une politique sérieuse de connaissance du territoire.

- L'ONF, en charge de la gestion des forêts de l'État, joue un rôle environnemental majeur. Il tire sa légitimité de la mise en place de la gestion forestière durable des forêts, mais ses compétences dépassent ce domaine et touchent à des questions environnementales clés : contrôle du foncier, gestion des réserves naturelles, identification des priorités environnementales sur le littoral, suivi satellite des principales déforestations… Cet acteur se sent parfois seul sur certains dossiers environnementaux, et regrette un manque de soutien plus actif de la part de la DEAL. L'ONF reste soumis à l'autorité du préfet, concernant notamment la diffusion des données qu'il produit, ainsi que l'arbitrage des activités qui se déroulent sur le domaine géré (exploitation minière notamment). Face à la logique de réduction des dépenses publiques, et dans un contexte général de décentralisation, il a été envisagé de confier la gestion des forêts à une institution régionale. Si cela peut se justifier dans une logique d'appropriation locale des enjeux de gestion des

ressources naturelles, les compétences en interne à la collectivité régionale sont en revanche très faibles à l'heure actuelle.

On voit donc que les acteurs publics, même lorsqu'ils portent des questions environnementales, restent soumis aux arbitrages intersectoriels réalisés au sein de l'État. Les acteurs d'environnement en place dans les administrations publiques ont pu trouver du soutien auprès de scientifiques engagés en faveur de la prise en compte de l'environnement et des populations locales (Francis Hallé, J.-J. de Granville, P. & F. Grenand). Peu de nouveaux chercheurs sont aujourd'hui très actifs sur ces registres : il était plus facile de dénoncer il y a vingt ans de cela l'absence de politiques sur ces thématiques que de remettre aujourd'hui en cause les avancées, même imparfaites, déjà réalisées.

Contrairement au cas du Brésil, la société civile n'est que peu considérée comme un réel allié pour les institutions d'État porteuses des questions d'environnement. Les ONG présentes jouent un rôle d'alerte et de production de données scientifiques appliquées à la gestion environnementale, mais constituent à l'heure actuelle des contre-pouvoirs limités face aux décisions d'État : localement, les ressources humaines et financières font défaut ; pour les ONG nationales françaises, la Guyane ne constitue qu'un dossier plutôt marginal, sur lequel elles interviennent ponctuellement, en situation d'urgence. Le rôle de soutien technique et d'alliance ONG / État n'existe donc presque pas en Guyane… ou se fait principalement de façon ponctuelle, souvent informelle, au travers des réseaux de connaissances.

Finalement, le propriétaire et principal gestionnaire est l'État, qui met en place de gardes fous pour la protection environnementale, tout en ouvrant de plus en plus à la concertation et en décentralisant les décisions… Néanmoins, la définition de l'intérêt général reste peu mise en discussion, et la philosophie globale consiste à éviter d'avoir des comptes à rendre sur les actions mises en œuvre, notamment sur des sujets sensibles tel que l'orpaillage.

Cela devient problématique lorsque les enjeux intersectoriels sont très forts, et jouent en défaveur des questions environnementales. A titre d'exemple, la forte priorité donnée au lancement de recherches pétrolières au large de la Guyane, réalisées dans un non-respect global des principes de précaution environnementaux, a contribué à la démission forcée de la ministre de l'environnement, N. Brick, qui avait pris la décision de suspendre les autorisations de forages. Paradoxalement, le Sommet d'environnement international de Rio + 20 auquel la France participait, se tenait de façon presque simultanée à ces évènements.

Il est important de souligner néanmoins que les écosystèmes sont aujourd'hui en très bon état de conservation. De façon générale, les actions mises en place en faveur de l'environnement sur le territoire guyanais, et la définition de modèles novateurs de gestion environnementale sont portées par les institutions d'État. Le contrôle du foncier, mis en œuvre par l'ONF est assez effectif, et les

règles environnementales visant à limiter les impacts des filières économiques se mettent peu à peu en place. Ces efforts sont reconnus par les acteurs de la société civile (associations locales et nationales d'environnement).

Le principal risque face à ce monopole de l'action environnementale tient finalement à l'absence de contre-pouvoirs, et à la transparence limitée sur les actions mises en place. Aujourd'hui tout va bien … Dans un contexte de réduction des finances publiques, et de réduction du budget lié aux questions environnementales ; dans un contexte où la population guyanaise augmente de façon exponentielle ; dans un contexte où les compétences pour la gestion des ressources naturelles sont de plus en plus transférées aux collectivités, pour le moment peu porteuses de préoccupations environnementales … quelles seraient les conséquences d'une orientation des politiques publiques en faveur d'un développement massif du territoire guyanais ? Là encore, la question des ressources stratégiques d'action potentiellement mobilisables en faveur de la préservation des écosystèmes laisse perplexe… et les aires protégées d'ores et déjà existantes constituent des éléments de réponse potentiels.

Au vu de ces éléments d'analyse, on peut maintenant revenir de façon conclusive sur les ressources nécessaires à la gestion des espaces protégés, et à la possibilité de leur mobilisation en Guyane française et en Amapá.

Quels critères semblent finalement nécessaires pour assurer une efficacité minimale des différents modèles d'espaces protégés en forêt amazonienne peu dégradée ?

Sur la base de l'ensemble de nos cas d'étude, nous tentons ici de synthétiser les facteurs influençant l'efficacité environnementale des aires protégées. Au regard de ces derniers, nous proposons pour chaque doctrine de gestion des diagrammes permettant de hiérarchiser les ressources stratégiques nécessaires pour assurer l'efficacité des espaces protégés en fonction des pressions auxquelles ils sont soumis.

Nous avons classé les facteurs identifiés en six catégories : le type d'aire protégée, les critères structurels, les critères organisationnels, les critères socio-politiques, les critères technico-scientifiques, et le type de pressions anthropiques exercées sur l'aire protégée.

La doctrine de gestion

Nous l'avons vu, la doctrine de gestion mobilisée constitue le fondement des exigences environnementales de chaque aire protégée : elles définit l'état souhaitable à atteindre et à conserver pour les écosystèmes, et dans une certaine mesure le type de « paysage » recherché pour l'espace protégé. On peut donc estimer que sur le long terme, l'espace protégé présentera au mieux ce genre de « paysage ».

Des critères structurels

Par critères structurels, nous entendons l'ensemble des caractéristiques propres à un espace protégé, liées à sa taille, et à son emplacement.

L'accessibilité : Plus un espace protégé est loin des principaux centres de peuplement, plus il est difficile d'accès, et mieux il est protégé. En contrepartie, il est également plus difficile à contrôler. L'éloignement constitue donc un atout pour des espaces faiblement convoités bénéficiant en quelque sorte d'une protection « de fait ». Il peut en revanche aussi devenir une contrainte forte, comme dans le cas des espaces concernés par l'orpaillage illégal, très difficile à contrôler en Guyane.

La taille : Plus l'espace protégé est grand et plus il est pertinent d'un point de vue écologique. La taille peut par ailleurs constituer un facteur de protection non négligeable : les infractions ont souvent lieu en bordure des espaces protégés. De même que pour l'accessibilité, la grande taille d'un espace protégé le rend en revanche particulièrement difficile à contrôler. Un petit espace protégé est par contre beaucoup plus rapidement affecté par des pressions anthropiques, même assez faibles.

Le type d'écosystèmes : Dans les cas que nous avons étudié, il s'agit presque toujours de forêt tropicale humide. Cet écosystème est particulièrement difficile à contrôler sur de grands espaces car tout ce qui se passe dans la forêt est caché par la canopée. En revanche, l'imagerie satellitaire permet de contrôler assez facilement les atteintes au couvert forestier. D'autres écosystèmes posent des questions différentes : les savanes inondées (que l'on retrouve notamment dans les terres indigènes du Bas Oyapock) sont faciles à surveiller en saison de hautes eaux, mais particulièrement difficiles d'accès en basses eaux, saison où elles sont en outre sensibles à la propagations des feux. L'état des milieux marins est pour sa part très difficile à suivre puisque les écosystèmes sont cachés sous la surface de l'eau … par ailleurs particulièrement trouble en Guyane et en Amapá.

L'état actuel de conservation : Dans les cas que nous étudions, l'état de conservation des écosystèmes sur l'ensemble des espaces protégés est bon. L'objectif est donc principalement le maintien de ce « bon état ».

La présence d'habitants permanents : La présence d'habitants, et leur positionnement vis-à-vis de l'espace protégé sont des facteurs importants à prendre en compte : ils peuvent constituer selon les cas une menace pour l'aire protégée ou au contraire, une ressource stratégique supplémentaire (surveillance des infractions).

Le statut législatif **:** Le statut législatif définit à la fois les usages autorisés dans l'aire protégée et les usagers qui en bénéficient. Il joue pour beaucoup dans le degré de protection que l'on peut attendre d'une aire protégée. Au Brésil, il est en général directement associé à la catégorie d'aire protégée. En France, la définition des règles se fait souvent de façon spécifique lors de la rédaction du décret de création associé à l'espace protégé.

Des critères organisationnels

Les critères organisationnels renvoient à la (aux) structure(s) institutionnelle(s) en charge de la gestion de l'aire protégée, qui conditionnent sa prise en charge.

L'existence d'une structure de gestion : L'existence d'une structure de gestion permet l'identification des acteurs responsables de la gestion de l'espace protégé, et, souvent, la mise à disposition de moyens matériels, humains et financiers minimaux. Lorsque la structure gestionnaire cumule plusieurs missions, cela peut également permettre à l'aire protégée de bénéficier des ressources, ou des réseaux, éventuellement développés par ailleurs. La définition des acteurs décisionnaires joue un rôle important, car dans les espaces protégés publics, elle définit qui est jugé « gestionnaire pertinent », par et pour l'État, de ces espaces. L'autonomie qui leur est concédée est également importante à prendre en compte.

Moyens financiers et matériels : Un minimum de moyens de fonctionnement et d'investissement doivent être dévolus à la mise en place de la gestion de l'aire protégée (bâtiments, véhicules,

moyens de communication, matériel informatique, etc.), sans quoi les actions qui peuvent être mises en œuvre restent très limitées.

Moyens humains : De même, les moyens humains dévolus à la gestion de l'espace protégé doivent être en adéquation avec les missions qui sont attendues des gestionnaires, plus que directement corrélés à la surface de l'espace géré. La présence d'habitants dans l'aire protégée peut parfois contribuer à renforcer les moyens humains à disposition. L'établissement de partenariats peut souvent pallier en partie à la faiblesse des moyens humains.

Des critères socio-politiques

Acceptation / Appropriation locale : L'acceptation, ou mieux, l'appropriation locale de l'aire protégée (par les communautés avoisinantes, mais aussi par les institutions politiques décentralisées) joue un rôle important car elle conditionne le degré de conflit auquel sont confrontés les gestionnaires, et donc en partie l'intensité des pressions. En revanche, il n'est pas pertinent, d'un point de vue environnemental, de systématiquement chercher à limiter les conflits qui émergent naturellement de la divergence des intérêts portés sur un même territoire.

Alliances, Réseaux multi-acteurs : L'établissement de réseaux multiscalaires joue un rôle important pour mobiliser conjointement des ressources stratégiques diverses pour l'action environnementale (procédures administratives, lobbying, connaissances scientifiques, revendications locales…) sur l'ensemble des échelles de gestion considérées.

Médiatisation : La couverture médiatique de dossiers environnementaux joue fortement pour la mobilisation de l'opinion publique, qui peut être déterminante pour la prise en charge, *in fine*, des questions environnementales par l'État.

Pression internationale : La pression internationale pour la mise en place d'aires protégées, souvent liée aux grandes conventions internationales d'environnement, est un facteur important pour la « mise à l'agenda » des questions environnementales.

… des questions de « personnes » : Les relations interpersonnelles sont à la base de l'action collective, que ce soit pour les actions menées au niveau local ou au sein de réseaux multiscalaires. C'est d'autant plus vrai sur des territoires où les acteurs en charge de l'environnement sont très peu nombreux et se connaissent tous. Les éluder peut empêcher la compréhension de certains blocages, ou au contraire de certaines ressources stratégiques pour la gestion des aires protégées.

Des critères scientifiques et techniques

Connaissance des écosystèmes gérés : la compréhension du fonctionnement écologique des écosystèmes gérés permet d'agir dessus en connaissant les conséquences des actions mises en œuvre (exploitation, restauration, inaction). Ces connaissances sont aujourd'hui lacunaires en forêt tropicale.

Capacité de suivi des pressions environnementales : avoir les moyens techniques ou humains de suivre et caractériser les pressions exercées sur les écosystèmes et connaître leur origine est nécessaire pour mettre en œuvre des actions minimales de contrôle de ces pressions, ou informer les acteurs légitimes pour la réalisation des contrôles.

Connaissance des seuils de gestion durable : lorsque des activités d'exploitation des ressources sont réalisées, et a fortiori pour une vocation commerciale, la connaissance des seuils et des pratiques garants d'une exploitation durable des ressources est primordiale. Ces derniers peuvent être issus de la recherche, ou liés à des connaissances tacites issues d'expériences de gestion accumulées depuis plusieurs siècles. Ils restent le plus souvent controversés.

Des pressions exercées sur les écosystèmes

Nous distinguons trois principaux types de pressions anthropiques sur les écosystèmes.

Les activités humaines autorisées et recherchées dans les espaces protégés: elles dépendent du statut législatif de l'espace protégé, et peuvent être réservées à certaines catégories de la population. Elles sont définies par la doctrine de gestion propre à l'aire protégée.

Les activités illégalement mises en œuvre dans ces espaces : elles dépendent également du statut législatif de l'aire protégée. Elles peuvent parfois être liées à des systèmes d'acteurs organisés de façon complexe, et multiscalaire (fronts pionniers, orpaillage illégal…).

Les pressions issues de filières légales impactantes : Ces filières agissent souvent en remettant en cause la légitimité de l'aire protégée. Elles sont insérées dans des logiques multiscalaires et bénéficient du soutien d'une partie des administrations d'État. Porteuses d'enjeux opposés à ceux des coalitions initialement mobilisées pour la création des espaces protégés, elles peuvent néanmoins y être autorisées (notamment dans le cas des activités minières).

Cette liste issue de nos terrains d'étude n'est pas exhaustive mais dresse un tableau de critères pertinents à observer pour évaluer l'efficacité d'un espace protégé. La hiérarchisation et la combinaison entre les ressources stratégiques à mobiliser est en revanche différente selon la doctrine mobilisée par l'aire protégée, ses caractéristiques structurelles, l'intensité et la nature des pressions observées.

Sans prétendre bien sûr offrir une réponse unique à la question posée, nous proposons en conclusion une grille visant à rendre lisible la hiérarchisation des actions stratégiques, et donc des ressources à mobiliser dans un contexte donné de pressions, nécessaires pour assurer une efficacité minimale de l'aire protégée.

L'ordonnée des diagrammes représente l'état vers lequel les écosystèmes peuvent évoluer. Les abscisses représentent l'intensité et le type de pressions rencontrées dans l'aire protégée. L'aire colorée sur le diagramme est caractéristique d'un type d'espace protégé donné (donc associé à une doctrine de gestion) : elle symbolise l'étendue possible des états atteints par les écosystèmes dans l'aire protégée en fonction des pressions anthropiques qui s'y appliquent. Les lettres renvoient, dans le tableau qui accompagne le diagramme, aux ressources stratégiques qu'il est nécessaire de mobiliser pour éviter la dégradation des écosystèmes dans un contexte de pression donné. En effet, dans notre cas, les écosystèmes considérés sont, à l'échelle de l'aire protégée, toujours bien conservés. Nous proposons de tester cette grille pour les trois doctrines de gestion étudiées, en observant chaque fois comment elle s'applique à nos cas d'étude.

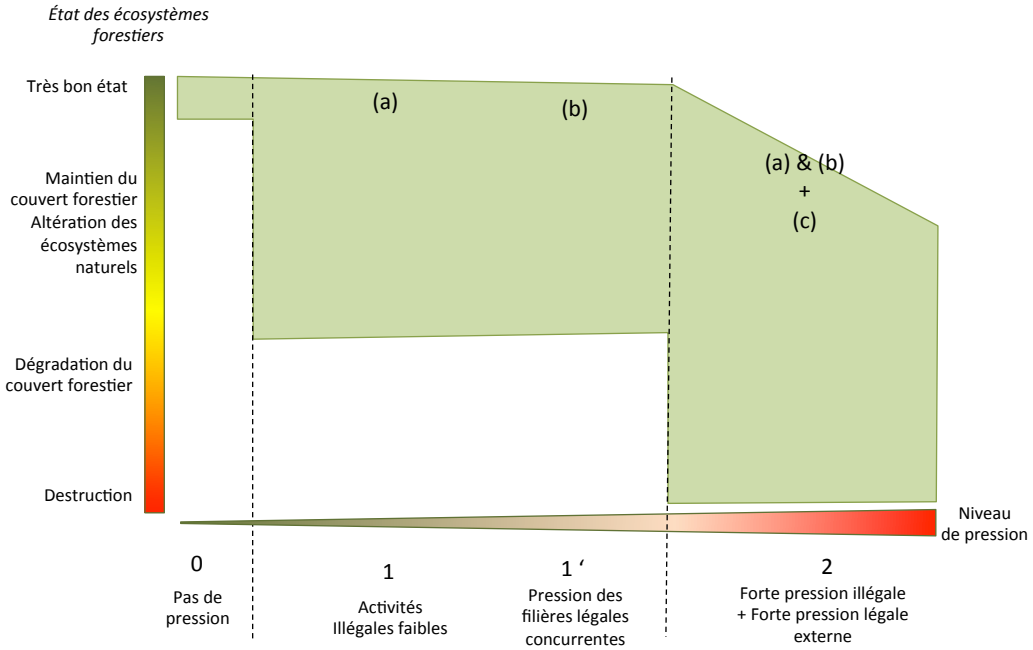
Ressources stratégiques pour la préservation des écosystèmes dans les espaces strictement protégés

La doctrine de gestion de ces aires protégées impliquant de ne pas exercer d'action susceptible de dégrader les écosystèmes, l'état optimal de conservation est un très bon état de tous les critères de notre référentiel (couvert forestier et habitats, faune, flore et milieux aquatiques).

Nous proposons ici deux cas d'aires protégées : le cas 1 concerne des espaces strictement protégés grands, éloignés et difficiles d'accès, comme le Parc national Montanhas do Tumucumaque, ou la Réserve naturelle nationale des Nouragues ; le cas 2 concerne des espaces strictement protégés de petite taille, situés à proximité de zones de développement économique.

Cas 1 : Espace grand, éloigné, difficile d'accès, en bon état de conservation

Les écosystèmes étant aujourd'hui en bon état, en l'absence de toute pression, aucune action gestionnaire n'est *a priori* nécessaire pour en assurer la préservation (0). Des pressions moyennes, liées à des activités illégales, ou éventuellement à des arbitrages qui se feraient finalement en faveur d'autres secteurs économiques pourraient dégrader partiellement ces écosystèmes (1 et 1 '). De très fortes pressions induiraient nécessairement un certain degré de dégradation des écosystèmes, car l'espace étant particulièrement grand, il est très difficile de contrôler ce qu'il s'y passe. Sans ressources adéquates, les écosystèmes forestiers pourraient être détruits (2).



Nous avons tenté de synthétiser dans le tableau ci-dessous quelles étaient les ressources stratégiques minimales nécessaires ((a), (b), (c)) pour faire face à ces divers niveaux de pression, et maintenir au mieux l'état des écosystèmes forestiers.

Critères	Ressources stratégiques
Législatifs	(a) / (b) Loi claire sur les activités possibles ou non
Organisationnels	(a) / (b) Equipe de gestion minimale pour rappeler l'existence de l'espace protégé (c) Moyens humains et matériels suffisants
Socio-politiques	(a) Alliance avec les autorités compétentes pour faire respecter la loi ; acceptation locale minimale. (b) Corruption limitée dans le pays ; acceptation locale minimale. (c) Alliances multi-échelles avec des acteurs externes (ONG, médias, opinion publique) priorisant la question environnementale sur cet espace ; Constitution d'un « problème public » Légitimité auprès d'au moins une partie des acteurs locaux.
Scientifiques et techniques	(a) Connaissance des écosystèmes pour permettre le maintien leur fonctionnement à long terme ; Capacité techniques de suivi des pressions (c) Médiatisation des données de suivi

Exemples :

- Le Parc National Montanhas do Tumucumaque au Brésil :

A l'échelle de l'ensemble du territoire, la seule pression réelle est une pression en provenance de filières « légales » qui tentent de saper la légitimité de parc. La présence des équipes de gestion qui réagissent, et la force de la loi qui leur confère une légitimité, permettent de maintenir le parc, malgré ces pressions. La taille de l'espace et l'alliance de l'équipe gestionnaire avec les forces de l'ordre limite les pressions illégales. Des systèmes de suivi de la déforestation sont opérationnels. En revanche la légitimité locale du parc reste encore très faible. Les conditions (a) et (b) sont donc réunies pour répondre à des pressions 1 et 1'. Des jalons sont posés pour faire face à une pression croissante, notamment au travers de partenariats avec des ONG (WWF) et avec l'armée, mais sont encore incomplets. Dans tous les cas, la superficie de l'espace étant très importante, si les pressions augmentent fortement, il est probable qu'une dégradation partielle des écosystèmes se fera, au moins sur les marges, et ce quels que soient les moyens mis en place.

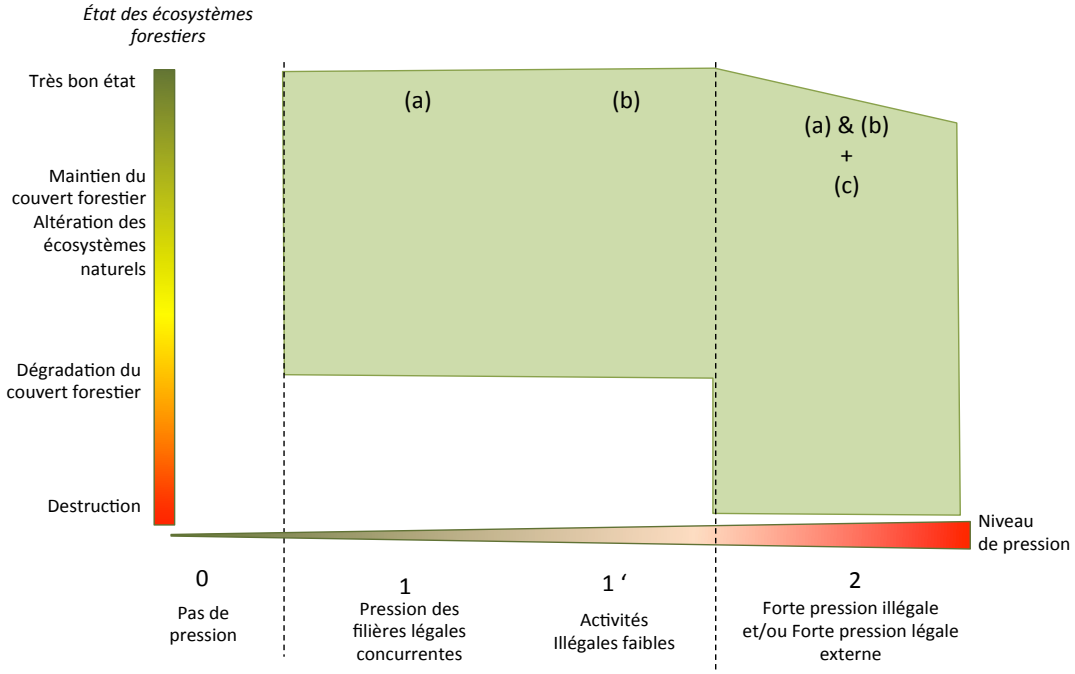
- La Réserve naturelle nationale des Nouragues :

De façon générale, la légitimité locale est bien assurée, au travers de la mise en place d'une cogestion impliquant une association locale, et au travers de la présence d'une station scientifique de renommée internationale.

Les seules pressions aujourd'hui constatées sont des pressions illégales de type 1 (l'orpaillage exerce une forte pression, mais sur une superficie limitée de la réserve). Les ressources gestionnaires sont la mise en place de suivi précis des pressions et des partenariats avec la gendarmerie et l'armée, pour limiter l'activité d'orpaillage. Ces efforts sont insuffisants et on a une dégradation lente des écosystèmes. Les ressources de type (c) ne sont pas mobilisées par les gestionnaires : peu de médiatisation, ni de mobilisation sociale réelle face à l'orpaillage sur cette réserve. Le problème est donc réel, mais non-relayé sur la scène publique au titre de cet espace protégé spécifique.

Cas 2 : Espace petit, proche des zones urbaines, accessible par la route, en bon état de conservation

La proximité des zones urbaines et le caractère souvent récréatif conféré à ce type d'espace protégé impliquent obligatoirement la présence de pressions. Il faut donc un minimum de contrôle pour prévenir les dégradations des écosystèmes. En revanche, ces territoires sont plus faciles à contrôler, même face à de fortes pressions. Par ailleurs, leur plus grande accessibilité au public leurs confère souvent une forte légitimité locale.



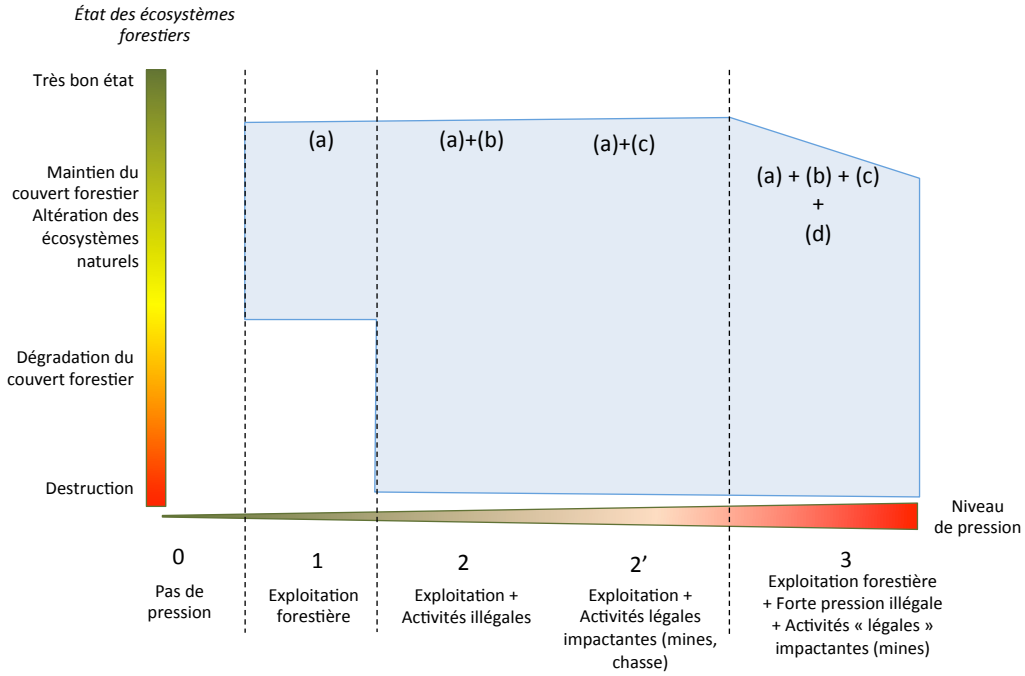
Critères	Ressources stratégiques
Législatifs	(a)/(b) Loi claire sur les activités possibles ou non ;
Organisationnels	(a)/(b) Equipe de gestion minimale pour rappeler l'existence de l'espace protégé (b) Présence sur le terrain pour assurer des contrôles directs de l'espace protégé (c) Forte capacité de contrôle, compétences juridiques. Moyens humains et matériels suffisants
Socio-politiques	(a) Légitimité /utilité locale de l'aire protégée (c) Recherche d'alliances locales avec les personnes sensibilisées Médiatisation et valorisation de la valeur socio-environnementale de l'espace Alliance avec les médias pour faire connaître les litiges éventuels
Scientifiques et techniques	(b) Suivi directs et indirects des pressions

Des exemples de ce type d'espace pourraient être, en Guyane, les Réserves naturelles Trésor ou du Mont Grand Matoury. Nous n'avons pas étudié les stratégies mises en œuvre dans ces espaces suffisamment en détail pour appliquer rigoureusement cette grille d'analyse.

Ressources stratégiques pour la préservation des écosystèmes dans les espaces de gestion forestière durable

La doctrine de gestion portée dans les forêts publiques de gestion forestière durable consiste à développer une exploitation commerciale durable des ressources forestières, permettant de maintenir à la fois le couvert forestier, les principales fonctionnalités de la forêt et la productivité forestière. Dans tous les cas, une pression minimale est donc exercée sur les espaces forestiers concernés, liée aux impacts de l'activité d'exploitation. Bien mise en œuvre, elle permet de conserver les principales fonctionnalités des écosystèmes, mais elle peut aussi dans certains cas causer des dommages importants à ces derniers. D'autres activités, légales ou illégales peuvent causer des impacts très importants sur les écosystèmes forestiers.

N'ayant pas pu observer directement d'autres modes d'exploitation (notamment communautaire), nous ne traiterons ici que le cas de l'exploitation commerciale de bois d'œuvre. Nous prendrons à titre d'exemple le Domaine forestier permanent de Guyane géré par l'ONF, et la FLOTA en Amapá, gérée par l'IEF.



Critères	Ressources stratégiques
Législatifs	(a) Cadre réglementaire concernant les modes d'exploitation et les modlités de contrôle ; Sécurisation du foncier. (b) et (c) Cadre réglementaire clair sur les activités possibles ou non
Organisationnels	(a) Définition et légitimation de critères d'exploitation peu impactants Maintien de zones non impactées Moyens de contrôle de l'activité des exploitants (b) Moyens humains, matériels et financiers suffisants pour le contrôle et le suivi des pressions (c) Compétences et légitimité pour le contrôle des activités autorisées ; Participation aux processus de délivrance des autorisations
Socio-politiques	(a) Corruption limitée Relations de confiance avec les exploitants (b) Légitimité locale minimale Alliances avec les acteurs pertinents pour un contrôle direct (c) Bonne capacité de négociation intersectorielle pour limiter l'impact des activités autorisées (d) Alliances multi-échelles avec des acteurs externes (ONG, médias, opinion publique) porteurs de la question environnementale sur cet espace Constitution d'un « problème public »
Scientifiques et techniques	(a) Capacités de suivi des peuplements forestiers Connaissances techniques de limitation des impacts Connaissance des zones fragiles ou importantes à ne pas exploiter (b) Capacités techniques de suivi des pressions (c) Connaissances techniques des méthodes de limitation des impacts (d) Médiatisation des données de suivi, alertes

Exemples :

- Le domaine forestier permanent en Guyane.

Les pressions observées sont globalement de type 2 et 2', avec la mise en œuvre d'une exploitation forestière ; des activités illégales impactantes encore assez limitées (principalement l'orpaillage, mais également des coupes de bois, la chasse d'espèces animales protégées, etc.) ; et des activités légales impactantes provenant d'autres filières économiques (exploitation minière, chasse).

Les ressources de base (a) visant à cadrer l'exploitation forestière (1) sont assurées, avec la mise en place récente de cadre législatifs clairs sécurisant le foncier, une planification étayée par des suivis de la ressource, la présence d'un organisme de gestion fortement légitime et solidement ancré localement. Des relations de longue durée se tissent avec la majeure partie des exploitants, permettant une amélioration progressive des pratiques d'exploitation. Pour la prise en charge des pressions externes (2 et 2'), des ressources existent, mais sont incomplètes. Les ressources organisationnelles de l'ONF sont bonnes (b et c), bien qu'encore trop limitées par rapport à la taille des territoires à gérer. L'organisme met en œuvre des négociations intersectorielles, parfois limitées par la force des enjeux adverses (séries écologiques des aménagements forestiers non prises en compte dans le zonage minier). L'orpaillage illégal (3) est suivi avec précision par l'ONF et des moyens d'action sont mis en œuvre avec les forces de l'ordre. Ces efforts sont insuffisants pour une limitation du phénomène. Néanmoins, aucune réelle stratégie de communication / alerte n'est mise en place. Elle se limite à un lobbying et des actions intra-étatiques. L'émergence de l'orpaillage en tant que problème public n'est plus aujourd'hui portée stratégiquement par cet organisme, mais par d'autre acteurs (PAG, WWF, Hurleurs de Guyane).

La question de la chasse est prise en compte via le cadre législatif et une mise en évidence des règles (barrières à l'entrée des pistes), mais l'organisme en charge du contrôle (ONCFS) ne dispose ni des moyens organisationnels, ni de relations de confiance suffisantes avec les acteurs concernés pour en assurer le contrôle.

On a donc aujourd'hui toutes les catégories de ressources mobilisées. En revanche, certaines stratégies sont volontairement et activement écartées (il est considéré plus intéressant de ne pas communiquer sur l'orpaillage) pour répondre à des logiques d'action dépassant la problématique environnementale ; d'autres questions telles que la chasse sont considérées par l'organisme de gestion forestière comme relevant de l'action d'organismes publics différents, et font en conséquent l'objet d'un investissement minimum en ressources stratégiques.

- La FLOTA en Amapá.

A l'heure actuelle, la forêt n'étant pas ouverte à l'exploitation, les pressions constatées sont des occupations et des activités illégales, de type 2, mais également des pressions en provenance de filières légales (activités minières) de type 2'. La création de la FLOTA et la volonté de création de concessions a impliqué ces dernières années la constitution progressive de ressources législatives et organisationnelles : mise en place de la loi, construction de l'organisme de gestion, répartition des compétences, réalisation du plan de gestion.

Des éléments de stratégie relevant à la fois de (a), (b), (c) et (d) sont actuellement mis en place, mais sont encore incomplets, en cours de construction. Le cadre législatif existe, mais des litiges persistent sur les limites de la FLOTA, affaiblissant le cadre d'application des règles. Des zones fragiles ont été identifiées, mais ne sont pas basées sur une analyse précise des facies forestiers qui restent grossièrement définis. A l'heure actuelle, la connaissance de la ressource en bois reste grossière, basée sur des inventaires statistiques. Les entreprises, qui sont pas encore connues (et ne bénéficient donc pas d'un historique partagé avec les institutions de gestion) seront responsables de l'établissement de diagnostics plus précis.

La légitimité locale est encore faible. Une volonté de contrôle des conditions d'exploitations mises en œuvre dans les mines qui seront ouvertes est affichée, mais le cas n'est pas encore avéré.

En revanche, des partenariats importants sont d'ores et déjà tissés pour permettre une constitution rapide des ressources stratégiques. Le rôle est plutôt un rôle de soutien qu'un rôle d'alerte : aucun problème environnemental majeur n'est aujourd'hui identifié. La gestion de la faune n'est pas mise en avant comme une problématique prioritaire, et la principale ressource disponible est la loi (interdiction de chasser à des fins commerciales).

Les ressources disponibles sont donc encore faibles à l'heure actuelle, mais se construisent de façon simultanée à l'installation de la FLOTA. Au vu des pressions croissantes que l'ouverture de la forêt va engendrer (pistes, exploitation forestière, exploitation minière), une prise au sérieux des enjeux environnementaux et la construction de stratégies conséquentes sera nécessaire à un maintien des qualités environnementales de la forêt.

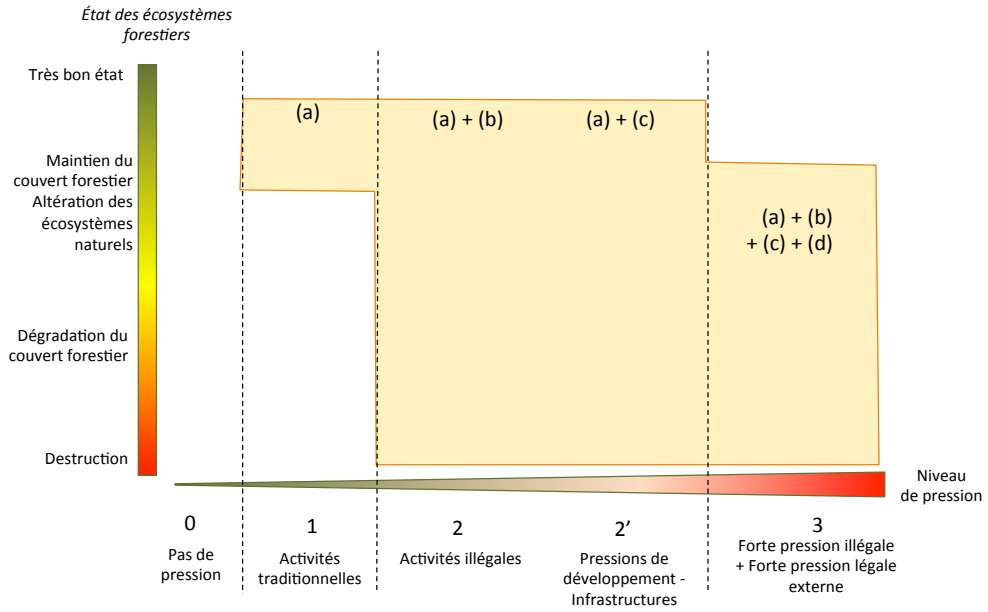
En Guyane, les principales limites sont donc l'absence de ressources stratégiques développées sur des sujets environnementaux jugés non prioritaires en forêt (faune) et la difficulté à enrôler des acteurs (hors filière forestière) aux côtés de l'État, ce qui limite les marges de manœuvre pour les pressions intra-étatiques.

En Amapá, la construction du dispositif est inachevée, mais les ressources semblent se diversifier rapidement. Les organismes de gestion, et le dispositif mis en place (qui crée lui-même à court terme des pressions sur la forêt) sont récents, ce qui rend nécessaire une prise en charge très sérieuse des problématiques écologiques. Les lacunes concernent aujourd'hui principalement les ressources socio-politiques (légitimité locale faible du dispositif) et technico-scientifiques (capacités de suivi limitées des écosystèmes).

Ressources stratégiques pour la préservation des écosystèmes dans les espaces de gestion des ressources par les populations traditionnelles ou locales

Dans tous les cas, les populations concernées par l'espace protégé mettent en œuvre leurs pratiques, qui sont historiquement durables pour la préservation de l'environnement. Ces pratiques peuvent permettre un maintien quasiment parfait des qualités environnementales des écosystèmes. Leur évolution rapide, la croissance démographique, les nouveaux outils (tronçonneuses, moteurs…) peuvent néanmoins impliquer des pressions plus importantes sur les écosystèmes. C'est d'autant plus vrai que l'espace conféré aux populations est de taille restreinte et que ces dernières sont intégrées à la société nationale. D'autres activités, légales (mines, infrastructures routières) ou illégales peuvent causer des impacts très importants sur les écosystèmes forestiers.

Cas 1 : Espace grand, pression interne limitée



Critères	Ressources stratégiques
Législatifs	(a) Sécurisation du foncier pour les populations (b) et (c) Cadre réglementaire clair sur les activités possibles ou non, prenant en compte les populations
Organisationnels	(a) Gestion des ressources interne par les populations (b) Moyens humains, matériels et financiers suffisants pour le contrôle et le suivi des pressions (moyens humains et matériels) (c) Capacités et légitimité pour le contrôle des activités autorisées ; Participation des populations aux processus d'autorisation (d) Présence d'une organisation spécifique et de moyens pour défendre les intérêts socio-environnementaux ; Bonne coordination entre populations, gestionnaires d'État, forces de l'ordre.
Socio-politiques	(a) Corruption limitée (b) Légitimité locale minimale ; Relations de confiance avec les populations (c) Prise en compte des pratiques et des besoins des populations pour la réalisation des infrastructures ; Bonne capacité de négociation inter sectorielle pour limiter les impacts. (d) Alliances multi-échelles avec des acteurs externes (ONG, médias, opinion publique) porteurs de la question environnementale; Constitution d'un « problème public »
Scientifiques et techniques	(a) Modes de gestion traditionnels durables ; (b) Capacité techniques de suivi des pressions (c) Connaissances techniques de limitation des impacts (d) Médiatisation des données de suivi - alertes

Exemples :

- ❖ Cœur du Parc amazonien de Guyane.

L'espace considéré (cœur de parc) est effectivement très grand au regard de la population. Si les pratiques traditionnelles sont en nette évolution, les pressions sont réduites à l'échelle du territoire. Les principales pressions sont des pressions externes illégales (orpaillage). Les filières légales remettent régulièrement en cause la légitimité du dispositif.

Les ressources législatives sont fortes, et sécurisent effectivement le territoire pour les populations et pour la préservation des écosystèmes. La réglementation officiellement applicable aux populations est claire, mais le discours qui l'accompagne et les modalités d'application restent parfois floues. Cet état de fait, ainsi que les difficultés de l'organisme public du PAG (en fait plus généralement de l'État) à faire face à l'orpaillage illégal, limitent fortement la légitimité locale de

l'organisme. En outre, les populations locales n'ont qu'un rôle marginal dans les décisions stratégiques de l'organisme.

En revanche les ressources du PAG pour les négociations intersectorielles sont assez fortes, et les négociations remontent facilement à l'échelle ministérielle. Comme dans le cas de l'ONF, les ressources organisationnelles sont bonnes, ce qui limite fortement la volonté de recherche de partenariats externes à l'État (sauf partenariats scientifiques, ou, dans la zone d'adhésion soutien aux initiatives de développement local et durable). En revanche, le PAG médiatise les données qu'il produit concernant l'orpaillage (b) pour exercer une action de lobby sur les autres corps de l'État (d).

Mis à part l'orpaillage illégal, les suivis réalisés concernent principalement les pratiques des populations, dans l'optique de les connaître, voire de définir des règles de gestion concertées. Connaître les impacts des pratiques d'autres acteurs (chasseurs non autorisés) en en revanche compliqué.

On a donc une mobilisation assez variée de ressources stratégiques multiscalaires. Paradoxalement, ce dispositif manque finalement principalement d'un soutien clair des populations, ce qui crée un fort besoin de légitimation des actions menées. La mobilisation sur la question de l'orpaillage illégal reste encore trop faible pour permettre une limitation du phénomène (nécessité d'actions de diplomatie internationale).

- Terres indigènes brésiliennes du Bas Oyapock

Si elles sont nettement plus peuplées que le cœur du Parc amazonien de Guyane, la population reste faible à l'échelle des trois terres indigènes considérées, avec moins d'1 habitant par km^2.

Les principales pressions sont dues aux activités illégales favorisées par la présence de la BR-156 qui traverse la TI Uaça et par la rivière Uaça au nord. De nombreuses concessions minières inactives existent dans la TI, potentiellement réactivables en cas d'évolution de la politique actuelle au niveau national. Le couvert forestier est actuellement bien préservé à l'échelle des Terres indigènes.

Les ressources législatives sont clairement définies en faveur de l'usage exclusif et libre des populations. Elles ne protègent pas néanmoins du développement d'infrastructures ou d'activités minières. La répartition organisationnelle des tâches entre populations, FUNAI et forces de l'ordre est assez claire, mais la coalition manque de moyens (financiers, de communication) pour une mise en œuvre efficace des actions de surveillance. Les populations se positionnement aujourd'hui en fort soutien au dispositif, et contribuent activement à élaborer la stratégie de gestion, ce sui constitue une ressource sociopolitique forte. Les ONG soutiennent cette gestion, et contribuent à médiatiser les problèmes rencontrés et à en faire un problème public, pour catalyser les moyens des divers partenaires potentiels. En revanche, mises à part les observations directes par les populations, qui constatent une diminution des ressources naturelles (par rapport à la situation d'abondance préexistante), il n'y a pas, sauf exception, de suivis réguliers des ressources naturelles… et moins encore de suivi des impacts potentiels des activités durables nouvellement mises en œuvre (pisciculture, aménagement de pinotières…).

Ce sont finalement ici les ressources matérielles et techniques qui sont aujourd'hui limitantes pour les stratégies mises en place. La structuration multiscalaire constitue en revanche un atout clé pour combler les lacunes du cadre législatif en termes de protection socio-environnementale.

Cas 2 : Espace de taille limitée par rapport à la population. Evolution rapide des pratiques internes.

Cela pourrait concerner certaines petites terres indigènes ou des ZDUC situées très près des centres urbains, mais nous n'en avons pas étudié précisément dans notre travail.

Finalement, l'approche proposée permet ainsi de clarifier à la fois les engagements environnementaux des dispositifs au regard de l'état actuel des écosystèmes, de prendre en compte les caractéristiques structurelles qui les caractérisent, et d'analyser les ressources stratégiques développées par les gestionnaires (pris dans leur diversité). Ce type de réflexion peut servir de support pour clarifier les logiques sous-jacentes aux stratégies mises en place, ainsi que pour analyser avec un certain recul leurs complémentarités, leurs divergences, les lacunes qui en ressortent. Il permet de garder à l'esprit que ce qui compte n'est pas tant le degré d'organisation et de mise en gestion que l'adéquation des stratégies développées aux type de pressions subies par les écosystèmes pour un type de dispositif spécifique, dans un contexte socio-historique donné.

Quelles pistes d'amélioration de notre travail ? Quelles perspectives de recherche ?

Nous avons finalement développé une approche méthodologique permettant d'analyser l'efficacité environnementale d'espaces protégés, dans une optique d'évaluation pluraliste.

Ce travail pourrait être développé et approfondi par la suite, notamment sur des aspects d'ordre méthodologique, géographique, et écologique.

Méthodologique, au regard de l'asymétrie de l'analyse entre contextes français et brésilien, que nous avons tenté de limiter au plus, mais qui reste nécessairement présente du fait de la maîtrise inégale de la langue, du temps de séjour supérieur en Guyane française, ayant permis un imprégnation plus forte du terrain. Le nombre d'entretiens relativement équilibré a permis de limiter ce biais, mais il reste inévitable. De même tous les dispositifs « aires protégées » mobilisés n'ont pu être étudiés avec le même niveau de détails, et l'analyse ressortirait renforcée de certains compléments de travail de terrain. Le travail de triangulation réalisé entre les entretiens, les documents et les observations de terrain réalisées, ainsi que la mobilisation de la réflexivité des acteurs sur les espaces protégés qu'ils gèrent ont néanmoins permis de limiter ces biais.

Des approfondissements d'ordre géographique ensuite, car les processus que nous avons identifiés sont, on le voit, intrinsèquement liés aux stratégies qui ont pu être développées dans les contextes guyanais et brésilien. La démarche abductive menée nous a permis de réaliser de premières montées en généralité, mais il serait intéressant de les enrichir à partir d'autres cas d'étude, notamment en Amérique Latine, pour voir si d'autre schémas émergent ou si l'on retrouve des lignes stratégiques générales (qui seraient, par exemple, propres aux pays amazoniens).

Des compléments d'ordre écologique enfin, car la même approche pourrait être particulièrement pertinente à mener sur d'autres écosystèmes, y compris sur les territoires que nous

avons étudiés. Nous pensons particulièrement aux écosystèmes marins, sur lesquels l'action publique environnementale est nettement moins avancée, les connaissances lacunaires, les acteurs d'environnement encore peu nombreux. A un moment où la question de l'effondrement des stocks de poissons devient cruciale à l'échelle mondiale (et notamment sur la côte Atlantique brésilienne, plus au Sud de l'Amapá), une analyse de ce genre pourrait être utile pour aider à la structuration de l'action environnementale aujourd'hui encore assez faible, notamment pour la mise en place d'aires protégées marines, actuellement en plein essor.

Enfin, une continuation particulièrement logique de ce travail serait de mener une approche prospective, en lien avec les gestionnaires des espaces protégés, ou avec d'autres acteurs susceptibles de porter la mise en place de nouvelles aires protégées, pour permettre de poser clairement les enjeux écologiques qui vont émerger dans les années à venir au regard du développement rapide des territoires et de la croissance démographique en Guyane et en Amapá. Cela pourrait permettre de tester et de discuter avec les gestionnaires et les populations concernées les implications environnementales des différentes actions mises en œuvre, dans l'optique d'identifier et de renforcer les capacités d'action des acteurs d'environnement, mais également de cerner les lacunes potentielles.

BIBLIOGRAPHIE

Accords de Twenké. (1998). *Résolutions de Twenké - prises par les populations autochtones et les peuples de la forêt de Guyane*, le 21 Juin 1998. Twenké. 10 p.

Agostine, C., Taquari, F., & Máximo, L. (2013). Amapá faz concessão recorde de florestas. *Valor*. São Paulo, 25 Septembre 2013

Albert, B. (1991). Terras indígenas, política ambiental e geopolítica militar no desenvolvimento da Amazônia: a propósito do caso yanomami. Léna, P. ; de Oliveira, A. E. *Amazônia: A Fronteira Agrícola*, Belém, Brésil : Museu Paraense Emílio Goeldi. (Col. "Eduardo Galvão"), 20, 37–58.

Allegretti, M. H. (1997). Ambientalismo político y reforma agraria. De Chico al movimiento de los Sin Tierra. *Nueva Sociedad*, 150, 57–68.

Allegretti, M. H. (2008). A construção social de políticas públicas. Chico Mendes e o movimento dos seringueiros. *Desenvolvimento e Meio Ambiente*, 18, 39 –59.

Amapá - SEMA. (2011). *Relatorio tecnico de desmatamento no estado do Amapá referente ao periodo de 2009 a 2010.* Macapá, Brésil : Sema. 45 p.

Amaral, P., Veríssimo, A., Barreto, P., & Vidal, E. (1998). *Floresta para sempre: um manual para a produção de madeira na Amazônia*. Belém, Brésil: Imazon. 130 p.

Antoni, G. D. (2010). Pilot program for tropical forest protection in Brazil (PPG-7) and the globalization of the Amazon. *Ambiente & Sociedade*, 13(2), 299–313.

Aparecida de Mello, N., & Théry, H. (2003). L'État brésilien et l'environnement en Amazonie : évolutions, contradictions et conflits. *L'espace géographique*, 32 (1), 3–20.

APIO. (2009). P*lanos de vida dos povos e organisações indigenas do Oiapoque*. Oiapoque, Brésil : APIO. 45 p.

Araújo, A. V., de Carvalho, J. B., Oliveira, P. C., & Jófej, L. F. (2006). *Povos indígenas e a lei dos" brancos": o direito à diferença*. Ministério da Educação. Coleção educação para todos - Série vias dos saberes. 3. 212 p.

Araujo, I. V. (2010). Regularização fundiária e terras devolutas. *Revista da Faculdade de Direito da UFG*, 33(2), 112–127.

Armanville, F. (2010). *Washiba - Zone de droits d'usage collectifs arawak-lokono*, Rapport de Master "Anthropologie sociale et historique". Université Toulouse - Le Mirail. 50 p.

Arnaud, G. (1996). Quelle stratégie d'observation pour le chercheur en gestion ? *Economies et Sociétés*, 30(10), 235–264.

Arnould, P. (2002). Histoire et mémoire des aménagements forestiers. *Ingénieries Eau Agriculture Territoires* (numéro spécial Aménagement Forestier). Antony : Cemagref éditions, 9–20.

ATEN. (2010). *Tableau comparatif des espaces naturels de France.* Montpellier : Atelier technique des espaces naturels. 2 p.

Aubertin, C., & Filoche, G. (2008). La création du parc amazonien de Guyane : Redistribution des pouvoirs, incarnation du local et morcellement du territoire. In : Aubertin C. & Rodary E. (Eds.) *Aires protégées, espaces durables ?* Marseille : IRD Editions, 163–185.

Aubertin, C., Pinton, F., & Rodary, E. (2008). Le développement durable, nouvel âge de la conservation. In : Aubertin C. & Rodary E. (Eds). *Aires protégées, espaces durables ?* Marseille : IRD Editions, 163–185.

Azevedo, C. (2006). *Dinâmica de florestas submetidas a manejo na Amazônia Oriental: experimentação e simulação.* Doctorat en sciences forestières. Universidade Federal do Paraná, Curitiba, Brésil. 236 p.

Bahuchet, S., Grenand, F., Grenand, P., & de Maret, P. (1994). Forêts des tropiques, forêts anthropiques. In : Serge Bahuchet (Ed.). *Situation des populations indigènes des forêts denses et humides*, APFT, (1). Luxembourg. 132 p.

Balas, N. (2010). Les pôles de compétitivité ou l'hégémonie du cluster portérien. Essai critique sur la performativité du management stratégique. In : F. Palpacuer, M. Leroy, & G. Naro (Eds.), *Management, mondialisation, écologie*. Paris: Lavoisier. 57–79

Balieiro, M., Espada, A., Nogueira, O., Palmieri, R., & Lentini, M. (2010). *As Concessões de Florestas Públicas na Amazônia Brasileira.* Belém / São Paulo: Imaflora / IFT. 204 p.

Balland, P., & Roux, A. (2005). *Pêche et gestion piscicole en Guyane.* Paris: Ministère de l'écologie et du développement durable. 57 p.

Barbier, M. (2004). *Management Setting as a dynamic and performative agency of actors, objects and rules.* 20th EGOS Colloquium. Ljubljana.

Barbier, M. (2008). Surveiller pour abattre. La mise en dispositif de la surveillance épidémiologique et de la police sanitaire de l'ESB. *Terrains & travaux*, (2), 101-121.

Bariteau, M., & Geoffroy, J. (1989). Sylviculture et régénération naturelle en forêt guyanaise. *Revue forestière française*, (4), 309–323.

Barreto, P., & Arima, E. (2002). *Florestas nacionais na Amazônia: consulta a empresários madeireiros e atores afins à política florestal.* Ministério do Meio Ambiente, Programa Nacional de Florestas.

Barreto, P., & Veríssimo, A. (2002). *Informações e sugestões para a criação e gestão de florestas públicas na Amazônia.*

Barthod, C., Joseph, J.-L., Moulinas, G., Lopez, E., Letourneux, F., Tendron, G., Drège, P.-O. (2003). Bilan de 10 ans de débats passionnés sur la gouvernance des espaces naturels en France. *Revue Forestière Française,* LV(6).

Bassargette, D. (2003). Le futur Parc de la forêt tropicale guyanaise: une opportunité pour repenser la relation spatiale entre une organisation et son substrat. In *Annales de géographie*, Vol. 112, pp. 188–213.

Becerra, S. (2003). *Protéger la nature: politiques publiques et régulations locales en Espagne et en France.* Université Toulouse le Mirail-Toulouse II.

Bélouard, T., Fourcade, C., Salvado, A., & Stach, N. (2008). Les images satellitaires pour la gestion forestière. *L'IF*, (18), 8 p.

Benhammou, F., & Mermet, L. (2003). Stratégie et géopolitique de l'opposition à la conservation de la nature: le cas de l'ours des Pyrénées. *Nature Sciences Sociétés*, 11(4), 381–393.

Benjaminsen, T. A., & Svarstad, H. (2012). Discours et pratiques de conservation en Afrique. In D. Gautier & T. A. Benjaminsen, *Environnement, discours et pouvoir L'approche Political ecology* (pp. 111–134). Paris: Quae.

Bens, J. (2011). *Roads and EIA in French Guiana : A policy-practice gap*. Cayenne: AgroParisTech/CNRS Guyane. 84 p.

Berry, M. (1983). *Une technologie invisible ? L'impact des instruments de gestion sur l'évolution des systèmes humains*. Paris: Centre de recherche en gestion de l'école polytechnique, 60 p.

Billé, R. (2006). Gestion intégrée des zones côtières: quatre illusions bien ancrées. *Vertigo -La revue électronique en sciences de l'environnement*, 7(3).

Billé, R. (2007). *La Gestion intégrée du Littoral se décrète-t-elle ?* Atelier national de reproduction des thèses.

Biotope. (2011). *Étude du potentiel faunistique et floristique du Marais Gabin - Saint Georges.* Cayenne: Parc Naturel Régional de Guyane. 40 p.

Blundo, G. (2011), Une administration à deux vitesses Projets de développement et construction de l'État au Sahel, *Cahiers d'études africaines,* 2 (2011), 427–452.

Bodmer, R. E., & Robinson, J. G. (2004). Evaluating the sustainability of hunting in the Neotropics. People in *Nature : Wildlife Conservation in South and Central America.* Columbia University Press, New York, 299–323.

Boggs, S.-W. (1940), *International Boundaries - A study of boundary functions and problems*. Columbia University Press, New York.

Bonnin, M. (2008). Les aires protégées dans la mise en place des réseaux écologiques. Gestion globale de la nature ou gestion des institutions de conservations ? In : Aubertin C. & Rodary E. (Eds.) *Aires protégées, espaces durables ?* Marseille : IRD Editions, 114–133.

Bordères, M. (2003). Les problématiques de gestion durable du massif forestier guyanais. *Revue Forestière Française*, 55, 219–235.

Boudoux d'Hautefeuille, M. (2010a). Migrations, mobilités et représentations spatiales à la frontière franco-brésilienne de l'Oyapock : les contours d'une territorialité frontalière. In *La Guyane, terre de migrations,* à paraître. Cayenne. 18 p.

Boudoux d'Hautefeuille, M. (2010b). *Routes et développement en espace amazonien*. Cayenne : WWF Guyane. 79 p.

Boudoux d'Hautefeuille, M. (2010c). Une lecture critique de l'institutionnalisation des relations transfrontalières : les enjeux de l'approche multiscalaire. Le cas de la frontière entre la France et le Brésil. *Questions de Communication*, 19 p.

Boudoux d'Hautefeuille, M. (2012). *Entre marge et interface, recompositions territoriales à la frontière franco-brésilienne (Guyane/Amapá)*. UAG, Schoelcher.

Bougrain Dubourg, A., Brard, L., & Poiret, P. (1995). Position de la LPO, de FNE et du WWF France sur le projet de parc de la forêt tropicale Guyanaise. LPO/WWF/FNE. 9 p.

Bouillie, J. (2006). *Bilan patrimonial des forêts domaniales - Version résumée* Paris: ONF. 55 p.

Bourdieu, P. (1993). "Comprendre". In : *La misère du monde*, Editions du Seuil. 1389–1446

Boutefeu, B. (2005). L'aménagement forestier en France: à la recherche d'une gestion durable à travers l'histoire. *Vertigo,* 6(2).

Boyrie, A. (2012). *Typologie de la fragmentation forestière par télédétection et évaluation des politiques publiques d'aménagement dans le Bas-Oyapock (État d'Amapá (Brésil) / Guyane française).* Mémoire de Master, IRD / CNRS, Cayenne. 54 p.

Brachet, R. M., Legeay, A., Durrieu, G., Laffont, L., & Maurice, L. (2010). L'orpaillage en Guyane. In : Annales de la conférence *Vulnérabilité & résilience des écosystèmes : l'utopie d'une gestion,* Centre Jacques Cartier, Grenoble. 83–89.

Brooks, T. M., Bakarr, M. I., Boucher, T., Da Fonseca, G. A., Hilton-Taylor, C., Hoekstra, J. M., Pressey, R. L. (2004). Coverage provided by the global protected-area system: Is it enough ? *BioScience*, 54(12), 1081–1091.

Brooks, T. M., Mittermeier, R. A., da Fonseca, G. A., Gerlach, J., Hoffmann, M., Lamoreux, J. F., Rodrigues, A. S. (2006). Global biodiversity conservation priorities. *Science*, 313(5783), 58–61.

Brooks, T. M., Wright, S. J., & Sheil, D. (2009). Evaluating the success of conservation actions in safeguarding tropical forest biodiversity. *Conservation Biology*, 23(6), 1448–1457.

Bruleaux, A.-M. (1990). Deux productions passées de la forêt Guyanaise: l'essence de bois de rose et la gomme de balata. *Bois et forêts des tropiques,* (219), 99–113.

Brunaux, O., & Demenois, J. (2003). Aménagement forestier et exploitation forestière en forêt tropicale humide guyanaise, *Revue forestière française*, LV, Numéro spécial, 260–272.

Bruner, A. G., Gullison, R. E., & Balmford, A. (2004). Financial costs and shortfalls of managing and expanding protected-area systems in developing countries. *BioScience*, 54(12), 1119–1126.

Bruner, A. G., Gullison, R. E., Rice, R. E., & Da Fonseca, G. A. (2001). Effectiveness of parks in protecting tropical biodiversity. *Science*, 291(5501), 125–128.

Bryant, R. L. (1998). Power, knowledge and political ecology in the third world: a review. *Progress in Physical Geography*, 22(1), 79–94.

Buttoud, G. (1995). L'évolution du commerce mondial des bois tropicaux: enjeux, stratégies, politiques. *Économie Rurale*, 228(1), 3–10.

Callon, M. (1986). Éléments pour une sociologie de la traduction: la domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc. *L'Année Sociologique* (1940/1948-), 36, 169–208.

Calmont, A. (2001). "Le problème foncier en Guyane : le poids de la domanialité". In : Géode Caraïbe (Org.). *La question de la terre dans les colonies et départements français d'Amérique 1848-1998,* Vol. Terres d'Amérique / 3, Karthala Editions, 203–220.

Câmara, G., Valeriano, D. de M., & Soares, J. V. (2006). *Metodologia para o cálculo da taxa anual de desmatamento na Amazônia Legal.* INPE, São José dos Campos. 24 p.

Campbell, L. M., Gray, N. J., & Meletis, Z. A. (2008). "Political ecology perspectives on ecotourism to parks and protected areas". In : Hanna, K. S., Clark, D. A., & Slocombe, D. S. (Eds.). *Transforming parks and protected areas: Policy and governance in a changing world.* Routledge, New-York, 200–221.

Campos, P. H. P. (2008). "As origens da internacionalização das empresas de engenharia brasileiras". In : Instituto Rosa Luxemburg Stiftung...et al (Org.), *Empresas transnacionais brasileiras na América Latina: um debate necessário.* Expressão Popular, São Paulo. 248p.

Cans, C. (2008). La superposition des statuts protecteurs: un atout pour la diversité biologique ! *Revue Juridique de l'environnement*, (1), 149–166.

Capiberibe, J. A. (2000). *L'Amapá, un nord pour le brésil*. CDTM.

Carlos, A. (2009). *Geografia do Amapá. A (re)produção do espaço amapaense e seus contrastes*. (Produção independente.). Macapà.

CCPIO, & TNC. (2013). *Programa de gestão territorial e ambiental das terras indígenas do Oiapoque.* Belem: The Nature Conservancy. 24 p.

CBD. (1992). *Convention sur la diversité biologique*, Rio de Janeiro, 29 p.

CBD. (2004). *Programme de travail sur les aires protégées,* Montréal: PNUE - Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 37 p.

CBD. (2008). *Draft findings of the ad hoc technical expert group on biodiversity and climate change.* Canada: Secretariat of the Convention on Biological Diversity. 25 p.

CBD. (2009). Emerging issues for biodiversity conservation in a changing climate, *CBD Technical Series 29*.

CBD. (2011). *Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique. Justificatifs techniques provisoires, indicateurs possibles et étapes suggérées pour la réalisation des objectifs d'Aïchi relatifs à la diversité biologique* - Note du secrétaire exécutif. Montréal: ONU, 23 p.

CEDI. (1983). *Povos indigenas no Brasil - Amapá e Norte do Para*. Sao Paolo.

CEDI. (1984). *Aconteceu - Povos indigenas no Brasil - 1983*. Rio de Janeiro: Centro Eucumênico de Documentação e informação.

CEROM. (2010). *Guyane-Amapá : Mieux structurer les territoires pour intensifier les échanges*. Cayenne: CEROM, AFD, IEDOM, INSEE. 76 p.

CEROM, IEDOM, INSEE, & AFD. (2008). *Guyane, un développement sous contrainte.* 84 p.

Chagas, M. A. (2003). *Gestão ambiental no Amapá - Evolução e contribuição du Subprograma de política de recursos naturais do PPG7*. Brasilia: Universidade de Brasilia - Pós-Graduação em Desenvolvimento Sustentável. 151 p.

Chape, S., Harrison, J., Spalding, M., & Lysenko, I. (2005). Measuring the extent and effectiveness of protected areas as an indicator for meeting global biodiversity targets. *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences*, 360(1454), 443–455.

Charles, L., & Kalaora, B. (2007). De la protection de la nature au développement durable: vers un nouveau cadre de savoir et d'action? *Espaces et Sociétés*, (3), 121–133.

Charlez, A. (2001). "La protection des espaces". In : Cornu, M., & Fromageau, J. (Eds.). *Genèse du droit de l'environnement: Droit des espaces naturels et des pollutions* (Vol. 2). Editions L'Harmattan.

Chartier, D., & Rodary, E. (2007). Géographie de l'environnement, écologie politique et cosmopolitiques. *L'espace Politique*, 1, 37–46.

Chevalier, J. (2010). *Définition des objectifs de gestion du patrimoine naturel en France : quel cadre théorique pour quelles modalités ?* Doctorat en Développement durable, Université de technologie de Troyes. 365 p.

Chevalier, J. (2012). "Les documents de gestion : un « moment démocratique » omniprésent en gestion du patrimoine naturel." In : C. Fleury & A.-C. Prévot-Julliard (Eds.), *L'exigence de la réconciliation: Biodiversité et société*. MNHN: Fayard. 12 p.

Chiapello, E., & Gilbert, P. (2012). La gestion comme technologie économique. In : P. Steiner et F. Vatin. (Eds.) T*raité de sociologie économique.* PUF, Paris. 26 p.

Chiapello, E., & Gilbert, P. (2013). *Sociologie des outils de gestion. Introduction à l'analyse sociale de l'instrumentation de gestion,* La découverte, Collection Grands repères, Paris. 260 p.

CI, UNDP, UICN, & GSI. (2002). *Priorités pour la conservation du massif des Guyanes*. CI.

Clap, F. (2005). *Le juge et les ZNIEFF. Analyse multicritères de la jurisprudence 20 ans après.* NATUR-AE, Languedoc-Roussillon. 134 p.

Clark, S., Bolt, K., & Campbell, A. (2008). *Protected areas: an effective tool to reduce emissions from deforestation and forest degradation in developing countries.* UNEP-WCMC, Cambridge, UK. 17 p.

Coad, L., Burgess, N. D., Bomhard, B., & Besançon, C. (2009). Progress towards the Convention on Biological Diversity's 2010 and 2012 targets for protected area coverage. *Parks: The International Journal for Protected Area Managers*, 17, 35–72.

Condamin. M. (1974). *Etude biologique du littoral guyanais en vue de la création de réserves naturelles.* Guyane Française: ORSTOM. 76 p.

Constitution. (1988). *Constituição da República Federativa do Brasil de 1988*.

Coppel, A., Gond, V., & Allo, S. (2008). Bilan de l'impact de l'orpaillage en guyane : une étude fondamentale. *RDV Techniques de l'ONF*, 20, 3–10.

Crabbé, A., & Leroy, P. (2008). *The handbook of environmental policy evaluation.* Earthscan, Londres. 221 p.

Cremers, G. (1984). L'herbier du Centre ORSTOM de Cayenne (CAY) a 25 ans. *Taxon*, 428–432.

Crozier, M., & Friedberg, E. (1977). *L'acteur et le système*. Edition du Seuil, Paris. 500 p.

Da Silva, K. E., Ribeiro, C. A. Á. ., Martins, S. V., & Santos, N. T. (2009). Concessões de florestas públicas na Amazônia: desafios para o uso sustentável dos recursos florestais. *Bioikos,* 23(2), 91–102.

David, A. (2000). "Logique, épistémologie et méthodologie en sciences de gestion : trois hypothèses revisitées." In : A. Hatchuel, R. Laufer, & A. David (Eds) *Les nouvelles fondations des sciences de gestion. Élements d'épistémologie de la recherche en management.* Vuibert, Paris, 83–110

Davy, D., Tritsch, I., & Grenand, P. (2013). Construction et restructuration territoriale chez les Wayãpi et Teko de la commune de Camopi, Guyane française. *Confins*, 2013 (16).

Davy, D., Filoche, G., Armanville, F., & Guignier, A. (2014). Zones de droits d'usage collectifs, concessions et cessions en Guyane française : Bilan et perspectives 25 ans après. CNRS / IRD, Cayenne, 166 p.

De Melo, G. M., & de Azevedo Irving, M. (2012). Parques nacionais na fronteira amazônica: uma leitura da percepção local sobre a gestão dos Parques Nacionais Montanhas do Tumucumaque e Cabo Orange (AP-Brasil). *Geografias* (UFMG), 8(2), 76–91.

De Thoisy, B. (2000). *Evaluation des abondances des espèces gibiers sur l'axe Régina – Saint Georges.* Association Kwata.

De Thoisy, B., & Delcourt, B. (2001). *Impact de l'exploitation forestière et de la chasse sur la faune néotropicale: exemple de la forêt de Counami*. Association Kwata.

DeFries, R., Hansen, A., Newton, A. C., & Hansen, M. C. (2005). Increasing isolation of protected areas in tropical forests over the past twenty years. *Ecological Applications*, 15(1), 19–26.

Delelis, C. J., Rehder, T., & Cardoso, T. M. (2010). *Mosaicos de áreas protegidas: reflexões e propostas da cooperação franco-brasileira*. MMA, Brasília. 150 p.

Demaze, M. T. (2002). *Caractérisation et suivi de la déforestation en milieu tropical par télédétection : application aux défrichements agricoles en Guyane française et au Brésil.* Thèse de doctoral en Géographie, Université d'Orléans, 142 p.

Demaze, M. T. (2007). *Le monitoring de la forêt amazonienne par télédétection. Note méthodologique.* Université d'Orléans. 14 p.

Demaze, M. T. (2008). Les forêts tropicales en marge de la certification forestière. *Bois et Forêts des Tropiques*, 296 (2), 83–98.

Demenois, J., Gourlet-Fleury, S., Fuhr, M., & Jourget, J.-G. (2003). Sylviculture en forêt tropicale humide guyanaise. *Revue Forestière Française,* 55, 273–290.

Denevan, W. M. (1992). The pristine myth: the landscape of the Americas in 1492. *Annals of the Association of American Geographers*, 82(3), 369–385.

Denevan, W. M. (2001). *Cultivated Landscapes of Native Amazonia.* Oxford University Press, Oxford, UK. 426 p.

Depraz, S. (2008). *Géographie des espaces naturels protégés. Génèse, principes et enjeux terrioriaux.* Armand Colin, Collection U, Paris. 320 p.

DIREN. (2007). *Atlas des sites et espaces naturels protégés de Guyane.* DIREN, Cayenne. 96 p.

DNPM. (1974). *Projeto RADAM - Programa de integração nacional - Levantamento de recursos naturais, Feuille NA/NB.22* - Volume 6. Ministère des mines et de l'énergie, Brasilia. 462 p.

Doré, A., Barbier, M., Lecoq, M., & Abdallahi Ould Babah, M. (2008). Prévention des invasions de criquets pélerins : analyse socio-technique d'un dispositif de gestion du risque. *Cahiers Agricultures,* 17(5), 457–464.

Drapier, N. (2004). Les réserves naturelles et réserves biologiques : des statuts variés et complémentaires. *RDV Techniques de l'ONF*, été 2004(5), 35–41.

Droulers, M., & Le Tourneau, F. M. (2000). Amazonie: la fin d'une frontière? *Caravelle - Cahiers du Monde hispanique et luso-brésilien,* 75 (2000), 109–135.

Drummond, J. A., Dias, T. C. A. de C., & Brito, D. M. C. (2008). *Atlas das unidades de conservação do estado do Amapá*. MMA/Ibama/Sema, Macapá. 128 p.

Drummond, J. A., Franco, J. L. de A., & Ninis, A. B. (2005). Brazilian federal conservation units: a historical overview of their creation and of their current status. E*nvironment and History*, 15, 463–491.

Drummond, J. A., & Franco, J. L. F. de A. (2013). Nature Protection: the FBCN and Conservation Initiatives in Brazil, 1958-1992. *Historia Ambiental Latino-americana y Caribeña*, 2(2).

Drummond, J. A., & Pereira, M. A. P. (2007). *O Amapá nos tempos do manganês: um estudo sobre o desenvolvimento de um estado amazônico 1943-2000.* Editora Garamond, Brésil. 498 p.

Dudley, N. (2008). *Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées*. Gland, Suisse: IUCN. 116 p.

Dudley, N., Baldock, D., Nasi, R., & Stolton, S. (2005). Measuring biodiversity and sustainable management in forests and agricultural landscapes. *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences,* 360(1454), 457–470.

Dumez, H. (2013). *Méthodologie de la recherche qualitative*. Magnard-Vuibert, Paris.

Duraiappah, A. K., Naeem, S., Agardy, T., & Assessment, M. E. (2005). *Ecosystems and human well-being: biodiversity synthesis*. Island Press Washington DC. 64 p.

Dutreve, B., Julliot, C., & Brunaux, O. (2001). Biodiversité et aménagement forestier en Guyane: approche méthodologique. *Bois et Forêts des Tropiques,* (269), 65–74.

Ecobios. (2003). *Corridors écologiques et routes en forêt guyanaise*. DIREN, Cayenne.

Eisenhardt, K. M. (1989). Agency theory: An assessment and review. *Academy of Management Review*, 14(1), 57–74.

Emérit, A. (2007). *Les aires protégées gérées. Zonage de l'espace et différenciation des rôles des acteurs, conditions d'une gestion intégrée des territoires. Le rôle des équipes des espaces protégées alpines dans la gestion du retour du loup et dans la conservation du tétras-lyre*. Doctorat en Sciences de l'environnement, ENGREF, Paris. 528 p.

Faure, L. (2010). *Dynamiques spatiales en zone frontalière - Contribution à un diagnostic de l'économie des petits exploitants agricoles du nord de l'Amapá.* OHM - CNRS, Cayenne. 115 p.

Fearnside, P. M. (2008). The roles and movements of actors in the deforestation of Brazilian amazonia. *Ecology and Society*, 13(1), article 23.

Filocreão, A. (2007). *Agro-extrativismo e capitalismo na Amazônia - As transformações recentes no agroextrativismo do Sul do Amapá.* Thèse de doctorat, Université fédérale du Para, Belem, Brésil. 542 p.

Fleury, M., & Karpe, P. (2006). Le parc national de Guyane : Un arbitrage difficile entre intérêts divergents. *Journal de la Société des Américanistes,* 46(1-2), 20 p.

Fonty, C. (2009). *Les acteurs de l'eau et le Parc Amazonien de Guyane. Etat des connaissances sur les milieux aquatiques et propositions d'Orientation de recherches*. Université Paris Diderot / Parc Amazonien de Guyane. 138 p.

France Guyane. (1995). *Pluie de reproches contre le parc.* 1 p. Cayenne. Décembre 1995.

Galante, M. L. V., Beserra, M. M. L., & Menezes, E. O. (2002). *Roteiro metodológico de planejamento: parque nacional, reserva biológica, estação ecológica.* IBAMA, MMA. 136 p.

Gaudefroy de Mombyne, T. (2007). *L'entreprise, startège et négociateur en matière d'environnement. Cas de la filiale hydroélectrique d'EDF*. Thèse de doctorat en Sciences de l'environnement, ENGREF, Paris. 651 p.

Gautier, D., & Benjaminsen, T. A. (2012). *Environnement, discours et pouvoir: L'approche Political ecology*. Editions Quae, Versailles. 259 p.

Ghazoul, J., & Sheil, D. (2010). *Tropical rain forest ecology, diversity and conservation*. Oxford University Press, Oxford. 496 p.

Giran, J.-P. (2003). *Les parcs nationaux, une référence pour la France, une chance pour ses territoires.* Rapport au premier ministre, Paris. 90 p.

Girin, J. (1990). L'analyse empirique des situations de gestion : Éléments de théorie et de méthode. *Epistémologie et Sciences de Gestion*, 1990, 141–182.

GNTFT. (2006). *Livre blanc sur les forêts tropicales humides: analyses et recommandations des acteurs français.* Documentation française, Paris. 136 p.

Gois, S. L. (2011). *Gestão de florestas públicas na Amazônia Legal: consensos de uma disputa.* Thèse de doctorat en développement durable, Université de Brasilia. 248 p.

Gond, V., & Brognoli, C. (2005). Aménagement du territoire: localisation et identification des sites d'orpaillage en Guyane française. *Bois et Forêts des Tropiques*, (286), 4 p.

Gond, V., & Guitet, S. (2009). Élaboration d'un diagnostic post-exploitation par télédétection spatiale pour la gestion des forêts de Guyane. *Bois et Forêts des Tropiques*, (299), 6–9.

Gourlet-Fleury, S., Cornu, G., Dessard, H., Picard, N., & Sist, P. (2004). Modelling forest dynamics for practical management purposes. *Bois et forêts des tropiques*, (280), 2 p.

Granger, S. (2012). *La Guyane et le Brésil, ou la quête d'intégration continentale d'un département français d'Amérique.* Thèse de doctorat en géographie, Université Paris III-Sorbonne nouvelle, Paris. 862 p.

Granger, S. (2014). Entre contenção e cooperação. A percepção da fronteira Guiano—Brasileira pelos militares brasileiros no século XX. *Trashumante. Revista Americana de Historia Social*, (3).

Granville, J.-J. de (1974). *A propos des zones botaniquement intéréssantes en Guyane, à protéger en priorité.* ORSTOM, Cayenne. 6 p.

Granville, J.-J. de. (1975). Projets de réserves botaniques et forestières en Guyane. ORSTOM, 31 p.

Granville, J. J. de (1981). Les divers types de couverture végétale en Guyane, quelques aspects de leur exploitation. *Bull. Liaison SEPANRIT*, 11, 1–31.

Granville, J.-J. de (1986). "Les formations végétales de la bande côtière de Guyane française." In : *Le littoral guyanais, fragilité de l'environnement*. Sépanguy, Cayenne, 47–63

Granville, J.-J. de (1989). *Priority conservation areas in French Guiana*. ORSTOM, Cayenne. 24 p.

Granville, J.-J. de (1990). Les inventaires en forêt tropicale humide : rôle, importance et méthodes pour une stratégie de conservation de la biodiversité. *Forêts tropicales et développement durable*, Paris: WWF/ENDA.

Granville, J.-J. de (1990). "Les formations végétales primaires de la zone intérieure de Guyane." In : *Gestion de l'écosystème forestier et aménagement de l'espace régional, Sépanguy,* Cayenne, 21–40.

Greissing, A. (2012). La région du Jari, un laboratoire en Amazonie. Thèse de doctorat en géographie, IHEAL-CREDA Université Paris III Nouvelle Sorbonne, Paris, 451 p.

Grenand, F. (2006). Três « corações » sozinhos… ou: como (des-)construir um parque nacional na Guiana francesa. Présenté au *Simpósio Guiana Ameríndia : etnologia e história*, Museu Paraense Emílio Goeldi, Belém, Brésil.

Grenand, F. (2012). Enjeux de territoires sur une frontière méconnue - Entre la France et le Brésil: le fleuve Oyapock. *Confins*, 2012(16).

Grenand, F., & Grenand, P. (1987). La cote de l'Amapá, de la bouche de l'Amazone à la Baie d'Oyapock, à travers la tradition orale Palikur. *Boletim Do Museu Paraense Emilio Goeldi - Serie Anthropologie*, 3(1), 41 p.

Grenand, F., & Grenand, P. (2005). Trente ans de luttes amérindiennes. *Ethnies, droits de l'homme et peuples autochtones*, Survival International-France, Guyane, Le renouveau amérindien(31-32), 132–163.

Grenand, P. (1982). *Ainsi parlaient nos ancêtres : essai d'ethnohistoire wayãpi, ORSTOM, Paris, 420 p.*

Grenand, P. (1996). *Histoire des Amérindiens de Guyane*. Présenté à l'Université d'été de l'ORSTOM, Cayenne.

Grenand, P. (2002a). *La chasse en Guyane aujourd'hui : vers une gestion durable ? Résultats, recommandations et discussion finale.* IRD, Cayenne. 43 p.

Grenand, P. (2002b). *La chasse en Guyane aujourd'hui vers une gestion durable ?* Sylvolab Guyane, Cayenne. 256 p.

Grenand, P. (2011). *Histoire des Palikurs, 1500-1925. Synthèse à leur intention.* Guyane Française, 57 p.

Grenand, P., & Grenand, F. (1979). Les Amérindiens de Guyane française aujourd'hui - Eléments de compréhension. *Journal de la Société des Américanistes*, 66, 361-382.

Grenand, P., & Grenand, F. (1992). *Mémoire sur la question amérindienne en Guyane*, adressé à Madame Danielle Mittérand, présidente de France-Libertés, Paris. 11 p.

Grenand, P., & Grenand, F. (1995). *Remarques concernant les propositions de délimitation du Projet de Parc de la Forêt Tropicale Guyanaise,* IRD / CNRS, Cayenne. 10 p.

Grenand, P., Grenand, F., & Ouhoud-Renoux, F. (2000). "*Entre fleuve et forêt : stratégies adaptatives du peuplement Wayampi depuis le XVIIIème siècle."* In : S. Bahuchet, D. Bley, H. Pagezy & N. Vernazza-Licht (Eds). *L'Homme et la forêt tropicale.* Editions de Bergier, Châteauneuf de Grasse, 2000, 223-235.

Guéneau, S. (2011). *Vers une évaluation des dispositifs de prise en charge du problème du déclin des forêts tropicales humides*. Thèse de doctorat en Sciences de l'environnement, AgroParisTech, Paris. 581 p.

Guignier, A., & Prieur, M. (2010). *Le cadre juridique des aires protégées*, Rapport, CMS, UICN, Paris, France. 70 p.

Guillet, F. (2011). *Une analyse stratégique pour l'organisation à finalité environnementale: le cas d'une ONGE, la Tour du Valat, Centre de recherche pour la conservation des zones humides méditerranéennes.* Thèse de doctorat en Sciences de Gestion, AgroParistech. 478 p.

Guitet, S. (2005). Mieux valoriser la ressource en bois et réduire les impacts sur l'environnement : deux objectifs convergents pour une exploitation forestière durable en Guyane française. *RDV Techniques de l'ONF*, 2005(9), 67–71.

Guitet, S., Blanc, L., Trombe, P.-J., & Lehalller, B. (2009). Traitements sylvicoles en forêt tropicale guyanaise: bilan de dix ans d'expérimentations. *Bois et forêts des tropiques,* (301), 7–19.

Guitet, S., Pithon, S., Brunaux, O., Jubelin, G., & Gond, V. (2012). Impacts of logging on the canopy and the consequences for forest management in French Guiana. *Forest Ecology and Management*, 277, 124–131.

Guyot, J. L., Callède, J., Cochonneau, G., Filizola, N., Guimarães, V., Kosuth, P., … Seyler, P. (1999). "Caractéristiques hydrologiques du Bassin amazonien". In : *Symposium international : hydrological and geochemical processes in large scale river basins.* 82 p.

Hallé, F. (1998). Quelques arguments en faveur d'un Parc national dans le Centre Nord. *Journal d'agriculture traditionnelle et de botanique appliquée,* 40(1-2), 533–539.

Hautbois, M. (1979). La forêt guyanaise et son exploitation. *Revue de Géographie Alpine*, 67(4), 447–461.

Hayes, T. M. (2006). Parks, people, and forest protection: an institutional assessment of the effectiveness of protected areas. *World Development,* 34(12), 2064–2075.

Henrique Schmidt, C. (2012). Os sistemas de gestão transescalar de áreas protegidas no amapá e norte do pará e as efetivas oportunidades para participação comunitária. *Boletim Goiano de Geografia,* 32(1), 73–91.

Hockings, M., Stolton, S., & Dudley, N. (2000). Evaluating effectiveness. A Framework for Assessing the Management of Protected Areas. *Best Practice Protected Area Guidelines Series*, (6), World Commission on Protected Areas (WCPA). 120 p.

Hummel, A. C., ALVES, M. da S., Pereira, D., Veríssimo, A., & Santos, D. (2010). *A atividade madeireira na Amazônia brasileira: produção, receita e mercados.* SFB E IMAZON, Belém. 20 p.

IBGE. (2004a). *Estado do Amapá - Vegetação.* Carte de végétation, IBGE.

IBGE. (2004b). *Tendências demograficas - Uma analise dos resultados da amostra do censo demografico 2000*. IBGE, Rio de Janeiro. 155 p.

ICM Bio. (2008). *Formação e capacitação do conselho consultivo - As experiencias e os desafios no parque nacional Montanhas do Tumucumauqe*. ICM Bio, Macapà. 32 p.

IEF. (2010). *Plano anual de outorga florestal do Amapá - PAOF*. IEF, Macapà. 30 p.

IEF. (2012). *Relatorio de execução fisica da primeira etapa do plano de manejo da FLOTA/AP*. IEF, Macapá. 61 p.

IEF. (2014). *Plano de manejo - Resumo executivo*. IEF, Macapá. 65 p.

IMAZON. (1999). *O setor madereiro no Amapá : Situação atual e perspetivas para o desenvolvimento sustentável*. IMAZON, Macapá. 46 p.

INPE. (1989). *Avaliação da floresta Amazônica*. INPE, Brasilia. 52 p.

ISA. (2004). "Terras indigenas no Brasil: retrospectiva, avanços e desafios do processo de reconhecimento." In Ricardo, F. (Org.). *Terras indigenas e unidades de conservação da natureza : o desafio das sobreposições.* São Paulo: ISA. 690 p.

Jaffeux, H. (2010). La longue et passionnante histoire des parcs nationaux français, 26 p.

Joiris, D. (1994). "L'expertise en sciences humaines.″ In : Bahuchet (Ed.), *Situation des populations indigènes des forêts denses et humides* (APFT., Vol. 2), Luxembourg, 601-616.

Jorge, S. P. de S., & Drummond, J. A. (2006). La politique foncière comme instrument d'organisation territoriale - Le cas de l'Amapá. *Cahiers Du Brésil Contemporain,* (63/64), 175–204.

Karsenty, A., & Nasi, R. (2004). Un commentaire sur l'article de E. Niesten et R. Rice. Les «concessions de conservation» sonnent-elles le glas de l'aménagement forestier durable? *Revue Tiers Monde,* (1), 153–162.

Karsenty, A., & Ongolo, S. (2012). Can "fragile states" decide to reduce their deforestation? The inappropriate use of the theory of incentives with respect to the REDD mechanism. *Forest policy and economics*, 18, 38–45.

Karsenty, A., Vogel, A., Angerand, S., & Castellanet, C. (2013). *Note de Synthèse - Payer pour l'environnement ? Le mécanisme REDD+ et les Paiements pour Services Environnementaux permettront-ils de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la déforestation ?* Les amis de la Terre / GRET /Cirad, Nogent sur Marne. 7 p.

Koné, T. (2009). *L'agriculture à Saint Georges de l'Oyapock, Bilan et perspectives.* CNRS Guyane, Cayenne. 106 p.

Lacy Soares, C. (2013). *Vila Brasil, Ilha Bela e Camopi : Efeitos da migração para os garimpos da fronteira franco-brasileira.* Rapport de Post Graduation en développement régional, UNIFAP. 161 p.

Landelle, P. (2007). La protection des espaces naturels. *Faune Sauvage,* Avril 2007(276), 50–58.

Lascoumes, P. (1995). Les arbitrages publics des intérêts légitimes en matière d'environnement. *Revue française de science politique*, 45(3), 396–419.

Lascoumes, P., & Le Galès, P. (2009). Sociologie de l'action publique. Armand Colin, coll. « 128 », 128 p.

Laurance, W. F., Camargo, J. L., Luizão, R. C., Laurance, S. G., Pimm, S. L., Bruna, E. M., … Vasconcelos, H. L. (2011). The fate of Amazonian forest fragments: a 32-year investigation. *Biological Conservation*, 144(1), 56–67.

Laurance, W. F., Nascimento, H. E., Laurance, S. G., Andrade, A., Ribeiro, J. E., Giraldo, J. P., … Harms, K. E. (2006). Rapid decay of tree-community composition in Amazonian forest fragments. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 103(50), 19010–19014.

Laval, P. (2011). *La filière des fruits du palmier wassaï (Euterpe oleracea) dans la région du bas Oyapock, frontière entre la Guyane française et l'Amapá (Brésil)*. Rapport de Master, CNRS Guyane / MNHN, Cayenne. 129 p.

Le Galès, P., & Lascoumes, P. (2005). *"Introduction - L'action publique saisie par ses instruments"*. In : Lascoumes, P., & Le Galès, P. *Gouverner par les instruments.* Presses de Sciences Po. 11–44.

Lefebvre, T., & Moncorps, S. (2010). *Les espaces protégés français - une pluralité d'outils au service de la conservation de la biodiversité*. Comité français de l'UICN, Paris. 100 p.

Léna, P. (1999). La forêt amazonienne: un enjeu politique et social contemporain. *Autrepart*, 9, 97–120.

Leprêtre, L. (1998). Les Amérindiens Wayana et la mise en place du projet de parc national Guyanais. *JATBA, Revue d'ethnobiologie*, 40(1-2), 559–576.

Leroy, M. (2006). *Gestion stratégique des écosystèmes du fleuve Sénégal. Actions et inactions publiques internationales.* Paris : L'Harmattan. 623 p.

Leroy, M. (2010). "Fondements critiques de l'analyse de la performance environnementale des dispositifs de gestion durable". In : Palpacuer, F., Leroy M., & Naro G. (Eds). *Management, Mondialisation, Écologie : Regards critiques en Sciences de gestion*, Paris: Hermes Sciences, Lavoisier, 281–302.

Leroy, M., Derroire, G., Leménager, T., & Vende, J. (2013). *La gestion durable des forêts tropicales - de l'analyse critique du concept à l'évaluation environnementale du dispositif de gestion*. AFD, Paris. 175 p.

Leroy, M., & Mermet, L. (2012). Delivering on Environmental Commitments? Guidelines and Evaluation Framework for an "On-Board" approach. *Sécheresse, Science et Changements Planétaires,* 4(23), 23.

Leverington, F., Costa, K. L., Pavese, H., Lisle, A., & Hockings, M. (2010). A global analysis of protected area management effectiveness. *Environmental Management*, 46(5), 685–698.

Leverington, F., Hockings, M., & Costa, K. L. (2008). *Management effectiveness evaluation in protected areas: a global study.* World Commission on Protected Areas. 192 p.

Levrel, H. (2007). *Quels indicateurs pour la gestion de la biodiversité,* Institut Français de la Biodiversité (IFB), Paris. 99 p.

Lezy, E. (2000). *Guyane, Guyanes. une géographie "sauvage" de l'Orénoqie à l'Amazone.* Paris : Belin, Collection Mappemonde. 350 p.

Linarès, S., Joubert, P., & Gond, V. (2008). Contre l'orpaillage clandestin, la télédétection. *Espaces Naturels*, (23), 32–33.

Lorino, P., & Tarondeau, J.-C. (2006). De la stratégie aux procéssus stratégiques. *Revue Française de Gestion*, 32, 22 p.

Maître, H.-F. (1991). Techniques sylvicoles d'aménagement de la forêt naturelle en Guyane. *Revue forestière française,* XLIII, numéro spécial, 108-113.

Mam-Lam-Fouck, S. (1987). *Histoire de la société guyanaise: les années cruciales, 1848-1946*. Vol. 2. Paris: Editions caribéennes. 253 p.

Mam-Lam-Fouck, S. (2002). *Histoire générale de Guyane française: des débuts de la colonisation à la fin du XXe siècle: les grands problèmes guyanais, permanence et évolution.* Guyane française: Ibis rouge éditions. 224 p.

Mangal, D. (2010). *La Guyane pour un développement durable amazonien*. Guyane française: Ibis rouge éditions, Espace outre-mer. 300 p.

Marchand, H. (1973). La mise en valeur de la forêt guyanaise: utopie ou ambition raisonnable? *Revue forestière française*, (XXV), 14 p.

Margules, C. R., & Pressey, R. L. (2000). Systematic conservation planning. *Nature,* 405(6783), 243–253.

Markun, P. (2007). Entretien avec Paulo Nogueira Neto. 19 mars 2007, *Memoria Roda viva.* FAPESP.

Marques Junior, O., & Moreira Lima, G. (2012). *A questão fundiária no Estado do Amapá.* À Paraître, 22 p.

Martinet, A.C. (2007). Gouvernance et management stratégique : "fin de l'histoire" ou régénération du politique ?, In : Martinet A.C. (Ed.). *Sciences du management - Epistémique pragmatique et éthique*, Paris: FNEGE, Vuibert, 85–112.

Martinet, A.-C. (2000). "Épistémologie de la connaissance praticable. Exigences et vertus de l'indiscipline". In : Hatchuel, A., David, A. and Laufer, R. (Eds), *Les nouvelles fondations des Sciences de Gestion. Éléments d'épistémologie de la recherche en management,* Paris: FNEGE, Vuibert, 111–124.

Martinez, C. (2007). *Analyse du dispositif français des aires protégées au regard du Programme de travail «Aires protégées» de la Convention sur la diversité biologique. Etat des lieux et propositions d'actions,* Comité Français de l'UICN, Paris, France, 100 p.

Martins-Faure, L. (2012). Les petits exploitants agricoles et l'État brésilien sur la frontière avec la Guyane française. *Confins*, (16).

Mathevet, R. (2010). Peut-on faire de la biologie de la conservation sans les sciences de l'homme et de la société ? État des lieux. *Natures Sciences Sociétés,* 18(4), 441–445.

Mathevet, R., & Poulin, B. (2006). De la biologie à la géographie de la conservation. *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 83(3), 341–354.

Maugeri, S. (dir.) (2001). *Délit de gestion*. Paris, La Dispute, 2001

McCloskey, J. M., & Spalding, H. (1989). A reconnaissance-level inventory of the amount of wilderness remaining in the world. *Ambio*, 221–227.

MCPG. (1997). *Une nouvelle démarche pour un projet à construire ensemble.* Préfecture de la Guyane, Cayenne. 4p.

MCPG. (1999). *Parc de la Guyane - Synthèse des travaux et propositions pour un avant-projet.* Mission pour la créaion du parc de Guyane, Cayenne. 8 p.

Meggers, B. J., & Evans, C. (1957). Archeological investigations at the mouth of the Amazon*. Washington , DC : Bureau of American Ethnology Bulletin, 167.*

Mercadante, M. (2001). *Uma década de debate e negociação: a história da elaboração da Lei do SNUC*. In : Benjamin A.H. (Ed.). Direito Ambiental das áreas protegidas: O regime jurídico das Unidades de Conservação, Forenese Universitária, Rio de Janeiro.

Mermet, L. (1996). Les études d'évaluation entre stratégie et méthodologie: L 'exemple des politiques publiques en matière de zones humides. *Gérer et Comprendre*, 46, 55–64.

Mermet, L. (1998). *L'analyse stratégique de la gestion environnementale, illustrée par les tribulations d'un noyau relictuel de population d'ours brun dans les Pyrénées occidentales françaises.* AgroParisTech, Paris. 432 p.

Mermet, L. (2010). "L'écologie comme finalité et comme responsabilité". In : Palpacuer, F., Leroy M., & Naro G. (Eds). *Management, Mondialisation, Écologie : Regards critiques en Sciences de gestion*, Paris: Hermes Sciences, Lavoisier, 261–279.

Mermet, L., Billé, R., Leroy, M., Narcy, J.-B., & Poux, X. (2005). L'analyse stratégique de la gestion environnmentale : un cadre théorique pour penser l'efficacité en matière d'environnement. *Nature Sciences Société,* 13, 127–137.

Miguel, F. D. J. (2010). *Fauna silvestre ex situ no estado do amapá: utilização, apreensão e destinação*. Rapport de Mestrado, UNIFAP, Macapà. 115 p.

Ministres. (1992, March 6). *Lettre du ministre de l'environnement, du ministre de l'agriculture et de la forêt, et du ministre de l'outremer, adressée à Léon Sanite, Président du Comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement*.

Ministres, & Présidents des collectivités. (1992, Juin). *Protocole entre le conseil général de la Guyane, le Conseil régional de la Guyane, le Ministère de l'environnement, le Ministère des départements et territoires d'outre-mer et le Ministère de l'agriculture et des forêts.*

Mitchell, R. (2013). *IEA Database Project*, 2002-2014.

Mittermeier, R. A., Da Fonseca, G. A., Rylands, A. B., & Brandon, K. (2005). A brief history of biodiversity conservation in Brazil. *Conservation Biology*, 19(3), 601–607.

MMA. (2003). *Areas prioritarias para a conservação, utilisaçao sustentavel e repartição de beneficios da biodiversidade brasileira*. Brasil.

MMA. (2006). *Plano Estratégido Nacional de Areas Protegidas - PNAP* - Décret N° 5.758, du 13 avril 2006. Brasilia. 44 p.

MPCPG. (2004). *Rapport d'activité 2003, l'année de la relance*. Cayenne. 22 p.

Nagendra, H. (2008). Do parks work? Impact of protected areas on land cover clearing. *AMBIO: A Journal of the Human Environment*, 37(5), 330–337.

Nasi, R., & Frost, P. G. (2009). Sustainable forest management in the tropics: Is everything in order but the patient still dying. *Ecology and Society*, 14(2), 40 p.

Naughton-Treves, L., Holland, M. B., & Brandon, K. (2005). The role of protected areas in conserving biodiversity and sustaining local livelihoods. *Annu. Rev. Environ. Resour.*, 30, 219–252.

Nelson, A., & Chomitz, K. M. (2011). Effectiveness of strict vs. multiple use protected areas in reducing tropical forest fires: A global analysis using matching methods. *PLoS One*, 6(8). 14 p.

Nepstad, D., Schwartzman, S., Bamberger, B., Santilli, M., Ray, D., Schlesinger, P., … Fiske, G. (2006). Inhibition of Amazon deforestation and fire by parks and indigenous lands. *Conservation Biology*, 20(1), 65–73.

Nguinguiri, J-C. (2003). Gouvernance des aires protégées : l'importance des "normes pratiques" de régulation de la gestion locale pour la faisabilité des réformes dans le Bassin du Congo, *Bulletin de l'APAD*, 26 | 2003.

Nicolle, S. (2010). *Les suivis des ressources naturelles en Guyane Française : Quelles logiques de production et de gestion des données*. Mémoire de fin d'études, AgroParisTech/CNRS Guyane. 84 p.

Nicolle, S., Leroy, M., Chakib, A., Mbaassoumou, F., Taty, P., Maubourget, S., … Davy, D. (2011). *Quels enjeux pour les ZDUC de la Guyane littorale ? Cas de la commune de Saint Georges.* Restitution de projet Module FTH 2011, AgroParisTech/CNRS Guyane, Kourou. 41 p.

Nicolle, S., Leroy, M., Bigaud, N., Ducos, L., Guégan, B., Herman, D., … Tenaud, A. (2012). *L'exploitation forestière durable en Guyane française : quels dispositifs pour quelle efficacité environnementale ?* AgroParisTech/CNRS Guyane, Kourou. 80 p.

Nicolle, S., & Boudoux d'Hautefeuille, M. (2014). Anticiper la route. Une analyse de l'efficacité des dispositifs mis en place dans l'est de la Guyane française. *Vertigo*, 16.

Nicolle, S., & Leroy, M. (2014). Partager et diffuser les données environnementales : Cas d'étude dans le contexte de l'Amazonie française et brésilienne. *Netcom*, 20 p.

Noss, R. F. (1990). Indicators for monitoring biodiversity: a hierarchical approach. *Conservation Biology*, 4(4), 355–364.

Nunes, R. F., Aita, S. D. da C., Lima, Baptista, Serrano, & Costa. (2012). Meio ambiente e Defesa Nacional. *Revista Das Ciências Militares*, (25), 25 p.

Oder, J. (2011). Vers la structuration d'une filière aurifère «durable»? Etude du cas de la Guyane française. *EchoGéo*, (17).

Oliveira, M. (2010). *Diagnóstico do setor mineral do Estado do Amapá.* Iepa, Macapá.

Olivier de Sardan, J.-P. (1995). *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social.* Paris, Karthala, 1995.

Olivier de Sardan, J.-P. (2003). *L'enquête socio-anthropologique de terrain : synthèse méthodologique et recommandations à usage des étudiants.* Niamey: LASDEL.

ONF. (2005). *Orientation Régionales Forestières de Guyane.* MAAF, Paris. 65 p.

ONF. (2006). *Bilan patrimonial de l'orpaillage en Guyane*, 4 p.

ONF. (2009a). *Directives régionales d'aménagement - Région Nord Guyane,* ONF - Direction régionale de Guyane, Cayenne. 124 p.

ONF. (2009b). *Occupation du sol et dynamique foncière : bande côtière de la Guyane Française -2001-2008.* DEAL / ONF, Cayenne. 30 p.

ONF. (2012). *Programme régional de mise en valeur forestière pour la production de bois d'oeuvre - Région Guyane - Période 2012-2016*. ONF - Direction régionale de Guyane, Cayenne. 49 p.

ONF. (2013). *La lutte cotre l'orpaillage en Guyane,* Préfecture de la région Guyane. 32 p.

ONF guyane. (2007). *Aménagement forestier de la forêt de Régina-Saint Georges 2007-2026 Guyane*. ONF - Direction régionale de Guyane, Cayenne. 221 p.

ONU. (2008). *Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts* (No. E/2007/INF/2/Add.2). ONU. 16 p.

ONU. (2011). *Ministerial declaration of the high level segment of ninth session of the United Nations forum on forests on the occasion of the launch of the international year of forests*.

ONU. (2012). *Report of the United Nations conference on sustainable development.* ONU, Rio de Janeiro, 126 p.

Ouhoud Renoux, F. (1998). Se nourrir à Trois Sauts: Analyse diachronique de la prédation chez les Wayapi du Haut-Oyapock (Guyane française). *JATBA: Revue d'Ethnobiologie,* 40(1/2), 181–206.

Padua, M. tereza J. (1980). *Minutas de exposições de motivos e Decretos, propondo a criação do Parque nacional do Cabo Orange, da Reserva Biologica do Oiapoque e da Reserva Biologica do Lago Piratuba*. IBDF, Brasilia. 27 p.

PAG. (2012). *Charte du parc amazonien de Guyane - projet soumis à consultation institutionnelle et enquête publique*. PAG, Cayenne. 195 p.

Paget, D. (1999). *Etude de la diversité spatiale des écosystèmes forestiers guyanais: réflexion méthodologique et application*. Thèse de doctorat en écologie forestière, ENGREF. 169 p.

Parmantier, A., Demenois, J., & Latreille, C. (2004). *Prise en compte dans l'aménagement et la gestion des forêts des usages forestiers par les populations riveraines : premier diagnostic des usages de la forêt de Balaté : enquête sur 600 foyers de riverains de la forêt de Balaté.* ONF, Cayenne. 71 p.

Parrish, J. D., Braun, D. P., & Unnasch, R. S. (2003). Are we conserving what we say we are? Measuring ecological integrity within protected areas. *BioScience,* 53(9), 851–860.

Passeron, J.-C. (2006). *Le raisonnement sociologique : l'espace non-poppérien du raisonnement naturel.* Paris: Albin Michel.

Pereira, I. C. N., & de Menezes, P. M. L. (2007). "O radar como instrumento de geração da informação espacial para a gestão do território na Amazônia: uma análise do Projeto Radam." In : *Anais XIII Simpósio Brasileiro de Sensoriamento Remoto,* Florianópolis, Brasil, 21-26 abril 2007, INPE, 6913-6920.

Pereira, L. F. (2008). *Legislação ambiental e indigenista: uma aproximação ao direito socioambiental no Brasil*, Iepè, São Paolo. 92 p.

Petot, J. (1994). *Histoire contemporaine de l'or de Guyane (de 1947 à nos jours)*. L'Harmattan. 255 p.

Picanço, J. R. A. (2005). *Reserva Extrativista do Rio Cajari: Verso e reverso da territorialização no sul do Amapá.* Rapport de *mestrado*, Universidade Federal do Rio Grande do Norte, Natal. 161 p.

Pinheiro, M. R. (2010). *Recomendações para reconhecimento e implementação de mosaicos de áreas protegidas,* GTZ, Brasilia. 81 p.

PNF. (2008). *Les chartes des parcs nationaux*. Parcs Nationaux de France. Montpellier, 38 p.

PNMT. (2009). *Plano de Manejo.* ICM Bio, Macapà. 270 p.

PNRG. (2008). *Protocole d'accord entre le PNCO et le PNRG*.

Porter-Bolland, L., Ellis, E. A., Guariguata, M. R., Ruiz-Mallén, I., Negrete-Yankelevich, S., & Reyes-García, V. (2012). Community managed forests and forest protected areas: An assessment of their conservation effectiveness across the tropics. F*orest Ecology and Management,* 268, 6–17.

Porto, J. L. R. (2006). Amapá : principais transformações Economicas e Institucionais - 1943 a 2000. Edition de l'auteur, Macapá.

Porto, J. L. R., & Brito, D. M. C. (2005). A formação territorial e gestão ambiental no Estado do Amapá. In : *Anais do X Encontro de Geógrafos da América Latina*. São Paolo.

Potapov, P., Yaroshenko, A., Turubanova, S., Dubinin, M., Laestadius, L., Thies, C., … Glushkov, I. (2008). Mapping the world's intact forest landscapes by remote sensing. *Ecology and Society,* 13(2), 51.

Putz, F. E., Sist, P., Fredericksen, T., & Dykstra, D. (2008). Reduced-impact logging: challenges and opportunities. *Forest Ecology and Management,* 256(7), 1427–1433.

Raffarin. Circulaire du 5 avril 2005 portant sur les moyens à mettre en oeuvre dans les marchés publics de bois et produits dérivés pour promouvoir la gestion durable des forêts (2005).

Raffestin, C. (1986). « Eléments pour une théorie de la frontière ». *Diogène*, 34 (134), 3–21.

RAISG. (2012). *Amazonia 2012 : Areas protegidas, Territorios indigenas,* Red amazónica de información socioambiental georreferenciada.

Ranoux, M. (2007). *Nature en politique : Mutations. Sociologie du travail scientifique dans le projet de Parc National en Guyane Française (1930 – 2007).* Thèse de doctorat en Sociologie à l'Université Paris X - Nanterre. 623 p.

Redford, K. H. (1992). The empty forest. *BioScience*, 412–422.

Ricardo, C. (1991). "Quem fala em nome dos indios ?". In : *Aconteceu - Povos indigenos do Brasil - 1987-1990,* CEDI, São Paolo. 69–72.

Richard-Hansen, C., & de Thoisy, B. (2002). *Comparaison d'abondance de grande faune chassée en Guyane : résultats préliminaires.* ONCFS, Cayenne. 6 p.

Richard-Hansen, C., de Thoisy, B., Hansen, E., Catzeflis, F., & Grenand, P. (2003). Conservation et gestion de la faune forestière en Guyane : contexte local, moyens d'action et étude. *Revue Forestière Française,* 55 (2003)*,* 306–322.

Richez, G. (1976). Réflexions critiques sur les parcs naturels français. *Revue de Géographie de Lyon*, 51(2), 189–204.

RNF, & Chiffaud, A. (2006). Guide méthodologique des plans de gestion des réserves naturelles. *Cahier Techniques,* MEDD/ATEN, (79), 76 p.

Rodary, E., & Milian, J. (2008). "Extension et diversification des aires protégées : rupture ou continuité ?" In : Aubertin, C. & Rodary, E. (Eds.) *Aires protégées, espaces durables ?* Marseille : IRD Editions, 33–53.

Rodrigues, A. S., Akcakaya, H. R., Andelman, S. J., Bakarr, M. I., Boitani, L., Brooks, T. M., … Gaston, K. J. (2004). Global gap analysis: priority regions for expanding the global protected-area network. *BioScience*, 54(12), 1092–1100.

Sabatier, P. (1988). An advocacy coalition framework of policy change and the role of policy-oriented learning therein. *Policy Sciences*, 21, 129–168.

Sabatier, P., & Weible, C. (2007). "The advocacy coalition framework. Innovations and clarifications." In Sabatier, P. (Ed.), *Theories of the Policy process,* Westviewpress, California, 195–227.

Sanite, L. (1992). *Pré-rapport sur la conservation et la gestion du patrimoine guyanais*, Comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement, Cayenne. 34 p.

Sanite, L., & de Granville, J.-J. (1993). Projets de conservation et avenir de l'espace guyanais. In : *Gestion de l'écosystème forestier et aménagement de l'espace régional : actes du 2ème congrès régional de l'environnement, organisé par la Sépanguy.* Cayenne. 233–244.

Santilli, M. (1990). *Os direitos indígenas na Constituiccão brasileira.* Aconteceu - Povos Indígenas No Brasil, 1987 - 1990, 11–14.

Santos, D., Pereira, D., & Verissimo, A. (2013). *O estado da Amazônia: Uso da terra.* Instituto do Homem e Meio Ambiente da Amazônia (IMAZON), Belém, PA, Brésil. 67 p.

Sarat, E. (2010). *Gestion de la faune chassée en Guyane française : Modalités du suivi à moyen et long terme des mesures de gestion des prélèvements de la faune sauvage et du recensement de la population de chasseurs.* Mémoire de fin d'études AgroParisTech, Montpellier. 145 p.

Sarrailh, J. M. (1989). L'Opération ECEREX. *Bois Forêts Trop*, 219, 79–97.

Schnell, R. (1987). *La flore et la végétation de l'Amérique tropicale (Vol. 2)*. Masson Paris.

Schulze, M., Grogan, J., & Vidal, E. (2008). Technical challenges to sustainable forest management in concessions on public lands in the Brazilian Amazon. *Journal of Sustainable Forestry,* 26(1), 61–76.

Schulze, M., Vidal, E., Grogan, J., Zweede, J., & Zarin, D. (2005). Madeiras nobres em perigo: práticas e leis atuais de manejo florestal não garantem a exploração sustentável. *Ciência Hoje,* 36, 66–69.

Schwartzman, S., Nepstad, D., & Moreira, A. (2000). Arguing tropical forest conservation: people versus parks. *Conservation Biology,* 14(5), 1370–1374.

Scouvart, M., & Lambin, E. F. (2006). Approche systémique des causes de la déforestation en Amazonie brésilienne : syndromes, synergies et rétroactions. *L'espace Géographique*, 3, 241–254.

SDOM. (2009). Projet de SDOM. Guyane.

Sévelin Radiguet, P. (2011). Usages et gestion du domaine forestier de Régina-Saint-Georges, Guyane Française. OHM - CNRS, Cayenne. 68 p.

Severinghaus, J. P., Broecker, W. S., Dempster, W. F., MacCallum, T., & Wahlen, M. (1994). Oxygen loss in biosphere 2. *Eos, Transactions American Geophysical Union*, 75(3), 33–37.

Silva, J. N. M. (1993). *Possibilidades para a produção sustentada de madeira em floresta densa de Terra-Firme da Amazônia Brasileira.* EMBRAPA-CNPF. 42 p.

Silva, J. N. M. (1996). *Manejo florestal.* Brasilia, Serviço de produção da informação: Embrapa Informação Tecnológica.

Sist, P. (2000). Les techniques d'exploitation à faible impact. Bois et forêts des tropiques, 265, 31–43.

Smouts, M.-C. (2001). *Forêts tropicales, jungle internationale. Les revers d'une écopolitique mondiale.* Presses de sciences Po, Paris. 349 p.

SNUC. Loi n° 9.985, du 18 juillet 2000.

Steward, J. H. (1972). *Theory of culture change: The methodology of multilinear evolution.* University of Illinois Press, Etats-unis. 244 p.

Sutrofor. (2014). *Evaluation of the indirect environmental consequences of opening a transnational bridge between French Guiana and Brazil*, Module Sutrofor, AgroParisTech, Kourou. 32 p.

Svarstad, H. (2012). "Discours et récits sur l'environnement et le développement. L'exemple de la bioprospection.″ In D. Gautier & T. A. Benjaminsen (Eds), *Environnement, discours et pouvoir : L'approche "Political ecology*", Quae, Paris. 135–160

Taravella, R. (2008). *La Terra do Meio : une terre amazonienne entre action organisée de pastoralisation et action coalisée de conservation.* Thèse de doctorat à AgroParisTech, Spécialité "Sciences de l'environnement," Paris. 637 p.

Taravella, R. (2009). *De la mine à la vitrine : état des lieux et perspectives de la traçabilité de l'or guyanais,* WWF, Cayenne. 46 p.

Taravella, R., & Arnauld de Sartre, X. (2012). The symbolic and political appropriation of scales: A critical analysis of the Amazonian ranchers' narrative. *Geoforum,* 43(3), 645–656.

Théry, Hervé. (2005). Situações da Amazônia no Brasil e no continente. *Estudos Avançados*, *19*(53), 37-49.

Théveniaut, H., Billa, M., Cassard, D., Delor, C., Maldan, F., & others. (2011). Le Plateau des Guyanes et son potentiel minier. *Geosciences,* 14, 60–67.

Thiollay, J. M. (1984). *Projet du parc national dans le sud de la Guyane française - propositions préliminaires basées sur une étude de peuplement d'oiseaux.* Guyane Française: Ministère de l'environnement - ORSTOM. 23 p.

Thiollay, J. M. (1987a). Organisation et fonctionnement des peuplements d'oiseaux en forêt guyanaise : application à la conservation. *Revue D'écologie, suppl. 4*. 149-160

Thiollay, J. M. (1987b). *Projet de parc national dans le sud de la Guyane française - Propositions préliminaires pour une valorisation du patrimoine Guyanais.* Guyane Française: Ministère de l'environnement - CNRS. 39 p.

Thiollay, J. M. (1990). *Une stratégie de conservation pour la forêt Guyanaise - Impacts à prévoir et arguments pour un parc national.* Guyane Française: Ministère de l'environnement - CNRS. 17 p.

Thiollay, J.-M., & Gasc, J.-P. (1999). *Distributions et variations d'abondance des oiseaux en forêt guyanaise : implications pour la conservation*. CNRS, 130 p.

Thoisy, B. de, & Delcourt, B. (2003). *Chasse, exploitation forestière et conservation des primates guyanais sont-elles compatibles ? Le cas d'étude de la forêt de Counami.* Rapport association Kwata.

Thompson, L., Mackey, B., McNulty, S., & Mosseler, A. (2009). Forest resilience, biodiversity and climate change. *CDB technical series n°43*, Montreal. 67 p.

Tilkin Gallois, D. (1991). *Dez anos depois, a reação : Waiãpi investem cotra a presença da mineração Tumucumaque*. Povos Indigenas No Brasil - CEDI, São Paolo, 218–219.

Tilkin Gallois, D. (2008). *Levantamento historico-cultural - Parque Montanhas do Tumucumaque*. MMA, Brasilia. 204 p.

Tilkin Gallois, D. (2011). *Terra Indigena wajãpi : da demarcação às experiências de gestão territorial*. Iepè, São Paolo. 130 p.

Tiouka, F. (1985). Nana monolï, nana kinipïnanon iyombo nana Úsheman - Adresse au gouvernement et au peuple français. *La question amérindienne en Guyane française, Ethnies*, 1(1-2), 7–10.

TNC, (2013). *Manual de restauração florestal,* The Nature Conservancy, Belém. 130 p.

Tricart, J. (1975). L'inventaire des ressources naturelles du Brésil dans le cadre du" Projeto RADAM." In *Annales de Géographie* (vol. 84), 97–103.

Tricart, J. (1986). Problèmes de développement en Amazonie et en Guyane. In *Annales de Géographie* (vol. 95), 715–737

Tritsch, I., Gond, V., Oszwald, J., Davy, D., & Grenand, P. (2012). Dynamiques territoriales des Amérindiens Wayampis et Teko du moyen Oyapock. *Bois et forêts des tropiques*, (311), 49–62.

Tsayem-Demaze, M. (2008). Le parc amazonien de Guyane française : un exemple du difficile compromis entre protection de la nature et développement. *Cybergéo : European Journal of Geography,* (416), 30 p.

UICN. (1994). *The World Conservation Union Guidelines for protected area management categories*. IUCN, Gland, Suisse.

Uriot, S. (2009). *Étude de la frequentation de la faune et de l'avifaune dans les couloirs écologiques de la « RN2 Régina / Saint-Georges » et évaluation de leur intérêt*, DDE, Cayenne. 56 p.

Valeix, J. (1991). Quelle place pour quelle forêt en Guyane française? *Revue Forestière Française*, 1991, S, Fascicule Thématique" Patrimoines Naturels Forestiers." 6 p.

Valeix, J., & Mauperin, M. (1990). 5 siècles de l'histoire d'une parcelle de forêt domaniale de la terre ferme d'Amérique du Sud. *Bois et forêt des tropiques*, Spécial Guyane, (219), 13–29.

Van Vliet, N., Mertz, O., Heinimann, A., Langanke, T., Pascual, U., Schmook, B., … Leisz, S. (2012). Trends, drivers and impacts of changes in swidden cultivation in tropical forest-agriculture frontiers: a global assessment. *Global Environmental Change*, 22(2), 418–429.

Veríssimo, A., Souza Jr, C., & Salomão, R. (2001). *Identificação de áreas com potencial para a criação de florestas estaduais no Estado do Acre*. Imazon, Belém, Brazil. 34 p.

Vestur, H. (2010). Note sur les Zones de droits d'usage collectifs. Conseil d'Etat, Paris, 6

Vianna, L. P., & Sales, R. R. de. (2006). *Reserva de desenvolvimento sustentável (RDS): análise da categoria de manejo e proposta de regulamentação.* WWF Brasil, Brasilia. 388

West, P., Igoe, J., & Brockington, D. (2006). Parks and peoples: the social impact of protected areas. *Annu. Rev. Anthropol.*, 35, 251–277.

Wetterberg, G. B., Pádua, M. J., Castro, C. S. de, & Vasconcellos, J. M. C. de. (1976). *Uma análise de prioridades em conservação da natureza na Amazônia.* Ministério da Agricultura / IBDF / PNUD / FAO, Brasilia. 62 p.

Wright, S. J. (2003). The myriad consequences of hunting for vertebrates and plants in tropical forests. Perspectives in Plant Ecology, *Evolution and Systematics*, 6(1), 73–86.

WWF. (2008). L'orpaillage illégal en Guyane : fléau majeur pour la forêt, l'eau et la santé humaine. Dossier de Presse.

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Présentation de la zone d'étude. 6

Figure 2 : Evolution de la superficie d'aires protégées dans le monde entre 1911 et 2011. 15

Figure 3 : Représentation des zones à protéger prioritairement selon les méthodes proposées par divers auteurs. Tiré de : Brooks *et al.*, (2006) 29

Figure 4 : Cartographie de la superposition des zones prioritaires pour la conservation définies selon des approches réactives et proactives. Tiré de : Brooks *et al.* (2006) 29

Figure 5 : Cadre général de l'évaluation de la gestion des espaces protégés, proposé par l'UICN 32

Figure 6 : Arbre de détermination de la note à attribuer à chaque paramètre écologique (Parrish et al., 2003, p.857) 34

Figure 7 : Schématisation de la grille de lecture proposée par l'ASGE ; Tiré de Taravella (2008, p.89) 49

Figure 8 : Synthèse et adaptation de la démarche ASGE mobilisée. 53

Figure 9 : Superposition des priorités mise en avant par les méthodes réactives (A), et par les méthodes proactives (B). 58

Figure 10 : Extrait de la carte de priorisation des espaces à protéger (MMA, 2003) 61

Figure 11 : Carte de la déforestation en Amazonie brésilienne, en 2012 94

Figure 12 : Evolution des surfaces déforestées annuellement en Amazonie brésilienne entre 1988 et 2013 (Source : PRODES-INPE) 95

Figure 13 : Evolution de la déforestation cumulée en Amapá entre 2002 et 2010. 96

Figure 14 : Principaux changements d'occupation des sols en Guyane entre 1990 et 2006. Source : Bélouard et al. (2008) 97

Figure 15 : Carte des espaces protégés (vert) et des territoires indigènes (orange) en Amazonie. 98

Figure 16 : Pourcentages d'aires protégées et de territoires indigènes par Pays en Amazonie. 99

Figure 17 : Formations géologiques simplifiées de Guyane et d'Amapá. 102

Figure 18 : Réseau hydrographique de la Guyane et de l'Amapá. 102

Figure 19 : Carte simplifiée de la végétation de Guyane et d'Amapá. 104

Figure 20 : Les ethnies amérindiennes dans l'est des Guyanes - 1650-1750. 106

Figure 21 : La Guyane et l'Amapá entre 1500 et 1950. 109

Figure 22 : Les territoires fédéraux (TF) du Brésil. Source : Boudoux d'Hautefeuille (2012) 110

Figure 23 : Principales activités économiques de Guyane et d'Amapá entre 1950 et aujourd'hui 114

Figure 24 : Répartition du foncier public dans l'État d'Amapá, adapté et actualisé des données de Jorge et Drummond (2006) 117

Figure 25 : Répartition de la gestion du foncier en Guyane française. 119

Figure 26 : Aménagement du territoire de Guyane et d'Amapá : une symétrie dans l'organisation littoral (incluant l'Amazone) / intérieur des terres. 124

Figure 27 : Evolution de la superficie (en hectares) couverte par les unités de conservation au Brésil 127

Figure 28 : Carte des espaces protégés de Guyane et d'Amapá, selon les catégories UICN annoncées. 128

Figure 29 : Frise historique de l'évolution des institutions environnementales brésiliennes 130

Figure 30 : Cadrage législatif des aires protégées brésiliennes. Réalisation : S. Nicolle 131

Figure 31 : Evolution de la superficie (en ha) couverte par les espaces protégés français de 1960 à 2010. 134

Figure 32 : Frise chronologique de l'histoire de la protection de l'environnement en France. 134

Figure 33 : Représentation schématique de l'organisation institutionnelle de la gestion des espaces protégés français. 136
Figure 34 : Carte des espaces protégés de Guyane française et d'Amapá. 138
Figure 35 : Superficie et densité de population des régions de France ; 144
Figure 36 : Superficies et densités de population de la Guyane et de l'Amapá par rapport aux États brésiliens d'Amazonie légale. 145
Figure 37 : Évolution de la superficie couverte par les espaces protégés dans les États d'Amazonie légale - catégories UICN I à IV 148
Figure 38 : Évolution du rapport superficie couverte des espaces protégés / Superficie totale de l'État - catégories UICN I à IV 149
Figure 39 : Évolution du rapport superficie couverte par les aires protégées / superficie de l'État - Catégories UICN V et VI 150
Figure 40 : Évolution du rapport entre les superficies couvertes par les Terres indigènes / Superficie totale de l'État 151
Figure 41 : Évolution de la superficie (en ha) d'espaces protégés en France et en Guyane (courbe blanche) depuis 1960 par type de protection. Source : (Lefebvre and Moncorps 2010) 152
Figure 42 : Chronologie comparée de la mise en place des espaces protégés en Guyane et en Amapá. 155
Figure 43 : Espaces issus (au moins partiellement) de la mobilisation d'acteurs naturalistes 164
Figure 44 : Première proposition de réseau d'aires protégées, réalisant une synthèse entre les travaux de Condamin et de Granville. 169
Figure 45 : 181
Figure 46 : Composition du conseil consultatif du Parc National Montanhas do Tumucumaque. 189
Figure 47 : Terres indigènes en Amapá et Zones de droits d'usage collectifs en Guyane française 205
Figure 48 : Nombre d'associations indigènes déclarées et d'associations de soutien en 1991. 209
Figure 49 : Espaces protégés mettant en avant des logiques de développement durable des populations en Guyane et en Amapá. 234
Figure 50 : Composition du conseil délibératif de la Resex Cajari. 243
Figure 51 : Superficies déforestées en 2007 et 2008, selon le type d'occupant et la taille des parcelles. 244
Figure 52 : Production documentaire concernant le parc Amazonien dans les archives de l'Herbier de Cayenne. 246
Figure 53 : Rétrospective de la délimitation du parc Amazonien de Guyane (1995-2007). 247
Figure 54 : Propositions pour un parc national au centre de la Guyane. 249
Figure 55 : Composition du conseil d'administration du Parc Amazonien de Guyane - Parc National. 258
Figure 56 : Extrait de la charte du PAG (p.30), déclinant l'enjeu de préservation des écosystèmes 259
Figure 57 : Extrait de la charte du PAG, déclinant l'enjeu de développement local. 260
Figure 58 : Carte des espaces de gestion forestière durable en Guyane et en Amapá. 276
Figure 59 : Frise chronologique de l'évolution des pratiques d'exploitation forestière en Guyane. 279
Figure 60 : Zones d'exploitation forestière en Guyane française. Source : ONF 2009b 283
Figure 61 : Carte des anciens inventaires forestiers. Source : ONF 2009b 284
Figure 62 : Zone d'application du régime forestier. Source : ONF 2009b 290
Figure 63 : Carte des séries définies dans les aménagements forestiers de Guyane (ONF 2009a) 293
Figure 64 : Evolution des amendes concernant les infractions liées à l'activité forestière (en haut) et évolution des volumes de bois produits par État (en bas). 302
Figure 65 : La FLOTA et son environnement. (IEF, 2014, p. 23) 307

Figure 66 : Étapes pour la mise en œuvre des concessions forestières. 311
Figure 67 : Guyafor, réseau de dispositifs permanents de recherche forestière. 319
Figure 68 : Advocacy Coalition Framework (Sabatier and Weick, 2007) 328
Figure 69 : Typologie des modèles gestionnaires présents en en Guyane et en Amapá 365
Figure 70 : Zoom sur les dispositifs de la zone d'étude frontalière 373
Figure 71 : Schéma de synthèse des questions posées relatives aux données environnementales existantes 382
Figure 72 : Données satellites pour le suivi des impacts sur le couvert forestier 386
Figure 73 : Comparaison des taux de déforestation en Amapá estimés par le Prodes (en rouge) et par le Sema (en bleu). 393
Figure 74 : Déforestation sur l'État d'Amapá 397
Figure 75 : Répartition des activités agricoles sur la zone frontalière 398
Figure 76 : Evolution du terroir agricole autour du bourg de Camopi. 402
Figure 77 : Carte des impacts de l'activité minière sur le plateau des Guyanes 405
Figure 78 : Les activités aurifères légales et illégales sur la zone frontalière 409
Figure 79 : Cartes issues du bilan patrimonial de l'activité minière (ONF, 2006). 411
Figure 80 : Cartes de situation du permis minier Limonade, DR. 415
Figure 81 : Schéma des interactions entre les chasseurs, les espèces gibiers, les espèces non gibier et les végétaux. 421
Figure 82 : Études réalisées sur la chasse en Guyane Française 424
Figure 83 : Pression d'inventaire calculée à partir des données de l'herbier de Guyane en 2008. 428
Figure 84 : Parcelles prévues pour l'exploitation forestière dans la forêt de Régina/Saint-Georges 431
Figure 85 : Carte figurant les impacts de l'orpaillage sur le Plateau des Guyanes. 451
Figure 86 : Tableau synthétique extrait de la charte du PAG, déclinant les orientations de gestion prises pour chaque enjeu. 477
Figure 87 : Extrait des documents de communication publiés par le PAG concernant la Charte 478
Figure 88 : Carte illustrant les impacts de l'orpaillage illégal dans le parc amazonien. 480
Figure 89 : Évolution du nombre de chantiers d'orpaillage dans le parc national de Guyane. 480
Figure 90 : Articulation entre le *Plano de vida* et le PGTA. 487
Figure 91 : Pressions anthropiques sur les Terres indigènes brésiliennes du Bas-Oyapock. 490
Figure 92 : La gestion effective de la forêt de Régina / Saint-Georges telle que décrite dans l'aménagement forestier. 508
Figure 93 **:** Le massif forestier de Régina-Saint Georges. 509
Figure 94 : Les diverses initiatives de gestion en réseau des espaces protégés en Amapá. 554
Figure 95 : Image aérienne de la frontière Guyane/Brésil (Moyen Oyapock, Camopi et Vila Brasil). 566

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Typologie UICN des espaces protégés. 16
Tableau 2 : Définition de l'aire protégée selon l'UICN 18
Tableau 3 : Méthodes de déterminations des espaces à protéger prioritairement 28
Tableau 4 : Principales conventions internationales d'environnement (France et Brésil) 60
Tableau 5 : Grille d'évaluation reproduite de Guéneau (2011), p. 339 64
Tableau 6 : Engagements environnementaux pris par la France et le Brésil, pertinents en Guyane et en Amapá. 70
Tableau 7 : Sources documentaires mobilisées 74
Tableau 8 : Six stratégies d'interaction observateur/terrain (Arnaud 1996) 87
Tableau 9 : Superficies déforestées dans les pays sud-américains entre 2004 et 2012 93
Tableau 10 : Superficies déforestées par États fédérés du Brésil, ... 96
Tableau 11 : Typologie des formations végétales de Guyane, proposée par J.-J. de Granville (1986). 103
Tableau 12 : Propriété et gestion du territoire amapéen. 117
Tableau 13 : Propriété et gestion du territoire guyanais. 119
Tableau 14 : Comparaison des PIB du Brésil, de la France ; de la Guyane et de l'Amapá. 121
Tableau 15 : Liste des espaces protégés de Guyane et d'Amapá 129
Tableau 16 : Correspondance UICN des catégories d'espaces protégés français et brésiliens. 137
Tableau 17 : Espaces protégés de Guyane et d'Amapá. 139
Tableau 18 : Caractéristiques des États d'Amazonie brésilienne. 140
Tableau 19 : Comparaison quantitative des espaces protégés des différents États d'Amazonie légale. 141
Tableau 20: Nombre d'espaces protégés et pourcentages de la superficie couverte par États - Distinction selon le niveau de gestion fédérale ou fédérée. 142
Tableau 21 : Les aires protégées en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer. 144
Tableau 22 : Comparaison des caractéristiques des aires protégées de Guyane et d'Amapá 146
Tableau 23 : Synthèse des caractéristiques de création des espaces protégés de Guyane et d'Amapá ayant été portés par la coalition scientifiques / ONG / administration 181
Tableau 24 : Objectifs de gestion et contraintes législatives sur les usages associées aux espaces protégés stricts existant en Amapá. 184
Tableau 25 : Réglementation des usages dans les aires protégées strictes 184
Tableau 26 : Contenu législatif des textes de loi concernant les réserves naturelles 192
Tableau 27 : Contenu des arrêtés de création des réserves naturelles de Guyane. 193
Tableau 28 : Gestionnaires des Réserves naturelles nationales de Guyane française 194
Tableau 29 : Personnel affecté à la gestion des Réserves naturelles nationales de Guyane 195
Tableau 30 : Fonds annuels pour les Réserves naturelles nationales de Guyane (2012) 195
Tableau 31 : Modes d'accès à la terre pour les populations traditionnelles de Guyane. 225
Tableau 32 : Recours possibles pour les communautés en cas d'infraction sur leur ZDUC ou concession. Adapté et simplifié de Davy et al. (2014) 231
Tableau 33 : Cadre législatif des aires protégées destinées aux populations traditionnelles 241
Tableau 34 : Activités réglementées dans les RESEX et RDS 242
Tableau 35 : Enjeux des acteurs autour de la création du Parc Amazonien de Guyane. 253

Tableau 36 : Contenu législatif des textes de loi concernant les parcs nationaux français. 255
Tableau 37 : Réglementation dans le PAG, adapté et simplifié de Davy et al. (2014)..... 256
Tableau 38 : Activités réglementées dans les espaces protégés destinés au maintien des pratiques traditionnelles..... 268
Tableau 39 : Historique de l'exploitation forestière en Guyane française. 283
Tableau 40 : Réglementation des activités par séries dans le domaine forestier permanent. 291
Tableau 41 : Bilan financier de l'ONF Guyane pour 2013..... 296
Tableau 42 : Réglementation des activités sur les forêts publiques brésiliennes 308
Tableau 43 : Caractérisation des différentes zones définies au plan de gestion de la FLOTA..... 310
Tableau 44 : Critères techniques pour la sylviculture en Guyane et au Brésil. 323
Tableau 45 : Système de croyances des coalitions de cause à l'origine des aires protégées..... 329
Tableau 46 : Arrangements multiscalaires entre acteurs pour la création d'espaces protégés en Guyane et en Amapá 331
Tableau 47 : Représentation graphique des coalitions..... 332
Tableau 48 : Emergence des coalitions « environnementales » porteuses de la création d'aires protégées en Guyane et en Amapá 336
Tableau 49 : Production de données pour la création d'aires protégées en Guyane et en Amapá 340
Tableau 50 : Usages autorisés ou interdits dans les espaces protégés de Guyane et d'Amapá. 347
Tableau 51 : Moyens humains par espaces protégés en Guyane (Bleu) et en Amapá (Vert)..... 354
Tableau 52 : Fonds annuels accordés aux espaces protégés de Guyane et d'Amapá..... 356
Tableau 53 : Documents de gestion des espaces protégés de Guyane et d'Amapá..... 359
Tableau 54 : Principales caractéristiques des documents de gestion de certains des espaces protégés étudiés 360
Tableau 55 : Croisement entre doctrines de gestion environnementale et grille des critères d'évaluation établis en Partie I..... 366
Tableau 56 : Positionnement relatifs de la conception de « bonne gestion environnementale » des différents modèles d'espaces protégés. 367
Tableau 57 : Tableau récapitulatif des modèles gestionnaires mis en place et des spécificités de leurs traductions en Guyane et en Amapá..... 368
Tableau 58 : Tableau de présentation des dispositifs de gestion environnementale frontaliers. 375
Tableau 59 : Grille de critères établie en Partie 1, basée sur les engagements internationaux..... 377
Tableau 60 : Comparaison des méthodes d'acquisition de données..... 385
Tableau 61 (Pages suivantes) : Principaux suivis basés sur l'imagerie aérienne en Guyane et en Amapá 387
Tableau 62 : Réglementation des activités impliquant de la déforestation dans les espaces étudiés 396
Tableau 63 : Impacts environnementaux des activités agricoles rencontrées dans la zone frontalière 400
Tableau 64 : Bilan : activités agricoles dans les espaces protégés étudiés 404
Tableau 65 : Principaux impacts environnementaux des activités d'extraction minière..... 407
Tableau 66 : Synthèse chronologique de la mise en place du suivi des activités d'orpaillage..... 411
Tableau 67 : Synthèse de la situation de l'activité minière dans les espaces protégés et des suivis existants 414
Tableau 68 : Principaux impacts environnementaux de l'ouverture d'infrastructures routières. 416
Tableau 69 : Évaluation ex-post de la RN2 417
Tableau 70 : Principaux impacts environnementaux de la chasse..... 425

Tableau 71 : Respect des réglementation et suivis réalisés concernant la chasse dans les espaces protégés étudiés 427
Tableau 72 : Principaux impacts liés aux filières forestières 430
Tableau 73 : Suivis concernant l'exploitation forestière dans les espaces protégés étudiés. 434
Tableau 74 : Impacts des activités extractivistes 436
Tableau 75 : Suivis des écosystèmes aquatiques dans les espaces protégés étudiés 440
Tableau 76 : Logique de production de données dans les aires protégées de Guyane et d'Amapá 442
Tableau 77 : Récapitulatif des aires protégées et des doctrines de gestion associées 447
Tableau 78 : Principales caractéristiques des dispositifs étudiés 449
Tableau 79 : Outils de gestion mobilisés par le PNMT 461
Tableau 80 : Outils de gestion mobilisés par la Réserve naturelle nationale des Nouragues 462
Tableau 81 : Évaluation des ressources disponibles aujourd'hui pour la gestion environnementale. 463
Tableau 82 : Informations synthétiques concernant les dispositifs étudiés. 467
Tableau 83 : Programmes de production de connaissances du Parc Amazonien de Guyane. 482
Tableau 84 : Résultats des programmes antérieurs concernant la faune chassée 483
Tableau 85 : Synthèse des objectifs définis dans le PGTA (2013) pour chaque axe d'action. 488
Tableau 86 : Avancées et limites des actions visant au contrôle du territoire 491
Tableau 87 : Bilan des actions passées de gestion des ressources, selon les chefs de villages. 492
Tableau 88 : Bilan de l'organisation de la gestion et partenariats, selon les chefs de villages 494
Tableau 89 : Outils de gestion articulés autour du dispositif ZDUC 497
Tableau 90 : Outils de gestion articulés autour du dispositif du PAG 498
Tableau 91 : Outils de gestion articulés autour des Terres indigènes 499
Tableau 92 : Tableau synthétique des ressources stratégiques pour la gestion environnementale, mobilisés par les différents dispositifs étudiés 501
Tableau 93 : Espaces de gestion forestière de la zone frontalière : Forêt de Régina Saint-Georges et Module IV de la FLOTA. 505
Tableau 94 : Répartition des rôles des acteurs de la gestion forestière 506
Tableau 95 : Tableau récapitulatif des séries du massif forestier de Régina – St-Georges. 510
Tableau 96 : Bilan synthétique des ressources stratégiques disponibles pour la gestion environnementale.. 529
Tableau 97 : Objectifs principaux du CENG 558
Tableau 98 : Implication des gestionnaires dans le CENG en 2011, selon les entretiens réalisés. 560
Tableau 99 : Référentiel de S. Guéneau pour l'évaluation des politiques publiques forestières 577
Tableau 100 : Politiques planifiées impliquant la conversion de forêts à grande échelle 578
Tableau 101 : Actions et politiques visant à contrôler la déforestation de grandes superficies de forêt 579
Tableau 102 : Outils de gestion durable des ressources 588
Tableau 103 : Synthèse comparative Amapá / Guyane 590
Tableau 104 : Engagements environnementaux des dispositifs français et brésiliens 603

LISTE DES SIGLES

AAGF	Association des Amérindiens de Guyane française
ABA	Associação Brasileira de Antropologia
AEX	Autorisation d'exploitation
AFD	Agence française de développement
AGEP	Assoiation de gestion des espaces protégés
AMAJA	Associação dos Agricultores de Laranjal do Jari
APA	Area de proteção ambiental
APIO	Associação dos povos indígenas do Oiapoque
ARPA	Areas protegidas da Amazônia
ASGE	Analyse stratégique de la gestion environnementale
ATEN	Atelier technique pour les espaces naturels
BAFOG	Bureau agricole et forestier guyanais
BDMAP	Base de données mondiale sur les aires protégées
CAF	Commission d'attribution foncière
CARF	Coordenação de Acesso ao Recurso Florestal
CBERS	China–Brazil Earth Resources Satellite
CCEE	Comité de la culture et de l'éducation de l'environnement
CCPIO	Conselho dos Caciques das Terras Indígenas do Oiapoque
CDB	Convention sur la diversité biologique
CEDI	Centro Ecumênico de Documentação e Informação
CENG	Conservatoire de espaces naturels de Guyane
CEROM	Comptes économiques rapides de l'outre-mer
CI	Conservation International
Cimi	Conselho Indigenista Missionário
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CNES	Centre national d'études spatiales
CNPN	Conseil national de la protection de la Nature
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
CNS	Conselho nacional dos seringueiros
COMAJA	Cooperativa Mista Extrativista Vegetal dos Agricultores do Laranjal do Jari
Conage	Coordenação Nacional dos Geólogos
CPD	Centres of Plant Diversity
CS	Conseil scientifique
CSRPN	Conseil scientifique régional de la protection dela Nature
CTF	Coordenação tecnica florestal
CTFT	Centre Technique Forestier Tropical
CVL	Comité de vie locale
DAAF	Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
DEAL	Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement
DEGRAD	Mapeamento da degradação florestal na Amazônia brasileira
DETER	Sistema de Detecção do Desmatamento na Amazônia Legal em Tempo Real
DFP	Domaine forestier permanent
DIREN	Direction régionale de l'environnement
DNPM	Departamento Nacional de Produção Mineral
DOM-TOM	Départements et territoires d'outre-mer
DRAE	Direction régionale de l'architecture et de l'environnement
DRAF	Direction régionale de l'agriculture et de la forêt
EBA	Endemic Bird Area
EE	Estação Ecologica
EFI ou RIL	Exploitation à faible impact
Embrapa	Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária
ENGREF	Ecole nationale du génie rural, des eaux et des forêts
FAG	Forces armées de Guyane
FAO	Food and Agriculture Organization
FBCN	Fundaçao Brasileira para a Conservaçåo da Natureza
FEADER	Fonds européen agricole pour le développement rural
FF	Frontier Forest
FFEM	Fonds français pour l'environnement mondial
FLONA	Floresta nacional

FLOTA	Floresta estadual
FRM	Forest Resource Management
FSC	Forest Stewardship Council
FTH	Forêt tropicale humide
FUNAI	Fundação Nacional do Índio
GEPOG	Gestion et protection des oiseaux de Guyane
GNTFT	Groupe national de travail sur les forêts tropicales
GPS	Global Positioning System
GTA	Grupo de Trabalho Amazônico
GTI	Groupe de travail interministériel
GTZ	Coopération allemande
HB	Hotspots de biodiversité
HBWA	High Biodiversity Wild Areas
IBAMA	Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis
IBDF	Instituto Brasileiro de Desenvovimento Florestal
IBGE	Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística
ICM Bio	Instituto Chico Mendes da Biodiversidade
IEF	Instituto Estadual da Floresta
IEPA	Instituto Estadual de Pesquisas Ambientais
IFL	Intact Forest Landscape
IGN	Institut géographique national
IIRSA	Iniciativa pela Integração da Infra-estrutura Regional Sul-americana
IKA	Indices kilométriques d'abondance
IMAP	Instituto do Meio Ambiente do Amapá
IMAZON	Instituto do Homem e Meio Ambiente da Amazônia
INCRA	Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária
INPA	Instituto Nacional de Pesquisas da Amazônia
INPE	Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais
INPN	Inventaire National du Patrimoine Naturel
INRA	Institut national de la recherche agronomique
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IRD	Institut de recherche pour le développement
IRSTEA	institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture
ISA	Instituto Socioambiental
LW	Last of the wild
MC	Mega-diversity countries
MCPG	Mission pour la création du parc de Guyane
MEA	Millenium Ecosystem Assessment
MMA	Ministério do Meio Ambiente
MNHN	Museum national d'Histoire naturelle
OHM	Observatoire Hommes-Milieux
OIBT	Organisation internationale des bois tropicaux
ONCFS	Office national de la chasse et de la faune sauvage
ONF	Office national des forêts
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des nations unies
ORGFH	Les Orientations régionales de gestions et de conservations de la faune sauvage et de ses habitats
ORSTOM	Office de la recherche scientifique et technique outre-mer
PAE	Projeto de assentamento extractivisto
PAG	Parc Amazonien de Guyane
PAME	évaluations de l'efficacité de la gestion des aires protégées
PAOF	*Plano Anual de Outorga Florestal*
PDSA	Plano de desenvolvimento sustentável do Amapá
PEFC	Programme for the Endorsement of Forest Certification
PER	Permis exclusif de recherche
PEX	Permis d'exploitation
PGTA	Plano de gestão territorial e ambiental
PNAP	Plano nacional das áreas protegidas
PNCO	Parque nacional do Cabo Orange
PND	Plano de desenvolvimento nacional
PNF	Parcs nationaux de France

PNGATI	Plano nacional de gestão territorial e ambiental das terras indígenas
PNMT	Parque nacional Montanhas do Tumucumaque
PPG7	Programa Piloto para a Proteção das Florestas Tropicais do Brasil
Prevefogo	Prevenção de Fogo
PRODES	Programma de Calculo de desflorestamento da Amazonia
RADAM	Radar na Amazônia
RAISG	Red Amazónica de Información Socioambiental Georeferenciada
RAPPAM	Rapid Assessment and Prioritization of Protected Areas Management
RB	Réserve biologique
RBI	Réserve biologique intégrale
RDS	Reserva de desenvolvimento sustentável
REDD	Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts
REDOM	Réseau écologique dans les départements d'outre-mer
RESEX	Reserva extractiva
RMI	Revenu minimum d'insertion
RNF	Réserves naturelles de France
RNN	Réserve naturelle nationale
RNR	Réserve naturelle régionale
RPPN	Peserva de proteção do patrimonio natural
RS	Reais
RTM	Restauration des terrains de montagne
RURAP	Instituto de Desenvolvimento Rural do Amapá
SAD	Sistema de Alerta de Desmatamento
SAR	Schéma d'aménagement régional
SBPC	Sociedade Brasileira para o Progresso da Ciência
SCAP	Stratégie de création des aires protégées
SDOM	Schéma départemental d'orientation minière
SEAG	Société entomologiste des Antilles-Guyane
SEAS	Surveillance de l'Environnement Amazonien par Satellite
Sema	Secretaria do meio ambiente
Sépanguy	Société d'Etude, de Protection & d'Aménagement de la Nature en Guyane
SETEC	Secretaria de Estado da Ciência e Tecnologia
SFB	Serviço Florestal Brasileiro
SNUC	Sistema Nacional de Unidades Conservação
SPI	Serviço de Proteção do Indio
SPOT	Système Probatoire d'Observation de la Terre
Sudepe	Superintendênica de Pesca
Sudhevea	Superintendência da Borracha
TI	Terra indígena
TNC	The Nature Conservancy
TQ	Terra quilombola
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UMR	Unité mixte de recherche
UNEP	United Nations Environment Programme
UPI	Undade de proteção integral
USP	Universidade de São Paulo
USR	Unité de service et de recherche
UUS	Unidade de Uso sustentável
WCMC	World Conservation Monitoring Centre
WDPA	World database on protected areas
WWF	World Wide Fund for Nature
ZDUC	Zone de droits d'usage collectifs
ZNIEFF	Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION 3

PARTIE I (P.11)

LA DEMARCHE DE RECHERCHE - CADRES THEORIQUES ET METHODOLOGIQUES

CHAPITRE 1 13

LES ESPACES PROTEGES, UN ENGAGEMENT PUBLIC TERRITORIALISE EN FAVEUR DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. Sur un territoire donné, un objectif de « protection de l'environnement » 17
2. Les espaces protégés en tant que dispositifs territorialisés d'action publique 20
   - 2.1. Des espaces d'action publique 20
   - 2.2. Une modalité spécifique d'action publique environnementale 22
   - 2.3. Un ancrage local et territorialisé pour le « secteur environnemental » 23
3. Des objets d'étude scientifiques 26
   - 3.1. Les analyses des aires protégées menées par les sciences de la conservation. 26
     - 3.1.1. Études d'évaluation des lacunes des systèmes d'aires protégées 26
     - 3.1.2. Evaluer l'efficacité des systèmes d'aires protégées 30
   - 3.2. Les analyses des aires protégées menées en sciences sociales 35

CHAPITRE 2 41

ANALYSER L'EFFICACITE DES AIRES PROTEGEES : UNE ENTREE PAR LES DISPOSITIFS DE GESTION.

1. Les apports de l'approche par les dispositifs de gestion 42
2. La nécessaire dénaturalisation des dispositifs de gestion 43
3. Une évaluation au regard d'un objectif de « bonne qualité des écosystèmes » : le cadre de l'analyse stratégique de la gestion environnementale 46
4. Quels outils pour évaluer l'efficacité d'espaces protégés ? 51
   - 4.1. Analyser les stratégies mises en place par les acteurs d'environnement 51
   - 4.2. Une recherche bénéficiant des apports de plusieurs disciplines 54
     - 4.2.1. Un travail de terrain mobilisant les outils de la socio-anthropologie 54
     - 4.2.2. Une analyse multiscalaire 54
     - 4.2.3. La mobilisation des données des écologues 55
   - 4.3. Les apports de l'approche comparative pour l'évaluation 56
5. Adaptation du cadre ASGE pour l'évaluation comparée de l'efficacité environnementale des espaces protégés de Guyane et d'Amapá 57
   - 5.1. Définir des critères légitimes pour l'évaluation environnementale des aires protégées 57
     - 5.1.1. Guyane et Amapá, des zones de conservation prioritaires à l'échelle internationale 58
     - 5.1.2. Des engagements des États dans les conventions d'environnement internationales 59
     - 5.1.3. Des reconnaissances spécifiques à ces territoires 61
   - 5.2. Se baser sur des engagements environnementaux clairs plutôt que sur un programme donné 62
   - 5.3. Traduction des engagements en critères écologiques pertinents 65

CHAPITRE 3 73

METHODOLOGIE DE RECHERCHE

1. Le « suivi à la trace » des documents de gestion 73
2. Les données de terrain 76
   2.1. La réalisation d'entretiens semi-directifs 76
   2.2. L'observation participante 79
   2.3. Les visites de terrain 80
3. La production de connaissances scientifiques 81
   3.1. La triangulation des données 81
   3.2. Quel mode de généralisation des connaissances produites ? 83
      3.2.1. L'abduction, une opération permettant la formulation de nouvelles hypothèses 83
      3.2.2. Limites des modèles de la rationalité expérimentale pour la production de connaissances 84
   3.3. Posture de recherche et réflexivité du chercheur 85
      3.3.1. Un positionnement épistémologique 85
      3.3.2. Posture de recherche 86

CHAPITRE 4 89

ABORDER L'EFFICACITE DES ESPACES PROTEGES AMAZONIENS AU TRAVERS D'UNE APPROCHE COMPARATIVE FRANCO-BRESILIENNE - APPROCHE EXPLORATOIRE EN GUYANE ET EN AMAPA.

1. Dynamiques territoriales amazoniennes : déforestation et espaces protégés 91
   1.1. Evolution de la déforestation en Amazonie 93
   1.2. Les aires protégées en Amazonie 98
2. Guyane et Amapá, des territoires permettant une comparaison pertinente des dispositifs d'espaces protégés. 101
   2.1. Le Plateau des Guyanes, une unité géomorphologique et paysagère 101
   2.2. Guyane et Amapá, des modalités d'occupation historique aboutissant à une organisation territoriale assez similaire 105
      2.2.1. Avant la colonisation, l'omniprésence des nations amérindiennes 105
      2.2.2. Le territoire d'Amapá, un territoire contesté entre la France et le Brésil 107
      2.2.3. Plans de développement et ouverture des axes routiers 109
   2.3. Des modalités d'occupation actuelles des sols finalement assez semblables 115
      2.3.1. Situation foncière en Amapá 115
      2.3.2. Situation foncière en Guyane 118
      2.3.3. Des profils économiques assez similaires 121
      2.3.4. Une organisation spatiale présentant dans l'ensemble des similitudes 123
3. Guyane et Amapá : des territoires présentant une grande diversité d'aires protégées publiques 126
   3.1. Les systèmes nationaux des aires protégées au Brésil et en France 126
      3.1.1. Au Brésil, le Plan national des aires protégées (PNAP) et le Système national des unités de conservation (SNUC). 127
      3.1.2. En France, une grande diversité de dispositifs 133
      3.1.3. Correspondances entre typologies française, brésilienne et catégories UICN 136
   3.2. Caractérisation quantitative des espaces protégés de Guyane et d'Amapá. 140
      3.2.1. Statistiques comparatives concernant les espaces protégés en Amazonie légale 140
      3.2.2. Caractérisation des aires protégées guyanaises 143
      3.2.3. Des profils quantitatifs de répartition des aires protégées proches entre Guyane et Amapá 145
   3.3. Analyse quantitative de la mise en place des espaces protégés 147
      3.3.1. Évolution quantitative des aires protégées en Amazonie légale 148
      3.3.2. Evolution quantitative de la mise en place des espaces protégés guyanais 152
      3.3.3. Chronologies comparées de l'Amapá et de la Guyane française 154

PARTIE II (P.159)

LA CONSTRUCTION DES DISPOSITIFS DE GESTION ENVIRONNEMENTALE : DES PROCESSUS MULTISCALAIRES

CHAPITRE 5..... 163

APPROCHE STRATEGIQUE DE LA MISE EN PLACE DES ESPACES STRICTEMENT PROTEGES EN GUYANE ET EN AMAPA

1. Une coalition entre naturalistes et services environnementaux d'État pour faire face aux grands projets de développement 164
   1.1. Face aux grands projets de développement, l'expertise scientifique des associations environnementales 165
      1.1.1. Au Brésil des propositions structurées à l'échelle de l'Amazonie 165
      1.1.2. Premières propositions de réserves naturelles en Guyane 166
   1.2. Une amplification des revendications grâce au partenariat avec les nouvelles autorités environnementales. 171
      1.2.1. Institutionnalisation croissante des questions environnementales au Brésil 171
      1.2.2. L'institutionnalisation de la question environnementale en Guyane 174
   1.3. Une coalition scientifiques-ONG-Administration qui évolue, mais reste d'actualité 177
   1.4. Bilan des processus stratégiques en Guyane et en Amapá 178
2. Des dispositifs porteurs d'une logique de préservation stricte 182
   2.1. En Amapá, des Unités de protection intégrales sous la gestion de l'ICM Bio 182
      2.1.1. Contraintes législatives des Unités de protection intégrale d'Amapá. 183
      2.1.2. Quelle gestion pour les unités de protection intégrale d'Amapá. 185
   2.2. En Guyane, les réserves naturelles nationales 191
      2.2.1. Les réserves naturelles nationales : une protection «réglementaire» à géométrie variable 191
      2.2.2. D'autres types d'espaces protégés stricts 197

CHAPITRE 6..... 203

APPROCHE STRATEGIQUE DE LA CONSTRUCTION DES ESPACES PROTEGES BASES SUR LES PRATIQUES DE GESTION DES POPULATIONS LOCALES 203

1. La reconnaissance des droits des populations amérindiennes 204
   1.1. En Amapá, la lutte pour la reconnaissance de terres indigènes, inscrite dans des mouvements portés à l'échelle amazonienne 205
      1.1.1. Le mouvement indigéniste à l'échelle nationale 206
      1.1.2. Les Amérindiens d'Amapá, une mobilisation face aux menaces sur leurs territoires 210
      1.1.3. Les processus stratégiques de mise en place des terres indigènes 214
   1.2. En Guyane, la création des Zones de droits d'usage collectifs, innovation législative 217
   1.3. Des dispositifs destinés aux populations amérindiennes 223
      1.3.1. Quelle base conceptuelle pour les espaces destinés aux populations amérindiennes 223
      1.3.2. Une loi … pour quelle utilisation des ressources naturelles ? 224
      1.3.3. Quelle gouvernance de ces territoires ? 228
2. Des formats spécifiques d'alliances entre populations locales "traditionnelles" et acteurs environnementaux pour la reconnaissance de "pratiques durables" 234
   2.1. En Amapá, populations extractivistes et anthropologues face au « grand capital » 235
      2.1.1. La création des RESEX, des pressions locales à la mobilisation internationale 235
      2.1.2. Une logique reprise par l'État d'Amapá 239
      2.1.3. Bilan des processus stratégiques 240
      2.1.4. Caractéristiques de ces nouveaux dispositifs de gestion 241
      actuel des choses ? 244
   2.2. En Guyane, un parc national hybride intégrant les attentes des populations locales face à l'exploitation minière. 245
      2.2.1. Rétrospective des controverses ayant conduit à la création du parc 246
      2.2.2. Bilan des processus stratégiques 252
      2.2.3. Un dispositif hybride entre différentes logiques de gestion environnementale 255

3. Des modèles d'espaces dédiés aux populations traditionnelles formalisant leur engagement environnemental à des degrés divers....264
3.1.1. Un gradient dans la reconnaissance de la valeur environnementale des pratiques traditionnelles des populations....264
3.1.2. Un gradient dans la sécurisation des ressources vis-à-vis de leur exploitation pour d'autres types d'activités....266
3.1.3. Une influence importante des arrangements initiaux, mais une hybridation croissante des modèles de gestion. 268

CHAPITRE 7.... 275

APPROCHE STRATEGIQUE DE LA MISE EN PLACE DE LA GESTION DURABLE DES FORETS PUBLIQUES DE GUYANE ET D'AMAPA

1. En Guyane, l'Office national des forêts au centre de la gestion forestière 278
1.1. Rétrospective des logiques d'exploitation forestière en Guyane 280
1.1.1. Les permis forestiers et le développement d'une expertise technique sur la forêt guyanaise 280
1.1.2. 1994, des permis forestiers aux aménagements : intégrer le paradigme de la gestion durable des forêts....285
1.2. Un nouveau modèle de gestion forestière, centré sur la planification de l'espace et de la ressource en bois par l'État 287
1.2.1. Une réflexion à l'échelle de la Guyane : zonage et clarification législative 287
1.2.2. La gestion forestière en Guyane : quels moyens humains et financiers ? 294
1.2.3. Un soutien à la structuration de la filière bois et la recherche de l'écocertification....296
1.3. Bilan de la constitution des ressources stratégiques de l'ONF en Guyane 297
2. En Amapá, un système de forêts publiques d'exploitation en cours de création....300
2.1. La création de la FLOTA, à l'interface entre enjeux locaux et nationaux 300
2.1.1. Les forêts publiques, une solution pour contrôler le foncier en Amazonie....300
2.1.2. L'Amapá, pionnier dans le processus de la gestion forestière publique 303
2.1.3. La FLOTA, décentralisation et ouverture du foncier à l'exploitation forestière durable....304
2.1.4. Processus stratégiques pour l'établissement de la Forêt de l'État d'Amapá-FLOTA....306
2.2. Un nouveau modèle de gestion : les concessions forestières 308
2.2.1. Organiser l'espace au travers d'un plan de gestion général de la FLOTA....309
2.2.2. Déléguer la gestion forestière à des entreprises, au travers de concessions....311
2.3. Quels moyens pour contrôler la gestion mise en œuvre ?....313
3. Les forêts publiques gérées : divergences techniques et politiques des modèles guyanais et amapéen. 314
3.1. Un choix de gestion forestière durable basé sur la production de bois 315
3.2. Des constats similaires issus de la recherche forestière, mais des choix différents concernant les seuils techniques de gestion 317
3.2.1. Constitution d'une expertise technique forestière liée à la recherche 317
3.2.2. Choix techniques sylvicoles comparés en Guyane et en Amapá....320

CHAPITRE 8.... 327

DES DOCTRINES DE GESTION A LEUR TRADUCTION EN DISPOSITIFS CONCRETS

1. La mise en place des aires protégées : des processus stratégiques portés par des coalitions d'acteurs multiscalaires....327
1.1. Des coalitions multiscalaires porteuses de doctrines de gestion 330
1.1.1. Des coalitions multiscalaires 333
1.1.2. Des coalitions caractéristiques à chaque doctrine de gestion 334
1.1.3. Des coalitions dépendantes du contexte national 335
1.1.4. Des coalitions qui se succèdent, puis se côtoient 335
1.2. La mobilisation de données spécifiques à chaque coalition....337
1.3. Des ressources législatives structurantes....342
1.4. Questionner la nature stratégique des processus à l'œuvre dans les coalitions....343

2. Des doctrines de gestion … et des dispositifs concrets....346
2.1. Le cadre législatif....346
2.1.1. Des règles concernant les usages....346
2.1.2. Des règles concernant les usagers....348
2.2. Les formes de gouvernance....349
2.2.1. Confier la gestion à des organismes publics spécialisés....350
2.2.2. Déléguer la gestion....351
2.3. Les moyens humains et financiers....353
2.3.1. Moyens humains....353
2.3.2. Moyens financiers....355
2.4. Les outils de planification de la gestion environnementale....358
3. Synthèse : Quels engagements environnementaux des dispositifs ?....364

PARTIE III (P.371)

EVALUER L'EFFICACITE ENVIRONNEMENTALE DES DISPOSITIFS

CHAPITRE 9.... 377

SUR QUELLES DONNEES BASER L'EVALUATION DE L'EFFICACITE ENVIRONNEMENTALE DES ESPACES PROTEGES CONSIDERES. 377
1. Des indicateurs basés sur les données existantes....378
1.1. Spécificités des indicateurs de biodiversité....378
1.2. Identifier les données existantes....380
1.3. Caractéristiques générales de la production de données sur les écosystèmes en Guyane et en Amapá....383
2. Les indicateurs disponibles pour répondre aux premiers critères : le maintien du couvert forestier et la fragmentation....385
2.1. Méthodes de production de données environnementales par imagerie aérienne....385
2.2. La production de données satellitaires en Guyane et en Amapá....387
2.2.1. Le suivi de la déforestation au Brésil, un outil de surveillance continue....391
2.2.2. En Guyane, des suivis satellitaires plus spécifiques et diversifiés....394
2.3. Les activités détectables par imagerie satellitaire dans les espaces protégés....396
2.3.1. Les activités agricoles....398
2.3.2. Les activités d'exploitation minière....405
2.3.3. Les infrastructures routières et pistes forestières....416
3. Quels indicateurs mobilisables pour les impacts n'impliquant pas de changement d'usage du sol ?....421
3.1. Suivi des populations animales....421
3.1.1. Des liens entre chasse/pêche et populations animales difficiles à établir....421
3.1.2. Quelles données produites en Guyane et en Amapá ?....422
3.2. Suivis floristiques....428
3.2.1. Les données mobilisables pour caractériser les impacts de l'exploitation forestière....429
3.2.2. Les données mobilisables pour caractériser les impacts des filières extractivistes....435
3.3. Les données sur la qualité écologique des cours d'eau....437
3.4. Conclusion : des données fragmentaires sur la fonctionnalité des écosystèmes....441

CHAPITRE 10..... 447

ANALYSE DE L'EFFICACITE ENVIRONNEMENTALE DES STRATEGIES MISES EN ŒUVRE PAR LES GESTIONNAIRES D'ESPACES PROTEGES

1. Stratégies des équipes gestionnaires des aires protégées « strictes »..... 449
1.1. Des partenariats avec les forces de l'ordre pour le contrôle des principales infractions..... 451
1.2. Une recherche de légitimité auprès des acteurs locaux..... 454
1.3. Facilitateurs ou acteurs de la production de données environnementales ?..... 459
1.4. Quels outils pour la mise en œuvre de ces stratégies ?..... 460
1.5. Conclusion: Quelles marges de manœuvre pour une efficacité environnementale des dispositifs ?..... 463
2. Stratégies de gestion basée sur la valorisation des pratiques des populations traditionnelles ou locales..... 467
2.1. En Guyane : Zones de droits d'usage collectifs ou Territoire amérindien ?..... 468
2.1.1. Le territoire amérindien..... 469
2.1.2. Des logiques adaptatives d'exploitation des ressources..... 469
2.1.3. La perception des pressions sur le territoire..... 471
2.1.4. Articulation des populations amérindiennes de Camopi aux dispositifs de gestion environnementale..... 472
2.1.4.1. Les Zones de droits d'usage collectifs..... 473
2.1.4.2. Le Parc amazonien de Guyane – Parc national..... 473
2.2. Stratégies de gestion du Parc amazonien de Guyane - PAG..... 476
2.2.1. Construire et « faire passer » la Charte du Parc national..... 477
2.2.2. Lutter contre l'orpaillage illégal, une priorité..... 479
2.2.3. Des données pour accompagner le maintien ou la mise en place de pratiques durables..... 481
2.2.4. En zone d'adhésion, un soutien au développement local..... 485
2.3. Dans les terres indigènes de la rive brésilienne du bas-Oyapock, une clarification des priorités environnementales..... 487
2.3.1. Stratégies face aux menaces externes pesant sur les terres indigènes..... 489
2.3.2. Stratégies de gestion interne du territoire..... 492
2.3.3. Organisation politique et partenariats, une stratégie de long terme..... 493
2.4. Conclusion : Quelles marges de manœuvre pour une efficacité environnementale des dispositifs ?..... 496
3. Stratégies de mise en œuvre d'une gestion forestière "durable"..... 504
3.1. Stratégies de mise en place d'une gestion forestière tropicale durable française : Cas de la forêt de Régina Saint-Georges..... 505
3.1.1. Planification spatiale des activités et contrôle territorial..... 509
3.1.2. La mise en œuvre de bonnes pratiques..... 512
3.2. La FLOTA - module IV : des perspectives d'évolution encore floues..... 523
3.2.1. Localisation du projet :..... 524
3.2.2. Pertinence d'un projet REDD + dans le module IV, et alternatives..... 526
3.3. Conclusion : Efficacité environnementale de la gestion forestière..... 528
4. Bilan des stratégies de gestion intentionnelle mises en place dans les aires protégées de Guyane et d'Amapá..... 532
4.1. Les ressources stratégiques mobilisées..... 532
4.1.1. Ressources législatives et institutionnelles..... 532
4.1.2. Stratégies de suivis des impacts environnementaux..... 534
4.1.3. Les modes d'action coercitifs..... 536
4.1.4. Maintien ou construction d'alliances aux échelles d'action pertinentes..... 540
4.2. Conclusion : Quels profils stratégiques de gestion des aires protégées ?..... 543
4.2.1. Des logiques stratégiques globales articulées des doctrines de gestion … qui traduisent des évolutions nécessaires par rapport à la logique initiale..... 543
4.2.2. Des stratégies qui traduisent des degrés différents de maturité des dispositifs..... 548
4.2.3. Influence du contexte national sur le type de stratégies mobilisables..... 550

CHAPITRE 11 552

LA MISE EN RESEAU DES ESPACES PROTEGES

1. Des tentatives d'articulation des dispositifs de gestion au sein de chaque territoire 553
   1.1. En Amapá, une recherche de gestion partagée entre certains espaces protégés 553
      1.1.1. Le Corridor de la Biodiversité 555
      1.1.2. L'initiative 'Bloco Tumucumaque' 555
      1.1.3. Mosaïque d'espaces protégés d'Amapá et du Nord-Pará 556
   1.2. En Guyane, une coordination difficile des gestionnaires d'aires protégées 558
      1.2.1. Un réseau d'espaces protégés formalisé, mais encore peu actif 558
      1.2.2. Des logiques de réseau territorial propres au gestionnaire forestier historique 562
2. Un réseau par delà la frontière ? Perspectives de coopération entre aires protégées frontalières 565
   2.1. Les annonces de coopération entre espaces protégés frontaliers 567
      2.1.1. Des engagements bilatéraux 567
      2.1.2. Des engagements repris par les différents espaces protégés 568
   2.2. Une coopération qui peine à se mettre en place 570
      2.2.1. L'absence de cadrage institutionnel 570
      2.2.2. Des moyens disproportionnés 571
      2.2.3. Des divergences de conceptions de la gestion environnementale 571
      2.2.4. Des initiatives parallèles qui semblent fonctionner 572
3. La prise en compte de l'environnement à l'échelle du territoire 576
   3.1. Un référentiel d'évaluation des politiques publiques concernant les forêts tropicales 577
   3.2. Application du référentiel proposé aux territoires de Guyane et en Amapá. 577
      3.2.1. Éviter la conversion à grande échelle des forêts naturelles 578
      3.2.2. Reconstituer et restaurer le couvert forestier. 584
      3.2.3. Conserver les habitats forestiers essentiels au maintien de la diversité biologique. 584
      3.2.4. Exploiter les ressources forestières en garantissant le maintien des ressources écologiques de la forêt. 586
      3.2.5. Conclusion 590

CONCLUSION GENERALE 596

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des personnes rencontrées en entretien I

Annexe 2 : Liste des Missions, ateliers, productions scientifiques VII

Annexe 3 : Compléments concernant les engagements liés aux grandes conventions internationales d'environnement XI

Annexe 4 : Questionnaires utilisés à Camopi pour les enquêtes réalisées dans le cadre du programme « gouvernance et territorialité » XIII

Annexe 1 : Liste des personnes rencontrées en entretien

Entretiens réalisés pour le stage de Master 2 (non enregistrés), valorisés pour le travail de thèse (2010)

Organisme	Nom	Fonction	Lieu, année
AGEP	Léon Razafindrakoto	Conservateur	Cayenne, 2010
ARUAG	Boris Ruelle	Chargé de mission	Cayenne, 2010
Biotope	Vincent Rufray	Directeur d'agence	Cayenne, 2010
BRGM	Manuel Parizot	Technicien	Cayenne, 2010
Caraïbes envt	Audrey Thoraval	Responsable antenne Guyane	Cayenne, 2010
CCEG	Celine Laporte	Agent de développement local	Saint Georges, 2010
CdL	Guy Bonnemaison	Directeur d'agence	Cayenne, 2010
Conseil général	Maud Mirval	Technicienne environnement	Cayenne, 2010
	Cannavy	Elu	Cayenne, 2010
Cirad	Valéry Gond	Chercheur géographe	Cayenne, 2010
CNES	Sandrine Richard	Chargée de mission "environnement"	Cayenne, 2010
CNRS	Philippe Gaucher	Chercheur	Cayenne, 2010
	Christine Schrive	Chercheur	Cayenne, 2010
Conseil régional	Karine Néron	Technicienne environnement	Cayenne, 2010
	Lefol	Technicien géomatique	Cayenne, 2010
DAF	Aude Lecoeur	Chargée de mission "filière bois"	Cayenne, 2010
DDE/SAEP	Gaëlle Diouris	Géomaticienne	Cayenne, 2010
DIREN	Annie Carpentier	Chargée de mission "études d'impact"	Cayenne, 2010
	Marc-Henri Duffaud	Chef de service "biodiversité"	Cayenne, 2010
	Mélodie Gosset	Chargée de mission "espaces protégés"	Cayenne, 2010
	Sebastien Linares	Géomaticien	Cayenne, 2010
	Lydie Riera	Chargée de mission "DCE"	Cayenne, 2010
	Emmanuelle Sarat	Stagiaire	Cayenne, 2010
DRRT	Nicolas Guidicelli	SoutienDRRT	Cayenne, 2010
Ecobios	Olivier Tostain	Expert	Cayenne, 2010
Ecofog	Lilian Blanc	Chercheur	Cayenne, 2010
	Eric Marcon	Chercheur	Cayenne, 2010
	Ivan Scotti	Chercheur	Cayenne, 2010
	Stéphane Traissac	Chercheur	Cayenne, 2010
Gepog	Nyls de Pracontal	Directeur	Cayenne, 2010
GNE	Christian Roudgé	Coordinateur	Cayenne, 2010
Guyanentomo	J-Philippe Champenois	Expert	Cayenne, 2010
Herbier	Piero Delprete	Botaniste	Cayenne, 2010
	Sophie Gonzales	Conservateur	Cayenne, 2010
Hydréco	Philippe Cerdan	Directeur	Cayenne, 2010
IRD	Fanchon	Botaniste	Cayenne, 2010
	Bernard de Mérona	Chercheur	Cayenne, 2010
	Daniel Guiral	Chercheur	Cayenne, 2010
	Pierre Couteron	Chercheur	Montpellier, 2010
	Patrick Heuret	Chercheur	Montpellier, 2010
	JF Faure	Chercheur	Cayenne, 2010

	Michel Petit	Chercheur	Montpellier, 2010
Kwata	Benoît de Thoisy	Responsable	Cayenne, 2010
MDT	Clotilde Lebreton	Chercheur	Téléphone, 2010
Nev@ntropic	Guillaume Jubelin	Responsable	Cayenne, 2010
Offive de l'eau	Marie Gueydan	Chargée de mission	Cayenne, 2010
ONCFS	Cécile R-H	Chercheur	Cayenne, 2010
ONF	Bérengère Blin	Responsable Sylvétude	Cayenne, 2010
	Olivier Bruno	Responsable "aménagement"	Cayenne, 2010
	Guilhem Debarros	Géomaticien	Cayenne, 2010
	Stéphane Guitet	Responsable "R&D"	Cayenne, 2010
	Pierre Joubert	Géomaticien	Cayenne, 2010
	Julien Panchout	Responsable service "foncier"	Cayenne, 2010
	Jacques Faverjon	Agent forestier	Cayenne, 2010
PAG	Gwladys Bernard	Chargée de mission "Charte"	Cayenne, 2010
	Nicolas Surugue	Responsable service "patrimoine naturel"	Cayenne, 2010
PNRG	Pascal Gombaud	Directeur	Cayenne, 2010
	Alexis Walbeck	Chargé de communication	Cayenne, 2010
	Sarah Giraud	Responsable antenne de Saint-Georges	Saint Georges, 2010

Entretiens réalisés au cours de la thèse (2011-2013)

Organisme	Nom	Fonction	Lieu, année
MAA	Jonathan Saulnier	Chargé de mission DOM/Forêts tropicales/Trame verte	Paris, 2012
MEEDTL	Jean-Paul Torre	Chargé de mission « forêt »	Paris, 2012
MOM	Jack Paisir	Adjoint au chef du Département des politiques agricoles, rurales et maritimes	Paris, 2012
ONF	Claude Rupé	DG ONG - Coordinateur Dom Corse	Paris, 2012
UICN	Thierry Lefebvre et Aurélie Bocquet	Chargés de missions "aires protégées" et "outre-mer"	Paris, 2012
PNF	Bernard Patin	Directeur adjoint	Montpellier, 2012
IRD	de Granville	Botaniste	Cayenne, 2011
ONF	Maël Dewynter	Conservateur	Cayenne, 2011
	Nicolas Karr	Directeur régional	Cayenne, 2011
	Hervé Quézel	Spécialiste pistes forestières et correspondant filière bois Est Guyane	Cayenne, 2012
	David Binet	Directeur régional adjoint	Cayenne, 2012
	Jérôme Fournier	Responsable UP Travaux √† Cayenne	Cayenne, 2012
RNF	Luciana Aliker	Chargée de mission	Cayenne, 2011
PAG	Cecile Guitet	Chef de service patrimoine naturel et culturel	Cayenne, 2011
	Cédric Cuffit	Chargé de mission tourisme	Cayenne, 2012
	Bertrand Goguillon	Cédric Cuffit	Cayenne, 2012
	David Lesourne	Chargé de mission agriculture	Cayenne, 2012
	Pierre Joubert	Service géomatique	Cayenne, 2013
	Bérengère Blin	Directeur adjointe	Cayenne, 2012
CCPAB	Sefian Deie	Président	Cayenne, 2013
CdL	Catherine Corlet	Directeur	Cayenne, 2013

Armée (Marine)			Cayenne, 2013
Préfecture	Benoit Vidon	Sous-préfet	Cayenne, 2013
Conseil général	Fabien Canavy	Élu	Cayenne, 2013
IRD	Pierre Grenand	Anthropologue	Cayenne, 2013
CCP	Duarte Fernandez	Responsable	Saint Georges, 2011
Douane	Bernard Réginaud	Douane Saint-Georges - Service commercial	Saint Georges, 2011
Espérance	Georges Labonté		Saint Georges, 2011
Gendarmerie	René Moog	Capitaine de gendarmerie	Saint Georges, 2011
Légion	Jacky Bertrand	3e REI - Responsable des camps de Siant Georges et Camopi	Saint Georges, 2011
ONF	Fabien Escalière	Agent forestier	Saint Georges, 2012
Gendarmerie	/	Responsable de la gendarmerie de Camopi	Camopi, 2011
Mairie	René Monnerville	Maire	Camopi, 2011
PAG	James Panapuy	Adjoint au chef de délégation	Camopi, 2011
PAG	JM Cachine	Adjoint au chef de délégation	Camopi, 2011
Vila Brasil	Dona Lucia	Hotelière	Vila Brasil, 2012
	Graciema	Commerçante	Vila Brasil, 2012
Armée	Lessa	Capitaine du camp de Clevêlandia	Oiapoque, 2011
FUNAI	Santa Rosa Domingo	Responsable de la "gestion environnementale"	Oiapoque, 2011
FUNAI	Alair Sebastian	Responsable de la "surveillance et du suivi territorial"	Oiapoque, 2011
IBAMA	Barbosa Monica	Chef du bureau d'Oiapoque	Oiapoque, 2011
ICM Bio	Cristoph Jaster	Chef du PNMT	Oiapoque, 2011
ICM Bio	Ivan Vasconcelos	Agent environnemental	Oiapoque, 2012
IMAP	Paulo Pinto	Coordinateur régional de la surveillance et des autorisations	Oiapoque, 2011
Araújo	Scieur et menuisier	Artisan	Oiapoque, 2012
Association des habitants de Vila Brasil	Miguel Mariano	Président	Oiapoque, 2012
IMAP	Wanerllon Cardoso	Responsable à Oiapoque	Oiapoque, 2012
Menuisier	Evangilson Araujo	Artisan	Oiapoque, 2012
PESCAP	Ricardo Silveira	Chargé de mission pêche	Oiapoque, 2012
PREVFOGO	Salomão Rodrigues Brito	Chef de Bataillon	Oiapoque, 2012
RURAP	Elielson Rabelo Almeida	Technicien	Oiapoque, 2012
SEMMAM	Bicalho	Service environnement de la commune	Oiapoque, 2012
Menuiserie	Mazinho	Vendeur	Oiapoque, 2012
AGP	Marcelo (Vampiro)	Opérateur touristique	Macapá, 2011
EMBRAPA	Eleneide Doff Sotta	Chercheur	Macapá, 2011/2012
IBAMA	Viviane Eilers	Chargée de mission études d'impact	Macapá, 2011
	Renata Conceição	Chargée de mission études d'impact	Macapá, 2011

	Wilson Menescal de Sousa	ex gestionnaire RESEX	Macapá, 2012
IEPA	Bruna Amoras	Chargée de mission ZEE	Macapá, 2011
IEPA	Rosangela Sarquis	Conservateur Herbier	Macapá, 2011
IMAP	Renindo Almeida	Fiscalização florestal	Macapá, 2011
IMAP	Priscila Vilhena	Service "autorisations"	Macapá, 2011
ICM Bio	Paulo Roberto Russo	Gestionnaire PNMT	Macapá, 2011/2012
	Christoph Jaster	Chef PNMT	Macapá/Oiapoque, 2011/2012
	Iranildo Coutinho	Gestionnaire	Macapá, 2012
Sema	Keliane Castro	Gestionnaire REBIO	Macapá, 2011
	Daniel Nunes	Chargé de mission "eau"	Macapá, 2011
	Jose Maria	Service géomatique	Macapá, 2011
	Sirley Figueiredo	ex-gestionnaire APA Curiau	Macapá, 2011
	Oliveira	Gestionnaire APA Fazendinha	Macapá, 2011
	Ana Corina	Geomaticienne	Macapá, 2012
	Mamede Leal Siquieira	Responsable des UUS	Macapá, 2012
SETUR	Ellisandra Gineahues	Employée	Macapá, 2011
UNIFAP	Marco Chagas	Chercheur	Macapá, 2011/2012
	Helenilza Cunha	Responsable PPBIO	Macapá, 2011
	Adelma Barros	Enseignante	Macapá, 2011
CI	Josingi Garcia	Responsable projets en Amapá	Macapá, 2012
CNS	Pedro Ramos	Leader extractiviste d'Amapá	Macapá, 2012
FUNAI	Frederico Oliveira	Directeur FUNAI Macapá	Macapá, 2012
IEF	Euryandro Ribeiro Costa	Technicien	Macapá, 2011
	Marcos de Almeida	Chef du CARF	Macapá, 2011/2012
	Marinho	Chef du CTF	Macapá, 2012
IEPA	Benedito Rabelo	Ancien directeur	Macapá, 2012
IMAP	Orleno Marques	Technicien géomatique	Macapá, 2012
Ministerio publico	Alcione Cavalcante	Ex fonctionnaire du SEMA national	Macapá, 2012
UEAP	Batistao	Chargé de mission	Macapá, 2012
AVINA	Carlo Miller	Chef du bureau "Région Nord et Minas Gerais"	Manaus, 2011
Greenpeace	Paulo ADARIO	Chefe	Manaus, 2011
IDESAM	Gabriel Koury	Coordenador, Programa Unidades de Conservação (secrétaire exécutif, gestion interne)	Manaus, 2011
INPA	Joao Ferraz	Chercheur	Manaus, 2011
INPA/IEPA	Luciedi Tostes	Chercheur	Manaus, 2011
UFAM	Marcilio Freitas	Chercheur	Manaus, 2011
WWF	Samuel Tararan	Analista de Programa de Conservaçao, Programa Amazônia	Manaus, 2011
CI	Cesar de Oliveira Haag	Coordenador politica ambiental - Programa Amazonia	Belem, 2011
INPE	Claudio Almeida	Responsable INPE Belem	Belem, 2011
Iepé	Marcia	Programa de Articulação Regional e Transfronteiriça	Téléphone, 2013

Entretiens réalisés en encadrement des modules FTH en 2011 et en 2012

Organisme	Nom	Fonction	Lieu, année
Audeg	Mireille Rius	Directrice	Cayenne, 2011
IRD	Pierre Grenand	Anthropologue	Téléphone, 2011
CCEG	Céline Laporte	Agent de développement local	Saint Georges, 2011
CFPPA	Eve Gentil	Formatrice	Cayenne, 2011
CG	Louis Bierge	Élu	Cayenne, 2011
Conseil général	Fabien Canavy	Élu	Cayenne, 2011
CNRS	Damien Davy	Anthropologue	Cayenne, 2011
Conseil régional	Marc Sagne	Technicien	Cayenne, 2011
DAAF	Thomas Requilllart	Responsable "Service foncier"	Cayenne, 2011
DRFIP	Catherine Dagusé	Responsable Pôle "Gestion Publique"	Cayenne, 2011
Ecofog	Stephane Traissac	Chercheur	Kourou, 2011
Mairie	Alexis Glazer	Chargé de mission "agriculture"	Saint Georges, 2011
	Fabienne Mathurin	Maire	Saint Georges, 2011
ONF	Nicolas Karr	Directeur régional	Cayenne, 2011
	Fabien Escalière	Agent forestier de l'Est Guyanais	Saint Georges, 2012
Préfecture	Benoît Vidon	Sous-préfet au Sud	Cayenne, 2011
SGAR	Julien Panchout	Chargé de mission	Cayenne, 2011
Tourisme	Catherine Padra	Expert "tourisme"	Cayenne, 2011
Associations locales	3 entretiens		Saint Georges, 2011
CCIG	Isabelle Bonjour	Maison de la forêt et du bois de Guyane	Cayenne, 2012
DAAF	Julie Dalle	Chargée de mission "filière bois"	Cayenne, 2012
Ecoforesterie Amazonie	Johnny Neyrat	Exploitant	Saint Georges, 2012
FSC France	Marie Vallée	Directrice	Téléphone, 2012
GNE	Christian Roudgé	Cordinateur	Cayenne, 2012
Interprobois	Alizée Guilhem	Chargée de mission "écocertification"	Cayenne, 2012
OHM	Damien Davy	Anhtropologue	Cayenne, 2012
ONCFS	Cécile Richard-Hansen	Responsable R & D	Kourou, 2012
ONF	David Binet	Directeur adjoint	
	Fabien Escalière	Agent forestier de l'Est Guyanais	Saint Georges, 2012
Oyapock Menuiserie	/	Exploitant + menuisier	Saint Georges, 2012
PEFC France	Stéphane Marchesi	Directeur	Téléphone, 2012
SGAR	Julien Panchout	Chargé de mission"	Cayenne, 2012
SGBG (SDL)	Thierry Deneuville	Exploitant	Saint Georges, 2012
Tcho Dan Bwa	Samuel Tisserand	Représentant	Cayenne, 2012
WWF	Florent Taberlet	Chargé de mission "filières terrestres"	Cayenne, 2012
Association TAKAA	Adi Norino	Représentant	Saint Georges, 2012
Village Espérance	Roger Labonté	Chef coutumier	Saint Georges, 2012
Architectes	3 entretiens téléphoniques		Saint Georges, 2012

Annexe 2 : Liste des Missions, ateliers, productions scientifiques

Missions

Oiapoque – 2 jours – Février 2011
Objectif : Prendre contact avec le terrain, Rencontrer quelques acteurs d'environnements locaux, Tester ma capacité à mener des entretiens en portugais
Méthodologie : 4 entretiens

Macapá – 10 jours – Mars 2011
Objectif : Prise de contact avec les gestionnaires de l'environnement à Macapá
Approche des différentes échelles de gestion environnementale en Amapá
Premiers éléments d'information sur la production et la gestion des données environnementale en territoire amapéen ; Eléments d'information concrets sur le Corridor de la biodiversité.
Méthodologie : Entretiens semi-directifs, collecte de documents (littérature grise), visites de terrain, questionnaire dans la rue.

Macapá – 10 jours – Août 2011
Objectif : Complémenter les résultats de la mission précédente (IEF, IEPA) ; Avoir une visibilité sur les données environnementales produite par l'ensemble des acteurs et leurs modalités de stockage
Comprendre les actions en cours sur la FLOTA
Méthodologie : Entretiens semi-directifs, collecte de documents (littérature grise), visite informelle

Manaus – 10 jours – Octobre 2011 (Avec Maya Leroy et Claudia Vitel)
Objectif : Changer d'échelle de compréhension des processus de gestion et de production de données
Analyse de la stratégie environnementale d'ONG nationales ou internationales
Confrontation du travail de thèse à la vision de chercheurs brésiliens
Méthodologie : Entretiens semi-directifs et récupération des documents de communication des ONG ;
Présentation aux chercheurs de l'INPA et mise en discussion.

Saint Georges / Oiapoque – 7 jours – Novembre 2011
Objectif : Comprendre les rôles des diverses forces de l'ordre en action sur le territoire
Avoir une première lecture de la gestion effective de la zone
Méthodologie : Entretiens semi directifs, conversations informelles et observation de terrain.

Camopi – 4 jours – Décembre 2011
Objectif : Avoir un premier aperçu de la situation concrète du village de Camopi et de la place qu'y tient le parc. Être identifiée une première fois pas les acteurs concernés qui en ont marre des études court terme sans retombées.
Méthodologie : 4 Entretiens semi-directifs, observations et discussions informelles (difficiles)
Limites : Temps trop court, mise en gardes préalables du maire et demande de discrétion, difficultés de déplacement autonome, pas d'enquête à Vila Brasil.

Saint Georges, Oiapoque et Macapá – 15 jours – Juillet 2012
Objectif : Soutien au travail de Master d'Antoine Boyrie ; Analyse locale des dynamiques de fragmentation forestière sur Saint Georges et Oiapoque ; Récolte de données sur la production et la gestion des données environnementales en territoire amapéen concernant la fragmentation forestière.
Premiers entretiens sur la genèse des dispositifs de gestion forestière amapéens
Méthodologie : Entretiens semi-directifs, collecte de documents et données cartographique, visites de terrain.

Parc national Montanhas de Tumucumaque - Pedra Branca do Amapári – 3 jours – Septembre 2012
Objectif : Observation participante lors de la réunion du conseil consultatif du PNMT, à l'occasion de l'anniversaire des 10 ans de sa création. ; Visite de la nouvelle base de recherche créée dans le parc.
Méthodologie : Suivi des réunions, entretiens informels avec les participants.

Oiapoque et Macapá – 20 jours – Octobre 2012
Objectif : Oiapoque :Observation participante du travail réalisé par l'équipe gestionnaire du PNCO, et complémentation de la dynamique locale des acteurs en lien avec la gestion environnementale. :
Macapá : Entretiens semi-directifs concernant l'historique de la mise en place des espaces protégés
Méthodologie : Entretiens semi-directifs, collecte de documents et données cartographique, visites de terrain, suivi de réunions (en terres indigènes, au sein du PNCO).
Principaux résultats : Compréhension des modalités d'action des gestionnaires du PNCO au quotidien, récupération des discours sur l'historique de la construction des aires protégées, récoltes d'une partie des documents gestionnaires (propositions, …) y ayant conduit.

Camopi – 10 jours – Décembre 2012
Objectif :
Participation aux enquêtes « gouvernance » menées par l'OHM Oyapock en partenariat avec le Parc Amazonien de Guyane sur la commune de Camopi. Recueil des discours sur les rôles de l'autorité coutumière, de la commune, du parc Amazonien et des zones de droits d'usage collectifs.
Recueil des discours véhiculés à Vila Brasil sur les parcs nationaux français et brésiliens présents dans la zone.
Méthodologie : Entretiens semi-directifs sur questionnaires, discussions informelles, visites de terrain.
Principaux résultats : Réalisation d'un quinzaine d'entretiens complémentaires de ceux existants pour le village de Trois Sauts.

Suivi de réunions et observation participante

Fonctionnement du conservatoire des espaces naturels – CEN – Novembre 2010-Février 2011
Objectif : Comprendre les modalités de coordination des acteurs de la gestion d'espaces naturels en Guyane en général et vis-à-vis des données.
Méthodologie : Entretiens semi-directifs, participation aux réunions techniques et à l'AG (2 x), rédaction d'un document de synthèse.

Processus de négociation pour la certification forestière FSC – Mai-Juin 2011
Objectif : Suivi de la mise en place des critères et indicateurs de la certification FSC Guyane – Identification des points de blocages et des prises de position de chacun à ce moment.
Entrée dans la question de la gestion forestière par un processus de cristallisation des points de blocages au niveau social et environnemental.
Méthodologie : Observation participante, prise de note et production d'un document de synthèse

Séminaire MAB Juin 2011
Objectif : Représentation du laboratoire ; Analyse du processus de mise en place d'une zone MAB.
Méthodologie : Observation participante, prise de note.

Réunion transfrontalière des populations amérindiennes - Oiapoque – Novembre 2011
Objectif : Représenter l'OHM à la réunion. Comprendre les positionnements et préoccupations communes et divergentes des populations amérindiennes du plateau des Guyanes. Analyser les modes d'action d'ONG socio-environnementalistes.
Prise de contacts avec les représentants des populations autochtones de Guyane et des terres indigènes d'Oiapoque.
Méthodologie : Observation (peu-participante), Participation élaboration de la stratégie pour l'année à venir, Discussions informelles avec organisateurs et participants, Rédaction d'un compte-rendu en retour pour l'observatoire et (partiellement) pour des membres de la FOAG à leur demande.

Réunion du conseil scientifique du PAG – Décembre 2011 (2 jours) / Décembre 2012 (2 jours) / Juin 2013 (1/2 journée)
Objectif : Identifier le mode de fonctionnement du conseil scientifique et ses marges de manœuvre. Prendre contacts avec les gens – Analyser quels sujets sont traités et sur quels points ils font débat ou non. Repérer les éventuels rapports de forces entre participants.
Méthodologie : Observation et discussions informelles. Prise de note.

Conférence sur les forêts tropicales : points d'étapes et nouveaux défis. Quelles orientations pour les acteurs français ? Janvier 2012
Objectif : Identifier les thématiques prioritaires et les orientations des acteurs nationaux en lien aux forêts tropicales, et plus spécifiquement pour ce qui touche aux politiques mises en œuvre en Guyane française, et en partenariat avec le Brésil.
Méthodologie : Observation et discussions informelles. Prise de note.

Comité de Suivi du Programme ZDUC (OHM) – Cayenne – Mars 2013
Objectif : Identifier le positionnement des différentes personnes invitées – Prendre des contacts
Méthodologie : Observation et discussions informelles. Prise de note.

Participation à des conférences en ethnologie (Montpellier Juin 2012 – 1 semaine) et en socio anthropologie - Marseille Avril 2012 (2 jours)

Participation aux réunions de préfiguration de l'axe Sciences sociales du Labex CEBA – Décembre 2012 (1 jour) et Juin 2013 (1 jour)

Activités scientifiques 2011-2014

Articles dans des revues scientifiques à comité de lecture

Nicolle S., Boudoux d'Hautefeuille M. (2014). L'anticipation environnementale et socio-économique de l'ouverture de routes. Une analyse de l'efficacité des dispositifs mis en place dans l'est de la Guyane française. Vertigo, 14(1), 16 p.

Nicolle S., Leroy M. (2014). Stratégies de partage et diffusion des données publiques environnementales: cas d'étude en Amazonie française et brésilienne. NETCOM (Networks and Communication Studies), 27 (1-2) : 60-87.

Chapitres d'ouvrages

Davy D., Boudoux d'Hautefeuille M., Nicolle S., et al., (2011). Du manioc et un pont : un observatoire Hommes/Milieux sur la frontière franco-brésilienne. In : Porto J.,Doff Sotta E. (Eds), *Reformatações fronteiriças no Platô das Guianas : (re)territorialidades de cooperações em construção*. Macapá, pp 91-119.

Nicolle, S. (2014, à paraître). Complémentarités et contradictions des stratégies de gestion environnementale de trois parcs nationaux à la frontière Guyane française / État d'Amapá (Brésil). In *Dynamiques environnementales, politiques publiques et pratiques locales : quelles interactions ?* QUAE. Marseille.

Communications dans des conférences scientifiques internationales à comité de lecture

Nicolle S., Leroy M., 2014. Protected areas: archetypal or alternative model for environmental management? A comparison of strategies and arrangements used in Amazonia. *EURAM'14 Conference*, 4-7 Juin 2014, Valencia, Espagne.

Nicolle S., Leroy M., 2014. The importance of multi-scalar networks in the strategic construction of environmental protected areas – Qualitative analysis in an Amazonian context: comparison between French (Guiana) and Brazilian (Amapá) environmental policies. Presented at the EGOS 2014, 3-5 Juillet 2014, Rotterdam, Netherlands.

Nicolle S., 2013. Genesis of environmental management arrangements in Amazonia - A France (French Guiana) and Brazil (Amapá) comparison, *10th International Conference of the European Society for Ecological Economics (ESEE), "Ecological Economics and Institutional Dynamics",* 18-21 Juin 2013, Lille, France.

Nicolle S., 2013. Quelle efficacité environnementale des politiques publiques de conservation mises en œuvre à la frontière Guyane Française / État d'Amapá (Brésil) ? In : Colloque international "Dynamiques environnementales, politiques publiques et pratiques locales : quelles interactions ?", Juin 2013, Laboratoire GEODE/Université de Toulouse Le Mirail, Toulouse, France.

Nicolle S., 2012. Comparaison de l'efficacité environnementale des dispositifs de gestion de l'environnement en forêt Amazonienne. Regards croisés entre stratégies française (Guyane française) et brésilienne (État d'Amapá)*, In : IVème symposium international « Regards croisés sur la transformation de la gestion et des organisations publiques », Atelier doctoral international de recherche en Management et Stratégie des Organisations Publiques (ADIMAP),* Novembre 2012, Québec, Canada.

Nicolle S., 2012. Sharing and distributing environmental data: Study cases in a French and Brazilian Amazonian context. *Seminar international "Sharing environmental information issues of open environmental data in Latin America*", UFRGS/ U. Paris 1/ IRD, 23-24 August 2012, Porto Alegre, Brazil.

Autres communications dans des séminaires de recherche nationaux

Nicolle S. (2011) « Comparaison des approches de gestion environnementale dans la zone de frontière de l'Oyapock », In : Biome Amazonien – Séminaire franco-brésilien, DEAL, Cayenne, Guyane française, , Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL).

Nicolle S. (2011), « Les données de l'OHM, contribution à une démarche de création d'une réserve de biosphère » In : Séminaire «Méthodologie de mise en place d'une réserve de biosphère (MAB) », Ouanary, Guyane française, Parc naturel régional de Guyane, Région Guyane, Comité MAB france.

Nicolle S. (2011) « historique de la mise en place des espaces protégés en Guyane et Amapá » In Séminaire annuel de restitution des travaux de l'OHM, Cayenne.

Nicolle, S. (2012) « Analyse comparée de l'efficacité environnementale de dispositifs de gestion de l'environnement en forêt amazonienne – Quelle approche méthodologique ? » In : Journées d'études doctorales : Nouvelles perspectives dans les recherches politiques sur l'environnement, Bordeaux, IEP Bordeaux, Centre Emile Durkheim, CNRS-CERTOP, AgroParisTech, Montpellier Recherche en Management, Mai 2012.

ENCADREMENT D'ETUDIANTS

Co-encadrements de stages de Master 2 accueillis au CNRS Guyane (USR 3456 – OHM Oyapock) :

Stage de Joris Bens – AgroParisTech (Sutrofor) – 6 mois

Bens J., 2011. *Roads and EIA in French Guiana: A policy-practice gap*. Cayenne, AgroParisTech/CNRS Guyane, 84 p.

Stage de Antoine Boyrie - Master 2 professionnel, développement durable, management environnemental et géomatique (DDMEG) – 6 mois – Co-encadrement IRD.

Boyrie A., 2012. *Typologie de la fragmentation forestière par télédétection et évaluation des politiques publiques d'aménagement dans le Bas-Oyapock (État d'Amapá (Brésil) / Guyane française)*. Cayenne, IRD / CNRS, 54 p.

Co-encadrements de stages de terrain courte durée :

Etudiants module FTH, 2011. *Quels enjeux pour les ZDUC de la Guyane littorale ? Cas de la commune de Saint Georges.* Restitution de projet Module FTH 2011.

Etudiants module FTH, 2012. *L'exploitation forestière durable en Guyane française : quels dispositifs pour quelle efficacité environnementale ?* Kourou, AgroParisTech/CNRS Guyane, 89 p.

Etudiants module Sutrofor, 2014. *Evaluation of the indirect environmental consequences of opening a transnational bridge between French Guiana and Brazil ?* Kourou, AgroParisTech, 32 p.

Annexe 3 : Compléments concernant les engagements liés aux grandes conventions internationales d'environnement

Préservation générale des écosystèmes

L'article 8 de la CDB sur la conservation in situ stipule notamment que chaque partie
« 8a) Établit un système de zones protégées ou de zones où des mesures spéciales doivent être prises pour conserver la diversité biologique; » […]

« 8c) Règlemente ou gère les ressources biologiques présentant une importance pour la conservation de la diversité biologique à l'intérieur comme à l'extérieur des zones protégées afin d'assurer leur conservation et leur utilisation durable; »

8. d) Favorise la protection des écosystèmes et des habitats naturels, ainsi que le maintien de populations viables d'espèces dans leur milieu naturel »

La convention pour la protection de la flore, de la faune et de la beauté des paysages naturels des pays d'Amérique défend également cette idée de conserver les écosystèmes dans leur intégralité via des espaces protégés, mais en insistant sur la nature exceptionnelle des écosystèmes à conserver. Cela implique l'idée d'une part de définir les espaces du territoire nécessitant une protection particulière au regard de la nécessité de préserver les écosystèmes, et d'autre part, que les qualités de ces écosystèmes soient également préservées en dehors de ces espaces de protection, quelles que soient les activités qui s'y déroulent. Tous les écosystèmes naturels sont ici concernés, qu'ils soient, pour les espaces qui nous concernent, des forêts tropicales humides, des savanes, des marais ou des écosystèmes marins. L'aire protégée est donc bien ici définie comme une modalité de protection spécifique qu'il convient de développer tout spécifiquement, en sus de l'ensemble des politiques visant à une protection générale des milieux.

Faune et Flore

Le préambule de la CITES stipule que les parties reconnaissent *« que la faune et la flore sauvages constituent de par leur beauté et leur variété un élément irremplaçable des systèmes naturels, qui doit être protégé par les générations présentes et futures* », sont conscientes *« de la valeur toujours croissante, du point de vue esthétique, scientifique, culturel, récréatif et économique, de la faune et de la flore sauvages* », et reconnaissent *« que les peuples et les États sont et devraient être les meilleurs protecteurs de leur faune et de leur flore sauvages»*. La reconnaissance de l'importance de la préservation se fait ici au travers de la mise en avant du caractère remarquable et unique des systèmes naturels et des nombreuses valeurs qu'ils incarnent, qu'il importe de transmettre aux générations futures. D'autres textes constituent des engagements concernant la gestion et la conservation de milieux spécifiques : forêts, zones humides et même écosystèmes marins.

Les forêts

La déclaration de principe sur les forêts de 1992, non contraignante, stipule, dans son préambule que
« f) Les forêts de tous types matérialisent des processus écologiques complexes et spécifiques sur lesquels repose leur capacité actuelle et potentielle de fournir les ressources permettant de répondre aux besoins de l'humanité dans le respect des valeurs écologiques; à ce titre, la gestion rationnelle et la conservation des forêts sont un sujet dont se préoccupent les gouvernements des pays auxquels elles appartiennent et qui intéresse les collectivités locales et l'environnement dans son ensemble. »

L'article 2b de cette même déclaration précise ainsi que :
« Les ressources et les terres forestières doivent être gérées d'une façon écologiquement viable afin de répondre aux besoins sociaux, économiques, écologiques, culturels et spirituels des générations actuelles et futures ».

Ce texte transpose aux forêts la logique du développement durable, en préconisant une gestion forestière capable de répondre à l'ensemble des demandes sociétales actuelles et futures. Compte tenu des intérêts divergents des pays sur les modalités à mettre en œuvre, et de l'exigence de souveraineté nationale, il n'a pas été possible d'aboutir à un accord contraignant. Ceci-dit, compte tenu de la place écrasante de la forêt en Guyane et en Amapá, la signature de cette déclaration par la France et le Brésil crée un engagement moral à y mettre en œuvre une gestion durable prenant en compte la complexité des écosystèmes concernés et permettant leur préservation.

Les zones humides

Les zones humides littorales de l'Amapá et de la Guyane, et notamment celles de l'embouchure de l'Oyapock méritent également une considération particulière au regard de la convention Ramsar qui indique que les parties :

« Reconnaissent l'interdépendance de l'Homme et de son environnement; Considèrent les fonctions écologiques fondamentales des zones humides en tant que régulateurs du régime des eaux et en tant qu'habitats d'une flore et d'une faune caractéristiques et, particulièrement, des oiseaux d'eau; Sont convaincues que les zones humides constituent une ressource de grande valeur économique, culturelle, scientifique et récréative, dont la disparition serait irréparable; Sont désireuses d'enrayer, à présent et dans l'avenir, les empiètements progressifs sur ces zones humides et la disparition de ces zones ».

La reconnaissance des pratiques locales

Les États reconnaissent au niveau international l'importance des pratiques locales dans l'optique de la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

« Sous réserve des dispositions de sa législation nationale, respecte, préserve et maintient les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et en favorise l'application sur une plus grande échelle, avec l'accord et la participation des dépositaires de ces connaissances, innovations et pratiques et encourage le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques; » (Article 8j de la CDB)

L'idée est donc ici de reconnaître, mais également de valoriser les pratiques des populations traditionnelles, en se basant sur le fait que ces pratiques sont favorables à la conservation de la biodiversité. La France, qui ne reconnaît pas le statut de « population autochtone » dans sa législation nationale, se voit néanmoins contrainte moralement à prendre en compte ces populations, et ce principalement en Guyane française.

Annexe 4 : Questionnaires utilisés à Camopi pour les enquêtes réalisées dans le cadre du programme « gouvernance et territorialité »

QUESTIONNAIRE GOUVERNANCE

Elaboré par Damien Davy, Marion Trannoy, Françoise et Pierre Grenand

NOM :
VILLAGE :
AGE :
ETHNIE :

I. LES AUTORITES COUTUMIERES

1) Qui est le chef de votre communauté ?
   Savez-vous d'où vient sa famille ?
2) Connaissez-vous celui qui l'a précédé ?Avez-vous idée de qui le suivra ?
3) Connaissez-vous des noms de grands chefs de l'histoire de votre peuple ?
4) Qui a fondé ce village ?
   Était-ce longtemps avant votre naissance ?
5) Votre famille a-t-elle toujours vécu dans ce village, avec des chefs de la même famille ?
6) Comment devient-on chef de village ? Est-ce obligatoirement un homme ? Est-on chef jusqu'à la mort ?
7) Existe-t-il des familles où l'on est souvent chef ? Des familles où l'on ne l'est jamais ? Pourquoi ?
8) Quelles qualités doit avoir un bon chef ?
9) Quels sont les défauts les plus graves qui empêchent d'être un bon chef ?
10) Pour vous quel est le rôle du Chef ? Dans quelles affaires intervient-il ? Comment prend-il ses décisions ? Demande-t-il l'avis des anciens ? des jeunes ? des femmes ?
11) Est-il toujours écouté, suivi ? Ses décisions sont-elles contestables ?
12) Quelle est la manière de montrer que l'on n'est pas d'accord avec lui ?
13) Un chef gagne-t-il beaucoup d'argent ? Qui le lui donne ? Et comment était-ce avant ?
14) Pensez-vous qu'aujourd'hui le rôle du chef a changé ? Pourquoi ? Quels sont les changements ?
15) Le chef est-il encore respecté par les anciens ? Par les jeunes ?
16) Selon vous, comment les gens de l'extérieur se comportent-ils avec les chefs (Préfecture, Région, Département, divers élus, Gendarmerie, Armée, Éducation nationale, Santé, divers autres services, PAG) ?
17) Plus précisément, parlons de la mairie. Comment cela se passe-t-il entre la mairie et les chefs ?
18) Selon vous, comment cela devrait-il se passer entre le maire et les chefs ?
19) Selon vous, quel devrait être le rôle d'un chef aujourd'hui ? Est-ce important d'avoir un chef ? Changeriez-vous la manière de devenir chef ? Que se passerait-il si cette autorité n'existait plus ?

II LA MAIRIE

1) Savez-vous quand Camopi est devenu une commune ? Pourquoi ?
2) Connaissez-vous les limites de la commune ?
3) Savez-vous qui est le Maire actuel ? (et le précédent ?), Qui sont les conseillers municipaux ?
4) Pouvez-vous citer le nom des anciens maires ?
5) Comment devient-on maire ? Pour combien de temps ? Qui décide de la durée ?
6) Le maire choisit-il ses conseillers municipaux ?
7) Est-ce partout pareil en Guyane ? En France métropolitaine ?
8) Le maire gagne-t-il beaucoup d'argent ? Qui le lui donne ?
9) Et la commune, qui lui donne son budget ? Pour en faire quoi ?
10) Connaissez-vous le rôle du maire ? A quoi sert un Maire ?
11) Pour quelles affaires vous rendez-vous à la Mairie ?
12) Le rôle du Maire est-il respecté ?
13) Ce respect dépend-il de la famille à laquelle il appartient ? Trouvez-vous cela normal ou pas ?
14) Pensez-vous que le rôle du Maire a changé avec les années ?
15) Quelles qualités doit posséder un Maire d'après vous (qu'est ce qu'un bon Maire) ?
16) Quels sont les plus graves défauts qui empêchent d'être un bon maire ?
17) Selon vous, comment les gens de l'extérieur se comportent-ils avec le maire (Préfecture, Région, Département, divers élus, Gendarmerie, Éducation nationale, Santé, divers autres services, PAG) ?
18) Aimeriez-vous être élu ? Pourquoi ?
19) Que feriez-vous si vous étiez Maire ?

III. LE PARC AMAZONIEN DE GUYANE

1) Quand le PAG a-t-il été créé ?
2) Par qui ?
3) Quelles sont les autres communes du parc ?
4) Connaissez-vous ses différentes zones ?
5) Existe-t-il d'autres parcs naturels ailleurs ? En Guyane ? En France ? Au Brésil ? Quelle vision du parc des Tumucumaques → même type de parc ? mêmes règles ?
6) Pour vous, quel est le rôle du Parc Amazonien ? A quoi sert le Parc Amazonien Qui est le représentant du parc à Camopi ? Depuis quand ? Quel est son rôle ?
7) Qui sont les agents du parc à Camopi ? Quel est leur rôle ?
8) Connaissez-vous ce que sont :
9) Le Conseil d'habitant :
10) Le Comité de vie locale :
11) Le Conseil d'administration :
12) Le Conseil scientifique :
13) Savez-vous à quoi servent ces assemblées du Parc Amazonien ?
14) Où ont-elles lieu ? êtes-vous d'accord avec ces endroits ?
15) Avez-vous déjà participé à l'une de ces assemblées ?
16) Qu'en attendez-vous ?
17) Pensez-vous que cela fonctionne bien ?
18) Connaissez-vous les représentants de votre communauté (ou village) dans ces différentes instances du Parc Amazonien ? Savez-vous comment ils ont été choisis ?
19) D'après vous, y a-t-il eu beaucoup de changements depuis que le Parc Amazonien est présent à Camopi ?
20) Quels sont les changements positifs ?
21) Quels sont les changements négatifs ?
22) Selon vous, quel devrait-être le rôle du Parc ?

IV. LA TERRE

1) Les Wayãpi, les Teko ont-ils une terre ?
2) Pouvez-vous donner les limites de la terre des Teko / la terre des Wayãpi ?
3) Depuis quand chacun de ces peuples habite-t-il ici ?
4) Et avant ?
5) A qui appartient la terre des Teko, la terre des Wayãpi ?
6) Qui décide de l'emplacement d'un nouveau village ? d'une nouvelle maison dans le village ?
7) Qui décide de l'emplacement d'un nouvel abattis ?
8) A qui appartient l'emplacement des anciens villages ?
9) A qui appartient l'emplacement des anciens abattis ?
10) La loi française et les coutumes traditionnelles sont-elles d'accord sur toutes ces questions ?
11) Savez-vous ce que sont les ZDUC ?
12) Qui les a créées ? Quand ? Pourquoi ?
13) Connaissez-vous les limites des ZDUC de l'Oyapock et du Camopi ?
14) Existe-t-il des ZDUC ailleurs en Guyane ? Pour qui ?
15) Quel est l'équivalent des ZDUC au Brésil ? Au Surinam ?
16) A quoi servent les ZDUC ?
17) Qu'est-ce qui vous est permis dans les ZDUC ?
18) Qu'est-ce qui n'est pas permis ?
19) Certains pensent que les ZDUC sont utiles et nécessaires, d'autres pensent qu'elles sont inutiles et gênantes ? Quel est votre avis ?
20) Pensez-vous que votre terre est menacée ou qu'il n'y pas de problèmes ?
21) Si oui, quels genres de problèmes ?
22) Qui peut les résoudre ? Comment ?